



PROJET DE LOI DE FINANCES 2026



| Septembre 2025

SOMMAIRE

I. NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT 2026	1-30
II. TEXTE DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2026	31-106
III. BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026	107-276
IV. DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2026-2028	277-356
V. AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES	357-1278
- Etat A : Stratégie d'Endettement Public du Mali à Moyen Terme 2026-2028	358-385
- Etat B : Plafond d'emploi	386-393
- Etat C : Répartition des Crédits du Budget Général par Dotation et Programme.....	394-401
- Etat D : Répartition des Crédits des Budgets Annexes par Programme	402-404
- Etat E : Répartition des Crédits des Comptes Spéciaux du Trésor par Programme	405-406
- Etat F : Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics et aux Collectivités Territoriales	407-493
- Etat G : Tableau de Classifications Fonctionnelle et Economique des Dépenses	494-503
- Etat H : Tableau de Classifications Administrative et Fonctionnelle des Dépenses	504-516
- Etat I : Tableau de Classifications Administrative et Economique des Dépenses	517-527
- Etat J : Liste des dotations et programmes	528-537
- Etat K : Programme Triennal d'Investissement	538-685
- Etat L : Restes à Payer	686-766
- Etat M : Plan de Trésorerie Mensualisé	767-769
- Etat N : Echéances courantes de la dette	770-782
- Etat P : Statistiques sur les Emplois créés	783-794
- Etat Q : Subvention à l'Energie du Mali (EDM-SA)	795-799
- Etat R : Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation	800-801
- Etat S : Annexe sur les Dépenses Fiscales	802-994
- Etat T : Restes à Recouvrer	995-1 000
- Etat V : Annexe sur le Genre	1 001-1 219
- Etat W : Annexe sur les risques budgétaires	1220-1278
VI. SITUATION D'EXECUTION AU 30 JUIN 2025	1279-1316

NOTE DE PRESENTATION

NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET DE L'ÉTAT 2026

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

A. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL¹

Le processus de préparation du budget de l'État pour l'exercice 2026 se déroule dans un contexte marqué par une croissance timide de l'économie mondiale, malgré les incertitudes liées aux tensions géopolitiques et à l'entrée en vigueur des droits de douane élevés aux États-Unis d'Amérique. Selon les perspectives révisées de juillet 2025 du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,1% en 2026, soit 0,1 point de pourcentage de plus que le niveau attendu en 2025. L'inflation mondiale devrait continuer à ralentir passant de 3,5% en 2025 à 2,9% en fin d'année 2026 du fait de la baisse attendue des cours de l'énergie et un ralentissement de la demande.

Dans les pays avancés, la croissance devrait légèrement s'améliorer pour atteindre 1,6 % en 2026, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2025. L'inflation restera faible avec une tendance baissière entre 2025 et 2026, soit respectivement 2,4% et 2,0%.

Dans la zone euro, bien que modeste, la croissance devrait poursuivre sa dynamique haussière, passant de 0,9 % en 2024 à 1,0 % en 2025, puis à 1,2 % en 2026.

Dans les pays émergents et pays en développement, la croissance devrait globalement baisser entre 2025 et 2026, passant de 4,1% à 4%. L'inflation continuerait de baisser, passant de 4,4% en 2025 à 3,5% en 2026.

En Chine, la croissance devrait s'établir à 4,8% en 2025, principalement en lien avec une activité économique plus forte que prévue au premier semestre 2025 et des droits de douane États-Unis-Chine relativement bas comparativement au niveau anticipé.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait augmenter, passant de 4,0% en 2025 à 4,3% en 2026, malgré les turbulences de la conjoncture mondiale, illustrées par la baisse de la demande extérieure, la faiblesse des cours des produits de base et le resserrement des conditions financières, avec une dégradation plus marquée des perspectives des exportateurs de produits de base et des pays plus exposés commercialement aux États-Unis. L'inflation devrait rester élevée avec toutefois une tendance à la baisse, passant de 13,3% en 2025 à 12,6% en 2026.

¹ FMI, Perspectives Economiques Mondiales (PEM) avril 2025, mises à jour, juillet 2025.

Dans la zone UEMOA, en dépit des menaces persistantes, liées à l'insécurité et au changement climatique, la croissance économique devrait rester solide avec 6,4% attendue en 2025 et 5,8% projetée en fin 2026. L'inflation moyenne devrait baisser, passant de 3,4% en 2025 à 2,8% en 2026². Toutefois, avec les crises politiques et institutionnelles dans la région et la persistance de la crise en Ukraine et au Moyen-Orient, ces perspectives pourraient être affectées, ce qui risquerait de renchérir les prix des produits de premières nécessités et de provoquer le resserrement des conditions financières et la contraction des flux de capitaux étrangers dirigés vers la région. Le tableau 1 présente la croissance et l'inflation dans certaines régions.

Tableau 1 : Croissance et inflation dans certaines régions.

Zones	Taux de croissance du PIB (%)			Inflation en %		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Monde	3,3	3,0	3,1	4,8	3,5	2,9
Pays avancés	1,8	1,5	1,6	2,4	2,4	2,0
Zone Euro	0,9	1,0	1,2	--	--	--
Pays émergents et en développement	4,3	4,1	4,0	6,6	4,4	3,5
Chine	5,0	4,8	4,2	--	--	--
Afrique subsaharienne	4,0	4,0	4,3	18,3	13,3	12,6
UEMOA	6,3	6,4	5,8	3,3	3,4	2,8

Source : FMI, Perspectives économiques mondiales et régionales, avril et mai 2025 ; Mises à jour, juillet 2025.

B. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national s'appuient sur la poursuite de la mise en œuvre des différentes réformes entamées par le Gouvernement de Transition dans les secteurs prioritaires. Elles se fondent également sur l'engagement du Mali dans un processus de recouvrement de sa souveraineté globale tant sur le plan politique qu'économique dans une démarche de partenariat stratégique avec les pays amis.

Dans ce contexte et en dépit des effets négatifs des différentes crises internationales, notamment en Ukraine et au Moyen-Orient, les perspectives macroéconomiques du Mali sont plutôt rassurantes et se caractérisent par une situation sécuritaire sous contrôle et des actions d'apaisement de la situation socio-politique. En 2026, l'économie malienne connaîtrait un regain de croissance avec un taux de croissance projeté à 6,3% contre 6,0% attendu en fin 2025. Tous les secteurs d'activités devraient enregistrer une croissance solide, mais les secteurs secondaire et tertiaire seraient les principaux moteurs de la croissance en 2026.

² Rapport du FMI sur les politiques communes des États-membres de l'UEMOA, mai 2025.

En effet, le secteur primaire qui représente 32,3% du PIB enregistrerait une croissance de 4,8% en 2026 contre 4,5% attendue à fin 2025. Il est porté principalement par les branches Culture du coton (+5,6%), Elevage et chasse (+4,9%), Sylviculture et exploitation forestière (+4,8%) et Egrainage du coton (+4,7%). Le secteur primaire contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 1,6 point de pourcentage en 2026.

S'agissant du secteur secondaire qui représente 24,8% du PIB en 2026, il devrait croître à un rythme de 7,4% contre 10,3% en 2025. Il contribuerait à la croissance du PIB réel de l'ordre de 1,8 point de pourcentage. La croissance dans ce secteur serait soutenue principalement par les branches Extraction de minerais métalliques (+8,2%), Activités de fabrication de textiles, d'articles d'habillement et de cuir travaillé, d'articles de voyage, de chaussures (+7,9%), Fabrication de produits alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (+7,8%), Production et distribution d'électricité, de gaz et de support énergétiques (+7,6%), Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et de pollution (+6,1%) et Construction (+5,8%).

Quant au secteur tertiaire, il devrait croître à un rythme de 6,8% en 2026 contre 5,5% en 2025. Son poids, y compris les impôts nets sur les produits, devrait se situer autour de 42,9%³ du PIB en 2026. Il contribuerait à hauteur de 2,5 points de pourcentage du PIB réel. Cette croissance repose principalement sur la bonne tenue des branches Information et communication (+10,2%), Commerce (+7,0%), et Activités artistiques, sportives et récréatives (+7,0%). Les autres branches notamment (Activités financières et d'assurance, Activités pour la santé humaine et l'action sociale, Enseignement et Activités immobilières etc.) contribueraient également et positivement à la performance du secteur.

En 2026, la consommation finale devrait contribuer à la croissance économique à hauteur de 4,3 points de pourcentage et représenterait près de 85,1% du PIB contre 86,2% en 2025. Elle serait portée essentiellement par la consommation des ménages (+71%) du PIB avec une contribution de 3,5 points de pourcentage. La formation brute de capital fixe augmenterait de 5,3% en 2026 contre 5,0% en 2025 et contribuerait à hauteur de 1,1 point de pourcentage à la croissance du PIB réel. Aussi, les exportations nettes contribueraient à la croissance économique à hauteur de 2,3 points de pourcentage en 2026.

La prévision de croissance économique pour 2026 devrait être soutenue par la volonté et l'engagement du Gouvernement de Transition à :

- renforcer les actions visant à accroître la production énergétique à travers, entre autres, la mise en place du fonds de soutien au développement des infrastructures de base et la priorisation des projets de Partenariat Public Privé avec la possibilité d'accorder des garanties dans la loi de Finances de l'année conformément aux dispositions de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux lois de Finances ;

³ Le poids du secteur tertiaire hors « Impôts nets sur produits » est de 36,1% du PIB

- renforcer les mesures structurelles visant l'amélioration de l'environnement des affaires et la promotion du secteur privé en mettant un accent particulier sur les domaines agro-industriel et de l'extraction minière ;
- assurer une situation sécuritaire stable permettant de consolider la relance économique ;
- poursuivre la mise en œuvre du nouveau code minier en s'appuyant sur les avantages relatifs au contenu local ;
- accélérer le processus d'opérationnalisation de nouvelles mines d'or et de lithium ;
- accélérer, en rapport avec les autres Etats membres, l'opérationnalisation de la Banque Confédérale pour l'Investissement et le Développement de l'Alliance des Etats du Sahel (BCID-AES);
- approfondir les relations économiques avec ses partenaires sur le plan régional en vue de construire des relations mutuellement avantageuses, favorables à l'essor du secteur privé.

II. CADRAGE BUDGÉTAIRE 2026

Les objectifs et les orientations de la politique budgétaire pour 2026 sont définis sur la base des perspectives macroéconomiques, des engagements pris par le Gouvernement ainsi que des priorités de politiques publiques définies dans le Plan d'Action du Gouvernement (PAG) 2025-2026 en cohérence avec la Vision « **Mali kura jetaasira ka ben san 2063 ma** » et sa **Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033)**.

Rappelons que la Vision Mali Kura jetaasira ka ben san 2063 ma et la Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033 ont été élaborées et adoptées par le Gouvernement en Conseil des ministres du 17 janvier 2025 suivant le Décret n°2025-0053/PT-RM du 31 janvier 2025. Ce document est désormais le cadre unique de référence des politiques et stratégies de développement du Mali.

Elle est une initiative ambitieuse et inclusive visant à transformer le Mali en une nation émergente et s'articule autour des axes stratégiques ci-après :

- le renforcement de la souveraineté et consolidation de la paix et de la sécurité ;
- la refondation de la gouvernance ;
- la transformation structurelle de l'économie et croissance ;
- le renforcement du capital humain et développement de territoires résilients ;
- la gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences.

A. HYPOTHÈSES DE PRÉVISIONS DU BUDGET 2026

Les prévisions budgétaires 2026 sont établies sur la base d'une prévision de croissance économique de 6,3% contre 6,0% attendue en 2025. L'inflation, mesurée par la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation, est projetée à 2,5% en 2026 contre 2,8% en 2025. Le tableau 2 présente les hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2026.

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2026.

Libellés	2024	2025	2026
PIB nominal (Mds FCFA)	16 246,9	17 357,8	19 182,2
Taux de croissance du PIB réel	5,0%	6,0%	6,3%
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	3,2%	2,8%	2,5%

Source : INSTAT, CPM, Juin 2025.

Les hypothèses macroéconomiques indiquées dans le tableau 2 ont été utilisées pour déterminer les objectifs de la politique budgétaire en 2026.

B. OBJECTIFS ET ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

1 Objectifs de la politique budgétaire

Pour l'exercice 2026, la politique budgétaire viserait à maintenir un solde budgétaire global compatible avec la viabilité de la dette publique. Le solde budgétaire global (dons inclus) serait orienté à la baisse.

Les recettes fiscales nettes augmenteraient d'environ 0,2 point de pourcentage en 2026 pour se situer à 13,6% du PIB contre 13,4% dans la loi de Finances rectifiée 2025. Les dons devraient rester stables à 0,4% du PIB en 2025 et en 2026.

En ce qui concerne les dépenses budgétaires, elles s'établiraient à 17,6% du PIB en 2026 contre 17,9% dans la loi de Finances rectifiée 2025. Le rythme d'augmentation des dépenses courantes devrait ralentir en vue d'atteindre 13,1% du PIB en 2026 contre 13,6% en 2025 tandis que les dépenses en capital connaîtraient une augmentation en pourcentage du PIB en s'élevant à 4,4% en 2026 contre 4,2% en 2025.

Ainsi, la prévision du déficit budgétaire (dons inclus) ressort à 2,2% du PIB contre 2,7% dans la loi de Finances rectifiée 2025.

Le tableau 3 présente les cibles des principaux agrégats budgétaires rapportés au PIB.

Tableau 3 : Agrégats⁴ budgétaires pour 2025-2026.

Agrégats	LFR 2025	PLF 2026
Recettes budgétaires (% PIB)	14,7%	14,9%
Recettes fiscales brutes (% PIB)	14,0%	14,1%
Recettes fiscales nettes	13,4%	13,6%
Recettes non fiscales (% PIB)	0,9%	0,7%
Dons / (% PIB)	0,4%	0,4%
Dépenses budgétaires (% PIB)	17,9%	17,6%
Dépenses courantes (% PIB)	13,6%	13,1%
Dépenses en capital (% PIB)	4,2%	4,4%
Solde global dons inclus (%PIB)	-2,7%	-2,2%
Solde global dons exclus (%PIB)	-3,2%	-2,6%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-2,2%	-1,7%
Solde primaire (%PIB)	-1,5%	-0,9%
Masse salariale /Recettes fiscales	45,4%	43,6%
Masse salariale / (% PIB)	6,1%	5,9%

Source : DGB, DGTCP, DGDGP, 2025.

2 Orientations de la politique budgétaire

Les orientations budgétaires pour l'atteinte des objectifs susmentionnés s'inscrivent essentiellement dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des réformes engagées en matière de gestion des finances publiques. Conformément aux priorités édictées par le Gouvernement de Transition, il s'agira de poursuivre les efforts d'amélioration de la collecte des recettes en s'appuyant sur la digitalisation, d'une part, et la rationalisation des dépenses des administrations publiques, d'autre part.

En matière de recettes, l'accent sera mis sur la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale et des douanes avec comme objectif l'augmentation durable des recettes de l'Etat. Les mesures phares porteront essentiellement sur :

- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la fiscalisation des nouvelles économies ;
- l'accélération du processus d'adoption des textes relatifs à la taxation des propriétés foncières, bâties et non bâties ;
- la poursuite des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale ;
- la poursuite du déploiement de la téléprocédure (Télédéclaration, télépaiement, E-quitus, etc.) ;
- la meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et l'amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;
- la rationalisation des exonérations fiscales ;
- l'exploitation des avantages du Code minier adopté en 2023 ;
- la poursuite de la digitalisation des moyens de paiement dans les structures de l'administration.

⁴ Ces agrégats sont issus de la présentation des données budgétaires suivant la nomenclature du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE 1986). Aussi, certains ratios peuvent différer de ceux contenus dans le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuel (DPBEP) annexé au budget de l'Etat 2026 en raison de l'actualisation périodique de la valeur nominale du PIB.

En matière de dépenses, les actions visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique seront poursuivies à travers :

- la finalisation de l'étude relative à l'évaluation de la mise en œuvre du budget-programmes et la mise en œuvre des recommandations y afférentes ;
- la poursuite de la maîtrise de la masse salariale grâce à la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance et l'opérationnalisation du SIGRH ;
- la poursuite de l'amélioration de la qualité de la programmation des dépenses en opérationnalisant le plan d'engagement pour une exécution fluide du budget de l'Etat ;
- la mise en œuvre du plan d'actions de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033 ;
- la poursuite de l'amélioration des processus de prévision et d'exécution budgétaire par le renforcement de l'analyse des risques budgétaires ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette publique à moyen terme.

III. SITUATION DES CRITÈRES DE CONVERGENCE DE L'UEMOA

Le Gouvernement de Transition accorde une attention particulière au suivi des critères et des normes de convergence communautaire de l'UEMOA. En 2026, le Mali respectera trois (03) critères sur cinq (05). Le tableau 4 décrit la position du Mali par rapport aux cinq (05) critères de convergence de l'UEMOA.

Tableau 4 : Position du Mali par rapport aux cinq (05) critères de convergence de l'UEMOA.

Critères de convergence	Norme UEMOA	2024	2025	2026
		Estimations	LFR	PLF
Critères de premier rang				
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % PIB	≥ -3%	-2,2%	-2,7%	-2,4%
Taux d'inflation	≤ 3%	3,2%	2,8%	2,5%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤ 70%	42,4%	42,3%	43,0%
Critères de second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales	≤ 35%	44,1%	45,4%	43,6%
Taux de pression fiscale	≥ 20%	13,6%	13,4%	13,6%
Nombre de critères respectés		2	3	3

Source : DGTCP, DGB, DGDP, INSTAT, 2025.

IV. DONNÉES CHIFFRÉES DE LA LOI DE FINANCES

A. OPERATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires portent sur les recettes et les dépenses.

1 Recettes budgétaires

Les prévisions de recettes budgétaires pour l'exercice 2026 s'établissent à 3 057,792 milliards de FCFA contre 2 739,697 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une augmentation de 318,095 milliards de FCFA correspondant à une hausse de 11,61%, imputable à l'augmentation de la prévision des recettes du budget général et celle des recettes des Comptes spéciaux du Trésor.

Le détail des prévisions de recettes budgétaires pour 2026 est donné dans le tableau 5.

Tableau 5⁵ : Prévisions de recettes budgétaires de l'Etat pour 2026.

(Montant en milliards de FCFA)							
LIBELLES	LF 2025		PLF 2026	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Budget général	2 526,261	2 617,058	2 934,832	408,571	16,17	317,774	12,14
Dons projets et legs	75,000	75,000	75,000	0,000	0,00	0,000	0,00
Recettes fiscales nettes	2 334,491	2 384,491	2 702,353	367,862	15,76	317,862	13,33
dont Fonds de soutien	0,000	50,000	100,000	100,000	-	50,000	100,00
Recettes non fiscales	24,403	65,200	27,838	3,435	14,08	-37,362	-57,30
Dons programmes et legs	0,098	0,098	2,001	1,903	1934,85	1,903	1934,85
dont ABS	0,098	0,098	2,001	1,903	1934,85	1,903	1934,85
dont ABG	0,000	0,000	0,000	0,000	-	0,000	-
Recettes exceptionnelles	5,322	5,322	18,990	13,668	256,82	13,668	256,82
Produits financiers	86,947	86,947	108,650	21,703	24,96	21,703	24,96
Budgets annexes	8,903	8,903	8,903	0,000	0,00	0,000	0,00
Ventes de produits	5,028	5,028	5,028	0,000	0,00	0,000	0,00
Recettes non fiscales	1,566	1,566	1,566	0,000	0,00	0,000	0,00
Recettes exceptionnelles	2,278	2,278	2,278	0,000	0,00	0,000	0,00
Produits financiers	0,031	0,031	0,031	0,000	0,00	0,000	0,00
Comptes spéciaux du Trésor	113,736	113,736	114,057	0,321	0,28	0,321	0,28
Recettes fiscales	98,159	98,159	98,159	0,000	0,00	0,000	0,00
Recettes non fiscales	4,053	4,053	4,053	0,000	0,00	0,000	0,00
Transferts reçus d'autres budgets	11,493	11,493	11,814	0,321	2,79	0,321	2,79
Dons programmes et legs	0,030	0,030	0,030	0,000	0,00	0,000	0,00
Total des recettes budgétaires	2 648,900	2 739,697	3 057,792	408,892	15,44	318,095	11,61

Source : DGB, 2025.

⁵ Dans le tableau, la différence d'écarts dans le calcul des chiffres est imputable aux arrondis.

1.1. Recettes du budget général

Les recettes du budget général sont fixées à 2 934,832 milliards de FCFA en 2026 contre un montant rectifié de 2 617,058 milliards de FCFA en 2025, soit une hausse de 317,774 milliards de FCFA ou un taux de 12,14%. La prévision des recettes du budget général ainsi que la variation de ses composantes se déclinent par nature de recettes comme suit :

1.1.1. Recettes fiscales nettes⁶

La prévision des recettes fiscales nettes, constituées d'impôts directs et indirects, est fixée à 2 702,353 milliards de FCFA en 2026 contre 2 384,491 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit un accroissement de 317,862 milliards de FCFA, ou un taux d'augmentation de 13,33%. Cet accroissement s'explique principalement par les facteurs ci-après :

- les retombées positives de l'application de la Loi n°2023-040 du 29 août 2023 portant code minier en République du Mali, notamment en qui concerne l'augmentation attendue du produit de la Taxe Ad Valorem et celui de la Contribution sur Prestation de Services et de l'Impôt Spécial sur Certains Produits portant l'or (CPS- ISCP/ Or) ;
- l'évolution favorable du cours mondial des matières premières, notamment celui du pétrole qui impacte directement la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) ;
- la hausse attendue du montant issu des prélèvements au titre du Fonds de soutien aux projets d'infrastructures de base et de développement social.

1.1.2. Recettes non fiscales

La prévision des recettes non fiscales s'élève à 27,838 milliards de FCFA en 2026 contre 65,200 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une baisse de 37,362 milliards de FCFA ou un taux de diminution de 57,30%. Cette baisse s'explique notamment par la non-reconduction des fonds versés par les sociétés de téléphonie, qui avaient été reportés dans le budget rectifié 2025.

1.1.3. Dons projets, dons programmes et legs

Les dons budgétaires proviennent principalement des institutions internationales et des gouvernements étrangers. Pour 2026, il est attendu un montant de 77,001 milliards de FCFA contre une prévision de 75,098 milliards de FCFA en 2025, et serait ainsi en hausse de 1,903 milliard de FCFA ou un taux de 2,53%. Ce montant se décompose en dons projets fixés à 75,000 milliards de FCFA contre le même montant en 2025 et en dons programmes qui sont attendus pour 2,001 milliards de FCFA contre un montant de 0,098 milliard de FCFA en 2025.

⁶ Elles correspondent aux recettes brutes desquelles sont déduits les crédits de TVA qui sont inscrits au niveau des Comptes Spéciaux du Trésor.

Pour l'exercice 2026, les dons programmes seront constitués uniquement de l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS).

S'agissant de l'ABS, il passe de 0,098 milliard de FCFA dans le budget de l'Etat de 2025 à 2,001 milliards de FCFA dans le budget pour 2026, soit une hausse de 1,903 milliard de FCFA. La prévision de l'ABS par partenaire technique et financier est donnée dans le tableau 6.

Tableau 6 : Prévision de l'Appui budgétaire sectoriel.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	LF 2025		PLF 2026	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Appui budgétaire sectoriel décentralisé (ABSD) de la Coopération Suisse			2,001	2,001	-	2,001	-
Report du reliquat de l'ABS du Canada/ Education	0,051	0,051		-0,051	-100,00	-0,051	-100,00
Report du reliquat de l'ABS du Canada/ Santé	0,047	0,047		-0,047	-100,00	-0,047	-100,00
Total	0,098	0,098	2,001	1,903	1934,85	1,903	1934,85

Source : DGB, 2025.

Le montant au titre de l'exercice 2026 est constitué de l'ABS décentralisé annoncé par la Coopération suisse et sera destiné au financement des actions ci-après :

- Programme d'Appui à la Gouvernance Inclusive (PAGI) pour 1,001 milliard de FCFA ;
- Programme de Renforcement de l'Environnement Protecteur au Mali (PROTECT) pour 0,707 milliard de FCFA ;
- Partenariats pour l'Insertion via les Compétences Impulsées par le Secteur Privé (PartICIP) pour 0,287 milliard de FCFA.

En ce qui concerne l'ABG classé dans les recettes budgétaires, il est constitué de dons exclusivement, les prêts ayant été déclassés des recettes budgétaires vers les ressources de trésorerie. A l'instar du budget de l'Etat 2025, celui de 2026 n'enregistre pas d'annonce.

1.1.4. Recettes exceptionnelles

Pour 2026, les recettes exceptionnelles sont estimées à 18,990 milliards de FCFA contre un montant de 5,322 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une hausse de 13,668 milliards de FCFA ou un taux de progression de 256,82%. Elles seront constituées de la contribution du Programme Moderne de Contrôles des Importations (PMCI) et des annulations de dettes, s'élevant respectivement à 15,000 milliards de FCFA et 3,990 milliards de FCFA.

La forte progression des recettes exceptionnelles découle de la prise en compte de la contribution du PMCI contrairement à l'exercice 2025 pour lequel la prise en compte avait été effectuée à travers la rectification du budget de l'Etat 2025 et classée dans les recettes non fiscales.

1.1.5. Produits financiers

La prévision pour les produits financiers s'élève à 108,650 milliards de FCFA en 2026 contre 86,947 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une augmentation de 21,703 milliards de FCFA en lien avec l'amélioration continue du suivi des parts de l'Etat, notamment dans les actions des sociétés minières.

1.2. Recettes des budgets annexes

Les budgets annexes comprennent les budgets des Entrepôts Maliens au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée, au Ghana, en Mauritanie et au Bénin. Leur prévision de recettes est évaluée à 8,903 milliards de FCFA en 2026, soit le même montant en 2025.

1.3. Recettes des Comptes Spéciaux du Trésor

Les recettes des Comptes Spéciaux du Trésor sont projetées à 114,057 milliards de FCFA en 2026 contre une prévision de 113,736 milliards de FCFA en 2025, soit une légère augmentation de 0,321 milliard de FCFA ou un taux de progression de 0,28%. Cette augmentation provient du report du solde du compte d'affectation « Fonds National d'Appui à l'Agriculture ».

Pour 2026, les Comptes Spéciaux du Trésor au nombre de douze (12) seront constitués du (de la) :

- Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts ;
- Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune ;
- Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- Fonds de Remboursement des Crédits de TVA ;
- Fonds National pour le Développement de la Statistique ;
- Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des Activités Minières ;
- Fonds d'Etude d'Impact Environnemental et Social ;
- Garantie pour la Centrale Solaire Photovoltaïque de 33 MWc à Ségou ;
- Fonds de Développement de l'Eau.

2 DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Les prévisions de dépenses budgétaires au titre de l'exercice 2026 s'élèvent, en termes de Crédits de Paiement (CP), à 3 578,217 milliards de FCFA contre 3 279,886 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une hausse de 298,331 milliards de FCFA, correspondant à une progression de 9,10%. En termes d'Autorisations d'Engagement (AE), elles s'élèvent à 1 107,187 milliards de FCFA pour 2026 contre 1 060,754 milliards de FCFA en 2025, soit une augmentation de 46,433 milliards de FCFA ou un taux de 4,38%. Les dépenses budgétaires sont présentées par nature, par type de programmes et par fonctions.

2.1 Présentation des dépenses budgétaires par natures

La répartition des prévisions de dépenses budgétaires par budgets et par natures économiques est présentée dans le tableau 7.

Tableau 7 : Prévisions des dépenses par budgets et par natures économiques.

(Montant en milliards de FCFA)

Natures Economiques	LF 2025		PLF 2026		Variation/ CP initiaux		Variation/ CP rectifiés	
	CP initiaux	CP rectifiés	AE	CP	Montant	%	Montant	%
Budget Général (1)	3 107,247	3 157,247	1 092,295	3 455,257	348,010	11,20	298,010	9,44
Dépenses ordinaires	2 389,999	2 409,178		2 569,617	179,618	7,52	160,439	6,66
Personnel	1 056,105	1 056,105		1 134,332	78,227	7,41	78,227	7,41
<i>dont fonctionnaires de l'Etat</i>	749,668	748,982		811,018	61,350	8,18	62,036	8,28
<i>dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales</i>	306,437	307,123		323,314	16,877	5,51	16,191	5,27
Acquisitions de biens et services	652,518	720,009		722,353	69,834	10,70	2,343	0,33
<i>dont Matériel et fonctionnement</i>	249,951	184,330		249,556	-0,395	-0,16	65,226	35,39
<i>dont Déplacement et mission</i>	75,846	71,596		72,714	-3,132	-4,13	1,118	1,56
<i>dont Communication et énergie</i>	53,060	52,591		53,020	-0,039	-0,07	0,429	0,82
<i>dont Autres dépenses</i>	257,712	401,189		359,805	102,093	39,62	-41,384	-10,32
Charges financières	214,468	214,468		245,852	31,384	14,63	31,38	14,63
Transferts et subventions	453,898	407,086		454,070	0,172	0,04	46,98	11,54
<i>dont Bourses</i>	18,556	18,546		18,666	0,110	0,59	0,120	0,65
Dépenses en atténuation des recettes	13,009	11,509		13,009	0,000	0,00	1,500	13,03
Dépenses en capital	717,248	748,070	1 092,295	885,640	168,392	23,48	137,570	18,39
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	717,248	748,070	1 092,295	885,640	168,392	23,48	137,570	18,39
<i>dont financement sur le Fonds de soutien</i>	0,000	50,000	100,000	100,000	100,000	-	50,000	100,00
Dépenses de transferts en capital	0	0	0	0	0		0	
Budgets annexes (2)	8,903	8,903	2,208	8,903	0,000	0,00	0,000	0,00
Comptes spéciaux du Trésor (3)	113,736	113,736	12,684	114,057	0,321	0,28	0,321	0,28
TOTAL GENERAL (1+2+3)	3 229,886	3 279,886	1 107,187	3 578,217	348,331	10,78	298,331	9,10

Source : DGB, 2025.

2.1.1 Dépenses du budget général

Les dépenses du budget général pour 2026 sont évaluées à 3 455,257 milliards de FCFA dont 2 569,617 milliards de FCFA au titre des dépenses ordinaires et 885,640 milliards de FCFA au titre des dépenses en capital. Elles sont en progression de 9,44% par rapport à celles rectifiées de 2025.

Les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) tandis que les dépenses en capital sont inscrites à la fois en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement (CP).

2.1.1.1 Dépenses ordinaires

Les crédits de paiement des dépenses ordinaires pour 2026 sont évalués à 2 569,617 milliards de FCFA contre 2 409,178 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une augmentation de 160,439 milliards de FCFA ou un taux de progression de 6,66%.

Les dépenses ordinaires se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisitions de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions et des dépenses en atténuation des recettes.

- **Personnel :**

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des Collectivités Territoriales sont évalués en 2026 à 1 134,332 milliards de FCFA contre 1 056,105 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une augmentation de 7,41%. Cette augmentation s'explique principalement par la prise en compte de la revalorisation de la valeur du point d'indice, la titularisation des nouvelles recrues au sein des forces de défense et de sécurité, et des avancements statutaires dans la fonction publique.

- **Acquisitions de biens et services :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Acquisitions de biens et services » passent de 720,009 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025 à 722,353 milliards de FCFA pour 2026, soit une augmentation de 0,33%. Cette légère augmentation s'explique par la prise en charge intégrale des services subrégionaux en matière de dépenses de biens et services.

- **Charges financières :**

Les crédits de paiement des charges financières pour l'exercice 2026 sont évalués à 245,852 milliards de FCFA contre 214,468 milliards de FCFA dans le budget de l'Etat rectifié 2025, soit une hausse de 14,63%. Ils servent au paiement des intérêts de la dette intérieure (203,094 milliards de FCFA) et extérieure (42,758 milliards de FCFA).

- **Transferts et subventions :**

Les crédits de paiement des dépenses de transferts et subventions sont évalués à 454,070 milliards de FCFA pour 2026 contre 407,086 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une hausse de 11,54%. Cette hausse découle notamment du renforcement de la subvention à l'EDM SA.

- **Dépenses en atténuation des recettes :**

Les crédits de paiement des dépenses en atténuation des recettes s'élèvent à 13,009 milliards de FCFA dans le budget de l'Etat 2026 et correspondent au même montant dans la loi de Finances rectifiée 2025. Ils sont destinés au remboursement des droits indûment perçus.

2.1.1.2 Dépenses en capital

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements exécutés par l'Etat et de dépenses de transferts en capital. Pour 2026, les autorisations d'engagement pour les dépenses en capital sont évaluées à 1 092,295 milliards de FCFA contre 1 046,184 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une augmentation de 4,41%.

Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 885,640 milliards de FCFA dans le budget 2026 contre 748,070 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2025, soit une hausse de 18,39%. Ces augmentations s'expliquent essentiellement, d'une part, par l'inscription du Fonds de soutien dans le budget de l'Etat et, d'autre part, par la prise en charge de la transformation de certains Centres de Santé de Référence en hôpitaux de district sanitaire et des travaux de construction des hôpitaux régionaux.

Ces prévisions, enregistrées uniquement au niveau des dépenses d'investissements exécutés par l'Etat, englobent :

- les dépenses pour les équipements des services en matériels et mobiliers qui sont prévues au même montant en AE et CP pour 394,421 milliards de FCFA ;
- les dépenses sur le Fonds de soutien aux projets d'infrastructures de base et de développement social, établies également au montant équivalent en AE et CP à 100,000 milliards de FCFA ;
- le Budget Spécial d'Investissement (BSI) sur financement intérieur dont l'enveloppe est prévue en AE et CP respectivement à 697,874 milliards de FCFA et 326,219 milliards de FCFA ; à titre d'illustration, quelques projets phares du budget de l'Etat financés sur ressources intérieures en 2026, sont présentés dans le tableau 8.

Tableau 8 : Projets saillants dans le BSI sur financement intérieur

Projets sur BSI financement intérieur	Montant en milliards de FCFA
Projet d'élargissement en 2x2 voies de la route Bamako-Koulouba-Kati-Bretelle Point G et Samé	15,000
Construction et Equipement hôpitaux	11,000
Mali - ARENA	10,000
Construction du Stade de Tombouctou	10,000
Construction/ Bitumage route Kayes-Sandaré	10,000
Construction, réhabilitation et équipement des Centres de formation professionnelle	10,000
Transformation des CSREF en hôpitaux du district sanitaire	9,700
Projet de Réhabilitation des stades régionaux	8,000
Programme d'urgence routier	7,600
Construction et bitumage de la route Dioila-Massigui-Koualé-Kebila	7,000
Construction et équipement de l'Hôpital régional de Bougouni	6,480
Construction et équipement de l'Hôpital régional de San	6,480
Construction et équipement de l'Hôpital régional de Niore	6,480
Contrat Plan Etat Office du Niger	5,000

Source : DNP, 2025.

- le Budget Spécial d'Investissement (BSI) sur financement extérieur dont l'enveloppe en CP est fixée à 165,000 milliards de FCFA⁷ ; à titre d'illustration, quelques projets phares du budget de l'Etat financés sur ressources extérieures en 2026 sont décrits dans le tableau 9 ci-dessous :

Tableau 9 : Projets saillants dans le BSI sur financement extérieur :

Projets sur BSI financement extérieur	Montant en milliards de FCFA
Projet de Restauration des Terres Dégradées (PRTD)	17,000
Projet de développement de l'Agriculture dans les zones arides du Mali	12,000
Programme régional d'appui au pastoralisme au sahel (PRAPS) II Mali	8,500
Bitumage tronçon Gouma-Coura-Tombouctou	8,500
Projet d'Appui au Renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB)	8,200
Construction et Réhabilitation de la route transsaharienne (RTS) 1	8,100
Réhabilitation de la route Sévaré-Gao (phase 1)	8,000
Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) rond-point Grand Hôtel - Boulkassoumbougou	8,000
Projet N'Débougou phase IV	7,871
Programme pour la Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP-Mali)	6,300
Projet Communautaire pour le Relèvement et la Stabilisation du Sahel (PCRSS)	6,000
Nouveau projet d'Appuis ciblés aux terres irriguées et opportunités de nutrition (Kayes; Koulikoro; Dioïla et Pays de Dogons)	4,985

Source : DNP, 2025.

2.1.2 Dépenses des Budgets annexes

Les prévisions des dépenses sur les budgets annexes n'enregistrent pas d'évolution par rapport à l'exercice 2025. A cet effet, elles sont établies au même montant qu'en 2025 en AE et CP, soit respectivement 2,208 milliards de FCFA et 8,903 milliards de FCFA.

2.1.3 Comptes spéciaux du Trésor

Les autorisations d'engagement pour les Comptes Spéciaux du Trésor se chiffrent à 12,684 milliards de FCFA contre un montant de 12,363 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une légère augmentation de 0,321 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont fixés à 114,057 milliards de FCFA contre un montant de 113,736 milliards de FCFA en 2025, soit une légère hausse de 0,321 milliard de FCFA.

2.2 Présentation des dépenses budgétaires par type de programmes

En application des dispositions de l'article 13 de Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux lois de Finances, les programmes de la Présidence de la République, de la Cour Suprême, de la Cour Constitutionnelle, du Conseil Economique, Social, Culturel et Environnemental et du Haut Conseil des Collectivités, au nombre total de sept (07), sont érigés en dotation à compter de l'exercice budgétaire 2026. Par conséquent, la cartographie des programmes pour 2026 s'articulera autour de :

⁷ L'absence d'AE au niveau du BSI extérieur s'explique par le fait que son exécution s'effectue en dehors des procédures budgétaire et comptable nationale.

- 134 programmes dont 29 programmes de pilotage, 92 programmes opérationnels, 1 programme des budgets annexes et 12 programmes de Comptes spéciaux du Trésor (CST) ;
- 319 actions dont 119 pour les programmes de pilotage, 181 pour les programmes opérationnels, 7 pour le programme des budgets annexes et 12 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 439 objectifs dont 116 pour les programmes de pilotage, 299 pour les programmes opérationnels, 2 pour le programme des budgets annexes et 22 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 1 048 indicateurs dont 266 pour les programmes de pilotage, 718 pour les programmes opérationnels, 14 pour le programme des budgets annexes et 50 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor.

La répartition des dépenses budgétaires par type de programme est consignée dans le tableau 10.

Tableau 10 : Prévisions des dépenses par type de programmes

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2025		PLF 2026						Variation en montant	
	CP initiaux	CP rectifiés	Nombre				AE (3)	CP (4)	Par rapport aux CP initiaux	Par rapport aux CP rectifiés
			Prog	Actions	Objectifs	Indicateurs				
Programmes de Pilotage (1)	702,656	757,764	29	119	116	266	144,166	743,635	40,980	-14,128
Personnel	333,222	332,276						374,497	41,275	42,221
Biens et services	161,896	161,803						162,675	0,779	0,872
Transferts et subventions	36,137	46,581						38,582	2,445	-7,999
Investissement	171,400	217,103					144,166	167,880	-3,519	-49,223
Programme opérationnel (2)	1 529,515	1 551,564	92	181	299	718	595,320	1 657,256	127,740	105,692
Personnel	613,554	616,037						623,559	10,005	7,522
Biens et services	218,177	202,519						231,053	12,876	28,534
Transferts et subventions	275,193	286,060						309,052	33,858	22,992
Investissement	422,591	446,948					595,320	493,592	71,001	46,644
Programme des Budgets annexes (3)	8,903	8,903	1	7	2	14	2,208	8,903	0,000	0,000
Personnel	2,719	2,719						2,719	0,000	0,000
Biens et services	3,101	3,101						3,101	0,000	0,000
Transferts et subventions	0,875	0,875						0,875	0,000	0,000
Investissement	2,208	2,208					2,208	2,208	0,000	0,000
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	113,736	113,736	12	12	22	50	12,684	114,057	0,321	0,321
Personnel	0,160	0,160						0,160	0,000	0,000
Biens et services	2,314	2,314						2,314	0,000	0,000
Transferts et subventions	0,740	0,740						0,740	0,000	0,000
Dépenses en atténuation de recettes	98,159	98,159						98,159	0,000	0,000
Investissement	12,363	12,363					12,684	12,684	0,321	0,321
Dotations (5)	875,077	847,920					352,809	1 054,366	179,289	206,446
Personnel	109,328	107,792						136,276	26,947	28,484
Charges financières de la dette	214,468	214,468						245,852	31,384	31,384
Biens et services	272,445	355,687						328,625	56,180	-27,062
Transferts et subventions	142,568	74,445						106,436	-36,132	31,991
Dépenses en atténuation de recettes	13,009	11,509						13,009	0,000	1,500
Investissement	123,258	84,019					352,809	224,168	100,910	140,149
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	3 229,886	3 279,886	134	319	439	1 048	1 107,187	3 578,217	348,331	298,331

Source : DGB, 2025.

2.2.1 Programmes de pilotage

Les programmes de pilotage (ou administration générale) sont des programmes qui permettent d'assurer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières et la coordination des actions menées par les programmes opérationnels.

Pour 2026, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes de pilotage s'élèvent à 144,166 milliards de FCFA contre 189,381 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une diminution de 45,214 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 743,635 milliards de FCFA en 2026 contre 757,764 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une diminution de 14,128 milliards de FCFA.

2.2.2 Programmes opérationnels

Les programmes opérationnels sont des programmes regroupant des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des Départements ministériels et des Institutions et assimilées.

Pour 2026, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes opérationnels s'élèvent à 595,320 milliards de FCFA contre 748,581 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une baisse de 153,261 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 1 657,256 milliards de FCFA contre 1 551,564 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une augmentation de 105,692 milliards de FCFA.

2.2.3 Programme des budgets annexes

Le programme des budgets annexes n'enregistre pas d'évolution par rapport à l'exercice 2025. A cet effet, ledit programme prévoit le même montant qu'en 2025 en AE et CP, soit respectivement 2,208 milliards de FCFA et 8,903 milliards de FCFA.

2.2.4 Programmes des Comptes Spéciaux du Trésor

Pour 2026, les autorisations d'engagement pour les programmes des Comptes Spéciaux du Trésor se chiffrent à 12,684 milliards de FCFA contre un montant de 12,363 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une légère augmentation de 0,321 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont fixés à 114,057 milliards de FCFA contre un montant de 113,736 milliards de FCFA en 2025, soit une légère hausse de 0,321 milliard de FCFA.

2.2.5 Dotations

Pour 2026, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les dotations s'élèvent à 352,809 milliards de FCFA contre 108,222 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une augmentation de 244,587 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 1 054,366 milliards de FCFA en 2026 contre 847,920 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une augmentation de 206,446 milliards de FCFA.

A titre de rappel, les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

Conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi n°2025-038 susmentionnée, les dotations sont constituées au niveau des sections budgétaires ci-après :

- Section 110 : Assemblée Nationale (Conseil National de Transition) ;
- Section 120 : Présidence de la République ;
- Section 140 : Cour Constitutionnelle ;
- Section 150 : Cour Suprême ;
- Section 160 : Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel ;
- Section 170 : Haut Conseil des Collectivités ;
- Section 235 : Agence Nationale de la Sécurité d'Etat ;
- Section 990 : Charges Communes.

2.3 Présentation des dépenses budgétaires par fonction

Pour 2026, les allocations budgétaires par secteurs d'intervention de l'Etat (ou fonctions) sont présentées dans le tableau 11.

Tableau 11 : Prévisions des dépenses par fonction.

(Montant en milliards de FCFA)

Fonctions	LF initiale 2025		LF rectifiée 2025		PLF 2026		Variation en montant	
	Montant	Poids en %	Montant	Poids en %	Montant	Poids en %	Par rapport à la LFI	Par rapport à la LFR
Services généraux des administrations publiques	938,924	29,07	776,113	23,66	946,335	26,45	7,411	170,221
Défense	470,085	14,55	527,027	16,07	515,875	14,42	45,789	-11,153
Ordre et sécurité publics	332,504	10,29	504,385	15,38	375,673	10,50	43,169	-128,712
Affaires économiques	550,413	17,04	492,011	15,00	716,090	20,01	165,677	224,079
dont Agriculture	273,236	8,46	245,704	7,49	252,336	7,05	-20,901	6,632
Protection de l'environnement	40,696	1,26	35,773	1,09	40,899	1,14	0,203	5,126
Logement et équipements collectifs	50,034	1,55	45,564	1,39	36,633	1,02	-13,401	-8,931
Santé	154,391	4,78	160,906	4,91	198,111	5,54	43,720	37,205
Loisirs, culture et culte	38,980	1,21	116,221	3,54	55,300	1,55	16,320	-60,921
Enseignement	557,687	17,27	530,852	16,19	593,545	16,59	35,858	62,693
Protection sociale	96,172	2,98	91,033	2,78	99,758	2,79	3,585	8,724
Total	3 229,886	100,00	3 279,886	100,00	3 578,217	100,00	348,331	298,331

Source : DGB, 2025.

Par rapport au budget rectifié de 2025, les diminutions importantes enregistrées au niveau des fonctions « Ordre et sécurité publics » et « Loisirs, culture et culte », découlent de la non-reconduction des augmentations exceptionnelles des ressources consenties en faveur desdites fonctions courant l'exercice 2025. Quant à la fonction « Agriculture », son poids diminue s'expliquant, d'une part, par l'accroissement global des dépenses budgétaires et, d'autre part, par la révision à la baisse de l'enveloppe de certains projets financés sur les ressources extérieures.

2.4 Points saillants des dépenses budgétaires

2.4.1 Renforcement de la défense et de la sécurité

Dans le budget de l'Etat pour 2026, les inscriptions en faveur du Ministère en charge de la Défense et de celui en charge de la Sécurité enregistrent globalement une progression par rapport à la loi de Finances initiale 2025. S'agissant du département en charge de la Défense, les inscriptions budgétaires sont fixées à 531,207 milliards de FCFA contre un montant initial de 485,059 milliards de FCFA et révisé à 554,092 milliards de FCFA en 2025. Concernant le département en charge de la Sécurité, les crédits budgétaires s'établissent à 192,541 milliards de FCFA contre un montant initial de 184,885 milliards de FCFA et révisé à 185,698 milliards de FCFA en 2025.

2.4.2 Renforcement des infrastructures hospitalières

Dans le cadre de la transformation de certains Centres de Santé de Référence en hôpitaux de district sanitaire et la construction des hôpitaux régionaux, entamées en 2025, le budget de l'Etat pour 2026 prévoit le paiement d'une tranche de 48,040 milliards de FCFA.

2.4.3 Prise en charge des nouveaux services publics

Le budget de l'Etat pour 2026 prend en compte la création des lignes de dépenses pour des nouveaux services publics pour une incidence financière globale de **2,692 milliards de FCFA**, qui se présentent ci-après :

- Université Polytechnique de Bandiagara.....510 402 000 FCFA
- Université de Kayes 510 402 000 FCFA
- Nouvelles unités au sein des forces de sécurité455 100 000 FCFA
- Paieries spécialisées du Trésor 342 000 000 FCFA
- Secrétariat permanent du Cadre institutionnel de Pilotage de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption250 000 000 FCFA
- Polyclinique des armées 243 000 000 FCFA
- Force d'intervention rapide des armées (FIRA)105 000 000 FCFA
- Centre de Formation Préfectoral de San100 000 000 FCFA
- Agence Comptable Centrale des Dépôts (ACCD) 92 479 000 FCFA
- Trois (03) lycées (Kayes ndi ; Kimparana et Faraba) 63 137 000 FCFA
- Centre de Formation Professionnelle de Kéniéba 20 000 000 FCFA.

A ces nouveaux services, s'ajoute la généralisation de la création des lignes de dépenses pour les services subrégionaux pour une incidence financière globale de 8,005 milliards de FCFA.

2.4.4 Déconcentration et décentralisation budgétaires

Dans le cadre de la déconcentration budgétaire, les crédits inscrits dans les budgets des Régions s'élèveront à 648,797 milliards de FCFA en 2026 contre un montant initial de 577,005 milliards de FCFA en 2025, soit une augmentation de 71,792 milliards de FCFA.

Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux Collectivités Territoriales sont prévus à 433,783 milliards de FCFA en 2026 contre un montant initial de 432,554 milliards de FCFA et révisé à 412,537 milliards de FCFA en 2025. Ce montant prévisionnel pour 2026 correspond à 15,84% des recettes budgétaires contre un ratio initial de 17,74% et révisé à 16,30% en 2025.

2.4.5 Dépenses sociales et de développement prioritaires

Dans le budget de l'Etat, les dépenses sociales et de développement prioritaires correspondent à une proportion des inscriptions en faveur des secteurs sociaux, des infrastructures routières et de la décentralisation, hors financement extérieur. Elles concernent les dépenses de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, des routes, la subvention de l'Etat au titre du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT), des installations WASH (Eau, Assainissement, Hygiène) et de la sécurité alimentaire.

Pour 2026, les crédits affectés aux dépenses prioritaires s'élèvent à 763,497 milliards de FCFA contre 686,048 milliards de FCFA dans la loi de Finances initiale 2025.

2.4.6 Constitution d'une Réserve

Dans le cadre de la gestion budgétaire, la constitution de la réserve de gestion introduite en 2018 sera poursuivie au cours de l'exercice budgétaire 2026. Il s'agira de conserver un certain pourcentage des crédits budgétaires permettant d'atténuer l'ampleur d'une éventuelle régulation budgétaire. Sur la base d'une simulation de rétention variant de 5% à 15% sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courants et d'investissements, le montant de cette réserve se chiffrera en 2026 à 41,341 milliards de FCFA contre un montant initial de 42,587 milliards de FCFA en 2025.

3 SOLDE BUDGÉTAIRE

Arrêté en recettes à la somme de 3 057,792 milliards de FCFA et en dépenses à 3 578,217 milliards de FCFA, le budget de l'Etat 2026 présente un déficit budgétaire global de 520,425 milliards de FCFA contre 540,189 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une baisse de 3,66%, suivant le tableau 12.

Tableau 12 : Prévision du solde budgétaire**(Montant en milliers de FCFA)**

Libellés	Recettes budgétaires		Libellés	Dépenses budgétaires		Solde	
	2025	2026		2025	2026	2025	2026
BUDGET GÉNÉRAL							
Dons projets et legs	75 000 000	75 000 000	Personnel	1 056 105 182	1 134 332 271		
Recettes fiscales nettes	2 384 490 752	2 702 352 518	Charges financières de la dette	214 468 000	245 852 000		
Recettes non fiscales	65 200 140	27 838 482	Biens et services	720 009 290	722 352 781		
Dons programmes et legs	98 356	2 001 400	Transferts et subventions	407 085 797	454 070 396		
Recettes exceptionnelles	5 322 000	18 990 000	Dépenses en atténuation des recettes	11 509 308	13 009 308		
Produits financiers	86 947 000	108 650 000	Investissement	748 069 789	885 640 283		
Total recettes du budget général	2 617 058 248	2 934 832 400	Total dépenses du budget général	3 157 247 366	3 455 257 039	-540 189 118	-520 424 639
BUDGETS ANNEXES							
Ventes de produits	5 027 697	5 027 697	Personnel	2 719 200	2 719 200		
Recettes non fiscales	1 566 426	1 566 426	Biens et services	3 101 123	3 101 123		
Recettes exceptionnelles	2 278 000	2 278 000	Transferts et subventions	875 000	875 000		
Produits financiers	30 800	30 800	Investissement	2 207 600	2 207 600		
Total recettes des budgets annexes	8 902 923	8 902 923	Total dépenses des budgets annexes	8 902 923	8 902 923	0	0
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (CST)							
Recettes fiscales	98 159 000	98 159 000	Personnel	160 000	160 000		
Recettes non fiscales	4 053 336	4 053 336	Biens et services	2 313 522	2 313 522		
Transferts reçus d'autres budgets	11 493 442	11 814 385	Transferts et subventions	740 000	740 000		
Dons programmes et legs	30 000	30 000	Dépenses en atténuation de recettes	98 159 000	98 159 000		
			Investissement	12 363 256	12 684 199		
Total recettes des CST	113 735 778	114 056 721	Total dépenses des CST	113 735 778	114 056 721	0	0
TOTAL DES RECETTES	2 739 696 949	3 057 792 044	TOTAL DES DEPENSES	3 279 886 067	3 578 216 683	-540 189 118	-520 424 639
Solde budgétaire						-540 189 118	-520 424 639

Source : DGB, DGI, DGD, DGDC, DGDP et DGTCP, 2025.

B. OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE

Les opérations de trésorerie de l'Etat concernent les ressources et les charges de trésorerie.

1 Ressources de trésorerie

Pour 2026, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 122,606 milliards de FCFA contre 201,410 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une baisse de 78,804 milliards de FCFA correspondant à un taux de régression de 39,13%.

La répartition prévisionnelle des ressources de trésorerie est fournie dans le tableau 13.

Tableau 13 : Prévisions des ressources de trésorerie.

LIBELLES	LF 2025		PLF 2026	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Produits provenant de la cession des actifs	15,000	15,000	10,000	-5,000	-33,33	-5,000	-33,33
Aliénations du Domaine mobilier	0,500	0,500	0,500	0,000	0,00	0,000	0,00
Aliénations d'immeubles	14,500	14,500	9,500	-5,000	-34,48	-5,000	-34,48
Recettes de Privatisation	0,000	0,000	0,000	0,000	-	0,000	-
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	90,000	164,440	90,000	0,000	0,00	-74,440	-45,27
Produits des emprunts projets	90,000	90,000	90,000	0,000	0,00	0,000	0,00
Produits des emprunts programmes	0,000	74,440	0,000	0,000	-	-74,440	-100,00
Dépôts sur les comptes des correspondants	18,301	18,301	19,216	0,915	5,00	0,915	5,00
Remboursement des prêts et avances	3,669	3,669	3,390	-0,279	-7,60	-0,279	-7,60
Total ressources de trésorerie	126,970	201,410	122,606	-4,364	-3,44	-78,804	-39,13

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGDC, la DGABE, la DGDP et la DGTCP, 2025.

1.1 Produits provenant de la cession d'actifs

Les produits provenant de la cession d'actifs sont évalués à 10,000 milliards de FCFA en 2026 contre 15,000 milliards de FCFA pour l'exercice 2025. Ce montant est constitué essentiellement des arriérés des produits issus de la vente des bâtiments administratifs faite par l'Agence de Cessions Immobilières (ACI-SA).

La diminution de la prévision desdits produits s'explique par la prise en compte de la révision à la baisse des prix de cessions et barèmes généraux des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat et des Collectivités Territoriales.

1.2 Produits des emprunts à court, moyen et long termes

Les produits des emprunts à court, moyen et long termes sont évalués à 90,000 milliards de FCFA en 2026 contre le montant de 164,440 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025. Pour 2026, ils sont constitués exclusivement du financement de projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) sur financement extérieur.

La baisse de la prévision des produits des emprunts s'explique par l'absence d'annonce en matière d'appui budgétaire général (ABG) en prêt, comme illustrée dans le tableau ci-après.

Tableau 14 : Prévion de l'Appui budgétaire général en prêt.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	LF 2025		PLF 2026	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
FMI	0,000	74,440	0,000	0,000	-	-74,440	-100,00
TOTAL ABG (Prêts)	0,000	74,440	0,000	0,000	-	-74,440	-100,00

Source : DGB, 2025.**1.3 Dépôts sur les comptes des correspondants**

Les correspondants du Trésor sont constitués des organismes et des particuliers disposant d'un compte dans les écritures du Trésor. Pour 2026, leurs dépôts sont prévus pour 19,216 milliards de FCFA contre 18,301 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025.

1.4 Remboursement des prêts et avances

En 2026, les remboursements de prêts et avances sont évalués à 3,390 milliards de FCFA contre 3,669 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, conformément à l'échéancier de remboursement de la dette rétrocédée.

2 CHARGES DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice 2026, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 1 518,786 milliards de FCFA contre 936,655 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une augmentation de 582,131 milliards de FCFA.

La répartition des prévisions de charges de trésorerie est fournie dans le tableau 15.

Tableau 15 : Prévisions des charges de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2025		PLF 2026	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	918,354	918,354	1 499,570	581,216	63,29	581,216	63,29
<i>Principal dette intérieure</i>	<i>695,083</i>	<i>695,083</i>	<i>1 249,833</i>	<i>554,750</i>	<i>79,81</i>	<i>554,750</i>	<i>79,81</i>
<i>Principal dette extérieure</i>	<i>223,271</i>	<i>223,271</i>	<i>249,737</i>	<i>26,466</i>	<i>11,85</i>	<i>26,466</i>	<i>11,85</i>
Retraits sur les comptes des correspondants	18,301	18,301	19,216	0,915	5,00	0,915	5,00
Prêts et avances	0,000	0,000	0,000	0,000	-	0,000	-
Total charges de trésorerie	936,655	936,655	1 518,786	582,131	62,15	582,131	62,15

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGDGP et la DGTCP, 2025.**2.1 Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes**

En 2026, les charges au titre du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes sont prévues pour 1 499,570 milliards de FCFA contre 918,354 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025, soit une augmentation de 581,216 milliards de FCFA ou un taux de progression de 63,29%. Lesdites charges concernent le remboursement du principal de la dette intérieure pour 1 249,833 milliards de FCFA et de celui de la dette extérieure pour 249,737 milliards de FCFA.

Cette forte augmentation du remboursement du principal de la dette intérieure s'explique essentiellement par l'accroissement de la dette intérieure au cours des cinq (05) dernières années dans un contexte de raréfaction des ressources extérieures.

2.2 Retraits sur les comptes des correspondants

En 2026, les retraits sur les comptes des correspondants sont prévus pour 19,216 milliards de FCFA contre 18,301 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2025.

2.3 Prêts et avances

Le poste « Prêts et avances » enregistre les emprunts contractés par l'Etat, puis rétrocédés sous forme de prêts à certaines sociétés et entreprises publiques, en fonction des orientations de ses politiques sectorielles de développement. Les modalités d'octroi de ces prêts sont déterminées au cas par cas.

Bien que les informations soient disponibles en termes de réalisations sur les prêts rétrocédés par l'Etat au cours d'un exercice donné, il n'est pas évident, en revanche, de prévoir à l'avance ceux pouvant faire l'objet de rétrocession au cours de l'année suivante. Cette incertitude en matière de prévision entraîne l'absence d'inscription au niveau de cette rubrique pour l'exercice budgétaire 2026.

C. OBJECTIFS DE RESSOURCES ASSIGNÉS AUX SERVICES D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT

Pour l'exercice budgétaire 2026, les objectifs de ressources assignés aux services d'assiette et de recouvrement s'élèvent à 2 869,606 milliards de FCFA contre 2 621,767 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2025, soit une augmentation de 247,839 milliards de FCFA ou un taux d'augmentation de 9,45%.

Ces objectifs sont répartis entre les services, comme indiqué dans le tableau 16 ci-dessous :

Tableau 16 : Prévisions des ressources des services d'assiette et de recouvrement.

Services	Recettes budgétaires			Ressources de trésorerie			Total des ressources	
	Rectifiées 2025 (1)	Initiales 2026 (2)	Ecart (3) = (2) - (1)	Rectifiées 2025 (4)	Initiales 2026 (5)	Ecart (6) = (5) - (4)	Rectifiées 2025 (1) + (4)	Initiales 2026 (2) + (5)
Direction Générale des Douanes	876,000	975,000	99,000	0,000	0,000	0,000	876,000	975,000
Direction Générale des Impôts	1 387,000	1 537,000	150,000	0,000	0,000	0,000	1 387,000	1 537,000
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	88,797	55,000	-33,797	18,301	19,216	0,915	107,098	74,216
Direction Générale des Domaines et du Cadastre	233,000	270,000	37,000	15,000	10,000	-5,000	248,000	280,000
Direction Générale de la Dette Publique			0,000	3,669	3,390	-0,279	3,669	3,390
TOTAL	2 584,797	2 837,000	252,203	36,970	32,606	-4,364	2 621,767	2 869,606

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, la DGD, la DGDC, la DGDP et la DGTCP, 2025.

En tenant compte du montant destiné au remboursement des crédits d'impôts (Crédits de TVA et autres exonérations fiscales), lesdites ressources se présentent dans le tableau 17 comme suit :

Tableau 17 : Prévisions des ressources brutes et nettes des services d'assiette et de recouvrement.

(Montant en milliards de FCFA)

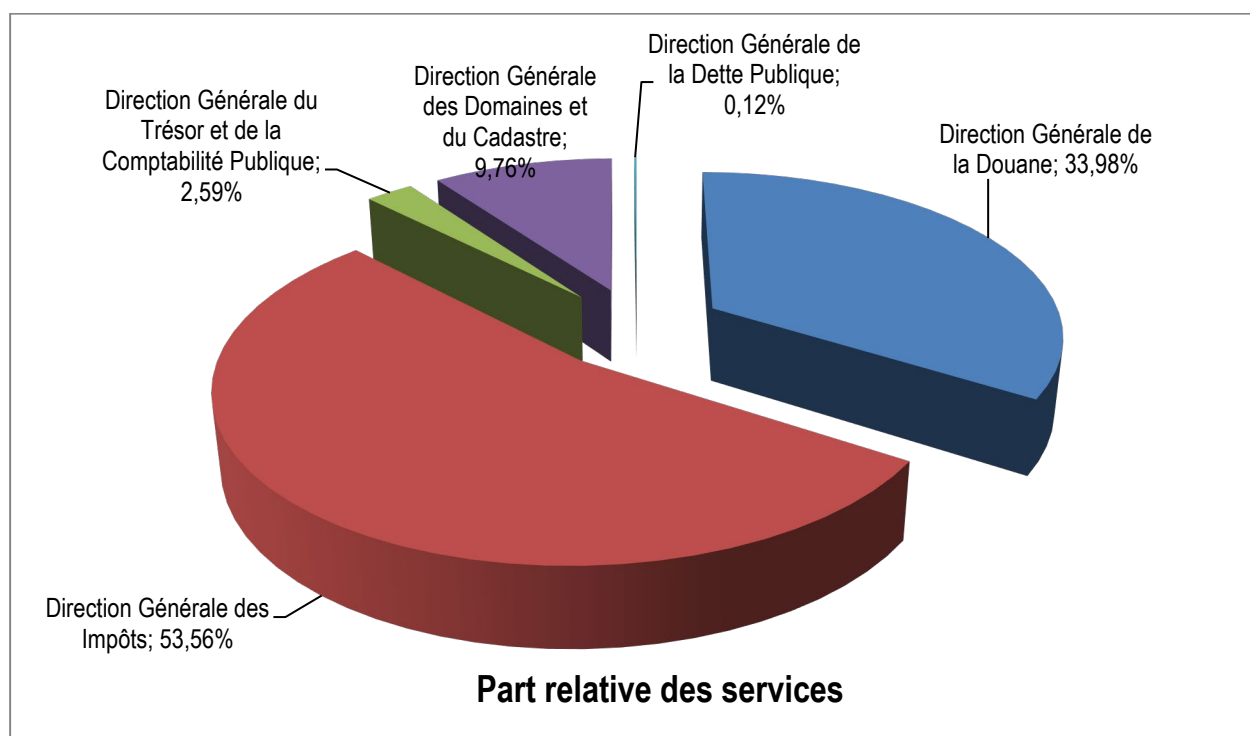
SERVICES	LF rectifiée 2025		PLF 2026		Evolution	
	Brutes	Nettes (1)	Brutes	Nettes (2)	En montant (3) = (2)-(1)	En % = (3)/(1)*100
Direction Générale des Douanes	876,000	833,653	975,000	935,736	102,084	12,25
Direction Générale des Impôts	1387,000	1323,479	1537,000	1478,105	154,626	11,68
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	107,098	107,098	74,216	74,216	-32,882	-30,70
Direction Générale des Domaines et du Cadastre	248,000	248,000	280,000	280,000	32,000	12,90
Direction Générale de la Dette Publique	3,669	3,669	3,390	3,390	-0,279	-7,60
TOTAL	2 621,767	2 515,899	2 869,606	2 771,447	255,548	10,16
Montant du Crédit de TVA	98,159		98,159		0,000	0,00%

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, la DGD, la DGDC, la DGDP et la DGTCP, 2025.

Au niveau du montant net, les ressources prévisionnelles s'élèvent à 2 771,447 milliards de FCFA pour 2026 contre 2 515,899 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2025, soit une augmentation de 255,548 milliards de FCFA ou un taux de progression de 10,16%.

La part relative de chaque service dans les prévisions de recouvrement des ressources est retracée, pour 2026, dans le graphique 1.

Graphique 1 : Part relative des services d'assiette et de recouvrement dans les prévisions des ressources pour 2026.



L'amélioration des recettes des services d'assiette et de recouvrement pour l'exercice budgétaire 2026 sera sous-tendue par les mesures ci-après :

Au titre de la Direction Générale des Impôts (DGI)

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes de l'exercice 2026, la DGI entend mettre en œuvre les mesures suivantes :

- la poursuite de la mise en œuvre de la réforme organisationnelle de la DGI ;
- l'institution d'un système de facturation électronique ;
- la réduction de la période stabilité du régime fiscal dans le nouveau code minier ;
- l'institution de la redevance de surproduction et la taxation des superprofits ;
- la poursuite de la promotion du civisme fiscal ;
- la généralisation des téléprocédures (télédéclaration et télépaiement des impôts, droits et taxes) ;
- l'extension des téléprocédures au réseau GSM (accomplissement des obligations fiscales via les téléphones mobiles) ;
- l'ouverture des télépaiements aux solutions bancaires propriétaires et aux cartes bancaires ;
- la poursuite de l'extension du système informatique aux centres non informatisés ;
- le développement diligent du nouveau système informatique de gestion des impôts ;
- la poursuite du contrôle à distance des opérations d'assiettes et de recouvrement dans le système d'information ;
- la mise en œuvre des réformes concernant la gestion des crédits de TVA ;
- l'amélioration de la gestion de l'impôt sur les revenus fonciers à travers un meilleur suivi des opérations (assiette et recouvrement) ;
- la mise en œuvre de programmes de contrôle qui intègrent les renseignements issus des travaux du Comité Mixte de Renseignements et d'Investigations Economiques et Financières (CMRIEF) et les marchés enregistrés au niveau de la Direction Générale des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (DGMP-DSP).

Par ailleurs, la mise en œuvre des réformes ainsi que le renforcement des activités de gestion courante, notamment l'exécution du programme annuel de vérification de comptabilité, le contrôle ponctuel de TVA et d'ITS, le suivi de l'exploitation de l'annexe 1.1 de TVA, l'intensification des activités de communication et de sensibilisation, le renforcement du contrôle interne, seront de nature à contribuer à la réalisation des objectifs de recettes.

Au titre de la Direction Générale des Douanes (DGD)

La réalisation de l'objectif des recettes assigné à la Direction Générale des Douanes repose sur les mesures ci-après :

- la réappropriation de la fonction d'évaluation en douane et l'exploitation du module ASYVAL pour une meilleure maîtrise de la base taxable ;
- le déploiement du Système Intégré de Gestion du Contrôle Documentaire (SIGECOD) pour la gestion des risques et la réconciliation des opérations ;
- le déploiement et l'interconnexion de nouveaux scanners avec le SYDONIA pour améliorer les contrôles ;
- l'incidence financière de l'annexe fiscale 2024, qui augmente le taux de l'ISCP sur le Tabac, les boissons, le cola et le café ;
- les retombées positives du nouveau Code minier, incluant la suppression de certaines exonérations et l'apurement de la liste minière ;
- le déploiement de Brigades spéciales de lutte contre la fraude ;
- le renforcement des effectifs de la DGD à hauteur de 200 agents ;
- les retombés de la normalisation des véhicules hors normes/hors gabarit ;
- le renforcement des contrôles sur la prise en charge des marchandises à la frontière et aux Bureaux de dédouanement ;
- la gestion rigoureuse des entrepôts ;
- l'exploitation optimale des résultats du scanning et de l'analyse documentaire des risques ;
- le renforcement de la digitalisation des procédures relatives au pré-dédouanement, au dédouanement et au post dédouanement ;
- la poursuite des efforts aux fins de réduction des restes à recouvrer sur les liquidations antérieures ;
- le renforcement du service dans les régions du Nord afin de lutter contre l'infiltration frauduleuse à partir de ces Régions et sécuriser la chaîne logistique licite.

Au titre de la Direction Générale des Domaines et du Cadastre (DGDC)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- le suivi des déclarations de la Taxe Ad Valorem (TAV) souscrites par les sociétés minières pour s'assurer qu'elles appliquent correctement les dispositions du Décret d'application du Code minier de 2023 ;
- le suivi accru des résolutions des Assemblées Générales Ordinaires et Conseils d'Administration des sociétés à participation publique à travers la sensibilisation, la formation et la redevabilité des administrateurs de l'Etat dans ces sociétés ;
- l'approfondissement du cadre permanent de collaboration instauré avec l'ordre des notaires pour le suivi des transactions foncières ;

- le renforcement du dispositif de suivi des droits sur la location des particuliers et celui des redevances issues d'un certain nombre des domaines de l'Etat (domaine minier, forestier, fluvial etc..) ;
- le développement et le déploiement du Système d'Informations sur les Titres Fonciers et de l'Immobilier (SITFI).

Au titre de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

En vue de réaliser l'objectif de recettes assigné en 2026, la DGTCP poursuivra le processus de digitalisation en élargissant à l'ensemble des services du Trésor le paiement électronique des frais liés aux services fournis aux usagers. Ces mesures concernent principalement :

- le paiement numérique au niveau des régies de recettes :
 - des frais de délivrance des cartes d'identité et des passeports ;
 - des frais de délivrance des visas par les représentations diplomatiques ;
 - des contraventions de police et de la gendarmerie ;
 - des amendes des tribunaux et justice ;
 - des amendes des services des eaux et forêts ;
 - des droits administratifs pour la délivrance des permis de conduire, des cartes grises, cartes de transport, des permis de coupe de bois et de pêche.
- le renforcement du contrôle interne en procédant au contrôle inopiné de caisse des comptables publics du Trésor ;
- la production et transmission diligente des comptabilités des ambassades ;
- la sensibilisation de la population locale et de la diaspora à renouveler leurs pièces d'identité (carte d'identité, cartes consulaires et passeports) ;
- la promotion de la destination Mali, en partenariat avec les représentations diplomatiques.

D. ÉQUILIBRE FINANCIER

Au regard du déficit prévisionnel dégagé et en tenant compte des échéances courantes de la dette ainsi que la prévision des retraits sur les comptes des correspondants, les besoins de financement pour l'exercice budgétaire 2026 ressortent à 2 039,211 milliards de FCFA. Ces besoins seront financés par les ressources attendues pour le même montant et provenant des emprunts, de la cession des actifs, des remboursements des prêts et avances et des dépôts sur les comptes des correspondants.

Les prévisions des besoins et des ressources de financement permettant d'assurer l'équilibre financier du budget de l'Etat pour 2026 sont présentées dans le tableau 18.

Tableau 18 : Prévisions des besoins et des ressources de financement**(Montant en FCFA)**

LIBELLES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2025	INITIALES 2026
Besoins de financement	1 476 844 234 190	2 039 210 810 999
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	918 354 000 000	1 499 570 000 000
<i>dont principal dette intérieure</i>	<i>695 083 000 000</i>	<i>1 249 833 000 000</i>
<i>dont principal dette extérieure</i>	<i>223 271 000 000</i>	<i>249 737 000 000</i>
Déficit budgétaire à financer	540 189 118 000	520 424 639 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	18 301 116 190	19 216 171 999
Ressources de financement	1 476 844 234 190	2 039 210 810 999
Tirages sur des emprunts projets	90 000 000 000	90 000 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	1 275 434 118 000	1 916 604 639 000
Tirages sur des emprunts programmes	74 440 000 000	0
Produits provenant de la cession des actifs	15 000 000 000	10 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	3 669 000 000	3 390 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	18 301 116 190	19 216 171 999

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGDC, la DGDP et la DGTCP, 2025.**Bamako, le 26 septembre 2025**

TEXTE DU PROJET DE LOI DE FINANCES

**LOI N°2025 _____ / CNT-RM DU
PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2026**

LE CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

Vu la Constitution,
Vu la Charte de la Transition, révisée,

a délibéré et adopté la loi dont la teneur suit :

**PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE
BUDGETAIRE ET FINANCIER**

TITRE I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE I: AUTORISATION DE PERCEPTION DES IMPOTS ET PRODUITS

Article 1^{er} : La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux Collectivités Territoriales et aux Etablissements Publics est effectuée pendant l'année 2026 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi.

Article 2 : Les affectations, résultant des budgets annexes créés et des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date de dépôt de la présente loi, sont confirmées pour l'année 2026.

CHAPITRE II : DESCRIPTION DES RESSOURCES

Article 3 : Les ressources de l'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

Section 1 : Evaluation des recettes budgétaires

Article 4 : Pour 2026, les recettes budgétaires de l'Etat sont évaluées à **3 057 792 044 000 FCFA** et réparties comme suit :

NATURE DES RECETTES BUDGETAIRES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2025	INITIALES 2026
Budget général	2 617 058 248 000	2 934 832 400 000
Dons projets et legs	75 000 000 000	75 000 000 000
Recettes fiscales nettes	2 384 490 752 000	2 702 352 518 000
Recettes non fiscales	65 200 140 000	27 838 482 000
Dons programmes et legs	98 356 000	2 001 400 000
Recettes exceptionnelles	5 322 000 000	18 990 000 000
Produits financiers	86 947 000 000	108 650 000 000
Budgets annexes	8 902 923 000	8 902 923 000
Ventes de produits	5 027 697 000	5 027 697 000
Recettes non fiscales	1 566 426 000	1 566 426 000
Recettes exceptionnelles	2 278 000 000	2 278 000 000
Produits financiers	30 800 000	30 800 000
Comptes spéciaux du Trésor	113 735 778 000	114 056 721 000
Recettes fiscales	98 159 000 000	98 159 000 000
Recettes non fiscales	4 053 336 000	4 053 336 000
Transferts reçus d'autres budgets	11 493 442 000	11 814 385 000
Dons programmes et legs	30 000 000	30 000 000
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	2 739 696 949 000	3 057 792 044 000

Le détail des recettes budgétaires par budget, article et paragraphe se présente comme suit :

BUDGET DE L'ETAT : RECETTES 2026

Détail des ressources

Edition du 15/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2025	Initiales 2026
1 BUDGET GENERAL			
12 DONS PROJETS ET LEGS			
12.1 Dons projets des institutions internationales		75 000 000	75 000 000
12.1.1 Dons projets des institutions internationales		75 000 000	75 000 000
12.1.1.10 Subventions		75 000 000	75 000 000
TOTAL DONS PROJETS ET LEGS		75 000 000	75 000 000
71 RECETTES FISCALES			
71.1 Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital		762 553 000	838 909 000
71.1.1 Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC)		8 894 000	9 435 000
71.1.1.10 BIC Secteur Privé		5 437 000	5 768 000
71.1.1.12 Vignette synthétique (54,37%)		3 457 000	3 667 000
71.1.4 Impôts sur les revenus		203 515 000	215 930 000
71.1.4.10 Impôt sur les revenus / créances et dépôts (IRCD)		6 439 000	6 832 000
71.1.4.11 ITS Retenue Secteur privé		162 790 000	172 720 000
71.1.4.12 ITS Retenue Secteur public		29 239 000	31 023 000
71.1.4.13 Impôts sur les Revenus fonciers (IRF)		5 047 000	5 355 000
71.1.2 Impôts sur les sociétés (IS)		508 848 000	564 059 000
71.1.2.10 Impôts sur les Sociétés (IS privé)		468 206 000	520 938 000
71.1.2.11 Retenue Art 94 à 98 CGI		413 000	438 000
71.1.2.12 Retenue Art 43 CGI et Art 440 LPF		31 363 000	33 276 000
71.1.2.20 Impôts sur les Sociétés (IS Etat)		8 866 000	9 407 000
71.1.7 Impôts sur revenus des valeurs mobilières (IRVM)		41 296 000	49 485 000
71.1.7.10 Impôts sur les Revenus des Valeurs Mobilières		41 296 000	49 485 000
71.2 Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations		22 278 000	23 637 000
71.2.1 Impôt sur les traitements et salaires		22 278 000	23 637 000
71.2.1.30 Contribution Forfaitaire		22 278 000	23 637 000
71.3 Impôts sur le Patrimoine		4 920 000	2 920 000
71.3.2 Autres impôts sur le patrimoine		4 920 000	2 920 000
71.3.2.10 Taxe sur la Plus Value de Cession		4 920 000	2 920 000
71.4 Autres impôts directs		188 092 000	212 002 000
71.4.4 Pénalités		5 176 000	5 491 000
71.4.4.11 Pénalités sur les impôts directs		1 610 000	1 708 000
71.4.4.12 Intérêts de retards / Impôts directs		3 566 000	3 783 000
71.4.9 Recettes sur exercices antérieurs		54 821 000	58 166 000
71.4.9.10 Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts directs		5 899 000	6 259 000
71.4.9.11 Recettes sur impôts directs / exercices antérieurs		48 922 000	51 907 000
71.4.2 Taxes ad valorem (entreprises minières) DNDC		118 722 000	138 400 000
71.4.2.10 Taxe Ad Valorem / Entreprises Minières		118 322 000	138 000 000
71.4.2.70 Taxes d'Extraction		400 000	400 000
71.4.5 Taxes sur transports		4 040 000	4 286 000
71.4.5.10 Taxes sur transports routiers		4 040 000	4 286 000
71.4.6 Taxes sur véhicules		5 333 000	5 659 000
71.4.6.10 Taxes sur véhicules Auto		5 333 000	5 659 000
71.5 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services		1 124 938 261	1 328 652 219
71.5.2 Autres taxes sur les biens		289 591 100	324 672 800
71.5.2.11 CPS - I.S.C.P / Or		65 966 000	90 528 000
71.5.2.30 Taxes sur les Boissons Alcoolisés		3 462 000	3 680 000

BUDGET DE L'ETAT : RECETTES 2026

Détail des ressources

Edition du 15/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2025	Initiales 2026
1 BUDGET GENERAL			
71 RECETTES FISCALES			
71.5 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services			
71.5.2 Autres taxes sur les biens			
71.5.2.31 Impôt Spécial sur Boissons Gazeux		4 735 000	5 033 000
71.5.2.32 Impôt Spécial sur les Boissons		6 009 500	5 874 900
71.5.2.40 Taxes Locales sur les Tabacs		8 137 100	8 421 600
71.5.2.60 Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)		188 586 100	198 068 600
71.5.2.80 Taxes sur les Colas		166 900	228 100
71.5.2.91 ISCP sur Autres Produits		12 513 800	12 826 300
71.5.2.93 Taxes sur les balles		14 700	12 300
71.5.3 Autres taxes sur les services		181 366 561	241 555 519
71.5.3.11 Taxe sur contrat d'assurance		7 987 000	8 490 000
71.5.3.12 Taxe sur activités financières		60 425 000	64 232 000
71.5.3.20 Taxes Visites Techniques des Véhicules		334 734	383 538
71.5.3.21 PMU Mali		20 370 880	23 340 955
71.5.3.22 Casino		284 086	325 506
71.5.3.23 Autorisation de Conduire		30 519	34 969
71.5.3.24 Taxes sur la Délivrance des Cartes de Transport		643 198	736 976
71.5.3.25 Taxes sur la Délivrance des Cartes Grises		826 774	947 318
71.5.3.26 Taxes sur la Délivrance des Permis de Conduire		623 370	714 257
71.5.3.30 TARTOP(Taxe sur Accès au Réseau de Telecom Ouvert au Public)		39 841 000	42 350 000
71.5.3.31 Prélèvement spécifique sur communications téléphoniques, rechargements et abonnements		25 229 000	50 459 000
71.5.3.32 Prélèvement spécifique sur opérations mobile money		24 771 000	49 541 000
71.5.1 Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS		620 823 600	727 176 900
71.5.1.10 T.V.A Etat		809 000	860 000
71.5.1.20 T.V.A. Privé		209 035 600	235 913 600
71.5.1.30 T.V.A. Importations		410 979 000	490 403 300
71.5.9 Pénalités sur impôts indirects		6 242 000	6 636 000
71.5.9.10 Pénalités sur Impôts Indirects		2 701 000	2 872 000
71.5.9.12 Intérêts de retard / impôts indirects		3 541 000	3 764 000
71.5.4 Recettes sur exercices antérieurs / Impôts indirects		26 915 000	28 611 000
71.5.4.10 Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts indirects		8 845 000	9 402 000
71.5.4.11 Recettes sur Impôts indirects / exercices antérieurs		18 070 000	19 209 000
71.6 Droits de timbre et d'enregistrement		61 639 000	65 704 000
71.6.9 Autres droits d'enregistrement		5 000	5 000
71.6.9.10 Droit d'enregistrement et de timbre / Exercices antérieurs		5 000	5 000
71.6.2 Droit de conservation de la propriété (DNDC)		3 000 000	2 000 000
71.6.2.10 Droits de Conservation de la Propriété		3 000 000	2 000 000
71.6.1 Droits d'enregistrement		30 488 000	30 324 000
71.6.1.10 Prélèvements Honoraires Greffiers		53 000	54 000
71.6.1.11 Droits d'Enregistrements		30 405 000	30 240 000
71.6.1.12 Taxes sur les Locations des Particuliers		30 000	30 000
71.6.3 Droits de timbre		28 141 000	33 369 000
71.6.3.10 Droits de Timbres		28 141 000	33 369 000
71.6.4 Pénalités / Droits d'enregistrements et timbres		5 000	6 000

BUDGET DE L'ETAT : RECETTES 2026

Détail des ressources

Edition du 15/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2025	Initiales 2026
1 BUDGET GENERAL			
71 RECETTES FISCALES			
71.6 Droits de timbre et d'enregistrement			
71.6.4 Pénalités / Droits d'enregistrements et timbres			
71.6.4.10 Pénalités sur les droits d'enregistrements et timbres		3 000	4 000
71.6.4.11 Intérêts de retard sur les droits d'enregistrements et timbres		2 000	2 000
71.7 Droits et taxes à l'importation		216 537 300	226 500 300
71.7.9 Autres droits et taxes à l'importation		7 483 300	5 825 400
71.7.9.10 Amendes et Confiscations		6 885 100	4 944 600
71.7.9.11 Ventes en Douanes		570 500	698 200
71.7.9.12 Plombs et Imprimés		1 000	900
71.7.9.13 Droits de Maganissage et de Dépôts		26 700	33 200
71.7.9.15 Recettes sur Exercices Antérieurs		0	148 500
71.7.1 Droits et taxes à l'importation		209 054 000	220 674 900
71.7.1.10 Taxe Conjoncturelle à l'Importation		143 500	140 400
71.7.1.11 Redevances Statistiques		25 208 800	27 225 100
71.7.1.12 Droits de Douanes		182 945 700	192 562 300
71.7.1.13 Taxe d'Ajustement à l'Importation (TAI)		756 000	747 100
71.9 Autres recettes fiscales		3 533 191	4 027 999
71.9.2 Droits de chancellerie		2 189 540	2 496 076
71.9.2.10 Droits de Chancellerie		2 189 540	2 496 076
71.9.4 Passeport, carte d'identité, visas		1 315 825	1 500 040
71.9.4.10 Passeports et Cartes d'Identités		1 315 825	1 500 040
71.9.3 Taxe sur les établissements classés insalubres et incommodes		27 826	31 883
71.9.3.10 Taxes sur les Etablissements classés insalubres & incommodes		27 826	31 883
TOTAL RECETTES FISCALES		2 384 490 752	2 702 352 518
72 RECETTES NON FISCALES			
72.1 Revenus de l'entreprise et du domaine		3 000 000	3 300 000
72.1.1 Revenus de l'entreprise et du domaine		3 000 000	3 300 000
72.1.1.10 Redevances Superficiaries		700 000	1 000 000
72.1.1.11 Concessions Ordinaires		2 280 000	2 280 000
72.1.1.13 Location des Immeubles de l'Etat		20 000	20 000
72.3 Amendes et condamnations pécuniaires		1 189 354	1 362 761
72.3.1 Amendes et condamnations pécuniaires		1 189 354	1 362 761
72.3.1.10 Frais et Amendes Judiciaires		895 551	1 026 122
72.3.1.11 Amendes Arbitrées		293 803	336 639
72.9 Autres recettes non fiscales		61 010 786	23 175 721
72.9.1 Autres recettes non fiscales		61 010 786	23 175 721
72.9.1.11 Recettes sur Ordre de Recettes		173 075	198 310
72.9.1.13 Recettes sur Prestations Artistiques		0	65 195
72.9.1.14 Produits Divers		3 173 968	3 571 538
72.9.1.15 Pénalités sur les Produits Domaniaux		50 000	50 000
72.9.1.16 Recettes sur Prestations Sportives		99 941	114 512
72.9.1.17 Recettes Diverses (Budget National)		27 037 938	13 815 000
72.9.1.18 Autres Produits Divers		30 475 864	5 361 166
TOTAL RECETTES NON FISCALES		65 200 140	27 838 482
74 DONS PROGRAMMES ET LEGS			

BUDGET DE L'ETAT : RECETTES 2026

Détail des ressources

Edition du 15/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2025	Initiales 2026
1 BUDGET GENERAL			
74 DONS PROGRAMMES ET LEGS			
74.2 Dons des gouvernements étrangers		98 356	2 001 400
74.2.1 Dons des gouvernements étrangers		98 356	2 001 400
74.2.1.24 Report Appui Programme Canada (Santé)		47 387	0
74.2.1.27 Report Appui Programme Canada (Education)		50 969	0
74.2.1.33 Appui Budgétaire Sectoriel Décentralisé/ Coopération suisse		0	2 001 400
TOTAL DONS PROGRAMMES ET LEGS		98 356	2 001 400
75 RECETTES EXCEPTIONNELLES			
75.1 Remises et annulations de dette		5 322 000	3 990 000
75.1.1 Remises et annulations de dettes		5 322 000	3 990 000
75.1.1.10 Ressources PPTE		5 322 000	3 990 000
TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES		5 322 000	3 990 000
77 PRODUITS FINANCIERS			
77.4 Revenus des titres de placements		86 947 000	108 650 000
77.4.1 Revenus des titres de placements		86 947 000	108 650 000
77.4.1.10 Dividendes autres Sociétés		26 947 000	30 000 000
77.4.1.11 Revenu des Valeurs Mobilières, des Titres et des Dividendes		60 000 000	78 650 000
TOTAL PRODUITS FINANCIERS		86 947 000	108 650 000
TOTAL BUDGET GENERAL		2 617 058 248	2 919 832 400

BUDGET DE L'ETAT : RECETTES 2026

Détail des ressources

Edition du 15/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2025	Initiales 2026
2 BUDGETS ANNEXES			
70 VENTES DE PRODUITS			
70.2 Ventes de prestations de services		5 027 697	5 027 697
70.2.1 Ventes de prestations de services		5 027 697	5 027 697
70.2.1.1 Redevances d'évacuation des marchandises solides (y compris les véhicules d'occasion ou veufs)		3 367 897	3 367 897
70.2.1.2 Redevances d'évacuation des marchandises liquides		1 401 000	1 401 000
70.2.1.3 Redevances d'entreposage des marchandises		149 500	149 500
70.2.1.4 Gestion de parkings		103 300	103 300
70.2.1.5 Gestion de ponts bascules		6 000	6 000
TOTAL VENTES DE PRODUITS		5 027 697	5 027 697
72 RECETTES NON FISCALES			
72.1 Revenus de l'entreprise et du domaine		1 566 426	1 566 426
72.1.1 Revenus de l'entreprise et du domaine		1 566 426	1 566 426
72.1.1.14 Location de bureaux		15 980	15 980
72.1.1.15 Location de terre-plein		507 257	507 257
72.1.1.16 Location des magasins		1 043 189	1 043 189
TOTAL RECETTES NON FISCALES		1 566 426	1 566 426
75 RECETTES EXCEPTIONNELLES			
75.9 Autres recettes exceptionnelles		2 278 000	2 278 000
75.9.1 Autres recettes exceptionnelles		2 278 000	2 278 000
75.9.1.1 Recettes diverses		782 700	782 700
75.9.1.2 Subvention Entrepôts		1 495 300	1 495 300
TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES		2 278 000	2 278 000
77 PRODUITS FINANCIERS			
77.2 Intérêts sur les dépôts à terme		30 800	30 800
77.2.1 Intérêts sur les dépôts à terme		30 800	30 800
77.2.1.1 Intérêts sur placement financier		30 800	30 800
TOTAL PRODUITS FINANCIERS		30 800	30 800
TOTAL BUDGETS ANNEXES		8 902 923	8 902 923

BUDGET DE L'ETAT : RECETTES 2026

Détail des ressources

Edition du 15/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2025	Initiales 2026
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
71 RECETTES FISCALES			
71.5 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services		98 159 000	98 159 000
71.5.1 Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS		98 159 000	98 159 000
71.5.1.40 Crédits TVA (DGD)		39 263 600	39 263 600
71.5.1.41 Crédits TVA (DGI)		58 895 400	58 895 400
TOTAL RECETTES FISCALES		98 159 000	98 159 000
72 RECETTES NON FISCALES			
72.2 Droits et frais administratifs		3 641 747	3 661 747
72.2.1 Droits et frais administratifs		3 641 747	3 661 747
72.2.1.10 Vente des explosifs		10 000	10 000
72.2.1.23 Travaux Prospection Géophysique		25 000	25 000
72.2.1.24 Travaux Prospection Géochimique		50 000	50 000
72.2.1.25 Analyses des Echantillons		40 000	40 000
72.2.1.26 Primes pour Conventions d'Etablissement		500 000	500 000
72.2.1.28 Travaux de Sondage		215 000	215 000
72.2.1.30 Permis d'exploitation de la Forêt		1 581 667	1 581 667
72.2.1.31 Permis d'exploitation de la Faune		500 000	500 000
72.2.1.32 Transfert Titres Miniers de Prospection et de Recherche		150 000	150 000
72.2.1.33 Droit d'obtention du permis environnemental		500 080	500 080
72.2.1.34 Redevance pour l'utilisation de l'eau du domaine public		70 000	90 000
72.3 Amendes et condamnations pécuniaires		318 333	318 333
72.3.1 Amendes et condamnations pécuniaires		318 333	318 333
72.3.1.12 Amendes		218 333	218 333
72.3.1.13 Pénalités		100 000	100 000
72.9 Autres recettes non fiscales		93 256	73 256
72.9.1 Autres recettes non fiscales		93 256	73 256
72.9.1.20 Recettes Annexes		20 000	20 000
72.9.1.23 Reports de recettes non fiscales		73 256	53 256
TOTAL RECETTES NON FISCALES		4 053 336	4 053 336
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS			
73.1 Transferts reçus du budget général		11 493 442	11 814 385
73.1.1 Transferts reçus du budget général		11 493 442	11 814 385
73.1.1.10 Transfert Réçu du Budget Général		11 493 442	11 493 442
73.1.1.11 Reports		0	320 943
TOTAL TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS		11 493 442	11 814 385
74 DONS PROGRAMMES ET LEGS			
74.5 Fonds de concours		30 000	30 000
74.5.1 Fonds de concours		30 000	30 000
74.5.1.3 Participation financière des Communes et usagers		30 000	30 000
TOTAL DONS PROGRAMMES ET LEGS		30 000	30 000
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		113 735 778	114 056 721
TOTAL ENSEMBLE DES RECETTES		2 739 696 949	3 042 792 044

Article 5 : Pour 2026, les recettes des budgets annexes, évaluées à **8 902 923 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

BUDGETS ANNEXES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2025	INITIALES 2026
Entrepôts Maliens au Sénégal	2 757 600 000	2 757 600 000
Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	2 020 000 000	2 020 000 000
Entrepôts Maliens au Togo	739 500 000	739 500 000
Entrepôts Maliens en Guinée	1 200 000 000	1 200 000 000
Entrepôts Maliens en Mauritanie	777 323 000	777 323 000
Entrepôts Maliens au Ghana	802 500 000	802 500 000
Entrepôts Maliens au Bénin	606 000 000	606 000 000
TOTAL DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES	8 902 923 000	8 902 923 000

Article 6 : Pour 2026, les recettes des Comptes spéciaux du Trésor, évaluées à **114 056 721 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2025	INITIALES 2026
Fonds de Remboursement des crédits TVA	98 159 000 000	98 159 000 000
Fonds National pour le Développement de la Statistique	3 000 000 000	3 000 000 000
Garantie Centrale Solaire Photovoltaïque 33 MWc à Ségou	343 442 000	343 442 000
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2 500 000 000	2 500 000 000
Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	650 000 000	650 000 000
Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune	500 000 000	500 000 000
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts	1 800 000 000	1 800 000 000
Fonds d'Etude d'Impact environnemental et social	500 080 000	500 080 000
Fonds de Développement de l'Eau	173 256 000	173 256 000
Fonds de financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités minières	750 000 000	750 000 000
Programme de Développement des Ressources Minérales	360 000 000	360 000 000
Fonds National d'Appui à l'Agriculture	5 000 000 000	5 320 943 000
TOTAL DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	113 735 778 000	114 056 721 000

Section 2 : Evaluation des ressources de trésorerie

Article 7 : Pour 2026, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **122 606 171 999** FCFA et réparties comme suit :

RESSOURCES DE TRESORERIE	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2025	INITIALES 2026
Produits provenant de la cession des actifs	15 000 000 000	10 000 000 000
<i>Aliénations du domaine mobilier</i>	<i>500 000 000</i>	<i>500 000 000</i>
<i>Aliénations d'immeubles</i>	<i>14 500 000 000</i>	<i>9 500 000 000</i>
<i>Recettes de privatisation</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	164 440 000 000	90 000 000 000
<i>Produits des emprunts projets</i>	<i>90 000 000 000</i>	<i>90 000 000 000</i>
<i>Produits des emprunts programmes</i>	<i>74 440 000 000</i>	<i>0</i>
Dépôts sur les comptes des correspondants	18 301 116 190	19 216 171 999
Remboursements de prêts et avances	3 669 000 000	3 390 000 000
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	201 410 116 190	122 606 171 999

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

CHAPITRE I : DESCRIPTION DES CHARGES

Article 8 : Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

Section 1 : Evaluation des dépenses budgétaires

Article 9 : Pour 2026, le plafond des dépenses budgétaires de l'Etat est de **3 578 216 683 000 FCFA** et réparti par nature de dépenses comme suit :

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2025	INITIALES 2026
Dépenses ordinaires	2 517 245 422 000	2 677 684 601 000
Dépenses de personnel	1 058 984 382 000	1 137 211 471 000
Charges financières de la dette	214 468 000 000	245 852 000 000
Dépenses d'acquisition de biens et services	725 423 935 000	727 767 426 000
Dépenses de transfert courant	408 700 797 000	455 685 396 000
Dépenses en atténuation de recettes	109 668 308 000	111 168 308 000
Dépenses en capital	762 640 645 000	900 532 082 000
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	762 640 645 000	900 532 082 000
Dépenses de transfert en capital	0	0
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	3 279 886 067 000	3 578 216 683 000

Article 10 : Pour 2026, le plafond des dépenses du budget général est fixé à **3 455 257 039 000 FCFA** et réparti comme suit :

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2025	INITIALES 2026
Personnel	1 056 105 182 000	1 134 332 271 000
Charges financières de la dette	214 468 000 000	245 852 000 000
Biens et services	720 009 290 000	722 352 781 000
Transferts et subventions	407 085 797 000	454 070 396 000
Dépenses en atténuation de recettes	11 509 308 000	13 009 308 000
Investissement	748 069 789 000	885 640 283 000
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	3 157 247 366 000	3 455 257 039 000

Article 11 : Pour 2026, le plafond des dépenses des budgets annexes est fixé à **8 902 923 000 FCFA** et réparti comme suit :

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2025	INITIALES 2026
Personnel	2 719 200 000	2 719 200 000
Biens et services	3 101 123 000	3 101 123 000
Transferts et subventions	875 000 000	875 000 000
Investissement	2 207 600 000	2 207 600 000
TOTAL DES DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES	8 902 923 000	8 902 923 000

Article 12 : Pour 2026, le plafond des dépenses des comptes spéciaux du Trésor (CST) est fixé à **114 056 721 000 FCFA** et réparti comme suit :

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2025	INITIALES 2026
Personnel	160 000 000	160 000 000
Biens et services	2 313 522 000	2 313 522 000
Transferts et subventions	740 000 000	740 000 000
Dépenses en atténuation de recettes	98 159 000 000	98 159 000 000
Investissement	12 363 256 000	12 684 199 000
TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	113 735 778 000	114 056 721 000

Article 13 : Pour 2026, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'Etat est fixé au nombre de **125 903 agents**.

Section 2 : Evaluation des charges de trésorerie

Article 14 : Pour 2026, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **1 518 786 171 999 FCFA** et réparties comme suit :

CHARGES DE TRESORERIE	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2025	INITIALES 2026
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	918 354 000 000	1 499 570 000 000
<i>dont principal dette intérieure</i>	<i>695 083 000 000</i>	<i>1 249 833 000 000</i>
<i>dont principal dette extérieure</i>	<i>223 271 000 000</i>	<i>249 737 000 000</i>
Retraits sur les comptes des correspondants	18 301 116 190	19 216 171 999
Prêts et avances	0	0
TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	936 655 116 190	1 518 786 171 999

TITRE III : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

Article 15 : Pour 2026, les recettes budgétaires évaluées, les plafonds des dépenses fixés et l'équilibre budgétaire qui en résulte, sont arrêtés comme suit :

Montant en milliers de FCFA							
Libellés	Prévisions des recettes		Libellés	Prévisions des dépenses		Solde prévisionnel	
	Rectifiées	Initiales		Rectifiées	Initiales	Rectifié 2025	Initial 2026
	2025	2026		2025	2026		
Budget général							
Dons projets et legs	75 000 000	75 000 000	Personnel	1 056 105 182	1 134 332 271		
Recettes fiscales nettes	2 384 490 752	2 702 352 518	Charges financières de la dette	214 468 000	245 852 000		
Recettes non fiscales	65 200 140	27 838 482	Biens et services	720 009 290	722 352 781		
Dons programmes et legs	98 356	2 001 400	Transferts et subventions	407 085 797	454 070 396		
Recettes exceptionnelles	5 322 000	18 990 000	Dépenses en atténuation des recettes	11 509 308	13 009 308		
Produits financiers	86 947 000	108 650 000	Investissement	748 069 789	885 640 283		
Recettes totales	2 617 058 248	2 934 832 400	Dépenses totales	3 157 247 366	3 455 257 039	-540 189 118	-520 424 639
Budgets annexes							
Ventes de produits	5 027 697	5 027 697	Personnel	2 719 200	2 719 200		
Recettes non fiscales	1 566 426	1 566 426	Biens et services	3 101 123	3 101 123		
Recettes exceptionnelles	2 278 000	2 278 000	Transferts et subventions	875 000	875 000		
Produits financiers	30 800	30 800	Investissement	2 207 600	2 207 600		
Recettes totales	8 902 923	8 902 923	Dépenses totales	8 902 923	8 902 923	0	0
Comptes spéciaux du Trésor (CST)							
Recettes fiscales	98 159 000	98 159 000	Personnel	160 000	160 000		
Recettes non fiscales	4 053 336	4 053 336	Biens et services	2 313 522	2 313 522		
Transferts reçus d'autres budgets	11 493 442	11 814 385	Transferts et subventions	740 000	740 000		
Dons programmes et legs	30 000	30 000	Dépenses en atténuation des recettes	98 159 000	98 159 000		
			Investissement	12 363 256	12 684 199		
Recettes totales	113 735 778	114 056 721	Dépenses totales	113 735 778	114 056 721	0	0
TOTAL GENERAL	2 739 696 949	3 057 792 044	TOTAL GENERAL	3 279 886 067	3 578 216 683	-540 189 118	-520 424 639
Solde budgétaire global						-540 189 118	-520 424 639

Article 16 : Les recettes et les dépenses budgétaires, pour 2026, étant respectivement arrêtées à **3 057 792 044 000 FCFA** et **3 578 216 683 000 FCFA**, il en résulte un solde budgétaire global négatif de **520 424 639 000 FCFA**.

Article 17 : Pour 2026, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont approuvées comme suit :

LIBELLES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2025	INITIALES 2026
Besoins de financement	1 476 844 234 190	2 039 210 810 999
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	918 354 000 000	1 499 570 000 000
<i>dont principal dette intérieure</i>	<i>695 083 000 000</i>	<i>1 249 833 000 000</i>
<i>dont principal dette extérieure</i>	<i>223 271 000 000</i>	<i>249 737 000 000</i>
Déficit budgétaire à financer	540 189 118 000	520 424 639 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	18 301 116 190	19 216 171 999
Ressources de financement	1 476 844 234 190	2 039 210 810 999
Tirages sur des emprunts projets	90 000 000 000	90 000 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	1 275 434 118 000	1 916 604 639 000
Tirages sur des emprunts programmes	74 440 000 000	0
Produits provenant de la cession des actifs	15 000 000 000	10 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	3 669 000 000	3 390 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	18 301 116 190	19 216 171 999

Article 18 : Au cours de l'exercice 2026, le ministre chargé des Finances est autorisé à recourir à des emprunts à court, moyen et long termes pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

Pour 2026, la variation nette de l'encours des emprunts à moyen et long termes qui peuvent être émis est plafonnée à **507 034 639 000 FCFA**.

Article 19 : Les emprunts et conventions de prêts sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2026-2028. Le ministre chargé des Finances est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le ministre chargé des Finances est autorisé à négocier et seul habilité à conclure au cours de l'exercice 2026 et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de prêts, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'Etat, dans le cadre du financement des programmes/ projets de développement.

Le document de stratégie d'endettement public du Mali à moyen terme 2026-2028, figure à **l'état A** annexé à la présente loi.

Article 20 : Tout appel de fonds extérieurs dans le cadre du financement des projets s'effectue suivant des modalités particulières définies par le ministre en charge des Finances.

Article 21 : Des garanties et des avals peuvent être accordés par l'Etat conformément aux dispositions de l'article 42 de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux Lois de Finances.

Pour 2026, la variation nette de l'encours des prêts garantis et avalisés par l'Etat est plafonnée à **16 500 000 000 FCFA**.

SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I : AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Article 22 : Dans la limite du plafond fixé à l'article 9 ci-dessus, les crédits sont inscrits, en autorisations d'engagement et crédits de paiement, par budget, section, programme, dotation et nature de dépenses comme suit :

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

110 ASSEMBLEE NATIONALE

0.001 Assemblée Nationale

742 200

11 451 029

13 630 851

Personnel

0

2 542 721

2 276 275

66 Charges de personnel

0

2 542 721

2 276 275

Biens et services

0

7 376 609

9 176 221

60 Achats de biens

0

2 038 614

2 718 947

61 Acquisitions de services

0

4 449 409

5 568 688

62 Autres services

0

888 586

888 586

Transferts et subventions

0

936 676

1 436 155

64 Transferts

0

936 676

1 436 155

Investissement

742 200

595 023

742 200

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

742 200

530 673

742 200

26 Prises de participations et cautionnements

64 350

Total

742 200

11 451 029

13 630 851

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Crédits de paiement		
Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement		
Nature / Article	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
0.007 Présidence de la République	900 000	0	17 407 120
Personnel	0	0	2 194 666
66 Charges de personnel	0	0	2 194 666
Biens et services	0	0	12 282 937
60 Achats de biens	0	0	6 452 770
61 Acquisitions de services	0	0	4 663 224
62 Autres services	0	0	1 166 943
Transferts et subventions	0	0	2 029 517
63 Subventions	0	0	90 000
64 Transferts	0	0	1 939 517
Investissement	900 000	0	900 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	900 000	0	900 000
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle		6 758 245	
Personnel		1 507 538	
66 Charges de personnel		1 507 538	
Biens et services		3 337 355	
60 Achats de biens		880 224	
61 Acquisitions de services		2 457 131	
Transferts et subventions		773 352	
63 Subventions		62 415	
64 Transferts		710 937	
Investissement		1 140 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 140 000	
1.002 Administration générale		7 212 522	
Personnel		728 743	
66 Charges de personnel		728 743	
Biens et services		6 107 652	
60 Achats de biens		3 370 659	
61 Acquisitions de services		1 617 981	
62 Autres services		1 119 012	
Transferts et subventions		376 127	
64 Transferts		376 127	
2.001 Sécurité et défense		1 701 779	
Biens et services		835 031	
60 Achats de biens		662 134	
61 Acquisitions de services		142 770	
62 Autres services		30 127	
Transferts et subventions		866 748	
64 Transferts		866 748	
Total	900 000	15 672 546	17 407 120

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**130 PRIMATURE****1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale****560 000****6 842 910****7 905 909**

Personnel

0

1 689 428

1 882 910

66 Charges de personnel

0

1 689 428

1 882 910

Biens et services

0

4 506 297

4 795 032

60 Achats de biens

0

2 416 861

2 538 700

61 Acquisitions de services

0

1 139 436

1 306 332

62 Autres services

0

950 000

950 000

Transferts et subventions

0

431 002

667 967

64 Transferts

0

431 002

667 967

Investissement

560 000

216 183

560 000

21 Immobilisations incorporelles

50 000

20 425

50 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

450 000

155 003

450 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

60 000

40 755

60 000

1.004 Administration générale et contrôle**2 740 000****5 351 441****5 708 509**

Personnel

0

686 099

677 069

66 Charges de personnel

0

686 099

677 069

Biens et services

0

2 555 082

2 521 391

60 Achats de biens

0

848 826

734 460

61 Acquisitions de services

0

1 411 609

1 471 808

62 Autres services

0

294 647

315 123

Transferts et subventions

0

1 220 597

1 070 049

64 Transferts

0

1 220 597

1 070 049

Investissement

2 740 000

889 663

1 440 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

2 740 000

889 663

1 440 000

2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés**150 000****609 287****799 322**

Personnel

0

317 304

352 322

66 Charges de personnel

0

317 304

352 322

Biens et services

0

185 045

267 000

60 Achats de biens

0

71 761

105 000

61 Acquisitions de services

0

83 284

130 000

62 Autres services

0

30 000

32 000

Transferts et subventions

0

30 000

30 000

64 Transferts

0

30 000

30 000

Investissement

150 000

76 938

150 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

100 000

56 513

100 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

20 425

50 000

Total**3 450 000****12 803 638****14 413 740**

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation	2026	2025	2026
Nature / Article			
1 BUDGET GENERAL			
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	480 000	5 274 341	6 193 173
Personnel	0	3 432 123	3 432 123
66 Charges de personnel	0	3 432 123	3 432 123
Biens et services	0	1 453 382	2 281 050
60 Achats de biens	0	398 121	761 250
61 Acquisitions de services	0	704 512	809 800
62 Autres services	0	350 749	710 000
Investissement	480 000	388 836	480 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	80 000	52 836	80 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	400 000	336 000	400 000
Total	480 000	5 274 341	6 193 173
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
0.009 Cour Constitutionnelle	30 000	0	1 576 948
Personnel	0	0	614 747
66 Charges de personnel	0	0	614 747
Biens et services	0	0	932 201
60 Achats de biens	0	0	468 306
61 Acquisitions de services	0	0	242 176
62 Autres services	0	0	221 719
Investissement	30 000	0	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	0	30 000
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle		1 226 314	
Personnel		637 497	
66 Charges de personnel		637 497	
Biens et services		577 981	
60 Achats de biens		305 737	
61 Acquisitions de services		163 611	
62 Autres services		108 633	
Investissement		10 836	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		10 836	
Total	30 000	1 226 314	1 576 948

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
150 COUR SUPREME			
0.008 Cour Suprême	4 117 375	0	6 951 081
Personnel	0	0	3 002 018
66 Charges de personnel	0	0	3 002 018
Biens et services	0	0	1 167 188
60 Achats de biens	0	0	554 726
61 Acquisitions de services	0	0	160 462
62 Autres services	0	0	452 000
Transferts et subventions	0	0	164 500
64 Transferts	0	0	164 500
Investissement	4 117 375	0	2 617 375
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 117 375	0	2 617 375
2.005 Cour Suprême		7 243 320	
Personnel		3 469 213	
66 Charges de personnel		3 469 213	
Biens et services		1 168 243	
60 Achats de biens		653 485	
61 Acquisitions de services		126 258	
62 Autres services		388 500	
Transferts et subventions		150 000	
64 Transferts		150 000	
Investissement		2 455 864	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		2 445 496	
26 Prises de participations et cautionnements		10 368	
Total	4 117 375	7 243 320	6 951 081

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation			
Nature / Article	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
0.010 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	4 803 614	0	2 149 773
Personnel	0	0	342 984
66 Charges de personnel	0	0	342 984
Biens et services	0	0	1 296 353
60 Achats de biens	0	0	752 438
61 Acquisitions de services	0	0	454 129
62 Autres services	0	0	89 786
Transferts et subventions	0	0	6 822
64 Transferts	0	0	6 822
Investissement	4 803 614	0	503 614
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 803 614	0	503 614
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques		1 557 627	
Personnel		377 426	
66 Charges de personnel		377 426	
Biens et services		949 408	
60 Achats de biens		465 777	
61 Acquisitions de services		397 987	
62 Autres services		85 644	
Investissement		230 793	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		223 971	
26 Prises de participations et cautionnements		6 822	
Total	4 803 614	1 557 627	2 149 773

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation		2025	2026
Nature / Article			
1 BUDGET GENERAL			
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
0.011 Haut Conseil des Collectivités	89 899	0	1 568 265
Personnel	0	0	664 798
66 Charges de personnel	0	0	664 798
Biens et services	0	0	813 568
60 Achats de biens	0	0	355 226
61 Acquisitions de services	0	0	378 168
62 Autres services	0	0	80 174
Investissement	89 899	0	89 899
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	89 899	0	89 899
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités		1 348 961	
Personnel		699 160	
66 Charges de personnel		699 160	
Biens et services		585 488	
60 Achats de biens		229 216	
61 Acquisitions de services		294 796	
62 Autres services		61 476	
Investissement		64 313	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		64 313	
Total	89 899	1 348 961	1 568 265

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

Programme ou Dotation

Nature / Article

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

1.006 Administration Générale

6 765 781

45 937 006

49 551 209

Personnel

0

18 673 123

21 485 640

66 Charges de personnel

0

18 673 123

21 485 640

Biens et services

0

13 724 678

13 803 849

60 Achats de biens

0

1 644 806

1 949 971

61 Acquisitions de services

0

11 270 941

11 004 447

62 Autres services

0

808 931

849 431

Transferts et subventions

0

6 437 602

9 349 939

64 Transferts

0

6 437 602

9 349 939

Investissement

6 765 781

7 101 603

4 911 781

21 Immobilisations incorporelles

2 216 746

2 306 073

2 216 746

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

4 254 000

898 700

2 400 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

295 035

247 830

295 035

26 Prises de participations et cautionnements

3 649 000

2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale

0

414 317

412 535

Personnel

0

291 437

223 726

66 Charges de personnel

0

291 437

223 726

Biens et services

0

72 254

188 809

60 Achats de biens

0

57 856

158 380

61 Acquisitions de services

0

14 398

30 429

Transferts et subventions

50 626

64 Transferts

50 626

2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

0

142 633

128 584

Personnel

0

107 611

82 162

66 Charges de personnel

0

107 611

82 162

Biens et services

0

12 009

46 422

60 Achats de biens

0

9 520

40 754

61 Acquisitions de services

0

2 489

5 668

Transferts et subventions

23 013

64 Transferts

23 013

Total

6 765 781

46 493 956

50 092 328

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation		2025	2026
Nature / Article			
1 BUDGET GENERAL			
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
1.007 Administration Générale	50 000	1 400 046	1 511 791
Personnel	0	465 241	460 937
66 Charges de personnel	0	465 241	460 937
Biens et services	0	892 805	1 000 854
60 Achats de biens	0	519 814	449 504
61 Acquisitions de services	0	301 931	428 350
62 Autres services	0	71 060	123 000
Investissement	50 000	42 000	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	42 000	50 000
2.010 Intégration Africaine	0	301 208	452 661
Personnel	0	30 972	30 615
66 Charges de personnel	0	30 972	30 615
Biens et services	0	171 214	261 779
60 Achats de biens	0	119 824	183 711
61 Acquisitions de services	0	1 745	3 023
62 Autres services	0	49 645	75 045
Transferts et subventions	0	99 022	160 267
64 Transferts	0	99 022	160 267
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	3 635 000	1 485 877	2 488 954
Personnel	0	147 500	115 665
66 Charges de personnel	0	147 500	115 665
Biens et services	0	89 987	192 393
60 Achats de biens	0	49 495	85 000
61 Acquisitions de services	0	13 492	23 393
62 Autres services	0	27 000	84 000
Transferts et subventions	0	173 298	295 896
64 Transferts	0	173 298	295 896
Investissement	3 635 000	1 075 092	1 885 000
21 Immobilisations incorporelles	835 000	459 967	835 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 800 000	615 125	1 050 000
Total	3 685 000	3 187 131	4 453 406

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL

2.012 Bureau du Vérificateur Général

160 000

4 629 146

5 172 302

Personnel

0

3 491 773

3 698 570

66 Charges de personnel

0

3 491 773

3 698 570

Biens et services

0

972 973

1 283 732

60 Achats de biens

0

438 443

585 786

61 Acquisitions de services

0

414 866

534 482

62 Autres services

0

119 664

163 464

Transferts et subventions

0

30 000

30 000

64 Transferts

0

30 000

30 000

Investissement

160 000

134 400

160 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

30 000

25 200

30 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

130 000

109 200

130 000

Total

160 000

4 629 146

5 172 302

192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE

2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration

485 000

1 288 418

1 887 592

Personnel

0

426 853

414 016

66 Charges de personnel

0

426 853

414 016

Biens et services

0

557 476

868 076

60 Achats de biens

0

397 172

684 489

61 Acquisitions de services

0

115 304

138 587

62 Autres services

0

45 000

45 000

Transferts et subventions

0

74 451

120 500

64 Transferts

0

74 451

120 500

Investissement

485 000

229 638

485 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

290 000

229 638

290 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

195 000

0

195 000

Total

485 000

1 288 418

1 887 592

195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT

2.014 Egal accès aux medias d'Etat

0

123 898

160 569

Personnel

0

10 896

10 520

66 Charges de personnel

0

10 896

10 520

Biens et services

0

113 002

150 049

60 Achats de biens

0

45 606

73 045

61 Acquisitions de services

0

39 507

48 692

62 Autres services

0

27 889

28 312

Total

0

123 898

160 569

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

1.008 Administration Générale

59 449 687

484 666 885

465 441 817

Personnel

0

272 819 915

308 198 463

66 Charges de personnel

0

272 819 915

308 198 463

Biens et services

0

73 254 578

74 329 578

60 Achats de biens

0

61 214 697

62 251 447

61 Acquisitions de services

0

10 155 382

10 178 632

62 Autres services

0

1 884 499

1 899 499

Transferts et subventions

0

8 922 644

3 464 089

64 Transferts

0

8 922 644

3 464 089

Investissement

59 449 687

129 669 748

79 449 687

21 Immobilisations incorporelles

86 272

86 272

86 272

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

7 772 980

7 772 980

7 772 980

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

203 783

203 783

203 783

25 Équipements militaires

51 386 652

121 546 382

71 386 652

26 Prises de participations et cautionnements

60 331

2.015 Gestion des Opérations Militaires

8 448 912

67 668 252

63 828 030

Biens et services

0

60 117 292

55 116 202

60 Achats de biens

0

57 771 424

52 657 635

61 Acquisitions de services

0

2 053 145

2 076 344

62 Autres services

0

292 723

382 223

Transferts et subventions

0

124 514

262 916

64 Transferts

0

124 514

262 916

Investissement

8 448 912

7 426 446

8 448 912

21 Immobilisations incorporelles

139 474

121 474

139 474

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

1 179 033

179 033

1 179 033

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

42 868

0

42 868

25 Équipements militaires

7 087 537

7 087 537

7 087 537

26 Prises de participations et cautionnements

38 402

2.016 Inspection des Armées

21 000

356 206

356 206

Biens et services

0

335 206

335 206

60 Achats de biens

0

117 778

117 778

61 Acquisitions de services

0

216 428

216 428

62 Autres services

0

1 000

1 000

Investissement

21 000

21 000

21 000

21 Immobilisations incorporelles

15 000

15 000

15 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

6 000

6 000

6 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

2.017 Formation

35 013

873 077

873 077

Biens et services

0

838 064

838 064

60 Achats de biens

0

522 648

522 648

61 Acquisitions de services

0

192 208

192 208

62 Autres services

0

123 208

123 208

Investissement

35 013

35 013

35 013

21 Immobilisations incorporelles

18 489

18 489

18 489

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

16 524

16 524

16 524

2.018 Gestion des Transmissions

176 402

527 526

707 526

Biens et services

0

431 124

531 124

60 Achats de biens

0

278 491

280 817

61 Acquisitions de services

0

117 124

194 798

62 Autres services

0

35 509

55 509

Investissement

176 402

96 402

176 402

21 Immobilisations incorporelles

26 000

26 000

26 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

30 402

30 402

30 402

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

120 000

40 000

120 000

Total

68 131 014

554 091 946

531 206 656

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME****1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle**

1 698 869

8 783 541

10 379 939

Personnel

0

1 885 454

2 110 115

66 Charges de personnel

0

1 885 454

2 110 115

Biens et services

0

4 471 665

5 426 926

60 Achats de biens

0

2 490 381

3 119 258

61 Acquisitions de services

0

1 199 575

1 383 401

62 Autres services

0

781 709

924 267

Transferts et subventions

0

1 489 050

1 144 029

64 Transferts

0

1 489 050

1 144 029

Investissement

1 698 869

937 372

1 698 869

21 Immobilisations incorporelles

110 750

45 242

110 750

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

1 300 447

774 615

1 300 447

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

287 672

117 515

287 672

2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation

2 185 559

24 400 610

26 035 687

Personnel

0

18 302 375

17 427 971

66 Charges de personnel

0

18 302 375

17 427 971

Biens et services

0

3 413 851

4 663 683

60 Achats de biens

0

2 141 744

3 184 400

61 Acquisitions de services

0

101 342

153 556

62 Autres services

0

1 170 765

1 325 727

Transferts et subventions

0

1 024 285

1 758 474

64 Transferts

0

1 024 285

1 758 474

Investissement

2 185 559

1 660 099

2 185 559

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

2 115 559

1 631 504

2 115 559

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

70 000

28 595

70 000

2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

1 436 639

8 927 687

10 753 098

Personnel

0

3 823 865

4 430 395

66 Charges de personnel

0

3 823 865

4 430 395

Biens et services

0

4 018 530

4 756 064

60 Achats de biens

0

3 809 568

4 513 422

61 Acquisitions de services

0

63 914

97 594

62 Autres services

0

145 048

145 048

Transferts et subventions

0

91 740

130 000

64 Transferts

0

91 740

130 000

Investissement

1 436 639

993 552

1 436 639

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

1 436 639

993 552

1 436 639

Total

5 321 067

42 111 838

47 168 724

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

190 000

2 488 252

3 088 270

Personnel

0

1 910 000

2 049 270

66 Charges de personnel

0

1 910 000

2 049 270

Biens et services

0

509 624

849 000

60 Achats de biens

0

346 624

686 000

61 Acquisitions de services

0

145 000

145 000

62 Autres services

0

18 000

18 000

Investissement

190 000

68 628

190 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

190 000

68 628

190 000

Total

190 000

2 488 252

3 088 270

226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

47 500

784 592

1 056 634

Personnel

0

367 684

367 684

66 Charges de personnel

0

367 684

367 684

Biens et services

0

399 751

641 450

60 Achats de biens

0

226 197

373 000

61 Acquisitions de services

0

138 625

207 880

62 Autres services

0

34 929

60 570

Investissement

47 500

17 157

47 500

21 Immobilisations incorporelles

47 500

17 157

47 500

Total

47 500

784 592

1 056 634

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

1.010 Administration Générale

12 722 500

21 997 990

24 293 098

Personnel

0

293 372

282 837

66 Charges de personnel

0

293 372

282 837

Biens et services

0

7 800 808

7 596 451

60 Achats de biens

0

4 011 314

3 501 039

61 Acquisitions de services

0

1 611 560

1 897 478

62 Autres services

0

2 177 934

2 197 934

Transferts et subventions

0

3 681 310

3 691 310

64 Transferts

0

3 681 310

3 691 310

Investissement

12 722 500

10 222 500

12 722 500

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

1 617 500

2 117 500

1 617 500

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

11 105 000

8 105 000

11 105 000

2.021 Ordre et Sécurité

14 707 032

133 765 306

136 792 215

Personnel

0

110 885 523

112 123 000

66 Charges de personnel

0

110 885 523

112 123 000

Biens et services

0

7 789 317

9 578 749

60 Achats de biens

0

5 283 179

6 722 744

61 Acquisitions de services

0

2 204 818

2 464 126

62 Autres services

0

301 320

391 879

Transferts et subventions

0

383 434

383 434

64 Transferts

0

383 434

383 434

Investissement

14 707 032

14 707 032

14 707 032

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

14 593 016

14 593 016

14 593 016

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

114 016

114 016

114 016

2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

5 021 036

29 934 253

31 455 933

Personnel

0

22 780 070

24 208 000

66 Charges de personnel

0

22 780 070

24 208 000

Biens et services

0

2 023 147

2 037 897

60 Achats de biens

0

1 550 196

1 522 696

61 Acquisitions de services

0

415 500

431 000

62 Autres services

0

57 451

84 201

Transferts et subventions

0

110 000

189 000

64 Transferts

0

110 000

189 000

Investissement

5 021 036

5 021 036

5 021 036

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

5 000 000

5 000 000

5 000 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

21 036

21 036

21 036

Total

32 450 568

185 697 549

192 541 246

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT

0.002 Securite d'Etat

0 21 022 917 21 184 916

Biens et services

0 20 822 917 20 984 916

60 Achats de biens

0 20 304 072 20 216 072

61 Acquisitions de services

0 518 845 768 844

Transferts et subventions

0 200 000 200 000

64 Transferts

0 200 000 200 000

Investissement

0

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

0

Total

0 21 022 917 21 184 916

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1.011 Administration Générale

18 161 438

27 392 595

19 877 192

Personnel

0

1 393 347

1 300 612

66 Charges de personnel

0

1 393 347

1 300 612

Biens et services

0

6 446 818

4 771 835

60 Achats de biens

0

3 810 869

2 654 673

61 Acquisitions de services

0

2 186 117

1 713 504

62 Autres services

0

449 832

403 658

Transferts et subventions

0

7 530 297

8 343 307

63 Subventions

0

18 608

20 675

64 Transferts

0

7 511 689

8 322 632

Investissement

18 161 438

12 022 133

5 461 438

21 Immobilisations incorporelles

1 320 000

853 228

1 320 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

16 841 438

11 168 905

4 141 438

2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire

19 709 993

9 775 110

13 269 830

Personnel

0

2 702 392

2 579 400

66 Charges de personnel

0

2 702 392

2 579 400

Biens et services

0

2 219 179

4 255 517

60 Achats de biens

0

1 231 824

2 225 640

61 Acquisitions de services

0

557 261

817 362

62 Autres services

0

430 094

1 212 515

Transferts et subventions

0

840 398

924 920

64 Transferts

0

840 398

924 920

Investissement

19 709 993

4 013 141

5 509 993

21 Immobilisations incorporelles

100 000

730 720

100 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

19 156 743

3 117 673

4 956 743

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

453 250

164 748

453 250

2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales

15 800 000

23 438 209

22 059 887

Personnel

0

14 216 537

13 550 652

66 Charges de personnel

0

14 216 537

13 550 652

Biens et services

0

1 611 753

1 834 235

60 Achats de biens

0

1 130 325

1 168 764

61 Acquisitions de services

0

154 480

238 523

62 Autres services

0

326 948

426 948

Transferts et subventions

0

1 257 828

1 875 000

64 Transferts

0

1 257 828

1 875 000

Investissement

15 800 000

6 352 091

4 800 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

15 700 000

6 315 971

4 700 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

100 000

36 120

100 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics****1 125 000****7 892 837****9 157 014**

Personnel

0

4 763 054

4 834 376

66 Charges de personnel

0

4 763 054

4 834 376

Biens et services

0

1 912 364

2 859 463

60 Achats de biens

0

800 936

1 575 104

61 Acquisitions de services

0

701 108

806 538

62 Autres services

0

410 320

477 821

Transferts et subventions

0

513 934

338 175

64 Transferts

0

513 934

338 175

Investissement

1 125 000

703 485

1 125 000

21 Immobilisations incorporelles

315 000

55 745

315 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

700 000

593 985

700 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

110 000

53 755

110 000

2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier**3 020 787****6 326 260****8 462 254**

Personnel

0

4 056 183

4 506 563

66 Charges de personnel

0

4 056 183

4 506 563

Biens et services

0

774 515

1 711 457

60 Achats de biens

0

428 688

1 206 785

61 Acquisitions de services

0

216 223

285 418

62 Autres services

0

129 604

219 254

Transferts et subventions

0

414 241

723 447

64 Transferts

0

414 241

723 447

Investissement

3 020 787

1 081 321

1 520 787

21 Immobilisations incorporelles

150 000

54 180

150 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

2 660 787

997 111

1 160 787

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

210 000

30 030

210 000

2.027 Gestion de la Dette Publique**550 000****811 800****1 076 990**

Personnel

0

258 239

247 320

66 Charges de personnel

0

258 239

247 320

Biens et services

0

50 797

88 106

60 Achats de biens

0

30 320

54 471

61 Acquisitions de services

0

20 477

33 635

Transferts et subventions

0

143 925

191 564

64 Transferts

0

143 925

191 564

Investissement

550 000

358 839

550 000

21 Immobilisations incorporelles

350 000

220 139

350 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

200 000

138 700

200 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques,

8 150 000

4 570 183

10 744 180

Sectoriels

Personnel

0

1 489 805

1 421 988

66 Charges de personnel

0

1 489 805

1 421 988

Biens et services

0

261 473

665 656

60 Achats de biens

0

148 907

544 913

61 Acquisitions de services

0

67 980

76 157

62 Autres services

0

44 586

44 586

Transferts et subventions

0

450 479

506 536

64 Transferts

0

450 479

506 536

Investissement

8 150 000

2 368 426

8 150 000

21 Immobilisations incorporelles

6 900 000

1 962 290

6 900 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

1 200 000

388 076

1 200 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

18 060

50 000

2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National

2 325 000

2 806 854

2 400 349

Transferts et subventions

0

1 550 160

625 349

64 Transferts

0

1 550 160

625 349

Investissement

2 325 000

1 256 694

1 775 000

21 Immobilisations incorporelles

625 000

383 096

625 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

1 700 000

873 598

1 150 000

Total

68 842 218

83 013 848

87 047 696

311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES

2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

83 000

1 147 521

1 711 709

Personnel

0

152 404

220 404

66 Charges de personnel

0

152 404

220 404

Biens et services

0

890 021

1 168 305

60 Achats de biens

0

664 870

873 305

61 Acquisitions de services

0

125 151

195 000

62 Autres services

0

100 000

100 000

Transferts et subventions

0

0

240 000

64 Transferts

0

0

240 000

Investissement

83 000

105 096

83 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

83 000

105 096

83 000

Total

83 000

1 147 521

1 711 709

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL

1.012 Administration Générale

2 751 334

2 260 779

3 323 098

Personnel

0

342 116

344 084

66 Charges de personnel

0

342 116

344 084

Biens et services

0

1 250 506

1 527 430

60 Achats de biens

0

443 183

675 906

61 Acquisitions de services

0

444 277

498 204

62 Autres services

0

363 046

353 320

Transferts et subventions

0

100 000

100 250

64 Transferts

0

100 000

100 250

Investissement

2 751 334

568 157

1 351 334

21 Immobilisations incorporelles

640 000

285 600

640 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

2 111 334

282 557

711 334

2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat

186 200

1 011 890

1 065 089

Personnel

0

368 783

347 700

66 Charges de personnel

0

368 783

347 700

Biens et services

0

548 508

531 189

60 Achats de biens

0

169 903

258 887

61 Acquisitions de services

0

48 665

84 385

62 Autres services

0

329 940

187 917

Investissement

186 200

94 599

186 200

21 Immobilisations incorporelles

136 200

76 539

136 200

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

50 000

18 060

50 000

2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail

53 750

1 228 160

1 376 094

Personnel

0

967 478

923 006

66 Charges de personnel

0

967 478

923 006

Biens et services

0

196 452

351 538

60 Achats de biens

0

123 888

256 386

61 Acquisitions de services

0

22 394

28 567

62 Autres services

0

50 170

66 585

Transferts et subventions

0

43 020

47 800

64 Transferts

0

43 020

47 800

Investissement

53 750

21 210

53 750

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

3 750

3 150

3 750

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

18 060

50 000

Total

2 991 284

4 500 829

5 764 281

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

Programme ou Dotation

Nature / Article

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1.013 Administration Générale

5 048 226

2 738 348

3 804 624

Personnel

0

557 080

677 066

66 Charges de personnel

0

557 080

677 066

Biens et services

0

1 052 042

1 324 628

60 Achats de biens

0

363 670

508 400

61 Acquisitions de services

0

533 466

635 798

62 Autres services

0

154 906

180 430

Transferts et subventions

0

361 285

454 704

64 Transferts

0

361 285

454 704

Investissement

5 048 226

767 941

1 348 226

21 Immobilisations incorporelles

351 850

153 692

351 850

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

4 525 500

511 620

825 500

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

170 876

102 629

170 876

2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi

325 575

7 579 185

10 650 900

Personnel

0

290 516

279 355

66 Charges de personnel

0

290 516

279 355

Biens et services

0

211 218

685 786

60 Achats de biens

0

163 710

633 908

61 Acquisitions de services

0

13 107

17 477

62 Autres services

0

34 401

34 401

Transferts et subventions

0

5 109 926

6 360 184

64 Transferts

0

5 109 926

6 360 184

Investissement

325 575

1 967 525

3 325 575

21 Immobilisations incorporelles

150 000

133 927

150 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

108 075

1 802 633

3 108 075

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

67 500

30 965

67 500

2.034 Formation Professionnelle

48 441 576

12 496 054

17 983 244

Personnel

0

758 734

748 291

66 Charges de personnel

0

758 734

748 291

Biens et services

0

70 613

104 572

60 Achats de biens

0

28 350

48 804

61 Acquisitions de services

0

15 473

28 978

62 Autres services

0

26 790

26 790

Transferts et subventions

0

4 087 284

6 188 805

64 Transferts

0

4 087 284

6 188 805

Investissement

48 441 576

7 579 423

10 941 576

21 Immobilisations incorporelles

208 750

151 695

208 750

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

48 202 826

7 408 807

10 702 826

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

30 000

18 921

30 000

Total

53 815 377

22 813 587

32 438 768

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

1.044 Administration Générale et Contrôle

0

1 032 889

891 308

Personnel

0

228 147

254 858

66 Charges de personnel

0

228 147

254 858

Biens et services

0

804 742

636 450

60 Achats de biens

0

614 844

458 700

61 Acquisitions de services

0

166 148

128 000

62 Autres services

0

23 750

49 750

2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles

300 000

622 159

597 517

Personnel

0

155 487

111 028

66 Charges de personnel

0

155 487

111 028

Biens et services

0

151 672

156 489

60 Achats de biens

0

70 419

74 125

61 Acquisitions de services

0

64 628

65 739

62 Autres services

0

16 625

16 625

Transferts et subventions

0

30 000

30 000

64 Transferts

0

30 000

30 000

Investissement

300 000

285 000

300 000

21 Immobilisations incorporelles

50 000

42 750

50 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

250 000

242 250

250 000

Total

300 000

1 655 048

1 488 825

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

1.014 Administration Générale et Contrôle

200 000

4 083 267

4 458 015

Personnel

0

1 147 536

1 121 631

66 Charges de personnel

0

1 147 536

1 121 631

Biens et services

0

2 135 645

2 821 340

60 Achats de biens

0

889 266

1 434 470

61 Acquisitions de services

0

1 061 347

1 094 341

62 Autres services

0

185 032

292 529

Transferts et subventions

0

680 481

315 044

64 Transferts

0

680 481

315 044

Investissement

200 000

119 605

200 000

21 Immobilisations incorporelles

200 000

119 605

200 000

2.036 Administration du Territoire

35 161 701

47 445 496

62 325 534

Personnel

0

7 287 378

11 960 264

66 Charges de personnel

0

7 287 378

11 960 264

Biens et services

0

25 689 654

30 718 482

60 Achats de biens

0

13 287 959

15 633 743

61 Acquisitions de services

0

10 243 976

12 159 283

62 Autres services

0

2 157 719

2 422 299

65 Charges exceptionnelles

0

0

503 157

Transferts et subventions

0

2 772 290

4 085 087

64 Transferts

0

2 772 290

4 085 087

Investissement

35 161 701

11 696 174

15 561 701

21 Immobilisations incorporelles

30 000

17 941

30 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

35 101 701

11 678 233

15 501 701

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

30 000

0

30 000

2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière

400 000

397 279

679 873

Personnel

0

76 621

83 273

66 Charges de personnel

0

76 621

83 273

Biens et services

0

86 583

144 947

60 Achats de biens

0

75 423

129 269

61 Acquisitions de services

0

6 160

10 678

62 Autres services

0

5 000

5 000

Transferts et subventions

0

31 915

51 653

64 Transferts

0

31 915

51 653

Investissement

400 000

202 160

400 000

21 Immobilisations incorporelles

200 000

44 852

200 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

200 000

157 308

200 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales

16 459 663

26 574 502

31 587 222

Personnel

0

189 210

196 889

66 Charges de personnel

0

189 210

196 889

Biens et services

0

300 297

669 246

60 Achats de biens

0

258 476

483 208

61 Acquisitions de services

0

25 640

44 457

62 Autres services

0

16 181

141 581

Transferts et subventions

0

10 758 907

12 661 424

64 Transferts

0

10 758 907

12 661 424

Investissement

16 459 663

15 326 088

18 059 663

21 Immobilisations incorporelles

50 000

0

50 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

16 409 663

15 326 088

18 009 663

2.064 Développement Régional et Local

209 000

1 655 125

2 079 000

Transferts et subventions

0

1 579 632

1 870 000

64 Transferts

0

1 579 632

1 870 000

Investissement

209 000

75 493

209 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

209 000

75 493

209 000

Total

52 430 364

80 155 669

101 129 644

334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

2.095 Protection des Données à Caractère personnel

340 965

1 731 093

2 938 309

Personnel

0

562 274

1 041 512

66 Charges de personnel

0

562 274

1 041 512

Biens et services

0

883 926

1 555 832

60 Achats de biens

0

295 693

712 695

61 Acquisitions de services

0

427 600

673 137

62 Autres services

0

160 633

170 000

Investissement

340 965

284 893

340 965

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

340 965

284 893

340 965

Total

340 965

1 731 093

2 938 309

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
1.015 Administration Générale	48 106	1 216 277	1 333 800
Personnel	0	218 869	229 996
66 Charges de personnel	0	218 869	229 996
Biens et services	0	755 806	820 329
60 Achats de biens	0	495 926	677 608
61 Acquisitions de services	0	246 475	128 611
62 Autres services	0	13 405	14 110
Transferts et subventions	0	195 901	235 369
64 Transferts	0	195 901	235 369
Investissement	48 106	45 701	48 106
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	48 106	45 701	48 106
2.039 Religion et Culte	297 500	1 888 852	1 292 719
Personnel	0	25 854	29 144
66 Charges de personnel	0	25 854	29 144
Biens et services	0	335 801	695 456
60 Achats de biens	0	220 311	581 906
61 Acquisitions de services	0	82 390	80 450
62 Autres services	0	33 100	33 100
Transferts et subventions	0	1 244 572	270 619
64 Transferts	0	1 244 572	270 619
Investissement	297 500	282 625	297 500
21 Immobilisations incorporelles	30 500	28 975	30 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	190 000	200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	67 000	63 650	67 000
Total	345 606	3 105 129	2 626 519

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE****1.016 Administration Générale****2 300 000****8 227 491****11 617 161**

Personnel

0

141 263

180 149

66 Charges de personnel

0

141 263

180 149

Biens et services

0

794 287

829 706

60 Achats de biens

0

490 480

515 049

61 Acquisitions de services

0

253 646

263 660

62 Autres services

0

50 161

50 997

Transferts et subventions

0

149 441

157 306

64 Transferts

0

149 441

157 306

Investissement

2 300 000

7 142 500

10 450 000

21 Immobilisations incorporelles

200 000

7 142 500

6 200 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

2 100 000

0

4 250 000

2.100 Renforcement de la Paix, du processus de Réconciliation nationale, de cohésion sociale et du vivre ensemble**0****3 449 302****3 481 439**

Personnel

0

2 838 663

2 838 663

66 Charges de personnel

0

2 838 663

2 838 663

Biens et services

0

610 639

642 776

60 Achats de biens

0

610 639

642 776

2.101 Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de développement**100 000****1 227 428****1 262 105**

Transferts et subventions

0

1 132 428

1 162 105

64 Transferts

0

1 132 428

1 162 105

Investissement

100 000

95 000

100 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

100 000

95 000

100 000

Total**2 400 000****12 904 221****16 360 705****346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI****2.099 Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.****100 000****1 692 638****2 081 157**

Personnel

0

975 768

1 241 753

66 Charges de personnel

0

975 768

1 241 753

Biens et services

0

576 940

639 404

60 Achats de biens

0

331 540

380 404

61 Acquisitions de services

0

211 200

224 000

62 Autres services

0

34 200

35 000

Transferts et subventions

0

55 930

100 000

64 Transferts

0

55 930

100 000

Investissement

100 000

84 000

100 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

100 000

84 000

100 000

Total**100 000****1 692 638****2 081 157**

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE****1.032 Administration Générale****1 366 750****2 631 187****2 525 313**

Personnel

0

833 764

687 171

66 Charges de personnel

0

833 764

687 171

Biens et services

0

1 086 223

1 371 392

60 Achats de biens

0

331 843

446 182

61 Acquisitions de services

0

506 016

614 202

62 Autres services

0

248 364

311 008

Investissement

1 366 750

711 200

466 750

21 Immobilisations incorporelles

120 000

71 763

120 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

1 246 750

639 437

346 750

**2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion
des Marchés****5 490 187****3 576 616****4 079 819**

Personnel

0

1 454 467

1 277 237

66 Charges de personnel

0

1 454 467

1 277 237

Biens et services

0

260 521

757 586

60 Achats de biens

0

186 654

651 178

61 Acquisitions de services

0

36 945

49 486

62 Autres services

0

36 922

56 922

Transferts et subventions

0

501 370

404 809

64 Transferts

0

501 370

404 809

Investissement

5 490 187

1 360 258

1 640 187

21 Immobilisations incorporelles

220 187

173 593

220 187

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

5 200 000

1 168 605

1 350 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

70 000

18 060

70 000

2.084 Développement du secteur industriel**613 814****2 093 382****2 154 716**

Personnel

0

328 209

279 493

66 Charges de personnel

0

328 209

279 493

Biens et services

0

163 661

267 949

60 Achats de biens

0

92 226

178 120

61 Acquisitions de services

0

33 563

51 957

62 Autres services

0

37 872

37 872

Transferts et subventions

0

1 118 675

993 460

64 Transferts

0

1 118 675

993 460

Investissement

613 814

482 837

613 814

21 Immobilisations incorporelles

397 664

83 636

397 664

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

166 150

373 959

166 150

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

25 242

50 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

2.085 Appui au développement du secteur privé

602 593

1 028 234

1 816 654

Personnel

0

46 864

39 623

66 Charges de personnel

0

46 864

39 623

Biens et services

0

103 138

214 004

60 Achats de biens

0

58 565

126 715

61 Acquisitions de services

0

11 044

24 150

62 Autres services

0

33 529

63 139

Transferts et subventions

0

581 916

960 434

64 Transferts

0

581 916

960 434

Investissement

602 593

296 316

602 593

21 Immobilisations incorporelles

295 093

189 051

295 093

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

265 000

91 913

265 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

42 500

15 352

42 500

2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance

44 625

126 656

172 319

Personnel

0

61 848

48 104

66 Charges de personnel

0

61 848

48 104

Biens et services

0

48 689

79 590

60 Achats de biens

0

7 739

18 419

61 Acquisitions de services

0

3 888

6 741

62 Autres services

0

37 062

54 430

Investissement

44 625

16 119

44 625

21 Immobilisations incorporelles

44 625

16 119

44 625

Total

8 117 969

9 456 075

10 748 821

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1.017 Administration Générale

2 978 575

23 117 697

30 530 875

Personnel

0

10 639 819

14 038 732

66 Charges de personnel

0

10 639 819

14 038 732

Biens et services

0

8 967 604

12 569 297

60 Achats de biens

0

2 505 303

2 679 176

61 Acquisitions de services

0

1 618 917

1 923 116

62 Autres services

0

4 843 384

7 967 005

Transferts et subventions

0

2 644 271

2 644 271

63 Subventions

0

2 583 471

2 583 471

64 Transferts

0

60 800

60 800

Investissement

2 978 575

866 003

1 278 575

21 Immobilisations incorporelles

75 000

71 250

75 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

2 903 575

794 753

1 203 575

2.041 Développement de l'Education de Base

13 300 579

328 784 371

339 282 798

Personnel

0

290 881 992

297 937 453

66 Charges de personnel

0

290 881 992

297 937 453

Biens et services

0

26 243 689

26 621 123

60 Achats de biens

0

15 914 854

16 933 059

61 Acquisitions de services

0

1 184 379

1 621 888

62 Autres services

0

9 144 456

8 049 176

65 Charges exceptionnelles

0

0

17 000

Transferts et subventions

0

1 299 485

1 423 643

64 Transferts

0

1 299 485

1 423 643

Investissement

13 300 579

10 359 205

13 300 579

21 Immobilisations incorporelles

9 051 546

8 285 697

9 051 546

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

2 500 000

1 072 169

2 500 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

1 749 033

1 001 339

1 749 033

2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général

20 178 261

18 602 389

32 248 180

Personnel

0

994 888

929 341

66 Charges de personnel

0

994 888

929 341

Biens et services

0

6 780 688

11 140 578

60 Achats de biens

0

6 181 366

10 399 015

61 Acquisitions de services

0

196 179

243 779

62 Autres services

0

403 143

497 784

Investissement

20 178 261

10 826 813

20 178 261

21 Immobilisations incorporelles

17 168 074

8 133 255

17 168 074

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

1 500 000

1 425 000

1 500 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

1 510 187

1 268 558

1 510 187

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

22 354 704

65 399 599

70 192 328

Personnel

0

29 220 911

31 487 473

66 Charges de personnel

0

29 220 911

31 487 473

Biens et services

0

8 203 996

9 303 924

60 Achats de biens

0

7 603 639

8 644 011

61 Acquisitions de services

0

154 758

174 314

62 Autres services

0

445 599

485 599

Transferts et subventions

0

6 859 446

7 046 227

64 Transferts

0

6 859 446

7 046 227

Investissement

22 354 704

21 115 246

22 354 704

21 Immobilisations incorporelles

22 131 689

20 912 457

22 131 689

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

223 015

202 789

223 015

Total

58 812 119

435 904 056

472 254 181

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1.018 Administration Générale

2 000 000

8 536 683

8 899 420

Personnel

0

3 981 981

3 922 079

66 Charges de personnel

0

3 981 981

3 922 079

Biens et services

0

1 577 847

1 750 420

60 Achats de biens

0

448 403

560 109

61 Acquisitions de services

0

708 729

717 768

62 Autres services

0

420 715

472 543

Transferts et subventions

0

2 501 855

2 726 921

64 Transferts

0

2 501 855

2 726 921

Investissement

2 000 000

475 000

500 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

2 000 000

475 000

500 000

2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur

15 216 217

72 426 009

82 560 367

Personnel

0

4 212 691

4 726 211

66 Charges de personnel

0

4 212 691

4 726 211

Biens et services

0

355 233

481 208

60 Achats de biens

0

255 030

370 063

61 Acquisitions de services

0

5 531

7 585

62 Autres services

0

94 672

103 560

Transferts et subventions

0

62 291 632

69 986 731

64 Transferts

0

62 291 632

69 986 731

Investissement

15 216 217

5 566 453

7 366 217

21 Immobilisations incorporelles

2 631 090

1 107 348

1 531 090

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

12 585 127

4 459 105

5 835 127

2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique

245 000

1 906 290

2 488 199

Biens et services

0

18 474

22 563

62 Autres services

0

18 474

22 563

Transferts et subventions

0

1 778 490

2 220 636

64 Transferts

0

1 778 490

2 220 636

Investissement

245 000

109 326

245 000

21 Immobilisations incorporelles

245 000

68 476

245 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

40 850

Total

17 461 217

82 868 982

93 947 986

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME****1.019 Administration Générale****209 500****3 617 926****3 425 117**

Personnel

0

826 437

827 731

66 Charges de personnel

0

826 437

827 731

Biens et services

0

2 384 203

2 332 486

60 Achats de biens

0

649 289

818 235

61 Acquisitions de services

0

538 439

680 147

62 Autres services

0

1 196 475

834 104

Transferts et subventions

0

286 754

55 400

64 Transferts

0

286 754

55 400

Investissement

209 500

120 532

209 500

21 Immobilisations incorporelles

150 000

89 704

150 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

59 500

30 828

59 500

2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel**614 000****1 123 527****1 487 194**

Personnel

0

296 808

281 877

66 Charges de personnel

0

296 808

281 877

Biens et services

0

63 685

122 750

60 Achats de biens

0

48 612

106 060

61 Acquisitions de services

0

9 370

10 987

62 Autres services

0

5 703

5 703

Transferts et subventions

0

431 042

468 567

64 Transferts

0

431 042

468 567

Investissement

614 000

331 992

614 000

21 Immobilisations incorporelles

14 000

6 607

14 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

550 000

307 325

550 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

18 060

50 000

2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique**165 000****435 455****670 058**

Transferts et subventions

0

365 171

505 058

64 Transferts

0

365 171

505 058

Investissement

165 000

70 284

165 000

21 Immobilisations incorporelles

15 000

9 009

15 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

150 000

61 275

150 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME****2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire****1 246 250****3 180 636****4 387 119**

Personnel

0

607 520

628 214

66 Charges de personnel

0

607 520

628 214

Biens et services

0

206 626

655 808

60 Achats de biens

0

127 757

551 626

61 Acquisitions de services

0

20 968

30 550

62 Autres services

0

57 901

73 632

Transferts et subventions

0

1 758 580

1 856 847

64 Transferts

0

1 758 580

1 856 847

Investissement

1 246 250

607 910

1 246 250

21 Immobilisations incorporelles

13 000

10 920

13 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

1 161 250

560 450

1 161 250

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

72 000

36 540

72 000

2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat**300 000****1 200 595****1 888 718**

Personnel

0

408 693

417 390

66 Charges de personnel

0

408 693

417 390

Biens et services

0

126 299

523 204

60 Achats de biens

0

62 327

450 150

61 Acquisitions de services

0

26 318

35 400

62 Autres services

0

37 654

37 654

Transferts et subventions

0

279 893

448 124

63 Subventions

0

35 743

57 848

64 Transferts

0

244 150

390 276

Investissement

300 000

385 710

500 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

250 000

367 650

450 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

18 060

50 000

2.051 Promotion du Secteur du Tourisme**50 000****449 749****934 598**

Personnel

0

19 486

19 572

66 Charges de personnel

0

19 486

19 572

Biens et services

0

202 318

650 185

60 Achats de biens

0

121 666

542 780

61 Acquisitions de services

0

47 510

74 263

62 Autres services

0

33 142

33 142

Transferts et subventions

0

209 885

214 841

64 Transferts

0

209 885

214 841

Investissement

50 000

18 060

50 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

18 060

50 000

Total**2 584 750****10 007 888****12 792 804**

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS****1.020 Administration Générale****940 000****3 363 644****4 432 251**

Personnel

0

454 568

473 385

66 Charges de personnel

0

454 568

473 385

Biens et services

0

2 155 693

2 899 969

60 Achats de biens

0

820 631

918 656

61 Acquisitions de services

0

620 309

915 881

62 Autres services

0

434 961

440 222

65 Charges exceptionnelles

0

279 792

625 210

Transferts et subventions

0

92 608

118 897

64 Transferts

0

92 608

118 897

Investissement

940 000

660 775

940 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

850 000

640 775

850 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

90 000

20 000

90 000

2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes**450 000****1 433 360****1 968 925**

Personnel

0

954 840

854 348

66 Charges de personnel

0

954 840

854 348

Biens et services

0

232 072

646 337

60 Achats de biens

0

105 082

459 838

61 Acquisitions de services

0

33 459

30 918

62 Autres services

0

93 531

155 581

Transferts et subventions

0

11 270

18 240

64 Transferts

0

11 270

18 240

Investissement

450 000

235 178

450 000

21 Immobilisations incorporelles

30 000

17 941

30 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

370 000

191 995

370 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

25 242

50 000

2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives**63 011 050****102 486 699****35 048 250**

Personnel

0

501 031

464 135

66 Charges de personnel

0

501 031

464 135

Biens et services

0

3 726 417

3 756 494

60 Achats de biens

0

32 801

49 292

61 Acquisitions de services

0

3 474 343

3 487 929

62 Autres services

0

219 273

219 273

Transferts et subventions

0

814 766

816 571

64 Transferts

0

814 766

816 571

Investissement

63 011 050

97 444 485

30 011 050

21 Immobilisations incorporelles

11 050

9 282

11 050

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

63 000 000

97 435 203

30 000 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents

9 610

657 793

726 378

Personnel

0

182 131

173 615

66 Charges de personnel

0

182 131

173 615

Biens et services

0

428 591

504 155

60 Achats de biens

0

342 592

417 845

61 Acquisitions de services

0

52 692

53 003

62 Autres services

0

33 307

33 307

Transferts et subventions

0

38 998

38 998

64 Transferts

0

38 998

38 998

Investissement

9 610

8 073

9 610

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

9 610

8 073

9 610

2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté

5 550 000

3 204 049

3 131 293

Biens et services

0

166 787

195 698

60 Achats de biens

0

37 800

45 000

61 Acquisitions de services

0

16 800

20 000

62 Autres services

0

112 187

130 698

Transferts et subventions

0

2 520 262

2 085 595

64 Transferts

0

2 520 262

2 085 595

Investissement

5 550 000

517 000

850 000

21 Immobilisations incorporelles

10 000

8 400

10 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

5 500 000

475 000

800 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

40 000

33 600

40 000

Total

69 960 660

111 145 545

45 307 097

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL****1.021 Administration, Coordination et Décentralisation**

3 287 196

19 356 993

22 336 157

Personnel

0

6 571 371

9 436 421

66 Charges de personnel

0

6 571 371

9 436 421

Biens et services

0

5 754 866

6 886 171

60 Achats de biens

0

3 940 442

4 791 186

61 Acquisitions de services

0

1 395 708

1 560 683

62 Autres services

0

418 716

534 302

Transferts et subventions

0

4 368 446

2 726 369

63 Subventions

0

2 040 654

45 171

64 Transferts

0

2 327 792

2 681 198

Investissement

3 287 196

2 662 310

3 287 196

21 Immobilisations incorporelles

173 675

156 255

173 675

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

3 113 521

2 506 055

3 113 521

2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies

68 850

52 518 064

101 294 236

Personnel

0

41 795 186

40 049 889

66 Charges de personnel

0

41 795 186

40 049 889

Biens et services

0

4 344 734

4 939 733

60 Achats de biens

0

1 284 007

1 464 498

61 Acquisitions de services

0

1 104 043

1 396 376

62 Autres services

0

989 243

1 000 763

65 Charges exceptionnelles

0

967 441

1 078 096

Transferts et subventions

0

6 300 682

8 195 764

64 Transferts

0

6 300 682

8 195 764

Investissement

68 850

77 462

48 108 850

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

18 850

8 235

48 058 850

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

69 227

50 000

2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation

6 732

9 902 646

10 734 153

Personnel

0

72 119

40 686

66 Charges de personnel

0

72 119

40 686

Biens et services

0

9 827 586

10 686 735

60 Achats de biens

0

9 794 722

10 659 940

61 Acquisitions de services

0

13 660

16 795

62 Autres services

0

19 204

10 000

Investissement

6 732

2 941

6 732

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

6 732

2 941

6 732

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

32 499 850

45 545 289

48 435 463

Personnel

0

380 710

314 187

66 Charges de personnel

0

380 710

314 187

Biens et services

0

87 308

99 790

60 Achats de biens

0

43 359

55 292

61 Acquisitions de services

0

2 070

2 619

62 Autres services

0

41 879

41 879

Transferts et subventions

0

31 981 397

33 771 636

64 Transferts

0

31 981 397

33 771 636

Investissement

32 499 850

13 095 874

14 249 850

21 Immobilisations incorporelles

563 850

475 834

563 850

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

31 936 000

12 620 040

13 686 000

2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion

879 182

3 577 839

3 595 797

Personnel

0

483 593

393 662

66 Charges de personnel

0

483 593

393 662

Biens et services

0

348 045

514 082

60 Achats de biens

0

39 964

144 810

61 Acquisitions de services

0

36 306

45 731

65 Charges exceptionnelles

0

271 775

323 541

Transferts et subventions

0

2 157 187

2 358 871

64 Transferts

0

2 157 187

2 358 871

Investissement

879 182

589 014

329 182

21 Immobilisations incorporelles

66 832

56 140

66 832

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

812 350

532 874

262 350

2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

821 000

12 743 804

18 410 268

Personnel

0

2 429 784

2 137 894

66 Charges de personnel

0

2 429 784

2 137 894

Biens et services

0

315 715

693 574

60 Achats de biens

0

126 912

493 586

61 Acquisitions de services

0

58 061

69 246

62 Autres services

0

130 742

130 742

Transferts et subventions

0

9 741 708

15 307 800

64 Transferts

0

9 741 708

15 307 800

Investissement

821 000

256 597

271 000

21 Immobilisations incorporelles

21 000

13 407

21 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

750 000

221 350

200 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

21 840

50 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	562 750	1 308 145	1 527 208
Transferts et subventions	0	904 805	964 458
64 Transferts	0	904 805	964 458
Investissement	562 750	403 340	562 750
21 Immobilisations incorporelles	317 750	282 310	317 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	245 000	121 030	245 000
Total	38 125 560	144 952 780	206 333 282
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	600 000	2 839 581	3 735 442
Personnel	0	260 812	256 673
66 Charges de personnel	0	260 812	256 673
Biens et services	0	58 560	58 560
61 Acquisitions de services	0	58 560	58 560
Transferts et subventions	0	2 520 209	2 820 209
64 Transferts	0	2 520 209	2 820 209
Investissement	600 000	0	600 000
21 Immobilisations incorporelles	200 000	0	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	400 000	0	400 000
Total	600 000	2 839 581	3 735 442

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 534 076	2 878 830	2 601 781
Personnel	0	723 340	567 778
66 Charges de personnel	0	723 340	567 778
Biens et services	0	1 082 230	992 789
60 Achats de biens	0	659 721	531 134
61 Acquisitions de services	0	315 456	375 327
62 Autres services	0	107 053	86 328
Transferts et subventions	0	717 564	707 138
64 Transferts	0	717 564	707 138
Investissement	1 534 076	355 696	334 076
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 534 076	355 696	334 076
2.059 Promotion de la Femme	692 486	2 975 345	3 177 648
Personnel	0	978 812	894 932
66 Charges de personnel	0	978 812	894 932
Biens et services	0	336 429	768 771
60 Achats de biens	0	217 744	580 357
61 Acquisitions de services	0	50 986	50 215
62 Autres services	0	67 699	138 199
Transferts et subventions	0	21 459	21 459
64 Transferts	0	21 459	21 459
Investissement	692 486	1 638 645	1 492 486
21 Immobilisations incorporelles	140 000	125 961	140 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	502 486	1 470 684	1 302 486
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	42 000	50 000
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	426 599	1 262 049	1 388 843
Personnel	0	267 198	209 921
66 Charges de personnel	0	267 198	209 921
Biens et services	0	411 552	493 512
60 Achats de biens	0	253 461	303 880
61 Acquisitions de services	0	8 091	19 632
62 Autres services	0	150 000	170 000
Transferts et subventions	0	237 697	258 811
64 Transferts	0	237 697	258 811
Investissement	426 599	345 602	426 599
21 Immobilisations incorporelles	75 000	64 211	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	351 599	281 391	351 599
Total	2 653 161	7 116 224	7 168 272

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

1.024 Administration Générale

379 500

2 341 337

2 674 509

Personnel

0

740 314

761 189

66 Charges de personnel

0

740 314

761 189

Biens et services

0

1 180 934

1 378 945

60 Achats de biens

0

578 217

691 414

61 Acquisitions de services

0

432 507

500 392

62 Autres services

0

170 210

187 139

Transferts et subventions

0

100 972

154 875

64 Transferts

0

100 972

154 875

Investissement

379 500

319 117

379 500

21 Immobilisations incorporelles

150 000

151 468

150 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

229 500

167 649

229 500

2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie

130 672 500

71 704 808

91 860 526

Personnel

0

1 121 744

1 034 557

66 Charges de personnel

0

1 121 744

1 034 557

Biens et services

0

268 738

728 785

60 Achats de biens

0

164 634

579 754

61 Acquisitions de services

0

64 274

109 201

62 Autres services

0

39 830

39 830

Transferts et subventions

0

597 635

674 684

64 Transferts

0

597 635

674 684

Investissement

130 672 500

69 716 691

89 422 500

21 Immobilisations incorporelles

888 000

604 407

888 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

129 134 500

68 710 309

87 884 500

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

650 000

324 240

650 000

26 Prises de participations et cautionnements

77 735

2.066 Développement et sécurisation des transports

10 388 787

4 345 593

5 477 214

Personnel

0

1 171 540

1 157 488

66 Charges de personnel

0

1 171 540

1 157 488

Biens et services

0

316 096

852 118

60 Achats de biens

0

182 240

639 198

61 Acquisitions de services

0

49 190

115 024

62 Autres services

0

84 666

97 896

Transferts et subventions

0

811 532

1 028 821

64 Transferts

0

811 532

1 028 821

Investissement

10 388 787

2 046 425

2 438 787

21 Immobilisations incorporelles

100 000

369 200

100 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

10 208 000

1 639 180

2 258 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

80 787

35 289

80 787

26 Prises de participations et cautionnements

2 756

Total

141 440 787

78 391 738

100 012 249

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE****1.025 Administration Générale****400 000****13 603 507****18 757 111**

Personnel

0

443 868

440 505

66 Charges de personnel

0

443 868

440 505

Biens et services

0

874 639

916 606

60 Achats de biens

0

327 466

327 491

61 Acquisitions de services

0

443 958

478 300

62 Autres services

0

103 215

110 815

Investissement

400 000

12 285 000

17 400 000

21 Immobilisations incorporelles

310 000

66 500

310 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

90 000

12 218 500

17 090 000

2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations**1 400 000****3 315 028****4 400 160**

Personnel

0

1 010 969

968 594

66 Charges de personnel

0

1 010 969

968 594

Biens et services

0

411 937

761 589

60 Achats de biens

0

248 751

609 435

61 Acquisitions de services

0

91 846

83 174

62 Autres services

0

71 340

68 980

Transferts et subventions

0

425 122

419 977

64 Transferts

0

425 122

419 977

Investissement

1 400 000

1 467 000

2 250 000

21 Immobilisations incorporelles

300 000

285 000

300 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

1 050 000

1 140 000

1 900 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

42 000

50 000

2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger**250 000****1 062 545****1 208 478**

Transferts et subventions

0

302 545

308 478

64 Transferts

0

302 545

308 478

Investissement

250 000

760 000

900 000

21 Immobilisations incorporelles

50 000

47 500

50 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

200 000

712 500

850 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
2.071 Protection et Conservation de la Nature	8 250 000	6 698 273	6 207 424
Personnel	0	3 766 031	3 150 702
66 Charges de personnel	0	3 766 031	3 150 702
Biens et services	0	550 812	908 397
60 Achats de biens	0	307 239	671 230
61 Acquisitions de services	0	96 022	89 651
62 Autres services	0	147 551	147 516
Transferts et subventions	0	240 430	198 325
64 Transferts	0	240 430	198 325
Investissement	8 250 000	2 141 000	1 950 000
21 Immobilisations incorporelles	600 000	826 500	600 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	7 600 000	1 272 500	1 300 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	42 000	50 000
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	300 000	685 011	697 656
Transferts et subventions	0	400 011	397 656
64 Transferts	0	400 011	397 656
Investissement	300 000	285 000	300 000
21 Immobilisations incorporelles	300 000	285 000	300 000
Total	10 600 000	25 364 364	31 270 829

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU****1.026 Administration Générale****0 1 454 093 1 425 689**

Personnel

0 495 825 324 456

66 Charges de personnel

0 495 825 324 456

Biens et services

0 886 505 1 101 233

60 Achats de biens

0 394 943 488 280

61 Acquisitions de services

0 385 752 457 143

62 Autres services

0 105 810 155 810

Investissement

71 763

21 Immobilisations incorporelles

71 763

2.073 Développement des Ressources Energétiques**10 608 609 54 495 022 76 602 108**

Personnel

0 548 452 488 223

66 Charges de personnel

0 548 452 488 223

Biens et services

0 210 456 334 515

60 Achats de biens

0 97 657 187 336

61 Acquisitions de services

0 49 977 79 357

62 Autres services

0 62 822 67 822

Transferts et subventions

0 32 872 982 60 970 761

63 Subventions

0 30 000 000 60 000 000

64 Transferts

0 2 872 982 970 761

Investissement

10 608 609 20 863 132 14 808 609

21 Immobilisations incorporelles

2 528 609 617 669 1 578 609

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

8 030 000 20 210 645 13 180 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000 34 818 50 000

2.074 Développement des Ressources en Eau**8 150 000 31 033 601 20 189 085**

Personnel

0 1 050 834 1 020 349

66 Charges de personnel

0 1 050 834 1 020 349

Biens et services

0 472 822 922 316

60 Achats de biens

0 231 330 634 880

61 Acquisitions de services

0 146 041 185 545

62 Autres services

0 95 451 101 891

Transferts et subventions

0 541 716 596 420

64 Transferts

0 541 716 596 420

Investissement

8 150 000 28 968 229 17 650 000

21 Immobilisations incorporelles

1 495 000 2 132 750 1 495 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

6 605 000 26 799 950 16 105 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000 35 529 50 000

Total**18 758 609 86 982 716 98 216 882**

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
726 MINISTERE DES MINES			
1.027 Administration Générale	2 420 000	1 625 861	2 612 170
Personnel	0	546 187	729 112
66 Charges de personnel	0	546 187	729 112
Biens et services	0	921 974	1 363 058
60 Achats de biens	0	516 085	772 288
61 Acquisitions de services	0	309 889	478 770
62 Autres services	0	96 000	112 000
Investissement	2 420 000	157 700	520 000
21 Immobilisations incorporelles	120 000	76 000	120 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 300 000	81 700	400 000
2.075 Développement des ressources minérales	1 221 372	1 934 974	5 215 953
Personnel	0	839 821	872 949
66 Charges de personnel	0	839 821	872 949
Biens et services	0	338 012	923 947
60 Achats de biens	0	95 700	546 198
61 Acquisitions de services	0	155 712	275 699
62 Autres services	0	86 600	102 050
Transferts et subventions	0	264 112	197 685
64 Transferts	0	264 112	197 685
Investissement	1 221 372	493 029	3 221 372
21 Immobilisations incorporelles	540 000	136 899	540 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	631 372	338 070	2 631 372
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	18 060	50 000
Total	3 641 372	3 560 835	7 828 123

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation		2025	2026
Nature / Article	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
1.028 Administration Générale	106 375	1 277 348	1 293 271
Personnel	0	218 563	214 795
66 Charges de personnel	0	218 563	214 795
Biens et services	0	879 472	909 422
60 Achats de biens	0	326 371	461 496
61 Acquisitions de services	0	265 370	354 459
62 Autres services	0	287 731	93 467
Transferts et subventions	0	56 412	62 679
63 Subventions	0	56 412	62 679
Investissement	106 375	122 901	106 375
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 375	55 355	6 375
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	100 000	67 546	100 000
2.076 Medias et Communication Publics	2 924 406	9 404 929	10 262 164
Transferts et subventions	0	6 686 693	6 937 758
64 Transferts	0	6 686 693	6 937 758
Investissement	2 924 406	2 718 236	3 324 406
21 Immobilisations incorporelles	125 000	1 229 230	125 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 799 406	1 489 006	3 199 406
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	723 659	2 746 136	3 360 828
Personnel	0	71 205	66 428
66 Charges de personnel	0	71 205	66 428
Biens et services	0	139 241	240 515
60 Achats de biens	0	77 130	196 746
61 Acquisitions de services	0	21 091	28 869
62 Autres services	0	41 020	14 900
Transferts et subventions	0	2 168 240	2 330 226
64 Transferts	0	2 168 240	2 330 226
Investissement	723 659	367 450	723 659
21 Immobilisations incorporelles	148 659	51 337	148 659
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	575 000	316 113	575 000
Total	3 754 440	13 428 413	14 916 263

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

2.096 Régulation de la Communication

270 000

1 276 303

1 695 804

Personnel

0

705 000

700 804

66 Charges de personnel

0

705 000

700 804

Biens et services

0

437 669

725 000

60 Achats de biens

0

312 369

394 000

61 Acquisitions de services

0

125 300

181 000

62 Autres services

0

0

150 000

Investissement

270 000

133 634

270 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

270 000

133 634

270 000

Total

270 000

1 276 303

1 695 804

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION****1.029 Administration Générale****3 769 950****7 318 764****5 056 963**

Personnel

0

968 558

980 107

66 Charges de personnel

0

968 558

980 107

Biens et services

0

1 256 062

2 000 858

60 Achats de biens

0

497 213

865 226

61 Acquisitions de services

0

574 890

907 705

62 Autres services

0

183 959

227 927

Transferts et subventions

0

3 263 963

106 048

64 Transferts

0

3 263 963

106 048

Investissement

3 769 950

1 830 181

1 969 950

21 Immobilisations incorporelles

375 000

190 146

375 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

3 394 950

1 640 035

1 594 950

2.029 Gestion des Biens de l'Etat**3 600 000****2 021 698****4 481 008**

Personnel

0

190 699

184 834

66 Charges de personnel

0

190 699

184 834

Biens et services

0

164 501

588 174

60 Achats de biens

0

70 816

477 512

61 Acquisitions de services

0

23 132

40 109

62 Autres services

0

70 553

70 553

Transferts et subventions

0

93 479

108 000

64 Transferts

0

93 479

108 000

Investissement

3 600 000

1 573 019

3 600 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

700 000

490 495

700 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

2 900 000

1 082 524

2 900 000

2.078 Gestion Cadastre et Foncière**3 100 000****3 431 720****4 838 396**

Personnel

0

2 300 047

2 268 818

66 Charges de personnel

0

2 300 047

2 268 818

Biens et services

0

531 002

1 516 778

60 Achats de biens

0

398 687

1 174 136

61 Acquisitions de services

0

42 239

85 815

62 Autres services

0

90 076

256 827

Transferts et subventions

0

248 229

302 800

64 Transferts

0

248 229

302 800

Investissement

3 100 000

352 442

750 000

21 Immobilisations incorporelles

60 000

32 092

60 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

2 990 000

302 290

640 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

18 060

50 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 600 000	7 316 374	8 214 632
Personnel	0	1 794 233	1 760 247
66 Charges de personnel	0	1 794 233	1 760 247
Biens et services	0	280 171	752 585
60 Achats de biens	0	159 948	598 593
61 Acquisitions de services	0	37 596	53 205
62 Autres services	0	82 627	100 787
Transferts et subventions	0	56 719	101 800
64 Transferts	0	56 719	101 800
Investissement	5 600 000	5 185 251	5 600 000
21 Immobilisations incorporelles	250 000	105 916	250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 300 000	5 061 275	5 300 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	18 060	50 000
2.080 Population	864 000	694 065	1 245 531
Personnel	0	168 084	176 395
66 Charges de personnel	0	168 084	176 395
Biens et services	0	51 500	87 280
60 Achats de biens	0	7 013	37 160
61 Acquisitions de services	0	24 487	30 120
62 Autres services	0	20 000	20 000
Transferts et subventions	0	87 525	117 856
64 Transferts	0	87 525	117 856
Investissement	864 000	386 956	864 000
21 Immobilisations incorporelles	484 000	252 151	484 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	380 000	134 805	380 000
2.081 Aménagement du Territoire	500 000	291 167	735 658
Personnel	0	151 288	166 658
66 Charges de personnel	0	151 288	166 658
Biens et services	0	32 068	69 000
60 Achats de biens	0	6 920	30 000
61 Acquisitions de services	0	16 148	28 000
62 Autres services	0	9 000	11 000
Investissement	500 000	107 811	500 000
21 Immobilisations incorporelles	280 000	66 961	280 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	220 000	40 850	220 000
Total	17 433 950	21 073 788	24 572 188

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE****1.034 Administration Générale****9 128 550****14 893 672****14 955 160**

Personnel

0

1 787 739

1 633 238

66 Charges de personnel

0

1 787 739

1 633 238

Biens et services

0

2 054 901

2 766 762

60 Achats de biens

0

806 906

1 126 858

61 Acquisitions de services

0

774 400

1 025 041

62 Autres services

0

473 595

614 863

Transferts et subventions

0

154 623

208 610

64 Transferts

0

154 623

208 610

Investissement

9 128 550

10 896 409

10 346 550

21 Immobilisations incorporelles

600 000

399 277

600 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

8 053 550

10 098 132

9 271 550

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

475 000

399 000

475 000

2.087 Appui au Monde Rural**2 952 000****66 594 239****35 249 510**

Personnel

0

4 956 902

4 524 883

66 Charges de personnel

0

4 956 902

4 524 883

Biens et services

0

283 458

771 367

60 Achats de biens

0

157 271

589 975

61 Acquisitions de services

0

85 820

136 976

62 Autres services

0

40 367

44 416

Transferts et subventions

0

55 982 153

24 251 260

64 Transferts

0

55 982 153

24 251 260

Investissement

2 952 000

5 371 726

5 702 000

21 Immobilisations incorporelles

219 500

140 634

219 500

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

2 682 500

5 213 032

5 432 500

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

18 060

50 000

2.088 Aménagement et Equipement Rural**17 781 500****49 630 559****63 562 542**

Personnel

0

1 022 307

897 771

66 Charges de personnel

0

1 022 307

897 771

Biens et services

0

183 388

561 462

60 Achats de biens

0

103 752

461 257

61 Acquisitions de services

0

35 594

56 363

62 Autres services

0

44 042

43 842

Transferts et subventions

0

3 142 381

3 289 809

64 Transferts

0

3 142 381

3 289 809

Investissement

17 781 500

45 282 483

58 813 500

21 Immobilisations incorporelles

4 337 750

3 987 335

5 837 750

22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols

475 000

171 570

475 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

12 918 750

41 105 518

52 450 750

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

18 060

50 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
2.089 Recherche et Formation	3 333 500	4 525 372	4 866 391
Biens et services	0	18 669	34 650
60 Achats de biens	0	15 497	26 400
61 Acquisitions de services	0	3 172	8 250
Transferts et subventions	0	4 372 052	4 598 241
64 Transferts	0	4 372 052	4 598 241
Investissement	3 333 500	134 651	233 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 333 500	134 651	233 500
Total	33 195 550	135 643 842	118 633 603

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL**822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE****1.037 Administration Générale****3 150 000****15 843 824****12 012 193**

Personnel

0

266 383

254 127

66 Charges de personnel

0

266 383

254 127

Biens et services

0

849 319

1 230 166

60 Achats de biens

0

376 199

600 969

61 Acquisitions de services

0

319 554

441 160

62 Autres services

0

153 566

188 037

Transferts et subventions

0

44 469

77 900

64 Transferts

0

44 469

77 900

Investissement

3 150 000

14 683 653

10 450 000

21 Immobilisations incorporelles

320 000

379 166

320 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

2 800 000

14 304 487

10 100 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

30 000

0

30 000

2.090 Développement des Productions et Industries Animales**3 708 000****7 152 628****9 240 729**

Personnel

0

1 494 547

1 301 714

66 Charges de personnel

0

1 494 547

1 301 714

Biens et services

0

235 863

845 240

60 Achats de biens

0

115 262

617 927

61 Acquisitions de services

0

46 693

97 068

62 Autres services

0

73 908

130 245

Transferts et subventions

0

4 333 686

4 335 775

64 Transferts

0

4 333 686

4 335 775

Investissement

3 708 000

1 088 532

2 758 000

21 Immobilisations incorporelles

255 000

80 734

255 000

22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols

500 000

180 600

500 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

2 095 000

448 358

1 145 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

858 000

378 840

858 000

2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles**1 050 000****2 026 769****3 118 063**

Personnel

0

1 075 622

1 002 047

66 Charges de personnel

0

1 075 622

1 002 047

Biens et services

0

250 493

718 644

60 Achats de biens

0

104 187

534 497

61 Acquisitions de services

0

42 686

63 027

62 Autres services

0

103 620

121 120

Transferts et subventions

0

225 768

347 372

64 Transferts

0

225 768

347 372

Investissement

1 050 000

474 886

1 050 000

21 Immobilisations incorporelles

95 000

66 078

95 000

22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols

300 000

131 824

300 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

605 000

235 505

605 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

50 000

41 479

50 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section

Programme ou Dotation

Nature / Article

Autorisations
d'engagement

Crédits de paiement

2026

2025

2026

1 BUDGET GENERAL

822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire

925 000

3 419 741

4 185 108

Personnel

0

1 787 543

1 589 631

66 Charges de personnel

0

1 787 543

1 589 631

Biens et services

0

244 749

673 786

60 Achats de biens

0

145 893

541 343

61 Acquisitions de services

0

51 293

79 880

62 Autres services

0

47 563

52 563

Transferts et subventions

0

923 038

996 691

64 Transferts

0

923 038

996 691

Investissement

925 000

464 411

925 000

21 Immobilisations incorporelles

200 000

89 704

200 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

200 000

191 425

200 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

525 000

183 282

525 000

Total

8 833 000

28 442 962

28 556 093

850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

2.093 Sécurité Alimentaire

428 500

12 127 975

11 878 825

Personnel

0

324 824

236 487

66 Charges de personnel

0

324 824

236 487

Biens et services

0

9 034 464

9 473 269

60 Achats de biens

0

7 994 687

7 800 121

61 Acquisitions de services

0

1 000 555

1 530 647

62 Autres services

0

39 222

142 501

Transferts et subventions

0

1 310 127

1 740 569

64 Transferts

0

1 310 127

1 740 569

Investissement

428 500

1 458 560

428 500

21 Immobilisations incorporelles

400 000

298 040

400 000

23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles

627 000

24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier

28 500

0

28 500

26 Prises de participations et cautionnements

533 520

Total

428 500

12 127 975

11 878 825

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation		2025	2026
Nature / Article			
1 BUDGET GENERAL			
990 CHARGES COMMUNES			
0.003 Provisions pour imprévus	342 125 807	600 978 297	744 045 088
Personnel	0	105 249 526	127 180 461
66 Charges de personnel	0	105 249 526	127 180 461
Biens et services	0	332 787 800	294 980 797
60 Achats de biens	0	299 756 343	134 782 355
61 Acquisitions de services	0	9 289 180	3 592 566
62 Autres services		522 988	
65 Charges exceptionnelles	0	21 983 341	155 369 928
67 Intérêts et frais financiers	0	1 235 948	1 235 948
Transferts et subventions	0	73 307 895	102 599 023
63 Subventions	0	10 000 000	43 000 000
64 Transferts	0	63 307 895	59 599 023
Investissement	342 125 807	89 633 076	219 284 807
21 Immobilisations incorporelles	5 000 000	838 105	5 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols		0	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	295 725 807	64 317 173	172 884 807
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	6 400 000	6 866 453	6 400 000
26 Prises de participations et cautionnements	35 000 000	17 611 345	35 000 000
0.004 Dette	0	214 468 000	245 852 000
Biens et services	0	214 468 000	245 852 000
67 Intérêts et frais financiers	0	214 468 000	245 852 000
Total	342 125 807	815 446 297	989 897 088
Total BUDGET GENERAL	1 092 295 283	3 157 247 366	3 455 257 039

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	2 207 600	8 902 923	8 902 923
Personnel	0	2 719 200	2 719 200
66 Charges de personnel	0	2 719 200	2 719 200
Biens et services	0	3 101 123	3 101 123
60 Achats de biens	0	1 143 000	1 143 000
61 Acquisitions de services	0	1 424 600	1 424 600
62 Autres services	0	488 800	488 800
67 Intérêts et frais financiers	0	44 723	44 723
Transferts et subventions	0	875 000	875 000
64 Transferts	0	875 000	875 000
Investissement	2 207 600	2 207 600	2 207 600
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 592 600	1 592 600	1 592 600
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	615 000	615 000	615 000
Total	2 207 600	8 902 923	8 902 923
Total BUDGETS ANNEXES	2 207 600	8 902 923	8 902 923

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation			
Nature / Article	2026	2025	2026
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	98 159 000	98 159 000
Biens et services	0	98 159 000	98 159 000
65 Charges exceptionnelles	0	98 159 000	98 159 000
3.008 Appui au développement de la statistique	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Investissement	3 000 000	3 000 000	3 000 000
21 Immobilisations incorporelles	3 000 000	3 000 000	3 000 000
3.014 Garanties et Avals	0	343 442	343 442
Biens et services	0	343 442	343 442
65 Charges exceptionnelles	0	343 442	343 442
Total	3 000 000	101 502 442	101 502 442
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Investissement	2 500 000	2 500 000	2 500 000
21 Immobilisations incorporelles	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Total	2 500 000	2 500 000	2 500 000
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	650 000	650 000
Transferts et subventions	0	650 000	650 000
64 Transferts	0	650 000	650 000
Total	0	650 000	650 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation			
Nature / Article	2026	2025	2026
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	500 000
Biens et services	0	25 000	25 000
60 Achats de biens	0	25 000	25 000
Investissement	475 000	475 000	475 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	50 000	50 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	425 000	425 000	425 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	1 800 000
Biens et services	0	450 000	450 000
60 Achats de biens	0	450 000	450 000
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
64 Transferts	0	90 000	90 000
Investissement	1 260 000	1 260 000	1 260 000
21 Immobilisations incorporelles	90 000	90 000	90 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	720 000	720 000	720 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	450 000	450 000	450 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	60 000	500 080	500 080
Biens et services	0	440 080	440 080
60 Achats de biens	0	293 900	293 900
61 Acquisitions de services	0	30 000	30 000
62 Autres services	0	116 180	116 180
Investissement	60 000	60 000	60 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	60 000	60 000
Total	1 795 000	2 800 080	2 800 080
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
3.015 Fonds de Développement de l'Eau	68 256	173 256	173 256
Biens et services	0	105 000	105 000
60 Achats de biens	0	40 000	40 000
61 Acquisitions de services	0	65 000	65 000
Investissement	68 256	68 256	68 256
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	68 256	68 256	68 256
Total	68 256	173 256	173 256

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

26/09/2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation			
Nature / Article	2026	2025	2026
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
726 MINISTERE DES MINES			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	750 000	750 000
Biens et services	0	750 000	750 000
60 Achats de biens	0	750 000	750 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	0	360 000	360 000
Personnel	0	160 000	160 000
66 Charges de personnel	0	160 000	160 000
Biens et services	0	200 000	200 000
60 Achats de biens	0	90 000	90 000
61 Acquisitions de services	0	110 000	110 000
Total	0	1 110 000	1 110 000
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 320 943	5 000 000	5 320 943
Investissement	5 320 943	5 000 000	5 320 943
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	5 320 943	5 000 000	5 320 943
Total	5 320 943	5 000 000	5 320 943
Total COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	12 684 199	113 735 778	114 056 721
TOTAL GENERAL	1 107 187 082	3 279 886 067	3 578 216 683

Article 23 : Pour 2026, la répartition du plafond des autorisations d'emploi de l'Etat, exprimé en effectif, figure à l'état B annexé à la présente loi.

Article 24 : Pour 2026, la répartition des crédits du budget général par dotation et par programme figure à l'état C annexé à la présente loi.

Article 25 : Pour 2026, la répartition des crédits des budgets annexes par programme figure à l'état D annexé à la présente loi.

Article 26 : Pour 2026, la répartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme figure à l'état E annexé à la présente loi.

Article 27 : Pour 2026, la répartition des concours financiers de l'Etat aux autres administrations publiques, à savoir les établissements publics et les collectivités territoriales, figure à l'état F annexé à la présente loi.

TITRE II : DISPOSITIONS SPECIALES

Article 28 : Sous réserve des présentes, les dispositions relatives aux charges de l'Etat continuent d'être exécutées conformément aux textes en vigueur.

Les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie de leur pouvoir à des agents publics, conformément aux dispositions de l'article 64 de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux Lois de Finances.

Article 29 : Le ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2026 :

- d'annuler un crédit devenu sans objet;
- d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier.

En outre, le ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat.

Article 30 : En cours d'exécution de la présente loi, le ministre chargé des Finances peut procéder à des reports des crédits de 2025, à travers un décret pris en conseil des ministres, conformément aux dispositions de l'article 23 de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux Lois de Finances.

Article 31 : Toute personne appartenant au Cabinet d'un membre du Gouvernement ou tout fonctionnaire ou agent d'un organisme public, qui engage les dépenses en dépassement des crédits ouverts, qui exécute une dépense sans engagement préalable visé par le Contrôleur financier, ou qui est auteur des fautes de gestion définies à l'article 79 de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux Lois de Finances, est personnellement et pécuniairement responsable de son acte sans préjudice des sanctions administratives et judiciaires, conformément aux dispositions des articles 80, 81, 82 et 83 de la Loi n°2025-038 du 15 août 2025 portant loi organique relative aux Lois de Finances.

Article 32 : L'Etat n'est pas redevable du paiement des dépenses exécutées avant engagement préalable, visé par le Contrôleur financier ou l'ordonnateur des dépenses dans le cadre du contrôle sélectif des dépenses.

Les dépenses exclues par le contrôle sélectif sont déterminées par un arrêté du ministre chargé des Finances.

TITRE III : AUTRES DISPOSITIONS

Article 33 : Pour 2026, le tableau de classifications fonctionnelle et économique des dépenses figure à l'état **G** annexé à la présente loi.

Article 34 : Pour 2026, le tableau de classifications administrative et fonctionnelle des dépenses figure à l'état **H** annexé à la présente loi.

Article 35 : Pour 2026, le tableau de classifications administrative et économique des dépenses figure à l'état **I** annexé à la présente loi.

Article 36 : Pour 2026, la liste des dotations et programmes par ministère, institution et autorité administrative indépendante figure à l'état **J** annexé à la présente loi.

Article 37 : Pour 2026, le détail du Programme Triennal d'Investissement 2026-2028 figure à l'état **K** annexé à la présente loi.

Article 38 : Un état développé, état **L** des restes à payer de l'Etat est joint à la présente loi.

Article 39 : Pour 2026, le Plan de Trésorerie prévisionnel mensualisé est établi conformément à l'état **M** annexé à la présente loi.

Article 40 : Pour 2026, le tableau retraçant les échéances courantes de la dette du Mali est joint en annexe, à l'état **N**.

Article 41 : Pour 2026, les statistiques sur les emplois créés figurent à l'état **P** annexé à la présente loi.

Article 42 : Pour 2026, la situation des subventions à l'Energie du Mali figure à l'état **Q** annexé à la présente loi.

Article 43 : Pour 2026, la liste des Taxes parafiscales et leur évaluation figure à l'état **R** annexé à la présente loi.

Article 44 : Pour 2026, l'annexe relative aux Dépenses fiscales figure à l'état **S** annexé à la présente loi.

Article 45 : Un état des restes à recouvrer des recettes budgétaires figure à l'état **T** annexé à la présente loi.

Article 46 : Pour 2026, l'annexe relative au genre figure à l'**état V** annexé à la présente loi.

Article 47 : Pour 2026, l'annexe relative aux risques budgétaires figure à l'**état W** annexé à la présente loi.

Article 48 : La présente loi sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

Fait et délibéré en séance publique

Bamako, le

Le Président du Conseil national de Transition

Général de Corps d'Armée Malick DIAW

Le Secrétaire de séance

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT



BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) 2026



Août 2025

SIGLES ET ABREVIATIONS

BSI	Budget Spécial d'Investissement
CFA	Communauté Financière d'Afrique
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CT/CSLP	Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population
FMI	Fonds monétaire international
INSTAT	Institut National de la Statistique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PRED	Plan pour la relance durable du Mali
PREM	Plan de réformes de la gestion des finances publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système Intégrée de Gestion des Investissements Publics
SNEDD	Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

Le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2026 constitue la première tranche annuelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2026-2028 et observe par conséquent les mêmes procédures d'élaboration que celui-ci. Il regroupe tous les projets en exécution en 2025 et se poursuivant en 2026 ainsi que les nouveaux projets devant démarrer au cours de l'année 2026.

1. PRESENTATION GENERALE

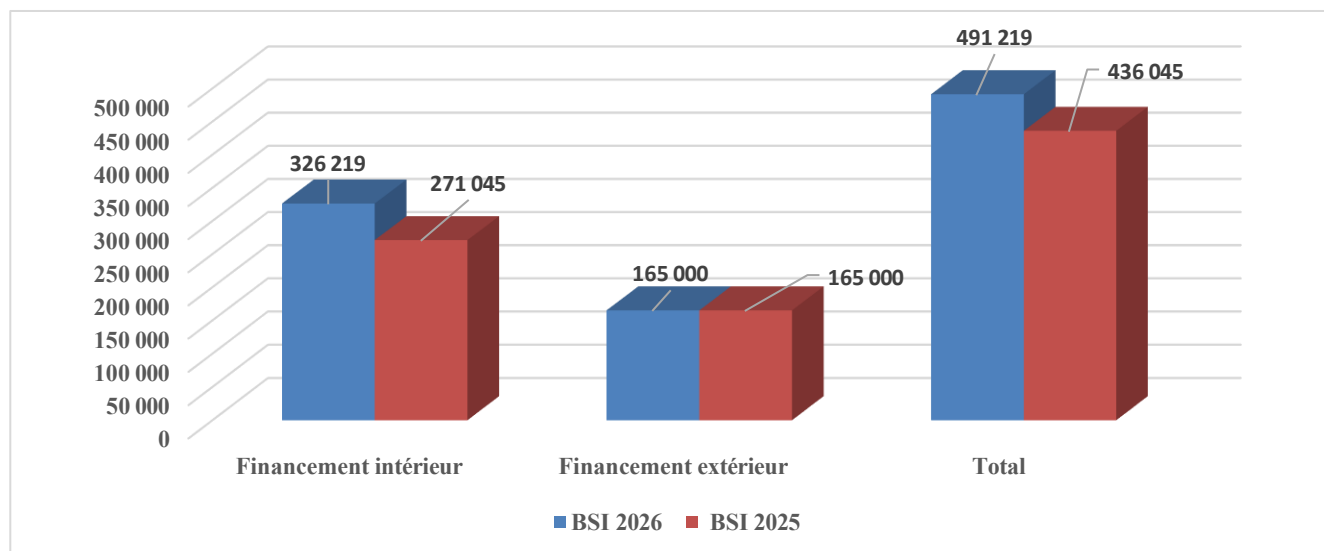
L'enveloppe prévisionnelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2026-2028 se chiffre à **1 216,950 milliards de FCFA** dont **491,219 milliards de FCFA** constituent la tranche du BSI 2026. Le BSI 2026 s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de **491,219 milliards de FCFA** contre **436,045 milliards de FCFA** en 2025 et finance la mise en œuvre de **391** projets/programmes (contre **386** en 2025) soit une augmentation de **55,174 milliards de FCFA (12,65%)** (Cf. graphique 1). Le financement du BSI 2026 se répartit entre les ressources intérieures pour **326,219 milliards** (66,41%) et extérieures pour **165,000 milliards de FCFA (33,59%)**, contre respectivement **271,045 milliards de FCFA** et **165,000 milliards de FCFA** en 2025. Il se présente comme suit :

Tableau N°1 : Ventilation générale du BSI 2026 par secteur (millions de FCFA)

Secteurs de Planification	BSI 2025			BSI 2026		
	Nbre de Projets	Ressources Totales	%	Nbre de Projets	Ressources Totales	%
Economie rurale	71	168,184	38,57%	68	160,829	32,74%
Infrastructures	160	147,081	33,73%	165	192,915	39,27%
Ressources Humaines	109	64,680	14,83%	114	98,855	20,12%
Secondaire	46	56,100	12,87%	44	38,620	7,86%
Total	386	436,045	100,00%	391	491.219	100,00%

Source : DNPd/ données SIGIP, 2025

Graphique 1 : Evolution des ressources de BSI 2025 et 2026 (en millions de FCFA)



Source : DNPd, 2025

Le graphique 1 montre que le financement intérieur du BSI 2026 a enregistré une augmentation de **55,174 milliards** de FCFA (**20,36%**) par rapport au BSI intérieur 2025. Le financement extérieur n'a pas connu d'évolution. L'augmentation de l'enveloppe du BSI 2026 s'explique essentiellement par le démarrage des projets dans les domaines des infrastructures notamment routières, Agricoles, de formation professionnelle et sportives.

2. ANALYSE DU BSI 2026 PAR SOURCE ET PAR NATURE DE FINANCEMENT

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses du BSI 2026, soit **491,219 milliards** de FCFA, proviennent respectivement de l'Intérieur pour **326,219 milliards** de FCFA (**66,41%**) et de l'Extérieur pour **165,000 milliards** de FCFA (**33,59%**). (Cf. Annexe 2).

Le financement intérieur est entièrement assuré par le Budget National. Quant au financement extérieur, il est reparti en **Prêts** pour un montant de **90,000 milliards** de FCFA, soit un taux de **54,55%** et en **Subventions** pour un montant de **75,000 milliards** de FCFA, soit un taux de **45,45%**. (Cf. Annexe 1). La ventilation du BSI 2026 se présente comme suit :

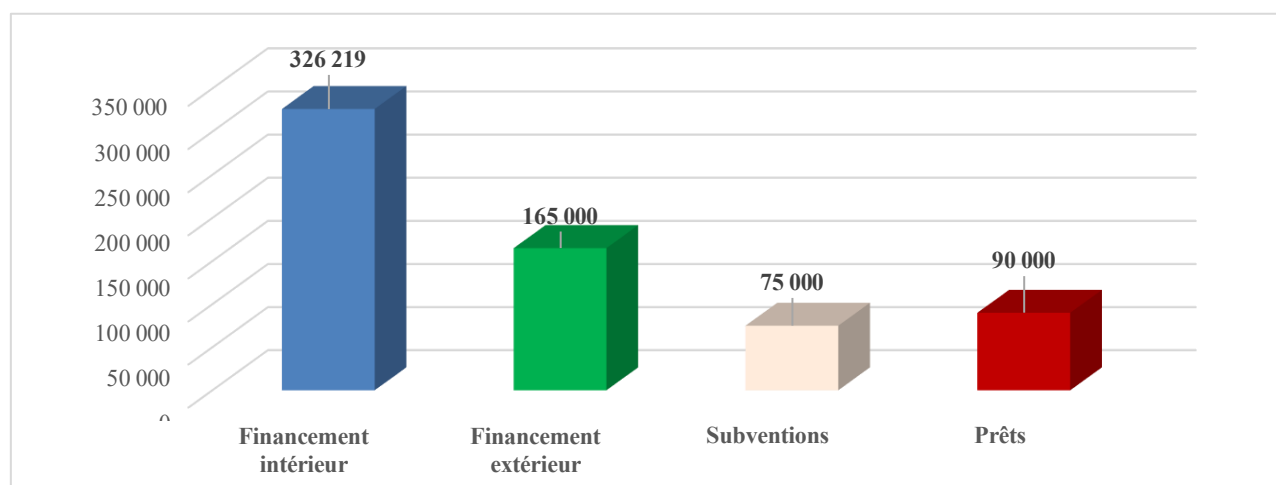
Tableau N°2 : Ventilation du BSI 2026 par source et par nature de financement (en millions de FCFA)

Sources de Financement	Montant (Millions FCFA)	% Source	% Total
<u>Financement Intérieur (F.I.)</u>	326,219	100	66,41
- Budget de l'Etat : Equipement- Investissement	326,219	100	
- Autofinancement	0	0	
- Divers Autres	0	0	
<u>Financement Extérieur (F.E.)</u>	165 000	100	33,59
- Subventions	75 000	45,45	
- Prêts	90 000	54,55	
TOTAL GENERAL (FI+FE)	491,219	100	100

Source : DNPd/ données SIGIP, 2025

Le graphique 2 montre que la part des prêts domine celle des subventions dans le financement extérieur.

Graphique 2 : Ventilation du BSI 2026 par nature de financement (en millions de FCFA)



Source : DNPd, 2025

3. ANALYSE DU BSI 2026 PAR MINISTÈRES/ INSTITUTIONS

Sur l'enveloppe prévisionnelle de **491,219 milliards** de FCFA du BSI 2026, le Ministère de l'Agriculture (y compris la ligne Nouveaux Projets BSI) détient la plus forte dotation avec **120,629 milliards** FCFA pour 37 projets suivi du Ministère des Transports et des Infrastructures avec **92,025 milliards** FCFA pour 40 projets, vient ensuite le Ministère de la Santé et du Développement Social avec une enveloppe de **62,010 milliards** de FCFA reparti entre 29 projets. Ces trois (03) Ministères représentent **55,91%** de l'enveloppe, soit **274,664 milliards** de FCFA. (Cf. Annexe 6).

La situation de certains départements se présente comme suit :

- Ministère de l'Energie et de l'Eau : **32,150 milliards** de FCFA avec 28 projets ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports : **32,050 milliards** de FCFA avec 11 projets ;
- Ministère de l'Economie et des Finances : **24,370 milliards** de FCFA avec 42 projets ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable : **22,700 milliards** de FCFA avec 21 projets ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : **18,700 milliards** avec 38 projets ;
- Ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnel : **15 milliards** de FCFA avec 8 projets ;
- Ministère de l'Elevage et de la pêche : **12,920 milliards** de FCFA avec 16 projets ;
- Ministère de la Réconciliation, de la Paix, et de la Cohésion Nationale : **10,450 milliards** de FCFA avec 3 projets ;
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population : **10,250 milliards** de FCFA pour 20 projets.

La synthèse des dotations et du nombre de projet par Ministère /Institution est consignée dans le tableau ci-après.

Tableau N°3 : Situation récapitulative du BSI 2026 par Ministères /Institutions (millions de FCFA)

Ministères / Institutions	Financement Intérieur	Financement Extérieur	Financement Total	Nbre de Projet
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	900	-	900	1
PRIMATURE	1 750	-	1 750	6
COUR SUPREME	2 500	-	2 500	1
CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	400	-	400	1
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	2 600	-	2 600	4
MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	1 875	-	1 875	7
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	250	-	250	1
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	24 370	-	24 370	42
MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL	1 200	-	1 200	2
MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	12 000	3 000	15 000	8
MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT	300	-	300	1
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	17 100	1 600	18 700	38
AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	250	-	250	1
MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES	200	-	200	1
MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE	450	10 000	10 450	3
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	2 670	350	3 020	13
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	4 000	-	4 000	8
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	6 750	-	6 750	14
MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME	2 450	-	2 450	14
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	32 050	-	32 050	11
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	62 010	-	62 010	29
HAUT CONSEIL NATIONALE DE LUTE CONTRE LE SIDA	600	-	600	1
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	1 300	800	2 100	10
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	55 425	36 600	92 025	40
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	4 800	17 900	22 700	21
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	6 150	26 000	32 150	28
MINISTERE DES MINES	3 620	-	3 620	6
MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	3 200	-	3 200	5
MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	10 250	-	10 250	20
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	14 220	59 250	73 470	37
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	3 420	9 500	12 920	16
CHARGES COMMUNES	47 159	-	47 159	1
Total	326 219	165 000	491 219	391

Source : DNPd/ données SIGIP, 2025

4. ANALYSE DU BSI 2026 PAR SECTEURS DE PLANIFICATION

Le BSI 2026 est dominé par les secteurs **Infrastructures (39,27%)** et **Economie rurale (32,74%)** contre respectivement **33,73%** et **38,57%** pour le BSI 2025. Ensuite viennent les secteurs **Ressources humaines** avec **20,12%** contre **14,83%** en 2025 et **Secondaire** avec **7,86%** contre **12,87%** en 2025.

4.1. Ventilation par secteurs de planification

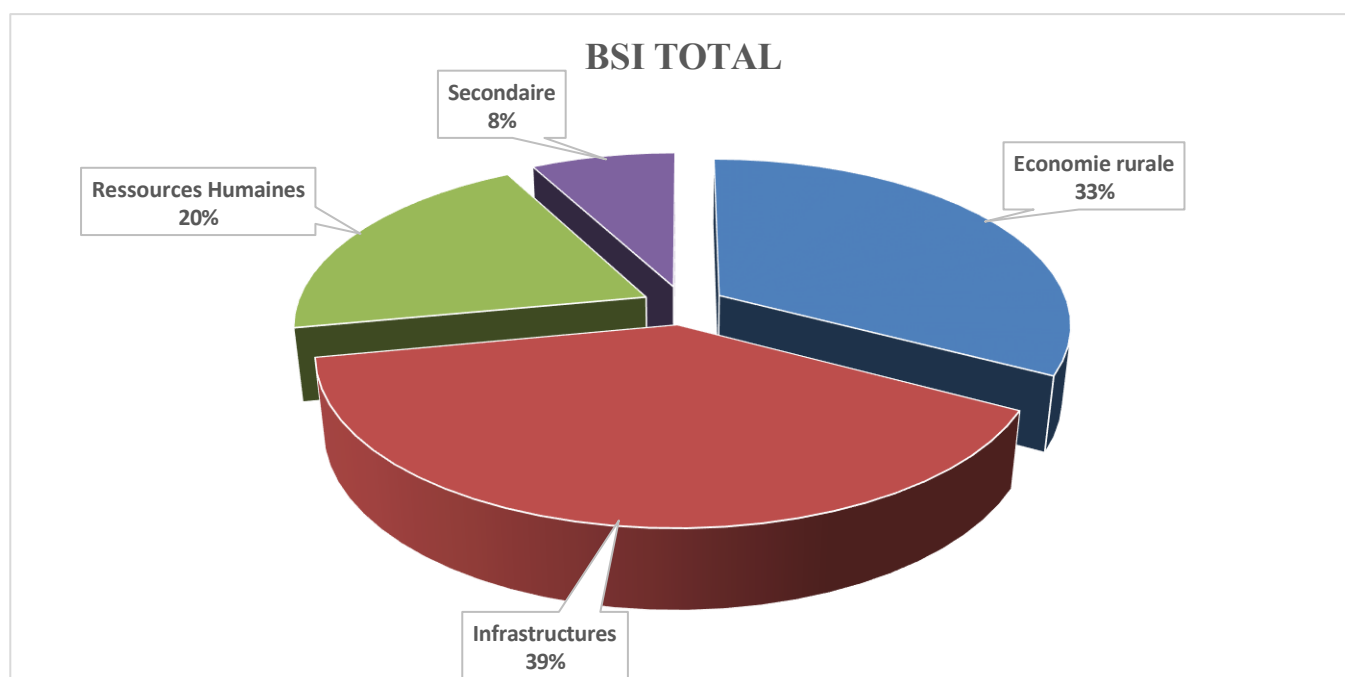
L'enveloppe du BSI 2026 est répartie entre les différents secteurs comme suit :

Tableau N°4 : Ventilation du BSI 2026 par secteurs (millions de FCFA)

SECTEURS	NBRE DE PROJETS	FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR	TOTAL	%
Economie Rurale	68	68 079	92 750	160 829	39,27%
Infrastructures	165	152 315	40 600	192 915	32,74%
Ressources Humaines	114	94 255	4 600	98,855	20,12%
Secondaire	44	11 570	27 050	38, 620	7,86%
TOTAL	391	326 219	165 000	491.219	100,00%

Source : DNPDP/ données SIGIP, 2025

Graphique 3 : Répartition du BSI 2026 par secteurs de planification



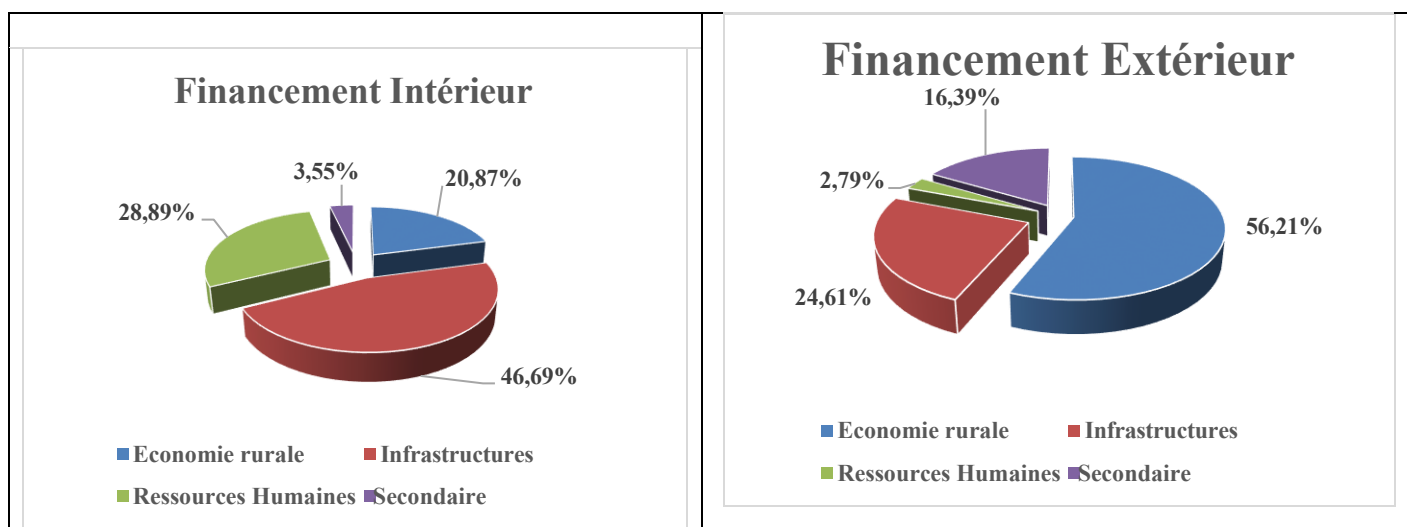
Source : DNPDP, 2025

Par rapport au financement extérieur, les secteurs **Economie Rurale (56,21%)** et **Infrastructures (24,61%)** viennent en tête en 2026 contre respectivement **52,79%** et **17,28%** en 2025. Ils sont suivis des secteurs **Secondaires** avec **16,39%** et **Ressources humaines** avec **2,79%** contre respectivement **(26,44%)** et **(3,49%)** en 2025.

Le financement extérieur est composé de Prêts, soit **54,55%** contre **45,45%** de Subventions. Les Prêts sont orientés vers le secteur **Economie rurale** avec **48,67%** contre **31,78%** pour le secteur **Infrastructures** et **16,22%** pour le secteur **Secondaire**. Quant aux Subventions, elles sont orientées vers le secteur **Economie Rurale** (**65,27%**), suivi respectivement des secteurs **Secondaire** avec **16,60%** et **Infrastructures** (**16,00%**). (Cf. Annexe 4).

Concernant le financement intérieur, la priorité est accordée au secteur **Infrastructures** avec **46,69%**. Il est suivi respectivement des secteurs **Ressources humaines** avec **28,89%**, **Economie rurale** (**20,87%**), et **Secondaire** (**3,55%**). (Cf. Annexes 3 et 5).

Graphique 4 : Répartition des financements intérieur et extérieur par secteur de planification



Source : DNPd, 2025

4.2. Ventilation par sous-secteurs de planification

4.2.1. Secteur et sous-secteurs Economie Rurale

Dans la répartition sectorielle du BSI 2026, le Secteur Economie rurale occupe la deuxième place. avec un financement de **160,829 milliards** de FCFA dont **68, 079 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit un taux de **42, 33%**. La part du financement extérieur représente **57, 67%** du financement total du secteur et est dominée par les subventions **65,27%** contre **47,22%** (Cf. Tableau N°5). Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de **68** projets/programmes. Le sous-secteur **Agriculture** avec **80,49%** du secteur regroupe d'importants projets d'aménagements et d'équipements hydro agricoles et de mise en valeur avec un financement extérieur important de l'ordre de **66,050 milliards** de FCFA, soit **51,02%**. La part des ressources intérieures dans le financement du sous- secteur est de **63,409 milliards** de FCFA, soit **48,98%**. Le financement du secteur permet la promotion des aménagements hydro-agricoles et leur mise en valeur à travers, entre autres :

- des contrats plans Etat-Offices/Agence de développement rural : Office du Niger (ON), Office Riz Mopti (ORM), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office du Moyen Bani (OMB) et Agence de Développement Rural de la vallée du fleuve Sénégal (ADRS);
- des projets et programmes d'aménagement, d'équipement hydroagricoles et de mise en valeur : i) des Programmes de Promotion Agro écologique dans l'Irrigation de Proximité (PAE-IPRO), de Développement de l'Irrigation dans le Bassin du Bani et à Sélingué Phase II (PDI-BS 2), de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB), de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP – Mali), et ii) des Projets de Renforcement de la Sécurité Alimentaire à travers l'Irrigation de Proximité dans le Kaarta/Séfétou (PRSAIP-K/S), d'Appui au renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB) de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM), de Développement des Filières Horticoles, N'Débougou (Phase IV);
- des programmes d'infrastructures économiques dans les régions.

Le sous-secteur **Forêts** occupe la seconde place du secteur Economie Rurale avec **11,75%**. Il est composé par les ressources extérieures, soit **91%** du financement total du sous-secteur contre **9%** pour les ressources intérieures.

Il permettra la mise en œuvre des actions relatives à la gestion des ressources naturelles à savoir : le Projet de Restauration des Terres Dégradées (PRTD), le Projet d'aménagement des parcs, les Programmes de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger/PDD -DIN II, de changements climatiques, des travaux d'aménagement, de conservation des massifs et parcs nationaux, ainsi qu'à la reconstitution des écosystèmes forestiers et le Projet de gestion communautaire des ressources naturelles et restauration de l'écosystème de l'aire de répartition des éléphants.

Quant au sous-secteur **Elevage** avec **7,32%** du secteur, il permettra la mise en œuvre des projets et programmes tels que :

- l'Appui au Pastoralisme au Sahel phase II (PRAPS-Mali);
- le Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM) ;
- l'Appui à la Conservation et à la Diffusion des Bétails Ruminants Endémiques dans la zone sud du Mali ;
- l'Appui au Centre National d'Insémination Artificielle ;
- l'Appui à la Stratégie nationale de Sécurisation et de Stabilisation du Bétail malien (SNSSB);
- le programme de développement de la race Girolando.

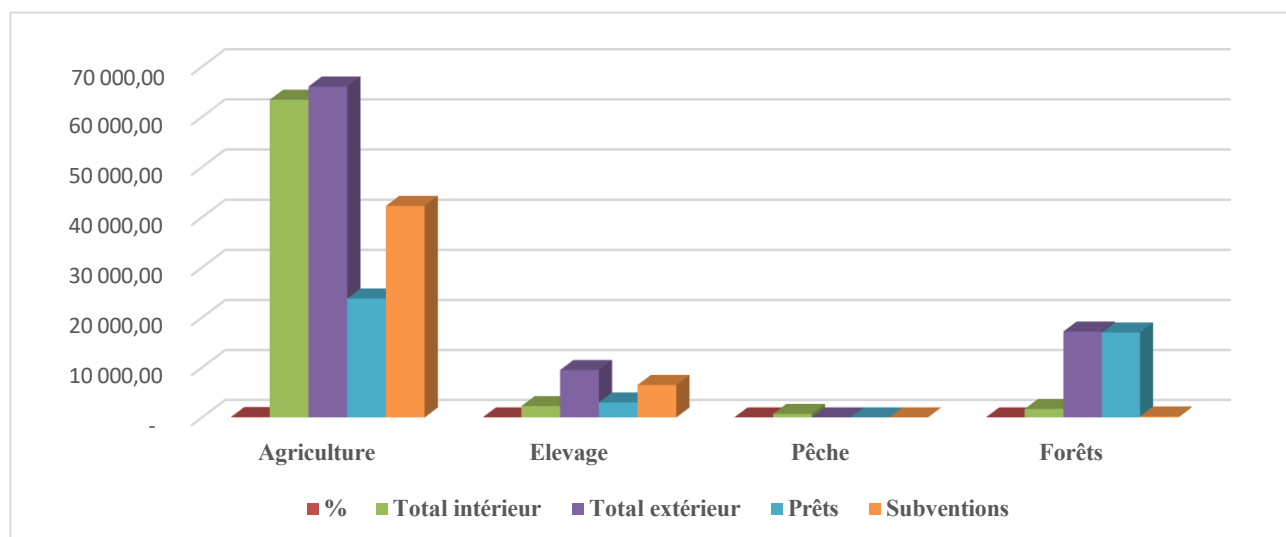
Enfin, le sous-secteur **Pêche** avec **0,44 %** du secteur se caractérise par la mise en œuvre des Projets, d'Appui à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur Niger (ODPADIN), à l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako et au Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA).

Tableau N°5 : Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (en millions de FCFA)

SOUS-SECTEUR	FINANCEMENT		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Agriculture	129 459	80,49	63 409	66 050	23 800	42 250
Elevage	11 770	7,32	2 270	9 500	3 000	6 500
Pêche	700	0,44	700	0	0	0
Forêts	18 900	11,75	1 700	17 200	17 000	200
TOTAL	160 829	100,00	72 379	92 750	43 800	48 950

Source : DNPd/ données SIGIP, 2025

Graphique 5 : Ventilation du financement du secteur Economie rurale par sous-secteur (en millions de FCFA)



Source : DNPd, 2025

4.2.2. Secteur et sous-secteurs Infrastructures

Le secteur Infrastructures occupe la première place avec un financement de **192,915 milliards de FCFA** dont **152 315 milliards de FCFA** au titre du financement intérieur (**78,95 %**). Ce montant représente **4 39,27%** du montant total du BSI 2026. Le financement extérieur représente **24,61%** et est entièrement orienté vers le sous-secteur Moyens routiers (Cf. Tableau N°5). Le financement prend en compte la mise en œuvre de **165** projets/programmes.

Le sous-secteur **Moyens routiers** avec **46,96%** du secteur est financé par les ressources intérieures à hauteur de **32,82%**. Il regroupe d'importants projets relatifs au désenclavement extérieur et intérieur du pays, à savoir :

- la poursuite des travaux d'entretien et de réparation des pistes de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) ;
- la poursuite/finalisation des projets/programmes routiers prioritaires, suivants : Banankoro-Dioro ; Ceinture ouest de Koulikoro (13,6 km) ; Kayes-Sandaré ; Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila, le Programme d'Urgence Routier (PUR), la poursuite des travaux du Projet d'élargissement en 2x2 voies de la Route de Bamako-Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé et le démarrage des travaux de construction de la route Ouélessebougou Sélingué en 2x2 voies.

Le sous-secteur **Bâtiments et Equipements** avec **48,68%** du secteur est entièrement financé par les ressources intérieures, les principaux projets/programmes sont entre autres :

- les Programmes de construction de 50 000 logements sociaux et d'acquisition/construction résidences/logements diplomates ;
- les travaux de construction et d'équipement des bâtiments pour l'administration, notamment la poursuite des travaux de construction et d'équipement de la DFM/MTI, de l'ORTM, des travaux portuaires et d'infrastructures de stockage du Mali ;
- les travaux de construction et équipement des hôpitaux de District ;
- les travaux de construction et équipement des hôpitaux régionaux ;
- les travaux de transformation des CSREF en Hôpitaux de District de Bamako ;
- les travaux de construction du siège de la commission CNI/CND...

Le sous-secteur Topo et Cartographie prend **1,53 %** des ressources du secteur. La part des ressources allouées au sous-secteur finance principalement les projets de la cartographie et de topographie à l'échelle 1/50 000 et de modernisation du réseau géodésique de référence au Mali.

Le sous-secteur Urbanisme et Habitat avec **1,40%** du secteur est entièrement financé sur les ressources intérieures. Il est constitué du Projet de pavage des rues dans la ville de Bamako et environs, du programme d'infrastructures économiques dans le District de Bamako, des travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, de la réforme foncière sécurisée et des projets d'assainissement.

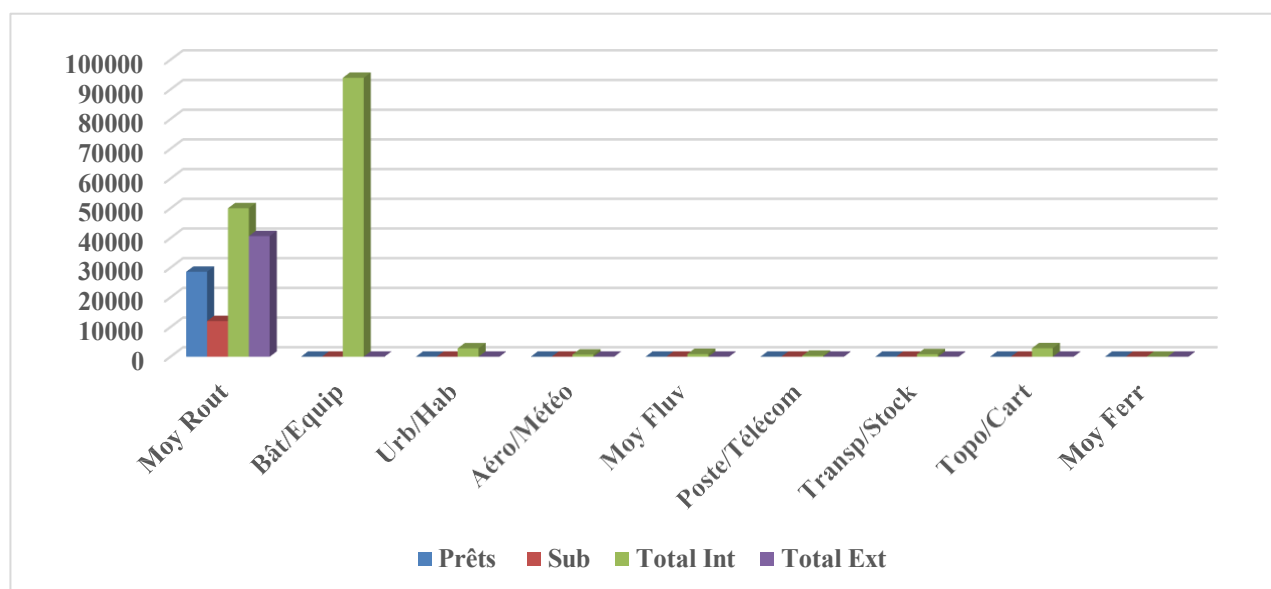
Les autres sous-secteurs occupent au total **1,43%** du secteur.

Tableau N°6 : Financement par sous-secteur du Secteur Infrastructures (en millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN TOTAL		FIN INTERIEUR	FIN EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Moyens Routiers	90 595	47	49 995	40 600	28 600	12 000
Bâtiments et Equipement	93 920	49	93 920	0	0	0
Urbanisme et Habitat	2 700	1	2 700	0	0	0
Aéronautique/Météo	700	0	700	0	0	0
Moyens Fluviaux	900	0	900	0	0	0
Poste/Télécom	300	0	300	0	0	0
Transport/Stockage	850	0	850	0	0	0
Topo et Cartographie	2 950	2	2 950	0	0	0
Moyens Ferroviaires	-	-	0	0	0	0
TOTAL	192 915	100	152 315	40 600	28 600	12 000

Source : DNPd/ données SIGIP, 2025

Graphique 6 : Ventilation du financement du Secteur Infrastructures par sous-secteurs (millions de FCFA)



Source : DNPd, 2025

Cette ventilation montre que le volume du financement intérieur est orienté essentiellement vers les sous-secteurs **Bâtiments/équipement** et **Moyens routiers** qui représentent respectivement **61,66%** et **32,82%** du volume du financement total intérieur du secteur.

La part du financement extérieur est entièrement orientée vers le sous -secteur **Moyens routiers** et répartie comme suit : les prêts représentent **70,44%** contre **29,56 %** pour les subventions.

4.2.3. Secteur et sous-secteurs Ressources humaines

Dans la répartition sectorielle du BSI 2026, le Secteur Ressources humaines vient en troisième position avec un financement de **98,855 milliards** de FCFA dont **94,255 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit **95,35%** du montant total du financement du secteur (Cf. Tableau N°7).

Le secteur comprend 114 projets/programmes.

Le sous-secteur **Culture/arts/sport** représente **32,78%** du financement du secteur et est entièrement financé par les ressources intérieures. Les investissements au niveau de ce sous-secteur portent sur des actions de renforcement et de développement des infrastructures culturelles et artistiques (CICB, la Maison Africaine de la photographie, Direction Nationale de l'Action Culturelle, Mémorial Modibo Keita, Parcs publics et Monuments, Musée National et Palais de la culture Amadou Hampaté Ba), des travaux de construction/réhabilitation/équipement des infrastructures sportives (des stades régionaux, du stade de Tombouctou, du Centre Entraînement Sportif Elite de Kabala, de ARENA Mali), la mise en œuvre du Programme National de la Promotion de la Jeunesse (PNPJ) et la construction du centre d'instruction Sounsounkoro.

Le sous-secteur **Santé/Affaires Sociales** représente **21,04%** (**20,800 milliards** de FCFA entièrement financé par les ressources intérieures). Il regroupe d'importants Projets de rénovation/extension des Centres Hospitaliers Universitaires, du CNOS, de l'ANTIM, du Centre Régional d'Appareillage Orthopédique et de Rééducation fonctionnelle à Kayes, de l'Hôpital Dermatologie de Bamako et de la DNPPSES, des Centres de Santé à travers le renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires, de promotion et d'autonomisation des femmes et de dividende démographique, la transformation des CSRef en Hôpitaux de District...

Le sous-secteurs **Emploi/travail** représente **14,72%** du secteur. Il est financé à hauteur de **79,38%** sur les ressources intérieures allouées au secteur (**11,550 milliards** de FCFA) et **20,62%** (**3 milliards de FCFA**) sur les ressources extérieures du secteur. Il prend en charge les projets d'Appui à la Formation Professionnelle, l'Insertion et l'Entreprenariat des jeunes ruraux (FIER II), de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural à la Formation et à l'Insertion Professionnelle (PFIP).

Le sous-secteur **Administration, Plan, Finances** avec **14,45%** du secteur est exclusivement financé par les ressources intérieures avec **14,280 milliards** de FCFA. Il couvre les projets/programmes de renforcement de capacités des structures (CDI, ODHD/LCP, INSTAT), les projets d'appui aux Directions/Cellules, l'interconnexion des bases de données du MEF, le fonds d'études et de préparation des projets d'investissements et la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie Malienne (PACEM).

Quant aux autres sous-secteurs **Education/Formation** et **Information**, ils représentent au total **17,02%** du secteur. Ils sont composés par les projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, secondaires et universitaires (Amphi, Lycées, IFM, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale) et des grandes écoles (résidence et bloc administratif à l'IPR/IFRA de Katibougou, nouvelle ENSUP), l'Ecole Africaine des Mines et le renforcement des capacités par la formation et le renforcement des infrastructures de communication à travers l'AGETIC, l'ORTM et l'ANCD.

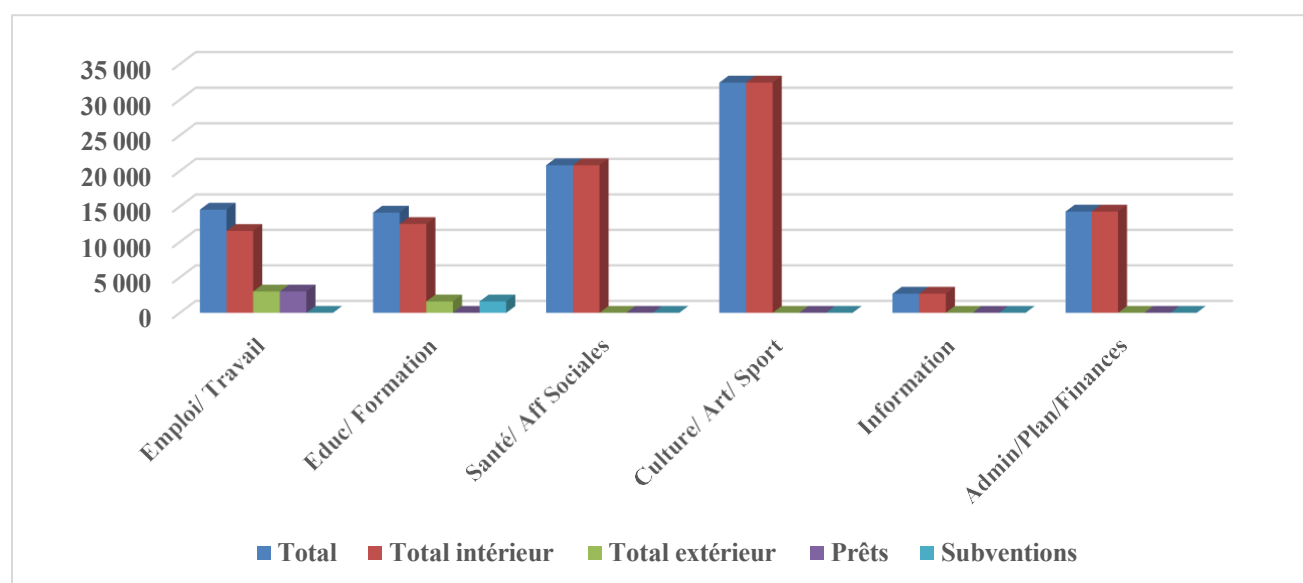
Tableau N°7 : Financement par sous-secteur du Secteur Ressources humaines (millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INT.	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Emploi/ Travail	14 550	14,72	11 550	3 000	3 000	0
Education/ Formation	14 125	14,29	12 525	1 600	0	1 600
Santé/ Affaires Sociales	20 800	21,04	20 800	0	0	0
Culture/ Art/ Sport	32 400	32,78	32 400	0	0	0
Information	2 700	2,73	2 700	0	0	0
Administration/Plan/Finances	14 280	14,45	14 280	0	0	0
TOTAL	98 855	100,00	94 255	4 600	3 000	1 600

Source : DNPd/ données SIGIP, 2025

Le tableau n°7 montre que les ressources extérieures contribuent au financement de **deux (02)** sous-secteurs (Emploi/ Travail et Education/Formation).

Graphique 7 : Ventilation du financement du secteur Ressources humaines par sous-secteur (millions de FCFA)



Source : DNPd, 2025

Ce graphique indique que le financement Extérieur intervient au niveau de deux (02) sous-secteurs (Emploi/travail et Education/Formation.

4.2.4. Secteur et sous-secteurs Secondaire

Dans la répartition sectorielle du BSI 2026, le **Secteur Secondaire** vient en dernière position avec un financement de **38,620 milliards** de FCFA dont **27,050 milliards** de FCFA au titre du financement extérieur, soit **70,04%** du montant total du financement du secteur. Le financement extérieur est réparti entre les Prêts pour **53,97%** contre **46,03%** pour les Subventions (Cf. Tableau N°8). Le secteur couvre **44** projets/programmes.

Le sous-secteur **Eaux** avec **47,90%** du secteur est surtout financé par les ressources extérieures (**15,00 milliards** de FCFA), soit **81,08%** du financement total du sous-secteur. Il s'agit, entre autres, des projets et programmes suivants :

- le Projet Hydraulique villageoise dans les Régions de Tombouctou et de Gao ;
- le Projet Etudes aménagement du barrage de Taoussa, les Projets d'Amélioration de l'accès à l'eau Potable, d'Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, de mobilisation des ressources en eau en milieu rural (Programme d'urgence), le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ;
- le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN).

Le sous-secteur **Energie** avec **37,55%** des ressources du secteur est financé par les ressources extérieures à hauteur de **11,700 milliards** de FCFA, soit **80,69%**. Son financement extérieur est réparti entre les prêts pour **89,74%** contre **10,26%** pour les subventions. Les principales interventions financées sont, entre autres :

- le Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Energie/Construction Centrales Solaires ;
- les projets d'électrification rurale et villageoise ;
- le Projet de Renforcement du Système électrique et d'amélioration de l'accès à l'électricité PRSEAM (Yelen Sira).

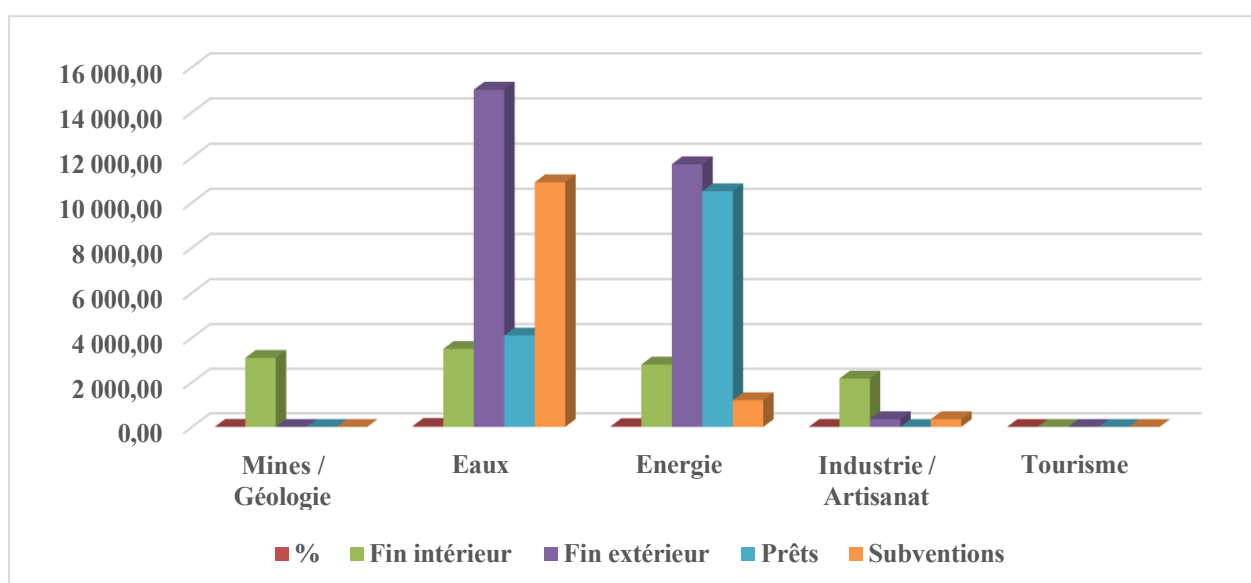
Les autres sous-secteurs, à savoir (**Mines/Géologie, Industries/Artisanat et Tourisme**) occupent au total **14,55%** du secteur. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur la mise en œuvre du Programme pour le Développement des Ressources Pétrolières du Mali/PDRPM, la cartographie géologique, le développement de l'Artisanat (Construction de villages artisanaux et du CDAT), la promotion des investissements et du commerce intérieur et extérieur et le renforcement des capacités des acteurs du commerce et de l'industrie.

Tableau N°8 : Financement par sous-secteurs du Secteur Secondaire (en millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Mines / Géologie	3 100	8,03	3 100	0	0	0
Eaux	18 500	47,90	3 500	15 000	4 100	10 900
Energie	14 500	37,55	2 800	11 700	10 500	1 200
Industrie Artisanat	2 520	6,53	2 170	350	0	350
Tourisme	0	0,00	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	38 620	100,00	11 570	27 050	14 600	12 450

Source : DNPd/ données SIGIP2025

Graphique 8 : Ventilation du financement du secteur Secondaire par sous-secteur (millions de FCFA)



Source : DNPd, 2025

Ce graphique montre que le financement extérieur dans ce secteur est important au niveau des deux (02) sous-secteurs (Energie et Eaux) et dépasse largement le financement intérieur. Les prêts sont en tête au niveau du sous-secteur Energie, tandis que les subventions dominent au niveau du sous-secteur Eaux dans le financement desdits sous-secteurs.

CONCLUSION

Au Mali, des financements importants sont consentis chaque année par l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI) pour la mise en œuvre des politiques publiques de développement par le biais des Projets/Programmes en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le BSI 2026 s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et de son plan d'action (2022-2026). Il s'inscrit également dans l'implémentation de la nouvelle vision « Mali Kura jetaasira ka ben san 2063 ma » et de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033).

Il est nécessaire de rappeler que le BSI 2026 a été élaboré avec un certain nombre de contraintes dont :

- la crise en Ukraine occasionnant une flambée des prix et un ralentissement de la production mondiale ;
- la tension géopolitique au Moyen Orient ;
- la situation politique et sécuritaire ;
- la suspension des décaissements de certains Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- le niveau limité des ressources financières de l'Etat ;
- le niveau élevé des engagements de l'Etat consignés dans les accords et conventions de financement ;
- le nombre élevé d'avenants dû le plus souvent aux insuffisances constatées dans la préparation des projets (qualité des études, retard dans la finalisation des travaux), entraînant des coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le BSI ;
- le vieillissement du portefeuille (caractère récurrent de certains Projets/Programmes).

Pour une meilleure efficacité des dépenses d'investissement en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations, il est nécessaire d'accélérer l'implémentation de la nouvelle vision « **Mali Kura jetaasira ka ben san 2063 ma** » et de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033) afin d'adosser tous les projets de développement en cours et à venir aux projets structurants retenus dans le cadre de la vision « **Mali Kura jetaasira ka ben san 2063 ma** » et de la SNEDD 2024-2033.

A N N E X E S

Annexe 1 : Structure sectorielle et sous-sectorielle des dépenses et leur financement selon la nature



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
STRUCTURE SECTORIELLE ET SOUS-SECTORIELLE DES DEPENSES ET DE LEUR FINANCEMENT
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE 2026 - 2028			DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026			FINANCEMENT EXTERIEUR 2026		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.
Economie rurale	160 829	100	4,57	271 966	100,00	22,35	160 829	100,00	32,74	68 079	100,00	20,87	92 750	100,00	56,21
Agriculture	129 459	137 865	0,06	220 862	81,21	18,15	129 459	80,49	26,35	63 409	93,14	19,44	66 050	71,21	40,03
Elevage	11 770	15 575	0,32	27 564	10,14	2,27	11 770	7,32	2,40	2 270	3,33	0,70	9 500	10,24	5,76
Pêche	700	550	-0,21	1 600	0,59	0,13	700	0,44	0,14	700	1,03	0,21	0	0,00	0,00
Forêts	18 900	14 194	-0,25	21 940	8,07	1,80	18 900	11,75	3,85	1 700	2,50	0,52	17 200	18,54	10,42
Secondaire	38 620	100	45,26	140 570	100,00	11,55	38 620	100,00	7,86	11 570	100,00	3,55	27 050	100,00	16,39
Mines et Géologie	3 100	1 100	-0,65	3 700	2,63	0,30	3 100	8,03	0,63	3 100	26,79	0,95	0	0,00	0,00
Eaux	18 500	29 680	0,60	98 605	70,15	8,10	18 500	47,90	3,77	3 500	30,25	1,07	15 000	55,45	9,09
Energie	14 500	21 999	0,52	32 281	22,96	2,65	14 500	37,55	2,95	2 800	24,20	0,86	11 700	43,25	7,09
Industrie / Artisanat	2 520	3 321	0,32	5 984	4,26	0,49	2 520	6,53	0,51	2 170	18,76	0,67	350	1,29	0,21
Tourisme	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Infrastructures	198 915	100	-26,06	541 807	100,00	44,52	198 915	100,00	40,49	158 315	100,00	48,53	40 600	100,00	24,61
Moyens routiers	90 595	83 731	-0,08	251 703	46,46	20,68	90 595	45,54	18,44	49 995	31,58	15,33	40 600	100,00	24,61
Moyens ferroviaires	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Moyens fluviaux	900	700	-0,22	1 200	0,22	0,10	900	0,45	0,18	900	0,57	0,28	0	0,00	0,00
Aéronautique / Météo	700	700	0,00	1 400	0,26	0,12	700	0,35	0,14	700	0,44	0,21	0	0,00	0,00
Poste / Télécommunication	300	300	0,00	700	0,13	0,06	300	0,15	0,06	300	0,19	0,09	0	0,00	0,00
Topo et Cartographie	2 850	2 400	-0,16	8 750	1,61	0,72	2 850	1,43	0,58	2 850	1,80	0,87	0	0,00	0,00
Bâtiments et Equipement	99 920	55 150	-0,45	260 904	48,15	21,44	99 920	50,23	20,34	99 920	63,11	30,63	0	0,00	0,00
Urbanisme et Habitat	2 800	2 750	-0,02	8 900	1,64	0,73	2 800	1,41	0,57	2 800	1,77	0,86	0	0,00	0,00
Transport / Stockage	850	1 350	0,59	8 250	1,52	0,68	850	0,43	0,17	850	0,54	0,26	0	0,00	0,00
Ressources Humaines	92 855	100	-30,34	262 607	100,00	21,58	92 855	100,00	18,90	88 255	100,00	27,05	4 600	100,00	2,79
Emploi / Travail	14 550	3 755	-0,74	48 672	18,53	4,00	14 550	15,67	2,96	11 550	13,09	3,54	3 000	65,22	1,82
Education / Formation	14 125	11 825	-0,16	45 525	17,34	3,74	14 125	15,21	2,88	12 525	14,19	3,84	1 600	34,78	0,97

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

Santé / Affaires sociales	14 800	13 250	-0,10	30 800	11,73	2,53	14 800	15,94	3,01	14 800	16,77	4,54	0	0,00	0,00
Culture / Art / Sport	32 400	17 500	-0,46	95 400	36,33	7,84	32 400	34,89	6,60	32 400	36,71	9,93	0	0,00	0,00
Information	2 700	2 800	0,04	7 400	2,82	0,61	2 700	2,91	0,55	2 700	3,06	0,83	0	0,00	0,00
Administration / Plan et Finances	14 280	15 550	0,09	34 810	13,26	2,86	14 280	15,38	2,91	14 280	16,18	4,38	0	0,00	0,00
Total	491 219	436 045	-11,23	1 216 950		100,00	491 219		100,00	326 219		100,00	165 000		100,00

Annexe 2 : Etat récapitulatif des dépenses et leur financement selon le secteur et le sous-secteur



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET LEUR FINANCEMENT SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEURS	Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
Economie rurale	160 829	168 184	-0	271 966	160 829	99 780	61 049	68 079	68 079	0	0	92 750	43 800	48 950
Agriculture	129 459	137 865	0	220 862	129 459	70 000	59 459	63 409	63 409	0	0	66 050	23 800	42 250
Elevage	11 770	15 575	0	27 564	11 770	10 995	775	2 270	2 270	0	0	9 500	3 000	6 500
Pêche	700	550	-0	1 600	700	635	65	700	700	0	0	0	0	0
Forêts	18 900	14 194	-0	21 940	18 900	18 150	750	1 700	1 700	0	0	17 200	17 000	200
Secondaire	38 620	56 100	1	140 570	38 620	35 595	3 025	11 570	11 570	0	0	27 050	14 600	12 450
Mines et Géologie	3 100	1 100	-1	3 700	3 100	3 100	0	3 100	3 100	0	0	0	0	0
Eaux	18 500	29 680	1	98 605	18 500	16 985	1 515	3 500	3 500	0	0	15 000	4 100	10 900
Energie	14 500	21 999	1	32 281	14 500	13 340	1 160	2 800	2 800	0	0	11 700	10 500	1 200
Industrie / Artisanat	2 520	3 321	0	5 984	2 520	2 170	350	2 170	2 170	0	0	350	0	350
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	198 915	147 081	-0	541 807	198 915	197 060	1 855	158 315	158 315	0	0	40 600	28 600	12 000
Moyens routiers	90 595	83 731	-0	251 703	90 595	90 445	150	49 995	49 995	0	0	40 600	28 600	12 000
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	900	700	-0	1 200	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0
Aéronautique / Météo	700	700	0	1 400	700	650	50	700	700	0	0	0	0	0
Poste / Télécommunication	300	300	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
Topo et Cartographie	2 850	2 400	-0	8 750	2 850	2 530	320	2 850	2 850	0	0	0	0	0
Bâtiments et Equipement	99 920	55 150	-0	260 904	99 920	98 945	975	99 920	99 920	0	0	0	0	0
Urbanisme et Habitat	2 800	2 750	-0	8 900	2 800	2 440	360	2 800	2 800	0	0	0	0	0
Transport / Stockage	850	1 350	1	8 250	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0
Ressources Humaines	92 855	64 680	-1	262 607	92 855	86 850	6 005	88 255	88 255	0	0	4 600	3 000	1 600
Emploi / Travail	14 550	3 755	-1	48 672	14 550	13 630	920	11 550	11 550	0	0	3 000	3 000	0
Education / Formation	14 125	11 825	-0	45 525	14 125	13 950	175	12 525	12 525	0	0	1 600	0	1 600



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

Santé / Affaires sociales	14 800	13 250	-0	30 800	14 800	14 240	560	14 800	14 800	0	0	0	0	0
Culture / Art / Sport	32 400	17 500	-0	95 400	32 400	32 370	30	32 400	32 400	0	0	0	0	0
Information	2 700	2 800	0	7 400	2 700	2 575	125	2 700	2 700	0	0	0	0	0
Administration / Plan et Finances	14 280	15 550	0	34 810	14 280	10 085	4 195	14 280	14 280	0	0	0	0	0
Total	491 219	436 045	-1	1 216 950	491 219	419 285	71 934	326 219	326 219	0	0	165 000	90 000	75 000

Annexe 3 : Situation du financement national selon le secteur et le sous-secteur



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEURS	BUDGET NAT. 2026							
SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PSTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTÉ	Autofinancement	Divers Autres	Total
Economie rurale	68 079	68 079	0	0	0	0	0	160 829
Agriculture	63 409	63 409	0	0	0	0	0	129 459
Elevage	2 270	2 270	0	0	0	0	0	11 770
Pêche	700	700	0	0	0	0	0	700
Forêts	1 700	1 700	0	0	0	0	0	18 900
Secondaire	11 570	11 570	0	0	0	0	0	38 620
Mines et Géologie	3 100	3 100	0	0	0	0	0	3 100
Eaux	3 500	3 500	0	0	0	0	0	18 500
Energie	2 800	2 800	0	0	0	0	0	14 500
Industrie / Artisanat	2 170	2 170	0	0	0	0	0	2 520
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	158 315	158 315	0	0	0	0	0	198 915
Moyens routiers	49 995	49 995	0	0	0	0	0	90 595
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	900	900	0	0	0	0	0	900
Aéronautique / Météo	700	700	0	0	0	0	0	700
Poste / Télécommunication	300	300	0	0	0	0	0	300
Topo et Cartographie	2 850	2 850	0	0	0	0	0	2 850
Bâtiments et Equipement	99 920	99 920	0	0	0	0	0	99 920
Urbanisme et Habitat	2 800	2 800	0	0	0	0	0	2 800
Transport / Stockage	850	850	0	0	0	0	0	850



SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVI TE	COMMUNA UTE	Autofinance ment	Divers Autres	Total
Ressources Humaines	88 255	88 255	0	0	0	0	0	92 855
Emploi / Travail	11 550	11 550	0	0	0	0	0	14 550
Education / Formation	12 525	12 525	0	0	0	0	0	14 125
Santé / Affaires sociales	14 800	14 800	0	0	0	0	0	14 800
Culture / Art / Sport	32 400	32 400	0	0	0	0	0	32 400
Information	2 700	2 700	0	0	0	0	0	2 700
Administration / Plan et Finances	14 280	14 280	0	0	0	0	0	14 280
Total	326 219	326 219	0	0	0	0	0	491 219

Annexe 4 : Situation du financement extérieur selon la source par secteur et nature



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
REPARTITION DU FINANCEMENT EXTERIEUR SELON LA SOURCE PAR SECTEUR ET NATURE
(Les montants sont en millions de CFA)

DONATEURS	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
B.A.D	8 028	0	8 028	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 028	0	8 028
BAD	0	4 000	4 000	0	4 600	4 600	0	0	0	0	0	0	0	8 600	8 600
BADEA	0	0	0	0	1 000	1 000	0	0	0	0	2 000	2 000	0	3 000	3 000
BID	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	0	0	2 500	2 500	0	5 000	5 000
B.M.	12 500	7 000	19 500	0	0	0	0	0	0	900	0	900	13 400	7 000	20 400
BM	5 300	25 000	30 300	0	4 000	4 000	0	0	0	0	2 000	2 000	5 300	31 000	36 300
BOAD	0	1 300	1 300	0	12 000	12 000	0	0	0	0	3 000	3 000	0	16 300	16 300
Canada	4 985	0	4 985	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 985	0	4 985
ESPAGNE	776	0	776	0	0	0	0	0	0	0	0	0	776	0	776
FAD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	950	0	950	950	0	950
FAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	800	0	800	800	0	800
FEM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	100	100	0	100
F.I.D.A	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	0	4 000	4 000	0	6 000	6 000
FIDA	1 990	0	1 990	0	0	0	0	3 000	3 000	0	0	0	1 990	3 000	4 990
Fonds Abou Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	1 000	0	1 000	1 000
FONDS VERT CLIMAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	100	0	100	100
Fonds. Vert. Climat.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	950	0	950	950	0	950
Fonds Vert Climat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	300	0	300	300	0	300
FSD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 900	0	1 900	1 900	0	1 900
KfW	15 171	0	15 171	0	0	0	0	0	0	5 900	0	5 900	21 071	0	21 071
Multibailleurs	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	100	0	100	100	2 000	2 100
OFID	0	0	0	0	7 000	7 000	0	0	0	0	0	0	0	7 000	7 000



	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
DONATEURS	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
PNUD	200	0	200	0	0	0	0	0	0	350	0	350	550	0	550
UE	0	0	0	12 000	0	12 000	0	0	0	200	0	200	12 200	0	12 200
UNICEF	0	0	0	0	0	0	1 600	0	1 600	0	0	0	1 600	0	1 600
ENSEMBLE SECTEURS	48 950	43 800	92 750	12 000	28 600	40 600	1 600	3 000	4 600	12 450	14 600	27 050	75 000	90 000	165 000

Annexe 5 : Etat détaillé des projets par secteur et par source de financement



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Agriculture							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)	250	200	-0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	0
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	350	350	0	1 050	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	0
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DE DEVELOPP. RURAL SELINGUE (O.D.R.S)	250	250	0	950	250	150	100	250	250	0	0	0	0	0	0
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	400	400	0	400	400	350	50	400	400	0	0	0	0	0	0
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	300	300	0	900	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	0
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	300	300	0	1 000	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	0
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	700	350	-0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Agriculture							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	900	1 177	0	900	900	870	30	100	100	0	0	800	800	0	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	100	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	0
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU MOYEN BANI	200	200	0	800	200	185	15	200	200	0	0	0	0	0	0
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE	250	250	0	1 050	250	220	30	250	250	0	0	0	0	0	0
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	CHARGES COMMUNES / NOUVEAUX PROJETS-BSI	47 159	60 000	0	47 159	47 159	0	47 159	47 159	47 159	0	0	0	0	0	0
3043	OFFICE RIZ MOPTI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ MOPTI	250	250	0	1 050	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	0
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE SIKASSO	600	600	0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE SEGOU	600	600	0	1 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KOULIKORO	600	600	0	2 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Agriculture							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KAYES	600	600	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	400	500	0	1 900	400	380	20	400	400	0	0	0	0	0	
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	12 000	12 422	0	12 000	12 000	12 000	0	0	0	0	0	12 000	6 000	6 000	B.M.
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU MOYEN BANI	150	200	0	1 750	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	0	602	602	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Canada Danemark F.I.D.A
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	400	250	-0	1 200	400	380	20	400	400	0	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PASEM)	5 000	5 000	0	16 000	5 000	2 000	3 000	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ MOPTI	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / PROJET APPUI OFFICE DU NIGER	7 871	5 000	-0	7 871	7 871	7 871	0	0	0	0	0	7 871	0	7 871	KfW



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Agriculture							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	1 300	1 350	0	3 305	1 300	1 300	0	0	0	0	0	1 300	1 300	0	BOAD
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL TOMBOUCTOU (PPG)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	300	300	0	1 600	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	727	727	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Italie
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE MOPTI	600	600	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	100	500	4	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	776	665	-0	776	776	776	0	0	0	0	0	776	0	776	ESPAGNE
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ MOPTI	300	300	0	900	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Agriculture							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTION INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	4 340	5 505	0	6 518	4 340	4 310	30	350	350	0	0	3 990	2 000	1 990	F.I.D.A
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	250	200	-0	650	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	3 500	2 500	-0	24 100	3 500	3 000	500	1 500	1 500	0	0	2 000	2 000	0	Multibaillleurs
3366	Programme de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	3 178	3 016	-0	4 412	3 178	3 128	50	150	150	0	0	3 028	2 200	828	B.A.D
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE / CABINET	6 150	7 150	0	15 450	6 150	0	6 150	150	150	0	0	6 000	3 000	3 000	B.M.
3391	APPUIS CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	4 985	4 750	-0	6 462	4 985	4 985	0	0	0	0	0	4 985	0	4 985	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	6 300	7 415	0	9 846	6 300	6 300	0	0	0	0	0	6 300	4 000	2 300	B.M.
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	1 600	1 600	0	6 730	1 600	25	1 575	100	100	0	0	1 500	1 500	0	BID
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	8 350	4 628	-0	19 217	8 350	8 300	50	150	150	0	0	8 200	1 000	7 200	B.A.D



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Agriculture							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	3 300	3 258	-0	5 906	3 300	3 300	0	0	0	0	0	3 300	0	3 300	KfW
3417	PROGRAMME NATIONAL D'IRRIGATION DE PROXIMITE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	0	400	400	800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	4 000	2 000	-0	4 560	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	0	4 000	KfW
TOTAL SOUS-SECTEUR			129 459	137 865	1 732	220 862	129 459	70 000	59 459	63 409	63 409	0	0	66 050	23 800	42 250	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Elevage							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	1 150	1 700	0	5 295	1 150	1 100	50	150	150	0	0	1 000	1 000	0	BID
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	250	250	0	750	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	0
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORAUX AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	170	4 175	24	510	170	50	120	170	170	0	0	0	0	0	B.I.D
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE SERVICES VETERINAIRES	200	150	-0	500	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	0
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	250	250	0	750	250	175	75	250	250	0	0	0	0	0	0
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL DE KAYES	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Elevage							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	8 700	8 200	-0	16 309	8 700	8 550	150	200	200	0	0	8 500	2 000	6 500	B.M.
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAIS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	200	250	0	600	200	140	60	200	200	0	0	0	0	0	
3449	APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE DE SECURISATION ET DE STABILISATION DU BETAIL	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	300	0	-1	900	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
3466	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DE LA RACE GIROLANDO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			11 770	15 575	172	27 564	11 770	10 995	775	2 270	2 270	0	0	9 500	3 000	6 500	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Pêche							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHÉ MODERNE POISSONS DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / AGENCE DE GESTION MARCHÉ CENTRAL POISSON BAMAKO	250	200	-0	450	250	225	25	250	250	0	0	0	0	0	0
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLLES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE PECHE	250	100	-1	550	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER	200	250	0	600	200	160	40	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			700	550	-1	1 600	700	635	65	700	700	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Forêts							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	150	0	550	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	0
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	350	300	-0	750	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	300	300	0	900	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	0
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	300	200	-0	540	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	200	1	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Forêts							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	394	1	400	200	200	0	0	0	0	0	200	0	200	PNUD
3416	PROJET RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES (PRTD)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	17 200	12 200	-0	17 600	17 200	17 050	150	200	200	0	0	17 000	17 000	0	B.M.
3450	PROGRAMME D'ACTIVITE DE L'OPERATION AMENAGEMENT DU PARC NATIONAL DE LA BOUCLE DU BAOULE ET DES RESERVES ADJACENTES OPNBB 2026-2030	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	0	-1	450	150	100	50	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			18 900	14 194	300	21 940	18 900	18 150	750	1 700	1 700	0	0	17 200	17 000	200	
TOTAL SECTEUR			160 829	168 184	2 203	271 966	160 829	99 780	61 049	68 079	68 079	0	0	92 750	43 800	48 950	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Mines et Géologie							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	MINISTERE DES MINES / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	2 000	800	-1	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	MINISTERE DES MINES / OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	500	300	-0	1 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3464	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINIERES (PDRM)	MINISTERE DES MINES / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	600	0	-1	600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 100	1 100	-2	3 700	3 100	3 100	0	3 100	3 100	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Eaux							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	4 100	5 500	0	70 635	4 100	4 100	0	0	0	0	0	4 100	4 000	100	F.I.D.A Multibailleurs
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	250	200	-0	650	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	0
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	500	1 000	1	6 500	500	475	25	500	500	0	0	0	0	0	0
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	350	250	-0	950	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	650	12 000	17	1 950	650	0	650	650	650	0	0	0	0	0	0 Multibailleurs
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	100	200	1	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	0 KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CELLULE PLANIF. COORD. DEV. FLEUVE SENEGAL	300	300	0	900	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	0


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Eaux							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	200	0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	0
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 650	1 850	-0	5 350	3 650	3 500	150	150	150	0	0	3 500	0	3 500	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 950	550	-1	2 110	1 950	1 900	50	50	50	0	0	1 900	0	1 900	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 800	1 827	0	1 960	1 800	1 700	100	100	100	0	0	1 700	0	1 700	KfW
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	50	1 650	32	200	50	0	50	50	50	0	0	0	0	0	UE
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	3 300	3 503	0	3 600	3 300	3 280	20	200	200	0	0	3 100	100	3 000	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT UE
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	300	200	-0	1 300	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	0
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	700	0	-1	700	700	700	0	0	0	0	0	700	0	700	KfW



SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Eaux							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	150	150	0	350	150	50	100	150	150	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			18 500	29 680	199	98 605	18 500	16 985	1 515	3 500	3 500	0	0	15 000	4 100	10 900	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Energie							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	100	100	0	300	100	50	50	100	100	0	0	0	0	0	0
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DE DOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	300	150	-0	540	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	0
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	150	150	0	400	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	0
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	300	300	0	900	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	0
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	3 600	2 127	-0	4 720	3 600	3 000	600	600	600	0	0	3 000	3 000	0	BADEA Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	900	300	-1	1 900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	0	164	164	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Energie							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 500	2 545	0	2 500	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	2 500	0	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	0	7 457	7 457	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	B.M.
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	1 302	1 302	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD/BOAD
3362	PROJET DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES ET RESEAUX ELECTRIQUES DANS 50 LOCALITES RURALES AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	3 300	3 303	0	6 300	3 300	3 300	0	0	0	0	0	3 300	3 000	300	BOAD Fonds Vert Climat
3439	PROJET RENFORCEMENT SYSTEME ELECTRIQUE AMELIORATION	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 900	3 101	0	14 271	2 900	2 900	0	0	0	0	0	2 900	2 000	900	B.M.
3461	APPUI CELLULE DE SUIVI DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KENIE DE 56 MW	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	100	0	-1	100	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
3462	REALISATION ETUDES DE LA LIGNE DE TRANSPORT 225 kV double terne reliant KENIE-Koulikoro-Banamba-Nara sur 116 km	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3463	REALISATION DES ETDUES de la ligne de transport 225 kV double terne reliant Kati-Kabila-Kolokani-DIDIENI sur 173 km	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	200	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			14 500	21 999	9 919	32 281	14 500	13 340	1 160	2 800	2 800	0	0	11 700	10 500	1 200	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Industrie / Artisanat							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.	100	100	0	340	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	800	946	0	1 074	800	700	100	450	450	0	0	350	0	350	PNUD
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	250	400	1	1 050	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	250	200	-0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	100	150	0	400	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	200	300	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0
------	---	--	-----	-----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---	---	---



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Industrie / Artisanat							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE MALIEN PROMOTION PROPRIETE INDUSTRIELLE	0	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA	70	75	0	220	70	0	70	70	70	0	0	0	0	0	0
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	0	120	120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	150	300	1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	50	80	1	50	50	40	10	50	50	0	0	0	0	0	0
3397	PROJET DEVELOPPEMENT MODERNISATION CERFITEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	300	0	-1	900	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 520	3 321	522	5 984	2 520	2 170	350	2 170	2 170	0	0	350	0	350	
TOTAL SECTEUR			38 620	56 100	10 638	140 570	38 620	35 595	3 025	11 570	11 570	0	0	27 050	14 600	12 450	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Moyens routiers							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	7 600	13 464	1	37 600	7 600	7 500	100	7 600	7 600	0	0	0	0	0	0
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	1 000	0	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 500	7 923	-0	17 000	8 500	8 500	0	0	0	0	0	8 500	0	8 500	UE
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	50	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	3 888	3 888	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 100	1 500	-0	2 100	2 100	2 100	0	2 100	2 100	0	0	0	0	0	0
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	75	75	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Moyens routiers							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 000	3 011	1	17 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	750	750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)- PHASE II SECTEUR À BOUREM TARKINT ANEFIS KIDAL	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 200	7 600	-0	23 300	8 200	8 200	0	100	100	0	0	8 100	4 600	3 500	BAD UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 100	1 100	-1	17 100	8 100	8 100	0	100	100	0	0	8 000	8 000	0	BADEA OFID
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 000	4 000	-0	14 700	5 000	5 000	0	1 000	1 000	0	0	4 000	4 000	0	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	10 000	7 500	-0	25 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	50	750	14	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	0
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	500	300	-0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	9 000	5 250	-0	15 208	9 000	9 000	0	1 000	1 000	0	0	8 000	8 000	0	BOAD
------	---	--	-------	-------	----	--------	-------	-------	---	-------	-------	---	---	-------	-------	---	------



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Moyens routiers							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGA MANANTALI (92KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	430	430	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	750	570	-0	6 750	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	0
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	1 200	3	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	370	370	0	2 370	370	370	0	370	370	0	0	0	0	0	0
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 000	7 500	0	17 000	7 000	7 000	0	7 000	7 000	0	0	0	0	0	0
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3431	PROJET ELARGISSEMENT 2X2 VOIES ROUTE BKO KOULOUBA KATI BRETELLE POINT G & SAME	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	15 000	15 000	0	45 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	0
3459	PROJET DE RESILIENCE COMMUNAUTAIRE ET DE SERVICES INCLUSIFS (MALIDENKO)	MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE / CABINET	4 150	0	-1	4 450	4 150	4 100	50	150	150	0	0	4 000	4 000	0	BM



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Moyens routiers							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3469	CONSTRUCTION DE LA ROUTE OUELESSEBOUGOU SELINGUE EN 2X2 VOIES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	500	0	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			90 595	83 731	5 232	251 703	90 595	90 445	150	49 995	49 995	0	0	40 600	28 600	12 000	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Moyens fluviaux							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	400	400	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AM.NAV.NIGER (CONTRAT-PLAN ETAT-COMANAV)	500	300	-0	800	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			900	700	-0	1 200	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Aéronautique / Météo							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	500	500	0	1 000	500	450	50	500	500	0	0	0	0	0	0
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	200	200	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			700	700	0	1 400	700	650	50	700	700	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Poste / Télécommunication							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / OFFICE NATIONAL DE LA POSTE (ONP)	300	300	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			300	300	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Topo et Cartographie							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	1 100	1 500	0	4 100	1 100	1 000	100	1 100	1 100	0	0	0	0	0	0
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION NATIONALE DES FRONTIERES	400	400	0	1 200	400	200	200	400	400	0	0	0	0	0	0
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	150	200	0	150	150	130	20	150	150	0	0	0	0	0	0
3453	CARTOGRAPHIE TOPOGRAPHIE A L'ECHELLE 1/50 000	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	600	0	-1	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3454	MODERNISATION DU RESEAU GEODESIQUE DE REFERENCE AU MALI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / INSTIT. GEOGRAPH. MALI(CONTRAT-PLAN ETAT IGM)	300	0	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 850	2 400	-1	8 750	2 850	2 530	320	2 850	2 850	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	150	200	0	750	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	500	500	0	1 500	500	400	100	500	500	0	0	0	0	0	0
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	200	0	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	0
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	300	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	0
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)	400	400	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CABINET	200	300	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
------	---------------------------------	--	-----	-----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---	---



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	500	400	-0	900	500	400	100	500	500	0	0	0	0	0	0
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	150	150	0	450	150	120	30	150	150	0	0	0	0	0	0
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	1 500	1 300	-0	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (AFFAIRES FONCIERES)	150	150	0	550	150	75	75	150	150	0	0	0	0	0	0
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE TOMBOUCTOU	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE G A O	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE K I D A L	200	200	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	300	300	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	100	550	4	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
------	----------------------------------	--	-----	-----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---	---



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	500	2 500	4	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTANT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	500	800	1	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	600	400	-0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / PARC-OUTIL	5 000	5 000	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	COUR SUPREME / SECTION DES COMPTES	2 500	2 500	0	4 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	0
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	350	350	0	1 050	350	250	100	350	350	0	0	0	0	0	0
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	600	600	0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRITORIALES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	800	700	-0	2 200	800	770	30	800	800	0	0	0	0	0	0

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEM ENT PIEDS A TERRE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
------	--	---	-----	-----	---	-------	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---	---



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	450	450	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	0
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE MENAKA	600	600	0	1 400	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE TAOUDENIT	600	600	0	1 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	300	700	1	3 800	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAFIE DU MALI	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / TOUR DE L'AFRIQUE	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / PYRAMIDE DU SOUVENIR	100	100	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	450	450	0	1 000	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	0

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE NARA	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
------	--	--	-----	-----	---	-------	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---	---



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE SAN	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE NIORO	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KITA	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE DIOILA	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE BOUGOUNI	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KOUTIALA	500	500	0	4 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	PRIMATURE / DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	200	500	2	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	900	900	0	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT / AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	650	600	-0	1 050	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	0
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	150	200	0	1 550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	300	300	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)	500	500	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	300	200	-0	1 700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	1 000	1 200	0	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	PRIMATURE / DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES DU MALI	150	100	-0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE BANDIAGARA	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE DOUENTZA	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL TAOUDENIT (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL BAMAKO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DGEF	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / INSPECTION DES DOMAINES & AFFAIRES FONCIERES	200	500	2	1 400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INFRASTRUCTURES)	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	500	500	0	1 700	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CABINET	300	300	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	800	800	0	6 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	100	100	0	2 100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	300	300	0	2 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CABINET	750	400	-0	2 500	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	0
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	4 000	4 000	0	14 000	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	300	700	1	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	300	350	0	1 700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIEATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE / MEDIEATEUR DE LA REPUBLIQUE	250	250	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	380	380	0	2 080	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	0
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	500	300	-0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / DIRECTION DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	600	600	0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	500	500	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	MINISTERE DES MINES / INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	300	80	-1	460	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / AGENCE NATIONALE D'EVALUATION ET D'ACCREDITATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	150	150	0	300	150	130	20	150	150	0	0	0	0	0	0
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	50	250	4	2 050	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	0
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	300	300	0	754	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL	1 000	1 000	0	7 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	2 500	1 000	-1	3 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	0
------	--	--	-------	-------	----	-------	-------	-------	---	-------	-------	---	---	---	---	---	---



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	900	900	0	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	300	300	0	700	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	0
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	800	1 000	0	5 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	200	300	0	2 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (ELEVAGE ET PECHE)	300	200	-0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3407	EXTENSION AMENAGEMENT SIEGE APCMM	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL / AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	250	250	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	300	100	-1	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3414	REHABILITATION CIGEM	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRANTS	100	240	1	580	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CABINET	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVEGE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / INSPECTION DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3432	CONSTRUCTION SIEGE CENTRE NATIONAL ALERTE PRECOCE	PRIMATURE / CENTRE NAT. COORD. MECANISME ALERTE PRECOCE REPONSE RISQUES	300	100	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL / SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	400	150	-1	4 700	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3434	PROJET EQUIPEMENT SALLE SPORTS KOULOUBA	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3435	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES	0	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	700	500	-0	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0
3451	Projet de Construction du siège de la DNAT	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	100	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3452	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA SUBDIVISIONS DE URBANISME ET DE HABITAT DE KATI	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	200	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3465	CONSTRUCTION DNH/ DRH	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	0	-1	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3467	CONSTRUCTION SIEGE COMMISSION CNI/CND	MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE / CABINET	150	0	-1	1 150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3468	REHABILITATION EQUIPEMENT DRPSIAP SIKASSO	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	200	0	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3470	CONSTRUCTION DU CENTRE D'INSTRUCTION SOUNSOUNKORO	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / SERVICE NATIONAL DES JEUNES	300	0	-1	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3472	TRANSFORMATION DES CENTRES DE SANTE EN HOPITAUX DE DISTRICT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO	9 700	0	-1	19 400	9 700	9 700	0	9 700	9 700	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3473	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE BLA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE SEGOU	4 300	0	-1	8 600	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	0	0	0	0	0
3474	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE DIOILA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE DIOILA	4 300	0	-1	8 600	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	0	0	0	0	0
3475	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BOUGOUNI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE BOUGOUNI	6 480	0	-1	12 960	6 480	6 480	0	6 480	6 480	0	0	0	0	0	0
3476	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE SAN	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE SAN	6 480	0	-1	12 960	6 480	6 480	0	6 480	6 480	0	0	0	0	0	0
3477	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE NIORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE NIORO	6 480	0	-1	12 960	6 480	6 480	0	6 480	6 480	0	0	0	0	0	0
3478	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE KANGABA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE KOULIKORO	4 300	0	-1	8 600	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	0	0	0	0	0
3479	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE KOULIKORO	3 000	0	-1	3 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
3480	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOUTIALA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / GOUVERNORAT DE KOUTIALA	3 000	0	-1	3 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			99 920	55 150	3 201	260 904	99 920	98 945	975	99 920	99 920	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Urbanisme et Habitat							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	250	250	0	750	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	0
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	400	300	-0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	150	200	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAE CONNEX	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	300	300	0	900	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	0
2737	PROGRAMME URGENGE ASSAINISSEMENT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO	600	600	0	2 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0	0
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Urbanisme et Habitat							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	100	100	0	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	0
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISE (PACUM)	400	400	0	1 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 800	2 750	0	8 900	2 800	2 440	360	2 800	2 800	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Transport / Stockage							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	100	200	1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	100	200	1	600	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	200	200	0	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	300	500	1	4 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	150	250	1	2 050	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			850	1 350	3	8 250	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	0
TOTAL SECTEUR			198 915	147 081	8 434	541 807	198 915	197 060	1 855	158 315	158 315	0	0	40 600	28 600	12 000	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Emploi / Travail							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	100	150	0	100	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	0
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	0
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	450	375	-0	1 200	450	0	450	450	450	0	0	0	0	0	0
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	10 000	500	-1	30 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAIN / DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	300	275	-0	850	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	0
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	3 150	1 905	-0	15 972	3 150	3 100	50	150	150	0	0	3 000	3 000	0	FIDA
TOTAL SOUS-SECTEUR			14 550	3 755	-1	48 672	14 550	13 630	920	11 550	11 550	0	0	3 000	3 000	0	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Education / Formation							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	600	600	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRASTRUCTURES DE L'ENI	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)	400	300	-0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2384	PROGRAMME TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	75	75	0	75	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	0
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	1 500	1 500	0	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE DE SEGOU	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2650	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	150	400	2	2 150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO	1 000	1 000	0	1 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
------	---	--	-------	-------	---	-------	-------	-------	---	-------	-------	---	---	---	---	---	---



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Education / Formation							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	800	1 000	0	2 000	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	150	100	-0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	300	250	-0	800	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	150	100	-0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT	400	400	0	400	400	350	50	400	400	0	0	0	0	0	0
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	150	150	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	150	700	4	2 150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3111	FERME ECOLE MOFA	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	400	400	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
------	---	--	-----	-----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---	---



SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Education / Formation							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	MINISTERE DES MINES / CABINET	100	200	1	1 700	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	800	700	-0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	600	700	0	1 700	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	600	600	0	2 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE KURUKANFUGA BAMAKO	0	450	450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	400	200	-0	600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3436	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / SERVICE NATIONAL DES JEUNES	500	500	0	10 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

3455	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE RENOVATION DE L'EX ENA	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	600	0	-1	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0
------	---	---	-----	---	----	-------	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Education / Formation							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3456	PROJET DE REHABILITATION ET DE RENOVATION DE L'INJS	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE & DES SPORTS	150	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3457	PROJET IMPLEMENTATION D'UNE NOUVELLE IMPRIMERIE DU (CNRENF)	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE	900	0	-1	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3458	PROGRAMME COMMUNES AMIES DES ENFANTS	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	1 750	0	-1	2 050	1 750	1 700	50	150	150	0	0	1 600	0	1 600	UNICEF
TOTAL SOUS-SECTEUR			14 125	11 825	451	45 525	14 125	13 950	175	12 525	12 525	0	0	1 600	0	1 600	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Santé / Affaires sociales							
		Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE		DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2061	REHABILITATION EXTENSION IOTA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	350	350	0	1 050	350	310	40	350	350	0	0	0	0	0	0
2212	REHABILITATION EXTENSION HPG	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU POINT G.	700	500	-0	2 300	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0
2214	REHABILITATION EXTENSION. HGT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL GABRIEL TOURE	500	200	-1	1 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2215	REHABILITATION EXTENSION HOPITAL KATI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE KATI	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	150	150	0	150	150	125	25	150	150	0	0	0	0	0	0
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CITE DES ENFANTS	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	0
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Santé / Affaires sociales							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORMATIQUE MEDICALE	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU MALI	500	500	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	200	150	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	0
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	3 000	3 000	0	3 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SANTE)	5 000	5 000	0	11 500	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE (INSP)	450	150	-1	950	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	0
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	100	100	0	300	100	75	25	100	100	0	0	0	0	0	0
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	300	200	-0	300	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Santé / Affaires sociales							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE	400	400	0	2 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE	250	250	0	800	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPS	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	500	500	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3471	RENFORCEMENT DE CAPACITES DU HCNS	HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA / SECRET. EXECUTIF HAUT CSEIL NAT. LUTTE CTRE SIDA	600	0	-1	600	600	400	200	600	600	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			14 800	13 250	-3	30 800	14 800	14 240	560	14 800	14 800	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Culture / Art / Sport							
		Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE		DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	400	500	0	1 400	400	370	30	400	400	0	0	0	0	0	0
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	200	200	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE MODIBO KEITA	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SPORTS)	650	850	0	1 350	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	0
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MUSEE NATIONAL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CABINET	250	250	0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MEMORIAL MODIBO KEITA	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE DE 26 MARS	1 000	0	-1	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Culture / Art / Sport							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / LYCEE SPORTIF	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	100	100	0	400	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO	300	300	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	200	200	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIFS D'ELITE KABALA	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	8 000	3 500	-1	38 000	8 000	8 000	0	8 000	8 000	0	0	0	0	0	0
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	10 000	10 000	0	30 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0
3460	MALI ARENA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CABINET	10 000	0	-1	15 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			32 400	17 500	298	95 400	32 400	32 370	30	32 400	32 400	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Information							
				Exécution du budget 2025		Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT	225	225	0	425	225	150	75	225	225	0	0	0	0	0	0
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	2 000	2 000	0	6 000	2 000	1 950	50	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	275	275	0	275	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	0
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE DES VILLES (SISV)	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES	100	150	0	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CABINET	100	150	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 700	2 800	1	7 400	2 700	2 575	125	2 700	2 700	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
				Exécution du budget 2025		Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT / COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	300	300	0	300	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	0
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	200	0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	0
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	200	0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	0
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	200	0	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	0
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	100	-0	440	200	40	160	200	200	0	0	0	0	0	0
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	150	0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	0
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / APPUI CPS SECTEUR EQUIP., TRANSPORTS ET COMMUNICATION	150	200	0	240	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	MINISTERE DES MINES / CABINET	120	120	0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	0
------	---------------------------------------	----------------------------------	-----	-----	---	-----	-----	---	-----	-----	-----	---	---	---	---	---	---



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	200	0	600	200	125	75	200	200	0	0	0	0	0	0
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	120	0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	0
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	120	0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	0
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EML PROM INVEST PRI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	120	0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	0
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	400	400	0	1 200	400	170	230	400	400	0	0	0	0	0	0
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	350	350	0	1 050	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	0
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	200	200	0	600	200	100	100	200	200	0	0	0	0	0	0
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / SECRETARIAT A L'HARMONISATION DE L'AIDE	150	150	0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	0
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	150	120	-0	390	150	30	120	150	150	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	300	150	-0	600	300	100	200	300	300	0	0	0	0	0	0
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE TECHNIQUE DE COORDINATION CSCLP	300	250	-0	800	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	0
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	6 000	3 500	-0	13 000	6 000	5 900	100	6 000	6 000	0	0	0	0	0	0
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	400	250	-0	400	400	370	30	400	400	0	0	0	0	0	0
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	400	400	0	1 200	400	225	175	400	400	0	0	0	0	0	0
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	300	300	0	900	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	0
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	150	150	0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	900	900	0	2 700	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3027	MODERNISATION SGG	PRIMATURE / SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	200	250	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE DE SUIVI DES REFORMES ECO., FIN. ET MONETAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST	150	150	0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	0
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	4 200	20	200	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	BAD
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	250	250	0	750	250	175	75	250	250	0	0	0	0	0	0
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3387	APPUI APEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE POUR PROMOTION EXPORTATION MALI	300	300	0	700	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			14 280	15 550	168	34 810	14 280	10 085	4 195	14 280	14 280	0	0	0	0	0	0



TOTAL SECTEUR	92 855	64 680	914	262 607	92 855	86 850	6 005	88 255	88 255	0	0	4 600	3 000	1 600	
TOTAL GENERAL	491 219	436 045	22 190	1 216 950	491 219	419 285	71 934	326 219	326 219	0	0	165 000	90 000	75 000	

Annexe 6 : Etat détaillé des projets par Ministère et par source de financement



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	900	900	0	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3434	PROJET EQUIPEMENT SALLE SPORTS KOULOUBA	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			900	1 200	300	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			PRIMATURE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3027	MODERNISATION SGG	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	200	250	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	300	300	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	700	500	-0	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES DU MALI	150	100	-0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3432	CONSTRUCTION SIEGE CENTRE NATIONAL ALERTE PRECOCE	CENTRE NAT. COORD. MECANISME ALERTE PRECOCE REPONSE RISQUES	300	100	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 750	1 350	-1	4 950	1 750	1 750	0	1 750	1 750	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			COUR SUPREME														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	SECTION DES COMPTES	2 500	2 500	0	4 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 500	2 500	0	4 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	400	150	-1	4 700	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			400	150	-1	4 700	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	CABINET	1 500	1 300	-0	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	CABINET	300	300	0	754	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	DIRECTION DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	600	600	0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	200	0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 600	2 400	-0	7 854	2 600	2 400	200	2 600	2 600	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	CABINET	750	400	-0	2 500	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	CABINET	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	CABINET	100	150	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	300	275	-0	850	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	75	75	0	75	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	450	375	-0	1 200	450	0	450	450	450	0	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRANTS	100	240	1	580	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 875	1 615	1	5 705	1 875	1 050	825	1 875	1 875	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIEATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	250	250	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			250	250	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	


PTI 2026 - 2028
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	CABINET	300	300	0	900	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	CABINET	800	1 000	0	5 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	200	0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	150	150	0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	4 200	20	200	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	BAD
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	900	900	0	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	800	800	0	6 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	500	400	-0	900	500	400	100	500	500	0	0	0	0	0	


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	500	500	0	1 500	500	400	100	500	500	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	500	2 500	4	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	450	450	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	200	500	2	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	4 000	4 000	0	14 000	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	300	150	-0	600	300	100	200	300	300	0	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	6 000	3 500	-0	13 000	6 000	5 900	100	6 000	6 000	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	350	350	0	1 050	350	250	100	350	350	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	400	400	0	1 200	400	225	175	400	400	0	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	250	250	0	750	250	175	75	250	250	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3468	REHABILITATION EQUIPEMENT DRPSIAP SIKASSO	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	200	0	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	300	250	-0	800	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	300	300	0	700	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	0
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA	70	75	0	220	70	0	70	70	70	0	0	0	0	0	0
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	SECRETARIAT A L'HARMONISATION DE L'AIDE	150	150	0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	0
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	900	900	0	2 700	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	500	500	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	CELLULE DE SUIVI DES REFORMES ECO., FIN. ET MONETAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST	150	150	0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	0



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecarts (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	CELLULE TECHNIQUE DE COORDINATION CSCLP	300	250	-0	800	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT	400	400	0	400	400	350	50	400	400	0	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	350	350	0	1 050	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	200	200	0	600	200	100	100	200	200	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	500	800	1	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	450	450	0	1 000	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			24 370	28 275	174	71 470	24 370	21 400	2 970	24 370	24 370	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	600	600	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	600	400	-0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 200	1 000	-0	3 800	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	CABINET	300	700	1	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	CABINET	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	CABINET	3 150	1 905	-0	15 972	3 150	3 100	50	150	150	0	0	3 000	3 000	0	FIDA
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	100	150	0	100	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	10 000	500	-1	30 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)	500	500	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			15 000	4 705	0	51 322	15 000	14 850	150	12 000	12 000	0	0	3 000	3 000	0	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	300	300	0	300	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			300	300	0	300	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3458	PROGRAMME COMMUNES AMIES DES ENFANTS	CABINET	1 750	0	-1	2 050	1 750	1 700	50	150	150	0	0	1 600	0	1 600	UNICEF
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRITORIALES	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	800	700	-0	2 200	800	770	30	800	800	0	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	DIRECTION GENERALE ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	2 500	1 000	-1	3 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	DIRECTION NATIONALE DES FRONTIERES	400	400	0	1 200	400	200	200	400	400	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL DE KAYES	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO	600	600	0	2 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	GOUVERNORAT DE KAYES	600	600	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	GOUVERNORAT DE KOULIKORO	600	600	0	2 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	GOUVERNORAT DE SIKASSO	600	600	0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	GOUVERNORAT DE SEGOU	600	600	0	1 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	GOUVERNORAT DE MOPTI	600	600	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	GOUVERNORAT DE TOMBOUCTOU	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	GOUVERNORAT DE GAO	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	GOUVERNORAT DE KIDAL	200	200	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	GOUVERNORAT DE TAOUDENIT	600	600	0	1 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	GOUVERNORAT DE MENAKA	600	600	0	1 400	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	GOUVERNORAT DE NIORO	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	GOUVERNORAT DE DIOILA	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	GOUVERNORAT DE BOUGOUNI	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	GOUVERNORAT DE KOUTIALA	500	500	0	4 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	GOUVERNORAT DE BANDIAGARA	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	GOUVERNORAT DE KITA	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	GOUVERNORAT DE NARA	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	GOUVERNORAT DE SAN	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	GOUVERNORAT DE DOUENTZA	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	200	0	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL	1 000	1 000	0	7 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecarts (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL BAMAKO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONALTOMBOUCTOU (PPG)	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			18 700	15 350	-2	57 000	18 700	18 220	480	17 100	17 100	0	0	1 600	0	1 600	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	250	250	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			250	250	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	CABINET	6 150	7 150	0	15 450	6 150	0	6 150	150	150	0	0	6 000	3 000	3 000	B.M. BM
3459	PROJET DE RESILIENCE COMMUNAUTAIRE ET DE SERVICES INCLUSIFS (MALIDENKO)	CABINET	4 150	0	-1	4 450	4 150	4 100	50	150	150	0	0	4 000	4 000	0	BM
3467	CONSTRUCTION SIEGE COMMISSION CNI/CND	CABINET	150	0	-1	1 150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			10 450	7 150	-2	21 050	10 450	4 250	6 200	450	450	0	0	10 000	7 000	3 000	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	CABINET	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	0	120	120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	300	700	1	3 800	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	50	80	1	50	50	40	10	50	50	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURRENCE	800	946	0	1 074	800	700	100	450	450	0	0	350	0	350	PNUD
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	120	0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	SECT. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	100	150	0	400	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	150	120	-0	390	150	30	120	150	150	0	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	CENTRE MALIEN PROMOTION PROPRIETE INDUSTRIELLE	0	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3397	PROJET DEVELOPPEMENT MODERNISATION CERFITEX	CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	300	0	-1	900	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3387	APPUI APEX	AGENCE POUR PROMOTION EXPORTATION MALI	300	300	0	700	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	250	200	-0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.	100	100	0	340	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	150	300	1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 020	3 936	522	10 114	3 020	2 400	620	2 670	2 670	0	0	350	0	350	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	150	100	-0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	150	100	-0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	1 500	1 500	0	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	500	500	0	1 700	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	200	0	600	200	125	75	200	200	0	0	0	0	0	
3457	PROJET IMPLEMENTATION D'UNE NOUVELLE IMPRIMERIE DU (CNRENF)	CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE	900	0	-1	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	300	100	-1	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			4 000	2 800	-2	8 200	4 000	3 925	75	4 000	4 000	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	CABINET	150	400	2	2 150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	CABINET	150	700	4	2 150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	CABINET	600	700	0	1 700	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3455	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE RENOVATION DE L'EX ENA	CABINET	600	0	-1	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)	400	300	-0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3456	PROJET DE REHABILITATION ET DE RENOVATION DE L'INJS	INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE & DES SPORTS	150	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	800	1 000	0	2 000	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	600	600	0	2 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3435	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES DE BAMAKO	INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES	0	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	400	400	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	UNIVERSITE DE SEGOU	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	800	700	-0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO	1 000	1 000	0	1 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	400	200	-0	600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	UNIVERSITE KURUKANFUGA BAMAKO	0	450	450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			6 750	7 250	553	20 950	6 750	6 750	0	6 750	6 750	0	0	0	0	0	


PTI 2026 - 2028
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	CABINET	250	250	0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	200	200	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	250	400	1	1 050	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3407	EXTENSION AMENAGEMENT SIEGE APCMM	DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	150	0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	MEMORIAL MODIBO KEITA	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	TOUR DE L'AFRIQUE	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	PYRAMIDE DU SOUVENIR	100	100	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	150	150	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO	300	300	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	MUSEE NATIONAL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecarts (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	200	200	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	100	100	0	400	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNM	CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAPHIE DU MALI	150	150	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	200	300	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 450	2 900	201	6 750	2 450	2 300	150	2 450	2 450	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	CABINET	200	300	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3460	MALI ARENA	CABINET	10 000	0	-1	15 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	DIRECTION NAT. DES SPORTS	8 000	3 500	-1	38 000	8 000	8 000	0	8 000	8 000	0	0	0	0	0	0
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	DIRECTION NAT. DES SPORTS	10 000	10 000	0	30 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	400	500	0	1 400	400	370	30	400	400	0	0	0	0	0	0
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SPORTS)	650	850	0	1 350	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	0
3436	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	SERVICE NATIONAL DES JEUNES	500	500	0	10 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3470	CONSTRUCTION DU CENTRE D'INSTRUCTION SOUNSOUNKORO	SERVICE NATIONAL DES JEUNES	300	0	-1	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	STADE MODIBO KEITA	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIFS D'ELITE KABALA	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	STADE DE 26 MARS	1 000	0	-1	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecarts (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	LYCEE SPORTIF	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			32 050	16 950	297	104 150	32 050	32 020	30	32 050	32 050	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	CABINET	3 000	3 000	0	3 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEM ENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	CABINET	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SANTE)	5 000	5 000	0	11 500	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3472	TRANSFORMATION DES CENTRES DE SANTE EN HOPITAUX DE DISTRICT	GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO	9 700	0	-1	19 400	9 700	9 700	0	9 700	9 700	0	0	0	0	0	
3478	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE KANGABA	GOUVERNORAT DE KOULIKORO	4 300	0	-1	8 600	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	0	0	0	0	
3479	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	GOUVERNORAT DE KOULIKORO	3 000	0	-1	3 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3473	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE BLA	GOUVERNORAT DE SEGOU	4 300	0	-1	8 600	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	0	0	0	0	
3477	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE NIOURO	GOUVERNORAT DE NIOURO	6 480	0	-1	12 960	6 480	6 480	0	6 480	6 480	0	0	0	0	0	
3474	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE DIOILA	GOUVERNORAT DE DIOILA	4 300	0	-1	8 600	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	0	0	0	0	
3475	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BOUGOUNI	GOUVERNORAT DE BOUGOUNI	6 480	0	-1	12 960	6 480	6 480	0	6 480	6 480	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3480	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOUTIALA	GOUVERNORAT DE KOUTIALA	3 000	0	-1	3 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3476	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE SAN	GOUVERNORAT DE SAN	6 480	0	-1	12 960	6 480	6 480	0	6 480	6 480	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	120	0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE	250	250	0	800	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2061	REHABILITATION EXTENSION IOTA	INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2215	REHABILITATION EXTENSION HOPITAL KATI	HOPITAL DE KATI	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2212	REHABILITATION EXTENSION HPG	HOPITAL DU POINT G.	700	500	-0	2 300	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2214	REHABILITATION EXTENSION. HGT	HOPITAL GABRIEL TOURE	500	200	-1	1 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE	400	400	0	2 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	HOPITAL DU MALI	500	500	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	500	500	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	400	400	0	1 200	400	170	230	400	400	0	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	100	100	0	300	100	75	25	100	100	0	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORMATIQUE MEDICALE	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE (INSP)	450	150	-1	950	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	AGENCE NATIONALE D'EVALUATION ET D'ACCREDITATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	150	150	0	300	150	130	20	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			62 010	13 770	589	120 440	62 010	61 615	395	62 010	62 010	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3471	RENFORCEMENT DE CAPACITES DU HCNLS	SECRET. EXECUTIF HAUT CSEIL NAT. LUTTE CTRE SIDA	600	0	-1	600	600	400	200	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			600	0	-1	600	600	400	200	600	600	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	CABINET	300	300	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	300	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	900	1 177	0	900	900	870	30	100	100	0	0	800	800	0	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	100	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	150	150	0	150	150	125	25	150	150	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	150	150	0	450	150	120	30	150	150	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	CITE DES ENFANTS	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 100	2 377	0	3 500	2 100	1 885	215	1 300	1 300	0	0	800	800	0	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	1 000	0	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 500	7 923	-0	17 000	8 500	8 500	0	0	0	0	0	8 500	0	8 500	UE
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE- TENENKOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	50	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU- KOLONIEBA FRE RCI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	3 888	3 888	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 100	1 500	-0	2 100	2 100	2 100	0	2 100	2 100	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	75	75	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 000	3 011	1	17 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	750	750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABI LITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)- PHASE II SECTÄÄ° BOUREM TARKINT ANEFIS KIDAL	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 200	7 600	-0	23 300	8 200	8 200	0	100	100	0	0	8 100	4 600	3 500	BAD UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 100	1 100	-1	17 100	8 100	8 100	0	100	100	0	0	8 000	8 000	0	BADEA OFID


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 000	4 000	-0	14 700	5 000	5 000	0	1 000	1 000	0	0	4 000	4 000	0	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	10 000	7 500	-0	25 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	50	750	14	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	500	300	-0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	9 000	5 250	-0	15 208	9 000	9 000	0	1 000	1 000	0	0	8 000	8 000	0	BOAD
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	380	380	0	2 080	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGA MANANTALI (92KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	430	430	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	750	570	-0	6 750	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	1 200	3	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	370	370	0	2 370	370	370	0	370	370	0	0	0	0	0	

DNPD – ACI 2000 Bamako - Mali



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE- KEBILA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 000	7 500	0	17 000	7 000	7 000	0	7 000	7 000	0	0	0	0	0
------	--	-----------------------------------	-------	-------	---	--------	-------	-------	---	-------	-------	---	---	---	---	---



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecarts (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	7 600	13 464	1	37 600	7 600	7 500	100	7 600	7 600	0	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	500	300	-0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	300	500	1	4 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3469	CONSTRUCTION DE LA ROUTE OUELESSEBOUGOU SELINGUE EN 2X2 VOIES	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	500	0	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	400	400	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	100	200	1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	100	200	1	600	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	300	300	0	2 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	200	200	0	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	150	250	1	2 050	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INFRASTRUCTURES)	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	APPUI CPS SECTEUR EQUIP., TRANSPORTS ET COMMUNICATION	150	200	0	240	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	200	0	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3453	CARTOGRAPHIE TOPOGRAPHIE A L'ECHELLE 1/50 000	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	600	0	-1	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	500	500	0	1 000	500	450	50	500	500	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	200	200	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3431	PROJET ELARGISSEMENT 2X2 VOIES ROUTE BKO KOULOUBA KATI BRETELLE POINT G & SAME	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	15 000	15 000	0	45 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3454	MODERNISATION DU RESEAU GEODESIQUE DE REFERENCE AU MALI	INSTIT. GEOGRAPH. MALI(CONTRAT-PLAN ETAT IGM)	300	0	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	AM.NAV.NIGER (CONTRAT-PLAN ETAT-COMANAV)	500	300	-0	800	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			92 025	88 561	5 233	268 123	92 025	91 525	500	55 425	55 425	0	0	36 600	24 600	12 000	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3416	PROJET RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES (PRTD)	CABINET	17 200	12 200	-0	17 600	17 200	17 050	150	200	200	0	0	17 000	17 000	0	B.M.
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	150	0	550	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	200	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	300	200	-0	540	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	200	1	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DGEF	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	394	1	400	200	200	0	0	0	0	0	200	0	200	PNUD
3450	PROGRAMME D'ACTIVITE DE L'OPERATION AMENAGEMENT DU PARC NATIONAL DE LA BOUCLE DU BAOULE ET DES RESERVES ADJACENTES OPNBB 2026-2030	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	0	-1	450	150	100	50	150	150	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	400	300	-0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

DNPD – ACI 2000 Bamako - Mali


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	150	200	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	150	200	0	1 550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	100	100	0	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	700	0	-1	700	700	700	0	0	0	0	0	700	0	700	KfW
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	100	-0	440	200	40	160	200	200	0	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	300	300	0	900	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	250	200	-0	650	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	650	600	-0	1 050	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAE CONNEX	AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	300	300	0	900	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	350	300	-0	750	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			22 700	17 094	299	32 180	22 700	21 470	1 230	4 800	4 800	0	0	17 900	17 000	900	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	500	1 000	1	6 500	500	475	25	500	500	0	0	0	0	0	
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	100	200	1	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	200	0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 650	1 850	-0	5 350	3 650	3 500	150	150	150	0	0	3 500	0	3 500	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 950	550	-1	2 110	1 950	1 900	50	50	50	0	0	1 900	0	1 900	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 800	1 827	0	1 960	1 800	1 700	100	100	100	0	0	1 700	0	1 700	KfW
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	CABINET	650	12 000	17	1 950	650	0	650	650	650	0	0	0	0	0	Multibailleurs
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	CABINET	0	7 457	7 457	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	B.M.
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	CABINET	3 300	3 503	0	3 600	3 300	3 280	20	200	200	0	0	3 100	100	3 000	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT UE
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DE DOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

DNPD – ACI 2000 Bamako - Mali



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	300	150	-0	540	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0
------	--	-------------------------------------	-----	-----	----	-----	-----	---	-----	-----	-----	---	---	---	---	---


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	900	300	-1	1 900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	1 302	1 302	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD/BOA D
3439	PROJET RENFORCEMENT SYSTEME ELECTRIQUE AMELIORATION	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 900	3 101	0	14 271	2 900	2 900	0	0	0	0	0	2 900	2 000	900	B.M.
3461	APPUI CELLULE DE SUIVI DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KENIE DE 56 MW	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	100	0	-1	100	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
3462	REALISATION ETUDES DE LA LIGNE DE TRANSPORT 225 kV double terre reliant KENIE-Koulikoro-Banamba-Nara sur 116 km	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3463	REALISATION DES ETDUES de la ligne de transport 225 kV double terre reliant Kati-Kambila-Kolokani-DIDIENI sur 173 km	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	200	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3162	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	50	1 650	32	200	50	0	50	50	50	0	0	0	0	0	UE
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	300	200	-0	1 300	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	150	150	0	350	150	50	100	150	150	0	0	0	0	0	
3465	CONSTRUCTION DNH/ DRH	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	0	-1	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	CELLULE PLANIF. COORD. DEV. FLEUVE SENEGAL	300	300	0	900	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	3 600	2 127	-0	4 720	3 600	3 000	600	600	600	0	0	3 000	3 000	0	BADEA Fonds Abou Dabi
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	0	164	164	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 500	2 545	0	2 500	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	2 500	0	BID
3362	PROJET DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES ET RESEAUX ELECTRIQUES DANS 50 LOCALITES RURALES AU MALI	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	3 300	3 303	0	6 300	3 300	3 300	0	0	0	0	0	3 300	3 000	300	BOAD Fonds Vert Climat
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	350	250	-0	950	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	100	100	0	300	100	50	50	100	100	0	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	300	300	0	900	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	50	250	4	2 050	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	AUTORITE POUR AMENAG. DE TAOUSSA	4 100	5 500	0	70 635	4 100	4 100	0	0	0	0	0	4 100	4 000	100	F.I.D.A Multibailleurs
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	150	150	0	400	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			32 150	51 579	10 122	132 236	32 150	29 495	2 655	6 150	6 150	0	0	26 000	14 600	11 400	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DES MINES														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecarts (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	CABINET	120	120	0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	0
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINNE DES MINES	CABINET	100	200	1	1 700	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	2 000	800	-1	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3464	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINIERES (PDRM)	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	600	0	-1	600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	300	80	-1	460	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	500	300	-0	1 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			3 620	1 500	-2	6 220	3 620	3 500	120	3 620	3 620	0	0	0	0	0	0



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	OFFICE NATIONAL DE LA POSTE (ONP)	300	300	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	2 000	2 000	0	6 000	2 000	1 950	50	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEM ENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)	400	400	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	275	275	0	275	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT	225	225	0	425	225	150	75	225	225	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 200	3 200	0	7 800	3 200	3 075	125	3 200	3 200	0	0	0	0	0	

**PTI 2026 - 2028****BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	CABINET	1 100	1 500	0	4 100	1 100	1 000	100	1 100	1 100	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	CABINET	200	150	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEM ENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	INSPECTION DES DOMAINES & AFFAIRES FONCIERES	200	500	2	1 400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	100	550	4	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	600	600	0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	250	250	0	750	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3452	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA SUBDIVISIONS DE URBANISME ET DE HABITAT DE KATI	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	200	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	400	250	-0	400	400	370	30	400	400	0	0	0	0	0	
3451	Projet de Construction du siège de la DNAT	DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	100	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	350	350	0	1 050	350	310	40	350	350	0	0	0	0	0	

DNPD – ACI 2000 Bamako - Mali



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (AFFAIRES FONCIERES)	150	150	0	550	150	75	75	150	150	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE REGIONALES CADASTRE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	150	200	0	750	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	300	300	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	150	200	0	150	150	130	20	150	150	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	PARC-OUTIL	5 000	5 000	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE DES VILLES (SISV)	OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES	100	150	0	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	300	200	-0	300	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISE (PACUM)	400	400	0	1 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			10 250	10 950	5	30 750	10 250	9 695	555	10 250	10 250	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE L'AGRICULTURE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	CABINET	0	602	602	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Canada Danemark F.I.D.A
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	CABINET	300	200	-0	1 700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	CABINET	1 000	1 200	0	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	CABINET	100	100	0	2 100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTION INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	CABINET	4 340	5 505	0	6 518	4 340	4 310	30	350	350	0	0	3 990	2 000	1 990	F.I.D.A
3366	Programme de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	CABINET	3 178	3 016	-0	4 412	3 178	3 128	50	150	150	0	0	3 028	2 200	828	B.A.D
3417	PROGRAMME NATIONAL D'IRRIGATION DE PROXIMITE	CABINET	0	400	400	800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	1 300	1 350	0	3 305	1 300	1 300	0	0	0	0	0	1 300	1 300	0	BOAD
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	300	300	0	1 600	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	400	500	0	1 900	400	380	20	400	400	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS- MALI)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	776	665	-0	776	776	776	0	0	0	0	0	776	0	776	ESPAGNE
------	--	---------------------------------------	-----	-----	----	-----	-----	-----	---	---	---	---	---	-----	---	-----	---------


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'AGRICULTURE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	3 500	2 500	-0	24 100	3 500	3 000	500	1 500	1 500	0	0	2 000	2 000	0	Multibailleurs
3391	APPUI CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	4 985	4 750	-0	6 462	4 985	4 985	0	0	0	0	0	4 985	0	4 985	Canada
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	8 350	4 628	-0	19 217	8 350	8 300	50	150	150	0	0	8 200	1 000	7 200	B.A.D
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	3 300	3 258	-0	5 906	3 300	3 300	0	0	0	0	0	3 300	0	3 300	KfW
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	4 000	2 000	-0	4 560	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	0	4 000	KfW
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	120	0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	350	350	0	1 050	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	400	400	0	400	400	350	50	400	400	0	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	PROJET APPUI OFFICE DU NIGER	7 871	5 000	-0	7 871	7 871	7 871	0	0	0	0	0	7 871	0	7 871	KfW
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	OFFICE DE DEVELOPP. RURAL SELINGUE (O.D.R.S)	250	250	0	950	250	150	100	250	250	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	300	300	0	900	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	100	500	4	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'AGRICULTURE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE	250	250	0	1 050	250	220	30	250	250	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	300	300	0	1 000	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	1 600	1 600	0	6 730	1 600	25	1 575	100	100	0	0	1 500	1 500	0	BID
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)	250	200	-0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	OFFICE RIZ SEGOU	700	350	-0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	OFFICE RIZ SEGOU	400	250	-0	1 200	400	380	20	400	400	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	OFFICE RIZ MOPTI	250	250	0	1 050	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	OFFICE RIZ MOPTI	100	100	0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	OFFICE RIZ MOPTI	300	300	0	900	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	200	300	0	2 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	12 000	12 422	0	12 000	12 000	12 000	0	0	0	0	0	12 000	6 000	6 000	B.M.
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	250	200	-0	650	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'AGRICULTURE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	6 300	7 415	0	9 846	6 300	6 300	0	0	0	0	0	6 300	4 000	2 300	B.M.
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	OFFICE DU MOYEN BANI	200	200	0	800	200	185	15	200	200	0	0	0	0	0	
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	OFFICE DU MOYEN BANI	150	200	0	1 750	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSSE (PASEM)	5 000	5 000	0	16 000	5 000	2 000	3 000	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			73 470	67 231	1 004	154 013	73 470	67 280	6 190	14 220	14 220	0	0	59 250	20 000	39 250	

**PTI 2026 - 2028****BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	C A B I N E T	1 150	1 700	0	5 295	1 150	1 100	50	150	150	0	0	1 000	1 000	0	BID
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	C A B I N E T	170	4 175	24	510	170	50	120	170	170	0	0	0	0	0	B.I.D
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	C A B I N E T	300	350	0	1 700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	C A B I N E T	8 700	8 200	-0	16 309	8 700	8 550	150	200	200	0	0	8 500	2 000	6 500	B.M.
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	250	250	0	750	250	175	75	250	250	0	0	0	0	0	
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAIS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	200	250	0	600	200	140	60	200	200	0	0	0	0	0	
3449	APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE DE SECURISATION ET DE STABILISATION DU BETAIL	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	300	0	-1	900	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
3466	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DE LA RACE GIROLANDO	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	DIRECTION NATIONALE PECHE	250	100	-1	550	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	DIRECTION NATIONALE SERVICES VETERINAIRES	200	150	-0	500	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	

DNPD – ACI 2000 Bamako - Mali

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (ELEVAGE ET PECHE)	300	200	-0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
------	--	---	-----	-----	----	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE			MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecarts (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	INSPECTION DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	250	250	0	750	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	0	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHÉ MODERNE POISSONS DE BAMAKO	AGENCE DE GESTION MARCHÉ CENTRAL POISSON BAMAKO	250	200	-0	450	250	225	25	250	250	0	0	0	0	0	
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR DU NIGER	OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER	200	250	0	600	200	160	40	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			12 920	16 525	171	30 014	12 920	12 080	840	3 420	3 420	0	0	9 500	3 000	6 500	



PTI 2026 - 2028

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	727	727	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Italie
TOTAL MINISTERE			0	727	727	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2026
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			CHARGES COMMUNES														
			Exécution du budget 2025			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR 2026				FINANCEMENT EXTERIEUR 2026			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2026 - 2028	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	NOUVEAUX PROJETS- BSI	47 159	60 000	0	47 159	47 159	0	47 159	47 159	47 159	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			47 159	60 000	0	47 159	47 159	0	47 159	47 159	47 159	0	0	0	0	0	0
ENSEMBLE MINISTERES			491 219	436 045	22 190	1 216 950	491 219	419 285	71 934	326 219	326 219	0	0	165 000	90 000	75 000	

**DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET
ECONOMIQUE PLURIANNUELLE (DPBEP)**

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Secrétariat Général

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi



DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE
ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE

DPBEP
2026-2028

Septembre 2025

LISTE DES ABREVIATIONS

AEP	Approvisionnement en Eau Potable
AES	Alliance des Etats du Sahel
AICE	Application Intégrée de la Comptabilité de l'Etat
AGRV	Autorité de Gestion des Réparations en faveur des victimes des crises au Mali
AMO	Assurance Maladie Obligatoire
ANAM	Agence Nationale d'Assistance Médicale
ANR	Assises Nationales de la Refondation
APC	Approche Par Compétence
ASS	Afrique sub-saharienne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDM	Banque de Développement du Mali
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CIPRESS	Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
COMATEX	Compagnie Malienne de Textile
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSRE	Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat
CT	Collectivité Territoriale
CUT	Compte Unique du Trésor
DDR	Démobilisation, Désarmement et Réinsertion
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGE	Direction des Grandes Entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DND	Direction Nationale des Domaines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle
EAC	Enquête Agricole de Conjoncture
EDM_SA	Energie du Mali-Société Anonyme
EHVM	Enquête Harmonisé sur les conditions de Vie des Ménages
EIPM	Enquête sur les Indicateurs du Paludisme au Mali
ELIM	Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
ENSAN	Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
EPem	Equivalents Points d'Eau Modernes
EPH	Etablissement Public Hospitalier
FAFE	Fonds d'Appui pour l'Autonomisation de la Femme et l'épanouissement de l'Enfant

FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
GFP	Gestion des Finances Publiques
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
IBP	International Budget Partnership
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
LOA	Loi d'Orientation Agricole
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation Relative à la Sécurité Intérieure
MOC	Mécanisme Opérationnel de Coordination
MPEF	Mémorandum de Politiques Economiques et Financières
N.C.A ou n.c.a	Non Classé Ailleurs
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCLEI	Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable/ Lutte Contre la Pauvreté
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAG	Plan d'Actions du Gouvernement
PAPGT	Plan d'Actions Prioritaires du Gouvernement de Transition
PARE	Plan d'Actions de la Refondation de l'Etat
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability/ Dépenses Publiques et Responsabilité Financière
PEM	Perspectives de l'Economie Mondiale
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	« Public Investment Management Assessment », Evaluation de la gestion des investissements publics
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PNAT	Politique Nationale d'Aménagement du Territoire
PNEF	Pôle National Economique et Financier
PNISA	Programme National d'Investissement du Secteur Agricole
PNT	Politique Nationale de Transparence
PPP	Partenariat Public-Privé
PPTe	Pays Pauvres Très Endettés
PRED	Plan de Relance Durable
PREM	Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali
PRODEC	Programme décennal de Développement de l'Education
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAMED	Régime d'Assistance Médicale
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SC-CS	Section des Comptes de la Cour Suprême
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SIGTAS	Standard Integrated Government Tax Administration System
SITFI	Système d'Information sur les Titres Fonciers et Immobiliers
SITMA	Système d'Information pour la Transparence au Mali
SMART	Enquête Nationale Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité Rétrospective au Mali
SNCI	Stratégie Nationale de Contrôle Interne
SNEC	Syndicat National de l'Education et de la Culture
SNEDD	Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable
SNESup	Syndicat National de l'Enseignement Supérieur

TBS	Taux Brut de Scolarisation
TI	Transparency International
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMPP	Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH/SIDA	Virus Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immunodéficience Acquise

INTRODUCTION

1. L'élaboration du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP 2026-2028) intervient dans un contexte marqué, notamment, par l'adoption des documents « **Mali kura jɛtaasira ka bɛn san 2063 ma** » et de sa Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable 2024-2033. « **Mali kura jɛtaasira ka bɛn san 2063 ma** » est une initiative ambitieuse et inclusive visant à transformer le Mali en un pays émergent dès 2033. Sa mise en œuvre se décline en quatre phases décennales dont la première concerne la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable 2024-2033.
2. Cette Stratégie nationale vise à renforcer et prolonger l'agenda des réformes structurelles contenues dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat 2022-2031, pour la consolidation des fondements de la stabilité macroéconomique et installer l'économie sur une trajectoire de croissance forte, inclusive, durable de 10% en moyenne par an. Elle est bâtie autour de 05 Axes stratégiques, 13 objectifs globaux et 38 objectifs spécifiques dont la mise en œuvre permettra d'atteindre son objectif général « la Refondation de l'Etat et la transformation structurelle de l'économie ».
3. En dépit des effets négatifs des différentes crises qui secouent le monde entier et ses circuits économiques et commerciaux, le contexte macro-économique au plan national qui prévaut à l'élaboration du DPBEP 2026-2028 est plutôt rassurant et se caractérise par une nette amélioration de la situation sécuritaire et socio-politique avec comme toile de fond, à travers la modernisation, l'équipement et le recrutement au sein des Forces Armées et de Sécurité qui assurent correctement leur mission régaliennne de protection des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national tout en continuant à traquer les groupes terroristes et neutraliser leurs principaux leaders.
4. Au titre de l'année 2025, l'activité économique devrait poursuivre son expansion en dépit des risques qui pèsent sur l'économie mondiale en lien avec les effets de la crise en Ukraine et le conflit à Gaza. En effet, la croissance de l'économie malienne devrait atteindre 6,0% en 2025 contre une estimation de 5,0% en 2024. Sur la période 2026-2028, le taux de croissance réel du PIB devrait s'établir autour de 6,3% en moyenne.
5. L'orientation de la politique budgétaire sur la période 2026-2028 demeurerait le renforcement de la soutenabilité budgétaire en suivant une trajectoire du déficit budgétaire conforme à la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 3% du PIB. La politique budgétaire sera à la fois prudente et ambitieuse et visera comme objectifs de préserver le cadre macroéconomique, de créer les conditions d'une croissance inclusive, vigoureuse et durable de manière à réduire la pauvreté et à stimuler la création d'emploi.
6. Le présent DPBEP couvrant la période 2026-2028 est une mise à jour de la version adoptée en Conseil des Ministres et soumise au Débat d'Orientation Budgétaire respectivement le 18 juin et le 27 juin 2025. Il s'appuie sur les orientations stratégiques définies dans la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable 2024-2033 qui intègre les actions phares du plan d'actions (2022-2026) issu du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031). Pour rappel, cette stratégie est adossée à un scénario du renouveau pour le Mali dont la Vision à l'horizon 2063 est libellée comme suit : **« le Mali, une nation souveraine et unie, bien gouvernée et sécurisée, avec une économie forte et avancée, un haut niveau de développement humain, et un environnement durablement préservé »**.

7. A cet effet, les allocations budgétaires serviront à la mise en œuvre des cinq (05) axes stratégiques de la SNEDD 2024-2033, à savoir :
 - Axe stratégique 1 : Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité ;
 - Axe stratégique 2 : Refondation de la gouvernance ;
 - Axe stratégique 3 : Transformation structurelle de l'économie et croissance ;
 - Axe stratégique 4 : Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients ;
 - Axe stratégique 5 : Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences.
8. Le cadrage budgétaire 2026-2028 a été réalisé sur la base du Produit Intérieur Brut nominal réévalué d'environ 19% avec l'application du nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008). Cette approche impacte les différents indicateurs budgétaires rapportés au PIB.
9. Le document est structuré en quatre (04) parties, à savoir :
 - le contexte macroéconomique ;
 - la gestion des finances publiques ;
 - la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles ;
 - la situation financière des organismes publics.

I. CONTEXTE MACROECONOMIQUE

1.1. Evolution récente de la situation macroéconomique

1.1.1 Situation macroéconomique internationale

- 10.** L'économie mondiale devrait connaître une croissance timide en 2026, malgré les incertitudes liées aux tensions géopolitiques et à l'entrée en vigueur des droits de douane élevés aux États-Unis d'Amérique. Selon les perspectives révisées de juillet 2025 du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,1% en 2026, soit 0,1 point de pourcentage de plus que le niveau attendu en 2025. L'inflation mondiale devrait continuer à ralentir passant de 3,5% en 2025 à 2,9% en fin d'année 2026 du fait de la baisse attendue des cours de l'énergie et un ralentissement de la demande.
- 11. Dans les pays avancés,** la croissance devrait légèrement s'améliorer pour atteindre 1,6 % en 2026, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2025. L'inflation restera faible avec une tendance baissière entre 2025 et 2026, soit respectivement 2,4% et 2,0%.
- 12. Dans la zone euro,** bien que modeste, la croissance devrait poursuivre sa dynamique haussière, passant de 0,9 % en 2024 à 1,0 % en 2025, puis à 1,2 % en 2026.
- 13. Dans les pays émergents et pays en développement,** la croissance devrait globalement baisser entre 2025 et 2026, passant de 4,1% à 4%. L'inflation continuerait de baisser, passant de 4,4% en 2025 à 3,5% en 2026.
- 14. En Chine,** la croissance devrait s'établir à 4,8% en 2025, principalement en lien avec une activité économique plus forte que prévue au premier semestre 2025 et des droits de douane États-Unis-Chine relativement bas comparativement au niveau anticipé.
- 15. En Afrique subsaharienne,** la croissance devrait augmenter, passant de 4,0% en 2025 à 4,3% en 2026, malgré les turbulences de la conjoncture mondiale, illustrées par la baisse de la demande extérieure, la faiblesse des cours des produits de base et le resserrement des conditions financières, avec une dégradation plus marquée des perspectives des exportateurs de produits de base et des pays plus exposés commercialement aux États-Unis. L'inflation devrait rester élevée avec toutefois une tendance à la baisse, passant de 13,3% en 2025 à 12,6% en 2026.
- 16. Dans la zone UEMOA,** en dépit des menaces persistantes, liées à l'insécurité et au changement climatique, la croissance économique devrait rester solide avec 6,4% attendue en 2025 et 5,8% projetée en fin 2026. L'inflation moyenne devrait baisser, passant de 3,4% en 2025 à 2,8% en 2026¹. Toutefois, avec les crises politiques et institutionnelles dans la région et la persistance de la crise en Ukraine et au Moyen-Orient, ces perspectives pourraient être affectées, ce qui risquerait de renchérir les prix des

¹ Rapport du FMI sur les politiques communes des États-membres de l'UEMOA, mai 2025.

produits de premières nécessités et de provoquer le resserrement des conditions financières et la contraction des flux de capitaux étrangers dirigés vers la région.

17. connaître un recul de l'inflation, après avoir été fragilisée par les effets néfastes des crises intervenues au cours des trois dernières années, notamment la crise russo-ukrainienne et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient.
18. Selon les perspectives économiques mondiales de janvier 2025 du FMI, la **croissance mondiale**, estimée à 3,2% en 2024, devrait légèrement augmenter de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 3,3% en 2025 et 2026, en raison de la performance plus forte que prévue de l'économie aux États-Unis portée par une consommation vigoureuse. Ce niveau projeté de la croissance mondiale pour 2025 et 2026 reste inférieur à la moyenne annuelle historique (2000-2019) de 3,7%.

Tableau 1 : Croissance et inflation dans certaines zones entre 2024 et 2026 (en %)

Zones	Taux de croissance du PIB (%)			Inflation en %		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Monde	3,3	3,0	3,1	4,8	3,5	2,9
Pays avancés	1,8	1,5	1,6	2,4	2,4	2,0
Pays émergents et en développement	4,3	4,1	4,0	6,6	4,4	3,5
Afrique subsaharienne	4,0	4,0	4,3	18,3	13,3	12,6
UEMOA	6,3	6,4	5,8	3,3	3,4	2,8

Source : FMI, *Perspectives économiques mondiales et régionales*, mai et avril 2025 ; Mises à jour, juillet 2025.

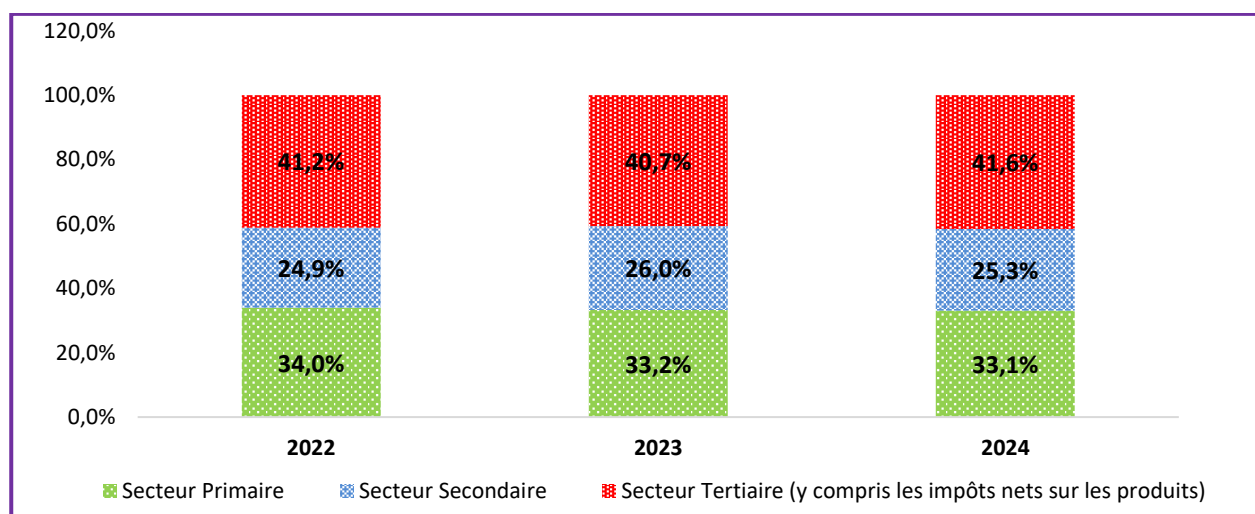
1.1.2 Situation macroéconomique nationale 2022-2024

19. Malgré les multiples défis liés à l'environnement sécuritaire, l'économie malienne s'est révélée très résiliente avant de subir les effets de la crise sanitaire de la Covid-19 auxquels se sont ajoutés ceux de la crise en Ukraine et des sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA.
20. En 2022, la croissance économique est ressortie à 3,5%, après 3,1% un an plus tôt, soit une amélioration de 0,4 point de pourcentage, en dépit des sanctions économiques et financières prises par les institutions régionales, de la crise sécuritaire et des conséquences des tensions géopolitiques.
21. En 2023, l'activité économique a continué à progresser en affichant un taux de croissance de 4,7%, en raison de la performance des secteurs secondaire et tertiaire.
22. Malgré les crises successives susmentionnées, la situation économique s'est améliorée davantage en 2024 avec un taux de croissance estimé à 5,0%. Cette performance est portée par le dynamisme des secteurs primaire et tertiaire et impulsée grâce aux efforts du Gouvernement de Transition à travers le soutien aux secteurs productifs, malgré un contexte socio-économique et politique difficile.
23. Les secteurs primaire et tertiaire ont été les principaux moteurs de la croissance économique sur la période 2022-2024. Ils ont contribué en moyenne, à la croissance économique à hauteur de 1,9 point de pourcentage du PIB pour le secteur primaire et de 2,3 points pour le secteur tertiaire.
24. Le secteur primaire a enregistré une croissance de 3,7% en 2023, après 3,0% en 2022, puis de 10,4% en 2024, soit une moyenne de 5,7% sur la période 2022-2024, et ce, grâce à l'amélioration de la situation

sécuritaire et aux efforts de soutien au secteur agricole, notamment, la mise en œuvre des réformes du secteur coton, les effets bénéfiques de la loi d'orientation agricole.

25. Le secteur secondaire, après avoir enregistré un recul de 2,7% en 2022, s'est redressé pour atteindre une croissance de 3,9% en 2023, avant de chuter à -4,2% en 2024, soit une moyenne de -1% sur la période 2022-2024. La baisse de la valeur ajoutée du secondaire de 2024 s'explique en partie par la branche « Autres extractions » et la production de l'or qui ont enregistré une baisse de -20,5% et -16,2% respectivement.
26. Quant au secteur tertiaire, il a enregistré un taux de croissance moyen d'environ 6,7% sur la période 2022-2024, tiré essentiellement par les branches « Transport et entreposage », « Services Financiers et assurances », « Information et communication » et « Commerce ».

Figure 1 : Evolution de la part des différents secteurs dans le PIB nominal, 2022-2024

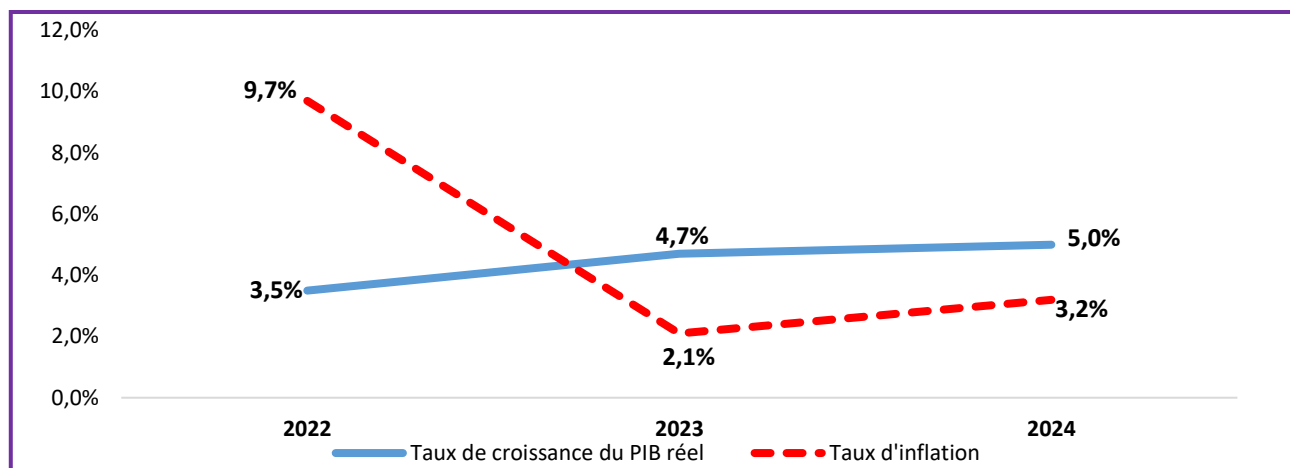


Source : CPM-MME-DNPD INSTAT, avril 2025

N.B : Le poids du secteur tertiaire hors impôts net sur les produits est de 34,5% en 2022, 33,7% en 2023 et 34,4% en 2024.

27. Du côté de la demande, la consommation finale a été le moteur de la croissance économique sur la période 2022-2024. Elle a contribué à la croissance économique à hauteur de 3,1 points de pourcentage en moyenne et représente 84,5% du PIB. Elle est portée essentiellement par la consommation des ménages (71% du PIB) qui a contribué à hauteur de 2,5 points de pourcentage contre 0,6 point pour les administrations publiques.
28. S'agissant de la formation brute de capital fixe, et les exportations nettes, leurs contributions ont été négatives, à hauteur de -0,8 point de pourcentage et de -0,9 respectivement sur la période 2022-2024.
29. L'activité économique a été marquée par une baisse de l'inflation entre 2022 et 2024, après une aggravation en 2022. Ainsi, l'inflation annuelle moyenne est passée de 9,7% en 2022 à 2,1% en 2023, puis à 3,2% en 2024. Le fort niveau d'inflation en 2022, jamais atteint depuis 28 ans s'explique essentiellement par les implications des sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA et les conséquences de la crise en Ukraine, notamment la hausse des prix de l'énergie (gaz, pétrole, etc.) et ceux des produits alimentaires.

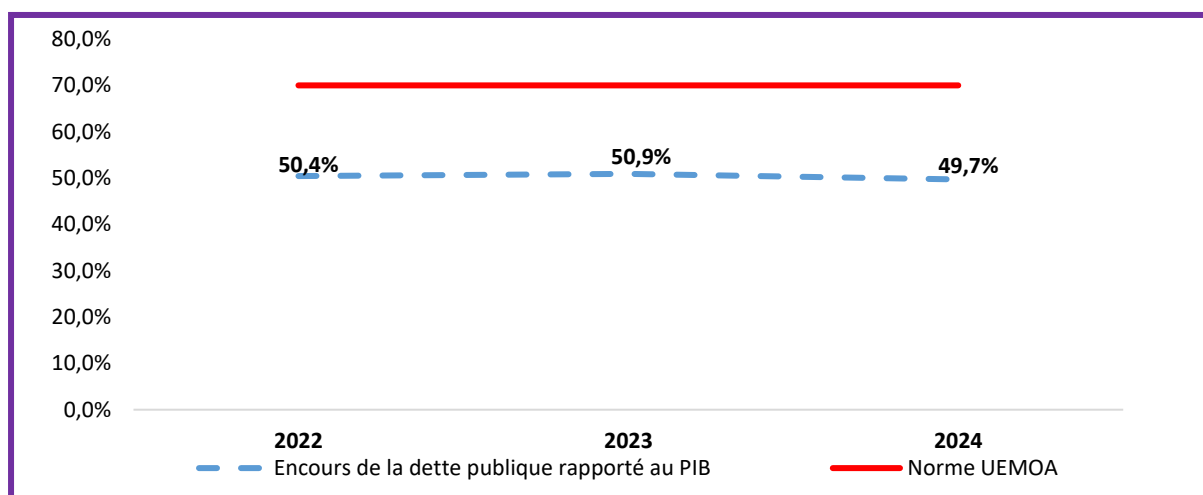
Figure 2 : Evolution des taux de croissance et d'inflation, 2022-2024



Source : CPM-MME-DNPD INSTAT, avril 2025

30. Le solde de la balance courante enregistre un déficit 834,2 milliards de FCFA en moyenne entre 2022 et 2024, pour atteindre 5,6% du PIB en moyenne sur la même période, porté principalement par la balance des services qui a enregistré un solde de -1 005,6 milliards de FCFA en moyenne.
31. Le solde du compte de capital a connu une légère baisse de 0,2% entre 2022 et 2024. Il est passé de 77,3 milliards de FCFA en 2022 à 77,1 milliards en 2024, imputable à la baisse des transferts de capital (dons projets et appuis budgétaires sectoriels).
32. Le solde du compte financier (flux nets entrants) est estimé à 368,7 milliards de FCFA en 2023, après 401,3 milliards de FCFA en 2022, avant de se situer à 917,2 milliards de FCFA en 2024. Il représente en moyenne 3,7% du PIB sur la période 2022-2024. Les entrées de flux nets de l'année 2024 sont imputable en partie aux investissements directs (secteur aurifère et production de lithium).
33. Compte tenu de la dégradation de la balance courante et du compte financier, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 287,4 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2022-2024.
34. L'évolution des agrégats monétaires a été caractérisée par une augmentation de la masse monétaire (agrégat M2) sur la période 2022-2024. En effet, elle est passée de 4 783,1 milliards de FCFA en 2022 à 4 928,5 milliards de FCFA en 2024, soit une hausse de 145,4 milliards de FCFA, grâce aux mesures de soutien de la BCEAO à l'économie en réponse aux multiples crises qu'a connues le pays.
35. La circulation fiduciaire a baissé de 93,6 milliards de FCFA (-7,8%), tandis que les dépôts ont fortement augmenté de 239,1 milliards de FCFA (+6,7%).
36. En matière de politique d'endettement, le Mali reste toujours dans la catégorie des pays dont le risque de surendettement est modéré. Ainsi, sur la période 2022-2023, l'encours de la dette publique rapporté au PIB s'est situé autour de 50,3% en moyenne et reste en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%.

Figure 3: Evolution de l'encours de la dette publique rapporté au PIB, 2022-2024



Source : DGDP, INSTAT, DGB, avril 2025

1.2. Aperçu sur les perspectives économiques et financières pour l'année 2025

37. Malgré les multiples crises, l'économie malienne demeurerait résiliente. En effet, il est attendu un taux de croissance de 6,1% en 2025. La robustesse de l'activité économique devrait être imprimée par le bon comportement de tous les secteurs d'activités, avec comme principaux moteurs les secteurs secondaire et tertiaire.
38. Le secteur primaire, représentant 32,8% du PIB, enregistrerait une croissance de 4,5% en 2025. Il contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 1,5 point de pourcentage et porté principalement par les branches Egrainage du coton (+7,2%), Agriculture vivrière (+4,9%) et Elevage et chasse (+4,2%).
39. Le secteur secondaire qui représente environ 24,4% du PIB, avec une croissance de 10,3% en 2025, contribuerait à hauteur de 2,4 points de pourcentage au taux de croissance réel. La croissance dans ce secteur serait soutenue principalement par les branches Extraction de minerais métalliques (+16,1%), Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et de pollution (+6,5%) et Construction (+5,0%).
40. Quant au secteur tertiaire, il devrait croître à un rythme de 5,5% en 2025. Son poids, y compris les impôts nets sur les produits, devrait se situer autour de 42,9% du PIB en 2025. Il contribuera à hauteur de 2,0 points de pourcentage du PIB réel. Cette croissance repose principalement sur la bonne tenue des branches Information et communication (+9,9%), Activités immobilières (+6,8%) et Activités artistiques, sportives et récréatives (+6,3%).
41. Du côté de la demande, la croissance en 2025 serait portée essentiellement par la hausse de la formation brute de capital fixe et la consommation des ménages. Ainsi, la formation brute de capital fixe (publique et privée) augmenterait de 5,0%, tandis que la consommation des ménages afficherait une croissance de 4,5%. Elles contribuent à la croissance à hauteur de 1,0 et 3,9 points de pourcentage respectivement. Aussi, les exportations nettes contribueraient à la croissance économique à hauteur de 2,0 points de pourcentage en 2025.
42. En matière des finances publiques, le Mali a adopté une loi de Finances rectificative en août 2025 augmentant les recettes prévisionnelles de 90,8 milliards de FCFA et les dépenses de 50 milliards de FCFA, réduisant le déficit budgétaire de 40,8 milliards.
43. Ainsi, les recettes (y compris les dons) s'établiraient à 2 743,1 milliards de FCFA contre 2 650,7 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

44. Les recettes fiscales nettes s'élèveraient à 2 328,2 milliards de FCFA contre 2 326,6 milliards de FCFA, dans la loi de finances initiale en raison de la révision à la baisse des exonérations.
45. Quant aux recettes non fiscales, elles s'établissent à 167,1 milliards de FCFA contre à 126,4 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.
46. Les décaissements attendus de dons (dons projets et programmes) restent inchangés dans la loi de finances rectificative 2025 et s'établissent à 75,1 milliards de FCFA.
47. Les dépenses totales s'établiront à 3 218,3 milliards de FCFA contre 3 161,6 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.
48. Les dépenses courantes connaîtraient une hausse de 1,3% pour s'établir à 2 366,3 milliards de FCFA contre 2 336,7 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, en lien avec l'augmentation des dépenses liées aux opérations de sécurisation du territoire national.
Les dépenses courantes représenteraient 76,3% des dépenses budgétaires dans le collectif budgétaire 2025 contre 76,9% dans la loi de finances initiale.
49. S'agissant des dépenses en capital, elles s'élèveraient à 733,1 milliards de FCFA contre 702,2 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, correspondant à une hausse de 4,4%.
50. La politique budgétaire 2025 viserait toujours à :
 - améliorer la gestion des finances publiques ;
 - soutenir la croissance économique ;
 - maîtriser le déficit budgétaire et garantir la soutenabilité de la dette publique.

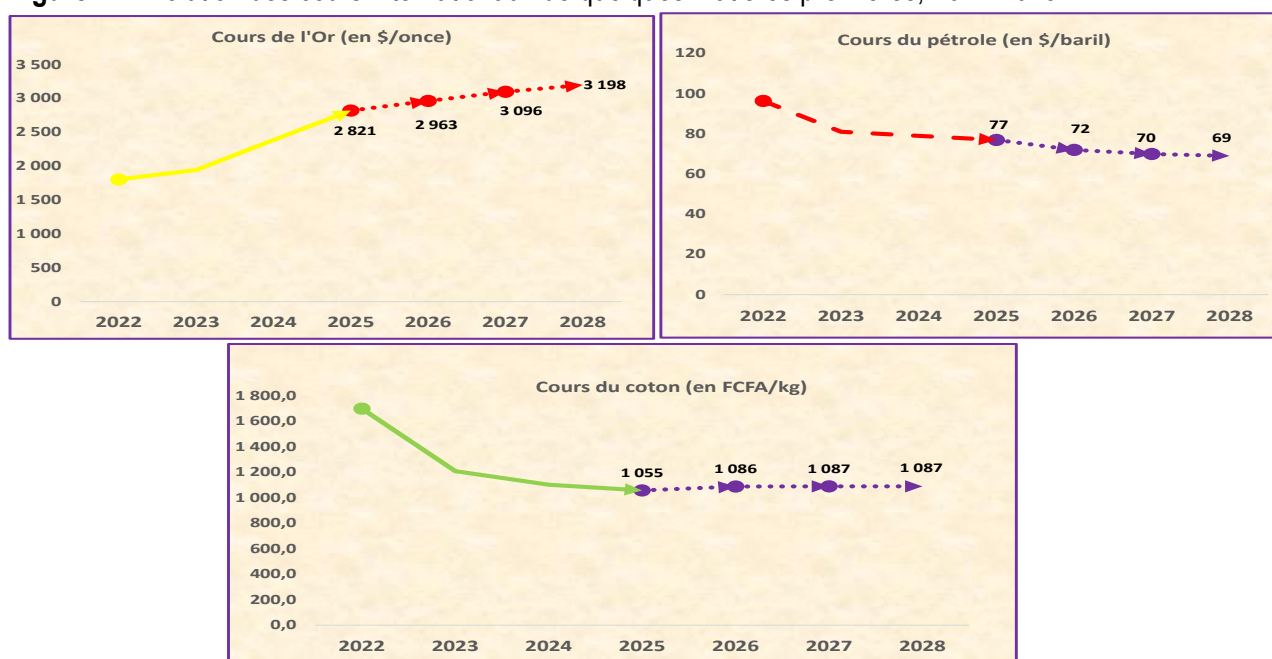
1.3. Projections macroéconomiques 2026-2028

1.3.1. Hypothèses du cadrage macroéconomique

51. Le cadrage macroéconomique sur lequel sont bâties les projections budgétaires 2026-2028 repose sur les hypothèses d'évolution à la fois de l'environnement économique international et national.

a. Hypothèses sur l'environnement économique international

Figure 4 : Evolution des cours internationaux de quelques matières premières, 2022-2028



Source : MEF et projections des services du FMI, avril 2025.

52. Après une baisse tendancielle amorcée depuis 2023, le cours du coton, sans atteindre le niveau historique (2022-2024), devrait se redresser à partir de 2026 et se poursuivre jusqu'en 2028 où il s'établirait à 1 087 FCFA/kg.
53. Le cours du pétrole suit une tendance baissière depuis 2022 et devrait se stabiliser à 69 \$/baril en 2028.
54. Le cours de l'or devrait continuer à croître en passant de 2 963 dollars l'once en 2026 à 3 198 dollars l'once à l'horizon 2028.

b. Hypothèses sur l'environnement économique national

55. Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national tiennent compte des actions du Gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable (SNEDD) 2024-2033. Cette Stratégie nationale vise à renforcer et prolonger l'agenda des réformes structurelles contenues dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031). Elle doit permettre de consolider les fondements de la stabilité macroéconomique et d'installer l'économie sur une trajectoire de croissance forte, inclusive et durable de 10% en moyenne par an. A terme, elle permettra d'atteindre son objectif général qui est « la Refondation de l'Etat et la transformation structurelle de notre économie ».
56. Les hypothèses reposent également sur la perspective de dynamisation de l'économie au sein de l'espace AES (Alliance des Etats du Sahel) sur fond d'amélioration continue de la situation sécuritaire et socio-politique des pays membres. En effet, dans le cadre du renforcement des relations de fraternité, d'amitié et de solidarité entre les pays confrontés aux mêmes défis, la République du Mali, le Burkina Faso, et la République du Niger ont décidé d'impulser une nouvelle dynamique de coopération stratégique à travers la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) le 16 septembre 2023 à Bamako et la signature de la Charte du Liptako-Gourma. La création de l'AES offre des opportunités multiples au plan sécuritaire, coopératif et de développement économique, social et culturel.
57. Dans ce nouveau paradigme, en dépit des effets négatifs des différentes crises qui secouent le monde entier et ses circuits économiques et commerciaux, les perspectives macroéconomiques du Mali sont plutôt rassurantes et se caractérisent par une nette amélioration de la situation sécuritaire et socio-politique avec comme toile de fond, la montée en puissance des Forces Armées et de Sécurité qui assurent correctement leur mission régaliennne de protection des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national tout en continuant à traquer les groupes terroristes et neutraliser leurs principaux leaders. Ainsi, ces perspectives macroéconomiques du Mali incitent à la mise en œuvre d'une politique budgétaire à la fois ambitieuse et responsable.

1.3.2. Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2026-2028

a) Secteur réel

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2025-2028

Libellés	2025	2026	2027	2028	Moyenne 2026-2028
PIB nominal (Mds FCFA)	17 357,8	19 182,2	20 757,8	22 549,2	20 829,7
Taux croissance PIB réel	6,0%	6,3%	6,0%	6,5%	6,3%
Taux d'inflation	2,8%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%

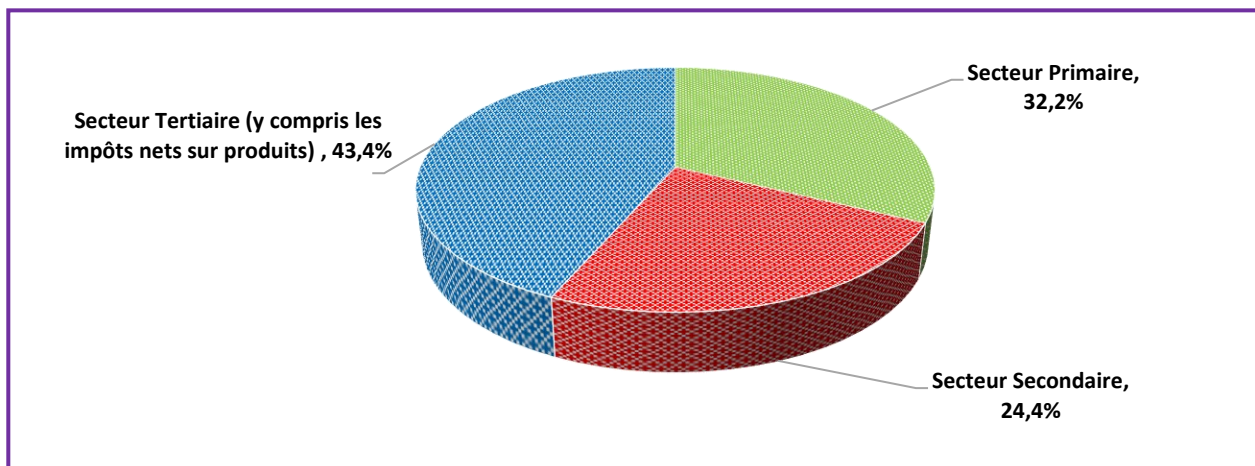
Source : CPM-MME-DNPD, INSTAT, juin 2025

58. A moyen terme, l'économie malienne connaîtrait un regain de croissance avec une moyenne annuelle de 6,3% sur la période 2026-2028, comme en témoigne le **tableau 2**. Ces projections s'appuient sur la ferme volonté et l'engagement du Gouvernement de transition à :
- renforcer les actions visant à accroître la production énergétique à travers, entre autres, la mise en place du fonds de soutien au développement des infrastructures de base et la priorisation des projets PPP avec la possibilité d'accorder des garanties dans la loi de finances de l'année conformément aux dispositions de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances ;
 - accélérer l'opérationnalisation de la banque d'investissement des Etats de l'AES ;
 - renforcer les mesures structurelles visant l'amélioration de l'environnement des affaires et la promotion du secteur privé en mettant un accent particulier sur les domaines agro-industriel et de l'extraction minière ;
 - assurer une situation sécuritaire stable permettant une réorientation des dépenses publiques vers les investissements, notamment dans le secteur des infrastructures socioéconomiques de base (routes, éducation, santé, aménagement de périmètres agricoles et sylvopastoraux, etc.) ;
 - poursuivre la mise en œuvre du code minier en s'appuyant sur les avantages relatifs au contenu local ;
 - accélérer le processus de mise en œuvre de nouvelles mines d'or et de lithium ;
 - approfondir ses relations économiques avec ses partenaires sur le plan régional en vue de construire des relations mutuellement avantageuses, favorables à l'essor du secteur privé.
59. La croissance économique prévue sur la période 2026-2028 refléterait le dynamisme de tous les secteurs d'activités, bien que les secteurs secondaire et tertiaire resteraient les principaux moteurs de la croissance.
60. En effet, le secteur primaire, représentant en moyenne 32,2% du PIB et enregistrerait une croissance annuelle moyenne de 5,5% sur la période sous revue. Il est porté principalement par les branches Egrenage du coton (+5,5%), Agriculture vivrière (+5,5%), Elevage et chasse (+5,5%), Culture du coton (+5,4%) et Pêche, aquaculture (+5,3%). Le secteur primaire contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 1,8 point de pourcentage en moyenne sur la période de cadrage.
61. S'agissant du secteur secondaire, qui représenterait 24,4% du PIB en moyenne, avec une croissance annuelle moyenne de 5,5% entre 2026-2028, contribuerait à hauteur de 1,4 point de pourcentage du PIB réel sur la même période. La croissance dans ce secteur serait soutenue principalement par les branches Production et distribution d'électricité, de gaz et de support énergétiques (+8,5%), Fabrication de produits alimentaires, de boisson et de produits à base de tabac (+8,0%), Activités de fabrication de textiles, d'articles d'habillement et de cuir travaillé, d'articles de voyage, de chaussures (+7,3%), Production et distribution d'eau assainissement, traitement des déchets et de pollution (+7,2%), Fabrication de matériaux minéraux (+6,6%) et Construction (+6,5%).
62. Quant au secteur tertiaire, il devrait croître à un rythme de 7,2% en moyenne sur la période 2026-2028. Son poids y compris les impôts nets sur les produits, devrait se situer autour de 43,4%² du PIB en moyenne. Il

² Le poids moyen du secteur tertiaire hors « Impôts nets sur produits » est de 36,5% du PIB

contribuerait à hauteur de 2,6 points de pourcentage du PIB réel sur la période sous revue. Cette croissance repose principalement sur la bonne tenue des branches Information et communication (+8,5%), Commerce (+7,7%), Activités artistiques, sportives et récréatives (+7,0%) Services financiers et assurances (+6,8%), et Activités immobilières (+6,8%). Les autres branches notamment (Activités d'administration publique, Activités pour la santé humaine et l'action sociale, Enseignement, Transports, entreposage et services des auxiliaires de transport etc.) contribueraient également et positivement à la performance du secteur.

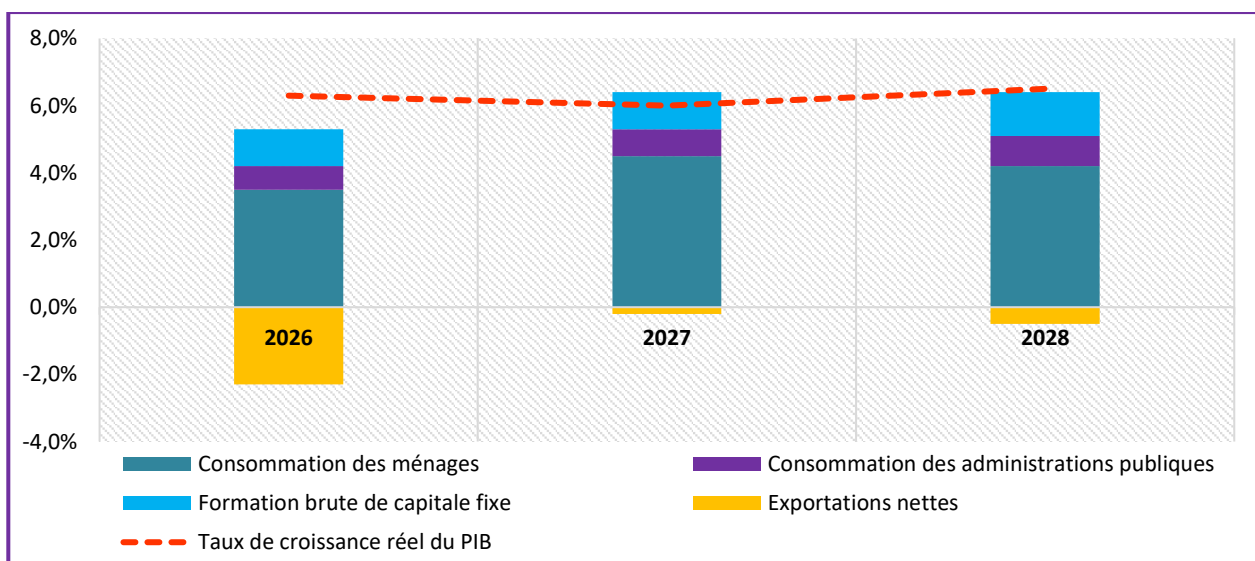
Figure 5 : Poids moyen des différents secteurs dans le PIB nominal, 2026-2028



Source : CPM-MME-DNPD, INSTAT, juin 2025.

63. Sur la période 2026-2028, la consommation finale contribuerait à la croissance économique à hauteur de 4,3 points de pourcentage en moyenne et représenterait près de 84,3% du PIB. Elle serait portée essentiellement par les consommations des ménages (70,2%) du PIB avec une contribution à la croissance du PIB réel de 3,4 points de pourcentage.
64. Quant à la formation brute de capital fixe, elle augmenterait de 5,7% en moyenne, et contribuerait à hauteur de 1,2 points de pourcentage sur la période 2026-2028.
65. S'agissant des exportations nettes, elles contribueraient positivement à la croissance économique, à hauteur de 0,5 point de pourcentage sur la même période.

Figure 6 : Evolution du taux de croissance PIB réel et contribution de ses composantes, 2026-2028



Source : CPM-MME-DNPD, INSTAT, juin 2025.

66. L'inflation devrait se stabiliser pour s'établir en moyenne à 2,5% entre 2026 et 2028, après avoir atteint des niveaux plus élevés entre 2022-2024 à la suite des sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA et de la crise en Ukraine.

Tableau 3 : Evolution du taux de croissance des différents secteurs du PIB, 2025-2028

Secteurs	2025	2026	2027	2028	Moyenne annuelle 2026-2028
Secteur primaire	3,6%	4,8%	5,6%	6,0%	5,5%
Secteur secondaire	5,7%	7,4%	4,0%	5,1%	5,5%
Secteur tertiaire	6,8%	6,8%	7,2%	7,6%	7,2%

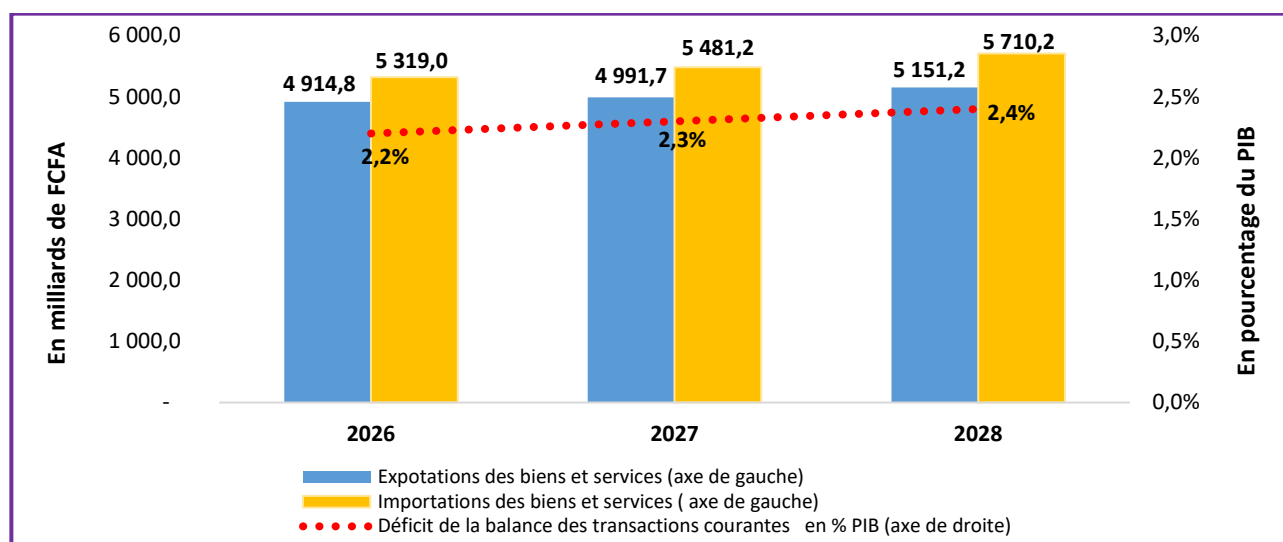
Source : CPM-MME-DNPD INSTAT, juin 2025.

b) Les échanges extérieurs

Compte des transactions courantes

67. Le déficit de la balance des transactions courantes se situerait en moyenne à 477,8 milliards de FCFA, soit 2,3% du PIB sur la période 2026-2028. Ce déficit est porté principalement par les balances des services et du revenu primaire qui enregistreraient en moyenne 950,2 milliards de FCFA et 649,1 milliards de FCFA respectivement, sur la même période.
68. La balance des biens ressortirait excédentaire de 465,7 milliards de FCFA en moyenne sur la même période, soit 2,3% du PIB.
69. Quant aux exportations des biens et services, elles enregistreraient un montant total de 4 914,8 milliards de FCFA en 2026, 4 991,7 milliards de FCFA en 2027, puis de 5 151,2 milliards de FCFA en 2028, soit une moyenne de 5 019,2 milliards de FCFA, correspondant à 24,7% du PIB entre 2026 et 2028.
70. S'agissant des importations des biens et services, elles sont projetées à 5 503,7 milliards de FCFA en moyenne et représentent environ 27,0% du PIB sur la période 2026-2028.
71. La balance des revenus secondaires enregistrerait une nette progression, passant de 640 milliards de FCFA en 2026 à 672,6 milliards de FCFA en 2028, soit une augmentation de 5,0% sur la période du cadrage.
72. Le solde du compte de capital augmenterait de 5,8% entre 2026 et 2028, passant de 175,3 milliards de FCFA en 2026 à 185,5 milliards de FCFA en 2028, soit une moyenne de 168,1 milliards de FCFA sur la période sous revue.
73. Le solde du compte financier (les flux nets entrants) serait de 735,1 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2026-2028, soit 3,6% du PIB, porté principalement par les investissements directs qui s'établiraient en moyenne à 645,3 milliards de FCFA sur la même période.

Figure 7 : Evolution de quelques agrégats de la balance des paiements (en milliards de FCFA), 2026-2028



Source : BCEAO, avril 2025

c) La monnaie et le crédit

Actifs extérieurs nets

74. Les actifs extérieurs nets (AEN) passeraient de 321,5 milliards de FCFA en 2026, à 564,5 milliards de FCFA en 2027, avant de s'établir à 644,1 milliards de FCFA en 2028, soit une moyenne de 510,1 milliards de FCFA sur la période 2026-2028 correspondant à une hausse de 322,6 milliards de FCFA. Ils sont tirés essentiellement par les avoirs en monnaie étrangères des banques commerciales qui enregistreraient en moyenne 264,0 milliards de FCFA sur la même période.

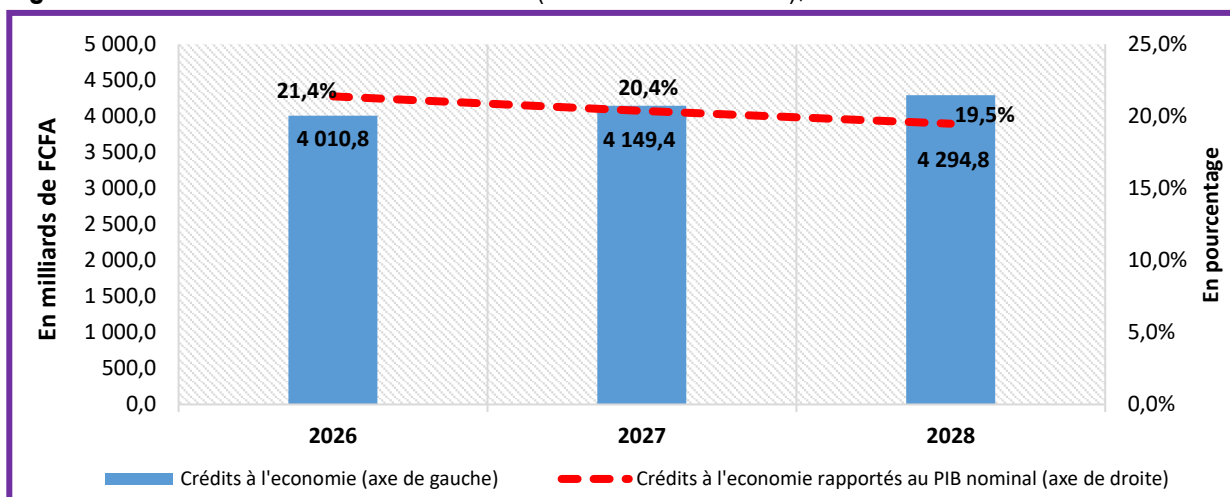
Créances nettes sur l'Etat

75. Les créances nettes sur l'Etat devraient connaître une dégradation sur toute la période du cadrage, passant de 3 285,9 milliards de FCFA en 2026 à 3 673,7 milliards de FCFA en 2027 et 4 080,4 milliards de FCFA en 2028, soit une moyenne de 3 680,0 milliards de FCFA. Cette évolution résulterait essentiellement d'un accroissement des concours des banques commerciales et de la Banque Centrale en faveur de l'Etat, au regard du besoin de financement de l'Etat pour faire face à la réalisation des infrastructures de développement, au défi sécuritaire, entre autres.

Créances sur l'économie

76. Les crédits à l'économie se caractériseraient par une augmentation de 283,9 milliards de FCFA (+7%) sur la période de cadrage, en s'établissant à 4 151,7 milliards de FCFA en moyenne. Ces crédits seraient essentiellement octroyés à des opérateurs exerçant dans les secteurs de l'agriculture, des télécommunications, de l'industrie, des mines et du commerce général en vue de soutenir l'activité économique. Ils représentent en moyenne 20,4 % du PIB nominal sur la période 2026-2028.

Figure 8 : Evolution des crédits à l'économie (en milliards de FCFA), 2026-2028

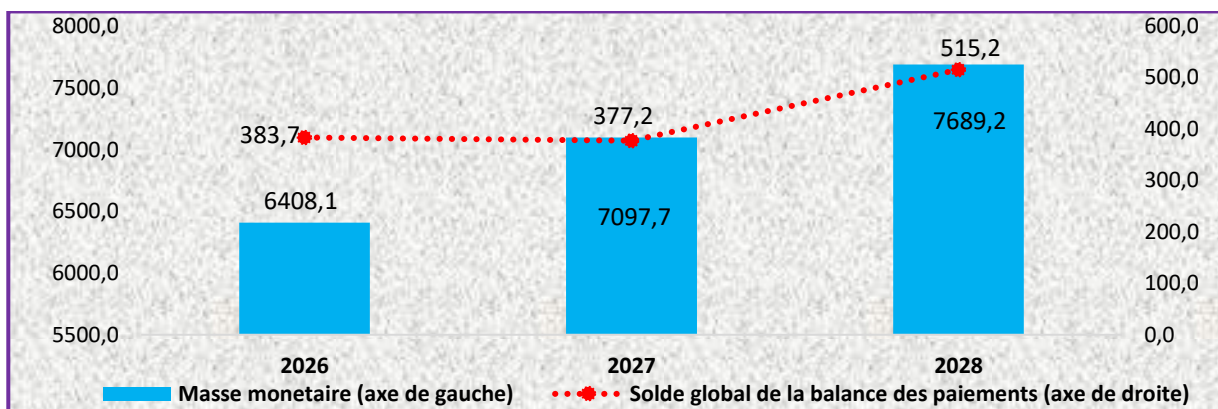


Source : BCEAO, avril 2025

Masse monétaire

77. En reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) ressortirait en hausse de 1 281,0 milliards de FCFA en passant de 6 408,1 milliards de FCFA en 2026 à 7 689,2 milliards de FCFA en 2028. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait à la fois par une hausse des dépôts en banques et de la circulation fiduciaire qui afficheraient respectivement des taux annuels moyens de 2,9% et 11,1 % entre 2026 et 2028. Sur la période 2026-2028, la masse monétaire représenterait en moyenne 34,7% du PIB.

Figure 9 : Evolution du solde global de la balance des paiements et de la masse monétaire (en milliards de FCFA), 2026-2028



Source : BCEAO, avril 2025

1.3.3. Objectifs de la politique budgétaire

78. Le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre d'une politique budgétaire ambitieuse, soutenable et propice à une croissance économique solide tout en veillant à atteindre, à moyen terme, les normes définies par les critères de convergence communautaire de l'UEMOA.
79. La politique budgétaire vise à maintenir un solde budgétaire global compatible avec la viabilité de la dette publique au Mali. Sur la période 2026-2028, le solde budgétaire global (dons inclus) devrait rester conforme à la norme communautaire de l'UEMOA fixé à -3,0%.
80. Ces objectifs de déficit budgétaire tiennent compte des engagements du Gouvernement de Transition, notamment, dans le cadre du renforcement des acquis en matière de défense et de sécurité et de

l'amélioration des infrastructures socioéconomiques de base pour des meilleures conditions de vie des populations.

81. Durant la période de cadrage, le Gouvernement poursuivra ses efforts de mobilisation accrue des ressources internes en vue de réaliser l'objectif de taux de pression fiscale de 13,9% du PIB en moyenne sur la période. Une attention particulière sera aussi accordée à la poursuite de la maîtrise des dépenses courantes en vue de créer un espace budgétaire pour financer les investissements structurants et propices à la croissance.

Tableau 4: Projection de quelques agrégats budgétaires 2025-2028

Libellés	2025 LFR ³	2026 PLFI.	2027 Proj.	2028 Proj.	Moyenne 2026-2028
<i>Solde global dons inclus (%PIB)</i>	-2,7%	-2,3%	-2,4%	-2,5%	-2,4%
<i>Solde global dons exclus (%PIB)</i>	-3,2%	-2,8%	-2,7%	-2,8%	-2,8%
<i>Taux de pression fiscale (en % du PIB)</i>	13,4%	13,6%	13,9%	14,3%	13,9%
<i>Masse salariale sur recettes fiscales (en %)</i>	45,2%	43,6%	42,3%	41,0%	42,3%

Source : CPM, septembre 2025

82. Les objectifs budgétaires ci-dessus seront sous-tendus à moyen terme par les activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre des Réformes de la Gestion des Finances Publiques au Mali qui visent à améliorer, entre autres, la collecte des recettes, la préparation et l'exécution budgétaire ainsi que l'efficacité de la dépense publique.
83. Il s'agira notamment de poursuivre les réformes dans le cadre de la rationalisation des exonérations et l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et réglementaire à la mise en œuvre des différents textes (mines, investissements, impôts, douanes, pétrole, promotion immobilière, etc.). Le Gouvernement continuera également à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les différentes évaluations PEFA ainsi que par les missions d'assistance technique du FMI (PIMA, risques budgétaires).

1.3.4. Orientations prioritaires de la politique budgétaire

84. Les orientations prioritaires pour l'allocation budgétaire seront basées entre autres sur les priorités du Gouvernement retenues dans la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033) qui a intégré les actions issues du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) ainsi que son plan d'actions 2022-2026.
85. Conformément aux trois (03) principes édictés par le Président de la Transition à savoir : le respect de la souveraineté de l'Etat, les choix souverains du Peuple et la défense de ses intérêts, les Recommandations des ANR ont été traduites en actions gouvernementales dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE), assorti de plans d'actions. Au regard de la vision et des objectifs de la Refondation de l'Etat, il a été retenu les cinq (5) axes stratégiques, à savoir : (I) Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles ; (II) Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et Cohésion sociale ; (III) Croissance économique et Développement durable ; (IV) Capital humain, Genre et Inclusion sociale et (V) Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction citoyenne.
86. Quant à la SNEDD 2024-2033, elle constitue la première phase décennale du nouveau document cadre de développement à long terme « **Mali kura jɛtaasira ka bɛn san 2063 ma** » et vise à transformer le Mali en

³ Calculé sur la base du PIB SCN 2008.

un pays émergent à l'horizon 2063. Elle vise également à renforcer et protéger l'agenda des réformes structurelles contenues dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031). Elle est adossée à un scénario du renouveau pour le Mali dont la Vision à l'horizon 2063 est libellée comme suit : « **le Mali, une nation souveraine et unie, bien gouvernée et sécurisée, avec une économie forte et avancée, un haut niveau de développement humain, et un environnement durablement préservé** ». Conformément à cette vision, la SNEDD 2024-2033 a été bâtie autour de cinq (05) axes stratégiques, 13 objectifs globaux et 38 objectifs spécifiques dont la mise en œuvre permettra d'atteindre son objectif général « la Refondation de l'Etat et la transformation structurelle de l'économie ». Les cinq axes stratégiques sont les suivants :

- **Axe stratégique 1** : Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité ;
- **Axe stratégique 2** : Refondation de la gouvernance ;
- **Axe stratégique 3** : Transformation structurelle de l'économie et croissance ;
- **Axe stratégique 4** : Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients ;
- **Axe stratégique 5** : Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences.

II. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

2.1 Revue budgétaire 2022-2024⁴

87. Les effets négatifs des sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA, de la crise sécuritaire et de la situation en Ukraine ont marqué la politique budgétaire entre 2022 et 2024 comme en témoigne l'évolution des agrégats budgétaires. En effet, le déficit budgétaire global (dons inclus), est resté, en moyenne, légèrement au-dessus du seuil communautaire de 3% sur la période, tout en s'inscrivant dans une dynamique d'amélioration continue passant de 4,1% en 2022 à 3,4% en 2023 puis à 2,2% en 2024.
88. Malgré l'atteinte des objectifs annuels de mobilisation de recettes fiscales, le taux de pression fiscale en réalisation demeure en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA, avec une moyenne de 12,6% sur la période 2022-2024. Aussi, il convient de noter une légère baisse de la masse salariale sur la période 2022-2024 avec une moyenne de 49,6%, tirée par l'année 2022 avec un taux de 55,2%, consacrée à la prise en charge de multiples revendications sociales. Au-delà de cette tendance baissière de la masse salariale, le Mali s'est employé dans une démarche de gestion prudente des dépenses, qui a permis de contenir les dépenses totales et prêts nets à 17,8% du PIB en moyenne sur la période.

⁴ Les ratios et indicateurs budgétaires ont été calculés sur la base du PIB nominal issu du SCN 2008.

Tableau 5 : Evolution quelques agrégats budgétaires 2022-2024⁵

Libellés	2022		2023		2024		Moyenne 2022-2024	
	Prév.	Réal.	Prév	Réal.	Prév	Réal.	Prév.	Réal.
Solde global dons inclus, (%PIB)	-5,3	-4,1	-5	-3,4	-4,4	-2,2	-4,9	-3,2
Solde global dons exclus, (%PIB)	-6,1	-4,4	-5,6	-3,7	-5	-2,3	-5,6	-3,5
Solde budgétaire de base (%PIB)	-4,6	-3,8	-4,3	-2,9	-4,4	-2,0	-4,4	-2,9
Recettes fiscales (%PIB)	13,8	11,4	12,1	12,7	14,8	13,6	13,6	12,6
Dépenses totales et prêts nets (%PIB)	22,5	17,3	22,6	18,1	21,5	18,1	22,2	17,8
Masse salariale (% recettes fiscales)	56,5	55,2	51,8	49,6	51,1	44,1	53,1	49,6

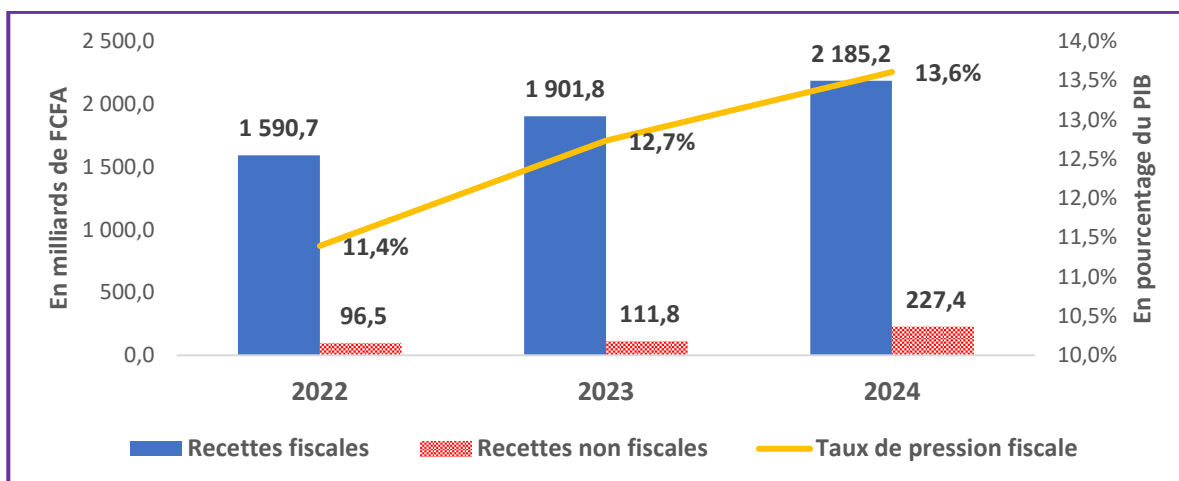
Source : DGTCP, nos calculs, avril 2025

2.1.1. Evolution des recettes budgétaires 2022-2024

89. L'évolution des ressources de l'Etat traduit les efforts consentis par les autorités et les services techniques chargés de la mobilisation, malgré un contexte socio-économique et sécuritaire assez difficile. En effet, après un léger recul en 2022 du fait des effets néfastes des sanctions imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA, les recettes budgétaires ont rebondi en 2023, avec une hausse de 326,4 milliards de FCFA (+19,3%) pour s'établir ensuite à 2 412,9 milliards FCFA en 2024 (+11,5%). Cette augmentation des recettes en 2024 est liée essentiellement aux résultats des négociations entre le Gouvernement et certaines sociétés minières à la suite de l'audit réalisé auprès desdites sociétés.
90. Sur la période sous revue, les recettes fiscales sont ressorties en moyenne à 1 961,0 milliards de FCFA, soit 12,6% du PIB tandis que les dépenses totales progressent sous l'effet d'une série de crises pour s'établir en moyenne à 3 184,8 milliards de FCFA avec un ratio de 17,8% du PIB. Il en résulte un déficit budgétaire (dons inclus) établi à 2,2 % du PIB en 2024 contre 3,4% et 4,1% respectivement en 2023 et 2022.
91. S'agissant des dons, ils ont connu une baisse considérable à la fin de la période sous revue. Après avoir enregistré 43,1 milliards de FCFA en 2022, ils sont ressortis à 45,6 milliards en 2023 pour chuter à 19,6 milliards de FCFA en 2024, pour une moyenne de 36,1 milliards de FCFA sur la période sous revue.
92. De même, le niveau de réalisation des objectifs de recouvrement des recettes fiscales est jugé très satisfaisant entre 2022 et 2024 avec un taux d'accroissement annuel moyen de 17,2%. En valeur absolue, les recettes fiscales sont passées de 1 590,7 milliards de FCFA en 2022 à 1 901,7 milliards de FCFA en 2023, puis à 2 185,4 milliards de FCFA en 2024, ce qui conforte le taux de pression fiscale enregistré en moyenne de 12,6 % sur la période 2022-2024.

⁵ Les ratios et indicateurs budgétaires ont été calculés sur la base du PIB nominal issu du SCN 2008.

Figure 10: Evolution des recettes fiscales et du taux de pression fiscale, 2022-2024



Source : DGTCP, nos calculs, avril 2025

Tableau 6 : Evolution des recettes et dons selon la présentation du TOFE (en milliards) 2022-2024

Rubriques	2022			2023			2024			Taux crois annuel moy. 22-24
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
RECETTES, DONNS	1974,0	1 839,8	93,2%	2306,7	2198,3	95,3%	2389,9	2 554,7	107,0%	17,8%
Recettes totales	1878,8	1 796,7	95,6%	2214,9	2152,7	97,2%	2303,6	2 535,1	110,0%	18,8%
Recettes budgétaires	1700,4	1 687,2	99,2%	2022,3	2013,6	99,6%	2181,1	2 412,9	111,0%	19,6%
Recettes fiscales	1600,9	1 590,7	99,4%	1889,3	1901,7	100,7%	2063,6	2 185,4	106,0%	17,2%
Impôts directs	603,6	594,9	98,6%	774,1	723,2	93,4%	831,9	797,4	96,0%	15,8%
Impôts indirects	997,4	995,8	99,8%	1115,3	1178,6	105,7%	1231,7	1 387,8	113,0%	18,1%
TVA	570,0	572,2	100,4%	665,3	605,8	91,1%	621,8	681,2	110,0%	9,1%
TVA intérieure	189,7	205,3	108,2%	224,3	198,2	88,4%	241,8	273,4	113,0%	15,4%
TVA sur importations	380,3	366,9	96,5%	440,9	407,6	92,5%	380	407,7	107,0%	5,4%
Taxe Intérieure sur produits pétroliers	5,9	35,8	606,8%	17,7	132,4	748,0%	155,5	172,4	111,0%	119,4%
Taxes sur importations (DD et taxes)	225,1	208,6	92,7%	262,7	218,4	83,1%	259,5	303,7	117,0%	20,7%
Autres droits et taxes	302,2	295,1	97,7%	275,6	353,3	128,3%	300,8	371,2	123,0%	12,2%
Recettes non fiscales	99,5	95,2	97,0%	132,9	110,1	84,1%	117,5	226,8	194,0%	54,3%
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	178,4	112,9	63,3%	192,6	139,1	72,2%	122,5	122,5	100,0%	4,2%
Dons	95,2	43,1	45,3%	91,8	45,6	49,7%	86,3	19,6	23,0%	-32,6%
Projets	90,0	33,0	36,7%	75,0	33,1	44,1%	75	19,6	26,0%	-22,9%
Budgétaires (ABG)	0,0	6,3	-	1,8	4,5	250,0%	3,8	0	0,0%	-100,0%
Appui budgétaire (ABS)	5,2	3,8	73,1%	15,1	8,0	53,0%	7,6	0	0,0%	-100,0%

Source : DGTCP, nos calculs, avril 2025

2.1.2 Evolution des dépenses 2022-2024

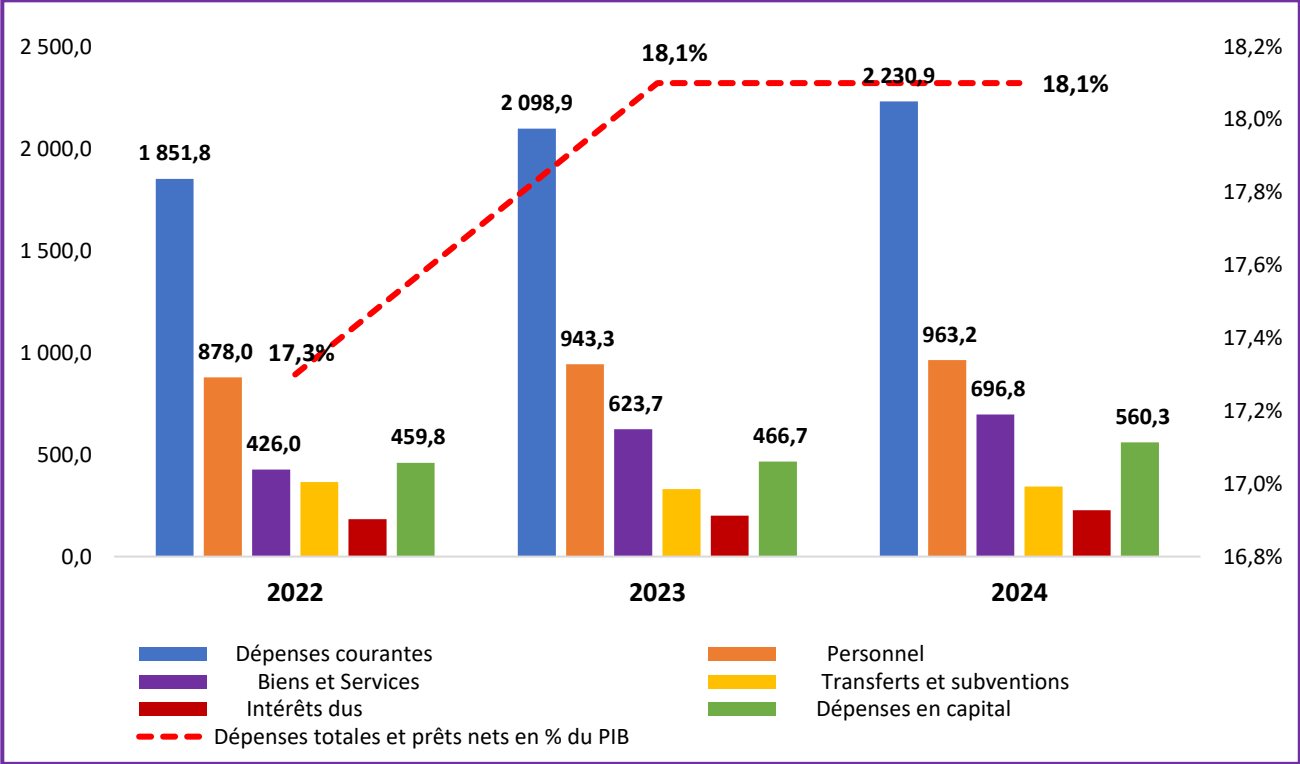
93. Sur la base de l'analyse du TOFE, il ressort des données d'exécution budgétaire 2022-2024, que les dépenses budgétaires ont augmenté en moyenne annuelle de 9,9%. Cette hausse provient essentiellement de l'augmentation des dépenses en capital (+10,4%) portées par le financement domestique (+17,9%).

94. Les dépenses courantes ont connu une augmentation de l'ordre 9,8% portées principalement par la hausse des paiements d'intérêt sur la dette publique (+11,6%) et les dépenses de biens et services

(+27,9%). L'évolution des dépenses de biens et services s'explique essentiellement par la prise en charge des dépenses relatives aux opérations de sécurisation du pays et les efforts pour l'opérationnalisation des nouvelles régions. Comparées aux prévisions, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 102,2% en 2022 contre 96,3% en 2023 et 102% en 2024.

95. S'agissant des dépenses en capital, elles ont progressé de 100,5 milliards de FCFA, passant de 459,8 milliards de FCFA en 2022 à 560,3 milliards de FCFA en 2024, soit un taux de variation annuel moyen de 10,4% sur la période 2022-2024, liée principalement à la poursuite du renforcement des capacités de Forces Armées et de Sécurité ainsi que la réalisation d'infrastructures socio-économiques de base sur l'ensemble du territoire national.
96. Rapportés au PIB nominal, les dépenses totales et prêts nets ont représenté en moyenne 17,8% entre 2022 et 2024.

Figure 11 : Evolution des dépenses (en milliards de FCFA), 2022-2024



Source : DGTCP, nos calculs, avril 2025

Tableau 7 : Evolution des dépenses en milliards de FCFA 2022-2024 (présentation TOFE)

Rubriques	2022			2023			2024			Taux crois annuel Moy. 22-24
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
Dépenses totales, Prêts nets	2578,5	2 416,1	93,7%	2938,2	2 699,3	91,9%	2 999,0	2 911,0	97,0%	9,8%
Dépenses budgétaires	2405,1	2 311,8	96,1%	2750,5	2 565,5	93,3%	2 880,0	2 791,3	97,0%	9,9%
Dépenses courantes	1811,9	1 851,9	102,2%	2179,8	2 098,9	96,3%	2 193,8	2 230,9	102,0%	9,8%
Personnel	904,1	878,0	97,1%	993,5	943,3	95,0%	1 055,0	963,2	91,0%	4,7%
Biens et Services	447,2	426,0	95,3%	627,4	623,7	99,4%	501,3	696,8	139,0%	27,9%
Transferts et subventions	285,5	365,1	127,9%	359,0	331,3	92,3%	414,5	343,1	83,0%	-3,1%
Intérêts dûs	175,1	182,7	104,3%	199,9	200,6	100,4%	223,0	227,7	102,0%	11,6%
Dette intérieure	139,6	136,5	97,8%	166,2	172,8	104,0%	183,3	195,5	107,0%	19,7%
Dette extérieure	35,5	46,2	130,1%	33,7	27,8	82,5%	39,8	32,2	81,0%	-16,5%
Dépenses en capital	593,2	459,8	77,5%	570,7	466,7	81,8%	686,1	560,3	82,0%	10,4%
Financement extérieur	174,9	94,6	54,1%	180,1	113,3	62,9%	172,6	53,2	31,0%	-25,0%
Financement domestique	418,3	365,2	87,3%	390,7	353,3	90,4%	513,6	507,2	99,0%	17,8%
Dépenses CST et budgets annexes	178,4	109,5	61,4%	192,6	139,1	72,2%	122,5	122,5	100,0%	5,8%
Prêts nets	-5,0	-5,0	100,0%	-5,0	-5,4	108,0%	-3,9	-2,3	59,0%	-32,2%

Source : DGTCP, nos calculs, avril 2025

2.1.3 Evolution des moyens de financement du déficit

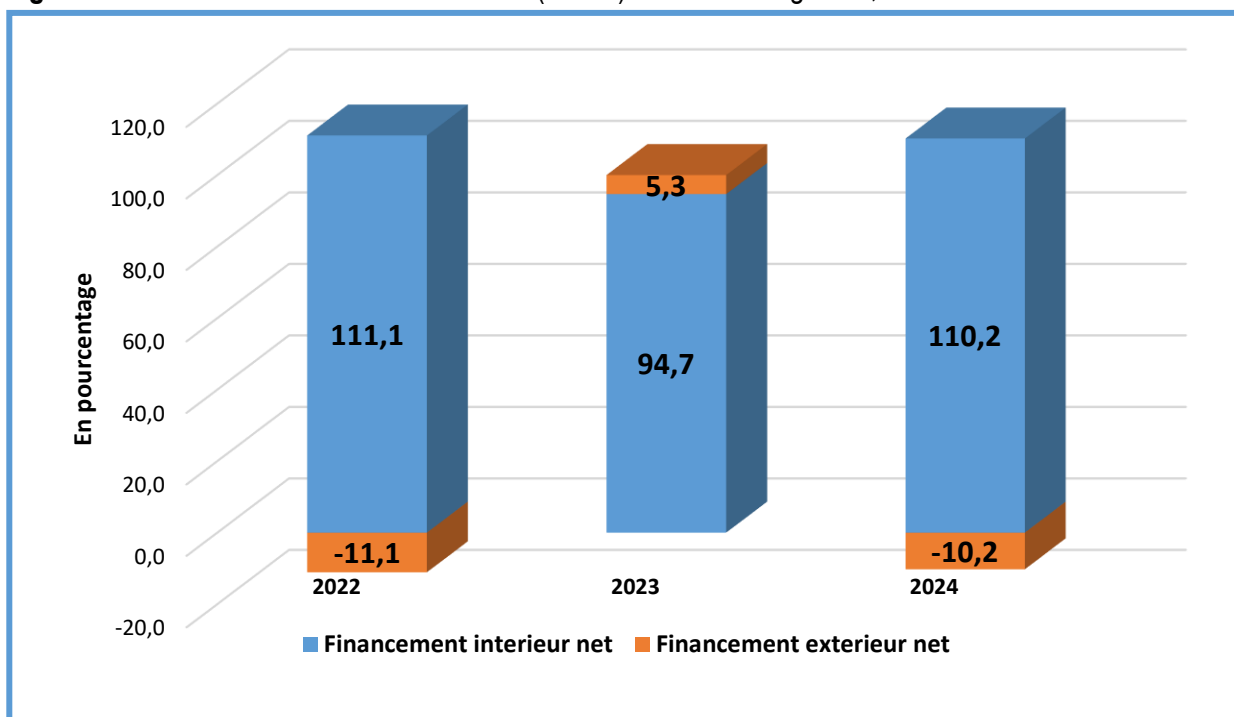
La répartition des sources de financement du déficit budgétaire a été très instable durant la période 2022-2024. Ainsi, au cours de la période sous revue, le financement du déficit en terme net, a été assuré exclusivement par les ressources intérieures (bons et obligations du trésor). Toutefois, il a été financé à minima en 2023 à hauteur de 5,3% par les ressources extérieures.

Tableau 8 : Financement du déficit (en milliards de FCFA) 2022-2024

Rubriques	2022	2023	2 024	Total 2022-2024
FINANCEMENT	557,7	354,4	284,4	1196,5
Financement extérieur (net)	-61,7	18,8	-22,8	-65,7
Emprunts	56,4	72,9	27	156,3
Projets	56,4	72,9	27	156,3
Prêts budgétaires	0	0	0	0
Amortissement	-144,7	-89,4	-98,3	-332,4
Annulation de la dette (PPTE)	9,3	5,2	5,5	20
Variation d'arriérés (principal)	17,3	30,1	42,9	90,3
Financement intérieur (net)	619,4	335,6	307,2	1262,2

Source : DGTCP, nos calculs, avril 2025

Figure 12 : Part des sources de financement (en net) du déficit budgétaire, 2022-2024



Source : DGTCP, nos calculs, avril 2025

2.2 Situation de la dette en fin 2024

97. Le stock de la dette publique du Mali en fin 2024 est estimé à 6 802,5 milliards de FCFA, dont 3 507,8 milliards de FCFA de dette extérieure y compris celle du FMI et 3 294,7 milliards de FCFA de dette intérieure. Comparé à 2022, le stock de la dette publique a progressé en moyenne de 7,3% imputable essentiellement à la hausse de la dette intérieure (+13,3%).
98. Les paiements au titre du service de la dette sont passés de 795,5 milliards de FCFA en 2022 à 898,9 milliards de FCFA en 2023, puis à 952,5 milliards de FCFA en 2024, soit une croissance moyenne de 9,5%, tirée par la hausse des services au titre de la dette intérieure (+12,4%). Quant aux paiements d'intérêts et de commissions, ceux-ci ont augmenté de 17,5% entre 2022 et 2024. Cette augmentation est essentiellement liée à celle de la dette intérieure qui a connu une hausse d'environ (+22,9%) sur la période 2022-2024.

Tableau 9 : Encours de la dette publique entre 2022 et 2024 (en milliards de FCFA)

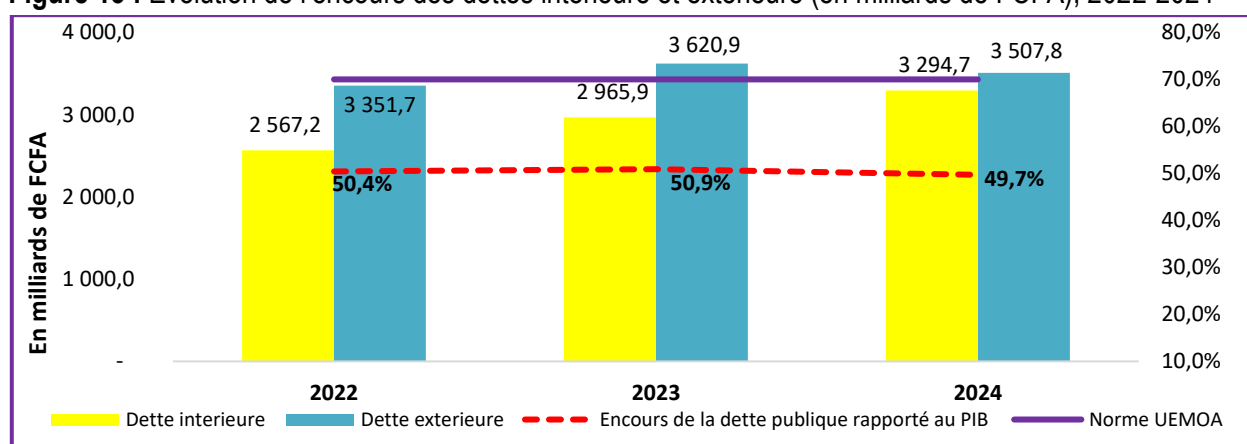
	2022	2023	2024
Total de l'encours	5 918,9	6 586,8	6 802,5
Dette extérieure**	3 351,7	3 620,9	3 507,8
Dette intérieure	2 567,2	2 965,9	3 294,7
Total des tirages	842,1	1 085,6	1 000,9
Dette extérieure	56,4	72,9	25,3
Dette intérieure	785,7	1 012,7	975,6
Total du service de la dette ***	795,5	898,9	952,5
Dette extérieure	167,8	132,7	165,2
Dette intérieure	627,6	766,2	787,3
Total des remboursements de principal	618	716,5	744,1
Dette extérieure	127,3	103,4	125,1
Dette intérieure	490,7	613,1	619,0
Total des paiements d'intérêts et de commissions	177,4	182,4	208,4
Dette extérieure	40,5	29,3	40,1
Dette intérieure	136,9	153,1	168,3

Source : DGDP, avril 2025

NB : **Dette extérieure y comprise celle due au FMI ;

***Service effectivement payé ou Service payé hors allègements PPTE.

Figure 13 : Evolution de l'encours des dettes intérieure et extérieure (en milliards de FCFA), 2022-2024



Source : DGDP, avril 2025

99. Entre 2022 et 2024, le niveau de la dette publique rapporté au PIB nominal a globalement baissé, passant de 50,4% en 2022 à 49,7% en 2024. Le ratio enregistré demeure inférieur à la norme communautaire fixée à 70% du PIB, avec un risque de surendettement modéré selon la dernière analyse de viabilité de la dette publique au Mali.

2.3 Analyse des projections budgétaires 2026-2028

100. L'analyse des projections budgétaires est faite sur la base de la présentation du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) version du Manuel de Statistiques des Finances Publiques 2014.

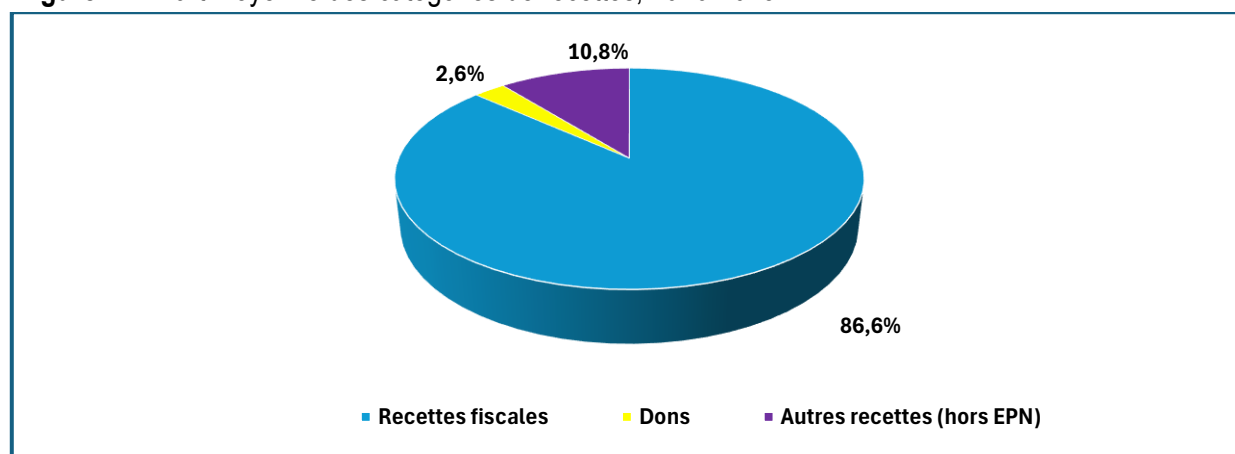
2.3.1 Analyse de la projection des recettes 2026-2028

101. Les recettes (y compris les dons) sont projetées à 3 678,6 milliards de FCFA en 2028 contre 3 053,8 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances 2026. Elles connaîtraient une croissance moyenne de 9,8 % sur la période de projection.

Tableau 10 : Projection des recettes (en milliards de FCFA) 2025-2028

Rubriques	2025	2026	2027	2028	Taux crois annuel. moyen 2026-2028
	révisée ⁶	Proj.	Proj.	Proj.	
RECETTES	3 462,1	3 844,7	4 164,6	4 542,3	8,7%
RECETTES (hors EPN)	2 734,3	3 053,8	3 342,0	3 678,6	9,8%
Recettes fiscales	2 334,5	2 602,4	2 895,8	3 220,2	11,2%
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	762,6	838,9	931,2	1 042,9	11,5%
Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	22,3	23,6	26,5	29,6	11,9%
Impôts sur le patrimoine	4,9	2,9	3,0	3,1	3,5%
Impôts sur les biens et services	1 074,9	1 212,8	1 358,3	1 494,2	11,0%
Impôts sur commerce extérieur et transactions internationales	216,5	242,4	271,4	305,4	12,2%
Autres recettes fiscales	253,3	281,7	305,3	345,0	10,7%
Fonds de Soutien (FSPIBDS)	50,0	100,0	100,0	100,0	0,0%
Contribution du PMCI	-	15,0			-100,0%
Dons	75,1	77,0	75,0	75,0	-1,3%
Autres Recettes	1002,5	1050,3	1093,8	1147,1	4,5%
Autres Recettes (hors EPN)	274,7	259,4	271,2	283,4	4,5%
Revenu de la propriété	90,0	112,0	122,0	132,2	8,6%
Ventes de biens et services	911,4	937,0	970,4	1013,4	4,0%
Amendes, pénalité et confiscations	1,2	1,4	1,4	1,5	3,2%

Source : CPM, nos calculs septembre 2025

Figure 14 : Part moyenne des catégories de recettes, 2026-2028

Source : CPM, nos calculs septembre 2025

a. Projections par nature de recettes

❖ Recettes fiscales

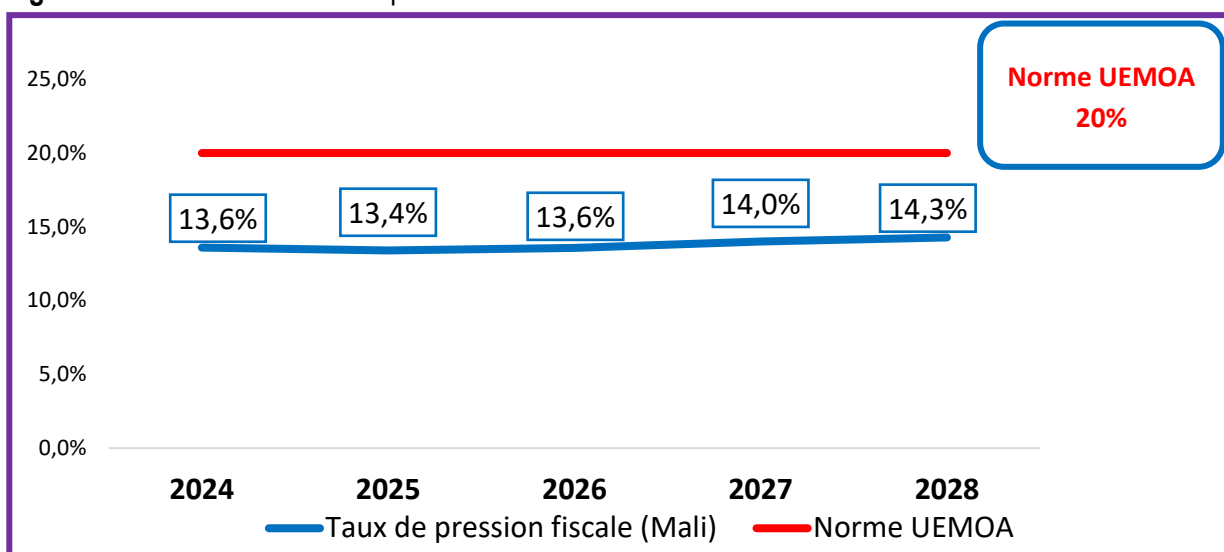
102. Les recettes fiscales sont projetées à 3 220,2 milliards de FCFA en 2028 contre 2 602,4 milliards de FCFA en 2026, soit une hausse de 11,2% en moyenne annuelle. Cette croissance est tirée principalement par les Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales (+12,2%), les impôts sur les salaires et la main-d'œuvre (+11,9%), les impôts sur le revenu et les bénéfices et les gains en capital (+11,5%).

103. Les objectifs de taux de pression fiscale du cadrage budgétaire 2026-2028 seront respectivement de 13,6% ; 14,0% et 14,3%, soit une augmentation de 0,4 point de pourcentage du PIB en moyenne par an ; ce qui correspond à un effort additionnel de mobilisation des recettes fiscales de l'ordre de 295,2 milliards

⁶ Les données de la loi de finances rectificatives 2025 ont été transposées dans la nomenclature du TOFE MSFP 2014.

de FCFA en moyenne entre 2026 et 2028.

Figure 15 : Evolution du taux de pression fiscale 2024-2028



Source : CPM, nos calculs septembre 2025

❖ Les dons

104. Les appuis budgétaires baisseraient de 1,3% en moyenne par an, pour s'établir à 75 milliards de FCFA en 2028 contre 77 milliards de FCFA en 2026.

❖ Les autres recettes (Hors EPN)

105. Les autres recettes (hors EPN), constituées du « revenu de la propriété », des « ventes de biens et services » et des « amendes, pénalité et confiscations » passeraient de 259,4 milliards de FCFA en 2026 à 283,4 milliards de FCFA en 2028. En termes de progression, elles croîtraient à un rythme annuel moyen de 4,5%.

b. Les mesures pour augmenter les recettes budgétaires

106. En vue d'atteindre les objectifs de mobilisation des recettes budgétaires, le Gouvernement mettra l'accent sur la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale et des douanes avec comme objectif l'augmentation durable des recettes de l'Etat, à travers :
- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la fiscalisation des secteurs Agricole, informel et des nouvelles économies ;
 - l'accélération du processus d'adoption des textes relatifs à la taxation des propriétés foncières, bâties et non bâties ;
 - la poursuite des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale ;
 - la poursuite du déploiement de la téléprocédure (Télédéclaration, télépaiement, E-quitus, etc.) ;
 - le renforcement du contrôle multidisciplinaire à travers le recoupement d'informations entre les administrations ;
 - la poursuite de la mise en œuvre de la loi déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières au Mali à travers, notamment, le toilettage de l'annexe au Code Général des Impôts (CGI) ;
 - la maîtrise de l'érosion des recettes fiscales sur les produits pétroliers ;
 - la meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et l'amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;

- le suivi rapproché de la performance des structures par l'extraction automatique des indicateurs de performance ;
- la mise en œuvre de la réforme organisationnelle de la DGI ;
- l'institution de la facture normalisée ;
- l'amélioration du civisme fiscal et le dénouement rapide des contentieux fiscaux ;
- l'exploitation des avantages du Code minier adopté en 2023 ;
- la poursuite de la digitalisation des moyens de paiement dans les structures de l'administration.

107. Par ailleurs, la mobilisation des financements extérieurs sera renforcée à travers un suivi rigoureux des unités de gestion des projets et l'animation des cadres de concertation avec les bailleurs de fonds et les autres parties prenantes dans la mise en œuvre des projets et programmes.

2.3.2 Analyse de la projection des dépenses 2026-2028

108. Les dépenses⁷ sont projetées en moyenne à 3 853,2 milliards de FCFA sur la période 2026-2028 contre 3 222,1 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2025 (cf. **Tableau 11**). Entre 2026 et 2028, elles représenteraient en moyenne 18,5% du PIB. Elles progresseront en moyenne de 10,2% par an sur la même période. Cette hausse est davantage tirée par les acquisitions nettes d'actifs non financier ou dépenses en capital qui progresseraient en lien avec la volonté du Gouvernement de renforcer ses programmes d'investissement dans les différents secteurs productifs. Les dépenses en capital augmenteraient de 18,3% en moyenne annuelle contre 7,4% pour les dépenses courantes (ou charges) à mesure que l'espace budgétaire est créé.

Tableau 11 : Projection des dépenses selon la présentation TOFE 2025-2028 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2025 révisée ⁸	2026 Proj.	2027 Proj.	2028 Proj.	Taux crois. Moy 2026- 2028
CHARGES	3 216,8	3 428,0	3 658,8	3 907,0	6,8%
CHARGES (hors EPN)	2 489,0	2 637,1	2 836,2	3 043,4	7,4%
Rémunération des salariés (en nature et en espèces)	1 056,1	1 134,3	1 225,2	1 319,5	7,9%
Utilisation de biens et services	702,2	681,7	744,1	797,0	8,1%
Intérêt	214,5	245,6	273,1	295,3	9,6%
Dons	375,1	433,6	450,9	487,0	6,0%
Prestations sociales	18,5	18,7	19,6	20,6	5,1%
Autres charges	850,4	913,9	946,1	987,9	4,0%
<i>Transferts non classés ailleurs</i>	850,4	913,9	946,1	987,9	4,0%
ACQUISITION NETTE D'ACTIFS NON FINANCIERS	733,1	852,6	997,3	1 192,9	18,3%
Actifs fixes	733,1	852,6	997,3	1 192,9	18,3%

Source : CPM, nos calculs septembre 2025

A. Les charges (hors EPN)

109. Les charges (ou dépenses courantes) sont projetées à 3 043,4 milliards de FCFA en 2028 contre 2 637,1 milliards de FCFA en 2026, soit une moyenne de 2 838,9 milliards de FCFA sur la période avec un rythme de progression de 7,1% par an. L'évolution des charges est tirée par :

- **La rémunération des salariés**

110. La projection des dépenses de personnel a été faite en tenant compte des paramètres tels l'augmentation de la valeur indiciaire en 2026, l'incidence des recrutements annuels en vue de la poursuite de l'opérationnalisation de nouvelles régions, les avancements et les départs à la retraite. Le

⁷ Les dépenses sont composées de charges (hors EPN) et d'acquisition nette d'actifs non financiers

⁸ Les données de la loi de finances 2025 ont été transposées dans la nomenclature du TOFE MSFP 2014.

renforcement des effectifs des Forces Armées et de Sécurité est également un facteur explicatif de l'évolution des dépenses de personnel sur la période de cadrage. Les dépenses de personnel représenteraient en moyenne 42,3% des recettes fiscales sur la période 2026-2028.

111. La masse salariale en 2026 est évaluée à 1 134,3 milliards FCFA et se chiffrerait en 2028 à 1 319,5 milliards de F CFA, avec une moyenne de 1 226,3 milliards de FCFA sur la période de cadrage, soit une progression annuelle moyenne de 7,9%.

- **L'utilisation de biens et services**

112. Les dépenses de biens et services passeraient de 681,7 milliards de FCFA en 2026 à 797 milliards de FCFA en 2028, avec une moyenne de 740,9 milliards de FCFA entre 2026 et 2028. La politique budgétaire vise à maîtriser les dépenses de fonctionnement de l'administration tout en renforçant les acquis, notamment, dans les secteurs sociaux (Santé, Education et Développement social, approvisionnement en eau potable, etc.) et en matière d'opérations de sécurisation du territoire national.

113. En matière de rationalisation des dépenses de fonctionnement, l'accent sera mis sur :

- la poursuite des mesures de réduction des dépenses consacrées aux déplacements et missions, les dépenses de communication et d'électricité ;
- la moralisation du coût des acquisitions de biens et services de l'administration en veillant à l'application de la mercuriale des prix ;
- le renforcement du contrôle a priori et a posteriori des dépenses publiques ;
- la maîtrise des coûts de fonctionnement des projets d'investissements.

114. En matière de renforcement des acquis, il s'agira de veiller :

- au renforcement de la défense et de la sécurité ainsi que du système judiciaire ;
- à l'amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire ;
- à la prise en charge des dépenses sociales et de développement prioritaire.

- **Les dons et prestations sociales**

115. Attendus à 393,6 milliards de Fcfa en 2025, les dons et prestations sociales sont projetées à 507,6 milliards de FCFA en 2028 contre 452,3 milliards de FCFA en 2026. Ces dépenses visent essentiellement à améliorer l'offre et la qualité des services sociaux de base, notamment, dans les domaines de l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'énergie ainsi que le soutien à l'agriculture à travers la subvention des intrants agricoles.

- **Les intérêts de la dette publique**

Les intérêts sont prévus à 295,3 milliards de FCFA en 2028 contre 245,9 milliards de FCFA en 2026, soit une progression annuelle moyenne de 9,6%. Les intérêts sur la dette intérieure représenteraient en moyenne plus de 80% des intérêts de la dette publique. En pourcentage du PIB, les intérêts de la dette publique représenteraient 1,3% en moyenne sur la période 2026-2028, soit 0,1 point de pourcentage de plus que ceux attendus dans la loi de finances rectificative 2025 reflétant ainsi une dynamique de renchérissement du coût de la dette intérieure.

B. Les acquisitions nettes d'actifs non financiers (dépenses en capital)

116. Les dépenses en capital sont projetées en moyenne à 1 014,3 milliards de FCFA sur la période 2026-2028, contre 733,1 milliards de FCFA attendus en 2025. Elles représenteraient en moyenne 4,8% du

PIB, soit 0,6 point de pourcentage de plus que dans la loi de finances rectificative 2025.

117. L'augmentation des dépenses en capital est sous-tendue par la volonté du gouvernement de : (i) booster la croissance économique grâce au financement des investissements structurants dans les secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'énergie, les infrastructures routières, la protection de l'environnement, etc. et (ii) renforcer les acquis majeurs en matière de défense et de sécurité à travers, notamment, l'équipement des Forces Armées et de Sécurité.

C. Les mesures d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques

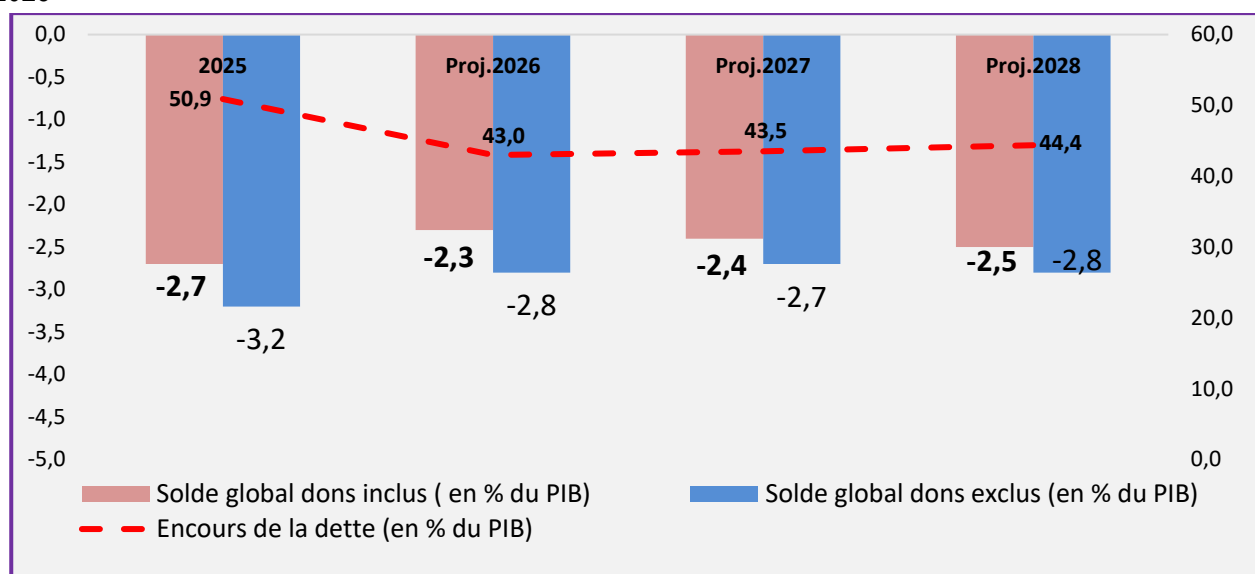
118. En matière de rationalisation des dépenses publiques, l'accent sera mis notamment sur les points suivants :

- la finalisation de l'étude relative à l'évaluation de la mise en œuvre du budget-programmes et la mise en œuvre des recommandations y afférentes ;
- la poursuite de la maîtrise de la masse salariale grâce à la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- la poursuite de l'amélioration de la qualité de la programmation des dépenses en opérationnalisant le plan d'engagement pour une exécution fluide du budget de l'Etat ;
- la poursuite du renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets d'investissement, notamment en s'appuyant sur les projets et programmes structurants de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033 ;
- la poursuite de l'amélioration des processus de prévision et d'exécution budgétaire par le renforcement de l'analyse des risques budgétaires.
- la poursuite des efforts en vue de l'amélioration de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette publique à moyen terme ;
- la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- la poursuite de la vulgarisation de l'information budgétaire à travers le budget citoyen.

2.3.3 Projection des soldes budgétaires 2026-2028

119. Selon la présentation du TOFE, le déficit global (dons inclus) et le déficit global (hors dons) ressortiraient respectivement en moyenne à 495 milliards de FCFA et 570,7 milliards de FCFA sur la période du cadrage contre respectivement 487,7 milliards de FCFA et 562,8 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2025. Sur la période de cadrage, le déficit global dons inclus en pourcentage du PIB devrait rester conforme à la norme communautaire de l'UEMOA et s'établir en moyenne à 2,4%.

Figure 16 : Tendence des soldes budgétaires et de l'encours de la dette publique (en % du PIB), 2025⁹-2028



Source : CPM, nos calculs, septembre 2025

120. La trajectoire du déficit s'expliquerait par la volonté du Gouvernement de suivre une politique budgétaire viable en dépit des défis sécuritaires et de développement qui nécessitent la poursuite des efforts financiers pour le renforcement des capacités opérationnelles des Forces Armées et de Sécurité tout en continuant à fournir aux populations les services socio-économiques de base.

Tableau 12 : Evolution des solde budgétaires dons inclus et exclus 2025-2028

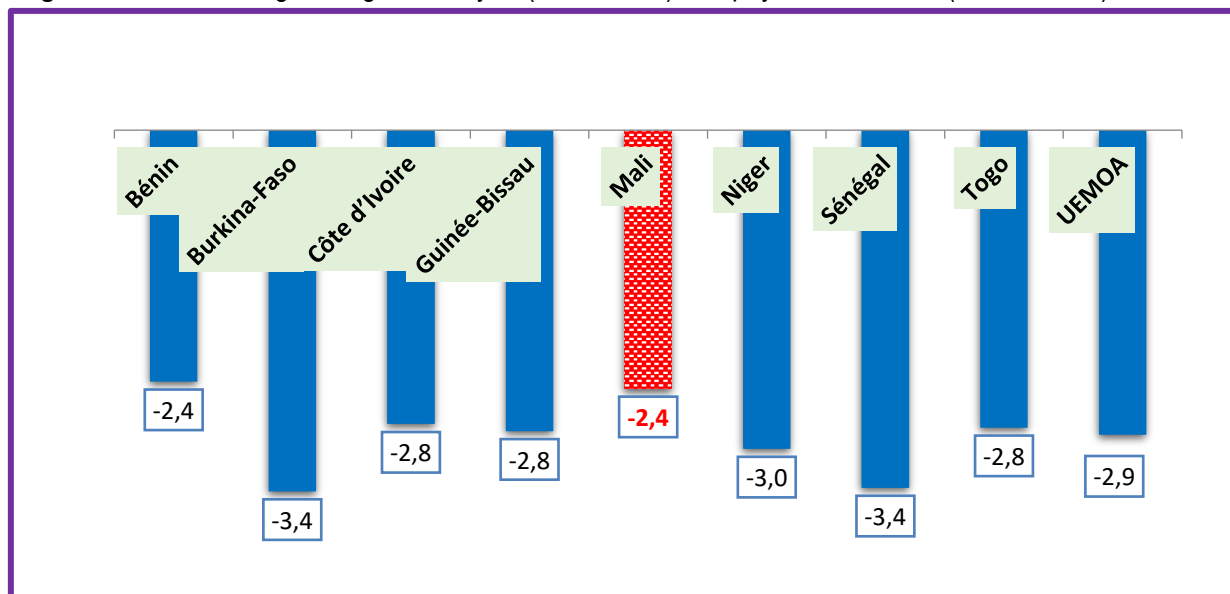
Rubriques	2025 révisée ¹⁰	2026 Proj.	2027 Proj.	2028 Proj.	Moyenne 2026-2028
Solde global dons inclus base engagement (en milliards de FCFA)	- 487,7	- 435,9	- 491,6	- 557,7	-449,0
Solde global dons exclus base engagement (en milliards de FCFA)	- 562,8	- 512,9	- 566,6	- 632,7	-570,7
Solde global dons inclus base engagement (%PIB)	-2,7%	-2,3%	-2,4%	-2,5%	-2,4%
Solde global dons exclus base engagement (%PIB)	-3,2%	-2,8%	-2,7%	-2,8%	-2,8%

Source : CPM, nos calculs septembre 2025

⁹ Les ratios 2025 ont été recalculés sur la base du PIB réévalué suivant le SCN 2008.

¹⁰ Idem.

Figure 17 : Solde budgétaire global moyen (dons inclus) des pays de l'UEMOA (en % du PIB) 2026-2028



Source : DGB, septembre 2025, UEMOA-note de cadrage macroéconomique 2024-2028-5^{ème} édition

2.3.4 Projection des besoins de financement 2026-2028

121. Le déficit budgétaire projeté entre 2026 et 2028 ne serait couvert que partiellement par les financements extérieurs et intérieurs disponibles. Il se dégagera un écart de financement¹¹ correspondant au besoin de financement de :

- 1 916,6 milliards de FCFA en 2026 ;
- 1 399,6 milliards de FCFA en 2027 ;
- 1 567,6 milliards de FCFA en 2028.

122. Le niveau élevé du besoin de financement en 2026 est lié au remboursement des obligations du trésor arrivant à échéance. Conformément aux conclusions et recommandations de l'analyse de viabilité de la dette publique indiquant un risque de surendettement modéré, la stratégie d'endettement du Mali sur la période 2026-2028 sera bâtie sur un scénario visant la viabilité de la dette à long terme à travers le recours au financement concessionnel et des obligations de longue maturité.

Tableau 13 : Projection des financements (en milliards de FCFA) 2025-2028

Libellés	2025 révisée	2026 LFI	2027 Proj.	2028 Proj.	Moyenne 2026-2028
Transaction sur actifs financiers et passifs (financement)	433,6	-1 473,9	-862,2	-996,6	-1 099,5
Financement extérieur (net)	-53,6	-155,7	-122,8	-106,5	-128,3
Tirages Emprunts	164,4	90,0	124,3	126,7	113,7
Projets	90,0	90,0	124,3	126,7	113,7
Prêts budgétaires	74,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-223,3	-249,7	-251,2	-236,4	-245,8
Annulation de la dette	5,3	4,0	4,1	3,2	3,8
Financement intérieur (net)	487,2	-1 283,8	-739,4	-890,1	-971,1
dont remboursement bons et obligations du trésor	-695,0	-1 249,8	-671,1	-821,8	-914,3
Déficit	-433,6	-477,1	-537,4	-571,0	-528,5
ECART de FINANCEMENT =-(Fin.net +déficit)	0,0	1 916,6	1 399,6	1 567,6	1 627,9

Source : CPM, nos calculs, septembre 2025

¹¹ L'écart de financement correspond à la différence entre le déficit budgétaire projeté et le financement disponible projeté.

2.3.5 Analyse des risques budgétaires

- 123.** Les prévisions budgétaires à moyen terme 2026-2028 sont tributaires de facteurs de risques et d'incertitudes qui pourraient compromettre leur bonne réalisation. Ces phénomènes s'ils se matérialisent, affectent les finances publiques et entraînent un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires. Ils peuvent être exogènes : (i) l'évolution de la Dengue ; (ii) la persistance de la crise sécuritaire ; (iii) la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques ; (iv) la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales et régionales, (v) le changement climatique ou endogènes: (vi) la vulnérabilité de la situation financière de certaines entreprises publiques ; (vii) l'instabilité du climat social et politique et (viii) l'imprévisibilité de la dette non conventionnelle liée aux décisions de justice condamnant l'Etat à payer à des tiers.
- 124.** Par ailleurs, le rapport sur les risques budgétaires au titre de la loi de finances 2026 analyse de manière détaillée les principaux risques auxquels les prévisions 2026-2028 pourraient être exposées et préconise des mesures d'atténuation.

1. Au titre des risques et incertitudes exogènes :

- i. **De l'incertitude liée à l'évolution de la Dengue :** nonobstant la baisse considérable de la Dengue, les autorités sanitaires devraient restées vigilantes pour éviter une aggravation des cas de contamination de cette épidémie qui pourrait négativement peser sur l'activité économique et nécessiter des réponses urgentes de la part du Gouvernement en termes d'effort budgétaire. Ce qui pourrait aggraver le niveau du déficit budgétaire dans un contexte de rareté du financement ou, le cas échéant, pousser le Gouvernement à opérer des ajustements budgétaires.
 - ii. **De l'instabilité de la situation sécuritaire :** malgré les efforts du Gouvernement et ses partenaires ayant permis d'équiper et de former les Forces Armées et de Sécurité du Mali et d'assurer leur montée en puissance, le pays reste toujours confronté à une situation sécuritaire volatile. Cela est de nature à exacerber les incertitudes et donc décourager des initiatives d'investissement créatrices d'emplois et de revenu. Par ailleurs, du fait de l'insécurité, les services d'assiettes de l'Etat ne sont pas à mesure d'opérer efficacement sur certaines parties du territoire occasionnant des pertes de recettes pour l'Etat.
- **De la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques :** Avec les conflits dans certaines parties du monde, notamment, en Ukraine et au Moyen Orient ainsi que l'augmentation des tarifs douaniers enclenchée par les Etats Unis d'Amérique, les cours mondiaux des principales matières premières exportées (or, coton, etc.) et importées (hydrocarbures) sont potentiellement soumis à des chocs, ce qui constitue un risque sérieux pour le pays.

2. S'agissant des risques et incertitudes endogènes :

- i. **de la persistance des revendications syndicales pour l'augmentation des salaires :** depuis quelques années, les partenaires sociaux ne cessent de réclamer pour des raisons d'équité et de justice sociale des augmentations de salaires. A ce jour, le gouvernement a consenti d'énormes efforts en termes d'augmentation des salaires, primes et indemnités au point que le critère de masse salariale rapportée aux recettes fiscales est passé de 34,5% en 2019 à 55,2% en 2022 puis à 49,6% en 2023, avant d'atteindre 44,1% en 2024. Au titre du budget 2026, ce niveau s'établirait à 43,6% toujours supérieur à la norme communautaire recommandée de l'UEMOA (soit au plus 35%) et représenterait en moyenne 42,3% des recettes fiscales sur la période 2026-2028. Il urge pour le Gouvernement de maîtriser l'augmentation de la masse salariale en vue de disposer de plus d'espace

pour faire face aux priorités en matière d'investissement publics. C'est pourquoi, le Gouvernement du Mali a organisé du 17 au 22 Octobre 2022, la 1ère Conférence sociale qui a réuni l'ensemble des acteurs du monde du travail. A l'issue de six (6) jours de travaux émaillés de débats, la conférence sociale a adopté 139 recommandations devant permettre d'aboutir à une stabilité sociale durable. Pour leur mise en œuvre, il a été mis en place, suivant la Décision n°2022-001669/MTFPDS-SG du 23 novembre 2022, une Commission d'experts dont les travaux ont abouti, le 25 Août 2023, à l'élaboration et à la signature du Pacte de Stabilité sociale et de Croissance et de son Plan d'Actions. Sur le plan salarial, ledit Pacte prévoit des activités en termes d'études et d'examen en vue de l'atteinte d'une justice sociale tout en tenant compte de leur soutenabilité budgétaire.

- ii. **De l'imprévisibilité de la dette non conventionnelle liée aux décisions de justice** : de plus en plus, beaucoup de procès sont engagés contre l'Etat et qui, très souvent, aboutissent à des décisions de justice obligeant l'Etat à payer des sommes importantes à des tiers. Cette situation qui aggrave la dette de l'Etat, pose la problématique de la question de la défense des intérêts de l'Etat lors des jugements. Il conviendrait aussi de prendre des mesures d'ordre administratif et réglementaire pour dissuader certains agents et responsables administratifs à commettre des abus pouvant conduire à des procès contre l'Etat. Ainsi, sur la période 2020-2023, les sommes payées dans le cadre de l'exécution des grosses de justice contre l'Etat s'élèvent à 5 223 000 000 de FCFA.
- iii. **De la vulnérabilité financière de certaines entreprises publiques et des Organismes de Sécurité Sociale** : pour les entreprises publiques, il s'agit de l'EDM, de la SOMAGEP et de la CMDT. L'EDM est dans une situation de déséquilibre structurel occasionnant des subventions importantes de la part de l'Etat. La SOMAGEP et la CMDT connaissent une situation financière meilleure que l'EDM, mais méritent une surveillance stricte de la part de l'Etat, en vue de leur assurer une stabilité financière sur le moyen et long terme.

S'agissant des Organismes de Sécurité Sociale, la problématique de l'augmentation des salaires suite aux revendications sociales serait de nature à créer éventuellement des déficits au niveau des caisses de retraites. S'agissant de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM), l'analyse de ses résultats financiers révèle à suffisance des risques budgétaires assez importants liés, notamment à l'augmentation incontrôlée des charges techniques. Cette augmentation est, elle-même, occasionnée par le comportement indélicat de certains assurés et prescripteurs, d'où les risques de fraude. A cet effet, il urge, pour la CANAM, de prendre des mesures adéquates afin d'assurer la viabilité à moyen et long terme de sa situation financière, tout en veillant à la continuité et à la qualité des prestations fournies aux assurés. Il est important de surveiller également les risques majeurs liés à la situation financière de la CMSS, de l'ANAM et dans une moindre mesure de l'INPS en ce qui concerne la branche Vieillesse-Invalidité-Décès. Des mesures d'atténuation des risques devraient être urgemment définies au sein desdits organismes.

2.3.6 Analyse des écarts de prévisions par rapport au cadrage budgétaire précédent (2025-2027)

Tableau 14 : Différence en point de pourcentage entre le cadrage 2026-2028 et le cadrage 2025-2027

Indicateurs	2026	2027
Taux de croissance (%)	0,2	-0,3
Recettes fiscales (% PIB)	-2,8	-2,9
Recettes non fiscales (% PIB)	-0,3	-0,3
Dons (% PIB)	-0,3	0
Solde global (base engagement) dons inclus(%PIB)	0,6	0,6
Masse salariale (%Recettes fiscales)	-0,7	-0,7
Dépenses courantes (% PIB)	-1,4	-1,7
Dépenses en capital (% PIB)	-0,9	-0,3

Source : CPM-MME-DNPD, DGB septembre 2025

125. Les prévisions de croissance dans le cadrage 2026-2028 augmente de 0,6 point de pourcentage en 2026 et diminuent de 0,3 point de pourcentage en 2027 par rapport au cadrage précédent (2025-2027). Au niveau des agrégats budgétaires, les projections de recettes fiscales en pourcentage du PIB diminuent également pour s'établir en moyenne de 2,9 points de pourcentage par rapport aux prévisions du cadrage précédent sur la période 2025-2027. La différence des ratios en point de pourcentage entre les deux cadrages est essentiellement liée au fait que le cadrage 2026-2028 est fait sur la base du Système de comptabilité nationale (SCN 2008), qui a réévalué le PIB à hauteur de 19% par rapport au Système de comptabilité nationale (SCN 93).

2.4 Situation des critères de convergence de l'UEMOA

126. Le Gouvernement accorde une attention particulière au suivi des critères et les normes de convergence communautaire de l'UEMOA, en dépit de leur assouplissement à la suite de la crise de la Covid-19. A l'horizon 2028, le Mali respectera deux (03) critères sur cinq (05). Les critères non respectés s'expliquent par les effets cumulés des crises sanitaire, sociale et sécuritaire qui occasionnent des augmentations de dépenses budgétaires dans un contexte où la mobilisation du financement domestique et extérieur devient de plus en plus coûteuse pour l'Etat. Le tableau ci-dessous indique la position du Mali sur la période du cadrage.

Tableau 15 : Situation des critères de convergence de l'UEMOA 2025-2028

Critères de convergence	Norme UEMOA	2025 PLFR ¹²	2026 PLFI	2027 Proj.	2028 Proj.
Critères de premier rang					
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % du PIB	≤-3%	-2,7%	-2,3%	-2,4%	-2,5%
Taux d'inflation	≤3%	2,8%	2,5%	2,5%	2,5%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤70%	42,3%	41,1%	40,9%	40,7%
Critères de second rang					
Masse salariale sur recettes fiscales	≤35%	45,4%	43,6%	42,3%	41,0%
Taux de pression fiscale	≥20%	13,4%	13,6%	14,0%	14,3%
Nombre de critères respectés		3/5	3/5	3/5	3/5

Source : CPM, INSTAT, DGB, DGPDP, septembre 2025

¹² Les ratios 2025 ont été recalculés sur la base du PIB réévalué suivant le SCN 2008.

III. MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES NATIONALES ET SECTORIELLES

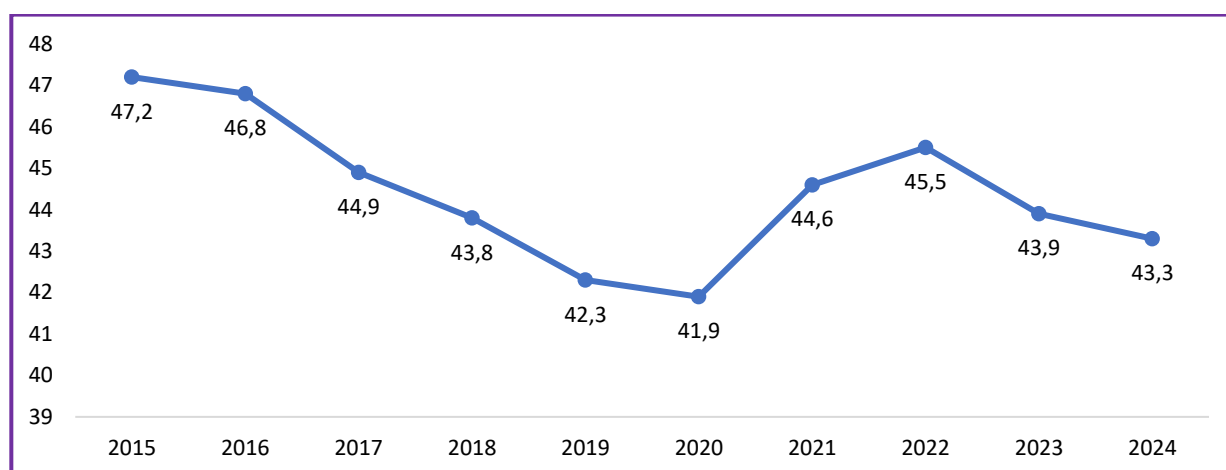
3.1 Réalisations récentes dans la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles

Lutte contre la Pauvreté et l'Inégalité

127. L'incidence de la pauvreté c'est-à-dire la proportion de la population malienne qui n'arrive pas à dépenser 305 805 FCFA¹³ nécessaire pour satisfaire ses besoins de base, est estimée à 43,3% en 2024. Après une période de hausse entre 2020 et 2022, la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté a baissé en 2023 (43,9% en 2023 contre 45,5% en 2022). Elle est presque stable entre 2023 et 2024.

128. Cette tendance pourrait être expliquée par une légère amélioration dans la structure de l'emploi dans l'ensemble du pays. En effet, la proportion d'employés/ouvriers qualifiés et d'associés dont le revenu est substantiellement plus élevé, a légèrement augmenté au cours de la période. Aussi, suivant le secteur d'activité, la proportion de travailleurs dans le secteur agricole où l'incidence est plus élevée, a baissé au profit du secteur « commerce » où l'incidence de la pauvreté est beaucoup moins élevée.

Figure 18 : Évolution de l'incidence de la pauvreté entre 2014 et 2024 (en %)

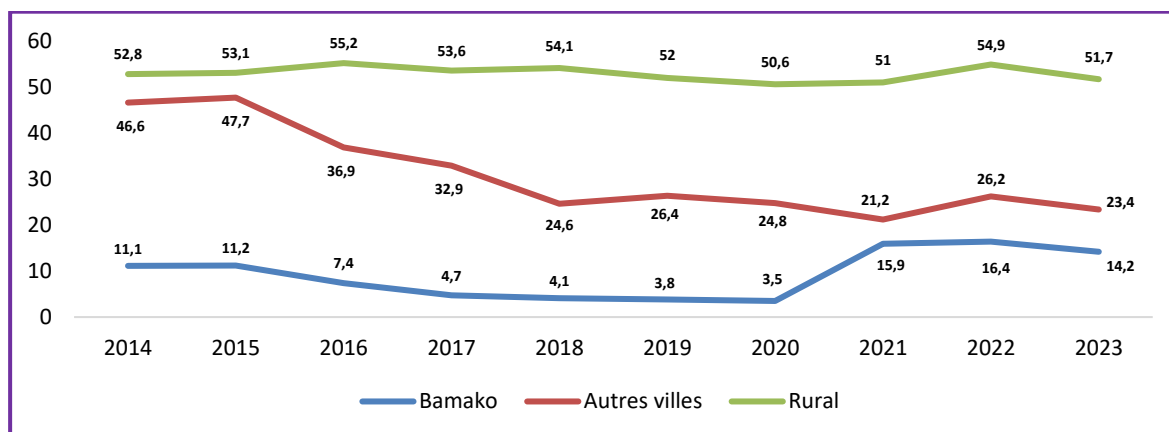


Source : Rapport d'analyse, EMOP 2024

129. Les résultats de l'enquête révèlent une incidence de la pauvreté estimée à 17,9% en 2024 à Bamako contre respectivement 27,9% et 52,4% dans les autres villes et en milieu rural. On observe la même tendance au niveau de la profondeur aussi bien que la sévérité c'est-à-dire qu'il y a plus d'effort à fournir en termes de ressources pour réduire la pauvreté dans les autres villes et en milieu rural qu'à Bamako.

¹³ Appelé seuil de pauvreté

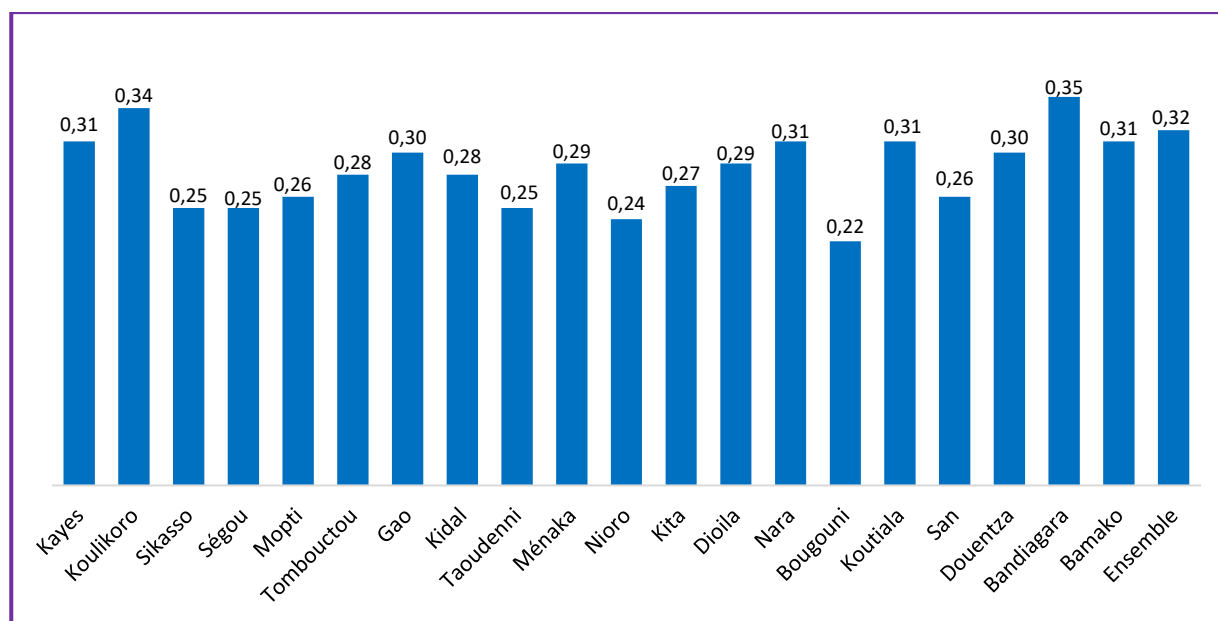
Figure 19 : Indices de pauvreté selon le milieu de résidence entre 2014 et 2024 (%)



Source : Résultats annuels de l'EMOP 2014-2024.

130. L'inégalité mesurée par l'indice de Gini dans l'ensemble est de 0,32 en 2023 contre 0,33 en 2022. L'inégalité la plus faible est observée à Taoudenni (0,18), Ménaka (0,19) et Kidal (0,25). C'est à Kayes, Koulikoro, Mopti et Bamako qu'elle est la plus grande avec les mêmes proportions (0,30). L'analyse spatiale montre que l'inégalité à Bamako, dans les autres villes et en milieu rural est la même avec chacun (0,30).

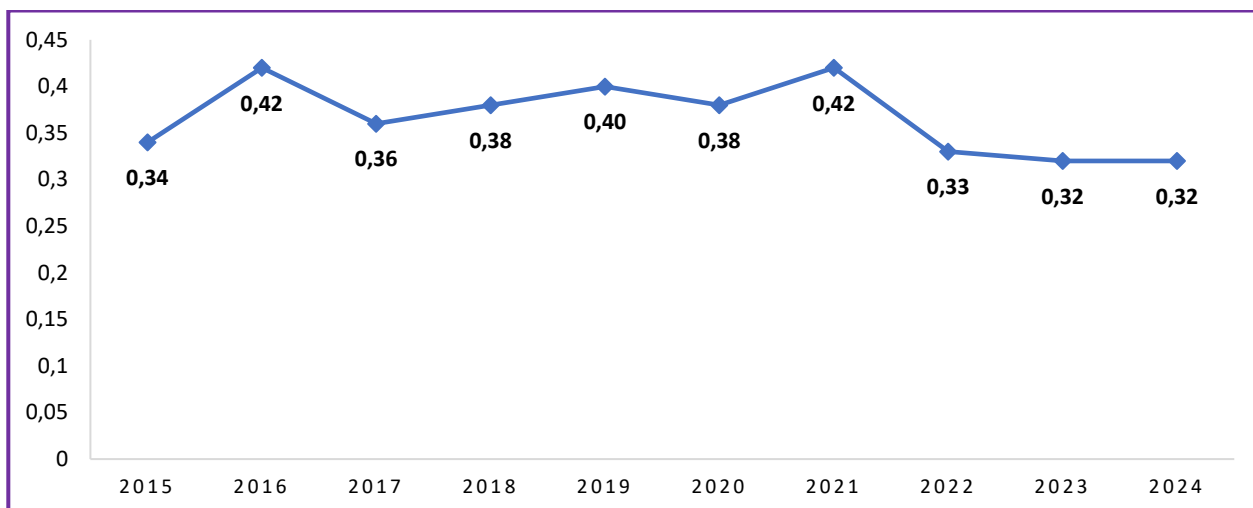
Figure 20 : Indice de Gini selon la région et le milieu de résidence en 2024



Source : Résultats annuels de l'EMOP-2024

131. Au cours des dix dernières années, l'inégalité a évolué en dents de scie. Cependant, une tendance à la baisse est observée depuis 2021, probablement due aux différentes mesures prises par les autorités en faveur des plus démunis comme le programme de transferts monétaires et de distribution de vivres et d'autres produits de première nécessité. Le programme visant la mise à disposition d'infrastructures de base comme les adductions d'eau potable, milite en faveur de cette réduction.

Figure 21 : Évolution de l'inégalité entre 2015 et 2024-coefficient de Gini



Sources: EMOP 2024

Gouvernance, paix, sécurité et réconciliation nationale

- 132. En matière de réformes politiques et institutionnelles**, l'année 2023 a été marquée par la tenue du référendum du 18 juin 2023 qui a permis de doter le Mali une nouvelle Constitution qui a été promulguée par le Président de la Transition suivant Décret n°2023-0401/PT-RM du 22 juillet 2023, ouvrant ainsi la voie à la quatrième République. Cette nouvelle Constitution comporte quelques innovations majeures parmi lesquelles on note, entre autres, l'institution d'un parlement bicaméral (Assemblée Nationale et Sénat), la création de la Cour des comptes, l'impossibilité pour l'Assemblée nationale de renverser le Gouvernement, la suppression de la Haute Cour de justice et du Haut conseil des collectivités, la possibilité de la destitution de certaines hautes personnalités dont le Président de la République, la possibilité pour les citoyens de saisir directement le Conseil supérieur de la magistrature.
- 133.** Par ailleurs, des modifications et des dérogations ont été apportées à la loi électorale suivant : l'adoption de la Loi N° 2023-001 du 13 mars 2023 portant modification de la Loi N°2022-019 du 24 juin 2022 portant loi électorale, de l'Ordonnance N°2023-018/PT-RM du 26 mai 2023 portant dérogation à la loi électorale et de l'Ordonnance N°2023-019/PT-RM du 14 juin 2023 complétant l'Ordonnance N°2023-018/PT-RM du 26 mai 2023 portant dérogation à la loi électorale.
- 134. En matière de l'intégration régionale**, dans le cadre du renforcement des relations de fraternité, d'amitié et de solidarité entre les pays confrontés aux mêmes défis, la République du Mali, le Burkina Faso, et la République du Niger ont décidé d'impulser une nouvelle dynamique de coopération stratégique à travers la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) le 16 septembre 2023 à Bamako et la signature de la Charte du Liptako-Gourma. A cet effet, il a été adopté le Décret n°2023-0580/PT-RM du 05 octobre 2023 portant ratification de la Charte du Liptako-Gourma instituant l'Alliance des Etats du Sahel. Dans le domaine de sécurité et de défense, sept (7) accords de coopération ont été signés entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement du Burkina Faso. Au cours de la période sous revue seul l'axe diplomatie et coopération a été redéfini.
- 135. En matière de gouvernance des politiques publiques**, l'année 2023 a été marquée par :
- l'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action 2015-2018 et l'élaboration du plan d'action 2024-2027 de la Politique Nationale de la Gestion Axée sur les Résultats ;
 - l'évaluation du plan opérationnel 2017-2021 et l'élaboration plan opérationnel 2024-2027 du PDI 2 et

ainsi qu'à la tenue du séminaire de haut niveau sur la gestion des ressources humaines.

136. Par ailleurs, en vue de renforcer le système de planification, le Centre d'Etudes et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer (CERCAP) a réalisé la 2^{ème} Edition du « Répertoire des Politiques et stratégies publiques du Mali » et l'analyse des « effets du travail domestique non rémunéré sur les performances scolaires des filles au Mali ».
137. Concernant l'étude sur la mise à jour du répertoire des Politiques Publiques réalisée en 2021, quatre-vingt-un (81) documents de politiques et soixante-sept (67) stratégies publiques ont été répertoriés. Ils sont repartis entre les onze (11) secteurs institutionnels couverts par les Cellules de Planification et de Statistique, ainsi que l'économie et les finances.
138. Dans le cadre de la mise en œuvre du SDS, il a été enregistré des résultats encourageants se traduisant par une amélioration des principaux indicateurs. Les activités phares ayant contribué à l'atteinte de ces résultats sont, entre autres : (i). l'exploitation des données du RGPH5 (Vérification, codification et saisie) ; (ii) les travaux préparatoires du Recensement Général Agricole ; (iii) la réalisation des différentes enquêtes (EDSM7, EHCVM, EMOP, SMART, ENSAN, EAC) ; (iv) l'élaboration des rapports de suivi et de programmation des activités statistiques, des annuaires statistiques (national, régional et sectoriel), des statistiques d'état civil et (v) la Production de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), les travaux de rénovation de l'IHPC et la production des comptes de la santé.
139. En Application de l'une des recommandations des Assises Nationales de la Refondation (ANR), le Gouvernement a adopté, en décembre 2024, la Vision Mali 2063 et la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable (SNEDD) 2024-2033.
140. **Dans le cadre de la décentralisation et de la déconcentration budgétaire**, six (6) lois majeures ont été adoptées. Il s'agit de :
- la Loi n°2023-002 du 13 mars 2023 portant modification de la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012 portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du territoire ;
 - la Loi n°2023-003 du 13 mars 2023 portant modification de la Loi n°2017-052 du 02 octobre 2017 déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;
 - la Loi n°2023-004 du 13 mars 2023 portant Code des Collectivités Territoriales ;
 - la Loi N° 2023-005 du 13 mars 2023 portant statut particulier du District de Bamako ;
 - la Loi n°2023-006 du 13 mars 2023 portant création des Circonscriptions administratives en République du Mali ;
 - la Loi n°2023-007 du 13 mars 2023 portant création des Collectivités territoriales en République du Mali.
141. Dans le cadre de la déconcentration budgétaire, les crédits inscrits dans les budgets des Régions s'élèvent à 564,830 milliards de FCFA en 2023 contre 499,427 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée de 2022, soit une augmentation de 65,403 milliards de FCFA. Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux Collectivités Territoriales s'établissent à 411,983 milliards de FCFA dans le budget de l'Etat de 2023 contre 437,973 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022. Cette prévision correspond à 20,78% des recettes budgétaires contre un ratio initial de 25,17% et révisé à 25,99% en 2022. La baisse de la prévision pour 2023 par rapport au budget rectifié de 2022 s'explique par la fin des allocations au titre du Fonds pour le Développement Durable.
142. **En matière de réconciliation, de justice et de questions humanitaires**, dans le cadre du volet réconciliation et justice, les résultats enregistrés ont porté sur : (i) la création de l'Agence de Gestion des

Réparations en faveur des Victimes des crises au Mali (AGRV) par la Loi N°2023-032 du 8 juin 2023 portant ratification de l'Ordonnance N°2023-016/PT-RM du 28 mars 2023 portant création de l'autorité de gestion de réparation en faveur des victimes des crises du Mali et son opérationnalisation par la nomination du Président et des membres du Comité d'Orientation de l'Autorité et du Secrétariat Exécutif de ladite autorité, le 16 août 2023 ; (ii) la prise en charge de la revalorisation du rôle des cadis et des autorités traditionnelles dans l'administration de la justice par le Titre VIII, Article 179 de la Constitution du 22 juillet 2023 qui stipule que « les Autorités et Légitimités Traditionnelles gardiennes des valeurs de la Société, contribuent au renforcement du vivre-ensemble et de la cohésion sociale, à la prévention et à la gestion des conflits ».

143. En matière de défense et de sécurité,

144. L'année 2023 est marquée par le retrait définitif de la MINUSMA au Mali le 31 décembre 2023, l'amélioration de la situation sécuritaire avec la reprise de la ville de Kidal par l'Armée malienne le 14 novembre 2023, la dénonciation de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger le 25 janvier 2024 et l'annonce de la tenue d'un dialogue inter maliens par le Président de la Transition, Chef de l'Etat dont l'objectif général est de contribuer à la restauration de la paix, de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale.

145. Les efforts consentis par les Autorités de la Transition ont permis (i) l'acquisition des équipements militaires (véhicules d'intervention, véhicules blindés, vecteur aérien, etc.) et de matériels de maintien d'ordre, de transmission et accessoires, (ii) le recrutement massif et la formation ainsi que (iii) la construction et la réhabilitation d'infrastructures militaires.

146. Sur le plan opérationnel, les différentes opérations initiées dans le cadre de Maliko ont permis d'obtenir des résultats appréciables. Il s'agit entre autres de l'opération « KELETIGUI » orientée vers la recherche et la destruction des sanctuaires terroristes et de l'opération « TILE-KURA » pour la sécurisation du processus électoral et de l'opération « DUGUKOLOKO » pour la finalisation du redéploiement des Forces Armées et de Sécurité sur l'ensemble du territoire national.

147. De nombreuses opérations militaires ont été initiées dans le but de soulager les souffrances des populations. Toutes ces opérations concourent à étendre les espaces contrôlés pour permettre la libre circulation des personnes et de leurs biens, facteur de reprise des activités socioéconomiques et du retour durable de l'administration et des services sociaux de base dans les localités qui étaient affectées par l'insécurité, notamment les régions du centre et du Nord du Mali.

148. Le taux de retour de l'administration dans les régions du nord et du centre est ainsi passé de 58,82 % en 2019 à 90% en 2023, soit une augmentation de 31,18 points de pourcentage. Ce résultat est satisfaisant même si la cible de 2023 (100%) n'est pas atteinte.

149. Dans le but de lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et la cybercriminalité, deux nouvelles juridictions ont été créés, à savoir : (i) le Pôle judiciaire spécialisé en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée suivant la Loi N°2023-018 du 23 mai 2023 portant modification de la Loi N°01-080 du 20 août 2001 portant Code de procédure pénale et (ii) le Pôle national de lutte contre la Cybercriminalité suivant la Loi N°2022- 058 du 22 décembre 2022 portant modification de la Loi N°01-080 du 20 août 2001 portant Code de procédure pénale.

150. Dans le domaine de la gouvernance et de transparence financière, des efforts significatifs ont été enregistrés dans le cadre de l'exercice des missions des services de contrôle mais également dans l'application des dispositions de la loi portant code de transparence et de son décret d'application, dont l'un des objectifs est d'améliorer l'efficacité de la dépense publique pour le bénéfice des citoyens.

151. Ainsi, les structures de contrôle ont exécuté diverses missions d'audit et de contrôle pour lesquelles des recommandations pertinentes ont été formulées afin de contribuer à l'efficacité et à l'efficience de l'utilisation des ressources publiques
152. **Dans le cadre du traitement des informations financières en lien avec le blanchiment des capitaux (BC) et de financement du terrorisme (FT)**, des réformes importantes ont été initiées par la CENTIF, notamment : (i) l'opérationnalisation du dispositif de la supervision et de contrôle des entreprises et professions non financières désignées (EPNFD) et des organismes à but non lucratifs (OBNL) ; (ii) la mise en place d'un cadre pour la transparence des bénéficiaires effectifs des personnes morales et des constructions juridiques, à travers l'adoption de la Loi n° 2023-049 du 31 août 2023 portant modification de la loi n°06-268 du 29 novembre 2006, portant livre des procédures fiscales ; (iii) la proposition de mesures de corrections des insuffisances de conformité technique dans le cadre de la réforme du Code pénal et du Code de procédures pénales ; (iv) l'opérationnalisation des activités de la Commission consultative de Gel administratif par l'élaboration de son guide de procédure ; (v) le renforcement de la collaboration entre les parties prenantes, ainsi que la systématisation des enquêtes en matière de financement du terrorisme et des enquêtes parallèles en matière de blanchiment de capitaux, grâce à l'édiction d'une Circulaire du Ministre en charge de la justice.
153. En outre, la CENTIF du Mali a enregistré, en 2023, 176 déclarations d'opérations suspectes (DOS), dont 159, en provenance des banques, 10 d'un émetteur de monnaie électronique, 5 de SFD et 2 de deux entreprises et professions non financières désignées (EPNFD). Ces 176 déclarations de soupçon ont mis en cause un montant 514 473 039 215 de F CFA. En comparant aux 83 DOS enregistrées en 2022, qui ont porté sur un montant total suspecté de 87 129 257 990F CFA, on note une augmentation de plus de 100% du nombre de déclarations de soupçon et de près de 500% des montants suspectés

Secteurs sociaux

154. **En matière d'éducation**, malgré un contexte de crise socio-politique et sécuritaire, quelques indicateurs ont enregistré des résultats positifs en 2023 notamment, le Taux Brut de Scolarisation (TBS), le Taux d'achèvement (TA) du 1^{er} et 2^{ème} cycle de l'enseignement fondamental. Ainsi, sur la période du CREDD, le Taux Brut de Scolarisation (TBS), a connu une légère amélioration pour l'ensemble du pays, passant de 80,0% en 2019 à 81,3% en 2023 (inférieur à la cible du MSFE qui est de 83%).
155. S'agissant des taux d'achèvement au niveau fondamentale 1 et 2, ils sont établis respectivement à 63,8 et 50,1% en 2023. En 2023, ces taux, dépassant largement la prévision du MSFE du PRODEC 2 qui sont de 53,5% pour le 1^{er} cycle et de 38,1% pour 2^{ème} cycle. La parité Filles/garçons du Taux d'Achèvement est atteinte pour les deux niveaux.
156. Concernant le taux d'accès (TBA) au 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental, il a enregistré un taux de 85,9% pour l'ensemble du pays. L'indice de parité est de 83,23% qui a dépassé la cible attendue dans le MSFE du PRODEC2 de 5,7 points de pourcentage.
157. Le nombre d'écoles (publiques et privées) a connu une augmentation de 934 au 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental sur la période de 2019 à 2023. Cette progression serait en lien avec l'évolution légère du nombre d'écoles publiques, du nombre d'écoles privées et du nombre de medersas. Sur la même période, le nombre d'écoles communautaires a baissé de 147, en passant de 2627 écoles à 2480. Cette baisse serait due à la politique nationale de transformation progressive des écoles communautaires en écoles publiques.

158. Quant au 2ème cycle de l'enseignement fondamental, le nombre d'écoles passe de 5030 en 2019 à 5884 en 2023 soit une hausse de 854 entre 2019 et 2023. Le nombre d'écoles privées a augmenté significativement sur la même période passant de 2456 en 2019 à 3298 en 2023 contrairement aux écoles communautaires qui sont en train d'être transformées en écoles publiques. Le nombre d'écoles publiques a diminué entre 2019 et 2023 cela pourrait s'expliquer par la fermeture de certaines écoles à cause de l'insécurité et d'autres facteurs.
159. Pour ce qui est d'établissements d'enseignement secondaire général, le nombre est passé de 737 en 2019 à 1 255 en 2023. Cette augmentation est due surtout à l'accroissement significatif des établissements privés.
160. Dans **le domaine de la santé**, Selon les résultats de l'EDSM VII 2023, on note globalement une amélioration de la couverture en soins de santé maternelle de 2018 à 2023 pour les données d'enquête (EDSM) et de 2022 à 2023 pour les données de routine. Ainsi le pourcentage de femmes ayant effectué au moins les quatre visites recommandées est passée de 43 % en 2018 à 80 % en 2023. En ce qui concerne le pourcentage de naissances qui ont eu lieu dans un établissement de santé, il passe de 45,42 % en 2022 (donnée de routine) à 55,5 % en 2023 (EDSM).
161. En 2023, le taux de prévalence contraceptive par méthode moderne a connu une amélioration par rapport à l'année 2022, passant de 19,6% en 2022 à 22,2% en 2023, soit une hausse de 2,6 points de pourcentage.
162. La proportion de décès attribuables au paludisme chez les enfants de moins 5 ans est passée de 37,9% en 2022 à 45,0% en 2023, soit, une hausse de 7,1 points de pourcentage.
163. L'extension de la couverture géographique en service de santé dans un rayon de 5 Km a légèrement augmenté entre 2022 et 2023, Cela pourrait s'expliquer par la construction de nouvelles constructions de centre de santé. Par contre une baisse est constatée au niveau de la consultation curative.
164. De 2022 à 2023 le nombre de CSCOM disposant d'au moins une sage-femme ou une infirmière obstétricienne resté stationnaire à 74%.
165. **S'agissant de l'accès à l'électricité**, l'objectif global de la politique énergétique nationale est de contribuer au développement durable du pays, à travers la fourniture de services énergétiques accessibles au plus grand nombre de la population au moindre coût et favorisant la promotion des activités socioéconomiques.
166. Au niveau national, le taux d'électrification en 2023 est de 55,8% dont 26,7% en milieu rural. Le taux de croissance de la demande est de l'ordre de 10 % en moyenne par an. La production thermique occupe encore une part prépondérante dans le mix énergétique du pays, autour d'environ 53,72%.
167. En 2023, la situation énergétique du Mali est caractérisée par un bilan énergétique dont la biomasse représente 75 % des énergies primaires, suivi de 20 % pour les importations d'hydrocarbures et 5 % pour l'électricité
168. En ce qui concerne, la consommation de gaz butane, elle a enregistré 13 849 tonnes en 2023 contre 15 000 tonnes en 2022, soit une baisse de 7,7%.
169. S'agissant du faible niveau du taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique de 13%, il s'explique par la non réalisation des projets solaires (IPP) prévus dont les conventions sont signées, l'absence d'investissements des bailleurs due à l'insécurité, la lourdeur dans les mises en vigueur comme DUP.

- 170. Dans le domaine de l'amélioration de l'accès à l'eau potable**, le taux d'accès aux services améliorés à l'eau potable au 31 décembre 2023 est de 72,1% pour le niveau national, 67,8% pour le milieu rural et de 82,8% pour le milieu semi urbain et urbain.
- 171.** Dans le périmètre hors SOMAGEP, les acquis ont porté sur la mise en service effective de 1 637 nouveaux Equivalents Points d'Eau Modernes (EPEM) en 2023 contre 1 636 EPEM en 2022, sans évolution du nombre des EPEM et 253 EPEM ont été réhabilités, contre 229 en 2022, soit une hausse de 82%. Le taux de réalisation du programme de l'ensemble des intervenants passe de 70% en 2022 à 57,7% en 2023, en termes de réalisation.
- 172.** Le nombre de villages/sites dépourvus de point d'eau potable (abstraction faite des hameaux) a été réduit de 531 en 2022, à 517 au 31 décembre 2023, soit la dotation de 14 nouveaux villages sans PEM.
- 173.** Dans le périmètre SOMAGEP, les efforts ont porté sur la poursuite de la mise en œuvre du projet structurant d'alimentation en eau potable de la Ville de Bamako, à partir de la localité de Kabala, le renforcement des Centres Extérieurs de la SOMAGEP-SA et de l'initiative des 100 000 branchements sociaux dans le cadre du Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Eau Potable.
- 174.** Les résultats acquis à ce niveau, ont contribué au rehaussement des capacités annuelles de production d'eau potable à 195,852 millions m³ en 2023, en augmentation de 8,24% par rapport à 2022. Les capacités annuelles de production d'eau potable, ont été rehaussées à 149,12 millions de m³ à Bamako et à 46,73 millions de m³ dans les Centres Extérieurs en 2023, en augmentation avec des taux respectifs de 9,71% et 3,83%, par rapport à 2022.
- 175.** Pour l'ensemble des centres de la SOMAGEP-SA, le nombre de nouveaux branchements réalisés en eau en 2023 est de 15 843 contre 37 586 en 2022. Le nombre de nouveaux branchements est en baisse de 57,85% par rapport à l'année 2022.
- 176.** Ce faisant, le taux d'accès connaît une hausse en passant de 67,3% en 2022 à 67,8% en 2023 en milieu rural, avec un écart de 0,5 point en pourcentage. En milieu urbain et semi urbain, le taux d'accès passe de 83,2% en 2022 à 82,8% en 2023, soit une régression de 0,4 points en pourcentage. Au niveau national, le taux d'accès s'améliore en passant de 71,9% en 2022 à 72,1% en 2023, soit une augmentation de 0,2 point en pourcentage.
- 177. Concernant l'emploi et le marché du travail**, le nombre de nouveaux emplois nets créés par les secteurs public et privé passe de 59 416 en 2022 à 49 533 en 2023, soit une baisse de 16,6%, (9 883 emplois de moins). Le nombre de nouveaux emplois créés en 2023 (53 692) a baissé d'environ 13% comparé à l'année 2022 où il était de 61 719. Les pertes d'emplois sont estimées à 4 159 emplois en 2023 contre 2 303 en 2022. Les taux de chômage des jeunes de 15-24 ans et de 15-35 ans sont respectivement de 15,7% et de 10,4% et sont supérieurs à celui du niveau national (6,4%).
- 178. Dans le cadre de la promotion de l'égalité du genre**, l'année 2023 a été marquée par la tenue des réunions statutaires du Conseil supérieur de la Politique Nationale Genre présidées par le Premier ministre en présence des membres du gouvernement, l'élaboration et la mise en œuvre de 13/27 documents stratégiques (plan d'action, stratégie, audit genre) pour l'intégration du genre au niveau sectoriel.
- 179.** L'accès des femmes aux facteurs de production est une condition nécessaire pour permettre leur participation à la croissance économique. Le secteur de la microfinance, notamment le Système Financier Décentralisé (SFD) est particulièrement présent en milieu rural. Avec les efforts, il a connu en 2023, un taux de pénétration de 13,8%. Cette pénétration des SFD en milieu rural contribue à réduire la contrainte de l'accès des producteurs ruraux aux services financiers qui limitent le développement des activités en milieu rural.
- 180.** En outre, on note le financement de 40 plans et projets de formation au profit de 1 454 agents/ actifs dont 723 femmes relevant des secteurs moderne (entreprises, organisations professionnelles) et non

structuré (associations professionnelles, coopératives des secteurs de l'artisanat et du monde rural) pour un coût total de 124 898 592 de FCFA. Quatorze (14) projets de formation ont été portés par les associations et groupements professionnels féminins relevant des couches vulnérables au profit de 432 femmes pour un montant total de 38 240 319 FCFA.

181. Au titre de 2023, les résultats majeurs enregistrés au niveau du Fonds d'Appui pour l'Autonomisation de la Femme et l'épanouissement de l'Enfant (FAFE) sont : le FAFE a enregistré les résultats suivants : (i) 58 associations dotées en matière et équipement et équipements de productions pour un montant de 121 millions de francs ; (ii) 150 filles déscolarisées formées en pose de henné et de technique de maquillage ; (iii) 120 femmes de 6 coopératives formées et équipées ; (iv) 850 femmes appuyées à travers un système, « Gnogon dème Soba » ; (v) 514 enfants dont 266 filles réinsérés ; (vi) et l'appui à 20 familles démunies pour l'établissement de 300 actes de naissance.
182. En outre, on note le financement de 40 plans et projets de formation au profit de 1 454 agents/ actifs dont 723 femmes relevant des secteurs moderne (entreprises, organisations professionnelles) et non structuré (associations professionnelles, coopératives des secteurs de l'artisanat et du monde rural) pour un coût total de 124 898 592 de FCFA. Quatorze (14) projets de formation ont été portés par les associations et groupements professionnels féminins relevant des couches vulnérables au profit de 432 femmes pour un montant total de 38 240 319 FCFA.
183. **Dans le cadre de la participation des femmes à la vie publique**, en l'absence d'élections, la situation est stagnante par rapport en 2022 pour les fonctions électives. Par rapport aux fonctions nominatives, sur une prévision de 30% les femmes représentent 24,3% dans les fonctions de directeur des services centraux en 2023.

3.2 Priorités du Gouvernement sur la période 2026-2028

184. Le cadrage budgétaire 2026-2028 se fonde sur « **Mali kura jetaasira ka ben san 2063 ma** » et sur sa Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable 2024-2033.

ENCADRE 1 :

« MALI KURA JETAASIRA KA BEN SAN 2063 MA » ET LA STRATEGIE NATIONALE POUR L'EMERGENCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE (SNEDD) 2024-2033

« Mali Kura jetaasira ka ben san 2063 ma » et la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033 ont été formellement approuvés par le Conseil des ministres du 17 janvier 2025 *comme cadre unique de référence des politiques et stratégies de développement du Mali conformément au Décret n°016-0056/P-RM du 15 février 2016 fixant les modalités d'élaboration, d'approbation et de mise en œuvre des documents de politique nationale.*

L'élaboration de ces documents rentre en droite ligne des trois principes constitutionnels qui guident l'action publique à savoir : le respect de la souveraineté de l'Etat, les choix souverains du Peuple et la défense de ses intérêts.

Le « Mali Kura jetaasira ka ben san 2063 ma » représente une étape décisive dans la transformation stratégique du Mali. Conçue dans un esprit de renouveau et de rupture, elle ambitionne :

- **Un Nouveau Modèle de Citoyenneté ("Maliden Kura")** : Comme condition préalable à l'avènement d'un Mali Kura (Mali Nouveau), le Maliden Kura (Malien Nouveau) constitue le fondement de la Vision 2063.
- **Un Etat Stratège et développementaliste** : Renforcement du leadership de l'Etat dans la gestion des secteurs stratégiques (mines, pétrole, énergie, santé, éducation...etc.) en jetant les bases d'une industrialisation avec des investissements dans les industries lourdes ;
- **Une sécurité renforcée** : Assurer la sécurité sur tout le territoire national grâce à une approche globale favorisant une paix durable, essentielle au développement et à la cohésion nationale.

- **Une émergence économique** : Élever le Mali au rang des nations émergentes grâce à une croissance inclusive, soutenue par un taux annuel moyen de 10 %, tirant parti des énormes potentialités et opportunités économiques.
- **Une souveraineté renforcée** : Réduire les dépendances économiques et financières tout en mobilisant les atouts nationaux, notamment les ressources naturelles et humaines.
- **Une résilience durable** : Consolider les bases d'un développement harmonieux en répondant aux défis sociaux, environnementaux et infrastructurels.
- **Un ancrage irréversible dans la Confédération des Etats du Sahel** : Renforcer et promouvoir la sécurité, la Défense, la Diplomatie et le Développement de cet espace.

La Vision du Mali pour 2063 : Le Mali ambitionne de devenir « **Une nation souveraine et unie dans sa diversité culturelle, une société solidaire et juste, un pays bien gouverné et sécurisé, une économie forte et avancée, un niveau de développement humain élevé et un environnement durablement préservé** ».

La mise en œuvre « Mali Kura jetaasira ka ben san 2063 ma » s'articule autour de quatre phases décennales, chacune ayant des priorités stratégiques spécifiques :

La première phase (2024-2033) se concentre sur la refondation de l'État et la transformation structurelle de l'économie.

La deuxième phase (2034-2043) se consacre à la spécialisation dans des secteurs à haute valeur ajoutée, tout en consolidant les acquis de la première phase pour permettre au Mali d'atteindre l'émergence économique, notamment grâce au développement des industries lourdes et des technologies de pointe.

La troisième phase (2044-2053) met l'accent sur un développement humain élevé, visant à améliorer durablement le bien-être des populations par l'éradication de la pauvreté, l'amélioration des services de santé, de l'éducation, et le développement des infrastructures.

Enfin, **la quatrième phase (2054-2063)** est celle de la consolidation des acquis précédents, marquée par une industrialisation rapide et un développement harmonieux des services, notamment le commerce, le transport et le tourisme.

La Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable (SNEDD) est le cadre opérationnel pour la première décennie 2024-2033.

Elle est bâtie autour de cinq (5) Axes stratégiques, 13 Objectifs globaux et 38 Objectifs spécifiques dont la mise en œuvre permettra d'atteindre **son objectif général « la Refondation de l'Etat et la transformation structurelle de l'économie »**. Cette Stratégie est fondée sur une démarche stratégique axée sur les projets structurants et intégrateurs.

185. Le cadrage budgétaire 2026-2028 prend en compte également le Plan d'Action du Gouvernement (PAG) 2025-2026 qui découle des orientations des documents stratégiques, notamment la feuille de route de la Transition, les recommandations issues des Assises nationales de la Refondation, le Dialogue inter-Maliens, la Vision « **Mali Kura jetaasira ka ben san 2063 ma** » et la Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable : SNEDD 2024-2033.

186. Pour rappel, le PAG 2025-2026 a été adopté à l'unanimité des membres du Conseil National de Transition le lundi, 19 mai 2025. Il est bâti autour de huit (08) axes, 24 Objectifs avec 72 indicateurs, 69 actions et 305 activités avec 402 indicateurs.

187. Les huit (08) axes sont les suivants :

Axe 1 : Renforcement de la défense et de la sécurité ;

Axe 2 : Reformes politiques et institutionnelles ;

Axe 3 : Satisfaction des besoins fondamentaux de la population ;

Axe 4 : Amélioration de la couverture sanitaire ;

Axe 5 : Amélioration du système éducatif ;

Axe 6 : Apaisement du climat social ;

Axe 7 : Renforcement de notre diplomatie ;

Axe 8 : Création de conditions pour des élections transparentes et apaisées.

188. Le coût global de la mise en œuvre du Plan d'Action du Gouvernement est évalué à 1 577,3 milliards de FCFA sur la période 2025-2026.

189. En termes d'allocations budgétaires, la priorité sera accordée à ce qui suit :

- la poursuite du renforcement des capacités opérationnelles des Forces Armées et de Sécurité ;
- la poursuite de la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- la poursuite de l'opérationnalisation des nouveaux services publics issus des nouvelles régions ;
- la préservation et la consolidation de la paix sociale ;
- l'amélioration de la gouvernance politique, économique, financière, administrative et judiciaire ;
- l'accroissement de la productivité globale et la diversification des activités économiques ;
- la transformation industrielle de l'économie et le développement des échanges commerciaux avec la sous-région ;
- le développement des Secteurs d'appui à la croissance ;
- le développement d'un capital humain de qualité ;
- la préservation de l'environnement et la promotion du développement durable ;
- le développement des capacités de résilience des populations face aux changements climatiques
- l'amélioration du transfert des ressources budgétaires aux Collectivités territoriales.

3.3 Analyse des allocations budgétaires 2026-2028 par axe de SNEDD et par fonction

190. L'analyse des dépenses par axe et par fonction permet de donner la structure des dépenses en fonction des priorités stratégiques du Gouvernement, compte tenu des objectifs socioéconomiques que les administrations publiques s'efforcent d'atteindre. Elle regroupe les dépenses publiques autour de dix (10) grandes fonctions réparties entre les différents axes de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD).

Tableau 16 : Allocations budgétaires par axe de la SNEDD et par fonction (en milliards de FCFA), 2025-2028

AXES/FONCTIONS	2025 LFR	2026 PLF	2027 Proj.	2028 Proj.	Moy. 26-28
Axe 1 : Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité	991,5	847,7	975,8	1 061,1	961,5
Défense	527,0	515,9	584,9	636,4	579,1
Ordre et Sécurité publics (<i>Services de police, et Services de protection civile</i>)	462,9	330,9	390,1	423,9	381,6
Loisirs, culture et culte (<i>Culte et autres services communautaires</i>)	1,6	1,0	0,7	0,8	0,8
Axe 2 : Refondation de la Gouvernance	574,2	745,3	760,1	838,6	781,3
Services généraux des administrations publiques	532,8	700,5	705,5	777,2	727,7
Ordre et Sécurité publics (<i>Tribunaux et Administration pénitentiaire</i>)	41,5	44,8	54,6	61,4	53,6
Axe 3 : Transformation structurelle de l'économie et croissance	497,3	723,3	698,6	788,8	736,9
Affaires économiques	492,0	716,1	689,9	779,2	728,4
Loisirs, culture et culte (<i>Services culturels</i>)	5,3	7,2	8,7	9,7	8,5
Axe 4 : Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients	937,7	975,2	1 111,0	1 242,9	1 109,7
Logement et équipements collectifs	45,6	36,6	62,3	76,6	58,5
Santé	160,9	198,1	194,2	215,3	202,5
Loisirs, culture et culte (<i>Services récréatifs et sportifs</i>)	109,4	47,1	41,1	46,7	44,9
Enseignement	530,9	593,5	696,0	772,4	687,3
Protection sociale	91,0	99,8	117,5	132,0	116,4
Axe 5 : Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences	35,8	40,9	52,9	58,5	50,8
Protection de l'environnement	35,8	40,9	52,9	58,5	50,8
Opérations concernant la dette publique	243,3	245,9	304,6	324,7	291,7
Total Général	3 279,9	3 578,2	3 903,1	4 314,7	3 932,0

Source : DGB, septembre 2025

Tableau 17 : Ratios par rapport aux dépenses totales 2025-2028

AXES/FONCTIONS	2025 LFR	2026 PLF	2027 Proj.	2028 Proj.	Moy. 26-28
Axe 1 : Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité	30,2%	23,7%	25,0%	24,6%	24,4%
Défense	16,1%	14,4%	15,0%	14,8%	14,7%
Ordre et Sécurité publics (<i>Services de police, et Services de protection civile</i>)	14,1%	9,2%	10,0%	9,8%	9,7%
Loisirs, culture et culte (<i>Culte et autres services communautaires</i>)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Axe 2 : Refondation de la Gouvernance	17,5%	20,8%	19,5%	19,4%	19,9%
Services généraux des administrations publiques	16,2%	19,6%	18,1%	18,0%	18,6%
Ordre et Sécurité publics (<i>Tribunaux et Administration pénitentiaire</i>)	1,3%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%
Axe 3 : Transformation structurelle de l'économie et croissance	15,2%	20,2%	17,9%	18,3%	18,8%
Affaires économiques	15,0%	20,0%	17,7%	18,1%	18,6%
Loisirs, culture et culte (<i>Services culturels</i>)	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Axe 4 : Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients	28,6%	27,3%	28,5%	28,8%	28,2%
Logement et équipements collectifs	1,4%	1,0%	1,6%	1,8%	1,5%
Santé	4,9%	5,5%	5,0%	5,0%	5,2%
Loisirs, culture et culte (<i>Services récréatifs et sportifs</i>)	3,3%	1,3%	1,1%	1,1%	1,2%
Enseignement	16,2%	16,6%	17,8%	17,9%	17,4%
Protection sociale	2,8%	2,8%	3,0%	3,1%	3,0%
Axe 5 : Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences	1,1%	1,1%	1,4%	1,4%	1,3%
Protection de l'environnement	1,1%	1,1%	1,4%	1,4%	1,3%
Opérations concernant la dette publique	7,4%	6,9%	7,8%	7,5%	7,4%
Total Général	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : DGB, septembre 2025

3.3.1 Axe 1 : Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité

191. Cet axe vise à renforcer la souveraineté du pays à travers le renforcement de la capacité de défense et de sécurité. Il vise également à préserver et consolider la paix sociale. Le financement en faveur de l'axe 1 s'élèverait à 847,7 milliards de FCFA en 2026 et devrait augmenter à 1061,1 milliards F CFA en 2028, soit une moyenne de 961,5 milliards FCFA sur la période 2026-2028. Cet axe représenterait en moyenne 24,4% des dépenses totales sur la période 2026-2028. L'axe couvre les fonctions suivantes : (i) Défense, (ii) Ordre et sécurité publics et (iii) Loisirs, culture et culte notamment, la sous-fonction (ou groupe) Culte et autres services communautaires.

- **Défense**

192. Les allocations budgétaires pour la défense sont projetées sur la période 2026-2028 à 579,1 milliards de FCFA en moyenne. Le poids moyen des dépenses de défense dans les dépenses totales serait de l'ordre 14,7% sur la période de cadrage. Ces évolutions s'expliqueraient essentiellement par le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense nationale en lien avec la consolidation des acquis.

193. Les dotations serviront à poursuivre l'atteinte des objectifs globaux suivants :

- renforcer la capacité de défense et de sécurité du pays ;
- préserver et Consolider la paix sociale.

Spécifiquement, il s'agit de :

- devenir une puissance militaire sous régionale capable de défendre l'intégrité territoriale ;
- éradiquer le terrorisme et l'extrémisme violent sous toutes ses formes ;
- restaurer la cohésion sociale et le vivre ensemble ;
- mettre en œuvre les recommandations du Dialogue Inter-Maliens.

- **Ordre et sécurité publics**

194. Dans le cadre du renforcement des acquis de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI) en vue de lutter contre l'insécurité sous toutes ses formes, les dépenses en faveur de l'ordre et la sécurité s'établiraient en moyenne à 381,6 milliards de FCFA sur la période 2026-2028, soit 9,7% des dépenses totales. Les sous-fonctions de la fonction Ordre et sécurité qui participent à la mise en œuvre de l'axe stratégique 1 concernent, notamment, *les services de la police et les services de protection civile*. Ces allocations se justifieraient par le renforcement des effectifs ainsi que des capacités opérationnelles des forces de la police, de la gendarmerie et de la protection civile.

- **Loisirs, culture et culte (Culte et autres services communautaires)**

195. Le groupe « *Culte et autres services communautaires* » de la fonction « Loisir, culture et culte » participe à la mise en œuvre de l'axe stratégique 1 à travers essentiellement des activités communautaires de culte visant à raffermir les liens sociaux et consolider la paix et le vivre ensemble. Les allocations en faveur de cette sous-fonction sont projetées en moyenne à 0,8 milliard de FCFA sur la période 2026-2028. Ces allocations serviront à promouvoir les activités communautaires de culte dans le cadre de la consolidation de la paix.

3.3.2 Axe stratégique 2 : Refondation de la Gouvernance

196. L'axe 2 permettra au Gouvernement de poursuivre la refondation de la gouvernance à travers la mise en œuvre des objectifs globaux suivants :

- renforcer l'autorité et le leadership de l'Etat ;
- améliorer la Gouvernance politique, administrative et judiciaire ;
- améliorer la Gouvernance économique et financière.

197. Il couvre les fonctions suivantes : (i) Services généraux des administrations publiques et (ii) ordre et sécurité publics notamment, les sous-fonctions (ou groupes) relatives aux tribunaux et l'administration pénitentiaire.

198. Les allocations budgétaires en faveur de cet axe représenteraient en moyenne 19,9% des dépenses totales et passeraient de 745,3 milliards de FCFA en 2026 à 838,6 milliards de FCFA en 2028, soit une moyenne de 781,3 milliards de FCFA sur la période 2026-2028.

- **Services généraux des administrations publiques**

199. Les allocations en faveur des services généraux des administrations publiques (hors intérêts de la dette publique) sont prévues à 700,5 milliards de FCFA en 2026 et passeraient à 777,2 milliards F CFA en 2028, soit une moyenne de 727,7 milliards de FCFA sur la période du cadrage.

200. En lien avec la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033, les dotations serviront à poursuivre l'atteinte des objectifs sectoriels suivants :

- améliorer la gouvernance des secteurs stratégiques ;
- renforcer la confiance aux institutions ;
- renforcer l'efficacité de la politique extérieure ;
- rendre l'administration publique moderne et performante ;
- améliorer l'administration du territoire et la décentralisation.

- **Ordre et Sécurité (tribunaux et administration pénitentiaire)**

201. Le groupe « tribunaux et administration pénitentiaire » de la fonction « Ordre et sécurité »

contribuerait à l'axe stratégique 2 dans le cadre de l'assainissement du secteur de la justice pour en faire un instrument de garantie de la paix sociale et des droits fondamentaux des citoyens. De manière spécifique, le Gouvernement entend poursuivre ses efforts en de (i) promouvoir la justice et les droits de l'Homme et (ii) renforcer la lutte contre la corruption et la délinquance financière. Ainsi, les dépenses en faveur de ces deux sous-fonctions s'établiraient en moyenne à 42,3 et 13,2 milliards de FCFA, respectivement, sur la période 2026-2028.

3.3.3 Axe 3 : Transformation structurelle de l'économie et croissance

202. Cet axe vise comme objectifs globaux : (i) accroître la productivité globale et diversifier les activités économiques ; (ii) assurer la transformation industrielle de l'économie et faire du Mali une plaque tournante du commerce sous régionale et (iii) accélérer le développement des Secteurs d'appui à la croissance.

203. L'axe stratégique 3 couvre les fonctions suivantes : (i) Affaires économiques et (ii) (Loisirs, culture et culte (sous fonction Services culturels)).

204. Les allocations budgétaires en faveur de cet axe se situeraient à 736,9 milliards FCFA en moyenne sur la période 2026-2028, passant de 723,3 milliards FCFA en 2026 à 788,8 milliards FCFA en 2028. Elles représenteraient en moyenne 18,8% des dépenses totales sur la même période.

- **Affaires économiques**

205. Les dépenses des affaires économiques passeraient de 716,1 milliards FCFA en 2026 à 779,2 milliards FCFA en 2028, soit une moyenne à 728,4 milliards FCFA sur la période 2026-2028 ou un poids de 18,6% des dépenses totales. Ces allocations budgétaires serviront à poursuivre l'atteinte des objectifs spécifiques suivants :

- accroître durablement la production de céréales pour assurer une autosuffisance alimentaire au Mali ;
- diversifier et intégrer l'exploitation minière à l'économie ;
- assurer la transformation industrielle de l'économie ;
- développer les échanges commerciaux ;
- assurer un développement équilibré des différents modes de transport ;
- accroître la capacité et garantir la sécurité énergétique du pays ;
- assurer une révolution numérique ;
- diversifier les sources de financement de l'économie.

- **Loisirs, culture et culte (Services culturels)**

Le groupe « *Services culturels* » de la fonction « Loisir, culture et culte » participe à la mise en œuvre de l'axe 3 avec des allocations projetées en moyenne à 8,5 milliards de FCFA sur la période 2026-2028. Ces allocations serviront à faire de l'artisanat, le tourisme et la culture un facteur de développement.

3.3.4 Axe stratégique 4 : Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients

206. L'ambition de l'axe stratégique 4 est de faire en sorte que les efforts de développement se traduisent pour les populations, notamment les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap, par une éducation de qualité, une bonne santé, des emplois décents, un accès universel à l'eau potable, un cadre de vie sain et une meilleure protection sociale. Il s'agit de transformer l'important bonus démographique dont dispose le Mali en un réel dividende démographique. Cet axe visera également à faire de l'urbanisation et de la migration des opportunités pour le développement du Mali.

Les objectifs globaux de cet axe sont les suivants :

- contribuer à l'émergence d'un capital humain de qualité ;
- mettre les femmes, les jeunes et les maliens établis à l'extérieur au cœur du développement ;
- développer de façon équilibrée les territoires.

207. L'axe couvre les fonctions suivantes : (i) « Logement et équipements collectifs » ; (ii) « Santé » ; (iii) « Loisirs, Culture et Culte » notamment, les sous-fonctions « Services récréatifs et sportifs » et « Loisirs, culture et culte n.c.a », (iv) « Enseignement » et (v) « Protection Sociale ».

208. En vue de l'atteinte de ses objectifs, l'axe stratégique 4 bénéficierait en moyenne 28,2% des dépenses totales sur la période 2026-2028. En valeur absolue, elles passeraient de 975,2 milliards de F CFA en 2026 à 1 242,9 milliards F CFA en 2028, soit une dotation moyenne de 1 109,7 milliards F CFA sur la même période.

- **Logement et équipements collectifs**

209. La fonction Logement et équipements collectifs contribue à l'atteinte des objectifs spécifiques suivants retenus dans la SNEDD 2024-2033 :

- accroître l'attractivité des zones Sous-peuplées et des zones défavorisées ;
- accroître l'attractivité des villes ;
- réduire les inégalités sociales et la pauvreté.

210. Les dépenses relatives au logement et équipements collectifs passeraient de 36,6 milliards de FCFA en 2026 à 76,6 milliards de F CFA en 2028. Les actions prioritaires relatives au logement et aux équipements collectifs porteront sur :

- ✓ la poursuite de la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (PNAT) à travers l'opérationnalisation du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) ;
- ✓ la poursuite de la mise en œuvre du programme de construction de 50.000 logements sociaux ;
- ✓ l'amélioration de l'offre de service d'eau potable ;
- ✓ la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée.

- **Santé**

211. Les allocations budgétaires du secteur de la santé passeraient de 198,1 milliards de FCFA en 2026 à 215,3 milliards de FCFA en 2028, soit une moyenne de 202,5 milliards de FCFA sur la période 2026-2028. Elles représenteraient en moyenne 5,2% des dépenses totales sur la même période.

212. Les dépenses s'inscriront dans le cadre de la mise en place d'un système de santé moderne à travers notamment :

- la construction et l'équipement des infrastructures de santé (Hôpitaux, Csréf, etc.) ;
- l'amélioration du plateau technique des hôpitaux ;
- l'augmentation de l'offre et l'utilisation de services et produits de santé de qualité fournis par des ressources humaines qualifiées et équitablement réparties sur l'ensemble du territoire.

- **Loisirs, culture et culte (Services récréatifs et sportifs et Loisirs, culture et culte n.c.a)**

213. Les groupes « *Services récréatifs et sportifs et culte et Loisirs, culture et culte n.c.a* » de la fonction « Loisir, culture et culte » contribuent à la mise en œuvre de l'axe 4. Les dépenses relatives à ces deux groupes se chiffrent respectivement en moyenne à 36,0 et 8,9 milliards de FCFA, sur la période 2026-2028. Ces allocations serviront à faire émerger un citoyen malien doté de vertus et de hautes qualités humaines et sociales et à faire des jeunes les acteurs du changement et de l'unité nationale.

- **Enseignement**

214. Le diagnostic du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle a permis de dégager un certain nombre d'enjeux et de défis importants à prendre en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'éducation et de la formation professionnelle. Au regard des enjeux et défis nationaux, mais aussi des nouveaux engagements internationaux pris par notre pays, notamment par rapport à l'agenda 2030 de l'Education et l'agenda 2063 de l'Union Africaine, le Gouvernement de la République du Mali s'est doté d'un nouveau programme Décennal de l'Education et de la Formation Professionnelle (PRODEC 2) 2019-2028, en capitalisant sur les leçons apprises de la mise en œuvre du précédent programme et des études spécifiques menées.

215. Ce nouveau programme s'intéresse aux orientations stratégiques et aux principales réformes politiques envisagées. Ses axes de réforme sont :

- l'amélioration de l'efficacité interne et externe du système éducatif ;
- l'amélioration de la formation et de la gestion des enseignants ;
- la promotion de l'accès équitable et inclusif à une éducation de base de qualité pour tous ;
- le renforcement de la gouvernance du secteur ;
- le renforcement de la résilience du secteur.

216. Pour soutenir ces réformes, le cadrage budgétaire 2026-2028 prévoit au titre de la fonction « Enseignement » une dotation qui se chiffre en moyenne à 687,3 milliards de FCFA, soit un taux de variation annuel moyen de 14,1%. Elle représenterait environ 17,4% en moyenne des dépenses totales sur la même période. Ce ratio reflète la volonté du Gouvernement de mettre en place un système éducatif performant, cohérent et inclusif. Les priorités s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEC 2, renforcée par les recommandations issues des Etats Généraux de l'Education.

217. Les principales actions concernent entre autres :

- le recrutement du personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures d'accueil des étudiants (bureau, salles, bibliothèques et laboratoires) ;
- l'amélioration du rendement interne du système pour une meilleure employabilité des jeunes et l'insertion socioprofessionnelle des sortants ;
- l'achèvement d'un enseignement fondamental de qualité pour tous les enfants, filles et garçons ;
- la promotion des valeurs culturelles favorables à la création de la richesse et au développement durable ;
- le renforcement de la qualité de la gestion du système éducatif et de ses ressources ;
- l'accroissement des conditions d'accès à l'enseignement supérieur et au renforcement de la recherche scientifique et l'innovation ;
- la généralisation de l'approche par compétence (APC) dans l'enseignement secondaire technique et professionnel ;

- la sécurisation de l'espace scolaire et universitaire.

- **Protection sociale**

218. Les dépenses relatives à la « Protection sociale » passeraient de 99,8 milliards de FCFA en 2026 à 132,0 milliards de FCFA en 2028, soit une progression annuelle moyenne de 15,0% sur la période 2026-2028.

Ces dépenses contribueraient avec d'autres ressources, notamment les ressources propres des organismes de sécurité sociale, à : (i) créer les conditions de réalisation de l'autonomisation économique de la Femme ; (ii) encourager la participation des maliens établis à l'extérieur au développement ; (iii) réduire les inégalités sociales et la pauvreté et (iv) créer des emplois décents. Les actions prioritaires dans ce domaine visent à :

- assurer la protection et la sécurisation des migrants et les membres de leurs familles ;
- étendre la protection sociale à tous ;
- assurer la sécurité élémentaire de revenu à travers les projets de filets sociaux ;
- renforcer la participation des femmes et des jeunes dans les activités socioéconomiques.

3.3.5 Axe stratégique 5 : Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences

219. Cet axe vise à concevoir le processus de développement avec le souci de préserver l'environnement et de renforcer la capacité de résilience des populations face aux effets du changement climatique. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont : (i) gérer et préserver l'environnement et promouvoir le développement durable et (ii) développer les capacités de résilience des populations dans un contexte lié aux changements climatiques.

220. L'axe stratégique 5 couvre essentiellement la fonction « Protection de l'environnement ». Elle concentrera durant la période du cadrage, une allocation budgétaire se situant à 1,3% en moyenne des dépenses totales sur la période 2026-2028. Ces allocations passeraient de 40,9 milliards de FCFA en 2026 à 58,5 milliards de FCFA en 2028, soit une moyenne de 50,8 milliards de FCFA.

221. Ces allocations viseront, entre autres, à :

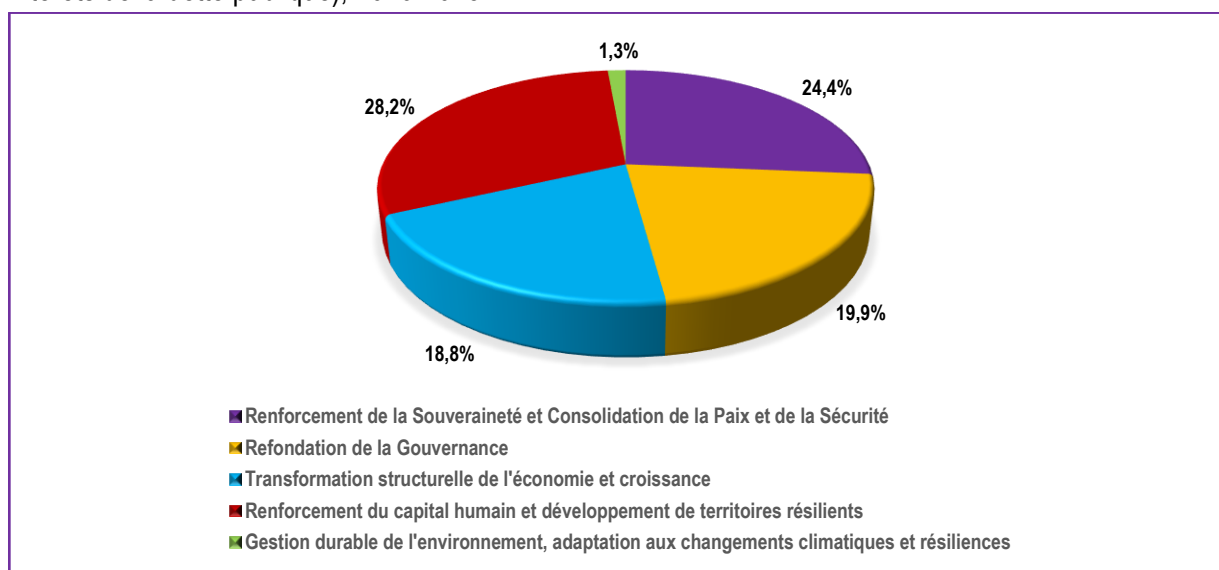
- promouvoir l'éducation environnementale de qualité ;
- accélérer l'accès de la population au service de l'assainissement durable ;
- gérer durablement la biodiversité et les écosystèmes terrestres et aquatiques ;
- renforcer les capacités de prévention et de gestion des risques et des catastrophes naturelles ;
- améliorer la capacité d'adaptation des populations et la résilience ;
- renforcer la lutte contre la sécheresse et la désertification.

Les principaux projets pour l'atteinte des objectifs de l'axe 5 sont les suivants :

- Gestion intégrée de lutte contre la désertification et la sécheresse de la Grande Muraille verte au Mali ;
- Promotion des technologies de pointe pour développer une agriculture adaptée au contexte désertique ;
- Appui à l'Alimentation en Eau Potable et Assainissement résilients au Changement Climatique ;
- Développement et promotion du système de l'information climatique, d'alerte précoce et Gestion des risques et des catastrophes ;

- Gouvernance des aires de conservation de la biodiversité et lutte contre les risques climatiques.

Figure 22 : Poids moyen des axes de la SNEDD dans les dépenses totales (hors remboursement des intérêts de la dette publique), 2026-2028



Source : DGB, septembre 2025

IV. SITUATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES ORGANISMES PUBLICS

4.1 Situation financière des Collectivités Territoriales

4.1.1 Ressources transférées aux Collectivités Territoriales

222. Durant la période récente, les transferts budgétaires ont légèrement ralenti du fait des contraintes liées à la situation économique et sécuritaire dans le pays.

Tableau 18 : Transferts budgétaires inscrits dans la loi de finances au profit des Collectivités territoriales (en milliards de FCFA), 2023-2025

Niveau de collectivité	LFR 2023		LFI 2024		LFI 2025		Moyenne 2023-2025	Taux d'évolution 2023-2025
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées		
Conseil Régional	125,6	25,5%	48,9	11,1%	118,0	27,3%	97,5	-6,1%
Conseil de Cercle ¹⁴	68,9	14,0%	74,7	17,0%	-	-	-	-
Conseil Communal	236,7	48,1%	245,9	55,9%	249,9	57,8%	244,5	5,6%
Crédits Globaux	60,7	12,3%	70,6	16,0%	64,9	14,9%	65,4	6,9%
TOTAL	491,9	100%	440,1	100,0%	432,6	100,0%	407,0	2,3%

Source : DGB, avril 2025

223. Au niveau des Collectivités Territoriales, le Conseil Communal est l'échelon territorial qui reçoit la part prépondérante des ressources transférées avec 249,9 milliards de FCFA, soit 57,8% au titre du budget 2025.

224. Quant au Conseil Régional, sa part dans les ressources transférées s'élève à 118 milliards de FCFA, représentant 27,3% en 2025.

Tableau 19 : Transferts budgétaires au profit des collectivités par nature (en milliards de FCFA), 2023-2025

Natures	LFR 2023		LFI 2024		LFI 2025		Moyenne 2023-2025
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	
Dépenses courantes	340,34	69,19%	365,62	83,08%	366,20	84,66%	357,4
dont personnel	288,41	58,63%	311,35	70,75%	311,96	72,12%	303,9
Dépenses en capital	151,56	30,81%	74,47	16,92%	66,35	15,34%	97,5
dont Appui Budgétaire	6,18	1,26%	2,84	0,64%	0,00	0,00%	3
TOTAL	491,9	100,00%	440,1	100,00%	432,6	100,00%	454,9

Source : DGB, avril 2025

225. Sur la période 2023-2025, les ressources transférées aux Collectivités territoriales en termes de dotations budgétaires en loi de finances ont été consacrées en grande partie aux dépenses courantes qui sont estimées à 340,3 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023 ; 365,6 milliards de FCFA dans le budget 2024 et 366,2 milliards de FCFA dans la LFI 2025, soit en moyenne 357,4 milliards de FCFA sur la période. Quant aux ressources transférées relatives aux dépenses en capital, elles sont estimées à 151,6 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023 ; 74,5 milliards de FCFA dans le budget 2024 et enfin 66,4 milliards de FCFA dans la LFI 2025, soit une moyenne de 97,5 milliards de FCFA.

¹⁴ Dans la LFI 2025, le Conseil de Cercle ne figure pas conformément à la Loi N°2023-007 du 13 mars 2023 portant création des Collectivités territoriales en République du Mali, qui a conduit la suppression de la Collectivité territoriale de Cercle.

Tableau 20 : Transferts budgétaires aux Collectivités territoriales (2021-2025)

Libellés	Lois de finances				2025
	2021	2022	2023	2024	
Recettes budgétaires (en milliards de FCFA)	1 757,4	1875,4	1 997,3	2 179,2	2 526,3
Crédits décentralisés (en milliards de FCFA)	459,9	437,97	411,98	440,09	432,6
Ratio (pourcentage)	26,2	23,4	20,62	20,3	17,1%

Source : DGB, avril 2025

226. Entre 2021 et 2025, les efforts budgétaires se sont poursuivis au profit des Collectivités territoriales. A cet effet, les transferts budgétaires en pourcentage des recettes budgétaires se situent en moyenne à 18,1% entre 2021-2025. Au titre du budget 2025, les efforts budgétaires de l'Etat au profit des Collectivités ont connu une baisse par rapport au budget 2024 pour se situer à 17,1% des recettes budgétaires. Ce niveau s'explique en partie par l'absence d'ABS et l'augmentation rapide des recettes budgétaires en 2025.

4.1.2 Situation financière des Collectivités territoriales

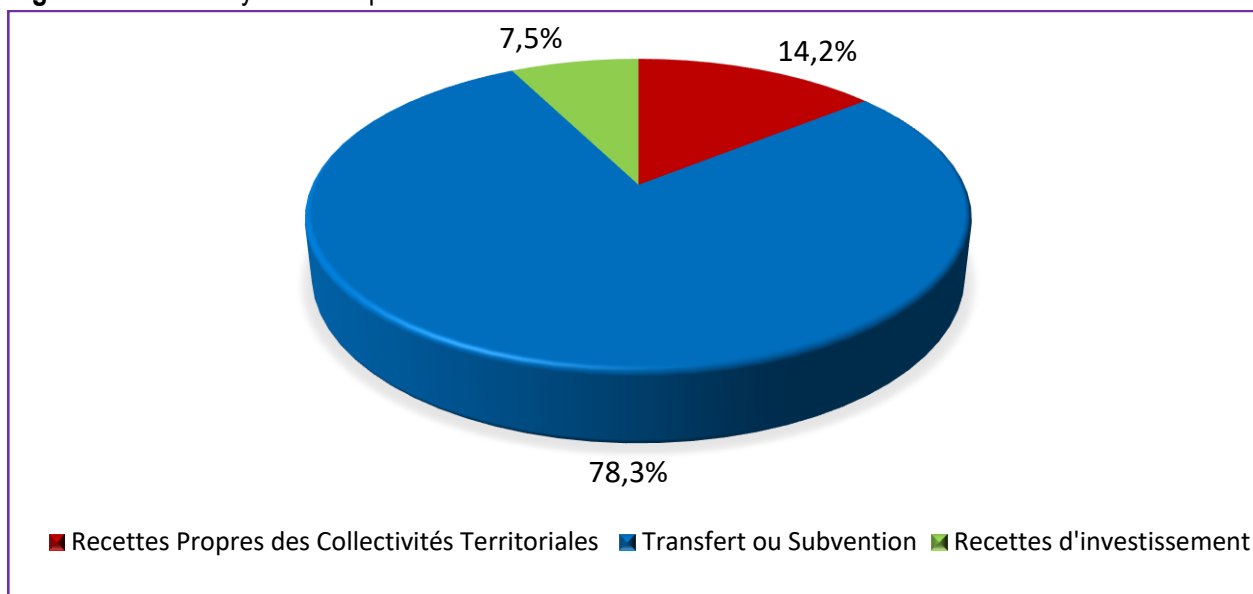
227. Sur la base des données collectées, on constate que des efforts de mobilisation des recettes propres des Collectivités territoriales se poursuivent avec un taux de croissance annuel moyen de 3,55% entre 2021 et 2025. Sur la même période, les « transferts ou subventions » accordées aux Collectivités territoriales par l'État et d'autres institutions, constituant une part importante de leurs ressources, soit 78,3% (cf. **Figure 23**) en moyenne, ont progressé de l'ordre de 5,53% par an.

Tableau 21 : Evolution Recettes-Dépenses des Collectivités territoriales (2021-2024), en millions FCFA

Rubriques	Réalizations			2024	Taux de croissance annuel moyen
	2021	2022	2023		
Recettes	340 243,85	393 092,89	397 739,12	376 592,67	3,44%
Recettes Propres des CT dont :	49 062,20	54 704,43	56 203,22	54 482,85	3,55%
Recettes Fiscales	41 245,68	47 158,17	48 261,34	43 334,23	1,66%
Recettes non Fiscales	6 861,55	6 962,18	7 007,93	5 426,98	-7,52%
Autres recettes propres	954,97	584,08	933,95	5 721,65	81,61%
Transfert ou Subvention dont	254 448,38	313 454,73	315 131,86	299 033,61	5,53%
Subvention de l'État	254 226,18	313 341,98	315 034,18	298 351,98	5,48%
Autres subventions	222,2	112,75	97,68	681,63	45,30%
Recettes d'investissement	36 733,27	24 933,73	26 404,04	23 076,21	-14,35%
Dépenses	316 341,90	395 307,58	392 209,01	328 700,22	1,29%
Dépenses courantes dont :	284 756,70	361 643,60	366 731,05	312 062,99	3,10%
Personnel	212 286,97	257 938,63	268 248,97	255 125,96	6,32%
Fonctionnement	72 469,73	103 704,97	98 482,08	56 937,03	-7,73%
Dépenses d'investissement dont :	31 585,20	33 663,98	25 477,96	16 637,22	-19,24%
Financement sur ressources propres	10 102,30	11 462,55	13 552,96	7 406,35	-9,83%
Financement sur subventions (État, PTF), Dons et emprunts	21 482,90	22 201,43	11 925,00	9 230,87	-24,54%

Source : DGTCP, avril 2025

Figure 23 : Part moyenne des postes de recettes dans le total des ressources des CT entre 2021-2025

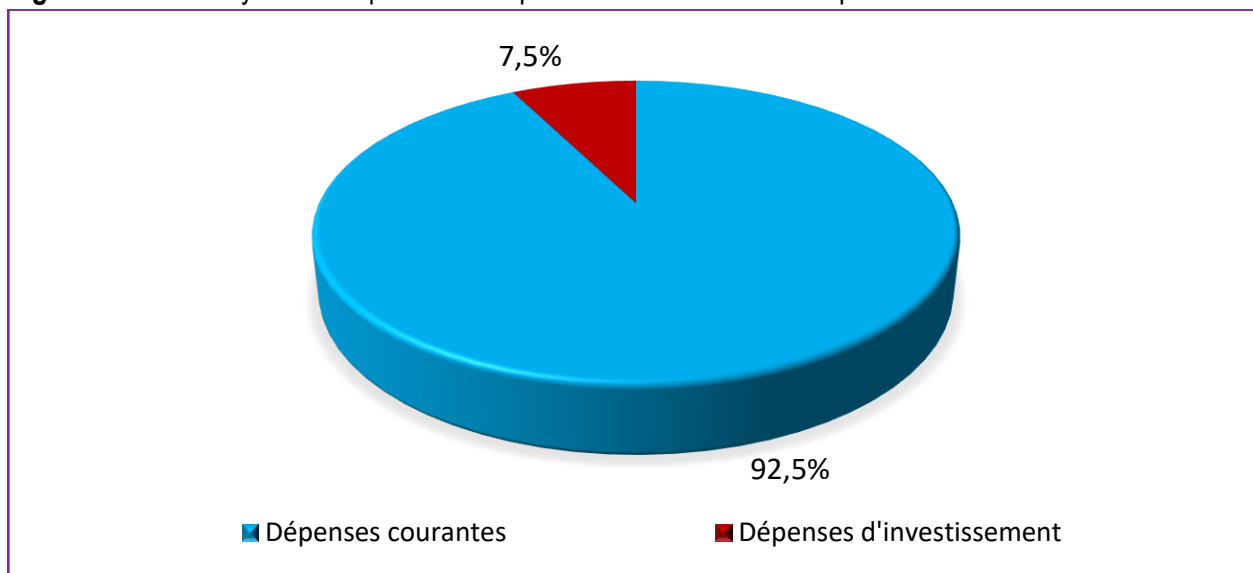


Source : DGTCP, avril 2025

228. Comparativement aux recettes, les dépenses totales ont augmenté à un rythme moins important, soit 1,3% en moyenne annuelle entre 2021 et 2025. Les dépenses de personnel ont progressé de 6,3% en moyenne tandis que celles de fonctionnement ont régressé de 7,7% en moyenne par an.

229. La décomposition des dépenses, illustrée par la figure 24, révèle une prédominance des dépenses courantes (92,5% en moyenne) sur la période 2021-2025, portées par les dépenses de personnel qui occupent environ 75,2% des dépenses courantes. Les dépenses d'investissement représentent 7,5% en moyenne des dépenses totales sur la période 2021-2025.

Figure 24 : Part moyenne des postes de dépenses dans le total des dépenses des CT entre 2021-2025



Source : DGTCP, avril 2025

4.2 Situation financière des Organismes de Sécurité Sociale

230. La sécurité sociale au Mali est gérée par quatre organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) ; (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) et (iv) l'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM).

4.2.1 Institut National de Prévoyance Sociale

231. L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a été créé par la Loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961 reprise et précisée par la Loi N° 96-004 du 26 janvier 1996. Il est érigé en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'INPS a pour mission de gérer les régimes de protection sociale, en faveur des travailleurs salariés définis par le Code du travail.

232. Les régimes gérés par l'INPS se résument comme suit :

- la prévention et la réparation des Accidents du travail et des Maladies professionnelles (ATMP) ;
- les Prestations Familiales (PF) ;
- l'Assurance Vieillesse, Invalidité et Décès.

Pour compléter ces régimes, la loi confie à l'Institut la gestion d'une action sanitaire et sociale.

233. Par ailleurs, la loi n°99-047 du 28 décembre 1999 a institué l'Assurance Volontaire pour permettre l'accès à la couverture sociale des membres des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles, ainsi que les travailleurs indépendants. Sa gestion est confiée à l'INPS.

234. L'INPS est un organisme gestionnaire délégué du régime de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) institué suivant la Loi n° 09-015 du 26 juin 2009. A ce titre, l'Institut est chargé de l'immatriculation des assurés, l'encaissement des cotisations et du règlement des factures des prestataires conventionnés.

Tableau 22 : Evolution des assurés et employeurs affiliés à l'INPS

RUBRIQUES	Réalisation			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Nombre d'assurés	471 760	474 825	493 523	504 843	520 573	534 654	550 214
Nombre d'employeurs	38 766	40 634	42 285	44 163	46 041	48 042	50 107

Source : INPS, avril 2025

235. L'INPS enregistre aujourd'hui autour de 500 000 travailleurs assurés aux régimes de sécurité sociale qu'il gère, dont 50 000 assurés volontaires. Si on ajoute les membres des familles, c'est-à-dire les ayants droit, ceci porte à 2 500 000 le nombre de personnes couvertes par l'INPS, soit un taux de couverture 11,2% de la population totale du Mali.

236. On dénombre également 42 285 entreprises inscrites au registre de l'INPS depuis sa création. Moins du tiers de cet ensemble contribue aux recettes de cotisation chaque année. Il y a nécessité de procéder à un apurement du fichier en vue d'éliminer les entreprises inexistantes ou fermées, et disposer ainsi d'une base de données fiable. Cette activité est inscrite dans le plan stratégique 2025–2029 de l'INPS.

237. Les ressources de l'INPS proviennent des cotisations assises sur l'ensemble des rémunérations pour le régime obligatoire des salariés, les revenus des placements, les prestations récupérées, les cotisations de l'assurance volontaire.

Tableau 23 : Évolution des ressources de l'INPS

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Cotisations (en milliards F CFA)	164,5	188,9	197,3	201,9	213	228	242
Autres recettes à préciser (en milliards F CFA)	6,7	9,1	7,3	13,3	12,6	12,7	12,4

Source : INPS, avril 2025

238. Les autres recettes comprennent entre autres :

- les frais de gestion versés par la CANAM dans le cadre de la cogestion de l'AMO ;
- les frais de gestion des caisses de sécurité sociale étrangères dans le cadre des conventions et accords de paiement ;
- les recettes de production de nos structures sanitaires ;
- les recettes de location de nos immeubles de rapport ;
- les revenus de placement en DAT, souscription aux obligations de l'État, les dividendes sur les actions acquises.

239. Malgré la situation de crise et d'insécurité, l'INPS arrive à atteindre ses objectifs en matière de recouvrement des cotisations. Ainsi en 2025, nous attendons 202 milliards de FCFA de recette de cotisation, avec une progression annuelle qui dépassent les 10% d'année en année. Ceci traduit le dynamisme de l'économie malienne malgré les fortes crises qui la secoue.

➤ **Situation financière des branches gérées par l'INPS**

240. Les dépenses figurant dans les tableaux ci-dessous concernent essentiellement les prestations techniques, les revenus reversés aux bénéficiaires sous formes de prestations sociales ; elles n'incluent pas les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'Institut. Aussi, les recettes et dépenses par branche, sur les tableaux 24, 25, 26 et 27 ne prennent pas en comptes les recettes diverses ainsi que les dépenses administratives et celles de l'Action sanitaire et sociale ; par contre le tableau 28 (situation financière consolidée des branches), les prend en compte.

Tableau 24 : Situation financière de la branche Vieillesse-Invalidité-Décès (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Cotisations	74,7	85,3	87,1	91,1	95,8	102,1	108,1
Dépenses	78,9	92,8	98,1	106,8	116,1	127,9	140,0
Résultats	-4,20	-7,50	-11,00	-15,70	-20,30	-25,76	-31,81

Source : INPS, avril 2025

241. Depuis plusieurs années la branche Vieillesse, Invalidité et Décès cumule un déficit qui pourrait davantage se creuser dans les années à venir en dépit des multiples efforts en matière de recouvrement. Cependant, ce déficit est comblé par les excédents des deux autres branches à savoir les prestations familiales (cf. tableau 25) et les Accidents de travail et Maladies professionnelles (cf. tableau 26). Par ailleurs, cette situation est devenue plus problématique à la suite de l'adoption de la loi sur l'AMO qui a supprimé les ressources dédiées à la protection contre la maladie dont le volet prévention médicale reste entièrement à la charge de l'INPS.

242. Le déséquilibre quasi structurel de la branche Vieillesse, Invalidité et Décès est lié aux causes ci-après :

- la forte augmentation du nombre des nouveaux pensionnés et le niveau de plus en plus élevé des rémunérations servant au calcul des droits ;

- les demandes croissantes des pensions anticipées ;
- les revalorisations périodiques des montants des pensions ;
- le transfert des contractuels dans le corps des fonctionnaires ;
- l'insuffisance de la maîtrise du fichier des bénéficiaires ;
- le volume très important des paiements en espèce et par chèques.

243. A la suite d'une recommandation de son Conseil d'Administration, l'INPS a commandité une étude actuarielle conduite par le Bureau International du Travail (BIT) qui a couvert la période 2017-2018. Cette étude a fait des recommandations qui ont été partagées avec les partenaires et qui devraient aboutir à des réformes paramétriques. Le projet de réforme est orienté dans le sens :

- de la réduction progressive du taux de remplacement de 2% à 1,75%, puis à 1,50% et à 1,40% ;
- du relèvement du taux de cotisation pour le régime de retraite de 9% à 12%, soit une évolution de trois points de pourcentage.

244. Ces réformes n'ont pas été suivies d'effet à cause de la crise que le Mali traverse. Une deuxième étude actuarielle est en perspective. Dans l'attente de ces réformes, l'INPS a entamé des actions spécifiques d'envergure pour assurer la maîtrise des dépenses de pensions parmi lesquelles :

- la gestion des comptes individuels des salariés pour renforcer le principe « du bon droit à la bonne personne » ;
- la validation des nouvelles pensions dans le cadre d'une commission créée à cet effet ;
- le contrôle à priori et à postériori des pensions en service.

245. Dans le sens de la maîtrise des charges techniques, l'INPS a entamé entre autres :

- l'enrôlement biométrique ;
- l'application des taux d'abattement de 5 à 25% sur les pensions anticipées ;
- la période de stage à faire passer de 13 à 15 ans ;
- le salaire de référence à calculer sur 10 ans au lieu de 8 pour permettre la maîtrise des salaires de référence.

Tableau 25 : Situation financière de la branche Prestations Familiales (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Cotisations	66,4	75,7	81,2	80,1	87,3	95,8	104,8
Dépenses	13,6	14,9	15,1	15,3	15,8	16,5	17,2
Résultats	52,8	60,8	66,1	64,8	71,4	79,3	87,6

Source : INPS, avril 2025

Tableau 26 : Situation financière de la branche Accident du Travail et Maladies Professionnelles (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Cotisations	21,7	25,7	26,3	28,8	30,6	33,2	35,6
Dépenses	1,4	1,7	1	1,2	1,2	1,2	1,3
Résultats	20,3	24	25,3	27,6	29,4	32	34,3

Source : INPS, avril 2025

246. Par ailleurs, les autorités du Mali ont mis en place la commission de travail en charge de préparer l'organisation des ateliers pour permettre la transposition de la Directive du Conseil des Ministres de la CIPRESS portant socle juridique de sécurité sociale qui prévoit une architecture institutionnelle et organisationnelle ainsi que la gestion technique des branches de prestations sociales. La mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures contenues dans le socle juridique assurera à la branche de la retraite son équilibre à long terme.

Tableau 27: Situation financière de la branche Assurance Volontaire (Montant en millions de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Cotisations	1,6	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,0
Dépenses	0,5	0,6	1	1,7	2,6	3,9	6,0
Résultats	1,1	1,0	0,7	0,1	-0,7	-1,9	-4,0

Source : INPS, avril 2025

247. Dans les perspectives à court et moyen terme, l'INPS a mis l'accent sur la promotion de l'assurance volontaire en vue de booster les adhésions au régimes et ainsi permettre au maximum de maliens d'accéder aux prestations de sécurité sociale. Cependant, le régime de l'assurance volontaire est affaibli dès le départ par certaines dispositions des textes qui le régissent, des mesures urgentes s'imposent donc en vue de corriger ces faiblesses. Il s'agit de :

- revoir le mode de financement du régime à travers la définition de nouvelles bases de cotisation adaptées aux caractéristiques des activités menées par la population cible, et permettant la solvabilité du régime dans le moyen et long terme ;
- décider du maintien ou des conditions d'octroi des prestations familiales ;
- permettre des passerelles entre le régime des salariés et celui de l'assurance volontaire ;
- etc.

248. En l'absence de mesures appropriées, le régime de l'assurance volontaire pourrait être menacé de déficit dès 2026.

Tableau 28: Situation financière consolidée des différentes branches (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Cotisations	171,2	198,0	204,6	215,2	228,7	246,9	264,6
Dépenses	149	187,1	194,6	207,1	217,9	230,6	243,3
Résultats	22,2	10,9	10,0	8,1	10,8	16,3	21,3

Source : INPS, avril 2025

249. Les ressources totale de l'INPS ont connu une progression moyenne assez satisfaisante de l'ordre de 9,3% sur la période 2022-2024. Ce rythme devrait légèrement ralentir sur la période 2026-2028 et se situer autour de 7,6% en moyenne.

250. Les dépenses, bien qu'étant inférieures en valeur aux recettes, ont augmenté plus rapidement que les recettes entre 2022-2024, soit une croissance moyenne de 14,3%. Le rythme d'augmentation des dépenses devrait considérablement baisser et s'établir à 5,7% sur la période 2026-2028, 1,9 points de pourcentage de moins que celui des ressources. Les dépenses comprennent les dépenses techniques (y compris l'action sanitaire et sociale) et les dépenses administratives (investissement et fonctionnement).

251. L'augmentation des dépenses techniques est due à l'augmentation du nombre de bénéficiaires et à l'accroissement des revenus qui servent de base aux calculs des droits. Celle des dépenses de fonctionnement résulte des dépenses liées au traitement du personnel, suite au recrutement de masse intervenu en 2023 et 2024, en vue de doter l'INPS de personnels pour répondre aux besoins de main d'œuvres soutenus par la déconcentration des activités en cours.

252. L'INPS ne contracte pas de dette pour financer ses activités, les cotisations sociales couvrent largement les dépenses. Par ailleurs, il est prévu l'entrée en vigueur du RAMU en 2025, ce qui contribuera à booster le nombre d'assurés à partir de 2026 qui, à son tour, aura des répercussions sur les recettes et dépenses futures.

4.2.2 Caisse Malienne de Sécurité Sociale

253. Au regard de la loi n°10-029 du 29 juillet 2010, la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) a pour mission la gestion des régimes de pensions des fonctionnaires, des militaires, des députés et de tout autre régime ou branche que l'État lui confie.

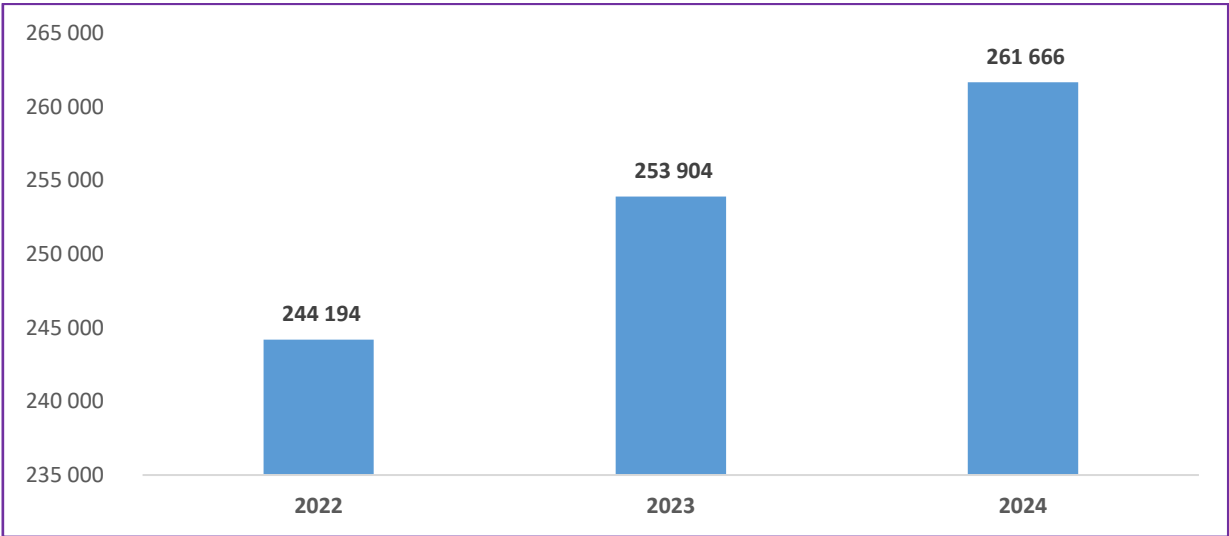
254. La situation de l'évolution des affiliés de la CMSS par catégorie d'agents de 2022 à 2024 est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 29 : Évolution des affiliés de la CMSS par catégorie d'agents (chiffres en nombre de personnes) de 2019-2023

Affiliés CMSS	Réalizations		
	2022	2023	2024
Pensionnés	62 533	59 561	62 215
Fonctionnaires de l'Etat	60 347	60 543	60 310
Fonctionnaires des collectivités	58 415	58 401	58 742
Militaires	62 899	75 399	80 399
Députés	0	0	0
TOTAL	244 194	253 904	261 666

Source : CMSS, avril 2025

Figure 25 : Evolution du nombre d'affiliés à la CMSS, 2022-2024



Source : CMSS, avril 2025

S’agissant des ressources de la CMSS elles proviennent des subventions de l’État, des cotisations, des

intérêts créditeurs, des pénalités et autres produits de gestion courante. Le recouvrement des recettes de la caisse est passé de 162,22 milliards de FCFA en 2022 à 178,74 milliards de FCFA en 2024 soit une augmentation d'environ 10,2% sur la période 2022-2024. Au titre de l'exercice budgétaire 2025, les ressources de la caisse sont évaluées à 196,53 milliards de FCFA. A moyen terme, il est attendu une mobilisation de ressources à hauteur de 199,65 milliards de FCFA en 2026, 202,83 milliards de FCFA en 2027 et 206,08 milliards de FCFA en 2028, soit en moyenne 1,6% d'augmentation par an entre 2025 et 2028. La situation ainsi décrite est donnée dans le tableau ci-dessous.

En 2022, la subvention accordée par l'Etat a représenté près de 2,9% du total des ressources. Cette proportion a fléchi à 1,17 % et 0,90% respectivement en 2023 et 2024. Sur la période 2025-2028, le poids de la subvention de l'État en faveur de la CMSS par rapport au total des ressources demeurera stable à environ 8,7% en moyenne (voir tableau ci-dessous).

Tableau 30 : Évolution des ressources de la CMSS

Nature des ressources	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Cotisations (milliards FCFA)	152,88	175,58	172,95	182,22	185,13	188,08	191,08
Poids (en %)	94,24	95,72	96,76	92,72	92,73	92,73	92,72
Subventions-Etat (milliards FCFA)	4,71	2,14	1,6	8,51	8,64	8,78	8,92
Poids (en %)	2,9	1,17	0,90	4,33	4,33	4,33	4,33
Pénalités (milliards FCFA)	1,15	1,86	0,63	1,5	1,52	1,54	1,57
Poids (en %)	0,71	1,01	0,35	0,76	0,76	0,76	0,76
Intérêts créditeurs (milliards FCFA)	0,19	0,24	0,21	0,25	0,25	0,25	0,26
Poids (en %)	0,12	0,13	0,12	0,13	0,13	0,12	0,13
Autres produits de gestion courante (indûment perçus, frais DAO) (milliards FCFA)	3,29	3,62	3,35	4,05	4,11	4,18	4,25
Poids (en %)	2,03	1,97	1,87	2,06	2,06	2,06	2,06
Total	162,22	183,44	178,74	196,53	199,65	202,83	206,08

Source : CMSS, avril 2025

- 255.** Les perspectives indiquent une certaine stabilité dans le recouvrement des cotisations qui reste désormais la principale ressource de la CMSS. Toutefois, la subvention de l'Etat reste présente et constitue la deuxième source de recettes pour la CMSS.
- 256.** Il convient de noter que s'agissant d'un régime contributif fonctionnant par répartition, les cotisations sociales doivent constituer la première ressource financière, en lieu et place des subventions dont l'objectif est de combler un déséquilibre ponctuel. La situation actuelle indique qu'en l'absence d'une subvention de l'Etat, la CMSS court le risque de ne pas pouvoir tenir ses engagements sociaux. Il y a de ce fait un besoin urgent de garantir l'autonomie financière de la CMSS qui lui permettra d'accomplir ses missions de protection sociale, en lieu et place de la subvention qui, du fait du déséquilibre de la branche des pensions reste désormais un poste de financement.
- 257.** Les pénalités ont représenté en moyenne 0,69% des ressources de la CMSS entre 2022-2024 et représenteraient en moyenne à 0,76% entre 2025-2028.
- 258.** S'agissant des intérêts créditeurs, ils représentent en moyenne 0,12 et 0,13% sur les périodes 2022-2024 et 2025-2028 respectivement. Quant aux autres produits de gestion courante, ils représentent respectivement en moyenne 1,97 et 2,06% des ressources de la CMSS sur les périodes 2022-2023 et 2025-2028.

Tableau 31: Évolution des produits, charges et résultat net de la CMSS (en milliards FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Produits	162,24	183,46	178,76	187,38	190,37	193,40	196,49
Charges	169,46	174,12	176,53	185,69	188,65	191,66	194,71
Résultat	-7,22	9,34	2,23	1,69	1,72	1,74	1,78

Source : CMSS, avril 2025

259. Au regard du tableau ci-dessus relatif aux résultats financiers de la CMSS, il ressort que la situation financière de la CMSS s'est améliorée à partir de 2023 avec un résultat net de 9,34 milliards de FCFA, après avoir enregistré une perte en 2022, soit 7,22 milliards de FCFA.

260. La tendance devrait se maintenir sur la période de projection (2025-2028) avec tout de même, un niveau inférieur à celui de 2023, passant de 1,69 milliards de FCFA en 2025 à 1,78 milliards de FCFA en 2028. Cette amélioration régulière du résultat net de la CMSS est en lien avec la réforme relative au code des pensions qui a porté entre autres sur :

- l'amélioration des paramètres techniques et financiers des régimes de pension ;
- la mise en place de la retraite complémentaire par capitalisation ;
- l'institutionnalisation des mesures relatives aux Accidents du Travail et Maladies Professionnels (AT/MP) ;
- l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ;
- l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ;
- l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités.

4.2.3 Caisse Nationale d'Assurance Maladie

261. La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a été créée par la Loi N°09-016 du 26 juin 2009, modifiée par la Loi N°2021-038 du 8 juillet 2021. Elle est érigée en Établissement Public à Caractère Administratif (EPA). La CANAM a pour mission la gestion du Régime d'Assurance Maladie Universelle institué par la Loi N° 2018-074 du 31 décembre 2018. A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des cotisations du Régime de l'Assurance Maladie Universelle ;
- l'immatriculation des employeurs, des assurés et la mise à jour des droits des bénéficiaires ;
- l'allocation aux organismes gestionnaires délégués des dotations de gestion couvrant leurs dépenses techniques et de gestion courante ;
- la signature des conventions avec les structures de santé et le suivi de ladite convention ;
- l'appui aux Organismes Gestionnaires Délégués et le contrôle de leurs activités ;
- le contrôle de la validité des prestations à la prise en charge de l'Assurance Maladie Universelle ;
- l'établissement des statistiques de l'Assurance Maladie Universelle ;
- la consolidation des comptes des Organismes Gestionnaires Délégués ;
- l'élaboration de référentiels et des procédures de gestion dans le cadre du Régime d'Assurance Maladie Universelle ;
- la mise en œuvre de toutes autres activités en lien avec l'Assurance Maladie Universelle.

262. Dans l'exercice de ses missions, la CANAM dégage des statistiques relatives au nombre d'assurés, au nombre d'employeurs, à la nature de ses ressources et aux résultats d'exercices annuels. Les tableaux

ci-dessous donnent les résumés de ces statistiques.

Tableau 32 : Évolution des assurés et employeurs affiliés à la CANAM entre 2022-2028

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Nombre d'assurés	1 697 938	1 832 632	1 921 833	2 021 833	2 121 833	2 221 833	2 321 833
Nombre d'employeurs	43 785	44 793	42 215	42 715	43 215	43 715	44 215

Source : CANAM, avril 2025

263. Il ressort de l'analyse du tableau que le nombre d'assurés à la CANAM a connu une augmentation globale de 13,2% sur la période 2022-2023, passant de 1 697 938 assurés en 2022 à 1 921 833 assurés en 2023. Cette tendance devrait se maintenir sur la période 2025-2028. S'agissant du nombre d'employeurs, il ressort une baisse de 3,6% sur la période 2022-2024. En termes de prévision, le nombre d'employeurs devrait passer de 42 715 en 2025 à 44 215 employeurs en 2028, soit une augmentation de 3,5%.

264. Cette constante augmentation du nombre d'assurés et d'employeurs (environ 100 000/an pour les assurés et 1 000/an pour les employeurs) est due aux différentes campagnes de sensibilisation, d'information et d'audio-visuelles qui ont été réalisées. La poursuite de ces différentes actions permettra en perspective de garder le même rythme d'augmentation des affiliés de la CANAM tant du côté des assurés que celui des employeurs.

Tableau 33 : Evolution des ressources de la CANAM (en millions de FCFA), 2022-2028

Nature de ressources	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Cotisations	87 563	100 494	103 646	122 135	133 127	145 108	158 168
Subventions (État)	0	0	0	0	ND	ND	ND
Autres ressources	1 929	2 970	3 128	3 719	4 054	4 419	4 817
Total	89 492	103 464	106 774	125 854	137 181	149 527	162 985

Source : CANAM, avril 2025

265. Les ressources de la CANAM sont constituées d'une part des cotisations de l'Assurance Maladie recouvrées par les Organismes Gestionnaires Délégués (INPS et CMSS) et d'autre part de recettes diverses (autres produits techniques, recettes de production, intérêts et dividendes reçus et autres produits exceptionnels). Elles ont évolué en moyenne de 19,3% par an entre 2022 et 2024 et connaîtront une augmentation annuelle moyenne d'environ 9,0% sur la période 2025-2028.

Tableau 34 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CANAM sur 2022-2028 (en millions de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Produits	89 492	103 464	106 774	125 854	137 181	149 527	162 984
Charges	82 799	96 385	101 444	125 854	137 181	149 527	162 984
Résultat	6 693	7 079	5 330	0	0	0	0

Source : CANAM, avril 2025

266. Les charges de la CANAM regroupent :

- les dépenses techniques relatives au paiement des prestations de soins de santé de l'assurance maladie au bénéfice de ses assurés et à toute autre dépense relative à l'objet de la mission de la CANAM ;
- les dépenses d'investissement et d'équipement, essentiellement composées des dépenses pour la mise en œuvre du programme d'activités de la CANAM ;
- les dépenses pour le fonctionnement courant.

267. De 2022 à 2024, les charges ont augmenté de 5,2% en moyenne par an, contre une augmentation annuelle moyenne de 9,0% sur la période de 2025-2028. Par respect du principe d'équilibre budgétaire, les résultats des prévisions de 2025, 2026, 2027 et 2028 sont nuls.

268. L'analyse des résultats financiers de la CANAM révèle à suffisance des risques budgétaires assez importants liés, notamment, à l'augmentation incontrôlée des charges techniques. Cette augmentation est surtout liée à l'Assurance Maladie Obligatoire qui reste un régime de sécurité sociale de courte durée. De ce fait, la nature du régime (remboursement des prestations dues à la Maladie) l'expose plus que les autres régimes de sécurité sociale à une sortie de fonds plus soutenue, étant donné que la raison d'être de la CANAM, c'est d'assurer la prise en charge des frais de prestations des assujettis au régime AMO.

269. Par ailleurs, il faut noter que l'un des facteurs majeurs expliquant l'augmentation des dépenses de l'assurance maladie est la fraude aux prestations. C'est pourquoi plusieurs mesures ont été prises pour assurer la pérennité du régime, notamment :

- la mise en place d'un Système d'Information plus robuste qui permet d'accentuer les contrôles afin de réduire considérablement la fraude ;
- la réalisation d'études actuarielles dans le but de veiller à la viabilité du régime à long terme ;
- la réalisation de campagnes de sensibilisation de lutte contre la fraude ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation afin de favoriser la prescription rationnelle au niveau des prescripteurs.

4.2.4 Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM)

270. L'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM) a été créée par la loi n°09-031 du 27 juillet 2009. Elle est érigée en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'ANAM a pour mission la gestion du régime d'Assistance Médicale institué par la loi n°09-030 du 27 juillet 2009.

A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des ressources du Régime d'Assistance Médicale ;
- la prise en charge des prestations couvertes par le Régime d'Assistance Médicale ;
- l'immatriculation des personnes éligibles au Régime et des bénéficiaires ;
- la passation des conventions avec les formations de soins et le suivi de leur exécution ;
- le contrôle de la validité des prestations soumises à la prise en charge de l'assistance médicale ;
- l'établissement des statistiques de l'assistance médicale.

271. Dans l'exercice de ses missions, l'ANAM dégage des statistiques relatives au nombre de personnes immatriculées, à la nature de ses ressources et aux résultats d'exercices annuels. Les tableaux ci-dessous donnent les résumés de ces statistiques.

Tableau 35 : Évolution du nombre des personnes immatriculées à l'ANAM, par sexe, entre 2022-2028

Sexe	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Hommes	1 159 572	106 550	31 759	199 000	300 000	310 000	400 000
Femmes	1 109 954	109 372	37 019	310 000	310 000	400 000	410 000
Total	2 269 526	215 922	68 778	509 000	610 000	710 000	810 000

Source : ANAM, avril 2025

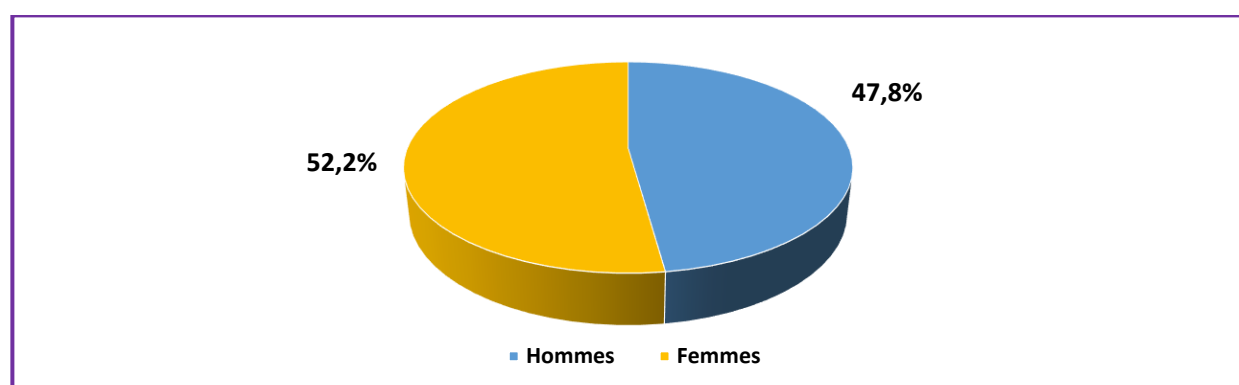
272. Entre 2022 et 2024, l'ANAM a immatriculé en moyenne 851 409 personnes dont 432 627 pour les hommes et 418 782 pour les femmes. En 2023 et 2024, on observe une baisse drastique des personnes immatriculées, Cette baisse s'explique par la non mobilisation des ressources des partenaires, qui interviennent dans les enquêtes et appui à l'immatriculation des indigents Sur la période 2025-2028, il est attendu en moyenne 532 627 personnes immatriculées, dont 45,3% d'hommes et 54,7% de femmes.

Tableau 36 : Évolution du nombre d'indigents pris en charge à l'ANAM, par sexe, entre 2022-2028

Sexe	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Hommes	26 633	15 249	17 372	19 560	21 667	24 389	28 518
Femmes	29 641	16 486	18 819	80 440	88 333	95 611	101 482
Total	56 274	31 735	36 191	100 000	110 000	120 000	130 000

Source : ANAM, avril 2025

273. S'agissant du nombre de personnes indigents pris en charge par l'ANAM, il est passée de 56 274 en 2022 à 36 191 en 2024, soit un taux de régression de 35,7%. Cette baisse s'explique par la dette accumulée au niveau des structures sanitaires Sur les indigents prise en charge, les hommes ont représenté en moyenne 47,8% contre 52,2% pour les femmes sur la période 2022-2024.

Figure 26 : Poids moyen par sexe, des indigents pris en charge par l'ANAM, 2022-2024

Source : ANAM, avril 2025

Tableau 37 : Evolution des ressources de l'ANAM (en millions de FCFA), 2022-2028

Nature de ressources	Réalizations			Prévisions			
	2022	2022	2024	2025	2026	2027	2028
Cotisations	-	-	-				
Subventions (État)	973	1 204	1 318	1 552	3 219	3 380	3 549
Autres ressources	302	400	279	1 118	1 170	1 229	1 290
Total	1 275	1 604	1 597	2 670	4 389	4 609	4 839

Source : ANAM, avril 2025

274. Les ressources de l'ANAM passent de 1 275 000 000 FCFA en 2022 à 1 604 000 000 FCFA en 2023, avant de baisser à 1 597 000 000 FCFA en 2024, correspondant à un taux de variation annuel moyen de +11,9 % sur la période 2022-2024.

275. Entre 2025 et 2028, les ressources sont projetées en moyenne à 4 127 millions de FCFA, correspondant à une progression moyenne annuelle de 21,7 %. L'on note une progression de la subvention de l'Etat, à hauteur de 31,4% en moyenne par an, sur la période 2025-2028. Sur la même période, la rubrique « autres ressources », augmenteraient en moyenne à hauteur de 4,8% par an.

Tableau 38 : Evolution des produits, charges et résultat net de l'ANAM sur 2022-2028 (en millions de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Produits	1 275	1 654	1 597	2 670	4 389	4 609	4 839
Charges	1 951	2 402	2 409	2 670	4 389	4 609	4 839
Résultat	-676	-748	-812	0	0	0	0

Source : ANAM, avril 2025

276. Les déficits enregistrés en 2022, 2023 et 2024 sont des cumuls d'arriérés de remboursement des prestations médicales effectuées par les établissements de santé (hôpitaux, CSREF, CSCOM, Pharmacie).

4.3 Eléments d'informations sur les Entreprises Publiques

277. Selon les données de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat, à la date du 31 décembre 2023, l'Etat du Mali détient des participations financières dans quarante-six (46) entreprises de divers domaines d'intervention. Son portefeuille est évalué en 2024 à 235,1 milliards de FCFA contre 166,9 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse de 41,6%.

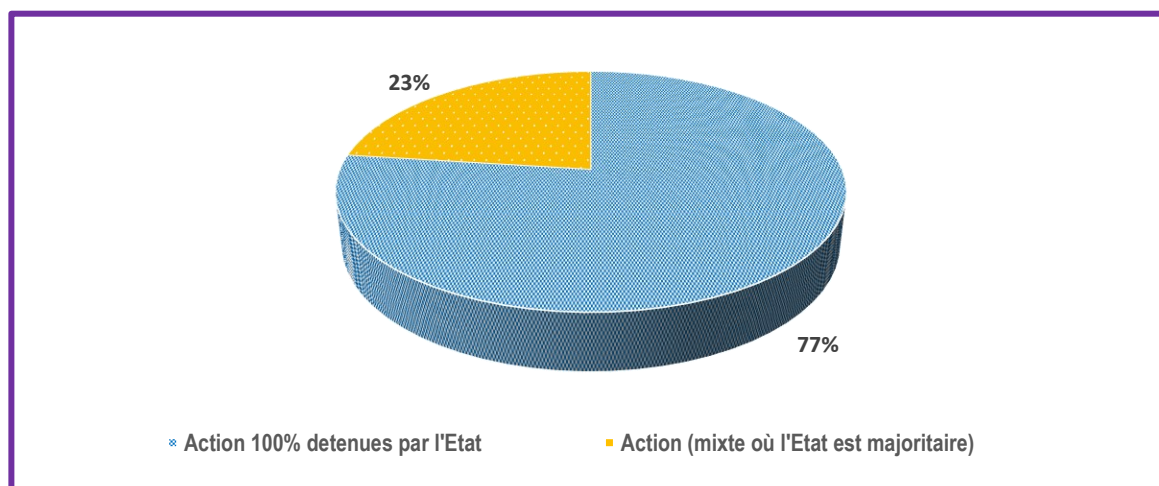
278. Parmi les 46 entreprises où l'Etat détient une participation financière en 2024, on note-vingt-deux (22) établissements ou entreprises dont les actions sont, soit exclusivement (100%) détenues par l'Etat (sociétés ou entreprises étatiques), soit au moins à 50% détenus par l'Etat ; ce qui leur confère le statut d'entreprises publiques.

Tableau 39 : Niveau de participation de l'Etat dans les entreprises publiques

Niveau de participation de l'Etat	Nombre	Pourcentage
Actions 100% détenues par l'Etat	17	77%
Actions (mixtes où l'Etat est majoritaire)	5	23%
Total général	22	100%

Source : DGABE, avril 2025

Figure 27 : Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques au 31 décembre 2024



Source : DGABE, avril 2025

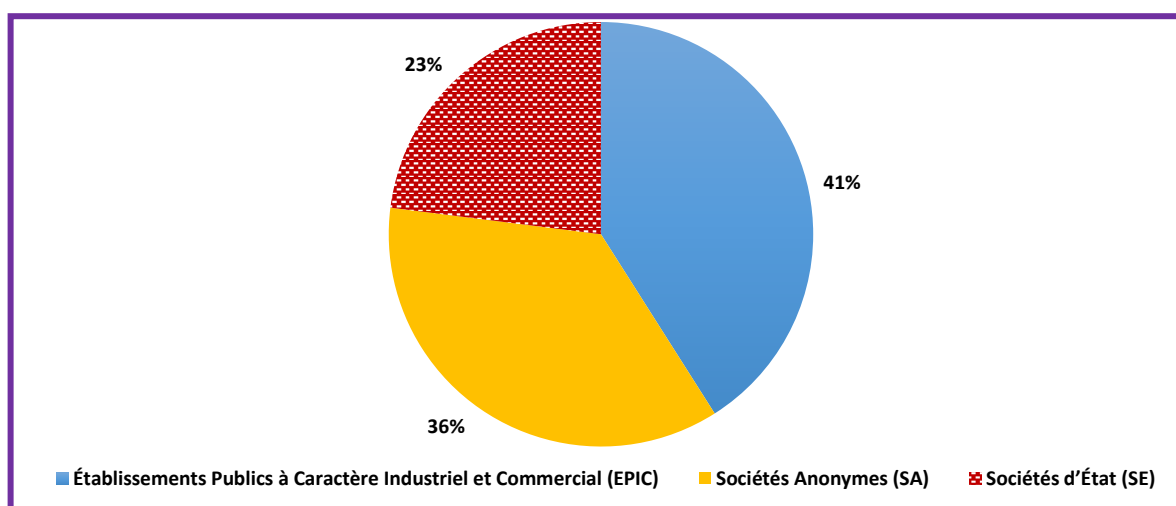
279. Il ressort de l'analyse de la figure ci-dessus que 77 % des établissements publics répertoriés sont entièrement détenus par l'Etat, soit un total de 17 établissements alors que dans les 23% restants, l'État partage les actions avec d'autres acteurs tout en restant l'actionnaire majoritaire (au moins 51%), soit un total de cinq (5) entreprises.

Tableau 40 : Répartitions des entreprises publiques selon le statut juridique

Statut Juridique des entreprises	Nombre	Pourcentage
Établissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC)	9	41%
Sociétés Anonymes (SA)	5	23%
Sociétés d'État (SE)	8	36%
Total	22	100%

Source : DGABE, avril 2025

Figure 28 : Répartition des entreprises publiques selon le statut juridique au 31 décembre 2024



Source : DGABE, avril 2025

280. L'analyse selon le statut juridique des entreprises publiques indique que la majorité (9 entreprises), soit 41%, est constituée d'Établissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC). Les Sociétés d'État (SE) au nombre de huit (08) entreprises, représentent 36% du total, tandis que les Sociétés Anonymes (SA) au nombre de cinq (05) entreprises ressortent avec 23% du total des entreprises publiques au Mali. (Voir figure 28).

281. Selon le secteur d'activités, les entreprises publiques se concentrent sur trois principaux secteurs, à savoir : (i) industrie et secteur rural ; (ii) mines, eau et énergies et (iii) services et télécom.

Tableau 41 : Répartition des entreprises publiques par secteur d'activités

Secteur d'activités	Nombre	Pourcentage
Industrie et Secteur Rural	6	27%
Mines, Eau et Énergie	3	14%
Services et Télécom	13	59%
Total général	22	100%

Source : DGABE, avril 2025

282. Il ressort de l'analyse du tableau que les entreprises du secteur « services et télécom » au nombre de 13 représentent 59 % tandis que celles du secteur « industrie et secteur rural » représentent 27%. Les entreprises du secteur « mines, eau, énergie » qui sont au nombre de trois (3) ressortent avec 14%.

ANNEXES :

ANNEXE 1 : TOFE prévisionnel 2025-2028 (version du Manuel de Statistiques des Finances Publiques 2014)

ANNEE	2025 LFR	2026 PLF	2027.Proj	2028. Proj
RECETTES	3 844,7	4 164,6	4 542,3	3 844,7
RECETTES (hors EPN)	3 053,8	3 342,0	3 678,6	3 053,8
Recettes fiscales	2 334,5	2 602,4	2 895,8	3 220,2
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	762,6	838,9	931,2	1 042,9
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	22,3	23,6	26,5	29,6
Impôts sur le patrimoine	4,9	2,9	3,0	3,1
Impôts sur les biens et services	1 074,9	1 212,8	1 358,3	1 494,2
Impôts sur commerce extérieur et transactions internationales	216,5	242,4	271,4	305,4
Autres recettes fiscales	253,3	281,7	305,3	345,0
Fonds de soutien aux projets d'infrastructures de base	50,0	100,0	100,0	100,0
Contribution du PMCI		15	0,0	0,0
DONS	75,1	77,0	75,0	75,0
<i>Reçus d'administrations publiques étrangères</i>	<i>0,1</i>	<i>2,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Reçus d'organisations internationales</i>	<i>75,0</i>	<i>75,0</i>	<i>75,0</i>	<i>75,0</i>
Autres recettes	1002,5	1050,3	1093,8	1147,1
Autres recettes (Hors EPN)	274,7	259,4	271,2	283,4
Revenu de la propriété	90,0	112,0	122,0	132,2
<i>Dividendes</i>	<i>86,9</i>	<i>108,7</i>	<i>118,0</i>	<i>127,7</i>
<i>Autres revenus de la propriété</i>	<i>3,1</i>	<i>3,4</i>	<i>3,9</i>	<i>4,5</i>
Ventes de biens et services	911,4	937,0	970,4	1013,4
<i>Ventes imputées des biens et services (EPN)</i>	<i>727,8</i>	<i>790,9</i>	<i>822,5</i>	<i>863,7</i>
<i>Ventes imputées des biens et services (CST & BA)</i>	<i>122,6</i>	<i>123,0</i>	<i>123,6</i>	<i>124,2</i>
<i>Droits administratifs</i>	<i>33,9</i>	<i>9,3</i>	<i>9,4</i>	<i>9,4</i>
<i>Ventes résiduelles des établissements non marchands</i>	<i>27,0</i>	<i>13,8</i>	<i>14,9</i>	<i>16,1</i>
Amendes, pénalités et confiscations	1,2	1,4	1,4	1,5
DEPENSES (hors EPN)	3 222,1	3 489,7	3 833,6	4 236,3
CHARGES	3 216,8	3 428,0	3 658,8	3 907,0
CHARGES (hors EPN)	2 489,0	2 637,1	2 836,2	3 043,4
Rémunération des salariés (en nature et en espèces)	1 056,1	1 134,3	1 225,2	1 319,5
Utilisation de biens et services	702,2	681,7	744,1	797,0
Intérêt	214,5	245,9	272,8	295,1
Aux non-résidents	41,2	42,8	51,4	55,6
Aux résidents autre que les administrations publiques	173,3	203,1	221,4	239,5
Dons	375,1	433,6	450,9	487,0
Aux autres unités des administrations publiques	375,1	433,6	450,9	487,0
Prestations sociales	18,5	18,7	19,6	20,6
Autres charges	850,4	913,9	946,1	987,9
Transferts non classés ailleurs	850,4	913,9	946,1	987,9
En capital (EPN)	727,8	790,9	822,5	863,7
Autres transferts non classés ailleurs (CST & BA)	122,6	123,0	123,6	124,2
SOLDE NET DE GESTION	245,4	416,7	505,8	635,2
ACQUISITION NETTE D'ACTIFS NON FINANCIERS	733,1	852,6	997,3	1 192,9
Actifs fixes	733,1	852,6	997,3	1 192,9
Bâtiments et ouvrages de génie civil	471,4	548,2	645,4	774,5
Machines et équipement	257,3	299,3	346,3	412,1
Autres actifs fixes	4,4	5,1	5,6	6,3
CAPACITE / BESOIN DE FINANCEMENT	- 487,7	- 435,9	- 491,6	- 557,7

Source : CPM-DGB, septembre 2025

ANNEXE 2 : Allocations budgétaires par axe de SNEDD et par fonction (en milliards de FCFA), 2025-2028

Libellés	2025 LFR	2026 PLF	Proj.2027	Proj.2028	Moyenne
Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité	991,5	847,7	975,8	1 061,1	961,5
Défense	527,0	515,9	584,9	636,4	579,1
Défense militaire	136,8	125,3	176,3	203,5	168,4
Aide militaire à des pays étrangers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Recherche-développement concernant la défense	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Défense n.c.a.	390,0	390,3	408,4	432,6	410,4
Ordre et Sécurité publics	462,9	330,9	390,1	423,9	381,6
Services de police	133,6	136,3	162,8	176,6	158,5
Services de protection civile	30,1	31,5	43,5	50,3	41,7
Ordre et sécurité publics n.c.a.	299,3	163,1	183,8	197,1	181,3
Loisirs, culture et culte	1,6	1,0	0,7	0,8	0,8
Culte et autres services communautaires	1,6	1,0	0,7	0,8	0,8
Refondation de la Gouvernance	574,2	745,3	760,1	838,6	781,3
Services généraux des administrations publiques	532,8	700,5	705,5	777,2	727,7
Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	250,8	299,2	311,9	339,8	317,0
Aide économique extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services généraux	59,2	34,6	87,4	102,1	74,7
Recherche fondamentale	0,8	1,0	1,2	1,3	1,1
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1,2	1,9	3,1	3,8	2,9
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	196,1	338,9	264,3	282,0	295,1
Transferts de caractère général entre administrations publiques	24,8	24,9	37,7	48,3	36,9
Ordre et Sécurité publics	41,5	44,8	54,6	61,4	53,6
Tribunaux	32,6	34,1	41,4	45,6	40,3
Administration pénitentiaire	8,9	10,7	13,2	15,8	13,2
Transformation structurelle de l'économie et croissance	497,3	723,3	698,6	788,8	736,9
Affaires économiques	492,0	716,1	689,9	779,2	728,4
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	38,1	46,4	55,1	61,3	54,3
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	209,9	211,4	294,5	330,8	278,9
Combustibles et énergie	53,4	76,3	63,6	68,7	69,6
Industries extractives et manufacturières, construction	10,8	15,1	16,7	18,7	16,8
Transports	71,4	131,5	185,2	217,3	178,0
Communications	18,7	15,2	23,7	26,5	21,8
Autres branches d'activité	9,7	10,2	13,6	15,7	13,2

Libellés	2025 LFR	2026 PLF	Proj.2027	Proj.2028	Moyenne
Recherche-développement concernant les affaires économiques	7,9	13,2	11,0	12,9	12,4
Affaires économiques n.c.a.	72,0	196,6	26,4	27,2	83,4
Loisirs, cultures et culte	5,3	7,2	8,7	9,7	8,5
Services culturels	5,3	7,2	8,7	9,7	8,5
Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients	937,7	975,2	1 111,0	1 242,9	1 109,7
Logement et équipements collectifs	45,6	36,6	62,3	76,6	58,5
Logement	5,3	5,6	7,8	9,3	7,5
Équipements collectifs	3,6	2,7	10,6	12,7	8,7
Alimentation en eau	24,7	15,3	25,8	32,5	24,5
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,1	0,3	0,4	0,5	0,4
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	11,9	12,8	17,7	21,7	17,4
Santé	160,9	198,1	194,2	215,3	202,5
Produits, appareils et matériaux médicaux	1,2	1,3	1,4	1,4	1,4
Services ambulatoires	4,5	1,7	1,9	2,2	1,9
Services hospitaliers	51,7	53,2	69,8	85,6	69,5
Services de santé publique	29,1	29,9	33,1	33,9	32,3
Recherche-développement dans le domaine de la santé	5,8	6,7	7,0	7,5	7,1
Santé n.c.a.	68,6	105,3	81,0	84,7	90,3
Loisirs, culture et culte	109,4	47,1	41,1	46,7	44,9
Services récréatifs et sportifs	102,0	39,0	32,0	37,0	36,0
Loisirs, culture et culte n.c.a.	7,4	8,1	9,0	9,7	8,9
Enseignement	530,9	593,5	696,0	772,4	687,3
Enseignement préélémentaire et primaire	266,2	275,4	309,1	328,0	304,2
Enseignement secondaire	90,1	109,0	163,8	205,8	159,6
Enseignement supérieur	70,9	81,1	87,1	92,0	86,7
Enseignement non défini par niveau	3,3	3,6	4,3	4,6	4,2
Services annexes à l'enseignement	20,6	25,2	27,2	29,9	27,4
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	7,3	7,6	13,1	15,3	12,0
Enseignement n.c.a.	72,4	91,6	91,4	96,7	93,2
Protection sociale	91,0	99,8	117,5	132,0	116,4
Maladie et invalidité	2,4	1,9	2,2	2,3	2,1
Vieillesse	46,1	51,3	61,4	63,8	58,8
Survivants	8,8	2,4	4,0	4,5	3,6
Famille et enfants	6,1	6,2	8,9	10,9	8,7

Libellés	2025 LFR	2026 PLF	Proj.2027	Proj.2028	Moyenne
Exclusion sociale n.c.a.	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	0,9	1,1	1,5	1,9	1,5
Protection sociale n.c.a.	26,8	36,9	39,5	48,5	41,6
Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences	35,8	40,9	52,9	58,5	50,8
Protection de l'environnement	35,8	40,9	52,9	58,5	50,8
Gestion des déchets	0,3	0,3	11,3	11,7	7,7
Gestion des eaux usées	1,1	1,3	1,8	2,0	1,7
Lutte contre la pollution	5,5	4,4	5,7	6,8	5,6
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	25,3	30,0	28,8	32,5	30,4
Recherche-développement dans le domaine de la protection de l'environnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection de l'environnement n.c.a.	3,5	5,0	5,4	5,6	5,3
Dettes	243,3	245,9	304,6	324,7	291,7
Opérations concernant la dette publique	243,3	245,9	304,6	324,7	291,7
Total Général	3 279,9	3 578,2	3 903,1	4 314,7	3 932,0

Source : DGB, septembre 2025

ANNEXE 3 : Ratios globaux par axe de SNEDD et par fonction (en pourcentage des dépenses totales), 2026-2028

Libellés	2025 LFR	2026 PLF	Proj.2027	Proj.2028	Moyenne
Renforcement de la Souveraineté et Consolidation de la Paix et de la Sécurité	30,2%	23,7%	25,0%	24,6%	24,4%
Défense	16,1%	14,4%	15,0%	14,8%	14,7%
Défense militaire	4,2%	3,5%	4,5%	4,7%	4,2%
Aide militaire à des pays étrangers	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant la défense	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Défense n.c.a.	11,9%	10,9%	10,5%	10,0%	10,5%
Ordre et Sécurité publics	14,1%	9,2%	10,0%	9,8%	9,7%
Services de police	4,1%	3,8%	4,2%	4,1%	4,0%
Services de protection civile	0,9%	0,9%	1,1%	1,2%	1,1%
Ordre et sécurité publics n.c.a.	9,1%	4,6%	4,7%	4,6%	4,6%
Loisirs, culture et culte	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Culte et autres services communautaires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Refondation de la Gouvernance	17,5%	20,8%	19,5%	19,4%	19,9%
Services généraux des administrations publiques	16,2%	19,6%	18,1%	18,0%	18,6%
Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	7,6%	8,4%	8,0%	7,9%	8,1%
Aide économique extérieure	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services généraux	1,8%	1,0%	2,2%	2,4%	1,9%
Recherche fondamentale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	6,0%	9,5%	6,8%	6,5%	7,6%
Transferts de caractère général entre administrations publiques	0,8%	0,7%	1,0%	1,1%	0,9%
Ordre et Sécurité publics	1,3%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%
Tribunaux	1,0%	1,0%	1,1%	1,1%	1,0%
Administration pénitentiaire	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%	0,3%
Transformation structurelle de l'économie et croissance	15,2%	20,2%	17,9%	18,3%	18,8%
Affaires économiques	15,0%	20,0%	17,7%	18,1%	18,6%
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1,2%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	6,4%	5,9%	7,5%	7,7%	7,0%
Combustibles et énergie	1,6%	2,1%	1,6%	1,6%	1,8%
Industries extractives et manufacturières, construction	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%

Libellés	2025 LFR	2026 PLF	Proj.2027	Proj.2028	Moyenne
Transports	2,2%	3,7%	4,7%	5,0%	4,5%
Communications	0,6%	0,4%	0,6%	0,6%	0,5%
Autres branches d'activité	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%	0,3%
Recherche-développement concernant les affaires économiques	0,2%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
Affaires économiques n.c.a.	2,2%	5,5%	0,7%	0,6%	2,3%
Loisirs, cultures et culte	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Services culturels	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Renforcement du capital humain et développement de territoires résilients	28,6%	27,3%	28,5%	28,8%	28,2%
Logement et équipements collectifs	1,4%	1,0%	1,6%	1,8%	1,5%
Logement	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Équipements collectifs	0,1%	0,1%	0,3%	0,3%	0,2%
Alimentation en eau	0,8%	0,4%	0,7%	0,8%	0,6%
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%	0,4%
Santé	4,9%	5,5%	5,0%	5,0%	5,2%
Produits, appareils et matériaux médicaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services ambulatoires	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Services hospitaliers	1,6%	1,5%	1,8%	2,0%	1,8%
Services de santé publique	0,9%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%
Recherche-développement dans le domaine de la santé	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Santé n.c.a.	2,1%	2,9%	2,1%	2,0%	2,3%
Loisirs, culture et culte	3,3%	1,3%	1,1%	1,1%	1,2%
Services récréatifs et sportifs	3,1%	1,1%	0,8%	0,9%	0,9%
Loisirs, culture et culte n.c.a.	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Enseignement	16,2%	16,6%	17,8%	17,9%	17,4%
Enseignement préélémentaire et primaire	8,1%	7,7%	7,9%	7,6%	7,7%
Enseignement secondaire	2,7%	3,0%	4,2%	4,8%	4,0%
Enseignement supérieur	2,2%	2,3%	2,2%	2,1%	2,2%
Enseignement non défini par niveau	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services annexes à l'enseignement	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0,2%	0,2%	0,3%	0,4%	0,3%

Libellés	2025 LFR	2026 PLF	Proj.2027	Proj.2028	Moyenne
Enseignement n.c.a.	2,2%	2,6%	2,3%	2,2%	2,4%
Protection sociale	2,8%	2,8%	3,0%	3,1%	3,0%
Maladie et invalidité	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Vieillesse	1,4%	1,4%	1,6%	1,5%	1,5%
Survivants	0,3%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Famille et enfants	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,2%
Exclusion sociale n.c.a.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection sociale n.c.a.	0,8%	1,0%	1,0%	1,1%	1,1%
Gestion durable de l'environnement, adaptation aux changements climatiques et résiliences	1,1%	1,1%	1,4%	1,4%	1,3%
Protection de l'environnement	1,1%	1,1%	1,4%	1,4%	1,3%
Gestion des déchets	0,0%	0,0%	0,3%	0,3%	0,2%
Gestion des eaux usées	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lutte contre la pollution	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	0,8%	0,8%	0,7%	0,8%	0,8%
Recherche-développement dans le domaine de la protection de l'environnement	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection de l'environnement n.c.a.	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Dette	7,4%	6,9%	7,8%	7,5%	7,4%
Opérations concernant la dette publique	7,4%	6,9%	7,8%	7,5%	7,4%
Total Général	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : DGB, septembre 2025

ANNEXE 4 : Liste des Entreprises Publiques (capital entièrement ou majoritairement détenu par l'Etat du Mali) au 31 décembre 2024

N°	Sociétés	Statut	Domaines d'intervention	Activité principale	Capital	Part de l'Etat	%	Statut/Part
1	Aéroports du Mali	EPIC	Services et Télécom	Transport	1 652 926 815	1 652 926 815	100	Etatique
2	Agence d'Aménagement des Terres et Fourniture de l'Eau d'Irrigation	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Aménagement des terres agricoles	253 103 800	253 103 800	100	Etatique
3	Agence de Cessions Immobilières	SA	Services et Télécom	Immobilier	50 000 000	25 000 000	50	Mixte
4	Agence de Gestion du Marché Central à Poisson de Bamako	EPIC	Services et Télécom	Pêche	5 736 758 684	5 736 758 684	100	Etatique
5	Agence pour l'Aménagement et la Gestion des Zones Industrielles	SA	Services et Télécom	Immobilier	10 000 000	5 990 000	59,9	Mixte
6	Assistance Aéroportuaire du Mali	SA	Services et Télécom	Transport	1 000 000 000	510 000 000	51	Mixte
7	Ateliers Militaires Centraux	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Construction métallique	257 127 367	257 127 367	100	Etatique
8	Compagnie Malienne de Développement Textile	SA	Industrie et Secteur Rural	Industrie cotonnière	7 982 340 000	7 941 630 066	99,49	Mixte
9	Compagnie Malienne de Navigation Fluviale	EPIC	Services et Télécom	Transport fluvial	1 500 000 000	1 500 000 000	100	Etatique
10	Compagnie Malienne de Textile	SE	Industrie et Secteur Rural	Industrie textile	1 500 000 000	1 500 000 000	100	Etatique
11	Energie du Mali	SE	Mines, Eau et Energie	Electricité	32 000 000 000	32 000 000 000	100	Etatique
12	La Poste	EPIC	Services et Télécom	Communication	2 249 850 743	2 249 850 743	100	Etatique
13	Office des Produits Agricoles du Mali	EPIC	Services et Télécom	Agro/Commerce	18 165 259 081	18 165 259 081	100	Etatique
14	Office du Niger	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Agriculture	240 866 446	240 866 446	100	Etatique
15	Pharmacie Populaire du Mali	EPIC	Services et Télécom	Commerce de médicaments	400 000 000	400 000 000	100	Etatique
16	Société de Patrimoine Ferroviaire du Mali	SE	Services et Télécom	Infrastructures ferroviaires	100 000 000	100 000 000	100	Etatique
17	Société du Pari Mutuel Urbain	SA	Services et Télécom	Loterie	300 000 000	225 000 000	75	Mixte
18	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable	SE	Services et Télécom	Commerce de l'eau	2 000 000 000	2 000 000 000	100	Etatique
19	Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable	SE	Mines, Eau et Energie	Infrastructures eau	5 000 000 000	5 000 000 000	100	Etatique
20	Société Malienne Transmission et de Diffusion	SE	Services et Télécom	Télécommunication	10 000 000 000	10 000 000 000	100	Etatique
21	Société de Recherche et d'Exploitation Minière du Mali	SE	Mines, Eau et Energie	Exploitation minière	100 000 000	100 000 000	100	Etatique
22	Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques	SE	Industrie et Secteur Rural	Production pharmaceutique	2 551 129 438	2 551 129 438	100	Etatique

Source : DGABE, avril 2025

AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES

ETAT A

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE**

**COMITE NATIONAL DE
LA DETTE PUBLIQUE**

**REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi**



STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME 2026-2028

Août 2025

SIGLES ET ACRONYMES

ATM	Average Time to Maturity (Durée Moyenne de Maturité)
ATR	Average Time to Re-fixing (Durée Moyenne de Révision de Taux d'Intérêts)
AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BRICS	Brésil - Russie - Inde - Chine – Afrique du Sud
BSR	Bons de Soutien et de Résilience
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CM	Conseil des Ministres
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DNPd	Direction Nationale de la Planification du Développement
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS/XDR	Droits de Tirages Spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FKOW	Fonds Koweïtien
FMI	Fonds Monétaire International
FSAD	Fonds Saoudien pour le Développement
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IBW	Institutions de Bretton Woods
IDA	International Development Association (Association Internationale de Développement)
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure
ODD	Objectifs de Développement Durable
OdR	Obligations de Relance
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTI	Programme Triennal d'Investissement

SCN	Système de Comptabilité Nationale
SDMT	Stratégie d'Endettement à Moyen Terme
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VA	Valeur Actualisée
XOF	Francs CFA de l'UMOA

INTRODUCTION

La gestion de la dette a pour objectif majeur de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations futures de paiement au moindre coût possible, à court, moyen et long termes, en maintenant les risques à un niveau satisfaisant, tout en réalisant les autres objectifs des Autorités, tels que le développement durable et inclusif, la réduction de la pauvreté, le développement des marchés financiers, etc.

Dans le but d'atteindre cet objectif et d'encadrer le processus de ré-endettement des pays post-PPTE en vue de leur permettre de mobiliser des ressources financières dont ils ont besoin dans les limites de leurs capacités de remboursement, les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont adopté le 04 juillet 2007, le Règlement N°09/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'Union.

Ce dispositif permet à chaque pays membre d'avoir, entre autres, un guide concernant les décisions d'emprunts, de manière à couvrir son besoin de financement tout en tenant compte des moyens dont il dispose pour assurer le service de sa dette actuelle et future, ainsi que les chocs auxquels il peut être exposé.

Conformément aux prescriptions du Règlement susmentionné, chaque Etat doit se doter d'un document de stratégie d'endettement, à annexer annuellement à la Loi de Finances.

L'élaboration d'une stratégie d'endettement concourt à la rationalisation et à l'efficacité des ressources d'emprunt, étant entendu qu'elles sont indispensables au regard de l'insuffisance des ressources financières internes pour couvrir les besoins de financement de l'Etat.

En effet, l'endettement doit s'inscrire dans le cadre d'une politique dynamique pour être compatible avec les objectifs macroéconomiques à court, moyen et long termes permettant d'assurer une croissance économique inclusive, soutenue et durable, afin de faire face convenablement au service de la dette.

En application de cette disposition communautaire, le Mali, depuis 2017, élabore annuellement un document de stratégie d'endettement à moyen terme (SDMT) triennal glissant, qui a pour objectif d'encadrer son processus d'endettement dans le but d'assurer convenablement ses besoins de financement sans porter atteinte à la viabilité de la dette et à la soutenabilité des finances publiques.

A cet effet, l'élaboration de la SDMT 2026-2028 intervient dans un contexte caractérisé notamment par les multiples efforts continus de l'Etat pour faire face non seulement aux effets des crises multiformes et multidimensionnelles sans précédent que connaît le pays depuis 2012 mais aussi au coût des urgences pressantes liées à la situation sécuritaire actuelle du pays ainsi que la crise énergétique, le niveau élevé des taux d'intérêts mondiaux et la morosité de la coopération avec certains Partenaires Techniques et Financiers.

Pour sortir de ces crises, l'Etat du Mali a initié des actions allant dans le sens de rétablir la paix et de maintenir la cohésion sociale, telles que le dialogue inter-maliens après l'annulation de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, l'organisation de la Conférence

d'Entente Nationale, le Dialogue National Inclusif, les Assises Nationales de la Refondation, l'adoption d'une nouvelle Constitution, le Dialogue Inter-Maliens, la validation de la Charte pour la paix et la réconciliation ainsi que la poursuite du Chronogramme des réformes politiques et institutionnelles, etc.

En plus de cela, la signature de la Charte du Liptako-Gourma entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger instituant l'Alliance des Etats du Sahel (AES), ainsi que la création d'une Confédération des Etats du Sahel, viennent renforcer les actions de l'Etat pour faire face aux crises et défis susmentionnés.

Pour ainsi traduire toutes ces actions en actes concrets de développement, des documents de référence en matière de politiques nationales de développement ont été conçus tels que le Document de la Vision « Mali Kura netaasira ka ben san 2063 ma » et sa Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033).

La mise en œuvre de ces multiples engagements et actions nécessite d'importants efforts de l'Etat en termes de mobilisation de ressources financières sur le plan national et international.

Ces importants efforts de l'Etat visent à rétablir la paix, la sécurité et le vivre-ensemble sur toute l'étendue du territoire national, à assurer l'autosuffisance alimentaire et à mettre toutes les régions du pays au même niveau de développement socio-économique conformément aux trois (03) principes édictés par les Plus Hautes Autorités du pays, à savoir : le respect de la souveraineté de l'Etat, des choix souverains du Peuple et la défense de ses intérêts. Ainsi, la gestion budgétaire de 2025 est marquée notamment par la poursuite de :

- la mise en œuvre de la Vision « Mali kura netaasira ka ben san 2063 ma » et de sa Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable 2024-2033 ;
- la mise en œuvre du Plan d'Action du Gouvernement ;
- la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation de l'Etat ;
- la consolidation des acquis de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ;
- le renforcement des acquis de la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI) ;
- la mise en œuvre des recommandations du Dialogue inter-maliens ainsi que celles de la Charte Nationale pour la Paix et la Réconciliation ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) et le renforcement de l'appui au secteur agricole (avec une affectation budgétaire annuelle de 15% depuis 2015) ;
- la consolidation des acquis dans les secteurs sociaux ;
- le financement des investissements structurants dans les secteurs productifs.

Au regard de l'importance et du caractère d'urgence à satisfaire ces besoins de financements, la mobilisation d'importantes ressources constitue un défi énorme pour notre pays. La nécessité de définir une stratégie d'endettement demeure alors un impératif. Cette stratégie est partie intégrante des fonctions principales de gestion de la dette et vise à assurer le financement des besoins de développement national tout en ayant pour préoccupation la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

Le présent document répond au besoin de disposer, notamment pour le Comité National de la Dette Publique (CNDP), d'un référentiel pour la supervision des actes d'endettement et une gestion rationnelle de la dette publique. Il s'articule autour des trois principaux points suivants :

- l'analyse du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2025 ;
- l'évaluation de la stratégie d'endettement à moyen terme 2025-2027 ;
- la stratégie d'endettement public à moyen terme 2026-2028.

OBJECTIFS ET CHAMP DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC A MOYEN TERME (SDMT 2026-2028)

Les objectifs de cette stratégie consistent à :

- combler les besoins de financement de l'Etat à moyen terme et faire face aux obligations de paiement actuelles et futures du Trésor Public ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique restent dans des limites acceptables ;
- optimiser les coûts de financement;
- contribuer au développement du marché régional de titres publics de l'UMOA.

Le champ de la SDMT est circonscrit à la dette publique de l'administration centrale. Les passifs conditionnels comme les dettes contractées par les collectivités locales, les établissements publics et autres entités assimilables ne sont pas dans le champ en raison de l'insuffisance de données y afférentes. Toutefois, la portée de la SDMT pourrait être étendue à ces entités dès que ces informations seront disponibles.

I. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE PROJETE AU 31 DÉCEMBRE 2025

Pour l'analyse du portefeuille de la dette publique du Mali, les indicateurs de suivi ci-après ont été retenus :

- risque de refinancement :
 - (i) durée de vie moyenne de la dette;
 - (ii) refinancement sur un (01) an.
- risque de taux d'intérêt :
 - (i) période moyenne de révision;
 - (ii) dette révisable dans un (01) an;
 - (iii) concessionnalité moyenne du portefeuille.
- qualité du portefeuille :
 - (i) risque de change : Ratio dette extérieure/dette Totale;
 - (ii) répartition du portefeuille de la dette par monnaie.
- soutenabilité de la dette :
 - (i) indicateurs de viabilité de la dette extérieure ;
 - (ii) Valeur Actualisée (VA)/exportation de biens et services (%);
 - (iii) Valeur Actualisée (VA)/PIB (%);
 - (iv) Valeur Actualisée (VA)/recettes budgétaires (%);
 - (v) indicateurs de viabilité de la dette publique et publiquement garantie.

Ces indicateurs sont tirés de l'analyse du portefeuille de la dette projeté à fin 2025 et de la dernière analyse de viabilité de la dette publique du Mali effectuée par le FMI et la Banque mondiale en juillet 2025.

A. REVUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

L'endettement public du Mali était essentiellement basé sur les financements extérieurs jusqu'en 2003 où le pays a entrepris la diversification de ses sources de financement en recourant au marché des titres publics par l'émission de Bons du Trésor et d'Obligations du Trésor à partir de 2008.

L'évolution de la dette publique extérieure du Mali a été marquée par plusieurs opérations de restructuration dont l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) en 2000 et l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) en 2006. Ces allègements ont eu un impact positif et significatif sur la viabilité de la dette extérieure du Mali permettant une diminution de l'encours de la dette totale de 103% du PIB en 2000 à 19% en 2006. Toutefois, cet encours connaît une hausse accentuée depuis quelques années. De 27,1% du PIB en 2013, il a progressé pour atteindre 30,6% en 2015 avant de franchir les 35% du PIB à partir de 2016.

Au 31 décembre 2024, il est ressorti à 49,7% du PIB contre une prévision de 40,9% au 31 décembre 2025. La diminution de l'encours de la dette publique en 2025 par rapport à 2024 s'explique par le fait que le PIB augmente plus vite que l'encours de la dette, mais aussi le basculement du Système de Comptabilité Nationale 1993 (SCN 93) à SCN 2008. Ce basculement a contribué à rehausser le niveau du PIB à travers l'amélioration de la couverture de l'activité économique par l'utilisation de sources

additionnelles dans plusieurs secteurs et de méthodes de calcul conformément aux recommandations du SCN 2008¹.

Par ailleurs, suite à l'avènement de la COVID-19, l'évolution du service de la dette publique a été marquée, sur la période 2020-2021, par une initiative de suspension du service de la dette (ISSD) de certains créanciers bilatéraux du G20 et par un allègement du service de la dette contractée auprès du FMI. Il ressort de la revue du portefeuille projeté de la dette publique au 31 décembre 2025 les analyses ci-après :

1. Dette publique

1.1. Composition par type de dettes

Tableau 1 : Composition par type de dettes à fin décembre 2025

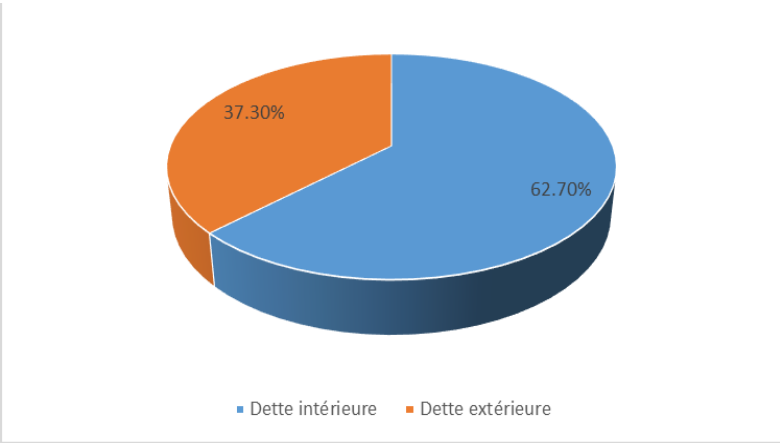
	Montants en millions de FCFA	En % de la dette publique totale	En % du PIB
Dette publique	7 235 032	100	40,9
Dette intérieure	4 536 093	62,7	25,7
Dette extérieure	2 698 939	37,3	15,3

Source : DGDP, DGTCP, INSTAT 2025

NB :

- La dette intérieure est constituée des prêts libellés en monnaie locale, y compris les prêts du FMI et de la BOAD ;
- la dette extérieure est constituée des prêts libellés en devises.

Graphique 1 : Composition de la dette publique à fin décembre 2025



Source : DGDP, DGTCP 2025

Il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que l'encours total s'élèverait au 31 décembre 2025 à 7 235,0 milliards de FCFA, contre 6 809,3 milliards de FCFA à fin 2024. Cet encours est constitué de 2 698,9 milliards de FCFA de dette extérieure, soit 37,3% et 4 536,1 milliards de FCFA de dette intérieure, soit 62,7%.

¹ En 2008, la Commission des Statistiques des Nations Unies a révisé le Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1993 pour approuver et adopter un nouveau Système de Comptabilité Nationale, le SCN 2008 comme nouvelle norme internationale de production et de diffusion des comptes nationaux.

1.2. Composition par type de taux d'intérêts

Tableau 2 : Composition par type de taux d'intérêts à fin décembre 2025

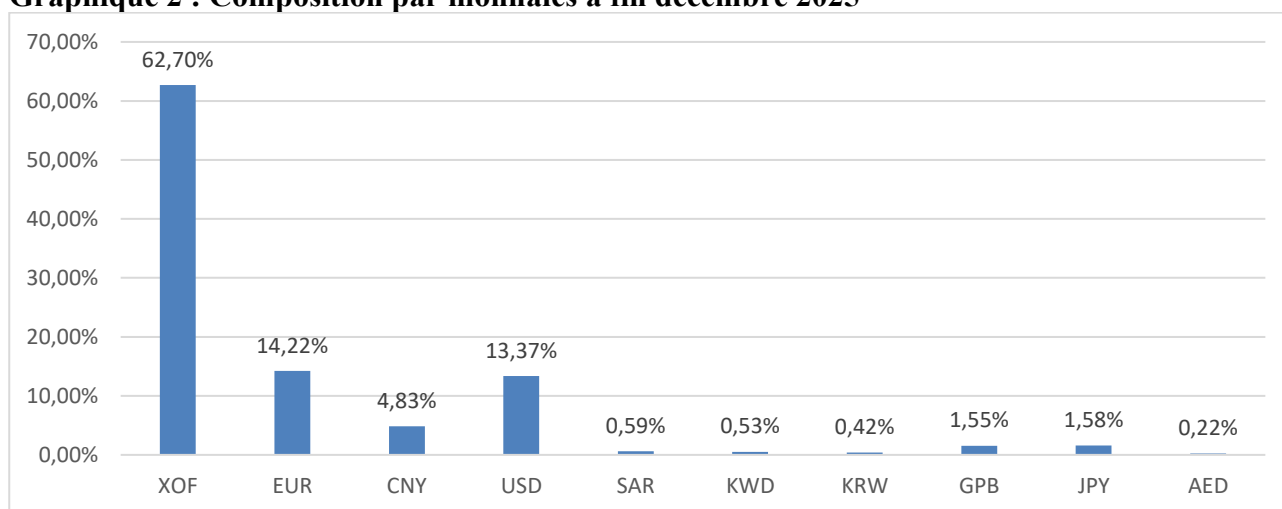
	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	7 235 032	100
Dette à taux fixe	7 235 032	100
Dette à taux variable	0	0

Source : DGDP 2025

Le portefeuille à fin 2025 serait essentiellement constitué de dettes à taux d'intérêt fixe.

1.3. Composition par monnaies

Graphique 2 : Composition par monnaies à fin décembre 2025



Source : DGDP 2025

Note : XOF = Franc CFA ; CNY = Yuan chinois ; USD = Dollar américain ; EUR = Euro ; KWD = Dinar Koweïtien ; JPY = Yen japonais ; SAR = Riyal saoudien ; AED= Dirham des Emirats Arabes Unis ; KRW = Won Coréen ; GBP = Livre sterling.

La dette publique, au 31 décembre 2025, serait constituée de 37,3% de devises étrangères et de 62,7% de monnaie locale (XOF). Il en résulte que le portefeuille pourrait être exposé à un risque de change. Cependant, ce risque serait quelque peu atténué par la proportion de la dette libellée en Euro (14,2%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

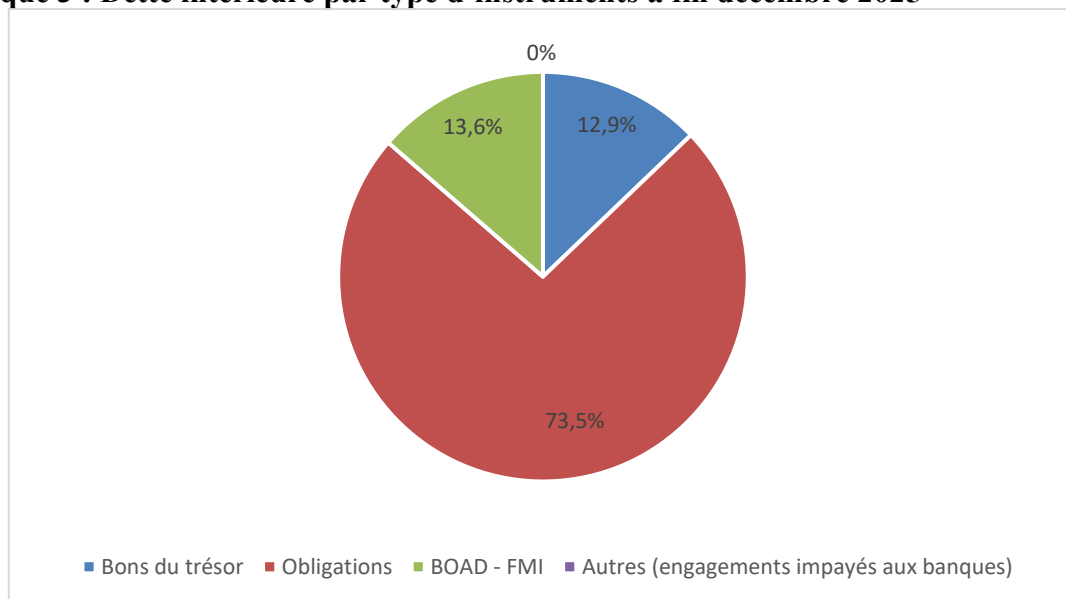
1.4. Dette intérieure par type d'instruments

Tableau 3 : Dette intérieure par type d'instruments à fin décembre 2025

	Montants en millions de FCFA	%
Total Dette intérieure	4 536 093	100
Bons du Trésor	583 042	12,9
Obligations	3 334 611	73,5
Autres (BOAD et FMI)	618 440	13,6

Sources : DGTCP ; DGDP 2025

Graphique 3 : Dette intérieure par type d'instruments à fin décembre 2025



Source : DGTCP ; DGDP 2025

La dette intérieure est composée principalement de titres publics à court, moyen et long termes dont 73,5% d'Obligations et 12,9% de Bons du Trésor. Les autres instruments (13,6%) sont constitués des prêts de la BOAD et du FMI.

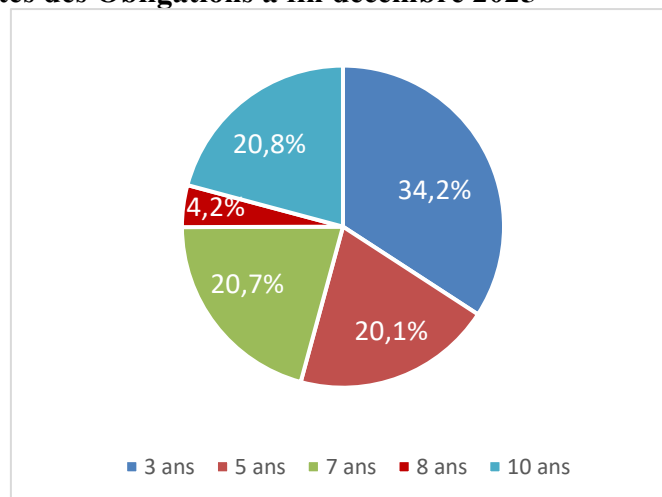
En ce qui concerne les obligations, le tableau ci-après donne les différentes caractéristiques par maturité :

Tableau 4 : Maturités des Obligations à fin décembre 2025

Maturités des Obligations	Montants en Million de FCFA	%
3 ans	945 174,9	34
5 ans	554 858,2	20
7 ans	573 314	21
8 ans	116 288,4	4
10 ans	576 526,6	21
Total	2 766 162,1	100

Source : DGDP ; DGTCP 2025

Graphique 4 : Maturités des Obligations à fin décembre 2025



A fin 2025, les obligations de maturité 3 ans, 5 ans, 7 ans, 8 ans et 10 ans représenteraient respectivement 34,2%, 20,1%, 20,7%, 4,2% et 20,8% du portefeuille des obligations. Par mode d'émission, les obligations par syndication représenteraient 98% des obligations de longue maturité (7, 8 et 10 ans) et 45% du portefeuille des obligations.

1.5. Dette extérieure par catégorie de créanciers

Tableau 5 : Dette extérieure par catégorie de créanciers à fin décembre 2025

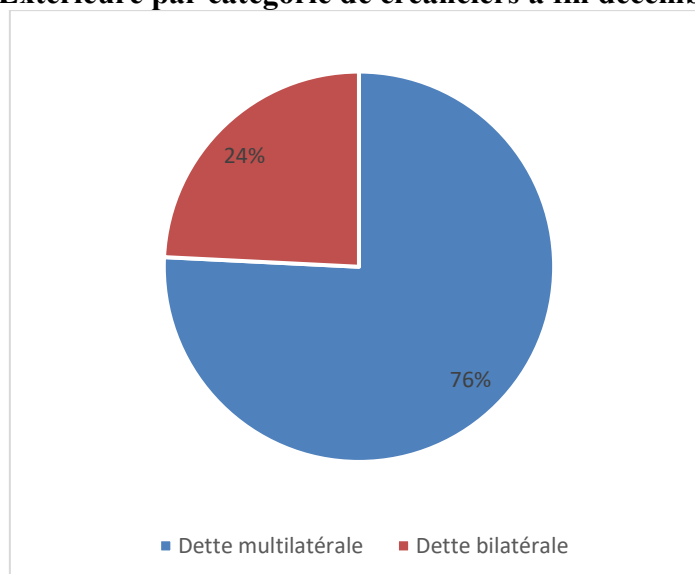
	Montant (millions de FCFA)	%
Dette Extérieure	2 698 939	100
Dette Multilatérale	2 045 447	76
Dette Bilatérale	653 492	24

Source : DGDP 2025

A fin 2025, l'encours de la dette extérieure se décomposerait comme suit :

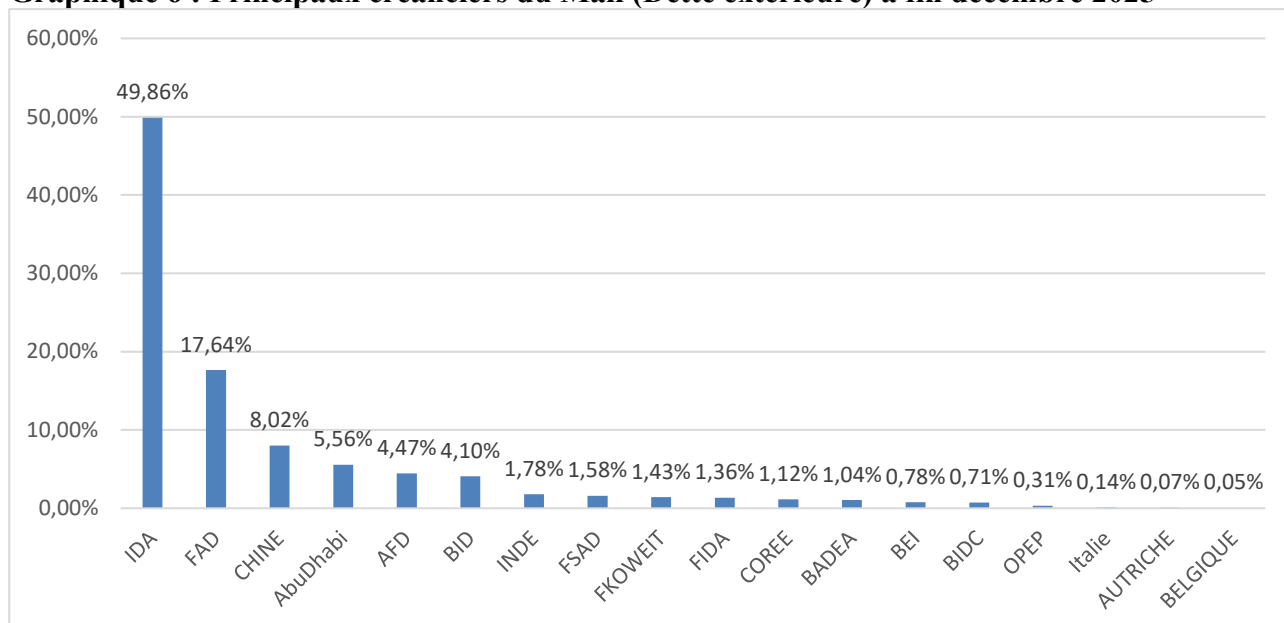
- 2 045,4 milliards de FCFA de dette multilatérale, soit 76% ;
- 653,5 milliards de FCFA de dette bilatérale, soit 24%.

Graphique 5 : Dette Extérieure par catégorie de créanciers à fin décembre 2025



Source : DGDP 2025

Graphique 6 : Principaux créanciers du Mali (Dettes extérieures) à fin décembre 2025



Source : DGDP 2025

Les principaux créanciers du Mali à fin 2025 seraient : la Banque Mondiale (IDA) (49,9%), le FAD (17,6%) et la Chine (8,0%). Ces partenaires représenteraient 75,5% du portefeuille de la dette extérieure dont 67,5 % hautement concessionnels (IDA et FAD).

1.6. Coût par type de dette

Tableau 6 : Coût par type de dette à fin décembre 2025

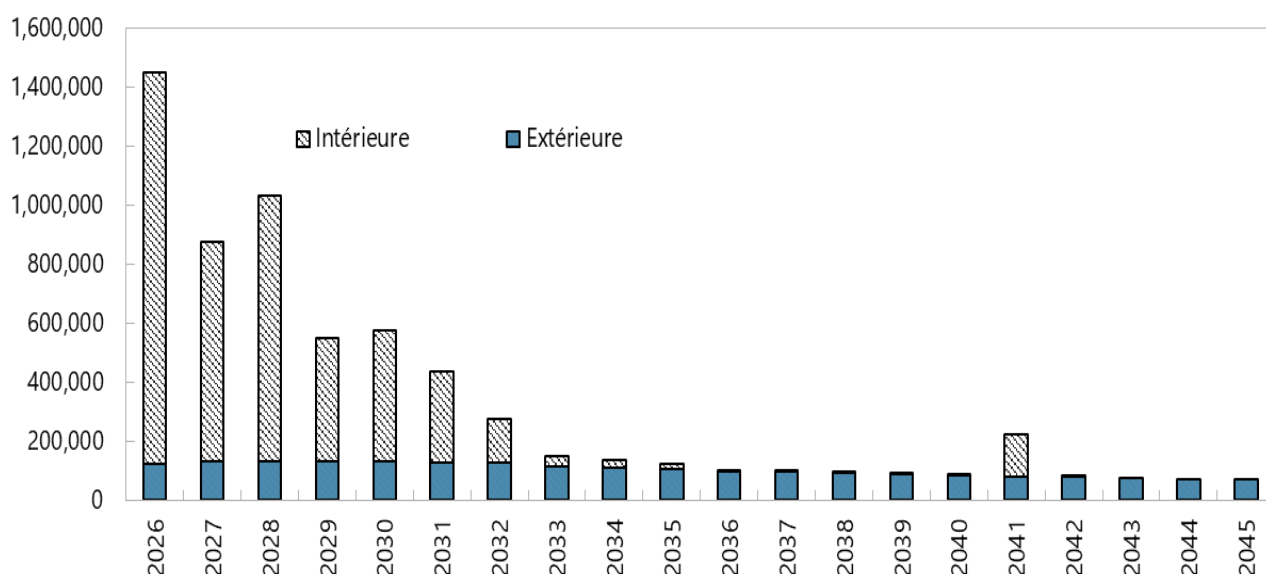
Coût de la Dette	%
Taux d'intérêt moyen sur la dette totale	2,9
Taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure	4,0
Taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure	1,0

Source : DGDP 2025

L'analyse du portefeuille montre que la dette intérieure coûte environ quatre (04) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (2,9%) dû à la concessionnalité de la dette extérieure (1,0%).

1.7. Profil des échéances par type de dette

Graphique 7 : Profil des échéances par type de dette à fin décembre 2025 (en millions de FCFA)



Source : DGDP 2025

On constate que 84,7% de la dette intérieure arrive à échéance dans les cinq (05) prochaines années. Quant à la dette extérieure, le profil de remboursement est échelonné sur une période relativement plus longue, prouvant encore une fois son caractère concessionnel.

On observe une évolution en dents de scie du profil de remboursement de la dette totale sur la période 2026-2030. À partir de 2031, la tendance est baissière sur le reste de la période à l'exception de l'année 2041 pour laquelle un pic est observé en raison de l'échéance du prêt in fine du FMI accordé en 2021. Toutefois, on constate qu'une forte proportion (62,3%) de la dette totale arrive à échéance dans les cinq (05) prochaines années, due à la dette intérieure.

II. RECAPITULATIF DES INDICATEURS

Tableau 7 : Indicateurs de coûts et risques à fin décembre 2025

Indicateurs de coûts et risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (millions de FCFA)		2 698 939,0	4 536 093,0	7 235 032,0
Dette nominale (millions de USD)		4 567,1	7 675,9	12 243,1
Dette nominale (% du PIB)		15,3	25,7	40,9
Valeur actualisée nette (% du PIB)		10,0	25,8	35,7
Coût de la dette	Païement d'intérêt (% PIB)	0,1	1,0	1,2
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	0,9	4,0	2,8
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	12,3	2,9	6,3
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du total)	4,7	29,3	20,3
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du PIB)	0,7	7,5	8,2
	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	12,3	2,9	6,3
Risque de taux d'intérêt	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	4,7	29,3	20,3
	Dette à taux d'intérêt fixe incluant les bons (% du total)	100,0	100,0	100,0
	Dette en devises (% du total)			37,3
Risque de change	Amortissements en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)			
				0,8

Source : DGDP 2025

A fin 2025, la dette nominale rapportée au PIB représenterait 40,9% contre 49,7% à fin 2024, ce qui respecte les critères de convergence de l'UEMOA ($\leq 70\%$).

Pour la même période, le ratio de la valeur actualisée de la dette rapportée au PIB représenterait 35,7%, inférieure à 55% recommandé par le FMI pour les pays ayant une capacité moyenne de gestion de la dette, dont l'Indice Composite est compris entre 2,69 et 3,05 (celui du Mali étant de 2,87 en 2025).

Le coût moyen de la dette intérieure a connu une légère diminution par rapport à l'année dernière (4,0% contre 4,7%) et elle coûte quatre (04) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette publique est relativement faible (2,9%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (1,0 %).

Les indicateurs faisant référence à la maturité moyenne (2,9 ans) et la proportion de dette intérieure qui arrive à échéance dans un (01) an (29,3%) montrent l'existence d'un risque de refinancement.

Toutefois, ce risque est atténué lorsqu'on rapporte l'analyse à la dette totale du fait de la concessionnalité de la dette extérieure.

La proportion de la dette intérieure révisable dans un (1) an est de 29,3%, ce qui expose le portefeuille à un risque de taux d'intérêt.

Il importe de faire également mention du risque de change dû à la forte proportion de dette libellée en devises dans le portefeuille, soit 37,3%. Cependant, ce risque serait atténué par la proportion de dette libellée en Euro (14,2%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

III. CIBLES STRATEGIQUES DES INDICATEURS ET REVUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE 2025-2027

A. CIBLES STRATEGIQUES DES INDICATEURS

CIBLE STRATEGIQUE	VALEUR OU FOURCHETTE	VALEUR ACTUELLE AU 31/12/2025
Durée de vie moyenne de la dette intérieure	Supérieure à 3,6 ans	2,9
Part de la dette arrivant à échéance dans 1 an	Inférieure à 10%	19,9%
Part de la dette libellée en devises	50-55%	37,3%

B. REVUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE 2025-2027

La stratégie d'endettement 2025-2027 consistait à l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure combinée à une augmentation des prêts concessionnels en mettant l'accent sur la part des instruments en EURO.

Pour l'année 2025, la stratégie de financement retenue envisageait une mobilisation globale de 1 480,7 milliards de FCFA avec une répartition de 17,0% pour les instruments de dette extérieure et 83,0% pour ceux de la dette intérieure. Sur la base des réalisations au 30 juin 2025 et des décaissements attendus jusqu'à la fin de l'année 2025, cette mobilisation devrait atteindre 1 344,9 milliards de FCFA avec un financement extérieur qui représenterait 7,0%, contre 5,0% pour l'année 2024. On constate une amélioration du niveau des décaissements par rapport à 2024 grâce à la reprise des opérations avec certains partenaires et à la baisse du taux directeur de la BCEAO de 25 points de base entraînant ainsi la liquidité sur le marché financier.

S'agissant de la dette intérieure, il avait été retenu de poursuivre le reprofilage du portefeuille consistant à augmenter graduellement la part des titres publics de longues maturités (obligations du Trésor à partir de 5 ans) tout en mettant l'accent sur l'amélioration des coûts des ressources à mobiliser. Aussi, les émissions de titres sur les maturités benchmark (91 jours, 182 jours, 364 jours, 3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, etc.) devraient être maintenues sur la période.

A ce titre, pour l'année 2025, les émissions de titres publics sur le marché financier régional de l'UEMOA étaient fixées à 84% et 16% respectivement pour les obligations et les bons du Trésor.

Cependant, les investisseurs préfèrent se rabattre sur les instruments de courte maturité, notamment les bons du Trésor. Sur la base des réalisations au 30 juin 2025 et des émissions programmées jusqu'à la fin de l'année 2025, les proportions ressortiraient à 52% pour les bons du Trésor et 48% pour les

obligations du Trésor. Au 31 décembre 2025, les émissions de plus longues maturités (5 ans, 7 ans, 10 ans et 12 ans) représenteraient 25% contre une prévision de 72%.

De l'évaluation, il ressort qu'en 2025, la mise en œuvre de la stratégie a été fortement impactée par le recours aux titres publics de courtes maturités ainsi que le maintien de la suspension des décaissements avec certains partenaires. A cela s'ajoutent les effets de la crise sécuritaire qui impactent négativement la mise en œuvre de certains projets, entraînant le ralentissement des activités concernant la mobilisation des ressources extérieures.

IV. SOURCES DE FINANCEMENT (EXTERIEURES ET INTERIEURES), PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2026-2028

Dans cette section, les points suivants seront abordés :

- la justification de l'emprunt ;
- les orientations de la politique d'endettement public pour la période 2026-2028.

A. JUSTIFICATION DE L'EMPRUNT PUBLIC

En dépit des défis auxquels le Mali est confronté, l'économie nationale demeure résiliente avec un taux de croissance moyen de 4,1% du PIB au cours des quatre dernières années (2021 à 2024). Nonobstant cette performance, le budget de l'Etat est resté structurellement déficitaire. Cette situation résulte de l'insuffisance des ressources propres et une augmentation des besoins de financement.

Pour l'année 2026, les orientations économiques et financières visent l'atteinte d'un taux de pression fiscale de 14,1%. En cohérence avec les perspectives macroéconomiques, le besoin de financement net (sous forme d'emprunts) de l'Etat ressort en 2026 à 2 084,6 milliards de FCFA (soit 10,9% du PIB nominal) contre 1 480,7 milliards de FCFA en 2025. Ce besoin comprend : le solde primaire, l'amortissement de la dette et les charges d'intérêts, diminués des produits provenant de la cession des actifs et des remboursements des prêts et avances.

1. Besoins de financement

Tableau 8 : Besoins de financement (Milliards de FCFA)

	2026 (LFI)	2027	2028
Recettes Publiques (y compris dons)	3 040,8	3 357,4	3 790,7
Dépenses totales hors intérêts	3 393,4	3 764,7	4 267,0
Solde Primaire	-352,6	-407,3	-476,3
Intérêts	245,9	208,0	165,4
Amortissement	1 499,6	922,3	1 058,2
Produits provenant de la cession des actifs	-10,0	-10,0	-10,0
Remboursements de prêts et avances	-3,4	-2,4	-1,7
Besoins de Financement	2 084,6	1 525,2	1 688,2
PIB	19 182	20 758	20 758
Besoins de Financement (%PIB)	10,9	7,3	8,1

Sources : DGB - INSTAT- DGDP-DNPD-DGTCP 2025

Les besoins de financement par emprunts pour les trois (3) prochaines années se présentent comme suit :

- **2 084,6 milliards de FCFA en 2026 ;**
- **1 525,2 milliards de FCFA en 2027 ;**
- **1 688,2 milliards de FCFA en 2028.**

On constate une forte augmentation des besoins de financement en 2026 par rapport à 2025 en relation avec le niveau d'amortissement attendu sur la dette de marché dû à un recours plus important aux Bons du Trésor et l'augmentation du déficit primaire.

2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2026

Les termes et conditions des nouveaux emprunts intérieurs et extérieurs sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 9 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2026

Type / Nom Instrument	Fixe / Variable	Concessionnel /condition du marché	Maturité (ans)	Délai de Grace (ans)	²Taux d'intérêt (%)
Multilatéral (IDA1 ³ , FAD, FIDA)	Fixe	Concessionnel	38-50	6-10	0,75
Multilatéral (BIDC,OPEP)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-7	1-3
Bilatéral Arabe (FSAD, FKOW, FDAD)	Fixe	Concessionnel	24-30	4-7	1-2,5
Multilatéral (BID, BADEA)	Fixe	Concessionnel	25-32	3-10	1-3
Bilatéral Asie (Chine +Inde + Corée du Sud)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-6	1-2
FMI-IDA2	Fixe	Concessionnel	10-29	5-6	0,25-0,75
BOAD	Fixe	Concessionnel - Marchand	10-20	3-6	2,25-7,6
Bons du Trésor 1 an	Variable	Marché	1	0	-
Obligations de 3 ans	Fixe	Marché	3	2	5,90-6,15
Obligations de 5 ans	Fixe	Marché	5	3-4	6-6,35
Obligations de 7ans 8 ans	Fixe	Marché	7-8	3-4	6,40-6,75
Obligations de 10 ans	Fixe	Marché	10	3-4	6,40-6,75

Source : DGDP, DGTCP 2025

B. ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT POUR LA PERIODE 2026-2028

Les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et intérieurs et de gestion de la dette pour les années 2026 ; 2027 et 2028 portent sur des plafonds d'endettement qui se chiffrent respectivement à 2 084,6 milliards de FCFA, 1 525,2 milliards de FCFA et 1 688,2 milliards de FCFA.

² Pour les bons du Trésor, les taux sont fixés en fonction de l'évolution du marché.

³ IDA1 et IDA2 désignent respectivement les prêts concessionnels de l'IDA à long terme et à court terme.

Le Gouvernement prévoit de recourir aux Bons et Obligations du Trésor sur le marché financier régional suivant un calendrier indicatif annuel qui sera publié en début de chaque année par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Parallèlement, les efforts se poursuivront pour la mobilisation des ressources extérieures. Les proportions de ces différents instruments dans les nouveaux besoins de financement seront déterminées par la stratégie adoptée.

V. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2026-2028

Cette section présente la stratégie d'endettement public du Mali retenue pour la période 2026-2028. Quatre (4) stratégies sont testées sur la base des tendances actuelles de la politique de mobilisation des ressources extérieures et intérieures et des actions menées par le Gouvernement pour diversifier les sources de financement. A cet effet, une brève présentation des quatre (04) stratégies est faite en premier lieu, suivie de la validation des hypothèses pour procéder, enfin, à leur analyse. Parmi ces quatre stratégies, celle présentant les meilleures caractéristiques coût-risque sera retenue et mise en œuvre.

A. PRESENTATION DES STRATEGIES

Les stratégies testées au nombre de quatre (S1, S2, S3 et S4) sont présentées dans cette section.

1. STRATEGIE S1 : STRATEGIE DE BASE

La première stratégie (S1) ou **stratégie de base** consiste à maintenir la tendance actuelle de la politique de mobilisation de nouveaux financements.

A cet effet, il s'agira de continuer à faire recours essentiellement aux financements hautement concessionnels de type IDA, FAD et FIDA. En ce qui concerne le financement intérieur, l'accent serait mis sur les Bons et Obligations du Trésor avec des maturités proches de l'existant.

Par ailleurs, pour cette stratégie, la proportion de la dette intérieure dans les nouveaux besoins de financement est maintenue à 96% durant la période 2026-2028.

2. Stratégie S2 : Extension des maturités domestiques et augmentation de la part du financement BOAD et FMI

Dans la stratégie S2, il s'agit de changer la structure de la dette intérieure en augmentant la part des obligations de plus de 5 ans et aussi celle du financement BOAD et FMI.

Dans cette stratégie, le financement domestique représenterait 96% des besoins de financement sur la période. Parallèlement, l'Etat continuera à mobiliser les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles.

3. Stratégie S3 : Maximisation des prêts extérieurs (augmentation des prêts concessionnels et semi-concessionnels)

Dans cette stratégie, il s'agit de procéder à une diminution de la part de la dette intérieure au profit de celle de la dette extérieure. A cet effet, le financement extérieur passerait de 4% en 2026 à 12% en 2028.

Par ailleurs, les prêts hautement concessionnels passeraient de 2,8% en 2026 à 8,5% en 2028 et les prêts semi-concessionnels évolueraient de 1,2% en 2026 à 3,5% en 2028.

4. Stratégie S4 : Extension des maturités domestiques, augmentation des prêts concessionnels

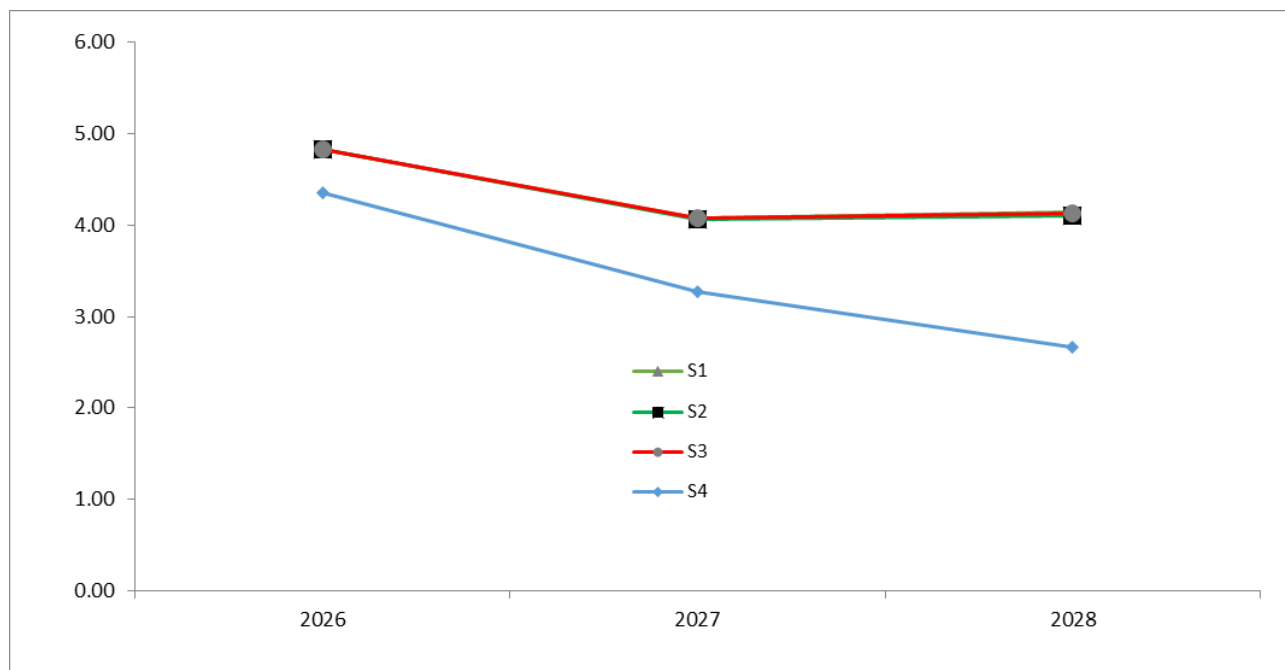
Cette stratégie consisterait à l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure combinée à une augmentation du volume des prêts concessionnels.

Ainsi, la structure de la dette intérieure a été modifiée en augmentant la part des obligations de plus de 5 ans et celles des financements de la BOAD et du FMI.

De même, l'Etat continuera à mobiliser davantage les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles. Le financement extérieur passerait de 4% en 2026 à 12% en 2028.

B. VALIDATION DES HYPOTHESES

Figure 8 : Financement intérieur net par stratégie (par rapport au PIB)



Source : DGDP 2025

Le graphique ci-dessus représente l'évolution du ratio financement intérieur net rapporté au PIB à travers les différentes stratégies examinées.

Pour toutes les stratégies, le ratio reste positif sur toute la période, ce qui s'explique par des mobilisations de ressources domestiques supérieures aux remboursements. Ce ratio est plus accentué au niveau des stratégies S1, S2 et S3 en raison de la diminution de la proportion du financement intérieur dans S4 par rapport aux autres stratégies.

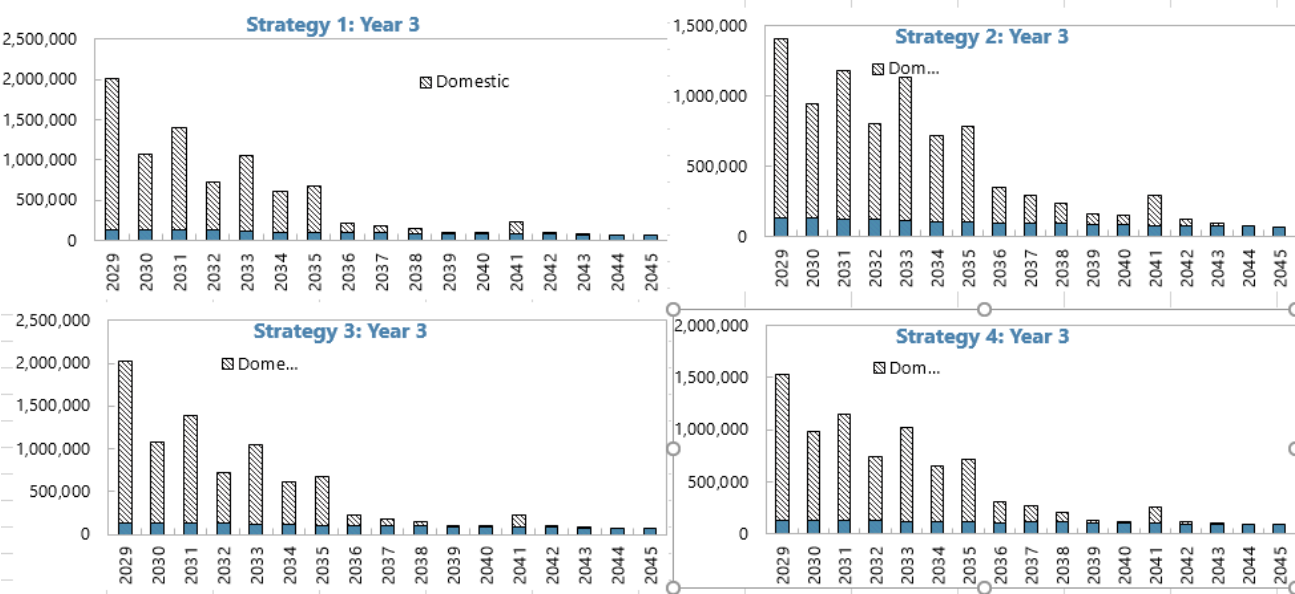
En effet, pour la stratégie S4, la part du financement domestique connaîtrait une baisse remarquable, de 4,4% du PIB en 2026 à respectivement 3,8% et 2,7% du PIB en 2027 et 2028, en raison de l’augmentation de la part du financement extérieur.

C. ANALYSE DES RESULTATS

Les résultats des simulations des quatre (04) stratégies ci-dessus énumérées à l’aide de l’outil SDMT sont présentés dans cette section. Elles sont comparées entre elles et sont évaluées par rapport à la situation de référence qui correspond à celle prévue pour fin 2025.

1. Profils d’amortissement et indicateurs de coûts et de risques

Graphique 9 : Profils d’amortissement de la dette extérieure et intérieure après la mise en œuvre de chaque stratégie



Source : DGDP 2025

Tableau 10 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Référénc e	Stratégies			
			S1	S2	S3	S4
Dette nominale (% du PIB)		40,9	45,33	45,28	45,33	45,20
Valeur actualisée (% du PIB)		35,7	42,1	43,4	42,0	41,0
Paieement d'intérêt (% du PIB)		1,2	1,8	1,8	1,8	1,8
Taux d'intérêt moyen pondéré (%)		2,8	4,72	4,62	4,72	4,40
Risque de refinancement	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du total)	20,3	21,47	14,97	21,46	16,30
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du PIB)	8,2	9,7	6,8	9,7	7,4
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette extérieure	12,3	11,2	11,2	11,2	13,0
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette domestique	2,9	3,2	4,1	3,2	3,7
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette totale	6,3	5,1	5,8	5,1	6,4
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	6,3	5,1	5,8	5,1	6,4
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	20,3	21,5	15,0	21,5	16,3
	Dette à taux d'intérêt fixe (% du total)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Risque de change	Dette libellée en devises (% du total)	37,3	23,8	23,8	23,8	29,6
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8

Source : DGDP 2025

De façon générale, l'analyse du profil d'amortissement à fin 2028 des quatre (04) stratégies montre une concentration des remboursements sur les sept prochaines années à compter de 2029, due en

partie à la forte proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement.

Stratégie S1 :

La durée moyenne de remboursement du portefeuille (ATM) est de 11,2 ans et 3,2 ans respectivement pour les dettes extérieure et intérieure contre 12,3 ans et 2,9 ans pour la situation de référence.

La part de la dette publique arrivant à échéance dans un (01) an s'est détériorée, passant de 20,3% en 2025 à 21,5% en 2028.

On constate que le coût de la dette publique qui représente le taux d'intérêt moyen augmente en passant de 2,8% dans l'année de référence à 4,7% au niveau de S1. Cela s'explique par la forte proportion de la dette intérieure dans le financement des nouveaux besoins.

Le niveau du risque de change est en baisse puisque le pourcentage de la dette en devise a diminué, en passant de 37,3 % dans l'année de référence à 23,8 % dans S1.

Stratégie S2 :

La durée moyenne du portefeuille de la dette intérieure a connu une légère hausse par rapport à la période de référence, passant de 2,9 ans à 4,1 ans.

On constate que le coût de la dette publique augmente en passant de 2,8% dans la situation de référence à 4,6%.

La durée moyenne de la dette extérieure a connu une légère diminution dans cette stratégie en s'établissant à 11,2 ans contre 12,3 ans dans la situation de référence. Aussi, la durée moyenne du portefeuille globale connaît une détérioration, en passant de 6,3 ans dans la situation de référence à 5,8 ans due à la forte proportion du financement intérieur notamment celle des instruments de courte maturité dans le financement des nouveaux besoins.

Le niveau du risque de change a diminué, dû à la part de la dette en devise qui est passée de 37,3% dans la situation de référence à 23,8%.

Stratégie S3 :

Le coût de la dette a augmenté par rapport à la situation de référence, passant de 2,8% à 4,7%.

La durée moyenne du portefeuille global a légèrement diminué, en passant de 6,3 ans dans la situation de référence à 5,1 ans. La part de la dette qui arrive à échéance dans un an s'est détériorée, en passant de 8,2% dans la situation de référence à 9,7%.

La proportion de la dette libellée en devise diminue, passant de 37,3% dans la situation de référence à 23,8%.

Stratégie S4 :

Dans cette stratégie, la proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement représente 96% ; 93% et 88% sur la période 2026-2028.

Les durées moyennes de la dette intérieure et de la dette extérieure ont légèrement augmenté et ressortent respectivement à 3,7 ans et 13,0 ans, contre 2,9 ans et 12,3 ans dans la situation de référence. Aussi, la durée moyenne du portefeuille global a légèrement augmenté, passant de 6,3 ans dans la situation de référence à 6,4 ans.

Le risque de change diminue par rapport à la situation de référence, en passant de 37,3% à 29,6%, mais demeure plus élevée que celle des autres stratégies due à l'augmentation du financement extérieur dans les nouveaux besoins. Le risque du taux d'intérêt a diminué par rapport à la situation de référence. En effet, la proportion de la dette à réviser dans un (01) an varie de 20,3% à 16,3%.

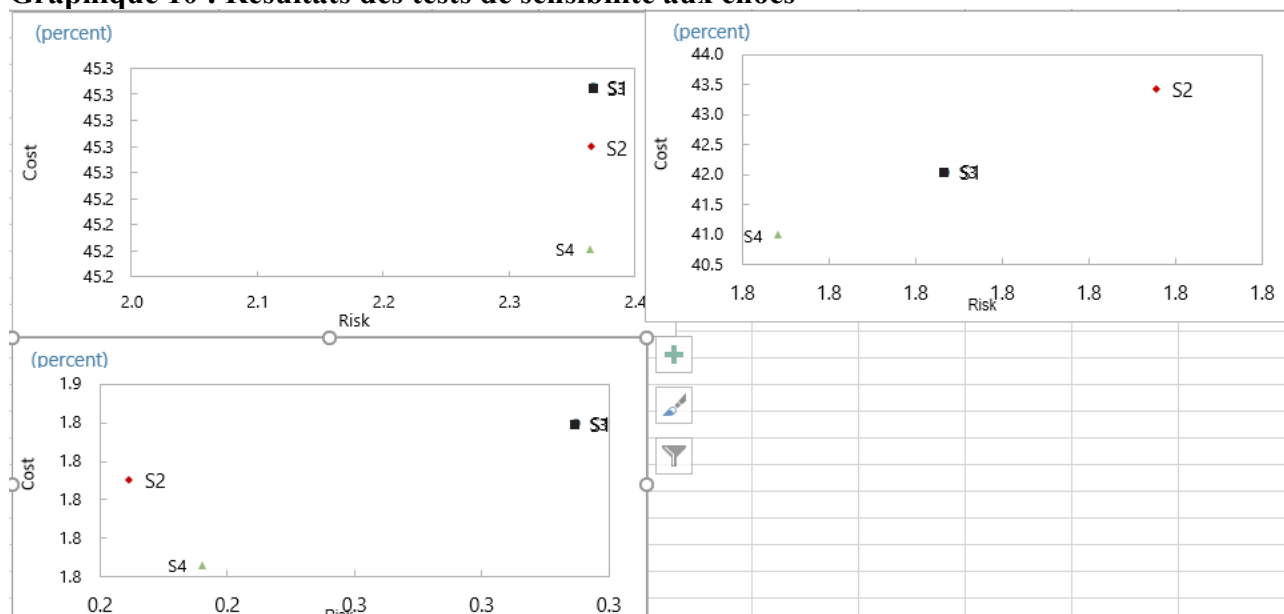
2. Analyse de la sensibilité aux chocs, choix de la stratégie et perspectives de viabilité de la dette

2.1 Analyse de la sensibilité aux chocs

Cette section se propose de faire l'analyse de la vulnérabilité du portefeuille de la dette publique du Mali. Pour ce faire, on procédera à des tests de simulation de différents chocs qui consistent :

- en une dépréciation du Franc CFA de l'ordre de 30% par rapport aux devises du portefeuille à l'exception de l'Euro ;
- en une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques modérée de 1,5 point de pourcentage ;
- en une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques extrême de 3,0 points de pourcentage ;
- et à une combinaison d'une dépréciation de 15% du Franc CFA et de l'augmentation modérée des taux d'intérêt.

Graphique 10 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs



Source : DGDP 2025

Les tests de sensibilité montrent que, les stratégies S1 et S3 exercent plus de pression sur le ratio « encours de la dette/PIB (%) », en termes de risque et de coût. Par contre, S4 présente le meilleur rapport coût/ risque.

En ce qui concerne le ratio « valeur actuelle/PIB (%) », la stratégie S2 est plus risquée et plus coûteuse par rapport aux autres stratégies. En revanche, la stratégie S4 présente le meilleur ratio.

S'agissant du ratio « intérêt/PIB (%) », S1 et S3 exercent plus de pression en termes de risque et de coût par rapport aux autres stratégies. Cependant, S4 est plus risquée que S2 mais moins coûteuse.

2.2 Choix de la stratégie

Il ressort des résultats de l'analyse des indicateurs de coût et de risque et de l'analyse de sensibilité aux chocs que S4 est la stratégie optimale. En effet, les niveaux des taux d'intérêt et de valeur nominale de la dette totale rapportés chacun au PIB favorisent S4. Aussi, le choix sur S4 est motivé par la nécessité de recourir plus au financement extérieur en vue de réduire ainsi le risque de refinancement et le coût de la dette.

A titre de rappel, S4 vise l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure en augmentant la part des instruments de la BOAD et du FMI, combinée à une augmentation des prêts concessionnels.

L'exposition du portefeuille au risque de change diminue, mais demeure élevé en raison de l'augmentation de la part du financement extérieur dans les nouveaux besoins. Toutefois, ce risque serait atténué par la part du financement en Euro.

2.3 Mesures de mise en œuvre de la stratégie retenue

La stratégie S4 retenue, consiste à l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure et l'augmentation de la part des instruments BOAD et FMI combinée à une augmentation des prêts concessionnels. Pour la bonne mise en œuvre de cette stratégie, les recommandations ci-après sont formulées :

- améliorer le cadre macroéconomique qui pourrait impacter positivement la notation financière et l'attractivité du pays afin de faciliter la mobilisation des ressources intérieures et extérieures ;
- améliorer la gestion et du suivi des projets et programmes de développement afin de booster le niveau des décaissements ;
- poursuivre les efforts de l'Etat pour honorer, à bonnes dates, ses engagements économiques et financiers avec ses partenaires afin d'éviter les suspensions de décaissements et de faciliter la mise en place de programmes économiques ;
- recourir aux emprunts intérieurs de plus longues maturités et équilibrer les échéances, en augmentant la part des émissions d'obligations du Trésor d'au moins 5 ans pour éviter d'avoir des années de forte concentration du règlement du service de la dette.

Afin de mettre en œuvre la stratégie retenue dès l'année 2026, un plan annuel de financement a été élaboré afin d'opérationnaliser la stratégie d'endettement. Ce plan est présenté dans le tableau ci-dessous.

Le plan annuel de financement montre les montants que le Gouvernement souhaite emprunter en 2026 auprès des divers bailleurs de fonds et émettre sur le marché domestique par type d'instrument. En ce qui concerne les émissions de bons et obligations du Trésor, un calendrier d'émission annuel sera publié avec les dates d'émissions et les montants par maturité.

Plan annuel de Financement 2026 (millions de F CFA)

Source	Créanciers	Montant	Pourcentage
Extérieure	IDA/FAD/FIDA	60 454	2,9
	OPEP/Fonds arabes	8 338	0,4
	ITALIE	2 085	0,1
	BID/BADEA	14 592	0,7
Intérieure	BOAD/FMI	202 207	9,7
	Bons du Trésor	700 427	33,6
	OAT de 3 ans et 5 ans	637 889	30,6
	OAT de 7 ans et 8 ans	339 791	16,3
	OAT de 10 ans et 12 ans	118 822	5,7
Total		2 084 605	100,0

3. Perspectives de viabilité de la dette publique

En 2006, les Institutions de Bretton Woods (IBW) ont défini un Cadre de Viabilité de la Dette (CVD), objet de révisions périodiques. Ainsi, selon le nouveau CVD en vigueur depuis juillet 2018, la dette extérieure est viable lorsque sa Valeur Actuelle (VA) est inférieure à 180% des exportations de biens et services, à 40% du PIB et son service inférieur à 15% des exportations et à 18% des recettes budgétaires.

Pour le Mali, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) indiquent qu'en 2025, les ratios se rapportant à la Valeur Actuelle sont respectivement de 59% des exportations de biens et services, de 16,9% du PIB et ceux relatifs au service de la dette publique sont de 4,8% des exportations et de 6,4% des recettes budgétaires. **Par conséquent, le Mali est dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré.**

Ces ratios resteront inférieurs aux seuils pertinents jusqu'en 2035 si les tendances actuelles de l'économie se maintiennent et si l'endettement futur est conforme à la stratégie adoptée. La mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs concessionnels et/ou semi-concessionnels devraient consolider la viabilité de la dette.

VI. RECOMMANDATIONS

Pour améliorer l'élaboration et favoriser la mise en œuvre de la stratégie d'endettement du Mali, les recommandations ci-dessous sont formulées :

- 1. Poursuivre l'amélioration du cadre macroéconomique qui pourrait impacter positivement la notation financière et l'attractivité du pays afin de faciliter la mobilisation des ressources intérieures et extérieures ;**
- 2. Mobiliser davantage de ressources concessionnelles et semi-concessionnelles ;**
- 3. Privilégier les emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances, en augmentant la part des émissions d'obligations du Trésor d'au moins 5 ans, pour éviter d'avoir des années de forte concentration du règlement du service de la dette ;**
- 4. Maintenir une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe. La quasi-totalité de la dette publique contractée à des taux fixes limite le risque de taux d'intérêts ;**
- 5. Explorer de nouvelles pistes de mobilisation des ressources financières notamment avec le recours aux interventions de la Diaspora (Diaspora Bonds) ;**
- 6. Poursuivre les négociations de restructuration des arriérés de la dette extérieure ;**
- 7. Poursuivre les efforts d'amélioration de la gestion et du suivi des projets et programmes de développement financés sur ressources extérieures afin de booster le niveau des décaissements ;**
- 8. Poursuivre les efforts de l'Etat pour honorer, à bonnes dates, ses engagements économiques et financiers avec ses partenaires afin d'éviter les suspensions de décaissements et de faciliter la mise en place de programmes économiques ;**
- 9. Renforcer la coordination entre les structures impliquées dans la gestion de la dette publique ;**
- 10. Renforcer les capacités de l'équipe chargée de l'élaboration de la Stratégie d'endettement à travers les assistances techniques des institutions compétentes en la matière ;**
- 11. S'assurer, au préalable, de la disponibilité des données indispensables à l'élaboration de la stratégie d'endettement auprès des structures chargées de la production de ces données avant l'organisation de l'atelier d'élaboration de la Stratégie.**

CONCLUSION

La présente stratégie repose sur une vision globale et cohérente de la gestion de la dette publique et doit être rigoureusement respectée. Aussi, les mesures suivantes sont nécessaires :

- **Au plan budgétaire**, poursuivre les efforts dans le sens d'une maîtrise des engagements, des dépenses courantes et d'une mobilisation plus efficace des ressources intérieures (élargissement de l'assiette et simplification, voire dématérialisation des procédures...) afin de réduire le déficit budgétaire ;
- **Au plan de la productivité et de la compétitivité**, la diversification et la transformation structurelle de l'économie devront être les priorités du Gouvernement ;
- **Au plan de la politique de mobilisation de nouveaux financements**, poursuivre la mobilisation de dons et d'emprunts concessionnels et semi-concessionnels ainsi que l'amélioration de l'efficacité de l'aide. Le choix des projets à forte rentabilité économique devrait être l'un des critères de sélection des projets à inscrire dans le Programme Triennal d'Investissement (PTI) conformément à la SNEDD ;
- **Au plan de la gestion de la dette publique**, suivre régulièrement les données relatives aux transactions sur la dette et poursuivre le renforcement des capacités de la Commission Technique du Comité National de la Dette Publique ainsi que de la Direction Générale de la Dette Publique.

Toutes ces mesures devraient être accompagnées d'une bonne gouvernance politique, économique et financière, dans une perspective d'amélioration de la qualité de nos politiques et institutions, afin de relever le niveau de viabilité de la dette publique du Mali.

ETAT B

PLAFOND D'EMPLOI

26/09/2025

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section Programme ou Dotation		Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
		A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL									
110 ASSEMBLEE NATIONALE									
0.001	Assemblée Nationale	21	1	2	0	0	0	355	379
TOTAL		21	1	2	0	0	0	355	379
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE									
0.007	Présidence de la République	52	9	10	0	5	0	256	332
TOTAL		52	9	10	0	5	0	256	332
130 PRIMATURE									
1.003	Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	71	22	29	0	6	0	162	290
1.004	Administration générale et contrôle	172	19	15	0	2	0	45	253
2.002	Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	16	5	3	0	2	0	8	34
TOTAL		259	46	47	0	10	0	215	577
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS									
2.098	Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	46	4	9	0	5	3	150	217
TOTAL		46	4	9	0	5	3	150	217
140 COUR CONSTITUTIONNELLE									
0.009	Cour Constitutionnelle	9	5	4	0	3	0	30	51
TOTAL		9	5	4	0	3	0	30	51
150 COUR SUPREME									
0.008	Cour Suprême	76	13	10	0	3	0	56	158
TOTAL		76	13	10	0	3	0	56	158
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL									
0.010	Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	7	0	1	0	1	0	102	111
TOTAL		7	0	1	0	1	0	102	111
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES									
0.011	Haut Conseil des Collectivités	6	4	3	0	5	0	73	91
TOTAL		6	4	3	0	5	0	73	91
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE									
1.006	Administration Générale	376	56	60	2	25	0	1245	1 764
2.008	Politique Exterieur et Coopération Internationale	23	2	2	0	3	0	11	41
2.009	Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	11	1	0	0	1	0	1	14
TOTAL		410	59	62	2	29	0	1257	1 819

26/09/2025

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section Programme ou Dotation		Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
		A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL									
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE									
1.007	Administration Générale	25	7	10	0	2	0	28	72
2.010	Intégration Africaine	2	1	0	0	1	0	3	7
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	12	0	2	0	2	0	6	22
TOTAL		39	8	12	0	5	0	37	101
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL									
2.012	Bureau du Vérificateur Général	97	17	1	0	22	3	0	140
TOTAL		97	17	1	0	22	3	0	140
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE									
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	13	4	1	0	0	0	9	27
TOTAL		13	4	1	0	0	0	9	27
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT									
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	0	0	0	0	1	0	3	4
TOTAL		0	0	0	0	1	0	3	4
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME									
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	81	24	20	3	15	0	78	221
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	862	207	138	123	270	0	245	1 845
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	94	28	26	115	353	0	63	679
TOTAL		1037	259	184	241	638	0	386	2 745
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILICITE									
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	47	32	2	0	0	0	5	86
TOTAL		47	32	2	0	0	0	5	86
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME									
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	23	6	2	0	0	5	0	36
TOTAL		23	6	2	0	0	5	0	36
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE									
1.010	Administration Générale	2	0	0	0	1	0	7	10
2.021	Ordre et Sécurité	1269	0	0	17135	600	0	600	19 604
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	531	3	2	1103	2824	0	1	4 464
TOTAL		1802	3	2	18238	3425	0	608	24 078

26/09/2025

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section		Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
Programme ou Dotation		A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL									
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES									
1.011	Administration Générale	131	25	40	0	13	0	82	291
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	151	50	78	0	39	0	82	400
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	909	325	719	0	262	0	385	2 600
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	331	103	139	0	36	0	82	691
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	288	147	175	0	85	0	83	778
2.027	Gestion de la Dette Publique	27	3	5	0	1	0	8	44
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	77	21	64	0	11	0	43	216
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	28	9	5	0	0	0	0	42
TOTAL		1942	683	1225	0	447	0	765	5 062
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES									
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	17	0	0	10	0	8	0	35
TOTAL		17	0	0	10	0	8	0	35
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL									
1.012	Administration Générale	22	13	4	0	3	0	34	76
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	33	11	8	0	3	0	26	81
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	61	30	24	0	8	0	80	203
TOTAL		116	54	36	0	14	0	140	360
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE									
1.013	Administration Générale	36	10	21	0	3	0	95	165
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	19	1	3	0	1	0	61	85
2.034	Formation Professionnelle	14	1	1	0	2	0	42	60
TOTAL		69	12	25	0	6	0	198	310
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT									
1.044	Administration Générale et Contrôle	8	7	6	0	3	0	11	35
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	8	2	4	0	2	0	7	23
TOTAL		16	9	10	0	5	0	18	58
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION									
1.014	Administration Générale et Contrôle	87	23	26	0	18	0	130	284
2.036	Administration du Territoire	693	435	332	32	374	0	913	2 779
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	8	2	2	0	3	0	6	21
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	19	8	13	0	7	0	30	77
TOTAL		807	468	373	32	402	0	1079	3 161

26/09/2025

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section Programme ou Dotation		Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
		A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL									
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL									
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	5	3	0	0	1	0	1	10
TOTAL		5	3	0	0	1	0	1	10
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES									
1.015	Administration Générale	9	1	3	0	1	0	26	40
2.039	Religion et Culte	3	1	3	0	1	0	4	12
TOTAL		12	2	6	0	2	0	30	52
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE									
1.016	Administration Générale	7	1	2	0	2	0	20	32
2.101	Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de developpement	4	1	2	0	0	0	24	31
TOTAL		11	2	4	0	2	0	44	63
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI									
2.099	Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	95	0	0	33	25	1	1	155
TOTAL		95	0	0	33	25	1	1	155
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE									
1.032	Administration Générale	39	13	13	0	10	0	64	139
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	84	61	70	0	68	0	90	373
2.084	Développement du secteur industriel	47	5	29	0	5	0	34	120
2.085	Appui au développement du secteur privé	7	1	2	0	1	0	1	12
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	4	0	2	0	1	0	7	14
TOTAL		181	80	116	0	85	0	196	658
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE									
1.017	Administration Générale	195	67	46	0	24	0	197	529
2.041	Développement de l'Education de Base	6713	43567	478	1042	964	0	1646	54 410
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	52	14	21	0	7	0	28	122
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	4661	401	12	5	12	0	22	5 113
TOTAL		11621	44049	557	1047	1007	0	1893	60 174
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE									
1.018	Administration Générale	156	15	18	1	5	0	58	253
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	2116	166	151	0	106	0	159	2 698
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	51	10	4	0	2	0	9	76
TOTAL		2323	191	173	1	113	0	226	3 027

26/09/2025

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section Programme ou Dotation		Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
		A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL									
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME									
1.019	Administration Générale	48	16	21	0	12	0	115	212
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	37	26	5	0	0	0	16	84
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	9	6	0	0	1	0	6	22
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	90	72	11	0	7	0	59	239
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	32	10	6	0	3	0	99	150
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	21	3	3	0	1	0	13	41
TOTAL		237	133	46	0	24	0	308	748
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS									
1.020	Administration Générale	28	9	11	0	7	0	44	99
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	70	52	13	0	10	0	39	184
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	40	16	14	0	14	0	20	104
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	7	3	1	0	2	0	6	19
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	0	0	0	0	0	0	29	29
TOTAL		145	80	39	0	33	0	138	435
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL									
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	217	60	59	0	55	0	183	574
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	2628	1740	2336	107	87	0	578	7 476
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participatio	3	1	0	0	0	0	2	6
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	1461	381	356	0	58	0	256	2 512
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	77	7	16	0	9	0	55	164
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	227	42	20	0	10	0	128	427
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	2	0	0	0	0	0	0	2
TOTAL		4615	2231	2787	107	219	0	1202	11 161
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA									
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	16	5	9	0	0	0	21	51
TOTAL		16	5	9	0	0	0	21	51
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE									
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	42	12	9	0	10	0	41	114
2.059	Promotion de la Femme	76	24	15	0	8	0	30	153
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	25	8	7	0	4	0	18	62
TOTAL		143	44	31	0	22	0	89	329

26/09/2025

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section Programme ou Dotation		Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							TOTAL
		A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	
BUDGET GENERAL									
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES									
1.024	Administration Générale	54	13	23	0	16	0	69	175
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	109	54	52	0	16	0	102	333
2.066	Développement et sécurisation des transports	70	43	74	0	39	0	59	285
TOTAL		233	110	149	0	71	0	230	793
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE									
1.025	Administration Générale	27	10	10	0	3	0	56	106
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	86	40	25	0	33	0	83	267
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	11	2	4	0	2	0	9	28
2.071	Protection et Conservation de la Nature	156	289	15	0	261	0	161	882
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	13	1	2	0	0	0	8	24
TOTAL		293	342	56	0	299	0	317	1 307
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU									
1.026	Administration Générale	16	4	13	0	2	0	33	68
2.073	Développement des Ressources Energétiques	66	12	21	0	14	0	28	141
2.074	Développement des Ressources en Eau	102	23	104	0	15	0	168	412
TOTAL		184	39	138	0	31	0	229	621
726 MINISTERE DES MINES									
1.027	Administration Générale	26	3	5	0	5	0	41	80
2.075	Développement des ressources minérales	94	30	48	0	16	0	27	215
TOTAL		120	33	53	0	21	0	68	295
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION									
1.028	Administration Générale	9	8	5	0	3	0	24	49
2.076	Medias et Communication Publics	138	53	38	0	11	0	32	272
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	43	14	10	0	9	0	61	137
TOTAL		190	75	53	0	23	0	117	458
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION									
2.096	Régulation de la Communication	3	0	0	0	2	0	2	7
TOTAL		3	0	0	0	2	0	2	7

26/09/2025

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME OU DOTATION

Type Budget / Section Programme ou Dotation		Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
		A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL									
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION									
1.029	Administration Générale	59	16	23	0	9	0	96	203
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	19	4	5	0	3	0	11	42
2.078	Gestion Cadastre et Foncière	149	62	99	0	58	0	153	521
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	75	80	123	0	72	0	129	479
2.080	Population	21	4	4	0	3	0	7	39
2.081	Aménagement du Territoire	17	2	6	0	2	0	9	36
TOTAL		340	168	260	0	147	0	405	1 320
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE									
1.034	Administration Générale	106	52	30	0	47	0	252	487
2.087	Appui au Monde Rural	335	491	22	0	261	0	205	1 314
2.088	Aménagement et Equipement Rural	224	183	25	0	134	0	174	740
2.089	Recherche et Formation	211	96	17	0	45	0	69	438
TOTAL		876	822	94	0	487	0	700	2 979
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE									
1.037	Administration Générale	16	5	4	0	3	0	19	47
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	98	99	5	0	109	0	77	388
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	52	72	12	0	111	0	57	304
2.092	Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	162	126	16	0	176	0	58	538
TOTAL		328	302	37	0	399	0	211	1 277
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE									
2.093	Sécurité Alimentaire	17	4	3	0	0	0	21	45
TOTAL		17	4	3	0	0	0	21	45
TOTAL		28 899	50 411	6 632	19 711	8 039	20	12 191	125 903
TOTAL GENERAL		28 899	50 411	6 632	19 711	8 039	20	12 191	125 903

ETAT C

REPARTITION DES CREDITS DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
0.001 Assemblée Nationale	742 200	11 451 029	13 630 851
TOTAL	742 200	11 451 029	13 630 851
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
0.007 Présidence de la République	900 000	0	17 407 120
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle		6 758 245	
1.002 Administration générale		7 212 522	
2.001 Sécurité et défense		1 701 779	
TOTAL	900 000	15 672 546	17 407 120
130 PRIMATURE			
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	560 000	6 842 910	7 905 909
1.004 Administration générale et contrôle	2 740 000	5 351 441	5 708 509
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	150 000	609 287	799 322
TOTAL	3 450 000	12 803 638	14 413 740
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	480 000	5 274 341	6 193 173
TOTAL	480 000	5 274 341	6 193 173
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
0.009 Cour Constitutionnelle	30 000	0	1 576 948
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle		1 226 314	
TOTAL	30 000	1 226 314	1 576 948
150 COUR SUPREME			
0.008 Cour Suprême	4 117 375	0	6 951 081
2.005 Cour Suprême		7 243 320	
TOTAL	4 117 375	7 243 320	6 951 081
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
0.010 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	4 803 614	0	2 149 773
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques		1 557 627	
TOTAL	4 803 614	1 557 627	2 149 773
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
0.011 Haut Conseil des Collectivités	89 899	0	1 568 265
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités		1 348 961	
TOTAL	89 899	1 348 961	1 568 265
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	6 765 781	45 937 006	49 551 209
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	414 317	412 535
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	142 633	128 584
TOTAL	6 765 781	46 493 956	50 092 328

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement 2025 2026	
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE				
1.007	Administration Générale	50 000	1 400 046	1 511 791
2.010	Intégration Africaine	0	301 208	452 661
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	3 635 000	1 485 877	2 488 954
TOTAL		3 685 000	3 187 131	4 453 406
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL				
2.012	Bureau du Vérificateur Général	160 000	4 629 146	5 172 302
TOTAL		160 000	4 629 146	5 172 302
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE				
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	485 000	1 288 418	1 887 592
TOTAL		485 000	1 288 418	1 887 592
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT				
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	0	123 898	160 569
TOTAL		0	123 898	160 569
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS				
1.008	Administration Générale	59 449 687	484 666 885	465 441 817
2.015	Gestion des Opérations Militaires	8 448 912	67 668 252	63 828 030
2.016	Inspection des Armées	21 000	356 206	356 206
2.017	Formation	35 013	873 077	873 077
2.018	Gestion des Transmissions	176 402	527 526	707 526
TOTAL		68 131 014	554 091 946	531 206 656
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME				
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 698 869	8 783 541	10 379 939
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	2 185 559	24 400 610	26 035 687
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 436 639	8 927 687	10 753 098
TOTAL		5 321 067	42 111 838	47 168 724
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE				
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190 000	2 488 252	3 088 270
TOTAL		190 000	2 488 252	3 088 270
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME				
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	784 592	1 056 634
TOTAL		47 500	784 592	1 056 634
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE				
1.010	Administration Générale	12 722 500	21 997 990	24 293 098
2.021	Ordre et Sécurité	14 707 032	133 765 306	136 792 215
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 021 036	29 934 253	31 455 933
TOTAL		32 450 568	185 697 549	192 541 246

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement 2025 2026	
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT				
0.002	Securite d'Etat	0	21 022 917	21 184 916
TOTAL		0	21 022 917	21 184 916
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
1.011	Administration Générale	18 161 438	27 392 595	19 877 192
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	19 709 993	9 775 110	13 269 830
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	15 800 000	23 438 209	22 059 887
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 125 000	7 892 837	9 157 014
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 020 787	6 326 260	8 462 254
2.027	Gestion de la Dette Publique	550 000	811 800	1 076 990
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	8 150 000	4 570 183	10 744 180
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	2 325 000	2 806 854	2 400 349
TOTAL		68 842 218	83 013 848	87 047 696
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES				
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	83 000	1 147 521	1 711 709
TOTAL		83 000	1 147 521	1 711 709
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL				
1.012	Administration Générale	2 751 334	2 260 779	3 323 098
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	1 011 890	1 065 089
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	53 750	1 228 160	1 376 094
TOTAL		2 991 284	4 500 829	5 764 281
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
1.013	Administration Générale	5 048 226	2 738 348	3 804 624
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	325 575	7 579 185	10 650 900
2.034	Formation Professionnelle	48 441 576	12 496 054	17 983 244
TOTAL		53 815 377	22 813 587	32 438 768
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT				
1.044	Administration Générale et Contrôle	0	1 032 889	891 308
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	300 000	622 159	597 517
TOTAL		300 000	1 655 048	1 488 825
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION				
1.014	Administration Générale et Contrôle	200 000	4 083 267	4 458 015
2.036	Administration du Territoire	35 161 701	47 445 496	62 325 534
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	400 000	397 279	679 873
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	16 459 663	26 574 502	31 587 222
2.064	Développement Régional et Local	209 000	1 655 125	2 079 000
TOTAL		52 430 364	80 155 669	101 129 644

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	340 965	1 731 093	2 938 309
TOTAL	340 965	1 731 093	2 938 309
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
1.015 Administration Générale	48 106	1 216 277	1 333 800
2.039 Religion et Culte	297 500	1 888 852	1 292 719
TOTAL	345 606	3 105 129	2 626 519
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
1.016 Administration Générale	2 300 000	8 227 491	11 617 161
2.100 Renforcement de la Paix, du processus de Réconciliation nationale, de cohésion sociale et du vivre ensemble	0	3 449 302	3 481 439
2.101 Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de développement	100 000	1 227 428	1 262 105
TOTAL	2 400 000	12 904 221	16 360 705
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI			
2.099 Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	100 000	1 692 638	2 081 157
TOTAL	100 000	1 692 638	2 081 157
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
1.032 Administration Générale	1 366 750	2 631 187	2 525 313
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	5 490 187	3 576 616	4 079 819
2.084 Développement du secteur industriel	613 814	2 093 382	2 154 716
2.085 Appui au développement du secteur privé	602 593	1 028 234	1 816 654
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	44 625	126 656	172 319
TOTAL	8 117 969	9 456 075	10 748 821
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
1.017 Administration Générale	2 978 575	23 117 697	30 530 875
2.041 Développement de l'Education de Base	13 300 579	328 784 371	339 282 798
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	20 178 261	18 602 389	32 248 180
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 354 704	65 399 599	70 192 328
TOTAL	58 812 119	435 904 056	472 254 181
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
1.018 Administration Générale	2 000 000	8 536 683	8 899 420
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	15 216 217	72 426 009	82 560 367
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	245 000	1 906 290	2 488 199
TOTAL	17 461 217	82 868 982	93 947 986

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section		Autorisations	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation		d'engagement		
		2026	2025	2026
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME				
1.019	Administration Générale	209 500	3 617 926	3 425 117
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	614 000	1 123 527	1 487 194
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	165 000	435 455	670 058
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 246 250	3 180 636	4 387 119
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	300 000	1 200 595	1 888 718
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	50 000	449 749	934 598
TOTAL		2 584 750	10 007 888	12 792 804
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS				
1.020	Administration Générale	940 000	3 363 644	4 432 251
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	450 000	1 433 360	1 968 925
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	63 011 050	102 486 699	35 048 250
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	9 610	657 793	726 378
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	5 550 000	3 204 049	3 131 293
TOTAL		69 960 660	111 145 545	45 307 097
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL				
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	3 287 196	19 356 993	22 336 157
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	68 850	52 518 064	101 294 236
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 732	9 902 646	10 734 153
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	32 499 850	45 545 289	48 435 463
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	879 182	3 577 839	3 595 797
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	821 000	12 743 804	18 410 268
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	562 750	1 308 145	1 527 208
TOTAL		38 125 560	144 952 780	206 333 282
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA				
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	600 000	2 839 581	3 735 442
TOTAL		600 000	2 839 581	3 735 442
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE				
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 534 076	2 878 830	2 601 781
2.059	Promotion de la Femme	692 486	2 975 345	3 177 648
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	426 599	1 262 049	1 388 843
TOTAL		2 653 161	7 116 224	7 168 272
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES				
1.024	Administration Générale	379 500	2 341 337	2 674 509
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	130 672 500	71 704 808	91 860 526
2.066	Développement et sécurisation des transports	10 388 787	4 345 593	5 477 214
TOTAL		141 440 787	78 391 738	100 012 249

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section		Autorisations	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation		d'engagement		
		2026	2025	2026
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE				
1.025	Administration Générale	400 000	13 603 507	18 757 111
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	1 400 000	3 315 028	4 400 160
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	250 000	1 062 545	1 208 478
2.071	Protection et Conservation de la Nature	8 250 000	6 698 273	6 207 424
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	300 000	685 011	697 656
TOTAL		10 600 000	25 364 364	31 270 829
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU				
1.026	Administration Générale	0	1 454 093	1 425 689
2.073	Développement des Ressources Energétiques	10 608 609	54 495 022	76 602 108
2.074	Développement des Ressources en Eau	8 150 000	31 033 601	20 189 085
TOTAL		18 758 609	86 982 716	98 216 882
726 MINISTERE DES MINES				
1.027	Administration Générale	2 420 000	1 625 861	2 612 170
2.075	Développement des ressources minérales	1 221 372	1 934 974	5 215 953
TOTAL		3 641 372	3 560 835	7 828 123
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION				
1.028	Administration Générale	106 375	1 277 348	1 293 271
2.076	Medias et Communication Publics	2 924 406	9 404 929	10 262 164
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	723 659	2 746 136	3 360 828
TOTAL		3 754 440	13 428 413	14 916 263
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION				
2.096	Régulation de la Communication	270 000	1 276 303	1 695 804
TOTAL		270 000	1 276 303	1 695 804
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION				
1.029	Administration Générale	3 769 950	7 318 764	5 056 963
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	3 600 000	2 021 698	4 481 008
2.078	Gestion Cadastre et Foncière	3 100 000	3 431 720	4 838 396
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 600 000	7 316 374	8 214 632
2.080	Population	864 000	694 065	1 245 531
2.081	Aménagement du Territoire	500 000	291 167	735 658
TOTAL		17 433 950	21 073 788	24 572 188
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE				
1.034	Administration Générale	9 128 550	14 893 672	14 955 160
2.087	Appui au Monde Rural	2 952 000	66 594 239	35 249 510
2.088	Aménagement et Equipement Rural	17 781 500	49 630 559	63 562 542
2.089	Recherche et Formation	3 333 500	4 525 372	4 866 391
TOTAL		33 195 550	135 643 842	118 633 603

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Repartition des crédits du budget général
par dotation et programme

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
1.037 Administration Générale	3 150 000	15 843 824	12 012 193
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	3 708 000	7 152 628	9 240 729
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 050 000	2 026 769	3 118 063
2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	925 000	3 419 741	4 185 108
TOTAL	8 833 000	28 442 962	28 556 093
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
2.093 Sécurité Alimentaire	428 500	12 127 975	11 878 825
TOTAL	428 500	12 127 975	11 878 825
990 CHARGES COMMUNES			
0.003 Provisions pour imprévus	342 125 807	600 978 297	744 045 088
0.004 Dette	0	214 468 000	245 852 000
TOTAL	342 125 807	815 446 297	989 897 088
TOTAL DU BUDGET GENERAL	1 092 295 283	3 157 247 366	3 455 257 039

ETAT D

REPARTITION DES CREDITS DES BUDGETS ANNEXES PAR PROGRAMME

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026**Repartition des crédits des budgets annexes par programme**

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature		Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
			2025	2026
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES				
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports				
40-2-2013-0021-001-002686	ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)			
	Personnel	0	679 000	679 000
	Biens et services	0	823 800	823 800
	Transferts et subventions	0	705 000	705 000
	Investissement	549 800	549 800	549 800
Total		549 800	2 757 600	2 757 600
40-2-2013-0021-002-002384	ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)			
	Personnel	0	512 000	512 000
	Biens et services	0	848 000	848 000
	Transferts et subventions	0	110 000	110 000
	Investissement	550 000	550 000	550 000
Total		550 000	2 020 000	2 020 000
40-2-2013-0021-003-002288	ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)			
	Personnel	0	403 000	403 000
	Biens et services	0	275 500	275 500
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	112 000	112 000	112 000
Total		112 000	802 500	802 500
40-2-2013-0021-004-002768	ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)			
	Personnel	0	360 500	360 500
	Biens et services	0	300 500	300 500
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	66 500	66 500	66 500
Total		66 500	739 500	739 500
40-2-2013-0021-005-002324	ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)			
	Personnel	0	265 700	265 700
	Biens et services	0	343 000	343 000
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	579 300	579 300	579 300
Total		579 300	1 200 000	1 200 000
40-2-2013-0021-006-002478	ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)			
	Personnel	0	248 000	248 000
	Biens et services	0	257 323	257 323
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	260 000	260 000	260 000
Total		260 000	777 323	777 323

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026**Repartition des crédits des budgets annexes par programme**

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section / Programme		Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
Chapitre / Nature			2025	2026
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES				
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports				
40-2-2013-0021-008-002204 ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)				
	Personnel	0	251 000	251 000
	Biens et services	0	253 000	253 000
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	90 000	90 000	90 000
Total		90 000	606 000	606 000
Total		2 207 600	8 902 923	8 902 923
Total		2 207 600	8 902 923	8 902 923
TOTAL DES BUDGETS ANNEXES		2 207 600	8 902 923	8 902 923

ETAT E

REPARTITION DES CREDITS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR PROGRAMME

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Repartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section Programme	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	98 159 000	98 159 000
3.008 Appui au développement de la statistique	3 000 000	3 000 000	3 000 000
3.014 Garanties et Avals	0	343 442	343 442
Total	3 000 000	101 502 442	101 502 442
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Total	2 500 000	2 500 000	2 500 000
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	650 000	650 000
Total	0	650 000	650 000
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	500 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	1 800 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	60 000	500 080	500 080
Total	1 795 000	2 800 080	2 800 080
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
3.015 Fonds de Développement de l'Eau	68 256	173 256	173 256
Total	68 256	173 256	173 256
726 MINISTERE DES MINES			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	750 000	750 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	0	360 000	360 000
Total	0	1 110 000	1 110 000
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 320 943	5 000 000	5 320 943
Total	5 320 943	5 000 000	5 320 943
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	12 684 199	113 735 778	114 056 721

ETAT F

**CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX
ETABLISSEMENTS PUBLICS ET AUX
COLLECTIVITES TERRITORIALES**

I. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
130 PRIMATURE		
418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION		
Transferts et subventions	0	920 049
Investissement	50 000	50 000
Total	50 000	970 049
TOTAL	50 000	970 049
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE		
187 CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRATIONS		
Transferts et subventions	0	95 500
Investissement	110 000	110 000
Total	110 000	205 500
TOTAL	110 000	205 500
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS		
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS		
Transferts et subventions	0	297 833
Investissement	32 761	32 761
Total	32 761	330 594
TOTAL	32 761	330 594
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME		
222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE		
Transferts et subventions	0	1 758 474
Investissement	470 000	470 000
Total	470 000	2 228 474
224 ECOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET DE L'EDUCATION SURVEILLEE		
Transferts et subventions	0	130 000
Total	0	130 000
227 AGENCE DE RECOUVREMENT ET DE GESTION DES AVOIRS SAISIS OU CONFISQUES		
Transferts et subventions	0	341 407
Total	0	341 407
TOTAL	470 000	2 699 881
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
315 OFFICE MALIEN DES PRODUITS PETROLIERS		
Transferts et subventions	0	781 798
Investissement	447 500	447 500
Total	447 500	1 229 298
316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE		
Transferts et subventions	0	314 831
Investissement	1 050 000	1 050 000
Total	1 050 000	1 364 831

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026

Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT		
Transferts et subventions	0	630 748
Investissement	400 000	400 000
Total	400 000	1 030 748
434 CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE		
Transferts et subventions	0	180 018
Investissement	1 000 000	450 000
Total	1 000 000	630 018
436 CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER		
Transferts et subventions	0	130 500
Investissement	275 000	275 000
Total	275 000	405 500
TOTAL	3 172 500	4 660 395
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		
324 FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPRENTIS.		
Transferts et subventions	0	5 000 000
Total	0	5 000 000
325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)		
Transferts et subventions	0	6 360 184
Total	0	6 360 184
326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.		
Transferts et subventions	0	172 806
Investissement	164 500	164 500
Total	164 500	337 306
327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)		
Transferts et subventions	0	173 429
Investissement	2 551 850	551 850
Total	2 551 850	725 279
344 CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE SENOU		
Transferts et subventions	0	230 500
Investissement	70 000	70 000
Total	70 000	300 500
TOTAL	2 786 350	12 723 269
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026

Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
314 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
318 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
319 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
321 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUDENIT		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
322 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
Transferts et subventions	0	623 236
Investissement	30 000	30 000
Total	30 000	653 236
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES		
Transferts et subventions	0	2 388 621
Total	0	2 388 621
333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		
Transferts et subventions	0	430 803
Investissement	47 500	47 500
Total	47 500	478 303
336 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026 **Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
337 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
338 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
339 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	19 000	189 000
TOTAL	286 500	5 599 160
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES		
332 MAISON DU HADJ		
Transferts et subventions	0	270 619
Total	0	270 619
TOTAL	0	270 619
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE		
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI		
Transferts et subventions	0	697 402
Total	0	697 402
347 CENTRE POUR LA PROMOTION DE LA PAIX ET DE L'UNITE AU MALI		
Transferts et subventions	0	464 703
Investissement	100 000	100 000
Total	100 000	564 703
TOTAL	100 000	1 262 105
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
Transferts et subventions	0	1 456
Total	0	1 456
385 AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE		
Transferts et subventions	0	223 573
Investissement	150 000	150 000
Total	150 000	373 573
805 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'INDUSTRIE		
Transferts et subventions	0	131 474
Investissement	12 112	12 112
Total	12 112	143 586

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026 **Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
813 CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE		
Transferts et subventions	0	114 144
Investissement	100 000	100 000
Total	100 000	214 144
814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)		
Transferts et subventions	0	446 152
Investissement	325 500	325 500
Total	325 500	771 652
816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)		
Transferts et subventions	0	642 591
Investissement	260 093	260 093
Total	260 093	902 684
817 AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI		
Transferts et subventions	0	179 780
Investissement	320 187	320 187
Total	320 187	499 967
866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.		
Transferts et subventions	0	104 424
Investissement	100 000	100 000
Total	100 000	204 424
867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE		
Transferts et subventions	0	151 430
Investissement	26 202	26 202
Total	26 202	177 632
TOTAL	1 294 094	3 289 118
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		
428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE		
Transferts et subventions	0	954 815
Investissement	900 000	900 000
Total	900 000	1 854 815
432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES		
Transferts et subventions	0	468 828
Investissement	372 768	372 768
Total	372 768	841 596
TOTAL	1 272 768	2 696 411
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)		
Transferts et subventions	0	2 099 906
Investissement	25 863	25 863
Total	25 863	2 125 769

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026

Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS ABDARAMANE BABA TOURE (ENI-ABT)		
Transferts et subventions	0	1 784 166
Investissement	425 863	425 863
Total	425 863	2 210 029
414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.		
Transferts et subventions	0	3 411 494
Investissement	3 050 000	850 000
Total	3 050 000	4 261 494
415 INSTITUT ZAYED DES SCIENCES ECONOMIQUES & JURIDIQUES DE BKO		
Transferts et subventions	0	228 408
Investissement	25 863	25 863
Total	25 863	254 271
416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES		
Transferts et subventions	0	21 221 071
Investissement	2 795 048	895 048
Total	2 795 048	22 116 119
417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.		
Biens et services	0	22 563
Transferts et subventions	0	227 019
Investissement	50 000	50 000
Total	50 000	299 582
419 AGENCE D'ASSURANCE QUALITE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		
Transferts et subventions	0	357 796
Total	0	357 796
420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.		
Transferts et subventions	0	1 311 182
Investissement	41 859	41 859
Total	41 859	1 353 041
422 UNIVERSITE DE SEGOU		
Transferts et subventions	0	3 146 135
Investissement	225 863	225 863
Total	225 863	3 371 998
424 UNIVERSITE YAMBO OUOLOGUEM BAMAKO		
Transferts et subventions	0	4 221 039
Investissement	36 500	36 500
Total	36 500	4 257 539
425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES		
Transferts et subventions	0	1 610 117
Investissement	90 000	90 000
Total	90 000	1 700 117

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026 **Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO		
Transferts et subventions	0	7 265 819
Investissement	2 047 423	1 147 423
Total	2 047 423	8 413 242
429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO		
Transferts et subventions	0	6 279 595
Investissement	670 000	470 000
Total	670 000	6 749 595
430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA		
Transferts et subventions	0	711 622
Investissement	50 480	50 480
Total	50 480	762 102
431 UNIVERSITE KURUKANFUGA BAMAKO		
Transferts et subventions	0	6 587 795
Investissement	34 485	34 485
Total	34 485	6 622 280
433 ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..		
Transferts et subventions	0	487 138
Investissement	34 485	34 485
Total	34 485	521 623
435 INSTITUT DE PEDAGOGIE UNIVERSITAIRE		
Transferts et subventions	0	980 121
Investissement	20 000	20 000
Total	20 000	1 000 121
437 UNIVERSITE DE SIKASSO		
Transferts et subventions	0	480 403
Investissement	30 000	30 000
Total	30 000	510 403
438 UNIVERSITE DE GAO		
Transferts et subventions	0	480 402
Investissement	30 000	30 000
Total	30 000	510 402
439 UNIVERSITE DE TOMBOUCTOU		
Transferts et subventions	0	480 402
Investissement	30 000	30 000
Total	30 000	510 402
440 CENTRE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET ROBOTIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	298 000
Investissement	90 000	90 000
Total	90 000	388 000

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026

Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
442 UNIVERSITE DE KAYES		
Transferts et subventions	0	480 402
Investissement	30 000	30 000
Total	30 000	510 402
443 UNIVERSITE POLYTECHNIQUE DE BANDIAGARA		
Transferts et subventions	0	480 402
Investissement	30 000	30 000
Total	30 000	510 402
523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS		
Transferts et subventions	0	732 009
Investissement	150 000	150 000
Total	150 000	882 009
631 INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE		
Transferts et subventions	0	2 257 967
Investissement	948 000	448 000
Total	948 000	2 705 967
641 INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE SUR LA MEDECINE ET LA PHARMACOPÉE TRADITIONNELLES		
Transferts et subventions	0	85 500
Investissement	15 000	15 000
Total	15 000	100 500
674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX		
Transferts et subventions	0	948 847
Investissement	34 485	34 485
Total	34 485	983 332
TOTAL	11 011 217	73 988 537
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		
Transferts et subventions	0	104 989
Investissement		
Total	0	104 989
511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	296 456
Investissement	0	300 000
Total	0	596 456
512 MUSEE NATIONAL		
Transferts et subventions	0	297 366
Investissement	209 500	209 500
Total	209 500	506 866
513 FONDS D'APPUI A L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE		
Transferts et subventions	0	178 000
Total	0	178 000

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026 **Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		
514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA		
Transferts et subventions	0	315 503
Investissement	200 000	200 000
Total	200 000	515 503
516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR		
Transferts et subventions	0	158 240
Total	0	158 240
517 CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAPHIE DU MALI		
Transferts et subventions	0	327 058
Investissement	165 000	165 000
Total	165 000	492 058
518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.		
Transferts et subventions	0	678 347
Investissement	196 250	196 250
Total	196 250	874 597
519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE		
Transferts et subventions	0	141 055
Investissement	104 500	104 500
Total	104 500	245 555
868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE		
Transferts et subventions	0	179 763
Investissement	0	200 000
Total	0	379 763
869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	214 841
Total	0	214 841
TOTAL	875 250	4 266 868
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS		
522 CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI		
Transferts et subventions	0	232 906
Total	0	232 906
524 SERVICE NATIONAL DES JEUNES (SNJ)		
Transferts et subventions	0	1 773 189
Investissement	5 000 000	300 000
Total	5 000 000	2 073 189
526 PALAIS DES PIONNIERS		
Transferts et subventions	0	79 500
Investissement	30 000	30 000
Total	30 000	109 500

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026

Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS		
611 CENTRE DE MEDECINE DU SPORT		
Transferts et subventions	0	112 584
Investissement	11 050	11 050
Total	11 050	123 634
TOTAL	5 041 050	2 539 229
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
612 OFFICE NATIONAL DE LA SANTE DE LA REPRODUCTION		
Transferts et subventions	0	2 280 042
Total	0	2 280 042
615 HOPITAL GABRIEL TOURE		
Transferts et subventions	0	4 029 076
Investissement	824 900	824 900
Total	824 900	4 853 976
616 HOPITAL DU MALI		
Transferts et subventions	0	2 366 421
Investissement	500 000	500 000
Total	500 000	2 866 421
617 HOPITAL DU POINT G		
Transferts et subventions	0	5 164 576
Investissement	1 044 850	1 044 850
Total	1 044 850	6 209 426
618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE		
Transferts et subventions	0	547 031
Investissement	2 514 250	514 250
Total	2 514 250	1 061 281
619 HOPITAL BOCAR SYDI SALL DE KATI		
Transferts et subventions	0	1 476 217
Investissement	314 950	314 950
Total	314 950	1 791 167
620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE		
Transferts et subventions	0	473 570
Investissement	374 800	374 800
Total	374 800	848 370
623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE PR HAMADY TRAORE		
Transferts et subventions	0	1 282 105
Investissement	2 095 950	495 950
Total	2 095 950	1 778 055
624 INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE		
Transferts et subventions	0	2 416 144
Investissement	648 550	648 550
Total	648 550	3 064 694

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026

Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE		
Transferts et subventions	0	611 369
Investissement	54 150	54 150
Total	54 150	665 519
627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)		
Transferts et subventions	0	1 237 051
Investissement	519 950	519 950
Total	519 950	1 757 001
628 CLINIQUE PERINATALE MOHAMED VI BAMAKO		
Transferts et subventions	0	880 627
Investissement	200 000	200 000
Total	200 000	1 080 627
629 HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	1 788 823
Investissement	307 500	307 500
Total	307 500	2 096 323
630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION ET D'ACCREDITATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE		
Transferts et subventions	0	469 468
Investissement	300 000	150 000
Total	300 000	619 468
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)		
Transferts et subventions	0	1 313 543
Investissement	300 000	300 000
Total	300 000	1 613 543
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES		
Transferts et subventions	0	1 516 924
Total	0	1 516 924
634 HOPITAL DE SIKASSO		
Transferts et subventions	0	1 637 520
Total	0	1 637 520
635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU		
Transferts et subventions	0	1 498 848
Total	0	1 498 848
636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI		
Transferts et subventions	0	1 501 413
Total	0	1 501 413
637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU		
Transferts et subventions	0	504 961
Total	0	504 961

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
638 HOPITAL DE GAO		
Transferts et subventions	0	718 907
Total	0	718 907
661 AGENCE MALIENNE DE LA MUTUALITE SOCIALE		
Transferts et subventions	0	1 135 228
Total	0	1 135 228
665 OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	951 290
Investissement		
Total	0	951 290
666 INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE		
Transferts et subventions	0	256 594
Investissement	51 870	51 870
Total	51 870	308 464
667 CENTRE NATIONAL D'APPUI PROMOTION ECONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE		
Transferts et subventions	0	132 604
Investissement	21 000	21 000
Total	21 000	153 604
668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE		
Transferts et subventions	0	11 211 990
Investissement		
Total	0	11 211 990
670 OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE		
Transferts et subventions	0	76 495
Investissement	562 750	562 750
Total	562 750	639 245
676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE		
Transferts et subventions	0	522 595
Total	0	522 595
677 FONDATION POUR LA SOLIDARITE		
Transferts et subventions	0	365 368
Total	0	365 368
678 CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE		
Transferts et subventions	0	662 299
Investissement	827 312	277 312
Total	827 312	939 611
681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE		
Transferts et subventions	0	1 852 256
Total	0	1 852 256
TOTAL	11 462 782	58 044 137

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026

Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE		
645 CITE DES ENFANTS		
Transferts et subventions	0	258 811
Investissement	119 000	119 000
Total	119 000	377 811
TOTAL	119 000	377 811
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		
Transferts et subventions	0	614 414
Investissement	60 500 000	8 100 000
Total	60 500 000	8 714 414
703 INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.		
Transferts et subventions	0	104 875
Investissement	19 500	19 500
Total	19 500	124 375
706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	504 985
Investissement	1 200 000	1 200 000
Total	1 200 000	1 704 985
708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.		
Transferts et subventions	0	135 699
Investissement	1 047 500	447 500
Total	1 047 500	583 199
712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE		
Transferts et subventions	0	236 550
Total	0	236 550
713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE		
Transferts et subventions	0	177 857
Investissement	700 000	700 000
Total	700 000	877 857
TOTAL	63 467 000	12 241 380
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		
716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER		
Transferts et subventions	0	308 478
Investissement	250 000	900 000
Total	250 000	1 208 478
717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI		
Transferts et subventions	0	367 010
Investissement	500 000	500 000
Total	500 000	867 010

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026 **Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		
718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE		
Transferts et subventions	0	397 656
Investissement	300 000	300 000
Total	300 000	697 656
719 AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE		
Transferts et subventions	0	150 790
Investissement	350 000	350 000
Total	350 000	500 790
TOTAL	1 400 000	3 273 934
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU		
715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)		
Transferts et subventions	0	228 396
Investissement	100 000	100 000
Total	100 000	328 396
721 AGENCE NATIONALE DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DES BIOENERGIES		
Biens et services	0	5 000
Transferts et subventions	0	607 822
Investissement	2 968 609	518 609
Total	2 968 609	1 131 431
722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE		
Transferts et subventions	0	134 543
Investissement	190 000	190 000
Investissement	600 000	6 100 000
Total	790 000	6 424 543
723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX		
Transferts et subventions	0	341 151
Investissement	350 000	350 000
Total	350 000	691 151
724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)		
Transferts et subventions	0	212 772
Investissement	0	4 100 000
Total	0	4 312 772

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026 **Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU		
TOTAL	4 208 609	12 888 293
726 MINISTERE DES MINES		
727 OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE		
Transferts et subventions	0	182 685
Investissement	500 000	500 000
Total	500 000	682 685
TOTAL	500 000	682 685
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION		
735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI		
Transferts et subventions	0	6 137 030
Investissement	2 699 406	2 699 406
Total	2 699 406	8 836 436
736 COMPLEXE NUMERIQUE DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	168 736
Investissement	5 000	5 000
Total	5 000	173 736
737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE		
Transferts et subventions	0	519 058
Investissement	0	400 000
Total	0	919 058
738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT		
Transferts et subventions	0	281 670
Investissement	225 000	225 000
Total	225 000	506 670
739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION		
Transferts et subventions	0	2 161 490
Investissement	305 150	305 150
Total	305 150	2 466 640
TOTAL	3 234 556	12 902 540
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION		
342 OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE		
Transferts et subventions	0	117 856
Investissement	314 000	314 000
Total	314 000	431 856
TOTAL	314 000	431 856
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
Transferts et subventions	0	99 750
Total	0	99 750

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026

Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
824 AGENCE D'AMENAGEMENT DES TERRES ET DE FOURNITURE DE L'EAU D'IRRIGATION (ATI)		
Transferts et subventions	0	126 452
Investissement	0	12 000 000
Investissement	772 500	7 072 500
Total	772 500	19 198 952
825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)		
Transferts et subventions	0	714 667
Investissement	345 000	345 000
Total	345 000	1 059 667
826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL		
Transferts et subventions	0	637 008
Investissement	466 500	1 966 500
Total	466 500	2 603 508
827 OFFICE RIZ MOPTI		
Transferts et subventions	0	312 072
Investissement	5 350 000	650 000
Total	5 350 000	962 072
829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE		
Transferts et subventions	0	459 776
Investissement	297 500	297 500
Total	297 500	757 276
831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE		
Transferts et subventions	0	4 499 491
Investissement	3 333 500	233 500
Total	3 333 500	4 732 991
835 OFFICE RIZ SEGOU		
Transferts et subventions	0	596 740
Investissement	3 100 000	1 100 000
Total	3 100 000	1 696 740
836 OFFICE DU MOYEN BANI		
Transferts et subventions	0	231 612
Investissement	2 304 500	454 500
Total	2 304 500	686 112
837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA		
Transferts et subventions	0	438 762
Investissement	300 000	400 000
Total	300 000	838 762
839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX		
Transferts et subventions	0	699 388
Total	0	699 388

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE		
Transferts et subventions	0	201 346
Investissement	250 000	250 000
Total	250 000	451 346
900 DISTRICT DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	28 497
Total	0	28 497
901 REGION DE KAYES		
Transferts et subventions	0	6 460
Total	0	6 460
902 REGION DE KOULIKORO		
Transferts et subventions	0	8 740
Total	0	8 740
903 REGION DE SIKASSO		
Personnel	0	36 057
Transferts et subventions	0	2 826
Total	0	38 883
904 REGION DE SEGOU		
Transferts et subventions	0	5 249
Total	0	5 249
905 REGION DE MOPTI		
Transferts et subventions	0	4 702
Total	0	4 702
906 REGION DE TOMBOUCTOU		
Transferts et subventions	0	5 739
Total	0	5 739
907 REGION DE GAO		
Transferts et subventions	0	6 864
Total	0	6 864
908 REGION DE KIDAL		
Transferts et subventions	0	6 460
Total	0	6 460
TOTAL	16 519 500	33 898 158
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE		
823 AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)		
Transferts et subventions	0	91 500
Investissement	250 000	250 000
Total	250 000	341 500

BUDGET DE L'ETAT INITIAL : DEPENSES 2026
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

25/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2026	2026
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE		
833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE		
Transferts et subventions	0	827 208
Investissement		
Total	0	827 208
834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO		
Transferts et subventions	0	87 123
Investissement	200 000	200 000
Total	200 000	287 123
840 OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER		
Transferts et subventions	0	152 000
Investissement	200 000	200 000
Total	200 000	352 000
842 CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE		
Transferts et subventions	0	214 375
Investissement	1 300 000	550 000
Total	1 300 000	764 375
TOTAL	1 950 000	2 572 206
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		
Transferts et subventions	0	560 000
Total	0	560 000
TOTAL	0	560 000
TOTAL GENERAL	129 677 937	253 374 735

II. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

1. CREDITS BUDGETAIRES TRANSFERES

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR NATURE ECONOMIQUE DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)			
LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2026	2025	2026
PERSONNEL	0	5 529 810	5 080 947
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	23 179 249	28 198 197
DÉPLACEMENT & MISSION	0	546 801	646 595
COMMUNICATION & ENERGIE	0	838 500	840 000
AUTRES DÉPENSES	0	2 227 839	2 595 033
BOURSES	0	666 435	666 435
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	61 701 817	51 379 011	61 701 817
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	20 372 536	21 509 318
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 650 000	674 025	1 650 000
APPUI BUDGÉTAIRE	0	0	1 734 500
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	0	307 123 029	309 159 721
Total :	63 351 817	412 537 235	433 782 563

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Repartition fonctionnelle des ressources transférées par titre
 (en milliers de francs CFA)

21/09/2025

Fonction Titre	Autorisations d'Engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
Services généraux des administrations publiques			
Transferts et subventions	0	11 591 366	13 290 370
Investissement	16 471 163	15 361 681	16 471 163
TOTAL	16 471 163	26 953 047	29 761 533
Affaires économiques			
Personnel	0	612 547	605 302
Biens et services	0	40 755	49 002
Transferts et subventions	0	627 334	887 214
Investissement	50 000	42 000	50 000
TOTAL	50 000	1 322 636	1 591 518
Protection de l'environnement			
Transferts et subventions	0	0	460 500
Investissement		0	
TOTAL	0	0	460 500
Santé			
Personnel	0	29 129 147	19 503 518
Biens et services	0	1 986 479	2 104 101
Transferts et subventions	0	1 642 839	1 904 378
TOTAL	0	32 758 465	23 511 997
Enseignement			
Personnel	0	282 911 145	294 131 848
Biens et services	0	24 765 155	30 126 722
Transferts et subventions	0	7 177 432	7 367 791
Investissement	46 830 654	36 649 355	46 830 654
TOTAL	46 830 654	351 503 087	378 457 015
TOTAL GENERAL	63 351 817	412 537 235	433 782 563

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
central		
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES		
Portion Centrale	0	2 146 370
Total :	0	2 146 370
CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		
Portion Centrale	47 500	478 303
Total :	47 500	478 303
Total	47 500	2 624 673
Conseil Régional		
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES		
Region de Kayes	19 000	189 000
Total :	19 000	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO		
Region de Koulikoro	19 000	189 000
Total :	19 000	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO		
Region de Sikasso	19 000	189 000
Total :	19 000	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU		
Region de Segou	19 000	189 000
Total :	19 000	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUDENNI		
Region de Taoudenni	19 000	189 000
Total :	19 000	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA		
Region de Menaka	19 000	189 000
Total :	19 000	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI		
Region de Mopti	19 000	189 000
Total :	19 000	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.		
Region de Tombouctou	19 000	189 000
Total :	19 000	189 000

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2026	Crédits de Paiement 2026
Conseil Régional		
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO		
Region de Gao	19 000	189 000
Total :	19 000	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL		
Region de Kidal	19 000	189 000
Total :	19 000	189 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT		
District de Bamako	19 000	189 000
Total :	19 000	189 000
DISTRICT DE BAMAKO		
District de Bamako	10 993 137	74 181 446
Total :	10 993 137	74 181 446
REGION DE KAYES		
Region de Kayes	3 422 225	7 177 501
Total :	3 422 225	7 177 501
REGION DE KOULIKORO		
Region de Koulikoro	4 840 753	8 926 130
Total :	4 840 753	8 926 130
REGION DE SIKASSO		
Region de Sikasso	2 811 646	9 655 609
Total :	2 811 646	9 655 609
REGION DE SEGOU		
Region de Segou	230 114	6 007 358
Total :	230 114	6 007 358
REGION DE MOPTI		
Region de Mopti	845 332	4 807 949
Total :	845 332	4 807 949
REGION DE TOMBOUCTOU		
Region de Tombouctou	220 276	1 722 500
Total :	220 276	1 722 500
REGION DE GAO		
Region de Gao	386 400	2 054 905
Total :	386 400	2 054 905

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Conseil Régional		
REGION DE KIDAL		
Region de Kidal	150 000	738 398
Total :	150 000	738 398
REGION DE TAOUDENNI		
Region de Taoudenni	150 000	232 620
Total :	150 000	232 620
REGION DE MENAKA		
Region de Menaka	150 000	150 000
Total :	150 000	150 000
REGION DE NIORO		
Region de Nioro	0	50 117
Total :	0	50 117
REGION DE DIOILA		
Region de Dioila	0	105 909
Total :	0	105 909
REGION DE BOUGOUNI		
Region de Bougouni	0	145 341
Total :	0	145 341
REGION DE KOUTIALA		
Region de Koutiala	0	123 154
Total :	0	123 154
REGION DE BANDIAGARA		
Region de Bandiagara	0	67 002
Total :	0	67 002
REGION DE KITA		
Region de Kita	0	60 409
Total :	0	60 409
REGION DE NARA		
Region de Nara	0	31 838
Total :	0	31 838
REGION DE SAN		
Region de San	0	175 481
Total :	0	175 481
Total	24 408 883	118 492 667

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2026		2026	
Commune				
REGION DE KAYES				
Commune urbaine Kayes	321	461	5 446	037
Commune de Bangassi		0	207	744
Commune de Colimbiné		0	163	842
Commune de Gory Gopela		0	98	108
Commune urbaine Goumera		0	45	576
Commune de Khouloum		0	501	912
Commune de Liberté Dembaya		0	441	921
Commune de Séro Diamanou		0	188	399
Commune de Hawa Dembaya		0	245	239
Commune de Samé Diongoma		0	274	230
Commune urbaine Somankidy		0	60	608
Commune de Bafoulabé	128	166	1 189	463
Commune de Bamafélé		0	386	271
Commune de Diokeli		0	192	376
Commune de Koundian		0	248	160
Commune de Mahina		0	821	144
Commune de Gounfan		0	56	196
Commune de Niambia		0	69	653
Commune de Oualia		0	301	301
Commune de Guidime	20	904	646	757
Commune de Fanga		0	53	529
Commune de Gory		0	126	024
Commune de Toya		0	65	435
Commune de Soumpou		0	33	824
Commune de Kirané Kaniaga		0	265	611
Commune de Krémis		0	89	584
Commune de Diafounou Gory		0	138	748
Commune de Diafounou Diongaga		0	86	660
Commune de Konsiga		0	64	912
Commune de Marekaffo		0	37	343
Commune de Kéniéba	27	872	1 385	875
Commune de Dabia		0	147	619
Commune de Guénégoré		0	163	710

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE KAYES		
Commune de Sitakilly	0	370 020
Commune de Dombia	0	47 861
Commune de Baye	0	117 689
Commune de Faléa	0	107 444
Commune de Faraba	0	116 521
Commune de Kroukoto	0	52 520
Commune de Sagalo	0	134 524
Commune de Kassama	0	304 682
Commune de Kéméné Tambo	0	201 160
Commune de Guidimakan Keri Kaffo	0	138 349
Commune de Sony	0	132 569
Commune de Tafacirga	0	119 807
Commune de Falémé	0	179 564
Commune urbaine Fégui	0	66 209
Commune de Djélébou	0	210 598
Commune de Sahel	0	77 968
Commune de Koussané	0	127 765
Commune de Karakoro	0	95 411
Commune de Diamou	0	243 125
Commune de Logo	0	314 192
Commune de Tomora	0	304 102
Commune de Diakon	0	192 183
Commune de Diallan	0	79 181
Commune de Kontela	0	171 361
Commune de Sidibéla	0	49 026
Commune de Ségala	0	258 516
Commune urbaine Kouniakary	0	64 900
Commune de Maréna Diombougou	0	183 027
Commune de Marintoumania	0	91 862
Commune de Tringa	0	110 982
Commune de Sadiola	0	412 491
Commune de Dialafara	0	197 858
Total :	498 403	19 517 278

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE KOULIKORO		
Commune Urbaine de Koulikoro	17 724	3 320 887
Commune de Méguetan	2 000	786 394
Commune de Dinandougou	0	248 084
Commune de Koula	0	296 473
Commune de Doumba	0	216 324
Commune de Sirakorola	2 000	400 854
Commune de Tienfala	2 000	263 643
Commune de Banamba	14 028	1 272 737
Commune de Benkadi	0	398 437
Commune de Kiban	2 000	116 077
Commune de Boron	0	247 278
Commune de Madina-Sacko	0	242 627
Commune de Sébété	0	49 977
Commune de Toubacoro	0	221 366
Commune de Duguwolowula	2 000	265 799
Commune de Minidian	19 808	10 063 843
Commune de Kaniogo	0	343 248
Commune de Maramandougou	0	185 818
Commune de Nougá	0	188 460
Commune de Balan Bakama	0	138 584
Commune urbaine de Karan	0	192 163
Commune de Naréna	2 000	365 719
Commune Urbaine de Kati	2 502 616	11 455 961
Commune de Diago	0	175 058
Commune de Dio-Gare	0	425 805
Commune de Dombila	0	180 978
Commune de Doubabougou	0	231 431
Commune de Kalifabougou	0	177 298
Commune de Kambila	0	617 327
Commune de Safo	0	593 885
Commune de Bougoula	0	142 621
Commune de Sanankoroba	2 000	1 401 788
Commune de Dialakoroba	2 000	1 087 322

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE KOULIKORO		
Commune de N'Gouraba	2 000	231 825
Commune de Tiélé	0	200 665
Commune de Baguinéda-camp	2 000	2 012 927
Commune de Mountougoula	2 000	816 099
Commune de Mandé	2 000	1 890 742
Commune de Guihoyo	0	381 195
Commune de Kolokani	2 688	1 679 367
Commune de Sébékoro I	0	420 231
Commune de Tioribougou	0	360 393
Commune de Didiéni	2 000	589 566
Commune de Sagabala	0	388 359
Commune de Nonkon	0	446 789
Commune de Nossombougou	2 000	715 642
Commune de Ouolodo	2 000	371 137
Commune de Massantola	0	626 747
Commune de Nyamina	0	295 147
Commune de Tougouni	0	141 656
Commune de Niouma Makana	0	318 091
Commune de Siby	0	408 147
Commune de Bancoumana	0	385 462
Commune de Sobra	0	54 773
Commune de Bossofala	0	260 608
Commune de Diédougou	0	119 412
Commune de Daban	0	155 218
Commune de N'Tjiba	0	175 456
Total :	2 586 864	49 759 920

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2026	Crédits de Paiement 2026
Commune		
REGION DE SIKASSO		
Commune de Diomatènè	0	238 012
Commune de Finkolo	0	310 170
Commune de Kaboïla	0	533 600
Commune de Kafouziéla	0	125 947
Commune de Missirikoro	0	177 905
Commune de Natien	0	122 081
Commune de Pimperna	0	151 269
Commune urbaine de Sikasso	526 856	12 704 953
Commune de Sokourani-Missirikoro	0	101 519
Commune de Zangaradougou	0	125 395
Commune de Farakala	0	331 808
Commune de Kapolondougou	0	463 122
Commune de Kofan	0	181 338
Commune de Zanférébougou	0	159 339
Commune de Diou	0	84 172
Commune de Dioumaténé	0	121 745
Commune de Kadiolo	33 344	1 580 780
Commune de Fourou	0	604 091
Commune de Misseni	0	201 276
Commune de Zégoua	16 000	386 011
Commune de Danderesso	0	413 009
Commune de Nongo-Souala	0	139 453
Commune de Dialakoro	0	90 140
Commune de Kignan	9 600	499 520
Commune de Koumankou	0	110 329
Commune de Kourouma	0	198 006
Commune de Sanzana	0	142 943
Commune de Tella	0	125 016
Commune de Dogoni	0	167 765
Commune de Kabarasso	0	101 854
Commune de Doumanaba	0	258 966
Commune de Gongasso	0	274 936
Commune de Kléla	0	440 113

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE SIKASSO		
Commune de Fama	0	160 154
Commune de Kouoro	0	222 752
Commune de Lobougoula	0	431 830
Commune de Kolokoba	0	132 466
Commune de Loulouni	0	549 075
Commune de Nimbougou	0	103 675
Commune de Kaï	0	64 081
Commune de Miniko	0	80 813
Commune de Niéna	63 000	1 862 824
Commune de N'Tjikouna	0	80 641
Commune de Waténi	0	128 366
Commune de Zaniéna	0	155 328
Commune de Blendio	0	259 781
Commune de Dembéla	0	184 111
Commune de Miria	0	145 972
Commune de Tiankadi	0	75 771
Commune de Finkolo Ganadougou	0	209 525
Commune de Benkadi	0	137 467
Commune de Kapala	0	207 375
Total :	648 800	26 858 590

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2026		2026	
Commune				
REGION DE SEGOU				
Commune de Konodimini		0	235	019
Commune de Massala		0	176	444
Commune de N'Gara		0	237	501
Commune de Pelengana		0	1 298	463
Commune de Sakoïba		0	276	650
Commune de Sébougou		0	1 022	574
Commune de Soignébougou		0	87	333
Commune urbaine de Ségou	826 656		7 396	451
Commune de Cinzana		0	284	694
Commune de Saminè		0	101	916
Commune de Diouna		0	65	146
Commune de Fatinè		0	79	585
Commune de Katiéna		0	102	363
Commune de Béguéné		0	124	628
Commune de Bla	189 888		1 547	174
Commune de Kéméni		0	193	498
Commune de Niala		0	174	003
Commune de Tiéména		0	84	587
Commune de Falo		0	167	943
Commune de Diéna		0	67	837
Commune de Touna		0	254	100
Commune de Samabogo		0	134	535
Commune de Somasso		0	192	193
Commune de Dougouolo		0	126	077
Commune de Barouéli		0	24	918
Commune de Kalaké		0	153	694
Commune de Konobougou		0	522	774
Commune de Gouendo		0	80	032
Commune de N'Gassola		0	65	043
Commune de Sanando		0	230	999
Commune de Tésserela		0	97	010
Commune de Boidiè		0	181	311
Commune de Dougoufé		0	78	001

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2026		2026	
Commune				
REGION DE SEGOU				
Commune de Tamani		0	127	158
Commune de Kala Siguida		0	250	765
Commune de Mariko		0	196	818
Commune urbaine de Niono	288	672	1 936	012
Commune de Siribala		0	343	595
Commune de Sirifila-Boundy		0	278	896
Commune de Toridaga-Ko		0	105	393
Commune de Yèrèdon Saniona		0	150	377
Commune de Pogo		0	93	907
Commune de Macina	8	064	1 254	451
Commune de Boky Wèrè		0	160	198
Commune de Kokry Centre		0	298	503
Commune de Kolongo		0	375	721
Commune de Monimpébougou		0	173	586
Commune de Matomo		0	73	499
Commune de Sana		0	165	185
Commune de Dioro		0	364	575
Commune de Kamiandougou		0	52	631
Commune de Diédougou		0	44	068
Commune de Farakou Massa		0	92	424
Commune de Diganidougou		0	150	802
Commune de Sama Foulala		0	109	800
Commune de Souba		0	179	995
Commune de Baguindadougou		0	90	878
Commune de Bellen		0	28	562
Commune de N'Koumandougou		0	57	267
Commune de Nampalari		0	15	977
Commune de Sokolo		0	170	249
Commune de Diabaly		0	275	819
Commune de Dougabougou		0	261	078
Commune de Markala		0	1 289	504
Commune de Togou		0	109	311
Commune de Sansanding		0	180	847

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE SEGOU		
Commune de Sibila	0	72 636
Commune de Boussin	0	124 891
Commune de Folomana	0	95 652
Commune de Saloba	0	349 267
Commune de Tongué	0	115 366
Commune de Souleye	0	118 892
Commune de Tin-Hamma	16 800	833 490
Commune de Dogofry	0	178 553
Commune de Farako	0	265 315
Commune de Somo	0	80 398
Total :	1 330 080	27 556 807

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2026		2026	
Commune				
REGION DE MOPTI				
Commune de Kareri		0	180	231
Commune urbaine de Mopti	296	895	5 370	135
Commune de Socoura		0	1 226	576
Commune de Dialloubé		0	160	574
Commune de Bassirou		0	77	408
Commune de Fatoma		0	316	872
Commune de Kounari		0	152	474
Commune de Ouroubé Doudé		0	128	030
Commune de Sio		0	567	447
Commune de Soye		0	90	740
Commune de Ouro-Modi		0	84	583
Commune de Sasalbé		0	49	412
Commune de Koubaye		0	75	671
Commune de Derary		0	121	100
Commune de Djenné	23	040	1 036	011
Commune de Ouro Ali		0	119	215
Commune de Pondori		0	103	325
Commune de Madiama		0	211	778
Commune de Dandougou Fakala		0	181	497
Commune de Niansanarie		0	85	429
Commune de Kewa		0	80	640
Commune de Togué Mourari		0	88	290
Commune de Néma Badenyakafo		0	261	391
Commune de Femaye		0	168	463
Commune de Ouro Ardo		0	63	857
Commune de Ouro Guiré		0	35	146
Commune de Sougoulbé		0	33	426
Commune de Diaka		0	159	226
Commune urbaineTénenkou		0	450	786
Commune de Diafarabé		0	187	992
Commune de Diondiori		0	99	335
Commune de Togoro Kotia		0	43	054
Commune de Youwarou		0	511	653

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE MOPTI		
Commune de Farimaké	0	122 510
Commune de Déboye	0	111 769
Commune de N'Dodjiga	0	80 666
Commune de Dongo	0	95 343
Commune de Dirma	0	51 300
Commune de Bimbéré Tama	0	54 370
Commune de Konna	0	522 579
Commune de Borondougou	0	95 038
Commune de Korombana	0	211 824
Commune de Fakala	0	422 062
Commune de Toguéré-Coumbé	0	102 240
Total :	319 935	14 391 468

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU		
Commune de Alafia	0	25 181
Commune urbaine de Tombouctou	100 000	13 618 968
Commune de Lafia	0	16 276
Commune de Bourem Inaly	0	12 435
Commune de Doukouria	0	4 974
Commune urbaine de Goundam	10 581	70 681
Commune de Kaneye	0	4 895
Commune de Télé	0	5 466
Commune de Douékiré	0	12 487
Commune de Essakane	0	15 837
Commune de Arham	0	5 941
Commune de Bourem Sidi Amar	0	12 192
Commune urbaine de Diré	0	131 105
Commune de Kirchamba	0	5 238
Commune de Kondi	0	4 798
Commune de Tienkour	0	5 175
Commune de Tindirma	0	3 172
Commune de Tinguereguif Gari	0	4 422
Commune de Binga	0	2 825
Commune de Saréyamou	0	10 879
Commune de Haibongo	0	11 078
Commune de Dangha	0	7 152
Commune de Garbakoiria	0	11 612
Cercle de Niafunké	0	17 493
Commune de Soboundou	0	58 264
Commune de Soumpi	0	11 037
Commune de Banikane	0	33 355
Commune de Rharous	0	94 655
Commune de Hanzakoma	0	8 210
Commune de Séréré	0	11 238
Commune de Bintagoungou	0	14 996
Commune de Issa Bery	0	11 769
Commune de Adarmalane	0	4 811

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2026	Crédits de Paiement 2026
Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU		
Commune de M'Bouna	0	7 591
Commune de Fittouga	0	14 599
Commune de Banikane Narhawa	0	9 066
Commune de Koumaïra	0	8 113
Commune de N'Gorkou	0	8 756
Commune de Bambara-Maoudé	0	13 219
Commune de Inadiatafane	0	5 629
Commune de Haribomo	0	5 645
Commune de Léré	0	14 223
Commune de Dianké	0	5 996
Commune de Gossi	0	40 303
Commune de Ouinerden	0	4 288
Commune de Tonka	0	31 773
Commune de Ber	0	52 958
Commune de Gargando	0	12 041
Commune de Raz-El-Ma	0	9 824
Commune de Tin Aicha	0	10 597
Commune de Alzounoub	0	4 197
Commune de Tilemsi	0	7 221
Total :	110 581	14 534 656

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE GAO		
Commune urbaine de Gao	226 360	3 880 419
Commune de Gounzoureye	0	970 301
Commune de Bourem	0	998 286
Commune de Taboye	0	478 100
Commune de Ansongo	0	1 459 534
Commune de Bara	0	325 371
Commune de Bourra	0	346 382
Commune de Tin-Hamma	0	158 198
Commune de Tarkint	0	198 079
Commune de Bamba	0	312 866
Commune de Téméra	0	188 068
Commune de Ouattagouna	0	385 514
Commune de Soni Aliber	0	1 133 155
Commune de Anchawadji	0	428 456
Commune de Talataye	0	69 264
Commune de Tessit	0	170 766
Commune de N'Tillit	0	412 418
Commune de Gabéro	0	607 801
Commune de Tilemsi	0	192 678
Total :	226 360	12 715 656
REGION DE KIDAL		
Commune urbaine de Kidal	0	1 463 786
Commune de Essouk	0	81 014
Commune de Abeïbara	0	175 895
Commune de Boghassa	0	45 601
Commune de Tinzawatène	0	29 077
Commune de Intadjedite	0	39 085
Commune de Tin-Essako	0	150 705
Commune de Tessalit	0	586 288
Commune de Anéfif	0	97 259
Commune de Timtaghène	0	29 019
Commune de Aguel-Hoc	0	126 845
Total :	0	2 824 574

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2026	Crédits de Paiement 2026
Commune		
REGION DE TAOUDENNI		
Commune de Taoudenni	0	148 426
Commune de Araouane	0	125 029
Commune de Achamour	0	3 480
Commune de Tinéguelhadj	0	2 265
Commune de Foum-Elba	0	28 271
Commune de Touwal	0	7 570
Commune de Boujbeha	0	51 784
Commune de Agouni	0	14 131
Commune de Limgassim	0	17 043
Commune de Al-Ourche	0	28 271
Commune de Ziriba	0	3 924
Commune de Nibkit-El Elk	0	106 083
Commune de Achouratt	0	28 271
Commune de Almatla	0	5 963
Total :	0	570 511
REGION DE MENAKA		
Commune de Alata	0	2 180 455
Total :	0	2 180 455

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE NIORO		
Commune de Guidime	0	62 595
Commune de Guétéma	0	83 423
Commune de Gadiaba Kadiel	0	147 598
Commune urbaine Nioro	27 872	1 444 490
Commune de Nioro Tougouné Rangabé	0	154 927
Commune de Yérééré	0	207 852
Commune de Diaye Coura	0	95 181
Commune de Gavinané	0	110 024
Commune urbaine Youri	0	101 745
Commune de Gogui	0	212 912
Commune de Simbi	0	98 537
Commune de Diéma	27 872	969 562
Commune de Dianguirdé	0	128 700
Commune de Madiga Sacko	0	140 618
Commune de Dioumara Koussata	0	163 556
Commune de Gomitradougu	0	122 803
Commune de Diangounté Camara	0	265 261
Commune de Fatao	0	131 154
Commune de Lambidou	0	145 647
Commune de Diéoura	0	145 871
Commune de Sandaré	0	471 164
Commune de Lakamané	0	142 058
Commune de Sansankidé	0	82 648
Commune de Troungoumbé	0	190 042
Commune de Baniéré Kore	0	62 971
Commune de Diabigué	0	79 869
Commune de Diarra	0	115 607
Commune de Koréra Koré	0	152 969
Commune de Béma	0	139 941
Commune de Fassoudébé	0	38 504
Commune de Grouméra	0	65 223
Total :	55 744	6 473 452

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES
(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE DIOILA		
Commune de Diabigué	0	110 465
Commune de Dègnèkoro	0	148 831
Commune de Kaladougou	184 548	2 599 798
Commune de Kilidougou	0	206 423
Commune de N'Garadougou	0	99 764
Commune de Wacoro	0	168 851
Commune de Kémé-Kafo	0	238 857
Commune de Banco	0	334 006
Commune de N'Golobougou	0	178 610
Commune de Benkadi	0	86 325
Commune de Diedougou	0	431 564
Commune de Jèkafo	0	96 670
Commune de Dolendougou	0	120 753
Commune de Binko	0	291 499
Commune de Guégnéka	0	1 564 800
Commune de Kéréla	0	169 605
Commune de Zan Coulibaly	0	381 200
Commune de Ténindougou	0	141 722
Commune de Diouman	0	154 655
Commune de Nangola	0	183 079
Commune de Massigui	0	509 455
Commune de Niantjila	0	151 103
Commune de N'Dlondougou	0	173 344
Total :	184 548	8 541 379

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE BOUGOUNI		
Commune de Sébougou	0	79 688
Region de Bougouni	0	204 791
Commune urbaine de Bougouni	78 232	4 432 759
Commune de Faradiélé	0	55 871
Commune de Kokélé	0	88 913
Commune de Kola	0	124 505
Commune de Sido	0	267 028
Commune de Tiémala Banimonotié	0	145 202
Commune de Ouroun	0	73 335
Commune de Syentoula	0	119 146
Commune de Zantiébougou	0	349 122
Commune de Danou	0	142 090
Commune de Faragouaran	0	124 320
Commune de Kouroulamini	0	107 923
Commune de Wassoulou-Ballé	17 512	1 334 452
Commune de Gouandiaka	0	311 894
Commune de Bolo Fouta	0	91 718
Commune de Djiguiya de Koloni	0	77 536
Commune de Koussan	0	181 184
Commune de Gouanan	0	292 819
Commune de Djallon Foula	0	97 759
Commune de Séré Moussa Ani Samou de Siékorolé	0	179 829
Commune de Kolondiéba	17 160	1 200 835
Commune de Ména	0	207 187
Commune de N'Golodiana	0	120 770
Commune de Kébila	0	452 187
Commune de Tousséguéla	0	138 642
Commune de Kolosso	0	99 496
Commune de Garalo	0	348 704
Commune de Bladié-Tiémala	0	53 644
Commune de Défina	0	91 933
Commune de Yiridougou	0	112 995
Commune de Sibirila	0	189 203

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE BOUGOUNI		
Commune de Yinindougou	0	96 149
Commune de Koumantou	0	1 022 128
Commune de Sanso	0	238 195
Commune de Débélin	0	102 005
Commune de Domba	0	159 933
Commune de Wola	0	176 341
Commune de Baya	0	377 114
Commune de Tagandougou	0	136 867
Commune de Sankarani	0	63 338
Commune de Kourouba	0	201 992
Commune de Tiakadougou-Dialakoro	0	107 367
Commune de Niagadina	0	160 875
Commune de Ouélessébougou	0	1 409 733
Commune de Faraba	0	240 534
Commune de Sanankoro-Djitoumou	0	196 505
Commune de Kadiana	0	232 502
Commune de Nangalasso	0	149 057
Commune de Tiongui	0	118 527
Commune de Fakola	0	208 615
Commune de Bougoula	0	82 349
Commune de Farako	0	170 959
Commune de Dogo	0	314 161
Commune de Meridiéla	0	111 495
Total :	112 904	17 974 221

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2026		2026	
Commune				
REGION DE KOUTIALA				
Commune de Diedougou		0	75	402
Cercle de Koutiala		0	39	393
Commune urbaine de Koutiala	431	464	7 027	611
Commune de Logouana		0	73	151
Commune de Nafanga		0	113	127
Commune de Nampé		0	94	504
Commune de N'Golonianasso		0	247	279
Commune de N'Goutjina		0	353	171
Commune de Sincina		0	527	785
Commune de Songo-Doubacoré		0	132	238
Commune de Songoua		0	81	394
Commune de Yognogo		0	95	927
Commune de Zébala		0	184	898
Commune de Diaramana		0	289	997
Cercle de Yorosso		0	17	474
Commune de Karangana		0	318	725
Commune de Kiffosso 1		0	252	574
Commune de Yorosso	41	536	774	843
Commune de Mahou		0	137	328
Commune de Boura		0	212	253
Commune de Koumbia		0	198	651
Commune de Menamba 1		0	138	219
Commune de M'Pèssoba		0	1 080	285
Commune de Kafo Faboli		0	125	533
Commune de Karagouana Mallé		0	110	565
Commune de N'Tossoni		0	109	049
Commune de Tao		0	81	452
Commune de Zanina		0	81	920
Commune de Mièna		0	134	472
Commune de Fakolo		0	233	233
Commune de Kolonigué		0	309	125
Commune de Koningué		0	201	071
Commune de Kapala		0	189	564

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE KOUTIALA		
Commune de Diouradougou Kafo	0	79 393
Commune de Gouadié Sougouna	0	145 003
Commune de Koury	0	702 725
Commune de Ourikéla	0	245 104
Commune de Konséguéla	0	329 141
Commune de Konina	0	111 177
Commune de Gouadji Kao	0	113 567
Commune de Kouniana	0	81 722
Commune de Niantaga	0	117 972
Commune de Zanfigué	0	96 919
Commune de Sorobasso	0	75 757
Commune de Koromo	0	134 237
Commune de Zangasso	0	293 709
Commune de Sinkolo	0	78 536
Commune de Fagui	0	159 797
Total :	473 000	16 806 972

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE BANDIAGARA		
Region de Bandiagara	94 480	2 318 946
Cercle de Bandiagara	0	17 589
Commune Urbaine de Bandiagara	42 620	1 680 035
Commune de Dandoli	0	153 511
Commune de Doucombo	0	369 734
Commune de Soroly	0	125 787
Commune de Bara Sara	0	115 289
Commune de Pignari	0	99 678
Commune de Dourou	0	288 527
Commune de Pélou	0	97 121
Commune de Pignari Bana	0	157 511
Commune de Bondo	0	183 719
Commune de Youdiou	0	213 019
Commune de Bamba	0	165 072
Commune de Diankabou	0	97 937
Commune de Yoro	0	124 367
Commune de Dinangourou	0	123 193
Commune de Dioungani	0	198 054
Commune de Kopro Pen	0	670 164
Commune de Pel Maoudé	0	166 246
Commune de Madougou	0	375 686
Commune de Barapiréli	0	346 316
Commune de Dougouténé I	0	276 154
Commune de Dougouténé II	0	164 130
Commune de Kassa	0	148 633
Commune de Bankass	23 840	877 028
Commune de Kani-Bonzon	0	198 507
Commune de Dimbal Habbé	0	182 466
Commune de Ségué	0	296 625
Commune de Kendié	0	181 091
Commune de Kendé	0	34 071
Commune de Dogani Béré	0	30 948
Commune de Lowol Guéou	0	44 292

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2026	Crédits de Paiement 2026
Commune		
REGION DE BANDIAGARA		
Commune de Borko	0	42 782
Commune de Diamnati	0	91 532
Commune de Ondougou	0	77 414
Commune de Segué Iré	0	142 316
Commune de Métoumou	0	109 496
Commune de Diallassagou	0	157 974
Commune de Lessagou Habé	0	147 138
Commune de Soubala	0	69 081
Commune de Tori	0	189 311
Commune de Koulogon Habé	0	128 417
Commune de Sangha	0	541 010
Commune de Wadouba	0	356 813
Commune de Sokoura	0	267 865
Commune de Baye	0	356 148
Commune de Ouenkoro	0	123 390
Total :	160 940	13 322 133

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2026		2026	
Commune				
REGION DE KITA				
Commune urbaine Kita	195	104	4 369	775
Commune de Badia		0	236	048
Commune de Bendougouba		0	306	153
Commune de Boudofo		0	145	376
Commune de Kita Nord		0	136	538
Commune de Kita Ouest		0	354	101
Commune de Djidian		0	330	296
Commune de Namala Guimbala		0	124	717
Commune de Saboula		0	105	259
Commune de Souransan Tomota		0	145	637
Commune de Gadougou 1		0	293	983
Commune de Kokofata		0	231	530
Commune de Bougaribaya		0	156	704
Commune de Tambaga		0	152	692
Commune de Koulou		0	58	081
Commune de Gadougou 2		0	88	105
Commune de Sébékoro		0	633	684
Commune de Kassaro		0	389	350
Commune de Kotouba		0	72	478
Commune de Madina		0	205	583
Commune urbaine de Toukoto		0	161	923
Commune de Kobri		0	233	793
Commune de Niantanso		0	32	687
Commune de Séféto ouest		0	140	082
Commune de Séféto nord		0	108	367
Commune de Djougoun		0	75	038
Commune urbaine de Kourouninkoto		0	49	094
Commune de Didenko		0	62	314
Commune de Guémoukouraba		0	90	101
Commune de Sirakoro		0	143	186
Commune de Senko		0	108	242
Commune de Makono		0	123	473
Commune de Benkadi		0	211	879

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2026	Crédits de Paiement 2026
Commune		
REGION DE KITA		
Total :	195 104	10 076 269
REGION DE NARA		
Region de Nara	16 464	1 004 618
Cercle de Nara	0	14 600
Commune de Guéneibé	0	53 810
Commune de Ouagadou	0	226 237
Commune de Allahina	0	68 153
Commune de Dogofry	0	245 518
Commune de Dabo	0	63 974
Commune de Dilly	0	184 458
Commune de Koronga	0	57 940
Commune de Guiré	0	77 205
Commune de Fallou	0	199 064
Commune de Niamana	0	225 805
Total :	16 464	2 421 382

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE SAN		
Region de San	40 800	2 030 417
Cercle de San	0	22 301
Commune urbaine de San	521 664	3 824 360
Commune de Djéguéna	0	97 695
Commune de N'Goa	0	91 947
Commune de Niasso	0	134 895
Commune de Somo	0	62 250
Commune de Ténéni	0	122 102
Commune de Baramandougou	0	106 298
Commune de Fion	0	57 964
Commune de Tènè	0	114 083
Commune de Yasso	0	275 363
Commune de Bénéna	0	367 934
Commune de Koula	0	167 980
Commune de Lanfiala	0	66 847
Commune de Kaniégué	0	148 296
Commune de Karaba	0	117 895
Commune de Waki	0	124 675
Commune de Diakourouna	0	97 739
Commune de Kassorola	0	165 017
Commune de Moribila	0	136 314
Commune de Tourakolomba	0	65 571
Commune de Dah	0	112 938
Commune de Sourountouna	0	148 972
Commune de Kazangasso	0	77 824
Commune de Korodougou	0	138 674
Commune de Koulandougou	0	27 353
Commune de Fani	0	146 078
Commune de Diéli	0	133 374
Commune de Niamana	0	69 683
Commune de N'Torosso	0	140 307
Commune de Fangasso	0	248 672
Commune de Ouan	0	120 130

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Commune		
REGION DE SAN		
Commune de Timissa	0	143 338
Commune de Mandiakuy	0	413 772
Commune de Diora	0	145 817
Commune de Sanékuy	0	255 498
Commune de Mafouné	0	185 756
Commune de Sy	0	84 739
Commune de Ouolon	0	102 180
Commune de Siadougou	0	98 619
Total :	562 464	11 191 667
REGION DE DOUMENTZA		
Commune urbaine Douentza	0	16 935
Commune de Débéré	0	58 926
Commune de Dianwély	0	64 946
Commune de Gandamia	0	76 039
Commune de Kéréna	0	27 914
Commune de Koubewel Koundia	0	145 887
Commune de Petaka	0	89 078
Commune de Tedié	0	111 811
Commune de Korarou	0	30 019
Commune de Dallah	0	50 093
Commune de Dangol-Boré	0	170 626
Commune de Hombori	0	146 563
Commune de Djaptodji	0	185 232
Commune de Mondoro	0	117 208
Cercle de Boni	1 200	1 570 351
Commune de Haire	0	139 833
Total :	1 200	3 001 461
Total	7 483 391	260 718 851

Crédits Globaux

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Portion Centrale	19 708	141	31 784	072
Total :	19 708	141	31 784	072

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement
	2026	2026
Crédits Globaux		
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
Portion Centrale	0	1 656 667
Total :	0	1 656 667
DISTRICT DE BAMAKO		
District de Bamako	41 531	94 403
Total :	41 531	94 403
REGION DE SIKASSO		
Region de Sikasso	738 266	1 247 452
Total :	738 266	1 247 452
REGION DE SEGOU		
Region de Segou	861 376	1 624 901
Total :	861 376	1 624 901
REGION DE MOPTI		
Region de Mopti	634 262	1 118 635
Total :	634 262	1 118 635
REGION DE TOMBOUCTOU		
Region de Tombouctou	1 179 730	1 675 166
Total :	1 179 730	1 675 166
REGION DE GAO		
Region de Gao	878 757	1 301 822
Total :	878 757	1 301 822
REGION DE KIDAL		
Region de Kidal	579 528	859 915
Total :	579 528	859 915
REGION DE TAOUDENNI		
Région de Taoudenni	522 931	801 250
Total :	522 931	801 250
REGION DE MENAKA		
Région de Ménaka	557 191	818 968
Total :	557 191	818 968
REGION DE NIORO		
Region de Nioro	531 510	843 534
Total :	531 510	843 534

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES
(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2026		2026	
Crédits Globaux				
REGION DE DIOILA				
Region de Dioila	365	135	615	127
Total :	365	135	615	127
REGION DE BOUGOUNI				
Region de Bougouni	861	112	1 423	338
Total :	861	112	1 423	338
REGION DE KOUTIALA				
Region de Koutiala	640	060	1 092	692
Total :	640	060	1 092	692
REGION DE BANDIAGARA				
Region de Bandiagara	781	092	1 301	962
Total :	781	092	1 301	962
REGION DE KITA				
Region de Kita	790	536	1 114	966
Total :	790	536	1 114	966
REGION DE NARA				
Region de Nara	333	312	504	729
Total :	333	312	504	729
REGION DE SAN				
Region de San	817	846	1 224	987
Total :	817	846	1 224	987
REGION DE DOUMENTZA				
Region de Douentza	589	727	841	786
Total :	589	727	841	786
Total	31 412	043	51 946	372
Total Général	63 351	817	433 782	563

2. REPARTITION DE LA SUBVENTION AU TITRE DU FONDS NATIONAL D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

DROITS DE TIRAGE 2025 DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DU MALI

REGION DE KAYES

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
01000000	REGION DE KAYES	83 998 000	37 736 000	121 734 000
01010101	Commune urbaine Kayes	18 308 000	14 483 000	32 791 000
01010102	Bangassi	18 527 000	8 276 000	26 803 000
01010103	Colimbiné	19 353 000	8 276 000	27 629 000
01010104	Gory Gopela	17 032 000	8 276 000	25 308 000
01010105	Commune urbaine Goumera	15 348 000	8 276 000	23 624 000
01010106	Khouloum	17 565 000	8 276 000	25 841 000
01010107	Liberté Dembaya	17 657 000	8 276 000	25 933 000
01010201	Séro Diamanou	17 477 000	10 345 000	27 822 000
01010301	Hawa Dembaya	15 419 000	8 276 000	23 695 000
01010401	Samé Diongoma	17 068 000	8 276 000	25 344 000
01010402	Commune urbaine Somankidy	18 023 000	8 276 000	26 299 000
01020101	Bafoulabé	19 989 000	8 276 000	28 265 000
01020201	Bamafélé	19 104 000	8 276 000	27 380 000
01020202	Diokéli	19 825 000	8 276 000	28 101 000
01020301	Koundian	20 067 000	8 276 000	28 343 000
01020401	Mahina	18 446 000	10 345 000	28 791 000
01020402	Gounfan	18 214 000	8 276 000	26 490 000
01020403	Niambia	20 022 000	8 276 000	28 298 000
01020501	Oualia	18 807 000	8 276 000	27 083 000
01030101	Guidime	18 921 000	10 345 000	29 266 000
01030102	Fanga	18 178 000	8 276 000	26 454 000
01030103	Gory	19 869 000	8 276 000	28 145 000
01030104	Toya	19 069 000	8 276 000	27 345 000
01030105	Soumpou	17 349 000	8 276 000	25 625 000
01030201	Kirané Kaniaga	20 449 000	10 345 000	30 794 000
01030202	Krémis	17 071 000	8 276 000	25 347 000
01030301	Diafounou Gory	18 315 000	8 276 000	26 591 000
01030302	Diafounou Diongaga	15 963 000	10 345 000	26 308 000
01030303	Konsiga	15 985 000	8 276 000	24 261 000
01030304	Marekaffo	16 758 000	8 276 000	25 034 000
01040101	Kéniéba	16 045 000	10 345 000	26 390 000
01040102	Dabia	21 096 000	8 276 000	29 372 000
01040103	Guénégoré	17 009 000	8 276 000	25 285 000
01040104	Sitakilly	16 060 000	10 345 000	26 405 000
01040201	Dombia	17 740 000	8 276 000	26 016 000
01040202	Baye	20 896 000	8 276 000	29 172 000

7

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
01040301	Faléa	11 534 000	8 276 000	19 810 000
01040401	Faraba	18 243 000	8 276 000	26 519 000
01040402	Kroukoto	16 504 000	8 276 000	24 780 000
01040403	Sagalo	11 415 000	8 276 000	19 691 000
01040501	Kassama	18 401 000	8 276 000	26 677 000
01050101	Kéméné Tambo	19 286 000	8 276 000	27 562 000
01050102	Guidimakan Keri Kaffo	18 642 000	8 276 000	26 918 000
01050103	Sony	16 855 000	8 276 000	25 131 000
01050104	Tafacirga	18 822 000	8 276 000	27 098 000
01050201	Falémé	19 441 000	8 276 000	27 717 000
01050202	Commune urbaine Fégui	20 995 000	8 276 000	29 271 000
01060101	Djélébou	18 782 000	10 345 000	29 127 000
01060102	Sahel	17 986 000	8 276 000	26 262 000
01060201	Koussané	18 370 000	10 345 000	28 715 000
01060301	Karakoro	19 660 000	8 276 000	27 936 000
01070101	Diamou	19 558 000	8 276 000	27 834 000
01070201	Logo	17 730 000	8 276 000	26 006 000
01080101	Tomora	20 438 000	10 345 000	30 783 000
01080201	Diakon	20 812 000	10 345 000	31 157 000
01080301	Diallan	19 824 000	8 276 000	28 100 000
01080401	Kontela	20 358 000	8 276 000	28 634 000
01080501	Sidibéla	19 522 000	8 276 000	27 798 000
01090101	Ségala	18 017 000	10 345 000	28 362 000
01090102	Commune urbaine Kouniakary	16 481 000	8 276 000	24 757 000
01090103	Maréna Diombougou	19 553 000	8 276 000	27 829 000
01090104	Marintoumania	17 329 000	8 276 000	25 605 000
01090201	Tringa	18 926 000	8 276 000	27 202 000
01100101	Sadiola	17 054 000	12 414 000	29 468 000
01100201	Dialafara	17 837 000	8 276 000	26 113 000
TOTAL KAYES		1 265 397 000	610 849 000	1 876 246 000

REGION DE KOULIKORO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
02000000	REGION DE KOULIKORO	67 555 000	37 736 000	105 291 000
02010101	Commune Urbaine de Koulikoro	13 832 000	12 414 000	26 246 000
02010102	Méguetan	14 720 000	10 345 000	25 065 000
02010201	Dinandougou	9 092 000	8 276 000	17 368 000
02010301	Koula	12 549 000	10 345 000	22 894 000
02010302	Doumba	11 313 000	8 276 000	19 589 000
02010401	Sirakorola	14 154 000	10 345 000	24 499 000
02010501	Tienfala	12 772 000	8 276 000	21 048 000
02020101	Banamba	16 655 000	10 345 000	27 000 000
02020102	Benkadi	15 978 000	8 276 000	24 254 000
02020103	Kiban	15 159 000	8 276 000	23 435 000
02020201	Boron	13 835 000	10 345 000	24 180 000
02020301	Madina-Sacko	14 854 000	10 345 000	25 199 000
02020401	Sébété	15 609 000	8 276 000	23 885 000
02020402	Toubacoro	14 406 000	8 276 000	22 682 000
02020501	Duguwolowula	14 184 000	12 414 000	26 598 000
02020601	Toukoroba	14 832 000	8 276 000	23 108 000
02030101	Minidian	14 267 000	8 276 000	22 543 000
02030102	Kaniogo	18 957 000	8 276 000	27 233 000
02030103	Maramandougou	15 048 000	8 276 000	23 324 000
02030104	Nouga	18 688 000	8 276 000	26 964 000
02030201	Balan Bakama	14 895 000	8 276 000	23 171 000
02030202	Benkadi	17 061 000	8 276 000	25 337 000
02030203	Commune urbaine de Karan	13 614 000	8 276 000	21 890 000
02030204	Naréna	17 017 000	8 276 000	25 293 000
02040101	Commune Urbaine de Kati	15 523 000	12 414 000	27 937 000
02040102	Diago	11 750 000	8 276 000	20 026 000
02040103	Dio-Gare	14 389 000	8 276 000	22 665 000
02040104	Dombila	12 855 000	8 276 000	21 131 000
02040105	Doubabougou	11 000 000	8 276 000	19 276 000
02040106	Kalifabougou	11 147 000	8 276 000	19 423 000
02040107	Kambila	14 032 000	8 276 000	22 308 000
02040108	yélékébougou	16 934 000	8 276 000	25 210 000
02040109	Safo	13 006 000	8 276 000	21 282 000
02040201	Bougoula	13 506 000	8 276 000	21 782 000
02040202	Sanankoroba	13 444 000	10 345 000	23 789 000
02040203	Dialakoroba	12 903 000	8 276 000	21 179 000
02040301	N'Gouraba	13 225 000	8 276 000	21 501 000
02040302	Tiéélé	12 667 000	8 276 000	20 943 000
02040303	Baguinéda-camp	15 376 000	10 345 000	25 721 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
02040304	Mountougoula	15 520 000	8 276 000	23 796 000
02040401	Mandé	14 991 000	12 414 000	27 405 000
02050101	Guihoyo	18 114 000	8 276 000	26 390 000
02050102	Kolokani	16 986 000	10 345 000	27 331 000
02050103	Sébékoro I	17 833 000	8 276 000	26 109 000
02050104	Tioribougou	16 846 000	8 276 000	25 122 000
02050201	Didiéni	19 367 000	10 345 000	29 712 000
02050202	Sagabala	19 082 000	10 345 000	29 427 000
02050301	Nonkon	16 718 000	8 276 000	24 994 000
02050302	Nossombougou	15 894 000	8 276 000	24 170 000
02050303	Ouolodo	15 913 000	8 276 000	24 189 000
02050401	Massantola	16 871 000	10 345 000	27 216 000
02060101	Nyamina	12 318 000	10 345 000	22 663 000
02060201	Tougouni	13 388 000	8 276 000	21 664 000
02070101	Niouma Makana	16 150 000	8 276 000	24 426 000
02070102	Siby	15 713 000	10 345 000	26 058 000
02070201	Bancoumana	16 684 000	8 276 000	24 960 000
02070301	Sobra	17 390 000	8 276 000	25 666 000
02080101	Bossofala	15 751 000	8 276 000	24 027 000
02080102	Diédougou	12 950 000	8 276 000	21 226 000
02080201	Daban	16 606 000	8 276 000	24 882 000
02080301	N'tjiba	16 536 000	8 276 000	24 812 000
TOTAL KOULIKORO		980 424 000	588 090 000	1 568 514 000

REGION DE SIKASSO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
03000000	REGION DE SIKASSO	77 701 000	37 736 000	115 437 000
03010101	Diomatènè	16 411 000	8 276 000	24 687 000
03010102	Finkolo	15 868 000	8 276 000	24 144 000
03010103	Kaboila	17 316 000	10 345 000	27 661 000
03010104	Kafouziela	16 458 000	8 276 000	24 734 000
03010105	Kapala	15 130 000	8 276 000	23 406 000
03010106	Missirikoro	13 969 000	8 276 000	22 245 000
03010107	Natien	16 409 000	8 276 000	24 685 000
03010108	Pimperna	15 568 000	8 276 000	23 844 000
03010109	Commune urbaine de Sikasso	17 038 000	14 483 000	31 521 000
03010110	Sokourani -Missirikoro	16 508 000	8 276 000	24 784 000
03010111	Zangaradougou	14 848 000	8 276 000	23 124 000
03010112	Dallé	11 194 000	8 276 000	19 470 000
03010201	Farakala	16 589 000	8 276 000	24 865 000
03010202	Kapolondougou	19 107 000	8 276 000	27 383 000
03010203	Kofan	16 703 000	8 276 000	24 979 000
03010204	Zanférébougou	17 493 000	8 276 000	25 769 000
03020101	Diou	17 451 000	8 276 000	25 727 000
03020102	Dioumaténé	16 691 000	8 276 000	24 967 000
03020103	Kadiolo	18 162 000	12 414 000	30 576 000
03020201	Fourou	18 193 000	10 345 000	28 538 000
03020301	Misseni	18 812 000	10 345 000	29 157 000
03020401	Zégoua	16 646 000	10 345 000	26 991 000
03030101	Danderesso	15 931 000	10 345 000	26 276 000
03030201	Nongon-souala	16 908 000	10 345 000	27 253 000
03040101	Dialakoro	17 897 000	8 276 000	26 173 000
03040102	Kignan	18 436 000	10 345 000	28 781 000
03040103	Koumankou	17 125 000	8 276 000	25 401 000
03040104	Kourouma	18 488 000	8 276 000	26 764 000
03040105	Sanzana	17 521 000	8 276 000	25 797 000
03040106	Tella	18 490 000	8 276 000	26 766 000
03040201	Dogoni	18 793 000	8 276 000	27 069 000
03040202	Kabarasso	17 857 000	8 276 000	26 133 000
03040301	Doumanaba	19 039 000	8 276 000	27 315 000
03050101	Gongasso	14 882 000	8 276 000	23 158 000
03050102	Kléla	17 516 000	10 345 000	27 861 000
03050201	Fama	13 299 000	8 276 000	21 575 000
03050301	Kouoro	17 076 000	8 276 000	25 352 000
03060101	Lobougoula	19 355 000	10 345 000	29 700 000
03060201	Kolokoba	17 772 000	8 276 000	26 048 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
03070101	Loulouni	18 044 000	12 414 000	30 458 000
03070102	Nimbougou	17 401 000	8 276 000	25 677 000
03070201	Kai	15 518 000	8 276 000	23 794 000
03080101	Miniko	17 898 000	8 276 000	26 174 000
03080102	Niéna	20 167 000	8 276 000	28 443 000
03080103	N'Tjikouna	17 878 000	8 276 000	26 154 000
03080104	Waténi	17 106 000	8 276 000	25 382 000
03080105	Zaniéna	17 146 000	8 276 000	25 422 000
03080201	Benkadi	17 810 000	8 276 000	26 086 000
03080202	Blindio	19 315 000	8 276 000	27 591 000
03080203	Dembela	20 154 000	8 276 000	28 430 000
03080204	Miria	17 576 000	8 276 000	25 852 000
03080205	Tiankadi	17 514 000	8 276 000	25 790 000
03080301	Finkolo Ganadougou	20 121 000	8 276 000	28 397 000
TOTAL SIKASSO		990 298 000	509 468 000	1 499 766 000

REGION DE SEGOU

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
04000000	REGION DE SEGOU	80 118 000	37 736 000	117 854 000
04010101	Konodimini	15 711 000	10 345 000	26 056 000
04010102	Massala	13 391 000	12 414 000	25 805 000
04010103	N'Gara	14 178 000	8 276 000	22 454 000
04010104	Pelengana	15 852 000	8 276 000	24 128 000
04010105	Sakoïba	14 086 000	12 414 000	26 500 000
04010106	Sébougou	14 459 000	10 345 000	24 804 000
04010107	Soignébourgou	15 787 000	8 276 000	24 063 000
04010108	Commune urbaine de Ségou	9 738 000	8 276 000	18 014 000
04010201	Cinzana	17 870 000	8 276 000	26 146 000
04010202	Saminè	12 954 000	8 276 000	21 230 000
04010301	Diouna	16 610 000	12 414 000	29 024 000
04010302	Fatinè	17 801 000	8 276 000	26 077 000
04010303	Katiéna	13 040 000	8 276 000	21 316 000
04020101	Béguéné	15 570 000	8 276 000	23 846 000
04020102	Bla	15 585 000	12 414 000	27 999 000
04020103	Kéméni	16 072 000	8 276 000	24 348 000
04020104	Niala	14 721 000	8 276 000	22 997 000
04020105	Tiéména	13 067 000	8 276 000	21 343 000
04020201	Falo	15 429 000	12 414 000	27 843 000
04020301	Diéna	14 595 000	8 276 000	22 871 000
04020302	Touna	15 582 000	10 345 000	25 927 000
04020401	Samabogo	17 833 000	8 276 000	26 109 000
04020402	Somasso	17 590 000	8 276 000	25 866 000
04020501	Dougouolo	15 240 000	8 276 000	23 516 000
04030101	Barouéli	16 336 000	12 414 000	28 750 000
04030102	Kalaké	16 409 000	8 276 000	24 685 000
04030201	Konobougou	16 481 000	10 345 000	26 826 000
04030301	Gouendo	17 127 000	8 276 000	25 403 000
04030302	N'Gassola	16 290 000	8 276 000	24 566 000
04030303	Sanando	16 040 000	10 345 000	26 385 000
04030304	Tésserela	14 702 000	8 276 000	22 978 000
04030401	Boidiè	17 342 000	10 345 000	27 687 000
04030402	Dougoufé	15 068 000	8 276 000	23 344 000
04030403	Somo	16 675 000	8 276 000	24 951 000
04030404	Tamani	17 498 000	8 276 000	25 774 000
04040101	Kala Siguida	16 995 000	10 345 000	27 340 000
04040102	Mariko	17 361 000	10 345 000	27 706 000
04040103	Commune urbaine de Niono	17 002 000	12 414 000	29 416 000
04040104	Siribala	16 785 000	10 345 000	27 130 000

7

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
04040105	Sirifila-Boundy	17 268 000	10 345 000	27 613 000
04040106	Toridaga-Ko	17 433 000	10 345 000	27 778 000
04040107	Yèrèdon Saniona	16 390 000	8 276 000	24 666 000
04040201	Pogo	17 663 000	8 276 000	25 939 000
04050101	Macina	14 937 000	10 345 000	25 282 000
04050201	Boky Wèrè	17 264 000	8 276 000	25 540 000
04050202	Kokry Centre	14 859 000	8 276 000	23 135 000
04050203	Kolongo	13 851 000	10 345 000	24 196 000
04050301	Monimpébougou	15 936 000	10 345 000	26 281 000
04050401	Matomo	18 997 000	8 276 000	27 273 000
04050402	Sana	17 322 000	8 276 000	25 598 000
04060101	Dioro	17 612 000	8 276 000	25 888 000
04060102	Kamiandougou	18 353 000	10 345 000	28 698 000
04060201	Diédougou	17 234 000	10 345 000	27 579 000
04060301	Farakou Massa	14 302 000	8 276 000	22 578 000
04070101	Diganidougou	16 476 000	8 276 000	24 752 000
04070102	Farako	15 661 000	10 345 000	26 006 000
04070103	Sama Foulala	14 184 000	8 276 000	22 460 000
04070104	Souba	13 490 000	8 276 000	21 766 000
04070201	Baguindadougou	14 416 000	8 276 000	22 692 000
04070202	Bellen	14 832 000	8 276 000	23 108 000
04070203	N'Koumandougou	16 744 000	8 276 000	25 020 000
04080101	Nampalari	18 288 000	8 276 000	26 564 000
04080201	Kareri	17 599 000	10 345 000	27 944 000
04080301	Beïty Bimiya	11 194 000	8 276 000	19 470 000
04080401	Diguiciré	11 194 000	8 276 000	19 470 000
04090101	Sokolo	18 905 000	10 345 000	29 250 000
04090201	Dogofry	16 229 000	10 345 000	26 574 000
04090301	Diabaly	18 830 000	10 345 000	29 175 000
04100101	Dougabougou	16 490 000	8 276 000	24 766 000
04100102	Markala	16 303 000	8 276 000	24 579 000
04100103	Togou	15 530 000	8 276 000	23 806 000
04100201	Sansanding	17 335 000	8 276 000	25 611 000
04100202	Sibila	17 675 000	8 276 000	25 951 000
04100301	Boussin	15 569 000	8 276 000	23 845 000
0411 0103	Tongué	16 720 000	8 276 000	24 996 000
04110101	Folomana	13 760 000	8 276 000	22 036 000
04110102	Saloba	15 957 000	10 345 000	26 302 000
04110201	Souleye	13 566 000	8 276 000	21 842 000
TOTAL SEGOU		1 317 358 000	757 748 000	2 075 106 000

7

REGION DE MOPTI

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
05000000	REGION DE MOPTI	72 818 000	37 736 000	110 554 000
05010101	Commune urbaine de Mopti	11 135 000	14 483 000	25 618 000
05010102	Socoura	10 649 000	10 345 000	20 994 000
05010201	Dialloubé	12 309 000	8 276 000	20 585 000
05010301	Bassirou	10 205 000	8 276 000	18 481 000
05010302	Fatoma	10 818 000	8 276 000	19 094 000
05010303	Kounari	11 664 000	8 276 000	19 940 000
05010401	Ouroubé Doudé	13 143 000	8 276 000	21 419 000
05010501	Sio	10 640 000	10 345 000	20 985 000
05010601	Soye	11 448 000	8 276 000	19 724 000
05010701	Ouro-Modi	9 129 000	10 345 000	19 474 000
05010702	Sasalbé	9 062 000	8 276 000	17 338 000
05010703	Koubaye	9 750 000	8 276 000	18 026 000
05020101	Derary	15 296 000	8 276 000	23 572 000
05020102	Djenné	16 820 000	10 345 000	27 165 000
05020103	Ouro Ali	14 443 000	8 276 000	22 719 000
05020104	Pondori	15 275 000	8 276 000	23 551 000
05020105	Madiama	16 324 000	8 276 000	24 600 000
05020201	Dandougou Fakala	16 398 000	8 276 000	24 674 000
05020202	Niansanarie	16 306 000	8 276 000	24 582 000
05020301	Kewa	17 028 000	8 276 000	25 304 000
05020302	Togué Mourari	6 716 000	8 276 000	14 992 000
05020401	Néma Badenyakafo	16 993 000	12 414 000	29 407 000
05020501	Femaye	17 002 000	8 276 000	25 278 000
05030101	Ouro Ardo	15 361 000	8 276 000	23 637 000
05030102	Ouro Guiré	15 254 000	8 276 000	23 530 000
05030103	Sougoulbé	15 338 000	10 345 000	25 683 000
05030104	Diaka	16 879 000	8 276 000	25 155 000
05030105	Commune urbaineTénenkou	15 220 000	8 276 000	23 496 000
05030201	Diafarabé	17 032 000	8 276 000	25 308 000
05030301	Diondiori	16 278 000	8 276 000	24 554 000
05030401	Togoro Kotia	17 072 000	8 276 000	25 348 000
05040101	Youwarou	18 738 000	10 345 000	29 083 000
05040201	Farimaké	19 059 000	8 276 000	27 335 000
05040301	Déboye	18 998 000	8 276 000	27 274 000
05040401	N'Dodjiga	19 547 000	8 276 000	27 823 000
05040501	Dongo	17 090 000	8 276 000	25 366 000
05040502	Dirma	17 512 000	8 276 000	25 788 000
05040601	Bimbéré Tama	17 911 000	8 276 000	26 187 000
05050101	Konna	11 742 000	12 414 000	24 156 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
05050201	Borondougou	9 759 000	8 276 000	18 035 000
05050301	Kontza	11 194 000	8 276 000	19 470 000
05060101	Korombana	13 648 000	10 345 000	23 993 000
05060201	N'Gorodia	11 194 000	8 276 000	19 470 000
05060301	Doko	11 194 000	8 276 000	19 470 000
05060401	Gouloumbou	11 194 000	8 276 000	19 470 000
05070101	Fakala	17 233 000	10 345 000	27 578 000
05070201	Bonguel	11 194 000	8 276 000	19 470 000
05080101	Toguéré-Coumbé	17 689 000	10 345 000	28 034 000
05080201	Ouronguia	11 194 000	8 276 000	19 470 000
05080301	Doungoura	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL MOPTI		777 089 000	484 640 000	1 261 729 000

REGION DE TOMBOUCTOU

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
06000000	REGION DE TOMBOUCTOU	96 012 000	30 189 000	126 201 000
06010101	Alafia	22 921 000	8 276 000	31 197 000
06010102	Commune urbaine de Tombouctou	18 796 000	12 414 000	31 210 000
06010201	Lafia	15 531 000	12 414 000	27 945 000
06010301	Bourem Inaly	19 151 000	8 276 000	27 427 000
06020101	Doukouria	16 453 000	8 276 000	24 729 000
06020102	Commune urbaine de Goundam	19 619 000	8 276 000	27 895 000
06020103	Kaneye	16 469 000	10 345 000	26 814 000
06020104	Télé	19 224 000	8 276 000	27 500 000
06020201	Douékiri	17 492 000	8 276 000	25 768 000
06020301	Essakane	16 092 000	8 276 000	24 368 000
06030101	Arham	17 305 000	8 276 000	25 581 000
06030102	Bourem Sidi Amar	17 310 000	8 276 000	25 586 000
06030103	Commune urbaine de Diré	18 006 000	10 345 000	28 351 000
06030104	Kirchamba	15 770 000	8 276 000	24 046 000
06030105	Kondi	16 516 000	8 276 000	24 792 000
06030106	Tienkour	15 680 000	8 276 000	23 956 000
06030107	Tindirma	15 836 000	8 276 000	24 112 000
06030108	Tinguereguif Gari	17 350 000	8 276 000	25 626 000
06030201	Binga	16 616 000	8 276 000	24 892 000
06030202	Saréyamou	15 888 000	8 276 000	24 164 000
06030203	Haibongo	17 378 000	8 276 000	25 654 000
06030204	Dangha	16 715 000	8 276 000	24 991 000
06030205	Garbakoira	16 691 000	8 276 000	24 967 000
06040101	Soboundou	17 199 000	10 345 000	27 544 000
06040201	Soumpi	18 698 000	8 276 000	26 974 000
06050101	Banikane	18 544 000	8 276 000	26 820 000
06050102	Rharous	21 279 000	10 345 000	31 624 000
06050201	Hanzakoma	16 877 000	8 276 000	25 153 000
06050202	Séréré	17 731 000	8 276 000	26 007 000
06060101	Bintagoungou	16 058 000	8 276 000	24 334 000
06060102	Issa Bery	16 062 000	8 276 000	24 338 000
06060201	Adarmalane	18 563 000	8 276 000	26 839 000
06060202	M'Bouna	16 166 000	8 276 000	24 442 000
06070101	Fittouga	17 486 000	10 345 000	27 831 000
06070201	Banikane Narhawa	18 356 000	8 276 000	26 632 000
06070301	Koumaïra	16 574 000	8 276 000	24 850 000
06070401	N'Gorkou	18 381 000	8 276 000	26 657 000
06080101	Bambara-Maoudé	18 036 000	8 276 000	26 312 000
06080201	Inadiatafane	18 728 000	8 276 000	27 004 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
06080301	Haribomo	19 490 000	8 276 000	27 766 000
06090101	Léré	17 299 000	10 345 000	27 644 000
06090201	Dianké	14 630 000	8 276 000	22 906 000
06100101	Gossi	23 039 000	10 345 000	33 384 000
06100201	Ouinerden	21 334 000	8 276 000	29 610 000
06110101	Tonka	17 461 000	10 345 000	27 806 000
06110201	Mékoreye	11 194 000	8 276 000	19 470 000
06120101	Ber	19 166 000	8 276 000	27 442 000
06120201	Zarho	11 194 000	8 276 000	19 470 000
06130101	Gargando	17 788 000	8 276 000	26 064 000
06130201	Raz-El-Ma	16 598 000	8 276 000	24 874 000
06130202	Tin Aicha	16 324 000	8 276 000	24 600 000
06130301	Alzounoub	16 937 000	8 276 000	25 213 000
06130302	Tilemsi	19 707 000	8 276 000	27 983 000
TOTAL TOMBOUCTOU		1 021 720 000	493 645 000	1 515 365 000

REGION DE GAO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
07000000	REGION DE GAO	93 439 000	30 189 000	123 628 000
07010101	Commune urbaine de Gao	19 817 000	12 414 000	32 231 000
07010201	Gounzoureye	17 518 000	10 345 000	27 863 000
07020101	Bourem	23 511 000	10 345 000	33 856 000
07020201	Taboye	23 824 000	10 345 000	34 169 000
07030101	Ansongo	19 135 000	10 345 000	29 480 000
07030102	Bara	19 046 000	8 276 000	27 322 000
07030103	Bourra	23 727 000	8 276 000	32 003 000
07030201	Tin-Hamma	22 459 000	8 276 000	30 735 000
07040101	Tarkint	24 799 000	10 345 000	35 144 000
07040102	Almoustrat	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07040201	Agharous	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07040301	M'beikit Ljoul	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07050101	Bamba	22 564 000	10 345 000	32 909 000
07050201	Téméra	21 412 000	8 276 000	29 688 000
07060101	Ouattagouna	20 895 000	10 345 000	31 240 000
07060201	Fafa	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07060301	Labbézanga	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07070101	Soni Aliber	21 134 000	8 276 000	29 410 000
07070201	Magnadaoué	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07080101	Djebock	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07080201	Anchawadji	20 656 000	10 345 000	31 001 000
07080301	Tacharane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07090101	Talataye	26 035 000	8 276 000	34 311 000
07090201	Indélimane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07100101	Tessit	19 526 000	8 276 000	27 802 000
07100201	Aroun	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07100301	Keygouroutane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07100401	Famlbougou	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07110101	N'Tillit	22 313 000	12 414 000	34 727 000
07110201	Tihigrine	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07120101	Gabéro	21 209 000	12 414 000	33 623 000
07120201	Zinda	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07130101	Ersane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07130201	Ghnou	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07140101	Tabankort	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07140201	Tameglelte	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07140301	Krefinatt	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07140401	Aslar	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07150101	Tilemsi	19 624 000	8 276 000	27 900 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
07150201	Amastrakat	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07160101	Kassambéré	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07160201	Tougoumbar	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07160301	Tahbanat	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07160401	Iniyiss	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL GAO		782 493 000	423 299 000	1 205 792 000

REGION DE KIDAL

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
08000000	REGION DE KIDAL	62 295 000	30 189 000	92 484 000
08010101	Commune urbaine de Kidal	13 855 000	10 345 000	24 200 000
08010201	Essouk	12 939 000	8 276 000	21 215 000
08010301	Agharous	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08020101	Abeïbara	23 504 000	8 276 000	31 780 000
08020201	Boghassa	16 720 000	8 276 000	24 996 000
08020301	Tinzawatène	17 668 000	8 276 000	25 944 000
08030101	Intadjedite	21 576 000	8 276 000	29 852 000
08030102	Tin-Essako	19 547 000	8 276 000	27 823 000
08030201	Gueljiat	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08030301	Anagarous	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08040101	Tessalit	14 547 000	8 276 000	22 823 000
08040201	Terist	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08040301	Ikadhawatène	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08040401	Abanco	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08050101	Achibogho	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08050201	Imbulal	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08050301	Infalfalane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08060101	Anéfif	13 025 000	8 276 000	21 301 000
08060201	Dadate	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08060301	Teknewène	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08070101	Timtaghène	14 943 000	8 276 000	23 219 000
08070201	Almahmoud	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08070301	Tayhoten	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08080101	Aguel-Hoc	14 113 000	8 276 000	22 389 000
08080201	Taghlit	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08080301	Tadjmart	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08090101	Takalote	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08090201	Amassine	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08090301	Tassik	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08090401	Touzek	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL KIDAL		457 418 000	280 538 000	737 956 000

REGION DE TAOUDENNI

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
09000000	REGION DE TAOUDENNI	14 012 000	30 189 000	44 201 000
09010101	Taoudenit	3 198 000	8 276 000	11 474 000
09010201	Teghaza	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09010301	Zouelya	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09010401	Alhank	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09020101	Araouane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09020201	Achamour	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09020301	M'back-Samn	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09020401	Tinéguelhadj	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09020501	Wade Lahjare	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09030101	Foum-Elba	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09030201	Alougla	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09030301	Bougwera	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09030401	Lamhaïmide	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09030501	Touwal	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09040101	Boujbeha	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09040201	Agouni	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09040301	Erg-Lakhal	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09040401	Limgassim	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09040501	Tichift	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09050101	Al-Ourche	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09050201	Diaba	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09050301	Oum-Laazam	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09050401	Tamagounite	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09050501	Ziriba	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09050601	Nibkit-El Elk	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09060101	Achouratt	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09060201	Alfacrouna	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09060301	Algatara	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09060401	Almatla	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09060501	Liraka	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL TAOUDENNI		341 836 000	278 469 000	620 305 000

REGION DE MENAKA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
10000000	REGION DE MENAKA	91 887 000	30 189 000	122 076 000
10010101	Assakaraye	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010102	Iziguirète	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010103	Inazole	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010104	Commune urbaine de Ménaka	24 033 000	8 276 000	32 309 000
10010201	Infoukarétane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010202	Tabankort	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010203	Tin Abaw	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010301	Izgarat	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010401	Haïgana	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10020101	Chiman	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10020102	Intadeyne	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10020103	Tidermène	23 261 000	8 276 000	31 537 000
10020201	Inhinita	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10020301	Téguerert	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10030101	Inékar	25 736 000	8 276 000	34 012 000
10030201	Tadriante	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10030301	Aghazraghane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10040101	Andéramboukane	24 510 000	8 276 000	32 786 000
10040102	Alladi	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10040103	Afarakrak	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10040201	Azawak	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10040301	Tamalet	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10050101	Anouzagrène	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10050201	Tissalatène	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10060101	Inlamawane (Fanfi)	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10060201	Alata	23 681 000	8 276 000	31 957 000
10060301	Tissouakh	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10060302	Inagade	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL MENAKA		470 570 000	261 917 000	732 487 000

REGION DE NIORO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
11000000	REGION DE NIORO	73 564 000	45 283 000	118 847 000
11010101	Guétéma	17 572 000	8 276 000	25 848 000
11010102	Gadiaba Kadiel	19 981 000	8 276 000	28 257 000
11010103	Commune urbaine Nioro	19 191 000	10 345 000	29 536 000
11010104	Nioro Tougouné Rangabé	20 061 000	8 276 000	28 337 000
11010105	Yérééré	20 120 000	8 276 000	28 396 000
11010201	Diaye Coura	19 408 000	8 276 000	27 684 000
11010202	Gavinané	20 113 000	8 276 000	28 389 000
11010203	Commune urbaine Youri	15 251 000	8 276 000	23 527 000
11010301	Gogui	20 138 000	8 276 000	28 414 000
11010401	Simbi	20 761 000	8 276 000	29 037 000
11020101	Diéma	17 873 000	10 345 000	28 218 000
11020102	Dianguirde	20 440 000	8 276 000	28 716 000
11020103	Madiga Sacko	19 525 000	8 276 000	27 801 000
11020201	Dioumara Koussata	20 995 000	8 276 000	29 271 000
11020202	Gomitradougou	16 381 000	8 276 000	24 657 000
11030101	Diangounté Camara	18 881 000	10 345 000	29 226 000
11030102	Fatao	17 264 000	8 276 000	25 540 000
11030103	Lambidou	19 638 000	8 276 000	27 914 000
11030201	Diéoura	19 035 000	8 276 000	27 311 000
11040101	Sandaré	19 384 000	10 345 000	29 729 000
11040201	Lakamané	19 125 000	8 276 000	27 401 000
11040202	Sansankidé	16 728 000	8 276 000	25 004 000
11050101	Troungoumbé	20 986 000	8 276 000	29 262 000
11050102	Baniéré Kore	18 781 000	8 276 000	27 057 000
11050103	Diabigué	19 357 000	8 276 000	27 633 000
11050104	Diarra	17 111 000	8 276 000	25 387 000
11050201	Koréra Koré	20 563 000	8 276 000	28 839 000
11060101	Béma	18 700 000	10 345 000	29 045 000
11060102	Fassoudébé	18 071 000	8 276 000	26 347 000
11060103	Guédébiné	17 251 000	8 276 000	25 527 000
11060201	Grouméra	15 152 000	8 276 000	23 428 000
TOTAL NIORO		657 401 000	312 184 000	969 585 000

REGION DE KITA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
12000000	REGION DE KITA	73 564 000	45 283 000	118 847 000
12010101	Commune urbaine Kita	19 217 000	12 414 000	31 631 000
12010102	Badia	17 737 000	8 276 000	26 013 000
12010103	Bendougouba	18 486 000	8 276 000	26 762 000
12010104	Benkady Founia	16 201 000	8 276 000	24 477 000
12010105	Boudofo	16 045 000	8 276 000	24 321 000
12010106	Kita Nord	16 862 000	8 276 000	25 138 000
12010107	Kita Ouest	18 475 000	8 276 000	26 751 000
12010201	Djidian	16 907 000	8 276 000	25 183 000
12010202	Namala Guimbala	18 623 000	8 276 000	26 899 000
12010203	Saboula	17 018 000	8 276 000	25 294 000
12010204	Souransan Tomota	15 408 000	8 276 000	23 684 000
12020101	Gadougou 1	18 427 000	8 276 000	26 703 000
12020201	Kokofata	19 007 000	8 276 000	27 283 000
12020202	Bougaribaya	14 967 000	8 276 000	23 243 000
12020203	Tambaga	15 659 000	8 276 000	23 935 000
12020301	Koulou	16 720 000	8 276 000	24 996 000
12020401	Gadougou 2	17 467 000	8 276 000	25 743 000
12030101	Sébékoro	17 221 000	10 345 000	27 566 000
12030102	Kassaro	18 105 000	8 276 000	26 381 000
12030103	Kotouba	17 492 000	8 276 000	25 768 000
12030201	Madina	20 544 000	8 276 000	28 820 000
12040101	Commune urbaine de Toukoto	17 237 000	8 276 000	25 513 000
12040201	Kobri	15 618 000	8 276 000	23 894 000
12040202	Niantanso	15 076 000	8 276 000	23 352 000
12050101	Séfétou Ouest	18 577 000	8 276 000	26 853 000
12050102	Séfétou Nord	17 123 000	8 276 000	25 399 000
12050103	Djougoun	16 322 000	8 276 000	24 598 000
12050201	Commune urbaine de Kourouninkoto	18 250 000	8 276 000	26 526 000
12050202	Didenko	16 156 000	8 276 000	24 432 000
12050203	Guémoukouraba	16 379 000	8 276 000	24 655 000
12060101	Sirakoro	14 136 000	8 276 000	22 412 000
12060102	Senko	15 537 000	8 276 000	23 813 000
12060201	Makono	14 215 000	8 276 000	22 491 000
TOTAL KITA		634 778 000	324 598 000	959 376 000

REGION DE DIOILA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
13000000	REGION DE DIOILA	73 564 000	45 283 000	118 847 000
13010101	Dègnèkoro	12 050 000	8 276 000	20 326 000
13010102	Kaladougou	14 005 000	10 345 000	24 350 000
13010103	Kilidougou	15 408 000	8 276 000	23 684 000
13010104	N'Garadougou	15 685 000	8 276 000	23 961 000
13010105	Wacoro	15 039 000	8 276 000	23 315 000
13010201	Kémé-Kafo	16 099 000	10 345 000	26 444 000
13020101	Banco	15 970 000	10 345 000	26 315 000
13020201	N'Golobougou	15 485 000	8 276 000	23 761 000
13030101	Benkadi	16 334 000	8 276 000	24 610 000
13030102	Diedougou	14 988 000	10 345 000	25 333 000
13030103	Jèkafo	14 344 000	8 276 000	22 620 000
13030201	Dolendougou	17 117 000	8 276 000	25 393 000
13040101	Binko	15 317 000	8 276 000	23 593 000
13040102	Guégnéka	14 738 000	10 345 000	25 083 000
13040103	Kéréla	13 272 000	8 276 000	21 548 000
13040201	Zan Coulibaly	15 217 000	8 276 000	23 493 000
13040202	Ténindougou	13 683 000	8 276 000	21 959 000
13040203	Diouman	13 608 000	8 276 000	21 884 000
13040301	Nangola	17 677 000	8 276 000	25 953 000
13050101	Massigui	16 117 000	12 414 000	28 531 000
13050201	Niantji1a	14 034 000	8 276 000	22 310 000
13060101	N'Dlondougou	18 890 000	8 276 000	27 166 000
13060201	Dièbé	17 779 000	8 276 000	26 055 000
TOTAL DIOILA		426 420 000	250 114 000	676 534 000

REGION DE NARA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
14000000	REGION DE NARA	73 564 000	45 283 000	118 847 000
14010101	Nara	18 690 000	10 345 000	29 035 000
14010102	Guéneibé	18 327 000	8 276 000	26 603 000
14010201	Ouagadou	16 982 000	8 276 000	25 258 000
14020101	Allahina	18 976 000	8 276 000	27 252 000
14020102	Dogofry	19 721 000	10 345 000	30 066 000
14020201	Dabo	18 251 000	8 276 000	26 527 000
14030101	Dilly	17 720 000	10 345 000	28 065 000
14030201	Koronga	15 302 000	8 276 000	23 578 000
14040101	Niamana	15 688 000	10 345 000	26 033 000
14040201	Madina kagoro	11 194 000	8 276 000	19 470 000
14050101	Guiré	17 880 000	8 276 000	26 156 000
14050201	Boudjiguiré	11 194 000	8 276 000	19 470 000
14060101	Fallou	15 331 000	10 345 000	25 676 000
14060201	Digan	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL NARA		300 014 000	171 492 000	471 506 000

REGION DE BOUGOUNI

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
15000000	REGION DE BOUGOUNI	73 564 000	45 283 000	118 847 000
15010101	Commune urbaine de Bougouni	17 869 000	12 414 000	30 283 000
15010102	Faradiélé	18 225 000	8 276 000	26 501 000
15010103	Kokélé	17 137 000	8 276 000	25 413 000
15010104	Kola	15 466 000	8 276 000	23 742 000
15010105	Sido	18 048 000	8 276 000	26 324 000
15010106	Tiémala Banimonoté	19 844 000	8 276 000	28 120 000
15010201	Kéléya	18 718 000	10 345 000	29 063 000
15010202	Ouroun	17 826 000	8 276 000	26 102 000
15010203	Syentoula	16 691 000	8 276 000	24 967 000
15010301	Zantiébougou	16 698 000	10 345 000	27 043 000
15010401	Danou	18 116 000	8 276 000	26 392 000
15010402	Faragouaran	15 325 000	8 276 000	23 601 000
15010403	Kouroulamini	16 027 000	8 276 000	24 303 000
15020101	Wassoulou-Ballé	18 068 000	12 414 000	30 482 000
15020201	Gouandiaka	21 217 000	10 345 000	31 562 000
15020301	Bolo Fouta	16 310 000	8 276 000	24 586 000
15020302	Djiguiya de Koloni	17 282 000	8 276 000	25 558 000
15020401	Koussan	19 061 000	8 276 000	27 337 000
15020501	Gouanan	16 784 000	10 345 000	27 129 000
15020601	Djallon Foula	17 301 000	8 276 000	25 577 000
15020602	Yallankoro Soloba	17 067 000	8 276 000	25 343 000
15020701	Séré Moussa Ani Samou de Siékorolé	18 270 000	8 276 000	26 546 000
15030101	Kolondiéba	16 905 000	12 414 000	29 319 000
15030102	Ména	16 854 000	8 276 000	25 130 000
15030103	N'Golodiana	16 568 000	8 276 000	24 844 000
15030201	Kébila	17 833 000	10 345 000	28 178 000
15030301	Tousséguéla	13 015 000	8 276 000	21 291 000
15030302	Kolosso	16 147 000	8 276 000	24 423 000
15040101	Garalo	17 819 000	10 345 000	28 164 000
15040102	Bladié-Tiémala	17 046 000	8 276 000	25 322 000
15040103	Défina	18 441 000	8 276 000	26 717 000
15040104	Yiridougou	17 099 000	8 276 000	25 375 000
15040201	Sibirila	21 324 000	10 345 000	31 669 000
15040202	Yinindougou	19 594 000	8 276 000	27 870 000
15050101	Koumantou	17 944 000	12 414 000	30 358 000
15050201	Sanso	16 755 000	10 345 000	27 100 000
15050202	Débélin	17 010 000	8 276 000	25 286 000
15050203	Domba	18 587 000	8 276 000	26 863 000
15050204	Wola	14 512 000	8 276 000	22 788 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
15060101	Baya	18 188 000	10 345 000	28 533 000
15060102	Tagandougou	18 284 000	8 276 000	26 560 000
15060103	Sankarani	17 557 000	8 276 000	25 833 000
15060104	Séléfougou	16 193 000	8 276 000	24 469 000
15060201	Kourouba	14 692 000	8 276 000	22 968 000
15060202	Tiakadougou-Dialakoro	14 374 000	8 276 000	22 650 000
15060203	Niagadina	13 562 000	8 276 000	21 838 000
15070101	Ouélessébougou	16 700 000	12 414 000	29 114 000
15070201	Faraba	16 318 000	8 276 000	24 594 000
15070301	Sanankoro-Djitoumou	14 843 000	8 276 000	23 119 000
15080101	Kadiana	18 351 000	10 345 000	28 696 000
15080201	Nangalasso	15 791 000	8 276 000	24 067 000
15080301	Tiongou	16 783 000	8 276 000	25 059 000
15090101	Fakola	17 258 000	10 345 000	27 603 000
15090102	Bougoula	17 533 000	8 276 000	25 809 000
15090201	Farako	19 009 000	8 276 000	27 285 000
15100101	Dogo	17 032 000	10 345 000	27 377 000
15100201	Meridiéla	20 254 000	8 276 000	28 530 000
TOTAL BOUGOUNI		1 057 089 000	562 533 000	1 619 622 000

REGION DE KOUTIALA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
16000000	REGION DE KOUTIALA	73 564 000	45 283 000	118 847 000
16010101	Commune urbaine de Koutiala	17 774 000	14 483 000	32 257 000
16010102	Logouana	16 607 000	8 276 000	24 883 000
16010103	Nafanga	16 530 000	8 276 000	24 806 000
16010104	Nampé	14 915 000	8 276 000	23 191 000
16010105	N'Golonianasso	16 928 000	8 276 000	25 204 000
16010106	N'Goutjina	16 977 000	8 276 000	25 253 000
16010107	Sincina	16 221 000	8 276 000	24 497 000
16010108	Songo-Doubacoré	17 474 000	8 276 000	25 750 000
16010109	Songoua	17 967 000	8 276 000	26 243 000
16010110	Yognogo	15 730 000	8 276 000	24 006 000
16010201	Zébala	17 545 000	8 276 000	25 821 000
16010301	Diaramana	20 642 000	10 345 000	30 987 000
16020101	Karangana	18 428 000	8 276 000	26 704 000
16020102	Kiffosso 1	17 100 000	8 276 000	25 376 000
16020103	Yorosso	16 212 000	10 345 000	26 557 000
16020201	Mahou	17 362 000	8 276 000	25 638 000
16020301	Boura	17 582 000	10 345 000	27 927 000
16020302	Koumbia	15 895 000	10 345 000	26 240 000
16020303	Menamba 1	16 473 000	8 276 000	24 749 000
16030101	M'Pèssoba	18 125 000	8 276 000	26 401 000
16030102	Kafo Faboli	18 110 000	8 276 000	26 386 000
16030103	Karagouana Mallé	17 145 000	8 276 000	25 421 000
16030104	N'Tossoni	16 302 000	8 276 000	24 578 000
16030105	Tao	16 552 000	8 276 000	24 828 000
16030106	Zanina	16 619 000	8 276 000	24 895 000
16030201	Mièna	18 034 000	10 345 000	28 379 000
16030301	Fakolo	15 662 000	8 276 000	23 938 000
16040101	Kolonigué	18 001 000	10 345 000	28 346 000
16040102	Koningué	18 254 000	8 276 000	26 530 000
16040103	Kapala	17 016 000	8 276 000	25 292 000
16040201	Diouradougou Kafo	15 576 000	8 276 000	23 852 000
16040301	Gouadié Sougouna	17 320 000	8 276 000	25 596 000
16050101	Koury	17 823 000	12 414 000	30 237 000
16050201	Ourikéla	18 410 000	10 345 000	28 755 000
16060101	Konséguéla	16 988 000	10 345 000	27 333 000
16060201	Diédougou	16 214 000	8 276 000	24 490 000
16060301	Konina	14 728 000	8 276 000	23 004 000
16070101	Gouadji Kao	16 191 000	8 276 000	24 467 000
16070102	Kouniana	16 232 000	8 276 000	24 508 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
16070103	Niantaga	16 187 000	8 276 000	24 463 000
16070104	Zanfigué	18 065 000	8 276 000	26 341 000
16070201	Sorobasso	15 118 000	8 276 000	23 394 000
16070301	Koromo	16 244 000	8 276 000	24 520 000
16080101	Zangasso	16 911 000	8 276 000	25 187 000
16080102	Sinkolo	17 765 000	8 276 000	26 041 000
16080201	Fagui	16 888 000	8 276 000	25 164 000
TOTAL KOUTIALA		854 406 000	452 876 000	1 307 282 000

REGION DE SAN

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
17000000	REGION DE SAN	73 564 000	45 283 000	118 847 000
17010101	Commune urbaine de San	16 133 000	12 414 000	28 547 000
17010102	Djéguéna	16 781 000	8 276 000	25 057 000
17010103	N'Goa	15 934 000	8 276 000	24 210 000
17010104	Niasso	19 236 000	8 276 000	27 512 000
17010105	Somo	17 252 000	8 276 000	25 528 000
17010106	Ténéni	18 770 000	8 276 000	27 046 000
17010201	Baramandougou	17 900 000	8 276 000	26 176 000
17010202	Fion	17 435 000	8 276 000	25 711 000
17010203	Tènè	20 976 000	10 345 000	31 321 000
17020101	Tominian	16 650 000	10 345 000	26 995 000
17020102	Yasso	19 058 000	10 345 000	29 403 000
17020201	Bénéna	11 194 000	8 276 000	19 470 000
17020301	Koula	19 873 000	8 276 000	28 149 000
17020302	Lanfiala	17 874 000	8 276 000	26 150 000
17030101	Kaniégué	17 920 000	8 276 000	26 196 000
17030102	Karaba	19 708 000	8 276 000	27 984 000
17030103	Kava	18 947 000	8 276 000	27 223 000
17030104	Waki	16 716 000	8 276 000	24 992 000
17030105	Diakourouna	14 612 000	8 276 000	22 888 000
17030201	Kassorola	17 365 000	8 276 000	25 641 000
17030202	Moribila	17 391 000	8 276 000	25 667 000
17030203	Tourakolomba	15 720 000	8 276 000	23 996 000
17030301	Dah	18 590 000	8 276 000	26 866 000
17030302	Sourountouna	16 326 000	8 276 000	24 602 000
17040101	Yangasso	19 797 000	10 345 000	30 142 000
17040102	Kazangasso	16 029 000	8 276 000	24 305 000
17040103	Korodougou	16 997 000	8 276 000	25 273 000
17040104	Koulandougou	17 504 000	8 276 000	25 780 000
17040201	Fani	19 772 000	8 276 000	28 048 000
17040301	Diéli	18 454 000	8 276 000	26 730 000
17040302	Niamana	14 382 000	8 276 000	22 658 000
17040304	N'Torosso	16 076 000	8 276 000	24 352 000
17050101	Fangasso	19 591 000	10 345 000	29 936 000
17050102	Ouan	15 879 000	8 276 000	24 155 000
17050201	Timissa	19 646 000	10 345 000	29 991 000
17060101	Mandiakuy	17 138 000	8 276 000	25 414 000
17060102	Diora	17 733 000	8 276 000	26 009 000
17060103	Sanékuy	19 207 000	8 276 000	27 483 000
17060201	Mafouné	18 374 000	8 276 000	26 650 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
17070101	Sy	19 553 000	8 276 000	27 829 000
17070102	Ouolon	17 216 000	8 276 000	25 492 000
17070201	Siadougou	17 711 000	8 276 000	25 987 000
TOTAL SAN		812 984 000	409 427 000	1 222 411 000

REGION DE DOUMENTZA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
18000000	REGION DE DOUMENTZA	73 564 000	45 283 000	118 847 000
18010101	Commune urbaine Douentza	19 063 000	10 345 000	29 408 000
18010102	Débéré	18 358 000	8 276 000	26 634 000
18010103	Dianwély	16 726 000	8 276 000	25 002 000
18010104	Gandamia	18 786 000	8 276 000	27 062 000
18010105	Kéréna	17 320 000	8 276 000	25 596 000
18010106	Koubewel Koundia	19 014 000	8 276 000	27 290 000
18010107	Petaka	17 717 000	8 276 000	25 993 000
18010201	Tedié	17 242 000	8 276 000	25 518 000
18010301	Korarou	16 931 000	8 276 000	25 207 000
18010401	Dallah	15 095 000	8 276 000	23 371 000
18020101	Dangol-Boré	18 869 000	10 345 000	29 214 000
18020201	N'Doumpa	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18020301	Doumbara	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18030101	Hombori	21 510 000	8 276 000	29 786 000
18030201	Gallou	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18040101	Djaptodji	16 619 000	10 345 000	26 964 000
18040201	Kaniomné	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18040301	Takouti	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18050101	Mondoro	21 401 000	10 345 000	31 746 000
18050201	Boulkessi	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18050301	Niagassadiou	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18060101	Haire	17 686 000	10 345 000	28 031 000
18060201	Nokara	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18060301	Tabi	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL DOUMENTZA		446 647 000	254 252 000	700 899 000

REGION DE BANDIAGARA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
19000000	REGION DE BANDIAGARA	73 564 000	45 283 000	118 847 000
19010101	Commune Urbaine de Bandiagara	16 045 000	8 276 000	24 321 000
19010102	Dandoli	16 233 000	8 276 000	24 509 000
19010103	Doucombo	18 410 000	10 345 000	28 755 000
19010104	Soroly	16 404 000	8 276 000	24 680 000
19010201	Bara Sara	17 653 000	8 276 000	25 929 000
19010202	Pignari	18 224 000	8 276 000	26 500 000
19010203	Timniri	15 275 000	8 276 000	23 551 000
19010301	Dourou	18 881 000	8 276 000	27 157 000
19010302	Pélou	16 459 000	8 276 000	24 735 000
19010401	Pignari Bana	18 260 000	10 345 000	28 605 000
19020101	Bondo	16 301 000	10 345 000	26 646 000
19020102	Koro	16 095 000	12 414 000	28 509 000
19020103	Youdiou	16 157 000	8 276 000	24 433 000
19020201	Bamba	16 694 000	8 276 000	24 970 000
19020202	Diankabou	15 058 000	8 276 000	23 334 000
19020203	Yoro	18 515 000	8 276 000	26 791 000
19020301	Dinangourou	19 925 000	10 345 000	30 270 000
19020401	Dioungani	17 038 000	10 345 000	27 383 000
19020501	Koporokendie Na	16 677 000	8 276 000	24 953 000
19020502	Koporo Pen	15 974 000	8 276 000	24 250 000
19020503	Pel Maoudé	15 950 000	8 276 000	24 226 000
19020601	Madougou	16 424 000	10 345 000	26 769 000
19020602	Barapiréli	16 364 000	8 276 000	24 640 000
19020701	Dougouténé 1	18 460 000	10 345 000	28 805 000
19020702	Dougouténé II	15 929 000	8 276 000	24 205 000
19020801	Kassa	16 098 000	8 276 000	24 374 000
19030101	Bankass	16 995 000	10 345 000	27 340 000
19030201	Kanî-Bonzon	16 865 000	8 276 000	25 141 000
19030202	Dimbal Habbé	16 900 000	8 276 000	25 176 000
19030301	Ségué	18 577 000	10 345 000	28 922 000
19040101	Kendié	16 651 000	10 345 000	26 996 000
19040102	Kendé	17 666 000	8 276 000	25 942 000
19040103	Dogani Béré	17 162 000	8 276 000	25 438 000
19040104	Lowol Guéou	16 416 000	8 276 000	24 692 000
19040201	Borko	15 777 000	8 276 000	24 053 000
19050101	Diamnati	18 098 000	8 276 000	26 374 000
19050102	Ondougou	16 403 000	8 276 000	24 679 000
19050103	Segué Iré	18 725 000	8 276 000	27 001 000
19050201	Métoumou	19 014 000	8 276 000	27 290 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
19060101	Diallassagou	18 054 000	10 345 000	28 399 000
19060102	Lessagou Habé	17 128 000	8 276 000	25 404 000
19060103	Soubala	15 693 000	8 276 000	23 969 000
19060104	Tori	17 324 000	8 276 000	25 600 000
19060201	Koulogon Habé	18 252 000	8 276 000	26 528 000
19070101	Sangha	18 456 000	10 345 000	28 801 000
19070201	Iréli	11 194 000	8 276 000	19 470 000
19080101	Wadouba	17 537 000	10 345 000	27 882 000
19080201	Sal	11 194 000	8 276 000	19 470 000
19080301	Ouroli	11 194 000	8 276 000	19 470 000
19080401	Menthely	11 194 000	8 276 000	19 470 000
19090101	Sokoura	18 222 000	10 345 000	28 567 000
19090201	Baye	17 014 000	10 345 000	27 359 000
19090301	Ouonkoro	17 550 000	10 345 000	27 895 000
TOTAL BANDIAGARA		958 322 000	521 153 000	1 479 475 000

DISTRICT DE BAMAKO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
20000000	DISTRICT DE BAMAKO	59 499 000	52 708 000	112 207 000
TOTAL DISTRICT		59 499 000	52 708 000	112 207 000
TOTAL GENERAL		14 612 163 000	8 000 000 000	22 612 163 000

ETAT G

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement 2025 2026	
01.1	Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères			
	Personnel	0	54 060 257	92 348 226
	Biens et services	0	152 059 956	158 829 906
	Transferts et subventions	0	14 202 496	25 617 581
	Investissement	65 000 340	30 451 306	22 446 340
Total		65 000 340	250 774 015	299 242 053
01.2	Aide économique extérieure			
	Biens et services	0	15 135	26 244
Total		0	15 135	26 244
01.3	Services généraux			
	Personnel	0	36 980 135	3 017 777
	Biens et services	0	1 370 863	2 297 356
	Transferts et subventions	0	6 145 490	7 321 190
	Investissement	29 018 000	14 673 374	21 918 000
Total		29 018 000	59 169 862	34 554 323
01.4	Recherche fondamentale			
	Transferts et subventions	0	695 746	908 485
	Investissement	90 000	61 563	90 000
Total		90 000	757 309	998 485
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques			
	Personnel	0	155 487	111 028
	Biens et services	0	91 547	156 489
	Transferts et subventions	0	123 928	160 500
	Investissement	1 475 000	849 907	1 475 000
Total		1 475 000	1 220 869	1 903 017
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.			
	Personnel	0	41 793 857	63 235 328
	Biens et services	0	107 400 046	185 296 582
	Transferts et subventions	0	29 555 811	34 150 940
	Investissement	90 638 622	17 320 252	56 188 622
Total		90 638 622	196 069 966	338 871 472
01.7	Opérations concernant la dette publique			
	Biens et services	0	230 071 266	245 852 000
	Transferts et subventions		13 015 091	
	Investissement		257 145	
Total		0	243 343 502	245 852 000
01.8	Transferts de caractère général entre administrations publiques			
	Transferts et subventions	0	10 150 642	10 275 077
	Investissement	14 612 163	14 612 163	14 612 163
Total		14 612 163	24 762 805	24 887 240

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
02.1 Défense militaire			
Biens et services	0	85 293 657	72 198 867
Transferts et subventions	0	105 784	105 784
Investissement	53 004 094	51 424 094	53 004 094
Total	53 004 094	136 823 535	125 308 745
02.3 Aide militaire à des pays étrangers			
Transferts et subventions	0	184 856	184 856
Investissement	10 408	10 408	10 408
Total	10 408	195 264	195 264
02.4 Recherche-développement concernant la défense			
Investissement	25 625	25 625	25 625
Total	25 625	25 625	25 625
02.5 Défense n.c.a.			
Personnel	0	272 819 915	308 198 463
Biens et services	0	48 797 322	58 194 040
Transferts et subventions	0	886 748	947 079
Investissement	3 005 316	67 478 849	23 005 316
Total	3 005 316	389 982 834	390 344 898
03.1 Services de police			
Personnel	0	110 885 523	112 123 000
Biens et services	0	7 650 317	9 150 749
Transferts et subventions	0	383 434	383 434
Investissement	14 647 032	14 647 032	14 647 032
Total	14 647 032	133 566 306	136 304 215
03.2 Services de protection civile			
Personnel	0	22 780 070	24 208 000
Biens et services	0	2 023 147	2 037 897
Transferts et subventions	0	110 000	189 000
Investissement	5 021 036	5 188 137	5 021 036
Total	5 021 036	30 101 354	31 455 933
03.3 Tribunaux			
Personnel	0	22 564 078	21 254 361
Biens et services	0	6 106 100	8 185 958
Transferts et subventions	0	438 986	597 316
Investissement	5 542 767	3 446 748	4 042 767
Total	5 542 767	32 555 912	34 080 402

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
03.4 Administration pénitentiaire			
Personnel	0	3 823 865	4 430 395
Biens et services	0	4 000 465	4 728 520
Transferts et subventions	0	91 740	130 000
Investissement	1 436 639	993 552	1 436 639
Total	1 436 639	8 909 622	10 725 554
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.			
Personnel	0	4 319 537	4 497 409
Biens et services	0	272 892 893	133 347 820
Transferts et subventions	0	4 927 411	4 403 310
Investissement	20 858 036	17 111 656	20 858 036
Total	20 858 036	299 251 497	163 106 575
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi			
Personnel	0	5 368 354	5 103 218
Biens et services	0	4 001 134	5 943 947
Transferts et subventions	0	11 629 947	15 476 246
Investissement	61 972 018	17 111 115	19 922 018
Total	61 972 018	38 110 550	46 445 429
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse			
Personnel	0	12 608 829	11 341 875
Biens et services	0	13 103 414	16 860 042
Transferts et subventions	0	84 497 126	81 675 014
Investissement	45 327 993	99 721 119	101 559 993
Total	45 327 993	209 930 488	211 436 924
04.3 Combustibles et énergie			
Personnel	0	548 452	488 223
Biens et services	0	521 683	645 502
Transferts et subventions	0	33 788 444	61 935 244
Investissement	11 556 109	18 565 539	13 256 109
Total	11 556 109	53 424 118	76 325 078
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction			
Personnel	0	3 069 415	3 058 914
Biens et services	0	1 744 780	2 939 984
Transferts et subventions	0	2 328 176	2 362 541
Investissement	3 588 484	3 662 387	6 716 484
Total	3 588 484	10 804 758	15 077 923

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement 2025 2026	
04.5	Transports			
	Personnel	0	2 300 139	2 192 045
	Biens et services	0	767 706	1 578 553
	Transferts et subventions	0	690 154	884 964
	Investissement	283 313 787	67 646 021	126 592 787
Total		283 313 787	71 404 020	131 248 349
04.6	Communications			
	Personnel	0	1 557 042	2 023 539
	Biens et services	0	2 694 979	3 472 850
	Transferts et subventions	0	10 959 230	5 259 173
	Investissement	4 060 255	3 496 758	4 460 255
Total		4 060 255	18 708 009	15 215 817
04.7	Autres branches d'activité			
	Personnel	0	2 706 138	2 724 567
	Biens et services	0	3 309 853	3 745 927
	Transferts et subventions	0	1 096 001	1 101 558
	Investissement	3 032 600	2 603 752	2 632 600
Total		3 032 600	9 715 744	10 204 652
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économiques			
	Transferts et subventions	0	2 162 904	2 297 189
	Investissement	8 052 650	5 772 398	10 932 650
Total		8 052 650	7 935 302	13 229 839
04.9	Affaires économiques n.c.a.			
	Personnel	0	2 103 093	2 042 136
	Biens et services	0	3 822 078	57 827 289
	Transferts et subventions	0	9 268	65 000
	Investissement	137 871 750	66 043 831	136 971 750
Total		137 871 750	71 978 270	196 906 175
05.1	Gestion des déchets			
	Investissement	250 000	285 000	250 000
Total		250 000	285 000	250 000
05.2	Gestion des eaux usées			
	Transferts et subventions	0	372 155	367 010
	Investissement	900 000	760 000	900 000
Total		900 000	1 132 155	1 267 010
05.3	Lutte contre la pollution			
	Personnel	0	15 434	15 570
	Biens et services	0	24 874	27 907
	Investissement	350 000	5 490 000	4 340 000
Total		350 000	5 530 308	4 383 477

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature			
Personnel	0	3 998 404	3 393 543
Biens et services	0	1 064 274	1 439 680
Transferts et subventions	0	1 691 472	1 646 312
Investissement	12 135 000	18 541 000	23 485 000
Total	12 135 000	25 295 150	29 964 535
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.			
Personnel	0	1 207 030	1 150 688
Biens et services	0	1 672 009	2 162 005
Transferts et subventions	0	100 502	561 002
Investissement	310 000	551 000	1 160 000
Total	310 000	3 530 541	5 033 695
06.1 Logement			
Biens et services	0	1 900	1 900
Transferts et subventions	0	85 171	157 848
Investissement	5 400 000	5 163 400	5 400 000
Total	5 400 000	5 250 471	5 559 748
06.2 Équipements collectifs			
Personnel	0	151 288	166 658
Biens et services	0	2 224 391	69 000
Transferts et subventions	0	0	46 400
Investissement	2 450 000	1 213 085	2 450 000
Total	2 450 000	3 588 764	2 732 058
06.3 Alimentation en eau			
Personnel	0	1 037 382	988 554
Biens et services	0	486 210	907 022
Transferts et subventions	0	332 042	383 648
Investissement	7 618 256	22 867 385	13 018 256
Total	7 618 256	24 723 019	15 297 480
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs			
Biens et services	0	26 070	55 000
Investissement	200 000	105 916	200 000
Total	200 000	131 986	255 000
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;			
Personnel	0	3 268 605	3 248 925
Biens et services	0	1 774 322	3 808 031
Transferts et subventions	0	3 933 001	811 385
Investissement	9 069 950	2 893 828	4 919 950
Total	9 069 950	11 869 756	12 788 291

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux			
Biens et services	0	25 000	25 000
Transferts et subventions	0	1 178 303	1 309 225
Total	0	1 203 303	1 334 225
07.2 Services ambulatoires			
Transferts et subventions	0	546 909	1 112 584
Investissement	5 087 050	3 983 434	587 050
Total	5 087 050	4 530 343	1 699 634
07.3 Services hospitaliers			
Personnel	0	380 710	314 187
Biens et services	0	677 015	838 483
Transferts et subventions	0	25 660 111	26 614 830
Investissement	36 238 366	24 959 433	67 478 366
Total	36 238 366	51 677 269	95 245 866
07.4 Services de santé publique			
Personnel	0	16 353 797	16 840 208
Biens et services	0	8 054 637	7 331 660
Transferts et subventions	0	4 194 526	5 139 295
Investissement	576 932	537 245	576 932
Total	576 932	29 140 205	29 888 095
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé			
Transferts et subventions	0	5 138 960	5 684 717
Investissement	1 033 600	656 364	1 033 600
Total	1 033 600	5 795 324	6 718 317
07.6 Santé n.c.a.			
Personnel	0	41 982 694	32 925 003
Biens et services	0	12 641 144	15 323 913
Transferts et subventions	0	10 750 399	10 495 286
Investissement	6 480 353	3 184 853	4 480 353
Total	6 480 353	68 559 090	63 224 555
08.1 Services récréatifs et sportifs			
Personnel	0	955 599	937 520
Biens et services	0	5 940 034	6 692 023
Transferts et subventions	0	803 182	838 003
Investissement	59 040 970	94 259 679	30 540 970
Total	59 040 970	101 958 494	39 008 516

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement 2025 2026	
08.2	Services culturels			
	Personnel	0	1 144 867	1 159 002
	Biens et services	0	1 208 289	1 865 030
	Transferts et subventions	0	1 918 467	2 320 079
	Investissement	1 849 221	985 822	1 849 221
Total		1 849 221	5 257 445	7 193 332
08.4	Culte et autres services communautaires			
	Biens et services	0	154 320	492 700
	Transferts et subventions	0	1 440 473	505 988
Total		0	1 594 793	998 688
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.			
	Personnel	0	2 000 146	1 912 075
	Biens et services	0	2 552 491	3 253 906
	Transferts et subventions	0	2 546 425	1 976 177
	Investissement	5 657 606	311 602	957 606
Total		5 657 606	7 410 664	8 099 764
09.1	Enseignement préélémentaire et primaire			
	Personnel	0	251 640 303	259 960 239
	Biens et services	0	7 820 481	7 875 839
	Investissement	7 559 449	6 747 439	7 559 449
Total		7 559 449	266 208 223	275 395 527
09.2	Enseignement secondaire			
	Personnel	0	33 104 533	35 415 050
	Biens et services	0	16 566 396	22 285 359
	Transferts et subventions	0	7 469 456	7 681 601
	Investissement	43 634 583	33 002 435	43 634 583
Total		43 634 583	90 142 820	109 016 593
09.4	Enseignement supérieur			
	Personnel	0	4 212 691	4 726 211
	Biens et services	0	523 233	649 208
	Transferts et subventions	0	62 743 633	70 108 574
	Investissement	12 743 059	3 382 170	5 643 059
Total		12 743 059	70 861 727	81 127 052
09.5	Enseignement non défini par niveau			
	Personnel	0	546 385	482 582
	Biens et services	0	1 461 375	1 682 172
	Transferts et subventions	0	883 141	978 429
	Investissement	456 124	392 450	456 124
Total		456 124	3 283 351	3 599 307

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement 2025 2026	
09.6	Services annexes à l'enseignement			
	Personnel	0	7 055 932	10 687 601
	Biens et services	0	9 139 567	9 862 008
	Transferts et subventions	0	2 584 271	2 584 271
	Investissement	2 044 809	1 820 237	2 044 809
Total		2 044 809	20 600 007	25 178 689
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement			
	Transferts et subventions	0	1 108 817	1 260 519
	Investissement	9 386 923	6 234 571	6 336 923
Total		9 386 923	7 343 388	7 597 442
09.8	Enseignement n.c.a.			
	Personnel	0	43 762 124	56 293 528
	Biens et services	0	17 897 256	21 142 404
	Transferts et subventions	0	8 015 289	9 142 080
	Investissement	8 251 905	2 737 695	5 051 905
Total		8 251 905	72 412 364	91 629 917
10.1	Maladie et invalidité			
	Transferts et subventions	0	2 361 780	1 852 256
Total		0	2 361 780	1 852 256
10.2	Vieillesse			
	Personnel	0	40 000 000	40 000 000
	Transferts et subventions	0	5 938 660	11 273 199
	Investissement		137 698	
Total		0	46 076 358	51 273 199
10.3	Survivants			
	Personnel		359 663	
	Biens et services		358 524	
	Transferts et subventions	0	8 069 294	2 400 408
Total		0	8 787 481	2 400 408
10.4	Famille et enfants			
	Personnel	0	1 517 563	1 314 050
	Biens et services	0	1 217 699	1 674 457
	Transferts et subventions	0	1 017 006	947 408
	Investissement	2 633 571	2 393 158	2 233 571
Total		2 633 571	6 145 426	6 169 486
10.7	Exclusion sociale n.c.a.			
	Biens et services	0	6 016	98 444
Total		0	6 016	98 444

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale			
Personnel	0	75 215	70 682
Biens et services	0	12 415	32 779
Transferts et subventions	0	324 467	333 089
Investissement	621 429	446 912	621 429
Total	621 429	859 009	1 057 979
10.9 Protection sociale n.c.a.			
Personnel	0	3 769 831	2 811 091
Biens et services	0	2 082 652	1 875 282
Transferts et subventions	0	19 313 472	30 722 292
Investissement	2 047 202	1 631 411	1 497 202
Total	2 047 202	26 797 366	36 905 867
TOTAL GENERAL	1 107 187 082	3 279 886 067	3 578 216 683

ETAT H

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DES DEPENSES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	742 200	11 451 029	13 630 851
Total	742 200	11 451 029	13 630 851
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	900 000	13 879 720	15 220 328
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	4 083	6 260
02.5 Défense n.c.a.	0	1 545 580	1 861 017
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	156 199	193 700
04.6 Communications	0	62 415	90 000
07.4 Services de santé publique	0	775	815
08.2 Services culturels	0	23 774	35 000
Total	900 000	15 672 546	17 407 120
130 PRIMATURE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	2 600 000	8 244 793	9 050 229
01.3 Services généraux	350 000	1 383 238	2 509 313
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	300 000	422 960	880 000
02.5 Défense n.c.a.	0	65 268	98 049
03.3 Tribunaux	150 000	609 287	799 322
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	90 865	105 786
07.4 Services de santé publique	0	943	992
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	1 118 097	970 049
10.3 Survivants		868 187	
Total	3 450 000	12 803 638	14 413 740
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	480 000	5 274 341	6 193 173
Total	480 000	5 274 341	6 193 173
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
03.3 Tribunaux	30 000	1 226 314	1 576 948
Total	30 000	1 226 314	1 576 948
150 COUR SUPREME			
03.3 Tribunaux	4 117 375	7 243 320	6 951 081
Total	4 117 375	7 243 320	6 951 081
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	4 803 614	1 557 627	2 149 773
Total	4 803 614	1 557 627	2 149 773
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	89 899	1 348 961	1 568 265
Total	89 899	1 348 961	1 568 265

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	6 765 781	45 315 653	48 783 103
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	1 178 303	1 309 225
Total	6 765 781	46 493 956	50 092 328
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	660 000	2 496 020	3 131 608
01.2 Aide économique extérieure	0	15 135	26 244
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	450 000	224 260	450 000
07.4 Services de santé publique	0	466	554
09.4 Enseignement supérieur	2 575 000	451 250	825 000
09.8 Enseignement n.c.a.	0	0	20 000
Total	3 685 000	3 187 131	4 453 406
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	160 000	4 629 146	5 172 302
Total	160 000	4 629 146	5 172 302
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE			
03.3 Tribunaux	485 000	1 288 418	1 887 592
Total	485 000	1 288 418	1 887 592
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
03.3 Tribunaux	0	123 898	160 569
Total	0	123 898	160 569

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	10 000	154 859	176 859
02.1 Défense militaire	53 004 094	136 823 535	125 308 745
02.3 Aide militaire à des pays étrangers	10 408	195 264	195 264
02.4 Recherche-développement concernant la défense	25 625	25 625	25 625
02.5 Défense n.c.a.	3 005 316	388 371 986	388 385 832
03.3 Tribunaux	0	23 593	64 593
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 804 000	4 804 000	4 804 000
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	10 001	10 001
07.3 Services hospitaliers	7 098 904	14 535 708	8 550 528
07.4 Services de santé publique	0	11 860	11 860
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	20 250
08.1 Services récréatifs et sportifs	970	152 753	152 753
08.2 Services culturels	70 221	78 588	140 456
09.2 Enseignement secondaire	14 812	101 054	101 054
09.4 Enseignement supérieur	32 000	200 000	200 000
09.8 Enseignement n.c.a.	16 962	399 937	399 937
10.2 Vieillesse	0	76 357	61 209
10.3 Survivants	0	7 919 294	2 400 408
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	197 282	197 282
Total	68 131 014	554 091 946	531 206 656
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	771 974	1 180 315
03.3 Tribunaux	660 392	20 348 444	20 559 140
03.4 Administration pénitentiaire	1 436 639	8 909 622	10 725 554
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	3 224 036	11 044 403	12 931 441
07.4 Services de santé publique	0	13 110	13 800
09.4 Enseignement supérieur	0	1 024 285	1 758 474
Total	5 321 067	42 111 838	47 168 724
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	190 000	2 488 252	3 088 270
Total	190 000	2 488 252	3 088 270
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	47 500	784 592	1 056 634
Total	47 500	784 592	1 056 634

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
03.1 Services de police	14 647 032	133 566 306	136 304 215
03.2 Services de protection civile	5 021 036	29 934 253	31 455 933
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	12 782 500	22 196 990	24 680 098
07.6 Santé n.c.a.	0	0	17 000
09.8 Enseignement n.c.a.	0	0	67 000
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	0	17 000
Total	32 450 568	185 697 549	192 541 246
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	21 022 917	21 184 916
Total	0	21 022 917	21 184 916
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	52 990 718	62 906 324	62 603 135
01.3 Services généraux	12 709 000	12 144 477	19 593 691
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	575 000	406 835	705 500
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	720 000	4 971 546	1 254 800
04.3 Combustibles et énergie	447 500	949 475	1 229 298
04.7 Autres branches d'activité		74 542	
07.4 Services de santé publique	0	1 205	506
09.4 Enseignement supérieur	1 000 000	604 770	630 018
09.5 Enseignement non défini par niveau	400 000	954 674	1 030 748
Total	68 842 218	83 013 848	87 047 696
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	83 000	1 147 521	1 711 709
Total	83 000	1 147 521	1 711 709
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	706	1 175
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	600 000	252 000	600 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 000 000	163 400	600 000
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	387 534	4 012 866	4 465 978
07.4 Services de santé publique	0	286	340
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 750	71 571	96 788
Total	2 991 284	4 500 829	5 764 281

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	31 722	49 360
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	53 650 877	22 312 080	31 941 239
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	281	334
07.4 Services de santé publique	0	445	529
09.2 Enseignement secondaire	0	112 143	110 000
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	230 895	172 806
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	164 500	126 021	164 500
Total	53 815 377	22 813 587	32 438 768
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	102 515	871 308
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	300 000	562 034	597 517
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.		43 500	
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.		927 999	
09.8 Enseignement n.c.a.	0	19 000	20 000
Total	300 000	1 655 048	1 488 825
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	42 671	46 967
01.3 Services généraux	12 309 000	7 460 619	8 373 400
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	23 031 701	44 996 987	63 828 731
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	14 612 163	24 762 805	24 887 240
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	152 909	209 000
04.6 Communications	0	242 617	42 617
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	600 000	570 000	600 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	0	576 500
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	600 000	320 225	600 000
07.4 Services de santé publique	0	372	442
09.5 Enseignement non défini par niveau	30 000	0	205 000
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	460 448	478 303
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	6 016	81 444
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 200 000	1 140 000	1 200 000
Total	52 430 364	80 155 669	101 129 644
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
04.6 Communications	340 965	1 731 093	2 938 309
Total	340 965	1 731 093	2 938 309

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	855	900
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	297 500	489 105	528 500
08.4 Culte et autres services communautaires	0	1 594 793	998 688
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 106	1 020 376	1 098 431
Total	345 606	3 105 129	2 626 519
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 250 000	5 522 634	9 959 035
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	190 561	200 590
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	7 142 500	6 150 000
07.4 Services de santé publique	0	48 526	51 080
Total	2 400 000	12 904 221	16 360 705
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI			
03.3 Tribunaux	100 000	1 692 638	2 081 157
Total	100 000	1 692 638	2 081 157
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	9 435	9 835
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	6 163 607	5 593 806	6 872 147
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	7 837	7 837
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	262 112	837 524	1 046 715
04.7 Autres branches d'activité	0	23 473	33 217
04.9 Affaires économiques n.c.a.	1 366 750	2 071 994	2 006 860
07.4 Services de santé publique	0	469	558
09.4 Enseignement supérieur	325 500	911 537	771 652
Total	8 117 969	9 456 075	10 748 821
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	44 742	150 176	225 907
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	47 571	44 065
07.4 Services de santé publique	0	16 123	19 193
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	7 559 449	266 208 223	275 395 527
09.2 Enseignement secondaire	43 610 161	88 435 979	107 055 359
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	1 966 225	1 992 831
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 044 809	20 600 007	25 178 689
09.8 Enseignement n.c.a.	5 552 958	58 479 752	62 342 610
Total	58 812 119	435 904 056	472 254 181

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
01.4 Recherche fondamentale	90 000	757 309	998 485
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	196 545	224 611
07.3 Services hospitaliers	0	65 992	68 170
09.4 Enseignement supérieur	8 614 309	66 832 007	76 067 311
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	6 722 423	4 132 367	4 282 942
09.8 Enseignement n.c.a.	2 034 485	10 884 762	12 306 467
Total	17 461 217	82 868 982	93 947 986
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	15 129	9 379
01.3 Services généraux	0	8 731	15 888
04.7 Autres branches d'activité	50 000	515 852	1 020 786
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	29 514	51 845
07.4 Services de santé publique	0	1 744	3 596
08.2 Services culturels	1 779 000	5 155 083	7 017 876
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	559 500	2 969 759	3 300 292
09.2 Enseignement secondaire	0	474 198	498 545
09.4 Enseignement supérieur	196 250	837 878	874 597
Total	2 584 750	10 007 888	12 792 804
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	1 255	861
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	400 000	406 188	673 818
07.2 Services ambulatoires	5 011 050	4 010 503	623 634
07.4 Services de santé publique	0	340	404
08.1 Services récréatifs et sportifs	58 940 000	101 761 100	38 755 763
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	5 050 000	3 420 529	3 701 041
09.2 Enseignement secondaire	9 610	657 793	726 378
09.8 Enseignement n.c.a.	550 000	887 837	825 198
Total	69 960 660	111 145 545	45 307 097
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	965	1 605
07.2 Services ambulatoires	76 000	519 840	1 076 000
07.3 Services hospitaliers	29 139 462	37 075 569	86 627 168
07.4 Services de santé publique	574 100	27 711 033	29 738 741
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 023 350	5 785 074	6 698 067
07.6 Santé n.c.a.	5 877 028	55 490 948	59 388 401
10.1 Maladie et invalidité	0	2 361 780	1 852 256
10.2 Vieillesse	0	6 000 001	11 211 990
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	614 620	771 378	947 709
10.9 Protection sociale n.c.a.	821 000	9 236 192	8 791 345
Total	38 125 560	144 952 780	206 333 282

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
07.6 Santé n.c.a.	600 000	2 839 581	3 735 442
Total	600 000	2 839 581	3 735 442
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	1 093	1 348
01.3 Services généraux	0	0	40 500
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	24 714	40 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 000	44 641	100 000
07.4 Services de santé publique	2 832	19 427	28 957
07.6 Santé n.c.a.	3 325	75 268	83 712
08.1 Services récréatifs et sportifs	100 000	44 641	100 000
09.5 Enseignement non défini par niveau	6 624	41 536	73 547
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	585 000	650 000
10.4 Famille et enfants	2 433 571	5 352 926	5 319 486
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	6 809	87 631	110 270
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	839 347	620 452
Total	2 653 161	7 116 224	7 168 272
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	1 856	2 350
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	200 000	246 334	377 857
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	500 000	831 625	500 000
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	146 800	200 000
04.5 Transports	133 313 787	68 621 737	84 089 349
04.7 Autres branches d'activité	800 000	197 600	200 000
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	5 047 500	5 708 716	10 463 199
04.9 Affaires économiques n.c.a.	1 060 000	1 888 661	3 248 939
06.2 Équipements collectifs	0	60 055	46 400
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	300 000	597 461	758 585
07.4 Services de santé publique	0	872	1 195
09.5 Enseignement non défini par niveau	19 500	90 021	124 375
Total	141 440 787	78 391 738	100 012 249
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	825	1 127
05.1 Gestion des déchets	250 000	285 000	250 000
05.2 Gestion des eaux usées	900 000	1 132 155	1 267 010
05.3 Lutte contre la pollution	0	40 308	43 477
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	9 200 000	21 039 615	25 752 100
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	250 000	2 866 461	3 957 115
Total	10 600 000	25 364 364	31 270 829

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	844	1 210
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	8 179 674	6 812 772
04.3 Combustibles et énergie	10 608 609	51 753 807	74 069 653
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	4 750	4 750
04.5 Transports		74 100	
04.7 Autres branches d'activité	0	93 171	136 537
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	1 482 885	1 454 442
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	600 000	679 514	613 047
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.		164 000	
06.3 Alimentation en eau	7 550 000	24 549 763	15 124 224
07.4 Services de santé publique	0	208	247
Total	18 758 609	86 982 716	98 216 882
726 MINISTERE DES MINES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	541	900
04.3 Combustibles et énergie	500 000	377 394	682 685
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	2 721 372	1 702 965	4 796 130
04.9 Affaires économiques n.c.a.	420 000	1 479 935	2 348 408
Total	3 641 372	3 560 835	7 828 123
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	2 000 000	2 000 000
04.6 Communications	3 449 290	9 283 076	10 449 087
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	305 150	2 144 886	2 466 640
07.4 Services de santé publique	0	451	536
Total	3 754 440	13 428 413	14 916 263
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
04.6 Communications	270 000	1 276 303	1 695 804
Total	270 000	1 276 303	1 695 804
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	114 000	686 640	655 314
01.3 Services généraux	650 000	533 156	1 021 531
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	27 014	32 904
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	250 000	2 076 065	2 732 327
06.1 Logement	5 400 000	5 250 471	5 559 748
06.2 Équipements collectifs	2 450 000	1 273 886	2 685 658
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	200 000	131 986	255 000
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	8 169 950	10 952 070	11 429 706
10.4 Famille et enfants	200 000	142 500	200 000
Total	17 433 950	21 073 788	24 572 188

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	1 886	1 815
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	29 995 550	126 431 849	110 093 461
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	150 000	2 916 653	3 178 000
04.7 Autres branches d'activité	0	4 183	7 189
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	2 700 000	81 700	300 000
05.3 Lutte contre la pollution	350 000	5 490 000	4 340 000
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	0	706 021	699 388
07.4 Services de santé publique	0	11 550	13 750
Total	33 195 550	135 643 842	118 633 603
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	1 754	1 815
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	8 833 000	28 079 555	28 029 021
09.2 Enseignement secondaire	0	361 653	525 257
Total	8 833 000	28 442 962	28 556 093
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	428 500	12 127 975	11 878 825
Total	428 500	12 127 975	11 878 825
990 CHARGES COMMUNES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	3 847 293	42 143 475
01.3 Services généraux		34 639 641	
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	57 125 807	130 229 658	246 167 913
01.7 Opérations concernant la dette publique	0	243 343 502	245 852 000
03.2 Services de protection civile		167 101	
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	238 223 532	98 150 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	22 037 261	42 500 000
04.5 Transports	150 000 000	2 708 183	47 159 000
04.6 Communications		6 112 505	
04.9 Affaires économiques n.c.a.	135 000 000	65 000 000	187 770 347
05.1 Gestion des déchets		0	
06.2 Équipements collectifs		2 254 823	
07.4 Services de santé publique		1 300 000	
07.6 Santé n.c.a.		10 153 293	
09.8 Enseignement n.c.a.	0	116 531	14 154 353
10.2 Vieillesse	0	40 000 000	40 000 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	15 312 974	26 000 000
Total	342 125 807	815 446 297	989 897 088
TOTAL	1 092 295 283	3 157 247 366	3 455 257 039

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
04.7 Autres branches d'activité	2 182 600	8 806 923	8 806 923
04.9 Affaires économiques n.c.a.	25 000	25 000	25 000
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	25 000	25 000
09.8 Enseignement n.c.a.	0	46 000	46 000
Total	2 207 600	8 902 923	8 902 923
TOTAL	2 207 600	8 902 923	8 902 923

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026

Recapitulation par section et groupe de fonction

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2026	Crédits de paiement	
		2025	2026
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	98 159 000	98 159 000
01.3 Services généraux	3 000 000	3 000 000	3 000 000
04.3 Combustibles et énergie	0	343 442	343 442
Total	3 000 000	101 502 442	101 502 442
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Total	2 500 000	2 500 000	2 500 000
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
10.4 Famille et enfants	0	650 000	650 000
Total	0	650 000	650 000
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 735 000	2 300 000	2 300 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	60 000	500 080	500 080
Total	1 795 000	2 800 080	2 800 080
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
06.3 Alimentation en eau	68 256	173 256	173 256
Total	68 256	173 256	173 256
726 MINISTERE DES MINES			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	1 110 000	1 110 000
Total	0	1 110 000	1 110 000
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 320 943	5 000 000	5 320 943
Total	5 320 943	5 000 000	5 320 943
TOTAL	12 684 199	113 735 778	114 056 721
TOTAL GENERAL	1 107 187 082	3 279 886 067	3 578 216 683

ETAT I

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Classification Administrative et Economique

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
Personnel	0	2 542 721	2 276 275
Biens et services	0	7 376 609	9 176 221
Transferts et subventions	0	936 676	1 436 155
Investissement	742 200	595 023	742 200
Total	742 200	11 451 029	13 630 851
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	2 236 281	2 194 666
Biens et services	0	10 280 038	12 282 937
Transferts et subventions	0	2 016 227	2 029 517
Investissement	900 000	1 140 000	900 000
Total	900 000	15 672 546	17 407 120
130 PRIMATURE			
Personnel	0	2 692 831	2 912 301
Biens et services	0	7 246 424	7 583 423
Transferts et subventions	0	1 681 599	1 768 016
Investissement	3 450 000	1 182 784	2 150 000
Total	3 450 000	12 803 638	14 413 740
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
Personnel	0	3 432 123	3 432 123
Biens et services	0	1 453 382	2 281 050
Investissement	480 000	388 836	480 000
Total	480 000	5 274 341	6 193 173
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	0	637 497	614 747
Biens et services	0	577 981	932 201
Investissement	30 000	10 836	30 000
Total	30 000	1 226 314	1 576 948
150 COUR SUPREME			
Personnel	0	3 469 213	3 002 018
Biens et services	0	1 168 243	1 167 188
Transferts et subventions	0	150 000	164 500
Investissement	4 117 375	2 455 864	2 617 375
Total	4 117 375	7 243 320	6 951 081

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Classification Administrative et Economique

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
Personnel	0	377 426	342 984
Biens et services	0	949 408	1 296 353
Transferts et subventions	0	0	6 822
Investissement	4 803 614	230 793	503 614
Total	4 803 614	1 557 627	2 149 773
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel	0	699 160	664 798
Biens et services	0	585 488	813 568
Investissement	89 899	64 313	89 899
Total	89 899	1 348 961	1 568 265
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
Personnel	0	19 072 171	21 791 528
Biens et services	0	13 808 941	14 039 080
Transferts et subventions	0	6 511 241	9 349 939
Investissement	6 765 781	7 101 603	4 911 781
Total	6 765 781	46 493 956	50 092 328
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	0	643 713	607 217
Biens et services	0	1 154 006	1 455 026
Transferts et subventions	0	272 320	456 163
Investissement	3 685 000	1 117 092	1 935 000
Total	3 685 000	3 187 131	4 453 406
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	0	3 491 773	3 698 570
Biens et services	0	972 973	1 283 732
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
Investissement	160 000	134 400	160 000
Total	160 000	4 629 146	5 172 302
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	426 853	414 016
Biens et services	0	557 476	868 076
Transferts et subventions	0	74 451	120 500
Investissement	485 000	229 638	485 000
Total	485 000	1 288 418	1 887 592
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
Personnel	0	10 896	10 520
Biens et services	0	113 002	150 049
Total	0	123 898	160 569

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Classification Administrative et Economique

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
Personnel	0	272 819 915	308 198 463
Biens et services	0	134 976 264	131 150 174
Transferts et subventions	0	9 047 158	3 727 005
Investissement	68 131 014	137 248 609	88 131 014
Total	68 131 014	554 091 946	531 206 656
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	24 011 694	23 968 481
Biens et services	0	11 904 046	14 846 673
Transferts et subventions	0	2 605 075	3 032 503
Investissement	5 321 067	3 591 023	5 321 067
Total	5 321 067	42 111 838	47 168 724
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLCITE			
Personnel	0	1 910 000	2 049 270
Biens et services	0	509 624	849 000
Investissement	190 000	68 628	190 000
Total	190 000	2 488 252	3 088 270
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	367 684	367 684
Biens et services	0	399 751	641 450
Investissement	47 500	17 157	47 500
Total	47 500	784 592	1 056 634
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
Personnel	0	133 958 965	136 613 837
Biens et services	0	17 613 272	19 213 097
Transferts et subventions	0	4 174 744	4 263 744
Investissement	32 450 568	29 950 568	32 450 568
Total	32 450 568	185 697 549	192 541 246
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
Biens et services	0	20 822 917	20 984 916
Transferts et subventions	0	200 000	200 000
Investissement		0	
Total	0	21 022 917	21 184 916
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Personnel	0	28 879 557	28 440 911
Biens et services	0	13 276 899	16 186 269
Transferts et subventions	0	12 701 262	13 528 298
Investissement	68 842 218	28 156 130	28 892 218
Total	68 842 218	83 013 848	87 047 696

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Classification Administrative et Economique

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
Personnel	0	152 404	220 404
Biens et services	0	890 021	1 168 305
Transferts et subventions	0	0	240 000
Investissement	83 000	105 096	83 000
Total	83 000	1 147 521	1 711 709
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
Personnel	0	1 678 377	1 614 790
Biens et services	0	1 995 466	2 410 157
Transferts et subventions	0	143 020	148 050
Investissement	2 991 284	683 966	1 591 284
Total	2 991 284	4 500 829	5 764 281
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
Personnel	0	1 606 330	1 704 712
Biens et services	0	1 333 873	2 114 986
Transferts et subventions	0	9 558 495	13 003 693
Investissement	53 815 377	10 314 889	15 615 377
Total	53 815 377	22 813 587	32 438 768
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
Personnel	0	383 634	365 886
Biens et services	0	956 414	792 939
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
Investissement	300 000	285 000	300 000
Total	300 000	1 655 048	1 488 825
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
Personnel	0	8 700 745	13 362 057
Biens et services	0	28 212 179	34 354 015
Transferts et subventions	0	15 823 225	18 983 208
Investissement	52 430 364	27 419 520	34 430 364
Total	52 430 364	80 155 669	101 129 644
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
Personnel	0	562 274	1 041 512
Biens et services	0	883 926	1 555 832
Investissement	340 965	284 893	340 965
Total	340 965	1 731 093	2 938 309

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Classification Administrative et Economique

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
Personnel	0	244 723	259 140
Biens et services	0	1 091 607	1 515 785
Transferts et subventions	0	1 440 473	505 988
Investissement	345 606	328 326	345 606
Total	345 606	3 105 129	2 626 519
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
Personnel	0	2 979 926	3 018 812
Biens et services	0	1 404 926	1 472 482
Transferts et subventions	0	1 281 869	1 319 411
Investissement	2 400 000	7 237 500	10 550 000
Total	2 400 000	12 904 221	16 360 705
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI			
Personnel	0	975 768	1 241 753
Biens et services	0	576 940	639 404
Transferts et subventions	0	55 930	100 000
Investissement	100 000	84 000	100 000
Total	100 000	1 692 638	2 081 157
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
Personnel	0	2 725 152	2 331 628
Biens et services	0	1 662 232	2 690 521
Transferts et subventions	0	2 201 961	2 358 703
Investissement	8 117 969	2 866 730	3 367 969
Total	8 117 969	9 456 075	10 748 821
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	0	331 737 610	344 392 999
Biens et services	0	50 195 977	59 634 922
Transferts et subventions	0	10 803 202	11 114 141
Investissement	58 812 119	43 167 267	57 112 119
Total	58 812 119	435 904 056	472 254 181
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	0	8 194 672	8 648 290
Biens et services	0	1 951 554	2 254 191
Transferts et subventions	0	66 571 977	74 934 288
Investissement	17 461 217	6 150 779	8 111 217
Total	17 461 217	82 868 982	93 947 986

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Classification Administrative et Economique

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
Personnel	0	2 158 944	2 174 784
Biens et services	0	2 983 131	4 284 433
Transferts et subventions	0	3 331 325	3 548 837
Investissement	2 584 750	1 534 488	2 784 750
Total	2 584 750	10 007 888	12 792 804
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
Personnel	0	2 092 570	1 965 483
Biens et services	0	6 709 560	8 002 653
Transferts et subventions	0	3 477 904	3 078 301
Investissement	69 960 660	98 865 511	32 260 660
Total	69 960 660	111 145 545	45 307 097
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
Personnel	0	51 732 763	52 372 739
Biens et services	0	20 678 254	23 820 085
Transferts et subventions	0	55 454 225	63 324 898
Investissement	38 125 560	17 087 538	66 815 560
Total	38 125 560	144 952 780	206 333 282
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	0	260 812	256 673
Biens et services	0	58 560	58 560
Transferts et subventions	0	2 520 209	2 820 209
Investissement	600 000	0	600 000
Total	600 000	2 839 581	3 735 442
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Personnel	0	1 969 350	1 672 631
Biens et services	0	1 830 211	2 255 072
Transferts et subventions	0	976 720	987 408
Investissement	2 653 161	2 339 943	2 253 161
Total	2 653 161	7 116 224	7 168 272
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Personnel	0	3 033 598	2 953 234
Biens et services	0	1 765 768	2 959 848
Transferts et subventions	0	1 510 139	1 858 380
Investissement	141 440 787	72 082 233	92 240 787
Total	141 440 787	78 391 738	100 012 249

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Classification Administrative et Economique

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Personnel	0	5 220 868	4 559 801
Biens et services	0	1 837 388	2 586 592
Transferts et subventions	0	1 368 108	1 324 436
Investissement	10 600 000	16 938 000	22 800 000
Total	10 600 000	25 364 364	31 270 829
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	0	2 095 111	1 833 028
Biens et services	0	1 569 783	2 358 064
Transferts et subventions	0	33 414 698	61 567 181
Investissement	18 758 609	49 903 124	32 458 609
Total	18 758 609	86 982 716	98 216 882
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	0	1 386 008	1 602 061
Biens et services	0	1 259 986	2 287 005
Transferts et subventions	0	264 112	197 685
Investissement	3 641 372	650 729	3 741 372
Total	3 641 372	3 560 835	7 828 123
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
Personnel	0	289 768	281 223
Biens et services	0	1 018 713	1 149 937
Transferts et subventions	0	8 911 345	9 330 663
Investissement	3 754 440	3 208 587	4 154 440
Total	3 754 440	13 428 413	14 916 263
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
Personnel	0	705 000	700 804
Biens et services	0	437 669	725 000
Investissement	270 000	133 634	270 000
Total	270 000	1 276 303	1 695 804
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
Personnel	0	5 572 909	5 537 059
Biens et services	0	2 315 304	5 014 675
Transferts et subventions	0	3 749 915	736 504
Investissement	17 433 950	9 435 660	13 283 950
Total	17 433 950	21 073 788	24 572 188

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Classification Administrative et Economique

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Personnel	0	7 766 948	7 055 892
Biens et services	0	2 540 416	4 134 241
Transferts et subventions	0	63 651 209	32 347 920
Investissement	33 195 550	61 685 269	75 095 550
Total	33 195 550	135 643 842	118 633 603
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Personnel	0	4 624 095	4 147 519
Biens et services	0	1 580 424	3 467 836
Transferts et subventions	0	5 526 961	5 757 738
Investissement	8 833 000	16 711 482	15 183 000
Total	8 833 000	28 442 962	28 556 093
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
Personnel	0	324 824	236 487
Biens et services	0	9 034 464	9 473 269
Transferts et subventions	0	1 310 127	1 740 569
Investissement	428 500	1 458 560	428 500
Total	428 500	12 127 975	11 878 825
990 CHARGES COMMUNES			
Personnel	0	105 249 526	127 180 461
Biens et services	0	547 255 800	540 832 797
Transferts et subventions	0	73 307 895	102 599 023
Investissement	342 125 807	89 633 076	219 284 807
Total	342 125 807	815 446 297	989 897 088
TOTAL	1 092 295 283	3 157 247 366	3 455 257 039

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Classification Administrative et Economique

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Personnel	0	2 719 200	2 719 200
Biens et services	0	3 101 123	3 101 123
Transferts et subventions	0	875 000	875 000
Investissement	2 207 600	2 207 600	2 207 600
Total	2 207 600	8 902 923	8 902 923
TOTAL	2 207 600	8 902 923	8 902 923

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2026
Classification Administrative et Economique

26/09/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2026	2025	2026
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Biens et services	0	98 502 442	98 502 442
Investissement	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Total	3 000 000	101 502 442	101 502 442
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Investissement	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Total	2 500 000	2 500 000	2 500 000
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Transferts et subventions	0	650 000	650 000
Total	0	650 000	650 000
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Biens et services	0	915 080	915 080
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
Investissement	1 795 000	1 795 000	1 795 000
Total	1 795 000	2 800 080	2 800 080
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Biens et services	0	105 000	105 000
Investissement	68 256	68 256	68 256
Total	68 256	173 256	173 256
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	0	160 000	160 000
Biens et services	0	950 000	950 000
Total	0	1 110 000	1 110 000
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Investissement	5 320 943	5 000 000	5 320 943
Total	5 320 943	5 000 000	5 320 943
TOTAL	12 684 199	113 735 778	114 056 721
TOTAL GENERAL	1 107 187 082	3 279 886 067	3 578 216 683

ETAT J

**LISTE DES DOTATIONS ET
ROGRAMMES PAR MINISTERE,
INSTITUTION ET AUTORITE
ADMINISTRATIVE INDEPENDANTE**

21/09/2025

Liste des dotations/programmes

Section

Dotation/Programme

110 ASSEMBLEE NATIONALE

0.001 Assemblée Nationale

120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

0.007 Présidence de la République

130 PRIMATURE

1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale

1.004 Administration générale et contrôle

2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés

134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS

2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales

140 COUR CONSTITUTIONNELLE

0.009 Cour Constitutionnelle

150 COUR SUPREME

0.008 Cour Suprême

160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

0.010 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel

170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

0.011 Haut Conseil des Collectivités

180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

1.006 Administration Générale

21/09/2025

Liste des dotations/programmes

Section

Dotation/Programme

180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

- 2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale
- 2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

- 1.007 Administration Générale
- 2.010 Intégration Africaine
- 2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur

190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL

- 2.012 Bureau du Vérificateur Général

192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE

- 2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration

195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT

- 2.014 Egal accès aux medias d'Etat

210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

- 1.008 Administration Générale
- 2.015 Gestion des Opérations Militaires
- 2.016 Inspection des Armées
- 2.017 Formation
- 2.018 Gestion des Transmissions

220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

- 1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle
- 2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation
- 2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

21/09/2025

Liste des dotations/programmes

Section

Dotation/Programme

223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

1.010 Administration Générale

2.021 Ordre et Sécurité

2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT

0.002 Securite d'Etat

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1.011 Administration Générale

2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire

2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales

2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics

2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier

2.027 Gestion de la Dette Publique

2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels

2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National

3.001 Remboursement des Crédits TVA

3.008 Appui au développement de la statistique

3.014 Garanties et Avals

311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES

2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU

21/09/2025

Liste des dotations/programmes

Section

Dotation/Programme

320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL

- 1.012 Administration Générale
- 2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat
- 2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail

323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- 1.013 Administration Générale
- 2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi
- 2.034 Formation Professionnelle

328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

- 1.044 Administration Générale et Contrôle
- 2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

- 1.014 Administration Générale et Contrôle
- 2.036 Administration du Territoire
- 2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière
- 2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales
- 2.064 Développement Régional et Local

334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

- 2.095 Protection des Données à Caractère personnel

340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES

- 1.015 Administration Générale
- 2.039 Religion et Culte

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE

21/09/2025

Liste des dotations/programmes

Section

Dotation/Programme

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE

- 1.016 Administration Générale
- 2.100 Renforcement de la Paix, du processus de Réconciliation nationale, de cohésion sociale et du vivre ensemble
- 2.101 Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de développement

346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI

- 2.099 Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.

380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

- 1.032 Administration Générale
- 2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés
- 2.084 Développement du secteur industriel
- 2.085 Appui au développement du secteur privé
- 2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

- 1.017 Administration Générale
- 2.041 Développement de l'Education de Base
- 2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général
- 2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- 1.018 Administration Générale
- 2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur
- 2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique
- 3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique

510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE

21/09/2025

Liste des dotations/programmes

Section

Dotation/Programme

510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

- 1.019 Administration Générale
- 2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel
- 2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique
- 2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire
- 2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat
- 2.051 Promotion du Secteur du Tourisme

520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

- 1.020 Administration Générale
- 2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes
- 2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives
- 2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents Sportifs
- 2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté

610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

- 1.021 Administration, Coordination et Décentralisation
- 2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies
- 2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation
- 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche
- 2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion
- 2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire
- 2.063 Lutte Contre la Pauvreté

614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA

- 2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA

640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

- 1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles
- 2.059 Promotion de la Femme
- 2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille
- 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de

21/09/2025

Liste des dotations/programmes

Section

Dotation/Programme

640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

l'Enfant

700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

- 1.024 Administration Générale
- 2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie
- 2.066 Développement et sécurisation des transports
- 4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports

714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

- 1.025 Administration Générale
- 2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations
- 2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger
- 2.071 Protection et Conservation de la Nature
- 2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement
- 3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune
- 3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts
- 3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social

720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

- 1.026 Administration Générale
- 2.073 Développement des Ressources Energétiques
- 2.074 Développement des Ressources en Eau
- 3.015 Fonds de Développement de l'Eau

726 MINISTERE DES MINES

- 1.027 Administration Générale
- 2.075 Développement des ressources minérales
- 3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières
- 3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)

21/09/2025

Liste des dotations/programmes

Section

Dotation/Programme

730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

- 1.028 Administration Générale
- 2.076 Medias et Communication Publics
- 2.077 Poste et Nouvelles Technologies

732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

- 2.096 Régulation de la Communication

740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

- 1.029 Administration Générale
- 2.029 Gestion des Biens de l'Etat
- 2.078 Gestion Cadastre et Foncière
- 2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires
- 2.080 Population
- 2.081 Aménagement du Territoire

820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE

- 1.034 Administration Générale
- 2.087 Appui au Monde Rural
- 2.088 Aménagement et Equipement Rural
- 2.089 Recherche et Formation
- 3.006 Appui au financement de l'Agriculture

822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

- 1.037 Administration Générale
- 2.090 Développement des Productions et Industries Animales
- 2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles
- 2.092 Protection sanitaire et Santé Publique Vétérinaire

850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

- 2.093 Sécurité Alimentaire

21/09/2025

Liste des dotations/programmes

Section

Dotation/Programme

990 CHARGES COMMUNES

0.003 Provisions pour imprévus
0.004 Dette

ETAT K

**PROGRAMME TRIENNAL
D'INVESTISSEMENT**

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT**



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But – Une Foi



**PROGRAMME TRIENNAL
D'INVESTISSEMENT (PTI)
2026-2028**



Août 2025

**NOTE DE PRESENTATION DU
PROGRAMME TRIENNAL
D'INVESTISSEMENT (PTI) 2026 – 2028**

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ANAES	Agence Nationale d'Accréditation et d'Évaluation de la Santé
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CAISFF	Cellule d'Appui à l'Informatisation des Services Fiscaux et Financiers
CERCAP	Centre d'Études et de Renforcement des capacités d'Analyse et de Plaidoyer
CFA	Communauté Financière d'Afrique
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CRLD	Centre de Recherche et de Lutte contre la Drépanocytose
CT/CSLP	Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSRE	Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement du Contrôle des Pollution et des Nuisances
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de L'Aménagement du territoire et de la Population
ENSup	École Normale Supérieure
FMI	Fonds Monétaire International
IFP	Institut de Formation Professionnelle
IFM	Institut de Formation des Maîtres
INSP	Institut National de Santé Publique
INSTAT	Institut National de la Statistique
IOTA	Institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté
ONAPUMA	Office National des Pupilles en République du Mali
ORTM	Office de Radiodiffusion Télévision du Mali
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PARE	Plan d'Actions de la Refondation de l'Etat
PRED	Plan pour la Relance Durable du Mali
PREM	Plan de Réformes de la Gestion des Finances Publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système Intégré de Gestion des Investissements Publics
SHA	Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide
SNEDD	Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) est l'instrument d'articulation entre la planification et la budgétisation et reflète les objectifs prioritaires de développement du pays de même que les stratégies sectorielles en tenant compte des contraintes macro-économiques et financières. Il est revu chaque année par la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) pour tenir compte des réalisations et de l'évolution effective des ressources et des priorités nationales.

Le PTI avec sa première tranche annuelle qui est le Budget Spécial d'Investissement (BSI) constitue un instrument privilégié de mise en œuvre de la politique d'investissements publics et le cadre d'opérationnalisation des orientations des politiques et stratégies de développement.

Le PTI 2026-2028 s'inscrit sur les orientations stratégiques définies dans la vision « Mali Kura jetaasira ka ben san 2063 ma » et la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable, SNEDD(2024-2033).

Pour rappel, la SNEDD (2024-2033) constitue le cadre de référence des politiques et stratégies de développement national sur la période 2024-2033, vise principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agit particulièrement de : i. Renforcer la souveraineté et Consolider la paix et la sécurité, ii) Refonder la gouvernance, iii) Transformer structurellement l'économie et la croissance, iv) Renforcer le capital humain et développer les territoires résilients, v) Assurer la Gestion durable de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques et résiliences.

La mise en œuvre efficiente du PTI/BSI devrait permettre de mieux rationaliser la gestion des ressources financières de l'Etat et d'accroître la contribution des investissements publics à la croissance et au développement économique et social.

1. Présentation du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2026-2028

Le Programme met l'accent sur des actions de développement permettant une croissance économique durable et inclusive à travers les investissements tels que l'amélioration des infrastructures de désenclavement intérieur et extérieur (routes, pistes rurales), le développement rural (agriculture, élevage, pêche), la protection de l'environnement, le renforcement des infrastructures énergétiques, la recherche et le développement des ressources pétrolières et minières, les travaux de construction/réhabilitation et d'équipement des bâtiments publics et l'amélioration des services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, assainissement).

L'enveloppe des dépenses prévisionnelles inscrites au Programme Triennal d'Investissement 2026- 2028 est de **1216,950 milliards de FCFA** contre **1375,788 milliards de FCFA** sur la période 2025-2027, soit une diminution de **158,838 milliards de FCFA** représentant une variation de **-11,545%**.

L'enveloppe du PTI est destinée au financement des projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution et ceux devant démarrer sur la période 2026-2028. Au total, il concerne 392 projets/programmes sur la période 2026-2028 contre 388 Projets/programmes pour la période 2025-2027.

Le présent Programme Triennal d'Investissement, 39ème du genre, accorde la priorité au secteur **Infrastructures** avec **44,03%**, suivi respectivement des Secteurs **Economie Rurale** (**22,35%**), **Ressources Humaines** (**22,07%**) et **Secondaire** (**11,55%**).

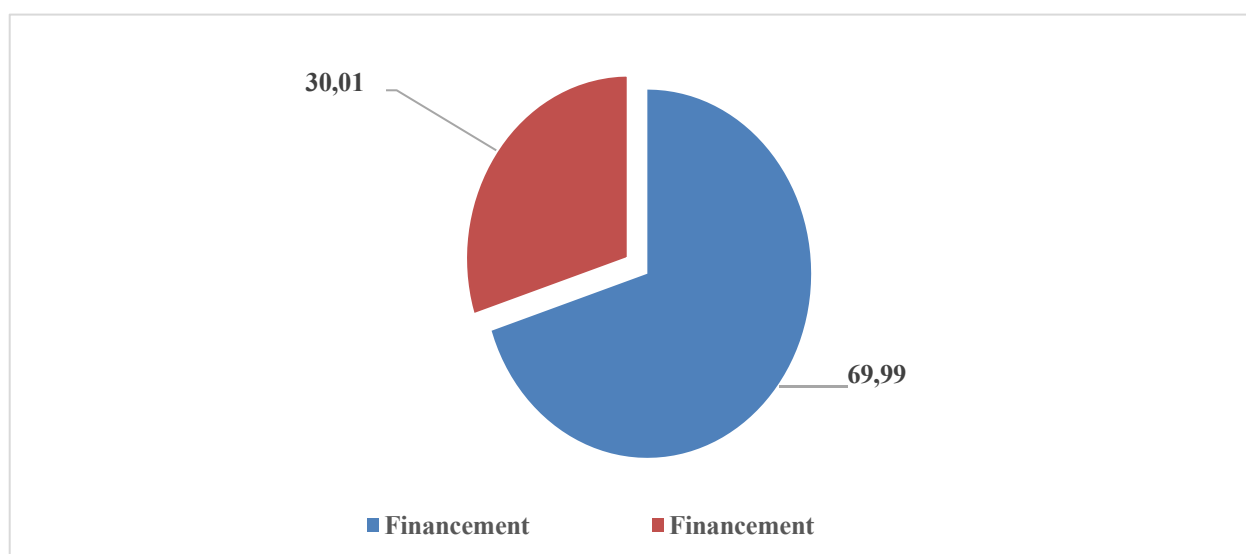
2. Analyse détaillée du PTI 2026-2028

L'enveloppe prévisionnelle du PTI 2026-2028 est de **1216,950 milliards de FCFA**. L'analyse détaillée porte sur les sources de financement ainsi que les secteurs et sous-secteurs de planification.

2.1. Analyse par source de financement

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses proviennent respectivement de l'Intérieur pour **851,733 milliards de FCFA**, soit **69,99 %** et de l'extérieur pour **365,217 milliards de FCFA**, soit **30,01%** (Cf. graphique 1).

Graphique 1 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par source de financement



Source : DNPd/données SIGIP 2025

La ventilation du **PTI 2026-2028** par sources de financement et par secteur se présente comme suit (en milliards de F CFA) :

Tableau 1 : Financement par source de financement et par Secteur de planification (en millions F CFA)

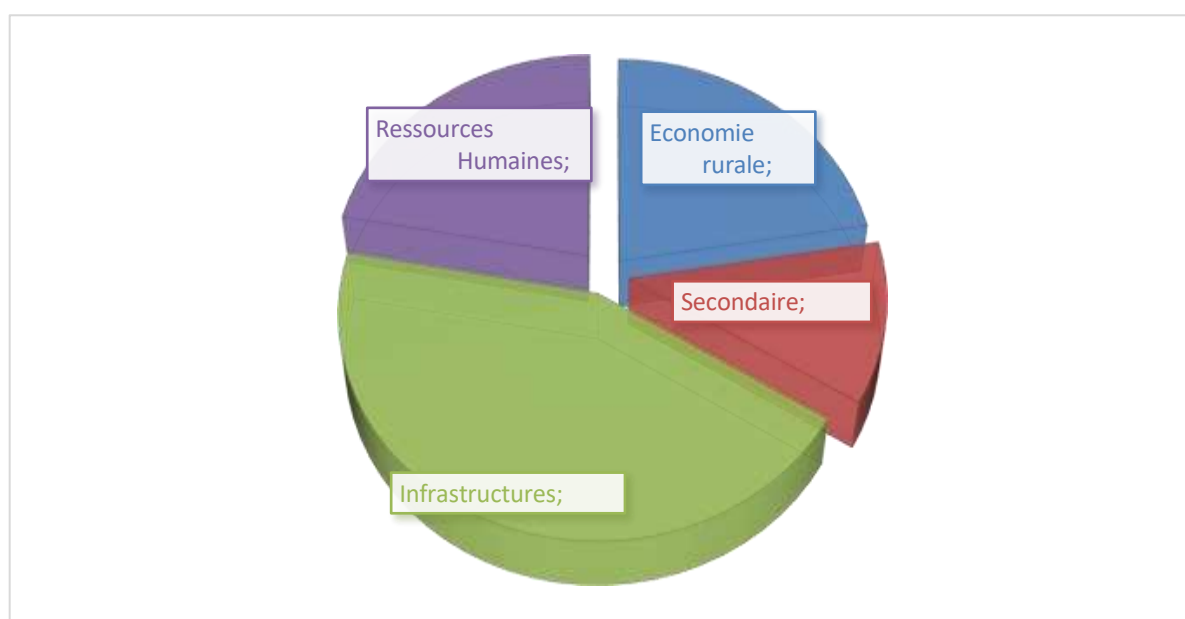
Secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	Taux
Economie rurale	115 559	13,57%	156 407	42,83%	271 966	22,35%
Secondaire	34 140	4,01%	106 430	29,14%	140 570	11,55%
Infrastructures	450 549	52,90%	85 258	23,34%	535 807	44,03%
Ressources Humaines	251 485	29,53%	17 122	4,69%	268 607	22,07%
Total	851 733	100,00%	365 217	100,00%	1 216 950	100,00%

Source : DNPd/ données SIGIP 2025

2.2. Analyse par secteur et par sous-secteur de planification

La priorité du PTI 2026-2028 est accordée au secteur des Infrastructures avec **44,03%**, suivi du secteur Economie Rurale (**22,35%**). Ce choix montre la volonté du Gouvernement à aller vers une transformation structurelle de l'Economie à travers le développement des infrastructures de désenclavement, d'aménagement et d'irrigation afin d'accroître la productivité agricole et d'assurer la sécurité alimentaire. Ces deux (02) secteurs sont suivis respectivement par les secteurs Ressources Humaines (**22,07%**) et Secondaire (**11,55%**) (Cf. graphique 2).

Graphique 2: Ventilation de l'enveloppe du PTI par secteurs de planification



Source : DNPd/données SIGIP 2025

L'analyse détaillée par secteur et sous-secteur de planification se présente comme suit :

2.2.1. Secteur Economie rurale

Les prévisions du secteur sur la période 2026-2028 sont estimées à **271,966 milliards de FCFA, soit 22,35%** de l'enveloppe du PTI 2026-2028 et couvrent 69 Projets/Programmes (P/P). Elles sont constituées des ressources extérieures pour **156,407 milliards de FCFA, soit 57,51%** et les ressources intérieures pour **115,559 milliards de FCFA, soit 42,49%**.

Au niveau de ce secteur, la priorité est accordée au sous-secteur Agriculture avec **220,862 milliards de FCFA soit 81,21%**. Il est suivi respectivement des sous-secteurs Elevage avec **27,564 milliards de FCFA soit (10,14%)**, Pêche avec **21,940 milliards de FCFA soit (8,07%)** et Forêts avec **1,600 milliards de FCFA soit (0,59%)** (Cf. graphique 3).

Dans le domaine de l'agriculture, le financement permettra la mise en œuvre des projets d'aménagement et d'irrigation afin d'accroître la productivité agricole et d'assurer la sécurité alimentaire, à travers notamment :

- des contrats plans Etat-Offices/Agence de développement rural : Office du Niger (ON), Office Riz Mopti (ORM), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office du Moyen Bani (OMB) et Agence de Développement Rural de la vallée du fleuve Sénégal (ADRS) ;
- des projets et programmes d'aménagement, d'équipement hydroagricoles et de mise en valeur : i) des Programmes de Promotion Agro écologique dans l'Irrigation de Proximité (PAE-IPRO), de Développement de l'Irrigation dans le Bassin du Bani et à Selingué Phase II (PDI-BS 2), de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB), de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP – Mali), et ii) des Projets de Renforcement de la Sécurité Alimentaire à travers l'Irrigation de Proximité dans le Kaarta/Séfétou (PRSAIP-K/S), d'Appui au renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB) de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM), de Développement des Filières Horticoles, N'Débougou (Phase IV);
- des programmes d'infrastructures économiques dans les régions. Dans les domaines de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, l'accent sera mis sur les projets tels que :
 - l'Appui au Pastoralisme au Sahel phase II (PRAPS-Mali) et le Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS - Mali) ;

- le Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM) ;
 - l'Appui à la Conservation et à la Diffusion des Bétails Ruminants Endémiques dans la zone sud du Mali ;
 - l'Appui au Centre National d'Insémination Artificielle ;
 - l'Appui à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur Niger (ODPADIN) ;
 - l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako et ;
- le Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA). Quant aux questions liées à la gestion des ressources forestières, d'adaptation aux changements climatiques et la reconstitution des écosystèmes, elles sont prises en compte à travers ;
 - le Projet de Restauration des Terres Dégradées (PRTD)
 - le projet d'Appui à la Sécurisation et à la Stabilisation du Bétail Malien ;
 - le Projet d'aménagement des parcs, , ; de changements climatiques, des travaux d'aménagement, de conservation des massifs parcs nationaux, ainsi qu'à la reconstitution des écosystèmes forestiers et le Projet de gestion communautaire ressources naturelles restauration écosystème aire répartition éléphants.

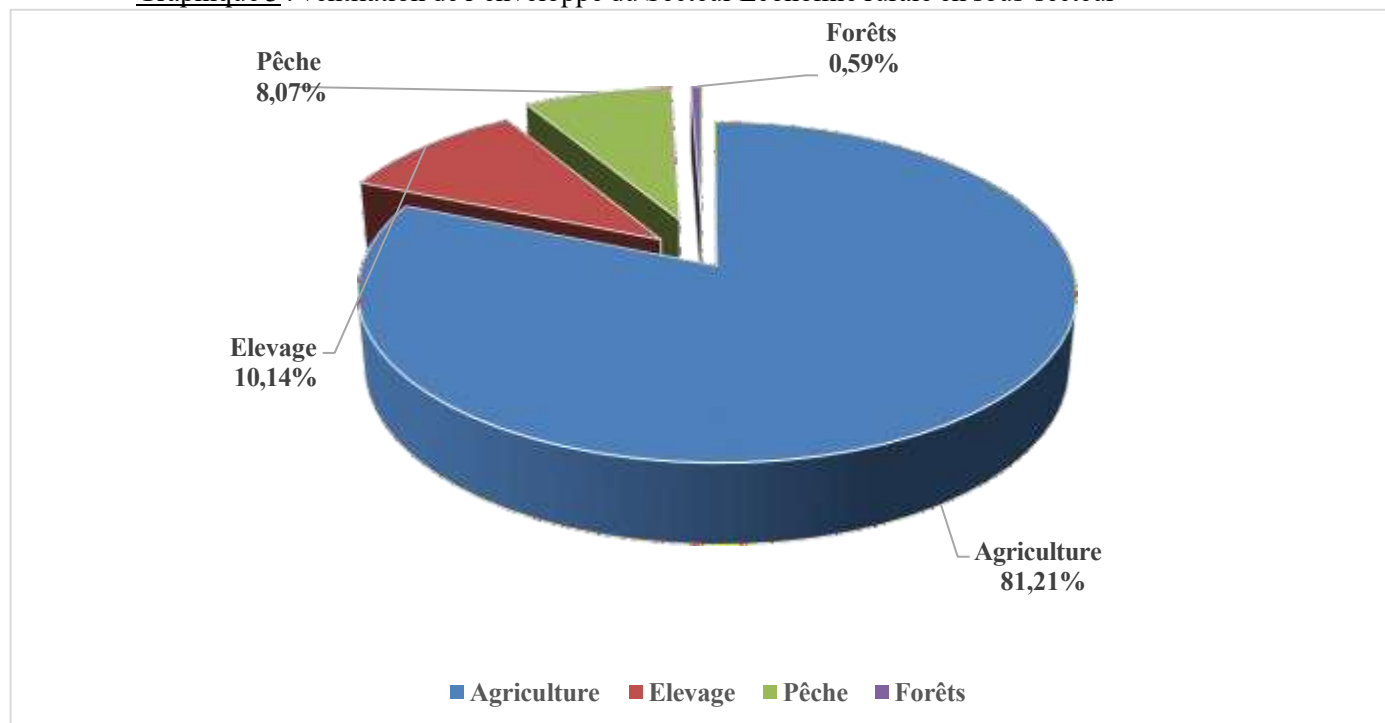
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur Économie Rurale est illustrée dans le tableau 2.

Tableau 2 : Financement par source et par Sous-secteurs du Secteur Economie rurale (en millions F CFA)

Sous-Secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Agriculture	102 409	88,62	118 453	75,73	220 862	81,21
Elevage	7 010	6,07	20 554	13,14	27 564	10,14
Pêche	4 540	3,93	17 400	11,12	21 940	8,07
Forêts	1 600	1,38	-	0,00	1 600	0,59
Total	115 559	100,00	156 407	100,00	271 966	100,00

Source : DNPd/ données SIGIP 2025.

Graphique 3 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Economie rurale en sous-secteur



Source : DNPDP/données SIGIP 2025.

2.2.2. Secteur Secondaire

L'enveloppe prévisionnelle du **Secteur** se chiffre à **140,570 milliards** de FCFA, soit **11,55%** de l'enveloppe du **PTI 2026-2028**. Elle est constituée des ressources extérieures à hauteur de **106,430 milliards de FCFA**, soit **75,71%** et des ressources intérieures pour **34,140 milliards de FCFA**, soit **24,29%**.

Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de 44 projets/programmes.

Elle accorde la priorité au sous-secteur Eaux avec une enveloppe de **98,605 milliards de FCFA** soit **70,15%**. Il est suivi respectivement des sous-secteurs Energie avec **32,281 milliards de FCFA (22,96%)**, Industrie/Artisanat avec **5,984 milliards de FCFA (4,26%)** et Mines/Géologie avec **3,700 milliards de FCFA (2,63%)**.

L'enveloppe du sous-secteur Eaux est destinée à la poursuite des investissements dans le cadre du renforcement des infrastructures d'alimentation en Eau potable et d'accès à l'électricité à travers les projets et programmes tels que :

- l'hydraulique villageoise dans les Régions de Tombouctou et de Gao ;
- le Projet Etudes aménagement du barrage de Taoussa, les Projets d'Amélioration de l'accès à l'eau Potable, d'Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, de mobilisation des ressources en eau en milieu rural (Programme d'urgence), le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ;

- le Projet Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) ;
- le, la mise en œuvre des projets d'électrification rurale et villageoise .

Dans le cadre de la promotion des ressources minérales, pétrolières et le développement de l'industrie et de l'artisanat, les investissements porteront sur la mise en œuvre du Programme pour le Développement des Ressources Pétrolières du Mali/PDRPM, la cartographie géologique, le développement de l'Artisanat (Construction de villages artisanaux et du CDAT), la promotion des investissements et du commerce intérieur et extérieur et le renforcement des capacités des acteurs du commerce et de l'industrie.

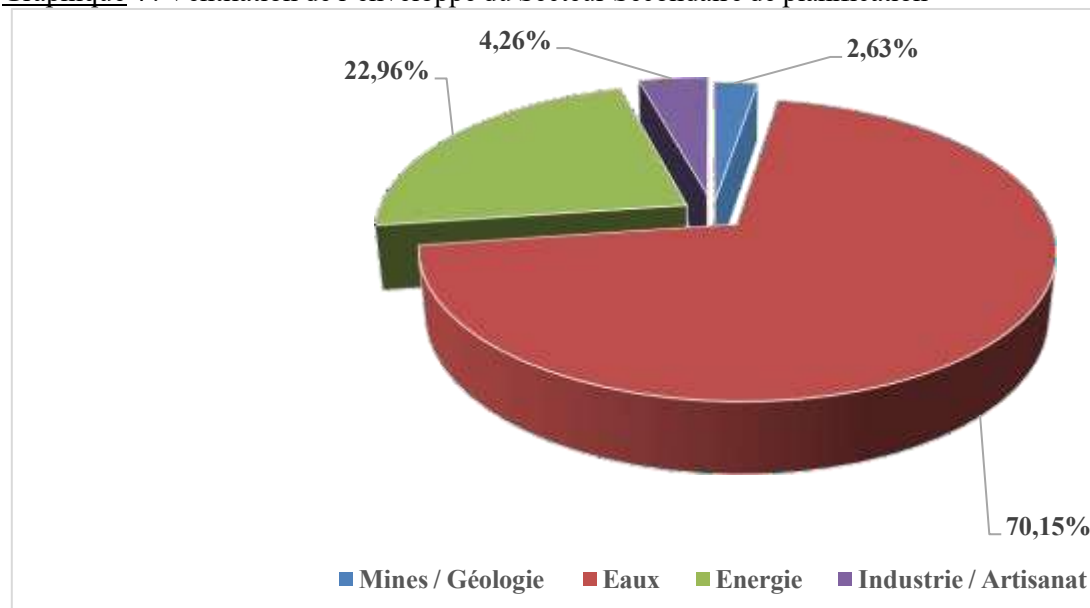
La répartition des ressources par sources de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur Secondaire se présente comme suit :

Tableau 3 : Financement par source et Sous-secteur du Secteur Secondaire (en millions FCFA)

Sous-Secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mines / Géologie	3 700	10,84	-	0,00	3 700	2,63
Eaux	18 870	55,27	79 735	74,92	98 605	70,15
; Energie	6 210	18,19	26 071	24,50	32 281	22,96
Industrie / Artisanat	5 360	15,70	624	0,59	5 984	4,26
Tourisme	-	-	-	0,00	-	-
Total	34 140	100,00	106 430	100,00	140 570	100,00

Source : DNPDP/Données SIGIP 2025

Graphique 4 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Secondaire de planification



Source : DNPDP/données SIGIP 2025

2.2.3. Secteur Infrastructures

Les prévisions financières du secteur s'élèvent à **535,807 milliards de FCFA**, soit **44,03%** de l'enveloppe globale du PTI 2026-2028. Elles sont réparties entre les ressources extérieures pour **85,258 milliards de FCFA**, soit **15,91%** et les ressources intérieures pour **450,549 milliards de FCFA**, soit **84,09%**. Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de 165 projets/programmes.

La priorité du secteur est accordée au sous-secteur Bâtiments/Equipements avec **254,904 milliards de FCFA (47,57%)**. Il est suivi respectivement des sous-secteurs Moyens routiers avec **251,703 milliards de FCFA (46,98%)**, Topo/Cartographie avec **8,850 milliards de FCFA (1,65%)**, Urbanisme/Habitat avec **8,800 milliards de FCFA (1,64%)**, Transport/Stockage avec **8,250 milliards FCFA (1,54%)**. Les autres sous-secteurs **Aéronautique /Météo, Moyens fluviaux et Poste/Télécommunication**, représentent moins de 1 point de pourcentage. (Cf. **graphique 5**).

L'enveloppe du sous-secteur Moyens routiers est destinée à la poursuite et au démarrage des projets de désenclavement intérieur et extérieur du pays à travers :

- la poursuite des travaux d'entretien et de réparation des pistes de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) ;
- la poursuite/finalisation des projets/programmes routiers prioritaires, suivants : Banankoro-Dioro ; Ceinture ouest de Koulikoro (13,6 km) ; Kayes-Sandaré ; Dioila-Massigui-Koualé-Kébila, le Programme d'Urgence Routier (PUR) la poursuite des travaux du Projet d'élargissement en 2x2voies de la Route de Bamako-Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé et le démarrage des travaux de construction en 2x2 voies de la route Ouélessebougou Sélingué

Dans le domaine de l'amélioration des conditions de travail de l'Administration, des chancelleries, et des logements pour diplomates, de la réalisation de logements sociaux, et de l'opérationnalisation des nouvelles régions, les enveloppes concernent :

- les Programmes de construction de 50 000 logements sociaux et d'acquisition/construction résidences/logements diplomates ;
- les travaux de construction et d'équipement des bâtiments pour l'administration, notamment la poursuite des travaux de construction et d'équipement de la DFM/MTI, de la tour de l'ORTM, des travaux portuaires et d'infrastructures de stockage du Mali.

En matière d'assainissement et de développement urbanistique, les activités porteront essentiellement sur le Projet de pavage des rues dans la ville de Bamako et environs, le programme d'infrastructures économiques dans le District de Bamako, les travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, de la réforme foncière sécurisée et des projets d'assainissement.

Par rapport à l'amélioration des réseaux météorologiques et la modernisation de la Poste ainsi que la cartographie/topographie, il sera mis en œuvre par :

- les projets de Pluies provoquées, de la Réhabilitation des réseaux d'observations météorologiques;
- le Contrat Plan Etat-Poste;
- le Contrat Plan Etat-IGM et les projets de mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée, de confection d'un Cadastre Expédié, de bornage et de développement des zones frontalières.

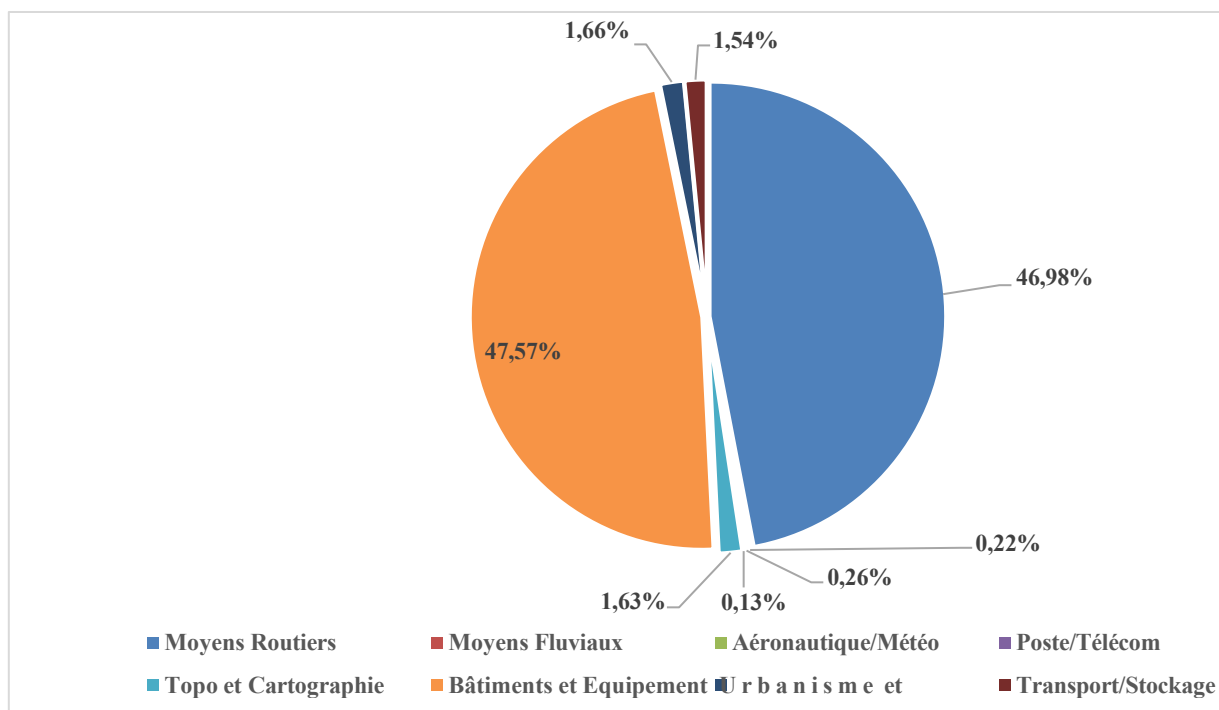
La répartition de l'enveloppe totale du **Secteur des Infrastructures** entre ses différents sous-secteurs par source de financement se présente comme suit :

Tableau 4: Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Infrastructures (en millions F CFA)

Sous-Secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Moy. Routiers	166 445	36,94	85 258	100,00	251 703	46,98
Moy. Fluviaux	1 200	0,27	-	-	1 200	0,22
Aéro/ Météo	1 400	0,31	-	-	1 400	0,26
Poste/Télécom	700	0,16	-	-	700	0,13
Topo/ Carto	8 750	1,94	-	-	8 750	1,63
Bât/ Equip	254 904	56,58	-	-	254 904	47,57
Urb/ Habitat	8 900	1,98	-	-	8 900	1,66
Trans/Stockage	8 250	1,83	-	-	8 250	1,54
TOTAL	450 549	100,00	85 258	100,00	535 807	100,00

Source : DNPd/Données SIGIP 2025

Graphique 5: Ventilation de l'enveloppe du Secteur Infrastructures en sous-secteurs



Source : DNPd/données SIGIP 2025

2.2.4. Secteur des Ressources Humaines

L'enveloppe prévisionnelle du Secteur est estimée à **268,607 milliards de FCFA**, soit **22,07%** de l'enveloppe du PTI 2026-2028. Elle est répartie entre les ressources extérieures pour **17,122 milliards de FCFA**, soit **6,37%** et les ressources intérieures pour **251,485 milliards de FCFA**, soit **93,63%**. Le financement du Secteur concerne la mise en œuvre de 114 Projets/Programmes.

Elle accorde la priorité au sous-secteur Culture/Art/Sport avec **(35,52%)**. Il est suivi respectivement des sous-secteurs Emploi/Travail **(18,12%)**, Education/Formation **(16,95%)**, Santé/Affaires sociales **(13,70%)**, Administration/Plan/Finances **(12,96%)**, , et Information **(2,75%)** (Cf. graphique 6).

L'enveloppe du secteur est destinée au développement du capital humain, à la réduction de la pauvreté, au renforcement de la couverture sanitaire, à l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle.

Le domaine de la Santé/Affaires sociales regroupe d'importants Projets de rénovation/extension des Centres Hospitaliers Universitaires, du CNOS, de l'ANTIM, du Centre Régional d'Appareillage Orthopédique et de Rééducation fonctionnelle à Kayes, de l'Hôpital Dermatologie de Bamako et de la DNPSES, des Centres de Santé à travers le renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires, de promotion et d'autonomisation des femmes et de dividende démographique.

Le domaine de l'Education et de la Formation, entièrement financé sur les ressources intérieures, porte sur la mise en œuvre des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, secondaires et universitaires (Amphi, Lycées, IFM, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale) et des grandes écoles (résidence et bloc administratif à l'IPR/IFRA de Katibougou, nouvelle ENSUP), l'Ecole Africaine des Mines et le renforcement des capacités par la formation.

Dans le domaine de la Culture/Art/Sport, les investissements portent sur des actions de renforcement et de développement des infrastructures culturelles et artistiques (CICB, la Maison Africaine de la Photographie, Direction Nationale de l'Action Culturelle, Mémorial Modibo Keïta, Parcs publics et Monuments, Musée National), des travaux de construction/réhabilitation/équipement des infrastructures sportives (des stades régionaux, du stade de Tombouctou, du Centre d'Entrainement Sportif Elite de Kabala) et la mise en œuvre du Programme National de la Promotion de la Jeunesse (PNPJ).

Dans le cadre de l'Education et de la formation pour l'employabilité des jeunes, il s'agit principalement des projets tels que : les projets d'Appui à la Formation Professionnelle, l'Insertion et l'Entreprenariat des jeunes ruraux (FIER II), de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural à la Formation et à l'Insertion Professionnelle (PFIP), de constructions des Centres de Formation Professionnelle et le renforcement des infrastructures de communication à travers l'AGETIC, l'ORTM et l'ANCD. Dans le domaine de l'information, on note la poursuite des projets de renforcement des infrastructures de l'ORTM, AGETIC et de l'ANCD.

Le domaine de l'Administration, Plan et Finances couvre les projets/programmes de renforcement de capacités des structures (CDI, ODHD/LCP, INSTAT), les projets d'appui aux Directions/Cellules, l'interconnexion des bases de données du MEF, le fonds d'études et de préparation des projets d'investissements et la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie Malienne (PACEM).

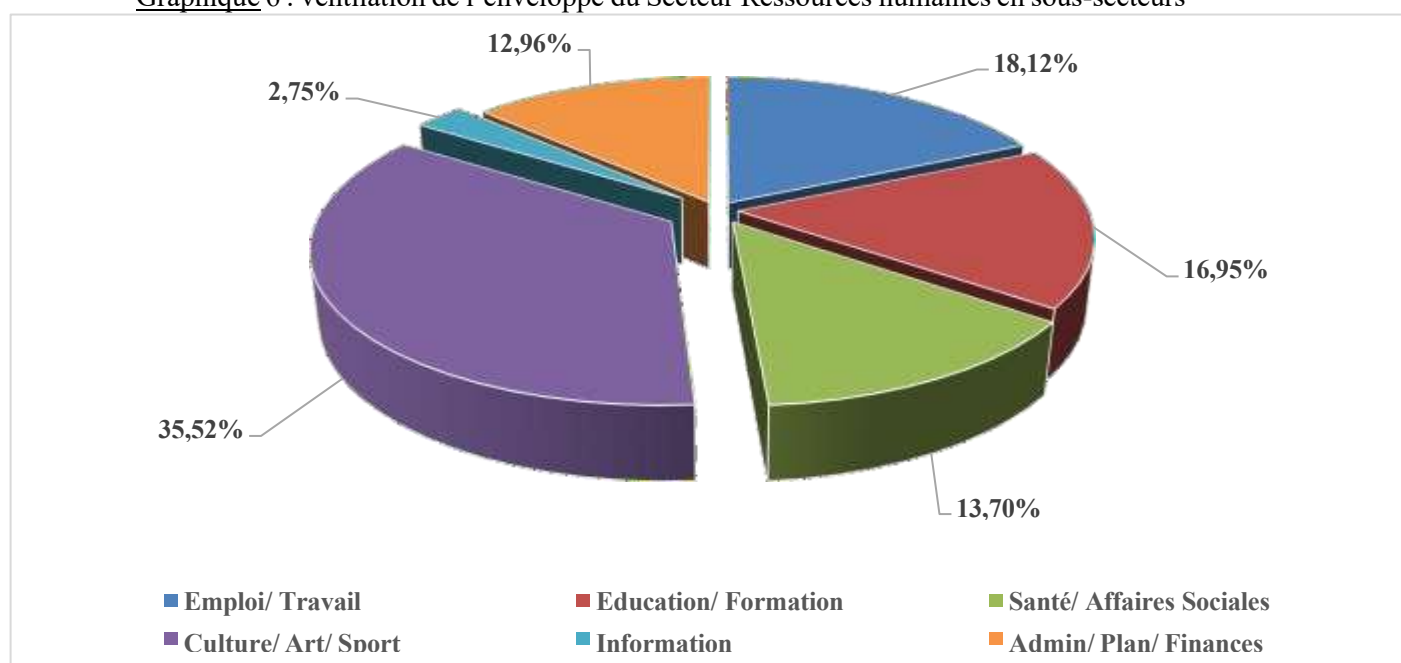
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur Ressources Humaines se présente comme suit :

Tableau 5 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Ressources humaines (en millions F CFA)

Sous-secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Emploi/ Travail	33 150	13,18	15 522	90,66	48 672	18,12
Education/ Formation	43 925	17,47	1 600	9,34	45 525	16,95
Santé/ Aff Sociales	36 800	14,63	-	0,00	36 800	13,70
Culture/ Art/ Sport	95 400	37,93	-	0,00	95 400	35,52
Information	7 400	2,94	-	0,00	7 400	2,75
Admin/ Plan/ Finances	34 810	13,84	-	0,00	34 810	12,96
TOTAL	251 485	100,00	17 122	100,00	268 607	100,00

Source : DNP/D/Données SIGIP 2025

Graphique 6 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Ressources humaines en sous-secteurs



Source : DNP/données SIGIP 2025

3. Analyse par Ministère/Institution

Sur une enveloppe prévisionnelle de **1216,950 milliards de FCFA**, le Ministère des Transports et des Infrastructures enregistre la plus importante enveloppe, soit **268,123 milliards de FCFA** avec 40 projets, suivi du Ministère de l'Agriculture avec **154,013 milliards de FCFA** (sans la Ligne Nouveaux Projets) pour 37 projets, du Ministère de l'Energie et de l'Eau avec **132,236 milliards de FCFA** pour 28 projets, et du Ministère de la Santé et du Développement Social avec **120,440 milliards de FCFA** pour 29 projets. Ces quatre (04) Ministères représentent **55,45%** de l'enveloppe globale.

La situation de certains Départements se présente comme suit :

- Ministère de la Jeunesse et des Sports : 104,150 milliards de FCFA ;
- Ministère de l'Economie et des Finances : 71,470 milliards de FCFA ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : 55,400 milliards de FCFA ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable : 51,322 milliards de FCFA.

La synthèse des dotations et du nombre de projets par ministère /institution est consignée dans le tableau en annexe 2.

CONCLUSION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) et le Budget Spécial d'Investissement (BSI) sont des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics. Ils permettent de mieux rationaliser la gestion des ressources publiques afin de contribuer au développement économique et social du pays.

Cependant, le cadre de programmation actuel du PTI ne prend pas en compte toutes les attentes en termes d'exhaustivité des projets structurants et de prévisibilité des besoins d'investissement au cours des prochaines années. Cette situation est due à certaines contraintes qui affectent la qualité de ladite programmation à savoir, la mauvaise qualité à l'entrée de certains projets/programmes et la faible prévisibilité des financements de certains partenaires techniques et financiers.

Après plusieurs années de mise en œuvre du mécanisme de programmation triennale glissante des investissements, des résultats satisfaisants ont été enregistrés, notamment l'appui aux secteurs sociaux et porteurs de croissance comme le développement rural, l'énergie, les mines et les infrastructures routières.

En perspective, la mise en œuvre de la budgétisation des investissements en mode AE/CP, le renforcement des capacités des acteurs, le renforcement des fonds d'études et la préparation des projets contribueront davantage à l'amélioration du processus de préparation, de sélection et du suivi des projets/programmes en vue d'une meilleure orientation des actions de l'Etat pour la transformation structurelle de l'économie nationale conformément à la vision « Mali Kura jetaasira ka ben san 2063 ma » et la Stratégie Nationale pour l'Emergence et du Développement Durable, SNEDD (2024-2033) .

A N N E X E S

ANNEXE 1 :

Présentation détaillée des Projets par Secteur / Sous-Secteur et par Source de Financement



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2028	3 056	650	2 202	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2027	2 104	100	200	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2028	5 000	1 050	3 472	350	1 050	350	0	350	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2028	3 433	950	2 657	250	950	250	150	100	250	350	350	950	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2026	10 500	400	400	400	400	400	350	50	400	0	0	400	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2028	4 505	900	2 580	300	900	300	200	100	300	300	300	900	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2019	2028	3 100	1 000	2 386	300	1 000	300	250	50	300	350	350	1 000	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2028	15 759	2 700	10 800	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2028	4 900	100	244	100	900	900	870	30	100	0	0	100	800	0	0	800	BAD



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2028	1 291	100	200	100	100	100	70	30	100	0	0	100	0	0	0	0		
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2028	2 650	800	2 053	200	800	200	185	15	200	300	300	800	0	0	0	0		
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2016	2027	3 200	1 050	2 747	250	1 050	250	220	30	250	400	400	1 050	0	0	0	0		
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2026	100 300	150 000	150 000	47 159	47 159	47 159	0	47 159	47 159	0	0	47 159	0	0	0	0		
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2020	2027	3 520	1 050	2 743	250	1 050	250	230	20	250	400	400	1 050	0	0	0	0		
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2028	10 000	2 000	8 497	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0		
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2028	5 500	1 600	4 418	600	1 600	600	600	0	600	500	500	1 600	0	0	0	0		
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2028	10 000	2 200	7 039	600	2 200	600	600	0	600	800	800	2 200	0	0	0	0		
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2028	6 900	1 800	5 457	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0		



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2028	44 551	1 900	1 758	400	1 900	400	380	20	400	750	750	1 900	0	0	0	0	
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2026	56 110	0	8 166	0	12 000	12 000	12 000	0	0	0	0	0	12 000	0	0	12 000	B.M.
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2027	11 221	2 000	11 800	150	1 750	150	150	0	150	800	800	1 750	0	0	0	0	
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	2019	2025	57 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Canada Danemark F.I.D.A
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2027	2 620	1 200	1 938	400	1 200	400	380	20	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2027	43 500	16 000	31 541	5 000	16 000	5 000	2 000	3 000	5 000	5 500	5 500	16 000	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2026	3 666	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2026	34 107	0	0	0	7 871	7 871	7 871	0	0	0	0	0	7 871	0	0	7 871	KfW
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	2020	2027	8 762	0	0	0	3 305	1 300	1 300	0	0	0	0	0	1 300	2 005	0	3 305	BOAD



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	1 412	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	1 413	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2027	122 193	1 600	2 452	300	1 600	300	250	50	300	650	650	1 600	0	0	0	0	
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	2020	2026	7 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Italie
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2028	5 000	1 800	3 099	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2026	8 000	0	7 034	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2027	3 277	0	0	0	776	776	776	0	0	0	0	0	776	0	0	0	776 ESPAGNE
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	2022	2027	12 000	5 000	36 000	300	900	300	280	20	300	300	300	900	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTION INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	2022	2027	31 828	1 250	779	350	6 518	4 340	4 310	30	350	450	450	1 250	3 990	1 278	0	5 268	F.I.D.A



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	2022	2028	1 100	650	662	250	650	250	230	20	250	200	200	650	0	0	0	0	
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	2023	2027	40 100	6 500	5 318	1 500	24 100	3 500	3 000	500	1 500	2 500	2 500	6 500	2 000	15 600	0	17 600	Multibailleurs
3366	Programme de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	2022	2027	14 000	550	528	150	4 412	3 178	3 128	50	150	200	200	550	3 028	834	0	3 862	B.A.D
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	2023	2027	50 000	450	150	150	15 450	6 150	0	6 150	150	150	150	450	6 000	9 000	0	15 000	B.M.
3391	APPUIS CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	2022	2027	17 000	0	0	0	6 462	4 985	4 985	0	0	0	0	0	4 985	1 477	0	6 462	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	2023	2027	33 400	0	0	0	9 846	6 300	6 300	0	0	0	0	0	6 300	3 546	0	9 846	B.M.
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	2024	2027	13 300	300	277	100	6 730	1 600	25	1 575	100	100	100	300	1 500	4 930	0	6 430	BID
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	2023	2027	38 785	250	150	150	19 217	8 350	8 300	50	150	150	150	450	8 200	10 567	0	18 767	B.A.D

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	2022	2027	13 058	0	0	0	5 906	3 300	3 300	0	0	0	0	0	3 300	2 606	0	5 906	KfW
------	---	------	------	--------	---	---	---	-------	-------	-------	---	---	---	---	---	-------	-------	---	-------	-----



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3417	PROGRAMME NATIONAL D'IRRIGATION DE PROXIMITE	2025	2027	1 200	800	400	0	800	0	0	0	0	400	400	800	0	0	0	0	
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	2023	2027	8 560	0	0	0	4 560	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	560	0	4 560	KfW
TOTAL SOUS-SECTEUR				881 056	209 900	323 072	63 409	220 862	129 459	70 000	59 459	63 409	19 500	19 500	102 409	66 050	52 403	0	118 453	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Elevage									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2027	1 459	0	729	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	2016	2028	13 780	450	571	150	5 295	1 150	1 100	50	150	150	150	450	1 000	3 845	0	4 845	BID	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2028	4 000	1 000	7 010	250	750	250	230	20	250	250	250	750	0	0	0	0		
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2028	37 528	510	1 114	170	510	170	50	120	170	170	170	510	0	0	0	0	B.I.D	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2028	1 200	500	809	200	500	200	0	200	200	150	150	500	0	0	0	0		
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2028	9 000	750	1 312	250	750	250	175	75	250	250	250	750	0	0	0	0		
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	1 413	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0		
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	1 413	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0		
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	1 412	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0		



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Elevage								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3343	PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	2022	2028	47 367	600	694	200	16 309	8 700	8 550	150	200	200	200	600	8 500	7 209	0	15 709	B.M.
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAIS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	2023	2028	1 210	600	607	200	600	200	140	60	200	200	200	600	0	0	0	0	
3449	APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE DE SECURISATION ET DE STABILISATION DU BETAIL	2026	2028	900	900	300	300	900	300	200	100	300	300	300	900	0	0	0	0	
3466	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DE LA RACE GIROLANDO	2026	2028	1 000	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				123 444	7 260	17 484	2 270	27 564	11 770	10 995	775	2 270	2 370	2 370	7 010	9 500	11 054	0	20 554	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Pêche								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHÉ MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2028	2 805	450	450	250	450	250	225	25	250	100	100	450	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2028	14 000	550	384	250	550	250	250	0	250	150	150	550	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2028	1 520	600	979	200	600	200	160	40	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				18 325	1 600	1 813	700	1 600	700	635	65	700	450	450	1 600	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Forêts									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2028	7 200	550	300	150	550	150	0	150	150	200	200	550	0	0	0	0		
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2025	6 229	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2028	2 200	750	1 653	350	750	350	350	0	350	200	200	750	0	0	0	0		
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2028	2 600	900	1 885	300	900	300	0	300	300	300	300	900	0	0	0	0		
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2028	3 750	450	2 941	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0		
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2025	11 983	0	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2028	1 050	540	763	300	540	300	300	0	300	120	120	540	0	0	0	0		
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2028	1 170	300	300	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0		
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2027	3 725	0	100	0	400	200	200	0	0	0	0	0	200	200	0	400	PNUD	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Forêts								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3416	PROJET RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES (PRTD)	2024	2030	75 000	600	400	200	17 600	17 200	17 050	150	200	200	200	600	17 000	0	0	17 000	B.M.
3450	PROGRAMME D'ACTIVITE DE L'OPERATION AMENAGEMENT DU PARC NATIONAL DE LA BOUCLE DU BAOULE ET DES RESERVES ADJACENTES OPNBB 2026-2030	2026	2028	450	450	150	150	450	150	100	50	150	150	150	450	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				115 357	4 540	8 792	1 700	21 940	18 900	18 150	750	1 700	1 420	1 420	4 540	17 200	200	0	17 400	
TOTAL SECTEUR				1 138 182	223 300	351 161	68 079	271 966	160 829	99 780	61 049	68 079	23 740	23 740	115 559	92 750	63 657	0	156 407	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Mines et Géologie								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2026	8 000	0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	2022	2028	2 500	1 100	1 067	500	1 100	500	500	0	500	300	300	1 100	0	0	0	0	
3464	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINIERES (PDRM)	2026	2028	2 000	600	600	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				12 500	1 700	1 667	3 100	3 700	3 100	3 100	0	3 100	300	300	3 700	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Eaux								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2025	3 885	0	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2028	167 680	0	97 241	0	70 635	4 100	4 100	0	0	1 500	1 500	3 000	4 100	33 405	30 130	67 635	F.I.D.A Multibailleurs
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2028	3 800	650	450	250	650	250	230	20	250	200	200	650	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2028	45 000	6 500	18 457	500	6 500	500	475	25	500	3 000	3 000	6 500	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2028	3 440	950	2 833	350	950	350	350	0	350	300	300	950	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2028	195 754	1 950	3 452	650	1 950	650	0	650	650	650	650	1 950	0	0	0	0	Multibailleurs
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2028	18 695	300	200	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2028	30 114	900	690	300	900	300	270	30	300	300	300	900	0	0	0	0	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2028	7 800	600	400	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	



SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Eaux									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2027	65 000	650	1 661	150	5 350	3 650	3 500	150	150	250	250	650	3 500	1 200	0	4 700	KfW	
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2028	4 096	210	489	50	2 110	1 950	1 900	50	50	80	80	210	1 900	0	0	1 900	FSD	
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2028	16 262	260	567	100	1 960	1 800	1 700	100	100	80	80	260	1 700	0	0	1 700	KfW	
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2028	9 587	200	100	50	200	50	0	50	50	75	75	200	0	0	0	0	UE	
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2028	13 422	500	350	200	3 600	3 300	3 280	20	200	150	150	500	3 100	0	0	3 100	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT UE	
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	1 413	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0		
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	2022	2028	9 195	1 300	500	300	1 300	300	280	20	300	500	500	1 300	0	0	0	0		
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	2023	2026	7 000	0	0	0	700	700	700	0	0	0	0	0	700	0	0	700	KfW	



3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	2024	2028	3 489	350	377	150	350	150	50	100	150	100	100	350	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				606 219	15 870	129 330	3 500	98 605	18 500	16 985	1 515	3 500	7 685	7 685	18 870	15 000	34 605	30 130	79 735	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Energie								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2028	1 980	300	200	100	300	100	50	50	100	100	100	300	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DE DOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2028	30 496	0	35 675	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2028	1 734	540	1 261	300	540	300	0	300	300	120	120	540	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2028	1 500	400	300	150	400	150	0	150	150	125	125	400	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2028	7 800	900	1 172	300	900	300	270	30	300	300	300	900	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2028	11 800	1 720	1 582	600	4 720	3 600	3 000	600	600	560	560	1 720	3 000	0	0	3 000	BADEA Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2028	46 202	5 000	95 000	900	1 900	900	900	0	900	500	500	1 900	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2025	30 889	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2026	13 800	0	0	0	2 500	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	0	0	2 500	BID



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Energie									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2027	75 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	B.M.	
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	2021	2025	36 623	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD/BOAD	
3362	PROJET DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES ET REASEAUX ELECTRIQUES DANS 50 LOCALITES RURALES AU MALI	2023	2028	34 500	0	0	0	6 300	3 300	3 300	0	0	0	0	0	3 300	3 000	0	6 300	BOAD Fonds Vert Climat	
3439	PROJET RENFORCEMENT SYSTEME ELECTRIQUE AMELIORATION	2024	2027	25 500	0	0	0	14 271	2 900	2 900	0	0	0	0	0	2 900	11 371	0	14 271	B.M.	
3461	APPUI CELLULE DE SUIVI DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KENIE DE 56 MW	2026	2028	100	100	100	100	100	100	70	30	100	0	0	100	0	0	0	0		
3462	REALISATION ETUDES DE LA LIGNE DE TRANSPORT 225 kV double terne reliant KENIE-Koulikoro-Banamba-Nara sur 116 km	2026	2028	30 381	600	600	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0		
3463	REALISATION DES ETDUES de la ligne de transport 225 kV double terne reliant Kati-Kambila-Kolokani-DIDIENI sur 173 km	2026	2028	44 166	700	700	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0		
TOTAL SOUS-SECTEUR				392 471	10 260	136 590	2 800	32 281	14 500	13 340	1 160	2 800	1 705	1 705	6 210	11 700	14 371	0	26 071		



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Industrie / Artisanat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2028	2 000	340	200	100	340	100	70	30	100	120	120	340	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2027	22 822	450	17 979	450	1 074	800	700	100	450	0	0	450	350	274	0	624	PNUD
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2028	9 000	1 050	650	250	1 050	250	250	0	250	400	400	1 050	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2025	4 200	0	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2026	600	100	200	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2028	2 200	650	1 909	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2028	1 200	400	250	100	400	100	0	100	100	150	150	400	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2026	2 700	0	0	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2025	1 300	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Industrie / Artisanat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2028	1 000	220	505	70	220	70	0	70	70	75	75	220	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2025	2 500	0	120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2027	1 300	450	823	150	450	150	150	0	150	300	0	450	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	1 413	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2025	600	50	130	50	50	50	40	10	50	0	0	50	0	0	0	0	
3397	PROJET DEVELOPPEMENT MODERNISATION CERFITEX	2024	2028	10 515	900	300	300	900	300	280	20	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				63 937	5 160	24 599	2 170	5 984	2 520	2 170	350	2 170	1 745	1 445	5 360	350	274	0	624	
TOTAL SECTEUR				1 075 127	32 990	292 186	11 570	140 570	38 620	35 595	3 025	11 570	11 435	11 135	34 140	27 050	49 250	30 130	106 430	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2028	70 700	60 000	173 500	7 600	37 600	7 600	7 500	100	7 600	15 000	15 000	37 600	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2027	15 000	2 000	5 260	1 000	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	2 000	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2027	15 000	600	600	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2027	81 300	0	0	0	17 000	8 500	8 500	0	0	0	0	0	8 500	8 500	0	17 000	UE
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2025	35 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONIEBA FRE RCI	2016	2025	70 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2026	24 457	0	0	2 100	2 100	2 100	2 100	0	2 100	0	0	2 100	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2027	28 187	75	150	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	2019	2027	98 000	0	78 000	2 000	17 000	2 000	2 000	0	2 000	15 000	0	17 000	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2025	20 520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE II SECTEUR A° BOUREM TARKINT ANEFIS KIDAL	2020	2027	70 400	200	711	100	23 300	8 200	8 200	0	100	100	0	200	8 100	15 000	0	23 100	BAD UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2027	199 789	1 100	360	100	17 100	8 100	8 100	0	100	1 000	0	1 100	8 000	8 000	0	16 000	BADEA OFID
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2027	37 750	0	2 095	1 000	14 700	5 000	5 000	0	1 000	750	0	1 750	4 000	8 950	0	12 950	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2027	70 000	0	70 000	10 000	25 000	10 000	10 000	0	10 000	15 000	0	25 000	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	2022	2026	42 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	2022	2027	20 000	15 000	15 300	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUG OU	2022	2028	34 710	2 500	2 127	1 000	15 208	9 000	9 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	8 000	4 208	0	12 208	BOAD
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	2022	2027	90 000	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGA MANANTALI (92KM)	2022	2026	34 510	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	2022	2028	11 000	6 750	5 776	750	6 750	750	750	0	750	3 000	3 000	6 750	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	2022	2027	10 080	1 500	7 500	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	2022	2028	25 000	5 000	65 000	370	2 370	370	370	0	370	1 000	1 000	2 370	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	2022	2027	127 000	0	299 000	7 000	17 000	7 000	7 000	0	7 000	10 000	0	17 000	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	2024	2026	200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3431	PROJET ELARGISSEMENT 2X2 VOIES ROUTE BKO KOULOUBA KATI BRETELLE POINT G & SAME	2025	2028	94 000	20 000	114 000	15 000	45 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	15 000	45 000	0	0	0	0	
3459	PROJET DE RESILIENCE COMMUNAUTAIRE ET DE SERVICES INCLUSIFS (MALIDENKO)	2026	2028	4 450	450	150	150	4 450	4 150	4 100	50	150	150	150	450	4 000	0	0	4 000	BM
3469	CONSTRUCTION DE LA ROUTE OUELESSEBOUGOU SELINGUE EN 2X2 VOIES	2026	2028	20 000	20 000	20 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 349 053	135 325	859 779	49 995	251 703	90 595	90 445	150	49 995	79 800	36 650	166 445	40 600	44 658	0	85 258	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens fluviaux								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2026	4 918	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	2019	2027	2 179	800	1 850	500	800	500	500	0	500	300	0	800	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				7 097	1 200	2 250	900	1 200	900	900	0	900	300	0	1 200	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Aéronautique / Météo									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2027	28 609	1 000	14 727	500	1 000	500	450	50	500	500	0	1 000	0	0	0	0		
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2027	1 200	400	446	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0		
TOTAL SOUS-SECTEUR				29 809	1 400	15 173	700	1 400	700	650	50	700	700	0	1 400	0	0	0	0		



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Poste / Télécommunication								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2028	3 200	700	3 401	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				3 200	700	3 401	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Topo et Cartographie									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2028	16 500	4 100	13 649	1 100	4 100	1 100	1 000	100	1 100	1 500	1 500	4 100	0	0	0	0		
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2028	3 625	1 200	2 802	400	1 200	400	200	200	400	400	400	1 200	0	0	0	0		
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2027	2 800	600	2 453	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0		
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	2022	2026	25 904	150	150	150	150	150	130	20	150	0	0	150	0	0	0	0		
3453	CARTOGRAPHIE TOPOGRAPHIE A L'ECHELLE 1/50 000	2026	2028	1 800	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0		
3454	MODERNISATION DU RESEAU GEODESIQUE DE REFERENCE AU MALI	2026	2028	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0		
TOTAL SOUS-SECTEUR				51 529	8 750	19 954	2 850	8 750	2 850	2 530	320	2 850	3 100	2 800	8 750	0	0	0	0		



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE REGIONALES CADASTRE	2017	2028	8 000	1 300	10 950	150	750	150	150	0	150	300	300	750	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2026	3 324	1 500	2 405	500	1 500	500	400	100	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2027	1 960	400	2 060	200	400	200	0	200	200	200	0	400	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2028	1 084	300	200	100	300	100	80	20	100	100	100	300	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2026	4 038	0	3 000	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2017	2028	1 650	600	1 313	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	2012	2028	2 766	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2028	4 200	600	500	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2027	3 100	900	2 737	500	900	500	400	100	500	400	0	900	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2028	1 892	450	300	150	450	150	120	30	150	150	150	450	0	0	0	0		
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2028	20 000	4 500	12 075	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0		
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2028	1 000	550	300	150	550	150	75	75	150	200	200	550	0	0	0	0		
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2028	14 235	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0		
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2028	13 303	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0		
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2028	7 700	800	400	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0		
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2028	2 000	1 300	600	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0		
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2026	4 270	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0		
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2026	9 000	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0		



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2026	6 300	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0		
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	2015	2028	3 050	2 000	6 000	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0		
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2028	47 000	15 000	36 180	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0		
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2028	13 000	4 000	29 400	2 500	4 000	2 500	2 500	0	2 500	1 500	0	4 000	0	0	0	0		
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2028	3 400	1 050	2 851	350	1 050	350	250	100	350	350	350	1 050	0	0	0	0		
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2028	7 200	2 000	4 695	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0		
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2028	5 500	2 200	1 500	800	2 200	800	770	30	800	700	700	2 200	0	0	0	0		
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2028	6 000	1 500	4 996	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0		
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2028	4 450	1 350	3 175	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0		



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2028	7 525	1 400	6 648	600	1 400	600	600	0	600	400	400	1 400	0	0	0	0		
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2028	7 000	1 600	5 514	600	1 600	600	600	0	600	500	500	1 600	0	0	0	0		
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2028	6 000	4 500	13 500	300	3 800	300	300	0	300	1 700	1 800	3 800	0	0	0	0		
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2028	2 000	550	346	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0		
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2028	1 100	300	200	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0		
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2027	1 568	200	200	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0		
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2026	4 595	1 000	1 000	450	1 000	450	450	0	450	550	0	1 000	0	0	0	0		
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2027	4 500	1 500	10 765	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0		
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2027	4 500	1 500	10 765	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0		



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2020	2027	5 100	1 500	10 765	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2020	2027	4 500	1 500	10 765	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2020	2027	4 600	1 500	10 765	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2020	2027	4 600	1 500	10 765	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2020	2028	8 800	5 000	5 000	500	4 500	500	500	0	500	2 000	2 000	4 500	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2028	550	300	200	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP . SIEGE PGT/RGD	2018	2026	4 100	200	700	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSI T ADM ET BCS	2018	2026	4 500	900	900	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0	
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	2018	2025	82 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2028	2 600	0	3 000	650	1 050	650	650	0	650	200	200	1 050	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2028	3 000	0	3 800	150	1 550	150	150	0	150	700	700	1 550	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2028	2 700	1 500	8 900	300	1 200	300	300	0	300	450	450	1 200	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2028	3 900	2 500	13 800	500	2 000	500	500	0	500	800	700	2 000	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2028	4 000	2 700	18 817	300	1 700	300	300	0	300	700	700	1 700	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2026	4 600	2 000	9 994	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2028	1 500	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2028	950	450	250	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2027	4 500	1 500	10 100	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2027	4 500	1 500	10 100	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	1 412	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	1 413	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	1 413	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 050	550	1 432	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DGEF	2021	2026	14 359	7 000	20 614	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2028	3 110	2 000	9 200	200	1 400	200	200	0	200	600	600	1 400	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	2021	2025	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2028	3 700	2 200	13 200	500	1 700	500	500	0	500	600	600	1 700	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	2021	2028	2 075	1 500	7 875	300	1 200	300	300	0	300	450	450	1 200	0	0	0	0		
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2027	2 000	600	600	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0		
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021	2027	4 050	0	8 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	2021	2028	15 000	15 000	70 000	800	6 800	800	800	0	800	3 000	3 000	6 800	0	0	0	0		
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2023	2028	3 000	2 500	12 000	100	2 100	100	100	0	100	1 000	1 000	2 100	0	0	0	0		
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	2021	2028	4 000	2 500	15 000	300	2 200	300	300	0	300	1 000	900	2 200	0	0	0	0		
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2028	5 200	2 500	10 621	750	2 500	750	750	0	750	900	850	2 500	0	0	0	0		
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2028	19 000	15 000	44 810	4 000	14 000	4 000	4 000	0	4 000	5 000	5 000	14 000	0	0	0	0		
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2028	2 750	2 000	12 000	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0		



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2028	3 100	2 500	13 500	300	1 700	300	300	0	300	700	700	1 700	0	0	0	0		
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2026	720	250	880	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0		
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2028	1 900	1 200	8 200	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0		
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2026	600	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0		
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	2022	2028	1 200	800	4 000	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0		
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	2022	2028	3 000	2 500	12 500	380	2 080	380	380	0	380	900	800	2 080	0	0	0	0		
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	2022	2027	1 900	1 000	5 000	500	1 000	500	500	0	500	200	300	1 000	0	0	0	0		
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	2022	2028	3 200	2 000	9 500	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0		
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	2022	2028	4 000	4 000	20 000	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0		



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	2022	2028	1 453	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0		
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	2022	2026	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0		
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	2022	2028	540	460	380	300	460	300	300	0	300	80	80	460	0	0	0	0		
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	2022	2027	883	300	1 585	150	300	150	130	20	150	150	0	300	0	0	0	0		
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	2023	2028	3 700	2 500	10 000	50	2 050	50	50	0	50	1 000	1 000	2 050	0	0	0	0		
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	2023	2027	1 354	754	3 016	300	754	300	300	0	300	454	0	754	0	0	0	0		
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	2023	2028	11 100	8 100	32 400	1 000	7 000	1 000	1 000	0	1 000	3 000	3 000	7 000	0	0	0	0		
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023	2028	7 000	3 500	8 593	2 500	3 500	2 500	2 500	0	2 500	500	500	3 500	0	0	0	0		
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBL ES DE KOULOUBA	2023	2026	6 000	900	900	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0		



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2023	2025	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	2023	2028	2 700	2 000	8 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0		
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	2023	2028	1 250	700	300	300	700	300	0	300	300	200	200	700	0	0	0	0		
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	2023	2028	14 500	10 000	40 000	800	5 800	800	800	0	800	2 500	2 500	5 800	0	0	0	0		
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	2023	2027	1 200	0	827	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	2024	2028	3 300	3 300	9 900	200	2 200	200	200	0	200	1 000	1 000	2 200	0	0	0	0		
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	2024	2028	1 500	500	2 500	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0		
3407	EXTENSION AMENAGEMENT SIEGE APCMM	2024	2025	600	0	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	2024	2026	900	250	500	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0		



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2024	2028	700	500	400	300	500	300	300	0	300	100	100	500	0	0	0	0		
3414	REHABILITATION CIGEM	2024	2028	820	580	340	100	580	100	100	0	100	240	240	580	0	0	0	0		
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	2024	2028	500	300	223	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0		
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	2024	2026	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0		
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	2024	2027	400	200	400	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0		
3432	CONSTRUCTION SIEGE CENTRE NATIONAL ALERTE PRECOCE	2025	2026	500	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0		
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	2025	2028	4 850	4 700	4 700	400	4 700	400	400	0	400	2 000	2 300	4 700	0	0	0	0		
3434	PROJET EQUIPEMENT SALLE SPORTS KOULOUBA	2025	2026	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
3435	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES DE BAMAKO	2024	2025	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	2024	2027	2 000	2 000	2 000	700	2 000	700	700	0	700	800	500	2 000	0	0	0	0		
3451	Projet de Construction du siège de la DNAT	2026	2028	2 500	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0		
3452	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA SUBDIVISIONS DE URBANISME ET DE HABITAT DE KATI	2026	2028	1 381	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0		
3465	CONSTRUCTION DNH/ DRH	2026	2028	5 000	5 000	5 000	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0		
3467	CONSTRUCTION SIEGE COMMISSION CNI/CND	2026	2028	2 000	2 000	2 000	150	1 150	150	150	0	150	500	500	1 150	0	0	0	0		
3468	REHABILITATION EQUIPEMENT DRPSIAP SIKASSO	2026	2028	500	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0		
3470	CONSTRUCTION DU CENTRE D'INSTRUCTION SOUNSOUNKORO	2026	2028	5 000	5 000	5 000	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0		
3472	TRANSFORMATION DES CENTRES DE SANTE EN HOPITAUX DE DISTRICT	2025	2028	90 000	0	0	9 700	19 400	9 700	9 700	0	9 700	9 700	0	19 400	0	0	0	0		
3473	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE BLA	2025	2028	40 000	0	0	4 300	8 600	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	8 600	0	0	0	0		



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3474	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE DIOILA	2025	2028	40 000	0	0	4 300	8 600	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	8 600	0	0	0	0	
3475	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BOUGOUNI	2025	2028	60 000	0	0	6 480	12 960	6 480	6 480	0	6 480	6 480	0	12 960	0	0	0	0	
3476	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE SAN	2025	2028	60 000	0	0	6 480	12 960	6 480	6 480	0	6 480	6 480	0	12 960	0	0	0	0	
3477	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE NIOIRO	2025	2028	60 000	0	0	6 480	12 960	6 480	6 480	0	6 480	6 480	0	12 960	0	0	0	0	
3478	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE KANGABA	2025	2028	40 000	0	0	4 300	8 600	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	8 600	0	0	0	0	
3479	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	2026	2028	3 000	0	0	3 000	3 000	3 000	3 000	0	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	
3480	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOUTIALA	2026	2028	3 000	0	0	3 000	3 000	3 000	3 000	0	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				977 355	208 794	750 930	99 920	260 904	99 920	98 945	975	99 920	103 614	57 370	260 904	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Urbanisme et Habitat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2028	5 707	750	500	250	750	250	230	20	250	250	250	750	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2028	5 250	1 200	2 783	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	2016	2028	12 000	550	34 881	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2028	5 000	600	4 393	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2028	2 700	900	600	300	900	300	0	300	300	300	300	900	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2028	4 906	600	3 715	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2028	10 000	2 200	1 200	600	2 200	600	600	0	600	800	800	2 200	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2026	16 948	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AME NAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2028	1 900	500	200	100	500	100	100	0	100	200	200	500	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Urbanisme et Habitat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	2022	2026	380	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	2024	2028	1 900	1 400	800	400	1 400	400	400	0	400	500	500	1 400	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				66 691	8 900	49 272	2 800	8 900	2 800	2 440	360	2 800	3 050	3 050	8 900	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Transport / Stockage								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2026	2 900	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2028	2 817	800	5 955	100	600	100	100	0	100	300	200	600	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	2023	2027	2 500	200	7 700	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	2023	2028	7 500	5 500	28 000	300	4 300	300	300	0	300	2 000	2 000	4 300	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	2023	2028	3 500	100	7 600	150	2 050	150	150	0	150	950	950	2 050	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				19 217	6 600	49 255	850	8 250	850	850	0	850	3 750	3 650	8 250	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR				2 503 951	371 669	1 750 014	158 315	541 807	198 915	197 060	1 855	158 315	194 514	103 720	456 549	40 600	44 658	0	85 258	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines			SOUS-SECTEUR						Emploi / Travail									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2026	3 549	100	100	100	100	100	0	100	100	0	0	100	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2026	1 393	100	200	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2028	2 050	1 200	1 181	450	1 200	450	0	450	450	375	375	1 200	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	2017	2026	6 545	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2028	44 824	45 000	60 601	10 000	30 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	10 000	30 000	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	2022	2026	2 500	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	2023	2028	1 520	850	959	300	850	300	0	300	300	275	275	850	0	0	0	0	
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	2023	2029	29 363	450	370	150	15 972	3 150	3 100	50	150	150	150	450	3 000	4 857	7 665	15 522	FIDA
TOTAL SOUS-SECTEUR				91 744	48 150	63 861	11 550	48 672	14 550	13 630	920	11 550	10 800	10 800	33 150	3 000	4 857	7 665	15 522	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Education / Formation								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2028	10 000	1 800	8 834	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2028	2 328	1 000	700	400	1 000	400	400	0	400	300	300	1 000	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2026	1 400	75	75	75	75	75	0	75	75	0	0	75	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2028	17 731	3 500	14 278	1 500	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 000	1 000	3 500	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	2009	2026	5 315	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2026	5 000	300	600	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2028	9 000	150	14 150	150	2 150	150	150	0	150	1 000	1 000	2 150	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2026	7 925	1 900	7 350	1 000	1 900	1 000	1 000	0	1 000	900	0	1 900	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2027	6 000	2 000	4 270	800	2 000	800	800	0	800	1 200	0	2 000	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Education / Formation									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2028	958	350	250	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0		
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2028	2 000	800	1 576	300	800	300	300	0	300	250	250	800	0	0	0	0		
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2028	900	350	250	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0		
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2016	2026	2 181	400	400	400	400	400	350	50	400	0	0	400	0	0	0	0		
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2027	2 800	350	1 866	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0		
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2028	10 000	0	13 000	150	2 150	150	150	0	150	1 000	1 000	2 150	0	0	0	0		
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2028	2 424	3 000	7 342	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0		
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2027	2 200	900	5 300	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0		
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2028	3 684	2 000	15 000	100	1 700	100	100	0	100	800	800	1 700	0	0	0	0		



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Education / Formation								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	2022	2028	5 000	3 000	13 000	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	2022	2028	2 400	1 700	3 400	600	1 700	600	600	0	600	550	550	1 700	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	2022	2028	3 800	2 500	11 500	600	2 200	600	600	0	600	800	800	2 200	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	2022	2025	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	2023	2028	3 500	2 000	8 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	2024	2026	1 000	600	1 800	400	600	400	400	0	400	200	0	600	0	0	0	0	
3436	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	2025	2028	17 384	10 500	500	500	10 500	500	500	0	500	5 000	5 000	10 500	0	0	0	0	
3455	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE RENOVATION DE L'EX ENA	2026	2028	1 930	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
3456	PROJET DE REHABILITATION ET DE RENOVATION DE L'INJS	2026	2028	450	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Education / Formation								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3457	PROJET IMPLEMENTATION D'UNE NOUVELLE IMPRIMERIE DU (CNRENF)	2026	2028	900	900	900	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0	
3458	PROGRAMME COMMUNES AMIES DES ENFANTS	2026	2028	2 250	450	150	150	2 050	1 750	1 700	50	150	150	150	450	1 600	0	0	1 600	UNICEF
TOTAL SOUS-SECTEUR				131 060	42 975	135 441	12 525	45 525	14 125	13 950	175	12 525	17 200	14 200	43 925	1 600	0	0	1 600	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Santé / Affaires sociales								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2061	REHABILITATION EXTENSION IOTA	2007	2028	2 717	900	1 487	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2028	2 745	1 050	2 026	350	1 050	350	310	40	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2212	REHABILITATION EXTENSION HPG	2006	2028	4 793	2 300	2 671	700	2 300	700	700	0	700	800	800	2 300	0	0	0	0	
2214	REHABILITATION EXTENSION. HGT	2004	2028	3 776	1 100	1 662	500	1 100	500	500	0	500	300	300	1 100	0	0	0	0	
2215	REHABILITATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2028	4 000	600	1 274	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2027	1 099	150	300	150	150	150	125	25	150	0	0	150	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2028	2 405	100	200	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	2010	2027	1 047	100	200	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2027	2 335	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Santé / Affaires sociales									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2028	4 815	2 500	9 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0		
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2027	13 650	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0		
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2028	23 428	600	350	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0		
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2027	30 653	5 000	5 000	3 000	3 000	3 000	3 000	0	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0		
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2027	75 000	17 500	103 704	5 000	11 500	5 000	5 000	0	5 000	4 500	2 000	11 500	0	0	0	0		
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2028	1 850	950	1 315	450	950	450	450	0	450	250	250	950	0	0	0	0		
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2028	41 000	300	802	100	300	100	75	25	100	100	100	300	0	0	0	0		
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2026	1 250	300	300	300	300	300	270	30	300	0	0	300	0	0	0	0		
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	2022	2028	5 000	2 000	22 000	400	2 000	400	400	0	400	800	800	2 000	0	0	0	0		



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Santé / Affaires sociales									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	2022	2028	1 900	600	5 000	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0		
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	2022	2028	1 550	800	4 000	250	800	250	250	0	250	250	300	800	0	0	0	0		
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	2022	2028	1 350	750	3 750	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0		
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	2023	2027	2 000	500	1 879	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0		
3471	RENFORCEMENT DE CAPACITES DU HCNLS	2026	2028	600	600	600	600	600	600	400	200	600	0	0	600	0	0	0	0		
TOTAL SOUS-SECTEUR				228 963	39 800	168 920	14 800	30 800	14 800	14 240	560	14 800	9 200	6 800	30 800	0	0	0	0		



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Culture / Art / Sport								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2028	10 000	1 400	1 030	400	1 400	400	370	30	400	500	500	1 400	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2028	3 500	700	651	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	2008	2027	5 900	0	10 610	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2027	4 000	1 350	7 300	650	1 350	650	650	0	650	700	0	1 350	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	2017	2028	1 800	600	688	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2028	3 800	650	546	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2028	600	300	196	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2026	8 700	8 000	8 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2026	15 780	5 000	25 630	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Culture / Art / Sport								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2027	700	400	400	100	400	100	100	0	100	150	150	400	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	2022	2027	1 035	0	0	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	2022	2027	810	500	500	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	2023	2026	26 910	5 000	24 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	2024	2028	120 000	0	90 000	8 000	38 000	8 000	8 000	0	8 000	15 000	15 000	38 000	0	0	0	0	
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	2023	2027	40 000	30 000	30 000	10 000	30 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	10 000	30 000	0	0	0	0	
3460	MALI ARENA	2026	2028	15 000	15 000	15 000	10 000	15 000	10 000	10 000	0	10 000	5 000	0	15 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				258 535	68 900	214 551	32 400	95 400	32 400	32 370	30	32 400	34 600	28 400	95 400	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines			SOUS-SECTEUR							Information								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2028	2 750	425	2 343	225	425	225	150	75	225	100	100	425	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2028	10 000	6 000	7 915	2 000	6 000	2 000	1 950	50	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	2022	2026	750	275	275	275	275	275	275	0	275	0	0	275	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	2022	2028	800	500	250	100	500	100	100	0	100	200	200	500	0	0	0	0	
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	2024	2027	350	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				14 650	7 400	10 883	2 700	7 400	2 700	2 575	125	2 700	2 400	2 300	7 400	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2026	1 800	300	600	300	300	300	250	50	300	0	0	300	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2028	1 773	600	1 400	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2028	2 250	600	1 863	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2028	1 550	400	1 518	200	400	200	0	200	200	100	100	400	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2028	1 300	440	1 033	200	440	200	40	160	200	120	120	440	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2028	1 664	450	1 204	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	2008	2027	1 400	240	1 074	150	240	150	0	150	150	90	0	240	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2028	1 900	360	1 628	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2028	1 600	600	1 042	200	600	200	125	75	200	200	200	600	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines			SOUS-SECTEUR							Administration / Plan et Finances									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2028	1 413	360	1 213	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0		
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2028	1 484	360	1 086	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0		
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EML PROM INVEST PRI	2009	2028	2 000	360	1 802	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0		
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2028	5 200	1 200	4 177	400	1 200	400	170	230	400	400	400	1 200	0	0	0	0		
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2028	4 261	1 050	700	350	1 050	350	0	350	350	350	350	1 050	0	0	0	0		
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2028	4 400	600	400	200	600	200	100	100	200	200	200	600	0	0	0	0		
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2028	1 200	450	529	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0		
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2028	2 170	390	270	150	390	150	30	120	150	120	120	390	0	0	0	0		
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2028	1 836	600	1 464	300	600	300	100	200	300	150	150	600	0	0	0	0		



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	2016	2028	2 424	800	2 008	300	800	300	0	300	300	250	250	800	0	0	0	0		
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	2014	2028	24 000	13 000	6 100	6 000	13 000	6 000	5 900	100	6 000	3 500	3 500	13 000	0	0	0	0		
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2026	3 230	400	400	400	400	400	370	30	400	0	0	400	0	0	0	0		
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2028	1 189	450	300	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0		
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2028	4 000	1 200	3 388	400	1 200	400	225	175	400	400	400	1 200	0	0	0	0		
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	2016	2028	2 100	900	1 510	300	900	300	200	100	300	300	300	900	0	0	0	0		
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2028	3 870	1 500	3 013	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0		
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2028	1 177	450	852	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0		
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2028	9 400	2 700	7 475	900	2 700	900	900	0	900	900	900	2 700	0	0	0	0		



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	2016	2028	2 500	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	2017	2028	1 700	600	936	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2028	1 390	450	1 110	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2026	10 878	200	200	200	200	200	0	200	200	0	0	200	0	0	0	0	BAD
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2028	1 550	750	1 034	250	750	250	175	75	250	250	250	750	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2028	975	600	547	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	2021	2027	1 000	0	559	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3387	APPUI APEX	2023	2028	1 200	700	760	300	700	300	200	100	300	200	200	700	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				111 784	34 810	53 445	14 280	34 810	14 280	10 085	4 195	14 280	10 310	10 220	34 810	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR				836 736	242 035	647 101	88 255	262 607	92 855	86 850	6 005	88 255	84 510	72 720	245 485	4 600	4 857	7 665	17 122	
TOTAL GENERAL				5 553 996	869 994	3 040 462	326 219	1 216 950	491 219	419 285	71 934	326 219	314 199	211 315	851 733	165 000	162 422	37 795	365 217	

ANNEXE 2 :

Présentation détaillée des Projets par Ministère / Institution et par Source de Financement



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBL ES DE KOULOUBA	2023	2026	6 000	900	900	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2023	2025	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3434	PROJET EQUIPEMENT SALLE SPORTS KOULOUBA	2025	2026	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				6 750	900	900	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		PRIMATURE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3027	MODERNISATION SGG	2017	2028	1 700	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2028	2 000	1 300	300	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	2024	2027	2 000	2 000	2 000	700	2 000	700	700	0	700	800	500	2 000	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2028	950	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2028	550	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3432	CONSTRUCTION SIEGE CENTRE NATIONAL ALERTE PRECOCE	2025	2026	500	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				7 700	4 950	3 050	1 750	4 950	1 750	1 750	0	1 750	1 750	1 450	4 950	0	0	0	0	

**PTI 2026 - 2028****PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COUR SUPREME																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2028	13 000	4 000	4 000	2 500	4 000	2 500	2 500	0	2 500	1 500	0	4 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				13 000	4 000	4 000	2 500	4 000	2 500	2 500	0	2 500	1 500	0	4 000	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	2025	2028	4 850	4 700	4 700	400	4 700	400	400	0	400	2 000	2 300	4 700	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				4 850	4 700	4 700	400	4 700	400	400	0	400	2 000	2 300	4 700	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2028	20 000	4 500	1 500	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	2023	2027	1 354	754	754	300	754	300	300	0	300	454	0	754	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	2022	2028	3 200	2 000	2 000	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2028	2 250	600	200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				26 804	7 854	4 454	2 600	7 854	2 600	2 400	200	2 600	2 854	2 400	7 854	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2028	5 200	2 500	2 500	750	2 500	750	750	0	750	900	850	2 500	0	0	0	0	
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	2024	2028	500	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	2024	2027	350	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	2023	2028	1 520	850	300	300	850	300	0	300	300	275	275	850	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2026	1 400	75	75	75	75	75	0	75	75	0	0	75	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2028	2 050	1 200	450	450	1 200	450	0	450	450	375	375	1 200	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	2024	2028	820	580	100	100	580	100	100	0	100	240	240	580	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				11 840	5 705	3 625	1 875	5 705	1 875	1 050	825	1 875	1 990	1 840	5 705	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2026	720	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				720	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	2018	2025	82 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				82 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	


PTI 2026 - 2028
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	2016	2028	2 100	900	300	300	900	300	200	100	300	300	300	900	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	2023	2028	14 500	10 000	10 000	800	5 800	800	800	0	800	2 500	2 500	5 800	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2028	1 773	600	200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2017	2028	1 650	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2028	1 177	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2026	10 878	200	200	200	200	200	0	200	200	0	0	200	0	0	0	0	BAD
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2028	1 189	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	2016	2028	2 500	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANS IT ADM ET BCS	2018	2026	4 500	900	900	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	2021	2028	15 000	15 000	15 000	800	6 800	800	800	0	800	3 000	3 000	6 800	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2027	3 100	900	500	500	900	500	400	100	500	400	0	900	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2026	3 324	1 500	500	500	1 500	500	400	100	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2026	9 000	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2028	1 500	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2028	4 450	1 350	450	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP . SIEGE PGT/RGD	2018	2026	4 100	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	2023	2028	2 700	2 000	2 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2028	19 000	15 000	15 000	4 000	14 000	4 000	4 000	0	4 000	5 000	5 000	14 000	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2028	1 836	600	300	300	600	300	100	200	300	150	150	600	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2028	24 000	13 000	6 000	6 000	13 000	6 000	5 900	100	6 000	3 500	3 500	13 000	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2028	3 400	1 050	350	350	1 050	350	250	100	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2028	4 000	1 200	400	400	1 200	400	225	175	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2028	1 550	750	250	250	750	250	175	75	250	250	250	750	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	2021	2027	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	2022	2028	1 453	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3468	REHABILITATION EQUIPEMENT DRPSIAP SIKASSO	2026	2028	500	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2026	600	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2028	2 000	800	300	300	800	300	300	0	300	250	250	800	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	2023	2028	1 250	700	300	300	700	300	0	300	300	200	200	700	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2028	1 000	220	70	70	220	70	0	70	70	75	75	220	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2028	1 200	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2028	3 870	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2028	9 400	2 700	900	900	2 700	900	900	0	900	900	900	2 700	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	2022	2028	4 000	4 000	4 000	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2028	1 390	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	2016	2028	2 424	800	300	300	800	300	0	300	300	250	250	800	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	2012	2028	2 766	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2016	2026	2 181	400	400	400	400	400	350	50	400	0	0	400	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2028	4 261	1 050	350	350	1 050	350	0	350	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2028	4 400	600	200	200	600	200	100	100	200	200	200	600	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2026	6 300	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2026	4 595	1 000	1 000	450	1 000	450	450	0	450	550	0	1 000	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2028	975	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				192 792	86 870	64 320	24 370	71 470	24 370	21 400	2 970	24 370	24 125	22 975	71 470	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2028	10 000	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	2015	2028	3 050	2 000	2 000	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				13 050	3 800	2 600	1 200	3 800	1 200	1 200	0	1 200	1 300	1 300	3 800	0	0	0	0	


PTI 2026 - 2028
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2028	2 750	2 000	2 000	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	2022	2026	2 500	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	2023	2029	29 363	450	150	150	15 972	3 150	3 100	50	150	150	150	450	3 000	4 857	7 665	15 522	FIDA
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2026	3 549	100	100	100	100	100	0	100	100	0	0	100	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	2017	2026	6 545	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2028	44 824	45 000	45 000	10 000	30 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	10 000	30 000	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2028	2 424	3 000	3 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2028	3 900	2 500	2 500	500	2 000	500	500	0	500	800	700	2 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				95 855	53 500	53 200	12 000	51 322	15 000	14 850	150	12 000	11 950	11 850	35 800	3 000	4 857	7 665	15 522	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2026	1 800	300	300	300	300	300	250	50	300	0	0	300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 800	300	300	300	300	300	250	50	300	0	0	300	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3458	PROGRAMME COMMUNES AMIES DES ENFANTS	2026	2028	2 250	450	150	150	2 050	1 750	1 700	50	150	150	150	450	1 600	0	0	1 600	UNICEF
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2028	5 500	2 200	800	800	2 200	800	770	30	800	700	700	2 200	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023	2028	7 000	3 500	2 500	2 500	3 500	2 500	2 500	0	2 500	500	500	3 500	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2028	3 625	1 200	400	400	1 200	400	200	200	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2028	6 000	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2028	10 000	2 200	600	600	2 200	600	600	0	600	800	800	2 200	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2028	6 900	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2028	10 000	2 200	600	600	2 200	600	600	0	600	800	800	2 200	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2028	10 000	2 000	600	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2028	5 500	1 600	600	600	1 600	600	600	0	600	500	500	1 600	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2028	5 000	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2028	14 235	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2028	13 303	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2028	7 700	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2028	7 000	1 600	600	600	1 600	600	600	0	600	500	500	1 600	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2028	7 525	1 400	600	600	1 400	600	600	0	600	400	400	1 400	0	0	0	0	


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2020	2027	5 100	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2020	2027	4 600	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2020	2027	4 600	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2020	2028	8 800	5 000	5 000	500	4 500	500	500	0	500	2 000	2 000	4 500	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2027	4 500	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2020	2027	4 500	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2027	4 500	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2027	4 500	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2027	4 500	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2028	1 550	400	200	200	400	200	0	200	200	100	100	400	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	2023	2028	11 100	8 100	8 100	1 000	7 000	1 000	1 000	0	1 000	3 000	3 000	7 000	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 050	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2028	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				201 838	57 000	36 700	17 100	57 000	18 700	18 220	480	17 100	19 150	19 150	55 400	1 600	0	0	1 600	



PTI 2026 - 2028
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	2024	2026	900	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				900	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	2022	2026	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	2023	2027	50 000	450	150	150	15 450	6 150	0	6 150	150	150	150	450	6 000	9 000	0	15 000	B.M.
3459	PROJET DE RESILIENCE COMMUNAUTAIRE ET DE SERVICES INCLUSIFS (MALIDENKO)	2026	2028	4 450	450	150	150	4 450	4 150	4 100	50	150	150	150	450	4 000	0	0	4 000	BM
3467	CONSTRUCTION SIEGE COMMISSION CNI/CND	2026	2028	2 000	2 000	2 000	150	1 150	150	150	0	150	500	500	1 150	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				56 450	2 900	2 300	450	21 050	10 450	4 250	6 200	450	800	800	2 050	10 000	9 000	0	19 000	


PTI 2026 - 2028
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2028	1 900	1 200	1 200	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2025	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2028	6 000	4 500	4 500	300	3 800	300	300	0	300	1 700	1 800	3 800	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2025	600	50	50	50	50	50	40	10	50	0	0	50	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2027	22 822	450	450	450	1 074	800	700	100	450	0	0	450	350	274	0	624	PNUD
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2028	2 000	360	120	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2028	1 200	400	100	100	400	100	0	100	100	150	150	400	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2028	2 170	390	150	150	390	150	30	120	150	120	120	390	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2025	1 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2025	4 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3397	PROJET DEVELOPPEMENT MODERNISATION CERFITEX	2024	2028	10 515	900	300	300	900	300	280	20	300	300	300	900	0	0	0	0	
3387	APPUI APEX	2023	2028	1 200	700	300	300	700	300	200	100	300	200	200	700	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2026	600	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2028	2 200	650	250	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2028	2 000	340	100	100	340	100	70	30	100	120	120	340	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2027	1 300	450	150	150	450	150	150	0	150	300	0	450	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				62 507	10 490	7 770	2 670	10 114	3 020	2 400	620	2 670	3 510	3 310	9 490	350	274	0	624	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2028	958	350	150	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2028	900	350	150	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2028	17 731	3 500	1 500	1 500	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 000	1 000	3 500	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2026	5 000	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2028	3 700	2 200	2 200	500	1 700	500	500	0	500	600	600	1 700	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2028	1 600	600	200	200	600	200	125	75	200	200	200	600	0	0	0	0	
3457	PROJET IMPLEMENTATION D'UNE NOUVELLE IMPRIMERIE DU (CNRENF)	2026	2028	900	900	900	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2024	2028	700	500	300	300	500	300	300	0	300	100	100	500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				31 489	8 700	5 700	4 000	8 200	4 000	3 925	75	4 000	2 100	2 100	8 200	0	0	0	0	


PTI 2026 - 2028
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2028	9 000	150	150	150	2 150	150	150	0	150	1 000	1 000	2 150	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2028	10 000	0	0	150	2 150	150	150	0	150	1 000	1 000	2 150	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	2022	2028	2 400	1 700	1 700	600	1 700	600	600	0	600	550	550	1 700	0	0	0	0	
3455	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE RENOVATION DE L'EX ENA	2026	2028	1 930	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2028	2 328	1 000	400	400	1 000	400	400	0	400	300	300	1 000	0	0	0	0	
3456	PROJET DE REHABILITATION ET DE RENOVATION DE L'INJS	2026	2028	450	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2027	6 000	2 000	2 000	800	2 000	800	800	0	800	1 200	0	2 000	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	2022	2028	3 800	2 500	2 500	600	2 200	600	600	0	600	800	800	2 200	0	0	0	0	
3435	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES DE BAMAKO	2024	2025	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2027	2 200	900	900	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2026	5 315	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	2022	2028	5 000	3 000	3 000	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2026	7 925	1 900	1 900	1 000	1 900	1 000	1 000	0	1 000	900	0	1 900	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	2023	2028	3 500	2 000	2 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	2024	2026	1 000	600	600	400	600	400	400	0	400	200	0	600	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	2022	2025	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				61 548	18 200	16 100	6 750	20 950	6 750	6 750	0	6 750	8 500	5 700	20 950	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2028	3 800	650	250	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	2022	2027	810	500	500	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2028	9 000	1 050	250	250	1 050	250	250	0	250	400	400	1 050	0	0	0	0	
3407	EXTENSION AMENAGEMENT SIEGE APCMM	2024	2025	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2028	1 664	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2028	600	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2028	1 100	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2027	1 568	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2027	2 800	350	150	150	350	150	150	0	150	200	0	350	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	2022	2027	1 035	0	0	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	2017	2028	1 800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2028	3 500	700	200	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2027	700	400	100	100	400	100	100	0	100	150	150	400	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2028	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2026	2 700	0	0	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				33 677	6 050	2 250	2 450	6 750	2 450	2 300	150	2 450	2 550	1 750	6 750	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2028	4 200	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3460	MALI ARENA	2026	2028	15 000	15 000	15 000	10 000	15 000	10 000	10 000	0	10 000	5 000	0	15 000	0	0	0	0	
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	2024	2028	120 000	0	0	8 000	38 000	8 000	8 000	0	8 000	15 000	15 000	38 000	0	0	0	0	
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	2023	2027	40 000	30 000	30 000	10 000	30 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	10 000	30 000	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2028	10 000	1 400	400	400	1 400	400	370	30	400	500	500	1 400	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2027	4 000	1 350	650	650	1 350	650	650	0	650	700	0	1 350	0	0	0	0	
3436	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	2025	2028	17 384	10 500	500	500	10 500	500	500	0	500	5 000	5 000	10 500	0	0	0	0	
3470	CONSTRUCTION DU CENTRE D'INSTRUCTION SOUNSOUNKORO	2026	2028	5 000	5 000	5 000	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	2008	2027	5 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	2023	2026	26 910	5 000	5 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2026	8 700	8 000	8 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2026	15 780	5 000	5 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				272 874	81 850	69 750	32 050	104 150	32 050	32 020	30	32 050	38 900	33 200	104 150	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2027	30 653	5 000	5 000	3 000	3 000	3 000	3 000	0	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2027	2 000	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	2022	2028	1 350	750	750	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2027	75 000	17 500	17 500	5 000	11 500	5 000	5 000	0	5 000	4 500	2 000	11 500	0	0	0	0	
3472	TRANSFORMATION DES CENTRES DE SANTE EN HOPITAUX DE DISTRICT	2025	2028	90 000	0	0	9 700	19 400	9 700	9 700	0	9 700	9 700	0	19 400	0	0	0	0	
3478	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE KANGABA	2025	2028	40 000	0	0	4 300	8 600	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	8 600	0	0	0	0	
3479	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	2026	2028	3 000	0	0	3 000	3 000	3 000	3 000	0	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	
3473	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE BLA	2025	2028	40 000	0	0	4 300	8 600	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	8 600	0	0	0	0	
3477	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE NIORO	2025	2028	60 000	0	0	6 480	12 960	6 480	6 480	0	6 480	6 480	0	12 960	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3474	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE DIOILA	2025	2028	40 000	0	0	4 300	8 600	4 300	4 300	0	4 300	4 300	0	8 600	0	0	0	0	
3475	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BOUGOUNI	2025	2028	60 000	0	0	6 480	12 960	6 480	6 480	0	6 480	6 480	0	12 960	0	0	0	0	
3480	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOUTIALA	2026	2028	3 000	0	0	3 000	3 000	3 000	3 000	0	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	
3476	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE SAN	2025	2028	60 000	0	0	6 480	12 960	6 480	6 480	0	6 480	6 480	0	12 960	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2028	1 413	360	120	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	2022	2028	1 550	800	800	250	800	250	250	0	250	250	300	800	0	0	0	0	
2061	REHABILITATION EXTENSION IOTA	2007	2028	2 717	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2215	REHABILITATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2028	4 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2212	REHABILITATION EXTENSION HPG	2006	2028	4 793	2 300	700	700	2 300	700	700	0	700	800	800	2 300	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2214	REHABILITATION EXTENSION. HGT	2004	2028	3 776	1 100	500	500	1 100	500	500	0	500	300	300	1 100	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	2022	2028	5 000	2 000	2 000	400	2 000	400	400	0	400	800	800	2 000	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2027	2 335	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2027	13 650	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	2023	2027	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021	2027	4 050	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	2023	2027	2 000	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2028	5 200	1 200	400	400	1 200	400	170	230	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2028	41 000	300	100	100	300	100	75	25	100	100	100	300	0	0	0	0	


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPEMENT SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2028	4 815	2 500	2 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	2022	2028	1 900	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2028	1 850	950	450	450	950	450	450	0	450	250	250	950	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	2022	2027	883	300	300	150	300	150	130	20	150	150	0	300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				607 135	39 360	33 320	62 010	120 440	62 010	61 615	395	62 010	51 660	6 770	120 440	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3471	RENFORCEMENT DE CAPACITES DU HCNLS	2026	2028	600	600	600	600	600	600	400	200	600	0	0	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				600	600	600	600	600	600	400	200	600	0	0	600	0	0	0	0	


PTI 2026 - 2028
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	2021	2028	2 075	1 500	1 500	300	1 200	300	300	0	300	450	450	1 200	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2026	1 393	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2027	2 104	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	2010	2027	1 047	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2028	1 084	300	100	100	300	100	80	20	100	100	100	300	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2028	4 900	100	100	100	900	900	870	30	100	0	0	100	800	0	0	800	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2028	1 291	100	100	100	100	100	70	30	100	0	0	100	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2027	1 099	150	150	150	150	150	125	25	150	0	0	150	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2028	1 892	450	150	150	450	150	120	30	150	150	150	450	0	0	0	0	

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

MINISTERE		MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2028	2 405	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				19 290	3 000	2 500	1 300	3 500	2 100	1 885	215	1 300	700	700	2 700	800	0	0	800	


PTI 2026 - 2028
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2027	15 000	2 000	1 000	1 000	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	2 000	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2027	15 000	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2027	81 300	0	0	0	17 000	8 500	8 500	0	0	0	0	0	8 500	8 500	0	17 000	UE
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2025	35 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2025	70 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2026	24 457	0	0	2 100	2 100	2 100	2 100	0	2 100	0	0	2 100	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2027	28 187	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	2019	2027	98 000	0	0	2 000	17 000	2 000	2 000	0	2 000	15 000	0	17 000	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2025	20 520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE II SECTEUR A° BOUREM TARKINT ANEFIS KIDAL	2020	2027	70 400	200	100	100	23 300	8 200	8 200	0	100	100	0	200	8 100	15 000	0	23 100	BAD UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2027	199 789	1 100	100	100	17 100	8 100	8 100	0	100	1 000	0	1 100	8 000	8 000	0	16 000	BADEA OFID
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJ0	2021	2027	37 750	0	0	1 000	14 700	5 000	5 000	0	1 000	750	0	1 750	4 000	8 950	0	12 950	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2027	70 000	0	0	10 000	25 000	10 000	10 000	0	10 000	15 000	0	25 000	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	2022	2026	42 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	2022	2027	20 000	15 000	15 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUG OU	2022	2028	34 710	2 500	500	1 000	15 208	9 000	9 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	8 000	4 208	0	12 208	BOAD
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	2022	2028	3 000	2 500	2 500	380	2 080	380	380	0	380	900	800	2 080	0	0	0	0	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	2022	2027	90 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGA MANANTALI (92KM)	2022	2026	34 510	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	2022	2028	11 000	6 750	750	750	6 750	750	750	0	750	3 000	3 000	6 750	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	2022	2027	10 080	1 500	1 500	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	2022	2028	25 000	5 000	5 000	370	2 370	370	370	0	370	1 000	1 000	2 370	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	2022	2027	127 000	0	0	7 000	17 000	7 000	7 000	0	7 000	10 000	0	17 000	0	0	0	0	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2028	70 700	60 000	60 000	7 600	37 600	7 600	7 500	100	7 600	15 000	15 000	37 600	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	2022	2027	1 900	1 000	1 000	500	1 000	500	500	0	500	200	300	1 000	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	2023	2028	7 500	5 500	5 500	300	4 300	300	300	0	300	2 000	2 000	4 300	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	2024	2026	200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3469	CONSTRUCTION DE LA ROUTE OUELESSEBOUGOU SELINGUE EN 2X2 VOIES	2026	2028	20 000	20 000	20 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2026	4 918	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2026	2 900	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2028	2 817	800	800	100	600	100	100	0	100	300	200	600	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	2021	2028	4 000	2 500	2 500	300	2 200	300	300	0	300	1 000	900	2 200	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	2023	2027	2 500	200	200	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	2023	2028	3 500	100	100	150	2 050	150	150	0	150	950	950	2 050	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	2021	2025	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	2008	2027	1 400	240	150	150	240	150	0	150	150	90	0	240	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2027	1 960	400	200	200	400	200	0	200	200	200	0	400	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	2022	2028	1 200	800	800	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2027	2 800	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3453	CARTOGRAPHIE TOPOGRAPHIE A L'ECHELLE 1/50 000	2026	2028	1 800	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2027	28 609	1 000	500	500	1 000	500	450	50	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2027	1 200	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3431	PROJET ELARGISSEMENT 2X2 VOIES ROUTE BKO KOULOUBA KATI BRETELLE POINT G & SAME	2025	2028	94 000	20 000	20 000	15 000	45 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	15 000	45 000	0	0	0	0	
3454	MODERNISATION DU RESEAU GEODESIQUE DE REFERENCE AU MALI	2026	2028	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	2019	2027	2 179	800	500	500	800	500	500	0	500	300	0	800	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 420 086	155 015	141 225	55 425	268 123	92 025	91 525	500	55 425	88 190	43 250	186 865	36 600	44 658	0	81 258	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3416	PROJET RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES (PRTD)	2024	2030	75 000	600	200	200	17 600	17 200	17 050	150	200	200	200	600	17 000	0	0	17 000	B.M. BM
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2028	7 200	550	150	150	550	150	0	150	150	200	200	550	0	0	0	0	
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2025	6 229	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2028	3 750	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2025	11 983	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2028	1 050	540	300	300	540	300	300	0	300	120	120	540	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2028	1 170	300	100	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DGEF	2021	2026	14 359	7 000	7 000	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2027	3 725	0	0	0	400	200	200	0	0	0	0	0	200	200	0	400	PNUD


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3450	PROGRAMME D'ACTIVITE DE L'OPERATION AMENAGEMENT DU PARC NATIONAL DE LA BOUCLE DU BAOULE ET DES RESERVES ADJACENTES OPNBB 2026-2030	2026	2028	450	450	150	150	450	150	100	50	150	150	150	450	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2028	5 250	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2028	12 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2028	4 906	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2028	3 000	0	0	150	1 550	150	150	0	150	700	700	1 550	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AME NAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2028	1 900	500	100	100	500	100	100	0	100	200	200	500	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	2023	2026	7 000	0	0	0	700	700	700	0	0	0	0	0	700	0	0	0	700 KfW
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2028	1 300	440	200	200	440	200	40	160	200	120	120	440	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2028	2 600	900	300	300	900	300	0	300	300	300	300	900	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2028	3 800	650	250	250	650	250	230	20	250	200	200	650	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2028	2 600	0	0	650	1 050	650	650	0	650	200	200	1 050	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2028	5 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2028	2 700	900	300	300	900	300	0	300	300	300	300	900	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2028	2 200	750	350	350	750	350	350	0	350	200	200	750	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				179 172	16 980	10 500	4 800	32 180	22 700	21 470	1 230	4 800	4 640	4 640	14 080	17 900	200	0	18 100	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2028	45 000	6 500	500	500	6 500	500	475	25	500	3 000	3 000	6 500	0	0	0	0	
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2028	18 695	300	100	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2028	7 800	600	200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2027	65 000	650	150	150	5 350	3 650	3 500	150	150	250	250	650	3 500	1 200	0	4 700	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2028	4 096	210	50	50	2 110	1 950	1 900	50	50	80	80	210	1 900	0	0	1 900	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2028	16 262	260	100	100	1 960	1 800	1 700	100	100	80	80	260	1 700	0	0	1 700	KfW
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2028	195 754	1 950	650	650	1 950	650	0	650	650	650	650	1 950	0	0	0	0	Multibailleurs
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2027	75 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	B.M.
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2028	13 422	500	200	200	3 600	3 300	3 280	20	200	150	150	500	3 100	0	0	3 100	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT UE


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DE DOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2028	30 496	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2028	1 734	540	300	300	540	300	0	300	300	120	120	540	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENTES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2028	46 202	5 000	5 000	900	1 900	900	900	0	900	500	500	1 900	0	0	0	0	
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	2021	2025	36 623	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BAD/BOAD
3439	PROJET RENFORCEMENT SYSTEME ELECTRIQUE AMELIORATION	2024	2027	25 500	0	0	0	14 271	2 900	2 900	0	0	0	0	0	2 900	11 371	0	14 271	B.M.
3461	APPUI CELLULE DE SUIVI DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KENIE DE 56 MW	2026	2028	100	100	100	100	100	100	70	30	100	0	0	100	0	0	0	0	
3462	REALISATION ETUDES DE LA LIGNE DE TRANSPORT 225 kV double terre reliant KENIE-Koulikoro-Banamba-Nara sur 116 km	2026	2028	30 381	600	600	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3463	REALISATION DES ETDUES de la ligne de transport 225 kV double terre reliant Kati-Kambila-Kolokani-DIDIENI sur 173 km	2026	2028	44 166	700	700	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2025	3 885	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2028	9 587	200	50	50	200	50	0	50	50	75	75	200	0	0	0	0	UE
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	2022	2028	9 195	1 300	300	300	1 300	300	280	20	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	2024	2028	3 489	350	150	150	350	150	50	100	150	100	100	350	0	0	0	0	
3465	CONSTRUCTION DNH/ DRH	2026	2028	5 000	5 000	5 000	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2028	30 114	900	300	300	900	300	270	30	300	300	300	900	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2028	11 800	1 720	600	600	4 720	3 600	3 000	600	600	560	560	1 720	3 000	0	0	3 000	BADEA Fonds Abou Dabi
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2025	30 889	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL AU MALI	2018	2026	13 800	0	0	0	2 500	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	0	0	2 500	BID

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

3362	PROJET DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES ET RESEAUX ELECTRIQUES DANS 50 LOCALITES RURALES AU MALI	2023	2028	34 500	0	0	0	6 300	3 300	3 300	0	0	0	0	0	3 300	3 000	0	6 300	BOAD Fonds Vert Climat
------	---	------	------	--------	---	---	---	-------	-------	-------	---	---	---	---	---	-------	-------	---	-------	------------------------



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2028	3 440	950	350	350	950	350	350	0	350	300	300	950	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2028	1 980	300	100	100	300	100	50	50	100	100	100	300	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2028	7 800	900	300	300	900	300	270	30	300	300	300	900	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	2023	2028	3 700	2 500	2 500	50	2 050	50	50	0	50	1 000	1 000	2 050	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2028	167 680	0	0	0	70 635	4 100	4 100	0	0	1 500	1 500	3 000	4 100	33 405	30 130	67 635	F.I.D.A Multibailleurs
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2028	1 500	400	150	150	400	150	0	150	150	125	125	400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				994 590	32 430	18 450	6 150	132 236	32 150	29 495	2 655	6 150	10 490	10 490	27 130	26 000	48 976	30 130	105 106	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MINES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2028	1 900	360	120	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2028	3 684	2 000	2 000	100	1 700	100	100	0	100	800	800	1 700	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2026	8 000	0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	
3464	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINIERES (PDRM)	2026	2028	2 000	600	600	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	2022	2028	540	460	300	300	460	300	300	0	300	80	80	460	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	2022	2028	2 500	1 100	500	500	1 100	500	500	0	500	300	300	1 100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				18 624	4 520	3 520	3 620	6 220	3 620	3 500	120	3 620	1 300	1 300	6 220	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2028	3 200	700	300	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2028	10 000	6 000	2 000	2 000	6 000	2 000	1 950	50	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2026	4 038	0	0	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	2022	2026	750	275	275	275	275	275	275	0	275	0	0	275	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2028	2 750	425	225	225	425	225	150	75	225	100	100	425	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				20 738	7 400	2 800	3 200	7 800	3 200	3 075	125	3 200	2 300	2 300	7 800	0	0	0	0	


PTI 2026 - 2028
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2028	16 500	4 100	1 100	1 100	4 100	1 100	1 000	100	1 100	1 500	1 500	4 100	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2028	23 428	600	200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2028	3 110	2 000	2 000	200	1 400	200	200	0	200	600	600	1 400	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2026	4 270	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2028	7 200	2 000	600	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2028	5 707	750	250	250	750	250	230	20	250	250	250	750	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	2022	2026	380	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3452	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA SUBDIVISIONS DE URBANISME ET DE HABITAT DE KATI	2026	2028	1 381	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2026	3 230	400	400	400	400	400	370	30	400	0	0	400	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3451	Projet de Construction du siège de la DNAT	2026	2028	2 500	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2028	2 745	1 050	350	350	1 050	350	310	40	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2028	1 000	550	150	150	550	150	75	75	150	200	200	550	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE REGIONALES CADASTRE	2017	2028	8 000	1 300	1 300	150	750	150	150	0	150	300	300	750	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2028	2 700	1 500	1 500	300	1 200	300	300	0	300	450	450	1 200	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2026	16 948	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	2022	2026	25 904	150	150	150	150	150	130	20	150	0	0	150	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2028	47 000	15 000	5 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE DES VILLES (SISV)	2022	2028	800	500	100	100	500	100	100	0	100	200	200	500	0	0	0	0	

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

MINISTERE		MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2026	1 250	300	300	300	300	300	270	30	300	0	0	300	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	2024	2028	1 900	1 400	400	400	1 400	400	400	0	400	500	500	1 400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				175 953	32 200	14 400	10 250	30 750	10 250	9 695	555	10 250	10 250	10 250	30 750	0	0	0	0	


PTI 2026 - 2028
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	2019	2025	57 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Canada Danemark F.I.D.A
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2028	4 000	2 700	2 700	300	1 700	300	300	0	300	700	700	1 700	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2026	4 600	2 000	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2023	2028	3 000	2 500	2 500	100	2 100	100	100	0	100	1 000	1 000	2 100	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTION INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	2022	2027	31 828	1 250	350	350	6 518	4 340	4 310	30	350	450	450	1 250	3 990	1 278	0	5 268	F.I.D.A
3366	Programme de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro- Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri- Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	2022	2027	14 000	550	150	150	4 412	3 178	3 128	50	150	200	200	550	3 028	834	0	3 862	B.A.D
3417	PROGRAMME NATIONAL D'IRRIGATION DE PROXIMITE	2025	2027	1 200	800	0	0	800	0	0	0	0	400	400	800	0	0	0	0	
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	2020	2027	8 762	0	0	0	3 305	1 300	1 300	0	0	0	0	0	1 300	2 005	0	3 305	BOAD
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2027	122 193	1 600	300	300	1 600	300	250	50	300	650	650	1 600	0	0	0	0	


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2028	44 551	1 900	400	400	1 900	400	380	20	400	750	750	1 900	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2027	3 277	0	0	0	776	776	776	0	0	0	0	0	776	0	0	776	ESPAGNE
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	2023	2027	40 100	6 500	1 500	1 500	24 100	3 500	3 000	500	1 500	2 500	2 500	6 500	2 000	15 600	0	17 600	Multibailleurs
3391	APPUI CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	2022	2027	17 000	0	0	0	6 462	4 985	4 985	0	0	0	0	0	4 985	1 477	0	6 462	Canada
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	2023	2027	38 785	250	150	150	19 217	8 350	8 300	50	150	150	150	450	8 200	10 567	0	18 767	B.A.D
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	2022	2027	13 058	0	0	0	5 906	3 300	3 300	0	0	0	0	0	3 300	2 606	0	5 906	KfW
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	2023	2027	8 560	0	0	0	4 560	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	560	0	4 560	KfW
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2028	1 484	360	120	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2028	5 000	1 050	350	350	1 050	350	0	350	350	350	350	1 050	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2026	10 500	400	400	400	400	400	350	50	400	0	0	400	0	0	0	0		
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2026	34 107	0	0	0	7 871	7 871	7 871	0	0	0	0	0	7 871	0	0	0	7 871	KfW
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2028	3 433	950	250	250	950	250	150	100	250	350	350	950	0	0	0	0		
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2028	4 505	900	300	300	900	300	200	100	300	300	300	900	0	0	0	0		
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2026	8 000	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0		
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2016	2027	3 200	1 050	250	250	1 050	250	220	30	250	400	400	1 050	0	0	0	0		
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2019	2028	3 100	1 000	300	300	1 000	300	250	50	300	350	350	1 000	0	0	0	0		
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	2024	2027	13 300	300	100	100	6 730	1 600	25	1 575	100	100	100	300	1 500	4 930	0	6 430	BID	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2028	3 056	650	250	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0		



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2028	15 759	2 700	2 700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0		
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2027	2 620	1 200	400	400	1 200	400	380	20	400	400	400	1 200	0	0	0	0		
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2020	2027	3 520	1 050	250	250	1 050	250	230	20	250	400	400	1 050	0	0	0	0		
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2026	3 666	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0		
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	2022	2027	12 000	5 000	5 000	300	900	300	280	20	300	300	300	900	0	0	0	0		
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	2024	2028	3 300	3 300	3 300	200	2 200	200	200	0	200	1 000	1 000	2 200	0	0	0	0		
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2026	56 110	0	0	0	12 000	12 000	12 000	0	0	0	0	0	12 000	0	0	0	12 000	B.M.
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	2022	2028	1 100	650	250	250	650	250	230	20	250	200	200	650	0	0	0	0		
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	2023	2027	33 400	0	0	0	9 846	6 300	6 300	0	0	0	0	0	6 300	3 546	0	9 846	B.M.	

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)****République du Mali****Un Peuple – Un But – Une Foi**

MINISTERE		MINISTERE DE L'AGRICULTURE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2028	2 650	800	200	200	800	200	185	15	200	300	300	800	0	0	0	0	
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2027	11 221	2 000	2 000	150	1 750	150	150	0	150	800	800	1 750	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2027	43 500	16 000	5 000	5 000	16 000	5 000	2 000	3 000	5 000	5 500	5 500	16 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				690 445	59 510	31 570	14 220	154 013	73 470	67 280	6 190	14 220	18 570	18 570	51 360	59 250	43 403	0	102 653	


PTI 2026 - 2028
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	2016	2028	13 780	450	150	150	5 295	1 150	1 100	50	150	150	150	450	1 000	3 845	0	4 845	BID
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2028	37 528	510	170	170	510	170	50	120	170	170	170	510	0	0	0	0	BID
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2028	3 100	2 500	2 500	300	1 700	300	300	0	300	700	700	1 700	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	2022	2028	47 367	600	200	200	16 309	8 700	8 550	150	200	200	200	600	8 500	7 209	0	15 709	BM
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2028	9 000	750	250	250	750	250	175	75	250	250	250	750	0	0	0	0	
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAILS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	2023	2028	1 210	600	200	200	600	200	140	60	200	200	200	600	0	0	0	0	
3449	APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE DE SECURISATION ET DE STABILISATION DU BETAIL	2026	2028	900	900	300	300	900	300	200	100	300	300	300	900	0	0	0	0	
3466	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DE LA RACE GIROLANDO	2026	2028	1 000	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2028	14 000	550	250	250	550	250	250	0	250	150	150	550	0	0	0	0	
------	--	------	------	--------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---	-----	-----	-----	-----	---	---	---	---	--


MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT(DNPD)
République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE		MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2028	1 200	500	200	200	500	200	0	200	200	150	150	500	0	0	0	0	
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	2024	2028	1 500	500	500	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	2024	2026	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2028	4 000	1 000	1 000	250	750	250	230	20	250	250	250	750	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2027	1 459	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2028	2 805	450	250	250	450	250	225	25	250	100	100	450	0	0	0	0	
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	2024	2027	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2028	1 520	600	200	200	600	200	160	40	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				141 219	10 510	6 570	3 420	30 014	12 920	12 080	840	3 420	3 120	2 920	9 460	9 500	11 054	0	20 554	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	2020	2026	7 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Italie
TOTAL MINISTERE				7 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



PTI 2026 - 2028

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		CHARGES COMMUNES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2026			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2026	2026	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total	Sources
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2026	100 300	150 000	150 000	47 159	47 159	47 159	0	47 159	47 159	0	0	47 159	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				100 300	150 000	150 000	47 159	47 159	47 159	0	47 159	47 159	0	0	47 159	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES				5 553 996	869 994	697 874	326 219	1 216 950	491 219	419 285	71 934	326 219	314 199	211 315	851 733	165 000	162 422	37 795	365 217	

ETAT L

RESTES A PAYER

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi**

**DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT**



**ANNEXE BUDGETAIRE RELATIVE AUX RESTES À
PAYER 2025 DE L'ETAT ET DES AUTORISATIONS
D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE PAIEMENTS (AE/CP)
2026-2028**

Août 2025

Sigles et Abréviations

AE/CP	Autorisation d'Engagement/Crédit de Paiement
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et de l'Électrification Rurale
ANADEB	Agence Nationale du Développement des Biocarburants
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CADD	Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration
CAISFF	Cellule d'Appui à l'Informatisation des Services Fiscaux et Financiers
CFA	Communauté Financière d'Afrique
CM	Conseil des Ministres
CNOS	Centre National d'Odonto-Stomatologie
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Économique et le Développement
CT/CSLP	Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNCF	Direction Nationale du Contrôle Financier
DNEF	Direction Nationale des Eaux et Forêts
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTTMF	Direction Nationale des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
FMI	Fonds Monétaire International
FSEG	Faculté des Sciences Économique et de Gestion
INSTAT	Institut National de la Statistique
IPR/ IFRA	Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PRED	Plan pour la relance durable du Mali
PREM	Plan de réformes de la gestion des finances publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système Intégrée de Gestion des Investissements Publics
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

En vue d'améliorer et d'harmoniser les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, l'UEMOA a adopté la Directive n° 06/2009/CM/UEMOA portant Loi de Finances.

Cette directive a été transposée dans la réglementation nationale du Mali à travers la Loi n° 2013-028 du 11 Juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances. À cet effet, le Gouvernement de la République du Mali a mis en œuvre la procédure des Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement (AE/CP) dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget d'État à partir de 2018.

Elle introduit plusieurs innovations dans la préparation, l'exécution et le suivi des Lois de finances, dont la programmation pluriannuelle des dépenses. L'un des outils de la mise en œuvre de la pluri annualité budgétaire consiste à la programmation des investissements en mode AE-CP, lors de la budgétisation et de l'exécution des dépenses d'investissement. Les AE constituent désormais un véritable enjeu pour le pilotage de l'exécution budgétaire des investissements.

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, comme principe général de budgétisation, l'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer durant l'année (pour les dépenses d'investissement) et l'enveloppe des CP est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné, compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

Ainsi, l'année 2026 marque la neuvième année de préparation et d'exécution du Budget d'État en mode programmes.

I. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNEXE BUDGETAIRE DES ENGAGEMENTS

I.1. Définitions des concepts

Aux termes de l'article 16 de la Loi n° 2013-028 du 11 Juillet 2013, modifiée, les crédits ouverts par la loi de finances sont constitués :

- de Crédits de Paiement, pour les dépenses de personnel, les acquisitions de biens et services et les dépenses de transfert ;
- d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement, pour les dépenses d'investissement et les contrats de partenariats publics privés.

Les concepts ci-après sont définis comme suit :

- les Autorisations d'Engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances. Pour les opérations d'investissement directement exécutées par l'État, l'AE couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction (**Article 17**) ;
- les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice (**Article 18**).

Le principe veut que l'exécution des crédits soit désormais matérialisée par deux phases bien distinctes : une phase d'engagement juridique qui donne lieu à la consommation d'AE et une phase d'ordonnancement qui donne lieu à la consommation de CP. Cela se traduit par le fait qu'aucun crédit ne peut être ordonnancé s'il n'est pas précédé par la consommation d'une AE correspondante.

I.2. Méthode de calcul des Restes à payer 2025 de l'État et de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2026-2028

I.2.1. Méthode de calcul des Restes à payer 2025 de l'Etat

Les restes à payer 2025 au titre des Engagements de l'État ont été calculés pour les projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution ayant fait l'objet de marchés (devant se poursuivre au-delà de 2025), comme suit :

Reste à payer = Restes à payer 2024 + AE consommées 2025 - CP engagés 2025.

I.2.2. Modalités de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2026-2028

Le principe de la programmation/budgétisation des dépenses investissements publics en mode AE/CP se présente comme suit :

- **la programmation des projets de marchés pluriannuels**

La budgétisation se fait en mode AE différent des CP ($AE \neq CP$) pour les contrats (marchés pluriannuels) sur financement du Budget National.

AE = Montant total du marché

L'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer au cours de l'année.

CP = Dotations annuelles pour couvrir l'AE

L'enveloppe des CP est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

- **la programmation des Contreparties des projets/programmes, des Contrat Plans et des projets de souveraineté¹**

La budgétisation des Contreparties des Projets/Programmes financés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et des Contrats de performance (Contrat plan) entre l'État et les Organismes personnalisés se fait, pour l'instant, en mode AE égale au CP (AE = CP) sur la base des dotations annuelles (pour des questions de prudence et de gestion du niveau de consommation des crédits).

Aussi, la budgétisation des Projets/Programmes de souveraineté se fait en AE = CP sur la base des dotations annuelles.

L'annexe AE-CP 2026 -2028 a été élaborée sur la base des informations issues des rapports de la 25^{ème} Revue des Projets/Programmes d'Investissement Public au 31 décembre 2024, des projets du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2026-2028 et du Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2026.

L'annexe AE-CP contient :

- le rappel des CP de 2025 en financement intérieur et extérieur ;
- la programmation des AE-CP des Projets/Programmes d'investissement public sur la période 2026-2028.

Au cours des travaux d'élaboration de l'Annexe AE/CP, les Projets/Programmes d'investissement public de l'ensemble des départements sectoriels (hors ceux du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile) et des Institutions en exécution en 2025 et ceux se poursuivant ou devant démarrer à partir de 2026 ont été passés en revue.

II- PRESENTATION DE L'ANNEXE AE/CP 2026-2028

Les Autorisations d'Engagement (AE) concernent uniquement les dépenses du Budget Spécial d'Investissement (BSI) financement intérieur, du fait que l'exécution des Crédits de Paiement (CP) relatifs au financement extérieur s'effectue suivant les procédures des bailleurs et non par les procédures budgétaires et comptables nationales.

¹ Projets n'ayant pas fait l'objet d'engagement et strictement financés par les ressources internes.

2.1. Situation des Restes à payer 2025

Le montant total des restes à payer sur les engagements de l'État dans le cadre des marchés en cours d'exécution sur la période triennale 2026-2028 des Projets/Programmes d'investissement public des départements sectoriels répertoriés dans le BSI est estimé globalement à **423,158 milliards** de FCFA (cf. tableau ci-dessous).

Tableau 1 : Situation des restes à payer par Ministère/Institution

Ministères	Source de financement	Reste à payer 2025
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	Etat	147 648 054 412
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	Etat	10 926 000 000
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	Etat	10 889 367 000
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	Etat	7 988 677 000
MINISTERE DES MINES		4 457 469 000
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	Etat	2 159 000 000
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Etat	14 990 883 000
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	Etat	97 254 981 000
MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	Etat	3 447 000 000
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	Etat	91 212 642 000
MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	Etat	3 676 000 000
MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Etat	17 384 676 000
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	Etat	11 122 916 000
TOTAL		423 157 665 412

Source : DNP/DGB 2025

Il ressort de l'analyse du Tableau 1 que les investissements de l'État sont orientés essentiellement à la prise en charge des infrastructures routières dont le niveau d'Engagement s'élève à **147,648 milliards** de FCFA (soit **34,89%**) du montant total des Restes à payer.

La situation détaillée des Restes à payer 2025 par Ministères/Institutions se trouve à l'**Annexe 1**.

2.2. Situation globale des AE/CP 2026-2028

Les données de la programmation triennale 2026-2028 se présentent comme suit :

- AE = **870,194 milliards** de FCFA, exclusivement sur les ressources internes.

Les AE sur financement interne sont réparties par année comme suit : **697,874 milliards** en 2026 ; **89,305 milliards** en 2027 et **83,015 milliards** en 2028 ;

- CP = **1 216, 950 milliards** de FCFA dont **851, 733 milliards** de FCFA sur ressources internes, soit **69,99 %**.

Les CP sur financement interne sont répartis par année comme suit : **326,219 milliards** de FCFA en 2026 ; **314,199 milliards** de FCFA en 2027 et **211, 315 milliards** de FCFA en 2028.

Quant aux CP sur financement externe, ils s'élèvent à **365, 217 milliards** de FCFA et sont répartis par année comme suit : **165,000 milliards** de FCFA en 2026 ; **162,422 milliards** de FCFA en 2027 et **37,795 milliards** de FCFA en 2028 (cf. Annexe 1).

2.3. Situation des AE/CP 2026

Au titre de l'exercice budgétaire 2026, le volume total des Autorisations d'Engagement d'un montant de **697,874 Milliards** de FCFA concerne 368 Projets/Programmes. Ce montant est réparti entre les Marchés pluri annuels pour **602,904 Milliards** de FCFA, soit **86,39** et les Marchés annuels pour **94,970 Milliards** de FCFA, soit **13,61**(cf. Annexe 1).

Le montant des AE 2026 (**697,874 Milliards** de FCFA) est constitué des nouveaux engagements dont **257,504 Milliards de FCFA** au titre des reports des marchés non engagés de 2025 en raison du contexte marqué par :

- une crise sécuritaire alimentée par les groupes armés terroristes et ses effets néfastes qui impactent la mise en œuvre de certains projets entraînant le ralentissement des activités concernant la mobilisation des ressources ;
- la suspension des décaissements de certains projets/programmes par les Partenaires Techniques et Financiers ;
- les effets des crises internationales dont celles de l'Ukraine avec leur corollaire de hausse des prix des produits de base, notamment les hydrocarbures.

Tableau N°2 : Répartition des AE 2026

Institutions/Départements	MONTANT DES AE 2026 (en F CFA)		
	AE pluriannuelles	AE annuelles	AE globales
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	-	900 000 000	900 000 000
PRIMATURE	2 000 000 000	1 300 000 000	3 300 000 000
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	135 200 000 000	6 025 000 000	141 225 000 000
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	7 000 000 000	3 500 000 000	10 500 000 000
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	2 754 000 000	1 700 000 000	4 454 000 000
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	2 200 000 000	3 500 000 000	5 700 000 000
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	14 600 000 000	1 500 000 000	16 100 000 000
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	1 500 000 000	1 000 000 000	2 500 000 000
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	5 700 000 000	2 070 000 000	7 770 000 000
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	28 850 000 000	4 470 000 000	33 320 000 000
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	47 000 000 000	17 320 000 000	64 320 000 000
MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	4 800 000 000	9 600 000 000	14 400 000 000
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	25 100 000 000	11 600 000 000	36 700 000 000
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	13 800 000 000	4 650 000 000	18 450 000 000
MINISTERE DES MINES	2 000 000 000	1 520 000 000	3 520 000 000
MINISTERE DU TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL	2 000 000 000	600 000 000	2 600 000 000
MINISTERE DE L'ARTISANAT DE LA CULTURE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME	500 000 000	1 750 000 000	2 250 000 000
MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	-	2 800 000 000	2 800 000 000
MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	2 500 000 000	1 125 000 000	3 625 000 000
MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	52 500 000 000	700 000 000	53 200 000 000
MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE	2 000 000 000	300 000 000	2 300 000 000
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	-	-	-
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	20 200 000 000	11 370 000 000	31 570 000 000
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	4 000 000 000	2 570 000 000	6 570 000 000
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	68 000 000 000	1 750 000 000	69 750 000 000
MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES DU CULTE ET DES COUTUMES	-	200 000 000	200 000 000
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	-	250 000 000	250 000 000
CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ETCULTUREL	4 700 000 000	-	4 700 000 000
COUR SUPREME	4 000 000 000	-	4 000 000 000
MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT	-	300 000 000	300 000 000
HAUT CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	-	600 000 000	600 000 000
Nouveaux projets BSI	150 000 000 000		150 000 000 000
TOTAL GENERAL	602 904 000 000	94 970 000 000	697 874 000 000

Source : DNPd, Données AE/CP 2026-2028

Les Crédits de Paiement au titre de 2026 pour la prise en charge des marchés pluri annuels et annuels se chiffrent à **326,219** milliards de F CFA pour le financement intérieur.

2.3.1. Ventilation des AE 2026.

par Secteur de planification

La répartition des AE 2026 entre les Secteurs de planification est consignée dans le tableau ci-après :

Tableau N°3 : Ventilation des AE 2026 par Secteur de planification

(en milliards de F CFA)

Secteur	Nbre de projets/prog.	AE		CP intérieur	
		Montant	%	Montant	%
Economie Rurale	68	180,120	25,81	68,079	20,87
Secondaire	44	14,420	2,07	11,570	3,55
Infrastructures	165	314,129	45,01	152,315	46,69
Ressources Humaines	114	189,205	27,11	94,255	28,89
TOTAL	391	697,874	100,00	326,219	100,00

Source : DNP/ données SIGIP 2025

Cette répartition des AE 2026 est marquée par la prédominance du secteur des Infrastructures avec **46,69%** pour 163 projets. Il est suivi des secteurs Ressources Humaines avec **28,89%** pour 114 projets, Économie rurale avec **20,87%** pour 68 projets et du Secondaire avec **3,55%** pour 44 projets.

2.3.2. Ventilation des AE 2026 par Ministère/Institution

La situation des Départements/Institutions avec un niveau élevé d'AE (supérieures à **15 milliards FCFA**) se présente comme suit :

- **Ministère des Transports et des infrastructures : 141,225 milliards de FCFA** pour 40 projets et programme dont entre autres, le programme d'Urgence routier/bitumage route Banankoro-Dioro (60,000 milliards de FCFA), d'élargissement en 2X2 voies de la Route de Bamako-Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé (20,000 milliards de FCFA), Travaux de construction de la Pénétrante - Phase 2 de la route Bamako -Ségou (tronçon de la route RN6 compris entre le carrefour de Waraba Tiatio vers Baguinéda sur 16 km, construction de 4 passerelles pour piéton et prolongement de caniveaux vers l'exutoire sur 1,5 Km (15,000 milliards), Construction de parking sur le corridor Bamako Conakry à Kankan (5,500 milliards de FCFA), Aménagement Voie Route Aéroport Cité Universitaire de Kabala (5,000 milliards de FCFA) ;

- **Ministère de la Jeunesse et des Sports : 69,750 milliards FCFA** pour 11 Projets parmi lesquels on peut citer les travaux de Réhabilitation du stade 26 mars (8,000 milliards FCFA), Construction du stade de Tombouctou (30,000 milliards FCFA), les travaux de construction Mali Aréna (15 milliards), Construction/réhabilitation Centre d'entraînement sportif Elite Kabala (5,000 milliards de FCFA), Réhabilitation du Lycée Sportif de Kabala (5,000 milliards FCFA), projet de Construction du Centre d'Instruction de Sounsounkoro (5,000 milliards FCFA) ;
- **Ministère de l'Économie et des Finances : 64,320 milliards FCFA** pour 42 projets. Il s'agit entre autres des Projets de Construction Siège DGB -DNCF (15,000 milliards FCFA), Construction Équipement immeuble des Impôts (15,000 milliards FCFA), Construction Hôtel des Finances (10,000 milliards FCFA), les travaux de construction/équipement siège CAISFF (4,000 milliards FCFA), le projet de Construction de salles d'archives de la DGTCP (2,000 milliards FCFA) ;
- **Ministère de l'Entrepreneuriat National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : 53,200 milliards FCFA** pour 8 projets, dont entre autres, les travaux de Construction/Réhabilitation et Équipement des Centres Formation Professionnelle au Mali (45,000 milliards FCFA), le projet construction de la Ferme École MOFA (3, 000 milliards FCFA), la Construction siège de l'ONEF (2,5 milliards FCFA), le projet de Construction Équipement Direction Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (2,000 milliards FCFA) ;
- **Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : 36,700 milliards FCFA** pour 38 projets, parmi lesquels on peut retenir les travaux de construction du Centre de Traitement des Données de l'Etat Civil (CTDEC) (8,100 milliards FCFA), le projet aménagement/installation/équipement région de Koutiala (5,000 milliards FCFA), le projet d'aménagement/équipement des cercles et arrondissements (2,500 milliards FCFA) ;
- **Ministère de la Santé et du Développement Social : 33,320 milliards FCFA** pour 29 Projets. Il s'agit spécifiquement des Projets de Construction/Équipement des hôpitaux (17,500 milliards FCFA), le Projet d'Amélioration du Plateau technique des Hôpitaux (5,000 milliards FCFA), Construction du Centre de Télésanté et Informatique Médicale (2,500 milliards FCFA), les travaux de Construction/Équipement Siège CNOS (2,000 milliards) ;

- **Ministère de l'Agriculture : 31,570 milliards FCFA** pour 37 projets. Il s'agit notamment des Projets de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-ORM) (5,000 milliards), Contrat Plan/ Etat-Office du Niger/Exploitants Agricoles (5,000 milliards), Construction du siège de l'IER (3,300 milliards), Projet d'Appui au Développement Rural de Soké 1 (PADER-S1) (2,700 milliards), Construction du Siège de l'Institut du Sahel (2,700 milliards), la Construction du siège de la DNGR/ DNA (2,500 milliards FCFA) ;

Ministère de l'Énergie et de l'Eau : 18,450 milliards FCFA pour 28 projets dont spécifiquement, le Projet de Construction Direction Nationale de l'Hydraulique/ Direction Régionale (5,000 milliards FCFA), du Programme d'Urgence Sociales Accès à l'Energie/Construction Centrale Solaire (5,000 milliards), des travaux de construction/équipement siège de l'ANADEB (2,500 milliards), les projets de réalisation des études de la ligne de transport 225 KV double terre reliant Kati-Kambila-Kolokani-Didiéni sur 173 km (700,000 millions FCFA) et celles de la ligne de transport 225 kV double terre reliant Kénié-Koulikoro-Banamba-Nara sur 116 km (600,000 millions FCFA), AEP Bamako à Kabala (650,000 millions FCFA);

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique : 16,100 milliards FCFA pour 14 projets dont principalement les Constructions d'Infrastructures Pédagogiques à l'IPR de Katibougou (3,000 milliards FCFA), Construction des Résidence universitaire à l'IPR IFRA de Katibougou (2,500 milliards FCFA), Construction Équipement phase II extension Campus universitaire de Bamako (2,000 milliards FCFA), Construction Amphi 1 000 places à la FSEG (2,000 milliards FCFA), Construction /Équipement Faculté de la Pharmacie (1, 900 milliards FCFA).

Tableau N°4 : La situation d'ensemble des AE/CP 2026 par Ministère/Institution

Ministère/Institution	Année 2026				Nbre de projets	% AE
	AE	CP				
		Intérieur	Extérieur	Total		
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	900 000 000	900 000 000	-	900 000 000	1	0,13
PRIMATURE	3 300 000 000	2 000 000 000	-	2 000 000 000	7	0,47
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	141 225 000 000	55 425 000 000	36 600 000 000	92 025 000 000	40	20,24
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	10 500 000 000	4 800 000 000	17 900 000 000	22 700 000 000	21	1,50
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	4 454 000 000	2 600 000 000	-	2 600 000 000	4	0,64
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	5 700 000 000	4 000 000 000	-	4 000 000 000	8	0,82
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	16 100 000 000	6 750 000 000	-	6 750 000 000	14	2,31
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	2 500 000 000	1 300 000 000	800 000 000	2 100 000 000	10	0,36
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	7 770 000 000	2 670 000 000	350 000 000	3 020 000 000	13	1,11
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	33 920 000 000	62 610 000 000	-	62 610 000 000	29	4,86
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	64 320 000 000	24 370 000 000	-	24 370 000 000	42	9,22
MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	14 400 000 000	10 250 000 000		10 250 000 000	20	2,06
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	36 700 000 000	17 100 000 000	1 600 000 000	18 700 000 000	38	5,26
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	18 450 000 000	6 150 000 000	26 000 000 000	32 150 000 000	28	2,64
MINISTERE DES MINES	3 520 000 000	3 620 000 000	-	3 620 000 000	6	0,50
MINISTERE DU TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL	2 600 000 000	1 200 000 000	-	1 200 000 000	2	0,37
MINISTERE DE L'ARTISANAT DE LA CULTURE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME	2 250 000 000	2 450 000 000	-	2 450 000 000	14	0,32
MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	2 800 000 000	3 200 000 000	-	3 200 000 000	5	0,40
MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	3 625 000 000	1 875 000 000	-	1 875 000 000	7	0,52
MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	53 200 000 000	12 000 000 000	3 000 000 000	15 000 000 000	8	7,62
MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE	2 300 000 000	450 000 000	10 000 000 000	10 450 000 000	3	0,33
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	-	-	-	-	0	0,00
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	31 570 000 000	14 220 000 000	59 250 000 000	73 470 000 000	37	4,52
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	6 570 000 000	3 420 000 000	9 500 000 000	12 920 000 000	16	0,94
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	69 750 000 000	32 050 000 000	-	32 050 000 000	11	9,99
MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES DU CULTE ET DES COUTUMES	200 000 000	200 000 000	-	200 000 000	1	0,03
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	250 000 000	250 000 000	-	250 000 000	1	0,04
CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL, CULTUREL ET ENVIRONNEMENTAL	4 700 000 000	400 000 000	-	400 000 000	1	0,67
COUR SUPREME	4 000 000 000	2 500 000 000	-	2 500 000 000	1	0,57
HAUT CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	600 000 000	600 000 000		600 000 000	1	0,09
MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT	300 000 000	300 000 000	-	300 000 000	1	0,04
Nouveaux projets BSI	150 000 000 000	47 159 000 000	-	47 159 000 000	1	21,49
TOTAL GENERAL	697 874 000 000	326 219 000 001	165 000 000 000	491 219 000 001	391	100,00

Source : Données AE/CP 2026-2028

CONCLUSION

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, l'État sort en 2025 avec des Restes à payer qui se chiffrent à **423, 158 milliards FCFA**. Les nouveaux Engagements de 2026 s'élèvent à **697,874** milliards de FCFA. Ces engagements globaux de l'État sont pris en charge à hauteur de **326,219** milliards de FCFA sur le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2026.

Ainsi, avec un tel niveau d'Engagement de l'État, la réforme relative à la méthodologie d'Autorisation d'Engagement (AE) et de Crédit de Paiement (CP) doit impérativement inciter les administrations publiques à développer une meilleure anticipation et estimation de leurs dépenses d'investissement dans une logique pluriannuelle. Cependant, il a été relevé quelques insuffisances dans la gestion des AE/CP, notamment la faible capacité de certains acteurs chargés de la programmation budgétisation, du suivi et de l'analyse des investissements publics.

À cet effet, en vue de pallier les insuffisances constatées, les pistes de solutions proposées pour accompagner la réforme visent à améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement. Il s'agit :

- de l'amélioration de la qualité à l'entrée des projets (une bonne évaluation des coûts), afin d'éviter les avenants occasionnant des coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le Budget d'Investissement ;
- de la poursuite du développement du logiciel de gestion des investissements publics, à savoir le Système Intégré de Gestion des Investissements Publics (SIGIP) et son interfaçage avec les autres applications dont le PRED ;
- du renforcement des capacités des acteurs en matière de programmation, de budgétisation et suivi des investissements publics en mode AE/CP.

ANNEXES

Annexe 1 : Situation détaillée des Restes à payer 2024 par Ministères/Institutions

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

N°RNP	Nom du projet	RESTE A PAYER EN 2024	AE Consommés 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1554	Programme Routier d'Urgence/Route Banankoro-Dioro	26 233 533 412	4 494 558 000	4 655 440 000	26 072 651 412	60 000 000 000	7 600 000 000	-	15 000 000 000	-	15 000 000 000	60 000 000 000	37 600 000 000
3014	Construction voies ceinture Ouest Kkoro (13,8km)	6 833 000 000	-	-	6 833 000 000	-	2 100 000 000	-	-	-	-	0	2 100 000 000
3016	Const route Banconi-dialakorodji-Safa-Dabanani-Noumsombougou	9 523 000 000	-	-	9 523 000 000	75 000 000	75 000 000	-	-	-	-	75 000 000	75 000 000
3078	Réhabilitation route Bamako-Kati-Kolokani-Didiéni	49 709 000 000	-	-	49 709 000 000	-	2 000 000 000	-	15 000 000 000	-	-	0	17 000 000 000
3099	Aménagement traversée de la ville de Sikasso	4 180 000 000	-	-	4 180 000 000	-	-	-	-	-	-	0	0
2310	Construction Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	425 000 000	-	-	425 000 000	-	100 000 000	-	-	-	-	0	100 000 000
3307	Construction/Bitumage de la Route Kayes-Sandaré	54 620 068 000	-	3 723 363 000	50 896 705 000	-	10 000 000 000	-	15 000 000 000	-	-	0	25 000 000 000
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RNG	-	-	-	-	1 500 000 000	300 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 300 000 000
2565	PROJET CONSTRUCT ENTREPOT DU MALI AU BENIN (EMAB)	-	-	-	-	800 000 000	100 000 000	-	300 000 000	-	200 000 000	800 000 000	600 000 000
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGT	-	64 612 000	55 914 000	8 698 000	2 500 000 000	300 000 000	-	1 000 000 000	-	900 000 000	2 500 000 000	2 200 000 000
3313	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	-	30 025 000	30 025 000	-	800 000 000	200 000 000	-	200 000 000	-	200 000 000	800 000 000	600 000 000
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	-	-	-	-	2 500 000 000	380 000 000	-	900 000 000	-	800 000 000	2 500 000 000	2 080 000 000
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	-	-	-	-	1 000 000 000	500 000 000	-	200 000 000	-	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	-	-	-	-	5 000 000 000	370 000 000	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	5 000 000 000	2 370 000 000
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MAURITANIE	-	-	-	-	200 000 000	200 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	200 000 000	1 200 000 000

3384	CONSTRUCTION DE PARKING SUR LE CORRIDOR BAMAKO CONAKRY A KANKAN	-	-	-	-	5 500 000 000	300 000 000	-	2 000 000 000	-	2 000 000 000	5 500 000 000	4 300 000 000
3385	CONSTRUCTION DE PARKING SUR LE CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOTT	-	-	-	-	100 000 000	150 000 000	-	950 000 000	-	950 000 000	100 000 000	2 050 000 000
3431	Projet d'élargissement en 2*2 voies de la Route de Bamako-Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé	-	-	-	-	20 000 000 000	15 000 000 000	-	15 000 000 000	-	15 000 000 000	20 000 000 000	45 000 000 000
3230	AMENAGEMENT SECTION SEVARE -MOPTI DE LA RNg. AMENAGEMENT DE 10 KM DE VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO		-	-	-	-	1 000 000 000	-	750 000 000	-	-	0	1 750 000 000
3319	Travaux de construction de la Pénérante - Phase 2 de la route Bamako - Ségou (tronçon de la route RNg compris entre le carrefour de Waraba Tiatio vers Baguinéda sur 16 km, construction de 4 passerelles pour piéton et prolongement de caniveaux vers l'exutoire sur 1,5 Km.		-	-	-	15 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	15 000 000 000	1 500 000 000
3320	Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) du rondpoint Grand Hôtel à Boulkassoumbougou		-	-	-	500 000 000	1 000 000 000	1000000000	1 000 000 000	1000000 000	1 000 000 000		
3355	Construction et bitumage de la route Dioila-Massigui-Koualé-Kébila		-	-	-	-	7 000 000 000	-	10 000 000 000	-	-		
TOTAL		151 523 601 412	4 589 195 000	8 464 742 000	147 648 054 412	99 975 000 000	39 675 000 000	-	67 550 000 000	-	37 350 000 000	275 650 000 000	151 925 000 000

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

N°RNP	Nom du projet	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2024	AE Consommées 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3297	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021-2026	6 000 000 000	4 634 000 000	-	-	4 634 000 000	-	100 000 000	-	-	-	-	-	100 000 000
3317	Projet de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-ORM)	2021-2026	5 132 000 000	2 136 000 000	-	-	2 136 000 000	5 000 000 000	300 000 000	-	300 000 000	-	300 000 000	5 000 000 000	900 000 000
3170	Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré	2020-2024	2 800 000 000	2 157 000 000	-	-	2 157 000 000	100 000 000	100 000 000	-	-	-	-	100 000 000	100 000 000
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINE DE SAN OUEST DE SIO HA/Développement rural et Sécurité alimentaire (MLI 021)	2022-2025	11 000 000 000	0	-	-	-	2 000 000 000	150 000 000	-	800 000 000	-	800 000 000	2 000 000 000	1 750 000 000
3001	PROJET D'APPUI DEVELOPPEMENT RURAL SDKE I(PADER-SI)	2016-2027	15 759 000 000	0	150 000 000	150 000 000	-	2 700 000 000	700 000 000	-	700 000 000	-	700 000 000	2 700 000 000	2 100 000 000
3169	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2010-2027	2 700 000 000	0	-	-	-	2 700 000 000	300 000 000	-	700 000 000	-	700 000 000	2 700 000 000	1 700 000 000
3171	Construction Equipement OFM/DRH Ministère Agriculture	2020-2025	1 999 000 000	1 999 000 000	570 000 000	570 000 000	1 999 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	-	-	-	-	2 000 000 000	1 000 000 000
TOTAL			45 390 000 000	10 926 000 000	720 000 000	720 000 000	10 926 000 000	14 500 000 000	2 650 000 000	-	2 500 000 000	-	2 500 000 000	27 300 000 000	11 600 000 000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

N°RN P	Nom du projet	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2024	AE Consommées 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2863	Construction Equipement Siege INSTAT	2015- 2025	8 280 000 000	1 710 000 000	65 960 000	65 960 000	1 710 000 000	500 000 000	500 000 000	-	-	-	-	500 000 000	500 000 000
3175	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTION REG DOUANES	2020- 2027	545 000 000	4 551 000 000	-	162 462 000	4 388 538 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000			400 000 000	400 000 000
3106	CONSTRUCTION/EQUIP . SIEGE PGT/RGD	2018- 2026	4 981 000 000	500 000 000	37 500 000	278 253 000	259 247 000	200 000 000	200 000 000	-	-	-	-	200 000 000	200 000 000
3 047	Construction/Equip Centre de Formation Professionnelle en statistiques (CFP/STAT)	2017- 2025	3 470 000 000	1 350 000 000	-	-	1 350 000 000	1 000 000 000	450 000 000	-	550 000 000	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	2023- 2026	14500000000	0	-	-	-	10 000 000 000	800 000 000	-	2 500 000 000	-	2 500 000 000	10 000 000 000	5 800 000 000
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB -DNCF	2021- 2016	15 000 000 000	0	-	432 000 000,00	- 432 000 000	15 000 000 000	800 000 000	-	3 000 000 000	-	3 000 000 000	15 000 000 000	6 800 000 000
3347	CONSTRUCTION/EQUIP EMENT SIEGE CAISFF	2022- 2026	4 000 000 000	0	4 015 008 000	393 578 000,00	3 621 430 000	4 000 000 000	500 000 000	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	4 000 000 000	2 500 000 000
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021- 2027	14 000 000 000	0	3 790 422 000	3 798 270 000	- 7 848 000	15 000 000 000	4 000 000 000	-	5 000 000 000	-	5 000 000 000	15 000 000 000	14 000 000 000
3378	Construction de salles d'archives de la DNTCP	2025- 2027	2 000 000 000	0	-	-	-	2 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			66 776 000 000	8 111 000 000	7 908 890 000	5 130 523 000	10 889 367 000	47 900 000 000	7 950 000 000	200 000 000	12 750 000 000		12 000 000 000	48 100 000 000	32 700 000 000

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU															
N°RN P	Nom du projet	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2024	AE Conso mmées 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1730	Etudes/Aménagement Barrage Taoussa	2004- 2026	20 482 000 000	5 802 677 000	-	-	5 802 677 000	-	2 000 000 000	-	1 500 000 000	-		0	3 500 000 000
2668	Projet de construction du centre de conduite et dédoublment des capacités énergétiques de Sotuba	2012- 2026	19 628 000 000	2 186 000 000	-	-	2 186 000 000	-	1 500 000 000	-	1 500 000 000	-		0	3 000 000 000
3370	CONSTRUCTION/EQUIPE MENT SIEGE DE L'ANADEB	2023- 2027	2 500 000 000		-	-	-	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	-		0	2 000 000 000
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/Construction Centrale Solaire	2018- 2027	5 000 000 000		-		-	-	500 000 000	-	500 000 000	-		0	1 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			47 610 000 000	7 988 677 000	-	-	7 988 677 000	-	5 000 000 000	-	4 500 000 000	-	-	-	9 500 000 000

MINISTERE DES MINES															
N°RN P	Nom du projet	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2024	AE Consommées 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAIN DES MINES	2021- 2026	2 424 000 000	2 876 000 000	-	-	2 876 000 000	-	800 000 000	-	800 000 000	-	-	-	1 600 000 000
2840	Cartographie Géologique du Birimien au 1/50 000	2015- 2025	3 404 000 000	1 271 000 000	310 469 000	-	1 581 469 000	-	600 000 000	-	-	-		-	600 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			5 828 000 000	4 147 000 000	310 469 000	-	4 457 469 000	-	1 400 000 000	-	800 000 000	-	-	2 000 000 000	3 200 000 000

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

N°RNP	Nom du projet	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2024	AE Consommées 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3150	Construction/Equipement DNACPN	2020-2026	2 129 000 000	1 507 000 000	-	-	1 507 000 000	-	150 000 000	-	700 000 000	-	700 000 000	-	1 550 000 000
3149	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020-2025	1 947 000 000	1 222 000 000	-	570 000 000	652 000 000	-	650 000 000	-	200 000 000	-	200 000 000	-	1 050 000 000
3226	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGEF							7 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	7 000 000 000	1 500 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			4 076 000 000	2 729 000 000	-	570 000 000	2 159 000 000	-	800 000 000	-	900 000 000	-	900 000 000	0	2 500 000 000

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N°RNP	Nom du projet	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2024	AE Consommées 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2859	Construction et équipement Fac Pharmacie	2015-2027	5 825 000 000	1 520 000 000	475 000 000	475 000 000	1 520 000 000	1 900 000 000	1 000 000 000	-	900 000 000	-		1 900 000 000	1 900 000 000
3 080	Projet construction ENSUP	2019-2026	7 503 000 000	7 392 000 000	-	-	7 392 000 000		150 000 000	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	-	2 150 000 000
3291	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'INFSS DE SEGOU	2021-2026	1 182 000 000	628 000 000	-	-	628 000 000	900 000 000	400 000 000	-	500 000 000	-	-	900 000 000	900 000 000
3337	Projet de Construction d'Infrastructures Pédagogiques à l'IPR de Katibougou	2022-2027	2 995 000 000	1 537 000 000	500 000 000	350 000 000	1 687 000 000	3 000 000 000	800 000 000	-	800 000 000	-	800 000 000	3 000 000 000	2 400 000 000

2860	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PHASE II EXTENS CAMPUS UNIVERST BKD	2015-2026	2 000 000 000	1 814 917 000	299 971 000	1 313 840 000	801 048 000	2 000 000 000	800 000 000	-	1 200 000 000	-	-	2 000 000 000	2 000 000 000
3350	Construction Résidence universitaire l'IPR IFRA de Katibougou	2022-2027	2 500 000 000	-	-	-	-	2 500 000 000	600 000 000	-	800 000 000	-	800 000 000	2 500 000 000	2 200 000 000
3338	Projet d'études, de construction et d'équipement des Universités régionales (Sikasso, Tombouctou et Gao)	2022-2027	1 700 000 000	1 563 220 000	-	300 337 000	1 262 883 000	1 700 000 000	600 000 000	-	550 000 000	-	550 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
3388	CONSTRUCTION AMPHI 1 000 PLACES A LA FSEG	2022-2027	1 700 000 000	1 596 492 000	-	431 933 000	1 164 559 000	2 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	2023-2026	600 000 000		535 393 000	-	535 393 000	600 000 000	400 000 000	-	200 000 000	-	0	600 000 000	600 000 000
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2021-2023	3 000 000 000		-	-	-	150 000 000	150 000 000	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	150 000 000	2 150 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			29 005 000 000	16 051 629 000	1 810 364 000	2 871 110 000	14 990 883 000	14 750 000 000	5 400 000 000	-	7 450 000 000	-	4 650 000 000	11 950 000 000	12 550 000 000

MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

N°RNP	Nom du projet	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2024	AE Consommées 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2638	Construction Centre Télésanté et Informatique Médicale	2016-2026	4 299 000 000	532 000 000	-	-	532 000 000	2 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	2 500 000 000	1 500 000 000
2759	Extension/Equipement Hôpital du Mali	2007-2025	11 846 000 000	3 582 628 000	82 873 000	82 873 000	3 582 628 000	500 000 000	500 000 000	-	-	-	-	500 000 000	500 000 000
2978	Projet d'Amélioration Plateau technique Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro	2017-2025	31 191 000 000	23 900 000 000	5 009 676 000	1 502 903 000	27 406 773 000	5 000 000 000	3 000 000 000	-	-	-	-	5 000 000 000	3 000 000 000
3334	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	2022-2027	1 443 000 000	774 000 000	-	-	774 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000

3007	Construction/Equipement des hôpitaux	2017-2027	38 136 000 000	64 544 229 000	-	-	64 544 229 000	17 500 000 000	5 000 000 000	-	4 500 000 000	-	2 000 000 000	17 500 000 000	11 500 000 000
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021-2025	2 800 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
3333	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNDS	2022-2027	5 000 000 000	-	129 859 000	129 859 000	-	2 000 000 000	400 000 000	-	800 000 000	-	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3335	CONSTRUCTION D'UN CENTRE REGIONAL D'APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE ET DE REEDUCATION FONCTIONNELLE A KAYES	2022-2025	800 000 000	-	-	-	-	800 000 000	250 000 000	-	250 000 000	-	300 000 000	800 000 000	800 000 000
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	2022-2027	750 000 000	-	-	-	-	750 000 000	200 000 000	-	250 000 000	-	300 000 000	750 000 000	750 000 000
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANAES	2022-2026	422 000 000	415 351 000	-	-	415 351 000	300 000 000	150 000 000	-	150 000 000	-	-	300 000 000	300 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			96 687 000 000	93 748 208 000	5 222 408 000	1 715 635 000	97 254 981 000	29 550 000 000	10 200 000 000	200 000 000	6 650 000 000	200 000 000	4 100 000 000	29 950 000 000	20 950 000 000

MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

N°RNP	Nom du projet	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2024	AE Consommées 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1995	Construction Directions Nationale et Régionales des Domaines et du Cadastre	2017-2025	7 875 000 000	3 301 000 000	-	-	3 301 000 000	1 300 000 000	150 000 000	-	300 000 000	-	300 000 000	1 300 000 000	750 000 000
2 828	CONST/EQUIPEMENT DGABE	2016-2024	2 313 000 000	146 000 000	36 350 000	36 350 000	146 000 000	100 000 000	100 000 000	-	-	-	-	100 000 000	100 000 000
3 153	Construction /équipement bureaux des domaines et cadastre de Kati			-	-	-	-	1 500 000 000	300 000 000	-	450 000 000	-	450 000 000	1 500 000 000	1 200 000 000
3 229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES			-	-	-	-	2 000 000 000	200 000 000	-	600 000 000	-	600 000 000	2 000 000 000	1 400 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			10 188 000 000	3 447 000 000	36 350 000	36 350 000	3 447 000 000	4 900 000 000	750 000 000	-	1 350 000 000	-	1 350 000 000	4 900 000 000	3 650 000 000

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

N°RNP	Nom du projet	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2024	AE Consommées 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA			7 723 059 000	16 676 039 000	14 238 590 000	10 160 508 000	5 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	5 000 000 000	1 500 000 000
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	2008-2026	5 031 000 000	1 858 000 000	150 000 000	150 000 000	1 858 000 000	-	-	-	-	-	-	0	0
2657	Construction Centre Médecine Sportive	2010-2026	2 854 000 000	1 889 000 000	-	300 000 000	1 589 000 000	650 000 000	650 000 000	700 000 000	700 000 000	-	-	1 350 000 000	1 350 000 000
2699	Construction Hôtel de la Jeunesse et des Sports	2013-2027	4 200 000 000	3 887 766 000	-	-	3 887 766 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU			5 272 913 000	-	-	5 272 913 000	30 000 000 000	10 000 000 000	-	10 000 000 000	-	10 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX			23 323 794 000	139 611 887 000	101 756 675 000	61 179 006 000	-	8 000 000 000	-	15 000 000 000	-	15 000 000 000	0	38 000 000 000
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021-2025	16 605 000 000	4 828 000 000	16 676 039 000	14 238 590 000	7 265 449 000	5 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	5 000 000 000	1 500 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			28 690 000 000	48 782 532 000	173 113 965 000	130 683 855 000	91 212 642 000	40 850 000 000	19 850 000 000	900 000 000	26 900 000 000	200 000 000	26 200 000 000	249 111 767 000	62 700 000 000

MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

N°RNP	Nom du projet	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2024	AE Consommées 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3156	Renforcement des Infrastructures de l'ORTM/Numerisation des Archives de l'ORTM	2020-2023	5 090 000 000	1 998 000 000	1 048 717 000	1 048 717 000	1 998 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
2573	Construction /Equipement bureaux régionaux AMAP	2011-2026	5 029 000 000	1 678 000 000	-	-	1 678 000 000	-	400 000 000	-	-	-	-	0	400 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			10 119 000 000	3 676 000 000	1 048 717 000	1 048 717 000	3 676 000 000	2 000 000 000	2 400 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 000 000 000	6 400 000 000

MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

N°RNP	Nom du projet	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2024	AE Consommées 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3111	FERME ECOLE MOFA			0	112 118 000	112 118 000	-	3 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	3 000 000 000	1 500 000 000
3158	CONSTRUCTION SIEGE ONEF			0	-	-	-	2 500 000 000	500 000 000	-	800 000 000	-	700 000 000	2 500 000 000	2 000 000 000
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			0	-	-	-	2 000 000 000	300 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	2 000 000 000	1 300 000 000
3038	CONST/REHAB/EQUIP. CENTRES FORMATION PROFESSIONNELLE AU MALI	2017-2023	3 901 000 000	1 519 000 000	32 331 246 000	16 465 570 000	17 384 676 000	45 000 000 000	10 000 000 000	-	10 000 000 000	-	10 000 000 000	45 000 000 000	30 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			3 901 000 000	1 519 000 000	32 443 364 000	16 577 688 000	17 384 676 000	52 500 000 000	11 300 000 000	-	11 800 000 000	-	11 700 000 000	52 500 000 000	34 800 000 000

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

N°RNP	Nom du projet	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2024	AE Consommées 2025	CP Engagés 2025	RESTE A PAYER EN 2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023-2026	3 593 000 000	1 299 322 000	5 998 874 000	3 995 826 000	3 302 370 000	2 500 000 000	2 500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
3069	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NIDRO DU SAHEL	2020-2026	2 980 000 000	1 656 000 000	-	-	1 656 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020-2026	2 104 000 000	65 000 000	9 457 000	-	74 457 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020-2026	1 934 000 000	129 000 000	-	-	129 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3079	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KOUTIALA	2020-2026	179 000 000	4 971 089 000	-	-	4 971 089 000	5 000 000 000	500 000 000	-	2 000 000 000	-	2 000 000 000	5 000 000 000	4 500 000 000
3074	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BOUGOUNI	2020-2026	3 135 000 000	800 000 000	-	-	800 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3067	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NARA	2019-2026	2 158 000 000	120 000 000	-	-	120 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3071	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KITA			-	69 955 000	69 955 000	-	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3073	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DIDILA			-	-	-	-	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)			-	800 399 000	800 399 000	-	8 100 000 000	1 000 000 000	-	3 000 000 000	-	3 000 000 000	8 100 000 000	7 000 000 000
3068	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE SAN	2019-2026	1 829 000 000	70 000 000	126 607 000,00	126 607 000,00	70 000 000	1 500 000 000,00	500 000 000,00	-	500 000 000,00	-	500 000 000,00	1 500 000 000	1 500 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS		-	17 912 000 000	9 110 411 000	7 005 292 000	4 992 787 000	11 122 916 000	27 600 000 000	8 000 000 000	500 000 000	9 500 000 000	500 000 000	9 500 000 000	28 600 000 000	27 000 000 000

ANNEXE 2 : Synthèse de la programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiement (CP) 2026-2028

Ministères/Institutions	Source de financement	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Présidence de la République	Financement interne	3 200 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Présidence		3 200 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
Primature	Financement interne	1 600 000 000	3 300 000 000	2 000 000 000	950 000 000	1 750 000 000	950 000 000	1 450 000 000	5 200 000 000	5 200 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Primature		1 600 000 000	3 300 000 000	2 000 000 000	950 000 000	1 750 000 000	950 000 000	1 450 000 000	5 200 000 000	5 200 000 000
MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT	Financement interne	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Primature		300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
MSPC	Financement interne	0			0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0			0	0	0	0	0	0
Total MSPC		0	0	0	0	0	0	0	0	0

Ministères/Institutions	Source de financement	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Cour Suprême (CS)	Financement interne	2 500 000 000	4 000 000 000	2 500 000 000	0	1 500 000 000	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total CS		2 500 000 000	4 000 000 000	2 500 000 000	0	1 500 000 000	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000
Ministère des Transports et des Infrastructures	Financement interne	60 050 000 000	141 225 000 000	55 425 000 000	8 890 000 000	88 190 000 000	4 900 000 000	43 250 000 000	155 015 000 000	186 865 000 000
	Financement externe	28 511 452 500	0	36 600 000 000	0	44 658 000 000	0	0	0	81 258 000 000
Total		88 561 452 500	141 225 000 000	92 025 000 000	8 890 000 000	132 848 000 000	4 900 000 000	43 250 000 000	155 015 000 000	268 123 000 000
Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement durable	Financement interne	4 800 000 000	10 500 000 000	4 800 000 000	3 240 000 000	4 640 000 000	3 240 000 000	4 640 000 000	16 980 000 000	14 080 000 000
	Financement externe	12 294 000 000	0	17 900 000 000	0	200 000 000	0	0	0	18 100 000 000
Total		17 094 000 000	10 500 000 000	22 700 000 000	3 240 000 000	4 840 000 000	3 240 000 000	4 640 000 000	16 980 000 000	32 180 000 000
Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale	Financement interne	2 400 000 000	4 454 000 000	2 600 000 000	1 700 000 000	2 854 000 000	1 700 000 000	2 400 000 000	7 854 000 000	7 854 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		2 400 000 000	4 454 000 000	2 600 000 000	1 700 000 000	2 854 000 000	1 700 000 000	2 400 000 000	7 854 000 000	7 854 000 000
Ministère de l'Éducation Nationale	Financement interne	2 800 000 000	5 700 000 000	4 000 000 000	1 500 000 000	2 100 000 000	1 500 000 000	2 100 000 000	8 700 000 000	8 200 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		2 800 000 000	5 700 000 000	4 000 000 000	1 500 000 000	2 100 000 000	1 500 000 000	2 100 000 000	8 700 000 000	8 200 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique	Financement interne	7 250 000 000	16 100 000 000	6 750 000 000	1 050 000 000	8 500 000 000	1 050 000 000	5 700 000 000	18 200 000 000	20 950 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		7 250 000 000	16 100 000 000	6 750 000 000	1 050 000 000	8 500 000 000	1 050 000 000	5 700 000 000	18 200 000 000	20 950 000 000
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	Financement interne	1 300 000 000	2 500 000 000	1 300 000 000	250 000 000	700 000 000	250 000 000	700 000 000	3 000 000 000	2 700 000 000
	Financement externe	1 077 000 000	0	800 000 000	0	0	0	0	0	800 000 000
Total		2 377 000 000	2 500 000 000	2 100 000 000	250 000 000	700 000 000	250 000 000	700 000 000	3 000 000 000	3 500 000 000
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	Financement interne	3 590 000 000	7 770 000 000	2 670 000 000	1 510 000 000	3 510 000 000	1 210 000 000	3 310 000 000	10 490 000 000	9 490 000 000
	Financement externe	346 000 000	0	350 000 000	0	274 000 000	0	0	0	624 000 000
Total		3 936 000 000	7 770 000 000	3 020 000 000	1 510 000 000	3 784 000 000	1 210 000 000	3 310 000 000	10 490 000 000	10 114 000 000
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	Financement interne	13 770 000 000	33 320 000 000	62 010 000 000	3 170 000 000	51 660 000 000	2 870 000 000	6 770 000 000	39 360 000 000	120 440 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		13 770 000 000	33 320 000 000	62 010 000 000	3 170 000 000	51 660 000 000	2 870 000 000	6 770 000 000	39 360 000 000	120 440 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère de l'Economie et des Finances	Financement interne	24 275 000 000	64 320 000 000	24 370 000 000	11 575 000 000	24 125 000 000	10 975 000 000	22 975 000 000	86 870 000 000	71 470 000 000
	Financement externe	4 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		28 275 000 000	64 320 000 000	24 370 000 000	11 575 000 000	24 125 000 000	10 975 000 000	22 975 000 000	86 870 000 000	71 470 000 000
MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	Financement interne	10 950 000 000	14 400 000 000	10 250 000 000	8 900 000 000	10 250 000 000	8 900 000 000	10 250 000 000	32 200 000 000	30 750 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		10 950 000 000	14 400 000 000	10 250 000 000	8 900 000 000	10 250 000 000	8 900 000 000	10 250 000 000	32 200 000 000	30 750 000 000
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	Financement interne	15 350 000 000	36 700 000 000	17 100 000 000	10 150 000 000	19 150 000 000	10 150 000 000	19 150 000 000	57 000 000 000	55 400 000 000
	Financement externe	0	0	1 600 000 000	0	0	0	0	0	1 600 000 000
Total		15 350 000 000	36 700 000 000	18 700 000 000	10 150 000 000	19 150 000 000	10 150 000 000	19 150 000 000	57 000 000 000	57 000 000 000
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	Financement interne	8 420 000 000	18 450 000 000	6 150 000 000	6 990 000 000	10 490 000 000	6 990 000 000	10 490 000 000	32 430 000 000	27 130 000 000
	Financement externe	43 278 547 500	0	26 000 000 000	0	48 976 000 000	0	30 130 000 000	0	105 106 000 000
Total		51 698 547 500	18 450 000 000	32 150 000 000	6 990 000 000	59 466 000 000	6 990 000 000	40 620 000 000	32 430 000 000	132 236 000 000
MINISTERE DES MINES	Financement interne	1 380 000 000	3 520 000 000	3 620 000 000	500 000 000	1 300 000 000	500 000 000	1 300 000 000	4 520 000 000	6 220 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		1 380 000 000	3 520 000 000	3 620 000 000	500 000 000	1 300 000 000	500 000 000	1 300 000 000	4 520 000 000	6 220 000 000
Ministère du Travail de la Fonction Publique et du dialogue social	Financement interne	1 000 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 300 000 000	600 000 000	1 300 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		1 000 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 300 000 000	600 000 000	1 300 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
MINISTERE DE L'ARTISANAT DE LA CULTURE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME	Financement interne	2 900 000 000	2 250 000 000	2 450 000 000	2 050 000 000	2 550 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	6 050 000 000	6 750 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		2 900 000 000	2 250 000 000	2 450 000 000	2 050 000 000	2 550 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	6 050 000 000	6 750 000 000
MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	Financement interne	3 200 000 000	2 800 000 000	3 200 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	7 400 000 000	7 800 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		3 200 000 000	2 800 000 000	3 200 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	7 400 000 000	7 800 000 000
MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	Financement interne	1 615 000 000	3 625 000 000	1 875 000 000	1 090 000 000	1 990 000 000	990 000 000	1 840 000 000	5 705 000 000	5 705 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		1 615 000 000	3 625 000 000	1 875 000 000	1 090 000 000	1 990 000 000	990 000 000	1 840 000 000	5 705 000 000	5 705 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Financement interne	2 950 000 000	53 200 000 000	12 000 000 000	150 000 000	11 950 000 000	150 000 000	11 850 000 000	53 500 000 000	35 800 000 000
	Financement externe	1 755 000 000	0	3 000 000 000	0	4 857 000 000	0	7 665 000 000	0	15 522 000 000
Total		4 705 000 000	53 200 000 000	15 000 000 000	150 000 000	16 807 000 000	150 000 000	19 515 000 000	53 500 000 000	51 322 000 000
									0	0
MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE	Financement interne	150 000 000	2 300 000 000	450 000 000	300 000 000	800 000 000	300 000 000	800 000 000	2 900 000 000	2 050 000 000
	Financement externe	7 000 000 000	0	10 000 000 000	0	9 000 000 000	0	0	0	19 000 000 000
Total		7 150 000 000	2 300 000 000	10 450 000 000	300 000 000	9 800 000 000	300 000 000	800 000 000	2 900 000 000	21 050 000 000
									0	0
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Financement interne	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	627 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		727 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
									0	0
MINISTERE DE L' AGRICULTURE	Financement interne	74 620 000 000	181 570 000 000	61 379 000 000	14 070 000 000	18 570 000 000	14 070 000 000	18 570 000 000	209 710 000 000	98 519 000 000
	Financement externe	52 611 000 000	0	59 250 000 000	0	43 403 000 000	0	0	0	102 653 000 000
Total		127 231 000 000	181 570 000 000	120 629 000 000	14 070 000 000	61 973 000 000	14 070 000 000	18 570 000 000	209 710 000 000	201 172 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	Financement interne	3 025 000 000	6 570 000 000	3 420 000 000	1 970 000 000	3 120 000 000	1 970 000 000	2 920 000 000	10 510 000 000	9 460 000 000
	Financement externe	13 500 000 000	0	9 500 000 000	0	11 054 000 000	0	0	0	20 554 000 000
Total		16 525 000 000	6 570 000 000	12 920 000 000	1 970 000 000	14 174 000 000	1 970 000 000	2 920 000 000	10 510 000 000	30 014 000 000
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Financement interne	16 950 000 000	69 750 000 000	32 050 000 000	6 400 000 000	38 900 000 000	5 700 000 000	33 200 000 000	81 850 000 000	104 150 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		16 950 000 000	69 750 000 000	32 050 000 000	6 400 000 000	38 900 000 000	5 700 000 000	33 200 000 000	81 850 000 000	104 150 000 000
MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES DU CULT ET DES COUTUMES	Financement interne	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
MEDIATEUR	Financement interne	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
	Financement externe								0	0
Total		250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
HCNLS	Financement interne		600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000
	Financement externe								0	0
			600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000
									0	0
CESC	Financement interne	150 000 000	4 700 000 000	400 000 000	0	2 000 000 000	0	2 300 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
	Financement externe								0	0
		150 000 000	4 700 000 000	400 000 000	0	2 000 000 000	0	2 300 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
TOTAL		428 895 000 000	695 574 000 000	480 769 000 000	89 005 000 000	466 821 000 000	82 715 000 000	248 310 000 000	867 294 000 000	1 195 900 000 000

ANNEXE 3 : Situation des Autorisations d'Engagement (AE) en 2025 par type de marchés

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	Etat	Budget national	71 587 000 000	2019-2025	69 587 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	Etat	Budget national	2 699 908 358	2023-2026	899 908 358	900 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	Etat	Budget national	300 000 000	2023-2025	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours				74 586 908 358	0	70 636 908 358	3 050 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
3434	Projet d'équipement d'une salle de sport à Koulouba	Etat	Budget national	150 000 000	2025-2025	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Nouveau Projet				150 000 000	0	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				74 736 908 358		70 636 908 358	3 200 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				74 586 908 358		70 636 908 358	3 050 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
Sous-total nouveau projet				150 000 000		0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				74 736 908 358		70 636 908 358	3 200 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				74 736 908 358	0	70 636 908 358	3 200 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				74 736 908 358	0	70 636 908 358	3 200 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000

PRIMATURE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2823	Extention DAF Primature	Etat	Budget national	2 409 000 000	2015-2028	809 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
3027	Modernisation SGG	Etat	Budget national	1 189 000 000	2017-2028	339 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	Etat	Budget national	679 000 000	2020-2028	129 000 000	100 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3098	Const/Equip.Direction Générale Contentieux Etat	Etat	Budget national	655 000 000	2018-2028	255 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE	Etat	Budget national	773 000 000	2024-2028	273 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous total Projets en cours				5 705 000 000		1 805 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	Etat	Budget national	2 500 000 000	2025-2028		500 000 000	2 000 000 000	700 000 000	0	800 000 000	0	500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3432	Construction Siege Centre National d'Alerte Précoce	Etat	Budget national	400 000 000	2025-2025		100 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
Sous total nouveaux projets				2 900 000 000		0	600 000 000	2 300 000 000	1 000 000 000	0	800 000 000	0	500 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
TOTAL GENERAL				8 605 000 000		1 805 000 000	1 600 000 000	3 300 000 000	2 000 000 000	950 000 000	1 750 000 000	950 000 000	1 450 000 000	5 200 000 000	5 200 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				5 705 000 000		1 805 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
Sous-total nouveau projet				2 900 000 000		0	600 000 000	2 300 000 000	1 000 000 000	0	800 000 000	0	500 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
Total				8 605 000 000		1 805 000 000	1 600 000 000	3 300 000 000	2 000 000 000	950 000 000	1 750 000 000	950 000 000	1 450 000 000	5 200 000 000	5 200 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				5 332 000 000		1 532 000 000	1 600 000 000	3 300 000 000	2 000 000 000	950 000 000	1 750 000 000	950 000 000	1 450 000 000	5 200 000 000	5 200 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				5 332 000 000		1 532 000 000	1 600 000 000	3 300 000 000	2 000 000 000	950 000 000	1 750 000 000	950 000 000	1 450 000 000	5 200 000 000	5 200 000 000

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1900	Reparat ^o /Acquisition Bacs DNR	Etat	Budget national	2006-2025	4 425 000 000	3 625 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
2036	Entretien Pistes CMOT/DHVN	Etat	Budget national	2006-2027	15 391 000 000	12 391 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000
2376	Appui à la CPS	Etat	Budget national	2008-2027	1 679 000 000	1 239 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	90 000 000	90 000 000	0	0	240 000 000	240 000 000
2482	Reparation/Acquisition d'Engins lourds	Etat	Budget national	2010-2027	2 918 000 000	2 018 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
1554	Programme Routier d'Urgence	Etat	Budget national	2005-2028	71 360 000 000	20 296 000 000	13 464 000 000	60 000 000 000	7 600 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	60 000 000 000	37 600 000 000
3011	Réhabilitation réseau Observation Météo/Appui au monde rural	Etat	Budget national	2017-2027	856 000 000	256 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
2561	Bitumage Route Goma Coura-Tombouctou	Etat	Budget national	2011-2027	5 814 000 000	5 814 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		UE	SUB		85 268 000 000	56 535 000 000	7 923 252 500	0	8 500 000 000	0	8 500 000 000	0	0	0	17 000 000 000
3056	Contrat Plan Etat-IGM	Etat	Budget national	2013-2027	2 074 000 000	1 174 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
3155	Contrat plan Etat-COMANAV	Etat	Budget national	2020-2027	1 585 000 000	485 000 000	300 000 000	500 000 000	500 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
2252	Acquisition Equipements techniques pour CNREX-BTP	Etat	Budget national	2015-2027	1 187 000 000	587 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3078	Rébaillitation route Bamako-Kati-Kolokani-Diédiéni-Diéma-Sandaré-Kayes-Kidira (710 km)Rébaillitation route Bamako-Kati-Kolokani-Diédiéni-Diéma-Sandaré-Kayes-Kidira (710 km)	Etat	Budget national	2019-2027	70 547 000 000	50 536 000 000	3 011 000 000	0	2 000 000 000	0	15 000 000 000	0	0	0	17 000 000 000

3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	UE	Sub	2020-2027			2 500 000 000	0	3 500 000 000	0	7 500 000 000	0	0	0	11 000 000 000
		BAD	Prêt		77 075 000 000	0	5 000 000 000	0	4 600 000 000	0	7 500 000 000	0	0	0	12 100 000 000
		Etat	Budget national				100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
2980	Construction/Bitumage Route Zantiebougou - Kolondieba -FR RCI	Etat	Budget national	2016-2025	10 611 000 000	700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		BAD	Prêt		59 380 000 000	56 533 000 000	3 888 200 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		UE	Subvention				0	0	0	0	0	0	0	0	0
2290	Programme national de pluie provoquée	Etat	Budget national	2006-2027	30 949 000 000	29 449 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
2310	Construction Entrepots Maliens en Cote d'Ivoire	Etat	Budget national	2013-2026	3 531 000 000	3 231 000 000	200 000 000	0	100 000 000	0	0	0	0	0	100 000 000
2565	Construction Entrepots Maliens au Benin	Etat	Budget national	2020-2028	1 015 000 000	215 000 000	200 000 000	800 000 000	100 000 000	0	300 000 000	0	200 000 000	800 000 000	600 000 000
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNTMF	Etat	Budget national	2021-2028	2 500 000 000	10 000 000	300 000 000	2 500 000 000	300 000 000	0	1 000 000 000	0	900 000 000	2 500 000 000	2 200 000 000
3014	Construction voies ceinture Ouest Kkora (13,8km)	Etat	Budget national	2017-2026	19 663 869 707	12 105 000 000	1 500 000 000	0	2 100 000 000	0	0	0	0	0	2 100 000 000
3016	Const route Banconi-dialakorodji-Safa-Dabanani-Noumsombougou	Etat	Budget national	2017-2026	28 187 059 552	16 762 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0	75 000 000	75 000 000
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	Etat	Budget national	2021-2027	87 300 000 000	5 000 000 000	7 500 000 000	0	10 000 000 000	0	15 000 000 000	0	0	0	25 000 000 000
3099	Aménagement traversée de la ville de Sikasso	Etat	Budget national	2018-2025	1 151 000 000	317 000 000	750 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		BOAD	Prêt/Subvention		20 000 000 000	12 017 000 000	0	0	0	0	0			0	0
3230	AMENAGEMENT SECTION SEVARE -MOPTI DE LA RN6. AMENAGEMENT DE 10 KM DE VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	BOAD	Prêt	2020-2026	44 104 798 013	10 007 000 000	3 250 000 000	0	4 000 000 000	0	8 950 000 000	0	0	0	12 950 000 000
		Etat	Budget national		1 148 000 000	315 000 000	750 000 000	0	1 000 000 000	0	750 000 000	0	0	0	1 750 000 000

3201	Réhabilitation route Sévaré Gao (Phase I)	Etat	Budget national	2020-2027	195 000 000 000	3 208 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	1 100 000 000	1 100 000 000
		BADEA/DFIB	PRET				1 000 000 000	0	8 000 000 000	0	8 000 000 000	0	0	0	16 000 000 000
3231	Equipement Salle d'Archivage DFM MTI	Etat	Budget national	2025-2026	400 000 000		200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	Etat	Budget national	2022-2028	7 388 000 000	68 000 000	570 000 000	750 000 000	750 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	6 750 000 000	6 750 000 000
2 948	CONSTRUCT. BITUMAGE ROUTE MACINA DIAFARABE TENINKOU	Etat	Budget national	2016-2025	8 316 000 000	6 038 000 000	50 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours					860 823 727 272	310 931 000 000	55 731 452 500	68 075 000 000	56 575 000 000	6 990 000 000	94 490 000 000	3 000 000 000	19 100 000 000	78 065 000 000	170 165 000 000
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE DE LA ROUTE SADIOLA-SOUMALA	Etat	Budget national	2022-2026	30 000 000 000	0	750 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	50 000 000	50 000 000
3319	Travaux de construction de la Pénétrante - Phase 2 de la route Bamako -Ségou (tronçon de la route RNG compris entre le carrefour de Waraba Tiatio vers Baguinéda sur 16 km, construction de 4 passerelles pour piéton et prolongement de caniveaux vers l'exutoire sur 1,5 Km.	Etat	Budget national	2022-2027	20 000 000 000	0	300 000 000	15 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	15 000 000 000	1 500 000 000
3320	Tronçon urbain RN 27 (Bamako- Koulikoro) du rondpoint Grand Hôtel à Boulkassoumbougou	Etat	Budget national	2022-2028	34 510 000 000	0	1 000 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 500 000 000	3 000 000 000
		BOAD	PRET				4 250 000 000	0	8 000 000 000	0	4 208 000 000	0	0	0	12 208 000 000
3313	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	Etat	Budget national	2022-2028	800 000 000	0	200 000 000	800 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0	200 000 000	800 000 000	600 000 000
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	Etat	Budget national	2022-2028	2 460 000 000	0	380 000 000	2 500 000 000	380 000 000	0	900 000 000	0	800 000 000	2 500 000 000	2 080 000 000
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	Etat	Budget national	2022-2025	1 300 000 000	0	300 000 000	1 000 000 000	500 000 000	0	200 000 000	0	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000

3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA -SANDARE	Etat	Budget national	2022- 2025	90 000 000 000	0	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3324	Contruccion de la route Tambaga-Manantali (92km)	Etat	Budget national	2022- 2025	65 000 000 000	0	430 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	Etat	Budget national	2022- 2028	25 000 000 000	0	370 000 000	5 000 000 000	370 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	5 000 000 000	2 370 000 000
3355	Construction et bitumage de la route Dioila-Massigui-Koualé- Kébila	Etat	Budget national	2022- 2027	127 000 000 000	0	7 500 000 000	0	7 000 000 000	0	10 000 000 000	0	0	0	17 000 000 000
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RNg	Etat	Budget national	2022- 2027	1 800 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 300 000 000
		BOAD	PRET		700 000 000	0	700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3383	CNONSTRUCTION ENTREPOT MAURITANIE	Etat	Budget national	2023- 2028	2 500 000 000	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	200 000 000	1 200 000 000
3384	CONSTRUCTION DE PARKING SUR LE CORRIDOR BAMAKO CONAKRY A KANKAN	Etat	Budget national	2023- 2028	7 500 000 000	0	500 000 000	5 500 000 000	300 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	5 500 000 000	4 300 000 000
3385	CONSTRUCTION DE PARKING SUR LE CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOTT	Etat	Budget national	2023- 2027	2 500 000 000	0	250 000 000	100 000 000	150 000 000	0	950 000 000	0	950 000 000	100 000 000	2 050 000 000
3415	Construction et bitumage de la route Bougouni-Manankoro-Frontière Côte d'Ivoire	Etat	Budget national	2023- 2026	200 000 000	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3431	Projet d'élargissement en 2*2 voies de la Route de Bamako- Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé	Etat	Budget national	2025- 2028	60 000 000 000	0	15 000 000 000	20 000 000 000	15 000 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	20 000 000 000	45 000 000 000
3453	CARTOGRAPHIE TOPOGRAPHIE A L'ECHELLE 1/50 000	Etat	Budget national	2026- 2028	600 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
3454	MODERNISATION DU RESEAU GEDDESIQUE DE REFERENCE AU MALI	Etat	Budget national	2026- 2028	300 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000

3469	CONSTRUCTION DE LA ROUTE OULESSEBOUGOU SELINGUE EN 2X2 VOIES	Etat	Budget national	2026- 2029	20 000 000 000	0	0	20 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	20 000 000 000	1 500 000 000
Sous total Nouveaux projets					472 170 000 000	0	83 907 000 000	110 500 000 000	75 708 000 000	42 158 000 000	64 408 000 000	103 000 000 000	199 058 000 000	255 658 000 000	339 174 000 000
TOTAL GENERAL					1 332 993 727 272	310 931 000 000	139 638 452 500	178 575 000 000	132 283 000 000	49 148 000 000	158 898 000 000	106 000 000 000	218 158 000 000	333 723 000 000	509 339 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					860 823 727 272	310 931 000 000	55 731 452 500	68 075 000 000	56 575 000 000	6 990 000 000	94 490 000 000	3 000 000 000	19 100 000 000	78 065 000 000	170 165 000 000
Sous-total nouveau projet					472 170 000 000	0	83 907 000 000	110 500 000 000	75 708 000 000	42 158 000 000	64 408 000 000	103 000 000 000	199 058 000 000	255 658 000 000	339 174 000 000
Total					1 332 993 727 272	310 931 000 000	139 638 452 500	178 575 000 000	132 283 000 000	49 148 000 000	158 898 000 000	106 000 000 000	218 158 000 000	333 723 000 000	509 339 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					976 849 929 259	169 801 000 000	60 050 000 000	141 225 000 000	55 425 000 000	8 890 000 000	88 190 000 000	4 900 000 000	43 250 000 000	155 015 000 000	186 865 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					286 527 798 013	135 092 000 000	28 511 452 500	0	36 600 000 000	0	44 658 000 000	0	0	0	81 258 000 000
Total					1 263 377 727 272	304 893 000 000	88 561 452 500	141 225 000 000	92 025 000 000	8 890 000 000	132 848 000 000	4 900 000 000	43 250 000 000	155 015 000 000	268 123 000 000

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1927	Programme National d'Actions pour l'Emploi envue de réduire la Pauvreté (PNA/ERP)	Etat	Budget national	2003-2023	3 245 000 000	3 145 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3111	Ferme Ecole MOFA	Etat	Budget national	2018 - 2021	1 634 000 000	134 000 000	500 000 000	3 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	3 000 000 000	1 500 000 000
3158	CONSTRUCTION SIEGE ONEF	Etat	Budget national	2020-2023	2 000 000 000		500 000 000	2 500 000 000	500 000 000	0	800 000 000	0	700 000 000	2 500 000 000	2 000 000 000
3038	Construction/équipement Centre de formation Professionnelle au Mali	Etat	Budget national	2017-2023	30 901 000 000	901 000 000	500 000 000	45 000 000 000	10 000 000 000	0	10 000 000 000	0	10 000 000 000	45 000 000 000	30 000 000 000
3037	Programme de Formation et d'Inserction Professionnelle (PFIP)	Etat	Budget national	2017-2027	861 000 000	308 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		Grand Dussé Lux	Subvention		5 895 000 000	6 311 000 000							0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Etat	Budget national	2021-2023	700 000 000		700 000 000	2 000 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	2 000 000 000	1 300 000 000
3339	CONTRIBUTION A L'INSERTIONPROFESSIONNELLE ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL	etat	Budget national	2023-2026	600 000 000	2 250 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3406	Projet d'Appui à la Formation Professionnelle, l'Insertion et l'Entreprenariat des jeunes ruraux (FIER II)	etat	Budget national	2024-2026	300 000 000	48 093 750	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
		FIDA	PRÊT				1 755 000 000	0	3 000 000 000	0	4 857 000 000	0	7 665 000 000	0	15 522 000 000
Sous-total projets en cours					46 136 000 000	10 849 343 750	4 705 000 000	53 200 000 000	15 000 000 000	150 000 000	16 807 000 000	150 000 000	19 515 000 000	53 500 000 000	51 322 000 000

Sous-total nouveau projet				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
												0	0	
Sous-total projets en cours				46 136 000 000	10 849 343 750	4 705 000 000	53 200 000 000	15 000 000 000	150 000 000	16 807 000 000	150 000 000	19 515 000 000	53 500 000 000	51 322 000 000
Sous-total nouveau projet				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				46 136 000 000	10 849 343 750	4 705 000 000	53 200 000 000	15 000 000 000	150 000 000	16 807 000 000	150 000 000	19 515 000 000	53 500 000 000	51 322 000 000
												0	0	
Sous-total projets sur financement État				40 241 000 000	4 538 343 750	2 950 000 000	53 200 000 000	12 000 000 000	150 000 000	11 950 000 000	150 000 000	11 850 000 000	53 500 000 000	35 800 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				5 895 000 000	6 311 000 000	1 755 000 000	0	3 000 000 000	0	4 857 000 000	0	7 665 000 000	0	15 522 000 000
TOTAL GENERAL				46 136 000 000	10 849 343 750	4 705 000 000	53 200 000 000	15 000 000 000	150 000 000	16 807 000 000	150 000 000	19 515 000 000	53 500 000 000	51 322 000 000

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2348	Appui à la CPS	Etat	Budget national	1 719 000 000	2008-2026	1 179 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	440 000 000	440 000 000
1801	Curage collecteurs District Bko	Etat	Budget national	8 219 000 000	2002-2026	6 719 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2054	Projet de Construction Décharge Compactée Noumoubougou	Etat	Budget national	11 358 000 000	2006-2025	10 608 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
2420	Etude Diagnostique des Stations d'Épuration et Ouvrages Connexes	Etat	Budget national	6 161 000 000	2009-2026	5 361 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2490	Projet d'Assainissement de la Zone Industrielle de Sotuba	Etat	Budget national	3 564 000 000	2010-2024	2 364 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2689	Alliance Globale sur le Changement Climatique (AGCC)	UE	Sub	3 522 000 000	2010-2024	3 522 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget national	3 935 000 000		267 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2737	Programme d'Urgence Assainissement	Etat	Budget national	7 184 000 000	2014-2025	6 384 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2535	Programme de Développement Durable Delta Intérieur Du Niger (PDD-DIN)	Suède	Sub	6 412 000 000	2018-2024	2 025 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget national	813 000 000		113 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
2048	Protection et Aménagement des Berges du fleuve Niger	Etat	Budget national	4 474 000 000	2006-2024	3 624 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	650 000 000	650 000 000
2853	Grande Muraille verte	Etat	Budget national	1 581 000 000	2016-2026	531 000 000	300 000 000	350 000 000	350 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	750 000 000	750 000 000
3100	Projet d'Appui à la Coordination des initiatives liées aux changements climatiques/AEOD	Etat	Budget national	1 606 000 000	2018-2026	406 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3150	Construction/Équipement DNACPN	Etat	Budget national	2 118 000 000	2020-2026	368 000 000	200 000 000	0	150 000 000	0	700 000 000	0	700 000 000	-	1 550 000 000
3151	ELABORATION PLAN AMENAGEMENT MASSIFS FORESTIERS	Etat	Budget national	822 000 000	2020-2025	82 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	540 000 000	540 000 000
3152	PROGRAMME DE REBOISSEMENT INTENSIF POUR LA RECONSTRUCTION DES ECOSYSTEMES FORESTIERS AU MALI	Etat	Budget national	672 000 000	2020-2024	172 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3149	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ABFN	Etat	Budget national	2 133 000 000	2020-2022	483 000 000	600 000 000	0	650 000 000	0	200 000 000	0	200 000 000	-	1 050 000 000

3148	3ème phase GEDEFOR "Promotion des chaînes de valeurs agricoles (GEDEFOR III/PCVA	ASDI	Subvention	10 460 000 000	2020-2024	4 641 000 000								-	-
		Etat	Budget national	1 523 000 000		521 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	Etat	Budget national	1 773 000 000	2021-2024	1 173 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	500 000 000	500 000 000
3226	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF	Etat	Budget national	16 048 000 000	2021-2026	14 048 000 000	500 000 000	7 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	7 000 000 000	1 500 000 000
3227	PROJET GESTION COMMUNAUTAIRE RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOSYSTEME AIRE REPARTITION ELEPHANT	FEM/PNUD	Subvention	2 158 000 000	2021-2026	300 000 000	294 000 000	0	200 000 000	0	200 000 000	0	0	-	400 000 000
		Etat	Budget national	140 000 000		40 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3119	Aménagement Parc Tienfala	Etat	Budget national	602 000 000	2018-2023	2 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
Sous-total projets en cours				98 997 000 000	0	64 933 000 000	4 894 000 000	10 150 000 000	4 650 000 000	2 890 000 000	4 490 000 000	2 890 000 000	4 290 000 000	15 930 000 000	13 430 000 000
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	KFW	SUB			0	0	0	700 000 000	0	0	0	0	-	700 000 000
3416	Projet de Restauration des Terres Dégradées (PRTD)		prêt/sub			0	12 000 000 000	0	17 000 000 000	0	0	0	0	-	17 000 000 000
		Etat	Budget national		2025-2028	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3450	PROGRAMME D'ACTIVITE DE L'OPERATION AMENAGEMENT DU PARC NATIONAL DE LA BOUCLE DU BADULE ET DES RESERVES ADJACENTES OPNBB 2026-2030	Etat	Budget national		2026-2030	0	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
Sous-total: projets nouveaux				131 701 000 000	0	0	12 200 000 000	200 000 000	17 900 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	18 300 000 000
Total				230 698 000 000		64 933 000 000	17 094 000 000	10 350 000 000	22 550 000 000	3 090 000 000	4 690 000 000	3 090 000 000	4 490 000 000	16 530 000 000	31 730 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours				98 997 000 000		64 933 000 000	4 894 000 000	10 150 000 000	4 650 000 000	2 890 000 000	4 490 000 000	2 890 000 000	4 290 000 000	15 930 000 000	13 430 000 000
Sous-total nouveau projet				131 701 000 000		0	12 200 000 000	200 000 000	17 900 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	18 300 000 000
Total				230 698 000 000		64 933 000 000	17 094 000 000	10 350 000 000	22 550 000 000	3 090 000 000	4 690 000 000	3 090 000 000	4 490 000 000	16 530 000 000	31 730 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat				76 445 000 000		54 445 000 000	4 800 000 000	10 500 000 000	4 800 000 000	3 240 000 000	4 640 000 000	3 240 000 000	4 640 000 000	16 980 000 000	14 080 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				22 552 000 000		10 488 000 000	12 294 000 000	0	17 900 000 000	0	200 000 000	0	0	-	18 100 000 000
Total				98 997 000 000		64 933 000 000	17 094 000 000	10 500 000 000	22 700 000 000	3 240 000 000	4 840 000 000	3 240 000 000	4 640 000 000	16 980 000 000	32 180 000 000

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL(2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2436	Aménagement Espace Loisirs Cité des Enfants	ETAT	Budget National	2009-2024	2 280 000 000	2 080 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2733	Construction/Equipe ment Poupponnière Bamako	ETAT	Budget National	2014-2024	2 319 000 000	1 719 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3237	PROJET DE CONSTRUCT° D'UN IMMEUBLE POUR CERTAINS SERVICES DU MPFEF	ETAT	Budget National	2021-2026	1 500 000 000	0	300 000 000	1 500 000 000	300 000 000	0	450 000 000	0	450 000 000	1 500 000 000	1 200 000 000
3003	Appui autonomisat Femmes Filières agro sylvo pastorales et karité	BAD	Prêt	2017-2025	3 409 000 000	1 532 000 000	1 077 000 000	0	800 000 000	0	0	0	0	0	800 000 000
		ETAT	Budget National		603 000 000	403 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3004	Appui promotion Femme rurale	ETAT	Budget National	2017-2024	1 124 000 000	924 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2433	Appui Valorisation des Filières porteuses	ETAT	Budget National	2009-2024	2 174 000 000	1 974 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2434	Lutte Contre Abandon Enfant	ETAT	Budget National	2009-2024	1 234 000 000	934 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2524	Equipe ment Maison des femmes	ETAT	Budget National	2010-2024	1 521 000 000	1 121 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2516	Appui Organisation Panafricaine des Femmes	ETAT	Budget National	2008-2024	963 000 000	763 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2370	Prog Nat Appui femmes Opératrices Économiques	ETAT	Budget National	2008-2024	1 263 000 000	1 063 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous total Projets en cours					18 390 000 000	12 513 000 000	2 377 000 000	2 500 000 000	2 100 000 000	250 000 000	700 000 000	250 000 000	700 000 000	3 000 000 000	3 500 000 000
														0	0
Sous total Projets nouveaux					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					18 390 000 000	12 513 000 000	2 377 000 000	2 500 000 000	2 100 000 000	250 000 000	700 000 000	250 000 000	700 000 000	3 000 000 000	3 500 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					18 390 000 000	12 513 000 000	2 377 000 000	2 500 000 000	2 100 000 000	250 000 000	700 000 000	250 000 000	700 000 000	3 000 000 000	3 500 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					18 390 000 000	12 513 000 000	2 377 000 000	2 500 000 000	2 100 000 000	250 000 000	700 000 000	250 000 000	700 000 000	3 000 000 000	3 500 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					14 981 000 000	10 981 000 000	1 300 000 000	2 500 000 000	1 300 000 000	250 000 000	700 000 000	250 000 000	700 000 000	3 000 000 000	2 700 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					3 409 000 000	1 532 000 000	1 077 000 000	0	800 000 000	0	0	0	0	0	800 000 000
Total					18 390 000 000	12 513 000 000	2 377 000 000	2 500 000 000	2 100 000 000	250 000 000	700 000 000	250 000 000	700 000 000	3 000 000 000	3 500 000 000

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1730	Etudes/Aménagement Barrage Taoussa	Etat	Budget National	2004-2026	17 541 000 000	13 041 000 000	1 500 000 000	0	0	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	-	3 000 000 000
		Multibailleurs	Prêt/Sub		126 975 000 000	17 554 000 000	4 000 000 000	-	4 100 000 000	-	33 405 000 000	-	30 130 000 000	-	67 635 000 000
2739	Appui Cellule suivi des interconnexions	Etat	Budget National	2014-2026	1 267 000 000	577 000 000	150 000 000	300 000 000	300 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	540 000 000	540 000 000
2668	Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba	Etat	Budget National	2012-2026	12 143 000 000	11 143 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		BOAD	Prêt		20 000 000 000	17 252 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2010	Renforcement de l'Infrastructure Nationale de Radioprotection	Etat	Budget National	2005-2024	2 620 000 000	2 220 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2529	Contrat Plan Etat LNE	Etat	Budget national	2010-2023	4 147 000 000	2 947 000 000	250 000 000	350 000 000	350 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	950 000 000	950 000 000
2130	Programme d'urgence AEP en milieu rural /PPTE	Etat	Budget national	2006-2023	39 215 000 000	31 715 000 000	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000
2575	Projet AEP Bamako-Kabala	UE/AFD/BEI/BM/BAD/BID	Prêt	2013-2025	160 537 000 000	149 537 000 000	11 000 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget national		5 264 000 000	2 314 000 000	1 000 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000
2577	Program. Nat de Mobilisation des Ressources en Eau /Assianissement AEP Centres Semi Urbains en 1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 5 ^{ème} et 6 ^{me} régions.	KFW	Prêt/Sub	2011-2024	18 695 000 000	18 309 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget national		1 473 000 000	1 073 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
1664	Projet Entretien du chenal navigable du fleuve Niger	Etat	Budget national	2002-2024	3 872 000 000	3 722 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2789	Projet de Développement des Energies Nouvelles et Renouvelables	Etat	Budget National	2015-2024	1 682 000 000	1 132 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	400 000 000	400 000 000
2838	Gestion Intégrée développement usages multiples / OMVS, phase 2	IDA/FEM	Prêt/Sub	2014-2025	28 396 000 000	6 298 000 000								-	-
		Etat	Budget national		2 427 000 000	1 227 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2 931	Programme Commun d'appui à la GIRE	Etat	Budget National	2016-2021	2 136 000 000	1 336 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
		Suède/Pays-bas	Don		7 741 000 000	7 310 000 000								-	-

2 954	Fonds d'étude des projets Eau et Energie	Etat	Budget National	2016-2024	1 075 000 000	1 075 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2 953	Programme de développement Energie Biocarburant	Etat	Budget National	2016-2026	2 654 000 000	1 454 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2 869	Projet Système Hybride d'Electrification Rurale	Extérieur	Prêt	2016-2025	39 749 000 000	36 986 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget National		3 618 000 000	3 618 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2 996	Projet d'alimentation en eau potable et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux	Etat	Budget National	2016-2023	1 541 000 000	641 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	650 000 000	650 000 000
		KFW	Sub		39 357 000 000	11 298 000 000	1 600 000 000	0	3 500 000 000	0	1 200 000 000	0	0	-	4 700 000 000
3 109	Programme d'Urgences Sociales Accès à l'Energie/Construction Centrale Solaire	Etat	Budget National	2018-2026	27 402 000 000	25 202 000 000	300 000 000	5 000 000 000	900 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	5 000 000 000	1 900 000 000
3 048	L'Electrification Rurale par Système Hybrides de 32 Localités	BADEA/Fonds Abou Dabu	Prêt/Sub	2017-2025	10 320 000 000	3 812 000 000	1 527 000 000	0	3 000 000 000	0	0	0	0	-	3 000 000 000
		Etat	Budget National		1 380 000 000	150 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	560 000 000	560 000 000	560 000 000	560 000 000	1 720 000 000	1 720 000 000
3 116	Production Hybride et Accès rural à l'Electricité	AFD	Prêt/Sub	2018-2024	24 926 000 000	658 000 000	164 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3 082	Programme Saoudien de forages Puits et Développement Rural en Afrique	FSD	Sub	2018-2023	4 096 000 000	0	500 000 000	0	1 900 000 000	0	0	0	0	-	1 900 000 000
		Etat	Budget National		424 000 000	164 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	210 000 000	210 000 000
3 132	Projet appui connaissances et suivi ressources en eau	KFW	Sub	2020-2026	6 560 000 000	598 000 000	1 727 000 000	0	1 700 000 000	0	0	0	0	-	1 700 000 000
		Etat	Budget National		454 000 000	94 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	260 000 000	260 000 000
3 162	Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales Eau potable et l'Assainissement au Mali 3ème phase	UE/FED	SUB	2020-2025	7 543 000 000	0	1 600 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget National		250 000 000	0	50 000 000	50 000 000	50 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	200 000 000	200 000 000
3 117	Projet Energie Solaire pour le Développement rural au Mali	BID	Prêt	2016-2025	9 444 000 000	1 150 000 000	2 545 000 000	0	2 500 000 000	0	0	0	0	-	2 500 000 000
3 181	Projet d'amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM)	IDA	Banque Mondiale	2019-2026	87 750 000 000	8 169 000 000	7 457 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-

3 304	Projet d'interconnexion électrique Guinée-Mali (PIEGM)	Multibailleurs	Sub	2018-2023	48 882 000 000	2 660 000 000	1 302 047 500	0	0	0	0	0	0	-	-
			Prêt											-	-
3182	PIDAC	FAD/UE /Fonds Vert Climat		2019-2025	11 961 000 000	0	3 353 000 000	0	3 100 000 000	0	0	0	0	-	3 100 000 000
		Etat	Budget National		1 836 000 000	0	150 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	500 000 000	500 000 000
2377	Appui CPS/ SME	Etat	Budget National	2009-2026	1 237 000 000	1 117 000 000	120 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	Etat	Budget National	2022-2024	1 550 490 238	50 490 238	200 000 000	300 000 000	300 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
3405	Projet Appui Approvisionnement et Assainissement resilient aux changements climatiques à la COVID 19 dans la region de Kayes et le cercle de Kati	Etat	Budget National	2023-2026	569 530 024	69 530 024	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	350 000 000	350 000 000
			exteireur		0	0								-	-
Sous total Projets en cours					790 710 020 262	387 673 020 262	45 045 047 500	9 550 000 000	25 250 000 000	6 990 000 000	43 595 000 000	6 990 000 000	39 120 000 000	23 530 000 000	107 965 000 000
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	Etat	Budget National	2023-2025	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	Etat	Budget National	2023-2026	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	Etat	Budget National	2023-2026	2 300 000 000	0	250 000 000	2 500 000 000	50 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	2 500 000 000	2 050 000 000
3439	Projet de Renforcement du Système électrique et d'amélioration de l'accès à l'électricité PRSEAM (Yelen Sira)	BM	PRÊT/SUB	2026-2028			3 100 000 000	0	2 900 000 000	0	11 371 000 000	0	0	-	14 271 000 000
3362	Projet d'électrification rurale de 50 localités dans les Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou par des systèmes solaires voltaïques au Mali	BOAD/FVC	PRÊT/SUB	2026-2028			3 303 500 000	0	3 300 000 000	0	3 000 000 000	0	0	-	6 300 000 000
3461	Appui Cellule de Suivi de la Centrale hydroélectrique de Kénié de 56 MW	Etat	Budget National	2026-2028			0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000

3462	Réalisation des études de la ligne de transport 225 kV double terre reliant Kénié-Koulikoro-Banamba-Nara sur 116 km	Etat	Budget National	2026-2028			0	600 000 000	150 000 000	0	0	0	0	600 000 000	150 000 000
3463	Réalisation des études de la ligne de transport 225 kV double terre reliant Kati-Kambila-Kolokani-Didiéni sur 173 km	Etat	Budget National	2026-2028			0	700 000 000	200 000 000	0	0	0	0	700 000 000	200 000 000
3465	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE/ DIRECTION REGIONALE	Etat	Budget National	2026-2028			0	5 000 000 000	200 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	5 000 000 000	1 200 000 000
Sous total nouveau projet					2 300 000 000	0	11 903 500 000	8 900 000 000	6 900 000 000	0	15 871 000 000	0	1 500 000 000	8 900 000 000	24 271 000 000
TOTAL GENERAL					793 010 020 262	387 673 020 262	56 948 547 500	18 450 000 000	32 150 000 000	6 990 000 000	59 466 000 000	6 990 000 000	40 620 000 000	32 430 000 000	132 236 000 000
Sous-total projets en cours					790 710 020 262	387 673 020 262	45 045 047 500	9 550 000 000	25 250 000 000	6 990 000 000	43 595 000 000	6 990 000 000	39 120 000 000	23 530 000 000	107 965 000 000
Sous-total nouveau projet					2 300 000 000	0	11 903 500 000	8 900 000 000	6 900 000 000	0	15 871 000 000	0	1 500 000 000	8 900 000 000	24 271 000 000
Total					793 010 020 262	387 673 020 262	56 948 547 500	18 450 000 000	32 150 000 000	6 990 000 000	59 466 000 000	6 990 000 000	40 620 000 000	32 430 000 000	132 236 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					136 721 000 000	106 082 020 262	8 420 000 000	18 450 000 000	6 150 000 000	6 990 000 000	10 490 000 000	6 990 000 000	10 490 000 000	32 430 000 000	27 130 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					652 932 000 000	281 591 000 000	43 278 547 500	0	26 000 000 000	0	48 976 000 000	0	30 130 000 000	-	105 106 000 000
Total					789 653 000 000	387 673 020 262	51 698 547 500	18 450 000 000	32 150 000 000	6 990 000 000	59 466 000 000	6 990 000 000	40 620 000 000	32 430 000 000	132 236 000 000

MINISTERE DES MINES															
N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3188	Projet de gouvernance du secteur des mines	IDA	Prêt	2020-2023	23 000 000 000	4 648 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2840	Cartographie Géologique du Birimien au 1/50 000	Etat	Budget National	2015-2025	4 568 000 000	1 768 000 000	800 000 000	0	2 000 000 000	0	0	0	0	-	2 000 000 000
3358	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	Etat	Budget National	2023-2024	540 000 000	0	80 000 000	300 000 000	300 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	460 000 000	460 000 000
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	Etat	Budget National	2021-2026	1 982 000 000	82 000 000	200 000 000	2 000 000 000	100 000 000	0	800 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	1 700 000 000
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	Etat	Budget National	2009-2026	1 477 000 000	1 117 000 000	0	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
Sous total Projets en cours					30 090 000 000	6 498 000 000	1 080 000 000	2 300 000 000	2 400 000 000	80 000 000	880 000 000	80 000 000	880 000 000	2 460 000 000	4 160 000 000
3349	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERES DU MALI (PDRPM)	Etat	Budget National	2023-2026	1 400 000 000	0	300 000 000	500 000 000	500 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
3464	Programme pour le Développement des Ressources Minières (PDRM)	Etat	Budget National	2026-2027	600 000 000		0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000
Sous total nouveau projet					1 400 000 000	0	300 000 000	500 000 000	500 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
TOTAL GENERAL					31 490 000 000	6 498 000 000	1 380 000 000	2 800 000 000	2 900 000 000	380 000 000	1 180 000 000	380 000 000	1 180 000 000	3 560 000 000	5 260 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					30 090 000 000	6 498 000 000	1 080 000 000	2 300 000 000	2 400 000 000	80 000 000	880 000 000	80 000 000	880 000 000	2 460 000 000	4 160 000 000
Sous-total nouveau projet					1 400 000 000	0	300 000 000	500 000 000	500 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
Total					31 490 000 000	6 498 000 000	1 380 000 000	2 800 000 000	2 900 000 000	380 000 000	1 180 000 000	380 000 000	1 180 000 000	3 560 000 000	5 260 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat					7 950 000 000	1 850 000 000	1 380 000 000	3 520 000 000	3 620 000 000	500 000 000	1 300 000 000	500 000 000	1 300 000 000	4 520 000 000	6 220 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					23 000 000 000	4 648 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Total					30 950 000 000	6 498 000 000	1 380 000 000	3 520 000 000	3 620 000 000	500 000 000	1 300 000 000	500 000 000	1 300 000 000	4 520 000 000	6 220 000 000

MINISTERE DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2241	Appui au Cadre Intégré du Commerce	Etat	Budget national	2005-2023	13 920 000 000	12 870 000 000	600 000 000	450 000 000	450 000 000	0	0	0	0	450 000 000	450 000 000
		Fds Multilatéral/ PNUD	Subvention		6 396 000 000	5 426 000 000	346 000 000	0	350 000 000	0	274 000 000	0	0	0	624 000 000
3 025	Construction/équipement DGCC/DRCC/APEX (R+5)	Etat	Budget national	2016-2022	5 550 000 000	1 906 000 000	700 000 000	4 500 000 000	300 000 000	0	1 700 000 000	0	1 800 000 000	4 500 000 000	3 800 000 000
2683	Projet d'appui à l'API-Mali	Etat	Budget national	#REF!	2020-2023	0	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	650 000 000	650 000 000
2603	Appui à la mise en place des reformes Etat/Secteur Privé	Etat	Budget national	2011 - 2022	2 193 000 000	1 683 000 000	120 000 000	150 000 000	150 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	390 000 000	390 000 000
2755	Loi d'orientation du secteur privé	Etat	Budget national	2014 - 2022	984 000 000	434 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	400 000 000	400 000 000
2 619	Appui CERFITEX	Etat	Budget national	2005-2020	2 932 000 000	2 632 000 000	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2108	Programme de restructuration et de mise à niveau des entreprises industrielles	Etat	Budget national	2006-2023	1 671 000 000	1 231 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	340 000 000	340 000 000
2 845	Réhabilitation CEMAPI	Etat	Budget national	2016-2022	536 000 000	436 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2381	Appui CPS/ICAEPPI	Etat	Budget national	2008-2023	1 512 000 000	1 032 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
2639	Projet Opération et Stratégie de Dvpt du Secteur Agro-Alimentaire	Etat	Budget national	2012-2022	625 000 000	425 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3 161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	Etat	Budget national	2020-2023	750 000 000	0	300 000 000	150 000 000	150 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
2 957	Projet d'appui formalisation des acteurs du commerce du détail	Etat	Budget national	2016-2022	1 012 000 000	892 000 000	120 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	Etat	Budget national	2021-2023	150 380 712	20 380 712	80 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	50 000 000	50 000 000
3387	APPUI APEX	Etat	Budget national	2025-2027	1 045 595 200	45 595 200	300 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
Sous-total projets en cours					39 276 975 912	29 032 975 912	3 636 000 000	6 270 000 000	2 420 000 000	1 210 000 000	3 184 000 000	910 000 000	2 710 000 000	8 390 000 000	8 314 000 000
3 294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	Etat	Budget national	2021-2023	1 700 000 000	0	300 000 000	1 200 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0	300 000 000	1 200 000 000	900 000 000
3397	PROJET DEVELOPPEMENT MODERNISATION CERFITEX	Etat	Budget national	2026-2027	300 000 000		0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000		
Sous-total nouveau projet					2 000 000 000	0	300 000 000	1 500 000 000	600 000 000	300 000 000	600 000 000	300 000 000	600 000 000	2 100 000 000	1 800 000 000
					41 276 975 912	29 032 975 912	3 936 000 000	7 770 000 000	3 020 000 000	1 510 000 000	3 784 000 000	1 210 000 000	3 310 000 000	10 490 000 000	10 114 000 000
															0
Sous-total projets en cours					39 276 975 912	29 032 975 912	3 636 000 000	6 270 000 000	2 420 000 000	1 210 000 000	3 184 000 000	910 000 000	2 710 000 000	8 390 000 000	8 314 000 000
Sous-total nouveau projet					2 000 000 000	0	300 000 000	1 500 000 000	600 000 000	300 000 000	600 000 000	300 000 000	600 000 000	2 100 000 000	1 800 000 000
Total					41 276 975 912	29 032 975 912	3 936 000 000	7 770 000 000	3 020 000 000	1 510 000 000	3 784 000 000	1 210 000 000	3 310 000 000	10 490 000 000	10 114 000 000
															0
Sous-total projets sur financement Etat					34 580 975 912	23 606 975 912	3 590 000 000	7 770 000 000	2 670 000 000	1 510 000 000	3 510 000 000	1 210 000 000	3 310 000 000	10 490 000 000	9 490 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					6 396 000 000	5 426 000 000	346 000 000	0	350 000 000	0	274 000 000	0	0	0	624 000 000
TOTAL GENERAL					40 976 975 912	29 032 975 912	3 936 000 000	7 770 000 000	3 020 000 000	1 510 000 000	3 784 000 000	1 210 000 000	3 310 000 000	10 490 000 000	10 114 000 000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3052	Construction Centre de Formation pour le Développement	Etat	Budget national	1 835 000 000	2017-2026	1 035 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Etat	Budget National	750 000 000	2016-2026	455 000 000	75 000 000	70 000 000	70 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	220 000 000	220 000 000
3120	Projet d'Appui Compétitivité de l'Economie Malienne	Etat	Budget national	746 000 000	2018-2025	259 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
		BAD	SUB	8 000 000 000		608 000 000	4 000 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
2104	Appui à la Viabilité de la Dette	Etat	Budget national	1 895 000 000	2006-2026	1 095 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2460	Appui à la Mise en Œuvre du Schéma Directeur de la Statistique	Etat	Budget national	21 800 000 000	2012-2024	3 342 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2477	Appui Mise en Œuvre INSTAT	Etat	Budget national	6 500 000 000	2010-2024	4 077 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3178	APPUI MISE EN ŒUVRE CERCAP	Etat	Budget national	816 000 000	2020-2026	16 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2544	Appui mise en Œuvre Plan Harmonisation de l'Aide	Etat	Budget national	1 539 000 000	2009-2026	939 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2905	Appui Programmation Suivi/Eval Investissements	Etat	Budget national	3 442 000 000	2016-2026	1 842 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3165	Renforcement Capacités de Modélisation	Etat	Budget national	1 214 000 000	2020-2026	214 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2659	Programme Promotion Planification Gestion du Développement	Etat	Budget national	2 044 000 000	2012-2026	1 294 000 000	150 000 000	300 000 000	300 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	600 000 000	600 000 000
2673	Appui Mise en Œuvre CSCRP	Etat	Budget national	2 283 000 000	2012-2026	1 233 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	800 000 000	800 000 000
2883	Programme de Perfectionnement des Agents du MEF	Etat	Budget national	1 988 000 000	2015-2026	938 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	800 000 000	800 000 000

2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION DES SOLDES	Etat	Budget national	1 262 000 000	2017-2021	662 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS CAISFF	Etat	Budget national	4 343 000 000	2016-2026	2 343 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2911	APPUI CELLULE DE DVPT SECTEUR FINANCIER	Etat	Budget national	1 004 000 000	2016-2026	458 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2941	APPUI CELLULE SUIVI PROJETS	Etat	Budget national	1 047 000 000	2016-2026	447 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2731	Fonds d'étude et de préparation des projets	Etat	Budget national	19 328 000 000	2014-2026	2 828 000 000	3 500 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES MEF (SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE)	Etat	Budget national	7 801 000 000	2016-2026	4 201 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000
2970	MIGRATION DE PRED 5 DGB- DNPD	Etat	Budget national	1 805 000 000	2016-2026	805 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3057	Appui Cellule Suivi Réformes UEMDA	Etat	Budget national	765 000 000	2017-2026	165 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	Etat	Budget national	255 000 000	2021-2026	105 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2656	Constitution Stock de Sécurité DNAP	Etat	Budget national	3 807 000 000	2013-2023	2 207 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2863	Construction Equipement Siège INSTAT	Etat	Budget national	7 596 000 000	2015-2025	6 296 000 000	800 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
3 047	Construction/Equip Centre de Formation Professionnelle en statistiques (CFP/STAT)	Etat	Budget national	3 470 000 000	2017-2026	1 462 000 000	450 000 000	1 000 000 000	450 000 000	0	550 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
2904	CONSTRUCT ET EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES DRPSIAP	Etat	Budget national	2 866 000 000	2016-2026	1 190 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	Etat	Budget national	1 200 000 000	2022-2025	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2830	Construction du siège de la Direction Générale des Douanes	Etat	Budget national	19 091 000 000	2015-2024	16 091 000 000	2 500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
2967	Réhabilitation Extension Equip/Tresorerie et Perception	Etat	Budget national	3 770 000 000	2016-2026	1 970 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
3175	Construction/Equipement Directions Douanes	Etat	Budget national	900 000 000	2020-2024	100 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2101	Aménagement/ Equipement DRCF / Délégations	Etat	Budget national	4 572 000 000	2008-2026	2 572 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000

2591	Réhabilitation Immeuble de la DG Dette Publique	Etat	Budget national	1 737 000 000	2013-2026	937 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2721	Réhabilitation extension DGMF	Etat	Budget national	2 845 000 000	2015-2026	1 545 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
3106	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE PGT/RGD	Etat	Budget national	4 440 000 000	2018-2024	3 740 000 000	500 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3108	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT TRANSIT ADM ET BCS	Etat	Budget national	2 174 000 000	2018-2025	374 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNPD	Etat	Budget national	5 000 000 000	2021-2026	48 000 000	800 000 000	15 000 000 000	800 000 000	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	15 000 000 000	6 800 000 000
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	Etat	Budget national	361 000 000	2021-2024	161 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	Etat	Budget national	18 734 000 000	2021-2026	734 000 000	4 000 000 000	15 000 000 000	4 000 000 000	0	5 000 000 000	0	5 000 000 000	15 000 000 000	14 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS				175 025 000 000	-	68 788 000 000	25 975 000 000	47 820 000 000	22 070 000 000	11 175 000 000	19 725 000 000	10 775 000 000	18 775 000 000	69 770 000 000	60 570 000 000
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	Etat	Budget national	3 000 000 000	2022-2026	0	500 000 000	4 000 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	4 000 000 000	2 500 000 000
3378	Construction de salles d'archives de la DNTCP	Etat	Budget national	2 000 000 000	2023-2026	0	500 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	Etat	Budget national	1 000 000 000	2023-2026	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	Etat	Budget national	6 800 000 000	2023-2026	0	1 000 000 000	10 000 000 000	800 000 000	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	10 000 000 000	5 800 000 000
3468	REHABILITATION EQUIPEMENT DRPSIAP SIKASSO						0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
Sous total Nouveau Projet				12 800 000 000	-	-	4 400 000 000	16 500 000 000	2 300 000 000	400 000 000	4 400 000 000	200 000 000	4 200 000 000	17 100 000 000	10 900 000 000
TOTAL GENERAL				187 825 000 000	-	68 788 000 000	30 375 000 000	64 320 000 000	24 370 000 000	11 575 000 000	24 125 000 000	10 975 000 000	22 975 000 000	86 870 000 000	71 470 000 000
Sous-total projets en cours				175 025 000 000	-	68 788 000 000	25 975 000 000	47 820 000 000	22 070 000 000	11 175 000 000	19 725 000 000	10 775 000 000	18 775 000 000	69 770 000 000	60 570 000 000
Sous-total nouveau projet				12 800 000 000	-	-	4 400 000 000	16 500 000 000	2 300 000 000	400 000 000	4 400 000 000	200 000 000	4 200 000 000	17 100 000 000	10 900 000 000
Total				187 825 000 000	-	68 788 000 000	30 375 000 000	64 320 000 000	24 370 000 000	11 575 000 000	24 125 000 000	10 975 000 000	22 975 000 000	86 870 000 000	71 470 000 000
															-
Sous-total projets sur financement Etat				179 825 000 000		68 180 000 000	24 275 000 000	64 320 000 000	24 370 000 000	11 575 000 000	24 125 000 000	10 975 000 000	22 975 000 000	86 870 000 000	71 470 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				8 000 000 000		608 000 000	4 000 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Total				187 825 000 000		68 788 000 000	28 275 000 000	64 320 000 000	24 370 000 000	11 575 000 000	24 125 000 000	10 975 000 000	22 975 000 000	86 870 000 000	71 470 000 000

MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous total Projets en cours														0	0
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	Etat	Budget National	600 000 000	2024-2028	0	1500000000	1500000000	1500000000	1500000000	1500000000	1500000000	1500000000	450 000 000	450 000 000
		IDA	PRÊT/SUB	22 000 000 000			70000000000	0	60000000000	0	90000000000	0	0	0	15 000 000 000
3459	PROJET DE RESILIENCE COMMUNAUTAIRE ET DE SERVICES INCLUSIF AU MALI (MALIDENKO)	BAD	PRÊT	4 000 000 000	2026-2028		0	0	40000000000	0	0	0	0	0	4 000 000 000
		Etat	Budget National	900 000 000			0	1500000000	1500000000	1500000000	1500000000	1500000000	1500000000	450 000 000	450 000 000
3467	CONSTRUCTION SIEGE COMMISSION CNI/CND	Etat	Budget National	2 000 000 000			0	20000000000	1500000000	0	5000000000	0	5000000000	2 000 000 000	1 150 000 000
Sous total nouveaux projets							7 150 000 000	2 300 000 000	10 450 000 000	300 000 000	9 800 000 000	300 000 000	800 000 000	2 900 000 000	21 050 000 000
	TOTAL GENERAL						7 150 000 000	2 300 000 000	10 450 000 000	300 000 000	9 800 000 000	300 000 000	800 000 000	2 900 000 000	21 050 000 000

Sous-total projets en cours				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet							7 150 000 000	2 300 000 000	10 450 000 000	300 000 000	9 800 000 000	300 000 000	800 000 000	2 750 000 000	27 400 000 000
Total							7 150 000 000	2 300 000 000	10 450 000 000	300 000 000	9 800 000 000	300 000 000	800 000 000	2 750 000 000	27 400 000 000

Sous-total projets sur financement Etat							150 000 000	2 300 000 000	450 000 000	300 000 000	800 000 000	300 000 000	800 000 000	2 750 000 000	1 400 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur							7 000 000 000	0	10 000 000 000	0	9 000 000 000	0	0	0	26 000 000 000
Total							7 150 000 000	2 300 000 000	10 450 000 000	300 000 000	9 800 000 000	300 000 000	800 000 000	2 750 000 000	27 400 000 000

INISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2740	Contrat plan Etat/ANCD	Etat	Budget national	2016-2023	2 149 000 000	1 499 000 000	225 000 000	225 000 000	225 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	425 000 000	425 000 000
2573	Construction /Equipement bureaux régionaux AMAP	Etat	Budget national	2011-2022	4 358 000 000	3 558 000 000	400 000 000	0	400 000 000	0	0	0	0	0	400 000 000
2926	Contrat Etat ONP	Etat	Budget national	2015-2023	3 525 000 000	2 525 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
3156	Renforcement des Infrastructures de l'ORTM/Numerisation des Archives de l'ORTM	Etat	Budget national	2020-2023	9 191 000 000	1 191 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
Sous total projets en cours					19 223 000 000	8 773 000 000	2 925 000 000	2 525 000 000	2 925 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	7 125 000 000	7 525 000 000
3 326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	Etat	Budget national	2022-2026	550 000 000	0	275 000 000	275 000 000	275 000 000	0	0	0	0	275 000 000	275 000 000
Sous total Nouveau projets					550 000 000	0	275 000 000	275 000 000	275 000 000	0	0	0	0	275 000 000	275 000 000
TOTAL GENERAL					19 773 000 000	8 773 000 000	3 200 000 000	2 800 000 000	3 200 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	7 400 000 000	7 800 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					19 223 000 000	8 773 000 000	2 925 000 000	2 525 000 000	2 925 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	7 125 000 000	7 525 000 000
Sous-total nouveau projet					550 000 000	0	275 000 000	275 000 000	275 000 000	0	0	0	0	275 000 000	275 000 000
Total					19 773 000 000	8 773 000 000	3 200 000 000	2 800 000 000	3 200 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	7 400 000 000	7 800 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					19 773 000 000	8 773 000 000	3 200 000 000	2 800 000 000	3 200 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	7 400 000 000	7 800 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					19 773 000 000	8 773 000 000	3 200 000 000	2 800 000 000	3 200 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	7 400 000 000	7 800 000 000

MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 768	Projet de Renforcement des Capacités Domaines Affaires Foncières	Etat	Budget National	1 628 000 000	2015-2024	928 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
2 909	Programme Réfection Bâtiments Publics	Etat	Budget National	4 817 000 000	2017-2026	2 217 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
2 826	Appui Renforcement mise œuvre Dispositif Instut Jurid Améng Terr	Etat	Budget National	2 519 000 000	2015-2025	1 869 000 000	250 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
3246	Appui à l'ONDD	Etat	Budget National	528 000 000	2021-2025	28 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
2064	APPUI A LA GESTION DE LA POLITIQUE NATIONALE POPULATION	Etat	Budget National	3 560 000 000	2004-2025	2 160 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2938	DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE / IDA	Etat	Budget National	878 000 000	2015-2024	128 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
		IDA		21 901 000 000		21 901 000 000								0	0
2828	Construction/Équipement DGABE	Etat	Budget national	2 390 000 000	2016-2024	1 740 000 000	550 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
1 995	Construction Directions Nationale et Régionales des Domaines et du Cadastre	Etat	Budget National	7 069 000 000	2017-2025	6 119 000 000	200 000 000	1 300 000 000	150 000 000	0	300 000 000	0	300 000 000	1 300 000 000	750 000 000
3081	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali	IDA/Coop Suisse	Prêt (IDA)/sub Suisse)	41 437 000 000	2012-2019	33 122 000 000								0	0
		Etat	Budget National	323 000 000		293 000 000								0	0
3153	Construction /équipement bureaux des domaines et cadastre de Kati	Etat	Budget National	1 713 000 000	2020-2026	213 000 000	300 000 000	1 500 000 000	300 000 000	0	450 000 000	0	450 000 000	1 500 000 000	1 200 000 000
2907	Projet de mise en place d'un système d'information foncier sécurisé	Etat	Budget National	12 432 000 000	2016-2025	6 832 000 000	1 500 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 100 000 000	4 100 000 000
1582	Elaboration des Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU)	Etat	Budget National	5 774 000 000	1999-2024	4 774 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2 882	Programme de Construction de 50 000 Logements Sociaux	Etat	Budget National	43 989 000 000	2015-2026	23 989 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000

3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS	Etat	Budget National	289 000 000	2021-2024	89 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Etat	Budget National	1 900 000 000	2021-2026	0	500 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	600 000 000	0	600 000 000	2 000 000 000	1 400 000 000
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	Etat	Budget National	200 000 000	2022-2024	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3329	CONFECTION D'UN CADATRE EXPEDIE	Etat	Budget National	350 000 000	2022-2023	0	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE DES VILLES (SISV)	Etat	Budget National	650 000 000	2022-2024	0	150 000 000	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	500 000 000	500 000 000
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	Etat	Budget National	2 000 000 000	2021-2025	1 499 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total projet en cours				101 195 000 000		107 901 000 000	10 550 000 000	13 700 000 000	9 550 000 000	8 400 000 000	9 750 000 000	8 400 000 000	9 750 000 000	30 500 000 000	29 050 000 000
3420	PROJET DE PAVAGE DES RUES DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	Etat	Budget National	500 000 000	2024-2026	0	400 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
3451	PROJET DE CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNAT	Etat	Budget National	100 000 000			0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3452	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA SUBDIVISION DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT DE KATI	Etat	Budget National	200 000 000			0	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous total nouveau projet				4 189 000 000		0	400 000 000	700 000 000	700 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
TOTAL GENERAL				105 384 000 000		107 901 000 000	10 950 000 000	14 400 000 000	10 250 000 000	8 900 000 000	10 250 000 000	8 900 000 000	10 250 000 000	32 200 000 000	30 750 000 000
0															0
Sous total projets en cours				101 195 000 000		107 901 000 000	10 550 000 000	13 700 000 000	9 550 000 000	8 400 000 000	9 750 000 000	8 400 000 000	9 750 000 000	30 500 000 000	29 050 000 000
Sous-total nouveau projet				4 189 000 000		0	400 000 000	700 000 000	700 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
Total				105 384 000 000		107 901 000 000	10 950 000 000	14 400 000 000	10 250 000 000	8 900 000 000	10 250 000 000	8 900 000 000	10 250 000 000	32 200 000 000	30 750 000 000
0															0
Sous-total projets sur financement Etat				84 324 000 000		48 693 000 000	10 950 000 000	14 400 000 000	10 250 000 000	8 900 000 000	10 250 000 000	8 900 000 000	10 250 000 000	32 200 000 000	30 750 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				41 437 000 000		33 122 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				125 761 000 000		81 815 000 000	10 950 000 000	14 400 000 000	10 250 000 000	8 900 000 000	10 250 000 000	8 900 000 000	10 250 000 000	32 200 000 000	30 750 000 000

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE															
RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieures (31/12/2023)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2378	Appui Cellule de planification et statistique	ETAT	Budget National	2009-2023	1 611 000 000	811 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2650	Construction Equipement IFM au Mali	ETAT	Budget National	2012-2023	1 908 000 000	1 308 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
2395	Construction de lycées secondaires	ETAT	Budget National	2009-2023	17 346 000 000	12 346 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
2861	Programme Multi-Acteurs Appui Petite Enfance	ETAT	Budget National	2015-2021	1 348 000 000	898 000 000	100 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	350 000 000	350 000 000
2 935	Projet Appui Enfants en besoins éducatifs spéciaux	ETAT	Budget National	2016-2021	919 000 000	469 000 000	100 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	350 000 000	350 000 000
2 973	Projet Appui Education Bilingue de Base/BID	ETAT	Budget National	2016-2021	338 000 000	338 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		BID/FS	Prêt		12 500 000 000	375 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-	
Sous total Projets en cours					35 970 000 000	16 545 000 000	2 200 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	5 100 000 000	5 100 000 000
3 233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	ETAT	Budget National	2021-2023	2 200 000 000	0	500 000 000	2 200 000 000	500 000 000	0	600 000 000	0	600 000 000	2 200 000 000	1 700 000 000
3 410	REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	ETAT	Budget National	2021-2024	600 000 000	0	100 000 000	300 000 000	300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	500 000 000	500 000 000
3458	PROJET IMPLEMENTATION D'UNE NOUVELLE IMPRIMERIE DU (CNRENF)	ETAT	Budget National	2026-2027	9 000 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
Sous total nouveaux projets					11 800 000 000	0	600 000 000	3 400 000 000	1 700 000 000	100 000 000	700 000 000	100 000 000	700 000 000	3 600 000 000	3 100 000 000
TOTAL GENERAL					47 770 000 000	16 545 000 000	2 800 000 000	5 700 000 000	4 000 000 000	1 500 000 000	2 100 000 000	1 500 000 000	2 100 000 000	8 700 000 000	8 200 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					35 970 000 000	16 545 000 000	2 200 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	5 100 000 000	5 100 000 000
Sous-total nouveau projet					11 800 000 000	0	600 000 000	3 400 000 000	1 700 000 000	100 000 000	700 000 000	100 000 000	700 000 000	3 600 000 000	3 100 000 000
Total					47 770 000 000	16 545 000 000	2 800 000 000	5 700 000 000	4 000 000 000	1 500 000 000	2 100 000 000	1 500 000 000	2 100 000 000	8 700 000 000	8 200 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat					35 270 000 000	16 170 000 000	2 800 000 000	5 700 000 000	4 000 000 000	1 500 000 000	2 100 000 000	1 500 000 000	2 100 000 000	8 700 000 000	8 200 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					12 500 000 000	375 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Total					47 770 000 000	16 545 000 000	2 800 000 000	5 700 000 000	4 000 000 000	1 500 000 000	2 100 000 000	1 500 000 000	2 100 000 000	8 700 000 000	8 200 000 000

INISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieures (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2860	Projet de const/équip Campus Universit Kabala Phase I blocs pédagogiques	Etat	Budget National	2015-2023	5 933 000 000	2 933 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	800 000 000	0	1 200 000 000	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000
2373	Extension infrastructures ENI	Etat	Budget National	2009-2022	3 940 000 000	2 640 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
2859	Construction et équipement Fac Pharmacie	Etat	Budget National	2015-2022	5 825 000 000	3 211 000 000	1 000 000 000	1 900 000 000	1 000 000 000	0	900 000 000	0	0	1 900 000 000	1 900 000 000
3 080	Projet construction ENSUP	Etat	Budget National	2019-2022	4 213 000 000	1 363 000 000	700 000 000	0	150 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	-	2 150 000 000
2858	Construction et équipement de la Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC)	Etat	Budget National	2015-2023	2 615 000 000	65 000 000	400 000 000	150 000 000	150 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	150 000 000	2 150 000 000
3337	Projet de Construction d'Infrastructures Pédagogiques à l'IPR de Katibougou	ETAT	Budget National	2022-2026	3 120 000 000	20 000 000	700 000 000	3 000 000 000	800 000 000	0	800 000 000	0	800 000 000	3 000 000 000	2 400 000 000
3291	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'INSS DE SEGOU	ETAT	Budget National	2021-2025	1 400 000 000	100 000 000	400 000 000	900 000 000	400 000 000	0	500 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	ETAT	Budget National	2009-2025	5 047 000 000	4 647 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3338	Projet d'études, de construction et d'équipement des Universités régionales (Sikasso, Tombouctou et Gao)	ETAT	Budget National	2022-2024	2 699 669 269	299 669 269	700 000 000	1 700 000 000	600 000 000	0	550 000 000	0	550 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
3388	CONSTRUCTION AMPHI 1 000 PLACES A LA FSEG	ETAT	Budget National	2022-2026	2 474 999 889	474 999 889	500 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	ETAT	Budget National	2022-2024	599 905 274	149 905 274	450 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
Sous total Projets en cours					37 867 574 432	15 903 574 432	6 350 000 000	12 250 000 000	5 000 000 000	300 000 000	6 750 000 000	300 000 000	4 150 000 000	12 850 000 000	15 900 000 000
3350	Construction Residence universitaire l'IPR IFRA de Katibougou	ETAT	Budget National	2022-2026	2 800 000 000	0	600 000 000	2 500 000 000	600 000 000	0	800 000 000	0	800 000 000	2 500 000 000	2 200 000 000

3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	ETAT	Budget National	2022-2025	800 000 000	0	200 000 000	600 000 000	400 000 000	0	200 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
3435	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES DE BAMAKO	ETAT	Budget National	2025-2026	550 000 000	0	100 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3455	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE RENOVATION DE L'EX ENA	ETAT	Budget National	2026-2027	600 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
3456	PROJET DE REHABILITATION ET DE RENOVATION DE L'INJS	ETAT	Budget National	2026-2027	150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
Sous total nouveaux Projets					4 900 000 000	0	900 000 000	3 850 000 000	1 750 000 000	750 000 000	1 750 000 000	750 000 000	1 550 000 000	5 350 000 000	5 050 000 000
TOTAL GENERAL					42 767 574 432	15 903 574 432	7 250 000 000	16 100 000 000	6 750 000 000	1 050 000 000	8 500 000 000	1 050 000 000	5 700 000 000	18 200 000 000	20 950 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					37 867 574 432	15 903 574 432	6 350 000 000	12 250 000 000	5 000 000 000	300 000 000	6 750 000 000	300 000 000	4 150 000 000	12 850 000 000	15 900 000 000
Sous-total nouveau projet					4 900 000 000	0	900 000 000	3 850 000 000	1 750 000 000	750 000 000	1 750 000 000	750 000 000	1 550 000 000	5 350 000 000	5 050 000 000
Total					42 767 574 432	15 903 574 432	7 250 000 000	16 100 000 000	6 750 000 000	1 050 000 000	8 500 000 000	1 050 000 000	5 700 000 000	18 200 000 000	20 950 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat					34 893 000 000	26 203 574 432	7 250 000 000	16 100 000 000	6 750 000 000	1 050 000 000	8 500 000 000	1 050 000 000	5 700 000 000	18 200 000 000	20 950 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					34 893 000 000	26 203 574 432	7 250 000 000	16 100 000 000	6 750 000 000	1 050 000 000	8 500 000 000	1 050 000 000	5 700 000 000	18 200 000 000	20 950 000 000

MINISTERE DE L'ARTISANAT DE LA CULTURE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET
DU TOURISME

RNP	Nom du projet	Source de financemen t	Mode de financemen t	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2358	Appui CPS Secteur Culture & Jeunesse	Etat	Budget national	2008-2028	1 708 000 000	1 108 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2357	Rehabilitation Palais de la Culture	Etat	Budget national	2008-2028	4 037 000 000	3 137 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	700 000 000	700 000 000
3053	Equip. Conservatoire Arts et Métiers	Etat	Budget national	2012-2028	2 567 000 000	2 067 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
2 816	Rehabilitation Musée national	Etat	Budget national	2017-2028	1 620 000 000	820 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3 031	Projet d'équipement CNCM	Etat	Budget national	2017-2028	1 541 000 000	841 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3 032	Programme construct/réhab parcs publics et monuments	Etat	Budget national	2017-2028	1 846 000 000	946 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	650 000 000	650 000 000
3 033	Aménagement de la Tour d'Afrique	Etat	Budget national	2017-2028	1 200 000 000	800 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3 034	Aménagement Pyramide du Souvenir	Etat	Budget national	2017-2028	937 000 000	637 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
3 196	Projet Amenagement Memorial Modibo KEITA	Etat	Budget national	2020-2028	496 000 000	96 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2242	Travaux de Construction des Villages Artisansaux	Etat	Budget National	2007-2028	8 040 000 000	6 590 000 000	400 000 000	250 000 000	250 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2757	Reh/Equipement Centre de Développement de l'Artisanat Textile	Etat	Budget National	2014-2026	2 207 000 000	1 707 000 000	300 000 000	0	200 000 000	0	0	0	0	0	200 000 000
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	Etat	Budget National	2023-2027	1 000 000 000	101 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0	200 000 000	0	0	0	500 000 000
3256	CONSTRUCTION MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	Etat	Budget national	2021-20228	800 000 000	300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	400 000 000	400 000 000
Sous-total projets en cours					27 999 000 000	19 150 000 000	2 500 000 000	1 750 000 000	2 250 000 000	2 050 000 000	2 250 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	5 550 000 000	6 250 000 000

3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	Etat	Budget National	2024- 2027	5 000 000 000	0	200 000 000	500 000 000	200 000 000	0	300 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
3407	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	Etat	Budget national	2024- 2025	200 000 000	0	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					5 200 000 000	0	400 000 000	500 000 000	200 000 000	0	300 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
Total					33 199 000 000	19 150 000 000	2 900 000 000	2 250 000 000	2 450 000 000	2 050 000 000	2 550 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	6 050 000 000	6 750 000 000
0															0
Sous-total projets en cours					27 999 000 000	19 150 000 000	2 500 000 000	1 750 000 000	2 250 000 000	2 050 000 000	2 250 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	5 550 000 000	6 250 000 000
Sous-total nouveau projet					5 200 000 000	0	400 000 000	500 000 000	200 000 000	0	300 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
Total					33 199 000 000	19 150 000 000	2 900 000 000	2 250 000 000	2 450 000 000	2 050 000 000	2 550 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	6 050 000 000	6 750 000 000
0															0
Sous-total projets sur financement Etat					33 199 000 000	19 150 000 000	2 900 000 000	2 250 000 000	2 450 000 000	2 050 000 000	2 550 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	6 050 000 000	6 750 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					33 199 000 000	19 150 000 000	2 900 000 000	2 250 000 000	2 450 000 000	2 050 000 000	2 550 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	6 050 000 000	6 750 000 000

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2699	Construction Hôtel de la Jeunesse et des Sports	Etat	Budget national	2013-2028	4 200 000 000	766 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2360	Rénovation Stade Modibo Keita	Etat	Budget national	2008-2025	3 277 000 000	2 977 000 000	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2657	Construction Centre Médecine Sportive	Etat	Budget national	2010-2027	4 198 000 000	1 998 000 000	850 000 000	650 000 000	650 000 000	700 000 000	700 000 000	0	0	1 350 000 000	1 350 000 000
2278	Programme National Promotion Jeunesse	Etat	Budget national	2007-2028	7 675 000 000	5 775 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
3250	REHABILITATION LUCEE SPORTIF DE KABALA	Etat	Budget national	2021-2025	24 010 000 000	22 010 000 000	500 000 000	5 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	5 000 000 000	1 500 000 000
3 389	Construction / Réhabilitat Centre Entraînement Sportif Elite Kabala	Etat	Budget national	2023-2025	7 000 000 000	28 510 935 863	500 000 000	5 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	5 000 000 000	1 500 000 000
3249	REHABILITATION STADE DU 26 MARS	Etat	Budget national	2023-2026			0	8 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	8 000 000 000	3 000 000 000
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget national	2023-2027	20 000 000 000	5 495 657 123	10 000 000 000	30 000 000 000	10 000 000 000	0	10 000 000 000	0	10 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000
3 408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	Etat	Budget national	2023-2028	45 000 000 000	95 452 966 442	3 500 000 000	0	8 000 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	0	38 000 000 000
Sous total Projets en cours					117 860 000 000	174 618 679 478	16 450 000 000	49 250 000 000	21 250 000 000	1 400 000 000	28 400 000 000	700 000 000	27 700 000 000	51 350 000 000	77 350 000 000
3436	Programme construction citoyenne	Etat	Budget national	2025-2028	11 000 000 000	0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	10 500 000 000	10 500 000 000
3460	MALI ARENA	Etat	Budget national	2029-2028	15 000 000 000	0	0	15 000 000 000	10 000 000 000	0	5 000 000 000	0	0	15 000 000 000	15 000 000 000
3470	CONSTRUCTION DU CENTRE D'INSTRUCTION DE SOUNSOUNKORO	Etat	Budget national					5 000 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	5 000 000 000	1 300 000 000
Sous total Nouveaux Projets					26 000 000 000	0	500 000 000	20 500 000 000	10 800 000 000	5 000 000 000	10 500 000 000	5 000 000 000	5 500 000 000	30 500 000 000	26 800 000 000
TOTAL GENERAL					143860 000 000	174 618 679 478	16 950 000 000	69 750 000 000	32 050 000 000	6 400 000 000	38900 000 000	5 700 000 000	33 200 000 000	81 850 000 000	104 150 000 000
Sous-total projets en cours					117 860 000 000	174 618 679 478	16 450 000 000	49 250 000 000	21 250 000 000	1 400 000 000	28 400 000 000	700 000 000	27 700 000 000	51 350 000 000	77 350 000 000
Sous-total nouveau projet					26 000 000 000	0	500 000 000	20 500 000 000	10 800 000 000	5 000 000 000	10 500 000 000	5 000 000 000	5 500 000 000	30 500 000 000	26 800 000 000
Total					143 860 000000	174 618 679 478	16 950 000 000	69 750 000 000	32 050 000 000	6 400 000 000	38 900 000000	5 700 000 000	33 200 000 000	81 850 000 000	104 150 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					143 860 000000	174 618 679 478	16 950 000 000	69 750 000 000	32 050 000 000	6 400 000 000	38 900 000000	5 700 000 000	33 200 000 000	81 850 000 000	104 150 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					143 860 000000	174 618 679 478	16 950 000 000	69 750 000 000	32 050 000 000	6 400 000 000	38 900 000000	5 700 000 000	33 200 000 000	81 850 000 000	104 150 000 000

MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2212	Réhabilitation/Extension Hôpital Point "G"	Etat	Budget National	6 239 000 000	2006-2026	3 439 000 000	500 000 000	700 000 000	700 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
2215	Réhabilitation/Extension Hôpital Kati	Etat	Budget National	3 585 000 000	2005-2026	2 785 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2214	Réhabilitation/Extension l'Hôpital Gabriel Touré	Etat	Budget National	4 896 000 000	2004-2026	3 596 000 000	200 000 000	500 000 000	500 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
2061	Réhabilitation/Extension IDTA	Etat	Budget National	3 657 000 000	2007-2026	2 457 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	Etat	Budget National	10 678 000 000	2007-2025	9 678 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
2582	Aménag/Equip Centre de Recherche et de Lutte contre la Drepanocytose	Etat	Budget National	1 634 000 000	2011-2024	834 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3159	REHABILITATION/EXTENSION INSP	Etat	Budget National	1 206 000 000	2021-2026	106 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	950 000 000	950 000 000
2638	Construction Centre Telesanté et Informatique Médicale	Etat	Budget National	3 514 000 000	2016-2026	1 514 000 000	500 000 000	2 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	2 500 000 000	1 500 000 000
2978	Projet d'Amélioration Plateau technique Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro	Etat	Budget National	26 391 000 000	2017-2025	20 391 000 000	3 000 000 000	5 000 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0	5 000 000 000	3 000 000 000
3007	Construction/Equipement des hôpitaux	Etat	Budget National	37 111 000 000	2017-2026	14 611 000 000	5 000 000 000	17 500 000 000	5 000 000 000	0	4 500 000 000	0	2 000 000 000	17 500 000 000	11 500 000 000
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	Etat	Budget National	900 000 000	2021-2024	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	Etat	Budget National	3 000 000 000	2021-2026	146 000 000	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2379	Appui à la Cellule de Planification et de Statistique (CPS)	Etat	Budget National	794 000 000	2017-2026	314 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
3 039	Projet Appui Réinsertion socio économique des populations du Nord Mali	BAD	Subvention	8 000 000 000	2017-2024	205 000 000								0	0
		Etat	Budget National	591 000 000		298 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2429	Appui Programme DDHD	Etat	Budget National	5 821 000 000	2009-2026	4 221 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANEH	Etat	Budget National	422 000 000	2022-2026	19 000 000	150 000 000	300 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
3232	Programme National de Réduction de la Pauvreté dans les 200 communes les plus pauvres du Mali	Etat	Budget National	400 000 000	2021-2026	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	Etat	Budget National	748 000 000	2022-2026	11 876 636	200 000 000	750 000 000	200 000 000	0	250 000 000	0	300 000 000	750 000 000	750 000 000
Total projets en cours				119 587 000 000	0	64 625 876 636	12 120 000 000	29 820 000 000	10 620 000 000	2 970 000 000	8 370 000 000	2 670 000 000	5 470 000 000	35 460 000 000	26 460 000 000
3333	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNDS	Etat	Budget National	2 400 000 000	2022-2026	0	400 000 000	2 000 000 000	400 000 000	0	800 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3334	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	Etat	Budget National	1 443 000 000	2022-2026	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3335	CONSTRUCTION D'UN CENTRE REGIONAL D'APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE ET DE REEDUCATION FONCTIONNELLE A KAYES	Etat	Budget National	1 050 000 000	2022-2026	0	250 000 000	800 000 000	250 000 000	0	250 000 000	0	300 000 000	800 000 000	800 000 000
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	Etat	Budget National	300 000 000	2022-2026	0	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	Etat	Budget National	1 000 000 000	2022-2026	0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
3472	TRANSFORMATION DES CSREF EN HOPITAUX DE DISTRICT DE BAMAKO							0	9 700 000 000	0	9 700 000 000	0	0	0	19 400 000 000
3473	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE BLA							0	4 300 000 000	0	4 300 000 000	0	0	0	8 600 000 000
3474	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE DIOILA							0	4 300 000 000	0	4 300 000 000	0	0	0	8 600 000 000
3475	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE BOUGOUNI							0	6 480 000 000	0	6 480 000 000	0	0	0	12 960 000 000
3476	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE SAN							0	6 480 000 000	0	6 480 000 000	0	0	0	12 960 000 000
3477	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE NIORO							0	6 480 000 000	0	6 480 000 000	0	0	0	12 960 000 000

3478	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DU DISTRICT DE KANGABA							0	4 300 000 000	0	4 300 000 000	0	0	0	8 600 000 000
3479	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO							0	3 000 000 000	0	0	0	0	0	3 000 000 000
3480	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL REGIONAL DE KOUTIALA							0	3 000 000 000	0	0	0	0	0	3 000 000 000
Sous-total nouveau projet				6 193 000 000	0	0	1 650 000 000	3 500 000 000	49 390 000 000	200 000 000	43 290 000 000	200 000 000	1 300 000 000	3 900 000 000	93 980 000 000
Total				125 780 000 000		64 625 876 636	13 770 000 000	33 320 000 000	62 010 000 000	3 170 000 000	51 660 000 000	2 870 000 000	6 770 000 000	39 360 000 000	120 440 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				119 587 000 000		64 625 876 636	12 120 000 000	29 820 000 000	18 620 000 000	2 970 000 000	8 370 000 000	2 670 000 000	5 470 000 000	35 460 000 000	32 460 000 000
Sous-total nouveau projet				6 193 000 000		0	1 650 000 000	3 500 000 000	43 390 000 000	200 000 000	43 290 000 000	200 000 000	1 300 000 000	3 900 000 000	87 980 000 000
Total				125 780 000 000		64 625 876 636	13 770 000 000	33 320 000 000	62 010 000 000	3 170 000 000	51 660 000 000	2 870 000 000	6 770 000 000	39 360 000 000	120 440 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				117 032 000 000		68 704 876 636	13 770 000 000	33 320 000 000	62 010 000 000	3 170 000 000	51 660 000 000	2 870 000 000	6 770 000 000	39 360 000 000	120 440 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				8 000 000 000		205 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				125 032 000 000		68 909 876 636	13 770 000 000	33 320 000 000	62 010 000 000	3 170 000 000	51 660 000 000	2 870 000 000	6 770 000 000	39 360 000 000	120 440 000 000

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 929	Réhab Infrastructures Tutelle CT-	Etat	Budget National	4 197 000 000	2016-2023	1 297 000 000	700 000 000	800 000 000	800 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	Etat	Budget National	3 378 000 000	2020-2026	978 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	Etat	Budget National	7 113 000 000	2019-2026	4 513 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	Etat	Budget National	3 551 000 000	2019-2026	1 351 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	Etat	Budget National	5 881 000 000	2019-2026	3 081 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
3022	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE MENAKA (PURD)	Etat	Budget National	2 000 000 000	2016-2025	0	600 000 000	600 000 000	600 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
3023	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE TAQOUDENIT (PURD)	Etat	Budget National	2 832 000 000	2017-2025	632 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	Etat	Budget National	3 875 000 000	2019-2026	1 475 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
3067	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NARA	Etat	Budget National	2 488 000 000	2019-2026	488 000 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3068	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE SAN	Etat	Budget National	2 159 000 000	2019-2026	159 000 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3069	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION	Etat	Budget National	3 310 000 000	2020-2026	1 310 000 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000

	EQUIPEMENT REGION DE NORD DU SAHEL														
3121	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	Etat	Budget National	5 104 000 000	2018-2024	2 304 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
2775	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE TOMBOUCTOU (PURD)	Etat	Budget National	1 917 000 000	2013-2024	1 117 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2776	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE GAO (PURD)	Etat	Budget National	1 409 000 000	2013-2024	609 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2777	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE KIDAL (PURD)	Etat	Budget National	1 000 000 000	2013-2024	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	800 000 000	800 000 000
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	Etat	Budget National	2 434 000 000	2020-2026	434 000 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	Etat	Budget National	2 264 000 000	2020-2026	264 000 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3071	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KITA	Etat	Budget National	2 416 000 000	2020-2026	416 000 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3074	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BOUGOUNI	Etat	Budget National	3 522 000 000	2020-2026	1 522 000 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3073	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DIDILA	Etat	Budget National	3 264 000 000	2020-2026	1 264 000 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3079	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KOUTIALA	Etat	Budget National	5 179 000 000	2020-2026	179 000 000	500 000 000	5 000 000 000	500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	5 000 000 000	4 500 000 000
2329	Appui CPS	Etat	Budget National	1 493 000 000	2009-2026	893 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000
3 046	Programme Bornage Développement des zones frontières	Etat	Budget National	2 550 000 000	2017-2026	950 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000

2 964	PROGRAMME DE REHABILITATION/EQUIPMT DES PIEDS A TERRE	Etat	Budget National	4 657 000 000	2016-2025	2 657 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 072 000 000	2020-2023	372 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 444 000 000	2020-2023	744 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 072 000 000	2020-2023	372 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 072 000 000	2020-2023	372 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	700 000 000	2020-2025	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 072 000 000	2020-2023	372 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 072 000 000	2020-2023	372 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	700 000 000	2020-2025	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 072 000 000	2020-2023	372 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 072 000 000	2020-2023	372 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 080 000 000	2020-2023	380 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000

3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	ETAT	Budget National	8 384 591 760	2023-2026	384 591 760	1 000 000 000	8 100 000 000	1 000 000 000	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	8 100 000 000	7 000 000 000
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	ETAT	Budget National	6 405 677 616	2023-2026	1 905 677 616	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
Sous total Projets en cours				104 211 269 376		48 811 269 376	74 700 000 000	63 500 000 000	45 950 000 000	39 000 000 000	48 000 000 000	85 550 000 000	130 500 000 000	188 050 000 000	224 450 000 000
3458	PROGRAMME COMMUNE AMIS DES ENFANTS	ETAT	Budget National	150 000 000			0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
		UNICEF	Sub	1 600 000 000		0	0	0	1 600 000 000	0	0	0	0	0	1 600 000 000
Sous total Nouveaux Projets				150 000 000	0	0	863 000 000	150 000 000	1 750 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	2 050 000 000
TOTAL GENERAL				104 361 269 376		48 811 269 376	75 563 000 000	63 650 000 000	47 700 000 000	39 150 000 000	48 150 000 000	85 700 000 000	130 650 000 000	188 500 000 000	226 500 000 000
0															0
Sous-total projets en cours				104 211 269 376		48 811 269 376	74 700 000 000	63 500 000 000	45 950 000 000	39 000 000 000	48 000 000 000	85 550 000 000	130 500 000 000	188 050 000 000	224 450 000 000
Sous-total nouveau projet				150 000 000		0	863 000 000	150 000 000	1 750 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	2 050 000 000
Total				104 361 269 376		48 811 269 376	75 563 000 000	63 650 000 000	47 700 000 000	39 150 000 000	48 150 000 000	85 700 000 000	130 650 000 000	188 500 000 000	226 500 000 000
0															0
Sous-total projets sur financement Etat				89 421 000 000		31 621 000 000	15 350 000 000	36 700 000 000	17 100 000 000	10 150 000 000	19 150 000 000	10 150 000 000	19 150 000 000	57 000 000 000	55 400 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				1 600 000 000		0	0	0	1 600 000 000	0	0	0	0	0	1 600 000 000
Total				91 021 000 000		31 621 000 000	15 350 000 000	36 700 000 000	18 700 000 000	10 150 000 000	19 150 000 000	10 150 000 000	19 150 000 000	57 000 000 000	57 000 000 000

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1960	Programme Renforcement des Capacités par la Formation (PPTE)	Etat	Budget National	2003-2026	8 097 000 000	5 697 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
2870	Construction Equipement Annexes MTFPRE	Etat	Budget National	2015-2026	4 507 000 000	2 107 000 000	400 000 000	2 000 000 000	600 000 000	0	700 000 000	0	700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
Sous total Projets en cours					12 604 000 000	7 804 000 000	1 000 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 300 000 000	600 000 000	1 300 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
Sous total nouveaux projets					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL				12 604 000 000	7 804 000 000	1 000 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 300 000 000	600 000 000	1 300 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					12 604 000 000	7 804 000 000	1 000 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 300 000 000	600 000 000	1 300 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					12 604 000 000	7 804 000 000	1 000 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 300 000 000	600 000 000	1 300 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					12 604 000 000	7 804 000 000	1 000 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 300 000 000	600 000 000	1 300 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					12 604 000 000	7 804 000 000	1 000 000 000	2 600 000 000	1 200 000 000	600 000 000	1 300 000 000	600 000 000	1 300 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000

MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025		2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1935	Projet Developpement Institutionnel du CDI	Etat	Budget National	1 304 000 000	2017-2024	704 000 000	3000000000	3000000000	3000000000	3000000000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
Sous total Projets en cours				1 304 000 000		704 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
															0	0
Sous total nouveaux projets				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL			1 304 000 000		704 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000

Sous-total projets en cours				1 304 000 000		704 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
Sous-total nouveau projet				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				1 304 000 000		704 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000

Sous-total projets sur financement Etat				1 304 000 000		704 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				1 304 000 000		704 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000

MINISTRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	Etat	Budget national		41 000 000	41 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	Etat	Budget national		519 008 250	119 008 250	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous-total projets en cours					560 008 250	160 008 250	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					560 008 250	160 008 250	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					560 008 250	160 008 250	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					560 008 250	160 008 250	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					560 008 250	160 008 250	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					560 008 250	160 008 250	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous-total projets en cours															
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	Etat	Budget national	2024-2026	4 850 000 000	0	150 000 000	4 700 000 000	400 000 000	0	2 000 000 000	0	2 300 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
Sous-total nouveau projet					4 850 000 000	0	150 000 000	4 700 000 000	400 000 000	0	2 000 000 000	0	2 300 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
Total					4 850 000 000	0	150 000 000	4 700 000 000	400 000 000	0	2 000 000 000	0	2 300 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					4 850 000 000	0	150 000 000	4 700 000 000	400 000 000	0	2 000 000 000	0	2 300 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
Total					4 850 000 000	0	150 000 000	4 700 000 000	400 000 000	0	2 000 000 000	0	2 300 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					4 850 000 000	0	150 000 000	4 700 000 000	400 000 000	0	2 000 000 000	0	2 300 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					4 850 000 000	0	150 000 000	4 700 000 000	400 000 000	0	2 000 000 000	0	2 300 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000

MEDIATEUR

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIEATEUR DE LA REPUBLIQUE	ETAT	Budget National	2021-2025	558 000 000	58 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
	Sous total Projets en cours				558 000 000	58 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
	Sous total nouveaux projets				558 000 000	58 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL				1 116 000 000	116 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
	Sous-total projets en cours				558 000 000	58 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
	Sous-total nouveau projet				558 000 000	58 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total				1 116 000 000	116 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
	Sous-total projets sur financement Etat				558 000 000	58 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
	Sous-total projets sur financement extérieur				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total				558 000 000	58 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000

COUR SUPREME

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2894	Construction/Equip Section des Comptes/CC	Etat	Budget National	6 734 000 000	2016-2026	234 000 000	2 500 000 000	4 000 000 000	2 500 000 000	0	1 500 000 000	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000
Sous total Projet ancien				6 734 000 000		234 000 000	2 500 000 000	4 000 000 000	2 500 000 000	0	1 500 000 000	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000
TOTAL GENERAL				6 734 000 000		234 000 000	2 500 000 000	4 000 000 000	2 500 000 000	0	1 500 000 000	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				6 734 000 000		234 000 000	2 500 000 000	4 000 000 000	2 500 000 000	0	1 500 000 000	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000
Sous-total nouveau projet				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				6 734 000 000		234 000 000	2 500 000 000	4 000 000 000	2 500 000 000	0	1 500 000 000	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				6 734 000 000		234 000 000	2 500 000 000	4 000 000 000	2 500 000 000	0	1 500 000 000	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				6 734 000 000		234 000 000	2 500 000 000	4 000 000 000	2 500 000 000	0	1 500 000 000	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000

HAUT CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2024)	RESTE À PAYER	2025	2026		2027		2028		TOTAL (2026-2028)	
								CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total projets en cours				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3471	RENCEFORCEMENT DE CAPACITE DU HCNLS	Etat	Budget National					0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000
Sous-total nouveau projet				0	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000
Total				0		0	0	0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000
															0	0
Sous-total projets en cours				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet				0		0	0	0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000
Total				0		0	0	0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000
															0	0
Sous-total projets sur financement Etat								0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur								0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL								0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000

ETAT M

**PLAN DE TRESORERIE
PREVISIONNEL MENSUALISE**

Tableau : Plan de trésorerie prévisionnel 2026_PLFI

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Total des ressources	3 094 341	201 884	202 025	262 728	262 545	218 630	274 826	272 905	235 159	255 800	233 444	313 019	361 374
1 - Recettes budgétaires	2 952 000	193 747	192 158	247 858	253 099	209 261	260 532	262 320	224 790	244 788	222 451	303 572	337 424
DGI	1 537 000	98 579	97 347	124 986	157 151	111 185	109 204	140 699	121 143	107 298	122 626	177 150	169 636
- Impôts directs	936 148	42 571	55 614	91 136	117 052	64 811	59 498	96 772	64 995	66 904	67 769	110 398	98 628
- Impôts indirects	551 828	48 192	38 627	31 185	36 363	41 452	45 561	40 486	53 338	37 664	50 666	63 514	64 778
-dont CTVA	58 895	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908
- Enregistrement et timbre	49 024	7 816	3 106	2 664	3 736	4 922	4 145	3 441	2 810	2 729	4 191	3 237	6 229
DGD	975 000	80 301	80 301	80 301	80 634	80 634	80 634	81 610	81 610	81 610	82 587	82 587	82 191
- Produits pétroliers	317 000	26 129	26 129	26 129	26 237	26 237	26 237	26 554	26 554	26 554	26 872	26 872	26 496
- Produits solides	658 000	54 172	54 172	54 172	54 397	54 397	54 397	55 056	55 056	55 056	55 715	55 715	55 695
- dont CTVA	39 264	3 233	3 233	3 233	3 246	3 246	3 246	3 285	3 285	3 285	3 324	3 324	3 324
DGDC	270 000	11 974	11 314	10 984	11 543	13 462	37 992	35 576	17 742	22 924	13 605	33 142	49 741
-Recettes fiscales	158 000	11 653	6 607	9 858	7 601	8 052	9 261	13 585	12 444	10 017	11 209	8 040	49 673
- Recettes non fiscales	112 000	321	4 707	1 126	3 941	5 411	28 731	21 992	5 297	12 907	2 397	25 102	68
DGTCP	55 000	2 893	3 197	2 837	3 771	3 980	3 952	4 435	4 296	4 207	3 632	10 693	7 107
-Recettes fiscales	30 512	1 967	2 171	1 924	2 557	2 699	2 680	3 094	2 913	2 854	2 378	2 954	2 320
- Recettes non fiscales	24 488	926	1 026	913	1 215	1 281	1 272	1 341	1 383	1 353	1 254	7 739	4 786
Fonds de soutien aux Projets d'Infrastructures	100 000			25 000			25 000			25 000			25 000
Contribution du Programme Moderne de Contrôles	15 000			3 750			3 750			3 750			3 750
Total recettes fiscales nettes	2 717 353	184 360	178 285	237 678	239 789	194 416	222 375	230 794	209 917	222 335	210 567	262 499	324 337
2 - Comptes Spéciaux du Trésor	114 057	7 220	7 868	13 261	8 150	8 606	10 240	9 075	8 735	9 211	9 516	8 522	13 653
3 - Budgets annexes	8 903	564	614	1 035	636	672	799	708	682	719	743	665	1 066
Total recettes non fiscales	136 488	1 247	5 733	2 039	5 156	6 691	30 003	23 332	6 680	14 260	3 651	32 841	4 855
4 - Appuis budgétaires	5 991	-	-	381	-	-	3 160	-	-	907	-	-	1 543
-Général dons	-												
- Sectoriel	2 001	-	-	-	-	-	500	-	-	500	-	-	1 001
-Autres PPTE	3 990	-	-	381	-	-	2 660	-	-	406	-	-	542
- Fonds de concours - COVID- 19	-												
5 - Ressources de trésorerie	13 390	353	1 385	193	661	91	95	803	952	174	734	260	7 689
- Encaisse en debut de période	-												
-Général emprunt programme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remboursements des prêts et avances	3 390	207	824	129	571	28	11	207	809	7	558	28	11
- Recettes en capital DGDC	9 500	130	561	64	86	61	84	325	103	127	130	192	7 638
- Recettes en capital DGABE	500	16	-	-	4	2	-	271	40	40	47	40	40
- Recettes de privatisation	-												
- Autres comptes à recevoir	-												

Tableau : Plan de trésorerie prévisionnel 2026_PLFI

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
II) Emplois													
Total des Emplois	4 912 787	475 451	352 329	343 911	360 643	357 366	461 614	385 077	346 402	441 179	419 253	489 885	479 677
1) Dépenses budgétaires	3 290 257	333 633	224 757	238 509	230 380	243 915	230 445	239 457	267 454	267 578	298 871	374 843	340 414
<i>Dépenses obligatoires</i>	1 400 851	145 826	116 577	106 879	120 977	94 226	105 934	111 719	119 500	127 627	113 865	106 642	131 080
- Personnel Budget Général	811 018	93 809	59 480	60 232	66 845	59 888	63 518	62 439	72 581	66 320	65 655	64 553	75 698
- Personnel collectivité (PPTe)	323 314	37 881	40 297	28 395	22 716	18 713	18 617	29 790	29 189	25 938	21 481	22 783	27 514
- Personnel EPA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pensions de Retraite	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Bourses scolaires	18 666	2 994	1 852	394	882	1 210	756	2 411	2 940	802	2 256	770	1 397
- Charges de la Dette Extér.	42 758	2 556	2 139	4 011	5 479	3 826	3 316	2 733	2 449	4 284	5 908	2 401	3 658
- Charges de la Dette Intér.	203 094	8 586	12 808	13 846	25 054	10 587	19 724	14 346	12 342	28 309	18 564	16 131	22 796
- Equipements ABS	2 001	-	0	1	1	1	2	-	-	1 975	-	4	18
- Dépenses PPTe (Transferts)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Marges après Dépenses Obligatoires</i>	1 595 331	47 918	77 308	147 708	133 415	116 251	160 739	152 993	107 466	119 980	111 347	198 145	222 062
<i>Dépenses prioritaires</i>	379 239	10 481	25 303	20 686	18 564	24 005	14 368	24 249	31 104	31 653	48 896	68 583	61 347
- Communication énergie	53 020	1 563	3 834	6 975	3 426	2 129	1 991	4 479	5 939	2 983	4 819	6 404	8 478
- Financements intér. BSI	326 219	8 919	21 469	13 711	15 138	21 876	12 376	19 770	25 165	28 670	44 077	62 179	52 870
<i>Marges après Dépenses prioritaires</i>	1 216 092	37 436	52 005	127 022	114 851	92 246	146 371	128 744	76 362	88 327	62 451	129 562	160 714
<i>Dépenses à Arbitrer</i>	1 510 167	177 326	82 877	110 944	90 839	125 685	110 144	103 488	116 850	108 298	136 111	199 618	147 987
<i>Dépenses budgétaires à arbitrer</i>	1 510 167	177 326	82 877	110 944	90 839	125 685	110 144	103 488	116 850	108 298	136 111	199 618	147 987
- Biens et services (matériel)	249 556	35 168	9 480	22 120	33 265	25 158	17 151	18 358	17 529	9 986	26 720	30 364	4 258
- Déplacements et missions	72 714	4 525	7 028	3 500	2 833	5 566	2 985	7 237	6 853	6 537	8 077	7 723	9 849
- Autres dépenses (apurement passif)	359 805	101 497	15 396	41 463	16 941	17 022	39 860	19 174	25 011	14 392	14 626	34 414	21 008
- Transf & Sub (hors sal EPA)	433 670	24 611	23 227	26 141	18 237	49 668	35 154	33 991	35 841	41 564	31 631	58 637	54 968
- Equipements Investissements (Fonds de soutien aux Projets d'Infrastructures de Base et de Développement Social)	394 421	11 526	27 745	17 719	19 563	28 271	15 994	24 728	31 616	35 819	55 058	68 480	57 904
2) Dépenses trésorerie	1 499 570	134 034	119 090	91 106	121 478	104 173	220 130	135 837	69 531	163 670	110 122	105 855	124 544
- Dépenses avant ordonnancement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Services de la Dette Extér.	249 737	14 584	12 698	22 048	26 393	26 890	23 485	17 403	16 037	21 836	27 376	17 482	23 506
- Services de la Dette Intér.	1 249 833	119 450	106 392	69 058	95 085	77 283	196 645	118 434	53 494	141 834	82 746	88 373	101 038
- Remboursement dettes garanties	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3) Dépenses comptes spéciaux du Trésor	114 057	7 220	7 868	13 261	8 150	8 606	10 240	9 075	8 735	9 211	9 516	8 522	13 653
4) Dépenses Budgets Annexes	8 903	564	614	1 035	636	672	799	708	682	719	743	665	1 066
Situation fin de mois (III)=I-II	- 1 916 605	- 281 708	- 158 445	- 89 324	- 106 251	- 146 889	- 194 942	- 120 365	- 119 436	- 193 572	- 194 041	- 185 098	- 126 535
Soldes mensuels cumulés	- 1 916 605	- 281 708	- 440 152	- 529 476	- 635 727	- 782 617	- 977 559	- 1 097 924	- 1 217 360	- 1 410 932	- 1 604 972	- 1 790 070	- 1 916 605

ETAT N

**ECHEANCES COURANTES DE LA
DETTE**

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux		
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	
I - CLUB DE PARIS	1468	101	2408	6	590	12	1925	283	3510	392	2791	568	2805	102	2409	19	590	31	1925	270	1261	232	3069	657	24751	2673	
AFD	549	101	819	-	590	12	1925	218	1261	237	2763	568	1887	102	820	-	590	31	1925	210	1261	232	2763	657	17153	2368	
Natixis	919	-	1589	6	-	-	-	65	-	-	-	-	918	-	1589	19	-	-	-	60	-	-	-	-	-	5015	150
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	306	-	334	-	
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	2227	135	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2227	135	
NCM D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Sace D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	22	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22	20	
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
II - AUTRES BILATERAUX	2922	989	2902	196	10837	1391	3319	589	862	129	3772	1050	2922	944	2902	226	10575	1401	3529	616	862	155	3575	1003	48978	8687	
Fonds Abu Dhabi	-	-	-	-	-	-	588	143	374	3	3042	1001	-	-	-	-	-	588	138	374	27	3042	983	8007	2293		
Fonds Koweïtien	-	-	567	80	-	-	565	84	488	83	-	-	-	-	567	84	-	565	103	488	82	-	-	-	3239	515	
Fonds Saoudien	-	-	476	64	-	-	2167	347	-	-	-	-	-	-	476	102	-	-	2167	358	-	-	-	-	5284	870	
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Chine	2922	989	-	-	8532	1169	-	-	-	-	533	21	2922	944	-	-	8532	1203	210	-	-	533	20	24183	4345		
Inde	-	-	1859	52	2044	207	-	16	-	44	-	-	-	-	1859	40	2044	197	-	17	-	46	-	-	7805	618	
Corée du Sud	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	262	14	
Autriche	-	-	-	-	262	14	-	-	-	-	-	-	197	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	197	28	
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Irak	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL BILATERAUX (I+II)	4390	1090	5310	202	11427	1403	5244	872	4372	521	6563	1618	5727	1046	5311	245	11165	1432	5454	886	2123	387	6644	1660	73729	11360	
III - MULTILATERAUX	7669	1466	7314	1936	8996	2608	21149	4607	10507	3304	6205	1545	7520	1688	7606	2204	9046	2852	21922	5022	3347	2014	6082	1869	117361	31115	
BADEA	424	12	171	74	367	43	203	58	101	10	135	24	426	14	463	100	369	41	204	63	102	9	136	23	3100	469	
BEI	201	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	712	166	203	4	-	-	-	-	-	-	-	712	161	1828	336	
BID	1908	19	140	12	389	28	1428	123	490	4	4896	747	1909	17	140	7	389	27	1428	117	490	2	4771	779	18378	1882	
BIDC	-	-	5	1	83	26	1387	153	226	111	-	-	-	-	5	1	83	25	1406	155	226	109	-	-	3420	581	
BOAD	2242	162	-	-	-	-	8934	1397	1633	554	-	-	2242	152	-	-	-	8934	1468	511	576	-	-	-	24496	4309	
FAD	1393	934	424	89	1863	770	2477	829	589	362	-	42	1239	870	424	86	1840	693	2646	866	695	369	-	42	13590	5952	
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
FED	-	-	15	0	-	-	-	-	34	1	54	1	-	-	15	0	-	-	-	-	34	1	55	1	207	5	
FIDA	-	-	-	-	569	34	143	18	734	127	116	9	-	-	-	569	33	143	31	738	126	116	8	-	3128	386	
IDA	1330	31	6364	1439	5725	1307	6307	1615	6148	1616	-	-	1330	29	6364	1390	5796	1333	6891	1605	-	-	-	-	46253	10365	
IDA-CEE	-	-	-	-	-	-	-	-	61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	61	4	-	-	-	122	4
FONDS OPEP	172	4	195	21	-	-	270	15	492	19	292	56	172	3	195	19	-	-	270	17	492	18	292	55	2840	226	
INT/TIRAGES FUTURS	-	300	-	300	-	400	-	400	-	500	-	500	-	600	-	600	-	700	-	700	-	800	-	800	-	6600	42758
S/Total I (DGDGP)	12059	2556	12623	2138	20423	4011	26393	5479	14878	3826	12768	3163	13247	2733	12916	2449	20211	4284	27376	5908	5470	2401	12726	3529	191090	42475	
IV - FMI	2525	-	75	0,64	1625	-	-	-	12012	-	10717	154	4156	-	3121	-	1626	-	-	-	12012	-	10778	129	58646	283	
S/Total II	2525	-	75	0,64	1625	-	-	-	12012	-	10717	154	4156	-	3121	-	1626	-	-	-	12012	-	10778	129	58646	283	
Total (I+II)	14584	2556	12698	2139	22048	4011	26393	5479	26890	3826	23485	3316	17403	2733	16037	2449	21836	4284	27376	5908	17482	2401	23504	3658	249735	42758	
Cumul (Princ.+Int)	17 140		14 837		26 059		31 872		30 716		26 801		20 137		18 486		26 120		33 283		19 882		27 162		292 494		



DETTE EXTERIEURE : SERVICE TRIMESTRIALISE 2026

(MONTANT EN MILLIONS DE FCFA)

CREANCIERS	JANVIER		FEVRIER		QI (31/03/26)		AVRIL		MAI		QII(30/06/26)		JUILLET		AOÛT		QIII(30/09/26)		OCTOBRE		NOVEMBRE		QIV(31/12/26)		TOTAL(2026)	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
DETTE EXTERIEURE	12059	2556	24682	4694	45105	8705	71498	14184	86377	18009	99144	21172	112392	23905	125308	26354	145518	30638	172894	36546	178364	38946	191090	42475	191090	42475
FMI	2525	0	2600	1	4225	1	4225	1	16237	1	26954	154	31110	154	34230	154	35856	154	35856	154	47868	154	58646	283	58646	283
TOTAL	14584	2556	27282	4694	49330	8705	75723	14184	102613	18010	126098	21326	143501	24059	159538	26508	181374	30792	208750	36700	226232	39100	249735	42758	249735	42758
CUMUL (PR + INT)	17 140		31 977		58 036		89 907		120 623		147 424		167 560		186 046		212 166		245 450		265 332		292 494		292 494	

Bamako, le 24 juillet 2025

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE EXTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2026-2030
(Montants en millions F CFA)

CREANCIER	2026		2027		2028		2029		2030	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
I - Club de Paris	24751	2673	25794	2858	25434	1888	25434	1633	25408	1421
AFD	17153	2368	18194	2562	17892	1588	17892	1426	17892	1270
Natixis	5015	150	5017	177	5017	218	5017	161	5017	105
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	334	-	334	-	276	-	276	-	250	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Russie	2 227	135	2227	99	2227	63	2 227	27	2 227	27
NCM D. Consoild.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	22	20	22	20	22	19	22	19	22	19
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II - Autres Créanciers Bilatéraux	48978	8687	49543	8727	47383	8515	46256	7377	46392	6512
Fonds Abu Dhabi	8007	2293	8007	2224	8007	2224	8007	2000	8007	1874
Fonds Koweïtien	3239	515	2806	625	2659	724	2512	684	2512	649
Fonds Saoudien	5284	870	5284	1070	4994	959	4719	636	4719	576
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chine	24183	4345	24635	4275	24122	4195	24290	3739	25128	3173
Inde	7805	618	7221	490	5759	374	4886	282	4184	206
Corée du Sud	-	3	1 131	3	1383	3	1383	3	1383	3
Autriche	262	14	262	12	262	9	262	7	262	5
Italie	197	28	197	28	197	27	197	26	197	26
Irak	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Créanciers Bilatéraux(I+II)	73729	11360	75337	11585	72817	10403	71690	9010	71800	7933
III - Créanciers Multilatéraux	117362	31115	118917	32627	116711	32837	114630	33711	117651	33818
BADEA	3100	469	3420	626	3371	750	3358	682	3479	658
BEI	1828	336	1629	303	1423	277	1423	250	1423	225
BID	18378	1882	18469	1904	18643	1930	18819	1863	19601	1817
BIDC	3420	581	3498	587	3577	646	3660	630	3744	544
BOAD	24496	4309	23367	4490	19546	3355	14904	2847	14002	2602
FAD	13590	5952	13963	6106	14552	6279	15361	6167	15929	6035
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	208	5	208	4	208	2	109	1	109	1
FIDA	3128	386	3129	400	3338	407	3147	405	3711	419
IDA	46253	10365	48272	10992	49614	10988	51524	10686	53564	10359
IDA-CEE	122	4	122	3	122	3	122	2	-	-
FONDS OPEP	2840	226	2840	212	2317	200	2203	178	2089	158
INTERETS/TIRAGES FUTURS	-	6600	-	7000	-	8000	-	10000	-	11000
TOTAL (I+II+III)	191091	42475	194254	44212	189528	43240	186320	42721	189451	41751
IV - FMI	58646	283	56947	181	46868	96	36778	40	18254	14
Total Gén(I+II+III+IV):	249737	42758	251201	44393	236396	43336	223098	42761	207705	41765
CUMUL (PR + INT)	292495		295594		279732		265859		249470	

Bamako, le 24 juillet 2025

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTERIEURE : PREVISION D'ALLEGEMENT PPTE 2026.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	PR	INT	TOTAL
I - CLUB DE PARIS	2 249	155	2 404
JAPON	-	-	-
RUSSIE	2 227	135	2 362
SACE	22	20	42
II - AUTRES BILATERAUX	1 066	181	1 247
FONDS SAOUDIEN	1 066	181	1 247
TOTAL BILATERAUX (I+II)	3 315	336	3 651
III - MULTILATERAUX	330	9	339
FED	208	5	213
IDA/CEE	122	4	126
TOTAL (I+II+III)	3 645	345	3 990

Bamako, le 24 juillet 2025

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTERIEURE : PREV. D'ALLEGEMENT PPTE TRIMESTRIALISE 2026.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	QI	QII	QIII	QIV
	31/03/2026	30/06/2026	30/09/2026	31/12/2026
I - CLUB DE PARIS	-	2 404	2 404	2 404
JAPON	0	0	0	0
RUSSIE	0	2362	2362	2362
SACE	0	42	42	42
II - AUTRES BILATERAUX	540	616	1 183	1 247
FONDS SAOUDIEN	540	616	1183	1247
TOTAL BILATERAUX (I+II)	540	3 020	3 587	3 651
III - MULTILATERAUX	15	167	183	339
FED	15	106	122	213
IDA/CEE	0	61	61	126
TOTAL (I+II+III)	555	3 187	3 770	3 990

Bamako, le 24 juillet 2025

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE EXTERIEURE : PROJECTION D'ALLEGEMENT PPTE 2026-2030.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	2026		2027		2028		2029		2030	
	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.
I - CLUB DE PARIS	2249	155	2249	119	2249	82	2249	46	2249	46
JAPON	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RUSSIE	2227	135	2227	99	2227	63	2227	27	2227	27
SACE	22	20	22	20	22	19	22	19	22	19
II - AUTRES CREANCIERS BILATERAUX	1066	181	1066	330	389	164	115	10	115	9
FONDS SAOUDIEN	1066	181	1066	330	389	164	115	10	115	9
III - TOTAL CREANCIERS BILATERAUX	3315	336	3315	449	2638	246	2364	56	2364	55
IV - CREANCIERS MULTILATERAUX	330	9	330	7	330	5	231	3	109	1
FED	208	5	208	4	208	2	109	1	109	1
IDA/CEE	122	4	122	3	122	3	122	2	-	-
TOTAUX GENERAUX	3645	345	3645	456	2968	251	2595	59	2473	56
Cumul pr+int	3 990		4 101		3 219		2 654		2 529	

Bamako, le 24 juillet 2025

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2026.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	38556	0	99835	0	44318	0	93950	0	68283	0	37950	0	50000	0	0	0	45000	0	35000	0	20000	0	35000	0	567892	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	80894	8586	51557	12063	24740	13846	21135	25054	9000	10517	158695	18687	53284	16875	34136	18075	141834	31131	0	16942	47000	12649	59665	18669	681941	203094
TOTAL	119450	8586	151392	12063	69058	13846	115085	25054	77283	10517	196645	18687	103284	16875	34136	18075	186834	31131	35000	16942	67000	12649	94665	18669	1249833	203094
Cumul (Princ.+Int)	128 036		163 455		82 904		140 138		87 800		215 333		120 159		52 211		217 965		51 942		79 649		113 334		1 452 927	

Bamako, le 24 juillet 2025
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL TRIMESTRIALISE 2026.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		QI (31/03/26)		Avril		Mai		QII (30/06/26)		Juillet		Août		QIII (30/09/26)		Octobre		Novembre		QIV (31/12/26)		Total 2026	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	38556	0	138391	0	182709	0	276659	0	344942	0	382892	0	432892	0	432892	0	477892	0	512892	0	532892	0	567892	0	567892	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	80894	8586	132451	20649	157191	34495	178326	59549	187326	70065	346021	88753	399306	105627	433442	123703	575276	154834	575276	171776	622276	184425	681941	203094	681941	203094
TOTAL	119450	8586	270842	20649	339900	34495	454985	59549	532268	70065	728913	88753	832198	105627	866334	123703	1053168	154834	1088168	171776	1155168	184425	1249833	203094	1249833	203094
Cumul (Princ.+Int)	128 036		291 491		374 395		514 534		602 333		817 666		937 825		990 036		1 208 001		1 259 944		1 339 593		1 452 927		1 452 927	

Bamako, le 24 juillet 2025

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DETTE INTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2026-2030.

(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	2026		2027		2028		2029		2030	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	567892	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	681941	203094	671134	163623	821791	122109	350146	68422	382937	44634
TOTAL	1249833	203094	671134	163623	821791	122109	350146	68422	382937	44634
Cumul (Princ.+Int)	1 452 927		834 757		943 900		418 568		427 571	

Bamako, le 24 juillet 2025

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT MENSUEL 2026

(montants en millions de FCFA)

ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		28	11			7		28	11	93
EDM-SA			121										121
SOGEM	207	824		464			207	809		454			2 965
BMS-SA				107						104			211
TOTAL	207	824	129	571	28	11	207	809	7	558	28	11	3 390

Bamako le 24 juillet 2025

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT TRIMESTRIEL 2026

(montants en millions de FCFA)

	1er Trimestre			2è Trimestre			3è Trimestre			4è Trimestre			TOTAL GENERAL
ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	
BNDA			8		28	11			7		28	11	93
EDM-SA			121										121
SOGEM	207	824		464			207	809		454			2 965
BMS-SA				107						104			211
Total mensuel	207	824	129	571	28	11	207	809	7	558	28	11	3 390
Total trimestriel	1160			610			1 023			597			

Bamako le 24 juillet 2025

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



RETROCESSION : PROJECTION DE RECOUVREMENT 2026-2030

(montants en millions de FCFA)

Désignation	2026	2027	2028	2029	2030	Observations
BNDA	93	93	92	92	91	
EDM-SA	121	116	110	105	100	
SOGEM	2 965	2 223	1 510	1 448	701	
BMS-SA	211	0	0	0		
TOTAL	3 390	2 432	1 712	1 645	892	

Bamako, le 24 juillet 2025

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



ETAT P

**STATISTIQUES SUR LES
EMPLOIS CREES**

**MINISTERE DE L'ENTREPRENEURIAT
NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE**

**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION**



**REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI**

Statistiques sur les créations d'emplois 2024 - 2025 et les perspectives pour 2026

Août 2025

1. Statistiques des emplois créés en 2024 et 2025

1.1. Statistiques des emplois créés de janvier à décembre 2024

1.1.1. Emplois créés par le secteur privé formel en 2024

Le secteur privé formel a créé 32 292 emplois en 2024 contre 32 247 en 2023, soit une légère augmentation de 0,14%.

Les branches « Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale » et « Activités de Services de Soutien et de Bureau » viennent respectivement en première et deuxième position avec 5 417 et 4 239 emplois créés (soient 16,8% et 13,1% des emplois créés par le secteur privé formel). Les branches « activités extractives » ont également créé 3 792 emplois, soit 11,7% de l'effectif total des emplois créés (tableau 1).

Tableau 1: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe en 2023

Branches d'activités	Type de Contrat						Total
	CDD			CDI			
	Homme	Femm e	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	313	55	368	136	22	158	526
Activités Extractives	2 617	145	2 762	964	66	1 030	3 792
Activités de Fabrication	962	46	1 008	643	60	703	1 711
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	32	7	39	147	22	169	208
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	148	37	185	40	12	52	237
Construction	690	24	714	159	19	178	892
Commerce	985	206	1 191	1 385	317	1 702	2 893
Transports et Entreposage	170	52	222	185	33	218	440
Hébergement et Restauration	310	46	356	79	38	117	473
Information et Communication	189	86	275	169	64	233	508
Activités Financières et d'Assurance	379	233	612	459	218	677	1 289
Activités Immobilières	15	5	20	81	4	85	105
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	216	73	289	184	48	232	521
Activités de Services de Soutien et de Bureau	2 314	499	2 813	1 213	213	1 426	4 239
Activités d'Administration Publique	379	162	541	318	131	449	990
Enseignement	587	254	841	873	304	1 177	2 018
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	2 356	1 133	3 489	1 139	789	1 928	5 417
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	66	24	90	33	16	49	139
Autres Activités de Services N.C.A.	2 026	598	2 624	432	88	520	3 144
Activités Spéciales des Ménages	37	15	52	11	7	18	70
Activités des Organisations Extraterritoriales	1 773	581	2 354	238	88	326	2 680
Total	16 564	4 281	20 845	8 888	2 559	11 447	32 292

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le District de Bamako a enregistré plus de la moitié (53,2%) des emplois créés, soit exactement 17 166 emplois. Il est suivi de loin derrière les régions de Kayes (3 837), Ségou (1 818), Koulikoro (1 538), Mopti (1 524) et Sikasso (1 328) emplois. Les créations d'emplois dans ces localités sont le fruit de l'importance de l'activité économique. Les grandes entreprises du secteur formel sont basées à Bamako.

Près de deux tiers (64,6 %) des emplois créés sont à durée déterminée, soit exactement 20 845 emplois. Les hommes occupent 78,8% (25 452 sur 32 247) des emplois créés en 2024 (tableau 2).

Tableau 2: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe en 2024

Région	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	2 615	158	2 773	923	141	1 064	3 837
Koulikoro	580	141	721	666	151	817	1 538
Sikasso	710	63	773	420	135	555	1 328
Ségou	1 122	247	1 369	343	106	449	1 818
Mopti	885	289	1 174	273	77	350	1 524
Tombouctou	672	195	867	100	25	125	992
Gao	732	163	895	97	31	128	1 023
Kidal	36	5	41	12	3	15	56
Taoudéni	31	6	37	16	0	16	53
Ménaka	76	22	98	4	1	5	103
Nioro	32	7	39	43	32	75	114
Kita	80	33	113	73	35	108	221
Dioila	43	24	67	107	34	141	208
Nara	100	27	127	21	23	44	171
Bougouni	601	38	639	189	17	206	845
Koutiala	153	81	234	170	43	213	447
San	106	51	157	46	19	65	222
Douentza	188	71	259	14	2	16	275
Bandiagara	226	76	302	35	14	49	351
Bamako	7 576	2 584	10 160	5 336	1 670	7 006	17 166
Total	16 564	4 281	20 845	8 888	2 559	11 447	32 292

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le nombre d'emplois créés a connu un pic de 8 683 emplois au deuxième trimestre 2024, soit 26,9% (8 683 sur 32 292) des créations d'emplois en 2024 (tableau 3). Le nombre d'emplois occupé par les hommes et par les femmes a progressivement baissé du premier au quatrième trimestre pour les contrats à durée déterminée. Quant au contrat à durée indéterminée, il en est de même chez les femmes, par contre chez les hommes et dans l'ensemble, le nombre d'emplois créés évolue en dent de scie entre le premier et le dernier trimestre. Dans l'ensemble, le nombre d'emplois créé a connu des hausses et des baisses entre le premier et le quatrième trimestre 2024. Il en est de même chez les hommes. Les baisses de création d'emplois s'expliqueraient par le cycle économique. Le premier trimestre au Mali coïncide avec la période post récolte et c'est la période où l'industrie de transformation agricole est en plein essor. En plus de cela, les emplois privés formels sont liés à l'exercice budgétaire (du 01 janvier au 31 décembre) donc la signature des contrats se fait en grande partie au premier trimestre.

Tableau 3: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe en 2024

Trimestre	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	2 427	725	3 152	4 081	1 366	5 447	8 599
Trimestre 2	2 376	627	3 003	4 460	1 220	5 680	8 683
Trimestre 3	2 198	617	2 815	3 536	858	4 394	7 209
Trimestre 4	1 887	590	2 477	4 487	837	5 324	7 801
Total	8 888	2 559	11 447	16 564	4 281	20 845	32 292

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) en 2024

1.1.2. Emplois créés par le secteur public en 2024

Les données transmises à l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) font état de 32 019 créations d'emplois en 2024 contre 21 445 emplois en 2023, soit une hausse de 43,3 % (tableau 4). Ces emplois ont été créés à travers : (i) les recrutements dans les fonctions publiques d'Etat et des collectivités, dans les Forces Armées et de Sécurité, (ii) les Projets/Programmes d'investissements, et (iii) les Projets/Programmes d'insertion (auto-emplois¹) rattachés aux différents Départements ministériels. Le nombre d'emplois créés par ces derniers représente près de trois quarts, soit exactement 87,2% (27 919 sur 32 019) des emplois créés par le secteur public.

Tableau 4: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur employeur public par sexe en 2024

Type d'emploi public	Homme	Femme	Total
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et des Forces armées et de Sécurité	691	23	714
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	1 803	1 583	3 386
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	7 749	20 170	27 919
Total	10 243	21 776	32 019

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2024

¹ Les auto-emplois sont généralement financés par les projets programmes rattachés aux différents Départements Ministériels. Il s'agit principalement des micro-projets des jeunes et des femmes, financés par les Projets/Programmes d'insertions. Ces auto-emplois sont généralement des emplois informels.

1.2. Statistiques des emplois créés au premier semestre 2025

1.2.1. Emplois créés par le secteur privé au premier semestre 2025

Au premier semestre 2025, le secteur privé a créé 14 962 emplois. La branche « Activités pour la santé humaine et l'action sociale », vient en première position avec 2 694 emplois créés, soit 18 % des emplois créés par le secteur privé. La branche « Activités extractives » occupe la deuxième position avec 1 972 emplois créés, soit 13,2 % (tableau 5).

Tableau 5: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe au premier semestre 2024

Branche d'activités	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, sylviculture, pêche	146	42	188	21	3	24	212
Activités extractives	881	54	935	990	47	1 037	1 972
Activités de fabrication	394	23	417	354	34	388	805
Production et distribution d'électricité et de gaz	34	10	44	41	4	45	89
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	72	20	92	12	7	19	111
Construction	242	21	263	102	10	112	375
Commerce	460	206	666	555	137	692	1 358
Transports et entreposage	84	19	103	97	31	128	231
Hébergement et restauration	285	64	349	75	20	95	444
Information et Communication	84	33	117	68	16	84	201
Activités financières et d'assurance	112	79	191	187	117	304	495
Activités immobilières	3	1	4	6	1	7	11
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	17	4	21	22	6	28	49
Activités de services de soutien et de bureau	472	106	578	551	50	601	1 179
Activités d'administration publique	159	163	322	179	118	297	619
Enseignement	370	147	517	472	176	648	1 165
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	942	650	1 592	653	449	1 102	2 694
Activités artistiques, sportives et récréatives	32	6	38	26	13	39	77
Autres activités de services N.C.A.	848	258	1 106	203	70	273	1 379
Activités spéciales des ménages	14	6	20	4	1	5	25
Activités des organisations extraterritoriales	941	265	1 206	210	55	265	1 471
Total	6 592	2 177	8 769	4 828	1 365	6 193	14 962

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), premier semestre 2024

Au premier semestre 2025, le nombre de création d'emplois du secteur privé, enregistré par l'ONEF, a connu une diminution (-2 320 ; -13,4%) par rapport au premier semestre 2024 (tableau 6).

Les branches d'activités où le nombre de création d'emplois, a le plus augmenté sont : activités extractives (+178 ; 9,9 %), activités de fabrication (+135 ; 20,1 %), activités de production et distribution d'électricité et de gaz (+20 ; 29 %), Hébergement et restauration (+196 ; 79 %), activités d'administration publique (+56 ; 9,9 %), Enseignement (+267 ; 29,7 %), activités spéciales des ménages (+19 ; 316,7 %), activités artistiques, sportives et récréatives (+13 ; 20,3 %)

Les branches d'activités où le nombre de création d'emplois, a le plus diminué sont : activités de services de soutien et de bureau (-1454 ; -55,2 %), activités pour la santé humaine et l'action sociale (-440 ; -14 %), activités spécialisées, scientifiques et techniques (-278 ; -85 %), autres activités de services N.C.A. (-275 ; -16,6 %), activités des organisations extraterritoriales (-244 ; -14,2 %), activités financières et d'assurance (-204 ; -29,2 %), agriculture, sylviculture, pêche (-159 ; -42,9 %), activités immobilières (-69 ; -86,3 %).

Tableau 6: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activités aux premiers semestres 2024 et 2025

Branche d'activités	Total semestre 1 2024	Total semestre 1 2025	Variation en %
Agriculture, sylviculture, pêche	371	212	-42,9
Activités extractives	1 794	1 972	9,9
Activités de fabrication	670	805	20,1
Production et distribution d'électricité et de gaz	69	89	29,0
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	136	111	-18,4
Construction	408	375	-8,1
Commerce	1 362	1 358	-0,3
Transports et entreposage	238	231	-2,9
Hébergement et restauration	248	444	79,0
Information et Communication	213	201	-5,6
Activités financières et d'assurance	699	495	-29,2
Activités immobilières	80	11	-86,3
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	327	49	-85,0
Activités de services de soutien et de bureau	2 633	1 179	-55,2
Activités d'administration publique	563	619	9,9
Enseignement	898	1 165	29,7
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	3 134	2 694	-14,0
Activités artistiques, sportives et récréatives	64	77	20,3
Autres activités de services N.C.A.	1 654	1 379	-16,6
Activités spéciales des ménages	6	25	316,7
Activités des organisations extraterritoriales	1 715	1 471	-14,2
Total	17 282	14 962	-13,4

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), semestre 1, 2023 et 2024

Comme les années précédentes, le District de Bamako vient en première position dans la création d'emploi du secteur privé (tableau 7). En effet au premier semestre 2025, le District de Bamako a enregistré 7 193 nouveaux emplois formels créés par le secteur privé, soit 48,1%. Les régions du Mali ayant enregistré moins de création d'emplois que celles de Ménaka (20), Taoudenni (22), Nara (26), Nioro (47), Kidal (50), Douentza (58) emplois créés.

Tableau 7: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe au premier semestre 2023

Région	CDD			CDI			Total		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Kayes	851	174	1 025	598	36	634	1 449	210	1 659
Koulikoro	496	106	602	413	118	531	909	224	1 133
Sikasso	209	51	260	277	52	329	486	103	589
Ségou	362	203	565	204	64	268	566	267	833
Mopti	250	96	346	95	43	138	345	139	484
Tombouctou	352	121	473	69	15	84	421	136	557
Gao	294	109	403	51	10	61	345	119	464
Kidal	37	12	49	1	0	1	38	12	50
Taoudenni	5	1	6	11	5	16	16	6	22
Ménaka	15	5	20	0	0	0	15	5	20
Nioro	16	5	21	19	7	26	35	12	47
Kita	39	16	55	41	10	51	80	26	106
Dioila	24	23	47	50	22	72	74	45	119
Nara	5	9	14	9	3	12	14	12	26
Bougouni	336	50	386	388	35	423	724	85	809
Koutiala	147	54	201	182	59	241	329	113	442
San	72	22	94	47	21	68	119	43	162
Douentza	37	18	55	3	0	3	40	18	58
Bandiagara	99	44	143	33	13	46	132	57	189
Bamako	2 946	1 058	4 004	2 337	852	3 189	5 283	1 910	7 193
Total	6 592	2 177	8 769	4 828	1 365	6 193	11 420	3 542	14 962

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), premier semestre 2025

Le nombre d'emplois créés est passé de 8 662 au premier trimestre à 8 300 au deuxième trimestre 2024, soit une baisse de 27,3 % (tableau 8).

Tableau 8: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2023

Trimestres	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	3 971	1 234	5 205	2 726	731	3 457	8 662
Trimestre 2	2 621	943	3 564	2 102	634	2 736	6 300
Total	6 592	2 177	8 769	4 828	1 365	6 193	14 962

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) au premier semestre 2025

1.2.2. Emplois créés par le secteur public au premier semestre 2025

Au premier semestre 2025, le nombre d'emplois créés par le secteur public est de 25 939. Plus de la moitié des emplois (55,5 %) ont été créés dans le cadre des Projets/Programmes d'insertion, rattachés aux différents Départements ministériels et les ONG/Associations bénéficiant d'un appui de l'Etat et 38,3 % par des Projets/Programmes d'investissement Le reste des créations d'emplois, soit 6,2% des emplois créés par le secteur sont issu des recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et dans les Forces Armées et de Sécurité.

Tableau 9: Récapitulatif des emplois créés par le secteur public au premier semestre 2025

Type d'emploi public	1 ^{er} trimestre			2 ^e trimestre			Semestre 1		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et dans les Forces Armées et de Sécurité	214	22	236	965	415	1 380	1 179	437	1 616
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	126	43	169	5 686	4 084	9 770	5 812	4 127	9 939
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	2 377	1 464	3 841	6 142	4 401	10 543	8 519	5 865	14 384
Total	2 717	1 529	4 246	12 793	8 900	21 693	15 510	10 429	25 939

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, premier semestre 2025

1.3. Récapitulatif des emplois créés par les secteurs privé et public du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2025

Durant ces six derniers trimestres, le secteur privé a créé 47 209 emplois. Près de la moitié (44,6%) des emplois sont à durée déterminée. Les femmes occupent seulement un peu plus d'un cinquième (21,7%) des emplois créés. Le plus haut niveau des créations d'emplois a été atteint au premier trimestre 2025 avec 8 662 (tableau 10).

Tableau 10: Récapitulatif des emplois créés par trimestre par le secteur privé du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2025

Trimestres	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1_2024	2 655	819	3 474	5 096	1 373	6 469	9 943
Trimestre 2_2024	2 305	586	2 891	3 531	1 062	4 593	7 484
Trimestre 3_2024	2 242	498	2 740	2 890	774	3 664	6 404
Trimestre 4_2024	2 545	628	3 173	4 295	948	5 243	8 416
Trimestre 1_2025	3 971	1 234	5 205	2 726	731	3 457	8 662
Trimestre 2_2025	2 621	943	3 564	2 102	634	2 736	6 300
Total	16 339	4708	21 047	20 640	5 522	26 162	47 209

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Comme le secteur privé, le secteur public a créé plus d'emplois au cours des six derniers trimestres (janvier 2024 à juin 2025). Au total, 57 958 emplois créés par le secteur public ont été enregistrés au cours de la période. Environ 73 % (42 303 sur 57 958) des emplois ont été générés par les Projets/Programmes d'insertion et 23% par les Projets, Programmes d'investissement, soit exactement 13 325 emplois créés (tableau 11).

Tableau 11: Récapitulatif des emplois créés par le secteur public au cours des six (6) derniers trimestres (janvier 2024 à juin 2025)

Type d'emploi public	Année 2024			Premier Semestre 2025			Total des six derniers trimestres (de janvier 2024 à juin 2025)		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et dans les Forces armées et de Sécurité	691	23	714	1 179	437	1 616	1 870	460	2 330
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	1 803	1 583	3 386	5 812	4 127	9 939	7 615	5 710	13 325
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	7 749	20 170	27 919	8 519	5 865	14 384	16 268	26 035	42 303
Total	10 243	21 776	32 019	15 510	10 429	25 939	25 753	32 205	57 958

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2024 et 2025

2. Perspectives pour l'exercice 2026

2.1. Analyse des écarts entre les prévisions et les réalisations du 2^e semestre 2024 et du 1^{er} semestre 2025

Le modèle linéaire simple utilisé par l'ONEF permet de faire des prévisions en fonction du temps. Pour tester la fiabilité de ce modèle, nous analysons à ce niveau les erreurs absolues constatées entre les prévisions et les réalisations des 3^e, 4^e trimestre 2024 et 1^{er}, 2^e trimestre 2025. Ces données se présentent comme suit :

Période	Réalisation (a)	Prévision (b)	Erreur absolue a-b
3 ^e Trimestre 2024	7 209	7 186	23
4 ^e Trimestre 2024	7 801	7 422	379
1 ^{er} Trimestre 2025	8 662	8 823	161
2 ^e Trimestre 2025	6 300	8 313	2013

Les erreurs absolues constatées entre les réalisations et les prévisions du modèle, du 3^e trimestre 2024 au 1^{er} trimestre 2025 sont très faibles (l'erreur absolue moyenne est de 188). Cependant, nous constatons un écart très important entre la réalisation et la prévision (-2 013 emplois) au 2^e trimestre 2025. Ainsi, l'erreur absolue moyenne passe de 188 à 644 emplois. Ce constat n'affecte pas la fiabilité du modèle, car, après analyse, il s'est avéré que les attaques terroristes survenues, le 1^{er} juillet 2025 dans la région de Kayes ont sérieusement affectées la collecte des données du mois de juin 2025. Ainsi les 6 300 emplois créés sont sous-évalués. De ce fait, l'écart entre la réalisation et la prévision est très important, contrairement aux trimestres précédents. Le modèle utilisé semble fiable aux regards des erreurs constatées entre les réalisations et les prévisions.

2.2. Perspectives de création d'emplois par le secteur privé du troisième trimestre 2025 au quatrième trimestre 2026

Nous disposons d'une série de données collectées par trimestre de janvier 2014 à juin 2025 sur les créations d'emplois formels à l'actif du secteur privé. L'évolution de cette série se présente comme suit :

Tableau 12 : Evolution trimestrielle du nombre de création d'emplois par le secteur privé de janvier 2014 à juin 2025

Année	1 ^{er} Trimestre	2 ^e Trimestre	3 ^e Trimestre	4 ^e Trimestre	Total
2014	6 650	5 471	7 136	4 899	24 156
2015	6 066	6 458	5 795	6 577	24 896
2016	6 091	7 753	3 668	3 405	20 917
2017	9 319	9 698	8 046	9 968	37 031
2018	10 241	8 098	5 930	6 477	30 746
2019	4 077	6 095	7 574	5 846	23 592
2020	6 815	6 724	7 123	7 801	28 463
2021	7 292	6 248	5 898	5 593	25 031
2022	10 233	7 348	5 837	6 950	30 368
2023	9 943	7 484	6 404	8 416	32 247
2024	8 599	8 683	7 209	7 801	32 292
2025	8 662	6 300	ND*	ND*	14 962
Total	93 988	86 360	70 620	73 733	324 701

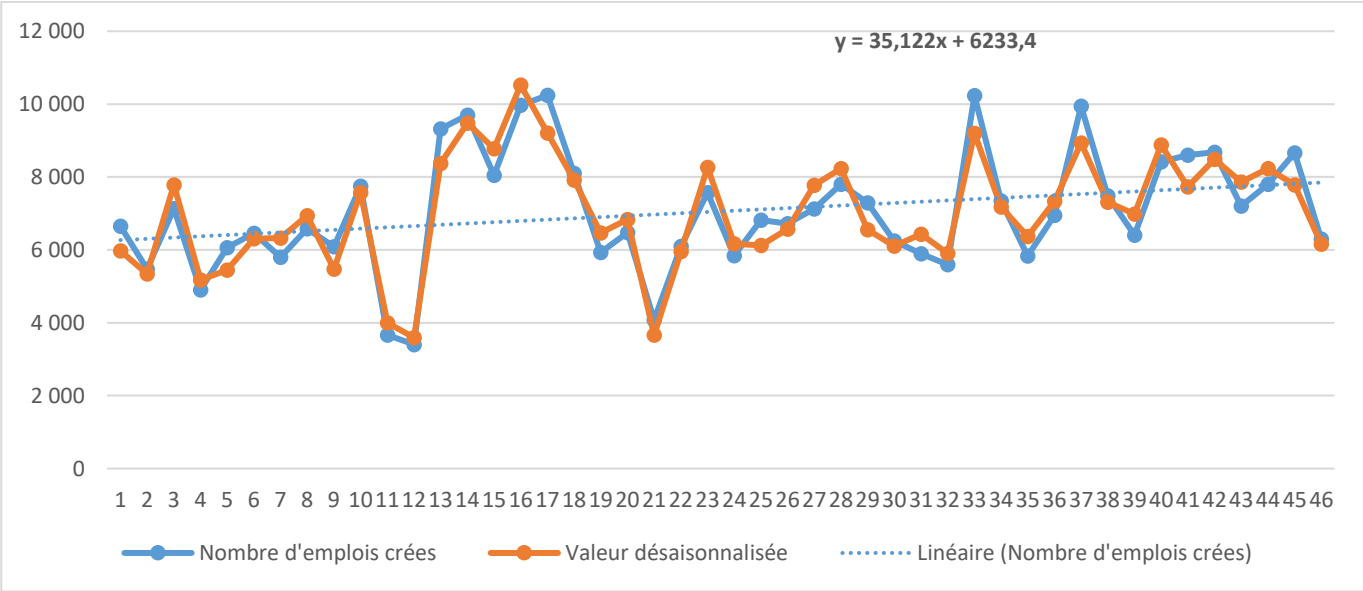
Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

*ND : Données non disponibles

Le plus haut niveau de création d’emplois par le secteur privé a été enregistré en 2017 (37 031 emplois créés). En moyenne, le secteur privé crée 7 000 emplois formels par trimestre.

La série dont nous disposons, permet non seulement de produire le graphique ci-dessous afin de faire ressortir les fluctuations trimestrielles relatives aux créations d’emplois, mais également de faire une prévision des créations d’emplois du troisième trimestre 2025 au quatrième trimestre 2026, en fonction du temps.

Graphique n°1 : Evolution du nombre d'emplois créés de 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2025 par le secteur privé



Source : Calcul de l’ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Cette prévision est faite à travers une estimation économétrique d’un modèle simple linéaire. Les résultats de l’estimation, sans tenir compte des autres facteurs exogènes, nous permettent de prévoir le nombre de créations d’emplois par le secteur privé formel comme suit :

Tableau 13 : Evolution prévisionnelle par trimestre du nombre d’emplois créés par le secteur privé du 3^e trimestre 2025 au 4^e trimestre 2026.

Période	Prévision
3 ^e Trimestre 2025	7 226
4 ^e Trimestre 2025	7 502
1 ^{er} Trimestre 2026	8 850
2 ^e Trimestre 2026	8 177
3 ^e Trimestre 2026	7 355
4 ^e Trimestre 2026	7 635
Total	46 746

Source : Prévision réalisée par l’ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

2.3. Les perspectives de créations d'emplois par le secteur public du troisième trimestre 2025 au quatrième trimestre 2026

Contrairement aux statistiques sur les créations d'emplois du secteur privé, nous ne disposons pas pour l'instant, de longue série sur les créations d'emplois du secteur public. Ces statistiques sont généralement disponibles en fin d'année. La non disponibilité de longue série rend difficile l'utilisation d'outils statistiques appropriés pour faire de bonnes prévisions. Nous nous basons sur les perspectives économiques de la Banque Africaine de Développement (BAD). Selon lesquelles, le redressement économique du pays après les impacts de la pandémie de COVID-19 se poursuit, avec une croissance de 4,3% en 2023, contre 3,7% en 2022. Cette performance est soutenue du côté de l'offre par la hausse de la production de coton (+49,37%) et d'or (+0,59 %) et du côté de la demande par la relance de l'investissement (+41,8 points de base) et de la consommation des ménages (+0,7 point de base. L'inflation est passée de 9,7 % en 2022 à 2,5 % en 2024, sous l'effet conjugué de la politique monétaire restrictive de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, de l'approvisionnement ininterrompu des marchés locaux en produits et de l'exonération de 25 % des droits de douane accordée par le gouvernement en contrepartie de la fixation de prix plafonds pour le sucre.

En termes de perspectives, la reprise de l'activité économique devrait se poursuivre, avec une croissance de 4,7 % en 2024 et de 5,3 % en 2025. Cette croissance sera tirée par les activités extractives, avec le démarrage de la production de lithium en 2024, la relance du secteur textile et le développement du potentiel de production et de transformation du blé. Grâce au maintien d'une politique monétaire restrictive, l'inflation devrait continuer à baisser pour atteindre 2 % en 2024 et 1,8 % en 2025. Cependant, le déficit budgétaire devrait s'accroître pour atteindre 4,3 % du PIB en 2024, puis s'améliorer pour s'établir à 3,4 % en 2025. Le déficit du compte courant devrait s'améliorer pour atteindre 6,4 % du PIB en 2024 et 5,9 % en 2025. Cette amélioration est attribuable à l'augmentation prévue des exportations de coton en 2024 et 2025 et des exportations d'or en 2025, ainsi qu'au début des exportations de lithium en 2024².

En tenant compte de ces bonnes perspectives, le nombre d'emplois créés par le secteur public connaîtrait une augmentation au deuxième semestre 2025. La même tendance à la hausse se poursuivrait en 2026. De ce fait, nous estimons le nombre total d'emplois créés par les secteurs public et privé comme suit :

Tableau 14 : Préviation du nombre total d'emplois créés par secteur pour le dernier semestre 2024 et pour l'année 2025

Secteur	Année		Total
	2025*	2026**	
Emplois créés par le secteur public	5 500	33 500	39 000
Emplois créés par le secteur privé	14 728	32 017	46 745
Total	20 228	65 517	85 745

* Cette prévision concerne le dernier semestre 2025

** La prévision concerne toute l'année 2026

² <https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/mali/mali-economic-outlook>, (site consulté le 08 août 2025)

ETAT Q

SUBVENTIONS A L'ENERGIE DU MALI (EDM SA)

Projet d'annexe à la LFI 2026 portant sur les subventions à Energie du Mali (EDM-SA)

1. Données historiques

Désignation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Production (GWh)	1 712	1 905	2 081	2 219	2 410	2 596	2 805	2 860	2 837	1 845
Subvention (millios de FCFA)	42 000	33 656	34 000	42 000	75 000	30 000	63 318	45 000	35 000	60 000
Résultat avant subventions (millions de FCFA)	- 55 071	- 60 020	- 56 100	- 108 044	- 119 856	- 105 056	- 118 333	- 254 587	- 215 117	- 122 189
Résultat après subventions (millions de FCFA)	- 13 071	- 26 364	- 22 100	- 66 044	- 44 856	- 75 056	- 55 015	- 209 587	- 180 117	- 62 189
Coût moyen de production (FCFA/KWh)	104	102	102	104	127	103	120	168	160	155
Prix moyen de vente (FCFA/KWh) (*)	96,45	96,3	95,14	96,08	96,86	94,10	98,00	103,26	104,40	95,63
Prix moyen de vente du KWh sans les primes fixes pénalités majoration minoration de la moyenne tension										

2. Distribution estimée des subventions à EDM au sein de la population

En 2024 le rapport entre les ventes d'énergie (émissions HT) sans subvention et la quantité annuelle d'électricité facturée a été de 95,63 FCFA/kWh ; avec subvention, ce rapport a été de 136,35 FCFA/kWh. Ainsi, le montant de la subvention/kWh a été de 40,72 FCFA.

Les 60 milliards de FCFA de subvention se répartissent, selon les tranches tarifaires de EDM-SA et en fonction des quantités consommées par type de client, comme suit :

2.1 Répartition uniforme de la subvention selon le niveau de consommation

Tableau 1 :

Catégories de clients	Part subvention 2024
TARIF SOCIAL (*)	27,75%
TARIF NORMAL (**)	34,32%
MOYENNE TENSION (***)	37,93%

(*) Catégorie de clients facturés sur quatre tranches tarifaires (de 59 FCFA/kWh à 130 FCFA/kWh) ;

(**) Catégorie de clients facturés sur deux tranches tarifaires. (109 FCFA/kWh à 130 FCFA/kWh) ;

(***) Les industriels et assimilés.

2.2 Répartition différenciée de la subvention en tenant compte des tarifs appliqués aux différents clients

Le système tarifaire en vigueur (voir tableau ci-dessous) engendre des subventions croisées entre différents groupes tarifaires. Nous procédons ici à une analyse de ce phénomène afin de donner un éclairage complet sur la subvention par catégorie de client.

On remarquera tout d'abord que tous les clients ont bénéficié de la subvention, tous les prix de vente étant inférieurs à 136,35 FCFA/kWh, niveau de revenu par kilowattheure avec la subvention en 2024.

Cependant, les clients, selon leurs groupes tarifaires et les quantités d'électricité consommées, ont bénéficié différemment de la subvention.

Les clients du tarif social ont bénéficié de 22,7 milliards de FCFA de subvention sur les 200 premiers kWh d'électricité consommée, ceux-ci étant facturés entre 59 FCFA et 109 FCFA par KWh

Les clients du tarif normal ont bénéficié de 10,17 milliards de FCFA de subvention sur les 200 premiers kWh d'électricité consommée, ceux-ci étant facturés à 109 FCFA par kWh.

Sur les tranches de consommation excédant les 200 KWh et facturés au prix unitaire de 130 FCFA le KWh, ces clients (aussi bien du tarif social que du tarif normal) ont bénéficié de 6,28 milliards de FCFA de subvention.

Il a été procédé à une segmentation des ventes par type tarifaire et par quantité facturé selon les tranches définies dans les tableaux des Grilles Tarifaires ci-dessous.

Les quantités par tranche tarifaire ont été multipliées par les écarts obtenus entre les prix unitaires des tranches et le prix de 136,35 FCFA. Le tableau suivant illustre les résultats obtenus :

Tableau 2

SYNTHESE	BT Tarif social	BT Tarif Normal	Total BT	MT	TOTAL
Consommation en GWh	408,90	505,65	914,55	558,95	1 473,50
Subvention en milliard FCFA	23,75	15,9	39,65	20,35	60,00
Nombre de clients	531 250	380 765	912 015	3 267	915 282
Part de la consommation	27,75%	34,32%	62,07%	37,93%	100,00%
Part de la subvention	39,58%	26,50%	66,08%	33,92%	100,00%
Part Nombre Client	58,04%	41,60%	99,64%	0,36%	100,00%

Rappel système tarifaire appliqué par EDM-SA

Grille tarifaire de la Basse tension

TARIF SOCIAL	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
Tranche 1	0	50	59
Tranche 2	51	100	94
Tranche 3	101	200	109
Tranche 4	Plus de 200		130

TARIF NORMAL	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
Tranche 1	0	200	109
Tranche 2	Plus de 200		130

Grille tarifaire de la Moyenne tension

	Tranche d'heures dans laquelle la consommation en kWh est effectuée		Prix unitaire FCFA/kWh
Heures de pointe	18h00	23h59	113
Heures pleines	00h00	18h00	77

La clientèle BT (tarif social) représente 58,04% des clients (soit 531 250 clients), avec une consommation globale de 27,75 % bénéficie 39,58 % de la subvention soit **23,75 milliards FCFA**. La part de la subvention est supérieure à celle de la consommation. Les consommateurs de ce tarif avec les prix unitaires les plus bas sont les plus subventionnés.

Les clients BT du tarif normal 41,60 % des clients (soit 380 765 clients) présentent une part de subvention plus faible 26,50 % (15,90 milliards de FCFA), ils font 34,32 % de la consommation globale.

Globalement, les **912 015 clients de la basse tension (99,64% des clients en nombre)**, en majorité des clients domestiques, ont bénéficié de **39,65 milliards de FCFA** de subvention, soit 66% de la subvention totale.

Les 3 267 clients Moyenne Tension (industriels en majorité, et PME) ne représentant que 0,36% de la clientèle, ont bénéficié de **20,35 milliards FCFA** de subvention, une part à hauteur de 34%, en dessous de la part de l'énergie consommée 37,93%.

2.3 Conclusions

L'hypothèse de la répartition uniforme de la subvention attribue moins au tarif social de la Basse Tension. La répartition uniforme affecte plus les clients du tarif normal Basse tension et clients de la Moyenne Tension.

	Tarif Social	Tarif Normal	Tarif Moyenne Tension
Répartition uniforme selon les quantités d'électricité consommée	16,65	20,59	22,76
Répartition différenciée selon les tarifs par client	23,75	15,90	20,35
Ecart entre les deux répartitions de subvention	7,10	-4,69	-2,41

L'écart entre les deux modes de répartition met en exergue la notion des subventions croisées entre les clients facturés à des tarifs différents. Si les clients BT du tarif social bénéficient 7,10 milliards FCFA de subvention croisée, celle-ci est apportée par les clients du tarif normal et de la moyenne tension.

3. Indicateurs de performance

	Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (au 30 juin)
1	Puissance totale installée (MW)	333,3	394,7	425,1	467,2	528,1	533,2	590,2	529,5	628,2	772,0	835,9	903,8	866,2	903,0	896,3	896,3
2	Puissance totale disponible des centrales énergie renouvelable (MW)		0,2	0,2	0,2	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	53,1	53,1	53,1	53,1
3	Puissance disponible																
4	Energie totale produite (GWh)	1 212,9	1 300,7	1 276,4	1 402,0	1 573,9	1 712,0	1 905,3	2 081,1	2 219,7	2 410,9	2 595,0	2 805,7	2 860,2	2 837,9	1 845,7	1 148,0
5	Energie brute totale produite renouvelable (GWh) solaire	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,5	1,9	2,8	2,4	2,4	60,4	81,6	79,2	80,1	82,5	40,5
6	Energie importée (GWh)	2,8	3,4	17,1	216,4	295,7	246,5	281,0	445,4	436,7	601,6	762,4	406,2	496,7	264,3	120,8	59,4
7	Pertes distribution (%)	18,6%	15,6%	17,0%	15,70%	17,40%	17,76%	17,16%	15,13%	16,60%	17,45%	18,85%	23%	17,91%	17,92%	17,92%	17,92%
8	Taux énergie non distribuée (%)	0,4%	0,4%	2,3%	1,3%	0,9%	0,2%	0,2%	0,3%	2,0%	2%	3,0%	2%	2,6%	13,2%	13,2%	13,16%
9	Taux recouvrement global (%) à M+12	98,0%	98,1%	97,7%	97,7%	98,7%	98,7%	98,52%	98,81%	98,52%	98,50%	98,50%	98,50%	98,69%	98,50%	98,5%	98,50%
10	Taux recouvrement instances officielle (%)													82,7%	-	-	-
11	Taux recouvrement clients paraétatiques (%)													44,5%	-	-	-
12	Arriérés auprès fournisseurs privés (millions de FCFA)	24 084,0	35 691,0	43 767,0	35 779,0	48 699,0	87 810,9	113 684,0	127 922,7	145 209,0	310 245,0	252 722,6	353 019,1	-	-	-	-
13	Arriérés fiscaux auprès Etat	12 291,0	7 192,0	15 314,0	9 634,0	9 992,0	16 029,5	13 384,0	14 424,1	42 269,0	77 798,9	45 364,6	110 865,8	-	-	-	-
14	Energie facturée (GWh)	950,9	1 044,3	1 012,4	1 104,7	1 225,8	1 332,3	1 488,9	1 650,9	1 730,9	1 861,5	1 976,2	2 170,1	2 190,9	2 241,4	1 473	971,6
15	Nombre total clients	233 354,0	261 008,0	290 042,0	313 621,0	346 978,0	400 690,0	462 761	515 827	569 324	627 682	684 237	749 025	829 034	906 903	915 282	934 151
16	Nombre clients résidentiels (Total BT)	231 864,0	259 438,0	288 382,0	311 952,0	345 141,0	398 760,0	460 696,0	513 601,0	566 933,0	625 087,0	681 560,0	746 112,0	825 947	897 093	912 015	930 872
17	Nombre employés	1 340,0	1 344,0	1 304,0	1 314,0	1 561,0	2 018,0	2 141,0	2 270,0	2 282,0	2 211,0	2 183,0	2 445,0	2 337,0	2 545,0	2 459	2 420
18	Ratio clients/employé	174,1	194,2	222,4	238,7	232,1	198,6	216,1	227,2	249,5	283,9	313,4	306,3	354,7	365,0	372	386
19	Tarif Moyen (FCFA (y/C pénalitéprime fixe majoration minoration)/kWh)	90,8	90,3	91,5	95,9	97,4	97,8	99,1	97,8	98,8	99,5	101,0	100,3	105,7	106,9	100	100,7
20	Tarif Moyen résidentiels (FCFA/kWh) (tarif BT)	100,3	99,4	100,0	105,2	105,6	104,7	106,5	105,5	105,3	105,3	105,2	105,2	112,2	113,0	101,80	104,3
21	Revenus recouverts par kWh produit (FCFA/kWh)	93,9	100,2	78,3	82,4	90,3	98,5	93,4	94,5	93,3	85,7	93,0	76,5	90,0			
22	Revenus recouverts par kWh facturé (FCFA/kWh)	119,7	124,6	98,8	104,6	115,9	126,6	119,5	119,2	119,6	111,0	110,7	98,8	117,0			
23	Ventes totales (FCFA millions)	85 886,9	93 886,4	91 403,4	104 077,1	118 191,3	137 340,9	152 169,7	166 944,5	182 311,0	196 323,2	207 988,4	214 499,8	230 655,6	253 067,2	153 959,3	99 724,9
24	Revenus totaux recouverts (FCFA millions) (Encaissements)	113 853,5	130 142,5	99 995,6	115 531,5	142 121,2	168 630,4	177 975,6	196 722,1	207 089,0	206 703,0	218 855,0	239 407,0	225 072,4			
25	Salaire/charges de personnel (FCFA millions)	12 938,5	10 951,0	11 774,6	12 338,0	13 461,4	17 952,6	16 394,9	16 908,1	23 148,0	24 446,2	27 063,8	29 006,4	27 763,7	31 311,7	28 786	15 700,3
26	Dépenses effectives entretien production (FCFA millions)	2 836,3	2 682,5	1 480,9	3 179,7	1 477,2	2 203,8	1 407,1	1 389,5	5 083,2	7 169,4	4 110,0	1 637,9	3 278,7	4 643,7	3 805	3 168,6
27	Dépenses effectives T&D (FCFA millions)	3 986,8	2 365,3	3 106,9	1 813,5	2 950,8	1 198,4	3 152,9	2 196,5	1 178,0	4 434,4	5 029,1	8 370,0	14 059,6	16 899,4	9 021	3 808,3
28	Clients résidentiels avec compteurs avec prépaiement (%)	2,51%	9,35%	19,15%	25,47%	36,29%	45,57%	53,56%	58,59%	62,66%	66,56%	69,49%	72%	75,16%	76,30%	77,93%	78,51%
29	Total Abonnés	233 354	259 862	290 042	313 621	346 978	400 690	462 761	515 827	569 324	627 682	684 237	749 025	829 034	865 319	915 282	934 151
30	BT Post Paye	226 048	234 131	233 148	232 501	219 874	217 029	213 958	212 680	211 707	209 056	207 920	205 392	202 877	201 927	198 691	197 438
31	ISAGO	5 816	24 163	55 234	79 451	125 267	181 731	246 738	300 921	355 226	416 031	476 317	540 720	623 070	660 214	713 324	733 434
32	MT	1 490	1 568	1 660	1 669	1 837	1 930	2 065	2 226	2 391	2 595	2 677	2 913,0	3 087	3 178	3 267	3 279
33	Résultats d'exploitation (± FCFA millions)	-24 416,4	-15 321,4	-7 696,3	23 833,4	10 535,4	813,5	-11 275,9	-9 878,4	-32 641,0	-32 803,6	-54 884,8	-45 226,1	-183 143,3	-161 488,5	-49 565	-45 090
34	Résultats Nets avec Subventions (± FCFA millions)	-35,7	-15 314,8	-12 291,3	17 544,9	474,8	-13 071,3	-26 364,3	-2 210,2	-51 194,0	-44 850,8	-75 056,2	-55 015,2	-209 587,3	-180 116,6	-62 189	-49 172
35	Mouvements sorties du personnel	106,0	64,0	36,0	43,0	42,0	62,0	60,0	56,0	68,0	39,0	68,0	58,0				
36	Subventions	4 804,00	10 906,00	30 000,00	59 248,60	57 107,60	42 000,00	33 655,81	340 000,00	42 000,00	75 000,00	30 000,00	63 317,5	25 000,00	35 000	60 000	30 000
37	Exonérations fiscales(*)								28 208,90	24 052,53	28 728,1100	27 486,4400	42 246,60	-	-	-	-
38	Produits pétroliers								19 925,80	24 052,53	28 728,1100	27 486,4400	42 246,60	-	-	-	-
39	Investissements								8 283,10	7 436,36			42 246,60	6 631,16	-	-	-
40	Stock des prêts rétrocédés								58 358,22	59 666,07	53 069,41	91 720,24	103 373,7	105 436,21	68 174,27	337 751	338 088
41	Positions nette EDM SA vis-à-vis de l'Etat								- 3 742,00	- 31 094,67	-	-	-	-	-	-	-
	Impayés administration (Budget national et régional)								4 279,00	7 462,98	3 136,34	3 690,13	6 437,20	-	-	-	-
	Autres impayés (reliquat subvention)								500,00	15 500,00	-	-	15 000	5 000,00	8 250,00	41 339	13 089
	Dettes fiscales nettes								7 521,00	34 109,16	45 364,6000	77 798,9300	77 798,9	153 294,7	118 811,7	123 898,7	145 124,2
	Autres dettes de l'Etat sur EDM SA (avance trésor)								-	19 948,49	38 551,43	36 782,53	36 782,5	26 000,00	-	-	-

Exonérations fiscales(*) : les exonérations fiscales sont des estimations que nous avons effectuées

ETAT R

**LISTE DES TAXES PARAFISCALES
ET LEUR EVALUATION**

PREVISIONS DE RECOUVREMENT 2026 DES TAXES PARAFISCALES

(Unité en millions de F CFA)

Code	Désignation	Budget	Prévisions 2026
	Taxe-Logement-TL (1% x Base CF)	OMH	6 753
	Taxe Touristique	APTM	2 498
	Contribution de solidarité sur les billets d'avion	Projet SIDA	513
	Redevance Régulation	ARMDS	1 604

NB: ⇒ Les prévisions de TL sont établies sur la base des prévisions CF

⇒ Les prévisions de Taxe Touristique, de Contribution de solidarité sur les billets d'avion, et de la Redevance de Régulation sont établies sur la base des réalisations de l'exercice précédent (2025) auxquelles sont appliqués les taux de croissance nominale de l'économie en 2026

Bamako, le 8 août 2025

Le DIRECTEUR GENERAL

Le Directeur
Général
des Impôts

Hamadou Fall DIANKA

Chevalier de l'Ordre National

ETAT S

**ANNEXE SUR LES DEPENSES
FISCALES**

DEPENSES FISCALES 2024



DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Août 2024

SIGLES ET ABREVIATIONS

AES : ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL

CEDEAO : COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

CI : CODE DES INVESTISSEMENTS

CFE : CONTRIBUTION FORFAITAIRE A LA CHARGE DE L'EMPLOYEUR

CGI : CODE GENERAL DES IMPÔTS

CH : CODE DES HYDROCARBURES

CM : CODE MINIER

CMP : CODE MINIER ET PETROLIER

CREDAF : CENTRE DE RENCONTRES ET D'ÉTUDES DES DIRIGEANTS DES ADMINISTRATIONS FISCALES

DE : DROITS D'ENREGISTREMENT

EE : EXONERATIONS EXCEPTIONNELLES

DD : DROIT DE DOUANE

DF : DEPENSE FISCALE

DGD : DIRECTION GENERALE DES DOUANES

DGDC : DIRECTION GENERALE DES DOMAINES ET DU CADASTRE

DGI : DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

IBIC : IMPÔT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

IS : IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

ISCP : IMPÔT SPECIAL SUR CERTAINS PRODUITS

LMF : LOI SUR LA MICROFINANCE

LPI : LOI SUR LA PROMOTION IMMOBILIERE

ONG : ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

PIB : PRODUIT INTERIEUR BRUT

RFD : RECETTES FISCALES ET DOUANIERES

RS : REDEVANCE STATISTIQUE

SFR : SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

TAF : TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES

TEC : TARIF EXTERIEUR COMMUN

TIPP : TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS

TVA : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

UEMOA : UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAIN

RÉSUMÉ

L'évaluation des dépenses fiscales est une obligation pour les États membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) depuis l'introduction de la directive communautaire n° 01/2009 du 27 mars 2009 relative au Code de transparence dans la gestion des finances publiques. Le présent rapport, qui en est à sa 14^e édition, s'inscrit pleinement dans cette perspective de transparence avec l'évaluation des dépenses fiscales au titre de l'exercice 2024.

L'objectif de l'estimation du coût des allègements fiscaux est d'éclairer non seulement les décideurs en matière de politique fiscale mais aussi d'informer les citoyens et les partenaires sur l'impact des exonérations fiscales. Cette estimation constitue la base d'une analyse visant à rationaliser les dépenses fiscales. Pour mener à bien ce processus de rationalisation, il est essentiel que l'estimation des dépenses fiscales soit accompagnée d'une étude approfondie sur leur pertinence par rapport aux objectifs fixés. L'étude actuelle se concentre principalement sur l'évaluation budgétaire.

La présente évaluation fait ressortir 369,56 milliards de francs CFA de dépenses fiscales. Elle ne concerne que les dépenses fiscales enregistrées par la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale des Douanes. En ce qui concerne la Direction Générale des Domaines et du Cadastre, les dépenses fiscales n'ont pas pu être évaluées pour défaut de communication de données.

La méthodologie adoptée consiste à examiner en détail les dépenses fiscales de l'exercice 2024 et de comparer les résultats obtenus au cours de cette même année avec ceux des années précédentes, notamment 2023 et 2022.

CONTEXTE

La problématique de la dépense fiscale demeure plus que jamais pertinente dans le contexte actuel marqué par la rareté des ressources externes, qui constituent le principal vecteur de financement des politiques publiques. En sus de cette rareté de ressources, le Mali doit affronter d'autres crises majeures (comme sécuritaire dans les Etats de l'AES, les contraintes climatiques, la faible pluviométrie et le réchauffement climatique), les conséquences de la COVID-19, les conséquences de la crise en Ukraine, du retrait du Mali de la CEDEAO.

La situation est aussi caractérisée par la non-atteinte du taux de pression fiscale fixé à 20 % par l'Union Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) pour l'accession des objectifs du millénaire pour le développement. En effet, ce taux a atteint 16% en 2023 et pour ensuite se stabiliser à 17% en 2024 pour le Mali.

En vue de promouvoir l'intégration économique, le Mali, comme les autres pays de l'UEMOA, est confronté à la conciliation de deux impératifs : la demande sociale économique qui nécessite un besoin de ressources publiques supplémentaires et le désarmement tarifaire consécutif à la libre circulation intracommunautaire des biens. D'où l'impérieuse nécessité d'assurer une mobilisation optimale des ressources intérieures. Pour faire face à cette situation, l'UMOA a :

- mis en œuvre un nouveau « cadre harmonisé des finances publiques » avec comme paradigme le budget-programme en tant que mode de gestion basé sur la logique de performance et de transparence (Gestion axée sur les résultats) ;
- adopté la Directive n°01/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques qui exige que :
 - ✓ les décisions ayant une incidence sur le budget de l'État soient chiffrées et rendues publiques ;
 - ✓ l'évaluation de l'impact financier de ces décisions fasse partie des documents budgétaires à joindre au projet de loi de finances de l'année.

Les dépenses fiscales, sources de pertes de recettes fiscales, non rationalisées, peuvent affecter l'efficacité de l'effort de mobilisation des recettes fiscales, la transparence dans la gestion des finances publiques et l'équité du système fiscal. C'est dans le souci de cette rationalisation qu'il a été prouvé la nécessité de connaître le coût budgétaire des dépenses fiscales, leur efficacité tant sur le plan économique que social.

Les résultats de ces informations traitées, consignés dans un rapport annuel de dépenses fiscales, devraient permettre de déterminer les orientations nécessaires des futures politiques fiscales, tant au plan législatif qu'organisationnel.

Cependant, comme les éditions précédentes, à cause de la faiblesse des moyens techniques et financiers, dans le cadre de la réalisation de la 14^e édition du rapport de dépenses fiscales, aucune étude de terrain n'a pu être menée pour déterminer l'efficacité des mesures dérogatoires au Mali.

INTRODUCTION

Pour des fins d'incitation économique ou d'équité sociale, les règles d'imposition ont toujours connu des dérogations afin d'alléger la charge fiscale de certaines catégories de contribuables ou d'opérations. Ces régimes fiscaux dérogatoires constituent des sources importantes de pertes de recettes fiscales pour le budget national et créent parallèlement d'importantes distorsions sur le plan économique. De plus, leur prolifération croissante pose des défis considérables en termes de gestion, rendant leur contrôle complexe.

Dans le cadre d'une démarche visant à rationaliser les exonérations fiscales au Mali, la loi n°2017-022 du 12 juin 2017 déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières a été adoptée avec son décret d'application. Cette loi annonce qu'aucune exonération fiscale ou douanière n'est autorisée si elle n'est pas expressément prévue par une loi.

L'évaluation des dépenses fiscales constitue une exigence pour les États membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), depuis l'avènement de la directive communautaire n° 01/2009 du 27 mars 2009 portant sur le Code de transparence dans la gestion des finances publiques.

En vue de permettre aux décideurs, aux citoyens et aux partenaires d'apprécier le volume des exonérations fiscales concédées, il a été décidé de produire des rapports d'évaluation et que ceux-ci fassent l'objet d'une annexe à la Loi des Finances. Le premier rapport sur les dépenses fiscales a été produit en 2011. Depuis, chaque année, un rapport est élaboré. C'est dans ce contexte que la présente étude qui est à sa 14^e édition, est réalisée. Elle concerne les données de l'année 2024.

Il est important de souligner que la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales est confrontée à un certain nombre de difficultés. À titre d'exemples :

- dans la rédaction du présent rapport, compte tenu du faible moyen accordé à la Division Politiques fiscales, aucune visite et/ou enquête de terrain n'a pu être effectuée. Elle aurait permis, non seulement d'interroger les personnes-ressources (les responsables des administrations domaniales, fiscales et douanières, les conseils fiscaux, les financiers, les statisticiens, les comptables, les universitaires et les députés, etc.), les bénéficiaires des mesures fiscales déro-

gatoires (les ménages, les entreprises, les ONG, les organisations internationales, les ambassades, etc.) sur l'utilité et l'ampleur des exonérations fiscales de façon générale et pendant la période 2024.

- la persistance des difficultés de collecte des données au sein des services fiscaux (DGI, DGD, DGDC). Il est essentiel de noter que le champ d'évaluation des dépenses fiscales dans le cadre de cette étude a été réduit d'un impôt en raison de l'absence d'informations le concernant. Il s'agit spécifiquement de la Taxe sur les contrats d'assurance. Pour ce qui concerne les services non informatisés, ils doivent transmettre l'état des exonérations constatées par eux via courrier physique. Le préalable est de pouvoir écrire sur fichier dur, c'est-à-dire presque manuellement, contrairement aux centres informatisés qui saisissent dans SIGTAS qui génère des informations directement exploitables par la Division Politiques fiscales. Les données des centres non informatisés viennent soit rarement, soit en retard. Par ailleurs, les montants exonérés collectés ne sont ni détaillés par référence légale (article qui donne l'exonération), ni par produit, ni par bénéficiaire. La DGDC n'a pu fournir aucune information sur ses dépenses fiscales.

Malgré ces difficultés, la structure dédiée à l'évaluation du coût des dépenses fiscales compile les données et fait des analyses possibles selon les détails disponibles sur lesdites données. L'estimation, bien que non exhaustive, en ce sens que certaines mesures ne sont pas du tout évaluées et d'autres ne font l'objet que d'une évaluation partielle, fait ressortir un manque à gagner de 369,56 milliards de francs CFA au titre de l'exercice 2024. Ce coût rapporté aux recettes fiscales indique un taux de 16,78 %.

La présente évaluation s'articule autour de trois axes :

- cadre conceptuel et méthodologique ;
- évaluation du coût budgétaire des dépenses fiscales ;
- conclusion et recommandations.

A. CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE

La première étape de l'étude consiste à fixer le cadre de l'analyse. Celui-ci s'articule autour, de la compréhension du concept de dépense fiscale et de ses implications d'une part, et d'autre part, de la méthodologie à suivre pour l'évaluation.

I. CADRE CONCEPTUEL

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 instituant les modalités d'évaluation des dépenses fiscales dans les États membres de l'UEMOA a dégagé certaines idées prioritaires quant à la définition de la dépense fiscale. Il s'agit du système fiscal de référence (régime fiscal de base) ; de la délimitation du périmètre d'évaluation aux impôts nationaux ; de la méthodologie à adopter.

1. DEFINITION DE LA DEPENSE FISCALE

Selon la décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015, « Une dépense fiscale est un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales relativement à un système fiscal de référence, plutôt qu'une dépense directe. Elle résulte d'une mesure dérogatoire de nature fiscale prise par une autorité habilitée, en vue d'alléger la charge fiscale d'un contribuable ou d'un secteur d'activités et qui entraîne un manque à gagner pour le trésor public. ».

La dépense fiscale constitue donc une perte de recettes pour l'État et pour le contribuable un allègement de charges fiscales par rapport à ce qui serait résulté de l'application de la norme, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal.

Néanmoins, toutes les exonérations ne sont pas des dépenses fiscales, et certaines mesures autres que des exonérations peuvent donner lieu à des dépenses fiscales.

En particulier, les exonérations de TVA de porte sur les biens importés par des entreprises au régime du Code des Investissements ou au Code minier ne peuvent pas être considérées comme des dépenses fiscales car elles n'entraînent pas de pertes de recettes. La TVA qui aurait été collectée sur les importations de ces entreprises est par nature déductible, donc ne constitue pas une perte de recettes.

Les pertes de recette dues aux réductions de taux et à l'allocation d'un crédit d'impôt en cas d'investissement ne sont pas des exonérations mais constituent des dépenses fiscales.

Les aspects structurels de la législation, comme les abattements personnels ou les taux progressifs, sont aussi jugés comme faisant partie du système fiscal de référence et ne sont donc pas des dépenses fiscales.

En outre, certaines dispositions d'atténuation du taux ou de la base imposable visant à éliminer la double imposition ou à se conformer à des pratiques normalisées au plan international ou sous régional ne sont pas non plus considérées comme des dépenses fiscales.

Une dépense fiscale n'existe donc que par rapport à un système fiscal de référence. Pour chaque type d'impôt, le choix du système de référence consiste à définir le champ d'application, la base imposable et le ou les taux ou tarifs.

Les caractéristiques qui peuvent aider à la qualification d'une mesure de dérogation fiscale en « dépense fiscale » sont :

- la dérogation par rapport à un système de référence (qualifier une mesure de "dépense fiscale" suppose de se référer à une législation de base à laquelle elle déroge) ;
- la motivation à but incitatif ;
- la possibilité de remplacement par une subvention directe.

L'identification des dépenses fiscales est un exercice de classification qui revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence (découlant de la norme) et une série de dispositions qui dérogent à ce système. Elle requiert donc une définition claire du système de référence.

La définition d'un système de référence est donc l'étape essentielle du processus d'évaluation de la dépense fiscale.

2. DEFINITION DU SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

Il n'existe pas une définition standard du système de référence qui serait une norme communément admise au niveau international.

Il implique pour chaque pays, des choix de politiques économiques, sociales et fiscales. En outre, elle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation nationale ou communautaire. À ce titre, deux options sont envisageables :

- la première est faite sur la base de la législation existante ;

- la deuxième concerne le système optimal visé à terme (meilleures pratiques connues pour chaque taxe à l'interne et /ou à l'externe).

La première option, plus pragmatique, est le plus souvent choisie par les pays. Ceci signifie que les éléments du cadre de référence (la norme) doivent être de nature législative et revêtir un caractère général. Trois critères peuvent définir le système de référence :

- l'ancienneté de la mesure ;
- le caractère général de la mesure ;
- la doctrine fiscale.

Cependant, le critère d'ancienneté n'a pas été retenu par la commission de l'UEMOA pour assimiler une dépense fiscale à une composante d'un système fiscal de référence.

Certains organismes internationaux estiment que le système fiscal de référence doit comprendre « La structure des taux, les conventions comptables, la déductibilité des paiements obligatoires, les dispositions visant à faciliter l'administration des impôts et des dispositions concernant les obligations fiscales internationales. »

Par souci de simplification, beaucoup de pays retiennent tout simplement le Code Général des Impôts, le Code des douanes, et le TEC (Tarif Extérieur Commun) comme système fiscal de référence.

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 a défini le Système Fiscal de Référence en son article 5, ainsi qu'il suit :

« Les États membres définissent un système fiscal de référence basé sur le droit commun de la législation fiscale intérieure et douanière. Ce système de référence est le régime fiscal le plus neutre possible s'appliquant à tous les contribuables ou à toutes les opérations économiques avec le moins de discrimination possible. Il indique, pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux. Toute mesure dérogatoire au système de référence est considérée comme une dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation. Les dispositions fiscales dérogatoires contenues dans les conventions et accords internationaux régulièrement ratifiés font partie du système fiscal de référence. En matière de législation fiscale intérieure, le système fiscal de référence est défini en fonction de la réglementation communautaire relative à l'harmonisation de la fiscalité intérieure des États de l'Union. En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au Tarif Extérieur Commun ».

3. SYSTEME FISCAL DE REFERENCE DES IMPOTS, DROITS ET TAXES COUVERTS PAR L'EVALUATION DES DEPENSES FISCALES.

1) LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

L'application de la Taxe sur la valeur ajoutée est encadrée par la directive n°02/ 98/CM/UE-MOA du 22 décembre 1998 modifiée 2009C/DIR1/05/09 du 27 mai 2009 portant harmonisation des législations des états membres de l'UEMOA en matière de Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Les pays membres ont la latitude de pouvoir choisir leur taux normal applicable dans une fourchette de 5% à 20%. Ils ont, en outre, la possibilité de fixer aussi un taux réduit de TVA en plus du taux normal choisi (art 30 de la directive).

Dès lors que l'application du taux réduit de TVA ou l'exemption ne résulte pas d'une obligation communautaire, c'est le caractère incitatif, général ou sectoriel de cette application qui détermine si la mesure est considérée ou non comme une dépense fiscale.

Ainsi, sont considérées comme des dépenses fiscales les exonérations ou réductions de taux qui ont pour objet de soutenir un secteur particulier (énergies renouvelables et nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Les taux réduits ou les exonérations qui s'appliquent à des produits de base avec un objectif de redistribution entre les ménages sont, en revanche, considérés comme conformes aux principes généraux de la Taxe sur la valeur ajoutée (par exemple les médicaments, les céréales, le pain de consommation courante, ..., etc.)

Ainsi, peuvent faire partie intégrante de la norme de référence, les produits et services expressément exonérés par la directive susmentionnée (art 8) et transposés dans le Code Général des Impôts.

Le taux normal retenu par le Mali est 18%.

2) L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET L'IMPOT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Les éléments structurels du système d'imposition en matière d'Impôt sur les Sociétés comprennent :

- le taux d'imposition linéaire (taux de droit commun) ;
- la déduction des pertes antérieures ;
- l'amortissement admis par les règles comptables ;

- les dispositions visant à éviter la double imposition.

Les taux retenus par le Mali sont de 30% du bénéfice imposable et 1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit.

Cependant, ce montant ne peut être inférieur à la fraction de l'Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique).

3) LA TAXE SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE

L'Unité d'imposition est la Convention d'assurance ou de rente viagère. La base imposable de référence est le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires.

Les taux de référence sont de 4% et de 20%. Le taux de 4 % s'applique aux contrats d'assurance contre les risques de toute nature, de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre. Le taux de 20 % s'applique aux autres contrats d'assurance.

4) LA TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES

Sont soumis à la Taxe sur les activités financières, les produits des opérations réalisées au Mali qui se rattachent aux activités bancaires ou financières et d'une manière générale, tout produit se rattachant au commerce des valeurs et de l'argent.

La base imposable est constituée du montant des recettes réalisées à l'occasion des opérations imposables. La taxe est exclue de la base d'imposition.

Les taux de référence de la taxe sont fixés à 17 % et à 15 %. Le taux réduit de 15 % est appliqué sur les intérêts, commissions et frais perçus à l'occasion de toutes les opérations finançant les ventes à l'exportation.

5) LA CONTRIBUTION FORFAITAIRE A LA CHARGE DES EMPLOYEURS

Est soumise à la contribution forfaitaire à la charge des employeurs, toute personne physique ou morale passible de l'Impôt sur les sociétés, de l'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'Impôt sur les bénéfices agricoles qui verse des rémunérations, traitements ou salaires.

La contribution est assise sur le montant brut des salaires et indemnités, payés à l'ensemble du personnel, y compris la valeur réelle des avantages en nature.

Le taux de la contribution est fixé à 3,5 %.

6) LES DROITS D'ENREGISTREMENTS, DE MUTATIONS ET DE SUCCESSIONS

Les droits d'enregistrement sont fixes, proportionnels, ou progressifs suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité, ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieure.

La norme de taxation consiste à se référer aux divers taux et conditions d'application du Code Général des Impôts (CGI) suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

7) LE DROIT DE DOUANE, REDEVANCE STATISTIQUE ET IMPOT SPECIAL SUR CERTAINS PRODUITS

Les systèmes fiscaux de référence sont :

- le Tarif Extérieur Commun (TEC) qui est la législation de base pour les droits de porte ;
- le Code général des Impôts (CGI) qui est également la législation de base pour les taxes intérieures notamment la TVA et les droits d'accises.

II. CADRE METHODOLOGIQUE

En règle générale, l'approche méthodologique retenue en matière d'évaluation des dépenses fiscales repose sur l'évaluation des régimes dérogatoires par rapport au régime d'imposition de base (norme de référence) et l'architecture propre à chaque impôt et taxe en termes de taux et de base imposable.

1. PERIMETRE D'EVALUATION DES DEPENSES FISCALES

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères :

- l'importance de la mesure (coût) ;
- la disponibilité des données.

La délimitation consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'État seulement) et la période couverte par cette évaluation. Les évolutions de la norme peuvent aussi entraîner des changements de périmètre d'évaluation (impôts et taxes à évaluer, taux à introduire ou à exclure etc.).

L'UEMOA a préconisé, qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux des pays membres, le périmètre d'évaluation des dépenses fiscales soit limité aux impôts et taxes nationaux et principalement à la Taxe sur la valeur ajoutée et au Droit de Douane.

Les impôts et taxes retenus par cette étude concernent : la Taxe sur la valeur ajoutée (de l'intérieur et de porte), l'Impôt sur les Sociétés/l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, la Taxe sur les activités financières, la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs, les droits d'enregistrement, le Droit de douane, la Redevance Statistique et l'impôt spécial sur certains produits.

2. PERIODE DE REFERENCE

L'évaluation des dépenses fiscales ici présentée porte sur l'exercice budgétaire 2024. L'année budgétaire s'entend de la période au cours de laquelle la recette correspondante à la dépense fiscale aurait dû être encaissée par l'État en application des règles de droit commun. Sous ce rapport, les recettes associées aux opérations et revenus dont la taxation intervient l'année suivant celle de leur réalisation sont rattachées au millésime d'imposition. C'est le cas notamment de l'IS et de l'IBIC.

3. METHODES DE CALCUL POSSIBLES

Il existe trois méthodes de calcul possibles pour évaluer les dépenses fiscales. Elles sont :
- la méthode de la perte en recettes (*revenue forgone*). Il s'agit d'un chiffrage, ex-post, de la réduction de la recette fiscale qu'a entraînée l'adoption d'une mesure dérogatoire, en présumant que cette adoption n'a aucun effet sur les comportements des contribuables. Ainsi, s'il s'agit d'un taux réduit de TVA, on partira des ventes bénéficiant de ce taux réduit et on calculera le coût de la dépense fiscale en multipliant le montant des ventes par l'écart entre le taux normal et le taux réduit de TVA. Ceci revient à supposer que toutes les transactions auraient eu lieu même si la mesure n'avait pas été adoptée : c'est ce que nous entendons par « l'absence d'effet sur le comportement des contribuables ».

- le gain final de recettes (*revenue gain*) : on mesure le gain de recettes fiscales qu'entraînerait la suppression d'une dépense fiscale en tenant compte du changement de comportement des contribuables.

- l'équivalent en dépense (*Outlay equivalent*) : il s'agit du montant de la dépense directe qui serait nécessaire pour donner un avantage équivalent pour le contribuable à celui de la dépense fiscale.

La méthode de calcul des « pertes en recettes, toutes choses égales par ailleurs », la plus usitée en règle générale, a été retenue par le Mali pour autant qu'elle est la plus facile à exploiter.

- Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur la valeur ajoutée de l'intérieur

La DF de TVA à l'intérieur se calcule par entreprise bénéficiant d'une exonération de TVA, à partir des données de la DGE, de la DID et des DRI. Ce calcul nécessite de connaître la TVA qui aurait dû être collectée par l'entreprise et la TVA qui aurait dû être déductible par l'entreprise si le CA n'avait pas été exonéré. Les informations sur la partie déductible n'étant pas disponibles, elle est obtenue à partir d'une formule d'estimation. Dans un premier temps, parmi les entreprises, il ne faut retenir que la production qui entraîne une DF. Les points ci-dessous énumérés ont été pris en compte :

- Ont été exclues les entreprises dont le CA exonéré, la TVA collectée et la TVA reversée ne sont pas connus ;
- Le chiffre d'affaires (CA) exonéré pour chaque entreprise a été obtenu en faisant la différence entre le chiffre global exonéré de la TVA et le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation ;
- Les entreprises soumises au taux réduit de 5% ne sont pas incluses dans le champ de calcul de l'estimation des dépenses fiscales de TVA au taux normal. Les entreprises bénéficiant en même temps des exonérations de TVA au taux de 18% et de 5% sont soumises à un calcul de prorata.

La formule d'approximation des dépenses fiscales de la TVA au taux 18% est la suivante :

$$DF_j = CA_{\text{exonéré}} * 18\% * \frac{\text{Net à payer}}{TVA \text{ Collectée}}$$

DF_j : Dépense fiscale pour le contribuable j ;

CA : Chiffre d'affaires exonéré

La formule d'approximation des dépenses fiscales de la TVA au taux 5% est la suivante :

$$DF_j = CA_{\text{exonéré}} * 13\% * \frac{\text{Net à payer}}{TVA \text{ Collectée}}$$

DF_j : Dépense fiscale pour le contribuable j ;

CA : Chiffre d'affaires exonéré

13% : est la différence de taux entre 18% et 5%.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales de l'Impôt sur les sociétés et de l'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux

Les dépenses fiscales de l'IS-IBIC sont obtenues en comparant et en prenant le maximum entre :

- le montant du bénéfice exonéré multiplié par le taux de référence (30%) ;
- la valeur de la fraction de l'IS-IBIC contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique) ;
- le 1% du chiffre d'affaires.
- $DF_j = \text{Max} (30\% \text{ bénéfice exonéré, fraction de l'IS-IBIC (763500) contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique), 1\% \text{ du chiffre d'affaires})$.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur les activités financières

Les dépenses fiscales de la TAF sont obtenues en multipliant les taux de référence (15% ou 17%) par les intérêts exonérés.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur les contrats d'assurance

Les dépenses fiscales de la TCA sont obtenues en multipliant les taux de référence (20% et 4%) par les sommes stipulées au profit de l'assureur.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs

Les dépenses fiscales de la CFE sont obtenues en multipliant le taux de référence (3,5%) par les sommes ou avantages en nature versés ou alloués à certains salariés.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales des impôts des douanes

Les dépenses fiscales sont déterminées au cordon douanier ainsi qu'il suit :

- données de base : Pour chaque Nomenclature Tarifaire et Statistique (NTS), sont disponibles dans la base des données :
 - la valeur en douane (VD) ;
 - le total des droits affectés au Budget d'État et le produit pour chaque droit ou taxe (DROITS-BE).
 - aussi pour chaque NTS, la pression fiscale issue du Tarif Extérieur Commun est calculée (PF).

La pression fiscale est appliquée à la valeur en douane pour déterminer les droits et taxes attendus pour chaque NTS.

Pour chaque NTS, les exonérations résultent de la différence entre les droits et taxes attendus et les droits réellement liquidés disponibles dans la base des données conformément à la formule suivante

$$\text{Dépenses fiscales NTS} = (\text{VD} \times \text{PF}) - \text{DROITS-BE}$$

4. LES SOURCES DES DONNEES

Les données utilisées pour évaluer les dépenses fiscales proviennent exclusivement des informations sur les contribuables relevant de la Direction générale des douanes (DGD) et de la Direction générale des Impôts.

B. EVALUATION DU COÛT BUDGETAIRE DES DEPENSES FISCALES

I. METHODE DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES DEPENSES FISCALES

1. METHODE DE COLLECTE

Elle a consisté à recueillir au niveau de chacune des structures d'assiette de la Direction Générale des Impôts et au niveau de la Direction Générale des Douanes les montants des exonérations fiscales accordées du 1er janvier au 31 décembre 2024. Par la suite, il a été procédé à la compilation des données en tenant compte du périmètre d'évaluation et du système de référence pour l'évaluation effective des dépenses fiscales. Ces données ont été analysées par impôt, par secteur d'activité et par source pour certaines dépenses fiscales selon la disponibilité des données.

2. ANALYSE DES DEPENSES FISCALES

Avant d'aborder l'analyse des coûts de dépenses fiscales, soit par rapport aux recettes fiscales et au PIB, soit par secteur d'activité, soit par an, soit par impôt, il est utile d'évoquer les événements ayant marqué la période d'évaluation et les conséquences possibles des exonérations fiscales :

- les événements marquant l'évolution ou l'augmentation des exonérations fiscales (côté dépenses fiscales). Il s'agit entre autres de :

- la gestion de la Covid 19 : pour faire face aux conséquences socio-économiques de cette pandémie, le gouvernement malien a édicté plusieurs mesures fiscales. Presque tous les types d'impôts ont été affectés par ces mesures d'allègements fiscaux ;

- la gestion de la guerre : nul n'est sans savoir que cette guerre a fait intervenir au Mali des financements extérieurs et missions diplomatiques qui sont exonérés d'impôts et taxes ;

- la gestion de la vie chère, pays enclavé, importateurs de plusieurs produits de premières nécessités, le Mali a eu recours à plusieurs reprises aux exonérations exceptionnelles et aux subventions directes.

- Le retrait du Mali, du Burkina et du Niger de la CEDEAO

Il est à noter que les informations recueillies ne permettent pas de déterminer la part exacte de chacune des composantes ci-dessus indiquées. De toute façon, elles sont à l'origine, d'année en année, de l'augmentation du montant de la dépense fiscale.

- les conséquences probables des mesures dérogatoires : elles sont entre autres :

- l'évasion fiscale : l'exemple frappant est le Code des Investissements. En effet, pour bénéficier des avantages de ce code, plusieurs sociétés sont tentées de créer une nouvelle société à chaque fois que leurs exonérations fiscales arrivent à expiration. Aucune loi ne leur interdise de supprimer leur société et d'en créer une nouvelle ;

- la fraude fiscale : les moyens limités de l'administration fiscale ne permettent pas de faire le suivi correct des exonérations. Plusieurs entreprises, bénéficiant des exonérations fiscales au titre d'un financement extérieur, sont tentées d'utiliser les produits, matériels destinés à leurs marchés exonérés aux marchés non exonérés. Ce même phénomène peut se produire dans l'application du Code Minier ;

- le risque de pénurie et de surfacturation : pour les mesures exceptionnelles, l'État donne des monopoles à certains opérateurs économiques. Il se trouve que souvent, que suite à leur incapacité de ravitailler correctement le marché, la pénurie crée immédiatement la surfacturation.

Dans la situation actuelle du Mali, il est difficile de dire que :

- les exonérations fiscales contenues dans le Code des Investissements sont à l'origine de l'augmentation du nombre des entreprises ;

- les mesures exceptionnelles relatives aux exonérations fiscales ont permis de rendre les produits de premières nécessités accessibles par tous ;

- les exonérations fiscales contenues dans le Code immobilier ont permis l'accès facile au logement ;

- les exonérations fiscales contenues dans le Code minier ont favorisé l'expansion du secteur minier, etc.

L’analyse chiffrée est faite sur le coût total des dépenses fiscales mais aussi par direction de recettes (Direction générale des impôts, Direction générale des douanes).

1) ANALYSE DU COUT TOTAL DES DEPENSES FISCALES DGI, DGD

Le coût des dépenses fiscales est estimé à 301,80 milliards de francs FCFA au titre de l’année 2023.

❖ Comparaison des dépenses fiscales DGI/DGD par an

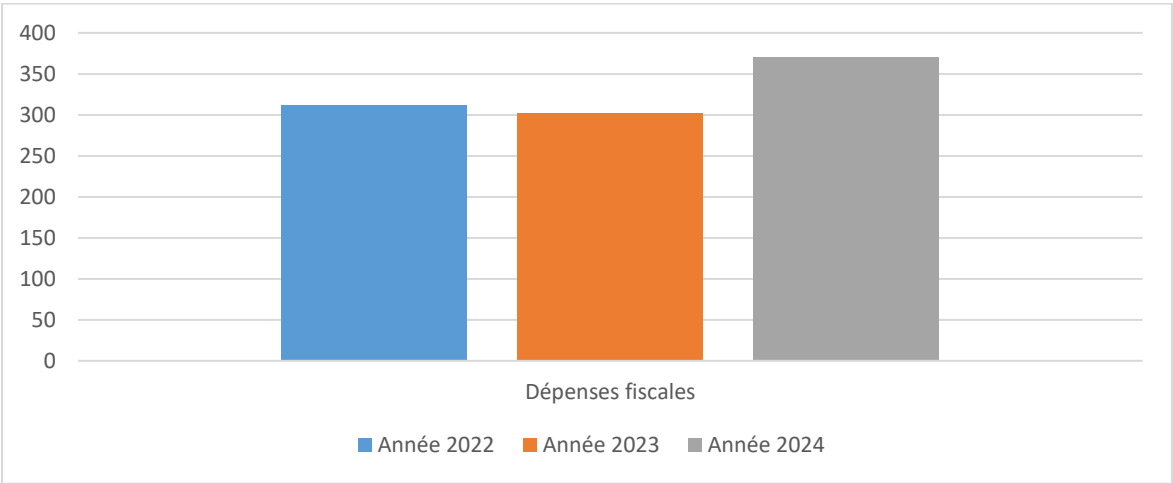
Tableau 1 : Dépenses fiscales DGI/DGD par an

Montant en milliards de francs CFA				
Rubriques	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Taux d'évolution
Dépenses fiscales	311,51	301,80	369,56	22,45%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

En 2024, le budget de l’État a enregistré des dépenses fiscales estimées à 369,56 milliards de francs CFA, par rapport aux 301,80 milliards de francs CFA enregistrés en 2023. Cette augmentation représente un taux de 22,45 %. Il est à noter que cette hausse ne découle pas seulement d'une augmentation des dépenses elles-mêmes, mais aussi du fait que les informations relatives aux exonérations des droits d'enregistrement ont pu être collectées cette année (2024) contrairement à l’année 2023.

Figure 1 : Dépenses fiscales (DGI, DGD) par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ Comparaison des dépenses fiscales aux recettes (DGI, DGD) par an

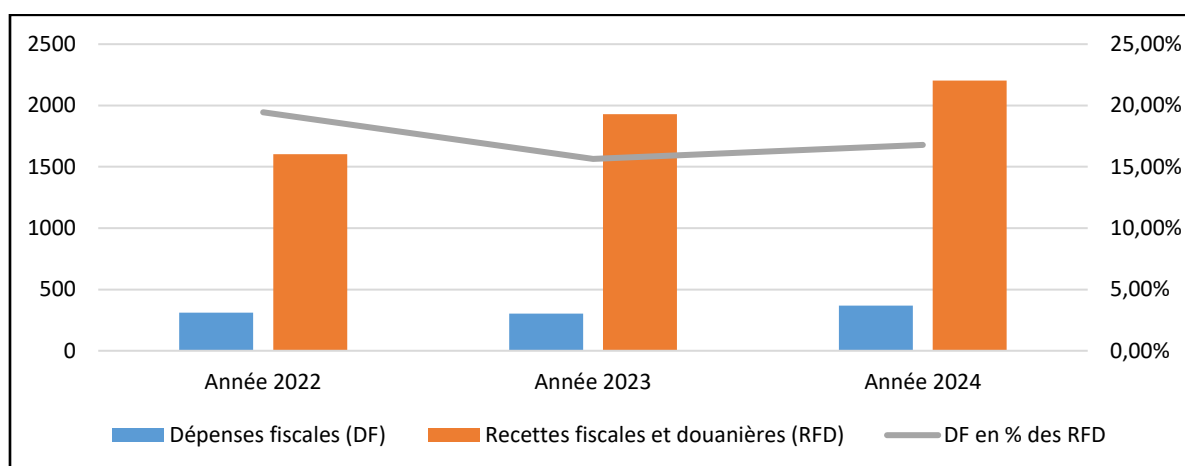
Le tableau ci-dessous illustre la part des dépenses fiscales constatées en 2022, 2023 et 2024 dans les recettes fiscales.

Tableau 2 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes (DGI, DGD)

Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Année 2022	Année 2023	Année 2024
Dépenses fiscales (DF)	311,51	301,80	369,56
Recettes fiscales et douanières (RFD)	1601,77	1929,05	2 202,44
DF en % des RFD	19,45%	15,64%	16,78%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

Figure 2 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI, DGD)

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ **Dépenses fiscales rapportées au Produit intérieur Brut****Tableau 3 : Dépenses fiscales rapportées au Produit Intérieur Brut (PIB)**

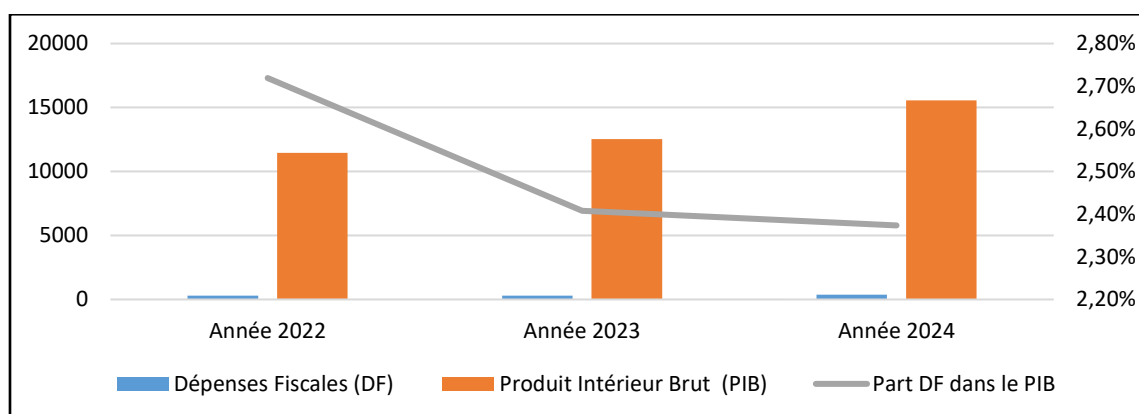
Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Année 2022	Année 2023	Année 2024
Dépenses Fiscales (DF)	311,51	301,80	369,56
Produit Intérieur Brut (PIB)	11 456,10	12 532,80	15 569,51
Part DF dans le PIB	2,72%	2,41%	2,37%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

Le coût des dépenses fiscales au titre de l'année 2024, rapporté au Produit Intérieur Brut de la même période, indique un pourcentage de 2,37 contre 2,41 en 2023 et 3,72% en 2022. La diminution de la part des dépenses fiscales dans le PIB est due à l'augmentation significative du dit PIB en 2024. Pendant les trois années (2021, 2022, 2023), les parts de dépenses fiscales dans les Produits intérieurs bruts ne varient pas beaucoup, mais la tendance reste baissière.

Figure 3 : Dépenses fiscales rapportées au PIB (DGI, DGD)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ Répartition des dépenses fiscales par impôt, droit et taxe (DGI, DGD)

La répartition des dépenses fiscales par impôt permet d'évaluer la contribution de chaque impôt aux dépenses fiscales totales.

Tableau 4 : Dépenses fiscales par type d'impôt, droit et taxe (DGI, DGD)

Montant en milliards de francs FCA

Impôt	Dépenses Fiscales	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	163,71	44,30%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	64,06	17,33%
Droits de Douane	55,15	14,92%
Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	45,56	12,33%
Droits d'Enregistrement	19,72	5,34%
Taxe sur les Affaires Financières	16,67	4,51%
Redevance Statistique	2,23	0,60%
Contribution Forfaitaire à la Charge de l'Employeur	1,37	0,37%
Impôt Spécial sur Certains Produits	1,08	0,29%
Total	369,56	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

L'analyse des principales dépenses fiscales par type d'impôt nous enseigne :

- les dépenses fiscales provenant de la TVA se sont chiffrées à 163,71 milliards de francs CFA représentant ainsi 44,30 % du poids total des dépenses fiscales au titre de l'exercice 2024. Les allègements fiscaux qui découlent de la TVA restent toujours les plus élevés comparés à ceux des autres impôts. Ils représentent ici le cumul des dépenses fiscales de la TVA de l'intérieur et de celle de porte.

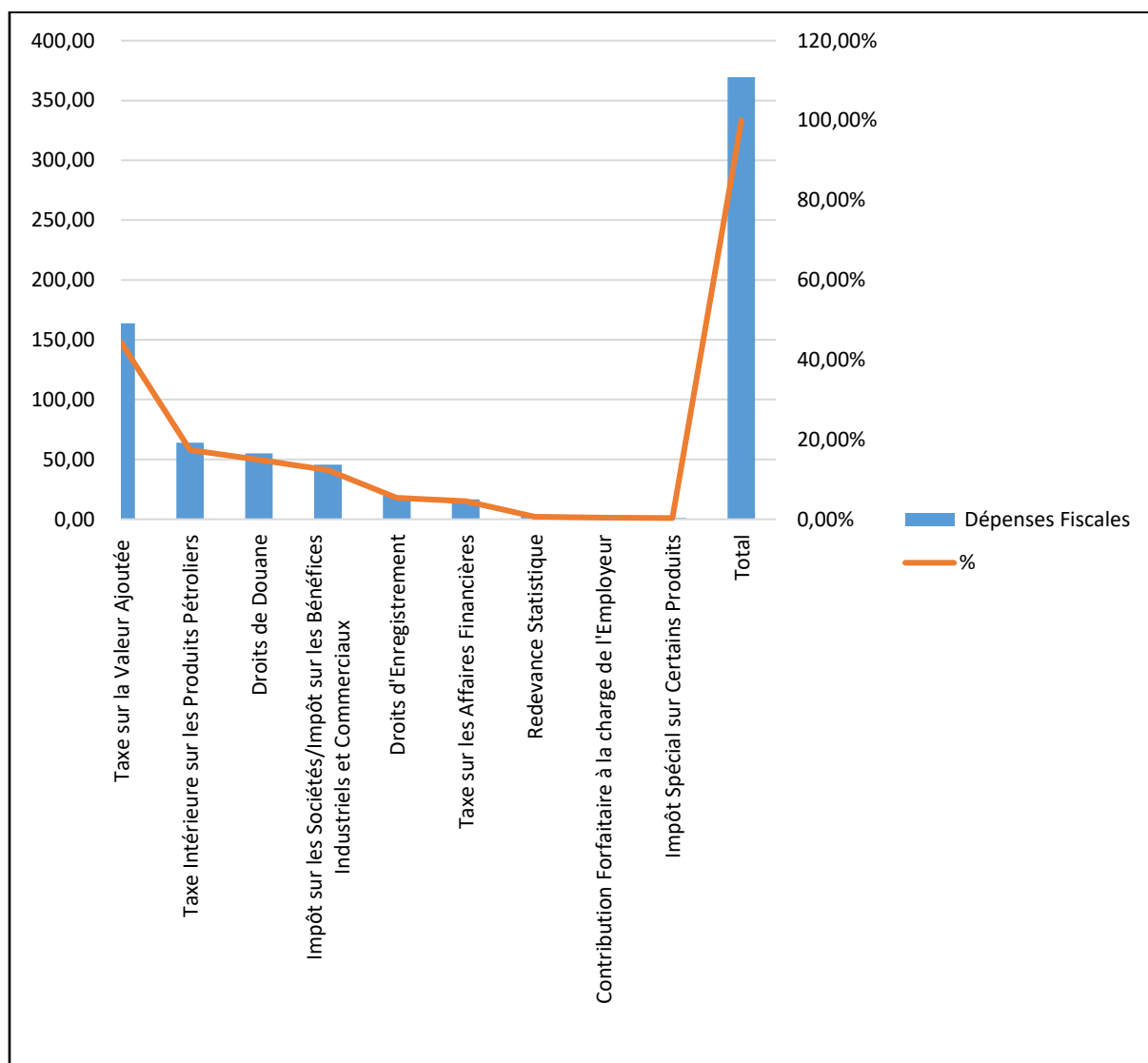
- le montant des dépenses fiscales issues des exonérations de la taxe intérieure sur les produits pétroliers s'est chiffré à 64,06 milliards de francs CFA au titre de l'exercice budgétaire de l'année 2024. Il représente 17,33% des dépenses fiscales évaluées.

- la part du DD dans les dépenses fiscales totales au titre de l'année 2024 est de 14,92% pour un montant de 55,15 milliards de francs CFA. La source principale de ces dépenses fiscales est la source « exonérations exceptionnelles ».

- les pertes de recettes liées à l'IS/IBIC affichent un coût de 45,56 milliards de francs CFA et contribuent pour une part de 12,33% aux dépenses fiscales totales. Les exonérations d'IS proviennent essentiellement des activités financières et d'assurance.

- en ce qui concerne la Taxe sur les activités financières, les dépenses fiscales indiquent un montant de 16,67 milliards de francs CFA pour une proportion de 4,51%.

Figure 4 : Répartition des dépenses fiscales par type d'impôt droit et taxe (DGI DGD)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

Direction Générale des Impôts du Mali, Hamdallaye ACI 2000, Tél. : (223) 20 29 99 18 Fax : (223) 20 29 44 40
BP : 776 Site web : www.dgi.finances.gov.ml

❖ Dépenses fiscales par impôt et par an

Le tableau ci-dessous présente la répartition des dépenses fiscales par type d'impôt en termes de coût.

Tableau 5 : Dépenses fiscales par impôt et par année

Montant en milliards de francs CFA

Impôt	Dépenses fiscales 2022	Dépenses fiscales 2023	Dépenses fiscales 2024	Taux dévolution
Taxe sur la valeur ajoutée	142,44	119,68	163,71	36,79%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	32,88	68,09	64,06	-5,93%
Droit de Douane	59,06	52,96	55,15	4,15%
Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	43,66	31,70	45,56	43,70%
Droits d'Enregistrement	8,33		19,72	
Taxe sur les Activités Financières	22,02	27,59	16,67	-39,56%
Redevance Statistique	2,55	1,13	2,23	98,40%
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,08	0,29	1,37	369,32%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,49	0,36	1,08	198,03%
Taxe sur les Contrats d'Assurance	0,00			
Total	311,51	301,80	369,56	22,45%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

La Taxe sur la valeur ajoutée est la principale source de dépenses fiscales. Les mesures évaluées concernant la TVA sont estimées à 163,71 milliards de francs CFA en 2024, après 119,68 milliards de francs CFA en 2023. On constate une croissance de plus de 37 %. Elles sont issues de la TVA de porte (98,29 milliards de francs CFA) et de l'intérieur (65,41 milliards de francs CFA). De 2022 à 2024, les dépenses fiscales ont connu une évolution en dents de scie.

L'examen du tableau indique que l'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers, débutée en 2021, a entraîné une dépense budgétaire de 64,06 milliards de francs CFA en 2024 par rapport à 68,09 milliards de francs CFA en 2023, après avoir été de 32,88 milliards de francs CFA en 2022. L'augmentation entre 2023 et 2024 est attribuée au système d'ajustement de la TIPP qui vise à maintenir le prix du carburant. En raison du conflit en Ukraine, les prix des carburants ont connu une augmentation significative suite à la flambée des coûts du pétrole.

Direction Générale des Impôts du Mali, Hamdallaye ACI 2000, Tél. : (223) 20 29 99 18 Fax : (223) 20 29 44 40
BP : 776 Site web : www.dgi.finances.gov.ml

Les dépenses fiscales engendrées par les exonérations de Droit de douane ont coûté au budget d'État 55,15 milliards de francs CFA au titre de l'exercice 2024 contre 52,96 milliards de francs CFA en 2023. Elles ont augmenté de 4 % en 2024.

Concernant l'IS/IBIC, le montant des dépenses fiscales évaluées s'élève à 45,56 milliards de francs CFA en 2024, comparativement à 31,70 milliards de francs CFA en 2023. En 2024, on note une hausse de 44%. Toutefois, entre 2022 et 2023, on a observé une réduction notable des exonérations fiscales de l'IS/IBIC, dépassant les 12 milliards de francs CFA.

La comparaison des dépenses fiscales liées à la Taxe sur les activités financières de 2024 et celles de 2023 montre une chute de plus de 39%. Au cours des trois années (2021, 2022, 2023), on a observé une fluctuation irrégulière de ces dépenses fiscales.

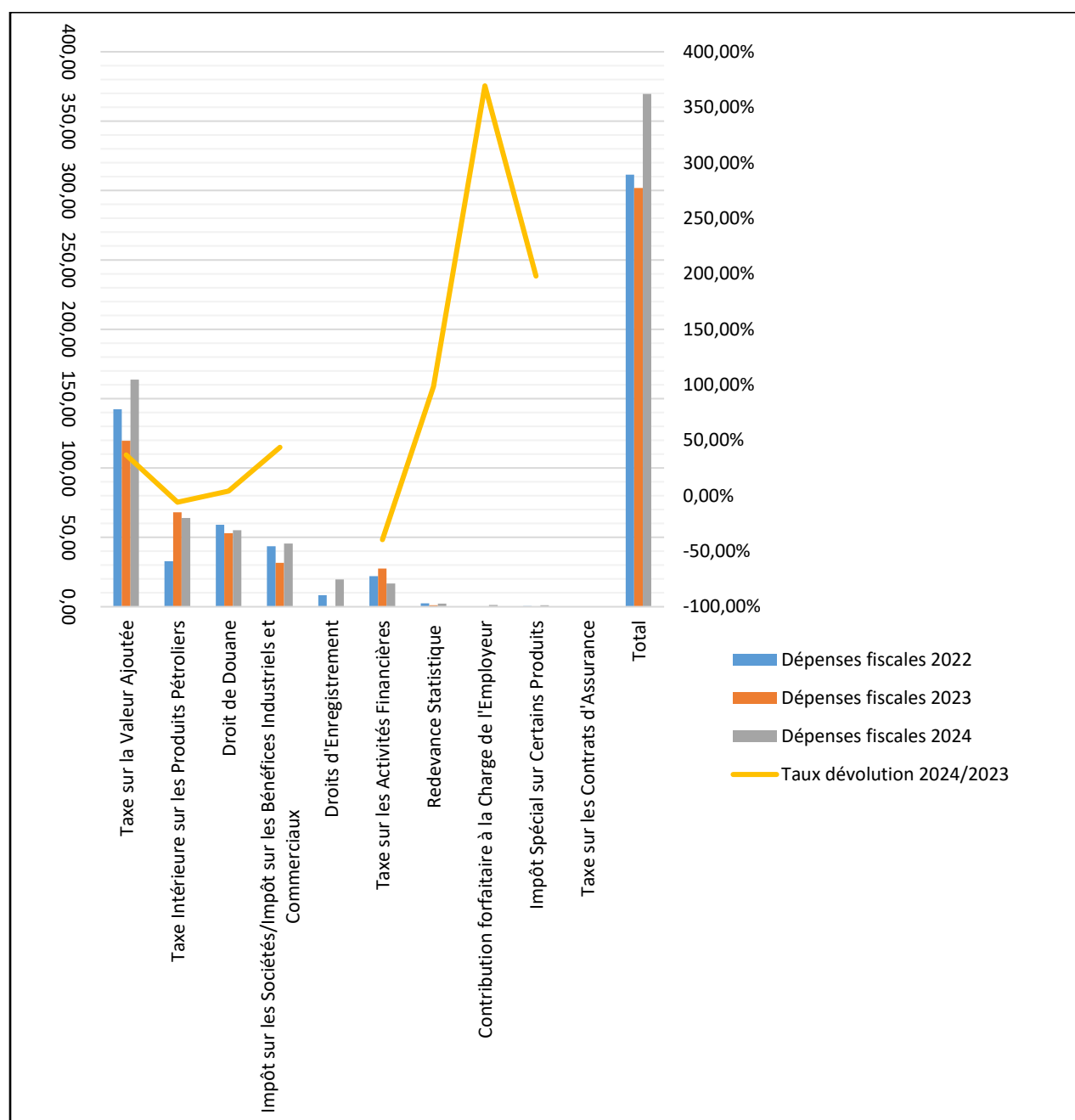
En 2024, les droits d'enregistrement ont généré des dépenses fiscales s'élevant à 19,72 milliards de francs CFA. Par rapport à 2022, ces dépenses ont connu une hausse considérable, dépassant les cents pour cent. En raison de l'insuffisance d'information en 2023, les coûts associés aux droits d'enregistrement ne sont pas évalués.

En examinant le tableau, on note une tendance ascendante des dépenses fiscales provenant de la Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur pour la période 2022-2024. En 2024, ces dépenses fiscales se sont élevées à 1,37 milliards de francs CFA, en comparaison à 0,29 milliards de francs CFA en 2023 et 0,08 milliards de francs CFA en 2022.

En 2024, les dépenses fiscales liées à l'Impôt spécial sur certains produits ont atteint 1,08 milliards de francs CFA. Elles ont connu une hausse par rapport à l'année 2023 et 2022.

À cause de l'absence d'information sur les exonérations de la taxe sur les contrats d'assurance, les dépenses fiscales concernant lesdits droits et taxes ne sont pas évaluées.

Figure 5: Dépenses fiscales par impôt et par année



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

2) ANALYSE DES DEPENSES FISCALES DE LA DGI

❖ Analyse des dépenses fiscales par rapport aux recettes fiscales de la DGI par an

Tableau 6 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI)

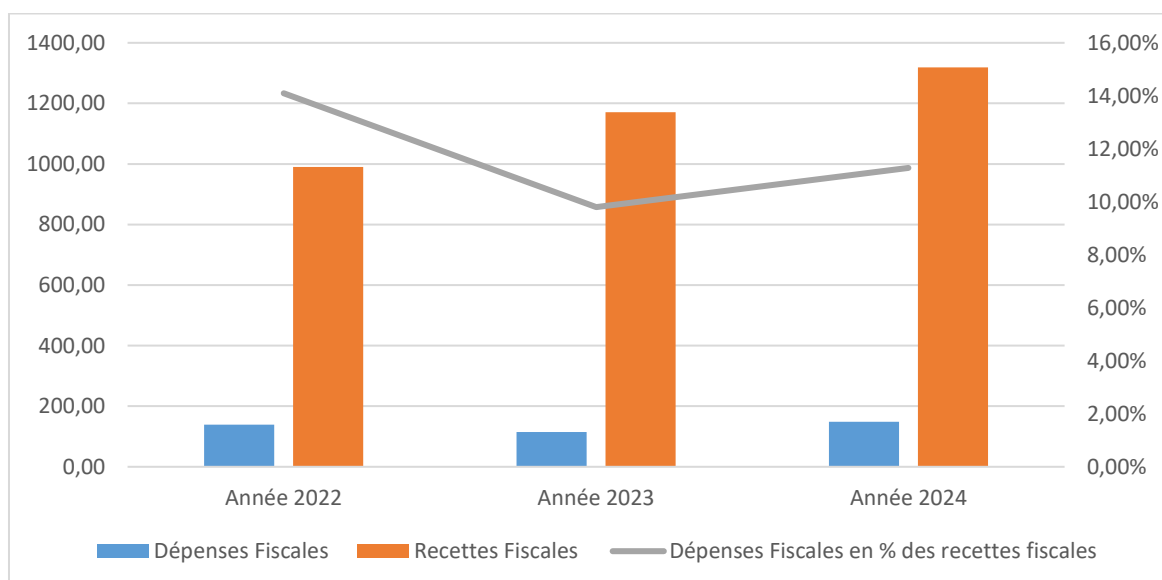
Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Variation 2024/2023
Dépenses Fiscales	139,61	114,74	148,74	29,63%
Recettes Fiscales	990,46	1170,72	1 318,55	12,63%
Dépenses Fiscales en % des re- cettes fiscales	14,10%	9,80%	11,28%	

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

Le montant des dépenses fiscales évaluées de la Direction générale des impôts au titre de l'année 2024 s'est chiffré à 148,74 milliards de francs CFA contre 114,74 milliards de francs en 2023. Comparé à celui de 2022, le coût des dépenses fiscales de l'année en cours a connu une augmentation de 9,13 milliards de francs CFA. Le montant des dépenses fiscales de l'année 2024, rapporté aux recettes fiscales de la même année, indique un taux de 11,28% contre 9,80% en 2023.

Figure 6: Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ **Analyse des dépenses fiscales par rapport aux recettes fiscales par type d'impôt de la DGI**

Tableau 7 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales par impôt (DGI)

Montant en milliards de francs CFA

Impôt	Dépenses fiscales	Recettes fiscales	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	65,41	182,74	35,79%
Impôt sur les Sociétés	45,24	355,91	12,71%
Droits d'Enregistrement	19,72	45,65	43,19%
Taxe sur les Activités Financières	16,67	71,91	23,19%
Contribution Forfaitaire à la charge de l'Employeur	1,37	21,09	6,50%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	0,32	7,63	4,18%
Total	148,74	684,94	21,72%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

À l'analyse du tableau, les dépenses fiscales évaluées rapportées, aux recettes fiscales concernant les mêmes impôts indiquent un taux de 21,72%.

Les dépenses fiscales liées à la taxe sur la valeur ajoutée rapportées aux recettes fiscales générées par cette même taxe, représentent une proportion de 35,79%, plus du tiers.

Les dépenses fiscales liées à l'impôt sur les sociétés représentent 12,71% des recettes fiscales au titre de cet impôt.

En matière de droits d'enregistrement, les dépenses fiscales représentent 43,19% des recettes fiscales.

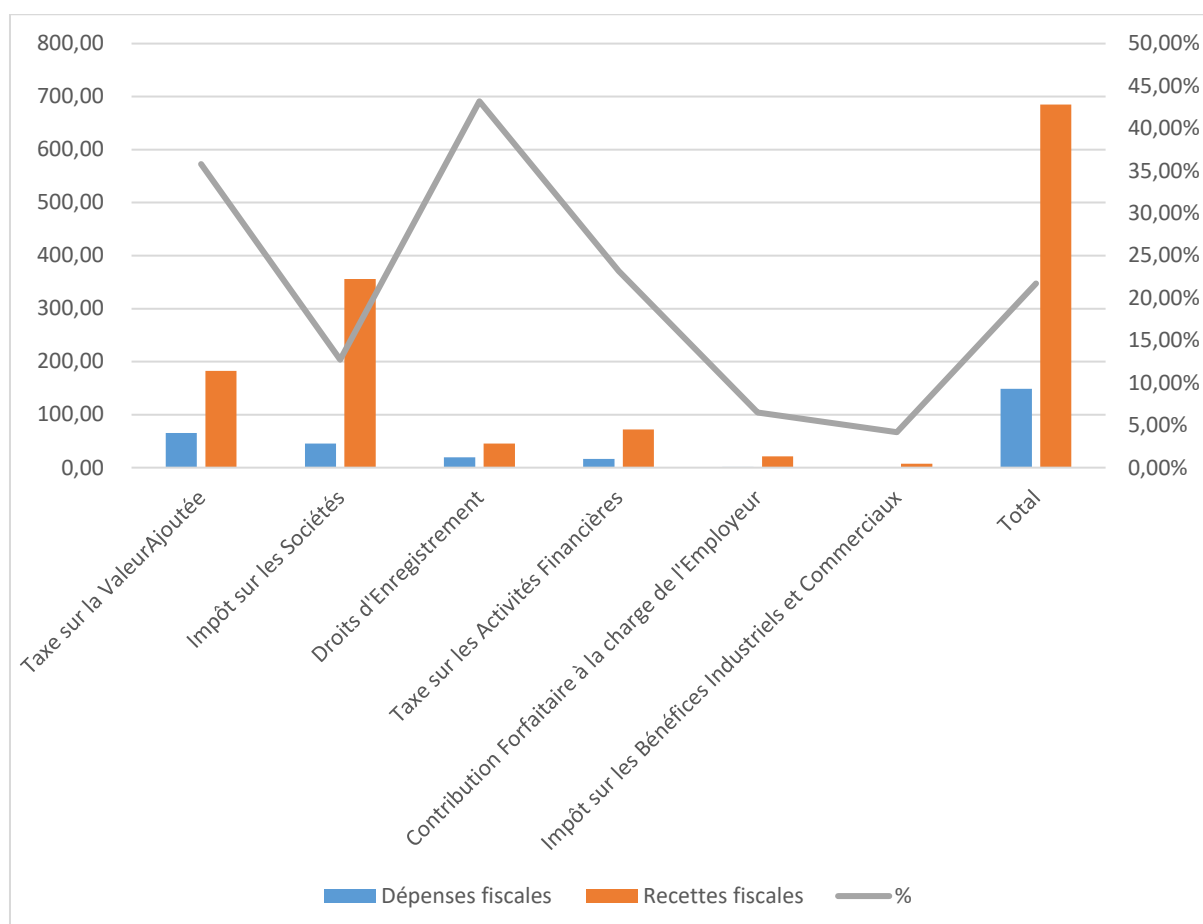
En 2024, le rapport dépenses fiscales résultant des exonérations de la taxe sur les activités financières, par rapport aux recettes fiscales de ladite taxe est de 23,19%.

Les dépenses fiscales afférentes à la contribution forfaitaire à la charge de l'employeur représentent 6,50% des recettes fiscales au titre de ladite contribution.

En ce qui concerne les Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux, les dépenses fiscales représentent 4,18% des recettes fiscales.

La part des dépenses fiscales dans les recettes fiscales reste méconnue en raison de l'absence de données d'exonération concernant la taxe sur les contrats d'assurance.

Figure 7 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales par impôt (DGI)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

L'analyse par impôt se présente comme suit : (voir tableau 8)

Tableau 8 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

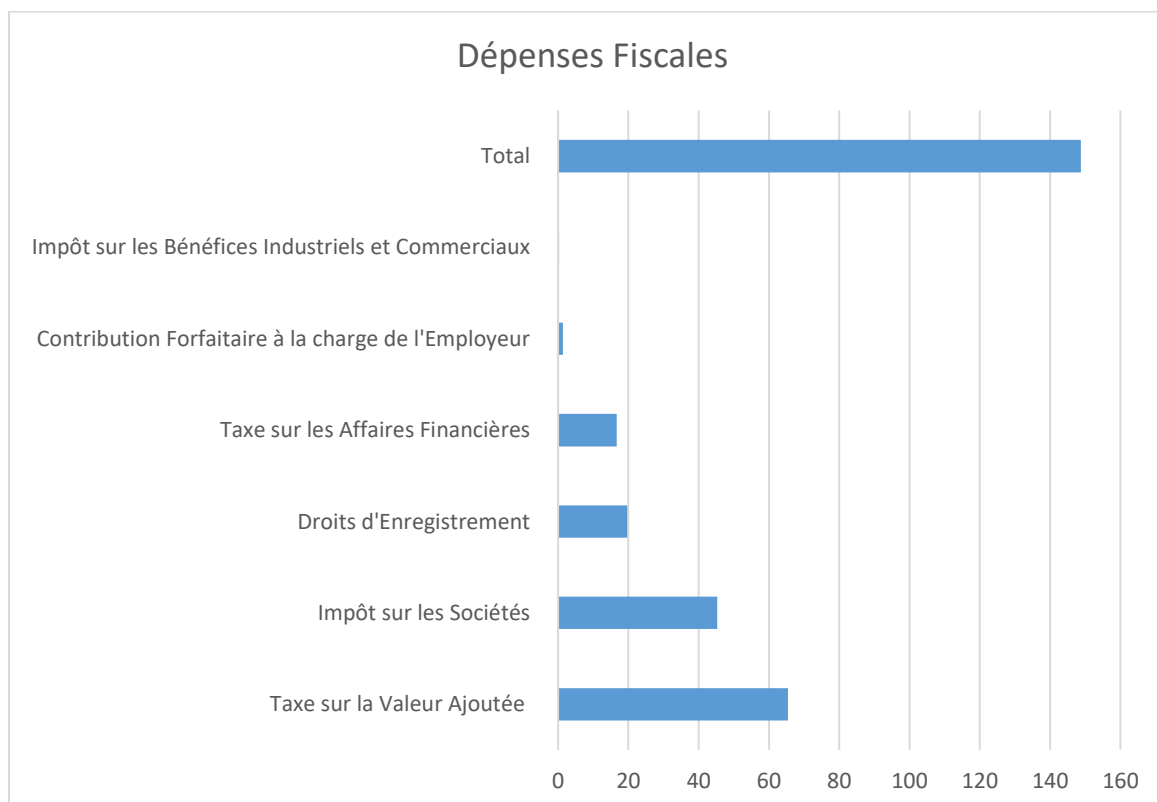
Impôt	Dépenses Fiscales	%
Taxe sur la valeur ajoutée	65,41	43,98%
Impôt sur les Sociétés	45,24	30,42%
Droits d'Enregistrement	19,72	13,26%
Taxe sur les Affaires Financières	16,67	11,21%
Contribution Forfaitaire à la charge de l'Employeur	1,37	0,92%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	0,32	0,21%
Total	148,74	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

À l'analyse du tableau, on constate que :

- les niches fiscales issues de la taxe sur la valeur ajoutée constituent les plus importantes (65,41 milliards de francs CFA), représentant une part de 43,98%. Pour une large part, elles profitent aux activités de production et de commerce. Ces activités combinées constituent 91% du volume total des dépenses fiscales liées à la TVA.
- les dépenses fiscales se rapportant à l'impôt sur les sociétés contribuent pour un poids de 30,42% avec un montant de 45,24 milliards de francs CFA. Ces dépenses fiscales ont comme source principale les activités financières et d'assurance et activités de fabrication.
- Le poids des dépenses fiscales liées aux droits d'enregistrement est de 13,26%, avec un montant de 19,72 milliards de francs CFA.
- en matière de taxe sur les activités financières, le montant des dépenses fiscales estimées est de 16,67 milliards de francs CFA, soit 11,21% du poids total. Ces dépenses fiscales profitent aux activités financières et d'assurance.
- quant à la taxe sur les contrats d'assurance, les dépenses fiscales ne sont pas évaluées en raison de la non-disponibilité des données au titre de 2024.

Figure 8: Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt et par an

Tableau 9 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

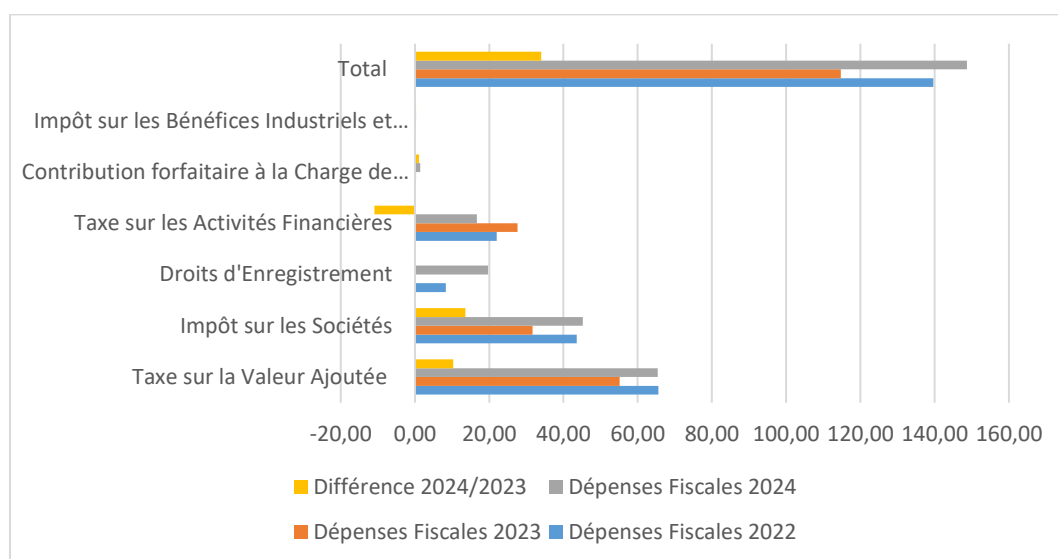
Montant en milliards de francs CFA

Impôt	Dépenses Fiscales 2022	Dépenses Fiscales 2023	Dépenses Fiscales 2024	Différence 2024/2023
Taxe sur la Valeur Ajoutée	65,53	55,15	65,41	10,26
Impôt sur les Sociétés	43,55	31,68	45,24	13,56
Droits d'Enregistrement	8,33	-	19,72	
Taxe sur les Activités Financières	22,02	27,59	16,67	-10,91
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,08	0,29	1,37	1,08
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	0,11	0,02	0,32	0,30
Total	139,61	114,74	148,74	34,00

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

L'analyse des dépenses fiscales par type d'impôt nous révèle que toutes les dépenses fiscales ont augmenté en 2024 à l'exception de celles liées à la TAF. Les dépenses fiscales issues des exonérations de la TAF ont baissé de 10,91 milliards de francs en 2024, comparées à celles de 2023.

Figure 9: Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité

La ventilation des dépenses fiscales par secteur d'activité est importante, car elle exprime les intentions politiques en matière de dépenses publiques.

Tableau 10 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'Activité	Dépenses Fiscales	%
Activités de Fabrication	46,66	31,37%
Activités Financières et d'Assurance	46,27	31,11%
Commerce	35,37	23,78%
Activités de Services de Soutien et de Bureau	11,14	7,49%
Construction	2,93	1,97%
Transports et Entreposage	1,69	1,14%
Activités Extractives	1,68	1,13%
Hébergement et Restauration	1,26	0,85%
Production et Distribution d'Électricité et de Gaz	0,99	0,67%
Enseignement	0,28	0,19%
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	0,03	0,02%
Information et Communication	0,01	0,01%
Agriculture, Chasse et Sylviculture	0,01	0,01%
Autres Secteurs d'Activité	0,41	0,27%
Total	148,74	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

La présentation des dépenses fiscales par secteur d'activités comme l'analyse par impôt, permet d'adosser l'évaluation des dépenses fiscales à la politique fiscale et aux orientations économiques du Gouvernement.

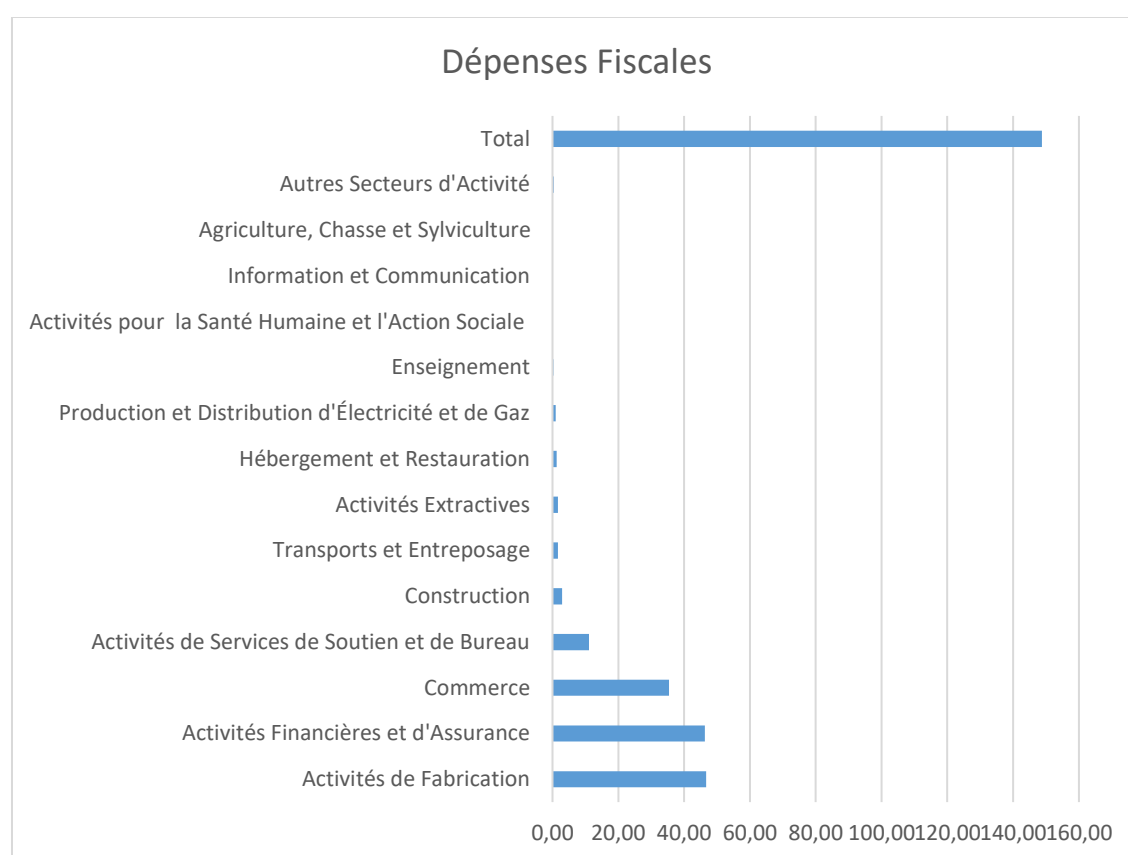
Le classement par secteur d'activités indique que, les dépenses fiscales les plus importantes proviennent principalement :

- des dépenses fiscales relatives aux activités de fabrication. Elles ont atteint 46,66 milliards de francs CFA, soit un taux de participation de 31,37%. Elles proviennent essentiellement de la TVA et de l'IS ;
- des dépenses fiscales consenties en faveur des activités financières et d'assurances ayant atteint 46,27 milliards de francs CFA en 2024, soit 31,11% de l'ensemble des dépenses. La

majeure partie de ces dépenses fiscales provient de deux types d'impôt : 16, 67 milliards de francs CFA de TAF et 29,55 milliards de francs CFA d'IS ;

- du secteur du commerce avec un montant de 35,37 milliards de francs CFA. Ces dépenses fiscales ont contribué à hauteur de 23,78% au poids total des dépenses fiscales et proviennent essentiellement de la TVA (23,73 milliards de francs CFA) ;
- des dépenses fiscales relatives aux activités de services de soutien et de bureau. Elles ont atteint 11,14 milliards de francs CFA, soit un taux de participation de 7,49 %. Elles proviennent essentiellement de la TVA et de l'IS ;

Figure 10 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité et par an

Tableau 11 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activités et par an

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'Activité	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Diffé- rence 2024/ 2023
Activités de Fabrication	20,80	9,53	46,66	37,14
Activités Financières et d'Assurance	55,42	46,64	46,27	-0,38
Commerce	31,46	34,25	35,37	1,12
Activités de Services de Soutien et de Bureau	6,02	7,00	11,14	4,14
Construction	7,26	0,19	2,93	2,74
Transports et Entreposage	2,32	0,81	1,69	0,88
Activités Extractives	6,24	7,00	1,68	-5,32
Hébergement et Restauration	0,79	0,34	1,26	0,92
Production et Distribution d'Électricité et de Gaz	4,46	3,31	0,99	-2,31
Enseignement	0,30	0,03	0,28	0,25
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	2,54	4,60	0,03	-4,57
Information et Communication	1,17	0,10	0,01	-0,09
Agriculture, Chasse et Sylviculture	0,82	0,00	0,01	0,01
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	0,00	0,22		-0,22
Activités des Organisations Associatives	0,00	0,00		0,00
Autres Secteurs d'Activité	0,02	0,71	0,41	-0,31
Total	118,81	105,21	148,74	37,14

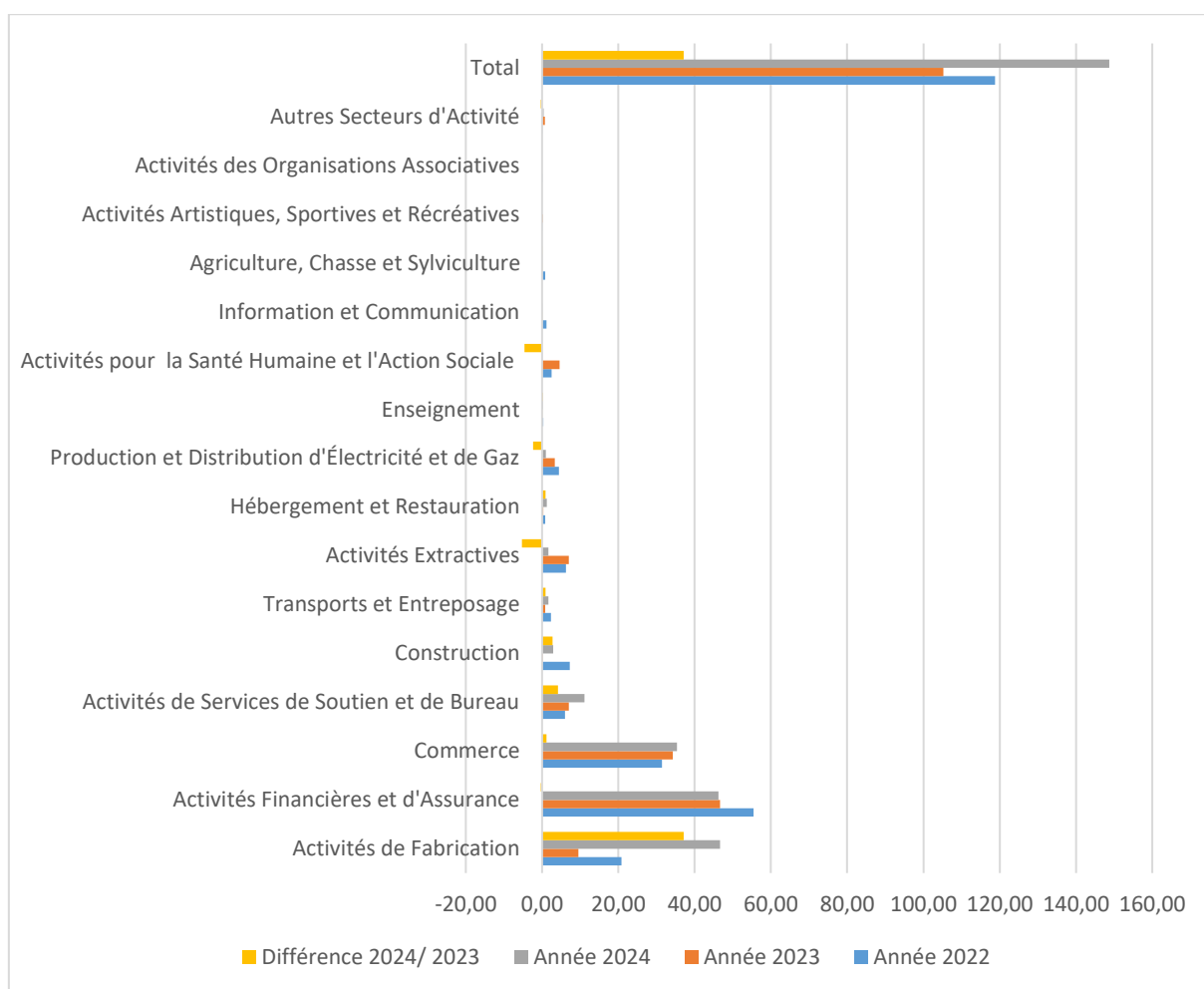
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

Une analyse comparative des dépenses fiscales, ventilées par secteur d'activité et rapportées annuellement, met en évidence les variations significatives observées entre les différents domaines économiques :

L'analyse des dépenses fiscales en 2024 révèle une augmentation significative pour les activités de fabrication, s'élevant à 37,14 milliards de francs CFA par rapport à l'exercice 2023. Une trajectoire ascendante similaire des dépenses fiscales est également constatée dans les secteurs du commerce, des services de soutien et de bureau, ainsi que dans la construction.

Inversement, les domaines d'activité ayant enregistré les plus de diminution des dépenses fiscales en 2024 par rapport à 2023 comprennent les activités extractives, les activités liées à la santé humaine et à l'action sociale, ainsi que la production et la distribution d'électricité et de gaz.

Figure 11: Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ focus sur certaines dépenses fiscales de la direction générale des impôts

➤ La Taxe sur la Valeur Ajoutée

- Estimation des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité au titre de l'année

2024

L'analyse des dépenses fiscales de TVA par secteur d'activité des contribuables démontre que les dépenses fiscales de TVA ont été octroyées en faveur de douze (12) secteurs d'activité au titre de l'année 2024.

Tableau 12 : Répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI par secteur d'activité.

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	Dépenses Fiscales	%
Activités de Fabrication	35,59	54,40%
Commerce	23,75	36,31%
Activités de Services de Soutien et de Bureau	2,91	4,45%
Construction	1,05	1,61%
Transports et Entreposage	0,82	1,25%
Activités Extractives	0,70	1,08%
Hébergement et Restauration	0,12	0,18%
Enseignement	0,05	0,08%
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	0,03	0,04%
Production et Distribution d'Électricité et de Gaz	0,02	0,03%
Activités Financières et d'Assurance	0,00	0,00%
Autres Secteurs d'Activité	0,37	0,57%
Total	65,413	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

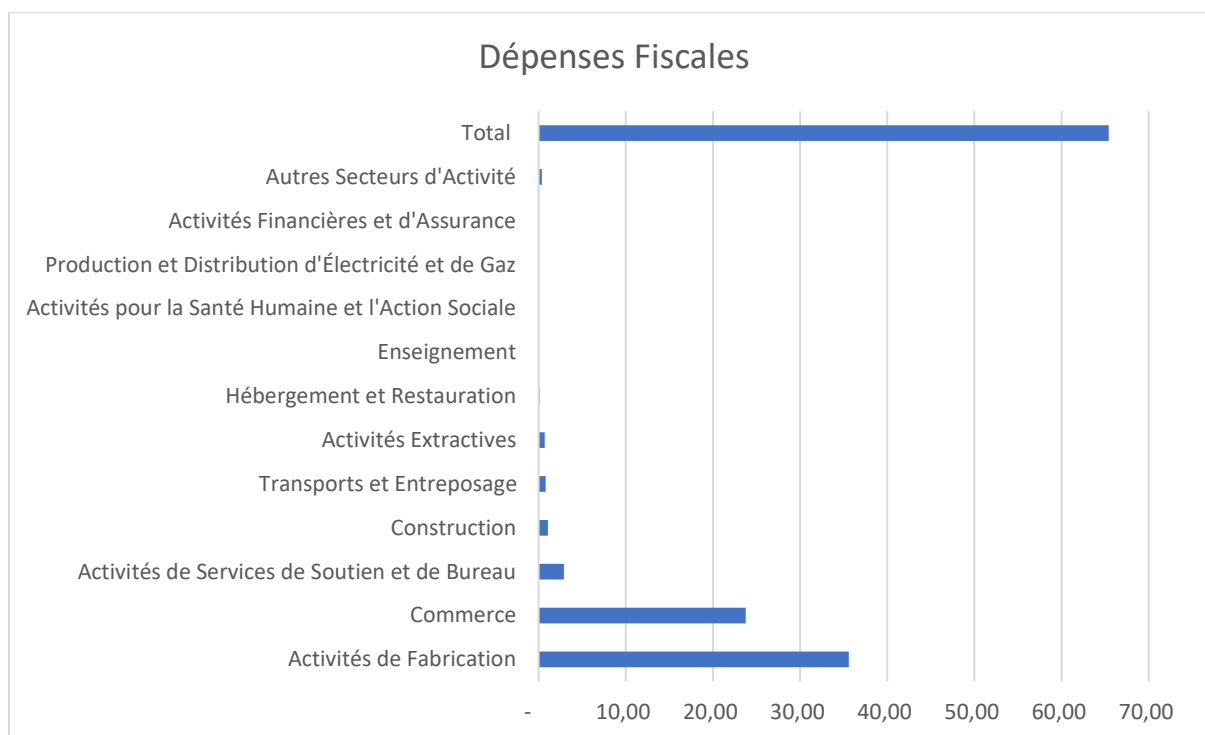
La lecture du tableau nous enseigne que le montant des dépenses fiscales se rapportant aux activités de fabrication, le plus important, est estimé à 35,59 milliards de CFA au titre de l'année 2024 soit 54,40% des dépenses fiscales de TVA de la DGI.

Les dépenses fiscales associées aux activités commerciales suivent celles liées à la fabrication. Elles ont coûté 23,75 milliards de francs CFA, ce qui représente un taux de 36,31%.

Les dépenses fiscales liées aux activités de services de soutien et de bureau et de construction se chiffrent respectivement à 2,91 milliards de francs CFA et 1,05 milliards de francs CFA.

Ces quatre (4) secteurs d'activité représentent 96,77% des dépenses fiscales de TVA de la DGI.

Figure 12 : Répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

- Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité et par an

Tableau 13 : Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité et par an

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Différence 2024/2023
Activités de Fabrication	13,3	5,99	35,59	29,60
Commerce	23,51	31,15	23,75	- 7,40
Activités de Services de Soutien et de Bureau	5,09	1,9	2,91	1,01
Construction	6,67	0,15	1,05	0,90
Transports et Entreposage	1,62	0,46	0,82	0,36
Activités Extractives	5,96	6,44	0,70	- 5,74
Hébergement et Restauration	0,64	0,3	0,12	- 0,18
Enseignement	0,01	0,03	0,05	0,02
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	2,46	4,6	0,03	- 4,57
Production et Distribution d'Électricité et de Gaz	4,27	2,95	0,02	- 2,93
Activités Financières et d'Assurance	0,04	0,16	0,00	- 0,16
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	0	0,22	-	- 0,22
Information et Communication	1,13	0,1	-	- 0,10
Agriculture, Sylviculture, Pêche	0,81	-	-	-
Autres Secteurs d'Activité	0,01	0,71	0,37	- 0,34
Total	65,53	55,15	65,41	10,26

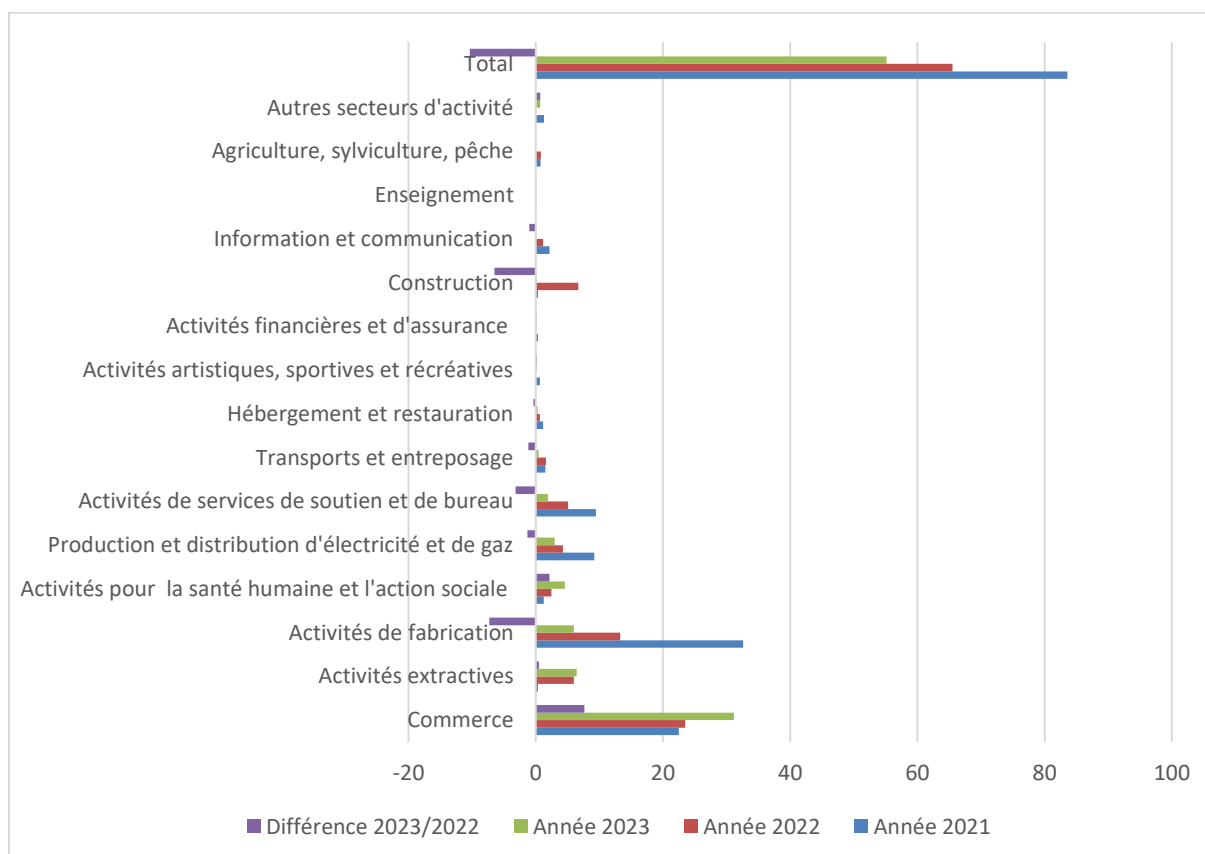
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

L'analyse des dépenses fiscales par branche d'activité entre 2023 et 2024 montre que :

la variation positive la plus élevée a été observée dans le secteur de la transformation. Les dépenses fiscales bénéficiant aux activités de fabrication se sont accrues de 29,60 milliards de francs CFA. En plus des activités de fabrication, les activités de services de soutien et de bureau, de construction, de transports et entreposage et d'enseignement ont aussi augmenté mais de façon timide.

Les dépenses fiscales liées aux activités de commerce ont affiché la plus grande diminution avec 7,40 milliards de francs CFA. Ont suivi les activités extractives avec une baisse de 5,74 milliards de francs CFA. Ensuite viennent la production et distribution d'électricité et de gaz et les activités de la santé humaine et de l'action sociale révélant toutes une trajectoire ascendante pour la période allant de 2023 à 2024.

Figure 13 : Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

➤ **L'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux**
- Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité

Tableau 14 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité

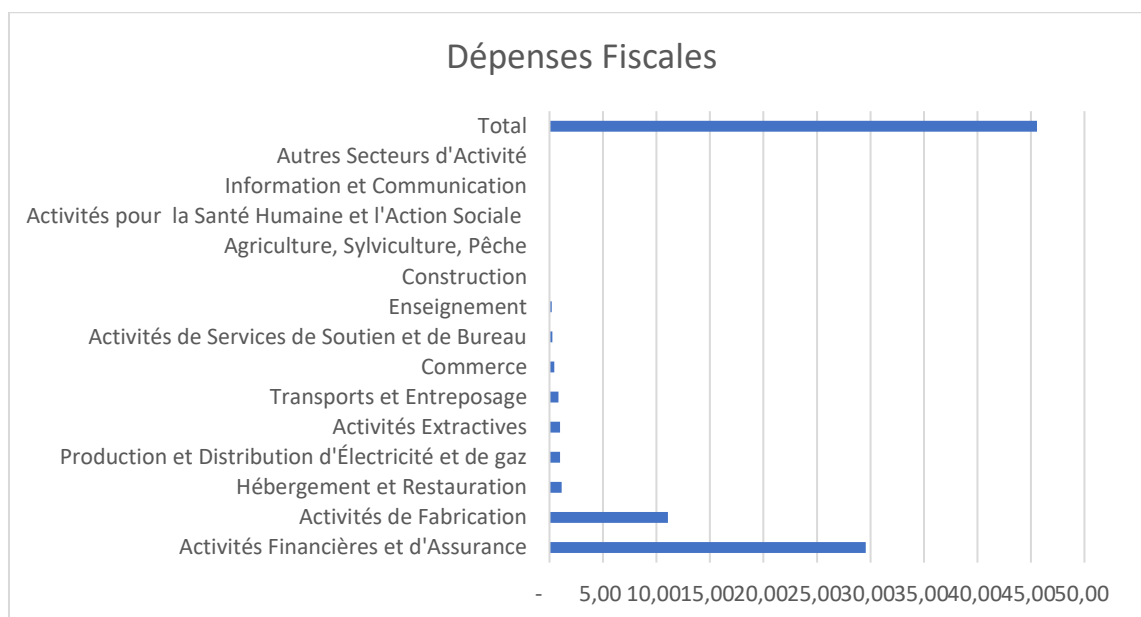
Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'Activité	Dépenses Fiscales	%
Activités Financières et d'Assurance	29,55	64,86%
Activités de Fabrication	11,06	24,27%
Hébergement et Restauration	1,14	2,51%
Production et Distribution d'Électricité et de gaz	0,97	2,14%
Activités Extractives	0,97	2,14%
Transports et Entreposage	0,85	1,86%
Commerce	0,46	1,01%
Activités de Services de Soutien et de Bureau	0,27	0,59%
Enseignement	0,22	0,49%
Construction	0,04	0,09%
Agriculture, Sylviculture, Pêche	0,01	0,02%
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	0,00	0,01%
Information et Communication	0,00	0,00%
Autres Secteurs d'Activité	0,01	0,01%
Total	45,56	100%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

Les résultats consignés dans le tableau ci- dessus indiquent que les dépenses fiscales d'IS-IBIC les plus importantes ont bénéficié aux activités financières et d'assurances (64,86%), Activités de fabrication (24,27%) et Hébergement et Restauration (2,51%).

Figure 14 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

- Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par secteur d'activité et par an

Tableau 15 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par secteur d'activité et par an

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par secteur d'activité	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Différence 2024/2023
Activités Financières et d'Assurance	33,34	18,9	29,55	10,65
Activités de Fabrication	7,45	3,54	11,06	7,52
Hébergement et Restauration	0,15	0,04	1,14	1,10
Production et Distribution d'Électricité et de gaz	0,18	0,34	0,97	0,63
Activités Extractives	0,28	0,51	0,97	0,46
Transports et Entreposage	0,7	0,17	0,85	0,68
Commerce	0,32	3,1	0,46	- 2,64
Activités de Services de Soutien et de Bureau	0,69	5,08	0,27	- 4,81
Enseignement	0,3	0	0,22	0,22
Construction	0,06	0,02	0,04	0,02
Agriculture, Sylviculture, Pêche	0,01	-	0,01	
Activités pour la Santé Humaine et l'Action So- ciale	0,07	0	0,00	0,00
Information et Communication	0,11	0	0,00	0,00
Activités des Organisations Associatives	0	-	-	
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	-	-	-	
Autres secteurs d'activités	0	0	0,01	0,01
Total	43,66	31,70	45,56	13,86

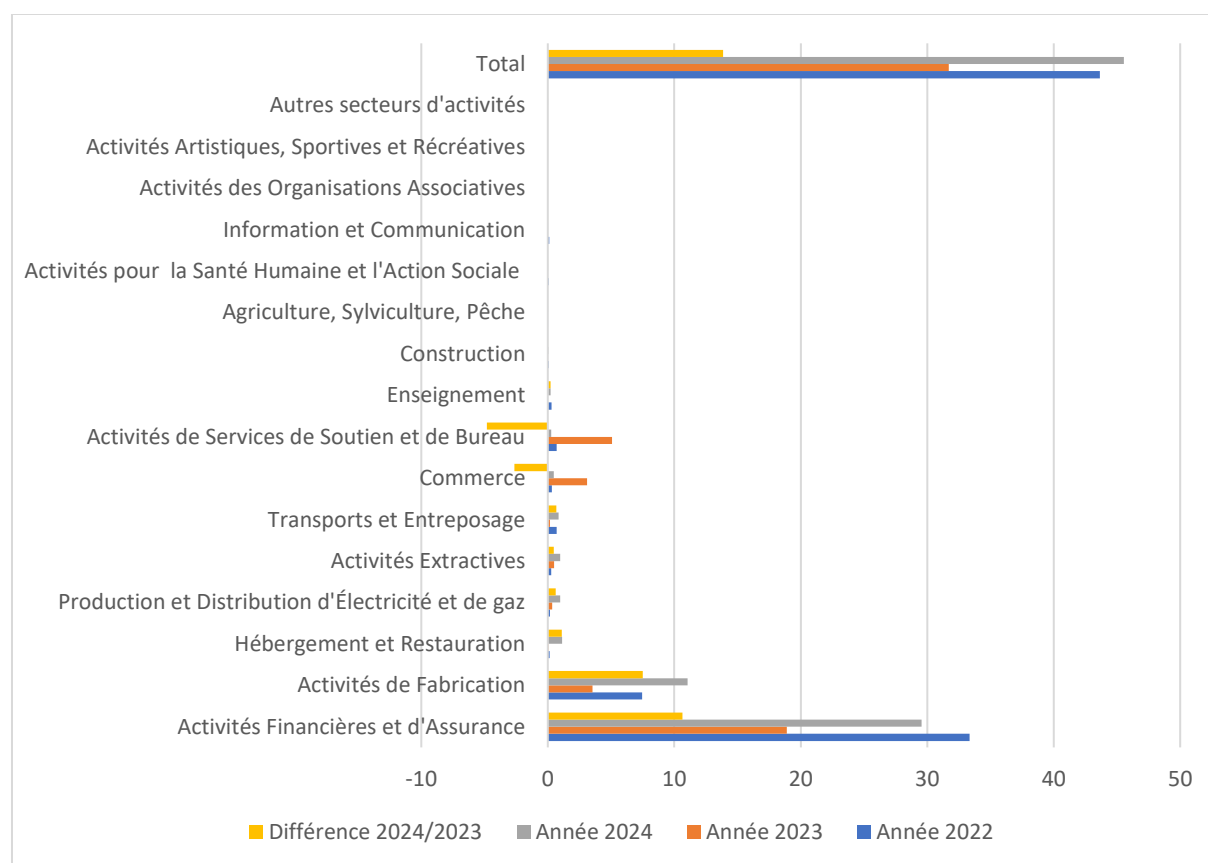
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

Les dépenses fiscales issues des exonérations d'IS ont beaucoup augmenté en 2024 comparativement à celles de l'année 2023. Ces dépenses fiscales qui étaient de 43,66 milliards de francs CFA en 2022 ont diminué pour atteindre 31,70 milliards de francs CFA en 2023, pour ensuite se stabiliser à 45,56 milliards de francs CFA en 2024.

La hausse des allègements d'IS en 2024 découle de l'augmentation des dépenses fiscales relatives aux activités financières et de fabrication.

Par contre la réduction des dépenses fiscales d'IS en 2023 est tirée par la diminution de celles issues des activités financières et d'assurances et des activités de fabrication.

Figure 15 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité de la DGI et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

➤ **La Taxe sur les Activités Financières**

- Répartition des dépenses fiscales de TAF par source

Tableau 16 : Répartition des dépenses fiscales de TAF par source

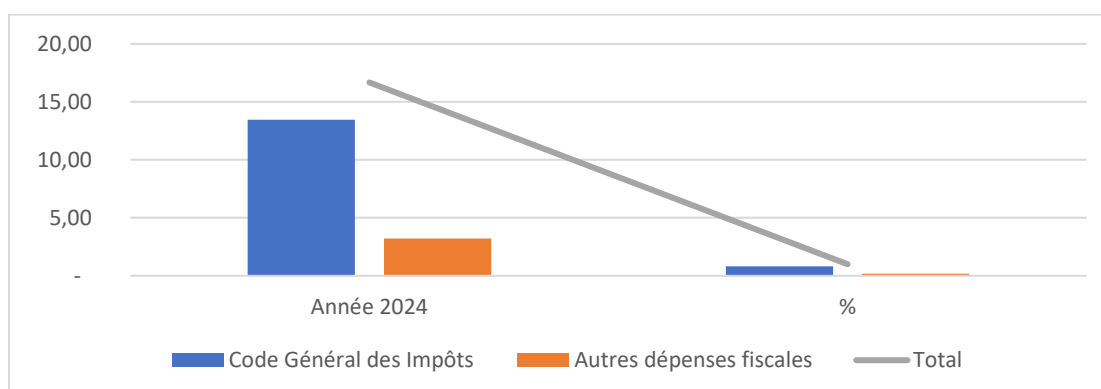
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par source	Année 2024	%
Code Général des Impôts	13,45	80,67%
Autres dépenses fiscales	3,22	19,33%
Total	16,67	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

Le coût des dépenses fiscales de la TAF (16,67 milliards de francs CFA) évaluée dans ce rapport bénéficie en totalité aux entreprises gérées par la DGE. L'analyse par source indique que 80,67% revient au Code général des impôts et 19,33% à la source « Autres dépenses fiscales ».

Figure 16 : Répartition des dépenses fiscales de TAF par source



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

- Comparaison des dépenses fiscales de TAF par source (2022,2023, 2024)

Tableau 17 : Comparaison des dépenses fiscales de TAF par source et par an

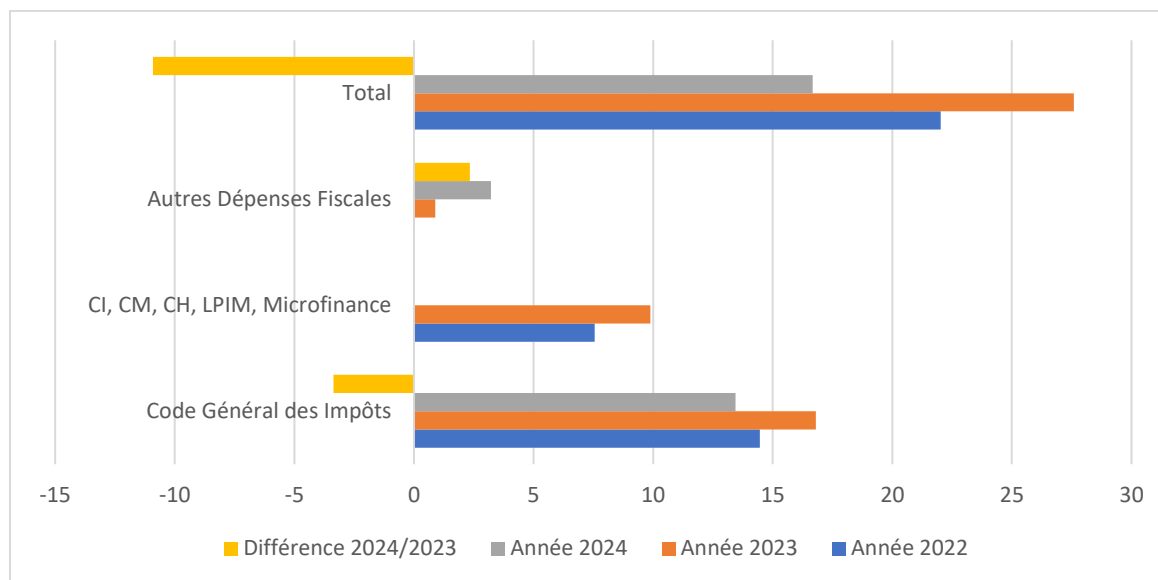
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par source	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Différence 2024/2023	
Code Général des Impôts	14,46	16,81	13,45	-	3,36
CI, CM, CH, LPIM, Microfinance	7,55	9,89	-		
Autres Dépenses Fiscales	0,01	0,89	3,22		2,33
Total	22,02	27,59	16,67	-	10,92

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

En 2024, le coût des dépenses fiscales relatives à la TAF a diminué de 10,92 milliards comparés à celui de 2023. Cette baisse découle de la baisse des dépenses fiscales des sources suivantes : CI, CM, CH, LMF.

Figure 17 : Comparaison des dépenses fiscales de la TAF par source (2021, 2022, 2023)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

3) ANALYSE DES DEPENSES FISCALES DE LA DGD

❖ Analyse du coût des dépenses fiscales rapportés aux recettes de la DGD par an

Tableau 18 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes de la DGD par an

Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Écart 2024/2022	Écart 2024/2023
Dépenses Fiscales	171,9	187,06	220,82	48,92	33,76
Recettes Douanières	611,31	758,33	883,89	272,58	125,56
Part (%)	28,12%	24,67%	24,98%	-	0,00

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

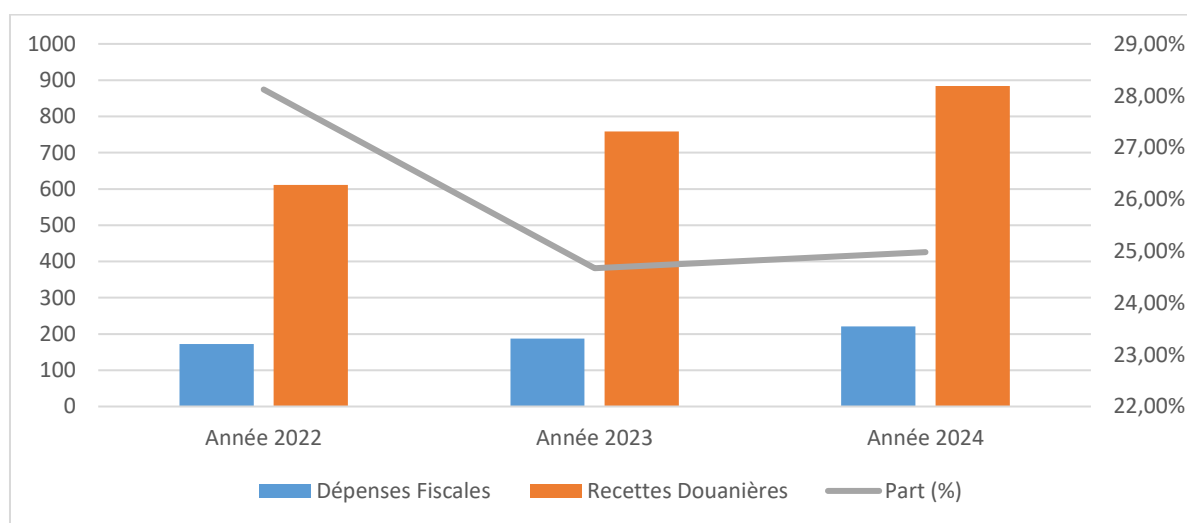
Le montant des dépenses fiscales de la Direction Générale des Douanes de l'année 2024 s'est chiffré à 220,82 milliards de francs CFA contre 187,06 milliards de francs CFA en 2023 et 171,90 milliards de francs CFA en 2022. Comparées aux deux années précédentes, les dépenses fiscales de 2024 sont en hausse de plus de 48 milliards de francs CFA. Cela s'explique par la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les dépenses fiscales et les recettes douanières de l'année en cours ont toutes augmentées comparativement à celles de 2022 et 2023.

La part des dépenses fiscales dans les recettes douanières a augmenté aussi comparée à celles de l'année 2023.

D'après le tableau, la part des dépenses fiscales dans les recettes fiscales a connu une évolution en dents de scie entre 2022, 2023 et 2024.

Figure 18: Dépenses fiscales de la DGD rapportées aux recettes douanières par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ **Dépenses fiscales de la DGD rapportées aux recettes douanières par impôt, droit et taxe**

Le ratio dépenses fiscales sur recettes douanières par type d'impôt permet de préciser le poids de chacune des dépenses fiscales dans les recettes fiscales correspondantes.

Tableau 19 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes douanières par impôt

Montant en milliards de francs CFA

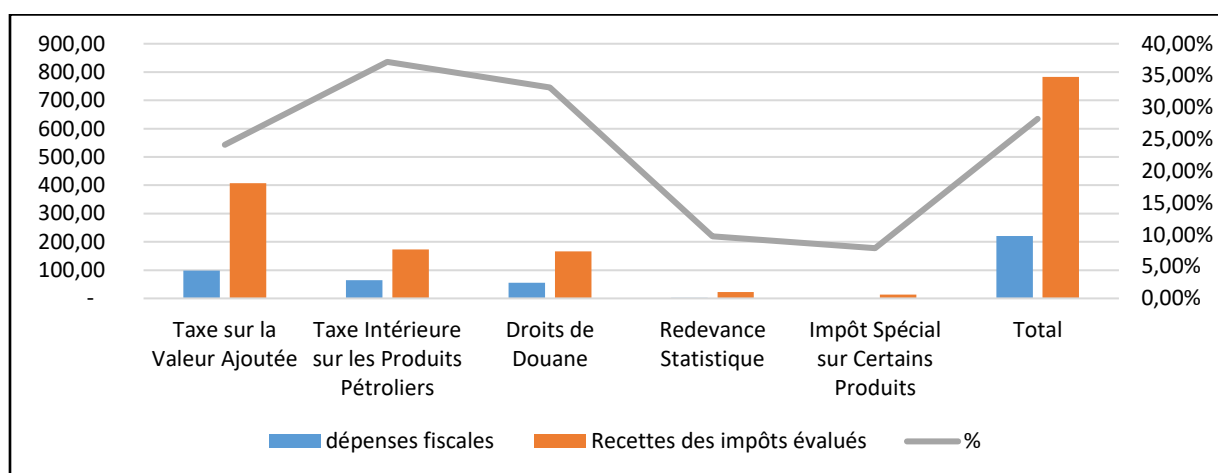
Rubrique	dépenses fiscales	Recettes des impôts évalués	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	98,29	407,74	24,11%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	64,06	172,43	37,15%
Droits de Douane	55,15	166,49	33,13%
Redevance Statistique	2,23	22,87	9,77%
Impôt Spécial sur Certains Produits	1,08	13,69	7,89%
Total	220,82	783,22	28,19%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

À la lecture du tableau, il ressort que :

- les dépenses fiscales évaluées rapportées, aux recettes fiscales concernant les mêmes impôts indiquent un taux de 28,19% soit environ le tiers des recettes réalisées.
- les dépenses fiscales engendrées par les exonérations de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers représentent plus du tiers (37,15%) des montants des recettes de ladite taxe.
- le pourcentage 30,13 représentant la part des dépenses fiscales des droits de douane dans les recettes du dit impôt est le plus important après celui de la TIPP ;
- les dépenses fiscales liées à la taxe sur la valeur ajoutée de porte rapportées aux recettes fiscales générées par cette même taxe, représentent une proportion de 24,11%.

Figure 19: Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales par impôt DGD



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ Dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe

Tableau 20 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA		
Impôt	Dépenses Fiscales	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	98,29	44,51%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	64,06	29,01%
Droits de Douane	55,15	24,98%
Redevance Statistique	2,23	1,01%
Impôt Spécial sur Certains Produits	1,08	0,49%
Total	220,82	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

Il ressort de l'analyse de ce tableau que les dépenses fiscales engendrées par les exonérations de la taxe sur la valeur ajoutée de porte ont été estimées à 98,29 milliards de francs CFA avec un taux de participation de 44,51%. Elles sont les plus importantes en termes de coût.

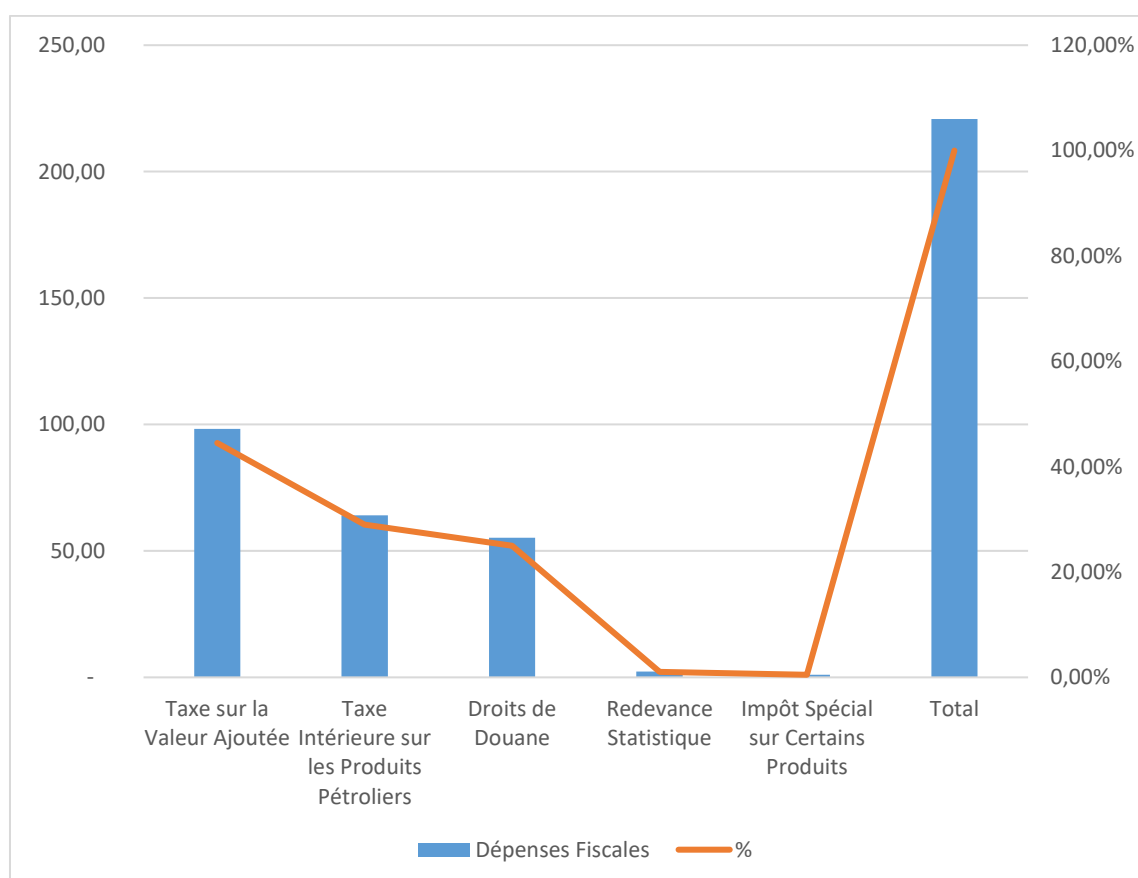
Les dépenses fiscales se rattachant à la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers se sont chiffrées à 64,06 milliards de francs CFA pour un poids de 29,01%.

Le montant des dépenses fiscales provenant du Droit de Douane sont évaluées à 55,15 milliards de francs CFA pour un poids de 24,98%.

Pour la redevance statistique, les niches fiscales ont affiché un montant de 2,23 milliards de francs CFA, soit un taux de 1,01%.

Le coût des dépenses fiscales provenant de l'Impôt Spécial sur Certains Produits est le moins important et indique un montant de 1,08 milliard de francs CFA pour un taux de participation de 0,49%.

Figure 20: Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt et par an

Tableau 21 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt et par an

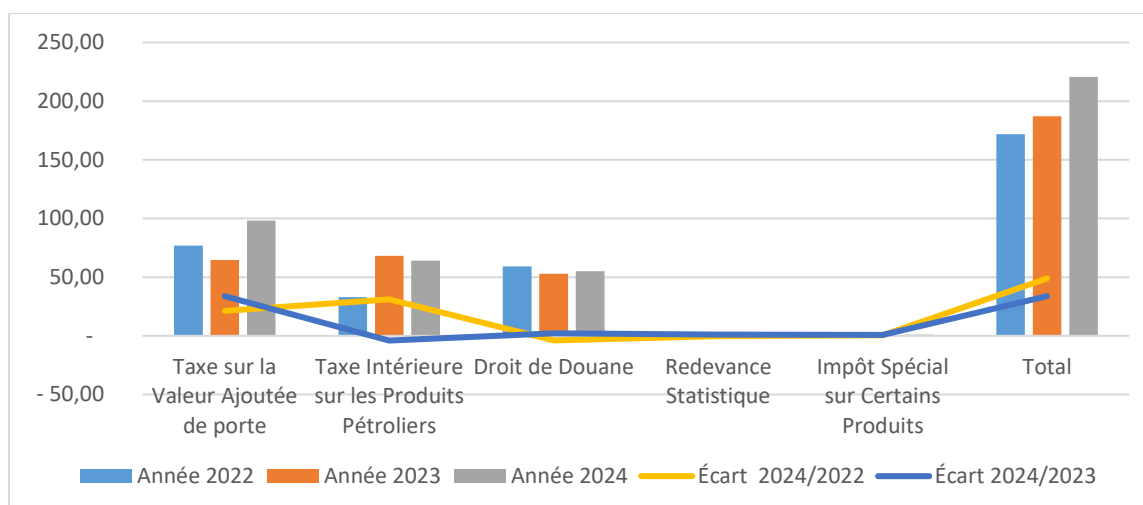
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par type d'impôt	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Écart 2024/2022	Écart 2024/2023
Taxe sur la valeur Ajoutée de porte	76,92	64,52	98,29	21,37	33,77
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	32,88	68,09	64,06	31,18	- 4,03
Droit de Douane	59,06	52,96	55,15	- 3,91	2,19
Redevance Statistique	2,55	1,13	2,23	- 0,32	1,10
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,49	0,36	1,08	0,59	0,72
Total	171,90	187,06	220,82	48,92	33,76

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

L'analyse comparative des dépenses fiscales de la DGD de l'exercice (2024) avec les dépenses fiscales des deux années précédentes nous révèle que seules les dépenses fiscales issues des exonérations de la Taxe d'Importation sur les Produits Pétroliers ont diminué. L'écart est de 4,03 milliards de francs CFA. En comparant 2022 à 2024, elles ont augmenté de 31,18 milliards de francs CFA. Cette hausse s'explique par les exonérations accordées pour contenir les prix à la pompe. L'expansion des prix à la pompe se justifie par l'impact de la guerre en Ukraine. Toutes les autres dépenses fiscales de la DGD par impôt ont augmenté en 2024. Celles provenant de la taxe sur la valeur ajoutée de porte ont connu la hausse la plus importante de 33,77 milliards de francs CFA.

Figure 21 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source

Tableau 22 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source

Montant en milliards de francs CFA

Source	Dépenses Fiscales	%
Exonérations Exceptionnelles	149,47	67,69%
Codes Miniers et Pétrolier	45,92	20,79%
Codes des Investissements	9,81	4,44%
Dons et Aides	7,12	3,22%
Financements Extérieurs	5,44	2,46%
Organisation non Gouvernementale	1,80	0,82%
Conventions d'Etablissement	1,27	0,57%
Total	220,82	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

Les dépenses fiscales liées aux exonérations exceptionnelles (EE) de la Direction Générale des Douanes se sont élevées à 149,47 milliards de francs CFA. Son taux de participation a été de 67,69%. Elles représentent plus de la moitié du poids total des dépenses fiscales évaluées en 2024. Elles sont constituées essentiellement de 60,28% de TVA de porte, de 24,45% de droit des douanes et de 14,17% de TIPP, soit 98,90% de leur poids.

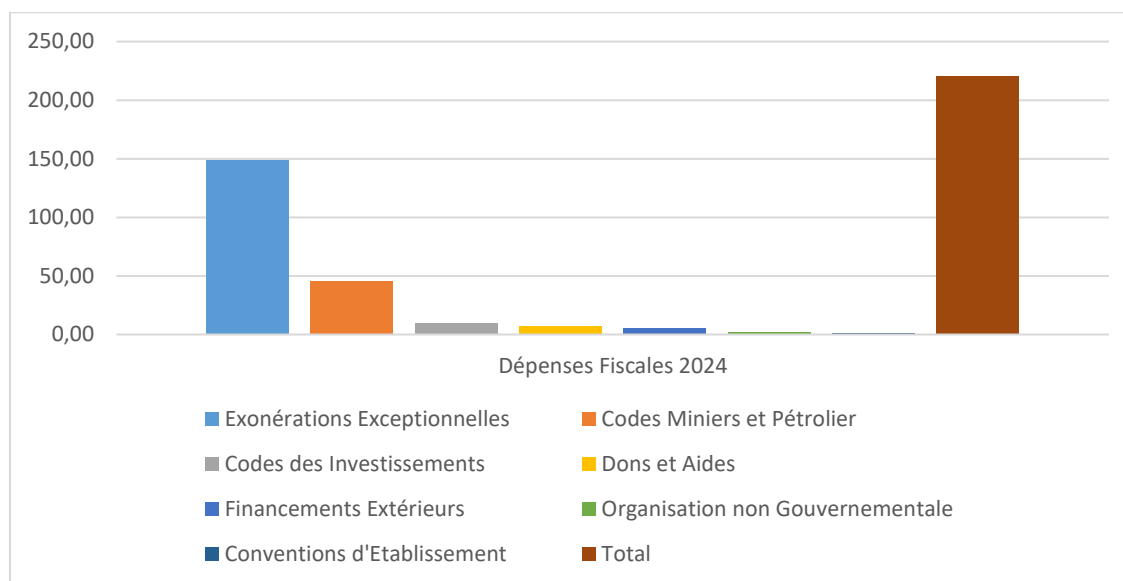
Les pertes de recettes liées aux codes minier et pétrolier occupent la 2ème place avec un montant de 45,92 milliards de francs CFA, soit 20,79% du poids total des dépenses fiscales de la DGD. Elles proviennent principalement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (90,23%).

Les dépenses fiscales provenant du code des investissements se sont chiffrées à 9,81 milliards de francs CFA, soit un taux de 4,44%. Elles sont engendrées essentiellement par les exonérations des droits de douane (90,69%).

Les exonérations provenant des dons, aides et ONG sont estimées à 7,12 milliards de francs CFA pour une proportion de 3,22%. Elles sont essentiellement issues de la TVA et des droits de douane.

Les dépenses fiscales issues des exonérations de financements extérieurs d'un montant de 5,44 milliards de francs CFA sont constituées majoritairement de 56,38% de TVA et de 36,52% droit de douanes.

Figure 22 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

❖ **Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source et par an**

Tableau 23 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source et par an

Montant en milliards de francs CFA

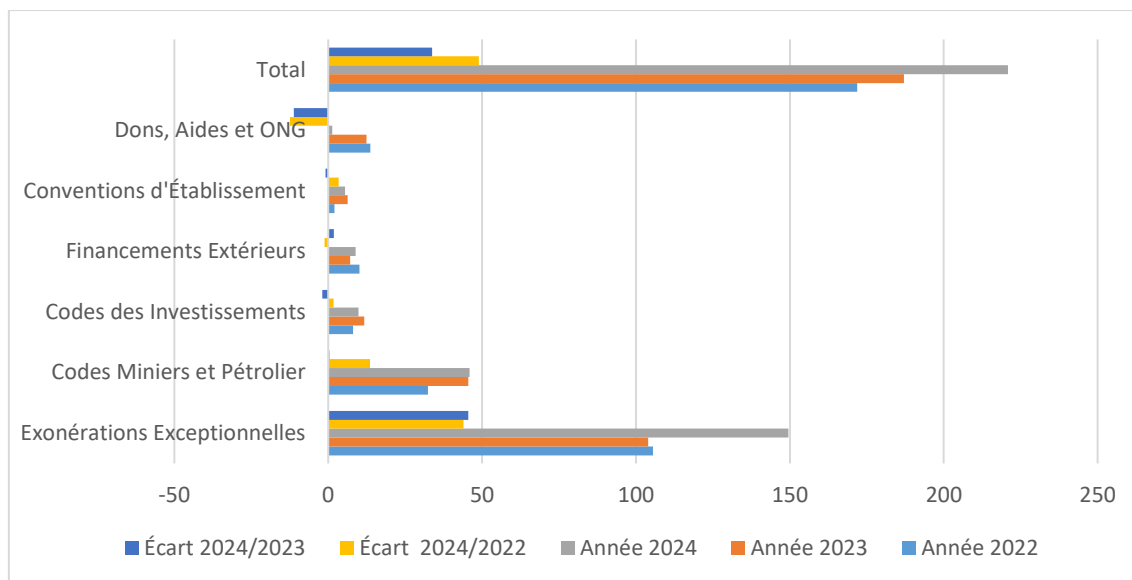
Dépenses fiscales par source	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Écart 2024/2022		Écart 2024/2023	
Exonérations Exceptionnelles	105,5	103,94	149,47	43,97		45,53	
Code Minier et Pétrolier	32,39	45,52	45,92	13,53		0,40	
Code des Investissements	8,11	11,73	9,81	1,70		- 1,92	
Financements Extérieurs	10,13	7,14	8,92	- 1,21		1,78	
Conventions d'Établissement	2,05	6,3	5,44	3,39		- 0,86	
Dons, Aides et ONG	13,73	12,43	1,27	- 12,46		- 11,16	
Total	171,9	187,06	220,82	48,92		33,76	

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

Les dépenses fiscales issues des exonérations exceptionnelles (EE), des codes minier et pétrolier (CMP) et des financements extérieurs ont toutes augmenté en 2024 comparativement à celles de 2023. La variation la plus significative est observée au niveau des EE avec 45,53 milliards de francs CFA. Les niches fiscales émanant des EE et FE ont évolué en dents de scie pendant la période 2022,2023 et 2024. Par contre celles provenant des CMP affichent une tendance optimiste sur la même période.

En 2024, les dépenses fiscales liées aux codes des investissements, aux conventions d'établissement et aux dons, aides et ONG ont baissé comparées à celles de 2023 et 2022. La plus grande diminution est observée au niveau des dépenses fiscales se rapportant aux dons, aides et ONG avec 11,16 milliards de francs CFA.

Figure 23 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2025

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'évaluation des dépenses fiscales représente une mission de grande importance, dont les répercussions peuvent être significatives en matière de transparence budgétaire et de clarification de la politique fiscale. Ainsi, deux approches d'évaluation se complètent : estimer le coût financier des mesures fiscales dérogeant à la norme et évaluer leur pertinence par rapport aux objectifs qui leur ont été initialement assignés. Seule la combinaison de ces deux formes d'évaluation peut permettre de rationaliser le système des incitations fiscales en vue d'accroître la mobilisation des recettes intérieures.

– **La première étape de l'évaluation constitue une tâche délicate nécessitant trois prérequis importants :**

➤ **le regroupement des dispositions fiscales en un document unique**

En effet, la diversité des textes, qu'il s'agisse de leur nature ou de leur origine (Codes des investissements, minier, douanier...), rend complexe le recensement des régimes dérogatoires. Il est primordial d'agréger l'intégralité des dispositions fiscales dérogatoires dans un document unique : idéalement le Code Général des Impôts. Ce rassemblement figure d'ailleurs parmi les recommandations majeures du CREDAF et de l'UEMOA en matière d'évaluation des dépenses fiscales.

➤ **La conception d'une procédure de collecte d'informations obligatoire revêt une importance primordiale**

Une dépense fiscale se caractérise essentiellement par sa dérogation aux principes généraux d'un impôt spécifique. Comme précisé précédemment, cette dérogation peut se matérialiser sous forme de déduction sur le revenu imposable, de réduction d'impôt, de taux d'imposition spécifique, voire d'exemption de revenus. L'évaluation des dépenses fiscales requiert ainsi la disponibilité des données relatives aux opérations concernées. Il est capital, voire impérieux, d'établir une procédure régulière et méthodique pour la collecte de ces données.

À cet effet, l'attention doit être portée sur les trois principes suivants :

- ✓ le respect des obligations déclaratives ;
- ✓ l'intégration de toutes les informations afférentes aux exonérations dans les déclarations ;
- ✓ la création et le maintien d'une base de données informatisée où seront enregistrés les montants exonérés, leurs sources et natures, ainsi que la nature des services et produits bénéficiant d'exonération. Cette base de données devra être mise en place au sein de toutes les structures opérationnelles de la Direction générale des Impôts (DGI) et actualisée par les gestionnaires ou un référent désigné à cet effet. La plateforme créée pour la gestion des liasses fiscales peut servir de sources d'information sur les exonérations fiscales. Par exemple les sources des exonérations fiscales et les secteurs d'activité des entreprises. Pour l'évaluation préalable, c'est-à-dire avant l'exécution d'un marché par exemple, ces informations devront être renseignées par les agents de la Direction de la Législation Fiscale et du Contentieux.

➤ **La mise en place d'une structure pluridisciplinaire dédiée à l'évaluation des dépenses fiscales.**

À l'instar des autres pays, la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales doit être composée de cadres des impôts, des douanes, de tous les ministères sectoriels et d'autres cadres dont l'apport pourrait être nécessaire. Cette structure aura pour mission d'assurer un suivi stratégique et un rôle de veille. Elle recense les dépenses fiscales et met en place la méthodologie de suivi des avantages fiscaux (gestion de l'information, consolidation des données, analyse des données et rédaction du rapport sur les dépenses fiscales). Cette structure sera l'interlocutrice des services du Ministère de l'Économie et des Finances sur le sujet des dépenses fiscales.

Un plan de formation spécifique devra être mis en place à l'intention des agents de cette structure.

– La seconde étape concerne l'analyse approfondie de l'efficacité économique des exonérations fiscales, tant en ce qui concerne les objectifs et les résultats escomptés que l'incitation à l'investissement.

Cette évaluation n'est cependant pas abordée dans le présent rapport. Il convient néanmoins de noter que plusieurs études ont mis en lumière que la décision d'investir n'est pas nécessairement conditionnée par l'octroi d'avantages fiscaux. En effet, la fiscalité est loin d'être la principale préoccupation de l'investisseur, qui accorde davantage d'importance à des éléments tels que la stabilité politique, la sécurité juridique, la liberté d'exercer son activité, la propriété foncière et les garanties offertes pour rapatrier les bénéfices après impôts.

Il convient de noter que la mobilisation des recettes intérieures est entravée par l'octroi de certaines exonérations fiscales dont la révision pourrait permettre de générer des ressources fiscales supplémentaires. Ces exonérations se trouvent dans le Code des investissements, les conventions d'établissement ad hoc, le Code minier et le Code général des impôts. Pour réduire le coût de ces exonérations, des nouvelles politiques fiscales peuvent être envisagées. Il s'agit de :

- ✓ réduire les exonérations de TVA et de droits de douane prévues par le code des investissements, ainsi que celles des accords d'établissement en dehors du secteur minier ;
- ✓ supprimer progressivement l'exonération de la taxe sur les produits pétroliers (TIPP) sur les importations dans le secteur minier, dans le cadre d'une révision globale de la fiscalité de ce secteur ;
- ✓ uniformiser les exonérations de TVA du Code général des impôts avec celles de la directive N°02/2009/CM/UEMOA. Cette directive définit la liste des produits éligibles aux exonérations de TVA, ainsi que la possibilité d'appliquer un taux réduit (entre 5 et 10 %) sur une liste également restreinte. Cependant, les exonérations de

TVA en vigueur sur certains produits au Mali (pain, biberons et tétines, intrants et équipements agricoles) dépassent celles autorisées par la directive de l'UEMOA ;

Bamako, le 18 août 2025

LE DIRECTEUR GENERAL DES IMPOTS

Hamadou Fall DIANKA

Chevalier de l'ordre national

ANNEXE 1

SYSTEME DE REFERENCE DE LA NORME FISCALE

✓ FISCALITE INTERIEURE

Impôts directs

✓ Impôt sur les traitements et salaires :

Unité d'imposition

Salarié

Base imposable de référence

Montant total net des traitements, salaires, pécules, indemnités, émoluments, primes, gratifications et de leurs suppléments, tous autres avantages en argent ou en nature accordés aux intéressés, les pensions et rentes viagères, les rémunérations (article 3 CGI)

Les franchises admises :

Déduction des retenues de pensions ou de retraites dans la limite de 4 % des salaires bruts ;

Allocations et indemnités spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi. Le maximum déductible est fixé par un Arrêté du Ministre chargé des Finances (arrêté n° 99-0892/ MF.SG du 18 mai 1999) ;

Exonération du personnel diplomatique ;

Réduction pour charge de famille ;

Indemnité de dépaysement ;

Réduction de 50% des avantages en nature.)

Les allocations familiales et d'assistance à la famille versées par l'État et les organismes de prévoyance sociale ;

Les majorations de soldes, d'indemnités ou de pensions attribuées pour charges de famille à condition que tous les salariés de l'entreprise en bénéficient de façon identique ;

Les indemnités spéciales destinées à couvrir les frais de mission ou déplacement, les indemnités de risque ou toute autre indemnité dont l'exonération est prévue par un texte réglementaire ;

Les retraites des combattants ; les pensions servies aux victimes civiles et militaires de la guerre ou à leurs ayants droit ;

Les rentes viagères et indemnités temporaires attribuées aux victimes d'accidents de travail ;

Les indemnités de licenciement ou de départ à la retraite, dans la limite des montants fixés par le code du travail.

Taux de référence (article 10 CGI)

Barème de l'I.TS.

Tranche de revenu	taux
0 à 330.000	0%
330.001 à 578.400	5%
578.401 à 1.176.400	12%
1.176.401 à 1.789.733	18%
1.789.734 à 2.384.195	26%
2.384.196 à 3.494.130	31%
3.494.130 et plus	37%

✓ **Impôt sur les revenus fonciers :**

Sont imposés dans la catégorie des revenus fonciers, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les bénéfices d'une société passible de l'Impôt sur les Sociétés, les revenus des immeubles bâtis, tels que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général, tous les immeubles construits en maçonnerie, fer ou bois, fixés au sol à demeure, à l'exception de ceux qui sont expressément exonérés par les dispositions du présent Code (article 14 CGI).

Unité d'imposition :

Revenus des immeubles bâtis

Base imposable de référence

Revenu brut disponible afférent à la période d'imposition c'est-à-dire montant brut des loyers, des gains accessoires à la propriété foncière perçus au cours de l'année quelle que soit la période à laquelle ils se rapportent, augmenté des dépenses et charges incombant normalement au propriétaire mais supportées par le locataire et diminué des dépenses et charges incombant normalement au locataire mais supportées par le propriétaire (article 18 CGI)

Les franchises admises :(cf. article 16 CGI)

- Exonération : immeubles non loués occupés par le propriétaire et /ou par les personnes qui sont légalement à sa charge
- Exonération : immeubles occupés par les employés (gardien ou agents de sécurité) du propriétaire
- Exonération : immeubles inscrits à l'actif du bilan d'une société passible de l'I S ;
- Exonération : voies ferrées publiques ;

Taux de référence : (article 22 CGI)

12% pour les immeubles en dur et semi dur ;

8% pour les immeubles en banco.

✓ **Impôt sur les revenus de valeurs mobilières :**

Unité d'imposition :

✓ **Revenus de valeurs mobilières.**

Base imposable de référence : (cf. article 23 CGI)

Le revenu est déterminé : (articles 35 et 36 CGI)

- Pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;
- Pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;
- Pour les parts d'intérêts, soit par les délibérations des assemblées générales des associés ou des conseils d'administration, soit à défaut de délibération, au moyen d'une déclaration à souscrire dans les trois mois de la clôture de l'exercice, faisant connaître les bénéfices ou produits effectivement distribués ;
- Pour les lots, par le montant même du lot en francs ;
- Pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts ;
- Pour les rémunérations de l'administration des sociétés, par les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues.

Les franchises admises (article 29 CGI)

- Amortissements qui seraient faits par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvement sur les éléments autres que le compte de résultats, les réserves ou provisions diverses du bilan.
- Actions remboursées par un des moyens non expressément exclus par le présent article et à la liquidation de la société, la répartition de l'actif entre les porteurs d'actions de jouissance et jusqu'à concurrence du pair des actions originaires est considérée comme un remboursement de capital non imposable.
- sociétés concessionnaires de l'État, des régions, des communes qui établissent que l'amortissement par remboursement de tout ou partie de leur capital social et parts d'intérêts est justifié par la caducité de tout ou partie de leur actif social, notamment par déperissement progressif ou par obligation de remise en fin de concession à l'autorité concédant. (Article 30 CGI)

- Intérêts des sommes inscrites sur les livrets des comptes d'épargne.
- Intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une exploitation minière, sous la double condition que : (article 32- 1 et 2 CGI)
- Les contractants aient l'un et l'autre, l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier ;
- Les opérations inscrites à un compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation des deux parties.
- Revenus des obligations émises par l'État, les régions ou les communes, lorsque la durée des obligations est supérieure à dix ans (article 33 CGI) ;
- Revenus distribués par les Organismes de Placement Collectif de Valeurs Mobilières N°2013- 021(OPCVM article 33 (nouveau) L'ordonnance /P-RM Du 3 Décembre 2013 ;
- Les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, de parts sociales ou d'obligations à la suite des fusions de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée sont exonérées de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières (article 34 alinéa 1 CGI).
- (Toutefois, si dans les dix ans précédant la fusion, le capital de la société absorbée ou des sociétés anciennes a fait l'objet d'une réduction non motivée par des pertes sociales, les plus-values ne peuvent bénéficier de l'exonération prévue à l'alinéa précédent qu'à concurrence de la fraction qui excède le montant de la réduction (article 34 alinéa 2 CGI)
- Si dans les dix ans suivant la fusion il est procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes sociales ou à un remboursement total ou partiel des obligations attribuées gratuitement, les plus-values sont déchues, à concurrence de la portion du capital remboursé aux actions, parts ou obligations attribuées gratuitement, de l'exemption dont elles avaient bénéficié, et les droits exigibles doivent être acquittés par la société absorbante ou nouvelle dans les vingt premiers jours du trimestre qui suit celui au cours duquel a été fait le remboursement, à peine des sanctions édictées par l'article 53 du Livre de Procédures Fiscales) (article 34 alinéa 3 CGI)

Taux de référence (cf. article 42 CGI)

- 10 % pour les dividendes distribués ;
- 6% revenus des obligations ;

- 13% pour les intérêts, arrérages et autres produits des obligations représentées par des titres négociables en représentation d'emprunts contractés par des sociétés ayant leur siège au Mali ou qui exerçant une activité au Mali sont constituées sous une forme qui les rendraient imposables si elles avaient leur siège au Mali ;
- 9% pour les intérêts, arrérages et autres produits des dépôts à vue ou à échéance fixe et des comptes courants ;
- 15% pour les lots payés aux créanciers et porteurs d'obligations ;
- 18% pour les autres revenus.

✓ **L'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Impôt sur les Sociétés :**

Il existe deux régimes d'imposition à l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (article 70 CGI) :

Le régime du bénéfice réel

Unité d'imposition :

Contribuables réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 50.000.000 FCFA hors taxe ;

Conseils fiscaux et aux comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires

Et à toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Base imposable de référence :

Le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par l'entreprise, y compris, notamment, les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation (article 49 CGI)

Les charges admises en déduction (article 51 CGI modifié loi n°10-014. LF.2013)

Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel, de main d'œuvre, les indemnités de fonction allouées aux mandataires sociaux, le loyer des biens meubles et immeubles dont l'entreprise est locataire, le loyer versé par le crédit preneur pour la partie représentant les charges d'intérêt ;

Les redevances de cession ou de concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, les contrats de marques, procédés ou formules de fabrication, autres droits analogues et les frais d'assistance technique ;

Les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice, à l'exception de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire ;

Amortissement linéaire normal ;

Report déficitaire ;

Provisions de droit commun ;

Revenus des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise atteints par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

Revenus bruts des immeubles portés à l'actif du bilan qui ont supporté l'impôt sur les revenus fonciers ;

Les franchises admises : (cf. article 47 CGI modifié loi n°10-014)

Les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper des commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;

Les offices publics d'habitation économique ;

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les sociétés de prévoyance, de production rurale, de développement rural et tous organismes coopératifs ne fonctionnant pas en sociétés et ne distribuant pas de réserves à des particuliers ;

Les sociétés de secours mutuels ;

L'institut d'émission ;

Les banques primaires nationales, en ce qui concerne les produits de leurs placements auprès de la Banque de l'Habitat.

Taux de référence : (cf. art. 85 et 86 CGI)

30% du bénéfice imposable ;

1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit ;

L'impôt calculé doit être supérieur ou égal à sept cent soixante-trois mille cinq cents (763500) qui est la fraction de l'ISBIC dans l'impôt synthétique.

✓ **Le régime de l'Impôt Synthétique**

Unité d'imposition

Entreprise réalisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires annuel (article 71 CGI modifié LF 2014)

En sont exclue :

- Les conseils fiscaux et les comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires.

- Et toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Les franchises admises :

En sont exonérées, pour la première année civile d'activité, les entreprises se trouvant dans son champ d'application.

Base imposable de référence

Le chiffre d'affaires annuel

Taux de référence (article 74 CGI)

3% du montant du chiffre d'affaires hors taxe

✓ **L'Impôt sur les Bénéfices Agricoles** (non mis en application par manque de décret d'application de la loi sur l'imposition des bénéfices agricoles).

Unité d'imposition : bénéfices agricoles provenant d'exploitations agricoles situées au Mali : (article 99 CGI)

Base imposable de référence (article 100 CGI)

Bénéfices réalisés dans l'exploitation ne relevant pas du cadre de l'agriculture traditionnelle ;

Vente dans un magasin des produits de l'exploitation agricole dans la proportion des trois quarts au moins du montant total des ventes effectués par un contribuable.

Les franchises admises : (article 104 CGI)

Les exploitations pilotes investissant dans la recherche agronomique plus de 50% de leurs bénéfices ;

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les sociétés de prévoyance et les sociétés coopératives agricoles.

Taux de référence :

Impôt proportionnel ;

10% régime réel d'imposition (article 120 CGI)

✓ **Taxe sur les plus-values de cession réalisées par les particuliers**

Unité d'imposition : (art. 121 et 122 CGI)

Personne physique fiscalement domiciliée au Mali ou pas et qui réalise une plus-value lors de la cession à titre onéreux de biens ou de droits.

Base imposable de référence :

Montant net de la plus-value réalisée (article 124 du CGI). Ce montant correspond à la différence entre :

Le prix de cession net et le prix d'acquisition par le cédant ;

Le prix de cession net et la valeur vénale ;

L'indemnité d'éviction et le coût d'acquisition du bien en cas d'une expropriation pour cause d'utilité publique (article 125 CGI)

L'abattement de 5% à partir de la 2ème année d'acquisition du bien, plafonné à 50% pratiqué sur les plus-values à long terme ;

La déduction du montant net de la plus-value réalisée des charges supportées pour la conservation du bien et des frais encourus lors de la cession.

L'exonération de la plus-value réalisée lors de la cession d'une résidence habituelle principale dans la limite d'une résidence par contribuable (article 123-1 CGI)

L'exonération des plus-values tirées de la cession à titre onéreux des valeurs mobilières ou des droits sociaux conformément aux dispositions de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (article 123-2 CGI)

L'exonération des plus-values réalisées lors de la cession des meubles meublants et des habillements personnels (article 123-3 CGI)

Taux de référence : (article 129 CGI)

15% pour les plus-values à court terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

7% pour les plus-values de cession d'actions et de parts sociales ;

5% pour les plus-values à long terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

5% pour les plus-values de cessions d'obligations.

✓ **Contribution des patentes et licences :**

Unité d'imposition :

Personne malienne ou étrangère qui exerce au Mali un commerce, une industrie, une profession (article 130 CGI)

Admis en franchises : (ART. 131 CGI)

L'État, les collectivités territoriales et les organismes publics pour les services publics d'intérêt général ;

Les personnes morales bénéficiant de l'exonération de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux en vertu de l'article 47 du présent Code ;

Les assujettis à l'impôt synthétique ;

Les associés des sociétés en nom collectif, à responsabilité limitée, en commandite ou anonymes à responsabilité limitée, l'associé unique de la société à responsabilité limitée ;

Les exportateurs de bétail au titre de cette seule activité ;

Vente en gros ou en détail des boissons alcooliques ou fermentées ;

Les nouvelles entreprises au titre de la première année civile d'activité (article 131 du CGI) (SDLFC).

Base imposable de référence :

Conformément aux tableaux A, B, C et D du CGI ;

Taux de référence : cf. article 144 CGI

Droits fixes de patente et les taxes variables sont fixés par le tarif des patentes ;

Droits fixes de licence fixés par le tarif des licences tableau D ;

Droit proportionnel à 10% de la valeur locative ou quart du droit fixe ;

Exonération de droit fixe pour un magasin de vente en gros pour les importateurs et les exportateurs.

IMPÔTS INDIRECTS

✓ Taxe sur la valeur ajoutée :

Unité d'imposition : (article 187 CGI)

Livraisons de biens et prestations de services effectuées au Mali, à titre onéreux, par un assujetti.

Base imposable de référence :

Chiffre Affaires supérieur ou égal à 50.000 000 FCFA

Franchises admises

Les exonérations de la Taxe sur la valeur ajoutée (article 195 CGI)

Taux de référence : (article 229 CGI)

18% taux normal

✓ L'Impôt spécial sur certains produits :

Unité d'imposition

Importation et livraison à la consommation

Base imposable :

À l'importation, par la valeur en douane majorée des droits et taxes dus à l'entrée, à l'exception de la Taxe sur la valeur ajoutée ;

En régime intérieur c'est-à-dire le cas des produits fabriqués localement, par le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la valeur ajoutée.

Pour la production locale, c'est le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la valeur ajoutée ;

Taux de référence : (art 240 CGI)

Certains taux ont été modifiés par le décret de mars 2015

20% pour la noix de cola ;

10% pour les boissons non alcoolisées ;

50 % pour les boissons alcoolisées ;

Pour les tabacs :

32 % pour les cigarillos, les cigarettes de la gamme 1 et 2 et cigarettes de luxe, tabacs « homogénéisés » ou « reconstitués »

22 % pour les cigarettes de la gamme 3 ;

32% autres ;

40% pour les armes ;

40% pour les munitions ;

5% pour les matières plastiques ;

5% produits miniers,

5% pour les véhicules de tourisme dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux.

✓ **Taxe sur les activités financières :**

Unité d'imposition :

Activités bancaires ou financières.

Base imposable de référence :

Montant hors TAF des recettes ;

Exonérations (art 248 CGI) :

Les sommes versées par le Trésor à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission ainsi que les produits des opérations de cette banque, génératrice de l'émission des billets ;

les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension d'effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers ou des organismes publics ou semi publics ;

Les agios afférents à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes ;

Les opérations relatives aux entreprises d'assurances soumises à un droit d'enregistrement en vertu des dispositions particulières prévues à cet effet ;

Les intérêts et commissions relatifs aux opérations réalisées sur le marché monétaire.

Taux de référence : 15 % et 17%.

✓ **La taxe intérieure sur les produits pétroliers :**

Unité d'imposition (article 250 CGI)

Essences spéciales, autres

Essence d'aviation

Essence auto super
Essence auto ordinaire
Huiles légères, autres
Carburéacteur
Pétrole lampant
Huiles moyennes, autres
Gas oïl
Fuel oïl domestique
Fuel oil léger
Fuel oil lourd I
Fuel oil lourd II
Gaz butane liquéfié

Base imposable de référence :

Le volume à 15°C ou le poids (article 252 CGI)

Taux de référence (article 253 CGI)

Fixé par arrêté ministériel

✓ **Taxe sur les Contrats d'Assurance :**

Unité d'imposition :

Convention d'assurance ou de rente viagère ;

Base imposable de référence :

le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires ;

Taux de référence :

4 % contrats d'assurance contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre ;

20 % autres contrats d'assurance

✓ **de droits d'Enregistrements, de mutations et de successions :**

Base imposable de référence :

Nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

Taux de référence :

Les droits fixes :

minimum de perception 1.250 Francs CFA

mutations à titre onéreux d'immeubles 15% ;

mutation des immeubles à titre onéreux et à usage d'habitation ne faisant pas l'objet de TF : 7% ;

mutation d'immeubles acquis par une entreprise dans le cadre d'un contrat de crédit-bail et aux fins d'exploitation : 7% ;

procédure d'adjudication faite par les établissements bancaires ou financiers et qui est demeurée infructueuse : 7% ;

adjudications à la folle enchère de biens : 20% ;

actes translatifs de propriété dans des pays étrangers : 1% ;

mutations à titre onéreux de Fonds de commerce 20% ;

abandonnements pour faits d'assurance ou grosse aventure : 3% ;

ordonnances de référé, les jugements, les sentences arbitrales et les arrêts sont passibles d'un droit de 3% ;

actes constatant les adjudications au rabais et marchés : 3% ;

partages des biens meubles et immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés : 1% ;

transports, cessions et autres mutations de créances à terme sont assujettis à un droit de 2 % ;

contrats de mariage : 1% ;

tous actes ou écrits qui constatent la valeur des biens appartenant à chacun des époux lors de la célébration du mariage sont enregistrés au taux de 1 % ;

échanges de biens immeubles sont assujettis à un droit de 8 %.

enregistrement des marchés et/ou contrats publics à 3%,

mutations à titre onéreux de meubles 10% ;

droits de mutation à titre gratuit sont fixés, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit, suivant les tableaux ci-dessous :

Mutation en ligne directe et entre époux :

Indication du nombre d'enfants du donateur ou laissés par le défunt	Tarif applicable à la fraction de part nette				
	Jusqu'à 250.000	De 250.000 à 1.000.000	De 1.000.000 à 5.000.000	Au-delà de 5.000.000	Maximum
	%	%	%	%	%
5 enfants ou plus vivants ou représentés	3	8	12	18	15

2, 3, 4 enfants vivants ou représentés	4	10	15	22	18
1 enfant ou pas d'enfant vivant ou représenté	7	15	20	25	20

- Mutation en ligne collatérale :

Degré de parenté	Tarif applicable à la fraction de part nette				
	Jusqu'à 250.000	De 250.000 à 1.000.000	De 1.000.000 à 5.000.000	Au-delà de 5.000.000	Maximum
	%	%	%	%	%
Entre frères et sœurs	20	27	33	40	35
Entre oncles ou tantes et neveux et nièces	28	32	38	45	40
Entre autres personnes	35	40	45	50	45

Location d'immeubles et de fonds de commerce, mutation de jouissance 3%.

LA FISCALITE DE PORTE :

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au TEC. »

Dans le cadre de la mise en place de l'Union Douanière de la CEDEAO, le Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA a été amendé et étendu à l'ensemble des États membres de la CEDEAO.

Il comporte dans son architecture, le Droit de Douane (DD), la Redevance Statistique (RS) et le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS).

➤ Droit de Douane

Dans sa structure actuelle, le Droit de Douane comprend cinq catégories de marchandises :

Catégorie 0 : biens sociaux essentiels, au taux de 0%, répartis sur 85 ;

Catégorie I : biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques, au taux de 5%,

Catégorie II : intrants et produits intermédiaires, au taux de 10%, répartis ;

Catégorie III : biens de consommation finale, au taux de 20%,

Catégorie IV : biens spécifiques pour le développement économique, au taux de 35%.

➤ Taxe sur la valeur ajoutée :

Direction Générale des Impôts du Mali, Hamdallaye ACI 2000, Tél. : (223) 20 29 99 18 Fax : (223) 20 29 44 40
BP : 776 Site web : www.dgi.finances.gov.ml

Le taux de référence est de 18%

Redevance Statistique

Le taux de référence est de 1%

ANNEXE 2

Impôt droit et taxe	Disposition légale	Source juridique	Article	Nature de la mesure dérogatoire	Portée de la dérogation	Position SH du bien concerné	Objectif de la mesure	Secteurs d'activité concerné	Bénéficiaire	Codes additionnels	Depense fiscale ou non
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	Les entreprises utilisant soixante-cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales et qui développent l'innovation technologique : déduction de cinq pour cent (5%) du montant de la contribution forfaitaire à la charge des employeurs normalement due au titre des salaires versés aux employés de nationalité Malienne.	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.2 Régime A	exonération partielle	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	Les entreprises utilisant soixante-cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales et qui développent l'innovation technologique : déduction de cinq pour cent (5%) du montant de la contribution forfaitaire à la charge des employeurs normalement due au titre des salaires versés aux employés de nationalité Malienne.	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.2 Régime B	exonération partielle	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	franchise accordée au cordon douanier sur importation les produits, matériels, matériaux, machines et équipements destinés, directement, exclusivement et à titre définitif, aux Opérations effectuées dans le cadre d'une Autorisation de Reconnaissance ou d'une Autorisation de Recherche et figurant sur la Liste Pétrolière.	Code des hydrocarbures 2015	Loi n°2015-035 du 16 juillet 2015 portant organisation de la recherche, de l'exploitation et du transport des hydrocarbures, ARTICLE 103	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	franchise accordée au cordon douanier sur importation des produits, matériels, matériaux, machines et équipements destinés, directement, exclusivement et à titre définitif aux Opérations de Développement réalisées en vertu	Code des hydrocarbures 2015	Loi n°2015-035 du 16 juillet 2015 portant organisation de la recherche, de l'exploitation et du transport des	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	d'une Autorisation d'Exploitation, et figurant sur la Liste Pétrolière		hydrocarbures, ARTICLE 103								
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 14 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 14 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 14 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 14 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.		Code des Investissements, art. 15 Régime B								
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 15 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 15 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 15 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 16 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 16 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 16 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 16 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 17 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 17 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 17 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 17 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	chines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisationEn cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisationEn cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Zones économiques spéciales: exonération de dix ans des droits et taxes à l'importation sur res matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 20	exonération totale	Trois (10) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Zones économiques spéciales: exonération de dix ans des droits et taxes à l'importation sur res matériels, machines, outillages dans une proportion de 10% de leur valeur qui ne sont ni produits, ni	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 20	exonération totale	Trois (10) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé										
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.		Code des Investissements, art. 24 Régime B								
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	lages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits de Douane (DD)	l'exonération de tous droits et taxes d'entrée exigibles sur l'outillage, les produits chimiques, les produits réactifs, les produits pétroliers, huiles et graisses pour machines nécessaires à leurs activités, les pièces de rechange à l'exclusion de celles destinées aux véhicules de tourisme et à tous véhicules à usage privé, les matériaux et les matériels, ma-	Code Minier 2012	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code minier en République du Mali, art. 134	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF

	chines et appareils destinés à être intégrés à titre définitif dans les ouvrages et figurant sur la Liste minière										
Droits d'Enregistrement (DE)	Les actes administratifs et actes dressés par les collectivités locales -Tous les actes, arrêtes et décisions des autorités administratives autres que ceux demandés dans les articles 139, alinéas 3 (3. les actes portant transmission de propriété ou d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles, de fonds de commerce ou de clientèle, ou cession de droit à un bail, ou au bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble)et 4 (4. les actes portant mutation de propriété, de jouissance ou d'usufruit de biens meubles) du livre de procédures fiscales et 357 du code général des impôts (article 357: Les actes constatant les adjudications au rabais et marchés de toutes natures (travaux publics et immobiliers, prestations de services divers), qui ne contiennent ni vente, ni promesse de livrer des marchandises, denrées ou autres objets mobiliers, sont assujettis à un droit de 3 %.Par dérogation aux dispositions de l'article 289 du présent Code, sont également soumis à ce droit les marchés d'approvisionnement et de fournitures dont le prix doit être payé par l'État, les Collectivités Secondaires et les Établissements Publics à Caractère Administratif.).	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , (Annexe 3, chap. 1, art. 1er)	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Administration Publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les actes administratifs et actes dressés par les collectivités locales -Les actes constatant des acquisitions d'immeuble faites par les communes en vue de revente après lotissement, à condition de porter la mention expresse de la destination des terrains.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , (Annexe 3, chap. 1, art. 1er)	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Administration Publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les actes administratifs et actes dressés par les collectivités locales -Les acquisitions faites à l'amiable et à titre onéreux par les communes destinées à des travaux d'urbanisme ou de construction	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , (Annexe 3, chap. 1, art. 1er)	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Administration Publique	Etat		SR

	sous réserve que ces travaux aient été déclarés d'utilité publique dans les formes réglementaires										
Droits d'Enregistrement (DE)	actes administratifs et actes dressés par les collectivités locales - Les actes passés par les établissements publics autres que les établissements publics à caractère scientifique, d'enseignement, d'assistance et de bienfaisance.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , (Annexe 3, chap. 1, art. 2)	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Administration Publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	actes administratifs et actes dressés par les collectivités locales - Les actes passés par les regies municipales ou inter-communales exploitant des services à caractère industriel ou commercial	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , (Annexe 3, chap. 1, art. 2)	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Administration Publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	la convention d'affrètement au voyage est dispensée d'enregistrement	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , (Annexe 3, chap. 1, art. 3)	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	tous les secteurs	Etat, entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	agriculture - 1 Les sociétés ou caisses d'assurance mutuelle agricole regulierement constituées	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 4	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Secteur agricole	Etat, entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	agriculture -2 Les actes de prêts aux sociétés d'assurance et de reassurance mutuelle agricole	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 4	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Secteur agricole	Etat, entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	agriculture -3 Les actes de constitution des syndicats agricoles ou des sociétés de coopératives agricoles	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 4	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Secteur agricole	Etat, entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	agriculture -4 La dévolution faite à des oeuvres d'intérêt général agricole de l'excédent de l'actif net sur le capital social des sociétés de cooperatives agricoles dissoutes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 4	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Secteur agricole	Etat, entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	agriculture - 5 Les actes concernant les fusions de sociétés coopératives agricoles	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 4	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Secteur agricole	Etat, entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	agriculture - 6 Les actes de transmission passés pour les besoins des caisses de credit agricole et dont les droits seront supportés par les dites caisses	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 4	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Secteur agricole	Etat, entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	associations et organismes sans but lucratif - 1 Les dons et legs de toute nature consentis au bénéfice de l'association Croix-Rouge Malienne	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 5	exonération totale	permanente		réduire le coût des facteurs	activité à but non lucratif	associa et organismes à but non lucratif		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	associations et organismes sans but lucratif - 2 L'acquisition et la localisation par la Croix-Rouge Malienne des immeubles nécessaires à son fonctionnement	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 5	exonération totale	permanente		réduire le coût des facteurs	activité à but non lucratif	associa et organismes à but non lucratif		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	associations et organismes sans but lucratif Le droit de mutation entre vifs des conseils d'administration des missions religieuses auxquels seront attribués ou transférés par leur détenteur actuel, les biens meubles et immeubles desdites missions.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 6	exonération totale	permanente		réduire le coût des facteurs	activité à but non lucratif	associa et organismes à but non lucratif		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	banques organismes bancaires et caisses d'épargnes I Sont exemptés de la formalité d'enregistrement les actes , pièces et écrits de toutes natures concernant - 1 L'institut d'émission de caisse centrale de coopération économique, ses agences et succursales;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 7	exonération totale	permanente		développer le secteur financier	Service d'Intermédiation financière	banques, organismes bancaires		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	banques organismes bancaires et caisses d'épargnes I Sont exemptés de la formalité d'enregistrement les actes , pièces et écrits de toutes natures concernant - 2 La banque de développement du Mali relatifs aux prêts consentis dans le cadre général de la politique de prêt de l'Etat du Mali;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 7	exonération totale	permanente		développer le secteur financier	Service d'Intermédiation financière	banques, organismes bancaires		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	banques organismes bancaires et caisses d'épargnes I Sont exemptés de la formalité d'enregistrement les actes , pièces et écrits de toutes natures concernant - 3 Les sociétés d'Etat ou d'économie mixte qui ont pour objet le credit aux petites entreprises de toute nature, aux sociétés coopératives et associations de prevoyance et à l'habitat	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 7	exonération totale	permanente		développer le secteur financier	Service d'Intermédiation financière	banques, organismes bancaires		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	banques organismes bancaires et caisses d'épargnes II Sont exemptés de la formalité d'enregistrement - 1 Les imprimés et écrits et actes de toute espèce nécessaire pour le service des caisses d'epargne	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 7	exonération totale	permanente		développer le secteur financier	Service d'Intermédiation financière	banques, organismes bancaires		DF

Droits d'Enregistrement (DE)	banques organismes bancaires et caisses d'épargne I Sont exemptés de la formalité d'enregistrement les actes , pièces et écrits de toutes natures concernant - 2 La banque de développement du Mali relatifs aux prêts consentis dans le cadre général de la politique de prêt de l'Etat du Mali;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 7	exonération totale	permanente		développer le secteur financier	Service d'Intermédiation financière	banques, organismes bancaires		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	casier judiciaire; la délivrance à la personne qu'il concerne du bulletin n°3 du casier judiciaire	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 8	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Services d'administration publique	ménage		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	les marchés et traités réputés actes de commerce par les articles 632-633-634 n°1 du code de commerce, faits ou passés sous signature privée et donnant ouverture aux droits proportionnels établis par les articles 684 et 810	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 9	exonération totale	permanente		développer le commerce	activité commerciale: Ventes	personnes physiques et morales		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	les procurations présentées par les mandataires dans le cadre des conseils de famille	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 10	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Services d'administration publique	Ménage		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	Défense Nationale: -1 les actes délivrés par l'autorité militaire	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 11	exonération totale	permanente		reduire les charge de l'Etat et structures décentralisées	activité à but non lucratif	Etat défense nationale		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Défense Nationale: - 2 Les mutations par décès portant sur les objets que possèdent sur eux les militaires tués par l'ennemi ou décédés des suites de blessures reçues ou de maladies contractées sur le champ de bataille et jusqu'à concurrence de 100 000 FCFA les sommes dont ils sont porteurs ou qui peuvent leur être dues par l'autorité militaire	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 11	exonération totale	permanente		reduire les charge de l'Etat et structures décentralisées	activité à but non lucratif	Etat défense nationale		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Défense Nationale: - 3 Toutes assignations, citations et notifications autemoinis inculpés, visés par le code de justice militaire faites par la gendarmerie ou par tout autre agent de la force publique	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 11	exonération totale	permanente		reduire les charge de l'Etat et structures décentralisées	activité à but non lucratif	Etat défense nationale		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Défense Nationale: - 4 Tous les actes ou pièces ayant exclusivement pour objet la protection des orphelins de guerre.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 11	exonération totale	permanente		reduire les charge de l'Etat et structures décentralisées	activité à but non lucratif	Etat défense nationale		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	Défense Nationale: - 5 Les procès verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, quittances relatifs aux dégats et dommages causés aux propriétés par les troupes et aux acquisitions militaires.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 11	exonération totale	permanente		reduire les charge de l'Etat et structures décentralisées	activité à but non lucratif	Etat défense nationale		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Dons et legs L'Etat, les collectivités locales, les établissements publics hospitaliers et les organismes sans but lucratif sont exemptés de la formalité d'enregistrement pour les biens meubles qui leur adviennent par donation ou par succession.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 12	exonération totale	permanente		encourager les actions humanitaires	activité à but non lucratif	Etat, collectivités, organismes et les ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les élections les actes de la procédure relatifs aux inscriptions sur les listes électorales, ainsi qu'aux réclamations et aux recours tant contre ces inscriptions que contre les opérations électorales	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, art. 13	exonération totale	permanente		renforcer la démocratie	Services collectifs ou personnels	ménages et les parties politiques		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Etat civil les actes de procédure, à l'exception des jugements faits à la requête du ministère public, ayant pour objet soit de réparer les omissions et faire des rectifications sur les registres de l'Etat civil d'actes qui intéressent les individus notoirement indigents, soit de remplacer les registres de l'état civil perdus ou incendiés et de suppléer aux registres qui n'auraient pas été tenus	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, article 14	exonération totale	permanente		encourager les actions humanitaires	Services collectifs ou personnels	ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	indigents Les actes de notoriété, de consentement, de publication, les délibérations de conseil de famille, la notification, les actes de reconnaissance des enfants naturels, les actes de procédure, les ordonnances, jugements et arrêts dont la production sera nécessaire dans les cas prévus par la loi pour faciliter le mariage des indigents, la légitimation de leurs enfants naturels et le retrait de ces enfants déposés dans les orphelinats et autres établissements similaires.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, chap. 1, article 15	exonération totale	permanente		encourager les actions humanitaires	Services collectifs ou personnels	ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Législation commerciale - 1 Les procès verbaux de cote et paraphe des livres de commerce quelqu'en soit la forme	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 17	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	commerce	ménage, entreprise		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	Législation commerciale 2 Les bordereaux d'inscription, ainsi que les états ou certificats et copies d'acte de vente sous-seing privé délivrés par les greffiers en exécution des textes relatifs à la vente et au nantissement de fonds de commerce,	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 17	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	commerce	ménage, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Législation commerciale - 3 Les certificats de dépôt de dessin et de modèle délivrés par les greffiers en exécution des textes sur la propriété industrielle	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 17	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	commerce	ménage, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Législation commerciale - 4 La procédure de réhabilitation des faillites	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 17	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	commerce	ménage, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Législation commerciale - 5 Les actes rédigés en exécution des lois relatives aux faillites et liquidation judiciaire à savoir : les déclarations de cession de paiement, les bilans, les dépôts de bilans, les affiches et certificats d'insertion relatifs à la déclaration de faillite et aux convocations de créanciers, les actes de dépôts des inventaires, des transactions et autres actes, les procès verbaux d'assemblée, de dires, d'observations en délibérations des créanciers, les états des créances présumées, les actes de produits, les requêtes adressées au juge commissaire, les ordonnances et décision de ce magistrat, les rapports et compte de ces syndics, les états de repartitions, les procès verbaux de vérification et d'affirmation de créance, concordats ou atermoiements.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 17	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	commerce	ménage, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Legislation social - 1 Les actes de procedure relatifs à la reglementation sur les allocations de famille	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 18	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Legislation social - 2 Les demandes, certificats, recours, quittances et autres actes faits en vertu des textes relatifs à la famille et exclusivement pour objet le service de l'assiatance à la famille	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 18	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Legislation social -3 Les actes, pièces et documents relatifs au service de l'assistance médicale	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 18	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale	ménages, entreprise		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	Legislation social - 4 Les actes, pièces et documents relatifs à la caisse de retraite du Mali,	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 18	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Legislation social - 5 Les reconnaissances d'enfants naturels quelle qu'en soit la forme	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 18	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation du travail 1. Les actes faits en vertu et pour l'exécution des textes relatifs aux accidents du travail ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 19	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation du travail 2. Les actes faits en exécution de la législation réglementant les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 19	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation du travail 3. Les actes de procédures, les jugements et tous actes nécessaires à leur exécution dans les procédures devant le Tribunal du Travail, ainsi que pour les causes portées en appel ou devant la Cour Suprême, jusque et y compris les significations des arrêts définitifs ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 19	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation du travail 4. Les actes de prestation de serment des agents salariés par l'Etat ou les collectivités locales ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 19	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation du travail 5. Les actes, décisions et formalités en matière de saisie-arrest sur les petits salaires et les petits traitements, les lettres recommandées, les procurations du saisi et du tiers-saisi et les quittances données au cours de la procédure. Ces dispositions sont applicables aux soldes des militaires, qu'ils soient en activité ou non.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 19	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	ménages, entreprise		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation du travail 1. Les actes faits en vertu et pour l'exécution des textes relatifs aux accidents du travail ; 2. Les actes faits en exécution de la législation réglementant les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés ; 3. Les actes de procédures, les jugements et tous actes nécessaires à leur exécution dans les procédures devant le Tribunal du	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 19	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale Santé et Action Sociale	ménages, entreprise		SR

	Travail, ainsi que pour les causes portées en appel ou devant la Cour Suprême, jusque et y compris les significations des arrêts définitifs ; 4. Les actes de prestation de serment des agents salariés par l'Etat ou les collectivités locales ;5. Les actes, décisions et formalités en matière de saisie-arrest sur les petits salaires et les petits traitements, les lettres recommandées, les procurations du saisi et du tiers-saisi et les quittances données au cours de la procédure. Ces dispositions sont applicables aux soldes des militaires, qu'ils soient en activité ou non.										
Droits d'Enregistrement (DE)	Les marchés 1. Les marchés de construction, de transformation, de réparation ou d'entretien de navires et aéronefs, ainsi que les marchés d'approvisionnement et de fournitures destinés à permettre l'exécution desdits travaux ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 20	exonération totale	permanente		développer le transport	transport aérien et fluvial, enseignement; électricité et action sociale	entreprises et ménage		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	Les marchés 2. Les marchés de toute nature dont le prix doit être payé par les services et établissements publics d'enseignement, d'assistance et de bienfaisance ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 20	exonération totale	permanente		développer le transport	transport aérien et fluvial, enseignement; électricité et action sociale	entreprises et ménage		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	Les marchés 3. Les actes de concession de la production, du transport et de la distribution de l'électricité.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 20	exonération totale	permanente		développer le transport	transport aérien et fluvial, enseignement; électricité et action sociale	entreprises et ménage		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	Les mariages Les certificats de contrats de mariages, remis aux parties par les notaires, sont exempts de la formalité de l'enregistrement.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 21	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Sécurité et Prévoyance Sociale	ménage		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	La police générale 1. Les actes et procès-verbaux (autres que ceux des huissiers et gendarmes) et jugements concernant la police générale et de sûreté ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 22	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Services d'administration publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La police générale 2. Les actes des huissiers et gendarmes en matière criminelle ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 22	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Services d'administration publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La police générale 1. Les actes et procès-verbaux (autres que	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 22	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Services d'administration publique	Etat		SR

	ceux des huissiers et gendarmes) et jugements concernant la police générale et de sûreté ;										
Droits d'Enregistrement (DE)	les société d'Etat acte constitutif de des sociétés d'Etat.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 23	exonération totale	permanente		encourager la creation de so- ciete	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	les société mutualistes et de prevoyance 1. Les actes ou transmissions passés par les sociétés de prévoyance et dont les droits seraient supportés par lesdites sociétés ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 24	exonération totale	permanente		encourager la creation de so- ciete	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	les société mutualistes et de prevoyance 2. Les actes intéressant les sociétés mutualistes ou sociétés de secours mutuels, les unions de sociétés mutualistes, les organisations professionnelles légalement constituées, qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs membres adhérents, à l'exclusion des actes portant transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 24	exonération totale	permanente		encourager la creation de so- ciete	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	les successions les successions comportant un actif brut inférieur à 100 000 F	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 25	exonération totale	permanente		soutenir le pou- voir d'achat	Santé et Action So- ciale	entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	les successions Les ventes de marchandises neuves corrélatives à la cession ou à l'apport en société d'un fonds de commerce sont exonérées de tout droit proportionnel d'enregistrement lorsqu'elles donnent lieu à la perception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , An- nexe3, Chap. 1, art. 25 bis	exonération totale	permanente		respecter l'équité de la taxation	toutes les branches d'activité	entreprises, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les travaux publics 1. Les plans, procès-verbaux, certificats, significations, contrats et autres actes faits en vertu des textes sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics, ou des textes sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, à l'exception des actes prévus à l'article 35 de la présente annexe ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 An- nexe3, Chap. 1, art. 26	exonération totale	permanente		alléger les charges de l' Etat	Services d'adminis- tration publique	Etat et les collectivité publiques		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	Les travaux publics 2. Les actes ou contrats relatifs à l'acquisition de terrains, même clos ou bâtis, poursuivis en exécution d'un plan d'alignement régulièrement approuvé, pour l'ouverture, l'élargissement des rues ou places publiques, des chemins vicinaux et chemins ruraux reconnus ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 26	exonération totale	permanente		alléger les charges de l' Etat	Services d'administration publique	Etat et les collectivités publiques		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les travaux publics 3. Les actes et contrats relatifs aux terrains pris pour la voie publique par simple mesure de voirie.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 26	exonération totale	permanente		alléger les charges de l' Etat	Services d'administration publique	Etat et les collectivités publiques		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les tribunaux 1. Les cédulas ou avertissements pour citer, soit devant la justice de paix, soit devant le bureau de conciliation, sauf le droit sur la signification ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 27	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Services d'administration publique	entreprise, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les tribunaux 2. Les actes de procédure d'avocat-défenseur à avocat-défenseur devant les juridictions de tous ordres ainsi que les exploits de signification de ces mêmes actes ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 27	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Services d'administration publique	entreprise, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les tribunaux 3. La prestation de serment du ou des experts et l'expédition du procès-verbal, en cas d'expertise ordonnée par la Section Administrative de la Cour Suprême ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 27	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Services d'administration publique	entreprise, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les tribunaux 4. Les actes de procédure de recours devant la Section Administrative de la Cour Suprême	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 Annexe3, Chap. 1, art. 27	exonération totale	permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Services d'administration publique	entreprise, ménages		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les actes administratifs et actes dressés par les collectivités locales les acquisitions et échanges faits par les administrations centrales et les collectivités locales, les partages de biens entre ces collectivités et les particuliers et, en général, tous autres actes dont les droits seraient supportés par ces collectivités	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 28	exonération totale	permanente		alléger les charges de l' Etat	Services d'administration publique	Etat et les collectivités publiques		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les associations et organismes sans but lucratif Tous les actes et mutations intéressant les associations dont la dotation originaire ou à défaut, les recettes annuelles, sont constituées à 80% au moins par des fonds publics.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259 , Annexe 3, Chap. 2, art. 29	exonération totale	permanente		reduire le coût des facteurs	activité à but non lucratif	assoc et organismes à but non lucratif		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	Les dons et legs Les actes de donations ou successions faites à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements publics hospitaliers et aux organismes sans but lucratif	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 30	exonération totale	permanente		reduire le coût des facteurs	activité à but non lucratif	Etat, assoc et organ-ismes à but non lu-crat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Etat civil Les jugements rendus et les procédures introduites à la requête du Ministère Public et ayant pour objet les cas prévus à l'article 14 de la présente annexe (soit de reparer les omissions et faire des rectifications sur les registres de l'Etat civil d'actes qui intéressent les individus notamment indigents, soit de remplacer les registres de l'état civil perdus ou incendiés et de suppléer aux registres qui n'auraient pas été tenus)	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 31	exonération totale	permanente		alléger les charges de l' Etat	Services d'adminis-tration publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les habitations économiques et habitat 1. Les actes de constitution ou d'augmenta-tion de capital des sociétés immobilières d'économie mixte ayant pour objet d'amé-liorer les conditions de l'habitat soit en faci-litant la construction, l'achat ou l'assainis-sement de maisons d'habitations dites éco-nomiques ou à bon marché, soit en cons-truisant elles mêmes ces habitations, en vue de la vente ou de la location ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 32	exonération totale	permanente		faciliter l'accès au logement	Activités immobi-lières	entreprises mixtes		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	Les habitations économiques et habitat 2. Les actes ayant pour objet de constituer créancier ou débiteur les mêmes sociétés.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 32	exonération totale	permanente		faciliter l'accès au logement	Activités immobi-lières	entreprises mixtes		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation sociale 1. Les actes d'acquisitions immobilières à titre onéreux ou à titre gratuit que fait, pour son fonctionnement, l'Institut Natio-nal de Prévoyance Sociale ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 33	exonération totale	permanente		encourager les sociétés de pre-voyance	Sécurité et Pré-voyance Sociale Santé et Action So-ciale	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation sociale 2. Les procurations, révocations et dé-charges de procuration et toutes notifica-tions de chacun de ces actes auxquels sont obligés de recourir les mutilés que la na-ture de leurs blessures empêche de signer. Pour bénéficier de cette immunité, il doit être justifié que l'impossibilité de signer est le résultat de la mutilation.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259, Annexe3, Chap. 2, art. 33	exonération totale	permanente		encourager les sociétés de pre-voyance	Sécurité et Pré-voyance Sociale Santé et Action So-ciale	Etat		SR

Droits d'Enregistrement (DE)	La législation du travail 1. Les procès-verbaux de conciliation et les décisions définitives des juridictions saisies en matière d'accidents du travail ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259,, An-nexe3, Chap. 2, art. 34	exonération totale	permanente		accès aux ser-vices publics	toutes les branches d'activité	ménages, entreprises		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation du travail 2. Les jugements en matière de saisie-arrêt sur les petits salaires et petits traitements.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259,, An-nexe3, Chap. 2, art. 34	exonération totale	permanente		accès aux ser-vices publics	toutes les branches d'activité	ménages, entreprises		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	La législation du travail les cessions d'immeubles soumises à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259,, An-nexe3, Chap. 2, art. 34 bis	exonération totale	permanente		éviter la double imposition	toutes les branches d'activité	ménages, entreprises		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Les travaux publics les jugements, les contrats de vente, et les actes fixant une indemnité en vertu des textes sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics, ou des textes sur l'expropriation pour cause d'utilité publique	Code Général des Impôts (CGI)	CGI art 259,, An-nexe3, Chap. 2, art. 35	exonération totale	permanente		réduire les charges de l'Etat	Services d'adminis-tration publique	Etat		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	création d'activité nouvelle : Etalement du paiement sur trois ans sur les actes de création de société	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 11 Régime A	facilité de paiement	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	création d'activité nouvelle : Exonération de droits en cas d'augmentation du capital	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 11 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	création d'activité nouvelle : Etalement du paiement sur trois ans sur les actes de création de société	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 12 Régime B	facilité de paiement	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	création d'activité nouvelle : Exonération de droits en cas d'augmentation du capital	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 12 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques Etalement du paiement sur trois ans sur les actes de création de société	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime A	facilité de paiement	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Droits d'Enregistrement (DE)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques Exonération de droits en cas d'augmentation du capital	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques Etalement du paiement sur trois ans sur les actes de création de société	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime B	facilité de paiement	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques Exonération de droits en cas d'augmentation du capital	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 14 regime des zones franches	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	création d'activité nouvelle : Etalement du paiement du doit sur trois ans sur les actes de création de société créée dans la zone II	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime A	facilité de paiement	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	création d'activité nouvelle : Etalement du paiement du doit sur trois ans sur les actes de création de société créée dans la zone II	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime B	facilité de paiement	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	création d'activité nouvelle : Etalement du paiement du doit sur trois ans sur les actes de création de société créée dans la zone III	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime A	facilité de paiement	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	création d'activité nouvelle : Etalement du paiement du doit sur trois ans sur les actes de création de société créée dans la zone III	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15	facilité de paiement	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

			dispositions particulières régime B								
Droits d'Enregistrement (DE)	création d'activité nouvelle : Exonération de droits en cas d'augmentation du capital, zone II	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	création d'activité nouvelle : Exonération de droits en cas d'augmentation du capital, zone III	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	création d'activité nouvelle : Exonération de droits en cas d'augmentation du capital, zone II	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	création d'activité nouvelle : Exonération de droits en cas d'augmentation du capital, zone III	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	Exonération de trente (30) de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 14 Régime des zones franches	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	Les entreprises dont La production est destinée à être écoulee à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger : exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans, Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 17 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perénisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs par des entreprises dont La production est destinée à être écoulee à l'étranger ou celles réalisant	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant	exonération totale	permanente		encourager la perénisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger : exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans, Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans		Code des Investissements, art. 18 Régime D								
Droits d'Enregistrement (DE)	sur toutes opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit	Microfinance	Loi n°94-040 du 15/08/1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, art. 30	exonération totale	permanente		développer la micro finance	Service d'Intermédiation financière	entreprises		DF
Droits d'Enregistrement (DE)	exonération accordée pour les détenteurs de passeports diplomatiques en cas de réciprocité (convention de Vienne)	Missions diplomatiques, postes consulaires et aux organismes internationaux	Décret n°77-236 fixant les droits et privilèges accordés aux missions diplomatiques, postes consulaires et aux organismes internationaux, art. 8-11	Exonération Totale	permanente		Respect d'une convention internationale (convention de Vienne)		détenteurs de passeports diplomatiques		SR
Droits d'Enregistrement (DE)	Applicable aux actes contractuels seulement y compris acquisition de terrain	Promotion immobilière	Loi n°99-040 du 10/08/1999 régissant la promotion immobilière, art. 56 et Décret n°00-274 P/RM du 23/06 2000 déterminant les modalités d'attributions des avantages accordés aux promoteurs immobiliers, art. 5	exonération totale	permanente		Faciliter l'accès au logement	Activités Immobilières	menages		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	7° les collectivités locales, les syndicats de communes ainsi que leurs régies de services publics à but non lucratif ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Etablissements publics à but non lucratif		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	8° les chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat, d'agriculture et des métiers lorsqu'elles ne se livrent pas à des activités de nature commerciale ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-Fondations		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	9° les associations et organismes sans but lucratif légalement constitués et dont la gestion est désintéressée ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-Fondations		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	10° les sociétés d'investissement à capital fixe et variable pour la partie des bénéfices provenant des produits nets de leur portefeuille ou des plus-values qu'elles réalisent sur la vente des titres ou des parts sociales faisant partie de ce portefeuille.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-Fondations		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	1° les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprises		SR
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	1° les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprises		SR
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	1° les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprises		SR
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	2° les offices d'habitations économiques ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Etat et collectivités publiques		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	3° les caisses de crédit agricole mutuel régies par les textes en vigueur en la matière	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations- coopératives - Fondations		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	4° les sociétés de prévoyances, sociétés coopératives agricoles, associations d'intérêt général agricole, sociétés d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Entreprises		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	5° les sociétés de secours mutuels ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprise et Agriculteurs		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	6° les établissements publics à but non lucratif de l'Etat ou des collectivités décentralisées ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprises		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant les 5 premiers exercices, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 11 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	création d'activité nouvelle : Exo pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 12 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiquesExonération pendant les 5 premiers exercices, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques Exo pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 14 régime des zones franches	exonération totale	permanente		favoriser la privatisation des entreprises publiques	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 14 régime des zones franches	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Entreprises nouvelles créées dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agées au régime A : Exonération pendant les 7 premiers exercices, des entreprises créées en zone II	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime A	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Entreprises nouvelles créées dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agées au régime A : Exonération pendant les 9 premiers exercices, des entreprises créées en zone III	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime A	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Entreprises nouvelles créées dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agées au régime B : Exo pendant les 10 premiers exercices, des entreprises agréées créées en zone II	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime B	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Entreprises nouvelles créées dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agées au régime B : Exo pendant les 12 premiers exercices, des entreprises agréées créées en zone III	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime B	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	création d'activité nouvelle : pendant les 5 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 11 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	création d'activité nouvelle : pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 12 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique par de nouveaux promoteurs, dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques: pendant les 5 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique par de nouveaux promoteurs, dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques : pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Exonération de trente (30) de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 14 Régime des zones franches	exonération totale	permanente		favoriser la privatisation des entreprises publiques	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Exonération de trente (30) de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 14 Régime des zones franches	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 7 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises installées dans les zones franches utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 9 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 10 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissement 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 12 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissement 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 7 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 14 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 10 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 15 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 15 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des investissements, art. 16 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises dont La production est destinée à être écoulee à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger : exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans, Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 17 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perenisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs</u> : taux à 25% pendant 7 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs</u> : taux à 25% pendant 10 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs</u> : taux à 25% pendant 15 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des investissements, art. 18 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs par des entreprises dont La production est destinée à être écoulee à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger : exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans, Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perenisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Zone économique spéciale	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 20 Zone économique spéciale	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Zone économique spéciale	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 20 Zone économique spéciale	exonération totale	permanente		développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>Les entreprises utilisant soixante pour cent (60%) au moins des matières premières d'origine locales, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 10 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>Les entreprises utilisant soixante pour cent (60%) au moins des matières premières d'origine locales, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 13 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>Les entreprises utilisant soixante pour cent (60%) au moins des matières premières d'origine locales, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 18 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des investissements, art. 21 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>Entreprise utilisant l'invention ou l'innovation technologique, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 7 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>Entreprise utilisant l'invention ou l'innovation technologique, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 10 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>Entreprise utilisant l'invention ou l'innovation technologique, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 15 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des investissements, art. 22 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises implantées dans les zones industrielles, création d'activité nouvelle : pendant les 6 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 23 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>Les entreprises implantées dans les zones industrielles, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 11 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 23 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>Les entreprises implantées dans les zones industrielles, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 16 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des investissements, art. 23 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	Les entreprises implantées dans les zones industrielles dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger : exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente-un (31) ans, Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 31 ans	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 23 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perénisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>les entreprises exportant plus de 50% et moins de 80% de leur production, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 9 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>les entreprises exportant plus de 50% et moins de 80% de leur production, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 12 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	<u>les entreprises exportant plus de 50% et moins de 80% de leur production, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 17 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des investissements, art. 24 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	5 ans pendt les 5 1ère années de prod des entrep conventionnées	Code Minier 1991	Ordonnance n°91-065 p-CTSP du 19/09/1991 portant code minier, art. 96	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	exonération accordée pour les titulaire d'autorisation de prospection ou permis de recherches	Code Minier 1999	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code minier en République du Mali, art. 108	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF

Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	avantages accordés aux sous traitants	Code Minier 1999	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code minier en République du Mali, art. 113	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	les titulaires d'autorisation de prospection ou permis de recherche	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code minier en République du Mali, article 125	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	les titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petites mines pendant les quinze premières années de production aux taux l'IS-IBC (25%)	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code minier en République du Mali, article 129	réduction	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	les sous-traitants des titulaires d'autorisation de prospection ou permis de recherche	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code minier en République du Mali, article 125	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	les sous-traitants titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petites mines pendant les trois premières années de production l'IS-IBC (25%)	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code minier en République du Mali, article 129	réduction	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	sur toutes opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit	Microfinance	Loi n°94-040 du 15/08/1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, art. 30	exonération totale	permanente		développer la micro finance	Service d'Intermédiation financière	entreprise		DF
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	50 % de l'Impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial à compter de la date d'expiration des avantages prévus par le code des investissements	Promotion immobilière	Loi n°99-040 du 10/08/1999 régissant la promotion immobilière, art. 56 et Décret n°00-274 P/RM du 23/06 2000 déterminant les modalités d'attribution des avantages accordés aux promoteurs immobiliers, art. 5	Réduction	permanente		Faciliter l'accès au logement	Activités Immobilières	entreprise		DF

Impôt sur les sociétés (IS)	7° les collectivités locales, les syndicats de communes ainsi que leurs régies de services publics à but non lucratif ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Etablissements publics à but non lucratif		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	8° les chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat, d'agriculture et des métiers lorsqu'elles ne se livrent pas à des activités de nature commerciale ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-Fondations		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	9° les associations et organismes sans but lucratif légalement constitués et dont la gestion est désintéressée ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-Fondations		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	10° les sociétés d'investissement à capital fixe et variable pour la partie des bénéfices provenant des produits nets de leur portefeuille ou des plus-values qu'elles réalisent sur la vente des titres ou des parts sociales faisant partie de ce portefeuille.	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations-Fondations		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	2° les offices d'habitations économiques ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Etat et collectivités publiques		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	3° les caisses de crédit agricole mutuel régies par les textes en vigueur en la matière	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Associations- coopératives - Fondations		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	4° les sociétés de prévoyances, sociétés coopératives agricoles, associations d'intérêt général agricole, sociétés d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	Entreprises		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	5° les sociétés de secours mutuels ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprise et Agriculteurs		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	6° les établissements publics à but non lucratif de l'Etat ou des collectivités décentralisées ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 47	exemption	permanente		faciliter l'accès au services publics	Services d'administration publique	entreprises		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	création d'activité nouvelle : Exoration pendant les 5 premiers exercices, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 11 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	création d'activité nouvelle : Exo pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 12 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les sociétés (IS)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiquesExonération pendant les 5 premiers exercices, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique, par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiquesExonération pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 14 régime des zones franches	exonération totale	permanente		favoriser la privatisation des entreprises publiques	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	Entreprises nouvelles créées dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agées au régime A : Exonération pendant les 7 premiers exercices, des entreprises créées en zone II	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime A	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	Entreprises nouvelles créées dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agées au régime A : Exonération pendant les 9 premiers exercices, des entreprises créées en zone III	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime A	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	Entreprises nouvelles créées dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agées au régime B : Exo pendant les 10 premiers exercices, des entreprises agréées créées en zone II	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime B	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	Entreprises nouvelles créées dans les zones non encore ou insuffisamment industrialisées agées au régime B : Exo pendant les 12 premiers exercices, des entreprises agréées créées en zone III	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 15 dispositions particulières régime B	exonération totale	permanente		Développement régional	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	création d'activité nouvelle : pendant les 5 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

			19/08/2005 art. 11 Régime A								
Impôt sur les sociétés (IS)	création d'activité nouvelle : pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 12 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique par de nouveaux promoteurs, dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques : pendant les 5 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	La reprise pour réhabilitation d'entreprise publique par de nouveaux promoteurs, dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques : pendant les 8 premiers exercices, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 13 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	Exonération de trente (30) de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 14 Régime des zones franches	exonération totale	permanente		favoriser la privatisation des entreprises publiques	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	Les entreprises utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 7 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	Les entreprises installées dans les zones franches utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 9 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	Les entreprises utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 10 premiers exercices	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	de la durée de réalisation, des entreprises agréées		19/08/2005 art. 15.1 Régime B								
Impôt sur les sociétés (IS)	Les entreprises utilisant soixante cinq pour cent (65%) au moins des consommables d'origine malienne sont appelées entreprises valorisant les matières premières locales : pendant les 12 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 15.1 Régime B	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 7 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 14 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 10 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 15 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 15 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des investissements, art. 16 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	Les entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger : exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans, Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 17 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perenisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs</u> : taux à 25% pendant 7 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs</u> : taux à 25% pendant 10 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Impôt sur les sociétés (IS)	<u>La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs</u> : taux à 25% pendant 15 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des investissements, art. 18 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs par des entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger : exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans, Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perénisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>Les entreprises utilisant soixante pour cent (60%) au moins des matières premières d'origine locales, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 10 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>Entreprise utilisant l'invention ou l'innovation technologique, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 7 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>Entreprise utilisant l'invention ou l'innovation technologique, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 10 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime B	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>Entreprise utilisant l'invention ou l'innovation technologique, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 15 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des investissements, art. 22 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	Les entreprises implantées dans les zones industrielles, création d'activité nouvelle : pendant les 6 premiers exercices de la durée de réalisation, des entreprises agréées	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 23 Régime A	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>Les entreprises implantées dans les zones industrielles, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 11 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

			Code des Investissements, art. 23 Régime B								
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>Les entreprises implantées dans les zones industrielles, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 16 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des investissements, art. 23 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	Les entreprises implantées dans les zones industrielles dont La production est destinée à être écoulee à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger : exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente-un (31) ans, Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 31 ans	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 23 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perénisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>les entreprises exportant plus de 50% et moins de 80% de leur production, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 9 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime A	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	<u>les entreprises exportant plus de 50% et moins de 80% de leur production, création d'activité nouvelle</u> taux à 25% pendant 17 ans non renouvelable	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des investissements, art. 24 Régime C	réduction	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	5 ans pendt les 5 1ère années de prod des entrep conventionnées	Code Minier 1991	Ordonnance n°91-065 p-CTSP du 19/09/1991 portant code minier, art. 96	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	exonération accordée pour les titulaire d'autorisation de prospection ou permis de recherches	Code Minier 1999	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code minier en République du Mali, art. 108	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	avantages accordés aux sous traitants	Code Minier 1999	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code minier en République du Mali, art. 113	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF

Impôt sur les sociétés (IS)	les titulaires d'autorisation de prospection ou permis de recherche	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code minier en République du Mali, article 125	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	les titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petites mines pendant les quinze premières années de production l'IS-IBC (25%)	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code minier en République du Mali, article 129	réduction	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Impôt sur les sociétés (IS)	les sous-traitants des titulaires d'autorisation de prospection ou permis de recherche	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code minier en République du Mali, article 125	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	sommes ou avantages en nature versées par un nouvel employeur à compter du 1er /01/1989 aux salariés âgés de moins de 40 ans et titulaires d'au moins un diplôme professionnel délivré par un établissement professionnel agréé, pendant 3 ans	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.161	exonération totale	permanente		favoriser la création d'emploi	toutes les branches d'activité	entreprises		SR
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	sommes ou avantages en nature versées par un nouvel employeur à compter du 01 /01/1990 aux salariés ayant fait l'objet d'un licenciement pour motif économique pendant 2ans	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.162	exonération totale	permanente		favoriser la création d'emploi	toutes les branches d'activité	entreprises		SR
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	1-allocation versée aux stagiaires 100% première année 2-allocation versée aux stagiaires 50% deuxième année 3-allocation versée aux stagiaires 25% troisième année	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.163	déduction	permanente		favoriser la création d'emploi	toutes les branches d'activité	entreprises		SR
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 14 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements		Code des Investissements, art. 14 Régime A								
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 14 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 14 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 15 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 15 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 15 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 15 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 16 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 16 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 16 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 16 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 17 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 17 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 17 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..		Code des Investissements, art. 17 Régime D								
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime D	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisationEn cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Redevance Statistique (RS)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs, en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisationEn cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime D	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Zones économiques spéciales: exonération de dix ans des droits et taxes à l'importation sur res matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 20	exonération totale	Trois (10) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Zones économiques spéciales: exonération de dix ans des droits et taxes à l'importation sur res matériels, machines, outillages dans une proportion de 10% de leur valeur qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 20	exonération totale	Trois (10) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime A	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime A	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime B	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements										
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime B	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, des droits et taxes à l'importation sur les pièces de rechanges des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime C	exonération totale	Trois (3) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Redevance Statistique (RS)	Entreprises exportatrices En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime C	exonération totale	Deux (2) ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)	Pendant toute la durée de validité de leur titre minier, les titulaires de permis d'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite mine bénéficient de l'exonération des droits et taxes (à l'exception du PCS et du PC) exigibles sur les produits pétroliers destinés à la production d'énergie nécessaire à l'extraction, le transport et le traitement du minerai et pour le fonctionnement et l'entretien des infrastructures sociales et sanitaires créées par la société pour ses employés.	Code Minier 2012	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code minier en République du Mali, art. 134	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Taxe sur Activités Financières (TAF)	les sommes versées par le Trésor à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission ainsi que les produits des opérations de cette banque, génératrice de l'émission des billets	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.248	exonération totale			réduire les charges de l'Etat	Administration Publique	Etat et collectivités publiques		SR
Taxe sur Activités Financières (TAF)	les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension d'effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers ou des organismes publics ou semi publics, ainsi que ceux à	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.248	exonération totale			Mobiliser l'Epargne Intérieure	Service d'Inter-médiation financière	entreprise BANCAIRE		SR

	la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes										
Taxe sur Activités Financières (TAF)	les opérations relatives aux entreprises d'assurances soumises à un droit d'enregistrement en vertu des dispositions particulières prévues à cet effet	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.248	exonération totale			éviter la double imposition	Service d'Inter-médiation financière	Etat		SR
Taxe sur Activités Financières (TAF)	les intérêts et commissions relatifs aux opérations réalisées sur le marché monétaire	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art.248	exonération totale			Mobiliser l'Epargne Intérieure	Service d'Inter-médiation financière	entreprises		SR
Taxe sur Activités Financières (TAF)	Zone économique spéciale : exo sur les intérêts servis aux prêts accordés par les institutions bancaires et financières dans le cadre du financement d'une activité économique exercée dans cette zone indépendamment du statut juridique du promoteur.	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 20 Zone économique spéciale	exonération totale			attirer les capitaux étrangers et mobiliser l'épargne nationale	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur Activités Financières (TAF)	sur toutes opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit	Microfinance	Loi n°94-040 du 15/08/1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, art. 30	exonération totale			développer la micro finance	Service d'Inter-médiation financière	entreprises		DF
Taxe sur Activités Financières (TAF)	sur les emprunts contractés	Promotion immobilière	Loi n°99-040 du 10/08/1999 régissant la promotion immobilière, art. 56 et Décret n°00-274 P/RM du 23/06/2000 déterminant les modalités d'attributions des avantages accordés aux promoteurs immobiliers, art. 5	exonération totale			Faciliter l'accès au logement	Activités Immobilières	entreprises		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, ma-	Code des Investissements 2012	art. 14 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	chines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 14 Régime A	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 14 Régime A	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 14 Régime A	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 15 Régime B	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à	Code des Investissements 2012	art. 15 Régime B	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;						produits et les services locaux				
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 15 Régime B	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 15 Régime B	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	création d'activité nouvelle : pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à trois ans, des entreprises agréées sur les matériels, machines, outillages non produits ni fabriqués localement destinés à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 16 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 16 Régime C	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, des	Code des Investissements 2012	art. 16 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	entreprises agréées sur les matériels, machines, outillages non produits ni fabriqués localement destinés à la réalisation du programme agréé.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 15 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30), les matériels, machines, outillages, non produits ni fabriqués localement destinés à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 17 Régime D	exonération totale	trente ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger :exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30), Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 17 Régime D	exonération partielle	trente ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la	Code des Investissements 2012	art. 18 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 14 Régime A	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 18 Régime A	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 18 Régime A	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la	Code des Investissements 2012	art. 18 Régime B	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 18 Régime B	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, exonération de tva sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 18 Régime B	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, exonération de tva sur Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 18 Régime B	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme	Code des Investissements 2012	art. 18 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	agrée fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 18 Régime C	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, exonération sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 18 Régime C	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs; en cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, exonération de tva sur les pièces de rechange sont admises en franchise des de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 18 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Zones économiques spéciales: exonération de dix ans de la taxe sur la valeur ajoutée exigible à l'entrée sur les matériels y compris	Code des Investissements 2012	art. 20	exonération totale	dix ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	le matériel de transport, machines, outillages et pièces de rechange qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé;										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Zones économiques spéciales: Les pièces de rechange sont admises en franchise de TVA à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement du programme agréé;	Code des Investissements 2012	art. 20	exonération totale	dix ans		Promouvoir l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales; création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime A	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime A	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	manière spécifique à la réalisation du programme agréé.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime A	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime B	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime B	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime B	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime B	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, création d'activité nouvelle : pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à trois ans, des entreprises agréées sur les matériels, machines, outillages non produits ni fabriqués localement destinés à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises valorisant les matières premières locales, En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique ; création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime A	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime A	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement)	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime A	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	fixée à deux ans, Les pièces de re-change sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime B	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime B	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime B	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique ; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement)	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime B	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , création d'activité nouvelle : pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à trois ans, des entreprises agréées sur les matériels, machines, outillages non produits ni fabriqués localement destinés à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique , En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les titulaires d'autorisation de prospection ou de permis de recherche sont exonérés du paiement de la TVA	Code Minier 2012	article 125	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petite mine sont exonérés de la TVA, pendant une période se terminant à la fin de la troisième année suivant la Date de démarrage de la production.	Code Minier 2012	article 127	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les titulaires de titres miniers bénéficient pendant toute la durée de leur permis de recherche ou de leur autorisation de prospection de l'exonération des droits et taxes (à l'exception du PCS et du PC) exigibles à l'importation des matériaux, matières et consommables miniers, pièces de rechange, équipements, outillages reconnus indispensables à leurs activités par les Administrations chargées des Mines et des Douanes, suivant la nature des produits conformément à la Liste Minière.	Code Minier 2012	article 133	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Le personnel expatrié employé par les titulaires d'autorisation de prospection ou de permis de recherche bénéficie, pour ce qui concerne ses effets et objets personnels, de l'exonération des droits et taxes, sur une période de six mois à compter de sa première installation au Mali.	Code Minier 2012	article 133	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Pendant toute la durée de validité de leur titre minier, les titulaires de permis d'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite mine bénéficient de l'exonération des droits et taxes	Code Minier 2012	article 134	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF

	(à l'exception du PCS et du PC) exigibles sur les produits pétroliers destinés à la production d'énergie nécessaire à l'extraction, le transport et le traitement du minerai et pour le fonctionnement et l'entretien des infrastructures sociales et sanitaires créées par la société pour ses employés et les produits chimiques, les produits réactifs, les produits pétroliers, huiles et graisses pour machines nécessaires à leurs activités, les pièces de rechange à l'exclusion de celles destinées aux véhicules de tourisme et à tous véhicules à usage privé, les matériaux et les matériels, machines et appareils destinés à être intégrés à titre définitif dans les ouvrages et figurant sur la Liste minière ;										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les titulaires de permis d'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite mine bénéficient des avantages ci-après pendant une période se terminant à la fin de la troisième année suivant la Date de démarrage de la production : l'exonération de tous droits et taxes d'entrée exigibles sur l'outillage, les produits chimiques, les produits réactifs, les produits pétroliers, huiles et graisses pour machines nécessaires à leurs activités, les pièces de rechange à l'exclusion de celles destinées aux véhicules de tourisme et à tous véhicules à usage privé, les matériaux et les matériels, machines et appareils destinés à être intégrés à titre définitif dans les ouvrages et figurant sur la Liste minière ;	Code Minier 2012	article 134	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Les titulaires de permis d'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite mine bénéficient des avantages ci-après pendant une période se terminant à la fin de la troisième	Code Minier 2012	article 134	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF

	année suivant la Date de démarrage de la production : l'exonération de tous droits et taxes de sortie, habituellement exigibles à la réexportation, pour les objets et effets du personnel ainsi que l'équipement ayant servi à l'exécution des travaux d'exploitation.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	franchise accordée au cordon douanier sur importation les produits, matériels, matériaux, machines et équipements destinés, directement, exclusivement et à titre définitif, aux Opérations effectuées dans le cadre d'une Autorisation de Reconnaissance ou d'une Autorisation de Recherche et figurant sur la Liste Pétrolière.	Code des hydrocarbures 2015	ARTICLE 103	exonération totale	Permanente		promouvoir les investissements	Secteur pétrolier	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	franchise accordée au cordon douanier sur importation des produits, matériels, matériaux, machines et équipements destinés, directement, exclusivement et à titre définitif aux Opérations de Développement réalisées en vertu d'une Autorisation d'Exploitation, et figurant sur la Liste Pétrolière	Code des hydrocarbures 2015	ARTICLE 104	exonération totale	Permanente		reduire le coût des facteurs	toutes les branches d'activité	personnes physiques et morales		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices ; création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime A	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime A	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime A	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , création d'activité nouvelle : Exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime B	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime B	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux (2) ans, sur les matériels, machines, outillages qui ne sont ni produits, ni fabriqués au Mali et qui sont destinés de manière spécifique à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime B	exonération totale	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices ; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime B	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , création d'activité nouvelle : pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à trois ans, des entreprises agréées sur les matériels, machines, outillages non produits ni fabriqués localement destinés à la réalisation du programme agréé.	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , création d'activité nouvelle : pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trois ans, Les pièces de rechanges sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipements ;	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices; En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Entreprises exportatrices , En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau pendant la durée de réalisation (phase d'investissement) fixée à deux ans, Les pièces de rechange sont admises en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'équipement..	Code des Investissements 2012	art. 20 Régime C	exonération partielle	deux ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991	Lart. 14 regime des zones franches	exonération totale	Permanente		encourager l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	art. 14 regime des zones franches	exonération totale	Permanente		encourager l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de porte	Pendant toute la durée de validité de leur titre minier, les titulaires de permis d'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite mine bénéficient de l'exonération des droits et taxes (à l'exception du PCS et du PC) exigibles sur les produits pétroliers destinés à la production d'énergie nécessaire à l'extraction, le transport et le traitement du minerai et pour le fonctionnement et l'entretien des infrastructures sociales et sanitaires créées par la société pour ses employés.	Code Minier 2012	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code minier en République du Mali, art. 134	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes réalisées par les agriculteurs, les éleveurs en ce qui concerne leurs produits non transformés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-1- /4, direct UEMOA	exonération totale	Permanente		developper le secteur agricole	Agriculture, pêche, aquaculture...	entreprises, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les opérations effectuées par les pêcheurs et armateurs, les agriculteurs ,les éleveurs en ce qui concerne leurs produits non transformés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I /3 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		developper le secteur agricole	Agriculture, pêche, aquaculture...	entreprises, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les exportations directes de produits ou de marchandises et ventes assimilées	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-1 direct UEMOAOA	exonération totale	Permanente		Encourager les Exportations	Secteur d'Exportation	Exportateurs		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes de céréales en grains	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-10	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	activité commerciale: Ventes	entreprises, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes de viandes et d'abats comestibles crus	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-11 direct UEMOAOA	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	activité commerciale: Ventes	entreprises, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes de produits pétroliers visés à l'article 250 du présent Code	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-12	exonération totale	Permanente		éviter la double imposition	activité commerciale: Ventes	entreprises, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes de biens meubles d'occasion effectuées par les particuliers, les ventes de ces mêmes biens faites par les personnes qui les ont utilisés pour les besoins de leur exploitation lorsque ces biens n'ont pas ouvert droit à déduction de la taxe lors de leur acquisition	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-2	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	activité à but non lucratif	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes et cessions effectuées par l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-6	exonération totale	Permanente		activité à but non lucratif	Etat et collectivités publiques	Etat et collectivités publiques		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes réalisées par les groupements sans but lucratif légalement constitués, les ciné - clubs, les centres culturels, et les musées nationaux dans le cadre de leur activité normale	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-7 direct UEMOAOA	exonération totale	Permanente		Promouvoir la Culture et les Loisirs	activité à but non lucratif	Etat et collectivités publiques		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes par l'artiste créateur d'œuvres d'art originales entièrement exécutés à la main.: tableaux, peintures, dessins, aquarelles, gouaches, pastels, monotypes,	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-8 direct UEMOAOA	exonération totale	Permanente		Encourager l'Artisanat	Secteur de l'Artisanat	Artisans		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les ventes effectuées par les groupements et associations de handicapés pour l'ensemble de leurs productions	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-I-9	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	activité commerciale: Ventes	Associations-		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les recettes se rattachant à la fourniture d'éléments d'information, à l'exception des recettes de publicité et des avis et communiqués autres que ceux relatifs aux décès de personnes	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-1 direct UEMOAOA	exonération totale	Permanente		Faciliter l'accès à l'information	Postes et télécommunications	entreprises, ménages		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations de toute nature effectuées par les groupements ou associations de handicapés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-10	exonération totale	Permanente		soutenir les personnes handicapées	Santé et Action Sociale	entreprises, ménages		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations relatives aux aéronefs destinés aux compagnies de navigation aérienne dont les services à destination de l'étranger représentent au moins 80% de l'ensemble des services qu'elles exploitent	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-11 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		développer le transport aérien	transport aérien	entreprises		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les transports aériens de personnes ou de marchandises à destination ou en provenance de l'étranger	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-12	exonération totale	Permanente		respecter les règles de territorialité	Transports aériens	entreprises		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les transports terrestres, fluviaux et ferroviaires de personnes ou de marchandises pour la partie du trajet accomplie hors des limites du territoire national	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-13	exonération totale	Permanente		respecter les règles de territorialité	les transports terrestres, fluviaux et ferroviaires	entreprises		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations effectuées par l'État, les collectivités territoriales et leurs Etablissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-14	exonération totale	Permanente		accès aux services publics	administration publique	Etat et collectivités publiques		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations effectuées dans le cadre de leur activité normale par les groupements sans but lucratif légalement constitués les prestations effectuées dans le cadre de leur activité normale et ainsi que par les ciné-clubs, les centres culturels et les musées nationaux	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-15	exonération totale	Permanente		Développer l'économie sociale	Activités Associatives	Associations-Fondations		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les locations d'immeubles nus à usage d'habitation	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-16	exonération totale	Permanente		faciliter l'accès au logement	Location	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les loyers de crédit-bail et la valeur résiduelle du bien en fin de contrat lorsque l'option achat est levée par le crédit-preneur	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-17	exonération totale	Permanente		encourager l'investissement	Location	Entreprises		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations relatives à la composition et à l'impression des écrits périodiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-2 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		Promouvoir la Culture et les Loisirs	Edition, imprimerie, reproduction	Auteurs-Artistes		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les droits d'entrée dans les parcs zoologiques	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-3 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Activités récréatives, culturelles et sportives	entreprises, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les recettes se rattachant à l'activité d'enseignement dispensé dans les établissements agréés	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-4 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		Alléger le coût de l'éducation	Education	menages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations sanitaires et vétérinaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-5 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	santé et action sociale	ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les fournitures de repas et de boissons non alcoolisées dans les établissements hospitaliers et les cantines scolaires et universitaires	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-6	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	Hôtels et restaurants	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les recettes se rattachant aux visites de monuments historiques et musées nationaux	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-7 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		Promouvoir la Culture et les Loisirs	Activités récréatives, culturelles et sportives	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les prestations faites par les pompes funèbres et les transports de corps	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-8	exonération totale	Permanente		Alléger le coût des funérailles	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	les honoraires de transmission de sang humain	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-II-9 direct UEMOA	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	opérations de crédit social ou agricole effectuées par les caisses de crédit mutuel, les coopératives d'épargne et de crédit	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-III-3	exonération totale	Permanente		Promouvoir la bancarisation	Intermédiation financière	entreprises, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les produits ainsi que les prestations effectuées dans le cadre des jeux, soumis à une Taxe spécifique ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-III-1	exonération totale	Permanente		éviter la double imposition	Activité récréatives	ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les opérations des banques, établissements financiers et assurances soumises à une taxe spécifique ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-III-2	exonération totale	Permanente		éviter la double imposition	Intermédiation financière	Entreprises		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les affaires soumises à la Taxe sur les contrats d'assurance ou qui en sont exonérées, effectuées par les sociétés ou compagnies d'assurances et tous autres assureurs, quelle que soit la nature des risques assurés ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-III-4	exonération totale	Permanente		éviter la double imposition	Intermédiation financière	Entreprises		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les commissions versées aux courtiers d'assurance par les sociétés ou compagnies d'assurances ;	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-III-5	exonération totale	Permanente		éviter la double imposition	Intermédiation financière	Entreprises		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	6. Les opérations soumises au droit d'enregistrement ; a) Les opérations ayant pour objet la transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, de fonds de commerce ou de clientèle, de droit au bail, à l'exclusion des ventes d'immeubles	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-III-6	exonération totale	Permanente		éviter la double imposition		entreprises, ménages		SR

	neufs bâtis ; b) Les ventes aux enchères publiques.										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pomme de terre de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Haricots de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Haricots « petits rouges » de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Haricots communs de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Maïs de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Riz non décortiqué de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Arachides décortiquées de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Graines de coton de semence	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Cannes à sucre	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		developper le secteur industriel	secteur industriel	Entreprises		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pain de consommation courante	Code Général des Impôts (CGI)	CGI, art. 195-IV direct UEMOA	exonération totale	Permanente		soutenir le pouvoir d'achat	secteur industriel	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Propane liquéfié	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Butane liquéfié	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Coke de pétrole, bitume de pétrole et autres résidus des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Mélanges bitumeux à base d'asphalte ou de bitumes naturels, bitume de pétrole, de goudron minéral ou de brai de goudron minéral (mastic bitumineux, « Cut backs » par exemple).	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Iode	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Acides O-acétylsalicylique, ses sels et ses esters	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Méthionine	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Coumarine, méthylcoumarines et éthylcoumarines	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Provitamines non mélangées	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines A et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines B1 et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines B2 et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Acides D ou DL pantothenique (Vitamines B3 ou B5) et ses dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines B6 et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines B12 et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines C et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vitamines E et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres Vitamines et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres, y compris les concentras naturels	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Hormones du lobe antérieur de l'hypophyse et similaires, et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Cortisone, hydrocortisone, prednisone (déhydrocortisone) et prednisolone (déhydrohydrocortisone)	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Dérivés halogènes des hormones cortico surrénales	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres Hormones corticosurrénales et leurs dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Insuline et ses sels	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Œstrogènes et progestogènes	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Rutoside (rutine) et ses dérivés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Alcaloïdes de l'opium et leurs dérivés ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Caféine et ses sels	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Ephédrines et sels	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pseudoéphédrine (DCI) et ses sels	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Théophylline et aminophylline (théophylline-éthylènediamine) et leurs dérivés ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Ergométrine (DCI) et ses sels	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Acide lysergique et ses sels	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Nicotine et ses sels	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Sucres chimiquement purs...	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		Alléger le coût de la vie	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pénicillines et leurs dérivés, à structure d'acide pénicillanique ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Streptomycines et leurs dérivés ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tétracyclines et leurs dérivés ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Chloramphénicol et ses dérivés ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Erhytromycine et ses dérivés ; sels de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres Antibiotiques	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres composés organiques	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Glandes et autres organes, à l'état desséché, même pulvérisés	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Extraits de glandes ou d'autres organes ou de leurs sécrétions	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres extraits de glandes ou d'autres organes ou de leurs sécrétions	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Antisérums, autres fractions du sang, produits immunologiques modifiés, même obtenus par voie biotechnologique	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vaccins pour la médecine humaine	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Vaccins pour la médecine vétérinaire	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Ferments	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres antisérums, autres fractions du sang, produits immunologiques modifiés, même obtenus par voie biotechnologique	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des pénicillines ou des streptomycines ou des dérivés de ces produits, à structure d'acide pénicillanique, ou des streptomycides ou des dérivés de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant d'autres antibiotiques	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant de l'insuline	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres contenant des hormones ou d'autres produits du n°29.37, mais ne contenant pas d'antibiotiques :	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés, mais ne contenant ni hormones, ni autres produits du n°29.37, ni antibiotiques	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés, mais ne contenant ni hormones, ni autres produits du n°29.37, ni antibiotiques	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des pénicillines ou des dérivés de ces produits, à structure d'acide pénicillanique, ou des streptomycines ou des dérivés de ces produits	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant d'autres antibiotiques	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des hormones ou d'autres produits du n°29.37, mais ne contenant pas d'antibiotiques : Contenant de l'insuline	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des hormones ou d'autres produits du n°29.37, mais ne contenant pas d'antibiotiques : Contenant des hormones corticosurrénales	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des hormones ou d'autres produits du n°29.37, mais ne contenant pas d'antibiotiques : Contenant autres	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des hormones ou d'autres produits du n°29.37, mais ne contenant pas d'antibiotiques : Contenant autres	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés, mais ne contenant ni hormones, ni autres produits du n°29.37, ni antibiotiques	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres médicaments contenant des vitamines ou d'autres produits du n°29.36	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres médicaments contenant des vitamines ou d'autres produits du n°29.36 et Autres	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pansements adhésifs et autres articles ayant une couche adhésive	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres Pansements adhésifs et autres articles ayant une couche adhésive	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Catguts stériles, ligatures stériles similaires pour sutures chirurgicales et adhésifs stériles pour tissus organiques utilisés en chirurgie pour refermer les plaies ; lamineuses stériles ; hémostatiques résorbables stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Réactifs destinés à la détermination des groupes ou des facteurs sanguins	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Préparations opacifiantes pour examens radiographiques ; réactifs de diagnostic conçus pour être employés sur le patient	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Ciments et autres produits d'obturation dentaire, ciments pour la réfection osseuse	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Trousses et boîtes de pharmacie garnies, pour soins de première urgence	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Préparations chimiques contraceptives à base d'hormones ou de spermicides	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Engrais	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		developper le secteur agricole	Secteur agricole	Entreprise, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Films pour rayons X	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pellicules pour rayons X	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres insecticides à usage agricole	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		developper le secteur agricole	Secteur agricole	Entreprise, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Fongicides	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		developper le secteur agricole	Secteur agricole	Entreprise, ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Herbicides, inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance pour plantes	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		developper le secteur agricole	Secteur agricole	Entreprise, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Désinfectants	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres désinfectants	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Milieux de culture préparés pour le développement des micro-organismes	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur support et ...	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Poche d'urine en matière plastique	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tétines et similaires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Biberons	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Bassin de lit en matière plastique	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Activités de santé et d'action sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Préservatifs	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Poires à injections, poires compte-gouttes et similaires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Gants pour chirurgie	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Livres, brochures et imprimés similaires scolaires ou scientifiques	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de l'éducation	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Timbres-poste, timbres fiscaux et analogues, non oblitérés, papier timbré, billets de banque, chèques, titres d'actions ou d'obligations et titres similaires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		Eviter la double-imposition	toutes les branches d'activité	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Coton fibre	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Moustiquaires imprégnées	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Verres de lunetterie médicale	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En quartz ou en autre silice fondus	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En autre verre d'un coefficient de dilatation linéaire n'excédant pas 5 x 10-6 par Kelvin entre 0° C et 300° C	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Bêches, pelles, pioches, pics, houes, binettes, fourches, crocs, râtaux et râteaux, haches, serpes et outils similaires à taillants : sécateurs de tous types, faux et faucilles, couteaux à points ou à pailles, cisailles à haies, coins et autres outils agricoles, horticoles ou forestiers à main	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Stérilisateur médicaux	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils à projeter des produits insecticides, fongicides, herbicides et similaires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils pour l'arrosage	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Charrues	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Herses à disques (pulvérisateurs)	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres herse	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Semoirs, plantoirs et repiqueurs	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Epandeurs de fumier et distributeurs d'engrais	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres machines, appareils et engins agricoles, horticoles ou sylvicoles : rouleaux ou terrains de sport	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		promouvoir l'agriculture	Secteur agricole	Entrepris, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides Sans mécanisme de propulsion	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides Sans mécanisme de propulsion autres	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	De fauteuils roulants ou d'autres véhicules pour invalides	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Microscopes stéréoscopiques	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres microscopes, pour la photo micrographie, la cinéphotomicrographie ou la microprojection	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres microscopes	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Parties et accessoires de microscopes	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Microscopes autres qu'optiques et diffractographes	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Parties et accessoires de Microscopes autres qu'optiques et diffractographes	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Electrocardiographes	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils de diagnostic par balayage ultrasonique (scanners)	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils de diagnostic par visualisation à résonance magnétique	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils de scintigraphie	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou l'art vétérinaire, y compris les appareils de scintigraphie et autres appareils électromédicaux ainsi que les appareils pour tests visuels	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils à rayons ultraviolets ou infrarouges	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Seringues, avec ou sans aiguilles	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Aiguilles tubulaires en métal et aiguilles à sutures	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres Seringues, aiguilles, cathéters, canules et instruments similaires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tours dentaires, même combinés sur une base commune avec d'autres équipements dentaires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres tours dentaires, même combinés sur une base commune avec d'autres équipements dentaires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres instruments et appareils d'ophtalmologie	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres instruments et appareils	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Prothèses articulaires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres prothèses articulaires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Dents artificielles	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres dents artificielles	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres articles et appareils de prothèse	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils pour faciliter l'audition aux sourds, à l'exclusion des parties et Accessoires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Stimulateurs cardiaques, à l'exclusion des parties et accessoires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres stimulateurs cardiaques, à l'exclusion des parties et accessoires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareils de tomographie pilotés par une machine automatique de traitement d'information	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres, pour l'art dentaire	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres, pour usages médicaux, chirurgicaux ou vétérinaires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	A usage médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tubes à rayons X	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres, y compris les parties et accessoires	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Thermomètres et Pyromètres, à liquide, à lecture directe et autres	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de santé	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Presse locale (Journaux et Publications périodiques)	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		alléger le coût de l'information	Santé et Action Sociale	Entreprise, ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tranches sociales de consommation eau de 0 à 20 m3 et bornes fontaines publiques	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		augmenter le pouvoir d'achat	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tranches sociales de consommation électricité de 0 à 50 kWh pour les compteurs de 5 ampères	Code Général des Impôts (CGI)	<u>CGI, art. 195-IV direct UEMOA</u>	exonération totale	Permanente		augmenter le pouvoir d'achat	Santé et Action Sociale	Ménages		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991	art. 14 regime des zones franches	exonération totale	Permanente		encourager l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	art. 14 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la retenue de taxe sur la valeur ajoutée	Code des Investissements 2012	art. 14 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	art. 14 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 14 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	<u>création d'activité nouvelle</u> exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	art. 15 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	<u>création d'activité nouvelle</u> exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 15 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé TVA	Code des Investissements 2012	art. 15 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 15 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	<u>création d'activité nouvelle</u> exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	art. 16 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 16 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	art. 16 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 16 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les titulaires d'autorisation de prospection ou de permis de recherche sont exonérés du paiement de la TVA	Code Minier 2012	article 125	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Les titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petite mine sont exonérés de la TVA, pendant une période se terminant à la fin de la troisième année suivant la Date de démarrage de la production.	Code Minier 2012	article 127	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Sur les investissements portant sur les infrastructures et installation d'hébergements, de restauration, d'éducation, de santé et de loisirs prévus à l'article 140, bénéficient des mêmes avantages douaniers et fiscaux prévus au présent code	Code Minier 2012	art. 132	exonération totale			Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	sur toutes opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit	Microfinance	art. 30	exonération totale	Permanente		développer la micro finance	Service d'Inter-médiation financière	entreprises		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	exonération accordée pour les détenteurs de passeports diplomatiques en cas de reciprocité (convention de Vienne)	Missions diplomatiques, postes consulaires et aux organismes internationaux	art. 8-11	Exonération Totale	Permanente		Respect d'une convention internationale (convention de Vienne)		détenteurs de passeports diplomatiques		SR
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	sur les matériels, matériaux et services entrant dans la construction et les travaux d'aménagement	Promotion immobilière	art. 5	exonération totale	Permanente		Faciliter l'accès au logement	Activités Immobilières	entreprises		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Zones économiques spéciales: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à dix (10) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	art. 20	exonération totale	dix ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Zones économiques spéciales: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 20	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 21 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 21 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	<u>Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle</u> exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 21 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 21 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	<u>Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle</u> exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 21 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 21 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 22 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 22 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 22 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 22 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 22 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 22 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 24 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 24 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 24 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 24 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 24 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	art. 24 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	art. 14 régime des zones franches	exonération totale	Permanente		encourager l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Machines automatiques de traitement de l'information, analogiques,...	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		promouvoir la digitalisation	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Machines automatiques de traitement de l'information numérique, portable, ...	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres machines automatiques comportant au moins 2 unités centrales	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres machines automatiques se présentant sous forme de systèmes	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Unité de traitement numérique autre que celles du 84.71.49	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Unité d'entrée et de sortie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Unité de mémoire	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres unités de machine automatique	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Autres machines automatiques de traitement de l'information	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'informatique	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Matériel de production de l'énergie solaire	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Cellule, Modules photovoltaïques ou générateur	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Régulateurs de charge et de décharge à courant continu	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Limiteurs de charge ou de recharge à courant continu	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Onduleurs (convertisseurs) DC/AC	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Convertisseurs à courant continu	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Batteries solaires, batteries stationnaires, batteries étanches pour l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Chargeurs de batterie pour l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Chargeurs de piles sèches (R20, R12, R8, R6, etc.) pour l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Luminaire, réglettes à courant continu 12-48 volts, scialytiques à courant continu	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Tubes (ampoules à courant continu) 6, 8, 10, 11, 13, 15, 18, ..., 48 watts	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Ballasts pour courant continu 12-24-48 volts	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Lampes solaires portables	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Torches solaires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Réfrigérateurs et congélateurs fonctionnant à l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Conditionneurs d'air fonctionnant sur l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Lampadaires solaires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Moulins à générateur solaire fonctionnant sur l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pompes à générateur solaire fonctionnant sur l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Armoires de commande pour équipement fonctionnant sur l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements pour éolienne :	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	pompe éolienne pour l'exhaure de l'eau	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	groupe électrogène à énergie éolienne (aérogénérateur)	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	équipements de mesure de l'énergie éolienne	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Pièces détachées pour les équipements fonctionnant sur l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de climatisation pour les équipements fonctionnant sur l'énergie solaire, éolienne et la bioénergie	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de bioénergie :	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	pièces détachées	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	échangeur de chaleur à biogaz	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	chauffe-eau à biogaz	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	groupe électrogène et moteurs fonctionnant à huile végétale (soja, alcool, pourghère, tournesol, etc.)	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	kit pour la conversion des moteurs diesel et essence en moteur biocarburant	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	réacteur et accessoires pour la production et le traitement du biocarburant	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	moteurs à vapeur pour le biogaz (déchets agricoles et industriels)	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements des cuisinières solaires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de distillateurs solaires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de séchoirs solaires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de chauffe-eau solaire	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de réfrigérateurs et congélateurs solaires thermiques	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Échangeurs de chaleur	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Armoires de contrôle thermique	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de suivi du soleil	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Moteurs solaires thermiques et accessoires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de stériliseurs solaires thermiques	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements des capteurs solaires thermiques	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements des capteurs du rayonnement solaire (concentrateurs, paraboles et cylindroparaboliques, réflecteurs, fluides colporteurs, sel pour le solaire thermique)	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Équipements de séchoirs solaires	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Appareil solaire pour le filtrage de l'eau	Code Général des Impôts (CGI)	art. 195	Taux réduit	Permanente		Développer l'énergie alternative	entreprises, ménages	toutes les branches d'activité		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : création d'activité nouvelle: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : création d'activité nouvelle: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournis-	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	seurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs création d'activité nouvelle exonération: En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la retenue TVA		Code des Investissements, art. 18 Régime B				produits et les services locaux				
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs: création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs: création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs: En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Zones économiques spéciales: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à dix (10) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 20	exonération totale	dix ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Zones économiques spéciales: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 20	exonération totale	tois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	<u>Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle</u> exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	<u>Entreprises valorisant les matières premières locales création d'activité nouvelle</u> exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises valorisant les matières premières locales En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 21 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises utilisant l'invention ou l'innovation technologique En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 22 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

	facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA										
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: création d'activité nouvelle : exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime A	exonération totale	trois ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime A	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime B	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime B	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices: création d'activité nouvelle exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (3) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime C	exonération totale	trois ans		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Entreprises exportatrices : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé; et de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 24 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991 modifié en 2005	Loi n° 05-050 du 19 aout 2005 portant modification de la Loi n° 91-048/AN-RM du 26 février 1991 portant Code des Investissements.art. 14 régime des zones franches	exonération totale	Permanente		encourager l'investissement	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) intérieure	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs : En cas d'extension d'activité ou de restructuration et de mise à niveau: exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à deux (2) ans de la retenue TVA	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime C	exonération totale	deux ans		inciter à consommer les produits et les services locaux	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	1. les réassurances ;	Code Général des Impôts (CGI)	art 371 CGI	exemption	permanente		meilleure couverture du risque	assurances	menages et entreprises		SR
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	2. les contrats d'assurances de toute nature passés par des sociétés de prévoyance et	Code Général des Impôts (CGI)	art 371 CGI	exemption	permanente		meilleure couverture du risque	assurances	menages et entreprises		SR

	les sociétés mutuelles de production rurale ;										
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	3. les assurances de crédit à l'exportation ;	Code Général des Impôts (CGI)	art 371 CGI	exemption	permanente		promouvoir l'exportation	assurances	entreprises		SR
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	4. les assurances sur la vie et assimilées, les contrats de rente viagère.	Code Général des Impôts (CGI)	art 371 CGI	exemption	permanente		meilleure couverture du risque	assurances	menages		SR
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	Exonération permanente de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048AN-RM du 26/02/1991 portant Code des Investissements, art. 14 régime des zones franches	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	Exonération de trente (30) de tous droits et taxes liés à leurs activités	Code des Investissements 1991	Loi n°91-048 portant Code des Investissements, modifiée par la loi n°05-050 du 19/08/2005 art. 14 Régime des zones franches	exonération totale	permanente		promouvoir les investissements	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	Les entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger : exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans, Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 17 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perénisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	La reprise, pour réhabilitation d'entreprise par de nouveaux promoteurs par des entreprises dont La production est destinée à être écoulée à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services au Mali, en vue de leur utilisation à l'étranger : exonération pendant la durée de la réalisation (phase d'investissement) du programme agréé fixée à trente (30) ans, Liés à l'activité de production et de commercialisation pendant 30 ans	Code des Investissements 2012	Loi n°2012-16 du 27/12/2012 portant Code des Investissements, art. 18 Régime D	exonération totale	permanente		encourager la perénisation des entreprises	toutes les branches d'activité	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	de l'exportation des substances extraites produites ou transformées effectuée les entrep conventionnées	Code Minier 1991	Ordonnance n°91-065 p-CTSP du 19/09/1991 portant code minier, art. 99	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		SR

Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	Sur l'importation des véhicules de chantier et véhicules liés directement aux opérations de recherches.pendant les 3 1ère années de production	Code Minier 1999	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code minier en République du Mali, art. 108-	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	avantages accordés aux sous traitants	Code Minier 1999	Ordonnance n°99-032 P-RM du 19 août portant Code minier en République du Mali, art. 113	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	Entreprises minières		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	Sur l'importation des véhicules liés directement aux opérations de recherches	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code minier en République du Mali, article 125	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	Sur l'importation faite par les titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petites mines et d'autorisation d'exportation de carrières visés à l'article 101 du present codepar des véhicules liés directement aux opérations de recherches	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code minier en République du Mali, article 126	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	sur l'importation faite par des les sous-traitants des véhicules liés directement aux opérations de recherches	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code minier en République du Mali, article 125	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	sur l'importation faite par les sous-traitants des titulaires de permis d'exploitation, d'autorisation d'exploitation de petites mines et d'autorisation d'exportation de carrières visés à l'article 101 du present codepar des véhicules liés directement aux opérations de recherches	Code Minier 2012	Loi N°2012-015 / du 27 février 2012 portant Code minier en République du Mali, article 126	exonération totale	permanente		Développer le secteur Minier	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais	entreprise		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	sur toutes opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit	Microfinance	Loi n°94-040 du 15/08/1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, art. 30	exonération totale	permanente		développer la micro finance	Service d'Intermédiation financière	entreprises		DF
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	exonération accordée pour les détenteurs de passeports diplomatiques en cas de reciprocité (convention de Vienne)	Missions diplomatiques, postes consulaires et aux organismes internationaux	Décret n°77-236 fixant les droits et privilèges accordés aux missions diplomatiques, postes	Exonération Totale	permanente		Respect d'une convention internationale (convention de Vienne)		détenteurs de passeports diplomatiques		SR

			consulaires et aux or- ganismes internatio- naux, art. 8-11								
--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--

ETAT T

RESTES A RECOUVRER

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE
DES DOUANES

N° _____ /MEF-DGD-DRS

001972



Page 1 sur 1
RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Samanko 2, le

08 AOÛT 2025

Le Directeur Général des Douanes

A

Monsieur le Directeur Général du Budget
Bamako

Objet: Annexes au projet de loi de Finances 2026

Réf : V/L n°0355/MEF-DGB du 28 juillet 2025

Par lettre ci-dessus visée en référence, vous avez sollicité la production de l'annexe au projet de la loi de Finance 2026 sur les restes à recouvrer des exercices antérieurs à la date du 30 juin 2025.

En retour, j'ai l'honneur de vous transmettre, jointe à la présente, ladite annexe.

En outre, le montant total des restes à recouvrer pour la période susmentionnée s'élève à cinq milliards sept cent six millions neuf cent quatre-vingt-dix mille trois cent soixante-sept francs CFA (5 706 990 367 FCFA).

Ce montant se répartit comme suit :

- Quatre milliards huit cent trente-deux millions huit cent cinquante-deux mille cent quinze francs CFA (4 832 852 115 FCFA) correspondant aux exercices 2020 à 2022 ;
- Huit cent soixante-quatorze millions cent trente-huit mille deux cent cinquante-deux francs CFA (874 138 252 FCFA) relatifs au premier semestre de l'année 2025.

Je vous remercie de votre collaboration.

Ampliations :

MEF.....1/CR
DRS.....1/suivi
Archives....1



LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Colonel Major Ahmed AG BOYA
Chevalier de l'Ordre National



NOTE EXPLICATIVE DES RESTES A RECOUVRER AU TITRE DE LA PERIODE DE 2020 AU 1^{ER} SEMESTRE 2025

I. Introduction

À la date du 30 juin 2025, le montant global des restes à recouvrer au titre de la période allant de l'exercice 2020 au premier semestre de l'année 2025 s'élève à Cinq milliards sept cent un millions cinq cent quarante-quatre mille deux cent trente-huit francs CFA (5 701 544 238 FCFA).

Ce montant se répartit comme suit :

- Quatre milliards huit cent trente-deux millions huit cent cinquante-deux mille cent quinze francs CFA (4 832 852 115 FCFA) correspondant aux exercices 2020 à 2022 ;
- Huit cent soixante-quatorze millions cent trente-huit mille deux cent cinquante-deux francs CFA (868 692 123 FCFA) relatifs au premier semestre de l'année 2025.

Il convient de préciser qu'aucun reste à recouvrer n'a été enregistré pour les exercices 2023 et 2024.

II. Exercice 2020

À la clôture des écritures comptables au 31 décembre 2020, les restes à recouvrer s'élevaient à cinq milliards quarante millions deux mille sept cent quarante francs CFA (5 040 002 740 FCFA) au titre du Budget de l'État.

Au 6 août 2025, la situation actualisée fait état d'un solde résiduel d'un milliard cinq cent quinze millions sept cent seize mille huit cent soixante francs CFA (1 515 716 860 FCFA), traduisant un effort de recouvrement de trois milliards cinq cent vingt-quatre millions deux cent quatre-vingt-cinq mille huit cent quatre-vingts francs CFA (3 524 285 880 FCFA), soit un taux de couverture estimé à 70 %.

Le solde résiduel est principalement imputable aux opérations de la société Mali Sarl Oil, enregistrées au Bureau des Produits Pétroliers (BPP). Ce Bureau continue les démarches en vue du recouvrement intégral de la créance.

III. Exercice 2021

À la clôture de l'exercice 2021, les restes à recouvrer s'établissaient à cent trente-neuf millions deux cent soixante-sept mille sept cent soixante-huit francs CFA (139 267 768 FCFA).

À la date du 6 août 2025, les efforts de recouvrement ont permis de récupérer cent trente-cinq millions deux cent quinze mille six cent quarante-six francs CFA (135 215 646 FCFA), soit un taux de couverture de 97 %.

Le solde restant, d'un montant de quatre millions cinquante-deux mille cent vingt-deux francs CFA (4 052 122 FCFA), est imputable à un importateur de véhicules dont les opérations ont été réalisées au Guichet unique pour le dédouanement des véhicules.

IV. Exercice 2022

À la clôture des écritures comptables au 31 décembre 2022, les restes à recouvrer s'élevaient à six milliards six cent douze millions quatre cent quinze mille quatre cent quarante-trois francs CFA (6 612 415 443 FCFA).

Les opérations de recouvrement ont permis de récupérer trois milliards deux cent quatre-vingt-dix-huit millions six cent quatre-vingt-quinze mille sept cent seize francs CFA (3 298 695 716 FCFA), soit une couverture de 50 %.

Le solde résiduel actualisé s'élève à trois milliards trois cent treize millions sept cent dix-neuf mille sept cent vingt-sept francs CFA (3 313 719 727 FCFA), réparti comme suit :

- Bureau Principal des Douanes de Kati (ML210) :
 - Société Nationale des Tabacs et Allumettes (SONATAM) : 3 076 873 204 FCFA
 - Société de Télécommunication du Mali (SOTELMA) : 30 892 613 FCFA
 - VIVO ENERGY Mali : 34 522 523 FCFA
 - LABOREX-Mali : 36 328 447 FCFA
 - BRASSERIES du Mali : 135 102 940 FCFA

Ces montants ont été confirmés par la mission de vérification diligentée par la Direction Générale des Douanes, conformément à l'ordre de mission n°0001/MEF-DGD du 6 janvier 2023, et corroborés par l'Inspection des Finances.

V. Exercice 2023

Aucun reste à recouvrer n'a été constaté pour l'exercice budgétaire 2023.

VI. Exercice 2024

Aucun reste à recouvrer n'a été enregistré pour le premier semestre de l'année 2024.

VII. Premier semestre 2025

Les restes à recouvrer pour le premier semestre de l'année 2025 s'élèvent à huit cent soixante-quatorze millions cent trente-huit mille deux cent cinquante-deux francs CFA (868 692 123 FCFA), répartis comme suit :

- Bureau principal de Kéniéba :
 - Société des Mines de Gounkoto : 243 389 253 FCFA
 - Société des Mines de Loulo : 618 121 162 FCFA
- - Bureau principal de Sikasso :
 - Société des Mines de Loulo : 7 181 708 FCFA

Les bulletins de liquidations relatifs à ces montants ont été envoyés à l'administrateur provisoire du Groupe Barrick Gold exploitant les mines de Loulo et Gounkoto afin de les payer.

VIII. Conclusion

Dans le but de renforcer les mécanismes de recouvrement des créances impayées, la Direction Générale des Douanes a institué, en 2023, un Comité Ad hoc chargé du suivi et du recouvrement des restes à recouvrer, conformément aux dispositions de la Note de service n°00095/MEF-DGD du 22 août 2023.

Ce dispositif, conjugué aux efforts des bureaux de douanes et à la mobilisation des redevables, permet d'envisager une réduction significative des restes à recouvrer d'ici la clôture de l'exercice 2025.

Samanko II, le 07 août 2025

VENTILATION DES RESTES A RECOUVRER PAR TYPES D'IMPÔTS AU 30 JUIN 2025

Types d'impôt	Restes à recouvrer
- IS	620 159 923 559
- BIC	78 766 114 212
- IRVM	109 132 994 142
- TVA	172 116 225 106
- ITS	135 580 083 683
- CF	24 172 015 131
- ISCP	14 214 073 389
- ISCP/OR	42 759 120 871
- IRCD	3 338 787 738
- AUTRES	91 225 830 200
TOTAL	1 291 465 168 031
DONT IRRECOUVRABLES	94 867 778 608

Commentaire:

Au 30 juin 2025, le stock global de RAR a été estimé à 1 291,465 milliards de Francs CFA, sur lequel 94,868 milliards de Francs CFA ont été déterminés comme irrécouvrables, soit 7,35 % du potentiel global. Le potentiel estimé recouvrable est de 1 196,597 milliards de Francs CFA, soit 92,65%.

Bamako, le 08 Août 2025

Le DIRECTEUR GENERAL



Hamadou Fall DIANKA

Chevalier de l'Ordre National

ETAT V

ANNEXE SUR LE GENRE



ANNEXE A LA LOI DE FINANCES 2026

RAPPORT GENRE 2026

VERSION FINALE

Septembre 2025

SIGLES ET ABREVIATIONS	
AGETIC	Agence des Technologies de l'Information et de la Communication
AGR	Activités Génératrices de Revenu
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et d'Electrification Rurale
ANDC	Agence Nationale de la Communication pour le Développement
ASACO	Association de Santé Communautaire
BAD	Banque Africaine de Développement
BCS	Bureau Central des Soldes
BIT	Bureau International du Travail
BSG	Budget Sensible au Genre
CAFO	Coalition des Associations Féminines et Organisations
CAG	Comité Aviseur Genre
CAK	Centre Aoua KEITA
CAPF	Centre d'Accueil et de Placement Familial
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel
CDPE	Centre de Développement de la Petite Enfance
CEDEF	Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFPF	Centre de Formation Pratique
CGA	Centres de Gestion Agrées
CGS	Comite de Gestion Scolaire
CNAPN	Comité National pour l'Abandon de Pratiques Nuisibles à la Mère et à l'Enfant
CNDIFE	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CPF	Code des Personnes et de la Famille
CPN	Consultation Prénatale
CPS	Cellule de la Planification et de la Statistique
CREDD	Cadre de Relance Economique pour le Développement Durable 2019 - 2023
CSCOM	Centre de Santé Communautaire

CS-PNG	Conseil Supérieur Politique Nationale Genre
DGB	Direction Générale du Budget
DESC	Droits Economiques Sociaux et Culturels
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DNFPP	Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel
DUDH	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
EDSM-VI	Enquête Démographiques de Santé Mali VI
EFH	Egalité Femme/Homme
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
EPT	Education Pour Tous
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation et à l'Epanouissement de la Femme et de l'Enfant
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
GEDEFOR	Projet Gestion Décentralisée des Forêts
GRFF	Gestion des Ressources Forestières et Fauniques
GRM	Gouvernement République du Mali
IDH	Indice de Développement Humain
MEADD	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable
MEF-SG	Ministère de l'Economie et des Finances - Secrétariat Général
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
MGF	Mutilations Génitales Féminine
MPFEF	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
ODD	Objectifs du Développement Durable
PACR	Projet d'Appui aux Communautés Rurales
PACUM	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali
PADEC	Projet d'Appui au Développement Economique Communautaire
PAJM	Programme d'Appui à la Justice au Mali
PAPAM	Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali
PAP	Projet Annuel de Performance
PBSG	Planification et Budgétisation Sensible au Genre
PDDAFFE	Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille 2020-2029
PDD-DIN	Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger

PDDSS	Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social 2014-2023
PDH	Promotion des Droits de l'Homme
PDI	Programme de Développement Institutionnel
PEFA	Dépenses Publiques et Responsabilité Financière/Public Expenditure Financial Accountability
PF	Planification Familiale
PGRN-CC	Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Changement-Climatique
PNG	Politique Nationale Genre
PNISA	Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole
DPPD-PAP	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance
P-RM	Président de la République du Mali
PROCEJ	Projet de Développement des Compétences et de l'Emploi des Jeunes
PRODAFFE	Programme de Développement de l'Autonomisation de la Femme et de l'Enfant et de la Famille 2020-2024
PRODEC	Programme Décennal de l'Éducation
PROSEA	Programme Sectoriel Eau Assainissement
PRPRM	Projet de Réduction de la Pauvreté dans la Région de Mopti
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAMED	Régime d'Assistance Médicale
RG	Rapport Genre
SAPEP	Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole des Petits Exploitants
TA	Taux d'Achèvement
TBA	Taux Brut d'Admission
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
VBG	Violences Basées sur le Genre
VFF	Violences Faites aux Femmes et aux Filles
VSBG	Violences Sexuelles Basées sur le Genre

RESUME EXECUTIF

Le présent Rapport Genre s'inscrit dans une démarche pluriannuelle et graduelle d'amélioration de sa préparation et de son contenu. Pour rappel, le Ministère de l'Economie et des Finances a élaboré le premier Rapport Genre en 2012 conformément à l'orientation n°6 de la Politique Nationale Genre adoptée en novembre 2010 révisée en 2024.

Pour l'élaboration de la loi de Finances de l'année, le respect des échéances institutionnelles est fondé sur la lettre circulaire du Ministre de l'Economie et des Finances. Cette lettre circulaire définit les étapes de l'élaboration de la loi de Finances et de ses annexes.

Ainsi, **la lettre circulaire n°000983/ MEF-SG du 08 avril 2025** fixe les directives pour l'élaboration de la loi de Finances 2026 et ses annexes. Cette lettre donne au Rapport Genre sa légitimité juridique et le devoir pour chaque membre du Gouvernement concerné, l'obligation de présenter un rapport genre spécifique à son secteur. Le Rapport Genre, étant une annexe à la loi de Finances, respecte le circuit d'adoption de celle-ci. A ce titre, il est d'abord adopté en Conseil des Ministres avant d'être soumis au Conseil National de Transition, organe législatif de la Transition.

Le Rapport Genre présente annuellement les engagements et réalisations des départements sectoriels concernés en matière d'équité femmes/hommes. Il constitue une partie intégrante de l'information budgétaire plus large élaborée par ces départements à travers leur Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP). Le présent rapport présente les réalisations de 2024 et la planification pour 2026 à 2028.

Pour faciliter aux représentants du Gouvernement son établissement, aux parlementaires et au public sa lecture et sa compréhension, le Rapport Genre est présenté sous un format standard utilisé par tous les ministères concernés, sous la coordination de la Direction Générale du Budget.

Le Rapport Genre est un document fondé sur l'obligation d'informer de la prise en compte par chaque département ministériel des besoins sexospécifiques dans le cadre des programmes et des budgets sectoriels. L'objectif visé est d'exposer de manière explicite au parlement et au public, les mesures prises par le gouvernement pour promouvoir l'égalité de genre. Pour ce faire, chaque ministère produira, à terme, un rapport faisant ressortir, l'évaluation des « activités genre » prévues dans le budget et les actions programmées en vues de réduire les inégalités conformément à la PNG.

Le rapport Genre regroupe les départements ministériels en trois (03) chapitres qui déterminent les secteurs de développement durable conformément à l'approche « droits humains » en référence au tableau ci-dessous :

Axes thématiques (secteurs de développement durable)	Ministères sectoriels en charge de :
1. Accès équitable aux droits civils et politiques	Justice et Droits de l'Homme, Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Travail et Fonction Publique, Communication, Economie Numérique et de la Modernisation

	de l'Administration, Affaires Etrangères et Coopération Internationale,
2. Accès équitable aux droits sociaux : Services sociaux de Base	Santé et développement social, Education Nationale, Energie et Eau, Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique, Environnement-Assainissement et Développement Durable, Réconciliation Nationale
3. Accès équitable aux droits économiques et opportunités économiques	Agriculture, élevage et pêche, Mines, Emploi et Formation Professionnelle, Economie et Finances, Culture artisanat et tourisme, commerce et industrie

A l'intérieur de chaque « Axe thématique », les points suivants sont décrits par ministère :

- les enjeux genre et gap à combler du secteur couvert par ledit ministère ;
- les mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre entreprises par le ministère ;
- l'évaluation des activités menées en 2024 selon une catégorisation des programmes sensibles au genre inscrits dans la loi de Finances 2024 ;
- la planification et la budgétisation des actions genre pour les années 2026 à 2028.

Sous l'impulsion conjointe des ministères en charge de l'Economie et des Finances et de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, une dynamique pluriannuelle d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du Rapport Genre a été entamée en 2019. A cet effet, la DGB a mis en place un groupe ad hoc composé d'experts en BSG.

Le présent Rapport tient compte des améliorations proposées aussi bien dans le processus que dans le contenu. Cette démarche inclusive vise à fournir une base d'informations de plus en plus complète afin d'asseoir les décisions de politique budgétaire en considérant leur impact sur la réduction des inégalités de genre.

Le but est donc d'enrichir graduellement son contenu, en couvrant un champ de plus en plus large des dépenses publiques en procédant à des analyses plus approfondies à travers l'utilisation d'un ensemble d'outils de PBSG plus complets et plus pertinents. Le canevas amélioré approfondit l'information présentée par ces ministères selon trois perspectives :

- un « budget genre ciblé », qui trace les allocations budgétaires ciblant directement l'égalité de genre dans le budget telles que les allocations budgétaires d'actions exclusivement destinées à la scolarité des filles;
- le champ stratégique de la budgétisation sensible au genre, pour chaque ministère concerné, à savoir, l'identification des programmes du ministère qui sont stratégiquement importants pour améliorer l'égalité de genre, sur la base de leur contribution aux orientations stratégiques de la PNG ;
- un « budget genre » focalisé sur les dépenses de personnel de chaque département ministériel sachant qu'au Mali, la masse salariale constitue plus de la moitié des recettes fiscales.

il a été tenu compte du personnel qui émerge sur le budget d'Etat (fichier BCS)¹, au sein des services de la superstructure administrative et des services centraux, dans le cadre de la prise en compte de la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives².

En termes de constats, le Rapport fait ressortir : i) des contraintes structurelles, liées au fait que les réformes inspirées par la Politique Nationale Genre ne sont pas suffisamment avancées ; ii) la qualité des données collectées par les départements ministériels ne permet pas d'apprécier le niveau de satisfaction des engagements du Gouvernement en matière d'égalité femmes /hommes ; iii) les mesures spécifiques présentées par les départements font ressortir des insuffisances.

En perspective, il demeure nécessaire, pour le MEF, de renforcer la PBSG à travers des mesures spécifiques dans le cadre du Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali.

Il s'agira de développer l'analyse ex-ante sensible au genre des projets d'investissements (y compris le processus de sélection); de faire apparaître dans le RG les acquis des Ministères en termes de réduction des inégalités de genre avec les niveaux de réalisation des objectifs du CREDD (2019-2023) et le suivi des ODD³ aujourd'hui remplacé par la vision 2063 et la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable 2024-2033.

¹BCS : Bureau Central des Soldes

²Directions Générales, Directions Nationales, Etablissements Publics à caractère Administratif, Services Rattachés

³ Les données de ce RG 2025 sont issues de la revue du CREDD, les données de la SNEDD (2024-2033) n'étant pas encore disponibles.

INTRODUCTION GENERALE

L'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté et des inégalités constitue une préoccupation centrale pour le Gouvernement du Mali et le Conseil National de Transition (CNT). Pour accroître cet impact, il est impératif d'améliorer l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques, en les orientant vers des résultats tangibles en matière d'équité. C'est dans cette optique que s'inscrit l'introduction de la **Planification et Budgétisation Sensible au Genre (PBSG)** dans le processus budgétaire national : une approche innovante qui mobilise les instruments de politique budgétaire et de gestion des finances publiques pour promouvoir l'égalité de genre et le développement des filles et des femmes.

La PBSG s'appuie sur les orientations des politiques et stratégies nationales, et s'inscrit dans une dynamique de réforme des finances publiques. Elle vise à rendre les allocations budgétaires plus équitables, plus transparentes et plus sensibles aux besoins différenciés des femmes et des hommes.

Depuis 2012, le **Rapport Genre (RG)**, annexé à la Loi de Finances, constitue un outil clé d'opérationnalisation de la PBSG au Mali. Il analyse la dimension genre des politiques publiques et des budgets, en évaluant leurs impacts sur les populations. Il permet également de suivre les engagements du Gouvernement en matière d'équité entre les sexes, tout en renforçant la redevabilité et la transparence. Le RG met en lumière les avancées, les insuffisances et les écarts persistants entre les besoins spécifiques des femmes et des hommes, contribuant ainsi à une prise de décision plus éclairée et inclusive.

L'extension progressive du nombre de ministères concernés par l'élaboration du RG témoigne de l'appropriation croissante de la démarche qui s'est matérialisée par 13 départements en 2019, 15 en 2022, et 18 en 2025. L'objectif à moyen et long terme demeure l'engagement de l'ensemble des ministères dans une logique de transversalité et d'institutionnalisation du genre.

L'élaboration du présent rapport intervient dans un contexte particulièrement complexe, marqué par les effets conjugués de la crise mondiale (guerre en Ukraine, tensions commerciales), le retrait de certains partenaires techniques et financiers, et la création de la Confédération des États du Sahel (AES). Ces dynamiques ont entraîné une contraction des dépenses publiques, affectant directement les programmes stratégiques en faveur des femmes, notamment dans les secteurs du commerce et de l'emploi.

Malgré les mesures d'atténuation mises en place, les besoins spécifiques des femmes en matière de protection sociale et de sauvegarde d'emplois ont été insuffisamment pris en compte. Cette situation est aggravée par le manque de données désagrégées par sexe, limitant la capacité à évaluer l'impact réel des politiques et à ajuster les interventions.

Le **Rapport Genre 2025** est structuré en cinq parties :

1. Les enjeux et défis liés à la promotion et à l'institutionnalisation du genre ;
2. La place de la PBSG dans le processus budgétaire et le rôle du Rapport Genre ;
3. Les analyses sectorielles réalisées par les ministères ;
4. Les difficultés rencontrées ;
5. Les recommandations pour renforcer l'impact des politiques publiques sur l'égalité de genre.

PREMIERE PARTIE :

ANALYSE TRANSVERSALE DU PROFIL GENRE PAYS

CHAPITRE 1 : Principaux défis et enjeux en matière de promotion et d'institutionnalisation du Genre

Au Mali, les rapports sociaux sont caractérisés par des inégalités et disparités entre les femmes et les hommes en matière de (i) reconnaissance et d'exercice de droits, (ii) d'accès aux services et infrastructures de base, (iii) d'accès au marché du travail et aux moyens de subsistance, (iv) de gouvernance, de représentation et de participation.

Ces inégalités et disparités, qui trouvent fondamentalement leurs sources dans les pesanteurs socioculturelles et religieuses, entretiennent le faible niveau de développement humain qui entrave le développement socioéconomique du pays et l'épanouissement des personnes. Elles ont été renforcées par la pandémie de la COVID-19, qui a remis en cause des décennies de progrès.

Dans cette section, les caractéristiques et enjeux sont classés en cinq (05) grandes catégories qui analysent : (i) le profil socio-démographique de la population, (ii) les moyens de subsistance, (iii) l'accès à la Justice et la protection des droits fondamentaux, (iv) l'accès aux services sociaux de base et (v) la participation des femmes à la vie publique.

1.1. Profil socio-démographique :

A. Situation géographique et organisation territoriale:

Situé au cœur de l'Afrique occidentale, partagé entre la Sahel et le Sahara, le Mali, pays sans littoral, possède des frontières communes avec la Mauritanie, l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Sénégal. Le Mali est un Etat unitaire décentralisé, organisé administrativement en dix-neuf (19) régions et le District de Bamako, 159 Cercles ; 466 Arrondissements ; 819 Communes et 12712 Villages, huit (08) institutions de la République.

Aussi, le Mali est dans un processus de déconcentration et de décentralisation en vue de concrétiser le mode de gestion décentralisée des affaires publiques :

- les collectivités territoriales sont gérées par des organes exécutifs et délibérants élus.
- les circonscriptions administratives sont dirigées par des responsables nommés par le pouvoir central.

Enfin, notons que le Document cadre de politique nationale de Décentralisation (DCPND) prend en compte la promotion du genre dans son objectif général 4.4 intitulé Améliorer l'intégration du genre dans la gestion des collectivités territoriales (CT)

B. Caractéristiques:

Selon les données du RGPH réalisée en 2022 par l'INSTAT, la population malienne est estimée à 22.395.485 habitants dont :

- 47,2% de jeunes de moins de 15ans ;
- 49; 9% de personnes âgées de 15 à 64ans ;

- 49,7% de femmes ;
- l'âge moyen de la population est de 21, ans ;
- le taux de croissance annuel de la population est de 3,3%.
- La majorité de la population est constituée de jeunes.
- Les résultats de ce recensement permettront aux décideurs et aux autres acteurs d'orienter et de mieux structurer les visions, décisions et choix stratégiques.
- La taille moyenne des ménages est de 7,8 personnes en 2018. Elle varie de 8 personnes en milieu rural à près de 7 personnes en milieu urbain.
- Les ménages sont dirigés dans plus de 92,6 % de cas par des hommes.

L'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) demeure élevé en Afrique, avec 6,3 enfants par ménage (EDSM VI, 2018). Il s'explique par la précocité des unions, l'âge médian d'entrée en union est de 18 ans chez les filles contre 26 ans chez les hommes et, un taux d'utilisation de la contraception chez les femmes en union qui est l'un des plus faibles au monde.

Les croyances religieuses et le poids des us et coutumes dans la communauté conditionnent également le désir des couples à désirer ou non une descendance nombreuse (Rapport diagnostique du CREDD, 2019).

En matière de répartition géographique de la population, on constate une accélération de l'urbanisation. Le rythme de progression de la population urbaine est deux fois plus élevé que celui de la population rurale. A cette allure, la moitié de la population malienne vivra dans les villes à l'horizon 2050 (Rapport diagnostique du CREDD, 2019). Au-delà de la forte fécondité des femmes, les flux migratoires internes (exode rural) expliquent la croissance démographique accélérée des villes (surtout Bamako, Sikasso et Mopti).

CHAPITRE 2 : Le Rapport Genre dans le processus budgétaire

i) Importance et justification du Rapport Genre

Le Rapport Genre est initié pour permettre de suivre et de vérifier la réalisation des engagements du Gouvernement en matière d'équité femmes/hommes à travers la loi de Finances. Il trouve sa justification juridique dans la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de Finances, qui en son article 45 précise que la loi de Finances est accompagnée d'annexes explicatives et de toute autre annexe destinée à l'information et au contrôle des parlementaires. Le Rapport Genre comme annexe à la loi de Finances est donc un document fondé sur l'obligation pour le Gouvernement de rendre compte. Il matérialise également l'engagement du Gouvernement du Mali à appliquer les conventions internationales ratifiées à travers la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

Conformément à la lettre circulaire, le Rapport Genre 2025 (RG25) en tant qu'annexe de la Loi de Finances 2025 est élaboré par le MEF à travers la Direction Générale du Budget (DGB). Il vise à mettre en exergue les engagements du Gouvernement en matière de genre en lien avec la réalisation des droits économiques, politiques, sociaux et culturels, dans la stratégie budgétaire, ainsi que dans les budgets sectoriels, en intégrant les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des ministères qui contribuent à la mise en œuvre des plans d'actions de la PNG.

Le présent Rapport Genre 2025 (RG25) présente les réalisations de l'année 2023 et la planification pour la période 2025-2027. Il s'inscrit dans une démarche pluriannuelle et graduelle d'amélioration de sa préparation et de son utilisation.

ii) Cadre stratégique et institutionnel pour l'intégration du genre dans les politiques publiques

Le Mali dispose d'un cadre national de planification stratégique, « le Cadre stratégique pour la Relance Economique et de Développement Durable CREDD (2019-2023) », document cadre de référence pour le développement économique et social du pays, sur lequel sont alignées les stratégies sectorielles. Le CREDD ambitionne entre autres de promouvoir un processus de développement équilibré entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie économique, politique, sociale, culturelle.

Au sein des mécanismes institutionnels de suivi de la mise en œuvre du CREDD, a été mis en place le Groupe Thématique Genre et Autonomisation de la Femme (GT-GAF) chargé d'animer le dialogue entre le Gouvernement, la société civile et les partenaires de développement, afin de placer l'équité de genre au centre de l'agenda du développement et politique au Mali.

En plus du CREDD, le Mali dispose également:

- d'une Politique Nationale Genre (PNG). La mise en œuvre de la PNG est coordonnée par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), et suivie par un dispositif institutionnel comprenant les structures suivantes : le Conseil supérieur du genre présidé par le Premier ministre, le Secrétariat Permanent de la PNG, et les comités d'institutionnalisation du genre dans les ministères sectoriels ciblés.
- de politiques nationales spécifiques de Genre, de Protection/Promotion de l'enfant, de la Famille, adoptées respectivement en 2010, 2015 et 2016. Un Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

(PDDAFFE) 2020-2029, fédérateur de l'ensemble du développement du secteur a été élaboré, et son programme d'opérationnalisation (PRODAFFE 2020-2024) est disponible.

- de politiques sectorielles parmi lesquelles on peut citer la politique d'égalité entre les femmes et les hommes du Ministère de la Justice, la politique de développement institutionnel (PDI), la Loi d'orientation agricole, la politique sectorielle de Santé avec le PRODESS, la politique de scolarisation des filles dans le cadre du PRODEC.
- de plans d'actions spécifiques visant à la protection des femmes et des filles, tels que le plan d'action pour la lutte contre la traite des femmes et des filles.

Politique Nationale Genre (en bref)

Adopté en novembre 2011, la PNG est le document cadre de référence nationale pour toutes les politiques sectorielles et les programmes nationaux visant à opérationnaliser l'égalité en droits entre les femmes et les hommes. Se fondant sur les rôles sociaux de la femme et de l'homme dans un milieu social donné, la PNG est fondée sur une vision holistique de développement de la société, des principes d'équité et d'égalité, sur une approche structurante: corriger, prévenir, inclure et démontrer.

La vision de la PNG

La Politique Nationale Genre du Mali se donne comme vision « Une société démocratique qui garantit l'épanouissement de toutes les femmes et tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits égaux fondamentaux, à une citoyenneté active et participative et à l'accès équitable aux ressources, en vue de faire du Mali un pays émergent fort de sa croissance et fier de ses valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale. Cette vision s'inscrit dans la celle du Plan Décennal de Développement pour l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant 2023-2032. Ainsi libellée cette vision est fondée à « *Contribuer à l'émergence du Mali à l'horizon 2030 à travers l'autonomisation de la femme, de l'enfant et de la famille, fondée sur l'égalité de chance et de droit, pour la constitution d'un capital humain de qualité capable de participer efficacement à la création de richesses et à la gouvernance sociale, économique et politique du pays* »

La PNG est structurée autour de six (06) orientations stratégiques déclinées en axes et en objectifs sur la base desquels les plans et programmes d'actions seront développés:

- 1 consolidation de la démocratie malienne et de l'État de droit par l'égalité d'accès et la pleine jouissance des droits fondamentaux pour les femmes et pour les hommes.
- 2 développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.
- 3 reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production.
- 4 mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision.
- 5 promotion, sensibilisation et communication pour l'enracinement des valeurs et des comportements égalitaires au sein de la société malienne tout en ralliant La Politique Nationale Genre du Mali-les traditions porteuses d'égalité aux impératifs de la modernité et de l'ouverture sur le monde.
- 6 prise en compte du Genre comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets, en

considérant le contexte de la déconcentration et la décentralisation.

iii) La PBSG et le rôle du RG dans la budgétisation au Mali

La PBSG veille à ce que la question de l'égalité de genre soit examinée dans le cadre de la mise en œuvre des principales politiques et dépenses du gouvernement. La PBSG ne signifie pas des budgets distincts pour les hommes et les femmes, et va au-delà d'un éventuel accroissement des ressources planifiées et allouées à des projets destinés aux femmes. Elle interroge le budget sur l'influence que pourrait avoir chaque opération budgétaire sur la situation des femmes et des hommes et vise à ce que cette influence soit tenue en compte dans la programmation et l'exécution de ladite opération.

La PBSG est à la fois un outil de transparence et d'allocation équitable de l'argent du contribuable malien. Intégrer une démarche de PBSG conduit à se demander si la collecte des revenus (impôts, taxes, paiement du service etc.) et la distribution des ressources financières (subventions aux associations, investissements dans des équipements, fonctionnement des services etc.) renforcent ou diminuent les inégalités entre les sexes.

La PBSG:

- i) analyse les politiques budgétaires pour comprendre leur impact en terme d'égalité de genre;
- ii) utilise cette information pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et mesures de promotion de l'égalité de genre et pour allouer les moyens en conséquence;
- iii) utilise les instruments, processus et pratiques de la gestion des finances publiques et intervient tout au long du cycle budgétaire.

Elle doit être cohérente avec les objectifs de développement nationaux, la PNG et la vision 2063 relatifs à l'égalité de genre, et doit pouvoir s'appuyer sur des statistiques ventilées par sexe relatif aux cibles femmes/hommes.

Le Rapport Genre est un outil important de la PBSG. En rendant compte de la réalisation des engagements du Gouvernement en matière d'équité femme/homme à travers la loi des finances, il permet aussi aux législateurs de prendre les décisions qui s'imposeraient, le cas échéant, pour renforcer la réalisation de ces engagements. Ne pouvant couvrir toutes les activités du Gouvernement, le RG cherche à mettre l'emphasis sur les programmes, actions et activités les plus importants et pertinents pour l'égalité de genre, en termes d'impact sur la réduction des inégalités de genre.

iv) Démarche d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du RG

Sous l'impulsion conjointe du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), une dynamique pluriannuelle d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du Rapport Genre a été entamée en 2019 et introduite pour la première fois dans le RG21. L'objectif de cette démarche est de renforcer (élargir et approfondir) le contenu analytique du Rapport Genre, afin d'en faire un réel appui à la prise de décisions budgétaires en faveur de l'égalité de genre.

Pour ce faire, le but est de couvrir un champ de plus en plus large des dépenses publiques en procédant à des analyses plus approfondies à travers l'utilisation d'un ensemble d'outils de PBSG plus complets et plus pertinents. Il s'agit là d'une démarche ambitieuse dont la réalisation se fera par étapes.

Dans le cadre de cette démarche, un canevas amélioré a été expérimenté par un premier groupe de ministères au cours des trois années précédentes. Il a été utilisé par ces ministères, à des degrés divers, pour ce RG24. Les ministères impliqués dans cette démarche sont les

suivants: Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille; Ministère de l'Education Nationale, Ministère de la Santé et du Développement Social, Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau, Ministère du Développement Rural, et Ministère de l'Economie et des Finances.

Ce canevas amélioré vise à approfondir l'information présentée par ces ministères selon trois perspectives complémentaires un budget qui trace les allocations budgétaires et dépenses sensibles à l'égalité de genre dans les programmes, actions et activités des ministères, selon une analyse de catégorisation des dépenses dont la méthodologie est esquissée dans l'encadré ci-dessous. La catégorisation vise à déterminer le type de lien avec l'égalité de genre de chaque dépense inscrite dans le DPPD-PAP du ministère. C'est une étape pour arriver au marquage des dépenses sensibles au genre, qui permet alors de quantifier ces dépenses dans le budget. Le marquage se fait sur la base d'une méthodologie pour laquelle des bonnes pratiques internationales existent qui doivent être adaptées à la situation au Mali.

- le « champ stratégique de la budgétisation sensible au genre » pour le ministère concerné, à savoir, l'identification des programmes du ministère qui sont stratégiquement importants pour améliorer l'égalité de genre, sur la base de leur contribution aux orientations stratégiques de la PNG. Cette analyse vise à prioriser les programmes dont le potentiel est le plus important pour réaliser des analyses budgétaires genre approfondies de ces programmes, qui permettront alors de formuler des recommandations de changement ou réorientation des politiques et budgets sectoriels pour les rendre plus sensibles au genre.
- une répartition sexo-spécifique du personnel du ministère – avec l'objectif, dans un deuxième temps, d'en tirer une répartition sexo-spécifique des dépenses de personnel. Cette perspective est importante, sachant qu'au Mali, près d'un quart du budget est consacré aux dépenses de personnel. L'analyse vise à déterminer la mesure dans laquelle la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives est effectivement prise en compte dans l'administration malienne.

Encadré. Catégorisation et marquage des dépenses sensibles au genre

<i>La catégorisation des dépenses établit une première distinction entre les dépenses qui contribuent à l'égalité de genre et celles qui ne le font pas. Parmi les premières, on distingue en plus si les dépenses ciblent l'égalité de genre comme objectif principal, les dépenses mettant en œuvre la politique de scolarisation des filles du gouvernement. Les dépenses qui le font sont classifiées comme "directes" ou "dépenses ciblant directement" l'égalité de genre. Celles qui ne le font pas, mais qui contribuent tout de même à l'égalité des genres au sens large, sont encore distinguées en fonction du lien formel ou non à l'égalité de genre. Par exemple, existe-t-il ou non un objectif, ou un indicateur d'égalité de genre, ou encore, l'égalité de genre est-elle mentionnée dans la documentation du projet ou de l'activité ? Si c'est le cas, un lien explicite indirect avec l'égalité de genre est établi.</i>

<i>Ce lien peut être fort, comme dans le cas d'un projet ayant une composante significative dédiée à l'égalité de genre et poursuivant des objectifs en matière de genre explicitement formulés à travers des mesures diverses et variées. Dans d'autres cas, le lien peut être très faible. Par exemple, l'égalité de genre est mentionnée, mais elle n'est pas suivie de mesures significatives. L'analyse qui permet de déterminer dans quelle mesure ces dépenses indirectes sont sensibles à l'égalité de genre est l'étape qui suit la catégorisation, et demande qu'une méthodologie adaptée au Mali soit développée.</i>

La démarche présentée ci-dessus est une première étape. Le canevas amélioré pose de premiers jalons dans le sens de la catégorisation tout en permettant une transition

ultérieure vers d'autres instruments de la PBSG tel que les analyses sensibles au genre de politiques, stratégies et programmes spécifiques du Gouvernement. Dans le contexte difficile actuel au Mali, l'appropriation par les ministères pilotes se fait progressivement. Le Ministère des Mines, Energie et Eau est le plus avancé. Il a été en mesure de présenter le résultat de la catégorisation dans son analyse de l'exécution du budget 2023 et 2024 et des prévisions budgétaires. L'analyse de catégorisation des dépenses a également fourni des éléments qui ont permis d'approfondir le diagnostic des enjeux genre spécifiques aux secteurs sous le mandat du ministère, et de dégager quelques pistes de réponse possible. D'autres ministères ont entamé ce processus et donné des exemples de catégorisation dans leur rapport genre.

Plusieurs ministères, dont les ministères en chargés des mines, de l'énergie et de l'eau ont été en mesure de présenter une répartition sexo-spécifique du personnel émargeant au budget de l'Etat selon le Bureau Central de la Solde. Dans la plupart de ces cas seules les données concernant les structures de l'administration centrale ont été disponibles.

DEUXIEME PARTIE :

PRESENTATION DES RAPPORTS GENRES DES MINISTERS SECTORIELS

L'analyse des RG de chaque ministère concerne les éléments du canevas amélioré ci-après :

- la présentation du ministère à travers les réalisations, les enjeux et les indicateurs.
- les enjeux genre et gaps à combler ;
- les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre ;
- la planification et la budgétisation des actions genre.

En application de l'approche fondée sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) sous le prisme des droits humains, les rapports spécifiques des départements sectoriels répondent au classement selon les trois (3) axes thématiques Ces axes constituent les trois chapitres de cette seconde partie du rapport genre 2023.

Chapitre 1 : Accès équitable aux droits civils et politiques

- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère de la Communication de l'Economie Numérique et de la modernisation de l'Administration ;
- Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social ;

Chapitre 2 : Accès équitable aux droits sociaux (Services sociaux de Base)

- Ministère de la Santé et du Développement Social ;
- Ministère de l'Education Nationale ;
- Ministère de l'Energie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique ;
- Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable.
- Ministère de la Réconciliation Nationale

Chapitre 3 : Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques

- Ministère de l'Agriculture ;
- Ministère de l'Elevage et de la Pêche ;
- Ministère des Mines;
- Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
- Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Economie et des Finances.
- Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

Chapitre 1 :

Accès équitable aux droits civils et politiques

- Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la modernisation de l'Administration ;
- Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social ;
- Ministère des Affaires Etrangères et Coopération Internationale.

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

INTRODUCTION

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille prépare et met en œuvre les politiques nationales du Genre, de la promotion de la Famille, de Promotion et de Protection de l'Enfant.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- L'élaboration et la mise en œuvre des mesures devant assurer le bien-être de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- L'élaboration et la mise en œuvre des actions visant à assurer la prise en charge des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants ;
- la promotion des droits de la Femme et de l'Enfant ;
- la lutte contre les Violences Basées sur le Genre ;
- la promotion et la protection de l'Enfant ;
- la participation de l'Enfant ;
- La promotion des valeurs familiales ;
- La gestion du système d'information sur la Femme et l'Enfant ;
- la prise en compte des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants dans les programmes et projets de développement,
- La coordination et le suivi de l'institutionnalisation du Genre.

Ainsi, dans le cadre de ses engagements en faveur de l'égalité de genre, le Gouvernement du Mali a adopté la **Politique Nationale Genre (PNG)**. Cette politique constitue le cadre stratégique global de promotion de l'égalité entre les sexes. Elle vise l'édification d'une société démocratique garantissant l'épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes, à travers l'exercice plein de leurs droits fondamentaux, une citoyenneté active et équitable, ainsi qu'un accès juste aux ressources, dans un Mali émergent, fondé sur les valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale.

Dans cette dynamique, la prise en compte effective des inégalités entre les sexes dans les politiques publiques constitue une exigence majeure pour une gouvernance inclusive, équitable et durable. Conscient de cet impératif, l'État malien s'est engagé, depuis plusieurs années, dans un processus de **planification et de budgétisation sensible au genre (PBSG)**. Cette approche vise à réduire les écarts d'accès aux ressources, aux opportunités et aux services sociaux entre les femmes et les hommes.

C'est dans cette optique que s'inscrit la production d'un Rapport Genre, annexé à la loi de finances. Ce rapport constitue un outil stratégique de pilotage, de suivi et d'évaluation de l'intégration du genre dans les politiques publiques. Il permet de :

- *Rendre visible l'effort budgétaire consenti par les départements ministériels et institutions en faveur de l'égalité de genre ;*
- *Apprécier les progrès réalisés en matière de réduction des inégalités entre les sexes ;*
- *Orienter les actions futures sur la base des résultats obtenus et des besoins constatés.*

Le présent **Rapport Genre** sectoriel, élaboré par le **MPFEF**, s'inscrit dans ce cadre.

I. LES ENJEUX-ET GAPS A COMBLER :

a) LES ENJEUX

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses missions et conformément aux engagements nationaux et internationaux en matière de promotion du genre, le **Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF)** est confronté à plusieurs enjeux majeurs qui jalonnent encore l'atteinte des objectifs fixés par la **Politique Nationale Genre (PNG)**. Ces enjeux sont à la fois institutionnels, législatifs, programmatiques et opérationnels. Ils traduisent la complexité des défis liés à l'égalité entre les sexes et au respect des droits humains au Mali. Parmi les principaux défis identifiés, il convient de souligner :

- **le respect des engagements régionaux et internationaux du Mali** : entre autres engagements on note la participation et représentativité des femmes dans les initiatives de prévention, de gestion des conflits et de reconstruction post-conflit, conformément à la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et l'accès aux fonctions nominatives et électives ; l'atteinte au moins du taux de 30 % de représentativité des femmes : bien que prévu par les textes, ce taux reste encore insuffisamment respecté dans les nominations et les élections. Il constitue un indicateur clé de progrès en matière de parité.
- **L'adoption du PDDAFFE 2025-2034 et son plan d'action 2025-2029** : ce nouveau plan constitue un référentiel stratégique national pour l'autonomisation des femmes, le renforcement de la cellule familiale et l'épanouissement de l'enfant. Sa mise en œuvre efficace représente un levier fondamental pour la réduction des inégalités et l'inclusion sociale.
- **L'institutionnalisation du genre** : prônée par l'axe 1 de l'orientation n°6 de la PNG, cette démarche vise à intégrer systématiquement la dimension genre dans toutes les politiques, stratégies, plans et programmes sectoriels. Toutefois, cette institutionnalisation reste partielle et nécessite un accompagnement plus soutenu, notamment à travers le renforcement des capacités des acteurs et la création de mécanismes de suivi-évaluation efficaces.
- **l'adoption et l'appropriation de la PNG révisée par l'ensemble des acteurs** : pour assurer une mise en œuvre harmonieuse de la politique genre, il est indispensable de renforcer l'adhésion, la compréhension et l'engagement de tous les acteurs étatiques, non étatiques et communautaires ;
 - la tenue régulière du Conseil Supérieur de la PNG** : cet organe de pilotage stratégique peine à se réunir de manière régulière, ce qui limite sa capacité à impulser, suivre et ajuster la mise en œuvre du politique national genre ;
 - l'opérationnalisation des comités genre dans les ministères et les régions** : Ces structures de coordination jouent un rôle clé dans l'institutionnalisation du genre. Leur dynamisation reste toutefois nécessaire pour renforcer l'ancrage institutionnel des questions de genre dans l'action publique.
- **L'autonomisation des femmes** : Malgré des avancées, les femmes restent globalement sous-représentées dans les sphères économiques, politiques et décisionnelles.

Promouvoir leur leadership, garantir leurs droits fondamentaux et créer des opportunités économiques durables sont des priorités incontournables du ministère.

- **l'opérationnalisation du Système d'Information sur la Femme, l'Enfant et la Famille (SIFEF)** : Le déploiement effectif de ce système est crucial pour disposer de données sexo-spécifiques fiables, nécessaires à la planification, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques sensibles au genre.
- **l'adoption des avant-projets de lois sur les VBG et la protection de l'enfant** : Ces textes juridiques attendus visent à renforcer le cadre normatif en matière de droits humains. Leur adoption et leur application effective sont déterminantes pour la protection des couches vulnérables. L'éradication des pratiques néfastes, dont l'excision, demeure un défi majeur. Le renforcement des mécanismes de prévention, de prise en charge holistique et de sanction des VBG constitue une urgence nationale.
- **l'application du Code des personnes et de la famille** : Certaines dispositions du Code, telles que l'âge minimum du mariage des filles ou les conditions d'adoption par des étrangers, suscitent encore des résistances. Leur application reste une priorité pour garantir la cohérence des normes avec les principes d'égalité.
- **l'opérationnalisation du Programme National de Développement des Plates-formes Multifonctionnelles** : Ce programme vise à améliorer l'accès des femmes rurales aux services énergétiques, à alléger leurs tâches domestiques et à renforcer leur productivité.
- **l'institutionnalisation des One Stop Centers** : Ces centres intégrés assurent une prise en charge holistique (médicale, psychologique, juridique et sociale) des survivantes de VBG. Leur pérennisation est essentielle pour garantir une réponse coordonnée et durable aux besoins des survivants (es).
- **l'institutionnalisation du Schéma Type d'Institutionnalisation du Genre (STIG) de l'UEMOA** : Son adoption effective par les départements ministériels renforcerait l'harmonisation et la structuration des efforts d'intégration du genre.

b) LES GAPS A COMBLER

Malgré les efforts déployés et les avancées notables en matière de promotion du genre, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) est encore confronté à plusieurs insuffisances structurelles, techniques et institutionnelles qui limitent l'efficacité des interventions en faveur de l'égalité de genre. Les principaux gaps à combler sont les suivants :

- ❖ **Non alignement des textes nationaux par rapport aux engagements internationaux.**
- ❖ **Insuffisance des ressources humaines qualifiées et des moyens financiers.**

Les capacités actuelles du ministère et de ses services déconcentrés ne permettent pas une couverture adéquate du territoire ni une mise en œuvre efficace des actions prévues dans le domaine du genre.

- ❖ **Non-fonctionnalité du Système d'Information sur la Femme, l'Enfant et la Famille (SIFEF)**

L'indisponibilité de données sexo-spécifiques fiables entrave la planification, le suivi-évaluation et la redevabilité des actions genre.

❖ **Irrégularité dans la production d'annuaires statistiques.**

La production et la diffusion régulières de données désagrégées par sexe sont essentielles pour mesurer les progrès en matière d'égalité.

❖ **Relecture nécessaire de certaines dispositions du Code des personnes et de la famille.**

Des articles tels que ceux relatifs à l'âge minimum du mariage des filles ou à l'adoption internationale par des non-Maliens nécessitent une révision pour les conformer aux engagements internationaux en matière de droits humains.

❖ **Relecture nécessaire des textes de création, d'organisation et de fonctionnement ainsi que les cadres organiques de certaines structures (CAK, CAPF, FAFE, SP-PNG, Centres d'Auto-promotion).**

MESURES OU STRATEGIES SPECIFIQUES QUI CIBLENT LES QUESTIONS DE GENRE

a) LES MESURES SPECIFIQUES

- une mission de suivi de l'institutionnalisation du genre a produit un rapport sur l'état des lieux ;
- allègement du taux d'endettement des femmes à travers le FAFE ;
- le plaidoyer et lead du ministère dans la formation des candidates pour le concours d'entrée à l'ENA ;
- renforcement de l'approche multisectorielle autour des survivantes de VBG à travers l'élaboration de la Stratégie Sectorielle pour la Réinsertion Socio économique des Personnes survivantes de VBG. ;
- la révision de la politique nationale genre du 24 novembre 2010 ;
- Renforcement institutionnel par la nomination d'un conseiller technique genre au niveau du secrétariat général du gouvernement et la primature ;
- Table ronde de mobilisation des ressources de la feuille de route « genre élection » ;
- Deux missions de suivi du schéma type organisationnel de l'institutionnalisation de Genre(STIG) a également pu être enregistré en 2024 par l'UEOMA.

b) EVALUATION DES ACTIVITES GENRE 2024

- c) Production du rapport de suivi de plans de travail (2023-2024) des comités régionaux de suivi des questions genre (Mopti, Gao, Bamako, Koulikoro et Ségou) ;
- d) Production du rapport de l'évaluation des disparités entre les sexes et le genre dans les structures impliquées dans la prévention, la préparation et la réponse en cas d'urgence sanitaire dans le règlement du système international (RSI) ;
- e) Réalisation de l'étude de documentation et capitalisation des réalisations majeures de la mise en œuvre de la politique nationale genre (PNG) et de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes dans le contexte de la mise en œuvre des ODD ;
- f) Réalisation de l'Etude sur la représentation des femmes dans les mécanismes formels de prévention et de gestion des conflits au Mali ;
- g) Realisation de l'étude « Projet pilote de territorialisation de l'ODD5 » dans 2 régions et dans 10 Communes afin de soutenir la responsabilité des collectivités territoriales dans

la réalisation des objectifs d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes dans le cadre des plans de développement;

- h) Réalisation d'un séminaire de haut niveau sur les mécanismes innovants d'accès au financement pour les PME féminines et revue Secteur Privé et inégalités femmes-hommes et Autonomisation économique des femmes assorties de feuille de route.

Tableau II.1 : Evolution/Evaluation des indicateurs genre

Tableau 1 - Evolution/Evaluation des indicateurs genre 1.022 Administration générale et Développement des Capacités Institutionnelles

Objectif 1: Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et programmes du département					
Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
1.2 Taux de mise en œuvre des recommandations issues des instances statutaires des politiques et programmes	11.11	68,42	100	57.14	57.14
Moyen de vérification : PV/CR de session (SP-PNG, CNDIFE, FAFE)					
Précision méthodologique : rapport de mission de suivi d'évaluation (CABINET, SP-PNG, CNDIFE, FAFE)					

Commentaire Les recommandations issues des réunions statutaires et cadres de concertation ont été exécutées à hauteur de 57.14 % pour l'ensemble des programmes ; 11/26 réunions statutaires au niveau des organes du mécanisme d'institutionnalisation du Genre (9 réunions de comités régionaux de suivi des questions genre et les deux réunions du cadre national de concertation sur le Genre) , on note une insuffisance au niveau de la tenue des réunions du conseil supérieur de la politique nationale Genre et des comités sectoriels Genre des départements ministériels pour l'année 2024. Une des recommandations formulées au niveau du cadre national sur le genre indique la prise en compte de ces réunions statutaires sur la ligne des cadres de concertations au niveau de chaque département ministériel et les budgets des régions. Cet indicateur a été satisfait au niveau du secrétariat à 66,66%(6/9 recommandations)

Le MPFEF étant un département chargé du genre, tous les indicateurs du programme 1.022 renferment des activités genre même si le libellé des indicateurs ne le reflète pas spécifiquement. Cependant, la mission de coordination et de suivi du ministère nécessite de mettre l'accent sur certaines activités.

Le suivi de L'institutionnalisation du Genre enregistre une avancée certaine à travers la mise en place des organes au niveau sectoriel (**19/27 contre 14/27**), au niveau région (**11/11 contre 8/11**) ; **26/27 contre 21/27** représentations genre dont **23** conseillers techniques et 03 chargées de mission (**Economie et des finances ; artisanat, de la culture, de l'industrie, hôtellerie et du tourisme et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique**) nommés au niveau des départements Ministériels soit un taux de représentation de 96 29% pour l'ensemble et 85,18% pour les conseillers(es) techniques ;

15/27 ont évolué vers l'élaboration d'un plan d'action parmi lesquels 7 disposent de stratégie genre (Ministère de la Défense et des anciens combattants ; ministère de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle ; ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable ; ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale ; ministère de l'économie et des finances, Ministère de l'Education, Ministère de la Santé) et 1 d'un audit genre (Ministère de l'Education Nationale, Ministère de la santé ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable) soit un taux de progression de 55,55%.

La production du rapport Genre reste cependant timide au vu du nombre de départements et régions (5/27 soit 19% contre 0/27 en 2023 niveau sectoriel) et (1/10 soit 10% contre 0/10 en 2023 au niveau région).

Deux missions de suivi du schéma type organisationnel de l'institutionnalisation de Genre(STIG) a également pu être enregistré en 2024 par l'UEOMA.

Difficultés

- Le retard dans le recrutement des experts au niveau du SP-PNG;
- Insuffisance de ressources financières qui limite les capacités du Secrétariat permanent ;
- La lenteur dans la mise en place des conseillers techniques genre et des comités sectoriels genre dans les départements ministériels ;
- La non effectivité du fonctionnement des comités d'institutionnalisation du genre ;
- Absence de projet d'appui au niveau SP-PNG ;
- La faiblesse dans la collaboration entre le SP-PNG et les programmes et projets ;
- Insuffisance dans la redevabilité des acteurs du mécanisme d'institutionnalisation du Genre ;
- Absence de mécanisme fonctionnel entre le SP-PNG et la société civile évoluant dans le domaine du genre ;
- Le faible fonctionnement du conseil supérieur de la politique nationale genre.

Mesures

- Diligenter le recrutement des trois experts ;
- Renforcer la ligne d'appui à la coordination pour permettre au SP-PNG d'exécuter sa mission régalienne de suivi de la politique ;
- Organiser un plaidoyer auprès des Ministres à l'application des lettres du PM à mettre en place les comités sectoriels genre et à la nomination des conseillers genre dans les départements ;
- Assurer le fonctionnement régulier du cadre de concertation ;
- Appuyer les comités à disposer de stratégies et plans d'action pour l'institutionnalisation du Genre ;
- Prendre en compte le Genre dans le schéma National de la Statistique ;
- Proposer des critères de choix des conseillers techniques Genre dans les départements ministériels

Tableau 2 : Evolution/Evaluation des indicateurs genre du Programme Présentation 2.059 Promotion de la Femme

Objectif 1 : Renforcer les mécanismes d'identification et de prise en charge holistique des cas de VBG.					
Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
1.1 Pourcentage de survivant (es) de VBG ayant bénéficié d'une prise en charge holistique	175	79,99	100	24.5 6	24.56
Moyen de Vérification : Rapports national du PNVBG Précision Méthodologique : (Nombre de cas pris en charge / nombre de cas identifiés) x 100					
1.2 Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon des MGF/VBG.	99	53,39	100	35.4 9	35.49
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, Précision Méthodologique : (Nombre de villages ayant abandonné à travers la signature de convention / Nombre de villages à couvrir par an) x 100 (soit 693 villages par an) Formule : (Nombre de villages ayant abandonné à travers la signature de conventions / nombre de villages à couvrir par an) x100 (2100 villages soit 12% des 12000 villages)					
1.3 Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon sur le mariage d'enfants	108	89,49	100	52.3 2	52.32
Moyen de Vérification : Rapports national PNVBG, Précision Méthodologique : (Nombre de villages ayant abandonné le mariage d'enfants à travers la signature de convention / Nombre de villages à couvrir par an) x 100 (495 villages par an) Formule :					
1.4 Pourcentage des réunions de concertation nationale du COVBG et ses démembrements pour l'abandon des BVG	0	31,69	100	17.9 4	17.94
Moyen de Vérification : Rapport national PNVBG Précision Méthodologique : (Nombre de cadres de concertation tenus / Nombre de cadres de concertation prévus par an) x 100 (301 réunions par an)					
Objectif 2 : Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits					
Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
2.1 Taux de représentativité des femmes dans les organes de prévention et de résolution des conflits	98	16	30	25	83,33
Moyen de Vérification : Rapport d'activités Précision Méthodologique : Dénombrement.					
2.2 Pourcentage de femmes formées dans la prévention et la gestion des conflits (APR, R 1325)	100	77,77	90	150	166,66
Moyen de Vérification : Rapport de formation Précision Méthodologique : (Nombre de femmes formées/nombre total prévu) x100. (prévision 450 femmes à former pendant les 3 ans)					
Objectif 3 : Appuyer la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.					
Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
3.1 Taux de femmes formées dans les AGR et dans l'entrepreneuriat	41,3 2	149,3 8	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports de formation et d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de femmes formées dans les AGR /nombre de femmes prévues) x 100					
Formule : Nombre de femmes formées en entrepreneuriat /nombre de femmes prévues) x 100					
3.2 Pourcentage d'organisations de femmes ayant bénéficié des équipements et des infrastructures de production	74,2 5	173,3 5	100	92	92
Moyen de Vérification : bordereau de livraison, PV de réception					
Précision Méthodologique : (Nombre de femmes bénéficiaires / Nombre de femmes prévues) x 100.					
Formule :					
3.3 Taux de suivi et de supervision des activités d'AGR et d'entrepreneuriat	0	100	100	73.7 5	73.75
Moyen de Vérification : Rapports d'activités, rapport d'enquêtes					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions de suivi et supervision réalisées / nombre de missions de suivi et supervision prévues) x100					
Objectif 4 :S'assurer de la représentativité des femmes dans les postes nominatifs et électifs					
Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
4.1 Taux de représentativité des femmes aux postes nominatifs	28,1	14,80	100	13.6	13.6
Moyen de Vérification : Actes de nomination					
Précision Méthodologique : (Nombre de femmes nommées / Nombre total de personnes nommées) x 100					
4.2 Taux de représentativité des femmes aux postes électifs	19,3	19,3	30	19,3 3	64,33
Moyen de Vérification : Résultats d'élections					
Précision Méthodologique : (Nombre de femmes élues / Nombre total d'élus) x 100					
4.3 Proportion de cadres de concertation créés et fonctionnels	75	0	100	33.6 5	33.65
Moyen de Vérification : Résultats d'élections					
Précision Méthodologique : (nombre de femmes élues / Nombre total d'élus) x100					

Commentaire :

Objectif 1 : Renforcer les mécanismes d'identification et de prise en charge holistique des cas de VBG.

Les résultats obtenus sont globalement en deçà des attentes, avec des taux très faibles sur l'ensemble des indicateurs :

- le taux de prise en charge holistique des survivantes de VBG est de 24,56%, traduisant un déficit significatif entre les cas identifiés et ceux effectivement accompagnés faute de financement ;
- l'abandon des pratiques néfastes (MGF/VBG et mariage d'enfants) progresse lentement, avec des taux respectifs de 35,49 % et 52,32 % ;
- le fonctionnement des cadres de concertation est également limité (17,94 %), révélant une faible animation des structures de coordination.

Malgré des actions menées sur le terrain, les résultats montrent une faiblesse dans le suivi, la couverture des zones ciblées et la mobilisation communautaire, diminuant les progrès réalisés dans le domaine des VBG

Objectif 2 : Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits

La représentation des femmes dans les organes de prévention des conflits reste insuffisante, avec un taux de **29,26 %**. En revanche, un progrès notable est observé avec **33,33 %** de femmes formées dans ce domaine, ce qui souligne l'importance des initiatives de renforcement des capacités. Il est capital de transformer cette formation en opportunités de prise de décision.

Objectif 3 : Appuyer la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.

Les indicateurs de l'objectif 3 présentent des résultats globalement satisfaisants :

- 100 % de femmes prévues ont été formées dans les AGR ;
- 92 % des organisations féminines ont été dotées en équipements ;
- le taux de suivi des activités atteint 73,75 %, ce qui reste significatif mais à renforcer.

En 2024, des résultats globalement positifs ont été enregistrés dans la mise en œuvre de l'objectif visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin. Grâce à l'accompagnement des partenaires, notamment SWEED Mali à travers l'ONG AGIR, ainsi que l'ONU Femmes via l'unité 1325, les MAFEF du District de Bamako ont équipé 125 femmes et filles, dépassant ainsi la prévision annuelle de 100 bénéficiaires. Par ailleurs, un total de 4090 femmes ont été formées en AGR, soit 122,70 % de la cible initiale de 3000, grâce à des actions de sensibilisation accrues, la mobilisation des associations féminines, les diffusions médiatiques et le soutien des partenaires.

Concernant l'équipement des organisations féminines, 83 associations et groupements ont reçu des matériels en fonction de leurs besoins spécifiques, en plus d'un appui de 15 millions FCFA en équipements octroyés au centre de Ouélèssebougou. Des dotations supplémentaires issues du projet Karité et du Fonds FAFE ont également été distribuées, bien qu'elles ne soient pas comptabilisées dans le taux officiel, qui s'élève tout de même à 92 %.

Objectif 4 : Renforcer le leadership des femmes et leur représentativité dans les postes nominatifs et électifs.

Au niveau de cet objectif aucun indicateur n'a atteint sa cible, cependant, la représentativité des femmes aux postes nominatifs est de 14,8 % en deçà des 30 % prévus par la Loi N° 2015-052 du 18 décembre 2015. L'année 2024 n'étant pas une année électorale, le taux de 19,33 % des élections dernières demeure. Il est à signaler que seuls 33,65 % des cadres de concertation sont fonctionnels.

La représentativité des femmes dans les instances nominatives et électives reste un défi majeur à relever.

Difficultés :

- la prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre demeure très insuffisante, avec un taux de couverture faible, ce qui limite l'accès aux services essentiels et compromet leur réinsertion sociale ;
- la faible représentation des femmes dans les postes décisionnels révèle la persistance de barrières structurelles profondes qui restreignent leur participation effective aux processus décisionnels.

Mesures :

- ❖ **Renforcement des services de prise en charge des survivantes**
 - augmenter les moyens financiers et humains dédiés aux structures d'accueil et d'accompagnement (psychologique, médical, juridique) ;
 - développer des centres spécialisés de proximité pour faciliter l'accès aux soins et à l'aide ;
 - former davantage de professionnels (agents de santé, travailleurs sociaux, forces de l'ordre) à la prise en charge sensible et adaptée des survivantes.
- ❖ **Amélioration de la couverture et de la coordination des services**
 - mettre en place un système de suivi intégré pour assurer une prise en charge continue et coordonnée entre les différents acteurs (santé, justice, social) ;
 - sensibiliser les communautés et les autorités locales afin de réduire la stigmatisation et encourager les survivantes à se faire accompagner.
- ❖ **Promotion de la participation des femmes aux postes décisionnels**
 - instaurer des quotas ou des mesures incitatives pour garantir une représentation équilibrée des femmes dans les instances décisionnelles publiques et privées ;
 - organiser des programmes de formation et de mentorat pour renforcer les compétences et la confiance des femmes candidates à des postes à responsabilité ;
 - réviser les politiques internes des organisations pour lever les barrières structurelles (discriminations, harcèlement, inégalités de traitement, le non-respect du SMIG etc).
- ❖ **Sensibilisation et changement des normes sociales**
 - lancer des campagnes de sensibilisation pour déconstruire les stéréotypes de genre et promouvoir l'égalité.
 - impliquer les hommes et les leaders communautaires dans la lutte contre les violences basées sur le genre et dans la promotion de la participation féminine.

Tableau 3 : Evolution/Evaluation des indicateurs genre du Programme 2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille

Indicateurs et cibles de performance	Réalisation		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
Objectif 2 : Renforcer les connaissances des personnes sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes					
Indicateurs et cibles de performance	Réalisation		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
2.1 Part des garçons victimes de VAEN y compris ceux en situation d'urgence pris en charge	23	100	100	31.29	31.29
Moyen de Vérification : rapports d'activités des services Précision Méthodologique : (Nombre de garçons pris en charge / nombre total d'enfants identifiés) x 100 (300enfants)					

2.2 Part des filles victimes de VAEN y compris ceux en situation d'urgence pris en charge	77	100	100	67.76	67.76
Moyen de Vérification : rapports d'activités des services Précision Méthodologique : (Nombre de filles prises en charge / nombre total d'enfants identifiés) x 100 (300enfants)					
2.3 Pourcentage de personnes (hommes, femmes, filles, garçons) formés sur les droits et devoirs des enfants	100	91.61	100	34	34
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services Précision Méthodologique : (Nombre de personnes formés / nombre total de personnes à former) x 100 (préciser le nombre de personnes à former)					
Objectif 3 : Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation					
Indicateurs et cibles de performance	Réalisation		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
3.2 Pourcentage d'enfants de 12-17 ans ayant pris part aux activités socioéducatives	104	202	100	94.85	94.85
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services Précision Méthodologique : (Nombre d'enfants ayants pris part aux activités socioéducatives / Nombre total d'enfants prévus) x 100					
3.3 Part des filles 12-17 renforcées sur les questions de citoyenneté	45.71	43,71	100	45.66	45.66
Moyen de Vérification : Rapports de formation Précision Méthodologique : (Nombre de filles renforcées / Nombre total d'enfants prévus) x 100					
3.4 Part des garçons 12 à 17 renforcés sur les questions de citoyenneté	54.28	57	100	54.34	54.34
Moyen de Vérification : Rapports de formation Précision Méthodologique : Nombre de garçons renforcés / Nombre total d'enfants prévus) x 100					
Objectif 4 : Renforcer la fonction socialisante de la famille					
Indicateurs et cibles de performance	Réalisation		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
4.1 Pourcentage d'adolescents (15-19ans) informés et sensibilisés sur la santé de la reproduction, la planification familiale	100	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services Précision Méthodologique : (Nombre de jeunes informés, sensibilisés / l'effectif total de jeunes prévus pour être informés et sensibilisés) x 100 (5500 jeunes)					
4.2 Nombre de filles de 0 à 17 ans victimes de VAEN identifiés et pris en charge dans les centres d'accueil	58	322	500	346	69.20
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPEF Précision Méthodologique : Dénombrement					
4.3 Nombre de garçons de 0 à 17 ans victimes de VAEN identifiés et pris en charge dans les centres d'accueil	67.66	339	400	323	80.75
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPEF Précision Méthodologique : Dénombrement					

Commentaire :

Objectif 2 : Renforcer les connaissances des personnes sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes

- la prise en charge des enfants victimes de VAEN y compris ceux en situation d'urgence identifiés a été assurée à 100% soit au total 4 465 enfants, dont 2 062 garçons (31,29%) et 2 403 filles (36,47%). Ce taux positif explique l'engagement de l'Etat et de tous les acteurs évoluant dans le domaine de la protection de l'enfant.
- Au titre de l'indicateur « Pourcentage de personnes (hommes, femmes, filles, garçons) formés sur les droits et devoirs des enfants » il y a eu le renforcement de capacités de 33 893 personnes sur une prévision de 100 000, soit 34% (dont 9 114 hommes, soit 26,89% ; 14 303 femmes, soit 42,20% ; 4 426 garçons, soit 13,06% et 6 050 filles, soit 17,85%), sur diverses thématiques de droits et devoirs des enfants; de protection des enfants ; la commémoration des journées dédiées aux enfants (16 juin, 11 octobre, 20 novembre). La non atteinte de la cible s'explique par l'insuffisance de financement pour le renforcement des capacités.

Objectif 3 : Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation

- Les activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation ont été promues à travers l'organisation des journées commémoratives dédiées aux enfants (fête des mères, journée de l'enfant africain, journée mondiale de l'enfance), les collectivités éducatives (centres de loisirs sans hébergement), la Semaine de Loisirs de l'Enfance de Bamako (SELEBA), ainsi que les journées thématiques.
- La non atteinte de la cible 100 % soit 57,6 % de l'indicateur « Pourcentage d'enfants de 12-17 ans formés en technique de plaidoyer, de communication et sur les enjeux du

développement », s'explique par l'insuffisance de financement en vue du renforcement de capacité de cette couche.

- Pour ce qui est de l'indicateur « Pourcentage d'enfants de 12-17 ans ayant participé aux activités socioéducatives » le taux de 94,85%, soit 483 758 enfants sur une prévision de 500 000 attendus, est dû à l'accompagnement des partenaires et à la diversité des activités.
- Quant aux indicateurs « Part des filles 12-17 renforcées sur les questions de citoyenneté » et « Part des garçons 12-17 renforcées sur les questions de citoyenneté » avec respectivement 45,66% et 54,34%. Avec un taux de réalisation de 100% pour les deux cibles.

Au-delà des activités classiques réalisées, la Cité des Enfants abrite d'autres activités, telles que la journée internationale du jeu, les Cérémonies de mariage au niveau du centre de séjour, les activités sportives au niveau du plateau des sports, des activités ludiques au niveau des espaces de jeux.

Objectif 4 : Renforcer la fonction socialisante de la famille

Dans le cadre du renforcement de la fonction socialisante de la famille, le pourcentage des adolescent-e-s de (15-19 ans) informés et sensibilisés sur la santé de la reproduction, la planification familiale (SR/PF) est de 100% soit 97 492 dont 39,53% de garçons contre 60,47% de filles (58 954), sur une prévision de 100%.

L'atteinte de la cible s'explique par l'engouement pour les thématiques exposées, l'engagement des apprenants, les efforts consentis par l'Etat et ses partenaires pour la réalisation des activités de campagnes de masse sur la SR/PF.

Pour ce qui concerne l'indicateur '' Nombre de filles de 0 à 17 ans victimes de VAEN identifiés et pris en charge dans les centres d'accueil'' il est de 346 sur une prévision de 500 enfants, soit un taux de réalisation de 69%.

L'indicateur '' Nombre de garçons de 0 à 17 ans victimes de VAEN identifiés et pris en charge dans les centres d'accueil'' est de 323 soit 80%. Tous ces enfants ont bénéficié d'une prise en charge médicale, psychosociale, vestimentaire, nutritionnelle.

Difficultés majeures rencontrées

- Insuffisance des crédits alloués et du financement global.
- Textes juridiques inadaptés (notamment ceux du CAPF).
- Insuffisance des ressources humaines en nombre et en qualité à tous les niveaux.
- Nombre limité de centres étatiques de prise en charge.
- Absence de structure spécialisée pour les enfants en situation de handicap.
- Obstacles socioculturels et insécurité persistante.

Mesures proposées

- Mobiliser davantage de ressources et augmenter les allocations budgétaires.
- Renforcer les ressources humaines de qualité à tous les niveaux.
- Augmenter le nombre de centres d'accueil et de prise en charge.
- Relire et adopter les textes relatifs au CAPF et à la loi sur la protection de l'enfant.
- Créer un centre spécialisé pour les enfants handicapés.

- Renforcer les mesures sécuritaires pour garantir la continuité des actions sur le terrain.

Tableau 4 : Evolution/Evaluation des indicateurs genre du Programme 3.003: Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant

Objectif 1 : Accroître le potentiel économique des femmes					
Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
1.1 Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels de production	80	0	75	63.64	84.85
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CT-FAFE, Précision Méthodologique : Nombre des organisations féminines équipées / Nombre d'organisation féminines demandeurs) x 100					
1.2 Pourcentage de projets générateurs de revenus financés par le FAFE à travers les structures partenaires	50	97.27	100	19.1	19.1
Moyen de Vérification : Rapport de dépouillement et de validation, rapports d'activités et situations des financements provenant des banques et Systèmes Financiers Décentralisés partenaires de mise en œuvre du FAFE Précision Méthodologique : (Nombre de plans d'affaires d'AGR/PME/PMI financés / nombre total de plans d'affaires d'AGR/PME/PMI reçus) x 100					
1.3 Nombre d'AGR/PME/PMI, d'organisations, de groupements de femmes et d'utilisateurs accompagnés (appui-conseil)	786	2 175	2 000	2 250	112.50
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la CT-FAFE, rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE, situation des demandes d'appui, de plans d'affaires d'AGR/PME/PMI accompagnés, situation des utilisateurs de la CT-FAFE accompagnés Précision Méthodologique : Dénombrement d'AGR/PME/PMI, d'organisations, de groupements de femmes et d'utilisateurs accompagnés					
Objectif 2 : Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique, économique et politique.					
Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
2.1 Nombre de femmes dont les capacités ont été renforcées	2 000	2 425	4 000	316	7.90

Moyen de Vérification : Rapports de formations, rapports de suivi/évaluation, rapport d'activités de la CT-FAFE, rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE, justificatifs des activités de renforcement de capacités effectués Précision Méthodologique : Dénombrement de Femmes dont les capacités ont été renforcées					
2.2 Nombre de foires auxquelles les femmes ont participé	0	0	2	0	0
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CT-FAFE, rapport de suivi/évaluation, rapports de participations aux activités commerciales et promotionnelles Précision Méthodologique : Dénombrement de participations des promotrices d'AGR/PME/PMI, d'organisations et de groupements de femmes					
2.3 Nombre d'emplois créés pour les Femmes	400	775	1 000	281	28.10
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CT-FAFE, rapport d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE Précision Méthodologique : Dénombrement d'emplois créés Femmes					
2.4 Nombre d'emplois créés Filles	10	0	10	7	70.00
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CT-FAFE, rapport d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE Précision Méthodologique : Dénombrement d'emplois créés Filles					
Objectif 3 : Contribuer à l'épanouissement de l'enfant					
Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
3.1 Nombre d'enfants des groupements et structures en situation difficile accompagnés en vue de leur réinsertion sociale	160	615	500	488	97.60
Moyen de Vérification : Rapports de suivi/évaluation, rapport d'activités de la CT-FAFE, rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre du FAFE, justificatifs des activités d'accompagnement effectués Précision Méthodologique : Dénombrement de regroupements d'enfants accompagnés dans le cadre de la réinsertion socio-économique des enfants en situation difficile					
3.2 Nombre d'enfants encadrés (apprentissage, scolarisation) Filles	120	266	130	10	7.69

Moyens de vérification : Rapports d'activités de la CT-FAFE et des partenaires de mise en œuvre du FAFE, justificatifs des activités d'encadrement effectuées Précisions méthodologiques : Dénombrement d'enfants (fille) encadrées					
3.3 Nombre d'enfants encadrés (apprentissage, scolarisation) garçons	80	0	90	0	0
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la CT-FAFE et des partenaires de mise en œuvre du FAFE, justificatifs des activités d'encadrement effectuées Précision Méthodologique : Dénombrement de Garçons encadrés					

Commentaire :

Au titre de l'année 2024, le programme 3.003 s'est assigné quatre (04) objectifs et quatorze (14) indicateurs. Le programme n'a pu atteindre qu'un (01) indicateur sur les quatorze (14) prévus soit un taux de réalisation global de 07.14%. Conformément à ces objectifs et indicateurs, il ressort les principaux résultats suivants :

- titre de l'objectif 1 relatif à l'accroissement du potentiel économique des femmes, un (01) seul indicateur sur trois (03) a atteint sa cible annuelle. Il s'agit de l'indicateur relatif au nombre d'AGR/PME/PMI, d'organisations de groupements de femmes et d'usagers accompagnés (appui-conseil).

En outre, le deuxième et le troisième indicateur de l'objectif 1 relatifs aux pourcentages de projets générateurs de revenus financés par le FAFE à travers les structures partenaires et au Pourcentage de projets générateurs de revenus financés par le FAFE à travers les structures partenaires, ont connu des taux de réalisation respectivement de 84.85% et 19.1%.

Le taux le plus bas (19.1%) est enregistré par l'indicateur pourcentage de projets générateurs de revenus financés par le FAFE à travers les structures partenaires du FAFE.

Ce taux s'explique par l'insuffisance de l'enveloppe mise à disposition pour la réalisation des activités liées à cet indicateur et aussi au non-respect des critères d'éligibilités des projets.

- Au titre de l'objectif 2 relatif à la contribution au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique, aucun indicateur n'a pu atteindre sa cible, faute de ressources suffisantes et l'insécurité que traverse le pays.
- Au titre de l'objectif 3 relatif à la contribution à l'épanouissement de l'enfant, aucun indicateur n'a pu atteindre sa cible annuelle.

Cependant, s'agissant de l'indicateur relatif au nombre d'enfants des groupements et structures en situation difficile accompagnés en vue de leur réinsertion sociale, 488 enfants des groupements et structures en situation difficile ont pu être accompagnés en vue de leur réinsertion sociale soit un taux de réalisation de 97.6%.

Par ailleurs en ce qui concerne l'indicateur relatif aux nombres d'enfants encadrés (apprentissage, scolarisation) Filles et garçons, les taux sont au-dessous des attentes 7.7% pour

les filles et 0 % pour les garçons. Ces taux s'expliquent par l'insuffisance de l'enveloppe mise à disposition par rapport au nombre de projet soumis au financement.

Difficultés :

- l'insuffisance des ressources allouées au FAFE ;
- la rétention budgétaire ;
- le retard dans la mise à disposition des fonds en temps opportun pour réaliser les activités programmées ;
- la situation sécuritaire qui a affecté certaines cibles du FAFE issues des régions du centre et du nord du Mali ;
- l'insolvabilité des créancières des prêts contractés les promotrices d'AGR/PME/PMI liées aux conséquences de la COVID19;
- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées ;
- la non relecture des textes de création du FAFE.

Mesures correctives :

- Recommander au MPFEF et MEF d'inscrire dans l'agenda de relecture des textes et la révision du mécanisme d'ouverture en deux (02) étapes du compte spécial FAFE ;
- Mobiliser davantage de ressources auprès de l'Etat et des PTF ;
- Mettre les fonds sollicités pour réaliser les activités programmées à disposition en temps opportun ;
- Augmenter les ressources allouées au programme 3.003 pour permettre de soutenir et d'assister des cibles du FAFE victimes de la crise sécuritaire en les dotant en vivres et non vivres ;
- Affecter des ressources humaines qualifiées à la CT-FAFE .

i) EXECUTION FINANCIERE DES ACTIVITES GENRE 2024

Tableau 5 : Exécution financière en année 2024 par objectif du Programme 1.022 : Administration Générale et Développement des Capacités

Objectifs spécifiques		Prévu	Réel	Taux (%)
1	Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et programmes du département	1 782 261	1 090 139	61.17
2	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	860 289	1 054 248	122.55
3	Assurer une meilleure visibilité des actions menées par le	15 500	0	0.00
4	Impulser le processus de la décentralisation et de la déconcentration au sein du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de	18 958	7 275	38.37
Total		2 677 008	2 151 662	80.38

°Commentaire :

L'exécution des dépenses des activités présente un panorama global des dépenses en lien avec les objectifs spécifiques du programme, avec un taux d'exécution total de **80,38** %. L'objectif "Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et programmes du département" affiche un taux de réalisation de 61,17 %, indiquant une sous-exécution par rapport aux prévisions. En revanche, l'objectif relatif à la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières montre un taux d'exécution de **122,55** %, ce qui pourrait s'expliquer par des mandats de délégation reçu par le département.

Aussi, l'objectif relatif à "**Assurer une meilleure visibilité des actions menées par le département**" n'a enregistré aucune dépense, mais des activités ont été réalisées dans ce domaine de la communication et la transparence. Enfin, l'objectif lié à "l'impulsion du processus de décentralisation et de déconcentration" présente un taux d'exécution de 38,37 %, ce qui révèle des défis importants dans la mise en œuvre. En conclusion, bien que certaines actions soient bien financées, d'autres nécessitent une attention particulière pour aligner les dépenses sur les objectifs stratégiques du département.

Tableau 6 : Exécution financière en année 2024 par objectif du Programme 2.059 : Promotion de la Femme

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu 2024	Réel 2024	Ecart	Taux %
Développer la communication, d'identification et de prise en charge holistique des cas de VBG.	1 226 523	936 046	290 477	76,32
Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	11 500	991	10 509	8,62
Appuyer la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.	1 754 566	125 766	1 628 800	7,17
S'assurer de la représentativité des femmes dans les postes nominatifs et électifs	128 750	10 354	118 396	8,04
Total	3 121 339	1 073 158	2 048 181	34,38

Commentaire :

Par rapport à l'exécution de la dépense des activités par objectif spécifique sur 3 121 339 000 FCFA, il y a eu une réalisation de 1 073 158 000 FCFA, soit un taux de réalisation de 34,38.

- au titre de l'**objectif 1**, pour une prévision budgétaire de un milliard deux cent vingt-six millions cinq cent vingt-trois mille-huit (1 226 523 000) FACFA, neuf cent trente-six millions quarante-six mille (936 046 000) FCFA ont été exécutés soit 76,32 % ;
- Au titre de l'objectif 2, pour une prévision budgétaire de onze millions cinq cent mille (11 500 000) FCFA, neuf cent quatre-vingt-onze mille (991 000) FCFA ont été exécutés soit 8,62 % ;
- au titre de l'objectif 3, pour une prévision budgétaire de un milliard sept cent cinquante-quatre millions cinq cent soixante-six mille (1 754 566 000) FCFA, 125 766 000 FCFA ont été exécutés soit 7.17 % ;
- au titre de l'objectif 4, pour une prévision budgétaire de cent vingt-huit millions sept cent cinquante mille (128 750 000) FCFA, 10 354 000 F CFA ont été exécutés soit 8,04%

Tableau 7 : Exécution financière en année 2024 par objectif du Programme 2.060 : Promotion de l'Enfant et de la Famille

Objectifs spécifiques		Prévu	Réel	Taux (%)
1	Renforcer les mécanismes d'identification et de prise en charge holistique des cas de VBG	1 226 523	936 046	76.32

2	Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	11 500	991	8.62
3	Appuyer la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines	1 754 566	125 766	7.17
4	Renforcer le leadership des femmes et leur représentativité dans les postes nominatifs et électifs.	128 750	10 354	8,04
Total		3 121 339	1 073 158	34,38

Commentaire : L'exécution financière du programme révèle un taux global d'exécution de **34,38 %**, soit **1 073 158 000** FCFA dépensés sur un budget prévisionnel de **3 121 339 000** FCFA. L'objectif spécifique 1, relatif à la prise en charge des cas de VBG, enregistre le meilleur taux d'exécution avec **76,32 %** des crédits consommés. En revanche, les autres objectifs affichent des taux très faibles, notamment l'appui à l'entrepreneuriat féminin (**7,17 %**), la représentation équitable dans les instances de gestion des conflits (**8,62 %**) et le renforcement du leadership féminin (**8,04 %**). Ces écarts traduisent des retards ou des contraintes dans la mise en œuvre de certaines actions.

Tableau 8 : Exécution financière en année 2024 par objectif du Programme 3.003 : Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

Objectifs spécifiques	Exécution financière des activités			
	Prévu 2024	Réel 2024	Ecart	Taux en %
Accroître le potentiel économique des femmes	355 000	233 700	121 300	65.83
Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	155 000	45 168	109 832	29.14
Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	95 000	21 139	73 861	22.25
Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE	45 000	24 927	20 073	55.39
Total	650 000	324 934	325 066	49.99

Commentaire :

Sur les **650 000 000** FCFA prévus, **324 934 000** F CFA ont réellement été reçus pour la réalisation des activités, soit **49,99%**. L'exécution financière des activités fait ressortir la situation suivante :

- au titre de l'objectif 1, pour une prévision budgétaire de trois cent cinquante-cinq millions (**355 000 000**) FCFA, deux cent trente-trois millions sept cent mille (**233 700 000**) FCFA ont été exécutés soit 65.83 % ;
- au titre de l'objectif 2, pour une prévision budgétaire de cent cinquante-cinq millions (**155 000 000**) FCFA, quarante-cinq millions cent soixante-huit mille (**45 168 000**) FCFA ont été exécutés soit 29,14 % ;
- au titre de l'objectif 3, pour une prévision budgétaire quatre-vingt-quinze millions (95 000 000) FCFA, vingt un millions cent trente-neuf (**21 139 000**) FCFA ont été exécutés soit 22,25 % ;

- au titre de l'objectif 4, pour une prévision budgétaire de quarante-cinq millions (45 000 000) FCFA, vingt-quatre millions neuf cent vingt-sept mille (24 927 000) ont été exécutés soit 55.39 %.

Difficultés :

Comme difficultés, il faut noter :

- le retard accusé dans l'ouverture du FAFE sur le Programme 3.003 'fonds d'appui à l'autonomisation de la femme;
- le retard dans la mise à disposition des fonds en temps opportun pour réaliser les activités programmées ;
- L'insuffisance des ressources allouées au FAFE ;
- la rétention budgétaire ;
- la situation socio-politico-économique et sécuritaire qui a affecté certaines cibles du FAFE issues des régions du centre, du nord et même du sud du Mali ;
- les conséquences de la situation sanitaire qui a affecté de différentes manières les activités de la plupart des promotrices de PME/PMI et de certaines promotrices d'AGR ;
- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées ;

Mesure :

Comme mesures correctives, il faut :

- recommander au MEF d'inscrire dans l'agenda de relecture des textes la révision du mécanisme d'ouverture en deux (02) étapes du compte spécial FAFE ;
- mobiliser davantage de ressources auprès de l'Etat et des PTF ;
- mettre les fonds sollicités pour réaliser les activités programmées à disposition en temps opportun ;
- augmenter les ressources allouées au programme 3.003 pour permettre de soutenir et d'assister les cibles du FAFE victimes de la crise sécuritaire en les dotant en vivres et non vivres ;
- rééchelonner les prêts des promotrices de PME/PMI/AGR en situation d'impayées victimes de la crise sécuritaire et/ou sanitaire ;
- affecter des ressources humaines qualifiées à la CT-FAFE.

Tableau 9 : Exécution financière 2024 des activités du Programme 1.022 : Administration Générale et Développement des Capacités

Activités	Lien avec égalité de genre (direct/indirect)	Prévu	Réel	Taux (%)
Action 01 Coordination et pilotage des politiques du département				
1.1.1 Prise en charge des dépenses du personnel du CNDIFE et du CABINET	Indirect	422 579	359 643	85.11
1.1.2 Approvisionnement en biens et services des structures de l'action	Indirect	333 350	387 013	116.10
1.1.3 Suivi de l'institutionnalisation du genre	Direct	3 333	3 085	92.56

1.1.4 Suivi de la mise en œuvre de la PNG	Direct	16 667	5 964	35.78
1.1.5 Coordination des actions du FAFE		24 707	9 434	38.18
1.1.6 Fonds d'appui pour l'autonomisation de la femme et de l'enfant	Direct	650 000	325 000	50.00
1.1.7 Projet de construction SIEGE DFM/CADD....	Indirect	300 000	0	0.00
1.2.1 Tenue des réunions statutaires et des cadres de concertation	Indirect	5 000	0	0.00
1.2.2 Suivi de l'exécution des recommandations issues des concertations et des réunions statutaires de la PNG, du FAFE, CNDIFE	Direct	12 500	0	0.00
1.3.1 Tenue des missions de suivi-supervision	Indirect	5 250	0	0.00
1.3.2 Tenue des évaluations des politiques et des programmes y compris études et recherches	Indirect	1 875	0	0.00
1.3.3 Tenue de la revue annuelle pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques et Programmes	Indirect	7 000	0	0.00
2.3.1 Formation du personnel du MPFEF	Indirect	31 328	22 538	71.94
3.1.1 Dissémination du PRODAFE	Indirect	3 000	0	0.00
3.1.2 Production et diffusion du bulletin d'information semestriel du département	Indirect	625	0	0.00
3.1.3 Poursuite de l'opérationnalisation du système d'information SIFEF	Direct	625	0	0.00
3.1.4 Collecte de données et rapportage sur la situation de la femme, de l'enfant et de la famille	Direct	625	0	0.00
3.1.5 Production des documents (CNDIFE et SP-PNG)	Indirect	2 500	0	0.00
3.1.6 Gestion du site web du département (site web et autres activités de communication).	Indirect	1 250	0	0.00
3.1.7 Poursuite de la mise en œuvre du projet d'émergence des compétences féminines	Direct	625	0	0.00
3.1.8 Relecture des textes des structures du département.	Indirect	6 250	0	0.00
TOTAL		1 829 089	1 112 677	60.83
Action 02 Gestion financière et matérielle				

2.1.1. Prise en charge des dépenses du personnel	Indirect	332 426	336 328	101.17
2.1.2. Approvisionnement en biens et services des structures	Indirect	485 424	695 382	143.25
2.1.3 Préparation et suivi d'exécution du budget	Indirect	11 111	0	0.00
Total		828 961	1 031 710	124.46
Action 03 Processus de décentralisation et de déconcentration				
4.1.1 Approvisionnement de la CADD en biens et services.	Indirect	12 083	7 275	60.21
Tenue des missions de suivi du plan gouvernemental du transfert de ressources et de compétences de l'État aux collectivités territoriales.	Indirect	3 125	0	0.00
Évaluations des cadres organiques des services déconcentrés	Indirect	3 750	0	0.00
Total		18 958	7 275	38.37
Total	<i>direct</i>	709 082	343 485	48,44
Total	<i>indirect</i>	1 967 926	1 808 177	91,88

Commentaire :

L'exécution financière des projets et activités pour l'année 2024 souligne des performances disparates parmi les trois actions principales.

L'Action 01, consacrée à la coordination et au pilotage des politiques, affiche un taux d'exécution de 60,83%. Cependant, il est important de noter des insuffisances dans l'exécution de certaines activités liées aux contraintes budgétaires, entre autres le suivi de la PNG, la poursuite de l'opérationnalisation du système d'information SIFEF et la collecte de données et rapportage sur la situation de la femme, de l'enfant et de la famille.

En revanche, l'Action 02, dédiée à la gestion financière et matérielle, présente une performance remarquable avec un taux de 124,46 %, notamment grâce à un approvisionnement efficace en biens et services.

Enfin, l'Action 03, axée sur la décentralisation, souffre d'un taux d'exécution global de 38,37 %. Ce taux est essentiellement constitué des activités d'approvisionnement de la CADD en biens et services. Les activités liées à la tenue des missions de suivi du plan gouvernemental du transfert de ressources et de compétences de l'État aux collectivités territoriales et l'évaluation des cadres organiques des services déconcentrés enregistrent des taux de 0%. Cependant, ces activités ont été réalisées au cours d'autres missions conjointes (revue du ministère).

Tableau 10 : Exécution financière 2024 des activités du Programme : 2.059 Promotion de la Femme

Action 01 Amélioration des conditions de la femme

Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre (direct/indirect)	Exécution financière 2024			
		Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Prise en charge du salaire et accessoires du personnel	indirect	908 059	815 667	92 392	89.83
Acquisition de biens et services au profit des services et des femmes	indirect	270 214	120 379	149 835	44.55
Organisation de sessions de formation pour la réinsertion des survivantes de VBG	direct	2 500	0	2 500	0.00
Voyages d'étude et d'échanges	indirect	12 500	0	12 500	0.00
Prise en charge holistique des victimes de VBG	direct	2 500	0	2 500	0.00
Vulgarisation /dissémination des textes : la Loi n° 2015-052 du 18 décembre 2015, APR, R1325, 2030, 2063, CEDEF, Protocole de Maputo, OHADA, Stratégie Nationale pour l'abandon des VBG, Avant-projet de loi VBG etc.	direct	3 750	0	3 750	0.00
Réalisations d'activités d'IEC, de CCC, de plaidoyer et de communication en faveur des droits et pour la promotion de la femme	direct	4 000	0	4 000	0.00
Organisation des rencontres d'échanges d'expériences inter villages pour discuter des initiatives d'abandon des pratiques néfastes et des VBG	direct	2 500	0	2 500	0.00
Vulgarisation des argumentaires religieux sur les MGF/VBG et sur le mariage d'enfants par les leaders religieux dans toutes les régions et le District de Bamako.	Direct	2 500	0	2 500	0.00
Renforcement des consensus de 153 508 Leaders (Traditionnels, religieux, communautaires) et les membres des comités de veille pour les déclarations d'abandon de VBG	direct	2 500	0	2 500	0.00

Organisation des rencontres d'échanges d'expériences inter villages pour discuter des initiatives d'abandon des mariages d'enfants	direct	4 000	0	4 000	0.00
Organisation des campagnes d'informations et de sensibilisation de masse au niveau local (Émission interactive de qualité dans les médias, cinéma numérique ambulant, théâtre forum, caravanes, festival, animation grand public etc.).	direct	4 000	0	4 000	0.00
Organisation des campagnes de masculinité et féminité positive, protectrice de femmes et de filles contre les VBG par des hommes modèles "Hommes Yélén, Hommes lumières"	direct	2 500	0	2 500	0.00
Organisation des réunions des cadres de concertations du COVBG et démembrements	direct	2 500	0	2 500	0.00
Organisation des événements spéciaux (6 Février, 8 mars, 31 juillet, 15 octobre, 25 Novembre)	direct	2 500	0	2 500	0.00
Information et sensibilisation des femmes sur la paix et la cohésion sociale	direct	2 500	0	2 500	0.00
Information et sensibilisation des femmes et hommes sur la R 1325	direct	4 000	0	4 000	0.00
Formation des femmes leaders sur l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger	direct	2 500	991	2 500	39.65
Formation des leaders communautaires sur la R 1325 et la Loi 2015-052	direct	2 500	0	2 500	0.00
Projet1 : Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité	direct	1 076 132	15 516	1 060 616	1.44

Projet 5:Programme National Appui Femmes Opératrices économiques	direct	100 000	8 711	91 289	8.71
Projet 3:Projet appui promotion de la femme rurale	direct	100 000	15 533	84 467	15.53
Octroi d'équipements et d'infrastructures aux organisations de femmes	direct	100 868	0	10 868	0.00
Projet 2:Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filères porteuses)	direct	100 000	10 349	89 651	10.35
Suivi-évaluation des femmes formées et équipées	direct	3 750	0	3750	0.00
Multiplication et vulgarisation de la loi 2015-052 niveau national, régional et local.	direct	3 750	0	3 750	0.00
Renforcement de capacités des femmes sur leurs droits et leurs responsabilités en leadership féminin.	direct	3 333	0	3 333	0.00
Projet 4:Appui à l'Organisation Panafricaine des Femmes	direct	5 556	0	5 556	0.00
Organisation des campagnes d'informations et de sensibilisation à travers les médias pour inciter les femmes à se porter candidates aux postes électifs.	direct	100 000	10 354	89 354	10.35
Renforcement des capacités techniques des femmes dans le processus électoral.	direct	5 556	0	5 556	0.00
Tenue des cadres de concertation du Programme.	direct	5 556	0	5 556	0.00
Total		2 847 523	997 501	1 850 022	35,03
Total	Direct	1 656 750	61 455	1 595 295	3,70
Total	Indirect	1 190 773	936 046	934 856	78,60
Action 02 Formation et Education de la Femme					

Approvisionnement en biens et services des maisons de la femme et de l'enfant et le CAK	<i>indirect</i>	135 436	29 796	105 640	22.00
Formation en coupe et couture, teinture, coiffure, saponification, perlages, Agro - sylvo pastorale, Coiffure esthétiques, broderie africaine et chinoise, le henné etc.	<i>Direct</i>	2 500	0	2 500	0.00
Projet : Équipement des Maisons de la Femme de l'enfant et de la famille	<i>Direct</i>	100 000	10 324	89 676	10.32
Formation en coupe et couture, hôtellerie, house-keeping	<i>Direct</i>	1 625	0	1 625	0.00
Prise en charge du salaire et accessoires du personnel du CAK	<i>indirect</i>	34 255	35 537	-1 282	103.74
Total		273 816	75 657	198 159	27.63
Total	direct	104 091	10 324	93 767	9.92
Total	indirect	169 725	65 333	104 392	39,49

Analyse:

Au 31 mai 2024, l'exécution financière globale du programme s'établit à 35,03 %, traduisant une performance budgétaire encore en deçà des attentes à mi-parcours de l'année. Cette situation appelle une attention particulière sur la répartition inégale entre les activités à impact direct sur l'égalité de genre et celles à impact indirect. En effet, si les activités à lien indirect, essentiellement liées à la gestion administrative et logistique (comme la prise en charge du personnel), affichent un taux d'exécution satisfaisant (**78,60 %**), les activités à **impact direct sur la promotion de l'égalité de genre** peinent à être mises en œuvre avec un **taux très faible de 3,70 %**. Cette faiblesse est d'autant plus préoccupante qu'elle concerne des interventions stratégiques telles que :

- la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre (VBG) ;
- les campagnes de sensibilisation sur les droits des femmes ;
- le soutien à l'autonomisation économique des femmes rurales ;
- la promotion de la participation politique féminine.

Cette situation met en évidence un **risque important de non-atteinte des objectifs de transformation sociale et de réduction des inégalités de genre**, si des mesures correctives ne sont pas rapidement engagées.

Il est donc **impératif de relancer, dès à présent**, la programmation opérationnelle et financière des activités à effet direct, en assurant une meilleure coordination, un déblocage rapide des ressources, et un suivi rigoureux de la mise en œuvre, notamment pour les projets structurants liés à l'autonomisation et à la protection des femmes.

Difficultés :

- retards dans le décaissement des ressources ;
- insuffisance de coordination intersectorielle.

Mesure :

- renforcer les capacités de gestion et d'exécution ;
- mettre en place une cellule de coordination opérationnelle ;
- élaborer un plan de rattrapage pour les activités prioritaires ;
- mobiliser les partenaires techniques et financiers ;
- renforcer le suivi-évaluation et la redevabilité ;

Tableau 11 : Exécution financière 2024 des activités du Programme 2.060 : Promotion de l'Enfant et de la Famille

Activités	Lien avec égalité de genre (direct/indirect)	Prévu	Réel	Taux (%)
Action 01 : Promotion des droits de l'enfant et de la famille				
1.1.1 Prise en charge du salaire et accessoires du salaire	Indirect	279 629	262 362	93.82
1.1.2 Approvisionnement en bien et services des structures de coordination de l'enfant et de la famille (comité interministériel et comité paritaire, Conseil National de la famille) et de la DNPEF	Indirect	39 199	21 587	55.07
Élaboration et soumission des projets de textes (la loi sur la protection de l'enfant, des textes de CAFEF, les textes du CAPF, les textes du Parlement des enfants, le texte de création du conseil national de la famille).	Indirect	6 250	0	0.00
1.1.4 Célébration des journées dédiées à l'enfant et à la famille (15 mai, 16 juin, 11 octobre et 20 novembre)	Direct	6 250	0	0.00
1.1.5 Organisation des sessions de plaidoyer en faveur de la relecture des textes (CAPF, Parlement des enfants et des structures éducatives de protection des enfants) et de l'adoption du projet de loi sur la protection des enfants et de la famille (comité)	Direct	3 750	0	0.00
1.2.1 Tenue régulière des réunions statutaires de cadre de concertation	Indirect	1 500	0	0.00
1.2.2 Appui à la formation des acteurs du cadre de concertation	Indirect	2 500	0	0.00
Organisation de deux (02) voyages d'études sur la protection de l'enfant	Indirect	6 250	0	0.00

1.3.1 Réalisation de deux (02) missions de suivi/supervisions des activités dans les régions	Indirect	5 000	0	0.00
Suivi des accords de coopération bilatéraux et multilatéraux entre le Mali et les pays voisins sur la protection de l'enfant	Direct	6 250	0	0.00
2.1.1 Prise en charge des enfants (garçons) victimes de VAEN	Direct	3 750	0	0.00
2.1.2 Prise en charge de l'encadrement scolaire des enfants (filles et garçons)	Direct	7 275	0	0.00
2.3.1 Formation des acteurs et personnes cibles (hommes, femmes, filles, garçons) sur les droits et devoirs des enfants	Direct	5 000	0	0.00
2.4.1 Lutte contre Abandon Enfants	Direct	150 000	12 939	8.63
2.4.2 Réalisation d'une étude nationale sur les enfants en situation de rue	Direct	2 500	0	0.00
2.4.2 Réalisation d'une étude sur la participation des enfants (filles garçon)	Direct	3 750	0	0.00
4.1.1 Organisation d'une session de formation des jeunes sur la santé de la reproduction, planification familiale et pratiques néfastes.	Direct	3 750	0	0.00
4.1.2 Organisation d'une session de formation sur l'éducation à la parentalité	Direct	3 750	0	0.00
4.2.1 Appui à la recherche et à la recherche et à la réunification familiale des enfants du CAPF	Direct	100 000	139 544	139.54
4.2.2 Prise en charge des salaires des nounous	Direct	2 000	0	0.00
4.2.3 Prise en charge alimentaire, vestimentaire, sanitaire et médicale des enfants (filles et garçons)	Direct	252 637	243 956	96.56
4.2.4 Approvisionnement en biens et services du CAPF		150 000	15 530	10.35
4.2.5 Construction/Equipement Pouponnière		1000	0	0
4.3.1 Couverture des frais administratifs et sociaux pour la constitution des dossiers des enfants (filles et garçons) en situation difficiles	Direct	3 750	0	0.00
Total		1 045 740	695 918	66.55
Action 02 :Participation des Enfants				
3.1.1 Prise en charge des dépenses du personnel	Indirect	109 099	98 078	89.90
3.1.2 Approvisionnement en biens et services de la cité des enfants.	Indirect	136 149	126 862	93.18

3.1.3 Organisation des ateliers de formation des enfants sur les compétences de la vie courante	Direct	4 444	0	0.00
3.1.4 Organisation des journées commémoratives dédiées aux enfants (organisation d'un concours de poésie lors de la journée de l'enfant soldat, fête des mères, dépôt de gerbes de fleurs et activités artistiques et culturelles dans le cadre du 6 juin, IEC (11 octobre)	Direct	4 444	0	0.00
3.2.1 Organisation des collectivités éducatives en faveur des enfants (filles et garçon)	Direct	5 556	0	0.00
Organisation de la semaine de loisirs de l'enfance de Bamako (SELEBA).	Direct	6 667	0	0.00
Organisation de la semaine sportive du District de Bamako	Indirect	5 556	0	0.00
Organisation des journées thématiques	Indirect	4 444	0	0.00
3.4.1 Aménagement Espace de loisirs de la Cité des Enfants	Direct	100 000	10 349	10.35
Total		376 359	235 289	62.52
Total	direct	1 106 150	684 680	61.89
Total	indirect	315 947	246 527	78.02

Commentaire : L'exécution financière des projets et activités en 2024 révèle une performance contrastée entre les actions planifiées et leur mise en œuvre effective.

Pour l'Action 01 (Promotion des droits de l'enfant et de la famille), malgré un taux global d'exécution de 66,55 %, la répartition des crédits montre une grande disparité. Les dépenses liées à la prise en charge alimentaire et médicale des enfants (96,56 %) et à la réunification familiale (139,54 %) ont été exécutées de manière satisfaisante, voire au-delà des prévisions. En revanche, plusieurs activités importantes sont restées entièrement non exécutées, notamment celles liées à la formation, aux études, aux sessions de plaidoyer et à la célébration des journées dédiées aux enfants, traduisant des retards, voire un abandon de ces volets essentiels.

Concernant l'Action 02 (Participation des Enfants), le taux d'exécution atteint 62,52 %, porté principalement par les dépenses de personnel (89,90 %) et l'approvisionnement de la Cité des Enfants (93,18 %). Toutefois, aucune activité liée à la participation effective des enfants (ateliers, journées thématiques, semaines sportives, etc.) n'a été exécutée, ce qui compromet fortement l'objectif d'implication des enfants dans des initiatives éducatives, culturelles et sociales.

Tableau 12 : Exécution financière 2024 des activités du Programme 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant Femme

Action 01 : Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant

Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre (direct/indirect)	Exécution financière 2024			
		Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Acquisition de biens et services	<i>Indirect</i>	20 000	37 760	-17 760	188.80
Dépouillement des demandes d'appui en matériels et équipements de production	<i>Direct</i>	2 500	4 999	-2 499	199.96
Dotation des organisations féminines en matériels et équipements de production	<i>Direct</i>	50 000	67 039	-17 039	134.08
Organisation des appels à manifestation d'intérêts, appels à proposition de plans d'affaires ou de demandes d'appui	<i>Indirect</i>	500	0	500	0.00
Dépouillement des propositions de manifestation d'intérêts, de plans d'affaires ou de demandes d'appui soumis	<i>Indirect</i>	15 000	0	15 000	0.00
Réunions de cadrage, de validation et du Comité de pilotage du FAFE	<i>indirect</i>	15 000	5 346	9 654	35.64
Financement des plans d'affaires d'AGR/PME/PMI	<i>Direct</i>	150 000	0	150 000	0.00
Organisation de table ronde pour la mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF	<i>indirect</i>	2 000	0	2 000	0.00
Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires	<i>indirect</i>	90 000	113 560	-23 560	126.18
Accompagnement des cibles du FAFE (appui-conseil)	<i>Direct</i>	10 000	4 996	5 004	49.96
Renforcement des capacités des cibles du FAFE	<i>Direct</i>	75 000	43 966	31 034	58.62
Renforcement des capacités du personnel de la CT-FAFE	<i>indirect</i>	20 000	1 202	18 798	6.01
Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles	<i>direct</i>	10 000	0	10 000	0.00
Suivi des activités commerciales et promotionnelles	<i>direct</i>	10 000	0	10 000	0.00

Accompagnement à la création d'emplois pour les promotrices d'AGR/PME/PMI	<i>direct</i>	30 000	0	30 000	0.00
Accompagnement à l'apprentissage de métiers et à la création d'emplois pour les filles	<i>direct</i>	10 000	0	10 000	0.00
Accompagnement d'enfants, de regroupements et de structures dans le cadre de la réinsertion socio-économique des enfants en situation difficile	<i>direct</i>	75 000	0	75 000	0.00
Appui à l'encadrement des filles en situation difficile	<i>direct</i>	10 000	9 962	38	99.62
Appui à l'encadrement des garçons en situation difficile	<i>direct</i>	10 000	11 177	-1 177	111.77
Mission de suivi des actions financées par le FAFE	<i>indirect</i>	10 000	0	10 000	0.00
Mise en place d'un sous-système d'information et de gestion du FAFE	<i>indirect</i>	5 000	9 976	-4 976	199.51
Mission de supervision des bénéficiaires	<i>indirect</i>	7 500	4 998	2 502	66.64
Mission d'évaluation des partenaires de mise en œuvre	<i>indirect</i>	5 000	0	5 000	0.00
Mise en œuvre des activités de communication pour une meilleure visibilité du FAFE	<i>indirect</i>	17 500	9 953	7 547	56.88
Total		650 000	324 934	325 066	49.99
Total	<i>direct</i>	442 500	142 139	300 361	32,12
Total	<i>indirect</i>	207 500	182 797	24 703	88,09

Commentaire :

Au titre de l'année 2024, l'exécution financière des activités de l'action « Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant » a été partiellement réalisée. Cependant les activités ci-dessous citées n'ont pas pu être exécutées financièrement, en raison de la rétention budgétaire et la crise socio-politico-sécuritaire et économique que traverse le pays :

- organisation des appels à manifestation d'intérêts, des appels à proposition de plans d'affaires ou de demandes d'appui ;

- le dépouillement des propositions de manifestation d'intérêts, de plans d'affaires soumis au FAFE ;
- l'appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles ;
- le suivi des activités commerciales et promotionnelles ;
- l'appui à l'encadrement des garçons en situation difficile.

III. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRES :

Dans le cadre de sa mission de pilotage de la Politique Nationale du Genre (PNG) et de promotion des droits de la femme, de l'enfant et de la famille, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) accorde une place centrale à la planification stratégique et à la budgétisation sensible au genre (BSG). Cette approche constitue le levier essentiel pour réduire les inégalités entre les sexes et promouvoir un développement inclusif et durable.

Conformément aux engagements du Gouvernement du Mali en matière d'égalité de genre, la BSG permet d'identifier, de planifier et de financer des actions spécifiques en faveur des femmes, des enfants et des familles, tout en assurant une meilleure prise en compte de leurs besoins dans l'allocation des ressources publiques. À travers cet exercice, le ministère entend garantir une répartition équitable des ressources et renforcer l'impact des politiques publiques sur les populations les plus vulnérables.

À travers l'analyse des budgets alloués, des objectifs spécifiques poursuivis et des indicateurs de performance retenus, cette partie vise à illustrer la cohérence entre les orientations stratégiques du ministère et les ressources mobilisées pour leur mise en œuvre. Elle permet également d'apprécier les progrès réalisés et de renforcer les mécanismes de suivi-évaluation en matière d'intégration du genre dans les politiques publiques.

Les tableaux ci-dessous présentent un « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre, ou un lien indirect.

Tableau 13 Présentation des objectifs et indicateurs du programme du Programme 1.022 Administration générale et Développement des Capacités Institutionnelles

Objectif 1 : Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et programmes du département					
Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2024	2025	2026	2027
I.2 Taux de mise en œuvre des recommandations issues des instances statutaires des politiques et programmes	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : PV/CR de Session (SP-PNG, CNDIFE, FAFE, PNVBG, Cité des Enfants, DNPEF).					
Précision Méthodologique : (nombre de recommandations mises en œuvre en Année N/ nombre total de recommandations formulées en Année N-1) X 100.					

Tableau 2 Présentation des objectifs et indicateurs du Programme : 2.059 Promotion de la Femme

Objectif 1: Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liée aux VBG, y compris les MGF.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles			
		2024	2025	2026	2027	
1.1 Pourcentage de survivant (es) de VBG ayant bénéficié d'une prise en charge.	%	97	100	100	100	
Moyen de Vérification : Rapport national du PNVBG.						
Précision Méthodologique : (Nombre de cas pris en charge / nombre de cas prévu) X 100. (Soit 13500 cas par an)						
1.2. Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon des MGF.	%	100	100	100	100	
Moyen de Vérification : Rapport national PNVBG						
Précision Méthodologique : (Nombre de villages ayant abandonné à travers la signature de convention / Nombre de villages à couvrir par an) x 100 (soit 693 villages par an)						
1.3. Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon sur le	%	100	100	100	100	
Moyen de Vérification : Rapport national PNVBG						
Précision Méthodologique : (Nombre de villages ayant abandonné le mariage d'enfants à travers la signature de Convention/nombre de villages à couvrir par an) X 100 (405 villages par an)						
1.4 Pourcentage des réunions de concertation nationale du COVBG et ses démembrements pour l'abandon des VBG.	%	20	100	100	100	
Moyen de Vérification : Rapport national PNVBG.						
Précision Méthodologique : (Nombre de cadres de concertation tenus / nombre de cadres de concertation prévus par an) X 100 (301 réunions par an).						
Objectif 2 : Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.						
Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles			
		2024	2025	2026	2027	
2.1 Taux de représentativité des femmes dans les organes de prévention et de résolution des conflits.	%	30	30	30	30	
Moyen de Vérification : Rapport d'activités						
Précision Méthodologique : (nombre de femmes représentées dans les organes de prévention et de résolution des conflits / nombre de femmes prévu) X 100.						
2.2 Pourcentage de femmes formées dans la prévention et la gestion des conflits (APR, R1325).	%	60	100	100	100	
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPF						
Précision Méthodologique : (nombre de femmes formées / nombre total prévu) X 100. (prévision 150 femmes par an)						

Objectif 3: Appuyer la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2024	2025	2026	2027
3.1 Taux de femmes formées dans les AGR et dans l'entrepreneuriat.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport annuel de la DNPf (KARITE, DRPFES, DNPf, CAK, RFOE)					
Précision Méthodologique : (nombre de femmes formées dans les AGR /nombre de femmes prévues) X 100.					
3.2 Pourcentage d'organisations de femmes ayant bénéficié des Equipements et Infrastructures de production.	%	30	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPf (bordereau de livraison, PV de réception).					
Précision Méthodologique : (nombre de femmes bénéficiaires / nombre de femmes prévues) X 100.					
3.3 Pourcentage de mission de suivi et de supervision des activités d'AGR et d'entrepreneuriat.	%	60	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports annuel de la DNPf, rapport d'enquêtes.					
Précision Méthodologique : (nombre de missions de suivi et supervision réalisées / nombre de missions de suivi et supervision prévues) X 100					
Objectif 4: Renforcer le leadership des femmes et leur représentativité dans les postes nominatifs et électifs.					
Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2024	2025	2026	2027
4.1 Taux de représentativité des femmes aux postes nominatifs.	%	30	30	30	30
Moyen de Vérification : CNDIFE (bulletin statistique)					
Précision Méthodologique : (nombre de femmes nommées / nombre total de personnes nommées) X 100.					
4.2 Taux de représentativité des femmes aux postes	%	30	30	30	30
Moyen de Vérification : CNDIFE (bulletin statistique)					
Précision Méthodologique : (nombre de femmes élues sur les listes électorales / nombre					
4.3 Taux de mise œuvre des recommandations issues des cadres de concertation.	%	15	100	100	100
Moyen de Vérification : Résultats d'élections. (KARITE, MAFEF, RFOE, PNVBG)					
Précision Méthodologique : (nombre de cadres de concertation fonctionnels du Programme / nombre de cadres de concertation) X 100.					

Tableau 14 Présentation des objectifs et indicateurs du Programme 2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2024	2025	2026	2027
Objectif 2: Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes					
Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2024	2025	2026	2027
2.1 Part des garçons victimes de VAEN y compris ceux en situation d’urgence pris en charge	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la DNPEF					
Précision Méthodologique : (Nombre de garçons pris en charge) / (le nombre total d'enfants identifiés) X 100					
2.2 Part des filles victimes de VAEN y compris celles en situation d'urgence prises en charge.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d’activités de la DNPEF					
Précision Méthodologique : (nombre de filles prises en charge / nombre total d'enfants de 12 à 18 ans) X 100.					
2.3 Pourcentage de personnes (hommes, femmes, filles, garçons) formés sur les droits et devoirs des enfants	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d’activités de la DNPEF					
Précision Méthodologique : (nombre de personnes formés / nombre total de personnes à former) X 100 (prévision de 50 000 personnes à former).					

Objectif 3: Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles			
		2024	2025	2026	2027	
3.2 Pourcentage d'enfants de 12-17 ans ayant pris part aux activités socioéducatives.	%	100	100	100	100	

Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la Cité des Enfants					
Précision Méthodologique : (nombre d'enfants ayants pris part aux activités socioéducatives / nombre total d'enfants prévus) X 100.					
3.3 Part des filles renforcées sur les questions de citoyenneté.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formation de la Cité des Enfants					
Précision Méthodologique : (nombre de filles renforcées / nombre total d'enfants prévus) X 100.					
3.4 Part des garçons renforcés sur les questions de citoyenneté.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formation de la Cité des Enfants					
Précision Méthodologique : (nombre de garçons renforcés / nombre total d'enfants prévus) X 100 (préciser le nombre d'enfants).					

Objectif 4: Renforcer la fonction socialisante de la famille

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles			
		2024	2025	2026	2027	
4.1 Pourcentage d'adolescents (15 -19 ans) informés et sensibilisés sur la santé de la reproduction/Planification familiale	%	100	100	100	100	
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la DNPEF						
Précision Méthodologique : (nombre d'adolescents informés et sensibilisés / l'effectif total de la tranche 15-19 ans).						
4.2 Pourcentage de filles de 0 à 17 ans victimes de VAEN identifiées dans les centres d'accueil	%	100	100	100	100	
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPEF.						
Précision Méthodologique : Nombre de fille de 0 à 17ans victimes de VAEN identifiées dans les centres d'accueil / nombre d'enfant.						
4.3 Pourcentage de filles de 0 à 17 ans victimes de VAEN prises en charge dans les centres d'accueil	%	-	100	100	100	
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNPEF.						
Précision Méthodologique : (nombre de filles prises en charge/nombre de filles de 0-17 ans identifiées) x 100						

Tableau 4 Présentation des objectifs et indicateurs du Programme 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

Indicateurs	Unité	Année en cours	Cibles			
		2024	2025	2026	2027	
1.1 Pourcentage de projets générateurs de revenus financés par le FAFE à travers les structures partenaires (Banques et SFD).	%	100	100	100	100	
1.2 Nombre d'AGR/PME/PMI, d'organisations de groupements de femmes et d'usagers accompagnés (appui-conseil).	Nombre	3 000	2 200	2 200	2 200	
Indicateurs	Unité	Année en cours	Cibles			
		2024	2025	2026	2027	
2.1 Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels et équipements de	%	75	100	100	100	
2.2 Nombre de femmes dont les capacités ont été renforcées (apprentissage - formation).	Nombre	4 000	4 000	4 000	4 000	
2.3. Pourcentage de promotrices d'AGR/PME/PMI accompagnées à participer aux activités commerciales et promotionnelles (foires, salons, fora, expositions, festivals et	%	-	100	100	100	
2.4 Nombre d'emplois créés pour les femmes.	Nombre	1 000	1 000	1 000	1 000	
Indicateurs	Unité	Année en cours	Cibles			
		2024	2025	2026	2027	
3.1 Nombre d'enfants en situation difficile accompagnés pour leur réinsertion sociale.	Nombre	500	500	600	600	
3.2 Nombre d'enfants encadrées (apprentissage, scolarisation) filles.	Nombre	130	140	150	150	
3.3 Nombre d'enfants encadrés (apprentissage, scolarisation) garçons.	Nombre	90	100	110	110	

Tableau 15 : Répartition des dépenses par programme

Désignation	Budget	Prévisions			
	2024	2025	2026	2027	
Administration Générale et Développement des Capacités	2 677 008	2 697 343	2 784 885	2 958 723	
Promotion de la Femme	3 121 339	3 135 837	3 291 489	3 882 968	

Promotion de l'Enfant et de la Famille	1 422 099	1 402 660	1 488	1 590
Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	650 000	650 000	650 000	714 480
Total:	7 870 446	7 885 840	8 340 001	9 146 427

Tableau 16 : Détails des activités Programme 1.022 : Administration Générale et Développement des Capacités

Activités planifiées		Montant (en millier de FCFA)	Respons ables	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)
Action 01 Coordination et pilotage de la politique du département				
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel du CNDIFE et du CABINET	376 823	DFM	indirect
1.1.2	Approvisionnement en biens et services des structures de l'action	330 225	DFM	indirect
1.1.3	Suivi de l'institutionnalisation du genre.	5 000	SP-PNG	indirect
1.1.4	Suivi de la mise en œuvre de la PNG	10 000	Cabinet	indirect
1.1.5	Coordination des actions du FAFE	24 957	CT-FAFE	indirect
1.1.6	Fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant	650 000	Cabinet	indirect
1.1.7	PPOJET CONSTRUCT° SIEGE PNVBG/DFM/CADD//SP-PNG	300 000	DFM	indirect
1.2.1	Tenue des réunions statutaires et des cadres de concertation	7 000	Cabinet	indirect
1.2.2	Suivi de l'exécution des recommandations issues des concertations et des réunions statutaires (CABINET, SP-PNG, CNDIFE, FAFE, CADD, DNPF, KARITE, PNVBG)	10 000	Cabinet	indirect
1.3.1	Tenue des missions de suivi-supervision	7 000	Cabinet	indirect
1.3.2	Tenue des évaluations des politiques et des programmes y compris études et recherches programmés.	22 000	Cabinet	indirect
1.3.3	Tenue de la revue annuelle pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques et programmes.	10 000	Cabinet	indirect

2.3.1	Formation des agents en genre et budget programme	31 328	Cabinet	indirect
3.1.1	Dissémination du PRODAFFE	4 000	Cabinet	indirect
3.1.2	Production et diffusion du bulletin d'information semestriel du département	1 000	CNDIFE	indirect
3.1.3	Poursuite de l'opérationnalisation du système d'information SIFE	1 000	CNDIFE	indirect
3.1.4	Collecte de données et rapportage sur la situation de la femme, de l'enfant et de la famille	1 000	CNDIFE	indirect
3.1.5	Production des documents (CNDIFE et SP-PNG)	6 000	CNDIFE et SP-PNG	indirect
3.1.6	Gestion du site web du département (site web et autres activités de communication).	1 000	CNDIFE	indirect
3.1.7	Poursuite de la mise en œuvre du programme d'émergence des compétences féminines	500	CNDIFE	indirect
3.1.8	Relecture des textes des structures du département.	4 000	CNDIFE	indirect
3.2.1	Mise en œuvre du programme de communication	500	CNDIFE	indirect
TOTAL		1 803 333		
Action 02 Gestion financière et matérielle				
2.1.1	Prise en charge du personnel	346 517	DFM	indirect
2.1.2	Exécution du budget	10 000	DFM	indirect
2.1.3	Acquisition des biens et services	422 311	DFM	indirect
2.2.1	Exécution des Marchés Publics	64 224	DFM	indirect
TOTAL		843 052		
Action 03 Processus de décentralisation et de déconcentration				
4.1.1	Transfert des ressources financières aux Collectivités Territoriales conformément aux compétences.	10 000	CADD	indirect
4.1.2	Tenue des missions de suivi du plan gouvernemental du transfert de ressources et de compétences de l'État aux collectivités territoriales.	5 000	CADD	indirect
4.1.3	Acquisition des biens et services	30 958	CADD	indirect

4.2.1	Évaluations des cadres organiques des services déconcentrés	5 000	CADD	indirect
	TOTAL	50 958		
	TOTAL GENERAL	2 697 343		

Tableau 17: Détails des activités du programme Promotion de la Femme

Activités planifiées		Montant (en millier de FCFA)	Responsables	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)
Action 01 Amélioration des conditions de la femme				
1.1.1	Prise en charge du salaire et accessoires du personnel	920 404	DNPF	indirect
1.1.2	Acquisition de biens et services au profit des services et des femmes	349 464	DNPF,PNVBG, PNL,OPF	indirect
1.1.3	Voyages d'études et d'échanges	10 000	Projet Karité	indirect
1.1.4	Prise en charge holistique des survivants (es) de VBG	1 000	DNPF	direct
1.1.5	Organisation des sessions de relecture du contenu de la pièce du théâtre Forum	2 000	DNPF	indirect
1.4.2	Organisation des événements spéciaux (6 Février, 8 mars, 31 juillet, 15 octobre et 25 Novembre)	1 500	DNPF	direct
1.4.3	Organisation des réunions des cadres de concertations du COVBG et démembrements	1 000	DNPF	indirect
2.1.1	Information et sensibilisation des femmes sur la paix et la cohésion sociale	1 500	DNPF	direct
2.2.1	Formation des femmes leaders sur l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger	1 000	DNPF	indirect
3.1.7	Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales Karité	1 143 000	Projet Karité	direct
3.1.8	Programme National Appui Femmes Opératrices économiques	100 000	REFOE	direct

3.1.9	Projet appui promotion de la femme rurale	100 000	DNPF	direct
3.2.1	Octroi d'équipements et de matériels de productions aux organisations et aux groupements de femmes rurales	20 000	Projet Karité	direct
3.2.2	Appui Diversification, Valorisation (filères porteuses)	100 000	DNPF	direct
3.3.1	Suivi-évaluation des femmes formées et équipées	2 000	Projet Karité	direct
4.1.1	Multiplication et vulgarisation de la loi 2015-052 niveau national, régional et local.	2 000	Projet Karité	indirect
4.1.2	Renforcement de capacités des femmes sur leurs droits et leurs responsabilités en leadership féminin.	3 000	DNPF	indirect
4.1.3	Appui à l'Organisation Panafricaine des Femmes	70 000	OPF	direct
4.2.1	Organisation des campagnes d'informations et de sensibilisation à travers les médias pour inciter les femmes à se porter candidates aux postes électifs.	20 000	OPF	direct
4.2.2	Renforcement des capacités techniques des femmes dans le processus électoral	10 000	OPF	direct
4.3.1	Tenue des cadres de concertation du programme	2 000	DNPF	indirect
TOTAL		2 859 868		
Action 02 Formation et Education de la Femme				
3.1.1	Formation en coupe et couture, hôtellerie, house-keeping	4 800	CAK	direct
3.1.2	Renforcement de capacités du personnel du CAK en rédaction administrative, gestion des ressources humaines et informatique	3 600	CAK	indirect
3.1.3	Formation saponification, perlages, Agro - sylvo pastorale, Coiffure esthétiques, broderie africaine et chinoise, le henné etc.	3 600	CAK	direct
3.1.4	Projet : Équipement des Maisons de la Femme de l'enfant et de la famille	100 000	CAK	indirect
3.1.5	Approvisionnement en biens et services des maisons de la femme et de l'enfant et le CAK	127 561	CAK	indirect

3.1.6	Prise en charge du salaire et accessoires du personnel du CAK	36 408	CAK	indirect
TOTAL		275 969		
TOTAL GNERAL		3 135 837		

Tableau 18 : Détails des activités du Programme 2.060 : Promotion de l'Enfant et de la Famille

Activités planifiées		Montant (en millier de FCFA)	Responsables	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)
Action 01 Promotion des droits de l'enfant et de la famille				
1.1.1	Prise en charge du salaire et accessoires du personnel	267 198	DNPEF, CAPF	indirect
1.1.2	Approvisionnement en biens et services des structures de coordinations de l'enfant et de la famille (comité interministériel, comité paritaire, Conseil National de la famille) et de la DNPEF.	59 699	DNPEF, CAPF	indirect
1.1.3	Elaboration et soumission des projets de textes (la loi sur la protection de l'enfant, des textes de CAFEF, les textes du CAPF, les textes du Parlement des enfants, le texte de création du conseil national de la famille).	4 000	DNPEF	indirect
1.1.4	Célébration des journées dédiées à l'enfant et à la famille (15 mai, 16 juin, 11 octobre et 20 novembre	2 500	DNPEF	direct
1.1.5	Organisation des sessions de plaidoyer en faveur de la relecture des textes (CAPF, Parlement des enfants et des structures éducatives de protection des enfants) et de l'adoption du projet de loi sur la protection des enfants et de la famille (comité)	1 000	DNPEF	direct
1.2.1	Tenue régulière des réunions statutaires de cadre de concertation	2 500	DNPEF	indirect

1.2.2	Appui à la formation des acteurs du cadre de concertation	1 500	DNPF	indirect
1.2.3	Organisation de deux (02) voyages d'études sur la protection de l'enfant	5 000	DNPEF	direct
1.3.1	Réalisation de deux (02) missions de suivi/supervisions	2 500	DNPEF	indirect
1.3.2	Suivi des accords de coopération bilatéraux et multilatéraux entre le Mali et les pays voisins sur la protection de l'enfant	5 000	DNPEF	direct
2.1.1	Prise en charge des enfants de 12 à 18 ans victimes de VAEN.	4 000	DNPEF	direct
2.1.2	Prise en charge de l'encadrement scolaire des enfants.	2 000	DNPEF	direct
2.3.1	Formation des acteurs et personnes cibles (hommes, femmes, filles, garçons) sur les droits et devoirs des enfants.	4 000	DNPEF	direct
2.4.1	Projet : Lutte contre Abandon des Enfants	150 000	DNPEF	direct
2.4.2	Réalisation d'une étude sur la participation des enfants (filles garçon)	2 000	DNPEF	direct
4.2.1	Appui à la recherche et à la réunification familiale des enfants du CAPF	4 000	OPF	direct
4.2.2	Prise en charge des salaires des nounous	100 000	CAPF	indirect
4.2.3	Prise en charge alimentaire, vestimentaire, sanitaire	115 000	CAPF	direct
4.2.4	Approvisionnement en biens et services du CAPF	134 412	CAPF	indirect
4.2.5	Projet : Construction/Équipement Pouponnière	150 000	CAPF	indirect
4.3.1	Couverture des frais administratifs et sociaux pour la constitution des dossiers	10 000	CAPF	direct

	des enfants (filles et garçons) en situation difficiles			
4.4.1	Organisation des campagnes d'information et sensibilisation sur le phénomène d'abandon des enfants	5 000	CAPF	direct
4.4.2	Organiser une journée porte ouverte sur le CAPF	2 000	CAPF	indirect
TOTAL		1 033 309		
Action 02 Participation des Enfants				
3.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel.	102 091	MFEF-RG, MFEF-RD,	indirect
3.1.2	Approvisionnement en biens et services de la cité des enfants	102 091	MFEF-RG, MFEF-RD,	indirect
3.1.3	Organisation des ateliers de formation des enfants sur les compétences de vie courante	5 000	MFEF-RD	direct
3.1.4	Organisation des journées commémoratives dédiées aux enfants (organisation d'un concours de poésie lors de la journée de l'enfant soldat, fête des mères, dépôt de gerbes de fleurs et activités artistiques et culturelles dans le cadre du 16 juin, IEC dans le cadre du 11 octobre, Journée internationale du jeu 11 juin)	6 000	DNPEF	direct
3.2.1	Organisation des collectivités éducatives en faveur des enfants (filles et garçon)	5 000	Cité des Enfants	direct
3.2.2	Organisation du Salon de l'Enfance de Bamako (SEBA).	7 000	Cité des Enfants	direct
3.2.3	Organisation de la semaine sportive du District de Bamako	10 000	Cité des Enfants	direct
3.3.1	Organisation des journées thématiques	4 000	Cité des Enfants	indirect
3.4.1	Aménagement Espace de loisirs de la Cité des Enfants	100 000	Cité des Enfants	indirect
4.1.1	Organisation d'une session de formation des adolescent-e-s sur la santé de la	2 000	Cité des Enfants	indirect

	reproduction, planification familiale et pratiques néfastes.			
4.1.2	Organisation des campagnes de communication sur l'éducation à la parentalité positive et les compétences de vie	5000	Cité des Enfants	direct
TOTAL		369 351		
TOTAL GENERAL		1 402 660		

Tableau 19 : Détails des activités du programme Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

Activités planifiées		Montant (en millier de FCFA)	Responsables	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)
Action 01 Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant				
1.1.1	Organisation des appels à manifestation d'intérêts, appels à proposition de plans d'affaires ou de demandes d'appui	500	CT-FAFE	indirect
1.1.2	Dépouillement des propositions de manifestation d'intérêts, de plans d'affaires ou de demandes d'appui soumis	15 000	CT-FAFE	indirect
1.1.3	Tenue des réunions de cadrage, de validation et des réunions du Comité de pilotage	15 000	CT-FAFE	indirect
1.1.4	Financement des plans d'affaires d'AGR/PME/PMI	150 000	CT-FAFE	direct
1.1.5	Organisation de table ronde pour la mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF	2 000	CT-FAFE	indirect
1.1.6	Acquisition de biens et services	20 000	CT-FAFE	indirect
1.2.1	Accompagnement des organisations, des groupements de femmes et d'usagers (appui-conseil)	10 000	CT-FAFE	direct
2.1.1	Dotation des organisations féminines en matériels et équipements de production	50 000	CT-FAFE	direct

2.2.1	Renforcement des capacités des cibles du FAFE (apprentissage - formation)	75 000	CT-FAFE	direct
2.2.2	Renforcement des capacités du personnel de la CT-FAFE	20 000	CT-FAFE	indirect
2.2.3	Réinsertion socio-économique des survivantes de VBG	30 000	CT-FAFE	direct
2.2.4	Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires	50 000	CT-FAFE	indirect
2.3.1	Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles.	10 000	CT-FAFE	direct
2.4.1	Accompagnement à la création d'emplois pour les promotrices d'AGR/PME/PMI.	30 000	CT-FAFE	direct
2.5.1	Accompagnement à l'apprentissage de métiers et à la création d'emplois pour les filles.	10 000	CT-FAFE	direct
3.1.1	Accompagnement d'enfants, de regroupements et de structures dans le cadre de la réinsertion socioéconomique des enfants en situation difficile.	75 000	CT-FAFE	direct
3.2.1	Appui à l'encadrement des filles en situation difficile.	10 000	CT-FAFE	direct
3.3.1	Appui à l'encadrement des garçons en situation difficile.	10 000	CT-FAFE	direct
4.1.1	Tenue des missions de suivi des accompagnements (dotations en matériels et équipements de productions, formations, financements de plans d'affaires...) par le FAFE niveau local.	10 000	CT-FAFE	direct
4.1.2	Suivi des activités commerciales et promotionnelles.	10 000	CT-FAFE	indirect
4.2.1	Organisation des missions de supervision des bénéficiaires	7 500	CT-FAFE	direct
4.3.1	Organisation des missions d'évaluation des partenaires de mise en œuvre	5 000	CT-FAFE	indirect
4.4.1	Mise en oeuvre des activités de communication pour une meilleure visibilité du FAFE	15 000	CT-FAFE	indirect
4.4.2	Mise en place d'un sous-système d'information et de gestion du FAFE.	5 000	CT-FAFE	indirect
4.4.3	Relecture des textes du FAFE	5 000	CT-FAFE	indirect

4.4.4	Dissémination de la Stratégie Sectorielle de Réinsertion des Personnes Survivantes de VBG	10 000	CT-FAFE	direct
TOTAL		650 000		

Tableau III 20: Effectifs sexo-désagrégés du ministère

Ce tableau présente une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émerge sur le Budget National (BCS)

Structure	Poste occupé	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
1. Cabinet	Ministre	01	00	01	100
	Chef de cabinet	01	00	01	100
	Chargés de mission	05	01	04	80
	Attaché de cabinet	01	00	01	100
	Secrétaire particulier	02	00	02	100
2. Secrétariat Général	Secrétaire Général	01	01	0	0
	Conseillers techniques	05	04	01	20
3. services centraux		246	89	157	64
3.1 Directions nationales (DNPF, DNPEF, DFM)	Directeur nationaux	03	01	02	67
	Directeur nationaux	02	01	01	50
	Chef de division	04	03	01	25
	Chef de section	09	05	04	44
	Chargé de programme	04	03	01	25
	Personnel du support+ chauffeurs secrétaires	12	07	05	42
3.2 Services rattachés au Cabinet (SP-PNG)	SP	01	00	01	100
	Experts	0	0	0	0
	Personnel du support+ chauffeurs secrétaires	2	1	1	50
3.3 Services rattachés au Cabinet (OPF)	Vice-Présidente	01	00	01	100
	Charge de Programme	01	00	01	100
	Personnel du support+ chauffeurs secrétaires	03	01	02	67
3.4. Services rattachés (CNDIFE, PNVBG, CADD)	Directeur nationaux	3	2	1	33
	Directeur nationaux	1	0	1	100
	Chef de département	5	03	02	40
	Chef de division	4	03	01	25
	Chargé de programme	31	15	16	52
	Personnel du support+ chauffeurs secrétaires	7	03	04	57

3.1. Services rattachés au niveau central (CAK, CAPF)	Directeur	2	02	0	0
	Chef de section	6	01	05	83
	Technicien / Agent de	9	03	06	67
	Comptable	2	01	01	50
	Econome	4	3	1	25
	Personnel du support+ chauffeurs secrétaires	86	09	77	90
3.6 Fonds, Projets et Programmes (FAFE, Projet Karité) Plateformes)	Directeur/Coordinateur	3	1	2	67
	Chef de division	3	01	02	67
	Chef de section	4	4	0	1
	Comptable	1	00	01	100
	Experts	5	4	1	20
	Personnel du support+ chauffeurs secrétaires	9	03	06	67
3.7 Cité des Enfants	Directeur	01	0	1	100
	Directeur adjoint	01	01	0	0
	Chef de bureau accueil	01	0	1	100
	Chef de Service	05	03	02	40
	Chef de sections	06	03	03	50
	Comptable/gestionnaire	01	0	1	100
	Régisseur	02	01	01	50
	Secrétariat particulier	01	0	01	100
	Chef secrétariat	01	01	0	0
5.1 Directions Régionales	Directeurs Régionaux	112	70	42	38
5.2 Services rattachés	Services rattachés	47	21	26	55
5.3 Services locaux	Services locaux	160	84	76	48
Total Général		581	270	311	54

Source : DRH

IV.PERSPECTIVES DU DEPARTEMENT :

En cohérence avec les priorités nationales et les engagements internationaux en faveur de l'égalité de genre, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ambitionne, à travers les perspectives suivantes, de consolider les acquis et de relever les défis persistants en matière de promotion des droits des femmes, de l'enfant et de la famille :

1. Renforcement du cadre institutionnel et stratégique

- la mise en œuvre et le suivi des recommandations des Etats Généraux sur la situation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.
- Mettre en œuvre efficacement le **Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la Famille et l'épanouissement de l'Enfant (PDDAFFE 2025–2034)**.
- Assurer l'opérationnalisation des **organes du mécanisme institutionnel genre** aux niveaux national, régional et local.
- Assurer la dissémination l'adoption de la **Politique Nationale Genre (PNG)** auprès des acteurs.

- Prendre en compte l'égalité de genre comme principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et reformes publiques les plus porteuses de changement dans les budgets au niveau central et déconcentré.

V. RECOMMANDATIONS

Afin d'améliorer l'efficacité des actions en faveur de l'égalité de genre, il est recommandé de :

- Renforcer les ressources financières et humaines allouées aux programmes sensibles au genre, notamment ceux liés à la lutte contre les VBG et à l'autonomisation économique des femmes.
- Opérationnaliser le Système d'Information sur la Femme, l'Enfant et la Famille (SIFEF) et produire régulièrement des données sexo-désagrégées fiables.
- Renforcer la coordination avec les partenaires techniques et les acteurs locaux pour assurer une mise en œuvre harmonisée et territorialisée des actions genre.
- Tenir les réunions statutaires du conseil supérieur.

CONCLUSION

L'analyse de l'exécution du budget genre au titre de l'année 2024 met en évidence une volonté politique croissante de renforcer la promotion de l'égalité entre les sexes, traduite par une programmation budgétaire en nette augmentation sur la période 2024–2028. Toutefois, cette ambition reste encore entravée par une série de défis persistants : faibles taux d'exécution des activités à impact direct sur le genre, retards dans les décaissements, insuffisance de coordination opérationnelle, et répartition inégale des ressources entre actions de gestion et actions transformatrices.

L'évaluation des objectifs spécifiques montre des progrès notables en matière d'autonomisation économique et de formation, mais aussi des insuffisances marquées dans la prise en charge des violences basées sur le genre, la participation politique des femmes, et l'encadrement éducatif des enfants. Ces lacunes révèlent la nécessité d'un renforcement systémique des capacités institutionnelles, techniques et financières du département.

Dans ce contexte, il devient impératif de consolider les acquis, de lever les goulots d'étranglement structurels, et de garantir une mise en œuvre rigoureuse, inclusive et territorialisée des actions. L'opérationnalisation complète du **Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (PDDAFEF 2024-2033)**, ainsi que le déploiement du **Système d'Information sur la Femme, l'Enfant et la Famille (SIFEF)**, apparaissent comme des leviers majeurs de transformation à moyen et long terme.

Enfin, seule une mobilisation conjointe de tous les acteurs – État, collectivités, société civile, secteur privé et partenaires techniques et financiers – permettra de traduire les engagements en résultats concrets, et de faire du genre un véritable moteur de développement durable et de paix au Mali.

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

INTRODUCTION

Pour l'élaboration de la loi de Finances de l'année, le respect des échéances institutionnelles est fondé sur la lettre circulaire du Ministre de l'Economie et des Finances. Cette lettre circulaire définit les étapes de l'élaboration de la loi de Finances et de ses annexes.

Ainsi, la **lettre circulaire n°000983/MEF-SG du 08 avril 2025** fixe les directives pour l'élaboration de la loi de Finances 2026 et ses annexes. Cette lettre donne au Rapport Genre 2024, sa légitimité juridique et le devoir pour chaque membre du Gouvernement concerné, l'obligation de présenter un rapport genre spécifique à son secteur. Le Rapport Genre, étant une annexe à la loi de Finances, respecte le circuit d'adoption de celle-ci. A ce titre, Il est d'abord adopté en Conseil des Ministres avant d'être soumis au Conseil National de Transition, organe législatif de la Transition.

Le Rapport Genre présente annuellement les engagements et réalisations des départements sectoriels concernés en matière d'équité femmes/hommes (genre). Il constitue une partie intégrante de l'information budgétaire plus large élaborée par ces départements à travers leur Projet Annuel de Performance (PAP) et leur Rapport Annuel de Performance (RAP). Le présent rapport présente les réalisations de 2024 et la planification pour 2026 à 2028.

Présentation du Ministère

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a, dans le souci de bâtir un système de justice accessible, efficace et performant de nature à restaurer la confiance des citoyens et des justiciables, élaboré une loi dénommée : Loi d'Orientation et de Programmation du Secteur de la Justice 2020-2024, qui a été adoptée suivant la Loi n°2019-072 du 24 décembre 2019.

Ainsi, pour l'atteinte de toutes ces aspirations fondées sur le secteur de la justice, le Gouvernement du Mali, à travers le Ministère en charge de la justice a élaboré et mis en œuvre le Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses et de Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP 2024-2026) qui s'inscrit dans le cadre des Objectifs et des axes stratégiques de la loi ci-dessus citée et de la politique nationale de la justice.

- Le Rapport Genre 2024 du Département sera essentiellement axé sur les résultats des activités liées aux différents Programmes conformément au DPPD-PAP 2024-2026.

Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de Justice, de Sceaux de l'Etat et des Droits de l'Homme.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale et sociale ;
- l'application des lois et règlements ;
- la politique criminelle ;
- l'authentification et la protection des Sceaux de l'Etat ;
- le bon fonctionnement des juridictions ;
- la surveillance de l'état civil et des auxiliaires de justice ;
- la bonne marche de la police judiciaire ;
- la préparation et la mise en œuvre des décisions de grâce et d'amnistie ;

- l'administration des services judiciaires et pénitentiaires;
- l'élaboration et l'application des textes relatifs à la nationalité ;
- l'élaboration et l'application du statut de la Magistrature et des statuts des autres professions juridiques et judiciaires;
- la participation à la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale, la corruption et les autres formes de délinquance économique et financière, la traite des personnes et les pratiques assimilées ;
- les mesures et actions de promotion et de protection des Droits de l'Homme ;
- le suivi des questions des droits de l'Homme au niveau des organisations régionales et internationales.

La mise en œuvre des différentes stratégies et politiques du département s'effectue par trois programmes que sont :

- Programme Administration Générale, Coordination et Contrôle ;
- Programme Politique juridique et judiciaire, Gestion de la carrière et formation ;
- Programme Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée.

Le Rapport est structuré en cinq (05) parties à savoir : (i) les enjeux et défis en matière de promotion et d'institutionnalisation du genre ;(ii) la place de la PBSG dans le processus budgétaire et celle du Rapport genre ; (iii) les analyses sectorielles réalisées par le ministère (iv) les difficultés rencontrées et (v) les recommandations.

ENJEUX ET GAPS A COMBLER

Au Mali, les rapports sociaux sont caractérisés par des inégalités et disparités entre les femmes et les hommes en matière de (i) reconnaissance et d'exercice de droits, (ii) d'accès aux services et infrastructures de base, (iii) d'accès au marché du travail et aux moyens de subsistance, (iv) de gouvernance, de représentation et de participation.

Ces inégalités et disparités, qui trouvent fondamentalement leurs sources dans les pesanteurs socioculturelles et religieuses, entretiennent le faible niveau de développement humain qui entrave le développement socioéconomique du pays et l'épanouissement des personnes. Elles ont été renforcées par la pandémie de la COVID-19, qui a remis en cause des décennies de progrès.

Dans cette section, les caractéristiques et enjeux sont classés en cinq (05) grandes catégories qui analysent : (i) le profil socio-démographique de la population, (ii) les moyens de subsistance, (iii) l'accès à la Justice et la protection des droits fondamentaux, (iv) l'accès aux services sociaux de base et (v) la participation des femmes à la vie publique.

Cependant, le département doit faire face à une série d'enjeux qui limitent le potentiel de ce fléau et demanderaient des réponses appropriées.

a) Enjeux genre selon les missions officielles du département

Les enjeux genre au MJDH proviennent d'un ensemble de facteurs, dont les normes sociales mais aussi les pratiques qui en découlent même dans l'administration publique. Les inégalités entre genres sont présentes aussi bien au niveau de la population qui est sensée bénéficier des politiques et actions gouvernementales concernant le développement de

l'accès à la Justice, mais également au niveau de l'administration publique qui met en œuvre les politiques et les actions. On peut les résumer de la sorte :

- appropriation insuffisante du concept genre et immobilisme culturel dans les mentalités des hommes et des femmes, qui suscite de multiples difficultés pour que les femmes accèdent aux services sociaux de base, et y jouent un rôle plus important ;
- sous-représentation des femmes aux postes de responsabilités et de décision (au sein de l'administration publique en générale et de l'appareil judiciaire en particulier), insuffisance du nombre de femmes formées aux filières pertinentes pour les secteurs du département et non prise en compte du genre dans les outils statistiques, de planification, de mise en œuvre et de suivi des activités du département ;
- exposition des femmes aux risques de violence basée sur le genre (VBG) et risques liés à la santé de reproduction suite à l'exposition aux rayonnements.
- difficultés d'accès des femmes à l'électricité, aux produits et aux équipements économes d'énergie (p.ex. cuisson propre) et à l'eau potable pour les femmes rurales (problèmes de développement) ;

A ces enjeux spécifiques au genre s'ajoutent en effet les enjeux d'expansion de l'accès aux services de base, auxquels le gouvernement s'est engagé à répondre à travers un certain nombre d'actions telles que la relecture des textes fondamentaux des secteurs.

b) Les GAPS à combler

L'évolution des mentalités des hommes et des femmes est un enjeu multisectoriel. Au niveau du département, les gaps à combler ou les mesures qui permettraient de répondre aux enjeux qui concernent plus directement le MJDH sont de plusieurs ordres. On peut les résumer comme suit :

- assurer l'application effective de la loi n°2015-052/du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ;
- accroître le nombre de femmes formées aux filières techniques pertinentes en faisant la promotion (information, sensibilisation) auprès des jeunes filles et des femmes et de leurs familles ;
- sensibiliser les services du département et les former aux concepts de genre et aux implications en termes de conception, planification, programmation etc. ;
- s'assurer de la désagrégation par sexe des données collectées par les cellules de planification et statistiques et les services publics en général y compris les structures de mise en œuvre de projets ;
- établir des quotas de représentation des femmes et veiller à leur application dans les secteurs du département (systématiser l'application des quotas dans les organes Judiciaires, exiger un quota de recrutement et d'opportunité d'avancement pour les femmes dans les sociétés privées) ;
- mettre en œuvre des stratégies de développement visant l'expansion de services en zone rurale, dans les secteurs de service du département afin d'étendre les bénéfices qui en découlent en particulier pour les filles et les femmes ;
- faire appliquer des mécanismes d'information, sensibilisation, prévention et sanctions contre les VBG à tous niveaux (entreprises des secteurs, administration) ;

- mettre à disposition des ressources financières pour s'assurer de la prise en compte des mesures spécifiques dans le cadre de l'exposition des femmes en état de procréation au rayonnement.

I. MESURES ET STRATEGIES SPECIFIQUES ET EVALUATIONS DES ACTIVITES POUR L'EGALITE DE GENRE

a) Les mesures et stratégies spécifiques

Au niveau de l'administration, afin d'assurer une mise en œuvre effective de la Politique Nationale Genre dans les secteurs sous le mandat du Ministère, le MJDH a procédé à la nomination de points focaux genre dans toutes les structures du département, à la mise en place d'un cadre de travail regroupant les points focaux du Ministère, et au développement d'une stratégie genre issu d'un plan d'action sous la coordination de la Conseillère Technique Genre du MJDH.

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme fait partie des Départements ministériels qui ont une stratégie genre avec un plan d'actions qui est en phase de validation aujourd'hui dont les travaux ont commencé en 2024 avec l'appui de l'ONU-FEMME.

Ce plan d'actions genre dès que validé, va renforcer et faciliter le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme dans la planification budgétaires en lui offrant un accord particulier.

b) Evaluation des activités genre 2024

Tableau II.1 – Evolution/Evaluation des indicateurs genre du RAP 2024

Objectif 1: Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre,						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2024	
		2021	2022	2023	Prévisions	Réalisations
Indicateurs : 3.1 Pourcentage de sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur le genre.	%	0%	39%	38,67%	100%	57,92%

Commentaires :

Le taux de réalisation est de 57,92% en 2024 contre 38,67% en 2023.

Au cours de l'année 2024, aucune session de formation ni de sensibilisation n'a été organisé par le comité genre, cependant, cinq (05) missions conjointes avec les ministères ci-après : le Ministère en charge de la Promotion de la Femme ; celui en charge de la Santé et celui de la Sécurité ont permis de faire le suivi -évaluation des One Stop Center à travers les villes de Bamako, Kayes, Yelimane, Diema, Kangaba, Koulikoro, Ségou, San, Kolondieba, Sikasso, et Koutiala.

Nous constatons sur le terrain une meilleure prise en charge des victimes de VBG.

Nous pouvons aussi signaler la formation de 182 femmes par l'Institut National de Formation Judiciaires Maître Demba DIALLO courant 2024.

c) Exécution financière des activités genre 2024

Le MJDH a commencé un processus de catégorisation des dépenses sensibles au genre avec le but d'arriver à un système de marquage (voir encadré ci-dessous). La présentation basée sur cette catégorisation des dépenses de la LF (voir section III.) et le suivi de l'exécution des dépenses de l'année écoulée (ci-dessous) sont des éléments importants de la budgétisation sensible au genre.

Objectif 3 : Contribuer à la lutte contre le VIH/SIDA						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2024	
		2021	2022	2023	Prévisions	Réalisations
Indicateurs : 5.2 Pourcentage de sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur le VIH/SIDA/ rapports d'activités de la cellule VIH/SIDA	%	0%	80%	0%	100%	100%

Commentaire :

En 2023, il n'y a aucune activité réalisée de la cellule VIH/SIDA.

En 2024 la cellule sectorielle de lutte contre le VIH/SIDA a réalisé des activités de sensibilisation à travers des supports de communication teeshirts et casquettes, D'abord, à Ségou en marge de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le SIDA délocalisée à Ségou, la cellule sectorielle de la justice a remis un important lot de supports de communication portant des messages de sensibilisation. Le même exercice a concerné la maison centrale de Bamako et les centres de Bollé femmes et Bollé mineurs.

Encadré. Catégorisation et marquage des dépenses sensibles au genre

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme est un ministère pilote pour la catégorisation des dépenses sur la base de critères liés à la budgétisation sensible au genre (BSG). La catégorisation est une étape pour arriver au marquage des dépenses sensibles au genre qui permet de quantifier les dépenses sensibles au genre dans le budget. Le marquage des dépenses sensibles au genre se fait sur la base d'une méthodologie pour laquelle des bonnes pratiques internationales existent qui doivent être adaptées à la situation au Mali. La catégorisation des dépenses a été effectuée et intégrée dans le présent rapport.

La catégorisation des dépenses établit une première distinction entre les dépenses qui contribuent à l'égalité de genre et celles qui ne le font pas. Parmi les premières, on distingue en plus si les dépenses ciblent l'égalité de genre comme objectif principal. Les dépenses qui le font sont classifiées comme "directes" ou bien des "dépenses ciblant directement" l'égalité de genre. Celles qui ne le font pas, mais qui contribuent tout de même à l'égalité des genres au sens large, sont encore distinguées en fonction du lien formel ou non à l'égalité de genre. Par exemple, existe-t-il ou non un objectif, ou un indicateur d'égalité de genre, ou encore, l'égalité

de genre est-elle mentionnée dans la documentation du projet ou de l'activité ? Si c'est le cas, un lien explicite indirect avec l'égalité de genre est établi.

Dans les programmes du MJDH, il y a actuellement de dépenses ciblant directement l'égalité des genres, mais une part assez importante de dépenses qui a un lien indirect à l'égalité de genre, dont la qualité en termes de sensibilité à l'égalité de genre reste à déterminer. Ce lien peut être fort, poursuit des objectifs en matière de genre et met en œuvre des mesures diverses et variées. Dans d'autres cas, le lien peut être très faible. Par exemple, l'égalité de genre est mentionnée, mais elle n'est pas suivie de mesures significatives. L'analyse qui permet de déterminer dans quelle mesure ces dépenses indirectes sont sensibles à l'égalité de genre n'est pas encore accomplie. Au stade actuel on ne peut alors pas encore se prononcer sur la sensibilité des dépenses catégorisées comme ayant un lien indirect à l'égalité de genre. Les travaux vont continuer et une méthodologie sera élaborée.

Tableau II.2 – Exécution financière en année 2024 par objectif

Le Programme : 1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle

<i>Objectifs spécifiques</i>	<i>Exécution financière 2024</i>			
	<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>
Objectif 1: Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre,	100%	50%	50%	50%
Total	100%	50%	50%	50%

Commentaires :

Sur quatre activités deux ont été réalisées à savoir la prise de contact avec les Chefs de Juridictions et de Parquet du ressort de la Cour d'Appel de Mopti et le renforcement des capacités des points focaux Genre de Mopti soit un taux d'exécution de 50%.

<i>Objectifs spécifiques</i>	<i>Exécution financière 2024</i>			
	<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>
Objectif 5 : Contribuer à la lutte contre le VIH/SIDA	100%	100%	0%	100%
Total	100%	100%	0%	100%

Commentaires :

Le taux de réalisation de cet indicateur est de 100% en 2024.

En 2024 la cellule sectorielle de lutte contre le VIH/SIDA a réalisé des activités de sensibilisation à travers des supports de communication teeshirts et casquettes, D'abord, à Ségou en marge de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le SIDA délocalisée à Ségou, la cellule sectorielle de la justice a remis un important lot de supports de communication portant des messages de sensibilisation. Le même exercice a concerné la maison centrale de Bamako et les centres de Bollé femmes et Bollé mineurs.

Tableau II.3 – Exécution financière 2024 par détails des activités genre

En milliers de FCFA

Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre (direct/indirect)	Exécution financière 2024			
		Prévu	Réel	Ecart (réel-prévu)	Taux %
Programme 1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle					
3.1.1 Sensibilisation et formation du personnel judiciaire et de l'administration publique sur les questions de droits humains et de genre	direct				
3.1.2 Tenue des réunions statutaires et fonctionnement du Comité d'institutionnalisation genre.	direct				
3.1.3 Mission de suivi de la mise en œuvre des recommandations des ateliers sur le genre.	direct				
Programme 2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation					
1.3.6 Formation des personnels du corps de la Justices.	indirect				
2.2.4 Formation continue des acteurs de la Justice.	indirect				
Programme 2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée					
1.2.3 Prise en charge des dotations en produits pharmaceutiques et équipements médicaux.	indirect				
1.3.1 Construction de quartiers pour femmes et mineurs au niveau de 02 maisons d'arrêt	direct				
Sous-Total EAU	indirect				
TOTAL					

La catégorisation pour le Programme 2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation doit encore être complétée. Cependant, on peut déjà affirmer qu'il n'y a aucune activité qui a un lien direct à l'égalité de genre.

Les taux d'exécution varient fortement d'un projet à l'autre. Différents facteurs sont à l'œuvre pour chaque projet, notamment : insuffisance d'information sur les prévisions budgétaires des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs), retard dans l'exécution du projet et/ou les déboursements des PTFs ou de l'Etat, manque d'information sur les réalisations sur financement extérieur en fin d'année.

II. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRES

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Intitulé de l'activité	Exécution 2023	Budget 2024	Prévisions		
			2025	2026	2027
Programme 1.009 Administration Générale,					

Coordination et Contrôle					
Conduite et pilotage de la politique juridique et judiciaire					
3.1.1 Sensibilisation et formation du personnel judiciaire et de l'administration publique sur les questions de droits humains et de genre	40 000	40 000	40 000	44 000	48 400
3.1.2 Tenue des réunions statutaires et fonctionnement du Comité d'institutionnalisation genre.	3 300	3 300	3 300	3 630	3 993
3.1.3 Mission de suivi de la mise en œuvre des recommandations des ateliers sur le genre.	5 000	5 000	5 000	5 500	6 050
Programme 2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée					
Gestion pénitentiaire					
1.3.1 Construction de quartiers pour femmes et mineurs au niveau de 02 maisons d'arrêt		100 000	100 000	110 000	121 000
TOTAL					

Commentaires :

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre
En milliers de francs

CFA

Intitulé de l'activité	Exécution 2022 (RAP 2022)	Budget 2023 (PAP 2023-2025)	Prévisions (PAP 2024-2026)		
			2024	2025	2026
Programme 1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle					
Action 01 Conduite et pilotage de la politique juridique et judiciaire					
3.2.1 Formation et sensibilisation des acteurs de la justice sur les droits de l'Homme.					
3.3.2 Formation et sensibilisation des acteurs de l'administration, de la justice et de la société civile sur l'Apatrie.					

Intitulé de l'activité	Exécution 2022 (RAP 2022)	Budget 2023 (PAP 2023-2025)	Prévisions (PAP 2024-2026)		
			2024	2025	2026
Programme 2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation					
Action 07 Conduite et pilotage des actions du corps de la justice					
1.3.6 Formation des personnels du corps de la Justices.					
2.2.4 Formation continue des acteurs de la Justice.					
Programme 2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée					
Action 01 Approvisionnement en Eau Potable					
1.2.3 Prise en charge des dotations en produits pharmaceutiques et équipements médicaux.					
Action 02 Gestion des ressources en eau					
1.3.1 Construction de quartiers pour femmes et mineurs au niveau de 02 maisons d'arrêt					
2.1.1 Acquisition des biens et services des Centres Spécialisés de Détention.					

Effectifs actuels du ministère sexo-désagregés

Ce tableau présente une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère. Il renseigne donc sur la mesure dans laquelle le ministère met en œuvre les lois N°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0,00
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0,00
Conseillers Techniques	6	4	2	50,00
Personnel d'appui et autres	N dispo			
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0,00
Chargés de Mission	5	3	2	66,67
Attaché de Cabinet	1	1	0	0,00
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100,00
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	4	4	0	0,00
Directeurs nationaux Adjoints	4	3	1	33,33
Chefs de Division	N dispo			

Chefs de section	N dispo			
Chargés de dossier	N dispo			
Secrétaires	N dispo			
Personnel d'appui et autres	N dispo			
4.2. Personnel EPA	N dispo			
5. Directions régionales et services rattachés	N dispo			
6. Services locaux	Non disponible			
Total	24	18	6	33,33

Globalement et sur la base des données que nous disposons, les femmes représentent environ 33,33% de l'effectif total du département. Par ailleurs, elles représentent environ 25% dans les postes de nominations et 90,00% dans les postes de secrétariat.

III. PERSPECTIVES:

Le MJDH a identifié quelques lignes directrices qui permettront, à moyen terme, de renforcer l'égalité de genre dans les secteurs du département. En premier lieu, en bâtissant sur les acquis du groupe des points focaux genre déjà établi, le département entend créer le comité d'institutionnalisation genre tel que cela est prévu dans les directives gouvernementales, afin de pleinement impliquer la hiérarchie dans la poursuite de cet objectif.

Cela permettra de mieux appuyer le département dans une démarche systématique de budgétisation sensible au genre dans les politiques et actions des secteurs Judiciaires et des Droits de l'Homme, qui devrait permettre à terme de répondre plus efficacement aux défis genre soulevés ci-dessus tels que les difficultés d'accès des femmes à la Justice etc.

Il s'agira pour ce faire de relire les objectifs spécifiques des programmes et de réaménager l'approche et les moyens des programmes pour une meilleure intégration du Genre. Le MJDH entend également poursuivre le processus d'amélioration de la qualité du rapport genre du ministère.

Renforcer l'implication des points focaux genre dans toutes les étapes clés du processus de planification budgétaire sera crucial pour le renforcement de la BSG et se fera dans la continuation du processus initié en 2021 et ayant connu une organisation plus systématique en 2023 (voir section II.a) ci-dessus).

Enfin, le MJDH entend s'assurer de l'application de la Loi N°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives en considérant des mesures de discrimination positive en faveur de la promotion des femmes, à égales compétence, moralité, diplôme et ancienneté.

V. RECOMMANDATIONS :

A court terme, le MJDH s'attachera à la mise en œuvre des actions dont les progrès seront évalués dans le prochain Rapport Genre du département.

La promotion du genre dans toutes les actions de l'administration, ainsi que dans les entreprises des secteurs de la Justice sera renforcée. Au sein de l'administration cela se fera en poursuivant le processus de sensibilisation et de renforcement de capacités du personnel en la matière, et notamment, en diffusant largement le rapport genre du MJDH et en suscitant des débats sur ses conclusions. Le département visera également la valorisation du leadership féminin en son sein. Des actions spécifiques seront incluses dans le plan d'action genre du département (voir section II. a)) pour prendre ces recommandations en charge.

Le département s'attachera à poursuivre le processus de budgétisation sensible au genre et à intégrer la perspective égalité de genre dans toutes les étapes de la préparation budgétaire notamment en assurant la participation des point focaux genres à chaque étape (réunions en interne, validation). Les cadres de performance des programmes seront revus à la lumière notamment des engagements genre pris dans les documents stratégiques (tels que par exemple la politique nationale d'accès à la Justice), afin de traduire ces engagements en indicateurs de performance sensibles au genre appropriés pour tous les objectifs des programmes, dans les prochaines programmations.

Cela doit être accompagné par des actions visant à améliorer la disponibilité de données et information pertinente. Le département s'attachera pour ce faire à réviser les fiches de collecte des données utilisées dans les secteurs de la Justice en y incluant des formulaires sexo-spécifiques pour la prise en compte du genre. L'incorporation d'un volet Genre sera également exigée dans tous les rapports, études, rapports et dossiers de projets.

En direction des entreprises des secteurs, le département s'attachera à inciter les femmes à investir dans les secteurs de la vie socioéconomique, à travers des actions de sensibilisation, et en entamant des discussions avec les acteurs qui peuvent faciliter l'accès aux capitaux nécessaires (MEF, banques).

Enfin, la prévention et réponse aux risques spécifiques aux femmes dans les secteurs seront renforcées. La capacité des points focaux genre en matière de prise en compte des violences basées sur le genre (VBG) sera renforcée (formation), ainsi que leur rôle dans la mise en place de processus de prévention et prise en charge.

Des mécanismes de gestion et de prise en charge des cas de VBG seront systématiquement mis en place sur les chantiers et dans les services administratifs des secteurs. Des actions de sensibilisation au respect des normes en matière d'exposition des femmes en état de procréation aux rayonnements seront menées.

CONCLUSION

Le budget du MJDH contient de dépenses axées sur l'égalité des genres et les cadres de performance des programmes du département et contiennent de références au genre. Cependant, les documents de politique et stratégies sectorielles dans le secteur de la Justice font explicitement référence à l'égalité de genre.

La 'qualité' de ces références et la façon dont elles se traduisent dans les actions, activités et projets qui mettent les stratégies en œuvre doivent être plus explicite dès la validation des documents de stratégie genre et son plan d'actions. On a également vu que le souci de contribuer à l'égalité de genre est présent au niveau de certains projets et dans certaines pratiques dans le secteur des Droits de l'Homme – cependant sans que cela soit formalisé à un niveau plus stratégique.

Il reste donc beaucoup à faire pour rendre le budget du département davantage sensible au genre en renforçant le potentiel des actions financées par le budget dans le secteur afin de contribuer à renforcer l'égalité de genre.

Parmi les pistes prometteuses se trouvent la formalisation de pratiques à travers des textes réglementaires, des critères de sélection de projets etc. (Par exemple quotas de représentation des femmes dans les organes Judiciaires, exigence de composante genre dans les Plans de Développement Communautaire en matière de Justice), et la relecture d'outils de gestion pour

les rendre ‘genre sensibles’ – Par exemple les cadres de performance des programmes, les formats de collecte de données.

Le Rapport Genre (RG), élaboré depuis 2012 comme annexe à la loi de Finances, est l’un des outils d’opérationnalisation de la PBSG au Mali. Il analyse la dimension genre des politiques publiques, des budgets et leurs impacts sur la population et constitue aussi un outil de suivi des engagements du Gouvernement en matière d’équité genre.

En outre, il renforce également la reddition des comptes face aux engagements du Gouvernement tout en mettant l’accent sur les succès et les insuffisances des politiques face aux besoins différenciés des femmes et des hommes. Enfin, il contribue à la prise de décisions publiques.

RAPPORT GENRE DU MINISTERE
DE LA COMMUNICATION DE
L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE
LA MODERNISATION DE
L'ADMINISTRATION (2024)

INTRODUCTION

Présentation du Ministère

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2024-0121/PM-RM du 28 février 2024 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le Ministre de la Communication, de l'économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de la Communication, des technologies de l'information, de la Poste et de la digitalisation de l'Administration. A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- le développement de la Communication et de son utilisation dans les secteurs de la vie économique sociale et culturelle ;
- le développement de l'utilisation sécurisée de la Communication dans l'Administration ;
- le développement de la presse écrite et de l'audiovisuel, publics et privés ;
- le développement et la diffusion de la création audiovisuelle ;
- la participation à la diffusion et au rayonnement de la culture malienne dans le monde ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre de la législation régissant la publicité ;
- l'élaboration de la stratégie de Communication du Gouvernement.
- la réalisation des infrastructures de communication électroniques, l'accompagnement, la promotion des usages des TIC et le développement des services en ligne ;
- l'élaboration du cadre réglementaire pour le développement des réseaux et services de communications électroniques et du suivi de son application ;
- la préparation, la délivrance et la gestion des autorisations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux de communication électroniques, la fourniture de services téléphoniques au public et la fourniture de capacité ;
- la certification des clés publiques pour le décryptage et la signature électroniques ;
- le développement de l'utilisation sécurisée des technologies de l'information de la Communication dans l'Administration ;
- la sécurisation des réseaux de communication entre les administrations publiques et entre les autorités nationales ;
- la préparation et la gestion de la transition numérique ;
- la proposition de toute mesure visant à identifier et à mesurer l'impact des grandes évolutions, notamment dans le domaine de l'économie numérique ;
- la contribution à la modernisation de l'administration par l'intégration des technologies numériques dans la gestion des structures Etatiques, en vue de fournir des services publics plus performants et d'améliorer l'accessibilité, la transparence et l'efficacité de l'administration publique.

Cette modernisation de l'administration doit toucher toute l'Administration en termes d'innovation et de développement.

I. Les Enjeux genre et gap à combler :

a) Les enjeux :

L'inégalité persistante entre hommes et femmes dans les domaines de la Communication, de l'information et des nouvelles technologies diminue relativement grâce aux efforts entrepris dans le secteur.

La modernisation économique et sociale du Mali, à laquelle les femmes prennent une part importante, passera par l'amélioration de l'accès à l'internet, un accès encadré des femmes à l'internet permet de réelles perspectives d'apprentissage, et d'accès à un nombre particulièrement important de documents pédagogiques.

Les enjeux sont multiples et concernent entre autres :

- la réduction de la fracture numérique entre les hommes et les femmes ;
- le problème de financement pour valoriser le rôle des femmes sur le chantier de développement ;
- l'amélioration de l'image de la femme dans les médias ;
- l'opérationnalisation du comité sectoriel d'institutionnalisation du genre.

b) Les gaps à combler :

Ce sont des réponses aux enjeux évoqués.

La progression favorable des indicateurs que ce soit pour l'accès à la radio, à la télévision, au téléphone et à l'internet, améliore l'image de la femme.

Aussi, dans le domaine de la publicité et les sketches, les clichés montrant une image négative de la femme s'améliorent, ils montrent de plus en plus les femmes au centre de la décision, participatives, entreprenantes et impliquées.

Le problème de financement des activités genre du Ministère demeure un problème récurrent.

Le dossier sur l'opérationnalisation du comité sectoriel d'institutionnalisation du genre a bien évolué car l'arrêté fixant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement du Comité Sectoriel d'Institutionnalisation de la politique Nationale Genre du Ministère de la Communication de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration a été signé 16 juillet 2024.

II. Les stratégies et mesures spécifiques de réduction des inégalités liées au genre :

a) Les stratégies :

La vision sectorielle à long terme est d'accélérer le processus de développement par une utilisation accrue des TIC, grâce à un accès universel aux technologies de l'information et de la communication de qualité.

L'objectif stratégique consiste à étendre et améliorer la qualité des infrastructures et services de communication et à assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût. Les principaux acteurs sont : l'Administration, les PTF,

les usagers des infrastructures et moyens de communication existants, les journaux et radios privés, les syndicats et les ONG (Organisations Non Gouvernementales).

Les Partenaires Techniques évoluant dans les TIC sont l'ONU Femme, l'UNICEF, la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Agence Française de Développement (AFD) avec le projet « Techno ».

b) Les mesures spécifiques :

La Loi sur la Publicité adoptée et sa mise en œuvre entamée pour lutter efficacement contre les clichés dépassés, réducteurs et dégradants qui véhiculent une image négative des femmes.

La principale mesure reste l'opérationnalisation du comité sectoriel qui a été créée, ce qui permettra de concrétiser les démarches entreprises, de dégager un plan d'action avec des indicateurs et des objectifs à atteindre. Le Gouvernement a aussi entrepris entre autres certaines mesures qui sont :

le lancement officiel en 2024 des activités de la feuille de route sur genre élections et reformes, la création du fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et du projet d'appui à l'autonomisation de la femme dans la filière karité ;

l'ouverture du Complexe Numérique de Bamako chargé de renforcer les capacités en matière de formation, de recherche et d'innovation dans le domaine des TIC et de l'intelligence artificielle afin de stimuler la croissance économique.

Le Gouvernement œuvre au renforcement des capacités des femmes et filles à travers :

- des programmes de formation aux métiers scientifiques (Sciences, Technologies, Ingénierie, Arts, Mathématiques et Conception) ;
- l'organisation de compétitions telles que « Miss science » avec la mise à disposition d'outils aux candidates afin de leur permettre de réaliser des projets;
- des séances de partage d'expériences et d'émulation avec des femmes expertes dans les domaines scientifiques ;
- la culture de l'Entrepreneuriat numérique avec l'accompagnement pour la réalisation des projets ;
- la mise en place d'un village numérique avec une salle d'initiation en informatique libre et gratuite et des quartiers de démonstrations des métiers scientifiques.

III - Les activités réalisées en 2024 :

1- les activités réalisées avec les femmes des structures :

Pour l'instant les structures du département en charge de la communication et de l'Economie Numérique organisent à travers les points focaux genre, avec l'appui du

département, des activités majeures de développement notamment la promotion des TIC auprès des femmes, des jeunes et des associations TIC réalisée par l'AGETIC, la promotion de l'information et la sensibilisation des femmes sur les activités liées au genre sur les antennes de l'Office de radio et télévision du Mali, la réalisation et la diffusion des paquets pédagogiques par l'ANCD sur le genre. D'autres activités concernent :

- la participation des femmes des structures du Ministère aux activités de la célébration des journées commémoratives du 8 mars, et de la panafricaine des femmes du 31 juillet ;
- la création d'une association des femmes journalistes, secrétaires et autres de toutes les structures du Ministère ;
- l'organisation par cette association des conférences débat lors des activités commémoratives de la femme au niveau du secteur ;
- la participation aux réunions préparatives du Conseil supérieur de la politique nationale genre ;
- la participation des femmes de l'ORTM l'AGETIC et la SMTD à la journée internationale du 08 mars à Koutiala ;
- l'organisation des conférences débats et d'autres activités par l'ORTM en rapport avec les ONG dans le cadre de la commémoration du 08 mars ;
- une formation en ligne des filles sur les nouvelles technologies effectuée par l'AGETIC;
- la participation des femmes du Ministère aux activités du foot féminin interministériel organisé par le Ministère des Sports en collaboration avec le Ministère de la Promotion de la Femme à l'occasion de la célébration de la journée panafricaine des femmes.

2. les activités réalisées par les femmes du Cabinet :

- la participation aux travaux préparatoires de la 69 ème session de la CSW 69 ;
- la participation au suivi et l'analyse des recommandations issues du conseil supérieur de la politique nationale genre ;
- la prise en compte du genre dans les activités du secteur ;
- la participation aux travaux préparatoires des journées sur la violence basée sur le genre (VBG);
- la participation aux activités sur la politique genre ;
- le renforcement des capacités des conseillères techniques genre sur l'intégration du genre dans la planification, la programmation et la budgétisation sensible au genre ;
- l'organisation du concours des journalistes sur la protection des droits des enfants financée par l'UNICEF.

IV. Perspectives pour l'année 2026 :

Elles concernent :

- l'audit genre ;
- la mise en place d'une base de données sur les responsabilités des femmes dans toutes les structures du département ;
- la proposition d'un plan d'actions stratégique pour la mise en œuvre des activités de la 3ème phase pour impliquer le gouvernement du Mali dans le processus ;
- la mise à disposition d'un budget pour la mise en œuvre du plan stratégique du comité sectoriel ;
- le renforcement des capacités de tous les points focaux genre de toutes les structures du Ministère sur la budgétisation sensible aux genres, l'élaboration d'un plan d'actions genre et le canevas du rapport genre ;
- la formation des membres du cabinet et les directeurs des structures sur la notion de genre avec les modules bien définis ;
- le suivi régulier des nominations aux fonctions nominatives et électives à travers la production d'annuaires statistiques ;
- la formation des journalistes dans la prévention et la gestion des conflits à travers des messages de sensibilisation et de réconciliation par les femmes journalistes ;
- le renforcement des capacités des points focaux genre du Ministère à l'appropriation du genre ;
- la formation des membres du Comité sectoriel à l'analyse genre dans les projets et programmes.

V. Tableau des effectifs du Ministère

La répartition des effectifs de la fonction publique d'Etat selon le statut, la catégorie et le sexe du Cabinet et de la DFM du département de la Communication, de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration en 2024.

Catégorie	Masculin		Féminin		Total
	Effectif	Pourcentage %	Effectif	Pourcentage %	
Fonctionnaire					
A	15	68,18	7	31,81	22
B2	4	50	4	50	8
B1	1	10	9	90	10
C	1	50	1	50	2
Contractuel					
	12	64,70	6	35,30	17
Total	33	52.63	27	47.36	60

NB: les données démographiques des structures ne figurent pas dans ce tableau.

VI. Recommandations :

Mise à disposition du budget pour la mise en œuvre des activités du plan d'action genre.

VII. Conclusion :

Le constat général est qu'il existe toujours un écart important entre les hommes et les femmes surtout au sommet des institutions publiques et politiques. Alors il est important d'avoir une vision commune du concept égalité Hommes / Femmes et de la Politique Nationale Genre pour bien appréhender toutes les dimensions liées à la représentativité des femmes dans les postes supérieurs et de décision.

En outre il y a des défis énormes à relever, notamment le faible accès des femmes aux TIC, le faible niveau d'alphabétisation, les difficultés d'accès des femmes au financement pour la concrétisation de leurs projets et le faible accès des entreprises féminines aux crédits et aux marchés.

Chapitre 2 :

Accès équitable aux droits sociaux (Services sociaux de Base)

- Ministère de la Santé et du Développement Social ;
- Ministère de l'Éducation Nationale ;
- Ministère de l'Énergie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique ;
- Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable.
- Ministère de la Réconciliation Nationale

MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Introduction :

Présentation du Ministère

Le Ministère de la Santé et du Développement Social a pour mission de préparer et mettre en œuvre la politique nationale du Mali en matière de santé et du Développement Social. Il est chargé de maintenir et d'améliorer l'état de santé de tous les maliens en assurant la couverture sanitaire et la qualité des soins de santé. La quatrième génération du PRODESS (PRODESS IV) a été élaborée et validée, elle s'étend de 2020 à 2023 et prolongé jusqu'en 2025 tout en poursuivant l'élaboration du nouveau PDDSS. Dans le cadre de la mise en œuvre du budget programmes, et en cohérence avec le PRODESS IV, sept (7) programmes ont été adoptés par ledit Ministère, que sont :

- *Le Programme 1.021 : Administration, Coordination et Décentralisation ;*
- *Le Programme 2.054 : Soins de Santé Primaire et Lutte contre les Maladies ;*
- *Le Programme 2.055 : Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité Financière aux Soins de Santé et Participation ;*
- *Le Programme 2.057: Soins Hospitaliers et Recherche ;*
- *Le Programme 2.061: Renforcement de la Solidarité et de la Lutte contre l'Exclusion ;*
- *Le Programme 2.062: Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire ;*
- *Le Programme 2.063 : Lutte Contre la Pauvreté.*

A l'instar d'autres Départements ministériels, le Ministère de la Santé et du Développement Social élabore à travers le présent document son rapport genre 2024.

I. Les enjeux genre /gaps à combler

a) Les enjeux genre

Les principaux enjeux en lien avec le genre du Ministère sont :

- La prise en compte de la dimension genre dans la coordination des programmes et projets au sein du MSDS ;
- Intégration des questions de genre dans la culture organisationnelle du MSDS ;
- L'institutionnalisation du genre dans la mise en œuvre des programmes de santé et du développement social ;
- La participation effective des femmes dans les organes de gestion des Organisations de l'Economie Sociale et Solidaire (ASACO, mutuelles et Sociétés coopératives) ;
- L'appropriation des concepts genres et de budgétisation sensible au genre ;
- L'application effective de la Loi N°2015-052 du 18 décembre 2015, instituant des mesures pour promouvoir le genre dans les instances nominatives et électives au sein du département ;
- La prise en compte de la sensibilité genre dans les outils de collecte des données .
- Le pouvoir décisionnel des femmes pour accéder aux soins et services de santé de la reproduction ;

- L'accessibilité financière et géographique des femmes aux structures de santé ;
- La réduction des cas de violences basées sur le genre ;
- Le changement de comportement dans la société lié à la nutrition ;
- Enjeux liés à l'hygiène publique.

b) Les gaps à combler

- La faible prise en compte de la dimension genre dans la coordination des programmes et projets au sein du MSDS ;
- Le Faible intégration des questions de genre dans la culture organisationnelle du MSDS ;
- L'insuffisance de participation des femmes dans les organes de gestion des Organisations de l'Economie Sociale et Solidaire (ASACO, mutuelles et Sociétés coopératives) ;
- L'insuffisance dans l'appropriation des concepts genres et de budgétisation sensible au Genre ;
- La non application effective de la Loi N°2015-052 du 18 décembre 2015, instituant des mesures pour promouvoir le genre dans les instances nominatives et électives au sein du département ;
- L'insuffisance dans la prise en compte de la sensibilité genre dans les outils de collecte des données .
- Le faible pouvoir décisionnel des femmes pour accéder aux soins et services de santé de la reproduction ;
- La faible accessibilité financière et géographique des femmes aux structures de santé ;
- La persistance des cas de violences basées sur le genre ;
- La timidité dans le changement de comportement dans la société lié à la nutrition ;
- L'insuffisance de maîtrise des concepts, approche et outils d'intégration du genre par personnel;
- La non inscription du Comité Institutionnel genre dans le cadre organique du Département;
- L'absence d'un plan de formation des acteurs de première ligne ;
- L'absence d'une politique de mitigation des VBG, d'abus et exploitations sexuelles envers les acteurs de première ligne de prestation des soins;
- Le faible financement des activités de renforcement en genre par l'Etat ;
- La faible capacité des points focaux suppléants à mieux jouer le rôle des points; focaux compte tenu de leur position de pouvoir pour influencer les décisions et les actions au sein du MSDS;
- La faible capacité fonctionnelle du Comité d'Institutionnalisation du Genre du MSDS;
- La faible intégration des modules genre dans la formation initiale et continue des professionnels de la santé et du Développement Social;
- La faible couverture des activités de formation/renforcement des capacités à l'échelle du pays avec une concentration dans les zones d'intervention des PTF.

II. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre:

a) Les mesures spécifiques:

Au cours de l'année 2024, quelques mesures ont été prises par le Département pour corriger certaines insuffisances en matière de genre:

- Recrutement d'un consultant pour l'évaluation de l'aspect genre dans le cadre de l'évaluation du PDDSS 2014-2023;
- Réalisation de l'audit genre de la composante santé ;
- Elaboration du plan d'institutionnalisation de la politique genre au sein du Département;
- Elaboration du plan de formation pour l'intégration du genre dans la composante santé.

b) Evaluation des activités genre 2024

Quelques indicateurs 2024 du Budget-programmes indirectement liés au genre

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation

Objectif: 1 Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable.

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
Proportion de femmes aux postes nominatifs.	28,5	30,9	29,5	29,23	99,08
Sources de vérification : Annuaire statistique DRH, rapports d'activités DRH					
Précision méthodologique : (Nombre de femmes aux postes nominatifs par Arrêté ou Décret / nombre total de postes nominatifs par Arrêté ou Décret) x100					

L'indicateur concernant la "Proportion de femmes aux postes nominatifs" elle est réservée uniquement à la situation des femmes.

Objectif : 3 Assurer une gouvernance du système de santé permettant une meilleure prise en compte du genre, une meilleure planification

Le genre est pris en compte dans la formulation de cet objectif mais des indicateurs relatifs au genre n'y figurent pas.

2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies

a) Objectif: 1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
Taux de prévalence contraceptif	19.7	22,17	20	23,73	118,65

<u>Sources de vérification</u> : Annuaire SLIS/PRODESS III					
<u>Précision méthodologique</u> : (Nombre de couple année protection/nombre de femmes en âge de procréer) *100					
Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	2,1	5,59	1.4	2,2	157,14
<u>Sources de vérification</u> : Enquête SMART/ (PRODESS III).					
<u>Précision méthodologique</u> : Enquête SMART (Nombre d'enfants malnutris aigu sévère (6-59 mois) /Nombre d'enfants de 6 à 59 mois enquêtés) x 100					
Taux de Réalisation des audits de décès maternels	72,8	76,4	90	80,83	89,81
<u>Sources de vérification</u> : SLIS					
<u>Précision méthodologique</u> : (Nombre de décès maternels audités/Nombre de décès maternels enregistrés) x 100					
Pourcentage de femmes enceintes qui connaissent leur statut sérologique (VIH)	50,22	56,45	60,09	<u>93</u>	154,77
<u>Sources de vérification</u> : Rapport annuel de la CSLS-TBH					
<u>Précision méthodologique</u> : (Nombre de femmes enceintes qui connaissent leur statut sérologique (VIH) /Nombre estimé de femmes enceintes dans les 12 derniers mois) x 100					

2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Objectif 1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
Taux de mortalité maternelle intrahospitalière liée à l'accouchement	2,60	1,66	1,2	3,08	256,66
Moyen de Vérification : SIH, Registre d'admission de la maternité/Réanimation, Rapport d'évaluation de l'ANAES					
Précision Méthodologique : Nombre de parturientes décédées à l'hôpital / Nombre total de femmes ayant accouché à l'hôpital *100					
Taux de mortalité néo-natale intrahospitalière.	8,76	12.21	17	19,78	116,35
<u>Sources de vérification</u> : Rapport d'évaluation de l'ANAES					
<u>Précision méthodologique</u> : Nombre de nouveaux nés décédés entre 0 et 29 jours de l'accouchement / Nombre total de nouveau-nés admis*100					

Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement est un indicateur qui concerne uniquement les femmes décédée pour des raisons en lien avec leur accouchement dans un hôpital.

Le Taux de mortalité néo-natale précoce intra-hospitalière, peut être décomposé en filles et garçons grâce à des documents de collecte des données adaptés pour mettre en lumière la proportion des filles concernées par cet indicateur.

2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion

Objectif:1 Promouvoir l'intégration socioéconomique des catégories sociales vulnérables

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées au profit des personnes vulnérables	32,65	65	55	62,02	112,76
Moyen de vérification : rapports d'activités annuels de la DNDS / Document Bilan C des régions					
Précision Méthodologique : [nombre d'AGR financées au profit des personnes vulnérables (femmes seule chargée de famille, Personnes handicapées, personnes déplacées, personnes victimes de mesure économique, femmes porteuses de fistules obstétricales) / nombre de demande d'AGR reçues] x 100					
Proportion de femmes seules chargées de famille assistées/suivies	62,13	65,33	70	72, 16	103,08
Moyen de vérification : rapports d'activités annuels de la DNDS Document Bilan C des régions					
Précision Méthodologique : (nombre de Femmes seules chargées de famille assistées/suivies /nombre Femmes seules chargées de famille enregistrées) x 100					

Cet indicateur donne la situation des femmes seules chargées de famille bénéficiant d'assistance.

Dans le cadre du Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion beaucoup d'efforts ont été fournis en matière d'accès des femmes et des filles vulnérables aux infrastructures socio-économiques de base et à la prise en compte du budget des programmes affectés aux financements du genre. Malgré cela des défis demeurent. Il faut noter que des disparités subsistent entre Hommes / femmes et garçons / filles en matière de réinsertion de groupes cibles qu'il conviendrait de corriger en accordant des financements conséquents au secteur.

Tableau 1 : Pourcentage de personnes handicapées réinsérées

Régions	Nombre de personnes handicapées enregistrées			Nombre de personnes handicapées réinsérées			Taux de réinsertion		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ensemble Pays	10240	9838	20078	1661	1595	3256	8,22	8	16,22

Source: Rapport annuel 2024 DNDS

Le taux de réinsertion des personnes vivant avec le handicap est faible (16,22%); cette situation est due à la faible prise en charge des questions des personnes handicapées dans le cadre de programmation technique et financière au niveau des communes et cercles.

Tableau 2: pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillage

Régions	Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage enregistrées			Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage satisfaites			pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillage		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ensemble Pays	2039	1960	3999	455	436	891	11,35	10,90	22,25%

Source: Rapport annuel 2024 DNDS

Près du tiers des demandeurs d'appareillage sont satisfaits soit 22,25 % ; la rareté des ressources financières au niveau des collectivités pour la prise en charge des activités sociales, le retrait de certains PTF appuyant les structures dans ce sens expliquent la faiblesse du résultat obtenu.

Tableau 3: taux de suivi socio médical des personnes âgées

Régions	Nombre de personnes âgées enregistrées			Nombre de personnes âgées ayant bénéficié de suivi socio médical			Taux de suivi socio médical		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ensemble Pays	18813	18077	36890	9528	9156	18684	25,84	24,81	50,65

Source: Rapport annuel 2024 DNDS

Beaucoup d'actions ponctuelles sont menées en faveur des Personnes Agées mais le suivi régulier est une autre bataille qu'il faut gagner à tout prix pour assurer le bien-être de cette frange de la population vulnérable.

Tableau 4 : Pourcentage de femmes démunies seules chargées de famille ayant bénéficié de suivi

Régions	Nombre de femmes enregistrées	Nombre de femmes suivies	Taux de suivi
Ensemble Pays	15262	10473	72,16

Source: Rapport annuel 2024 DNDS

72,16 des femmes démunies seules chargées ont été suivies régulièrement de la part des structures du Développement Social ; toutefois, cette frange vulnérable doit bénéficier d'une attention toute particulière des autorités administratives et politiques et des collectivités territoriales

Tableau 5 : situation des PDIs en 2024

REGIONS	MENAGES	FEMMES	HOMMES	TOTAL INDIVIDUS
MENAKA	18 191	41 897	32 319	74 216
MOPTI	20 113	39 168	26 072	65 240
GAO	14 914	31 878	22 143	54 021

SEGOU	14 012	29 772	21 689	51 461
BANDIAGARA	14 438	29 623	21 560	51 183
TOMBOUCTOU	13 185	24 193	18 592	42 785
SAN	5 703	11 869	8 278	20 147
BAMAKO	1 959	3 775	2 840	6 615
TAOUDENNI	542	1 591	1 308	2 899
SIKASSO	486	1 220	956	2 176
DIOILA	404	1 000	821	1 821
KIDAL	283	832	625	1 457
NARA	185	574	625	1 199
KITA	173	461	456	917
KOULIKORO	199	490	320	810
KOUTIALA	229	467	328	795
DOUMENTZA	99	195	129	324
KAYES	70	153	144	297
TOTAL	105 185	219 158	159 205	378 363

Source : DTM 2024

Commentaires : le nombre de PDI est en effet passé de 354 739 personnes en décembre 2023 (rapport DTM de décembre 2023) à **378 363** en 2024 soit une augmentation 23 624 de personnes déplacées internes soit une augmentation de 6%.

Les régions de Ménaka, Mopti, Gao, Bandiagara, Tombouctou, Ségou, San et Taoudenni abritent le plus grand nombre de PDIs. Cette évolution s'explique par la poursuite des menaces et attaques périodiques des populations par des groupes terroristes dans les localités.

Il se dégage de ce tableau que le taux de femmes déplacées sur la période est de 57,92%.

N.B. : le système d'enregistrement biométrique est utilisé afin de réduire les cas de doublons et/ou de fraudes pour une gestion efficace des réponses humanitaires.

Profil démographique des PDIs

Tableau n° : Répartition par tranches d'âges et par sexe des personnes déplacées internes au Mali

Enfant (0-17 ans)			Adultes (18 -59as)			Personne âgée (59ans et plus)			TOTAL
Filles	Garçons	Total	Femme	Homme	total	Femme	Hommes	Total	
113 044	105 798	218842	97 854	46 005	144583	8260	7402	15760	378 363

30%	28%	58%	26%	12%	38%	2%	2%	4%	100%
-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	----	------

Source: DTM 2024

Commentaires : Parmi les populations déplacées, les enfants (âgés de 0 à 17 ans) représentent la majorité soit 58% dont 30% de filles. Cela pose un problème de scolarisation et d'exposition aux risques d'insécurité et de violence.

PDI retournées

Tableau : Nombre Cumulé de PDI's retournées par région de juillet 2013 au 30 Septembre 2024

Source: Rapport annuel 2024 DNDS

Région	Ménage	Femme	Homme	TOTAL
Tombouctou	75673	192746	158687	351433
Gao	45305	124495	101498	225993
Bandiagara	18995	46726	35917	82643
Menaka	16932	40696	33687	74383
Segou	11788	27960	21897	49857
Douentza	7969	19323	17008	36331
Mopti	7643	14683	11739	26422
Kidal	1185	3094	2738	5832
Kita	338	1033	1029	2062
TOTAL	185 828	470 756	384 200	854 956

Commentaires : Des évaluations menées en 2024, indiquent les retours des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays ont connu une évolution générale (**854 956 individus en fin2024**) soit **51546** de retours constatés par rapport à 2023 (**803 410 PDI's retournées suivant DTM décembre 2024**).

Cette hausse a été constaté respectivement dans la région de Tombouctou, Gao, Bandiagara, Menaka, Ségou, Douentza et Mopti marquée par les déplacements pendulaires de courte durée suite dès le retrait des éléments armés ou la reprise du contrôle par les forces de l'armée Malienne.

2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

Objectif : 2 Contribuer à assurer la prise en charge socio-sanitaire des couches les plus pauvres

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
Nombre de ménages les plus démunis couverts par les programmes de transferts sociaux.	2 320 363	3 347 987	1 945 000	2 276 827	117,06

Moyen de Vérification : Rapports annuel d'activités DNPSES					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
Pourcentage de personnes indigentes immatriculées prises en charge médicalement par rapport à la cible annuelle	56,27	31,74	40	51,70	129,25
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités ANAM					
Précision Méthodologique : (Nombre d'indigents servis de l'année / Nombre total de bénéficiaires immatriculés) X 100					

Objectif: 4 Développer les capacités des structures de Protection Sociale et d'Economie Solidaire

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
Pourcentage d'ASACO avec 30% de femmes dans les organes de gestion	26,45	24,47	50	24	48
Moyen de vérification : Annuaire statistique SISO.					
<u>Méthodologie</u> : (Nombre d'ASACO avec 30% de femmes dans les organes de gestion /Nombre total d'ASACO fonctionnels) x 100.					

Cet indicateur donne le niveau de représentativité des femmes au sein des Associations de Santé Communautaire (ASACO).

INDICATEURS	Nombre total	Nbre fonctionnel	Taux	Observations
Nombre total ASACO en 2024	1782	1504	84,40	
Représentativité des femmes et des jeunes dans les organes de gestion ASACO				
INDICATEURS	Nombre total	Nombre réalisé	Taux	Observations
ASACO avec 30% des membres qui sont des femmes dans les organes de gestion	1782	545	30,58	
ASACO présidées par des femmes	1782	35	1,96	
Nombre de Femmes dans les comités de gestion des ASACO	9687	2385	24,62	
Nombre de Femmes dans le CA des ASACO	25619	6156	24,02	

Source: Rapport annuel 2024 DNPSES

Commentaire : Dans le répertoire en 2024 1 782 ASACO ont été enregistrées, parmi celles-ci 1504 sont fonctionnelles soit 84,40 contre 83,92 en 2023.

Le nombre d’ASACO avec 30% des femmes est passé de 423 en 2023 à 545 en 2024.

Les ASACO avec 30% des membres qui sont des femmes au niveau des organes de gestion représentaient 24,10% en 2023 contre 31% en 2024. Quant aux ASACO présidées par les femmes, sur les 1782, 35 d’entre elles étaient présidées par des femmes en 2024 soit 1,96 %.

Les activités de plaidoyer doivent être renforcées pour rehausser davantage la représentativité des femmes dans les organes de gouvernance.

Tableau 11 : Données sexo-spécifiques dans les organes des mutuelles

Région	Conseil administration			%Femmes	Commission de contrôle			
	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total	%Femmes
Ensemble Pays	1491	584	2075	28,14	392	141	533	26,45
Pourcentage	71,86	28,14	100	28,14	73,55	26,45	100	26,45

Source: Rapport annuel 2024 DNPSES

Le tableau affiche une représentativité de 28,14% de femmes dans l’organe de gestion du conseil d’administration et 26, 45% dans la commission de contrôle en 2024.

NB : Depuis 2022 à 2024 la restructuration des mutuelles s’est poursuivie conformément à la stratégie d’extension des mutuelles sociales, dont le niveau cercle est la base de pilotage des entités des mutuelles sociales. La stratégie d’extension des mutuelles sociales a pour fondement « un cercle, une mutuelle ».

L’opérationnalisation de cette stratégie nationale d’extension des [mutuelles](#) sociales a occasionné la réalisation des activités de renforcement de capacité en termes de sensibilisation, de supervisions, de mise en place des fonds de garantie des mutuelles sociales afin d’augmenter la représentativité des femmes dans les organes de gestion et le taux de couverture.

Tableau 12 : Données sexo-spécifiques de la population couverte par les mutuelles de santé en 2024

Régions	Population totale (cible)			Population couverte			Pourcentage		
	Homme	Femme	Totale	Homme	Femme	Totale	homme	Femme	totale
Ensemble Pays	8 392 707	8 530 953	16 923 660	235 031	260 652	495 683	1,39	1,54	2,93
Cible Mutuelle			78%	Couverture	2,93				

Source: Rapport annuel 2024 DNPSES

Commentaire : Le tableau nous montre que la couverture de la population par les mutuelles en matière de protection sociale a été 2,93% en 2024, parmi celle-ci [1,54%](#) sont des femmes contre [1,39%](#) d’hommes. La cible totale des populations (le secteur informel et le monde rural) à couvrir par les mutuelles est de 78%. Des efforts et initiatives doivent être développés pour une effectivité de couverture en matière de protection sociale de cette frange de la couche sociale.

Tableau 14 : Données sexo-spécifiques dans les organes des Sociétés Coopératives

1- Société Coopératives avec Conseil de Gestion.

Étiquettes de lignes	Comité de Gestion (CG)				Commission de Surveillance (CS)			
	Hommes	Femmes	Total	% Femmes	Hommes	Femmes	Total	% Femmes
Ensemble Pays	72 210	32 555	104765	31,07	65 973	31 609	97582	32,39

Source: Rapport annuel 2024 DNPSES

Au sein des comités de gestion des sociétés coopératives simplifiées les femmes représentent 31,07% contre 32,39% dans l'organe de contrôle.

2- Société Coopératives avec Conseil d'Administration.

Étiquettes de lignes	Conseil d'Administration (CA)				Conseil de Surveillance (CS)			
	Hommes	Femmes	Total	% Femmes	Hommes	Femmes	Total	% Femmes
Ensemble Pays	56 953	30802	87755	35,10	19 093	14 461	33 554	43,10

Source: Rapport annuel 2024 DNPSES

Dans les conseils d'administration des sociétés coopératives avec conseil d'administration les femmes représentent **35,10%** contre **43,10%** dans les organes de contrôle.

Commentaire : A ce niveau, nous constatons que les taux de représentativité des femmes dans les deux organes d'administration dépassent chacun les 30%, ce qui est une performance remarquable.

2.063 Lutte contre la pauvreté

Objectif 1 : Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
Nombre de personnes vulnérables assistées	-	0	4500	4500	100%
Moyens de vérification : rapport annuel d'activités du Fonds de Solidarité Nationale					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
Nombre d'activités génératrices de revenus (AGR) initiées en faveur des personnes vulnérables	-	0	35	0	0%
Moyens de vérification : rapport annuel d'activités du Fonds de Solidarité Nationale					

Précision Méthodologique : Dénombrement

Cet indicateur concerne en général les appuis accordés aux personnes vulnérables qui pourraient être classées en fonction des genres selon le mode collecte des données.

Objectif: 3 Renforcer la solidarité en faveur des militaires, de leurs familles et leurs ayant droits

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
Nombre de veuves des forces de défense et de sécurité ayant bénéficié d'Activité Génératrices de Revenus (AGR)	460	0	100	40	40%
Moyens de vérification : rapports d'activités de la Fondation pour la Solidarité					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Cet indicateur met en exergue les efforts fournis dans le cadre de la solidarité en faveur des femmes dont les maris sont tombés en défendant la patrie.

c) Exécution financière des activités genre 2024

Tableau II.1 – Exécution financière en année 2024 par objectif

L'état d'exécution financière des objectifs sensibles au genre identifiés dans le Ministère. Exemple (il peut y avoir plusieurs programmes et/ou plusieurs objectifs mais seuls ceux sensibles au genre sont repris) :

Programme 1.021 : Administration, Coordination et Décentralisation

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
1. Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable.	20 147 000	20 147 000	0	100
Total	20 147 000	20 147 000	0	100

Cet objectif est pertinent pour l'égalité de genre car il vise la disponibilité du personnel qualifié (femmes et hommes) et l'accessibilité aux services de soins de santé des femmes et hommes.

Cependant l'objectif ne fait pas ressortir la répartition équitable du personnel sur l'ensemble du territoire et l'égalité de chance pour l'accès aux postes nominatifs. Les ressources allouées à cet objectif au titre de 2024 ont été exécutées à 100%.

Programme 2,054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	6 379 814 000	6 410 721 000	-30 907 000	100,48

Total	6 379 814 000	6 410 721 000	-30 907 000	100,48
--------------	----------------------	----------------------	--------------------	---------------

Cet objectif est genre sensible pour les raisons suivantes :

- Reference à la justice sociale (respect des droits à la santé de la reproduction) ;
- Reference aux violences basées sur le genre ;
- Reference à une approche multisectorielle combinant santé, nutrition, VBG et IEC

Programme 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	5 056 010 000	4 410 408 000	645 602 000	87,23
Total	5 056 010 000	4 410 408 000	645 602 000	87,23

Cet objectif est genre sensible pour les raisons suivantes :

- Reference à la justice sociale (respect des droits à la santé de la reproduction) ;
- Reference aux violences basées sur le genre ;
- Reference à une approche multisectorielle combinant santé, nutrition, VBG et IEC

Programme 2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
1 Promouvoir l'intégration socioéconomique des catégories sociales vulnérables	580 731 000	224 141 000	356 590 000	38,60
Total	580 731 000	224 141 000	356 590 000	38,60

Commentaire pour chaque objectif, en 3 lignes maximum (obligatoire) – y compris sur la pertinence de l'objectif pour l'égalité de genre.

Programme 2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
4 Développer les capacités des structures de Protection Sociale et d'Economie Solidaire	35 568 000	29 690 000	5 878 000	83,47
Total	35 568 000	29 690 000	5 878 000	83,47

Commentaire pour chaque objectif, en 3 lignes maximum (obligatoire) – y compris sur la pertinence de l'objectif pour l'égalité de genre.

Programme 2.063 Lutte Contre la Pauvreté

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
------------------------------	-----------------------------	--	--	--

	<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>
3-Renforcer la solidarité en faveur des militaires blessés, les familles et les ayant droits de ceux tombés pour la nation	12 548 000	7 325 000	5 223 000	58,38
Total	12 548 000	7 325 000	5 223 000	58,38

Commentaire pour chaque objectif, en 3 lignes maximum (obligatoire) – y compris sur la pertinence de l'objectif pour l'égalité de genre.

Tableau II.2 – Exécution financière 2024 par détails des activités

L'état d'exécution financière des activités sensibles au genre identifiées dans le RAP du ministère.

<i>Intitulé de l'activité</i>	<i>Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)</i>	<i>Exécution financière 2022</i>			
		<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>
Renforcement des capacités opérationnelles de la DRH	<i>indirect</i>	20 147 000	20 147 000	0	100,00
Mise en œuvre du paquet minimum d'activités CSCOM	<i>indirect</i>	667 000 000	659 000 000	8 000 000	98,80
Pris en charge des dépenses du personnel CSRéf	<i>indirect</i>	5 662 814 000	5 751 721 000	-88 907 000	101,57
Acquisition d'équipements	<i>indirect</i>	50 000 000	0	50 000 000	0
Amélioration des soins hospitaliers	<i>indirect</i>	5 056 010 000	4 410 408 000	645 602 000	87,23
Renforcement de la capacité opérationnelle de la DNDS	<i>indirect</i>	580 731 000	224 141 000	356 590 000	38,60
Prise en charge des dépenses de personnel	<i>indirect</i>	35 568 000	29 690 000	5 878 000	83,47
Prise en charge des dépenses de solidarité	<i>indirect</i>	12 548 000	7 325 000	5 223 000	58,38
Total	direct	0	0	0	0
Total	indirect	12 084 818 000	11 102 432 000	1 071 293 000	91,87

III. Planification et budgétisation des actions genre

a) Objectifs, indicateurs et activités

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation

Indicateurs	Unité	Réalisations			En cours	Cibles		
		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
I. Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable.								
1.3. Proportion de femmes aux postes nominatifs.	%	28.5	30.9	29,23	29,50	30	30	30
Sources de vérification : Annuaire statistique DRH, rapports d’activités DRH								
Précision méthodologique : (Nombre de femmes aux postes nominatifs par Arrêté ou Décret / nombre total de postes nominatifs par Arrêté ou Décret) x100								

Objectif 3 : Assurer une gouvernance du système de santé permettant une meilleure prise en compte du genre, une meilleure planification stratégique et opérationnelle, une implication effective de toutes les parties prenantes, une meilleure coordination de mise en œuvre des interventions, le renforcement des audits (interne, externe) et du contrôle : Le genre est pris en compte dans la formulation de cet objectif mais des indicateurs relatifs au genre n'y figurent pas.

2.054: Soins de santé primaires et lutte contre les maladies.

Indicateurs	Unité	Réalisations			En cours	Cibles		
		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1. Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile								
1.2. Taux de prévalence contraceptif	%	19,7	22,17	23,73	22,50	23	24	24
<u>Sources de vérification</u> : Annuaire SLIS/PRODESS III								

Indicateurs	Unité	Réalisations			En cours	Cibles		
		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<u>Précision méthodologique</u> : (Nombre de couple année protection/nombre de femmes en âge de procréer) *100								
1.3. Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	%	2.1	5,59	2,2	4	2,2	2	1,5
<u>Sources de vérification</u> : Enquête SMART/ (PRODESS III)								
<u>Précision méthodologique</u> : Nombre d'enfants malnutris aigu sévère (6-59 mois) /Nombre d'enfants de 6 à 59 mois enquêtés) x 100								
1.4. Taux de Réalisation des audits de décès maternels	%	72,8	76,4	80,83	90	83	85	85
<u>Sources de vérification</u> : SLIS								
<u>Précision méthodologique</u> : (Nombre de décès maternels audités /Nombre de décès maternels recensés) x 100								
1.5. Pourcentage de femmes enceintes qui connaissent leur statut sérologique (VIH)	%	50,22	56,45	93	65	80	85	90
<u>Sources de vérification</u> : Rapport annuel de la CSLS-TBH								
<u>Précision méthodologique</u> : (Nombre de femmes enceintes qui connaissent leur statut sérologique (VIH) /Nombre estimé de femmes enceintes dans les 12								

2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Indicateurs	Unité	Réalisations			En cours	Cibles		
		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1. Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile ;								
1.1 Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement.	%	2,60	1,66	3,08	1,50	1,45	1,35	1,35

<u>Sources de vérification</u> : SIH, Registre d'admission de la maternité/Réanimation								
<u>Précision méthodologique</u> : Nombre de parturientes décédées à l'hôpital / Nombre total de femmes ayant accouchées à l'hôpital *100								
1.2 Taux de mortalité néo-natale intra-hospitalière.	%	20,47	12,21	19,78	16	15	14	14
<u>Sources de vérification</u> : Rapport d'évaluation de l'ANAES								
<u>Précision méthodologique</u> : Nombre de nouveaux nés décédés entre 0 et 29 jours de l'accouchement / Nombre total de nouveau-nés admis*100								

2.061 : Renforcement de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion

Objectif 1 : Promouvoir l'intégration socioéconomique des catégories sociales vulnérables								
Indicateurs	Unités de mesure	Réalizations			Année en cours	Cibles		
		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Indicateur N°1.4 : Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées au profit des personnes vulnérables	%	32,65	65	62,02	65	65	65	65
Moyen de vérification : rapports d'activités annuels de la DNDS / Document Bilan C des régions								
Précision Méthodologique : [nombre d'AGR financées au profit des personnes vulnérables (femmes seules chargées de famille, Personnes handicapées, personnes déplacées, personnes victimes de mesure économique, femmes porteuses de fistules obstétricales) / nombre de demande d'AGR reçues] x 100								
Indicateur N°1.5 : Proportion de femmes démunies seules chargées de famille assistées	%	62,13	65,33	72,16	70	75	75	75
Moyen de vérification : rapports d'activités annuels de la DNDS Document Bilan C des régions								
Précision Méthodologique : (nombre de Femmes démunies seules chargées de famille assistées /nombre Femmes démunies seules chargées de famille enregistrées) x 100								

2.062: Renforcement de la protection sociale et de l'économie solidaire

Objectif N°2 : Contribuer à assurer la prise en charge socio-sanitaire des couches les plus pauvres								
Indicateur N°2.1 : Nombre de ménages les plus démunis couverts par les programmes de transferts sociaux.	Nombre	2320363	3347987	2276 827	1950000	1950000	1900000	1850000
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités DNPSES								
Précision Méthodologique : Dénombrement								
Indicateur N°2.2 : Proportion de bénéficiaires du RAMED pris en charge médicalement	%	56,27	2,85	-	2,95	3	3,1	3,1
Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités ANAM								
Précision Méthodologique : (Nombre de bénéficiaires servis de l'année / Population cible (5% de la population totale)) X 100								
Indicateur N°2.3 : Nombre de ménages enregistrés dans le registre social unifié (RSU)	Nombre	600 000	1429202	-	3000 000	3500 000	3500 000	3500 000
Moyens de vérification : Plateforme RSU								
Précision Méthodologique : Dénombrement.								

Objectif N°4 : Développer les capacités des structures de Protection Sociale et d'Economie Solidaire.								
Indicateur 4.3 Pourcentage d'ASACO avec 30% de femmes dans les organes de gestion	%	26,45	24,47	30,58	26	31	32	33
<u>Sources de vérification</u> : Annuaire statistique SISO.								
<u>Méthodologie</u> : (Nombre d'ASACO avec 30% de femmes dans les organes de gestion /Nombre total d'ASACO fonctionnels) x 100.								

2.063: Lutte contre la pauvreté

Objectif 1 : Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines								
Indicateurs	Unités de mesure	Réalizations			Année en cours	Cibles		
		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1.1. Nombre de personnes vulnérables assistées	Nombre	-	0	4500	5000	5000	5000	5000
Moyens de vérification : rapport annuel d'activités du Fonds de Solidarité Nationale								
Précision Méthodologique : Dénombrement								
1.2. Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées en faveur des personnes vulnérables	%	-	-	-	-	100	100	100
Moyens de vérification : rapport annuel d'activités du Fonds de Solidarité Nationale								
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités génératrices de revenus (AGR) financées en faveur des personnes vulnérables / Nombre d'activités génératrices de revenus (AGR) programmées en faveur des personnes vulnérables) x 100								
Objectif N°3 : Renforcer la solidarité en faveur des militaires blessés, les familles et les ayant droits de ceux tombés pour la nation								
3.3 Nombre de victimes de guerre des forces de défense et de sécurité ayant bénéficié d'Activités Génératrices de Revenus (AGR)	Nombre	45	0	40	130	110	110	200
Moyen de Vérification : rapports d'activités de la Fondation pour la Solidarité								
Précision Méthodologique : Dénombrement								

b) Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère

Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Programme/Action/Détail/Projet	Exécution	Budget	Prévisions		
	2024	2025	2026	2027	2028
Programme 1,021 Administration, Coordination et Décentralisation	28 967 000	24 712 000	24 712 000	34 687 000	26 361 000
Action 3 : Gestion des ressources humaines du secteur	28 967 000	24 712 000	24 712 000	34 687 000	26 361 000
1.3.1 Réaliser des missions de supervision de la gestion des ressources humaines.	28 967 000	24 712 000	24 712 000	34 687 000	26 361 000
Programme 2,054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie	1 595 531 400	563 584 000	444 958 000	610 565 000	592 330 000
Action 1 : Orientation et Suivi de la mise en œuvre de la politique de la santé	158 430 400	312 775 000	312 775 000	354 494 000	333 451 000
1.1.1 Appuyer la planification familiale	30 900 935	80 270 000	80 270 000	112 674 000	85 632 000
1.3.1 Lutter contre la malnutrition	124 824 465	219 732 000	219 732 000	227 026 000	234 653 000
1.4.1 Lutter contre le VIH	2 705 000	12 773 000	12 773 000	14 794 000	13 166 000
Action 3 : Santé de référence	1 437 101 000	250 809 000	132 183 000	256 071 000	258 879 000
1.4.1 Réaliser les prestations de première référence	1 437 101 000	250 809 000	132 183 000	256 071 000	258 879 000
Programme 2,057 Soins Hospitaliers et Recherche	4 410 408 000	5 385 791 000	3 344 600 000	3 105 000 000	3 110 000 000
Action 1 : Fourniture de Soins hospitaliers	4 410 408 000	5 385 791 000	3 344 600 000	3 105 000 000	3 110 000 000
1.1.1 Réaliser des audits des décès maternels	0	0	50 000 000	52 500 000	55 000 000
1.1.2 Améliorer les soins hospitaliers	4 410 408 000	5 385 791 000	3 244 600 000	3 000 000 000	3 000 000 000
1.2.1 Réaliser des audits des décès néonataux	0	0	50 000 000	52 500 000	55 000 000
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	618 274 000	887 281 000	832 944 000	1 012 934 000	1 072 002 000

Action 1 : Gestion des groupes vulnérables, des populations victimes de situation d'urgence et ou de catastrophe et de renforcement de l'autopromotion des communautés	618 274 000	887 281 000	832 944 000	1 012 934 000	1 072 002 000
1.4.1 Assurer le fonctionnement de la DNDS	224 141 000	488 688 000	439 282 000	534 623 000	558 679 000
1.5.1 Prendre en charge les dépenses de personnel (DNDS)	394 133 000	398 593 000	393 662 000	478 311 000	513 323 000
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	4 216 250 901	5 600 210 000	5 876 711 000	6 393 843 000	7 158 160 000
Action 1 : Suivi de la mise en œuvre de la PNPS	2 923 111 443	4 051 496 000	4 027 997 000	4 742 855 000	5 466 529 000
2.1.1 Assurer le suivi des opérations de transferts sociaux	375 196 000	975 722 000	861 722 000	1 046 541 000	1 082 846 000
2.1.2 Prendre en charge les dépenses de personnel (DNPS)	2 256 177 000	2 311 393 000	2 137 894 000	2 773 665 000	2 976 691 000
2.3.1 Opérationnaliser le RSU des bénéficiaires de protection sociale	46 375 000	95 000 000	95 000 000	103 929 000	108 605 000
2.3.3 Assurer le fonctionnement des structures (DNPS)	212 845 000	369 083 000	633 083 000	387 564 000	774 541 000
2.3.3 Doter les structures en infrastructures et équipements (DNPS)	11 877 000	250 000 000	250 000 000	378 344 000	418 222 000
Réaliser les activités d'information et de sensibilisation en vue d'une meilleure représentativité des femmes au sein des organisations de l'Economie sociale et solidaire (DNPS)	20 641 443	50 298 000	50 298 000	52 812 000	105 624 000
Action 2 : Fourniture de prestations sociales	1 293 139 458	1 527 714 000	1 827 714 000	1 608 988 000	1 649 211 000
2.2.1 Assurer la prise en charge médicale des indigents et autres admis de droit	1 293 139 458	1 527 714 000	1 827 714 000	1 608 988 000	1 649 211 000
Action 3 : Protection sociale et économie solidaire	0	21 000 000	21 000 000	42 000 000	42 420 000
Réaliser des études et recherche (CNAPESS)	0	21 000 000	21 000 000	42 000 000	42 420 000
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	675 192 000	764 777 000	672 327 000	716 181 600	748 931 200

Action 1 : Assistance aux démunis et acces aux services sociaux de base	461 973 000	472 545 000	505 095 000	540 588 000	564 976 000
1.2.1 Assister les personnes vulnérables	0	0	12 500 000	13 125 000	13 750 000
1.2.2 Assurer le fonctionnement du FSN	49 473 000	60 045 000	70 095 000	65 689 000	68 645 000
1.2.2 Prendre en charge les dépenses de personnel	412 500 000	412 500 000	412 500 000	451 274 000	471 581 000
1.3.1 Appuyer les organisations communautaires	0	0	10 000 000	10 500 000	11 000 000
Action 3 : Solidarité en faveur des militaires, de leurs familles et ayant droits	213 219 000	292 232 000	167 232 000	175 593 600	183 955 200
3.3.1 Appuyer les victimes de guerre des forces de défense et de sécurité à travers les Activités Génératrices de Revenus (AGR)	213 219 000	292 232 000	167 232 000	175 593 600	183 955 200
TOTAL GENERAL	11 544 623 301	13 226 355 000	11 196 252 000	11 873 210 600	12 707 784 200

Les allocations budgétaires de 2025 sont conformes à la loi de finances 2025, celles de 2026 sont les chiffres issus de l'arbitrage technique du Ministère de l'Economie et des Finances relatives au projet de budget 2026.

Tableau III.2 - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre *En milliers de FCFA*

Programme	Exécution	Budget	Prévisions		
	2024	2025	2026	2027	2028
Programme 2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	4 216 251	5 600 210	5 876 711	6 393 843	7 158 160
Programme 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	4 410 408	5 385 791	3 344 600	3 105 000	3 110 000

Le programme 2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire est chargé d'étendre progressivement la couverture collective des risques sociaux à l'ensemble de la population par divers mécanismes, à améliorer l'accessibilité financière aux soins et renforcer le secteur de l'économie solidaire.

Le programme « Soins Hospitaliers et Recherche » vise à améliorer la performance des hôpitaux, des institutions de recherches et des établissements spécialisés dans le domaine de la santé.

Tableau III.3 - Effectifs du ministère sexo-désagregés

Tableau présentant une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émerge sur le Budget National (BCS)

Poste nominatif	Sexes			Taux
	Homme	Femme	Total	
Ministre	0	1	1	100%
Secrétaire général	1	0	1	0%
Chef de cabinet	1	0	1	0%
Conseillers techniques	10	0	10	0%
Chargés de mission	2	1	3	33%
Directeur de service central et assimilé	25	2	27	7%
Directeur Adjoint de service central et assimilé	20	2	22	9%
Chef de division de service central et assimilé	109	27	136	20%
Chef de section de service central et assimilé	185	45	230	20%
Directeur Régional et assimilé	9	2	11	18%
Chef division service régional et assimilé	31	4	35	11%
Médecin chef	77	0	77	0%
Chef d'unité	476	166	642	26%
Autres postes	586	269	855	31%
Total	1532	519	2051	25%

Source : Annuaire Statistique des Ressources humaines du Secteur Santé, Développement social et Promotion de la Famille 2023.

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que sur un effectif de 2051, 1532 constituent les hommes et 519 les femmes qui démontre une faible présence des femmes au Département. Le poste de Ministre est occupé par une femme et par contre tous les postes stratégiques sont gérés par les hommes avec 33% de femmes Chargées de Mission. Seulement 7% des femmes sont des Directrices de Services Central et Assimilés. Nous signalons également 0% des femmes au poste de Médecin Chef et une représentativité de 26% au niveau des Unités qui contribuent au respect de la loi n° 052. Les 31% des femmes n'occupent pas des postes décisionnels.

IV. Perspectives :

- Poursuite du processus de catégorisation et le marquage des dépenses ;
- Réalisation de l'audit genre pour la composante sociale.

V. Recommandations :

- Inviter le Comité Institutionnel et les experts genre aux ateliers de budgétisation du Ministère ;
- Appuyer les programmes du Département dans la formulation des indicateurs sensibles au genre dans leurs cadres de performance ;

- Renforcer la prise en compte de la dimension genre dans le nouveau PDDSS en cours d'élaboration ;
- Renforcer la capacité des acteurs en genre à tous les niveaux ;
- Renforcer la capacité du Comité d'Institutionnalisation du genre.

CONCLUSION :

La prise en compte du genre dans les politiques et programmes du Ministère de la Santé et du Développement Social constitue une avancée significative vers l'équité et l'inclusion sociale au Mali. Malgré les progrès réalisés, notamment à travers l'intégration du **Budget Sensible au Genre (BSG)** et le renforcement des capacités institutionnelles, des défis majeurs persistent : faible représentation des femmes dans les instances décisionnelles, accès inégal aux services de santé, et insuffisance de données désagrégées par sexe.

Pour répondre à ces enjeux, il est impératif de :

- Améliorer les dispositifs de planification (stratégique et opérationnelle) de suivi et d'évaluation sensibles au genre.
- Renforcer les partenariats avec les organisations féminines et communautaires.
- Promouvoir une culture institutionnelle inclusive, fondée sur l'égalité des chances.

Le ministère réaffirme son engagement à faire du genre un levier stratégique pour améliorer la santé, le bien-être et le développement social de toutes les populations maliennes, en particulier les plus vulnérables.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Introduction

Permettre à chaque malien d'achever au moins une éducation de base de qualité afin de fournir au pays des compétences indispensables à son émergence a été pendant longtemps une préoccupation centrale des différents gouvernements qui se sont succédé à la tête du Mali. C'est dans cette perspective qu'à partir de 1998, le pays s'est doté d'un Programme décennal de développement de l'éducation (PRODEC) pour l'horizon 2008, mais réajusté jusqu'en 2010 pour tenir compte des nouveaux enjeux du secteur à la suite du diagnostic sectoriel mené en 2009.

Si la mise en œuvre de ce programme a été essentielle dans les performances enregistrées par le Mali, la crise que le pays a traversée en 2012 n'a pas permis de progresser sur la dernière phase du programme qui devrait s'atteler à mettre en œuvre des réformes relatives à l'amélioration de la qualité et au renforcement de la gestion décentralisée de l'éducation de base. Cette crise a d'ailleurs anéanti les acquis éducatifs du PRODEC et sapé les années d'investissement dans l'éducation. De fait, la préoccupation d'une éducation de qualité pour tous reste encore d'actualité, avec une volonté politique affichée à travers plusieurs documents stratégiques nationaux, dont la Vision « Mali Kura jetaasira ka ben san 2063 ma » et la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable (SNEDD) 2024-2033 qui a intégré les actions phares issues du Cadre stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) ainsi que son plan d'actions 2022-2026.

Au regard de ces enjeux et défis nationaux, mais aussi des nouveaux engagements internationaux pris par notre pays, notamment par rapport à l'agenda 2030 de l'Education et l'agenda 2063 de l'Union Africaine, le Gouvernement de la République du Mali s'est engagé à élaborer un nouveau programme décennal, en capitalisant sur les leçons apprises de la mise en œuvre du précédent programme et des études spécifiques menées.

Présentation du Ministère de l'Education nationale

Mission :

Le Ministère de l'Education nationale a pour mission de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'éducation préscolaire et spéciale, de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire général, technique ou professionnel, de l'enseignement normal, de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation.

Objectif global :

L'objectif global est d'améliorer la qualité et l'efficacité du système éducatif au Mali. Les différentes stratégies à mettre en œuvre pour l'atteinte de cet objectif sont traduites dans le document du Programme décennal de Développement de l'Education et de la Formation professionnelle, deuxième génération (PRODEC 2), 2019-2028, adopté en Conseil des Ministres le 05 juin 2019.

Ainsi, le Ministère de l'Education nationale est décomposé en quatre (04) programmes :

- le Programme 1.017: Administration générale;
- le Programme 2.041: Développement de l'Education de base;
- le Programme 2.042: Développement de l'Enseignement secondaire général;
- le Programme 2.043: Consolidation et diversification de l'Enseignement secondaire technique et professionnel.

Les objectifs et les indicateurs de performance des différents programmes sont consignés dans le Document de Programmation pluriannuelle des Dépenses et le Projet annuel de performance (DPPD-PAP) 2026-2028.

I- Enjeux genre et gaps à combler

1) Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

La politique genre prend appui sur un ensemble de fondements d'ordre juridique, politique et socioculturel. Elle prend sa légitimité d'un ensemble d'instruments juridiques nationaux, internationaux. La Convention sur l'Élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) consacre l'égalité dans le domaine de l'éducation et de la formation.

De l'analyse de la situation d'ensemble, il ressort que des progrès notables ont été réalisés dans le cadre de la politique nationale genre. Cependant la réduction de l'écart entre les Taux Brut d'Admission (TBA), Taux Brut de Scolarisation (TBS) et Taux d'Achèvement (TA) entre filles et garçons au niveau de tous les ordres d'enseignement, la faible représentativité des femmes aux postes de responsabilité, le financement des activités en lien avec le genre restent des enjeux majeurs. Tous ces enjeux sont dus à la faible allocation des ressources budgétaires au département de l'Éducation dans le financement des activités genre et de celles pour la promotion de la scolarisation des filles.

Au Mali, la promotion de l'accès équitable et inclusif à une éducation de qualité pour tous est confrontée à des contraintes qui se traduisent par le très faible taux de préscolarisation de 6,20% en enregistré en 2024, traduisant ainsi la faible couverture de l'éducation préscolaire et spéciale.

Les Objectifs de Développement durable (ODD) consacrent la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit spécifiquement de :

- **ODD 4** : assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
- **ODD 5** : parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Les insuffisances dans l'implantation et la gestion des cantines scolaires, la faible prise en compte du volet alphabétisation fonctionnelle et éducation non formelle dans les politiques de développement de l'éducation de base, la non scolarisation et la déscolarisation, la faible capacité d'accueil dans l'enseignement secondaire public (général, technique et professionnel), l'inadéquation entre la formation et l'emploi sont des goulots d'étranglements pour la promotion de l'égalité genre. A ces contraintes s'ajoutent, dans le cas des filles et des jeunes femmes, les inégalités de genre dans tous les ordres et types d'enseignement.

2) Gaps à combler

Les différentes politiques en faveur de l'éducation en général et de la promotion de la scolarisation des filles en particulier, ont permis d'enregistrer des résultats significatifs au niveau national, mais l'intégration des questions de genre dans l'éducation constitue encore un défi qui doit être relevé à travers la mise en œuvre du PRODEC 2.

En effet, pour l'effectivité d'un changement en faveur de l'égalité entre les sexes, il faut une nouvelle perception du concept genre à travers :

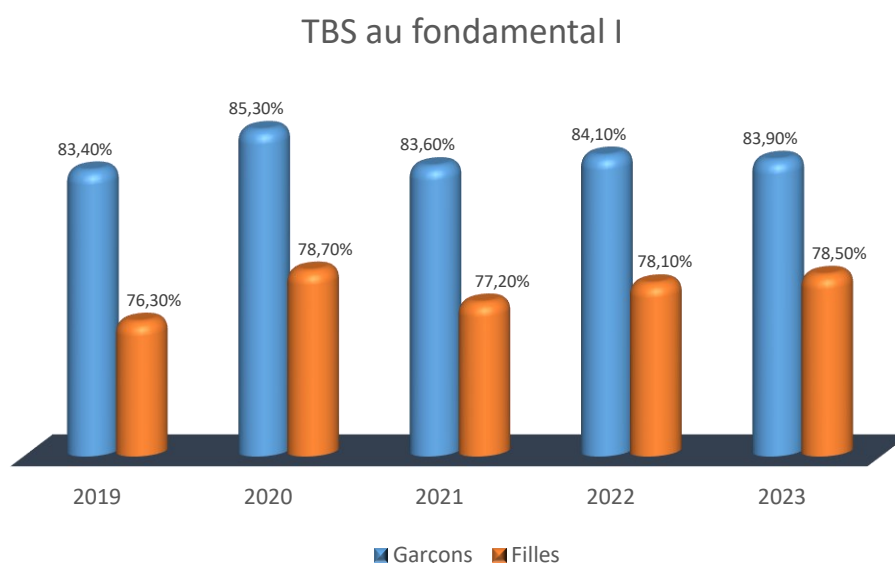
- l'allocation de ressources budgétaires suffisantes pour le financement des activités genres (financement du plan d'action genre de l'éducation) ;
- la prise en compte du genre dans les nominations aux postes de responsabilité.

Tableau 1 : Evolution de quelques indicateurs clé de l'Education

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	GENRE	Valeur de référence	Réalizations					Valeurs cibles
				2019	2020	2021	2022	2023	2024	
1	Taux brut de scolarisation (TBS) au fondamental 1	ODD4	Garçons	83,4%	85,3%	83,6%	84,1%	83,9%		
			Filles	76,3%	78,7%	77,2%	78,1%	78,5%		
			TOTAL	79,9%	82,1%	80,5%	81,2%	79,9%		88%
2	Indice de parité fille/garçon du TBA au fondamental 1	ODD4	Filles/Garçons	0,92	0,93	0,93	0,90	0,94		1.0
3	Taux d'Admission au Fondamental 1	ODD4	Garçons	85,1%	90,6%	83,4%	87,1%	85,9%		
			Filles	78,6%	84,6%	77,9%	78,5%	80,4%		
			TOTAL	81,9%	87,7%	80,7%	82,9%	81,9%		81,9

***Sources** : "Rapport d'analyse des indicateurs de 2019 à 2023" CPS-secteur Education

Graphe 1 : Evolution par sexe du taux brut de scolarisation au fondement 1



Le graphique nous indique clairement que sur toute la période 2019 à 2023, la scolarisation des filles est nettement inférieure à celle des garçons cela pourrait s'expliquer par les normes sociales culturelles et traditionnelles.

En outre, du fait de la crise et de ses implications sur les déplacements des populations et des enseignants, qui avaient quitté leur milieu de travail pour des raisons d'insécurité beaucoup ne sont plus retournés, aggravant ainsi les incohérences évoquées d'avant la crise.

Il est à noter que les disparités régionales en terme d'effectifs d'élèves en particulier des filles persistent. Ces disparités sont encore plus marquées à l'intérieur des Académies d'Enseignement

(AE) et notamment entre les Centres d'Animation pédagogique (CAP), révélant ainsi des déséquilibres non négligeables dans le déploiement des enseignants.

LE TBA AU FONDAMENTAL I

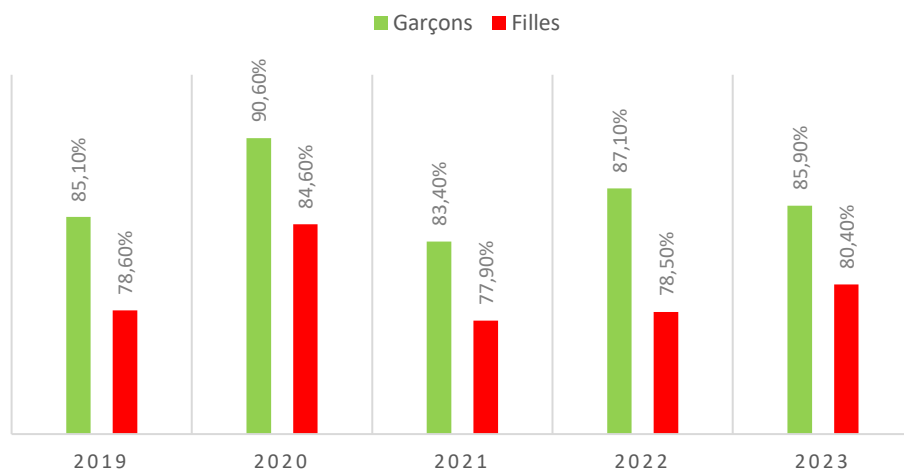


Tableau 2 : Statistiques des Instituts de Formation des Maîtres (IFM) en 2022-2023.

Indicateurs	Effectif	Hommes	% Hommes	Femmes	% Femmes
Personnel administratif	219	160	73,06%	59	26,94%
Personnel enseignant	1109	1014	91,43%	95	8,57%
Achèvement des élèves-maitres de niveau DEF	1162	774	66,61%	388	33,39%
Achèvement des élèves-maitre de niveau BAC	1771	1280	72,28%	491	27,72%

Source: Rapport DNEN-MEN

Le constat général qui se dégage reste la sous-représentativité des femmes / filles par rapport aux hommes/garçons dans l'enseignement normal malgré tous les efforts consentis par l'Etat pour minimiser ces disparités dans le système éducatif. L'objectif d'élimination des disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement n'est pas encore atteint dans l'enseignement normal et demeure à cet effet un enjeu majeur. En effet, il est bien connu que la présence d'enseignantes dans les écoles a un rôle important pour encourager la scolarité des filles, ce sont des modèles possibles, et il est plus facile pour les filles d'instaurer des relations de confiance avec des enseignantes qu'avec des enseignants.

II- Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre

1) Les mesures spécifiques

Le Ministère de l'Education nationale a mis en place différentes stratégies et mesures dans le but d'améliorer l'accès et les conditions en matière d'éducation des filles. Ces mesures sont renforcées à travers la mise en œuvre du PRODEC 2 notamment à travers son Plan d'Actions pluriannuel budgétisé (PAPB) 2019-2022.

En effet, la résorption des disparités dans l'éducation suppose l'atténuation progressive des inégalités géographiques en termes d'accès, de qualité et de gestion. Pour l'atteinte de l'égalité des genres, les stratégies suivantes sont envisagées :

Egalité de genre (filles/garçons) :

- (i) la mise en place d'une politique nationale de scolarisation des filles (SCOFI), qui doit permettre d'accélérer la réduction de l'écart entre filles et garçons en matière d'éducation au fondamental ;
- (ii) la prise en compte de l'équité des genres dans les constructions et équipements scolaires, et l'allocation des enseignants ;
- (iii) l'instauration de récompenses aux filles méritantes et issues de milieux défavorisés, notamment sous la forme de bourses, qui seront attribuées suivant des critères combinant le niveau scolaire de l'élève et le niveau de revenus des parents ;
- (iv) l'organisation de campagnes de communication et de sensibilisation sur l'obligation et la gratuité scolaire pour tous sans exclusive ;
- (v) la poursuite de la prise en charge des frais de scolarité, des manuels et des fournitures scolaires surtout pour les enfants des milieux défavorisés ;
- (vi) l'octroi de primes spéciales aux enseignants affectés dans les zones défavorisées ;
- (vii) la mise en œuvre d'actions de mobilisation sociale en faveur de l'éducation inclusive et spéciale ;
- (viii) l'extension des cantines scolaires, surtout dans les zones défavorisées.

2) L'évaluation des activités genre 2024

Résultats :

Durant l'année 2024, les efforts déployés par le Ministère de l'Education nationale ont permis d'atteindre certains résultats. Les principaux résultats, mesurés par des indicateurs de performance en lien avec les activités genre, se présentent par programme comme suit :

Programme 2.041: Développement de l'Education de Base

Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles						
Indicateurs de résultats	Unité	Réalisations			Evaluation 2024	
		2021	2022	2023	Prévisions	Réalisations
3. 1. Taux d'admission en dernière année du fondamental 1 pour les filles	%	73,20%	53,20%	67,00%	49,10	63,60%
3. 2 Taux brut d'Admission des filles au fondamental 1	%	77,9%	67,00%	80,40%	74,20	84,30

On observe une évolution positive du taux brut d'admission des filles au fondamental 1 passant de 77,90% en 2021 à 84,30% enregistré en 2024. De même le taux d'admission en dernière année du fondamental 1 pour les filles a dépassé la cible de 49,10% pour atteindre 63,60%.

Exécution financière

Tableau II.1 – Exécution financière 2023 par objectifs

Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base

En milliers de FCFA

Objectifs spécifiques	Exécution financière 2024			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles	124 127	93 255	144 067	39,29
Total	237 322	93 255	144 067	39,29

L'atteinte de l'objectif n°3 : renforcer la scolarisation des filles est mesuré à travers les indicateurs relatifs au taux brut d'admission des filles au fondamental 1 et au taux brut d'admission des filles en dernière année du fondamental 1. L'activité concourant à la mise en œuvre de ces indicateurs est la mise en œuvre de la politique nationale de la scolarisation des filles (SCOFI). La nature de dépense destinée à la prise en charge de l'activité est inscrite au niveau des Académies d'Enseignement (AE), chargées de la mise en œuvre. Ainsi, en 2024 sur une dotation prévisionnelle de 224,127 millions de F CFA, le montant exécuté sur la période est de 93 255 millions de F CFA, soit un taux d'exécution 39,29%.

Le taux d'admission en dernière année du fondamental 1 pour les filles de 63,60% en 2024 a dépassé sa cible prévisionnelle qui est de 49,10%, soit une hausse de 14,50 points de pourcentage. Mais ce taux a connu une baisse de 3,4 points de pourcentage par rapport à celui de 2023.

Des efforts sont en train d'être consentis pour le maintien des filles à l'école, à travers entre autres la mise en œuvre du Projet d'Amélioration de la Qualité et des Résultats de l'Education pour tous au Mali (MIQRA).

L'indicateur du taux brut d'admission des filles au fondamental 1 présente un score de 84,30% contre une prévision de 74,2% en 2024. Ce taux est passé de 80,40% en 2023 à 84,30% en 2024, soit 3,9 points de pourcentage. Cette tendance a été possible grâce à la mise en œuvre de la Politique nationale de la scolarisation des filles mais aussi l'accompagnement des partenaires techniques et financiers du secteur.

Tableau II.2– Exécution financière 2024 par objectifs

Programme 2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel

En milliers de FCFA

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif N°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)	22 788 000	25 236 129	2 448 129	110,74
Total	22 788 000	25 236 129	2 448 129	110,74

L'objectif n°2 en lui-même : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC), n'est pas strictement un objectif genre.

Cependant, l'atteinte de cet objectif est mesurée à travers l'indicateur relatif au pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC – qui est un indicateur genre. Plusieurs activités du Programme concourent à l'atteinte de cet indicateur.

Le pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles agro-sylvo-pastorale, TIC n'a pas atteint sa cible au cours de l'année scolaire 2024-2025 (41,02% de réalisation contre une prévision de 42%). Cela s'explique par les faibles taux de scolarisation et d'achèvements des filles aux fondamentales 1 et 2 et le manque de sensibilisation et d'information des élèves et des parents d'élèves sur les filières porteuses au bénéfice des filles.

Tableau II.3 – Exécution financière 2024 par détail des activités.

En milliers de FCFA

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>
Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI	224 127	87 947	136 180	39,24
Total	224 127	87 947	136 180	39,24

En milliers de FCFA

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>
Acquisition d'équipements et fournitures de manuels scolaires pour le secondaire technique et professionnel	263 015	218 010	45 005	82,89
Entretien et réhabilitation des infrastructures au niveau de l'enseignement technique et professionnel (niveau déconcentré)	115 806	88 430	27 376	76,36
Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DNETP	7 331	3 499	3 832	47,72

Acquisition de biens et services pour le fonctionnement des structures déconcentrées et décentralisées	256 962	144 927	117 461	56,40
Total	643 114	454 867	193 674	70,73

(Voir commentaires tableau II.2).

III. Planification et budgétisation des actions genres :

a) Budget genre existant

Les tableaux ci-dessous présentent un « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour des activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre (Tableau III.1a), ou un lien indirect (Tableau III.1b).

Tableau III.2 - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre

Programme	Exécution	Budget	En milliers de FCFA		
			Prévisions		
	2024	2025	2026	2027	2028
Programme 2.041: Développement de l'Education de Base	87 947	224 127	224 127	316 005	331 796
Programme n°2.043: Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel	454 867	643 114	254 478	712 332	745 892
Total	542 814	867 241	478 605	961 101	997 404

Parmi les programmes du Ministère de l'Education nationale (MEN), les programmes 2.041 et 2.043 sont considérés comme étant les plus stratégiquement importants pour l'égalité de genre, car ces niveaux d'éducation constituent la pierre angulaire sur laquelle les filles et les femmes peuvent bâtir leur autonomie. Ce sont les deux programmes pour lesquels il serait le plus important de chercher à maximiser leur contribution à l'égalité de genre en menant des analyses genre approfondies.

Le programme 2.041, vise l'amélioration de l'efficacité interne du système et la promotion de l'égalité et de l'équité d'accès à l'éducation pour tous à travers le renforcement des capacités d'accueil au niveau de l'éducation préscolaire et spéciale, la promotion de tous les enfants en âge scolaire d'accéder à un enseignement de base gratuit et obligatoire, le renforcement de la scolarisation des filles et l'amélioration des compétences de base des élèves et des apprenants du système en lecture, écriture et calcul. C'est ce programme qui est chargé de la mise en œuvre de politique nationale de la scolarisation des filles à travers la Direction nationale de l'Enseignement fondamental en collaboration avec les Directions d'Académies d'Enseignement au niveau déconcentré.

Le programme 2.043, vise d'une part, à assurer le développement d'un enseignement secondaire technique de qualité et d'un coût abordable en lien avec les besoins de l'économie et d'autre part à accroître l'offre de formation en développant des alternatives crédibles et attractives en adéquation avec l'auto-entrepreneuriat et les besoins du marché du travail à travers le renforcement des capacités

d'accueil et l'amélioration de l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC). Ce programme contribue à la mise en œuvre de la politique nationale de la scolarisation des filles à travers la Direction nationale de l'Enseignement technique et professionnel qui met l'accent sur la sensibilisation pour accroître le nombre de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC.

Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère

Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre

En milliers de FCFA					
Programme/Objectif	Exécution	Budget	Prévisions		
Action					
Détail	2024	2025	2026	2027	2028
Programme 2.041: Développement de l'Education de Base					
Action 2 : Enseignement Fondamental					
3.2.1 Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI	89 594	224 127	224 127	248 769	251 512
Programme n°2.043: Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel					
Action 1 : Enseignement technique et professionnel					
2.2.2 Entretien et réhabilitation des infrastructures au niveau de l'enseignement technique et professionnel (niveaux déconcentré)	92 647	115 806	115 806	163 333	172 024
2.2.3 Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DNETP	2 637	7 331	7 331	10 335	10 851
2.2.4 Acquisition de biens et services pour le fonctionnement des structures déconcentrées et décentralisées	139 501	144 929	144 929	183 084	202 931
Total	324 379	492 193	492 193	605 521	637 318

On note dans ce tableau, qu'une seule activité du Programme 2.041: Développement de l'Education de Base cible directement l'égalité genre. Par contre quatre (03) activités du Programme n°2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel concourent à l'atteinte de l'indicateur se rapportant sur le pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles agro-sylvo-pastorale, TIC. Dans ces deux programmes, les dotations initiales prévisionnelle au titre de l'exercice budgétaire 2026 n'ont pas connu de variation significative par rapport à celles de l'exercice budgétaire 2025.

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

Catégorisation des dépenses du DPPD-PAP du MEN en termes de lien avec l'égalité de genre

Le MEN mène de nombreuses activités qui ont le potentiel de contribuer indirectement à réduire les inégalités de genre. Rendre le budget du MEN plus sensible à l'égalité de genre demande d'identifier et de renforcer ce potentiel. Pour ce faire, il y a lieu d'analyser les activités inscrites dans le DPPD-PAP en termes de lien avec l'égalité de genre. Le MEN est l'un des six ministères qui a entamé une démarche d'analyse des activités/dépenses du DPPD-PAP, en les classifiant en

- dépenses ciblant directement l'égalité de genre (telle que l'activité de mise en oeuvre de la SCOFI reprise dans les tableaux ci-dessus)
- dépenses ciblant indirectement/ayant un lien indirect avec l'égalité de genre
- dépenses n'ayant aucun lien explicite avec l'égalité de genre.

Tableau III.3 - Effectifs du ministère sexo-désagregés

Tableau présentant une répartition sexo-désagregée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émerge sur le Budget national (cf : BCS)

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0%
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0%
Conseillers Techniques	5	4	1	20%
Personnel service courrier	17	11	6	35,29%
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0%
Chargés de Mission	4	4	0	0%
Attaché de Cabinet	1	1	0	0%
Secrétaire Particulier Ministre	1	1	0	0%
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	17	15	2	11%
Directeurs nationaux Adjoints	17	16	1	5,9%
Chefs de Division	68	51	9	13%
Chefs de section	83	65	18	21%
Chargés de dossier	343	213	130	37%
Personnel service courrier				

4.2. Directions Générales				
Directeur Général				
Directeur Général Adjoint				
Sous-Directeur				
Chefs de Division				
Chefs de section				
Chargés de dossier				
Personnel service courrier				
4.3. Personnel EPA				
4.4. Personnel EPST				
5. Directions Régionales et services rattachés	152	144	8	5,3%
6. Services locaux				
Total	368	315	45	12,23%

Source : DRH-Secteur Education

Les femmes sont très peu représentées au niveau des directions centrales, une seule femme est présente au secrétariat général, 35,29% du personnel du service courrier est composé des femmes, Cependant dans les directions nationales au niveau des services chargés de dossiers les femmes représentent 37% du personnel. Sur l'ensemble du personnel des structures du Ministère de l'éducation nationale les femmes représentent seulement 12,23%.

Au regard des données, les femmes restent encore en marge des postes de responsabilité.

IV. Perspectives :

Le ministère de l'éducation nationale et ses partenaires meneront des activités pour l'amélioration des taux d'accès, de la scolarisation de l'achèvement des filles afin de réduire l'écart avec les garçons.

V. Recommandations :

- prise en compte du genre dans l'élaboration et l'exécution des budgets qui permettent le financement des activités genre au sein de l'éducation ;
- mobilisation des ressources financières pour la mise oeuvre de la politique genre du Ministère de l'Education nationale ;
- amélioration des lignes budgétaires allouées à la scolarisation des filles aux niveaux central et déconcentré de l'Education;
- extension des cantines scolaires à toutes es écoles pour le maintien des filles à l'école;
- integration de l'égalité des genres dans la programmation budgétaire ;
- renforcer l'efficacité des choix budgétaires pour répondre aux besoins des femmes et des filles ;
- définir les responsabilités des planificateurs et des gestionnaires dans la réduction des écarts entre filles et garçons et dans la réduction des inégalités des genres au cours du processus budgétaire.

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

INTRODUCTION :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale genre et de celle du département, le Ministère produit depuis 2012, le rapport genre annexé à la Loi de finances.

Présentation du Ministère :

Suivant le Décret n°2025-0068/PM-RM du 03 Février 2025, le ministre de l'Energie et de l'Eau prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de recherche, d'exploitation et de valorisation des ressources énergétiques et hydrauliques. A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la mise en valeur des ressources énergétiques et hydrauliques et la réalisation des infrastructures y afférentes ;
- le suivi et le contrôle de la production, du transport et de la distribution de l'énergie ;
- le renforcement du réseau électrique et de la desserte nationale en énergie ;
- le développement des énergies conventionnelles, nouvelles ou renouvelables ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles applicables en matière d'exploitation et de gestion des ressources énergétiques et hydrauliques ;
- la réalisation d'études de travaux d'aménagement des cours d'eau ;
- le développement de l'accès des populations à l'eau ;
- la maîtrise et l'économie d'énergie ;
- la promotion de la sûreté radiologique et de la sécurité des sources radioactives et des équipements associés sur le territoire national.

I. Enjeux et gaps à combler

Les programmes de développement des ressources en eau et énergétiques sont capitaux pour renforcer l'autonomisation économique des femmes et améliorer leur qualité de vie

a) Enjeux genre selon les missions officielles du département

- Appropriation du concept genre ;
- Élaboration d'une stratégie genre du secteur ;
- Réalisation de l'audit genre du secteur ;
- Respect de la loi n°2015-052/du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives au sein du département ; accès des femmes à l'électricité pour la réalisation des AGRs ;
- Accès des femmes du milieu rural à l'eau potable et à l'Energie pour des raisons domestiques et sanitaires

b) Les GAPS à combler

L'évolution des mentalités des hommes et des femmes est un enjeu multisectoriel. Au niveau du département, les gaps à combler ou mesures qui permettraient de répondre aux enjeux qui concernent plus directement le MEE sont de plusieurs ordres. On peut les résumer comme suit :

- Organiser des sessions de formation sur le concept genre ;
- Accroître le nombre de femmes formées dans le métier de l'eau et de l'Energie
- Sensibiliser les étudiantes à embrasser les domaines de l'Energie et de l'eau ;
- Mettre en place un mécanisme de suivi par rapport à l'application de la loi n°2015-052/du 18 décembre 2015
- Intégrer un système de planification et de suivi évaluation avec indicateurs désagrégés par sexe ;
- Mettre en œuvre les actions de développement facilitant l'accès des populations à l'eau et à l'énergie
- Sensibiliser les acteurs du secteur sur les VBG à tous les niveaux (chantiers d'approvisionnement en eau et chantiers d'installation électrique, entreprises des secteurs, administration etc.) ;
- Valoriser le leadership féminin à travers la participation des femmes, dans la conception et la mise en œuvre des projets et pour qu'elles aient l'opportunité d'acquérir de l'expérience en gestion et leadership.

II. Mesures et stratégies spécifiques et évaluations des activités pour l'égalité de genre

Le Ministère de l'énergie et de l'eau à travers ses services techniques met en œuvre plusieurs stratégies dans le cadre de la réduction des inégalités liées au genre

a) Les mesures et stratégies spécifiques

En 2024, le MEE à travers la Direction des Finances et du Matériel a construit des locaux pour faciliter l'accès des personnes en situations d'handicap.

- Réalisation des branchements sociaux (SOMAGEP-SOMAPEP)

b) Evaluation des activités genre 2024

Tableau II-1 Evolution Evaluation des indicateurs genre

Objectif 1 : Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût					
Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
Taux d'accès à l'électricité au niveau National	57,4	55,8	64	43,6	68.13
Moyen de Vérification : Rapport d'activité : DNE, AMADER, EDM-SA, CPS-SME					
Précision Méthodologique : (Nombre d'abonnés x taille moyenne de concession/ populations concernée) x 100					
Objectif 2 : Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution					
Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2024		
	2022	2023	Prévu	Réel	Taux (%)
Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane	-21,6	-7,7	25	14,3	57,20
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités AMADER					
Précision Méthodologique : (Consommation de l'année n - Consommation de l'année n-1 sur la consommation de l'année n-1) x 100					
Moyen de Vérification : Rapport d'activité de l'ANADEB					
Précision Méthodologique : (Production de l'année n-Production n-1/Production de l'année n-1) x100					

Analyse :

- Le taux d'accès à l'électricité calculé pour l'année 2024 s'élève à 43,6 %. Il a été jugé nécessaire de procéder à un réajustement de ce taux en excluant les points lumineux d'éclairage public pris en compte par l'AMADER. En effet, cette dernière considère qu'un point lumineux confère un accès à l'électricité à 133 personnes, une hypothèse qui engendre un biais significatif dans l'estimation globale. Cette méthode n'est d'ailleurs pas appliquée aux points lumineux de la société EDM-SA, sans quoi le nombre de personnes supposées avoir accès à l'électricité aurait été considérablement surestimé.

Dans le secteur de l'eau, un des objectifs spécifiques de la stratégie nationale de développement de l'alimentation en eau potable au Mali est de promouvoir les activités des femmes. De plus, la stratégie opérationnalise la position des femmes au centre du processus de gestion et d'approvisionnement en eau en rendant obligatoire leur intégration dans les organes de gestion. Plusieurs projets intègrent cette obligation en prévoyant des quotas de représentation des femmes dans les organes de gestion de l'eau établis pour les structures d'approvisionnement développées par le projet. Dans certains projets le cadre de suivi-évaluation du projet inclut spécifiquement le respect de ces quotas.

Organisation des Comités Locaux de l'Eau :

La bonne organisation du CLE est un élément majeur de bonne gouvernance. Cette dernière est l'ensemble des actions, mécanismes et procédures destinés à assurer une transparence dans la gestion des affaires du CLE et un fonctionnement démocratique de l'organisation. Les facteurs suivants déterminent l'état de la gouvernance du CLE :

- Le mode de choix des membres composant les différents collèges d'acteurs ;
- Les procédures de mise en place des instances (AG, Organe exécutif et de contrôle) du CLE;
- La représentation équilibrée et capacitaire des différents collèges dans les instances du CLE;
- Les dispositifs de circulation de l'information de la base au sommet et vice-versa ;
- L'existence de la culture du « rendre compte » par les détenteurs de responsabilité ;
- La transparence dans la gestion des ressources du CLE ;
- L'équité dans le renforcement des capacités des membres du CLE.

L'organisation du CLE comprend : (i) l'assemblée générale, (ii) le Bureau du CLE avec au besoin des commissions spécialisées ; et (iii) le Point focal du CLE au niveau village.

Assemblée Générale

Le CLE est composé de membres provenant de 03 collèges représentés en fonction de leur nombre que sont les usagers de l'eau, les élus locaux, l'administration et les services techniques locaux. Cet ensemble constitue l'assemblée générale qui est souveraine sur toutes les questions qui sont du ressort du CLE. Elle élit en son sein un bureau chargé de promouvoir la visibilité du CLE, de la gestion du CLE, et de la mise en œuvre des décisions de l'assemblée entre deux réunions statutaires.

Bureau du Comité Local de l'Eau

Le Bureau est l'organe exécutif du CLE mis en place par l'assemblée générale. La composition du bureau doit répondre au souci de la représentativité équitable, de la représentativité capacitaire et de la prise en compte du genre. A cet effet, tous les collèges (Etat, Collectivités et usagers) doivent être représentés en fonction de leur nombre dans les instances. Le bureau du CLE doit être composé comme suit :

- Un (e) président (Usager ou Usagère) ;
- Un (e) vice-président ;
- Un (e) secrétaire administratif ;
- Un (e) trésorier général ;
- Un (e) trésorier adjoint ;

- Un (e) secrétaire à l'organisation ;
- Un (e) secrétaire chargé de l'information et de la communication ;
- Un (e) secrétaire chargé de la prévention et de la gestion des conflits liés à l'eau ;
- Un (e) secrétaire à l'hygiène et à l'assainissement.

Le bureau de chaque CLE doit donc comprendre au moins 09 membres dont au moins 1/3 sont des femmes.

Chaque commune- membre du CLE, sera représentée dans le bureau au moins par un (01) élu ou un (01) usager.

Selon les spécificités, le bureau peut être élargie et atteindre 15 membres au plus pour respecter les deux principes ci-dessus énoncés (représentation équitable et représentation de chaque commune membre du CLE, dans le bureau).

Le MEE à travers les différents services techniques a mené les activités suivantes :

Direction des Finances et du Matériel : A la DFM le nombre de femmes bénéficiaires de marches est de trois contre dix hommes.

Direction Nationale de l'Energie

En juin 2024, la DNE a organisé une formation des points focaux genres du département de l'Energie et de l'Eau et de l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) sur le genre, l'efficacité énergétique et la gestion de projets.

Agence Nationale pour le Développement des Biocarburants :

Dans le Cadre du Programme African Biodigesteur Component ABC-Sahel, dont l'ANADEB assure la mise en œuvre, une session de formation et d'information sur l'intégration du genre au niveaux des projets relatifs au biodigesteurs a été réalisée courant 2024. Cette formation a vu la participation des acteurs évoluant dans le domaine de biodigesteur, des cadres de l'ANADEB et l'équipe de coordination du programme ABC.

Laboratoire National des Eaux

En 2024, le LNE a élaboré un plan d'actions genre qui faisait état des activités par rapport à la formation sur le concept genre, la sensibilisation sur la Loi n°2015-052/du 18 décembre 2015 et sur les dangers liés à l'utilisation des produits chimiques dans les zones d'orpaillage.

Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable -SA :

- Organisation de huit réunions de travail du Comité Genre dans le cadre la validation de la stratégie genre de l'association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement ;
- Organisation de l'Atelier World CAFE pour définir la vision et les valeurs fondamentales du Comité Genre.
- Examen de la stratégie genre de l'AAEA à travers plusieurs séries de réunions/séances de travail.
- Présentation de la stratégie genre de l'AAEA à la Direction Générale.
- Participation en ligne aux réunions régionales genre de l'AAEA.
- Participation à la célébration de la Journée Internationale des Droits des Femmes (8 mars 2024) à la SOMAGEP-SA.
- Elaboration du plan de formation (sur le genre, le leadership et le développement personnel) du comité genre ;
- Suivi permanent de l'équiter genre (taux de recrutement des femmes, taux de femmes formées).

Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable-SA :

A la SOMAPEP-SA les projets d'approvisionnement en eau potable ont un lien indirect avec le genre. Cependant dans la mise en œuvre des activités du projet les femmes sont associées systématiquement et autant que possible en tant que bénéficiaires et acteurs du projet.

- Lors des consultations publiques et des focus groupes par exemples avant la réalisation du projet et pendant les travaux.
- Lors du recrutement sur les chantiers, on privilégie les femmes sur nos chantiers pour des activités non physiques
- Lors de la sélection des gestionnaires de bornes fontaines, les femmes sont prioritaires.
- Chaque projet mène des activités de sensibilisations sur les violences basées sur le genre

Dans le tableau ci-dessous, nous pouvons voir comment le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Bamako à partir de Kabala touche les femmes.

Nom des Indicateurs		Unité de mesure	Situation de référence (2013)	Valeurs cibles cumulatives (2020)	Fréquence	Situation au 31 décembre 2024
INDICATEURS DE SUIVI DES IMPACTS						
Taux d'accès à l'eau potable à Bamako grâce au projet		%	36 %	95 % (2025)	Annuel	72%
3.4	Nombre de personnes directement bénéficiaires du projet, dont les femmes et les filles grâce au projet	Nombre	0	1 888 840 (50,4%)	Annuel	1 282 190
3.7	Nombre de personnes desservie par bornes fontaines (ISC) grâce au projet	Nombre	0	362 400	Annuel	96 000

Source : Rapport trimestriel Projet Kabala_ SOMAPEP-SA

Le Taux d'accès à l'eau potable à Bamako grâce au projet d'alimentation en Eau potable de la ville de Bamako à partir de la Localité de Kabala est passé de 36% en 2013 à 72% en 2024 (le double). Ainsi, pour **106 219** (nombre de branchements sociaux domiciliaires réalisés du lancement fait le 17/06/2019 à ce jour) **nouveaux ménages** raccordés aux réseaux ancien et/ou neuf grâce au projet, le nombre de personnes directement bénéficiaires du projet, dont **les femmes et les filles** grâce au projet (indicateur 3.4) est passé de **0** à **1 282 190**, soit **646 224** bénéficiaires **femmes et filles** (50,4%)

La réalisation de 320 bornes fontaines fonctionnelles a permis d'avoir **96 000** nouveaux bénéficiaires, soit **48 384** bénéficiaires **femmes et filles** (50,4%). Les femmes constituent en effet les principales utilisatrices des bornes fontaines.

b) Evaluation des activités genre 2024

Tableau II-1 Evolution Evaluation des indicateurs genre

On a souligné ci-dessus l'importance capitale des programmes du département pour l'autonomisation économique de la femme. Malgré cela, il n'y a pas d'indicateurs et d'objectifs sensibles au genre dans les cadres actuels de performance des programmes du Ministère.

Certains indicateurs de programme mesurent le progrès dans l'accès de la population aux services mais le bénéfice qui devrait en découler pour les filles et les femmes n'est pas mesuré. Par exemple dans le secteur de l'eau, plusieurs indicateurs de programme (taux d'accès à l'eau potable, taux de réduction de localités sans EPEM, taux de réalisation de points d'eau modernes pour les autres usages) mesurent le progrès dans l'accès à l'eau mais les bénéfices attendus pour les filles et les femmes (en termes de réduction de temps corvée eau etc.) ne sont pas mesurés. Leur mesure pose la question du choix d'indicateurs appropriés et qu'il serait possible de renseigner à un coût acceptable (par exemple la réduction du temps de corvée d'eau est difficilement mesurable autrement que par enquête).

On remarque aussi que certaines exigences genre dans les documents stratégiques ne sont pas capturées dans les cadres de performance des programmes (par exemple l'exigence de représentation des femmes dans les organes de gestion de l'eau formulée par la stratégie nationale d'approvisionnement en eau potable).

c) Exécution financière des activités genre 2024

Tableau II-2 : Exécution financière en année 2024 par objectif

Code	Objectifs spécifiques	Prévu	Réel	Taux (%)
1	Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût.	58 393 627	68 914 462	118,02
2	Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution	10 064 904	4 117 106	40.91
3	Assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre des risques inhérents aux services énergétiques	352 184	201 755	57.29
	Total	68 810 715	73 233 323	106,43

Evolution :

De l'exécution des dépenses des activités par objectif spécifique, il ressort un taux d'exécution global de 106,43% en 2024 jugé satisfaisant mais inférieur à celui de 2023 qui était de 148,95% en 2023 soit une régression de 42,52%. Cette situation est consécutive au taux d'exécution assez élevé au niveau de l'objectif 1, contraire aux autres objectifs.

Analyse :

Subvention EDM

Il y'a eu plus de dépense que prévue sur la prévision de l'objectif n°1 du programme. Cette situation s'explique par l'augmentation de la subvention EDM-SA qui est passée de 30 milliards FCFA à 60 Milliards FCFA.

Quant à l'objectif n°2, il y a eu moins de dépense que prévu cela se justifie par la faible mobilisation des financements internes et extérieurs.

Difficultés rencontrées :

Difficultés financières dû à la situation économique du pays.

Mesures :

Prendre des dispositions pour allouer plus de ressource financière aux activités afin d'atteindre les objectifs du programme.

Tableau III-3 : Exécution financière en année 2024 par détail des activités
(En milliers de francs CFA)

Action 01 Approvisionnement en énergie			
Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Prise en charge du personnel DNE/DRE	516 362	482 570	93.46
Collecte, traitement, publication et diffusion des données énergétiques	221 260	72 534	32.78
Suivi et contrôle des infrastructures énergétiques	142 005	42 193	29.71
Appui Cellule de Suivi des Interconnexions.	120 000	60 165	50.14
Programme d'urgence sociale d'Accès à l'énergie/Centrale solaire	350 000	0	0.00
Projet d'Amélioration du Secteur de l'Energie au Mali (PASEM)	23 457 000	12 697 000	54.13
Subvention EDM	30 000 000	55 000 000	183.33
Suivi et contrôle des infrastructures énergétiques en exploitation	9 750	733	7.52
Total	54 816 377	68 355 195	124,70
Action 02 Promotion des énergies renouvelables			
Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Projet électrification 32 localité rurale par système hybride (PERSHY32)	2 087 000	560 000	26.83
Projet construction centre national conduite et dédoublement capacité Sotuba	1 500 000	0	0.00
Inventaire et évaluation du potentiel du pays en ressources d'énergies renouvelables	60 499	18 517	30.61
Tests et contrôle de qualité de labélisation des équipements d'énergie renouvelables	58 408	41 232	70.59
Information et sensibilisation des promoteurs et des utilisateurs d'équipement solaires	33 990	20 968	61.69
Recherches et développement dans le domaine des énergies renouvelables.	18 609	0	0.00
Personnel AER-MALI	205 596	181 797	88.42
Programme de Développement des Energies Renouvelables au Mali	125 000	32 500	26.00
Electrification villageoise/Energie solaire Phase 4	120 000	0	0.00
Mise en oeuvre et suivi des activités d'électrification en milieu rural	324 543	63 300	19.50
Construction /Equipement siège AMADER	300 000	0	0.00
Production Hybride et Accès Rural à l'électricité (PHARE)	164 000	0	0.00

Projet Energie Solaire pour le Développement Rural au Mali (PSDRM)	2 545 000	0	0.00
Mise en oeuvre du plan de la promotion du gaz butane	5 174 000	3 466 580	67.00
Personnel ANADEB	149 371	150 745	100.92
Opérationnalisation du programme de suivi-évaluation du sous-secteur des bioénergies	185 888	130 972	70.46
Programme Développement Energie Biocarburant	300 000	10 496	3.50
Construction / Equipement siège ANADEB	300 000	0	0.00
Total	13651 904	4 677 106	34.26

Evolution :

Un taux d'exécution financière global de 46,48 % par rapport à la prévision du DPPD-PAP en 2024 contre un taux de 56,16% par rapport à la prévision de 2023 soit une progression de 9.68%.

Un taux d'exécution financière global de 49,76 % par rapport à la prévision des PTBA ou Planning des projets élaborer après le DPPD-PAP en 2024 contre un taux de 56,16 par rapport à celle de 2023 soit une régression de 6,4%.

Analyse :

L'action n°1 a connu un taux de décaissement par rapport à la prévision de 101.54% par rapport à l'objectif de 100% est principalement dû à la dotation des activités « Programme d'Urgence Social Accès à l'énergie Centrale solaire » et le « Suivi des infrastructures énergétiques » ;

L'action n°2 avec seulement 4 activités de promotion des énergies renouvelables réalisés sur 11 en cours et 3 non réalisés pour un taux de réalisation financière de 34,26 % ;

Les écarts observés dans les taux de réalisation financière, qu'il s'agisse de dépassements ou de non-atteinte des objectifs, s'expliquent en grande partie par les divergences entre les différentes prévisions budgétaires produites à des moments distincts.

Difficultés rencontrées :

- Le non paiement par l'Etat des indemnisations des personnes affectées par les différents projets du sous-secteur de l'électricité retardant la mise en œuvre de la majorité des projets ; la lenteur du processus d'élaboration et de validation du rapport de recensement.
- Insuffisance de ressources humaines qualifiées, financières, matérielles et logistiques au niveau des structures.

Mesures :

- Allouer plus de ressources aux activités ;
- Relance des autorités en charges des indemnisations ;
- Accélérer le processus d'indemnisation en réduisant le nombre d'intervenant dans le processus d'indemnisations.

III Planification et budgétisation des actions genre

a) Budget genre existant

Tableau III- 1a – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre.

En milliers de FCFA

Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre (direct/indirect)	Exécution financière 2024			
		Prévu	Réel	Ecart (réel-prévu)	Taux %
Programme 2.073 « Développement des Ressources Energétiques »					
Projet d'Amélioration du Secteur de l'Energie au Mali (PASEM)	indirect	7 469 000	34 575 560	27 106 560	463,92
Projet Interconnexion Electrique Guinée-Mali (PIEGM)	indirect	3 134 000	4 598 660	1 464 660	146,73
Projet Central Hydraulique De Djenne	indirect	2 134 000	425 670	-1 708 330	19,95
Projet Elect. 32 Localités Rurales Par Système Hybride	indirect	5 382 500	0	-5 382 500	0
Projet Systèmes Hybrides Electrification Rurale (SHER)	indirect	1 432 000	520 800	-911 200	36,37
Production Hybride Et Accès Rural A L'électricité (PHARE)	indirect	1 700 000	0	-1 700 000	0
Projet Energie Solaire Pour Le Développement Rural au Mali.	indirect	324 543	0	-324 543	0
Opérationnalisation Du Programme De Suivi-Evaluation Du Sous-Secteur Des Biocarburants	Indirect	168 899	164 197	-4 702	97,22
Programme de Développement Energie Biocarburant	Indirect	323 000	0	-323 000	0
Sous-Total ENERGIE	indirect	22 067 942	40 284 887	18 216 945	182,55%
Programme 2.074 « Développement des Ressources en Eau »					

Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre (direct/indirect)	Exécution financière 2024			
		Prévu	Réel	Ecart (réel-prévu)	Taux %
Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales Eau potable et Assainissement au Mali (PACTEA)	indirect	1 742 000	1 372 414	-369 586	78,8
Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique du Bassin du Niger (PIDACC/BN)	indirect	3 492 000	249 150	-3 242 850	7,1
Programme National de Mobilisation des Ressources en Eau/Assainissement AEP Centre Semi Urbains en 1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 5 ^{ème} et 6 ^{ème} région	indirect	414 000	376 944	-37 056	90,9
Etudes d'aménagement du Barrage de Taoussa	indirect	10 000 000	142 499	-9 857 501	1,4
Programme Gestion Intégrée en Eau et développement Usages Multiples Phase II/IDA	indirect	331 000	49 588	-281 412	15,0
Programme Commun Appui à la GIRE (PCA-GIRE)	indirect	2 255 000	145 350	-2 109 650	6,4
Sous-Total EAU	indirect	18 234 000	2 335 945	-15 898 055	6,28%
TOTAL		40 301 942	42 620 832	2 318 890	106%

FIGURE 1: SOURCE RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE DU MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU 2024

En 2024, le MEE n'a enregistré aucun projet direct avec le genre

Tableau III- 1b – Budget genre : Dépenses ciblant indirectement l'égalité de genre.

Les tableaux du DPPD-PAP Action 01 et 02

Action 01 Approvisionnement en énergie

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions
-------------	--------	------------

	2025	2026	2027	2028
Personnel	528 202	488 223	570 457	855 684
Biens et services	323 015	329 515	365 521	548 052
Transferts et subventions	30 000 000	60 000 000	30 000 000	30 000 000
Investissement	15 662 547	7 900 000	10 026 987	7 307 171
Total	46 513 764	68 717 738	40 962 965	38 710 907

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1 Prise en charge du personnel/DNE-DRE	528 202
1.1.2 Collecte et traitement, publication et diffusion des données énergétiques DNE-DRE	231 010
1.1.3 Appui/Cellule de Suivi des Interconnexions	300 000
1.1.4 Programme d'urgence sociale d'Accès à l'énergie/Centrale solaire	900 000
1.1.5 Projet d'Amélioration du Secteur de l'Energie du Mali (PASEM)	7 457 000
1.1.7 Projet Interconnexions Electrique Guinée -Mali (PIEGM)	1 302 047
1.1.11 Subvention EDM	30 000 000
1.1.14 Projet Electrification Rurale 50 Localités Kay, Kkoro, Sik, Seg Systèmes Solaires Voltaïques au Mali	3 303 500
1.1.15 Projet Renforcement Système Electrique Amélioration Accès Electricité PRSEAM (YELEN SIRA)	3 100 000
Total	47 121 759

Action 02 Promotion des énergies renouvelables

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2025	2026	2027	2028
Biens et services	5 000	5 000	5 250	7 875
Transferts et subventions	5 980 849	742 365	814 913	1 140 876
Investissement	6 744 609	6 808 609	7 668 632	6 548 665
Total	12 730 458	7 555 974	8 488 795	7 697 416

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

(En milliers de francs CFA)

Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.10 Projet électrification 32 localité rurale par système hybride (PERSHY32)	600 000
2.1.4 Recherches et développement dans le domaine des énergies renouvelables	18 609
2.1.5 Prise en charge du personnel AER-MALI	181 444
2.1.6 Programme développement des Energies renouvelables au Mali/PDERM	150 000
2.1.10 Projet Energie solaire pour le Développement Rural au Mali /PESDRM.	2 545 000
2.1.12 Production hybride et accès Rural à l'Electricité/PHARE	164 000
2.2.1 Mise en œuvre du plan de la promotion de gaz butane	5 174 000
2.3.1 Prise en charge du personnel ANADEB	157 077
2.3.2 Opérationnalisation du programme de suivi-évaluation du sous-secteur des biocarburants	185 888
2.3.3 Programme développement Energie biocarburant	300 000
2.3.4 Construction / Equipement siège de l'ANADEB	50 000
Total	9 526 018

Tableau III-2 : Effectifs du ministère sexo-désagregés

Ce tableau présente une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère. Il renseigne donc sur la mesure dans laquelle le ministère met en œuvre les lois N°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	0	1	100,00
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0,00
Conseillers Techniques	3	2	1	33,33
Personnel d'appui et autres	11	7	4	36,36
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0,00
Chargés de Mission	4	2	2	50,00
Attaché de Cabinet	1	1	0	0,00
Secrétaire Particulier Ministre	1	1	0	0,00
DFM				
CPS-ME				
CPS-SEEUDE	22	12	10	45,45
Inspection MineEE	8	5	3	
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	2	2	0	00,00
Directeurs nationaux Adjoints	2	2	0	00,00
Chefs de Division	25	22	3	12,00
Chefs de section	44	34	10	22,72
Chargés de dossier	131	91	40	30,53
Secrétaires	47	8	39	82,97
Personnel d'appui et autres	122	90	32	26,22
4.2. Personnel EPA	175	132	43	24,57
AMADER				
ANADEB				

EDM-SA				
SOMAPEP				
SOMAGEP				
4.3. Personnel EPST				
AMARAP				
AER-MALI	44	39	5	11, 36
LNE	51	33	18	
5. Directions régionales et services rattachés	46	43	3	6,52
6. Services locaux	Non disponible			
7. Services personnalisés FDE	4	3	1	25,00
8 Cellule d'Appui décentralisation et Deconcentration	3	2	1	33,33
9. Autorité d'Amenagement de Taoussa	21	12	9	42,85
Cellule Nationale OMVS	11	9	2	18,18
Total	644	461	183	28,42

Source DRH

Globalement et sur la base des données collectées, les femmes représentent environ 28% de l'effectif total du département. Par ailleurs, elles représentent environ 21% dans les postes de nominations et 82,97% dans les postes de secrétariat. Dans ce tableau nous constatons une légère application de la loi 052 sur la nomination des femmes dans les différents postes de responsabilité, dont le Ministre.

IV. Perspectives :

Création du comité d'institutionnalisation genre.

Cela permettra de mieux appuyer le département dans une démarche systématique de budgétisation sensible au genre (BSG) dans les politiques et actions des secteurs énergie et eau qui devrait permettre à terme de répondre plus efficacement aux défis genre soulevés ci-dessus tels que les difficultés d'accès des femmes à l'eau et à l'énergie, d'accès aux facteurs de production (terres, intrants, etc.) etc. Renforcer l'implication des points focaux genre dans toutes les étapes clés du processus de planification budgétaire sera crucial à cet effet, et se fera dans la continuation du processus initié en 2021 et ayant connu une organisation plus systématique en 2023. En outre, le MEE va poursuivre le processus de BSG en procédant annuellement à l'actualisation de la catégorisation et, en vue du RG26, au marquage budgétaire genre de tous les projets identifiés ayant un lien direct ou indirect avec l'égalité de genre.

D'autre part, il s'agira pour ce faire de relire les objectifs spécifiques des programmes et de réaménager l'approche et les moyens des programmes pour une meilleure intégration du Genre notamment dans les projets énergétiques ultérieurs. Le MEE entend également poursuivre le processus d'amélioration (diagnostic, rédaction et structuration) de la qualité du rapport genre du ministère.

Enfin, le MEE entend s'assurer de l'application de la loi N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives en considérant des mesures de discrimination positive en faveur de la promotion des femmes, à égales compétence, moralité, diplôme et ancienneté, comme cela est indiqué dans le Plan d'Action National-Genre (PAN-GENRE) élaboré en 2020 par le département.

En effet le PAN-GENRE prône des actions visant à ce que l'ensemble des politiques et programmes soient non discriminatoires, inclusifs, paritaires et orientés vers la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives, tout en incluant l'évaluation du genre visant à identifier, décrire et évaluer de façon appropriée les impacts sexospécifiques importants, directs et indirects, attendus de ces politiques et programmes au regard des critères pertinents, **l'élaboration d'une stratégie genre du secteur Energie et Eau ; l'organisation des sessions de formation des acteurs.**

V. Recommandations :

Les recommandations sont les suivantes :

- Promouvoir le genre dans toutes les actions de l'administration, ainsi que dans les entreprises des secteurs eau et énergie.
- Poursuivre le processus de sensibilisation et de renforcement de capacités du personnel en la matière ;
- Valoriser le leadership féminin au sein du MEE ;
- Poursuivre le processus de budgétisation sensible au genre ;
- Réviser les fiches de collecte des données utilisées dans les secteurs de l'énergie et de l'eau en y incluant des formulaires sexo-spécifiques pour la prise en compte du genre ;
- Incorporer un volet Genre dans tous les rapports, études et dossiers de projets ;
- Renforcer les capacités des acteurs du département en matière de prise en compte des violences basées sur le genre (VBG).

Conclusion

Le budget du MEE ne contient pas de dépenses axées sur l'égalité des genres et les cadres de performance des programmes du département ne contiennent pas non plus de références au genre. Cependant, les documents de politique et stratégies sectorielles dans les secteurs de l'énergie et l'eau font explicitement référence à l'égalité de genre. La 'qualité' de ces références et la façon dont elles se traduisent dans les actions, activités et projets qui mettent les stratégies en œuvre doit être examinée plus avant. On a également vu que le souci de contribuer à l'égalité de genre est présent au niveau de certains projets. Cependant sans que cela soit formalisé à un niveau plus stratégique.

Il reste donc beaucoup à faire pour rendre le budget du département davantage sensible au genre en renforçant le potentiel des actions financées par le budget dans ces deux secteurs, de contribuer à renforcer l'égalité de genre.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

INTRODUCTION

Présentation du Ministère

Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Environnement et de l'Assainissement et veille à la prise en compte des questions de Développement durable à l'occasion de la formulation et de la mise en œuvre des politiques publiques.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'amélioration du cadre de vie des populations ;
- la mise en œuvre d'actions de protection de la nature et de la biodiversité ;
- la lutte contre la dégradation des terres, la désertification, l'ensablement des cours d'eau et les changements climatiques ;
- la préservation des ressources naturelles et le suivi de leur exploitation économique, sociale et durable ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures destinées à prévenir ou à réduire les risques écologiques ;
- la promotion du retraitement systématique des eaux usées ;
- la prévention, la réduction ou la suppression des pollutions et des nuisances ;
- l'élaboration et le suivi de l'application de la législation relative à la chasse, à l'exploitation des forêts, aux pollutions et aux nuisances ;
- la sauvegarde, l'entretien ou la restauration des forêts classées et des terres dégradées ;
- la création de nouvelles forêts classées ;
- la diffusion des informations environnementales et la formation des citoyens dans le domaine de la protection de l'Environnement ;
- L'élaboration et l'animation de débats publics sur les questions de Développement durable et environnementales et leurs enjeux pour le Mali.

IV. Enjeux et gaps à combler

c) Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

Dans le secteur de l'environnement et de l'assainissement, il est d'une nécessité impérieuse

- Prendre en compte d'avantage les activités spécifiques aux femmes dans les plans d'actions des politiques en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement ;
- Mener des études statistiques afin de permettre la désagrégation hommes/femmes en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement ;
- Veiller sur des ressources naturelles forestières et procéder à leur transformation pour la diversification, leur adaptation aux besoins sociaux qui démontrent une évolution favorable de la vision stratégique de la gestion des ressources forestières ;

d) Les GAPS à combler

Il faut noter qu'il est impossible de déterminer le gap sans avoir au préalable les statistiques désagrégées hommes/femmes du secteur.

Néanmoins, il faut entre autres mener ces actions afin de combler les gaps énumérés.

Il s'agit de :

- Déterminer de façon spécifiques les activités genres dans les planifications annuelles au niveau de chaque programme/projet et de contribuer à leur financement, en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement ;
- Faciliter l'accès aux femmes à des postes de responsabilité au niveau national et au niveau des collectivités territoriales en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement ;
- Impliquer d'avantage les femmes pour la veiller citoyenne des ressources naturelles forestières et d'assainissement en mettant en place des comités de veille et procéder à leur formation ;

V. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre :

a) Les mesures spécifiques

Au MEADD, les aspects genre sont essentiellement pris en compte au niveau des lignes ci-dessous : (i) Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) et (ii) l'Agence de l'Environnement pour le Développement Durable (AEDD), le PDD-DIN et le projet GEDEFORIII.

Cependant en raison des contraintes budgétaires, les projets n'ont pas bénéficié de financement du volet genre comme souhaité. Ce qui a réduit considérablement les actions relatives au genre au niveau du MEADD.

Par ailleurs, une avancée notoire a été faite à travers l'élaboration par le cabinet du MEADD de « **l'Etude genre pour l'élaboration de la stratégie d'institutionnalisation et d'intégration du genre dans le secteur de l'environnement** » qui avait été faite. Ledit rapport a permis de mettre à la disposition du MEADD une stratégie d'institutionnalisation du genre dans le secteur de l'environnement, assortie d'un plan d'actions pour la période 2020-2023.

Ce rapport a pour objet de donner la situation des réalisations dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2023 et les perspectives pour 2024 en vue de renseigner les réalisations du MEADD dans le cadre de la Politique Nationale Genre.

Le Genre/Équité sociale, communication et VIH est la quatrième composante dans le document du programme. Le genre/équité sociale est pris en compte dans le cadre logique et cadre institutionnel du programme. Par conséquent la prise en compte du genre/équité sociale est obligatoire à tous les niveaux d'exécution des activités du programme enfin d'atteindre les résultats escomptés.

b) Evaluation des activités genre 2024

Au niveau du programme : « Amélioration du Cadre de Vie des Populations », les efforts de sensibilisation consentis par la DNACPN et ses démembrements à travers : (i) l'organisation des journées de salubrité par les communautés, les ONG, les GIE, les Associations d'assainissement et des entreprises et (ii) le ramassage des ordures des dépôts de transit vers les dépôts finaux. Ce qui a contribué à améliorer la salubrité du milieu de vie des populations en vue d'un changement de comportement.

Au niveau du programme N°4 « Protection et conservation de la nature » l'appui des groupements de femmes en moyens matériels et financiers dans le cadre des activités génératrices de revenus et la gestion des ressources forestières et fauniques a été à hauteur de souhait à travers l'implication des

groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF). Les activités ont été menées par la Direction Nationale des Eaux et Forêts et ses démembrements.

Quant au taux d'admission satisfaisant des élèves du Centre de Formation Pratique (CFPF) de Tabakoro, il est le résultat de l'encadrement de proximité et le respect des périodicités des évaluations et des sorties pédagogiques.

Tableau III. - Effectifs du ministère sexo-désagregés

Tableau présentant une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émerge sur le Budget National (BCS)

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	X	X	X	X
2. Secrétariat Général	X	X	X	X
Secrétaire Général	X	X	X	X
Conseillers Techniques	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
3. Cabinet	X	X	X	X
Chef de Cabinet	X	X	X	X
Chargés de Mission	X	X	X	X
Attaché de Cabinet	X	X	X	X
Secrétaire Particulier Ministre	X	X	X	X
4. Services Centraux	X	X	X	X
4.1. Directions Nationales et services rattachés	X	X	X	X
Directeurs nationaux	X	X	X	X
Directeurs nationaux Adjoints	X	X	X	X
Chefs de Division	X	X	X	X
Chefs de section	X	X	X	X
Chargés de dossier	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
4.2. Directions Générales	X	X	X	X
Directeur Général	X	X	X	X
Directeur Général Adjoint	X	X	X	X
Sous-Directeur	X	X	X	X
Chefs de Division	X	X	X	X
Chefs de section	X	X	X	X
Chargés de dossier	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
4.3. Personnel EPA	X	X	X	X
4.4. Personnel EPST	X	X	X	X
5. Directions Régionales et services rattachés	X	X	X	X

6. Services locaux	X	X	X	X
Total	X	X	X	X

IV. Perspectives

- Déterminer de façon spécifiques les activités genres dans les planifications annuelles au niveau de chaque programme/projet et de contribuer à leur financement, en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement ;
- Faciliter l'accès aux femmes à des postes de responsabilité au niveau national et au niveau des collectivités territoriales en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement ;
- Impliquer d'avantage les femmes pour la veiller citoyenne des ressources naturelles forestières et d'assainissement en mettant en place des comités de veille et procéder à leur formation ;
- Renforcer les capacités des femmes au sein des programmes/projets du département de l'environnement et de l'assainissement et du développement durable

V. Recommandations :

Quant aux recommandations, il faut noter entre autres :

- Faire participer les Points focaux genre dans l'élaboration des documents budgétaire (DPPD-PAP, RAP);
- Traquer, identifier et déterminer les activités genres et leurs indicateurs pour les budgétiser afin de permettre le renseignement du rapport genre;
- Mettre à la disposition la version actualisée du Plan d'Action Genre et Jeunesse au niveau de chaque programme/projet du département afin de permettre de les prendre en compte dans les planifications des différents départements sectoriels.

VI. Conclusion:

Il est à noter, qu'au niveau MEADD, les activités genres, malgré les difficultés de financement, le département arrive à prendre en compte l'aspect genre au niveau des programmes/projets. Par ailleurs, du moment où les activités spécifiques genres ne sont pas déterminées, ni avec des indicateurs et des objectifs clairs, ceux-là rendent peu visibles les résultats impliquant l'apport du genre dans les résultats globaux du département.

Dans ce cadre, pour rendre fluide la réception des informations liées aux activités genres du MEADD, il est impératif d'impliquer l'ensemble des Points focaux au niveau de chaque programme et projets du département afin de faciliter l'élaboration du rapport genre.

D'autant plus que les activités du MEADD concernent fortement les femmes, les jeunes et les personnes vulnérables, les objectifs, les activités et les indicateurs doivent être claires tout en prenant en compte leur prise en charge financière.

Afin de combler les Gaps qui ont été énumérés, il est d'une nécessité impérieuse de permettre une marge de manœuvre financière après la détermination des activités spécifiques genres du MEADD.

MINISTERE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

INTRODUCTION

La Direction Nationale de la Population (DNP) est une structure centrale, qui a pour mission d'élaborer les éléments de la Politique nationale de Population et d'assurer le suivi de sa mise en œuvre. Chaque année, la DNP élabore un plan d'activités, financé par le budget spécial d'investissement (BSI). La présente note donne la synthèse des réalisations des activités du rapport genre à travers la mise en œuvre du projet intitulé : « Appui gestion politique nationale de la population »

1- Enjeux et gaps à combler

a) Le Programme : 2.080 Population

Responsable du Programme : le Directeur national de la Population

Ce programme vise à améliorer le niveau et la qualité de vie de la population malienne, à travers la mise en œuvre de la Politique nationale de Population sur toute l'étendue du territoire national.

A travers la politique genre la PNP vise à :

- Promouvoir un processus de développement équilibré entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie économique, politique, sociale, culturelle ;
- Reconnaître que les femmes ont une place essentielle dans la société, du fait de leur contribution au processus de croissance et de développement du pays ;
- Donner la priorité à la promotion économique des femmes, à leur participation à la vie publique et à la prise en compte de leur situation sociale ;
- Présenter les caractéristiques démographiques de la population, ensuite d'identifier les enjeux liés à ce phénomène ;
- Collecter, traiter et diffuser les données de population nécessaires à l'atteinte de la politique du genre et le suivi de la prise en compte des questions genre dans la politique nationale de Population ;
- Réduire les inégalités et procéder à la promotion de l'égalité du genre dans les politiques publiques.

b) Enjeux selon l'analyse officielle des missions du Département

1. Identifier, analyser périodiquement les problèmes nouveaux ou émergents de Population en vue de l'actualisation de la Politique Nationale en la matière ;
2. Veiller à la prise en compte des questions de population dans les programmes de développement ;

3. Initier, mener ou participer à l'exécution des études et recherche dans le domaine de population et développement en vue de réaliser des projections démographiques et de suivre les indicateurs de mouvement de population ;
4. Élaborer des programmes d'actions sur la base des résultats des études et recherche sociodémographiques notamment dans le domaine de la SR/ PF, et de la scolarisation ;
5. Élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale de communication afin de mobiliser les décideurs, les leaders d'opinions et religieux ainsi que les communautés en faveur de la mise en œuvre de la Politique Nationale Population
6. Élaborer mettre en œuvre un mécanisme de coordination et de suivi-évaluation de la Politique Nationale de Population à travers une coordination horizontale et verticale de tous les acteurs intervenant sur les questions de population ;
7. Participer à l'élaboration des politiques et programmes sectoriels, des programmes de coopération avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux intervenants dans le domaine de sa compétence ;
8. Initier des actions de collaboration technique avec les institutions similaires d'autres pays.

c) Les GAPS à combler

Evolution des activités Genre

Dans le cadre de réalisation des activités sensibles au genre, la DNP a eu à mener courant 2024, les activités ci-dessous citées avec l'accompagnement du Fonds des Nations unies pour la Population (UNFPA) et le Projet Autonomisation des Femmes et Dividende démographique au Sahel (SWEDD-Mali) :

- Elaboration du rapport annuel sur l'état de la Population du Mali ;
- Restitution et validation des résultats de l'étude sur la cartographie des priorités en santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes dans les zones de crise humanitaire ;
- L'élaboration et la validation de la Feuille de Route national sur le Dividende démographique (FRNDD 2020-2023) et celui des engagements du Mali sur la Conférence internationale sur la Population et le Développement (CIPD+25 en 2024) ;
- Renforcement de capacités des acteurs du monde des médias sur les thématiques du projet SWEDD ;
- Atelier de restitution et de validation des résultats de l'étude sur la cartographie des priorités en santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes dans les zones de crise humanitaire ;
- Réalisation d'une étude sur les mariages d'enfants, les grossesses d'adolescentes et les besoins prioritaires en santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents (Kayes)
- Organisation et célébration de la Journée mondiale de la Population, édition 2024.

VI. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre :

a) Les mesures spécifiques

En 2022, l'ONDD a réalisé une étude sur les besoins et accès des personnes vivant avec handicap aux services de la santé de la reproduction, protection et prévention contre les violences basées sur le genre (VBG), financée par le Fonds des Nations Unies pour la Population à travers le Plan de Travail Annuel UNFPA/DNP-ONDD.

L'objectif de cette étude visait principalement à évaluer le niveau d'accès des personnes vivant avec handicap aux services de santé de la reproduction et aux services de prévention, de protection et de prise en charge des violences basées sur le genre de même que le niveau de leur utilisation.

Les résultats font ressortir que le handicap moteur est comme étant le plus fréquent, représentant respectivement 50% et 48% des handicaps déclarés chez les femmes et les hommes. Il est suivi par le handicap visuel qui compte pour 17% chez les femmes et 22% chez les hommes, puis les sourds muets qui représentent respectivement 8% et 9% chez les femmes et les hommes interrogés. Les autres types de handicaps, notamment la déficience auditive, le handicap mental et intellectuel, l'albinisme, la petite taille, le bégaiement et les polyhandicapés, représentent pour chacun moins de 5% des personnes interrogées. Le handicap moteur et le handicap visuel représentent les principaux handicaps au Mali. Il faut noter que de nombreux handicaps moteurs / physiques sont dus à des accidents, y compris de travail.

Les résultats montrent également que les personnes vivant avec handicap connaissent plus de risques de vulnérabilité et disposent d'un capital humain plus faible (éducation, santé) donc de moins de capacités à tirer profit des opportunités qui existent dans leur environnement. Les personnes vivant avec handicap éprouvent plus de difficultés d'accès aux services sociaux et sont plus à risque d'être victimes d'actes de violences, y compris sexuelles.

L'étude a montré qu'une femme vivant avec handicap sur 10 est veuve, facteur de paupérisation et de vulnérabilité supplémentaire. Les facilités et l'assistance pour l'accès aux services sociaux de base, en particulier à la santé et à la protection sociale, doivent être développées en particulier pour ces personnes, vulnérables parmi les vulnérables. Seulement 32% (34% des femmes et 31% des hommes) ont déclaré avoir reçu, individuellement ou en groupes, d'un appui de la part d'une organisation nationale ou internationale. Au moins une personne sur 2 a reçu une aide dans les régions de Ségou et Mopti (61% et 50% respectivement).

Il ressort des résultats qu'un centre de santé / centre de prise en charge des VBG sur 2 (54%) dispose d'infrastructures adaptées au statut des personnes vivant avec handicap (rampes d'accès, fauteuils roulants, dispositifs visuels, ...) dans la région de Ségou contre seulement près de 2 sur 5 (44%) dans le district de Bamako et seulement 1 sur 5 (22%) dans la région de Sikasso.

L'étude a révélé la nécessité d'accentuer la mise en œuvre des mesures visant la promotion et la défense des personnes vivant avec handicap. Les recommandations suivantes sont faites à l'endroit du gouvernement :

- ⇒ Diffuser largement de la loi n°2018 – 027 relative aux droits des personnes vivant avec handicap ;
- ⇒ Elaborer et mettre en œuvre un plan d'actions pour la mise en œuvre des modalités d'application de la Loi relative aux droits des personnes vivant avec handicap, impliquant toutes les parties prenantes, y compris les associations de personnes vivant avec handicap / groupes de défense des droits, le secteur privé et les partenaires au développement ;
- ⇒ Accélérer la mise en œuvre du Programme National de réadaptation à base communautaire (RBC) pour rendre la prise en charge des personnes vivant avec handicap plus inclusive ;
- ⇒ Prendre des mesures pour l'intégration effective du statut de handicap dans les politiques et programmes sectorielles, y compris de manière transversale dans le document stratégique national de développement ;
- ⇒ Promouvoir la collecte, l'analyse et la diffusion des informations sur les personnes vivant avec handicap, y compris les données relatives à leur santé de la reproduction sur toute l'étendue de territoire national ;

- ⇒ Intensifier les actions de communication pour un changement social et de comportement visant à protéger les personnes vivant avec handicap des violences, en particulier dans les contextes de crise ;
- ⇒ Aménager les limites d'âge en ce qui concerne les personnes vivant avec handicap pour leur participation aux projets et initiatives d'autonomisation et de développement des compétences.

A la suite de cette étude, l'ONDD a réalisé en 2023, une étude relative aux causes et les effets du divorce sur la femme (avant, pendant et après la procédure). L'objectif de cette était de faire une analyse approfondie de l'environnement sociojuridique, en vue de proposer des mesures ou des actions aidant à sécuriser les droits des femmes (avant, pendant et après la procédure).

L'étude a montré que d'un point de vue sociologique, le niveau de prévalence de divorce au Mali va de pair avec le niveau de dégradation de la discipline sociale et de l'incivisme ambiant. Elle indique que l'ampleur du phénomène n'est pas sans poser un problème de développement au regard de la précarité dans laquelle l'échec du mariage plonge femmes, enfants et hommes.

L'étude a également indiqué que le divorce peut avoir des effets multiformes sur la femme et les enfants, tant sur le plan émotionnel que sur le plan social et économique. Il est important de noter à ce titre que les répercussions peuvent varier d'une personne à l'autre en fonction de divers facteurs tels que l'âge, la personnalité, le soutien social, la situation financière et la manière dont la séparation est gérée.

Au plan juridique, l'étude a révélé que le droit malien sur le mariage et le divorce est construit à partir de trois (3) sources : le droit français, le droit islamique et la coutume.

Dans la conception traditionnelle du mariage, la femme se mariait essentiellement pour faire des enfants et n'avait pas besoin d'aimer. Aujourd'hui, c'est l'amour attesté par l'affirmation de consentement de l'homme et de la femme qui constitue la condition première au mariage.

Quant à la religion et principalement l'Islam, les charges du mariage et l'entretien de la famille incombent entièrement à l'homme. Ceci constitue un poids que le mari doit porter, quelles que soient, par ailleurs, ses conditions économiques. Bien entendu, la femme apportait, volontiers, sa contribution. La précarité du mari était difficilement un facteur de divorce dans la mesure où la vie était sous le régime de la communauté de biens de la famille. Le mari ne pouvait pas manquer de quoi nourrir donc sa femme.

Sous le régime du droit français, le divorce est envisagé pour éviter une cohabitation impossible du couple. Cette dimension est prise en compte dans le droit positif malien et est déjà consacré dans certaines religions et coutumes. De même, le consentement est devenu une condition de fond pour la célébration du mariage. C'est la survivance de ces trois sources qui fait le droit positif malien en matière de mariage et de divorce.

Suivant les résultats de l'étude, quelques recommandations ci-dessous ont été formulées pour donner plus d'engagement politique et social en faveur du bien-être de la femme :

- Organiser des états généraux sur le mariage et le divorce ;
- Entourer le processus de divorce de plus de mesures collectives ;

Comme en 2023, l'ONDD a produit en 2024 un rapport genre de l'indice genre de suivi du dividende démographique.

L'objectif de rapport était de rendre disponibles les indices genre de suivi sur le dividende démographique au Mali en 2024 sur la base des données de 2019, en vue d'orienter les politiques publiques au niveau national et régional au Mali.

L'analyse de la première dimension portant sur la couverture de la dépendance économique montre que la consommation des femmes en 2019 est supérieure à leur revenu du travail et cela, pendant tout le long de leur cycle de vie, contrairement aux hommes dont le déficit ne concerne que les âges la jeunesse et de la vieillesse. La part de la consommation agrégée des hommes est de 49,3% de la consommation agrégée globale contre 50,7% pour les femmes, contre une part de revenu de 81% pour les hommes contre 19% chez les femmes.

La deuxième dimension sur la qualité du cadre de vie, indique un niveau d'indice estimé à 58,7% en 2019, traduisant une qualité moyenne du cadre de vie. En d'autres termes, les populations maliennes bénéficient d'un cadre de vie relativement de bonne qualité susceptible d'avoir des effets positifs sur l'exploitation de leurs potentialités démographiques. Cet indice est de 56,2% chez les femmes contre 61% pour les hommes.

Quant à la troisième dimension portant sur l'indice synthétique de sortie de la pauvreté, il ressort que les ménages ont une chance de 56,0% des ménages à s'extraire de la pauvreté ou de se maintenir dans une situation de non pauvreté en 2019. Cependant la probabilité pour les ménages de débaser est de 60,19% en 2019. L'analyse sexe spécifique montre que les femmes pour 71% de chance de se trouver dans une situation de pauvreté qu'elles transitent ou pas, contre 52% chez les hommes.

La quatrième dimension faisant référence à l'indice du développement humain élargi, a montré un niveau de l'indice estimé à 0,622 pour le niveau national. En comparant les indices hommes et femmes, il ressort que le niveau de vie des femmes est de 0,625 et celui des hommes 0,619. Ces résultats montrent une légère avance des femmes sur les hommes en matière de condition de vie.

La dernière dimension, réseau et territoire montre une attractivité globalement très faible, avec une valeur de 12,0% pour l'indicateur, dont 1,36% pour les hommes et 11,7% pour les femmes. Une situation résultant de la faiblesse des performances observées, notamment :

- ✓ Le niveau faible des flux migratoires (1,8%).
- ✓ Le niveau faible de l'urbanisation (12,3%) :
- ✓ La faiblesse des flux et capacités financiers (4,9 %)

Ces différentes analyses ont permis de formuler les recommandations ci-dessous :

- Investir massivement dans l'éducation des filles et l'autonomisation économique des femmes contribueront à réduire le déficit du cycle de vie ;
- Favoriser l'accès des femmes aux logements et au foncier ;
- Améliorer davantage l'accessibilité à l'eau potable et aux infrastructures et services socio-sanitaires de base.
- Axer les efforts des politiques de réduction de la pauvreté essentiellement chez les femmes notamment en développant des projets à impact rapide particulièrement en faveur des femmes et des jeunes ;
- Elaborer et de mettre en œuvre des programmes de développement au profit des jeunes et des femmes sur la base des opportunités spécifiques (agropoles, zones économiques spéciales...);
- Améliorer les taux d'accès, de scolarisation et surtout de maintien des filles et des garçons à l'école;

- Améliorer la connectivité et l'attractivité notamment à travers le développement du réseau des transports au niveau infranational ainsi que par le développement de pôles de développement et assurer un meilleur aménagement du territoire en termes de répartition spatiale des services et infrastructures entre les régions.

En marge des rapports genre, l'ONDD a produit régulièrement au cours de la période considérée, les rapports des cinq dimensions de suivi du dividende démographique qui prennent indirectement en compte la question du genre.

b) Evaluation des activités genre 2022

L'état d'exécution des résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère.

Tableau II.1 – Evolution/Evaluation des indicateurs genre

Tableau 1 : Détail des objectifs et indicateurs de performance genre

Objectif 1 : Améliorer la coordination, et le suivi-évaluation de la mise en œuvre de la Politique nationale de Population						
Libellés	Unités de mesure	Périodes			Evaluation 2024	
		2021	2022	2023	Prévisions	Réalisations
Indicateur N°1.1. Taux de réalisation des missions de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la PNP	%	--	--	--	100	20
Moyen de vérification : Rapports de missions de suivi et des réunions de coordination						
Précision Méthodologique : (Nombre de missions de suivi et de réunions de coordination réalisées / Nombre de missions et réunions programmées) x 100						
Indicateur N°1.2 Nombre de rapports de suivi – évaluation de politique, projets, programmes de population	Nbre	--	--	--	03	04
Moyen de vérification : rapport sur l'état de mise en œuvre de la PNP						
Précision méthodologique : dénombrement						
Objectif 2 : Renforcer les capacités des acteurs ainsi que la communication, le plaidoyer sur les questions de population, et du Dividende démographique.						
Indicateur N°2.3 : Taux d'exécution des activités de communication et de plaidoyer programmées	%	--	--	--	100	66

Moyen de vérification : Rapport des sessions de communication et de plaidoyer

Précision Méthodologique : (Nombre de sessions de communication et de plaidoyer réalisées sur nombre de sessions de communication et de plaidoyer programmées) *100

L'analyse de l'indicateur « taux de réalisation des missions de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la PNP » donne un niveau insatisfaisant dans l'atteinte des objectifs genre, puisque les ressources contribuant à la réalisation des activités genres n'ont pas été mobilisées.

En ce qui concerne l'indicateur nombre de rapports de suivi-évaluation de politique, projets et programmes de population, sur trois (03) rapport d'activités programmées alertant les décideurs sur les questions de population, en particulier les questions du genre, on est parvenu à réaliser quatre (04) activités.

Quant à l'indicateur relatif au taux d'exécution des activités de communication et de plaidoyer programmées sur les questions de population et du genre, la célébration de la Journée mondiale de la Population en est une occasion, pour alerter les décideurs sur les questions de population.

Uniquement à renseigner s'il y a des indicateurs genre définis dans le RAP.

Les indicateurs sensibles au genre :

- *Mesurent l'écart entre les hommes et les femmes et/ou les différents rôles, responsabilités et accès aux ressources des différents membres de la société ;*
- *Evaluent les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;*
- *Exigent que les données soient ventilées par sexe, âge et autres variables et/ou une analyse des données en fonction du sexe ;*
- *Encouragent l'intégration des questions d'égalité entre les femmes et les hommes dès la planification d'une politique, d'un programme ou d'un projet, jusqu'à la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation ;*
- *Démontrent l'impact des changements dans les relations de pouvoir entre les femmes et les hommes.*

Source : OXFAM 2014 <https://policy-practice.oxfam.org/resources/quick-guide-to-gender-sensitive-indicators-312420/>

S'il n'y en a pas on peut ignorer le tableau et « c) Exécution financière des activités genre N-1 » devient « b) Exécution financière des activités genre N-1 » et le Tableau II.2 devient le Tableau II.1 et II.3 devient II.2.

c) Exécution financière des activités genre 2022

Tableau 2 : Exécution financière en 2024 par objectifs (en milliers de francs CFA)

Objectif	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Améliorer la coordination, et le suivi-évaluation de la mise en œuvre de la Politique nationale de Population	47 860	7 275	28 725	15,20%

Renforcer les capacités des acteurs ainsi que la communication, le plaidoyer sur les questions de population et du Dividende démographique	41 485	22 933	18 552	55,28%
TOTAL	89 345	30 208	47 277	33,80%

Au regard du tableau de la situation d'exécution financière par objectifs, on constate un taux d'exécution très faible qui est de 33,80%. Sur une dotation prévisionnelle de 89 345 000 F CFA en 2024, seulement un montant de 30 208 000 FCFA a été mobilisé. Mais il est à rappeler que la plupart des activités de ces objectifs ont été réalisées avec l'accompagnement des deux (02) partenaires (UNFPA et Projet SWEDD-Mali).

ATTENTION : Il y a actuellement très peu d'objectifs sensible au genre dans les RAP. S'il n'y en a pas on peut ignorer le tableau et passer directement au Tableau II.3 qui devient le Tableau II.2 ou bien II.1.

Tableau 3 : Exécution financière en 2024 par détails des activités (en milliers de francs CFA)

Objectif	Lien avec égalité genre (direct/indirect)	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Organisation des missions de suivi-évaluation sur la mise en œuvre de la PNP	indirect	29 225	00	00	00
Organisation des activités de suivi-évaluation des sessions de formation et des plaidoyers sur les questions de population	indirect	7 275	7 275	00	100
Élaboration et la validation de FRNDD 2020-2023 et celui des engagements du Mali sur la CIPD+25 en 2024, prise en charge des frais des différentes rencontres avec les parties prenantes	indirect	00	00	00	00
Restitution et de validation des résultats de l'étude sur la cartographie des priorités en santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes dans les zones de crise humanitaire	direct	00	00	00	00
Elaboration du rapport annuel sur l'état de la Population du Mali	indirect	11 360	00	00	00
Renforcement des capacités des acteurs du monde des médias sur les thématiques du projet autonomisation des femmes et	indirect	00	00	00	00

Dividende démographique au sahel (SWEDD)					
Organisation de la Journée mondiale de la Population	indirect	41 485	22 933	18 552	55,28%
Réalisation d'une étude sur les mariages d'enfants, les grossesses d'adolescentes et les besoins prioritaires en santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents (Kayes)	direct	00	00	00	00
TOTAL DIRECT		00	00	00	00
TOTAL INDIRECT		89 345	30 208	47 277	33,80%

Il ressort de l'analyse du niveau d'exécution financière par détail des activités, un bilan globalement non satisfaisant. Cette situation s'explique par la non mobilisation des ressources financière allouées à l'exécution des activités. Néanmoins, nous notons que l'accompagnement de l'UNFPA et du Projet SWEDD-Mali a été capital pour la mise en œuvre de la plupart des activités citées ci-dessus.

Tableau III Budget genre, dépenses ciblant directement l'égalité des sexes

Intitule de l'activité	Exécution 2022	Budget 2023	Prévisions		
			2024	2025	2026
Etude sur les besoins et accès des personnes vivant avec handicap aux services de la santé de la reproduction, planification familiale, protection et prévention contre les violences basées sur le genre (VBG)	100	-	-	-	-
Etude sur les causes et les effets du divorce sur la femme (avant, pendant et après la procédure)	100	-	-	-	-

Tableau III Budget genre, dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité du genre

Intitule de l'activité	Execution 2022	Previsions			
		Budget 2023			
			2024	2025	2026
Rapports de dimension pour le suivi du dividende démographique	100	12 000 000	10 000 000	16 000 000	

Commentaire en maximum 5 lignes

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

Objectif : Améliorer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes et leur permettre d'accéder plus facilement aux services de santé reproductive, infantile et maternelle de qualité dans certaines régions des pays participants, et d'accroître la production et le partage des connaissances, des capacités et de la coordination régionales						
Indicateurs de résultats	Unité	Période			Evaluation N-1	
		N-4	N-3	N-2	Prévisions	Réalisations
Indicateurs :	%					
Taux de rétention scolaire des adolescentes inscrites dans les écoles secondaires bénéficiaires des interventions relatives à la scolarisation dans les zones d'intervention du projet.	%	98	97,6	98,1	95	97,75
Nombre d'adolescentes, de jeunes filles et de femmes ayant bénéficié d'au moins une intervention de support économique (formation professionnelle, crédit, subvention d'actif productif)	%	39	72,03	96	100	157,6
Nombre de cadres juridiques nationaux et régionaux en faveur de la scolarisation et du maintien des filles à l'école, de la santé reproductive des adolescents, et de l'abandon des VBG et des pratiques néfastes	%	200	100	100	100	100

Commentaire en maximum 5 lignes.

Tableau III.2 Effectifs du ministère sexo désagrégés

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	%Femmes sur le total
Direction générale	2	1	0	0
Personnel EPA	11	9	3	27,27
Total	13	10	3	23,08

Commentaire en 5 lignes maximum.

IV. Perspectives

V. Recommandations

Des recommandations pertinentes pour le ministère en question.

Chapitre 3 :

Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques

- Ministère des Mines.
- Ministère de l'Agriculture ;
- Ministère de l'Elevage et de la Pêche
- Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
- Ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Economie et des Finances.
- Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

MINISTERE DES MINES

INTRODUCTION : Présentation du Ministère

Suivant le Décret n°2025-0068/PM-RM du 03 février 2025 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le ministre des Mines prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de recherche, d'exploitation et de valorisation des ressources minérales.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- le développement et le suivi des sociétés et industries minières, le renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière de recherche, d'implantation et d'exploitation des mines, des carrières modernes et du pétrole ;
- la mise en place d'une industrie minière par le développement de toutes les fonctions du Secteur ;
- la promotion de la diversification et des potentialités minérales ;
- la recherche et l'exploitation des hydrocarbures ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des conventions minières et des accords d'établissement, en concertation avec les ministres concernés notamment le ministre chargé des Finances et le ministre chargé de la Promotion de l'Investissement ;
- l'encadrement de l'artisanat minier ;
- la promotion de la transparence dans les industries extractives.

VII.Enjeux et gaps à combler

Le programme de développement des ressources minières, destiné à promouvoir un secteur stratégique de l'économie malienne, revêt une importance capitale pour l'autonomisation économique des femmes, notamment à travers les opportunités d'emploi générées par les entreprises et chantiers miniers. Néanmoins, le département est confronté à un ensemble de contraintes structurelles qui entravent la pleine réalisation du potentiel de ces initiatives, et qui requièrent des réponses stratégiques et appropriées en vue de leur renforcement.

e) Enjeux liés au genre au regard des missions officielles du département

Les enjeux genre identifiés émanent d'un ensemble de facteurs, incluant tant les normes sociales que les pratiques qui en résultent. Les inégalités entre les sexes se manifestent à tous les niveaux. Ils peuvent être résumés comme suit :

- Une faible appropriation du concept genre et une résistance culturelle persistante au changement, tant chez les hommes que chez les femmes, entravent ainsi l'accès des femmes au secteur minier et leur pleine participation ;
- une sous-représentation des femmes aux postes de décision et de responsabilité, que ce soit dans l'administration publique ou au sein des entreprises minières ;

- une faible proportion de femmes formées dans les filières techniques pertinentes, ainsi que la non prise en compte de la dimension genre dans les outils de planification, de suivi et d'évaluation du département ;
- une exposition accrue des femmes aux risques de violences basées sur le genre (VBG) et aux risques sanitaires, notamment ceux liés à la santé reproductive, en raison de l'utilisation de produits chimiques sur les sites miniers.

Ces enjeux liés au genre s'ajoutent aux défis plus larges du développement du secteur minier, auxquels l'État a décidé de répondre, entre autres, par la relecture des textes fondamentaux régissant le secteur. Cette réforme juridique pourrait constituer une opportunité d'intégrer davantage la dimension genre, notamment en révisant certaines dispositions discriminatoires. À titre d'exemple, bien que le Code du travail malien interdise le travail de nuit aux femmes, une certaine souplesse pourrait être envisagée dans le cadre spécifique des sites miniers afin de permettre à celles qui le souhaitent de travailler de nuit, favorisant ainsi une meilleure inclusion.

Historiquement, les femmes ont toujours été des actrices clés de l'exploitation artisanale des ressources minières. Cependant, les normes sociales locales relatives à la division du travail les relèguent systématiquement aux segments les moins valorisés de la chaîne de production, ou à des activités de service faiblement rémunérées. Ces normes sont d'autant plus difficiles à remettre en cause que les sites miniers artisanaux sont souvent sous l'autorité d'acteurs traditionnels respectueux des coutumes locales. Par ailleurs, la croissance de la rentabilité du secteur tend à aggraver la marginalisation des femmes, en accroissant leur exposition aux risques, notamment les VBG. De plus, à l'instar d'autres secteurs économiques, les femmes disposent d'un accès limité au capital nécessaire pour investir dans l'activité minière.

En 2019, selon les données disponibles — bien qu'incomplètes —, les femmes représentaient environ la moitié de la main-d'œuvre du secteur. Néanmoins, le manque de données sexospécifiques reste un frein à l'analyse des bénéfices différenciés que les hommes et les femmes retirent de cette activité. Une étude menée dans le cadre d'un projet actif dans la zone de Kéniéba met en lumière plusieurs disparités, notamment :

- **Accès des femmes aux équipements miniers motorisés** : seuls 0 à 10 % des propriétaires sont des femmes, contre 17 à 24 % pour les hommes ;
- **Accès aux outils manuels** : dans certaines localités, aucune femme n'est propriétaire unique de ces outils, contre 26 % des hommes ;
- **Perception des capacités féminines** : 71,28 % des femmes (contre 62,72 % des hommes) affirment que les femmes sont tout aussi capables que les hommes de réaliser les travaux miniers ;
- **Répartition des tâches** : aucune femme n'exerce de fonctions telles que chef de puits (1,4 % pour les hommes), chef d'équipe (8,2 % pour les hommes) ou vendeuse d'or (9,6 % pour les hommes). En revanche, 86 % des femmes sont affectées au lavage du minerai, contre 12,8 % des hommes.

Ces inégalités sont manifestes et appellent un appui ciblé de l'État et des projets de développement afin de corriger les déséquilibres structurels qui freinent le développement socio-économique des femmes. L'étude FEMA (Femme et Enfant des Communautés Minières Artisanales) a permis d'identifier plusieurs actions prioritaires visant à améliorer les conditions des femmes dans les communautés minières artisanales.

En 2024, le Comité chargé de l'institutionnalisation de la Politique nationale Genre au sein du ministère des Mines a organisé une journée de plaidoyer en faveur de l'amélioration des conditions de vie des femmes évoluant dans le secteur minier. Les conclusions issues de cette rencontre, corroborées par les données recueillies au niveau du département, révèlent que moins de 2 % des femmes occupent des postes à responsabilité ou des fonctions techniques. Par ailleurs, les étudiantes ayant participé à cette journée ont exprimé un besoin urgent en matière de coaching et d'accompagnement pour l'accès aux stages professionnels. Afin de répondre à ces préoccupations, le Comité a mis en place le programme **Mentorat-Mines**, qui vise à déployer des actions concrètes pour remédier à ces insuffisances.

f) Les GAPS à combler

Le changement des mentalités, tant chez les hommes que chez les femmes, constitue un enjeu transversal, dépassant le seul cadre sectoriel. Toutefois, au niveau du département, plusieurs lacunes spécifiques ont été identifiées, et leur comblement apparaît essentiel pour répondre efficacement aux défis liés à l'égalité de genre. Les principales recommandations sont les suivantes :

- **L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie Genre** pour le département des Mines incluant les autres parties prenantes non prise en charge par les textes publics notamment les Organismes Non Gouvernementaux, le secteur privé évoluant dans l'industries extractives
- **Application effective de la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015**, relative à la promotion du genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ; promotion active des filières techniques auprès des jeunes filles par des campagnes d'information et de sensibilisation ;
- **Formation et sensibilisation des parties prenantes évoluant dans le secteur extractif** aux concepts liés au genre, afin de mieux les intégrer dans la conception, la planification et la mise en œuvre des programmes, désagrégation systématique des données par sexe dans les outils statistiques et les activités de suivi-évaluation ;
- **Mise en place de quotas de représentation féminine** dans les différents segments du secteur minier, incluant des quotas de recrutement, de promotion et d'accès aux équipements dans les projets appuyant le secteur artisanal ;
- **Renforcement des mécanismes de prévention et de lutte contre les VBG**, incluant des actions d'information, de sensibilisation, des mesures de protection et des sanctions à tous les niveaux (sites, entreprises, administration) ;
- **Mobilisation de ressources financières** dédiées à la prise en compte des besoins spécifiques des femmes, en particulier celles en âge de procréer, exposées à des risques sanitaires liés aux produits chimiques utilisés dans l'activité minière.

VIII. Mesures et stratégies spécifiques et évaluations des activités pour l'égalité genre

a) Les mesures et stratégies spécifiques

Afin d'assurer une mise en œuvre effective de la Politique Nationale Genre (PNG) dans le secteur placé sous sa tutelle, le ministère des Mines a entrepris plusieurs actions structurantes au sein de l'administration. Après la mise en place du Comité d'institutionnalisation de la PNG au sein du

département, il a créé un cadre de concertation réunissant ses points focaux, ainsi qu'à l'élaboration d'un plan d'actions spécifique.

Ce plan d'actions vise principalement à renforcer les capacités des points focaux en matière d'égalité de genre, tout en leur fournissant les outils nécessaires pour intégrer efficacement la dimension genre dans les fonctions essentielles des services : planification, conception, suivi-évaluation des projets, élaboration et exécution budgétaire, etc. Le plan intègre également des actions visant à promouvoir la budgétisation sensible au genre au sein du ministère.

En 2024 le marquage des projets PGSM (Projet de Gouvernance du Secteur Minier et FEMA a permis de catégoriser les dépenses y effectuées en lien avec la promotion et la matérialisation de la politique Nationale Genre au sein du département des Mines.

Parmi les initiatives phares mises en œuvre en 2024 figure la troisième phase du projet **FEMA** (*Femmes et Enfants des Communautés Minières Artisanales*), dans lequel le ministère des Mines intervient en tant que partenaire institutionnel. Le Comité directeur du projet – instance de gouvernance, de suivi et d'orientation stratégique – est coprésidé par le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et l'Ambassade du Canada.

Le projet FEMA vise à influencer positivement les politiques et les comportements en lien avec la condition des femmes et le bien-être des enfants et adolescent(e)s dans les zones minières. Il a notamment pour ambition de contribuer à l'élimination du travail des enfants sur les sites miniers et de promouvoir l'autonomisation économique des femmes, en particulier dans le cercle de Kéniéba.

Ce projet s'inscrit pleinement dans les priorités du ministère en matière de mise en œuvre de la politique nationale d'autonomisation des femmes, en poursuivant des changements durables dans la gouvernance du secteur de l'orpaillage artisanal, avec une attention particulière portée à la condition féminine et à la protection de l'enfance dans ces zones d'intervention.

La stratégie d'intervention du projet repose sur une approche participative, impliquant activement l'ensemble des parties prenantes, en reconnaissance du caractère complexe et sensible des problématiques abordées, notamment en ce qui concerne le travail des enfants et l'autonomisation économique des femmes dans les communautés minières.

Par ailleurs, il est à signaler que les points focaux genre du département ont bénéficié d'une formation en management et leadership au Maroc.

b) Evolution/évaluation des objectifs et/ou indicateurs genre 2024

Après la fin du Projet de Gouvernance du Secteur des Mines, il n'y a pas d'indicateurs ni d'objectifs liés à la prise en compte du genre dans les différents programmes du ministère.

c) Exécution financière des activités genre 2024

Etant donné qu'il n'y a pas d'objectifs genres dans les cadres de performance des programmes du ministère, il n'y a pas d'exécution financière par objectif genre en 2024.

IX. Planification et budgétisation des actions genres

Le Ministère des Mines a un objectif et des activités ayant un lien direct avec le genre dans le DPPD-PAP 2026 2028

Effectifs du ministère sexo-désagregés pour l'année 2024

La répartition de l'effectif du personnel. Ce tableau présente une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère. Il renseigne donc sur la mesure dans laquelle le ministère met en œuvre les lois N°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0,00
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0,00
Conseillers Techniques	3	2	1	33,33
Personnel d'appui et autres	10	7	3	30,00
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0,00
Chargés de Mission	5	3	2	20,00
Attaché de Cabinet	1	1	0	0,00
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	6	6	0	0,00
Directeurs nationaux Adjoints	2	2	0	0
Chefs de Division	12	11	1	08,33
Chefs de section	18	16	2	11,11
Chargés de dossier	134	108	26	19,40
Secrétaires	17	3	14	82,35
Personnel d'appui et autres	56	38	18	32,14
4.2. Personnel EPA	27	20	7	25,92
5. Directions régionales et services rattachés	Non disponible			
Total	295	220	75	25,42

Globalement et sur la base des données collectées, les femmes représentent environ 25,42% de l'effectif total du département. Par ailleurs, elles représentent environ 18,75% dans les postes de nominations et 82,35% dans les postes de secrétariat.

IV. Perspectives :

Le Ministère des Mines a identifié quelques lignes directrices qui permettront, à moyen et long terme, de renforcer l'égalité de genre dans le secteur des mines. Il s'agira .

- d'augmenter le nombre de jeunes étudiantes d'écoles publiques (Ecole Nationale d'Ingénieurs, la Faculté des Sciences et Techniques et l'Ecole Normale d'Enseignement Technique et Professionnel) qui sont suivies et mentorées.
- d'étendre le suivi des étudiantes aux écoles professionnelles (Ecole Centrale pour l'Industrie, le Commerce et l'Administration, ECICA).
- Entreprendre une représentativité des femmes dans les instances de décision s du

Avec la situation précaire des femmes qui œuvrent dans l'artisanat minier, le comité entend apporter une assistance technique et/ou financière à ces jeunes dames et surtout mener des actions à réduire le travail des enfants sur le site minier artisanal.

Le comité d'institutionnalisation de la Politique Nationale Genre plaidera pour l'attribution de la supervision technique du projet FEMA au ministère des Mines puisque le projet FEMA évolue sur l'artisanat minier domaine de compétences du département des Mines. L'ajout du projet Femmes, Enfants et Mines artisanales – FEMA, financé par le Gouvernement canadien et visant l'autonomisation des femmes et la lutte contre le travail des enfants dans le secteur minier dans les lignes budgétaires du ministère des mines et qu'il puisse étendre ses activités dans les autres régions minières du Mali.

Le comité institutionnel s'attèlera à l'élaboration d'une stratégie pour l'intégration de la dimension genre dans le secteur minier et au renforcement des capacités des points focaux genre du département.

La recherche de sources de financement pérennes sera une action prioritaire du comité pour mener à bien les actions retenues

Enfin, le Ministère des Mines entend s'assurer de l'application de la loi N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives en considérant des mesures de discrimination positive en faveur de la promotion des femmes, à égales compétence, moralité, diplôme et ancienneté.

V. Recommandations :

A court terme, les priorités du ministère porteront sur :

- l'intégration systématique de la dimension genre dans toutes les actions secteur minier,
- la valorisation du leadership féminin à travers les actions ciblées dans le plan d'action genre du département;
- la poursuite de la budgétisation sensible au genre et l'intégration d'indicateurs de performance genre dans le cadre programmatique;
- l'incitation à l'investissement féminin dans le secteur minier notamment par la prise en compte du genre dans les critères d'attribution des titres miniers;
- le renforcement des capacités des points focaux en matière de prévention et de riposte aux VBG;
- La mise en oeuvre des campagnes de sensibilisation sur les risques liés à l'exposition des femmes en âge de procréation aux substances dangereuses.
- La mobilisation des ressources financières

CONCLUSION

Le ministère des mines ne dispose pas actuellement ni de projet budgétisé spécifiquement pour l'égalité de genre ni d'objectif ou d'indicateur de performance lié au genre dans ses programmes.

Toutefois, à travers le mentorat, le Comité a pu convaincre le budget pour l'allocation d'un montant de suivi.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

INTRODUCTION : Présentation du Ministère

Conformément aux dispositions du Décret °2025-0068/PM-RM du 03 février 2025, le ministre de l'Agriculture prépare et met en œuvre la politique nationale dans le domaine agricole.

Parmi ses attributions spécifiques, les attributions ci-après sont retenues dans le cadre des activités "Genre" du Ministère de l'Agriculture :

- l'organisation de l'approvisionnement des producteurs agricoles en matériels, intrants et semences ainsi que l'amélioration de leur qualité, en rapport avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs agricoles et des exploitations familiales;
- l'amélioration du cadre de vie des producteurs agricoles en milieu rural;
- la protection des cultures et la conservation des récoltes ;
- la réalisation de travaux d'aménagements hydro-agricoles, d'équipements ruraux et de maîtrise de l'eau.

X. Enjeux et gaps à combler

g) Enjeux:

Les enjeux en rapport avec les attributions ci-dessus sont les suivants :

- l'accessibilité des femmes et jeunes aux matériels, équipements et intrants agricoles;
- l'organisation et la formation des femmes et jeunes aux techniques innovantes en lien avec l'agriculture;
- l'amélioration des infrastructures socio-économiques de base pouvant améliorer les conditions de vie des femmes ;
- le renforcement des capacités en lien avec le genre pour faire face aux nuisibles des cultures et récoltes en vue d'une meilleure protection de leurs récoltes ;
- la mise à la disposition des femmes et jeunes les aménagements hydro-agricoles.

h) Gaps à combler

- équiper les femmes et les jeunes en matériels, équipements et intrants agricoles ;
- former et renforcer la capacité des femmes et les jeunes à l'appropriation des techniques innovantes en lien avec l'agriculture ;
- faciliter l'accès à la propriété des aménagements hydro-agricoles aux femmes et jeunes.

Tableau 1 : Gap à combler/ équiper les femmes et les jeunes en matériels, équipements et intrants agricoles :

	DNGR : Prog 2.088 (Aménagement et Equipement Rural)				DNA : Prog 2.087 (Appui au Monde Rural)			
	Femmes	Hommes	Total	%	Femmes	Hommes	Total	%
Dotation des femmes en équipements attelés	161	69	230	70	-	-	-	-
Dotation des Sociétés coopératives des femmes en équipements	18		18	100	-	-	-	-
Dotation en magasins de stockage	6		6	100	-	-	-	-

Commentaire : les dotations prévisionnelles porteront sur les équipements attelés, les équipements simples et les magasins de stockage au bénéfice des femmes et les chiffres de ces prévisions sont respectivement 161, 18 et 6. Ces dotations prévisionnelles sont le gap à combler pour l'exercice 2026.

Tableau 2 : Gap à combler/ former et renforcer la capacité des femmes et les jeunes à l'appropriation des techniques innovantes en lien avec l'agriculture :

	DNGR : Prog 2.088 (Aménagement et Equipement Rural)				DNA : Prog 2.087 (Appui au Monde Rural)			
	Femmes	Hommes	Total	%	Femmes	Hommes	Total	%
Formations de renforcement de capacités des femmes et jeunes	1247	839	2086	59,77	22 961	14 916	37 877	60, 62
Formation des agropasteurs sur les Champs Ecoles					2 351	1 567	3 918	60

Agropastoraux (CEAP)								
Appuyer la mise en œuvre des projets de production horticole sous serre					88	22	110	80
Fournir de l'assistance technique aux promoteurs d'entreprise de production végétale et de transformation des produits agricoles					30	45	75	40
Appuyer la gestion et l'exploitation des infrastructures de stockage, de conditionnement et de commercialisation des fruits et légumes réalisées par le PCDA (Pôles de commercialisation de mangue à Bamako, de mangue et de pomme de terre à Sikasso, d'échalote oignon à Niono)					2000	1000	3000	67
Mettre en œuvre le Projet de Développement des Chaînes de valeurs horticoles (PDCVH)					169 000	13135000	304 000	56

Commentaire : les chiffres ci-dessus donnent la situation du gap à combler pour l'exercice 2026 dans le cadre de la formation et le renforcement des capacités des femmes et des jeunes à

l'appropriation des techniques innovantes en lien avec l'agriculture (Formation des agropasteurs sur les Champs Ecoles Agropastoraux (CEAP). Aussi, les gaps à combler en terme d'appui à la mise en œuvre des projets de production horticole sous serre ainsi que la fourniture de l'assistance technique aux promoteurs d'entreprise de production végétale et de transformation des produits agricoles...) sont ressortis dans le tableau ci-dessus.

Tableau 3 : Gap à combler / la facilité l'accès à la propriété des aménagements hydro-agricoles aux femmes et jeunes :

	DNGR : Prog 2.088 (Aménagement et Equipement Rural)				DNA : Prog 2.087 (Appui au Monde Rural)			
	Femmes	Hommes	Total	% Femmes	Femmes	Hommes	Total	% Femmes
Réalisation de 745 ,5 ha de nouveaux aménagement hydroagricole	2236	939	3175	70				
Réhabilitation de 142 ha d'aménagement Réhabilités	497	250	747	66				
Réalisation des Superficies/ha					314 302	1 350 410	1 664 712	18,88

Commentaire : les chiffres ci-dessus donnent la situation du gap à combler pour l'exercice 2026 dans le cadre de l'accès à la propriété des aménagements hydro-agricoles et la réalisation des superficies/ha et par spéculations aux femmes et jeunes (réalisation de 745 ,5 ha de nouveaux aménagement hydroagricole, réhabilitation de 142 ha d'aménagement Réhabilités, réalisation des Superficies/ha).

XI. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre:

XII. Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau ;

a) Mesures spécifiques :

L'approbation des Documents de « Mali kura netaasira ka ben san 2063 ma » et de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024 2033 renforcent les missions déjà attribuées au Département et les réorientent vers une agriculture moderne, compétitive et respectueuse de l'environnement en vue de garantir la souveraineté alimentaire du pays,

d'améliorer les revenus des producteurs et faire du Mali une puissance agricole exportatrice, inscrite sur le pan d'une économie forte et avancée de la vision globale intitulée : « **LE MALI, UNE NATION SOUVERAINE ET UNIE DANS SA DIVERSITÉ CULTURELLE, UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE ET JUSTE, UN PAYS BIEN GOUVERNÉ ET SECURISÉ, UNE ECONOMIE FORTE ET AVANCÉE, UN NIVEAU DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ ET UN ENVIRONNEMENT DURABLEMENT PRÉSERVÉ** ».

Cette branche de la vision du renouveau Mali s'est inspirée des engagements, des mesures législatives et réglementaires qui orientaient les interventions publiques dans le secteur du développement rural au Mali soutenues par les projets et programmes et adossées sur les textes cadres suivants :

- ✓ la Loi d'Orientation Agricole (LOA) ;
- ✓ le plan de passage à l'approche sectorielle ;
- ✓ le Pacte ECOWAP/PDDA du Mali dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) ;
- ✓ la Politique de Développement Agricole (PDA) et son plan d'action le Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA).

Bien que le secteur agricole n'ait pas encore de mesures spécifiques de "Genre" formellement établies, les programmes du département de l'Agriculture prennent en compte les aspects liés au genre dans leur mise en œuvre.

Le département de l'Agriculture mettra en œuvre des mesures spécifiques pour le développement et la modernisation agricole, en tenant compte de la dimension "Genre" pour répondre aux nouveaux défis. Cela implique une approche intégrée qui considère l'impact des politiques agricoles sur les hommes et les femmes.

b) Evaluation des activités genre 2024

L'état d'exécution des résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère.

Tableau II.1 – Evolution/Evaluation des indicateurs genre

Programme 2.087 : Appui au Monde Rural

<i>Objectif 4 : Promouvoir et diversifier les filières Agricoles</i>						
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Unité</i>	<i>Périodes</i>			<i>Evaluation 2024</i>	
		<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>Prévisions</i>	<i>Réalisations</i>
<i>Nombre de filières enregistrées</i>	<i>Nombre</i>	<i>5</i>	<i>4</i>	<i>10</i>	<i>1</i>	<i>0</i>
<i>Nombre d'infrastructures de stockage construites</i>	<i>Nombre</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>20</i>	<i>4</i>

De l'analyse du tableau ci-dessus il ressort qu'aucune filière prévue n'a pu être enregistrée à cause de la faiblesse de la mobilisation des dotations inscrites à cet égard.

Quatre (04) infrastructures de stockage ont été créés et mises à la disposition en partie des femmes.

Programme 2.088 : Aménagement et Equipement Rural

<i>Objectif 1 : Aménager progressivement les terres dans les zones recelant d'importantes potentialités hydro agricoles (PI, PM, PIV, Bas-fonds, Pistes Agricoles)</i>						
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Unité</i>	<i>Périodes</i>			<i>Evaluation 2024</i>	
		<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>Prévisions</i>	<i>Réalisations</i>
<i>Nouvelles superficies aménagées</i>	<i>ha</i>	<i>17 325</i>	<i>17 325</i>	<i>17 325</i>	<i>10 000</i>	<i>2582,32</i>
<i>Superficies réhabilitées</i>	<i>ha</i>	<i>3 465</i>	<i>3 465</i>	<i>3 465</i>	<i>2 000</i>	<i>1587,75</i>
<i>Objectif 2 : Moderniser et augmenter le niveau d'équipements des producteurs</i>						
<i>Nombre d'exploitations agricoles équipées (Attelés)</i>	<i>Nombre</i>	<i>30</i>	<i>30</i>	<i>30</i>	<i>30</i>	<i>358</i>
<i>Nombre d'exploitations agricoles équipées (Motorisées)</i>	<i>Nombre</i>	<i>30</i>	<i>214</i>	<i>214</i>	<i>300</i>	<i>113</i>
<i>Nombre de magasins mis à la disposition des producteurs</i>	<i>Nombre</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>4</i>	<i>10</i>

Les superficies réalisées au cours de la campagne 2024 par le programme 2.088 sont nettement inférieurs aux prévisions (9600 ha), cela s'explique par le faible niveau de mobilisation des ressources budgétaires prévues. Il en est de même pour les études qui devraient permettre aux EPA de préparer de nouveaux portefeuilles d'investissements pouvant contribuer à la solidification de leur autonomie financière.

c) Exécution financière des activités genre 2024

Tableau II.2 – Exécution financière en année 2024 par objectif

L'état d'exécution financière des objectifs sensibles au genre identifiés dans le Ministère. Exemple (il peut y avoir plusieurs programmes et/ou plusieurs objectifs mais seuls ceux sensibles au genre sont repris) :

Programme 2.087 Appui au Monde Rural

<i>Objectif spécifique</i>	<i>Exécution financière</i>			
	<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>

<i>Promouvoir et diversifier les filières Agricoles.</i>	326 114	247 988	78 126	76,04
<i>Total</i>	326 114	247 988	78 126	76,04

Le niveau d'exécution financière des dépenses en vue de l'atteinte de l'objectif spécifique susmentionné est satisfaisant.

Il convient de noter que l'objectif a un lien indirect avec l'égalité genre.

Programme 2.088 Aménagement et Equipement Rural

<i>Objectifs spécifiques</i>	<i>Exécution financière</i>			
	<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>
<i>Aménager progressivement les terres dans les zones recelant d'importantes potentialités hydro-agricoles (PI, PM, PIV, Bas-fonds, Pistes Agricoles...)</i>	60 317 538	18 015 215	42 302 323	29,87
<i>Moderniser et augmenter le niveau d'équipements des producteurs</i>	4 332	2 612	1 720	60,29
<i>Total</i>	60 321 870	18 014 827	42 304 043	29,87

Le taux d'exécution financière en vue de la réalisation des objectifs spécifiques est globalement insatisfaisant. Cela s'explique par la faiblesse des ouvertures de crédits et l'absence de capitalisation des dépenses exécutées en dehors du système informatique PRED en ce qui concerne les projets bénéficiaires des financements extérieurs.

Tableau II.3 – Exécution financière 2024 par détails des activités

L'état d'exécution financière des activités sensibles au genre identifiées dans le RAP du ministère.

En milliers de francs CFA

<i>Intitulé de l'activité</i>	<i>Lien avec égalité de genre (direct/indirect)</i>	<i>Exécution financière 2024</i>			
		<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>
Projet de Développement des Filières Horticoles (PDFH)	<i>Indirect</i>	650 000	142 500	507 500	21,92
Agence Aménagement Terres Fourniture Eau Irrigation	<i>indirect</i>	552 500	49 575	502 925	8,97
Projet Appui reg. Initiative irrigat° au Sahel pour le Mali (PARIIS)	<i>indirect</i>	777 000	579 678	197 322	33,17
Projet DVPT. Agriculture Zone Aride du Mali	<i>indirect</i>	12 422 000	4 120 000	8 302 000	33,17

Projet Amenag. Proximité Renforc. Resilience Comm. Chang. Clim.	<i>indirect</i>	680 000	12 931	667 069	1,90
Projet N'Debougou phase IV	<i>indirect</i>	5 000 000	2 317 000	2 683 000	46,34
Projet d'Appui Initiative Irrigation Sahel Mali (PAIS- MALI)	<i>indirect</i>	665 000	87 000	578 000	13,08
Programme Développement Irrigation Basin du Bani à Selingué (PDI-BS) PHASE II	<i>indirect</i>	1 500 000	558 875	941 125	37,06
Nouveau Projet Action (Kayes, Koulikoro, Dioila Payes Dogon)	<i>indirect</i>	4 750 000	459 630	4 290 370	9,68
Projet Urgence Production et Sécurité Alimentaire & Nutritionnelle (PUPSAN)	<i>Indirect</i>	3 154 000	168 000	2 986 000	5,33
Projet (PAE-IPRO)	<i>indirect</i>	2 000 000	0	2 000 000	0
Projet d'Appui au Renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB)	<i>indirect</i>	4 628 000	0	4 628 000	0
Projet Renf. Sécu Alimentaire Irrigation Proximité KAARTA/SEFETO (PRSAIP/KS)	<i>indirect</i>	480 989	38 727	442 262	2,42
Programme Résilience Système Alimentaire Afrique de l'Ouest (FSRP-Mali)	<i>indirect</i>	7 415 000	1 701 000	5 714 000	22,94
Projet Aménagement des Terres / ATI	<i>indirect</i>	200 000	25 176	174 824	12,59
Travaux Aménagement 250 HA PLAINE TOGOBERE	<i>indirect</i>	300 000	0	300 000	0
Projet Développement Rural SOKE 1 (PADER-S1)	<i>indirect</i>	650 000	0	650 000	0
Total		45 824 489	10 260 092	35 564 397	22,39

III. Planification et budgétisation des actions genres:

b) Budget genre existant

Les tableaux ci-dessous présentent un « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre (Tableau III.1a), ou un lien indirect (Tableau III.1b).

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Un « budget genre ciblé », qui trace les allocations budgétaires ciblant directement l'égalité de genre dans le budget (lien direct avec l'égalité de genre) - telles que par exemple les allocations budgétaires d'actions exclusivement destinées à la scolarité des filles.

En milliers de francs CFA

Intitulé de l'activité	Exécution 2022	Budget 2023	Prévisions		
			2024	2025	2026
Programme X					
Action X					
Activité X					
...					
TOTAL					

Il n'y a pas de dépenses spécifiques ciblant directement l'égalité de genre.

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

Un « budget genre indirect », qui trace les allocations budgétaires ayant un lien indirect avec l'égalité de genre, par exemple des projets avec composantes ou indicateurs de genre.

En milliers de francs CFA

Intitulé de l'activité	Exécution 2022	Budget 2023	Prévisions		
			2024	2025	2026
Programme 2.087					
Action 03 Diversification des filières Agricoles					
Projet de Développement des Filières Horticoles (PDFH)	700 000	700 000	700 000	738 080	820 079
Programme 2.088					
Action 01 Aménagement, réhabilitation et équipement des terres agricoles					
CONTRAT PLAN/ETAT, ADRS/ et Exploitants Agricoles	400 000	400 000	300 000	350 000	350 000
PROJET APPUI REG. INITIATIVE IRRIGAT° AU SAHEL POUR LE MALI (PARIIS)	-	-	777 000	500 000	500 000
PROJET DVPT. AGRICULTURE ZONE ARIDE DU MALI	-	-	12 422 000	-	-
Projet Amenag. Proximité Renforc. Résilience Comm. Chang. Clim.	700 000	800 000	500 000	300 000	300 000
Projet N'Debougou PHASE IV	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Nouveau projet action (Kayes, Koulikoro, Dioila Payes Dogon)	-	-	4 750 000	4 750 000	4 750 000

Projet Urgence Production et Sécurité Alimentaire & Nutritionnelle (PUPSAN)	-	-	3 154 000	-	-
Projet (PAE-IPRO)	-	-	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Projet d'Appui au Renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB)	-	-	4 628 000	4 628 000	4 778 000
Projet Renf. Sécu Alimentaire Irrigation Proximité KAARTA/SEFETO (PRSAIP/KS)	-	-	1 598 750	1 598 750	1 750 000
Programme Résilience Système Alimentaire Afrique de l'Ouest (FSRP-Mali)	-	-	7 415 000	7 415 000	2 283 000
Projet Aménagement des Terres / ATI	200 000	170 000	200 000	179 248	199 161
Travaux aménagement 250 HA plaine TOGOBERE	640 000	640 000	300 000	674 816	749 787
Projet Développement Rural SOKE 1 (PADER-S1)	640 000	640 000	650 000	674 816	749 788
Contrat Plan Etat Office Niger Exploitants Agricoles	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Projet d'Appui Initiative Irrigation Sahel Mali (PAIS-MALI)	127 000	127 000	665 000	665 000	665 000
Programme Développement Irrigation Bassin du Bani à Selingue (PDI-BS)	1 700 000	1 700 000	1 500 000	1 000 000	1 000 000
Programme National d'Irrigation de proximité	-	-	-	400 000	400 000
TOTAL	15 107 000	15 107 000	51 559 750	35 873 710	31 294 815

Les dépenses ayant des liens indirects avec le genre a progressivement diminué de 2024 à 2026. Cela s'explique par la faiblesse des dotations allouées aux différents projets issus des programmes 2.087 et 2.088.

Tableau III.2 - Effectifs du ministère sexo-désagregés

Tableau présentant une répartition sexo-désagregée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émerge sur le Budget National (BCS)

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	01	01		0%
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	01	01		0%
Conseillers Techniques	05	03	02	40%
Personnel service courrier				
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	02	01	01	50%
Chargés de Mission	05	04	01	20%
Attaché de Cabinet	01	01		0%
Secrétaire Particulier Ministre				
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	05	03	02	40%
Directeurs nationaux Adjoints	05	05	0	0%
Chefs de Division	12	09	03	25%
Chefs de section	21	15	06	28,57%
Chargés de dossier	32	07	25	78,12%
4.2. Directions Générales				
Directeur Général	13	13	0	0%
Directeur Général Adjoint	12	12	0	0%
Sous-Directeur				
Chefs de Division	18	18	0	0%
Chefs de section	47	33	12	25,57%
Chargés de dossier	52	43	09	17,30%
Personnel service courrier	01	00	01	100%
4.3. Personnel EPA	583	442	141	24,18%
4.4. Personnel EPST	366	254	112	30,60%
5. Directions Régionales et services rattachés	941	725	216	22,95%
6. Services locaux	170	115	55	32,35%
Total	2 294	1 708	586	25,54%

Le tableau ci-dessus retrace la situation du personnel qui émerge sur le Budget national. Les hommes occupent la majorité des postes de responsabilités. En effet, ils représentent 74,45% des postes de responsabilité au sein du Département.

IV. Perspectives :

L'intégration d'une approche "Genre" est crucial pour relever les défis actuels tels que l'**accessibilité** des femmes et jeunes aux matériels, équipements et intrants agricoles, l'**organisation** et la formation des femmes et jeunes aux techniques innovantes en lien avec l'agriculture, l'**amélioration** des infrastructures socio-économiques de base pouvant améliorer les conditions de vie des femmes, le **renforcement** des capacités en lien avec le genre pour faire face aux nuisibles des

cultures et récoltes en vue d'une meilleure protection de leurs récoltes et **la mise** à la disposition des femmes et jeunes les aménagements hydro-agricoles.

Compte tenu de cette dynamique, la politique stratégique "Genre" et l'audit "Genre" du sous-secteur de l'Agriculture pourraient être élaborés et mis en œuvre dans les prochaines années de manière participative et inclusive dans le but de promouvoir les droits et autonomisation des femmes.

V. Recommandations :

Le secteur de l'Agriculture est placé sur le pan d'une Economie forte et avancée dans la vision basée sur le scénario du renouveau « Mali Kura » qui veut disposer d'une agriculture moderne, compétitive et respectueuse de l'environnement en vue de garantir la souveraineté alimentaire du pays, d'améliorer les revenus des producteurs et faire du Mali une puissance agricole exportatrice. Pour être en phase avec cette vision, les recommandations ci-après doivent conduire à l'atteinte des objectifs de « Mali kura netaasira ka ben san 2063 ma » et de la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement durable (SNEDD) 2024 2033 :

- diligenter l'élaboration de l'arrêté de mise en application de la Loi sur le foncier agricole ;
- mettre en place un mécanisme formel de renforcement des capacités des femmes dans le domaine entrepreneuriat Agricole ;
- mettre en place un mécanisme d'intégration dans la fonction publique des étudiantes meilleures des Centres d'Apprentissage Agricoles et les autres établissements Agricoles ;
- assurer le financement et l'opérationnalisation des comités sectoriels genre des structures centrales et déconcentrées du ministère de l'agriculture ;
- élaborer et financer la stratégie genre du ministère de l'agriculture et son plan d'action ;
- faciliter l'accès aux ressources : assurer que les femmes aient un accès égal à la terre aux crédits et aux intrants agricoles ;
- former et renforcer les capacités : offrir des programmes de formation spécifiques pour les femmes afin d'améliorer leurs compétences en agriculture et en gestion des entreprises agricoles ;
- soutenir les initiatives féminines : encourager et soutenir les projets agricoles dirigés par des femmes notamment dans le domaine de récupération des terres dégradées ;
- sensibiliser et assurer les plaidoyers : mener des campagnes de sensibilisation pour changer les perceptions et les attitudes envers les femmes dans l'agriculture ;
- adopter, vulgariser et veiller à l'application des textes en tenant compte des spécificités des femmes et des filles ;
- améliorer l'accès des femmes à l'éducation et à la formation professionnelle et inclusive en prenant en compte les nouvelles technologies de l'information dans le secteur agricole ;
- éliminer les contraintes qui nuisent au bien-être social et économique des femmes ;
- promouvoir des infrastructures de stockage de transformation et commercialisation des produits agricoles ;
- organiser des groupements de femmes du secteur agricole (FENAFER, ASPROFER);
- faciliter l'accès des femmes aux ressources énergétiques en qualité, quantité et au moindre coût et l'ouverture du marché de l'énergie rurale aux femmes (Énergies tirées du soleil, du vent, de la biomasse, du bois d'énergie, des combustibles et technologies alternatifs, etc.);

- mettre en œuvre la stratégie de planification et de budgétisation sensible au genre du secteur agricole et l'accès des femmes aux opportunités et aux métiers de l'Agriculture;
- promouvoir la création des entreprises féminines dans le domaine agricole.

CONCLUSION :

Les écarts entre les garçons et les filles, les hommes et les femmes sont encore importants dans les domaines stratégiques entre autres le domaine Agricole. Dans les zones rurales où les femmes et les jeunes constituent les moteurs de l'épanouissement de l'économie nationale à partir du secteur primaire, la grande problématique réside dans l'accès aux facteurs de production comme la terre Agricole de manière équitable, les opportunités de création d'entreprises transformatrices locales, les technologies et techniques d'énergies renouvelables ou efficaces pour le renforcement de la résilience et l'accroissement de la productivité agricole. Les mesures correctives aux écarts cités contribueront à la bonne prise en compte du genre pour le secteur.

MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

Introduction : présentation du ministère

Le Ministère De l'Elevage et de la Pêche est chargé de préparer et mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Elevage et de la Pêche. A ce titre il est chargé de :

- a) améliorer la production halieutique, aquacole et animale, l'acquisition des intrants d'élevage et pêche.
- b) améliorer les conditions de vie des producteurs à la diversification et l'organisation des filières de production, appui à la commercialisation etc...

L'importance de ces activités en ce qui concerne l'égalité de genre tient au rôle important que jouent les femmes dans le secteur de l'élevage et de la pêche. Ce rôle est reconnu mais des progrès importants restent à faire afin de mieux appuyer les femmes à le remplir plus pleinement.

Présentation du Ministère

Le Ministre de l'Elevage et de la Pêche prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Elevage et de la Pêche.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes:

- l'accroissement de la production et de la productivité pastorale et aquacole en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires ;
- la vulgarisation des techniques modernes de production animale ou aquacole ;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs ;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production animale ;
- l'organisation, la diversification et la modernisation des filières et des circuits de commercialisation des productions animales et aquacoles, en rapport avec le ministre chargé du Commerce ;
- la contribution au développement et à la sécurisation de l'emploi rural salarié ;
- la gestion des espaces pastoraux en rapport notamment avec les ministres chargés des affaires foncières, de l'administration territoriale et de l'aménagement du territoire;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans les domaines de l'Elevage et de la Pêche ;
- la prévention et la lutte contre les maladies animales.

I. Enjeux et gaps à combler :

Le Ministère de l'Elevage et de la Pêche est confronté à un certain nombre de défis en matière du genre parmi lesquels on peut citer :

- a) **Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département.**
 - le faible accès des femmes aux intrants élevage et pêche subventionnés ;

- l'insuffisance dans la prise en compte des besoins des groupes vulnérables (femmes jeunes) lors de la réalisation et la gestion des infrastructures pastorales et halieutique ;
- les difficultés d'encadrement et de suivi, l'insuffisance du système d'appui conseil des femmes au niveau local due au manque de moyens matériels, financiers et humains ;
- le faible niveau de formation des femmes évoluant dans les domaines de l'élevage et de la pêche ;
- la forte vulnérabilité des femmes et de jeunes face aux aléas climatiques et aux crises sociale ; l'insécurité dans les régions du centre et du nord affectant les activités d'élevage et de la pêche, principales sources de revenus des femmes de ces localités ;
- l'insuffisance dans le renforcement de capacités institutionnelles en genre du Ministère (mise en place d'une cellule genre au niveau du département) ;
- l'impact négatif en particulier sur les femmes de la maîtrise insuffisante des problèmes environnementaux (mauvaise utilisation des cours d'eau et pâturages, insalubrité) engendrant la dégradation du cadre de vie ;
- La disponibilité encore limitée de statistiques et données de performance désagrégées par genre ;
- L'insuffisance de financement d'activités ciblant directement les inégalités de genre dans les actions et programmes du Ministère de l'Elevage et de la Pêche.
- Combler le déficit alimentaire et nutritionnel.

b) Les Gaps à combler

- Faciliter l'accès des femmes aux intrants d'élevage et pêche subventionnés en appliquant les textes en vigueur ;
- prendre en compte des besoins des groupes vulnérables (femmes jeunes) lors de la réalisation et la gestion des infrastructures pastorales et halieutique ;
- encadrer et appuyer les femmes au niveau local en matériels, financiers et humains ;
- former les femmes aux techniques dans les domaines de l'élevage et de la pêche ;
- renforcer la résilience des femmes et de jeunes face aux aléas climatiques et aux crises sociale ;
- opérationnaliser les comités et institutions en genre du Ministère de l'Elevage et de la Pêche ;
- maîtriser les problèmes environnementaux (mauvaise utilisation des cours d'eau et pâturages, insalubrité) engendrant la dégradation du cadre de vie ;
- rendre disponible les statistiques et données de performance désagrégées par genre ;
- augmenter l'apport nutritionnel de la femme

II. Mesures ou stratégies de réduction des inégalités liées au genre :

Le Ministère de l'Elevage et de la Pêche à travers ses services déconcentrés, ses projets et programmes met en œuvre plusieurs stratégies de réduction des inégalités liées au genre.

a) Mesure spécifiques :

Les structures centrales/services rattachés et leurs démembrements au niveau régional et local réalisent des activités de renforcement des capacités des groupes vulnérables (femmes et les jeunes) pour réduire les inégalités liées au genre à travers :

- ✓ les formations dans les différents domaines de l'élevage et de la pêche,
- ✓ les dotations en équipement d'élevage et de la pêche ;

- ✓ la réalisation des infrastructures l'élevage et pêche en prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et des jeunes.
- ✓ la mise en œuvre d'activités de protection phytosanitaire et de santé animale

Les projets/programmes du département procèdent à l'intégration de la dimension genre depuis la conception en précisant le pourcentage de jeunes et de femmes à atteindre pendant la mise en œuvre du projet/programme.

II.1. Réalisations des activités liées indirectement à la réduction des inégalités de genre

Tableau : réalisation des activités 2024

Structures	Activités réalisées en 2024	Nombre Femmes bénéficiaires
	Promotion de la Filière bétail/viande	
P. 2.090	Le recrutement de trois (03) centres de formation professionnelle pour la formation des 270 jeunes et femmes sur différents métiers porteurs en milieu pastoral.	270
	La formation et le financement de la première vague des bénéficiaires des AGR, (540 bénéficiaires sélectionnés dont 81% de femmes et 19% d'hommes dont 400 jeunes de 18 à 24 ans dans les régions de Koulikoro, Ségou et Sikasso).	400
	La formation de 21 enquêteurs, 21 suppléants et 15 contrôleurs participants dont une femme enquêtrice et une suppléante sur la méthodologie de collecte des données sur les marchés à bétail à Ségou.	1
	La formation de 197 participants dont 38 femmes en trois (03) sessions sur l'utilisation du SIM-B.	38
P. 2.091	Promotion pêche et Aquaculture	
	<i>Pour faciliter l'accès aux intrants, le gouvernement a accordé la subvention de 30% sur 2 158 tonnes d'aliments et Réalisations 2023 (T) 30 074 200 alevins, la valeur de cette subvention s'élève à 2 594 624 530 FCFA à la charge de l'Etat , 1 530 bénéficiaires dont 340 femmes).</i>	340
	La formation de 100 producteurs dont 15 femmes et 50 agents de la DNP dont 10 femmes en technique de reproduction artificielle ;	10
	La formation de 400 producteurs dont 50 femmes en fabrique d'aliment poisson.	50

III. Planification et budgétisation des actions genre pour 2024-2025

Tableau III.1b Budget genre (dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre)

Programme/Objectif	Exécution	Budget	Prévisions		
Action					
Détail	2024	2025	2026	2027	2028
<u>Programme 2.090:</u>					
Intensification des activités d'embouche et organisation de vente	97 871	97 871	113 169	113 169	113 169

promotionnelles d'animaux à l'occasion des fêtes religieuses					
Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de femmes et jeunes en unités wassaché et intrants, construction de poulaillers améliorés)	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
Installation de jeunes pour la production de poulets de chair	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
Appui aux producteurs	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
Etude de Développement et de Valorisation de la production laitière au Mali (PRODEVALAIT II)	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000
Installation des jeunes pour la production d'œufs de consommation	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
<u>Programme 2.091:</u>					
Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacoles (PQAA 2016-2020)	150 000	150 000	250 000	250 000	250 000
Approvisionnement en glace de conservation des producteurs (Agence Central Poisson de Bamako)	91 500	91 500	91 500	91 500	91 500
Appui à l'installation et à l'organisation des producteurs	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Appui conseil pour le stockage et conservation du poisson frais	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Renforcement des capacités de l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur du Niger (ODPA-DIN)	152 000	152 000	152 000	152 000	152 000
Appui à l'amélioration de la pisciculture (Alevins)	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
<u>Programme 2.092:</u>					
Organisation de la campagne de vaccination contre la PPCB	200 000	200 000	475 000	475 000	475 000
<u>Total</u>	30 388 233	30 388 233			

Tableau III.2 - Effectifs du ministère de l'élevage et de la pêche sexo-désagregés

Tableau présentant une répartition sexo-désagregée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émerge sur le Budget National (BCS)

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0%
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0%
Conseillers Techniques	5	3	2	40%
Personnel service courrier	6	1	5	83%
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0%
Chargés de Mission	5	3	2	40%
Attaché de Cabinet	1	1	0	0%
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100%
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	3	3	0	0%
Directeurs nationaux Adjoints	12	11	1	8,33%
Chefs de Division	13	12	1	7,69%
Chefs de section	5	5	0	0%
Chargés de dossier				
Personnel service courrier	316	225	91	28,79%
4.2. Directions Générales				
Directeur Général				
Directeur Général Adjoint				
Sous-Directeur				
Chefs de Division				
Chefs de section				
Chargés de dossier				
Personnel service courrier				
4.3. Personnel EPA				
4.4. Personnel EPST				
5. Directions Régionales et services rattachés				
6. Services locaux				
Total				

IV. Perspectives :

Le Ministère de l’Elevage et de la Pêche mène de nombreuses activités qui ont le potentiel de contribuer directement ou indirectement à réduire les inégalités de genre, le département doit revoir les objectifs et les indicateurs des programmes afin de les rendre plus sensibles au genre.

- L’analyse sur la classification (catégorisation) des dépenses genre dans le DPPD PAP.
- Elaborer Audit Genre du département ;
- Elaborer un plan d’Action Genre du département ;
- Renforcer les capacités des responsables et acteurs de développement du MEP en Genre et développement égalité des sexes et des chances ;
- Elaborer une stratégie de communication genre au département ;
- Constituer une Base de données selon le sexe du MEP ;
- Appliquer le genre au niveau de recherche et de la formation des écoles du de secteur de l’élevage et de la pêche ;
- Veiller à l’application de la politique genre au département ;
- Le MEP et le comité chargé du rapport genre a besoin d’un appui technique et financier pour leur renforcement de capacités à bien cerner le genre dans sa dimension liée aux dépenses pour réduire l’inégalité de genre à travers les activités du département.

V. Recommandations :

- Mise en œuvre de la classification (catégorisation) des dépenses genre dans le DPPD PAP.
- Mise en œuvre de l’Audit Genre du département ;
- Mise en œuvre d’un Plan d’Action Genre du département ;
- Elaborer une stratégie de communication genre au département ;
- Constituer une Base de données selon le sexe du MEP ;

VI. Conclusion :

Les sous-secteurs de l’Elevage et de la Pêche contribuent de manière significative à l’accroissement du PIB, à l’amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et à la création d’emploi.

Le faible statut social des femmes et le déficit de soutien à leurs besoins et intérêts spécifiques a grandement limité leur capacité à pouvoir sortir de la pauvreté et a entraîné des pertes de gains de productivité dans les économies locales.

MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

INTRODUCTION : présentation du ministère

En 2024, 59,2% de la population en âge de travailler sont employés dont 78,3% pour les hommes et 42,4% les femmes, soit un écart de 35,9 points de pourcentage entre les deux. Le taux d'emploi a légèrement baissé de 2022 à 2024. Il est passé de 60,9% en 2022 à 59,2% en 2024. En revanche, pendant les mêmes périodes, ce taux a connu une hausse chez les hommes de 76,8% en 2022 à 78,3% en 2024, selon les rapports emplois de l'ONEF à partir des données de (EMOP 2022-2024). Le taux combiné du chômage et du sous-emploi lié au temps de travail au Mali est de 15%. Les femmes d'une manière générale ont un taux beaucoup plus élevé que les hommes, soit en moyenne 23,7% contre 9,5%. Ces chiffres illustrent l'inégalité entre les sexes et leur rapport au sous-emploi, (EMOP 2024).

Le taux combiné du chômage, du sous-emploi lié au temps de travail et de la main-d'œuvre potentielle s'établi en moyenne à 16,8% et se désagrège en des pourcentages de 26% de femmes et de 10,8% chez les hommes. La durée moyenne de chômage est estimée à 2,3 années en 2024. Il n'y a pas de différence entre la durée moyenne de chômage des hommes et celle des femmes, contrairement aux années antérieures, où les femmes avaient tendance à durer plus dans le chômage que les hommes.

En 2024, le taux de participation au marché de travail, autrement la part de la population de main d'œuvre sur la population en âge de travailler était de 62%. Près de 38% de cette population était hors de la main-d'œuvre c'est-à-dire des personnes en âge de travailler qui ne sont ni en emploi, ni au chômage. Cette catégorie est particulièrement plus fréquente au sein de la population féminine, soit 76,2% de la population hors main d'œuvre. En effet, 54,6% des femmes en âge de travailler se trouve dans la population hors main-d'œuvre pendant que cette proportion n'est que de 19,3% chez les hommes.

Le chômage touche particulièrement les jeunes (15-35 ans) qui représentent environ 89% des chômeurs dont plus de la moitié (58,2%) se situe dans la tranche d'âge 15-24 ans. Les jeunes femmes aussi bien que les jeunes hommes sont tous touchés par le phénomène du chômage avec 89,9% et 88,4% des chômeurs qui ont au plus 35 ans.

I.Présentation du Ministère

Le ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la promotion et le développement de la culture entrepreneuriale ;
- la facilitation de l'accès aux sources de financement et aux marchés publics au profit des jeunes entrepreneurs ;
- la définition de la politique d'emploi et de lutte contre le chômage et le sous-emploi ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre des actions et mesures destinées soit à préserver des emplois, soit à favoriser la création d'emplois ;
- le développement de la formation professionnelle et le renforcement des capacités des structures nationales de formation professionnelle en vue de répondre aux défis de

- l'intégration sous régionale et du renforcement de la compétitivité des entreprises nationales ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures visant l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre de mesures visant l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail.

II. Enjeux et gaps à combler en relation avec le genre

a) -Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

- développement et diversification des programmes de formation pour les personnes vulnérables (jeunes, filles, ...);
- mise en place des mesures incitatives en faveur des filles pour l'accès à la FP notamment dans les filières industrielles;
- promotion de l'Entrepreneuriat féminin;
- amélioration des pratiques d'accompagnement et d'accessibilité au financement.

b)-Les GAPS à combler

Les gaps à combler en relation avec le genre sont déclinés ci-après :

- assurer un financement adéquat des dispositifs d'apprentissage et de reconversion ;
- renforcer et diversifier les dispositifs contribuant à l'amélioration de l'employabilité des jeunes (dont les femmes);
- concevoir et mettre en œuvre une stratégie claire et ambitieuse de promotion de la culture de l'entrepreneuriat ;
- garantir l'accès universel à la formation professionnelle de qualité pour les filles ;
- susciter l'esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes filles dès leur bas âge (dans l'éducation et la formation professionnelle).

III. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre

a) Les mesures spécifiques

Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques nationales et sectorielles, le Ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à travers les agences, les projets et programmes a mené les actions spécifiques en 2024

A ce titre, nous avons :

- mise en place d'un programme de formation de 2 000 jeunes en installation et entretien des équipements photovoltaïques (dont 50% de femmes) ;
- mise en place d'un programme d'appui aux personnes en situation d'handicap dont 69 projets d'entreprise financé ;
- mise en place des espaces d'orientation jeunes.

b) L'évaluation des activités genre 2024

Tableau II.1 – Evolution/Evaluation des indicateurs genre 2024

Les quatre (04) indicateurs et cibles de l'objectif 2 « *Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi* » du cadre de performance du **Programme 2.033** n'ont pas de lien direct avec le genre, mais le système de suivi-évaluation permet d'avoir les cibles désagrégées.

Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emploi, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2024	
		2021	2022	2023	Prévisions	Réalisations
2.1 Taux d'évolution d'emplois créés par les projets / programmes et les structures des promotions d'emploi	<i>Taux</i>	-	-	-	14,79	8,33
2.2 Nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stages de formation Professionnelle et de stages de qualification	<i>Nbre</i>	2 624	2 323	2 625	2 330	2 770
2.3 Nombre de personnes formées en entrepreneuriat	<i>Nbre</i>	3 323	2 778	3 864	1 400	1 013
2.4 Nombre de personnes vulnérables soutenues et installées	<i>Nbre</i>	368	1 874	720	1 250	1 623

NB : les réalisations (cibles) compte-tenu dans le cadre de performance ont été alimentés par l'APEJ, l'ANPE et le projet FIER 2.

Au même titre en 2024, l'accent a été mis sur les programmes de stage de formation professionnelle avec un taux de réalisation de 118,88%.

Les principaux résultats obtenus en 2024 sont:

- **6 444** jeunes ont bénéficié des actions de développement de l'esprit d'entreprise :
 - ✚ **800** jeunes informés et sensibilisés sur l'entrepreneuriat dont **504** femmes, soit **63%** et **296** hommes, soit **37%**;
 - ✚ **663** jeunes formés en entrepreneuriat dans le cadre du partenariat APEJ/OIM dont **124** femmes, **18,70%** et **539** hommes, soit **81,90%** ;
 - ✚ **15** jeunes formés en entrepreneuriat dans le cadre du partenariat APEJ/FSDC4, dont **04** femmes, soit **26,66%** et **11** hommes, soit **73,33%** ;
 - ✚ **1 350** jeunes formés dans le cadre du partenariat APEJ/Lux-Dev dont **642** femmes, soit **47,50%** et **708** hommes, soit **52,50%**;
 - ✚ **3 616** bilans de compétences des jeunes réalisés dans le cadre du partenariat APEJ/Lux-Dev dans les Régions de Ségou, Sikasso et le District de Bamako, dont **1 686** femmes, soit **46,62%** et **1 930** hommes, soit **53,30%**.
- **Situation des femmes rurales insérées en 2024 par l'ANPE**
 - ✚ Les Activités réalisées pour les femmes en 2024 ont été le développement et la mise en œuvre de programmes d'insertion et d'installation en faveur de **650** femmes dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR) et des Très Petites Entreprises (TPE). Ces femmes sont en générale des femmes rurales, des filles déscolarisées et des veuves et orphelines.

➤ **Formation de la population active féminine financée par le FAFPA**

- ✚ 532 formés pour le secteur moderne, dont 136 femmes, soit 25,56% et 396 hommes, soit 74,44%;
- ✚ 1 776 formés pour le secteur non structuré, dont 1 078 femmes, soit 60,69% et 698 hommes, soit 39,30%.
- ✚ Dans le domaine du secteur non structuré, quinze (15) projets de formation pour un effectif de 438 bénéficiaires, constitués uniquement par les organisations féminines ont été financé pour un montant de 36 150 185 F CFA.

L'objectif 2 du **Programme 2.034 « Formation Professionnelle »** a un lien avec l'égalité de genre à travers son indicateur 2.2 '**Nombre de formateurs recrutés dont 30% de femme**'.

Objectif 2 : Améliorer la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2024	
		2021	2022	2023	Prévisions	Réalisations
2.2 Nombre de formateurs recrutés dont 30% de femme	<i>Nbre</i>	-	-	-	50	0

Les autres objectifs et indicateurs de ce programme n'ont pas de lien explicite avec l'égalité de genre, malgré leur importance potentielle à cet égard 'Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage', 'Développer les compétences des ressources humaines des secteurs productifs' et 'Elaborer les référentiels de formation et produire les outils et moyens pédagogiques didactiques'. Les données désagrégées existent pour certains indicateurs 'non genre'.

c) Exécution financière des activités genre 2024

Tableau II.2 – Exécution financière 2024 par objectif

Le département de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n'a pas d'objectif spécifiquement libellé genre dans ces programmes. Néanmoins les programmes opérationnels mènent des actions mesurant des dimensions genre pour les objectifs ci-dessous.

Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emploi, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises	7 452 000	4 612 020	2 839 980	61,89
Total	7 452 000	4 612 020	2 839 980	61,89

L'objectif affiche un taux d'exécution des dépenses de **61,89%**. Ce taux d'exécution est inférieur comparé à celui de 2023 (**90,80%**), s'explique par le niveau de crédits mis à disposition par rapport à la dotation.

Programme 2.034 « Formation Professionnelle »

Objectifs spécifiques	Exécution financière
------------------------------	-----------------------------

	<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>
Objectif 2 : Améliorer la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage	850 000	17 991	832 009	2,12
Total	850 000	17 991	832 009	2,12

L'écart entre la performance nulle de l'indicateur et l'exécution financière de l'objectif s'explique par l'existence de plusieurs indicateurs au niveau de l'objectif.

IV. Planification et budgétisation des actions genres (2026-2028)

a)-Budget genre existant

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

Ce tableau reprend les programmes du Ministère qui ont un lien avec le genre à travers la Politique Nationale Genre (PNG).

<i>Intitulé de l'activité</i>	<i>Exécution 2024</i>	<i>Budget 2025</i>	<i>Prévisions</i>		
			<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>2028</i>
Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi » (1)	5 001 796	8 124 008	7 080 192	5 878 462	6 372 277
Action : promotion de l'emploi et insertion des jeunes	4 612 020	7 452 000	6 610 184	5 622 053	6 101 613
Activité : Mise en œuvre des activités du projet FIER sur la contrepartie Nationale	48 094	150 000	150 000	150 000	150 000
Activité : Mise en œuvre des activités de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)	-	434 000	434 000	434 000	434 000
Activité : Mise en œuvre du programme de stage de formation professionnelle (Ex volontariat) et du stage de qualification professionnelle (dans le secteur privé)	2 467 181	1 600 000	2 467 181	2 467 181	2 467 181
Activité : Mise en œuvre des activités de sensibilisation et de formations en entrepreneuriat jeune	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Activité : Formation rapide et installation des femmes et PSH	0	70 000	50 000	50 000	50 000
Activité : Mise en œuvre des actions de soutiens aux personnes vulnérables	-	100 000	196 003	196 003	196 003
...					
Programme 2.034 « Formation Professionnelle » (2)	3 791 575	8 449 232	7 349 232	7 525 904	10 302 533

Action : Appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage/ Qualifiante et continue	2 931 933	7 885 861	16 905 861	6 923 592	9 576 952
Activité :Appui au financement des plans/projets de formation	-	2 729 000	2 729 000	2 729 000	2 729 000
Appui à l'équipement pédagogique	-	10 000	10 000	10 000	10 000
Activité :Organisation des sessions de formation des actifs (part des femmes)	-	-	-	-	-
Activité :Organisation de formations en culture d'entreprise	-	30 000	30 000	30 000	30 000
Action : Ingénierie de la formation	118 607	312 851	362 851	328 528	358 727
Activité : Élaboration de référentiels de formation	23 001	48 000	60 000	60 000	60 000
Activité : Adaptation/révision de programmes	-	-	40 000	40 000	40 000
...					
TOTAL= (1)+(2)	8 793 371	16 573 240	14 429 424	13 404 366	16 674 810

Les deux programmes ci-dessus du MENEFP contribuent directement à la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

Le premier, portant sur le cadre législatif et la promotion de l'emploi, a le potentiel de contribuer fortement à la mise en œuvre de l'Orientation stratégique 3 de la PNG « Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production » et aux axes d'intervention 3.1 « Meilleur équilibre dans l'accès des femmes et des hommes aux emplois de l'administration publique et du secteur privé », 3.2 « Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche) » et 3.3 « Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entreprenariat ».

Le second, portant sur la formation professionnelle, peut contribuer à la mise en œuvre de l'Orientation stratégique 2 de la PNG « Développement de capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation » et de l'axe d'intervention 2.1 « Amélioration de l'accès égal à l'éducation et à la formation ».

Des analyses genre approfondies de ces programmes permettraient de dégager des mesures additionnelles à celles déjà prises par le MENEFP pour renforcer son action en faveur de l'égalité de genre.

Tableau III.2b - Effectifs du ministère sexo-désagregés

NB : il s'agit du personnel qui émerge sur le Budget National

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	0	1	100
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0
Conseillers Techniques	5	4	1	20
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	17	9	8	47,05
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0
Chargés de Mission	5	3	2	40
Attaché de Cabinet	1	1	0	0
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100
4. Services Centraux				
Directions nationales et services Rattachés				
Directeurs nationaux	6	6	0	0
Directeurs nationaux Adjoints	4	4	0	0
Chefs de Division	10	3	7	70
Chefs de section	6	4	2	33,33
Chargés de dossier	22	11	11	50
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	16	5	11	68,75
4.1. Directions Générales				
Directeur Général	6	6	0	0
Directeur Général Adjoint	4	3	1	25
Sous-Directeur	1	1	0	0
Chefs de Division	4	4	0	0
Chefs de section	0	0	0	0
Chargés de dossier	5	4	1	20
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	6	5	1	16,66
4.2. Personnel EPA	15	13	2	13,33
4.3. Personnel EPST	37	32	5	13,51
4.4 Directions Régionales et services rattachés	119	92	27	22,68
4.5 services locaux	9	6	3	33,33
Total	302	218	81	26,82

Source : DRH-S

Au ministère de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la plupart des femmes fonctionnaires émergeant sur le budget national n'occupent pas de postes décisionnels. Au nombre de 81 sur un total de **302**, soit un taux de **26,82%** contre **33%** en 2024.

Il y a lieu de signaler que les femmes sont très peu représentées dans la sphère décisionnelle, il n'y a pas de femme aux postes de Directeurs Nationaux et Généraux, les femmes n'atteignent les 50%

qu'au poste d'appui. Il existe cependant de données manquantes. En effet, plusieurs postes prévus par les différents cadres organiques ne sont pas pourvus au sein des structures concernées.

Les Personnels contractuels qui émargeaient sur le budget national ont reçu des mutations dans les services personnalisés et ont fini par démissionner de la Fonction publique au profit desdits services. Cela explique pour l'essentiel, le manque de données sur les chargés de dossiers au sein des Directions générales.

V. Perspectives:

L'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie genre de FIER 2 qui sera basée sur une approche intégrale et transversale pour une prise en compte efficace des questions de genre dans la mise en œuvre des différentes composantes et activités du projet. Outre le caractère transversal de l'approche, FIER 2 développera des mesures de discrimination positive pour renforcer l'efficacité opérationnelle de la stratégie à travers des approches transformatives de genre qui se traduiront par :

- i) des dispositions particulières à l'endroit des jeunes filles de 15 à 18 ans pour soutenir et renforcer leur inclusion et pleine participation aux activités du projet qui leur sont dédiées ;
- ii) des facilitations favorisant la participation des femmes aux formations avec enfants à bas âge non encore sevrés par la prise d'un accompagnateur ;
- iii) la mise en place de nouveaux produits financiers spécifiquement adaptés aux activités des jeunes femmes/filles tels le crédit épargne-éducation, le crédit agricole femme rurale ou le crédit commercial femme rurale ;
- iv) des mesures de discrimination positive visant à valoriser et à réaliser le potentiel entrepreneurial des jeunes femmes/filles dans les filières agricoles où elles sont fortement présentes (bétail/viande, maraîchage, maïs, riz, aviculture, mil...) et dans les activités non agricoles ;
- v) des mécanismes de facilitation d'accès des jeunes femmes/filles aux équipements d'allégement des tâches dans la valorisation (transformation) de leur production ;
- vi) des mesures incitatives favorisant l'accès des jeunes femmes/filles et aux innovations techniques et technologiques dont la digitalisation.

VI. Recommandations :

- mettre en place une base de données permettant de consolider les actions menées par les agences, les projets et les programmes et l'étiquetage des actions genre ;
- appuyer le fonctionnement du Comité sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre en charge du suivi du plan d'actions de la PNG et de l'assistance des agences, projets/programmes dans la prise en compte du genre ;
- renforcer les capacités des cadres du ministère dans la planification et la budgétisation sensible au genre.
- renforcer les capacités des points focaux genre afin de disposer de données désagrégées en termes de formation professionnelle et insertion en mettant l'accent sur les évolutions ;
- mettre en place un plan de communication permettant une visibilité des actions du département en matière d'égalité de genre.

CONCLUSION

Le non atteint des objectifs fixés est imputable en partie au retrait des partenaires, aux difficultés liées à la mobilisation et à la mise à disposition de ressources financières.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Introduction :

Le rapport-genre du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) est élaboré conformément aux orientations de la politique budgétaire fixées par la lettre circulaire n°000983/MEF-SG du 08 avril 2025, fixant le cadre budgétaire pour 2026. Il est fondé sur l'obligation de rendre compte de la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets- programmes. Il recense ainsi les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes du Ministère qui contribue à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

En 2024, le contexte institutionnel, politique et macroéconomique a été marqué par : (i) l'institutionnalisation et l'opérationnalisation de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) ; (ii) le retrait du Mali de la CEDEAO et (iii) la tenue du Dialogue Inter malien pour la paix et réconciliation nationale.

L'année a également été caractérisée par une crise politique, institutionnelle et sécuritaire. Toutes ces crises viennent se greffer à une situation déjà défavorable en matière d'équité et d'égalité de genre. Les disparités relevées en la matière, avec un taux d'activité des femmes en nette décélération et un taux d'emploi qui peine à s'améliorer malgré les efforts consentis jusqu'à présent se sont accentuées.

Le présent Rapport Genre présente les réalisations de l'année 2024 et la planification pour la période 2025-2027. Il présente les engagements et réalisations du MEF en matière d'équité femmes/hommes. Il est une partie intégrale de l'information budgétaire élaborée par le département à travers le Projet Annuel de Performance (PAP) et leur Rapport Annuel de Performance (RAP).

Le Rapport sur le Budget Axé sur les Résultats tenant compte de l'aspect genre du MEF, aborde, sans première partie les enjeux genre et gaps à combler. La deuxième partie est dédiée aux mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre et la troisième partie met en exergue planification et la budgétisation des actions genre la période 2025-2027.

Présentation du Ministère

Le Ministère de l'Economie et des Finances est chargé de préparer et de mettre en œuvre la politique économique, financière et monétaire de l'Etat, conformément aux dispositions du décret n° 0474/PT-RM du 26 juillet 2021 fixant les attributions des membres du Gouvernement.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la coordination de la politique du Gouvernement en matière économique, financière et monétaire ;
- l'élaboration du cadre macro-économique de référence pour les politiques économiques à moyen et long termes ;
- l'élaboration de mesures visant à accroître les ressources de l'Etat et à améliorer l'efficacité de la dépense publique ;
- la prévision économique et le suivi de la conjoncture économique ;
- l'élaboration des statistiques économiques et financières et la réalisation d'études ;
- la préparation et l'exécution des lois de finances, du Budget d'Etat et des plans de trésorerie ;
- l'élaboration et l'application de la fiscalité et de la réglementation douanière ;
- l'approvisionnement régulier du pays en produits pétroliers ;
- la tutelle financière des collectivités locales et des organismes publics bénéficiant d'un concours de l'Etat ;
- le contrôle financier des services et organismes publics ;
- le renforcement de l'intermédiation financière et la promotion de l'inclusion financière ;

- le suivi et le contrôle des banques, des établissements financiers et de crédits, des systèmes financiers décentralisés et des compagnies d'assurances ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application de la réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;
- la tenue de la comptabilité publique ;
- la gestion de la dette publique ;
- la gestion du portefeuille et des participations financières de l'Etat ;
- la centralisation, l'étude et la mise en forme des programmes et projets d'investissement proposés par les départements ministériels ;
- l'appui à la mobilisation des financements relatifs aux programmes et projets retenus auprès des partenaires au développement et le suivi de leur mise en œuvre, en liaison avec les ministres concernés et le ministre chargé de la coopération internationale ;
- la participation à l'évaluation des programmes et projets inscrits dans le programme d'investissement de l'Etat et bénéficiant du concours de fonds d'origine extérieure ;
- le développement de la statistique et la mise en cohérence des statistiques sectorielles relatives à la situation économique et sociale du pays ;
- le suivi de l'évaluation, de la sélection et du pilotage des projets de partenariat public- privé;
- la participation à la lutte contre la délinquance financière et le blanchiment d'argent ;
- la mobilisation de financements en faveur du développement de la recherche scientifique ;
- la préparation et l'exécution du budget d'Etat ;
- la préparation et l'exécution des plans de trésorerie de l'Etat ;
- le contrôle financier de l'Etat sur les services publics et régies ;
- la tutelle financière sur les organismes personnalisés et les collectivités territoriales ;
- la conception et la mise en œuvre de la politique et de la législation des marchés publics ;
- la collecte, le traitement et l'analyse des données statistiques dans le cadre de la mise en œuvre du suivi-évaluation du schéma directeur (SDS).

I. Enjeux et gaps à combler :

a). Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

Le Ministère de l'Economie et des Finances fait face à d'importants enjeux et constats qui jalonnent encore les péripéties de la mise en œuvre de la PNG. Il s'agit entre autre de :

- l'aide à apporter aux femmes en vue de leur faciliter l'accès au crédit car elles ne sont pas une clientèle cible des institutions financières leur capacité de remboursement n'étant pas reconnue. Actuellement, elles font recours au système de crédit informel dont les taux d'intérêt prohibitifs maintiennent, sinon renforcent, l'état de pauvreté. Elles font aussi appel aux emprunts familiaux ou informels. Les montants obtenus sont réduits puisque ces structures solidaires vivent également la précarité ;
- l'obtention de la parité pour l'accès aux ressources et la garantie de l'usufruit de la terre afin que les femmes puissent augmenter la production et leur pouvoir d'achat pour l'acquisition de denrées complémentaires et ainsi poser les fondements de la sécurité alimentaire, indispensable à la croissance économique et développement durable.

- le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue ;
- le renforcement des capacités entrepreneuriales des femmes à travers la formation, l'information et la sensibilisation et leur accès aux facteurs de production comme par exemple la transformation et la commercialisation des produits.

b). Les GAPS à combler

Les Gaps à combler au niveau du département sont entre autre :

- la plupart des activités menées par les femmes n'ont pas de financement auprès des institutions financières donc il y a lieu de leur faciliter l'accès au crédit;
- les ressources nationales allouées aux activités genre doivent être visibles dans les budgets dès la planification des activités ;
- les capacités entrepreneuriales des femmes doivent être renforcées.

II. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre:

a). Les mesures spécifiques

L'adoption de la Vision 2063 « Mali kura gnetra sira ka ben 2063 ma » et la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le développement Durable (SNEDD 2024-2033) dont un des axes importants est le Développement du Capital Humain à travers lequel, l'autonomisation de la femme et son leadership occupent une place importante. Les femmes ayant une place essentielle dans la société, du fait de leur contribution au processus de croissance et de développement du pays. Ce document donne la priorité à la promotion économique des femmes, à leur participation à la vie publique et à la prise en compte de leur situation sociale.

Le MEF en collaboration avec ses Partenaires Techniques et Financiers a mis en œuvre un certain nombre de projets/Programmes qui concourent à l'amélioration de la gouvernance et la réduction des inégalités, notamment celles liées au genre. On peut citer entre autres :

- la création du Fonds d'Inclusion Financière des Populations Vulnérables (FIFPV) en tant que Etablissement Public à Caractère Administratif (EPA), sa mission est de mettre à la disposition des populations vulnérables exclues du système financier classique des produits financiers innovants, adaptés à leurs demandes, à des coûts abordables en tenant compte de leurs conditions de vie, de leur environnement et de leurs potentialités ;
- le financement du Conseil National de la Société civile (CNSC) par la Cellule d'Appui à la Reforme des Finances Publiques ;
- le projet d'Appui à la Gouvernance Economique et à la Promotion du Genre qui a pour objectif Améliorer la gouvernance économique et la promotion de l'égalité du genre en vue de renforcer la résilience du Mali face aux facteurs de fragilité. Il est un appui institutionnel visant à renforcer les capacités du Mali en matière de gouvernance économique et de prise en compte des inégalités de genre dans les politiques publiques. Des activités de renforcement des capacités dans les domaines de l'harmonisation de l'aide, de la transparence de la vie publique et lutte contre la corruption, ainsi qu'en analyse économique et prospective genre sensible seront menées et cibleront les cadres de l'administration malienne, y compris les institutions d'enseignements supérieurs et de la recherche du Mali à travers le Cadre de Concertation Genre Inter-Universitaires (CCG-IU). le projet contribuera à réduire certains facteurs de fragilité notamment les faiblesses structurelles de gouvernance économique et financière et les facteurs sociaux de pauvreté et de précarité ;

- la mise en place par Décision N°10-0146 MEF/SG du 25 Octobre 2010 de l'Unité d'Appui et de Suivi de la Stratégie de Développement du Secteur Financier (UAS/SDSF). La mission principale de l'Unité est d'assurer la coordination et le suivi évaluation de la mise en œuvre des activités de la SDSF auprès des Départements ministériels, institutions et organismes compétents à travers des plans d'actions périodiques.
- la création du Fonds de Développement Economique (FDE) ;

Aussi, en lien avec les stratégies globales certaines dispositions particulières sont prises par le MEF.

On peut citer :

- l'introduction de la planification et la budgétisation sensibles au genre dans la budgétisation en mode programme ;
- l'instauration d'une lettre circulaire relative au processus budgétaire annuel pour la prise en compte du genre dans la loi des finances ;
- l'élaboration du rapport genre, annexe de la loi des finances, comme moyen de suivi des engagements du Gouvernement.

Il faut noter que parmi les mesures spécifiques qui ciblent le genre le non financement des activités du PAGAM/PREM et du Fonds d'Inclusion Financière des Populations Vulnérables (FIFPV) tirent vers le bas les résultats atteint en matière de réduction des inégalités.

b).L'évaluation des activités genre 2024

Les résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère du MEF sont identifiés ainsi qu'il suit :

Programme Administration Générale (1.011)

Objectif : Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2024	
		2021	2022	2023	Prévisions	Réalisations
Niveau de mise en œuvre du programme économique avec le FMI		Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Non Satisfaisant
Niveau de mise en œuvre du programme de réforme des finances publiques		Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Non Satisfaisant
Niveau de mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière au niveau du Mali	-	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant

Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels (2.028):

Objectif : Améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectoriels de développement						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2024	
		2021	2022	2023	Prévisions	Réalisations
Niveau de mise en œuvre du CREDD	-	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national (2.082)

Objectif : Améliorer la capacité des organes du SSN et des acteurs dans le cadre du suivi de la réduction de la pauvreté						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2024	
		2021	2022	2023	Prévisions	Réalisations
Taux d'exécution du programme indicatif 2019-2020 du SSN	%	100	100	100	100	80
Objectif : Renforcer les capacités humaines de l'Administration publique, du Secteur privé et des organisations faîtières de la société civile						
Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités	%	-	64,71	37,5	100	0

c) Exécution financière des activités genre 2024

Tableau II.2 – Exécution financière 2024 par détails des activités

Programme Administration Générale

Action 1

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Appui plan d'action microfinances	20 675 000	10 186 000	49,27
Appui Fonds DVPT Economique (FDE)	75 000 000	24 938 000	33,25
Réalisation des activités PAGAM/PREM (CNCS)	100 000 000	0	0,00

Action 7 : Gestion de l'Aide

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Appui au fonctionnement du Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide	95 506 000	43 219 000	45,25
Appui mise en œuvre Plan harmonisation de l'Aide	150 000 000	23 848 000	15,90

Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels

Action 2 : Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Mise en œuvre des activités de la CT/CSLP	132 520 000	64 734 000	48,85
Projet d'Appui mise en œuvre CREDD	25 000 000	226 843 000	90,74

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national

Action 3 : Renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Organisation des sessions de renforcement des capacités des acteurs du développement	80 000 000	3 226 000	47,78

D'une manière générale, en 2024, les tendances sont à la baisse pour ce qui concerne les résultats obtenus par le MEF dans le cadre de réduction des inégalités à travers la mise en œuvre de ses Projets /Programmes. Cela est dû en partie au faible taux de mobilisation des ressources prévues sur le Budget Spécial d'Investissement et du PAGAM/PREM.

Cependant, des efforts ont été fournis dans le cadre des activités menées par certaines structures du MEF

A. Au niveau de l'Unité d'Appui et de Suivi de la Stratégie de Développement du Secteur Financier. Du 22 au 31 octobre 2024, cent cinquante (150) personnes vivant avec un handicap ont été informés et sensibilisés en éducation financière. La session a été organisée en partenariat avec la Fédération Malienne des Personnes vivant avec un Handicap (FEMAPH).

Grâce à la Garantie Partielle de Portefeuille (GPP) au sein du Fonds de Garantie pour le Secteur Privé (FGSP SA), 1508 MPME dirigées par des femmes ont bénéficié des prêts ou des lignes de crédits dans les banques ou les SFD soit 34,30% de l'ensemble des bénéficiaires ;

Grâce à l'appui du PAFEEM aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) et aux Travaux Publics en Haute Intensité de Main d'Œuvre (TP-HIMO) au Nord et au Centre du pays :

- 189 femmes sur 300 participants ont été formés en comptabilité simplifiée et en coaching ;
- Sur **11 000 bénéficiaires identifiés et sélectionnés** pour les régions de Mopti, Bandiagara, Douentza, Gao, Tombouctou, Taoudéni et Kidal, 7 150 bénéficiaires sont des femmes et de jeunes filles.

B. Au niveau de l'Inspection des Finances :

Sur Cent Vingt Six (126) missions organisées au cours de l'année 2024 par l'Inspection des Finances, Sept (07) femmes sur Trente Un (31) inspecteurs ont participé à Quarante Quatre (44) missions de vérification, d'Audit et de supervision de passation de service. Sur ces missions, les femmes ont été désignés comme chef de mission dans Vingt Cinq (25) missions.

C. Au Nveau de la Cellule d'Appui à la Reforme des Finances Publiques (CARFIP)

La CARFIP a intégré dans son projet de Plan d'Actions Intérimaire relatif au Plan de Reforme de la Gestion des Finances Publique au Mali (PREM) pour la période 2024-2026, la dimension genre au niveau de l'effet stratégique n°2 « la budgétisation des dépenses valorise la discipline budgétaire globale, l'allocation stratégique des ressources et la prestation efficiente des services publiques ».

I. Planification et budgétisation des actions genres :

Les tableaux ci-dessous présentent le « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre

Programme 1.011 : Administration Générale

Objectif : Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département

Désignation	Budget	Prévisions		
	2024	2025	2026	2027
Coordination et pilotage de la politique du département	12 209 900	4 902 710	5 187 074	5 538 607
Gestion des ressources financières et matérielles	6 918 985	6 341 969	7 549 438	7 758 549
Gestion des ressources humaines	826 248	829 353	887 972	954 673
Processus de décentralisation et de déconcentration	144 910	144 910	152 404	162 517
Renforcement des Capacités des cadres	1 030 748	1 030 748	1 089 808	1 191 940
Approvisionnement du Pays en Produit Pétrolier	874 545	1 274 545	912 615	991 149
Gestion de l'Aide	355 500	355 500	376 352	411 894
Appui à la mise en oeuvre de la réforme des Finances Publiques	4 374 823	5 824 823	5 011 865	5 851 724
Coordination et Suivi des Programmes et Projets Communautaires	311 500	311 500	330 517	362 150
Informatisation de l'Administration Financière	3 399 200	3 455 200	3 629 382	3 989 425
Total :	30 446 359	24 471 258	25 127 427	27 212 628

Programme 2.028 : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels

Objectif : Améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectoriels de développement

Désignation	Budget	Prévisions		
	2024	2025	2026	2027
Appui à la formulation et à la coordination des politiques, stratégies, Projets/programmes	7 110 736	7 137 219	7 676 239	8 397 923
Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable	667 536	667 536	705 421	771 326
Total :	7 778 272	7 804 755	8 381 660	9 169 249

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national

Objectif : Améliorer la capacité des organes du SSN et des acteurs dans le cadre du suivi de la réduction de la pauvreté

Désignation	Budget	Prévisions		
	2024	2025	2026	2027
Amélioration de la Coordination et du fonctionnement du système statistique national	2 677 798	2 677 798	2 843 727	3 117 258
Renforcement des Capacités en Statistique	632 734	634 953	683 838	765 232
Renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer	405 500	405 500	432 980	475 587
Total :	3 716 032	3 718 251	3 960 545	4 358 077

Tableau III.1b - Effectif de femmes du MEF par poste de responsabilité

STRUCTURES	Directeur	Directeur Adjoint	Sous-Directeur	Chef de Division	Chef de Section	Chargé de dossier	Directeur Régional
Direction des Ressources Humaine (DRH)	0	0	0	1	3	15	0
Direction Générale du Budget	0	0	0	3	2	40	2
Direction Générale de la Dette Publique (DGDP)	0	0	0	3	0	4	0
Office National des Produits Pétroliers (ONAP)	0	0	0	2	2	2	0
Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (CCS/SFD)	0	0	0	1		2	0
Direction Générale des Marchés Publics et de Délégation des Services Publics DGMP/DSP)	0	0	4	0	0	22	1
Direction des Finances et du Matériel (DFM)	0	0	0	0	3	18	0
Inspection des Finances (IF)	0	0	0	0		7	0
Cellule Technique CSLP	0	0	0	0		3	0
Direction Générale des Impôts (DGI)	0	0	0	2	9	0	1
Direction Nationale du contrôle Financier (DNCF)	0	0	0	33		62	0

Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)	0	0	0	4	12	2	1
Direction Générale des Douanes (DGD)	0	0	2	2	5	26	0
Direction Nationale de la Planification du (DNPD) Développement	0	0	0	1	2	6	1
Cellule d'Appui à l'Informatisation des services Financiers et Fiscaux (CAISFF)	1	0	0	3	2	0	0
Total	1	0	6	55	40	209	6

IV.Recommandations :

Il est important que le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) :

- dispose d'un instrument efficace permettant d'analyser la part des budgets alloués uniquement aux activités du genre ;
- finance les activités du Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publique au Mali (PREM) en rapport avec le genre.

Conclusion :

Au plan économique, un des déterminants de la pauvreté concerne le niveau de prise en compte de l'approche inclusive en l'occurrence la participation et l'équité genre dans les initiatives de développement économique. Les politiques et stratégies de développement sont pro-genre à la conception et planifient des activités qui impliquent les femmes, mais c'est dans la mise en œuvre que certaines couches (par exemple les femmes et enfants) sont moins impliquées.

Au plan politique, le Mali traverse une période d'instabilité et de conflit quasi permanente depuis 2012.

L'autonomisation de la femme passe certainement par la prise en compte des besoins sexo-spécifiques dans les outils de planification et de Programmation. Aussi, il est crucial que les femmes arrivent à l'autosuffisance grâce à un appui initial et non pas par le biais de l'aumône. Des informations détaillées sur les succès obtenus doivent être recueillies pour les analyser et les systématiser afin de promouvoir des programmes porteurs de réussites.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

INTRODUCTION

Le ministre de l'Industrie et du Commerce prépare et met en œuvre la politique nationale en matière d'organisation et de promotion de l'Industrie et du Commerce.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la création d'un environnement favorable à la promotion des industries ;
- le suivi des unités industrielles en rapport avec les ministres sectoriels compétents et la mise en œuvre d'actions ou de stratégies de renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des industries ;
- l'aménagement des zones industrielles ;
- la promotion et le développement de la propriété industrielle ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des normes et de la qualité de la fabrication des produits industriels ;
- les actions de promotion du commerce intérieur et extérieur et de la concurrence ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles du commerce et de la concurrence ;
- la participation à l'élaboration des accords commerciaux et au suivi de leur mise en œuvre ;
- la participation à l'organisation de la lutte contre la fraude en matière d'importation et d'exportation ainsi qu'en matière de distribution des biens à l'intérieur du pays ;
- le contrôle des poids et mesures, de la qualité des produits et des prix institués ;
- le contrôle de l'exécution des exonérations ou des subventions publiques accordées aux opérateurs économiques privés, en liaison avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des finances ;
- l'organisation de l'approvisionnement régulier du pays en produits de première nécessité et la maîtrise des prix de ces produits ;
- la protection des consommateurs ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies pour le développement des petites et moyennes entreprises ;
- la promotion et le développement de l'entrepreneuriat national ;
- le suivi et la mise en œuvre des accords d'investissement ou de concrétisation de promesses d'investissement ;
- la promotion et le développement des investissements directs nationaux ou étrangers ;
- la promotion et le développement des systèmes financiers décentralisés ;
- l'élaboration des règles relatives au partenariat public-privé et aux mécanismes innovants de financement de l'économie nationale, en rapport avec le ministre chargé de l'économie ;
- la participation au processus de sélection et de pilotage des projets de partenariat public-privé ;
- la participation à la promotion des intérêts économiques du Mali dans le monde.
- l'appui au développement des initiatives privées et le renforcement de la compétitivité des entreprises, sociétés et de leur contribution au développement économique et social du Pays ;
- l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la compétitivité et de l'attractivité de l'économie nationale ;
- la coordination du dialogue entre l'Etat et les institutions représentatives du secteur privé.

Rappelons-le, le Mali s'est engagé, depuis quelques années, dans un processus de budgétisation en mode budget programme caractérisé par une logique de gestion axée sur les résultats. Ce choix, basé sur la performance dans la mobilisation des ressources et la qualité des finances publiques est le

couronnement de plusieurs années de réforme dans la gestion des finances publiques. Pour assurer une évaluation de la performance de l'exécution de cette gestion, la loi de finances a inscrit l'élaboration du Rapport Annuel de Performance comme une étape importante. Chaque année, il faut donc se prêter à cet exercice. L'évaluation de la performance de l'exécution du budget est un moyen de mettre en évidence les écarts entre les prévisions et les réalisations de la loi de finances de l'année considérée

Présentation du Ministère

Le ministère de l'Industrie et du Commerce comprend cinq (5) programmes à savoir:

Programme 1.032 : administration Générale;

Programme 2.083 : Conception et Coordination de la Politique Sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des Marchés;

Programme 2.084 : Développement du secteur industriel ;

Programme 2.085 : Appui au développement du secteur privé ;

Programme 2.086 : Promotion et développement de la micro-finance.

A ces programmes sont associés Vingt Deux (22) objectifs spécifiques qui se déclinent en quarante Cinq (45) indicateurs.

I. Enjeux et gaps à combler :

a)-LES ENJEUX –GENRE :

Les enjeux portent sur les points suivants:

L'appui à apporter aux femmes opératrices économiques ainsi que l'aide des organisations de femmes opératrices économiques à accéder aux moyens financiers ;

Le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue ;

Le renforcement des capacités entrepreneuriales des organisations de femmes opératrices économiques à travers la formation, l'information et la sensibilisation ;

L'accroissement de l'accès des organisations de femmes opératrices économiques aux facteurs de production etc.

b)-Les GAPS à combler :

- L'insuffisance en qualité et en nombre des ressources matérielles et humaines
- l'inadéquation de certains textes en vigueur avec le contexte actuel ;
- le poids de l'informel dans le commerce intérieur ;
- la faible capacité d'offres des produits nationaux sur le marché extérieur ;
- l'inadéquation et l'insuffisance de locaux pour certains services ;
- l'insuffisance et la vétusté du matériel roulant ;
- l'insuffisance des instruments de vérification métrologique ;
- la faible synergie entre les structures du département et les autres acteurs de la promotion du secteur industriel ;
- le faible niveau de maîtrise de la nouvelle approche budgétaire par les cadres ;
- l'absence de mécanisme de financement du secteur industriel ;
- l'insuffisance d'infrastructure moderne d'abattage de bétail.

II.) Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre en 2024:

Cette situation est décelable au niveau des domaines suivants

a) Les mesures spécifiques :

Le secteur de l'industrie et du commerce demeure essentiellement marqué par son caractère informel. La frange de la population dans ce domaine est majoritairement féminine.

Des projets qui appuient le secteur sont:

- Le projet: « Formalisation des Acteurs du commerce de détail »

Des actions spécifiques ont été menées :

- Renforcement des capacités des responsables des faïtières dans les rôles et les procédures de mise en place des Centres de Gestion Agréés (CGA);
- Formation des bénéficiaires de prêt en comptabilité simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise);
- Formation/sensibilisation des acteurs en cogestion des marchés et sensibilisation des usagers des marchés en hygiène et sécurité sanitaire des aliments.
- Financement des activités des commerçants détaillants des Centres de Gestion Agréés (CGA).

Le projet : « Appui au Cadre Intégré Renforcé (CIR) » en vue d'intégrer l'économie du pays dans le système commercial mondial par le renforcement des capacités nationales en matière de commerce.

Le Cadre Intégré Renforcé au Mali intervient dans certaines filières agricoles (mangue, karité, gomme arabique, les produits de transformation agroalimentaire), à travers le renforcement des capacités productives et commerciales des acteurs de ces filières. Les femmes interviennent dans la production, la transformation et la commercialisation de ces filières et ses sous-produits. Elles interviennent tout au long de la chaîne de collecte, du transport et de la vente dans les différents marchés.

Le karité occupe plus de 3 millions de femmes rurales et absorbe 80% des revenus de ces femmes. Le CIR a mis en œuvre un projet de développement de la filière karité, à travers la formation de plus de 2000 femmes sur les Bonnes Pratiques de traitement, de collecte, de production, de transformation et de commercialisation des produits de karité.

L'UMOCI a pu mettre en place une Unité de production de beurre de karité au profit des femmes du Cercle de Yanfolila. Elle a construit seize (16) magasins de stockage des amandes de karité au profit des femmes de la filière karité. Enfin, dans le cadre de la mise en place des organes de l'Interprofession, l'UMOCI a appuyé la mise en place de **1669** Sociétés Coopératives (SCOOPs); **105** Unions des Communes de SCOOPs; **20** Fédérations régionales, **03** Confédérations nationales et **un** Bureau de l'Interprofession de la Filière Karité (Conseil d'Administration, Commission de contrôle et Comité de surveillance). Pour le cas de la mangue, le CIR avait mis en place une Unité de Transformation des Fruits (confiture de mangues essentiellement) au profit des femmes du Cercle de Yanfolila. Plus de 20 femmes bénéficient directement de cette Unité à Yanfolila. Plus de 6000 caisses de récolte ont été distribuées aux femmes « pisteurs » de mangues.

Enfin, des formations et d'Autres Activités Génératrices des Revenus (AGR) pour les femmes intervenant dans la gomme arabique.

b) Evaluation des activités genre 2024

L'état d'exécution des résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère.

Tableau II.1 – Evolution/Evaluation des indicateurs genre

Programme 2.083: Conception et Coordination de la Politique Sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des Marchés

Mise en Œuvre de la Politique Sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des Marchés

OBJECTIF 2 : Organiser et renforcer les acteurs du commerce

Indicateurs	Unité de mesure	Période			Prévision				Réalisations
		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	
2.1. Pourcentage des collectivités territoriales bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés Femmes :..... Hommes :..... ...	%	15 10	25 25	50 50	50 50	50 50	50 50	50 50	
2.2. Pourcentage des groupements et associations de commerçants bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés Femmes :..... Hommes :.....	%	16,6 6 0	25 25	50 50	50 50	50 50	50 50	50 50	

UMOCI

N°	Activités prévues 2024 Cadre Intégré (UMOCI)	Acticités réalisées 2024		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Organiser 01 session de formation sur les exigences règlementaire en matière du commerce extérieur	07	15 000 000	Vingt-deux (22) acteurs dont sept (07) femmes et dix-sept (17) jeunes.

02	Accompagner les acteurs de la filière karité aux manifestations commerciales (Foires, Salons et missions commerciales) et aux rencontres internationales y compris les rencontres de l'Alliance Globale du Karité.	03	1 825 000	06 acteurs dont 03 femmes accompagnés à la Conférence internationale sur le karité de l'Alliance Globale du Karité, à Abuja au Nigeria, du 05 au 07 mars 2024.
03	Rencontre de sensibilisation des acteurs de la filière karité en vue de l'approvisionnement régulier en matières premières du Complexe Agro-industriel Seydou Diogo Awa (SDA) sous l'égide du MIC, le 15 juillet 2024 à Sanankoroba	200	11 084 789	257 acteurs dont 200 femmes ont été sensibilisés à Sanankoroba.
04	Appuyer la création d'une (1) Unité de production de beurre de karité au profit des femmes dotées des nouvelles technologies à Yanfolila : finaliser la clôture du Bâtiment, les allées piétons et la mise en place des piquets pour la sécurisation du site.	5373	58 725 038	Les principaux bénéficiaires de l'Unité : 5 419 membres dont 5373 femmes et 46 hommes répartis entre cinq (05) Unions de SCOOPs dans 05 communes du Cercle de Yanfolila.
05	Appuyer l'Union des Collectrices d'amandes de karité et des Productrices de beurre de karité de Sanankoroba : finaliser la chambre à froid et la réhabilitation du forage	832	10 517 924	L'Union Locale des Productrices de Karité de Sanankoroba est équipée d'un forage et dotée d'une chambre froide.
06	Atelier de sensibilisation et d'information des Délégués des Confédérations nationales sur leurs rôles et responsabilités dans le cadre de la mise en place de l'interprofession de la filière karité du Mali, du 25 au 26 octobre 2023 à Bamako	30	1 000 000	Sensibilisation de 45 membres dont 30 femmes des Confédérations nationales des acteurs de la filière karité par famille professionnelle. L'activité n'était pas prise en compte dans le Rapport Genre 2023.
07	Organiser l'Assemblée constitutive pour la gestion de la Centrale d'achat d'emballages des produits de karité	25	14 727 278	L'Assemblée constitutive pour la gestion de la Centrale d'achat d'emballages des produits de karité s'est tenue les 05 et 06 septembre 2023 à Bamako. L'activité n'était pas prise en compte dans le Rapport Genre 2023.

B/ Programme 2.084 : Développement du Secteur Industriel
Mise en Œuvre de la Politique Sectorielle de l'Industrie (CDA)

OBJECTIF 3: Assurer la mise en œuvre de la Stratégie du Secteur Agroalimentaire

Indicateurs	Unité de mesure	Période			Prévisions				
		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Réalisations
3.1 : Proportion des acteurs formés Femmes :..... Hommes :.....		80 20	85 15	97 3	85 15	90 10	90 10	90 10	En 2024 :30 acteurs de la transformation ont été formés sur les techniques de transformation et de conservation des produits agroalimentaires, les Bonnes Pratiques de Fabrication (BPF) et les Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) et l'application de la méthode d'analyse des risques pour la maîtrise des points critiques (HACCP) et 10 cadres du CDA prévus 10 ont été formés dont 2 femmes sur les techniques de Coach dans une unité

									agroalimentaire
OBJECTIF N°4 : Assurer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Propriété Intellectuelle									
4.3. Nombre de Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI) périphériques créés	Nombre	55	58	61	57	64	67	70	

MISE EN ŒUVRE DU CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE (CDA)

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2024	Activités réalisées 2024		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Organisation d'une session de formation des cadres du CDA sur les techniques de Coach dans une unité agroalimentaire	2	2 955 900	Sur 10 cadres prévus, 10 ont été formés dont 2 femmes
02	Renforcement des capacités théoriques et pratiques des (30) femmes et hommes sur les techniques de transformation et de conservation des produits agricoles : en application des normes de production et les normes d'hygiène et sur la gestion de la qualité des produits et des services	26	3 996 651	Sur 30 participants prévus, la formation a regroupé 30 dont 26 femmes.

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES (CEMAPI)

N°	Activités prévues 2024	Activités réalisées 2024		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
1	Organisation d'une session de formation pour le renforcement des capacités et retraite stratégique du personnel du Centre Malien de Promotion de la Propriété Industrielle (CEMAPI)	16	9 735 000	L'activité a été financée par le budget national

2	Organisation d'une formation pratique de 50 entreprises agroindustrielles à l'exploitation des techniques et technologies identifiées suite à l'atelier d'échanges organisé les 03 et 04 juillet 2024	27	Le budget prévu pour la réalisation de cette activité était de 3 259 000 FCFA	L'activité été financée par le Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (PACAO-Mali)
3	Organisation d'une session de formation sur la marque collective à l'intention des membres de la Société Coopérative des Transformateurs de Mangués de Bamako (SCOOPS-TMB)	08	-	L'activité été prise en charge par la Société Coopérative des Transformateurs de Mangués de Bamako (SCOOPS-TMB)

B/ Programme 2.085: appui au Développement du secteur privé mise en œuvre de la politique sectorielle de l'industrie

DNPME

OBJECTIF 2: METTRE EN ŒUVRE DES MESURES DESTINEES AU DEVELOPPEMENT DES PME									
Indicateurs	Unité de mesure	Période			Prévisions				
		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Réalisations
Nombre de PME ayant bénéficié d'une formation Femmes :..... Hommes :.....	Nbre	20 15	50 50	40 10	40 10	40 15	40 20	40 30	
OBJECTIF 4: AMELIORER LE CLIMAT ET LA PRATIQUE DES AFFAIRES (CTRCA)									
Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités du personnel de la CTRCA	%	100	0	50	100	100	100	100	
OBJECTIF N°5 : COORDONNER ET SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE									
Taux de mise en œuvre des initiatives de développement du secteur privé	%	29	29	2	100	100	100	100	

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2024	Activités réalisées 2024		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
			-	

B/ PROGRAMME 2.086 : PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DE LA MICRO-FINANCE

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DE L'INDUSTRIE

OBJECTIF 3: Contribuer à la professionnalisation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)									
Indicateurs	Unité de mesure	Période			Prévisions				
		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Réalisations
Nombre de SFD ayant bénéficié de formation	Nbre								
Femmes.....		10	0	8	5	5	5	5	
Hommes.....		15	0	10	5	5	5	5	
OBJECTIF N°4 : Améliorer l'environnement des affaires des Systèmes Financiers Décentralisés(SFD)									
Nombre d'études ou de recherches réalisées	Nbre	3	0	0	1	1	1	1	

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités réalisées 2024			Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépensés)	
01	Formation de l'Assistante Administrative du CPA/SFD en Archivage Numérique et Documentaire	1	1 100 000	
02	Formation des agents du Bureau partenariat du CPA/SFD dans l'animation du portail de la Micro finance et d'une page Facebook	2	720 000	

03	Organisation de l'atelier national de capitalisation des bonnes pratiques en finance verte	10	19 658 550	
04	Formation des agents du CPA/SFD en Gestion Axée sur les Résultats (GAR)	5	2 024 845	
	Nombre Total	18	23 503 395	

NB : Les activités 02 et 03 ont été financées sur les ressources des partenaires Projet Agro Financé/GIZ et le Projet INCLUSIF et gérées selon leurs procédures.

c) Exécution financière des activités genre 2024 :

Tableau II.2 – Exécution financière en année 2024 par objectif :

L'état d'exécution financière des objectifs sensibles au genre identifiés dans le Ministère. Exemple (il peut y avoir plusieurs programmes et/ou plusieurs objectifs mais seuls ceux sensibles au genre sont repris) :

Programme 2.083 :

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Organiser et renforcer les acteurs du commerce	5	3	2	60
Développer les chaînes de valeur à potentiel de compétitivité	2	2	0	100
Total	7	5	2	160

L'objectif 2 : a été réalisé un taux satisfaisant de 60%.

L'objectif 3 : a été réalisé un taux très satisfaisant de 100%.

Programme 2.084

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Assurer la mise en œuvre de la Stratégie du Secteur Agroalimentaire	3	2	1	66,67
Assurer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Propriété Intellectuelle	3	3	0	100
Total	6	5	1	166,67

Les objectifs 2 et 3 du programme ont été réalisés à des taux satisfaisant de 66,67% et 100%.

Programme 2.085

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Mettre en œuvre des mesures destinées au développement des PME	3	3	0	100
Améliorer le climat et la pratique des affaires (CTRCA)	2	2	0	100
Total	5	5	0	200

Les objectifs 2 et 4 du programme ont été réalisés à des taux très satisfaisant de 100%.

Programme 2.086

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Contribuer à la professionnalisation des Systèmes Financiers Décentralisés(SFD).	2	1	1	50
Total	2	1	1	50

Tableau III.2 - Effectifs du ministère sexo-désagregés :

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0
Conseillers Techniques	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0
Chargés de Mission	X	X	X	X
Attaché de Cabinet	1	1	0	0
Secrétaire Particulier Ministre	2	1	1	50%
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés	17	15	2	6%
Directeurs nationaux	2	2	0	0
Directeurs nationaux Adjoints	2	2	1	50%
Chefs de Division DFM	4	3	1	25%
Chefs de section	6	3	3	50%
Chargés de dossier	X	X	X	X
Personnel service courrier	2	0	2	100%

4.2. Directions Générales				
Directeur Général	1	1	0	0
Directeur Général Adjoint	1	1	0	0
Sous-Directeur				
Chefs de Division	X	X	X	X
Chefs de section	X	X	X	X
Chargés de dossier	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
4.3. Personnel EPA	X	X	X	X
4.4. Personnel EPST	X	X	X	X
5. Directions Régionales et services rattachés	X	X	X	X
6. Services locaux	X	X	X	X
Total	X	X	X	X

Commentaire en 5 lignes maximum.

IV. Perspectives

V. Recommandations

Des recommandations pertinentes pour le ministère en question.

MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

INTRODUCTION

Présentation du Ministère

Selon le Décret n°2021-0474/PT-RM du 26 juillet 2021 fixant les attributions spécifiques des Membres du Gouvernement, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines, de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme. A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la promotion et le développement d'une culture ancrée dans les valeurs de la société malienne et de la civilisation universelle ;
- la promotion de la production et de la créativité littéraires, artistiques et culturelles ;
- la protection, la conservation et la valorisation des œuvres du patrimoine culturel national ;
- la promotion de la culture malienne à l'extérieur du Mali et le développement des échanges culturels, en liaison avec le ministre chargé de la Coopération internationale;
- la protection des droits d'auteurs et droits voisins et la lutte contre la piraterie ;
- la politique de développement régional de la culture ;
- l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de l'application de la réglementation relative à l'Artisanat et au Tourisme ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des actions de promotion du secteur de l'Artisanat, notamment celles visant à renforcer les capacités des acteurs, à améliorer l'offre et la qualité des produits, à moderniser les outils de production et le système de commercialisation ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des actions de promotion en vue d'optimiser la contribution du secteur touristique au développement du pays ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de diversification et de valorisation des sites et produits touristiques ;
- la politique de développement régional des métiers de l'art.

I. Enjeux et gaps à combler

a) Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

Les 5 principaux enjeux en lien avec le genre principalement en lien avec l'intégration systématique des conditions, priorités et besoins propres aux femmes et aux hommes dans toutes les politiques en vue de promouvoir l'égalité hommes-femmes (EFH) sont les suivants :

- Accès équitable à la création et à la production culturelle et artistique ;
- Visibilité et représentation équilibrée dans la promotion nationale et internationale;
- Égalité dans l'accès et la protection des droits d'auteur et droits voisins ;
- Accès équitable aux ressources économiques et technologiques dans l'artisanat ;
- Participation et bénéfices équitables dans le secteur touristique.

b) Les GAPS à combler

Voici en liste quelques gaps à combler en lien avec les enjeux de genre :

- Mettre en place des fonds/bourses dédiés aux femmes créatrices;
- Assurer des appels à projets sensibles au genre ;
- Intégrer un quota de femmes dans les délégations culturelles;
- Former spécifiquement les femmes créatrices aux droits d’auteur;
- Mettre en place un mécanisme de suivi genre dans la gestion des droits;
- Faciliter l’accès des artisanes aux financements et technologies;
- Développer des coopératives féminines soutenues par l’État;
- Promouvoir la participation des femmes aux foires artisanales;
- Renforcer la présence des femmes dans les instances de gouvernance touristique;
- Créer des programmes de formation ciblant les entrepreneures touristiques.

Tableaux synthétiques pour soutenir les arguments :

Enjeu de genre	Missions concernées	Pistes d’action pour intégrer l’égalité H/F
1. Accès équitable à la création et à la production culturelle et artistique	Promotion de la production et de la créativité littéraires, artistiques et culturelles	- Mettre en place des fonds/bourses dédiés aux femmes créatrices - Assurer des appels à projets sensibles au genre - Créer des résidences artistiques inclusives
2. Visibilité et représentation équilibrée dans la promotion nationale et internationale	Promotion de la culture malienne à l’extérieur du Mali et le développement des échanges culturels	- Intégrer un quota de femmes dans les délégations culturelles - Valoriser des modèles féminins dans les festivals, foires et expositions - Développer des campagnes de communication inclusives
3. Égalité dans l’accès et la protection des droits d’auteur et droits voisins	Protection des droits d’auteurs et lutte contre la piraterie	- Former spécifiquement les femmes créatrices aux droits d’auteur - Assurer une assistance juridique adaptée - Mettre en place un mécanisme de suivi genre dans la gestion des droits
4. Accès équitable aux ressources économiques et technologiques dans l’artisanat	Elaboration et mise en œuvre des actions de promotion du secteur de l’Artisanat, notamment celles visant à renforcer les capacités des acteurs, à améliorer l’offre et la qualité des produits, à moderniser les outils de production et le système de commercialisation	- Faciliter l’accès des artisanes aux financements et technologies - Développer des coopératives féminines soutenues par l’État - Promouvoir la participation des femmes aux foires artisanales
5. Participation et bénéfices équitables dans le secteur touristique	Elaboration et mise en œuvre des actions de promotion en vue d’optimiser la contribution	- Renforcer la présence des femmes dans les instances de gouvernance touristique - Créer des programmes de

	du secteur touristique au développement du pays	formation ciblant les entrepreneures touristiques - Promouvoir le tourisme communautaire incluant les femmes
--	---	---

II. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre:

a) Les mesures spécifiques

En 2020, le ministère de la Culture, en partenariat avec l'UNESCO, a initié l'initiative UNESCO intitulée : « Synergie d'actions au Ministère de la Culture contre la Covid 19 ». Cette initiative visait à coordonner la réponse du ministère aux impacts de la pandémie sur le secteur culturel.

Même si le genre n'est pas explicitement mentionné, le soutien aux artistes et travailleurs culturels inclut probablement les femmes artisanes, souvent plus vulnérables aux interruptions d'activités.

b) Evaluation des activités genre 2022

L'état d'exécution des résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère.

Tableau II.1 – Evolution/Evaluation des indicateurs genre

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2024	
		2021	2022	2023	Prévisions	Réalisations
Programme 2.047 : Protection et Promotion de l'Héritage Culturel						
Objectif 2 : Enrichir et rendre accessible la connaissance sur le patrimoine culturel						
Taux de réalisations des expositions sur le patrimoine	%	100	0	100	100	100
Programme 2.048 : Promotion de l'Industrie Cinématographique						
Objectif 1 : Développer une industrie cinématographique						
Taux de financement des activités cinématographiques	%	82	95	35	100	95
Programme 2.049 : Promotion de la Création Artistique et Littéraire						
Objectif 5 : Assurer la formation et la recherche dans le domaine des arts et du patrimoine						
Pourcentage d'étudiants et d'acteurs culturels formés	%	100	100	93	100	98
Programme 2.050 : Promotion du Secteur de l'Artisanat						
Objectif 3 : Assurer la promotion commerciale des produits artisanaux						
Taux de participation/organisation de manifestation commerciale et	%	100	28	100	100	100

promotionnelle de l'artisanat						
Programme 2.051 : Promotion du Secteur du Tourisme						
Objectif 5 : Renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le domaine du Tourisme						
Taux de réalisation des sessions de formation sur le secteur du Tourisme	%	100	0	100	100	100

Au regard des données du tableau, les indicateurs genre des périodes sous revue connaissent une évolution en dent de scie avec une attention particulière sur l'indicateur « taux de financement des activités cinématographiques », pour le financement des activités des hommes et des femmes cinéastes du pays à travers le FAIC (Fonds d'Appui à l'Industrie Cinématographique), qui a connu une réelle régression en 2023 compte tenu des contextes budgétaires du pays et les priorités des plus hautes autorités.

Les indicateurs sensibles au genre :

- Mesurent l'écart entre les hommes et les femmes et/ou les différents rôles, responsabilités et accès aux ressources des différents membres de la société ;
- Évaluent les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Exigent que les données soient ventilées par sexe, âge et autres variables et/ou une analyse des données en fonction du sexe ;
- Encouragent l'intégration des questions d'égalité entre les femmes et les hommes dès la planification d'une politique, d'un programme ou d'un projet, jusqu'à la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation ;
- Démonstrent l'impact des changements dans les relations de pouvoir entre les femmes et les hommes.

Source : OXFAM 2014 <https://policy-practice.oxfam.org/resources/quick-guide-to-gender-sensitive-indicators-312420/>

c) Exécution financière des activités genre 2022

Tableau II.2 – Exécution financière en année 2022 par objectif

L'état d'exécution financière des objectifs sensibles au genre identifiés dans le Ministère. Exemple (il peut y avoir plusieurs programmes et/ou plusieurs objectifs mais seuls ceux sensibles au genre sont repris) :

Intitulé	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Programme 2.047 : Protection et Promotion de l'Héritage Culturel				
Objectif 2 : Enrichir et rendre accessible la connaissance sur le patrimoine culturel	1 056 986	447 032	609 954	42,29%
Programme 2.048 : Promotion de l'Industrie Cinématographique				
Objectif 1 : Développer une industrie cinématographique	754 656	243 985	510 671	32,33%

Programme 2.049 : Promotion de la Création Artistique et Littéraire				
Objectif 5 : Assurer la formation et la recherche dans le domaine des arts et du patrimoine	974 247	570 225	404 022	58,52%
Programme 2.050 : Promotion du Secteur de l'Artisanat				
Objectif 3 : Assurer la promotion commerciale des produits artisanaux	262 094	69 570	192 524	26,54%
Programme 2.051 : Promotion du Secteur du Tourisme				
Objectif 5 : Renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le domaine du Tourisme	34 182	1 765	32 417	5,16%
Total	3 082 165	1 332 577	1 588 749	43,23%

L'objectif 2 « *Enrichir et rendre accessible la connaissance sur le patrimoine culturel* » du **Programme 2.047** a fait une exécution financière réelle de **447 032 000 FCFA** contre une prévision de **1 056 986 000 FCFA** avec un écart de **609 954 000 FCFA** soit un taux de **42,29%**. Cet objectif est pertinent pour l'égalité de genre car il permet la réalisation de plusieurs activités notamment celle relative au « Renforcement de capacité des photographes » qui favorise l'égalité entre les photographes hommes et femmes.

L'objectif 1 « *Développer une industrie cinématographique* » du **Programme 2.048**, quant à lui, a fait une exécution financière réelle de **243 985 000 FCFA** contre une prévision budgétaire de **754 656 000 FCFA** avec un écart de **510 671 000 FCFA** soit un taux de **32,33%**. L'objectif en question permet la réalisation de plusieurs activités en lien avec le genre dont le financement des projets des cinéastes maliens et leur participation aux compétitions cinématographiques à l'échelle internationale dont le FESPACO au Burkina Faso.

L'objectif 5 « *Assurer la formation et la recherche dans le domaine des arts et du patrimoine* » du **Programme 2.049** a fait une exécution financière réelle de **570 225 000 FCFA** contre une prévision de **974 247 000 FCFA** avec un écart de **404 022 000 FCFA** soit un taux de **58,52%**. C'est un objectif pertinent pour l'égalité de genre à travers la réalisation de plusieurs activités en particulier l'activité de « formation d'étudiants et d'acteurs culturels » au Conservatoire des Arts et Métiers Multimédias Balla Fasseké KOUYATE (CAMM-BFK).

L'objectif 3 « *Assurer la promotion commerciale des produits artisanaux* » du **Programme 2.050** a fait une exécution financière réelle de **69 570 000 FCFA** contre une prévision de **262 094 000 FCFA** avec un écart de **192 524 000 FCFA** soit un taux de **26,54%**. Il est pertinent pour l'égalité de genre car il permet la réalisation de plusieurs activités dont : l'élaboration de textes d'application du Code communautaire artisanat de l'UEMOA, l'organisation et/ou la participation aux manifestations de promotion artisanales profitant aux artisanes et artisans de l'espace communautaire en particuliers les artisanes et artisans du Mali.

L'objectif 5 « *Renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le domaine du Tourisme* » du **Programme 2.051** a fait une exécution financière réelle de **1 765 000 FCFA** contre une prévision de **34 182 000 FCFA** avec un écart de **32 417 000 FCFA** soit un taux d'exécution de **05,16%**. L'objectif est pertinent pour l'égalité de genre car il permet le renforcement des capacités des acteurs intervenant dans le domaine du tourisme et plusieurs activités concourent à son atteinte dont : la participation aux manifestations promotionnelles du tourisme, l'organisation de conférences – thématiques, le renforcement des capacités des acteurs public- privés intervenant dans la chaîne de production,

distribution, commercialisation des offres et services touristiques qui profitent à tous les acteurs dans le secteur du tourisme.

En grosso modo, il est important de noter que c'est l'objectif 5 « *Assurer la formation et la recherche dans le domaine des arts et du patrimoine* » du **Programme 2.049** qui a eu le plus grand financement d'un montant de **570 225 000 FCFA** contre une prévision de **974 247 000 FCFA** avec un taux d'exécution financière de **58,52%** et l'objectif 5 « *Renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le domaine du Tourisme* » du **Programme 2.051** a eu le plus faible financement d'un montant de **1 765 000 FCFA** contre une prévision de **34 182 000 FCFA** avec un taux d'exécution financière de **05,16%**.

Tableau II.3 – Exécution financière 2022 par détails des activités

L'état d'exécution financière des activités sensibles au genre identifiées dans le RAP du Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre (direct/indirect)	Exécution financière			
		Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Programme 1.019 : Administration générale					
Action 02 : Gestion financière et matérielle					
Appuis aux acteurs et aux activités culturelles	direct	287 400	189 846	97 554	66,05%
Formation des agents du département	direct	4 805	1 400	3 405	29,13%
Action 03 : Processus de décentralisation et de déconcentration					
Transfert des infrastructures culturelles aux collectivités territoriales	indirect	12 334	3 203	9 131	25,96%
Transfert des services déconcentrés aux collectivités territoriales	indirect	3 065	275	2 790	08,97%
Programme 2.047 : Protection et Promotion de l'Héritage Culturel					
Action 03 : Protection et promotion du patrimoine photographique					
Organisation d'expositions photographiques	indirect	23 904	49 766	-25 862	208,19 %
Renforcement de capacité des photographes	direct	7 368	18 761	-11 393	254,62 %
Programme 2.048 : Promotion de l'Industrie Cinématographique					
Action 01 : Développement de l'industrie Cinématographique					
Financement des activités cinématographiques	indirect	57 842	10 098	47 744	17,45%
Programme 2.049 : Promotion de la Création Artistique et Littéraire					
Action 02 : Protection des œuvres artistique et littéraire					
Numérisation des œuvres littéraires et artistiques	indirect	39 826	11 459	28 367	28,77%
Formation en droit d'auteur et droit voisin	indirect	9 765	114	9 651	1,16%

<i>Formation des acteurs de la chaîne du livre</i>	<i>direct</i>	9 756	0	9 756	0%
Action 03 : Promotion du livre et de la lecture					
<i>Formation des bibliothécaires</i>	<i>direct</i>	2 284	40	2 244	1,75%
Action 04 : Amélioration de la fréquentation des structures culturelles					
<i>Organisation de conférences visant à honorer la mémoire des martyrs du 26 mars 91</i>	<i>indirect</i>	7 911	8 082	-171	102,17%
<i>Organisation d'exposition de collectionneurs d'objet d'art</i>	<i>Indirect</i>	10 526	1 000	9 526	9,50%
Action 05 : Formation et recherche dans le domaine des arts et du Patrimoine					
<i>Formation d'étudiants et d'acteurs culturels</i>	<i>direct</i>	211 989	176 843	35 146	83,42%
<i>Organisation d'événements culturels (festivals, expositions, résidences, rencontres de professionnels des arts)</i>	<i>indirect</i>	65 088	19 756	45 332	30,35%
Action 06 : Formation des techniciens des arts et de la Culture					
<i>Formation des techniciens des arts et de la culture de l'INA</i>	<i>direct</i>	191 764	160 625	31 139	83,76%
<i>Organisation de voyages d'étude</i>	<i>indirect</i>	51 503	25 560	25 943	49,62%
Programme 2.050 : Promotion du Secteur de l'Artisanat					
Action 01 : Développement et Promotion du secteur de l'artisanat					
<i>Elaboration de textes d'application du Code communautaire artisanat de l'UEMOA</i>	<i>indirect</i>	15 827	3 030	12 797	19,14%
<i>Organisation des sessions de formations (voyage d'études)</i>	<i>direct</i>	13 373	3 399	9 974	25,41%
<i>Organisation et/ou participation aux manifestations de promotions artisanales</i>	<i>indirect</i>	254 199	69 455	184 744	27,32%
Programme 2.051 : Promotion du Secteur du Tourisme					
Action 01 : Développement et Promotion du tourisme					
<i>Participation aux manifestations promotionnelles du tourisme</i>	<i>indirect</i>	17 847	14 190	3 657	79,50%
<i>Renforcement des capacités des acteurs public- privés intervenant dans la chaîne de production, distribution, commercialisation des offres et services touristiques</i>	<i>direct</i>	21 491	1 650	19 841	7,67%
<i>Organisation de rencontres périodiques avec le secteur privé intervenants dans le domaine du tourisme au Mali; et formulation de projets partenariat Public-Privé dans le secteur du tourisme</i>	<i>indirect</i>	1 661	115	1 546	6,92%

Total	direct	750 230	552 564	197 666	73,65%
Total	indirect	571 298	216 103	355 195	37,82%

Ce tableau reprend celles qui ont un lien, direct ou indirect, en renseignant la nature du lien.

III. Planification et budgétisation des actions genres:

c) Budget genre existant

Les tableaux ci-dessous présentent un « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre (Tableau III.1a), ou un lien indirect (Tableau III.1b).

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Un « budget genre ciblé », qui trace les allocations budgétaires ciblant directement l'égalité de genre dans le budget (lien direct avec l'égalité de genre) - telles que par exemple les allocations budgétaires d'actions exclusivement destinées à la scolarité des filles.

En milliers de francs CFA

Intitulé de l'activité	Exécution 2022	Budget 2023	Prévisions		
			2024	2025	2026
	Programme 1.019 : Administration générale				
	Action 02 : Gestion financière et matérielle				
Appuis aux acteurs et aux activités culturelles	189 846	1 254 059	25 000	129 851	129 851
Formation des agents du département	1 400	1 572	14 785	14 785	14 785
	Programme 2.047 : Protection et Promotion de l'Héritage Culturel				
	Action 03 : Protection et promotion du patrimoine photographique				
Renforcement de capacité des photographes	18 761	34 892	42 579	40 000	40 000
	Programme 2.049 : Promotion de la Création Artistique et Littéraire				
	Action 02 : Protection des œuvres artistique et littéraire				
Formation des acteurs de la chaine du livre	0	300	1 360	13 185	13 185
Action 03 : Promotion du livre et de la lecture					
Formation des bibliothécaires	40	522	1 294	ND	ND
	Action 05 : Formation et recherche dans le domaine des arts et du Patrimoine				
Formation d'étudiants et d'acteurs culturels	176 843	81 190	211 989	206 500	206 500
	Action 06 : Formation des techniciens des arts et de la Culture				
Formation des techniciens des arts et de la culture de l'INA	160 625	119 681	184 167	192 842	193 842
	Programme 2.050 : Promotion du Secteur de l'Artisanat				
	Action 01 : Développement et Promotion du secteur de l'artisanat				
Organisation des sessions de formations (voyage d'études)	3 399	0	5 000	4 000	4 000
	Programme 2.051 : Promotion du Secteur du Tourisme				
	Action 01 : Développement et Promotion du tourisme				
Renforcement des capacités des acteurs public- privés intervenant dans la chaine de production, distribution, commercialisation des offres et services touristiques	1 650	ND	12 058	20 752	20 752
Total	552 564	1 492 216	498 232	621 915	622 915

Le tableau ici montre l'évolution du financement des activités de certaines actions de certains programmes du département qui ciblent directement l'égalité de genre avec une prévision budgétaire pour les années 2024, 2025 et 2026. Suivant le tableau, on remarque une augmentation considérable de l'allocation budgétaire de l'année 2023 par rapport à l'année 2022. Quant aux prévisions budgétaires des années suivantes (2024, 2025 et 2026), il importe de relever une augmentation budgétaire progressive d'année en année.

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

Un « budget genre indirect », qui trace les allocations budgétaires ayant un lien indirect avec l'égalité de genre, par exemple des projets avec composantes ou indicateurs de genre. *En milliers de francs CFA*

Intitulé de l'activité	Exécution 2022	Budget 2023	Prévisions		
			2024	2025	2026
Programme 1.019 : Administration générale					
Action 03 : Processus de décentralisation et de déconcentration					
Transfert des infrastructures culturelles aux collectivités territoriales	3 203	5 207	11 837	9 469	10 469
Transfert des services déconcentrés aux collectivités territoriales	275	2 275	3 563	5 930	5 930
Programme 2.047 : Protection et Promotion de l'Héritage Culturel					
Action 03 : Protection et promotion du patrimoine photographique					
Organisation d'expositions photographiques	49 766	19 420	15 987	15 000	15 000
Programme 2.048 : Promotion de l'Industrie Cinématographique					
Action 01 : Développement de l'industrie Cinématographique					
Financement des activités cinématographiques	10 098	9 708	66 667	85 044	85 044
Programme 2.049 : Promotion de la Création Artistique et Littéraire					
Action 02 : Protection des œuvres artistique et littéraire					
Numérisation des œuvres littéraires et artistiques	11 459	20 898	44 444	17 628	17 628
Formation en droit d'auteur et droit voisin	114	0	3 380	13 074	13 074
Action 04 : Amélioration de la fréquentation des structures culturelles					
Organisation de conférences visant à honorer la mémoire des martyrs du 26 mars 91	8 082	ND	7 020	7 515	8 515
Organisation d'exposition de collectionneurs d'objet d'art	1 000	3 339	11 111	10 000	10 000
Action 05 : Formation et recherche dans le domaine des arts et du Patrimoine					
Organisation d'évènements culturels (festivals, expositions, résidences, rencontres de professionnels des arts)	19 756	169 562	17 378	21 402	21 402
Action 06 : Formation des techniciens des arts et de la Culture					
Organisation de voyages d'étude	25 560	15 632	51 503	42 172	42 172
Programme 2.050 : Promotion du Secteur de l'Artisanat					
Action 01 : Développement et Promotion du secteur de l'artisanat					
Elaboration de textes d'application du Code communautaire artisanat de l'UEMOA	3 030	2 486	18 951	14 177	14 177
Organisation et/ou participation aux manifestations de promotions artisanales	69 455	147 519	86 815	74 542	74 542
Programme 2.051 : Promotion du Secteur du Tourisme					
Action 01 : Développement et Promotion du tourisme					
Participation aux manifestations promotionnelles du tourisme	14 190	28 708	23 499	18 499	19 999
Organisation de rencontres périodiques avec le secteur privé	115	3 256	5 512	5 000	5 598

<i>intervenants dans le domaine du tourisme au Mali; et formulation de projets partenariat Public-Privé dans le secteur du tourisme</i>					
Total	216 103	428 010	367 667	339 452	343 550

Le tableau ici montre l'évolution du financement des activités de certaines actions des différents programmes du département qui ont un lien indirect avec l'égalité de genre avec une prévision budgétaire pour les années 2024, 2025 et 2026. Suivant le tableau, on remarque une augmentation de l'allocation budgétaire de l'année 2023 par rapport à l'année 2022. Quant aux prévisions budgétaires des années suivantes (2024, 2025 et 2026), il importe de relever une tendance d'évolution budgétaire en dent de scie d'année en année.

Tableau III.2 - Effectifs du ministère sexo-désagregés

Tableau présentant une répartition sexo-désagregée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émerge sur le Budget National (BCS)

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0
Conseillers Techniques	5	4	1	20
Personnel service courrier	19	6	13	68,42
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0
Chargés de Mission	4	3	1	25
Attaché de Cabinet	1	1	0	0
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	6	6	0	0
Directeurs nationaux Adjoints	6	5	1	20
Chefs de Division	19	15	4	21,05
Chefs de section	13	10	3	23,07
Chargés de dossier	17	13	4	23,52
Personnel service courrier	28	1	27	96,42
4.2. Directions Générales				
Directeur Général	6	5	1	16,66
Directeur Général Adjoint	2	2	0	0
Sous-Directeur	3	1	2	66,66
Chefs de Division	4	3	1	25

Chefs de section	7	4	3	42,85
Chargés de dossier	14	7	7	50
Personnel service courrier	6	3	3	50
4.3. Personnel EPA	25	20	5	20
4.4. Personnel EPST	51	12	39	76,47
5. Directions Régionales et services rattachés	149	116	33	22,14
6. Services locaux	1	1	0	0
Total	387	238	149	38,50

Sur un effectif total de 387 agents au compte du département, les femmes sont au nombre de 149 contre un effectif de 238 pour les hommes avec un taux de 38,50%. Il ressort du tableau de répartition que les femmes sont les plus nombreuses dans les postes de services courrier aussi bien au niveau du secrétariat général du département que dans les directions nationales et services rattachés et les Etablissements Publics à caractère Scientifique et Technologique (EPST). Dans les fonctions nominatives, elles sont minoritaires par rapport aux hommes de façon générale sauf dans les directions générales où elles sont deux (2) contre un (1) homme dans les fonctions de sous-directeur.

IV. Perspectives

Les perspectives du département en matière d'égalité de genre sont les suivantes :

- ❖ Institutionnaliser un Budget Sensible au Genre (BSG) : intégrer systématiquement la dimension genre dans la planification, l'allocation et l'exécution budgétaire ;
- ❖ Renforcer les capacités internes (formation, Comité Genre Ministériel, mécanismes de suivi-évaluation) pour une meilleure application des politiques ;
- ❖ Assurer une représentation équilibrée H/F dans les délégations culturelles, festivals et foires internationales ;
- ❖ Renforcer la collaboration avec les médias pour valoriser les parcours de femmes leaders et créatrices dans le secteur de la culture, de l'artisanat et du tourisme ;
- ❖ Renforcer la formation des créatrices aux droits d'auteur et droits voisins ;
- ❖ Mettre en place un mécanisme de suivi genre dans la gestion des droits (collecte, redistribution) ;
- ❖ Poursuivre les actions de développement de la protection sociale des professionnels des métiers de l'artisanat, de la culture et du tourisme ;
- ❖ Renforcer la collaboration avec les PTF pour le financement des initiatives inclusives ;
- ❖ Mettre en place des indicateurs de suivi genre harmonisés avec les standards internationaux (OXFAM, ONU Femmes...).

V. Recommandations

Partant des défis d'égalité de genre relevés dans le rapport, voici quelques recommandations qui sont formulées pour rester opérationnelle, réalistes et alignées sur les missions du Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme suivantes :

- Institutionnaliser l'approche genre dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de toutes les politiques, stratégies et projets du ministère ;
- Mettre en place un Comité Genre Ministériel chargé de coordonner et de suivre l'intégration du genre dans tous les services ;
- Développer un plan de renforcement des capacités internes sur l'approche genre pour le personnel du ministère ;
- Intégrer des indicateurs genre clairs et mesurables dans tous les DPPD-PAP et RAP ;

- Renforcer les mécanismes de suivi-évaluation sensible au genre avec collecte systématique de données sexo-désagrégées pour améliorer la prise de décision ;
- Assurer la redevabilité genre par la publication régulière de rapport d'exécution financière et de performance sensibles au genre ;
- Intégrer systématiquement une budgétisation sensible au genre (BSG) dans le processus de planification annuelle et triennale (DPPD-PAP) ;
- Allouer un budget genre spécifique et pérenne dans chaque programme afin de réduire les écarts observés dans l'exécution budgétaire ;
- Orienter prioritairement les financements vers les activités à impact direct sur l'égalité H/F (formation, appui aux initiatives féminines, accès aux marchés) ;
- Diversifier les sources de financement via des partenariats public-privé (PPP) sensibles au genre, notamment avec les industries créatives et touristiques ;
- Développer des partenariats multi-acteurs (ONG, secteur privé, collectivités territoriales, organisations féminines) pour cofinancer et mettre en œuvre des initiatives inclusives ;
- Mettre en place des fonds/bourses compétitifs dédiés aux femmes créatrices (artistes, autrices, musiciennes, cinéastes...) ;
- Développer des programmes de mentorat et d'incubation pour accompagner les jeunes femmes dans les métiers de la culture, de l'artisanat, de l'hôtellerie et du tourisme ;
- Renforcer la collaboration avec les médias pour valoriser les parcours de femmes leaders et créatrices dans le secteur de la culture, de l'artisanat et du tourisme ;
- Promouvoir la participation des femmes aux foires artisanales, festivals, expositions et manifestations promotionnelles nationales et internationales ;
- Promouvoir le tourisme communautaire inclusif, intégrant pleinement les femmes dans la chaîne de valeur ;
- Mettre en place un programme de formation ciblé sur les droits d'auteur pour les femmes créatrices (artistes, autrices, musiciennes, cinéastes...) ;
- Favoriser la promotion des femmes dans les fonctions nominatives conformément à la loi n°2015-052 sur la promotion du genre dans les fonctions électives et nominatives.

CONCLUSION

Au terme du présent rapport, il convient de noter que le Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme joue un rôle stratégique dans la promotion et la valorisation des richesses culturelles, artisanales et touristiques du Mali. Les missions qui lui sont confiées, en vertu du Décret n°2021-0474/PT-RM du 26 juillet 2021, couvrent des domaines clés pour le développement socio-économique et la consolidation de l'identité nationale.

Toutefois, le rapport a mis en lumière des enjeux importants liés à l'intégration effective du genre dans les politiques, stratégies et programmes du département. Les gaps identifiés, notamment en matière d'accès équitable aux ressources, de représentation équilibrée, de protection des droits et de participation active des femmes, constituent des défis majeurs à relever pour atteindre une véritable égalité entre les hommes et les femmes.

Les mesures et actions déjà entreprises, bien que significatives, appellent à un renforcement des mécanismes de suivi, à une meilleure allocation des ressources financières et à une planification sensible au genre dans toutes les interventions. L'analyse de l'exécution budgétaire et des indicateurs montre des progrès inégaux, traduisant la nécessité d'une priorisation plus affirmée des questions d'équité.

Ainsi, il importe que le ministère poursuive et amplifie ses efforts en matière d'intégration du genre, en mobilisant davantage de ressources, en renforçant les capacités des acteurs et en instaurant des mécanismes de gouvernance inclusifs et participatifs. A travers une telle démarche de prise en compte effective des priorités et besoins spécifiques des femmes et des hommes, le département contribuera non seulement à la promotion de la culture, de l'artisanat et du tourisme, mais également à la construction d'une société malienne plus juste, équitable, résiliente et prospère.

ETAT W

ANNEXE SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

RAPPORT D'ANALYSE SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

AU TITRE DE LA LOI DE FINANCES 2026

VERSION FINALE

Septembre 2025

Sigles et Abréviations

AES	Alliance des Etats du Sahel
ACI	Agence de Cessions immobilières
ATM	Durée Moyenne à Fixer
ATR	Durée Moyenne à Refixer
ANAM	Agence Nationale d'Assistance Médicale
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIPRES	Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale
CMDT	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
COMANAF	Compagnie Malienne de Navigation Fluviale
COMANAV	Compagnie Malienne de Navigation
COMATEX-SA	Compagnie Malienne des Textiles-Société Anonyme
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSREF	Centre de Santé de Référence
COVID-19	Coronavirus 2019
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CT	Collectivités Territoriales
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DGPC	Direction Générale de la Protection Civile
EDM-SA	Energie du Mali-Société Anonyme
EIE	Evaluations d'Impacts Environnementales
EP	Entreprises Publiques
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FRAT	Fiscal Risk Assessment Tool/ Outil d'Evaluation des Risques Budgétaires

FOB	Free On Board « Franco à Bord »
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure
PIB	Produit Intérieur Brut
PLF	Projet de Loi de Finances
PPP	Partenariat Public-Privé
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAMU	Régime d'Assurance Maladie Universelle
SOMAGEP-SA	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable-Société Anonyme
SOPA FER	Société du Patrimoine Ferroviaire
TIPP	Taxes Intérieures sur les Produits Pétroliers
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I. INTRODUCTION

1. Les prévisions budgétaires sont élaborées sur la base d'hypothèses essentiellement macroéconomiques. Lors de l'exécution du budget, des facteurs peuvent survenir et empêcher d'atteindre les objectifs, d'où l'écart, quelque fois très important entre prévisions et réalisations. Ces phénomènes, connus sous le nom de risques budgétaires, s'ils se matérialisent, affectent l'ensemble des finances publiques, notamment une pression sur certaines dépenses, une augmentation du stock de la dette publique, des difficultés de refinancement et une baisse des recettes fiscales et entraînent un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires. Ils peuvent être **exogènes** : (i) la persistance de la crise sécuritaire ; (ii) la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques ; (iii) la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales et régionales ou **endogènes** : (iv) la vulnérabilité de la situation financière de certaines entreprises publiques ; (v) l'instabilité du climat social et les revendications juridiques contre l'Etat et (vi) la mauvaise gouvernance et les crises institutionnelles.
2. En vue d'analyser les principaux risques liés au processus budgétaire, le Ministère de l'Economie et des Finances à travers la Direction Générale du Budget élabore depuis 2018 une annexe budgétaire consacré aux sujets. Dans cet exercice les principaux outils utilisés sont : (i) l'outil d'évaluation des risques budgétaires /Fiscal Risk Assessment Tool (FRAT) qui fournit une perspective de haut niveau sur un portefeuille de risques budgétaires comportant jusqu'à 15 sources de risques budgétaires et couvrant les risques macroéconomiques, spécifiques et institutionnels et (ii) l'outil du bilan de santé des entreprises publiques (SOE Health Check) qui permet au Gouvernement d'identifier et de surveiller les entreprises publiques non financières à haut risque et aide à éclairer les interventions précoces et ciblées si nécessaires.
3. Le présent rapport d'analyse des risques budgétaires au titre de la loi de finances 2026 est le fruit d'un travail collaboratif entre les différents services techniques impliqués dans le processus budgétaire et la gestion des risques inhérents. Il analyse les principaux facteurs de risques identifiés, renseigne leurs canaux de transmission sur les finances publiques et en propose les mesures d'atténuation.

Les différents risques analysés dans ce rapport sont :

- les risques macroéconomiques et environnementaux ;
- les risques spécifiques ;
- les risques institutionnels.

II. METHODOLOGIE

4. La méthodologie adoptée dans le cadre du présent rapport a consisté à :

- ✓ la collecte des données auprès des structures concernées par l'analyse des risques budgétaires (entreprises publiques, Organismes de sécurité sociale et autres services techniques de l'Etat) ;
- ✓ l'analyse et au traitement des données sur la base des outils FRAT(risques macroéconomiques) et SOE HEALTH CHECK (santé des entreprises publiques) ;
- ✓ la production d'un rapport provisoire sur la base des informations collectées ;
- ✓ au partage du rapport provisoire avec les différents acteurs ;
- ✓ l'organisation d'une réunion pour la validation du rapport.

III. ANALYSE DES RISQUES MACROECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

5. Les risques macroéconomiques sont des changements inattendus dans la performance macroéconomique du pays qui peuvent avoir un impact négatif sur les réalisations budgétaires, en particulier en ce qui concerne les recettes, les dépenses ainsi que la valorisation des actifs et passifs du gouvernement¹.
6. Quant aux risques environnementaux, il s'agit des risques liés aux catastrophes naturelles, aux dangers environnementaux, aux pandémies et au changement climatique².
7. Dans cette partie, nous analyserons les risques macroéconomiques suivants : les risques liés aux fluctuations de la croissance économique, les risques liés à la volatilité des prix des matières premières et les risques liés aux catastrophes naturelles.

3.1 Risques liés aux fluctuations de la croissance économique

Probabilité d'occurrence : 12,0%, probabilité moyenne

3.1.1 Description

8. Les aléas macroéconomiques négatifs, matérialisés le plus souvent par de fortes baisses du PIB, affectent régulièrement les finances publiques. Les chocs macroéconomiques interviennent en moyenne tous les 12 ans dans chaque pays avec un impact moyen de 9% sur le PIB (Bova, 2016).
9. En tenant compte de l'historique des vingt-cinq dernières années, la probabilité d'occurrence d'un taux de croissance négatif est de l'ordre de 12%.
10. **La figure 1** fournit l'évolution du taux de croissance du PIB sur la période 2010-2026. Sur cette période, le taux de croissance du produit intérieur brut a été de 4,0% en moyenne avec une volatilité

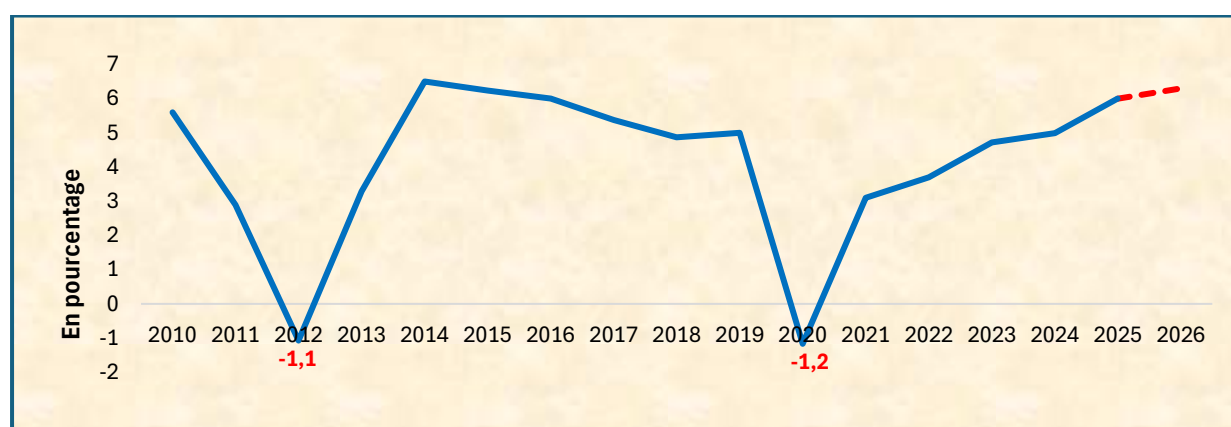
¹ Définition inspirée de la description des risques macroéconomiques dans l'outil FRAT du FMI

² Idem

de 2,36. Le taux de croissance le plus élevé est celui de 2014, soit 6,5 %. Cette croissance est soutenue par tous les secteurs d'activités. Les taux de croissance négatifs ont été observés en 2012 (-1,1%) et 2020 (-1,2%).

11. La baisse de 2012 s'explique par la crise sécuritaire et institutionnelle et celle de 2020 par l'effet combiné de la crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus et au boycott de la culture du coton par les paysans. Les secteurs primaire et secondaire ont été les plus affectés par ces crises contrairement au secteur tertiaire qui s'est relativement mieux comporté.
12. Par ailleurs, en 2022, la croissance économique, qui était initialement prévue à 5,0%, est ressortie à 3,7%, soit une perte de 1,3 point de pourcentage, en raison des sanctions économiques et financières prises par les institutions sous-régionales (UEMOA, CEDEAO), la crise sécuritaire et les conséquences des tensions géopolitiques.
13. Malgré les multiples crises, l'économie malienne demeurerait résiliente. En effet, il est prévu un taux de croissance de 6,3% en 2026 contre 6,0% attendu en 2025.
14. Toutefois, il convient de noter qu'un certain nombre d'obstacles, s'ils ne sont pas gérés au mieux, pourraient entraver la performance économique attendue en 2025 et 2026, affecter les objectifs budgétaires. Il s'agit notamment de :
 - la dégradation des infrastructures de transport ;
 - les difficultés d'accès à l'électricité ;
 - la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales et régionales ;
 - l'insécurité ;
 - le changement climatique ;
 - la volatilité des prix des matières premières.

Figure 1: Evolution du taux de croissance du PIB réel 2010-2026



Source : CPM-MME-DNPD, INSTAT, juin 2025

15. Les secteurs primaire et tertiaire représentent l'essentiel du PIB, soit 30,4% et 39,1% du PIB en moyenne respectivement, sur la période 2010-2024 contre 33,2% et 36,4% du PIB attendu en 2025. Ils constituent les principaux moteurs de la croissance économique.

16. En outre l'analyse du tableau 1 relatif à la volatilité des composantes du PIB, montre que le secteur secondaire présente une volatilité très importante avec un taux de croissance moyen de 1,6% et un écart-type de 4,3% sur la période 2010-2024. Il est généralement sensible aux variations exogènes des prix des matières premières et des taux de change. Il est suivi par le secteur primaire avec un taux de croissance moyen de 4,5% et un écart-type de 5,4%. Cette volatilité du secteur primaire peut s'expliquer par, le fait que le secteur primaire principalement lié aux activités agricoles et pastorales, est vulnérable aux aléas climatiques (sécheresses et inondations), mais il induit un impact direct limité sur les recettes budgétaires. Il peut cependant avoir un impact indirect sur les dépenses de l'Etat (dépenses d'intervention ou de secours aux populations). Cependant, il reste difficile à mesurer cet impact en le dissociant d'autres dépenses budgétaires récurrentes.

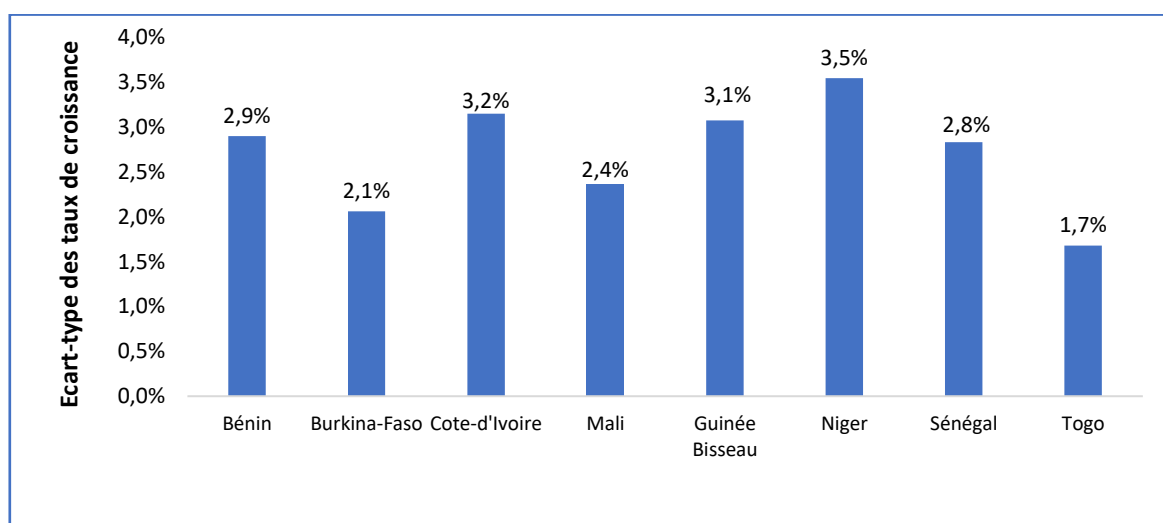
Tableau 1 : Volatilité des composantes du PIB, 2010-2024

Secteurs	Moyenne	Ecart-type
Secteur primaire	4,5%	5,4%
Secteur secondaire	1,6%	4,3%
Secteur tertiaire	4,9%	2,8%

Source : CPM-MME-DNPD INSTAT, juin 2025

17. S'agissant du secteur tertiaire sa volatilité est modérée sur la période 2010-2024 et est sensible aux aléas institutionnels endogènes. Par conséquent, il ressort du **tableau 1** que les secteurs secondaire et primaire ont été très instables entre 2010 et 2024.
18. Le Mali connaît une volatilité de la croissance relativement faible (2,4) comparée à certains pays de la sous-région comme le Niger (3,5), la Côte d'Ivoire (3,2), la Guinée Bissau (3,1), le Bénin (2,9) et le Sénégal (2,8). Par contre, la volatilité de la croissance du PIB au Mali se situe à un niveau sensiblement supérieur, comparée à celle du Togo (1,7), et du Burkina-Faso (2,1).

Figure 2: Volatilité de la croissance du PIB réel des pays de l'UEMOA 2010-2024



Source : Perspectives Economiques Régionales, Afrique Subsaharienne, 2015-2024 ; nos calculs

3.1.2 Canaux de transmission

19. Lorsque les chocs macroéconomiques se produisent, ils provoquent une baisse de croissance économique, cela entraînerait au niveau des finances publiques, non seulement une baisse des recettes budgétaires attendues, mais aussi une réduction des dépenses en général et particulièrement celles en capital.
20. En effet, les prévisions de recettes fiscales et non fiscales dépendent en grande partie du niveau de l'activité économique. Lorsque les fluctuations à la baisse sont enregistrées, en l'absence d'alternatives pour le Gouvernement, il faut s'attendre à un manque à gagner sur les recettes. La baisse des recettes budgétaires aura pour conséquence l'absence de financement pour certaines dépenses notamment d'investissement sachant que certaines dépenses courantes sont incompressibles (Salaires, pensions, bourses, etc.).

3.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

21. En moyenne, entre 2016 et 2024 (**tableau 2**), la mobilisation des recettes fiscales est inférieure aux prévisions d'environ 0,5 point de pourcentage du PIB. Il faut cependant remarquer que certaines données font référence aux prévisions révisées dans les lois de finances rectificatives qui, pour la plupart, intègrent déjà les effets des chocs intervenus en cours d'année. Si l'on considère les prévisions des lois de finances initiales, l'écart serait davantage plus grand.

Tableau 2 : Evolution des recettes fiscales prévisions versus réalisations et les écarts en % du PIB ,2016-2024

Année Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 ³	Moyenne 2016-2024
Prévisions Recettes Fiscales en % du PIB	14,8	15,3	15,6	15,6	14,0	15,1	15,5	14,6	12,7	14,8
Réalisations Recettes Fiscales en % du PIB	14,9	15,2	11,9	14,8	14,3	15,3	13,9	14,7	13,6	14,3
Ecart en % PIB (- signifie manque à gagner)	0,1	-0,1	-3,7	-0,8	0,3	0,2	-1,6	0,1	0,9	-0,5

Source : DGB sur la base du TOFE, 2016-2024

22. On note un dépassement sur les prévisions révisées en 2016, 2020 ,2021 et 2023.Cela dénote d'une part, d'un retournement favorable de la conjoncture économique, et d'autre part, de la non-prise en compte des prévisions initiales.
23. En 2024, le dépassement des réalisations des recettes par rapport aux prévisions est imputable notamment aux résultats des négociations entre le Gouvernement et certaines sociétés minières à la suite de l'audit réalisé auprès desdites sociétés.
24. La non-réalisation des objectifs de recettes engendre une détérioration du solde budgétaire et donc un accroissement de la dette publique. Elle peut aussi avoir pour conséquence un gel de certaines catégories de dépenses et particulièrement les dépenses d'investissement de l'Etat.

Tableau 3 : Evolution des dépenses en capital de l'Etat, prévisions versus réalisations et les écarts (en % du PIB) entre 2016 et 2024

Année Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 ⁴	Moyenne. 2016-2024
Prévisions de dépenses en Capital en % PIB	9,3	9,9	9,4	8,9	8,7	8,1	6,3	4,4	3,8	7,6
Réalisations de dépenses en Capital en % PIB	8,9	8,8	6,5	6,5	6,1	5,9	4,0	3,6	3,4	6,0
Ecart en % PIB	-0,4	-1,1	-2,9	-2,4	-2,6	-2,2	-2,3	0,8	-0,4	-1,6

Source : DGB sur la base du TOFE, 2016-2024

25. Il ressort qu'en moyenne les dépenses en capital ont connu entre 2016 et 2024 un écart d'exécution de l'ordre de 1,6 points de pourcentage du PIB. Cette situation peut avoir des causes

³ Le ratio des recettes fiscales en % du PIB de 2024 est calculée sur la base du PIB rebasé du SCN 2008

⁴ Idem pour les dépenses en capital.

multiples liées entre autres aux méthodes de prévisions, aux procédures d'exécution des dépenses et aux conditions économiques nationales.

Figure 3: Matrice impact-probabilité

Impact budgétaire potentiel	Haut			
	Moyen		Risques macroéconomiques	
	Faible			
		Peu probable	Probable	Hautement probable
Probabilité de matérialisation				

Source : Travaux de l'équipe DGB sur la base de l'outil FRAT, Août 2025.

26. Les risques macroéconomiques ont une probabilité de matérialisation moyenne et présentent un impact moyen sur les agrégats budgétaires. Cette appréciation se fonde essentiellement sur le fait que l'économie malienne est très peu diversifiée. Ce qui dénote en effet que l'économie malienne est vulnérable à des chocs macroéconomiques. Elle demeure confrontée à un défi sécuritaire malgré d'importants efforts pour équiper les forces de défense et de sécurité du pays.

3.1.4 Mesures d'atténuation.

27. Pour minimiser l'impact des fluctuations de croissance économique sur les finances publiques, les mesures d'atténuation que l'Etat devrait mettre en œuvre sont entre autres :
- l'adoption des méthodes de prévisions budgétaires prudentes basées sur l'analyse systématique des écarts de prévisions antérieures ;
 - la diversification de l'économie à travers une politique de soutien aux secteurs de la transformation agro-industrielle afin de porter la contribution du sous-secteur industriel au moins au tiers du PIB ;
 - l'exploitation des avantages du Code minier adopté en 2023 ;
 - la poursuite de la digitalisation des moyens de paiement dans les structures de l'administration.
 - l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la fiscalisation des nouvelles économies ;
 - l'accélération du processus d'adoption des textes relatifs à la taxation des propriétés foncières, bâties et non bâties ;
 - la poursuite des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale.

3.2 Risques liés à la volatilité des prix des matières premières

3.2.1 Description

28. Les risques liés à la volatilité des prix des matières premières proviennent des incertitudes liées à l'évolution des cours mondiaux. Au Mali, les matières premières qui ont une incidence majeure sur les finances publiques sont l'or, le coton et les produits pétroliers.

Hausse des cours du pétrole

Probabilité de survenance : 24%, probabilité moyenne

29. Les cours du prix de pétrole sont influencés par l'environnement économique international et les tensions géopolitiques notamment le conflit russo-ukrainien et la crise au Moyen-Orient ainsi que l'augmentation des tarifs douaniers enclenchée par les Etats-Unis d'Amérique. Les fluctuations de ces cours pourraient impacter significativement les agrégats macroéconomiques et budgétaires du Mali, en tant qu'importateur du pétrole.
30. Ainsi, une hausse brutale des cours du pétrole occasionne des pertes de recettes pour l'Etat en raison d'un mécanisme d'ajustement des taxes en vue de contenir les prix à la pompe.
31. Selon les données historiques, une hausse de 26 USD (+33,0% du prix moyen annuel 2024) du prix des hydrocarbures, qu'elle soit due à l'appréciation du cours du Brent et/ou du dollar correspond à l'écart-type mesuré ces vingt-cinq dernières années et le risque qu'elle se matérialise est de l'ordre de 24%.
32. Une telle hausse aurait un triple impact négatif sur le budget de l'Etat. Les trois impacts directs sont : i) une baisse des recettes fiscales due à l'ajustement de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) flottante, en vue d'amortir la répercussion sur les prix à la pompe ; (ii) une aggravation du déséquilibre de la société d'Etat EDM-SA⁵ par le surenchérissement de ses coûts de production avec le risque d'une subvention supplémentaire de l'Etat ; (iii) une augmentation des dépenses de consommation de l'Etat.
33. Par ailleurs, une hausse importante des prix internationaux du pétrole sur une période moyen et long terme entrainerait, une dégradation du pouvoir d'achat des ménages et une hausse des charges de production des entreprises.

⁵ Selon une étude réalisée par le FMI en 2018, une hausse du cours du pétrole de 30\$ entrainerait une hausse des coûts de production de l'EDM de près de 40 milliards de FCFA

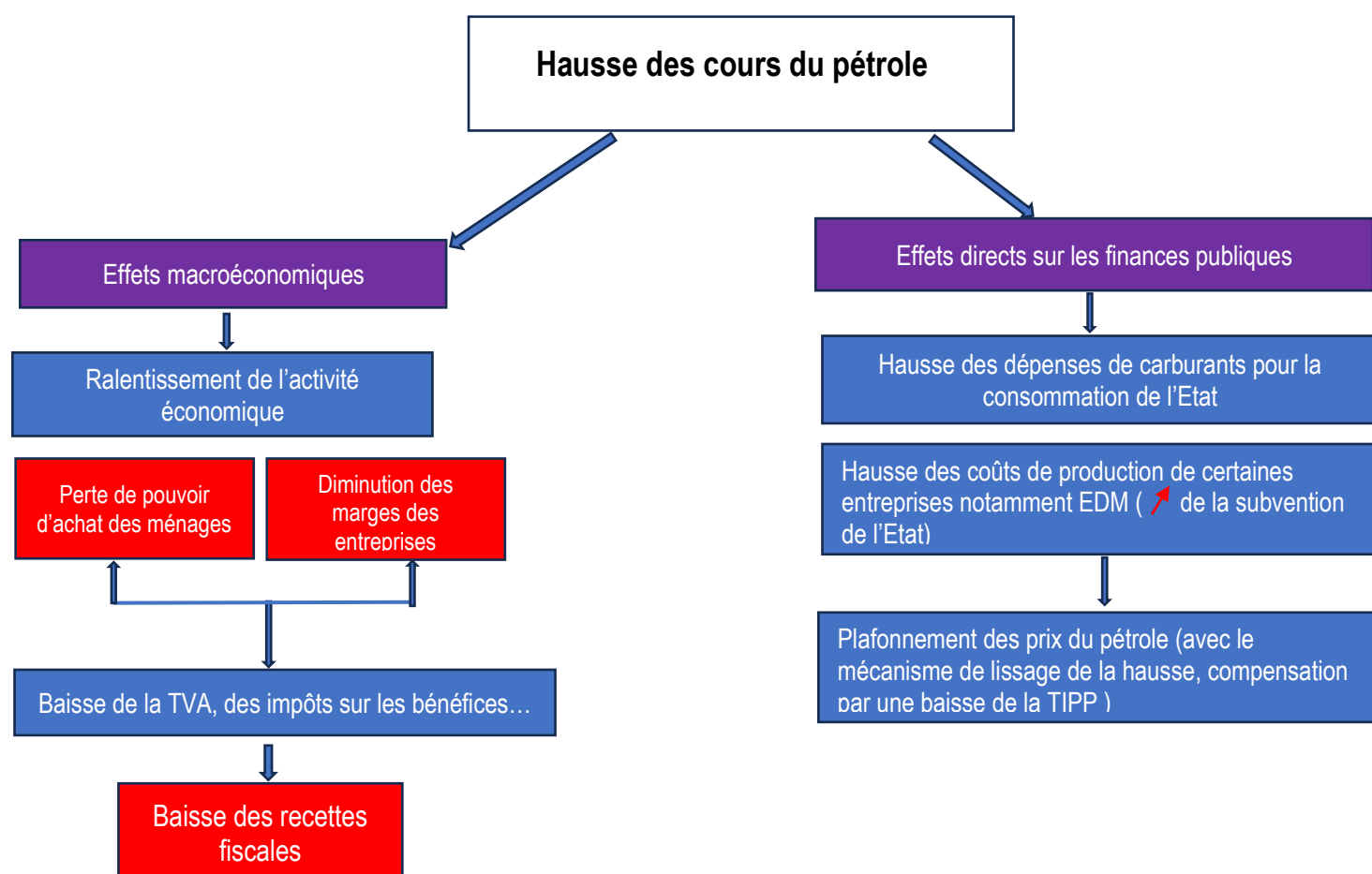
34. De plus, en termes d'importation, les produits pétroliers représentent environ 36,1% des importations totales des biens sur la période 2018-2023.
35. La figure 4 met en évidence les canaux par lesquels les fluctuations des cours du pétrole peuvent affecter l'économie nationale et les conséquences sur les agrégats macroéconomiques et budgétaires, notamment le taux d'inflation, la balance commerciale ainsi que sur les recettes pétrolières et les dépenses budgétaires.

Tableau 4 : Hypothèses de choc du risque sur le cours du pétrole

Paramètre du choc	Année	Scenario de référence (DPBEP)	Scenario 1 (+29%)	Scenario 2 (+58%)	Scenario 3, choc antérieur le plus important (+67%)
Cours du pétrole (\$/baril)	2026	72	93	114	120
	2027	70	90	111	117
	2028	69	89	109	115

Source : Banque mondiale, nos calculs

Figure 4: Effets du choc de la hausse des cours du pétrole



Source : DGB

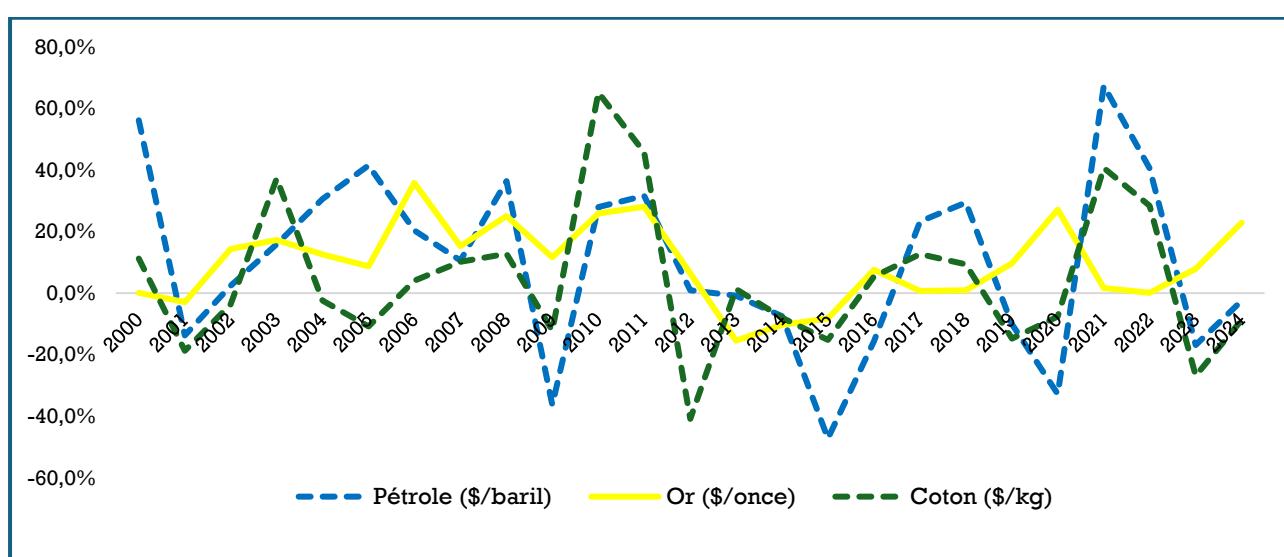
Tableau 5 : Appréciation du risque de fluctuation du cours du pétrole (scenario 1)

Source de risque	Impact budgétaire	Probabilité de matérialisation	Evaluation des risques	Stratégie d'atténuation	Niveau de priorité
Fluctuation du cours du pétrole	Moyen	Moyennement probable	Moyen	Oui	Priorité moyenne

Source : Travaux de l'équipe DGB sur la base de l'outil FRAT, Août 2025.

36. Le scenario 1 est considéré comme le scenario le plus vraisemblable avec une probabilité d'occurrence de 24%. Dans le cas d'une hausse de 29% des prix du pétrole sur le marché international, on s'attendrait à un impact moyen sur les agrégats budgétaires. Cet impact serait plus prononcé dans les cas extrêmes des scenarios 2 et 3.

Figure 5: Evolution des variations des cours de l'or, du coton et du pétrole, 2000-2024



Source Banque mondiale.

37. Comme on peut l'observer sur la **Figure 5**, l'évolution des prix des matières premières n'est jamais stable dans le temps. Les fluctuations sont très importantes au niveau des cours du pétrole avec une volatilité de 29% suivi du coton, 24,2% (**tableau 6**). Ces fluctuations, lorsqu'elles ne sont pas contenues dans des proportions acceptables, peuvent altérer les recettes budgétaires de l'Etat.

Tableau 6 : Volatilité des croissances des prix de quelques matières premières, 2000 et 2024

Matières premières	Moyenne	Ecart-type
Pétrole	10,1%	29,1%
Or	9,7%	13%
Coton	4,6%	24,2%

Source : Calcul à partir des données de la Banque mondiale.

Fluctuation des cours de l'or et du coton

Probabilité de survenance d'une baisse du cours de l'or : 20%, probabilité moyenne

Probabilité d'occurrence d'une baisse du cours du coton : 8%, probabilité faible

38. Tout comme le pétrole, les cours de l'or et du coton sont aussi influencés par l'environnement économique international.
39. Sur la période 2000-2024, la probabilité d'une baisse du cours de l'or est estimée dans une fourchette moyenne de 20%. Ce seuil serait davantage inférieur si l'on considère une période plus récente en raison de la bonne tenue du cours de l'or.

Tableau 7 : Hypothèses de choc du risque sur le cours de l'or

Paramètre du choc	Année	Scenario de référence (DPBEP)	Scenario 1 (-13%)	Scenario 2 (-26%)
Cours de l'or	2026	2 963	2 578	2 193
	2027	3 096	2 694	2 291
	2028	3 198	2 782	2 367

Source : Banque mondiale, nos calculs

40. Le scenario 3 est à exclure dans les hypothèses du choc car l'écart-type multiplié par deux⁶, soit 26% qui correspond au scenario 2 est supérieur au scenario extrême qui s'est matérialisé par le passé en vingt-cinq ans, soit (-15,5%). Donc Le scenario 1 est considéré comme le scenario le plus probable. L'écart-type mesuré ces vingt- cinq dernières années est de 596 \$/once qui correspond à une baisse d'environ 24% du prix de l'année 2024.
41. Dans le cas d'une baisse de 13% du cours de l'or sur le marché international, on s'attendrait à un impact moyen sur les recettes totales. Cet impact serait plus prononcé dans le cas extrême scenario 2, soit une baisse de 620 \$/once par rapport au prix de 2024.

Tableau 8 : Appréciation du risque de fluctuation du cours de l'or et du coton (scenario 1)

Source de risque	Impact budgétaire	Probabilité de matérialisation	Evaluation des risques	Stratégie d'atténuation	Niveau de priorité
Fluctuation de cours de l'or	Moyen	Moyennement probable	Moyen	Oui	Priorité moyenne
Fluctuation de cours du coton	Moyen	Peu probable	Moyen	Oui	Priorité moyenne

Source : DGB/sortie FRAT

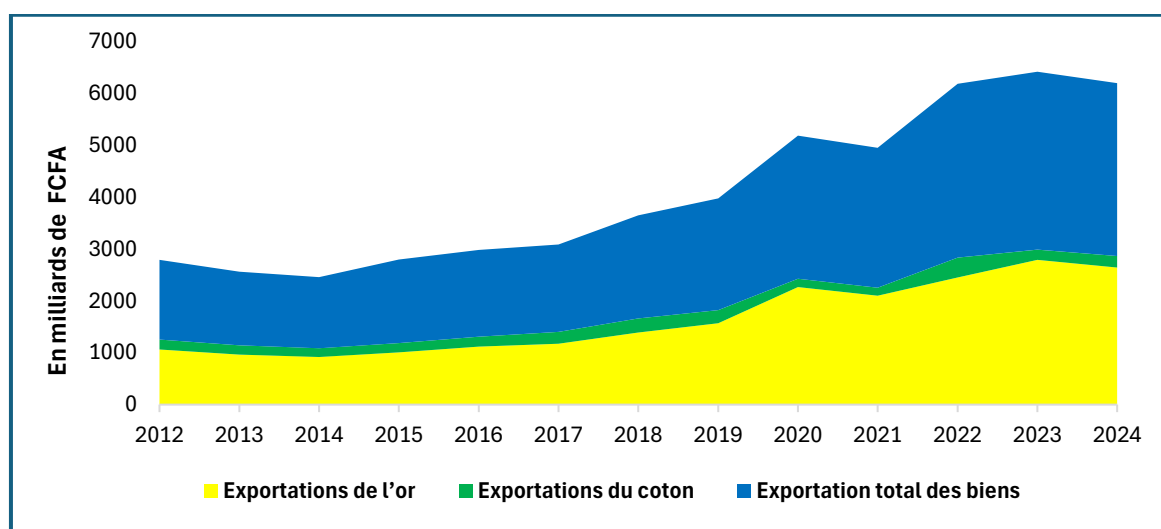
$$^6 \sigma_X = \text{Ecart-type} = \sqrt{V(X)} \text{ avec } V(X), \text{ la variance} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n (x_i - \bar{x})^2$$

42. S'agissant du coton, il y a moins d'une chance sur dix (8%) que le risque se matérialise c'est-à-dire, la baisse du cours international de 24,2% par rapport au cours de 2024 (scenario 1). Le scenarios 2 est considéré comme le cas le plus extrême (deux fois l'écart-type), soit une baisse de 48 % qui est supérieur au scenario extrême qui s'est matérialisé par le passé en vingt-cinq ans, soit -40,9%.
43. En cas de matérialisation du risque de fluctuation des prix internationaux de coton, on pourrait s'attendre à une baisse des revenus de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles, en raison de la dégradation des résultats financiers de ladite compagnie qui pourrait entraîner une baisse des recettes budgétaires.

3.2.2 Canaux de transmission

44. Si les risques liés au cours de l'or et du coton affectent différemment les agrégats budgétaires, ils ont tous un impact direct sur le budget de l'Etat, mais à des degrés différents.

Figure 6: Exportations de l'or, du coton et du total des biens en milliards de FCFA, 2012-2024



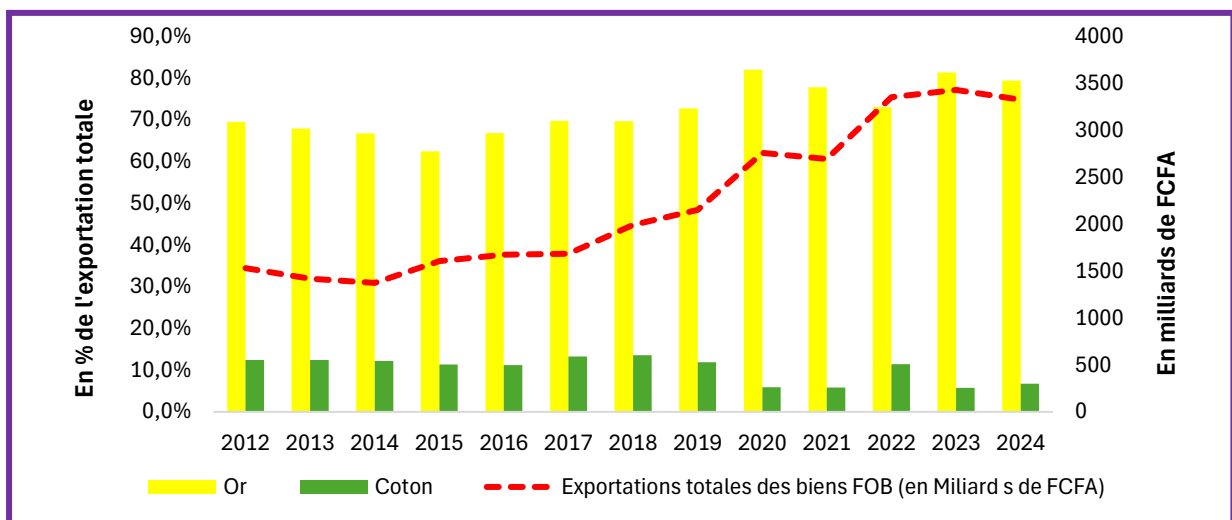
Source : BCEAO

45. Les exportations totales des biens sont passées de 1 532,2 milliards de FCFA en 2012 à 3 326,5 milliards de FCFA en 2024, soit une hausse de 1 794,3 milliards de FCFA entre 2012 et 2024 (**figure 6**). Elles sont dominées par deux grands secteurs : l'or (2 643,0 milliards de FCFA en 2024 contre 1 065,6 milliards de FCFA en 2012) et le coton (224,2 milliards de FCFA en 2024 contre 191,0 milliards de FCFA en 2012).
46. L'analyse de la **figure 7** montre que l'or demeure le principal produit d'exportation au Mali avec une moyenne de 72,3% de la valeur totale des exportations des biens sur la période 2012-2024. Il joue un rôle crucial dans l'économie malienne, représentant environ 8 à 9% du PIB. Le coton,

quant à lui, se positionne à 10,3% en moyenne des exportations totales sur la même période et peut souvent bénéficier de subvention de production de la part de l'Etat afin de soutenir les producteurs.

47. Conjointement, les deux représentent en moyenne 82,6% de la valeur des exportations FOB des biens sur la période 2012-2024. Cela dénote que les exportations du Mali ne sont pas diversifiées et sont très sensibles aux chocs extérieurs. Par conséquent, une baisse des cours mondiaux de ces deux produits pourrait être un facteur de détérioration des recettes budgétaires.
48. L'impact du choc pourrait se propager à plusieurs branches de l'économie en raison du rôle important de la filière coton, aussi bien dans le secteur agricole que dans les autres secteurs de l'économie (**figure 9**).

Figure 7 : Evolution de l'exportation de l'or, du coton en % des exportations des biens FOB, 2012-2024

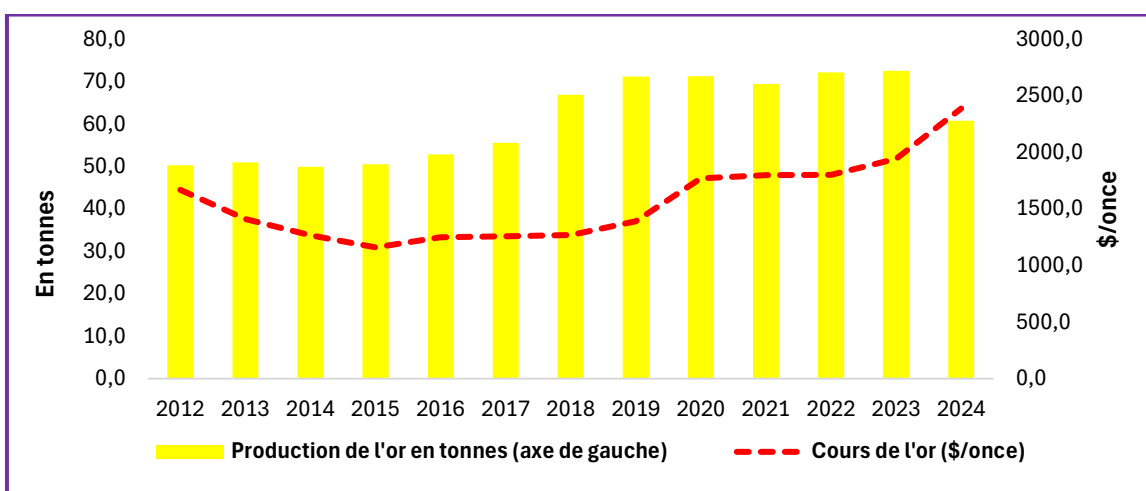


Source : BCEAO

3.2.3 Impact sur les agrégats budgétaires

49. La baisse de la production d'or et/ou de son cours a un impact élevé. L'or participe aux recettes budgétaires grâce aux dividendes perçus par l'Etat au titre de ses participations dans les sociétés minières et grâce aux divers impôts et taxes. Sur le plan économique, il convient d'ajouter toutes les ressources générées grâce aux investissements directs étrangers, aux activités connexes des mines et à l'orpaillage traditionnel.

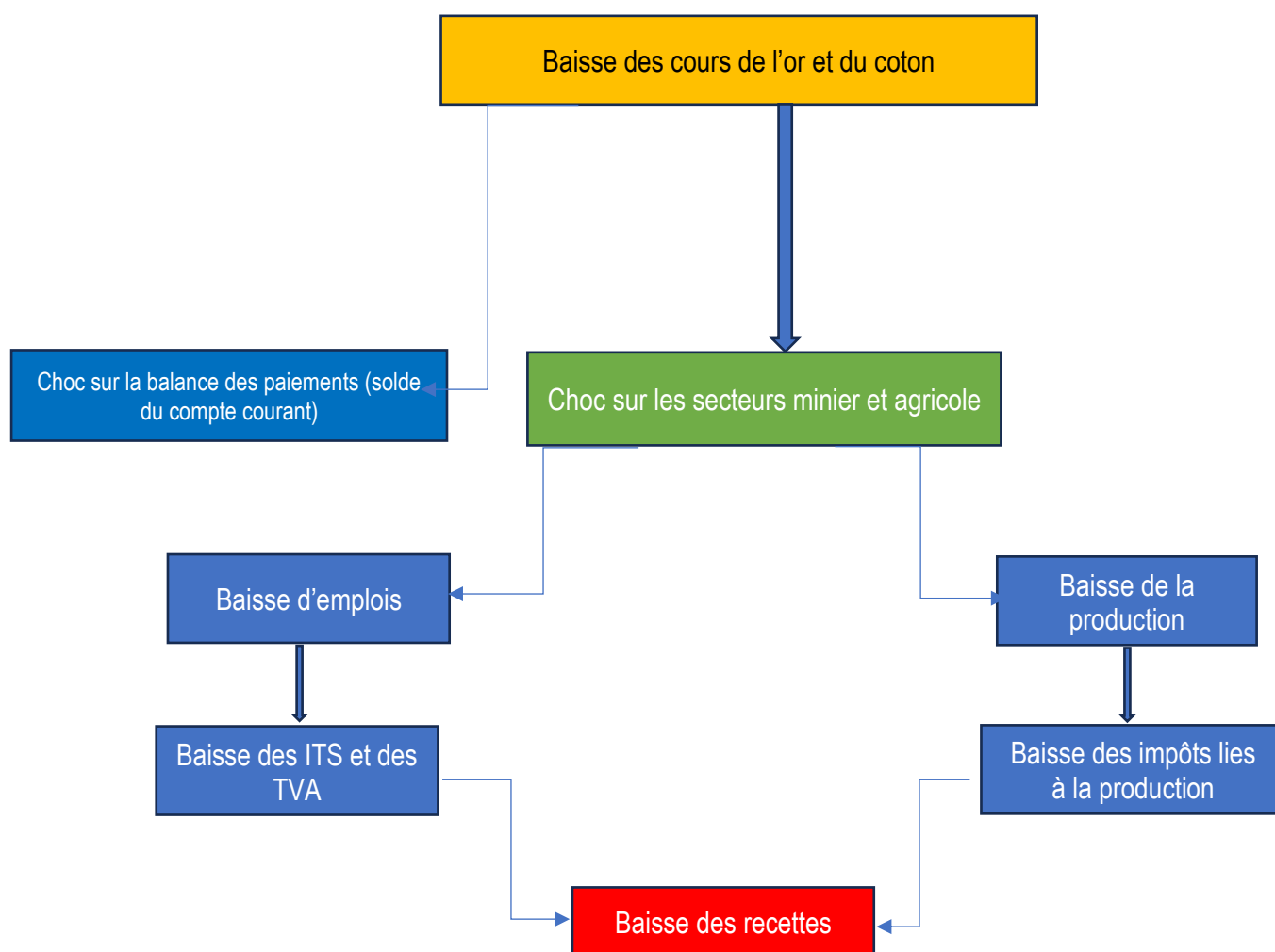
Figure 8: Evolution de la production et des cours de l'or entre 2012-2024



Source : CPS/Mines, Banque mondiale

50. En général, la production d'or connaît une fluctuation relativement modérée (**Figure 8**), même si les prévisions souvent très optimistes sont rarement atteintes. Par contre, les fluctuations des cours et donc des recettes budgétaires tirées de l'or sont assez fortes.
51. Quant au coton, la fluctuation de son cours peut impacter sur les recettes et les dépenses budgétaires. La baisse du cours peut entraîner une diminution des recettes budgétaires en général et celles des exportations en particulier. La baisse du cours du coton peut exercer une pression sur les dépenses de transfert au titre des « subventions prix du coton » et de production afin de soutenir les producteurs.

Figure 9: Effets du choc de la baisse des cours de l'or et du coton sur les recettes budgétaires



Source : DGB

3.2.4 Mesures d'atténuation

52. Afin de minimiser l'impact négatif des fluctuations des cours mondiaux sur les finances publiques, le Mali devrait poursuivre et accélérer les réformes déjà en cours. Il s'agit entre autres de :

- ***favoriser le développement du sous-secteur industriel, notamment celui de la transformation des matières premières pour diversifier l'économie.*** Le Mali est un pays agropastoral, mais la plupart des produits agricoles sont insuffisamment transformés et valorisés sur place. Ce qui explique la dépendance de l'économie nationale vis-à-vis de l'extérieur. Le coton, qui constitue le deuxième produit pourvoyeur de devises pour le pays est transformé localement à moins de 3%.
- ***sécuriser les recettes fiscales tirées du pétrole à travers un mécanisme plus souple de correction des prix à la pompe*** tout en veillant à réutiliser les recettes dégagées pour le soutien aux populations vulnérables ;

- **constituer un fonds sur les recettes aurifères** en vue d'amortir les chocs et organiser la chaîne de valeur en aval et le contenu local tout en formalisant progressivement l'activité d'orpaillage ;
- **poursuivre la diversification des sources de production d'électricité** en favorisant les investissements vers les énergies renouvelables.

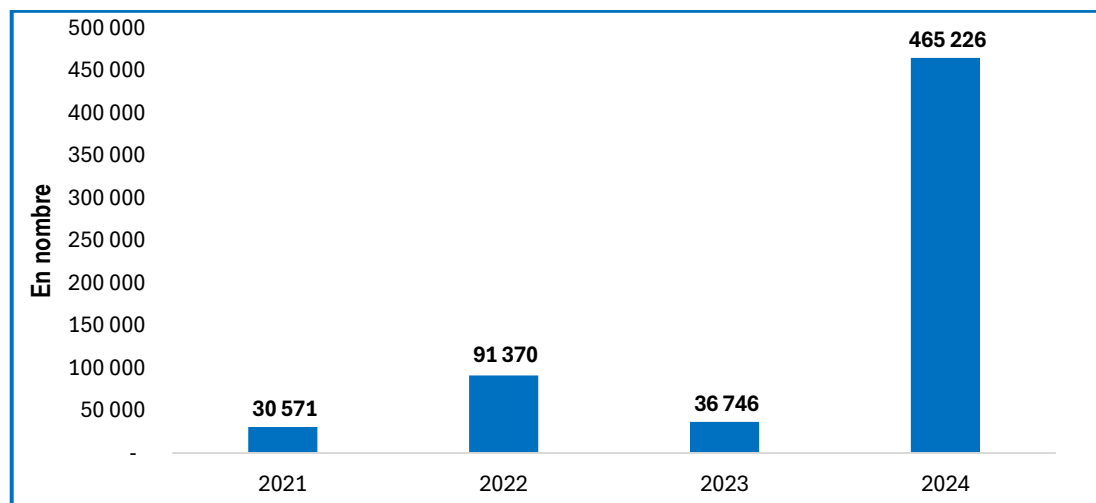
3.3 Risques liés aux catastrophes naturelles

3.3.1 Description

53. Les catastrophes naturelles sont des phénomènes naturels dévastateurs qui entraînent des conséquences dramatiques (victimes humaines ou animales, dégâts matériels), comme les tremblements de terre, les inondations, les sécheresses, les invasions acridiennes, les cas d'épidémie ou de pandémie. Ces catastrophes naturelles, peuvent avoir des répercussions sur certains agrégats macroéconomiques et budgétaires notamment, le PIB, la balance des paiements, l'inflation, les recettes et les dépenses. Elles induisent une déviation par rapport aux prévisions macroéconomiques.
54. Les différentes études réalisées sur les changements climatiques au Mali montrent que les principaux défis climatiques auxquels le pays est exposé sont, entre autres, les sécheresses, les inondations, les vents forts, les fortes variations de température, les pollutions atmosphériques et le risque acridien.
55. La sécheresse est un aléa cyclique dont les conséquences peuvent se faire ressentir sur de longues périodes, directement sur la population en matière de sécurité alimentaire et de malnutrition, mais aussi plus largement sur l'économie et le développement du pays puisque les récoltes sont moins abondantes.
56. Quant aux inondations, elles sont généralement dues au débordement et aux crues des fleuves et cours d'eau, à la défaillance des systèmes de drainage des eaux pluviales mais aussi à l'occupation des servitudes et lits des cours d'eaux par les populations. Les dégâts sur les personnes, les biens et l'environnement sont parfois très importants (pertes en vie humaine, destruction des infrastructures et des cultures, ravage des concessions, destructions des denrées alimentaires et du cheptel, etc.).
57. Le Mali a subi des inondations catastrophiques au cours du second semestre de 2024, les pires depuis 50 ans, qui ont causé des ravages généralisés pour les infrastructures, l'agriculture et les moyens de subsistance. Près de **465 226 personnes** ont été touchées, avec un bilan de 96 pertes en vies humaines, 39 944 toilettes/latrines impactés, 14 627 puits inondés, la perte de 37 000 têtes de bétail et la destruction de 4,41% des superficies agricoles. Elles ont endommagé 66 000

maisons, 300 écoles et d'autres infrastructures essentielles liées à la santé. Dans certains cas, des villages entiers ont été détruits.

Figure 10: Evolution du nombre de personnes décédées, disparues ou directement touchées lors de catastrophes (inondations) 2021-2024



Source : DGPC, rapport 2023 de mise en œuvre du CREDD 2019-2023.

58. Les inondations ont également aggravé les besoins de balance des paiements du Mali. Les dégâts considérables causés par ces inondations ont créé un besoin immédiat de devises étrangères pour financer des importations essentielles, notamment des denrées alimentaires, du bétail, des engrais et des matériaux pour reconstruire les maisons, les écoles et les infrastructures essentielles d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH).
59. Ainsi, suite à cette catastrophe naturelle, le Gouvernement, par Décret n°2024-0485/PM-RM du 23 août 2024, a déclaré l'état de catastrophe nationale.
60. En outre, le Fonds Monétaire International (FMI) a accordé un appui budgétaire général d'un montant de 74,4 milliards de FCFA en 2025 dans le cadre de Facilité de Crédit Rapide (FCR). Ce montant est destiné entre autres à : (i) couvrir les besoins urgents de financement de la balance des paiements résultant des graves inondations de 2024 et (ii) financer des importations essentielles pour la reconstruction ainsi que des mesures visant à faire face à l'insécurité alimentaire et à remettre en état les infrastructures de base, y compris les installations WASH.

3.3.2 Canaux de transmission

61. La survenance des catastrophes naturelles peut affecter directement le secteur agricole qui représente environ plus d'un tiers du PIB entre 2020 et 2024. Elle se traduit notamment par des pertes de récoltes et une diminution des capacités productives, qui ont elles-mêmes pour conséquence la hausse des prix des denrées et la précarité alimentaire des populations touchées.

3.3.3 Impact sur les agrégats budgétaires

62. La survenance des risques relatifs aux catastrophes naturelles peut avoir des effets négatifs ponctuels ou persistants sur les agrégats macroéconomiques et budgétaires. Leur réalisation affecte principalement les dépenses et recettes budgétaires ainsi que la valeur des actifs/passifs de l'Etat.
63. L'impact budgétaire est à la fois direct (coût de la réponse d'urgence et de l'aide humanitaire, reconstitution des stocks de sécurité alimentaire, hausse des prix des produits alimentaires, susceptible d'induire des transferts et subventions avec un impact négatif sur les équilibres et les priorités budgétaires de l'Etat) et indirect (ralentissement de l'activité économique, accentuation de la pauvreté et fragilisation du cadre macroéconomique).

3.3.4 Mesures d'atténuation

64. Pour faire face aux catastrophes naturelles, l'Etat a mis en place un certain nombre de mesures destinées à atténuer leur impact sur le budget. Il s'agit notamment de :
- la souscription à une police d'assurance auprès de la mutuelle panafricaine de gestion des risques pour couvrir le risque de sécheresse ;
 - la constitution de provision dans le budget de l'Etat pour faire face aux cas d'épidémies et catastrophes naturelles ;
 - la mise en place d'un fonds pour les Evaluations d'Impacts Environnementales (EIE) ;
 - l'application du décret n°2016-0974/P-RM portant création d'une Plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes ;
 - l'application du décret n°2017-0798/PM-RM) fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Comité interministériel de gestion de crises et catastrophes ;
 - l'opérationnalisation du Centre de Coordination et de Gestion des crises ;
 - la poursuite de la mise en œuvre d'un plan de secours comportant des mesures entre autres :
 - la sensibilisation sur les risques d'inondation ;
 - l'interdiction formelle d'attribution de parcelles à usage d'habitation dans les zones inondables ;
 - le curage des collecteurs, des caniveaux et des jonctions des voies d'écoulement d'eau ;
 - le recensement des constructions obstruant les voies d'écoulement d'eau en vue de leur libération.

IV. RISQUES LIES A LA DETTE

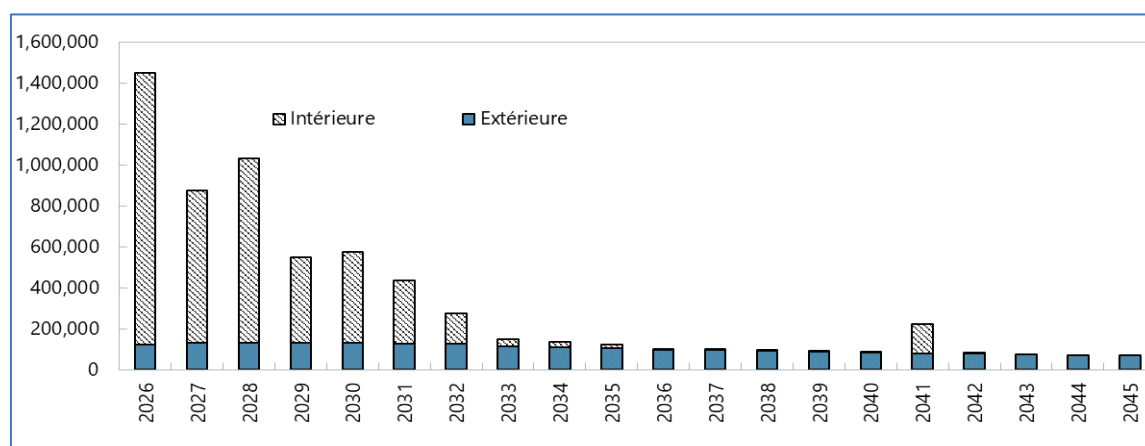
65. Les principaux risques budgétaires identifiés pour la dette publique sont :
- le risque de refinancement ;
 - le risque du taux d'intérêt ;
 - le risque de change ;
 - le risque lié aux garanties

4.1 Risque de refinancement

4.1.1 Description

66. Le risque de refinancement fait référence à l'incertitude selon laquelle la dette venant à échéance pourrait être financée à un coût plus élevé ou à l'incapacité de la refinancer. Il est apprécié par les indicateurs « durée moyenne d'échéance (en année) » et « dette à amortir dans un an (en % du PIB et en % du total de la dette) ».
67. A fin décembre 2025, la durée moyenne de la dette totale devrait ressortir à 6,3 ans, avec 2,9 ans pour la dette intérieure et 12,3 ans pour la dette extérieure. La dette extérieure est généralement concessionnelle, avec un taux d'intérêt pondéré moyen de 1% et une échéance de plus de dix ans.
68. Il ressort du **tableau 9** que le risque de refinancement serait porté par le profil de remboursement de la dette intérieure avec une maturité moyenne de moins de 3 ans et dont la part arrivant à échéance dans un (01) an, représente 29,3% du total et 7,5% du PIB à fin décembre 2025. Elle représente 62,7% de la dette totale et elle est essentiellement constituée de titres publics sous forme de bons et obligations dont 73,5% pour les obligations et 12,9% les bons du trésor.
69. Par ailleurs, le pic de 2026 du profil des échéances par type de dette à fin décembre 2025 montre qu'il existe un risque de refinancement important en 2026.

Figure 11: Profil des échéances par type de dette à fin décembre 2025 (en millions de FCFA)



Source : DGDP

4.2 Risque du taux d'intérêt

4.2.1 Description

70. Le risque de taux d'intérêt est le risque lié aux variations de taux d'intérêt sur le coût du service de la dette, ou l'augmentation potentielle des charges d'intérêts par rapport au montant budgétisé.

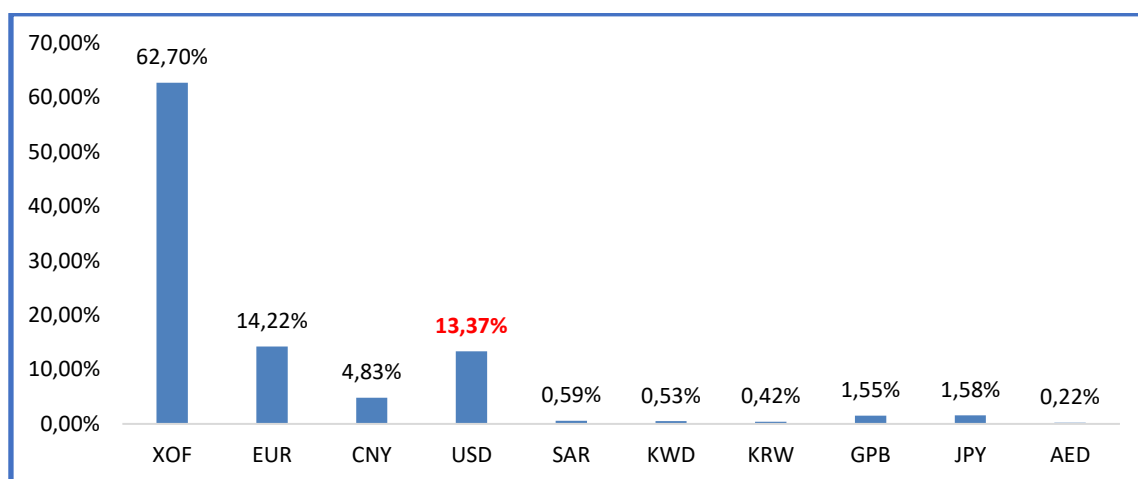
71. A fin décembre 2025, le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille de la dette est projeté à 2,8%. La proportion de la dette intérieure révisable dans un (1) an est de 29,3%, ce qui expose le portefeuille à un risque de taux d'intérêt. Cette exposition de risque du taux d'intérêt peut être limitée en raison de la part importante de la dette extérieure à taux d'intérêt fixe, soit 100% en 2025.

4.3 Risque de change

4.3.1 Description

72. Le risque de change peut se définir comme l'augmentation potentielle du service de la dette par rapport au montant budgétisé du fait de la variation du taux de change.

Figure 12: Composition de la dette par devise/monnaie à fin décembre 2025



Source : DGDGP

73. La dette exposée aux fluctuations du taux de change est projetée à 37,3% du portefeuille de la dette publique à fin décembre 2025. Même si ce risque est atténué par la proportion de la dette libellée en Euro (14,2%) ayant une parité fixe avec le franc CFA, la part du dollar (13,4%) dont le taux de change avec le FCFA est très volatile et les autres devises (9,7%) constituent un facteur de vulnérabilité.

Tableau 9 : Indicateurs de coûts et risques à fin décembre 2025

Indicateurs de coûts et risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (millions de FCFA)		2 698 939,0	4 536 093,0	7 235 032,0
Dette nominale (millions de USD)		4 567,1	7 675,9	12 243,1
Dette nominale (% du PIB)		15,3	25,7	40,9
Valeur actualisée nette (% du PIB)		10,0	25,8	35,7
Coût de la dette	Paielement d'intérêt (% PIB)	0,1	1,0	1,2
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	0,9	4,0	2,8
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	12,3	2,9	6,3
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du total)	4,7	29,3	20,3
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du PIB)	0,7	7,5	8,2
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	12,3	2,9	6,3
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	4,7	29,3	20,3
	Dette à taux d'intérêt fixe incluant les bons (% du total)	100,0	100,0	100,0
Risque de change	Dette en devises (% du total)			37,3
	Amortissements en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)			0,8

Source : DGDP 2025

74. A fin décembre 2025, la dette nominale rapportée au PIB représenterait 40,9% contre 49,7% à fin décembre 2024, ce qui respecte les critères de convergence de l'UEMOA ($\leq 70\%$).
75. Ainsi, le risque de surendettement public du Mali a été jugé modéré selon le dernier rapport de l'analyse de la viabilité de la dette (AVD) du FMI et de la Banque mondiale, juillet 2025.
76. En terme du coût par type de dette, le coût moyen de la dette intérieure s'établirait à 4,0% à fin décembre 2025 contre 4,7% à fin décembre 2024, soit une légère diminution de 0,7 point de pourcentage.
77. Elle coûte quatre (04) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette publique est relativement faible (2,9%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle avec un taux d'intérêt pondéré moyen de 1%.

4.4 Risque lié aux garanties

4.4.1 Description

78. La garantie fait référence à un accord de payer la dette d'une entité, si celle-ci fait défaut (World Bank, Timothy C. Irwin, 2007).
79. En d'autres termes une garantie de l'Etat se réfère à un accord en vertu duquel l'Etat s'engage à verser la totalité ou une partie du montant dû au titre d'un instrument d'emprunt en cas de défaut

de paiement de l'emprunteur. Elle n'augmente pas la dette brute de l'Etat. C'est un passif conditionnel. Donc elles constituent une source de risque budgétaire, en cas d'appel pour le remboursement des prêts.

80. Lorsque la garantie est appelée, la dette est assumée par l'Etat. Cela signifie que la dette de l'entité s'éteint et une nouvelle dette est créée entre l'Etat et le créancier.
81. Le risque lié aux garanties se définit comme l'ensemble d'événements, situations ou facteurs susceptible d'avoir un impact négatif sur la dette publique en raison d'une garantie de l'Etat.
82. A la date d'aujourd'hui, le montant total des garanties accordées par l'Etat au titre des projets PPP dans le domaine de l'énergie s'élève à 16,42 milliards de FCFA, soit 0,1% du PIB en 2025.

Tableau 10 : Situation des garanties accordées par l'Etat au titre des projets PPP

Noms de projets	Type PPP	Promoteurs	Garantie de paiement de l'Etat (Mds de FCFA)
Centrale thermique au fuel lourd de 92MW - Kayes	BOOT	ALBATROS ENERGY MALI SA	1,178
Centrale solaire photovoltaïque de 50 MW - Kita	BOOT	AKUO KITA SOLAR	1,935
Centrale solaire photovoltaïque de 33 mw - Ségou	BOOT	SCATEC SOLAR WEST AFRICA	1,420
Centrale hydroélectrique de 42 MW- Kenie	BOOT	ERANOVE	9,336
Projet de centrale thermique au fuel lourd de 100 MW	BOOT	AKSA	1,862
Projet de centrale thermique au fuel lourd de 40 MW	BOOT	AGGREKO	0,686
TOTAL			16,417

Source : DGDP

4.4.2 Impact sur les agrégats budgétaires

83. La survenance des risques relatifs à la dette publique peut avoir des effets négatifs ponctuels ou persistants sur les agrégats macroéconomiques et budgétaires. Leur réalisation affecte principalement les dépenses suite à une augmentation des intérêts et du service de la dette.

4.4.3 Mesures d'atténuation

- Continuer à privilégier les financements à taux d'intérêt fixe par rapport aux financements à taux d'intérêt variable ;
- Négocier aux meilleures conditions de refinancement tout en privilégiant les financements concessionnels ;
- Réduire le recours aux financements en dollars US, surtout les financements non concessionnels ;

- Recourir aux emprunts intérieurs de plus longues maturités ;
- Équilibrer les échéances, en augmentant la part des émissions d'obligations du Trésor d'au moins 5 ans ;
- Renforcer le suivi des entreprises et sociétés publiques bénéficiaires des garanties de l'Etat ;
- Augmenter la rentabilité des entreprises publiques et assainir leurs finances.

V. ANALYSES DES RISQUES SPECIFIQUES

84. Les risques budgétaires spécifiques incluent les risques liés aux actions légales contre l'Etat, aux entreprises publiques, aux projets PPP, au secteur financier, aux passifs et actifs de l'Etat. Le présent rapport analyse ces risques.

5.1. Risques liés aux actions légales contre l'Etat

5.1.1 Description

85. Les actions légales contre l'État concernent divers dédommagements assurés par celui-ci suite aux plaintes à son encontre. Ces condamnations issues des règlements de litiges peuvent accroître les dépenses et passifs du Gouvernement. Ces actions peuvent être source de risque budgétaire au cas où l'État serait amené à verser des montants importants et imprévus. Ces affaires portent généralement sur des questions : administrative, foncière, commerciale ou pénale.

86. En effet, la loi de finances de l'année prévoit dans le cadre des charges communes (provisions pour imprévus), une ligne budgétaire pour les condamnations issues des règlements de litige contre l'Etat (grosses de justice). Cette ligne peut s'épuiser, nécessitant des abondements supplémentaires en cours d'années et conduisant à des écarts avec les prévisions budgétaires. Les grosses de justice peuvent résulter de plusieurs types de litiges : droit du travail, réalisations d'infrastructures publiques, violations des droits de l'homme, litiges environnementaux, etc.

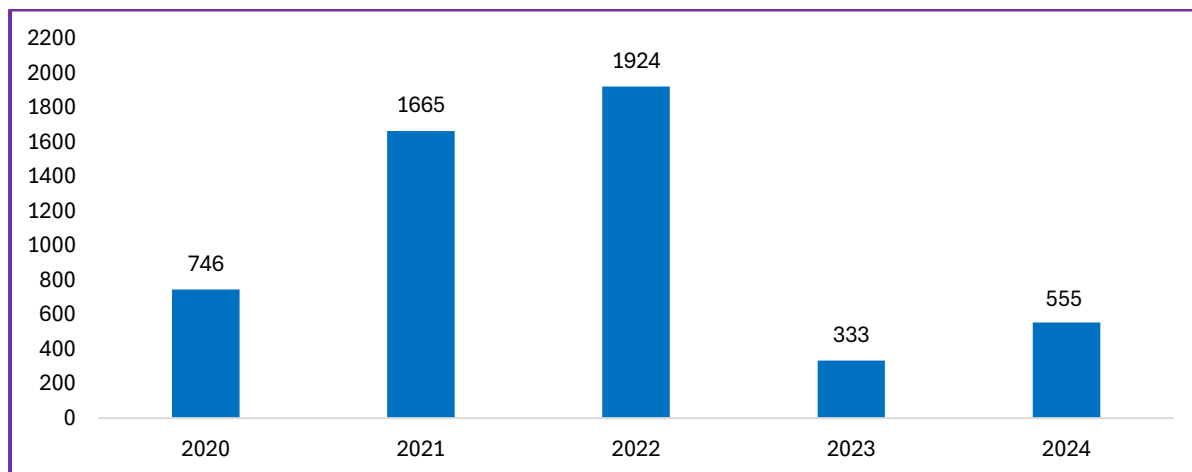
5.1.2 Canaux de transmission

87. La prise en charge des grosses de justice constitue des engagements implicites de l'Etat. Les coûts afférents ne sont identifiés qu'une fois qu'ils se sont matérialisés.

88. Compte tenu de ce risque et pour atténuer la charge financière de l'Etat, concernant la prise en charge desdites grosses, il est prévu un règlement transactionnel, avec l'application de la décote au montant de la condamnation, sur la base de protocoles d'accord, qui après la signature de toutes les parties, sont homologués par les tribunaux compétents pour être proposés au paiement

sur le budget de l'Etat. La Figure 13 ci-dessous donne l'évolution des mandats émis dans le cadre de l'exécution des décisions de justice, sur la période 2020-2024.

Figure 13: Evolution des paiements au titre des grosses de justice contre l'Etat en millions de FCFA de 2020 à 2024



Source : DGB, août 2025

5.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

89. La survenance de risques budgétaires, liés à d'éventuelles revendications juridiques contre l'Etat, peuvent impacter certains agrégats budgétaires, avec comme conséquences :

- l'augmentation des dépenses ;
- la détérioration du solde budgétaire ;
- l'accroissement de l'encours de la dette.

5.1.4 Mesures d'atténuation

90. Pour atténuer la survenance des risques liés aux actions juridiques contre l'Etat, il s'avère nécessaire de prendre certaines mesures, notamment en termes de :

- l'application effective et rigoureuse des textes législatifs et réglementaires en vigueur dans toutes les sphères de l'administration publique ;
- le renforcement des capacités des services publics de prévention des contentieux, afin d'éviter au mieux les assignations en justice de l'Etat.

5.2 Risques liés aux Partenariats Public-Privé (PPP)

5.2.1 Description

91. Le Partenariat Public-Privé est un contrat à long terme par lequel une Personne publique (l'Etat, les Collectivités territoriales et leurs établissements publics), confie à un tiers le financement, la construction, l'entretien et la gestion d'un ouvrage public contribuant au service public ou à l'intérêt général.

92. Au Mali les PPP sont régis par la Loi n°2016-061 du 30 décembre 2016 relative aux Partenariats Publics et Privés et ses mesures d'applications comprenant :

- le Décret n°2017-0050 du 9 février 2017 portant création de l'Unité de Partenariat Public-Privé (UPPP)
- le Décret n°2017-0057 du 9 février 2017 déterminant les modalités d'application de la loi relative aux Partenariats Public-Privé au Mali.

93. Les dispositions de l'article 4 de la Loi n°2016-061 du 30 décembre 2016 relative aux Partenariats Public-Privé consacre le principe de la séparation des fonctions en ce qui concerne le cadre institutionnel des PPP au Mali. A ce titre, aux termes de l'article susmentionné, **le Ministre en charge des Finances** assure la fonction de contrôle budgétaire. A cet effet, le Ministère de l'Economie et des finances intervient à différentes étapes du processus d'identification, d'évaluation et de signature des contrats des projets PPP.

94. Ainsi, l'article 2 de la loi PPP précise que « les contrats de concession sont les contrats conclus par écrit et à titre onéreux, par lesquels une ou plusieurs personnes publiques confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service public ou d'intérêt général à un ou plusieurs opérateurs économiques, la rémunération consistant soit dans le droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit dans ce droit assorti d'un prix. Ils impliquent le transfert au concessionnaire d'un risque lié à l'exploitation de cet ouvrage ou de ce service. La part de risque transférée implique une réelle exposition aux aléas du marché. Le concessionnaire assume le risque lorsque, dans les conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou de service ».

5.2.2 Principaux risques budgétaires liés à la mise en œuvre des projets de PPP

95. Il convient de noter que les contrats de concessions présentent moins de risques budgétaires immédiats pour l'Etat, dans la mesure où l'Etat ne supporte pas directement le financement de ces projets et n'inscrit pas leurs coûts d'investissement dans sa dette publique. De même, la plupart des risques techniques, financiers et d'exploitation sont transférés au partenaire privé, suivant le principe d'un partage optimal que dispose que les risques liés à un projet PPP devraient être portés par la partie :

- la mieux capable de contrôler l'occurrence du risque ;
- la mieux capable de contrôler l'impact du risque sur les résultats du projet ; et
- la mieux capable d'absorber le risque au moindre coût.

96. Nonobstant le transfert de la majeure partie des risques liés aux contrats de concession au partenaire privé, l'Etat reste porteur de certaines obligations ou de certains risques résiduels qui peuvent constituer des dettes ou des engagements pouvant entraîner des contraintes budgétaires à plus ou moins long terme.

97. Les risques identifiés pour les projets figurant dans la liste en annexe 3 sont :

- Risques liés à la résiliation anticipée ;
- Risques liés aux garanties accordées par l'Etat ;
- Risques liés aux infrastructures connexes ;
- Risques liés aux modifications dans l'environnement politique et sécuritaire des projets ;
- Risques liés aux modifications dans l'environnement législatif, fiscal, douanier ou réglementaire des projets ;
- Risques liés aux modifications dans l'environnement financier et monétaire des projets ;
- Risques de force majeure ;
- Risques liés aux transferts d'actifs.

5.2.3 Risques liés à la résiliation anticipée

5.2.3.1 Description

98. Ce risque survient en cas de rupture des contrats avant leur terme et qui obligerait l'Etat à procéder au versement d'indemnités aux partenaires privés pour couvrir tout ou partie des investissements non amortis et tout ou partie des revenus auxquels ces partenaires privés auraient pu prétendre si les projets avaient été mis en œuvre jusqu'à leur terme normal.

5.2.3.2 Mesures d'atténuation

- Vérifier et modifier si nécessaire en amont les termes de l'Accord direct entre l'Etat et les créanciers du partenaire privé ;
- Veiller à une lecture attentive des clauses contractuelles relatives aux indemnités de résiliation des contrats, avant signature des contrats, afin de s'assurer que les modalités de détermination des indemnisations sont clairement indiquées et acceptables pour l'Etat ;
- S'assurer que les clauses de négociation amiable et de médiation sont pleinement actionnées avant la résiliation ;
- Assurer un suivi proactif des risques budgétaires et des indicateurs de performance des projets par une cellule de veille dédiée au projets PPP, à établir au sein du Ministère de l'Economie et des Finances.

5.2.4 Risques liés aux garanties accordées par l'Etat

5.2.4.1 Description

99. L'Etat a accordé sa garantie pour l'exécution des projets d'énergie listés, en s'engageant à se substituer à la Société Energie du Mali SA en cas de défaillance de celle-ci à honorer ses obligations contractuelles d'achat de l'énergie suivant les principes du « Take or pay » ou du « Take and pay ». Cette garantie de l'Etat peut être actionnée après que le partenaire privé ait fait appel à la garantie bancaire constituée à son profit par la Société Energie du Mali S.A, généralement pour un montant au moins égal à l'équivalent de trois (3) factures mensuelles non payées, dans un délai de cent-vingt (120) jours, habituellement et suivant les contrats.
100. Les garanties accordées par l'Etat créent donc des obligations financières latentes qui pourraient donner lieu à des paiements effectifs, dans le cas où la Société Energie du Mali S.A faillirait à ses obligations de paiement.

5.2.4.2 Mesures d'atténuation

- Provisionner un pourcentage des montants garantis par l'Etat ;
- Faire un contrôle strict et régulier avec la Société Energie du Mali S.A des paiements en souffrance pour chaque projet, ainsi que des mesures envisagées pour résorber les retards de paiement ;
- Assurer un suivi proactif des risques budgétaires et des indicateurs de performance des projets par une cellule e veille dédiée aux projets PPP, à établir au sein du Ministère de l'Economie et des Finances.

5.2.5 Risques liés aux infrastructures connexes

5.2.5.1 Description

101. Les infrastructures telles que les centrales solaires ne peuvent fonctionner sans la construction d'autres infrastructures connexes comme les lignes de transport de l'énergie. Le démarrage de la construction ou la mise en service de ces centrales, en l'absence des infrastructures connexes pourrait poser un risque important pour la Société Energie du Mali SA de devoir payer pour de l'énergie qui ne peut pas être livrée sur le Réseau Interconnecté, sans que le partenaire privé en soit responsable. En cas de défaut de paiement de cette énergie par la Société Energie du Mali SA, l'Etat aura une obligation de se substituer à elle du fait de la garantie qu'elle a donnée.

5.2.5.2 Mesures d'atténuation

- S'assurer de la disponibilité des lignes de transport de l'électricité à produire et d'autres infrastructures connexes requises pour le bon fonctionnement des projets de construction de centrales solaires ou éoliennes, **avant la signature des contrats de concession de ces projets ;**
- Assurer un suivi proactif des projets par une cellule de veille dédiée aux projets PPP.

5.2.6 Risques liés aux modifications dans l'environnement politique et sécuritaire des projets

5.2.6.1 Description

102. L'évolution du contexte national peut amener l'Etat à prendre des mesures d'ordre politique ou sécuritaire pouvant conduire à un changement défavorable dans l'équilibre économique des contrats PPP. Le paiement de compensations au partenaire privé pourrait en résulter pour rétablir l'équilibre du projet.

5.2.6.2 Mesures d'atténuation

- S'assurer que des polices d'assurance sont souscrites par le partenaire privé pour couvrir certains risques politiques et sécuritaires ;
- Constituer de manière progressive des provisions pour faire face au paiement éventuel d'indemnités compensatoires.

5.2.7 Risques liés aux modifications dans l'environnement législatif, fiscal, douanier ou réglementaire des projets

5.2.7.1 Description

103. Les projets listés bénéficient d'exonérations fiscales et douanières pour des durées déterminées. Des évolutions imprévues dans la portée ou le niveau de ces exonérations, ou leur fin anticipée, pourraient directement affecter les projets en modifiant leur rentabilité du point de vue du partenaire privé, ainsi que le niveau de revenus de ces projets par l'Etat. De même, des modifications significatives dans l'environnement législatif ou réglementaire des projets pourraient en compromettre l'équilibre économique, nécessiter des modifications des contrats, et occasionner des coûts non prévus pour l'Etat.

5.2.7.2 Mesures d'atténuation

- Inclure dans le contrat des clauses permettant la modification des contrats lorsque la rentabilité du projet est négativement affectée, ainsi que les dispositions de compensation devant s'appliquer dans ce cas ;
- Suivre proactivement les projets et les effets des changements législatif, fiscal, douanier ou réglementaire ;
- Prévoir des clauses de rendez-vous.

5.2.8 Risques liés aux modifications dans l'environnement et monétaire des projets

5.2.8.1 Description

104. Des changements importants dans l'environnement financier et monétaire des projets, comme un changement de la parité de la monnaie nationale, un changement dans la convertibilité de cette monnaie ou des variations significatives des taux d'intérêt aux plans national et international pourraient avoir des conséquences négatives sur l'équilibre économique des projets et occasionner pour l'Etat le paiement d'indemnités compensatoires pour rétablir cet équilibre.

5.2.8.2 Mesures d'atténuation

- Inclure dans le contrat des clauses permettant la modification des contrats lorsque la rentabilité du projet est négativement affectée, ainsi que les dispositions de compensation devant s'appliquer dans ce cas ;
- S'assurer que les clauses de compensation dans les contrats sont équilibrées entre partenaires public et privé ;
- Prévoir des mécanismes de stabilisation en cas de changement de la parité ou de la convertibilité de la monnaie nationale.

5.2.9 Risques de force majeure

5.2.9.1 Description

105. La force majeure concerne des circonstances indépendantes de la volonté des parties. Elle peut affecter la bonne mise en œuvre du projet en entraînant la résiliation du contrat et le paiement d'indemnités compensatoires par l'Etat.

5.2.9.2 Mesures d'atténuation

- Veiller à ce que les risques de force majeure assurables à un coût raisonnable fassent l'objet de polices d'assurance ;
- Suivre de manière proactive les effets de la force majeure sur la mise en œuvre du projet ;
- S'assurer que les clauses de compensation prévues dans les contrats pour les cas de force majeure sont équilibrées entre partenaires public et privé ;

- Constituer de manière progressive des provisions pour faire face au paiement éventuel d'indemnités compensatoire.

5.2.10 Risques liés aux transferts d'actifs

5.2.10.1 Description

106. Le risque de transfert d'actifs peut se présenter à la fin du contrat, lorsque l'infrastructure transférée à l'Etat est dans un état considérablement moins bon que prévu, et que des coûts de remise à niveau importants doivent être encourus sur le budget national.

5.2.10.2 Mesures d'atténuation

- S'assurer au travers des rapports périodiques du partenaire privé que le programme d'entretien et de maintenance des biens de retour de la concession est respecté ;
- Effectuer des missions de revue et des audits techniques de l'infrastructure à un ou deux ans de la fin du projet, pour s'assurer de l'état réel des biens de retour ;
- S'assurer que le partenaire privé a inclus dans le modèle financier du projet des fonds pour la bonne marche ou le renouvellement de certains composants des biens de retour (batteries, onduleurs), en particulier au cours des dernières années de la concession.

5.3 Risques liés aux entreprises publiques et aux organismes de sécurité sociale

5.3.1 Entreprises publiques

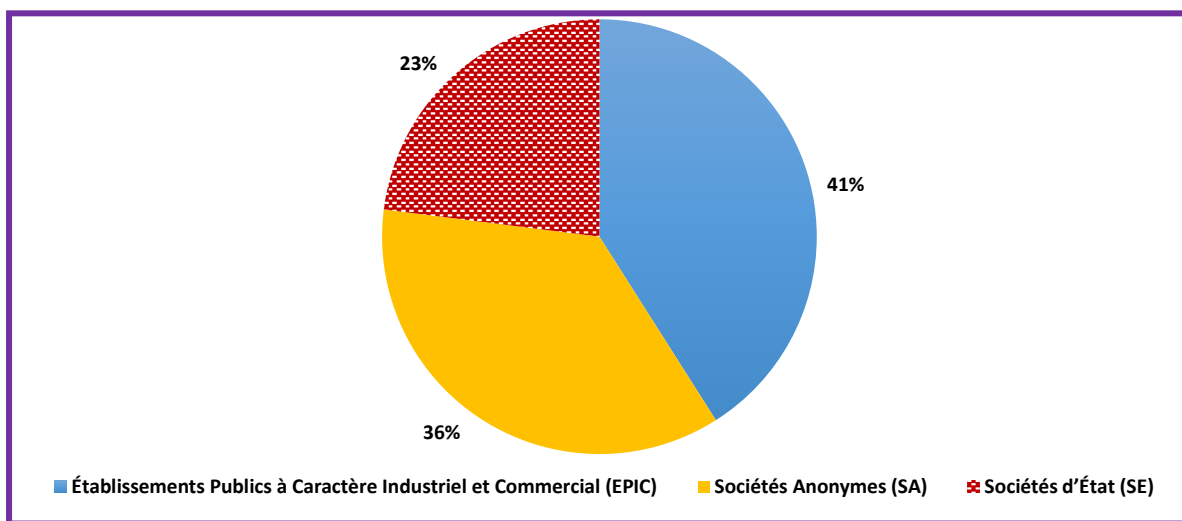
5.3.1.1 Description

107. Les entreprises publiques sont celles sur lesquelles l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui les régissent. Elles sont régies au Mali, par :

- la Loi n°91-057/AN-RM du 20 mars 1991 portant statut général des sociétés d'Etat ;
- l'Ordonnance n°91-014/P-CTSP du 18 mai 1991, modifiée, fixant les principes fondamentaux de l'organisation et de fonctionnement des Etablissements publics à caractère industriel et commercial et des Sociétés d'Etat ;
- l'Acte uniforme révisé de l' OHADA du 30 janvier 2014, relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ;
- la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création de l'organisation et du contrôle des services publics.

108. Le portefeuille des entreprises publiques du Mali, à la date du 31 décembre 2024, est composé de vingt-deux (22) sociétés d'Etat dont neuf (09) Etablissements Publics à Caractère Industriel et commercial (EPIC), huit (08) Sociétés d'Etat et cinq (05) Sociétés Anonymes.
109. L'analyse des risques budgétaires liés à ces entreprises publiques est effectuée sur la base des états financiers certifiés de l'exercice 2024. Le périmètre retenu est de six (06) entreprises : EDM-SA, CMDT-SA, ACI-SA, SOMAGEP-SA, COMANAV-SE et SOPAFER-SE.
110. L'analyse financière porte sur les ratios de certains indicateurs financiers notamment la rentabilité, la liquidité et la solvabilité.

Figure 14: Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques au 31 décembre 2024



Source : DGABE, 2024 ; nos calculs

5.3.1.2 Canaux de transmission

111. La diversité des liens financiers entre l'Etat et les entreprises publiques est de nature à créer des risques non négligeables pour le budget de l'Etat et la dette publique.
112. Les risques liés aux entreprises publiques peuvent affecter le budget de l'Etat de différentes manières. Ces risques peuvent avoir comme sources principales : les dettes des entreprises publiques garanties (explicitement ou implicitement) ou prêtées par l'Etat, la volatilité des flux perçus par l'Etat (dividendes et impôts et taxes) ; l'augmentation des transferts de l'Etat (subventions récurrentes ou dotations d'investissement).
113. De nos jours, les risques liés aux entreprises publiques sont insuffisamment suivis et leur degré de criticité est mal connu par les autorités budgétaires. La Direction Générale de l'Administration

des Biens de l'Etat (DGABE), qui est le service technique compétent en la matière, manque d'effectifs et d'outils nécessaires à l'analyse des risques liés aux Entreprises Publiques (EP).

114. La matérialité de ces risques est ainsi difficile à apprécier et certaines entreprises peuvent de ce fait connaître des difficultés financières qui fragiliseraient l'Etat (arriérés d'impôts, soutien accru de l'Etat) en plus des implications sur le reste de l'Economie (accumulation des dettes fournisseurs, impayés du système bancaire, etc.).

115. Par ailleurs, à plusieurs reprises au cours des dernières années, le Gouvernement a fait le choix de transférer des actifs ou de convertir ses créances afin d'aider des entreprises publiques en difficulté.

Tableau 11 : Situation des subventions accordées par l'Etat à certaines entreprises publiques entre 2020 et 2024, montant en milliards FCFA

Année Entreprises	2020		2021		2022		2023		2024	
	Prév	Exé	Prév	Exé	Prév	Exé	Prév	Exé	Prév	Exé
EDM-SA	30,0	53,0	30,0	63,3	30,0	125,2	30,0	45,0	30,0	55,0
SOMAGEP- SA	0,0	16,0	0,0	4,7	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CMDT-SA	12,0	99,0	12,0	14,9	40,0	20,0	30,0	30,0	55,8	55,8
COMATEX SA ⁷	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	1,7	0,8	0,8	0,0	0,2
TOTAL	42,0	168,0	42,0	82,9	72,7	147,9	60,8	75,8	85,8	111,0

Source : DGB, Août 2025.

116. S'agissant de l'EDM-SA, cette entreprise bénéficie d'une subvention inscrite dans le budget de l'Etat dont le montant varie d'une année à l'autre. Outre cette prévision, des subventions complémentaires sont parfois accordées en cours d'exécution, ce qui fait la différence entre la prévision et l'exécution comme indiqué dans le tableau ci-dessus. Ainsi, pour une prévision de 30 milliards de FCFA au titre de l'exercice budgétaire 2024, un montant de 55 milliards FCFA a été exécuté.

117. Concernant la SOMAGEP-SA, les montants accordés en 2020, 2021 et 2022 correspondent à la subvention pour la prise en charge des nouveaux centres. L'on note que la SOMAGEP-SA n'a pas bénéficié de subventions en 2023 et 2024.

118. Par rapport à la CMDT-SA, la subvention concerne essentiellement les intrants agricoles, elle n'a pas d'inscription budgétaire spécifique et sa part dans la subvention globale en intrant varie

⁷ Bien que la COMATEX ne fait pas partie des six entreprises publiques étudiées dans le présent document, il est important de suivre sa situation financière en prévision et en exécution car elle bénéficie des subventions de l'Etat.

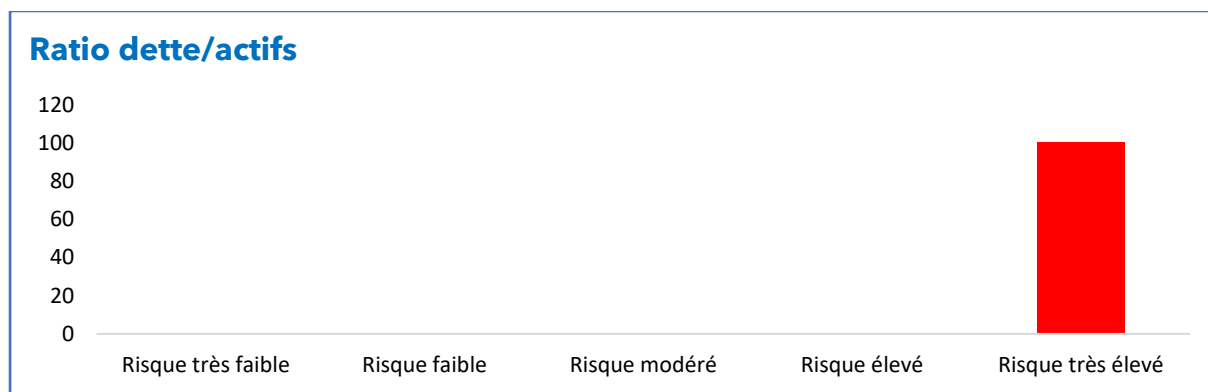
d'une année à l'autre. En 2024, pour une prévision de 55,8 milliards de FCFA, la subvention en intrants agricoles a été exécutée à hauteur de 20 milliards de FCFA.

119. Enfin, s'agissant de la COMATEX-SA, sa subvention pour l'année 2023 et 2024 concerne la prise en charge de la décote de l'approvisionnement en coton-fibre dans le cadre du contrat de performance et le rappel de salaire du personnel, exécuté à hauteur de 762 et 218 millions de FCFA.
120. En termes de degré de dépendance financière vis-à-vis de l'Etat, mesuré par le ratio subvention de l'Etat rapportée au chiffre d'affaires (CA) de l'entreprise, au titre de l'exercice 2024, l'Etat a accordé à la COMANAV plus de 1000% de son chiffre d'affaires. Cela s'explique par l'attaque du bateau de la COMANAV survenue en 2023 qui a impacté ses activités.
121. Concernant l'EDM-SA et la CMDT-SA, leurs subventions affichent respectivement 38,3% et 12,3% du CA en 2024 contre 13,3% et 20,5% en 2023.

5.3.1.3 Canaux de transmission

122. Afin d'analyser l'impact des risques liés aux entreprises publiques sur les finances publiques, nous avons exploité les états financiers des six entreprises publiques citées plus haut sur la période 2022-2024 à travers l'outil « Bilan de santé des entreprises publiques, SOE Health Check Tool ».

Figure 15: Evaluation du risque de solvabilité (Ratio dette sur actif des entreprises étudiées)

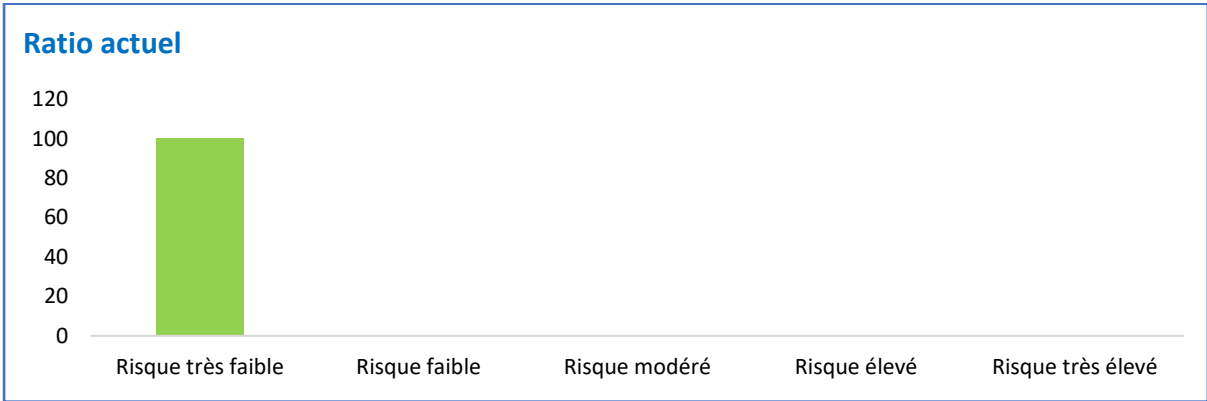


Source: DGB, Outil SOE Health Check Tool, Août 2025.

123. Il ressort des résultats des travaux que les entreprises étudiées présentent globalement un risque de solvabilité jugé très élevé au 31 décembre 2024. En effet, la solvabilité mesurée par le ratio de la dette sur actif des entreprises permet d'évaluer la solvabilité de l'entreprise et l'importance

de la charge de la dette sur l'entité. Le financement par l'emprunt étant plus rentable, la plupart des entreprises maintiennent un certain niveau d'endettement ; mais un ratio élevé indique une plus grande dépendance au financement par l'emprunt et une moindre flexibilité financière.

Figure 16: Evaluation du risque de liquidité (Ratio actuel)



Source: DGB, Outil SOE Health Check Tool, Août 2025.

- 124.** S’agissant de la liquidité, les analyses montrent plutôt une certaine solidité des entreprises de façon globale, le risque de liquidité étant jugé très faible en se fondant sur les ratios actuels. Ce ratio est censé mesurer la capacité d'une entreprise publique à faire face à ses passifs à court terme (ceux qui arrivent à échéance dans les 12 mois) en liquidant ses actifs. Un ratio élevé indique que l'entreprise est en mesure de résister aux chocs et de faire face à ses passifs courants.
- 125.** L'Etat est exposé à des passifs éventuels qui peuvent se manifester selon différents canaux à la fois explicites et implicites.
- 126.** Au-delà des risques explicites, l'État pourrait faire face à des aléas budgétaires implicites sans base contractuelle. Il pourrait ainsi se trouver contraint, par la pression morale ou politique, d’assumer les charges consécutives à la défaillance financière d'une entreprise publique donnée. Il peut exister en outre des lettres de confort, qui viennent augmenter le montant des engagements implicites. Le tableau suivant récapitule la situation globale des risques des entreprises étudiées en 2024.

Tableau 12 : Notation globale des risques des six entreprises publiques sur la base des états financiers du 31 décembre 2024.

Ratios Entreprises	Rentabilité		Liquidité	Solvabilité			Notation globale
	Rentabilité des actifs	Recouvrement des couts	Liquidité	Dette/actifs	Dette/résultat d'exploitation	Dette/fonds propres	
EDM	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très élevé
CMDT	Risque très faible	Risque très faible	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque modéré
SOMAGEP	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque élevé
ACI	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque élevé
SOPAFER	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque modéré
COMANAV	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque élevé

Source: DGB, Outil SOE Health Check Tool, Août 2025.

127. L'analyse du **tableau 12** montre que les risque de la CMDT et la SOPAFER sont globalement modérés, tandis que les sociétés EDM-SA, ACI-SA, SOMAGEP-SA et COMANAV-SE présentent des risques hautement élevés.

5.3.2 Mesures d'atténuation.

128. Les entreprises publiques au Mali occupent une place importante dans l'économie du pays. Le coton qui constitue le deuxième produit d'exportation est géré en grande partie par une entreprise publique. Les secteurs de l'eau, de l'électricité, des transports et plusieurs autres secteurs sont caractérisés par la présence d'entreprises publiques.

129. Malgré tout, force est de constater que l'Etat ne dispose pas encore d'une stratégie de portefeuille, d'une vision consolidée et exhaustive de la situation financière des entreprises publiques. Afin de mieux cerner et mitiger les risques budgétaires liés à ces entreprises, il est important de :

- **améliorer le suivi du portefeuille des entreprises publiques à travers** : (i) l'établissement d'une liste exhaustive des entreprises et des sociétés publiques et (ii) le développement d'une stratégie actionnariale ou stratégie de portefeuille ;
- **poursuivre la restructuration des entreprises en difficulté en particulier l'EDM-SA et la diversification de ses moyens de production ;**
- instaurer un mécanisme de comptabilisation et de suivi des garanties explicites et implicites.

5.3.3 Organismes de sécurité sociale

5.3.3.1 Description

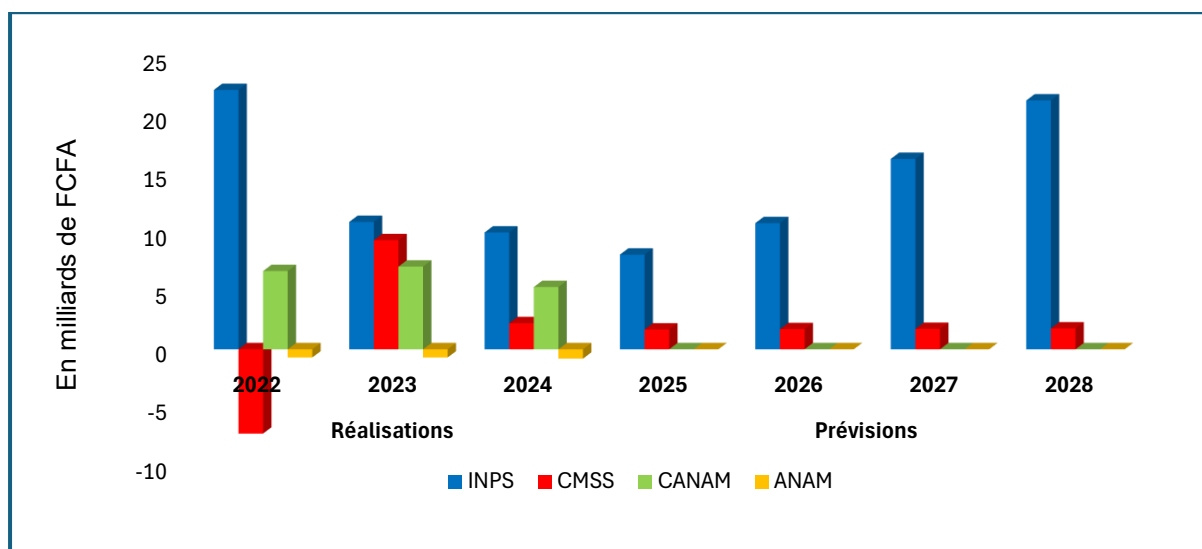
130. Les Organismes de sécurité sociale sont régis au Mali par :

- la Loi n°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990, modifiée, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des établissements publics à caractère administratif;
- le Décret n°2018-0009/P-RM du 10 janvier 2018 portant règlement général sur la comptabilité publique.

131. La Sécurité Sociale au Mali est gérée par quatre organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), créé par la Loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961, reprise et précisée par la Loi N° 96-004 du 26 janvier 1996 ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS), créée par la Loi n°10-029 du 12 juillet 2010 ; (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM), créée par la Loi n°09-016 du 26 juin 2010, modifiée et (iv) l'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM), créée par la Loi n°09-031 du 27 juillet 2009. L'INPS et la CMSS

sont chargés de gérer les pensions de retraite du secteur privé et du secteur public respectivement.

Figure 17: Evolution des résultats des organismes de Sécurité Sociale de 2022-2024 et les projections de 2025-2028 (en milliards de FCFA)



Source : DPBEP 2026-2028

132. L'analyse du graphique montre que, sur la période 2022-2024, l'INPS a dégagé en moyenne un excédent de 14,4 milliards de FCFA. Sur la période 2025-2028, les résultats devraient se situer en moyenne à 14,1 milliards de FCFA. Toutefois, la situation financière de sa branche « Vieillesse-Invalidité-Décès » demeure structurellement déficitaire (-7,6 milliards en moyenne entre 2022 et 2024) et continuerait à enregistrer des déficits sur la période 2025-2028, soit une moyenne de 23,4 milliards de FCFA.

133. Bien que cette branche soit déficitaire, la situation financière de l'INPS ne révèle pas de risques budgétaires majeurs dans son ensemble car ce déficit est comblé par les excédents des deux autres branches à savoir les prestations familiales et les Accidents de travail et Maladies professionnelles.

134. Après avoir enregistré des résultats négatifs entre 2020 et 2022, la CMSS a renoué avec un résultat positif de 9,3 milliards de FCFA en 2023 et 2,2 milliards de FCFA 2024. Sur la période 2025-2028, il est prévu un résultat moyen de 1,9 milliard de FCFA.

135. Sur la période 2025-2028, les cotisations et la subvention de l'État représenteraient respectivement en moyenne 92,7% et 4,3% des ressources totales de la CMSS contre 95,6% et 1,7% sur la période 2022-2024.
136. Ces subventions de l'Etat en faveur de la CMSS permettent de combler un déséquilibre ponctuel. Toutefois, il convient de noter qu'en l'absence de ces subventions, la CMSS court le risque de ne pas pouvoir tenir ses engagements sociaux.
137. S'agissant de la CANAM, l'analyse de ses résultats financiers révèle à suffisance des risques budgétaires assez importants liés, notamment, à l'augmentation incontrôlée des charges techniques. Cette augmentation est surtout liée à la fraude aux prestations et à l'Assurance Maladie Obligatoire qui reste un régime de sécurité sociale de courte durée.
138. Quant à l'ANAM, elle continue de creuser les déficits imputables aux cumuls d'arriérés de remboursement des prestations médicales effectuées par les établissements de santé (hôpitaux, CSREF, CSCOM, Pharmacie).
139. La subvention de l'Etat en faveur de l'ANAM augmenterait à hauteur de 31,4% en moyenne par an, sur la période 2025-2028 représentant en moyenne environ 70% des ressources de l'ANAM. Donc, la faible mobilisation des ressources propres de l'ANAM va contraindre à celle-ci de solliciter l'appui budgétaire de l'Etat.

5.3.3.2 Canaux de transmission

140. Ces organismes de Sécurité Sociale étant des établissements publics à caractère administratif, leurs difficultés financières présentes et futures auront des conséquences sur les finances publiques, car, au Mali, l'Etat est le garant du système des pensions de retraite.

5.3.3.3 Impact sur les agrégats budgétaires

141. La survenance des risques relatifs aux organismes de Sécurité Sociale, affecte les dépenses publiques de l'Etat. En cas de dysfonctionnement du système de retraite par exemple, l'Etat est amené à assurer la couverture, car la pension des retraités est l'une des conditions de la stabilité sociale et constitue ainsi une priorité du Gouvernement. Cette intervention de l'Etat augmenterait les dépenses publiques qui pourraient créer une déviation par rapport aux prévisions initiales.

5.3.3.4 Mesures d'atténuation

142. Pour faire face aux risques relatifs aux organismes de Sécurité Sociale, l'Etat a mis en place un certain nombre de mesures destinées à atténuer leur impact sur le budget.

Au niveau de l'INPS

- la révision du mode de financement du régime à travers la définition de nouvelles bases de cotisation adaptées aux caractéristiques des activités menées par la population cible, et permettant la solvabilité du régime dans le moyen et long terme ;
- le maintien ou des conditions d'octroi des prestations familiales ;
- les passerelles entre le régime des salariés et celui de l'assurance volontaire ;
- l'entrée en vigueur du RAMU en 2025, ce qui contribuera à booster le nombre d'assurés à partir de 2026 etc.

Au niveau de la CANAM

- la mise en place d'un Système d'Information plus robuste qui permet d'accentuer les contrôles afin de réduire considérablement la fraude ;
- la réalisation d'études actuarielles dans le but de veiller à la viabilité du régime à long terme ;
- la poursuite de campagnes de sensibilisation de lutte contre la fraude ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation afin de favoriser la prescription rationnelle au niveau des prescripteurs.

Au niveau de la CMSS :

- l'amélioration des paramètres techniques et financiers des régimes de pension ;
- la mise en place de la retraite complémentaire par capitalisation ;
- l'institutionnalisation des mesures relatives aux Accidents du Travail et Maladies Professionnelles ;
- l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ;
- l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ;
- l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation au niveau des collectivités ;
- l'amélioration des mécanismes de recouvrement des cotisations au niveau des collectivités ;

Au niveau de l'ANAM

- la sensibilisation des autres acteurs (CANAM, CMSS, DCSSA, la polyclinique des armées etc.) assurant la prise en charge des blessés de guerre et de catastrophe à accompagner l'Agence ;
- l'amélioration des ressources de l'ANAM pour faire face aux nouveaux engagements de l'Agence.

VI. ANALYSE DES RISQUES INSTITUTIONNELS

143. Les faiblesses dans la gouvernance et les capacités institutionnelles peuvent exacerber les risques budgétaires et en créer de nouveaux. Une faible capacité de formulation des politiques et de gouvernance, y compris en matière de décentralisation budgétaire, peut entraîner des écarts budgétaires importants même en l'absence de chocs exogènes. De même, les crises sécuritaires, y compris les soulèvements sociaux à la suite de processus électoraux constituent de potentiels risques institutionnels.

144. Le présent rapport se focalise sur le cas de la décentralisation et de la crise sécuritaire qui secoue le pays depuis plus de 10 ans.

6.1 Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la décentralisation

6.1.1 Description

145. La relance du processus de décentralisation, en réponse à la crise du septentrion du pays et aux besoins de développement économique et social du pays, s'inscrit depuis 2015 dans un schéma ambitieux de régionalisation, s'accompagnant d'un objectif de transfert aux collectivités territoriales d'un tiers des ressources budgétaires de l'Etat.
146. Aussi, conformément aux recommandations des Assises Nationales de la Refondation, le Gouvernement a donné un coup d'accélérateur au processus de la réorganisation administrative en adoptant en 2023 certains textes dont la Loi n°2023-002 du 13 mars 2023 portant modification de la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012 portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du territoire.
147. Cette réorganisation administrative et territoriale de 2023 se présente comme une occasion pour impulser un nouvel élan au processus et aussi permettre de faire face aux défis liés à la mobilisation des ressources, à la proximité de l'administration locale et à une meilleure adéquation du transfert des compétences, etc.
148. L'un des principaux enjeux identifiés portait sur la réforme de la fiscalité locale, les collectivités locales étant caractérisées à la fois par la faiblesse de leurs ressources globales et la prédominance des transferts budgétaires de la part de l'Etat.

Tableau 13: Evolution Recettes-Dépenses des Collectivités territoriales (2021-2024), en millions FCFA

Rubriques	2021		2022		2023		2024	
	Valeur en milliards	Part dans le total	Valeur en milliards	Part dans le total	Valeur en milliards	Part dans le total	Valeur en milliards	Part dans le total
Recettes	340,2	100,0%	393,1	100,0%	397,7	100,0%	376,6	100,0%
Recettes Propres des CT dont :	49,1	14,4%	54,7	13,9%	56,2	14,1%	54,5	14,5%
Recettes Fiscales	41,2	12,1%	47,2	12,0%	48,3	12,1%	43,3	11,5%
Recettes non Fiscales	6,9	2,0%	7,0	1,8%	7,0	1,8%	5,4	1,4%
Autres recettes propres	1,0	0,3%	0,6	0,1%	0,9	0,2%	5,7	1,5%
Transfert ou Subvention dont	254,4	74,8%	313,5	79,7%	315,1	79,2%	299,0	79,4%
Subvention de l'État	254,2	74,7%	313,3	79,7%	315,0	79,2%	298,4	79,2%
Autres subventions	0,2	0,1%	0,1	0,0%	0,1	0,0%	0,7	0,2%
Recettes d'investissement	36,7	10,8%	24,9	6,3%	26,4	6,6%	23,1	6,1%
Dépenses	316,3	100,0%	395,3	100,0%	392,2	100,0%	328,7	100,0%
Dépenses courantes dont :	284,8	90,0%	361,6	91,5%	366,7	93,5%	312,1	94,9%
Personnel	212,3	67,1%	257,9	65,3%	268,2	68,4%	255,1	77,6%
Fonctionnement	72,5	22,9%	103,7	26,2%	98,5	25,1%	56,9	17,3%
Dépenses d'investissement dont :	31,6	10,0%	33,7	8,5%	25,5	6,5%	16,6	5,1%
Financement sur ressources propres	10,1	3,2%	11,5	2,9%	13,6	3,5%	7,4	2,3%
Financement sur subventions (État, PTF), Dons et emprunts	21,5	6,8%	22,2	5,6%	11,9	3,0%	9,2	2,8%

Source : DGTCP, avril 2025

149. Sur la période 2021 et 2024, les recettes et dépenses totales des Collectivités territoriales ont augmenté de 10,7% et de 3,9% respectivement. Au niveau des recettes propres, on constate que des efforts de mobilisation des Collectivités territoriales se poursuivent avec un taux de croissance annuel moyen de 3,6% sur la même période. Malgré cet effort de mobilisation, les « transferts ou subventions » accordés aux Collectivités territoriales par l'État et d'autres institutions, constituent une part importante de leurs ressources, soit 78,3% (cf. **tableau13**) en moyenne, soit un taux de progression moyen de 5,5% par an. Ce faible taux des ressources propres pourrait contraindre les Collectivités territoriales à solliciter plus d'appuis financiers de l'Etat.

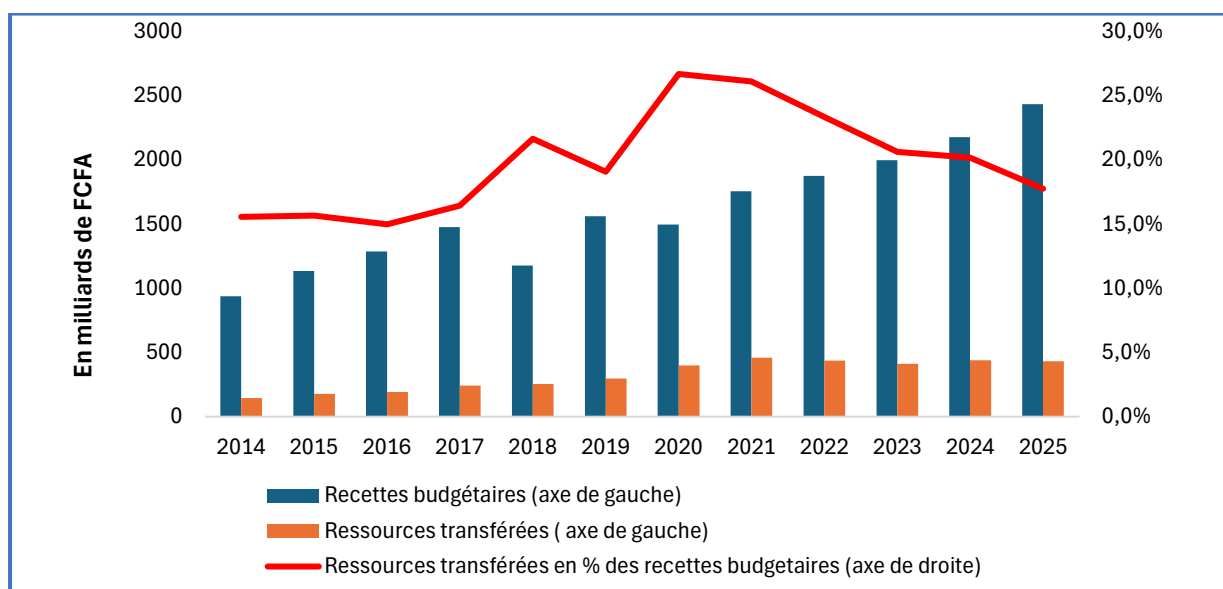
6.1.2 Canaux de transmission

150.A ce jour, conformément à la Loi n°2023 003 du 13 mars 2023 portant création des circonscriptions administratives, le Mali compte désormais : (i) 19 Régions et 1 District ; (ii) 156 Cercles, soit une augmentation de 96 Cercles ; (iii) 466 Arrondissements, soit une augmentation de 136 Arrondissements ; (iv) 819 Communes, soit une augmentation de 71 Communes et (v) 12.712 villages, fractions et quartiers.

151.Les structures et moyens d'appui aux collectivités territoriales et au développement local ont été renforcés. Il existe, à ce jour, dix (10) Agences de Développement Régional (ADR) dont huit (08) ont été créées en 2015 et dotées de moyens de fonctionnement. Les contrats-plans Etat/Régions-District ont été mis en place et l'Etat mobilise chaque année 4 Milliards de F CFA de crédits au titre de ces contrats.

152. Les ressources transférées aux Collectivités territoriales en termes de dotation budgétaires ont significativement augmenté entre 2014 et 2025, soit une hausse de 287 milliards de FCFA correspondant à un taux de progression de 196,2% (voir figure 18 ci-dessous).

Figure 18: Evolution des transferts de crédits budgétaires de l'Etat aux collectivités territoriales



Source : DGB, 2014-2025 (loi de finances initiale).

6.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

153. Si cette évolution traduit une augmentation globale des moyens dévolus aux Collectivités territoriales, elle ne reflète encore que très partiellement les priorités données à la régionalisation et au financement de projets de développement structurants. Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux collectivités territoriales s'élèvent à 432,6 milliards de FCFA dans le budget de l'État de 2025 contre 440,1 milliards de FCFA dans celui de 2024 et 412 milliards de FCFA en 2023, soit une moyenne de 428,2 milliards de FCFA pour les trois dernières années.

154. Le premier risque relatif à la décentralisation tient aux capacités des collectivités à remplir leurs missions. Ainsi, un transfert de ressources aux Collectivités territoriales trop rapide eu égard à leur capacité à mobiliser les moyens mis à leur disposition, notamment en matière d'investissement, serait contre-productif et aboutirait à des déperditions de ressources énormes pour l'Etat.

155. La décentralisation occasionne également un risque élevé d'augmentation des dépenses de fonctionnement supportées par le budget de l'Etat à travers, notamment, l'augmentation des crédits nécessaires au fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat.

156. Une augmentation exponentielle et incontrôlée des effectifs dans la fonction publique des Collectivités territoriales sans une diminution proportionnelle des effectifs des services de l'Etat

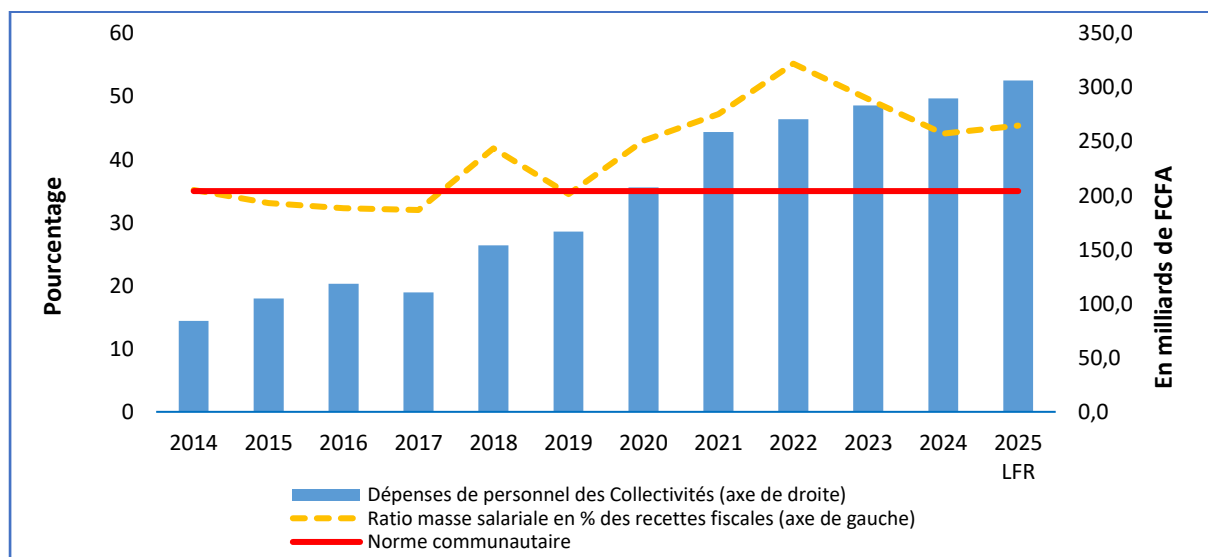
aboutirait à des créations nettes d'emplois publics, financées par l'Etat (soit directement, soit par transferts de crédits aux collectivités territoriales).

157. Par ailleurs, les modalités de gestion des effectifs des deux fonctions publiques, qui relèvent depuis 2016 de ministères et directions distincts, renforcent ce risque puisqu'elles ne permettent pas d'assurer un suivi globalisé afin de faciliter une régulation de l'évolution des effectifs des deux fonctions publiques. Il pourrait encore être amplifié par la création, dans le statut de la fonction publique des Collectivités territoriales, d'une passerelle vers la fonction publique de l'Etat qui permettrait aux fonctionnaires des collectivités territoriales de rejoindre l'Etat et aurait un double effet inflationniste : d'une part, une augmentation des effectifs de la fonction publique de l'Etat et d'autre part de nouveaux recrutements dans la fonction publique des Collectivités territoriales pour compenser les départs.

158. Dans un tel contexte, le respect d'un des critères de convergence communautaire de l'UEMOA, à savoir le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales ($\leq 35\%$), serait compromis durablement. Depuis 2018, ce critère n'est plus respecté. Il a atteint 45,4% dans la loi de finances rectificative 2025.

159. Sur la période 2014-2025, on constate que les dépenses de personnel des Collectivités territoriales ont connu une augmentation exponentielle, passant de 84,2 milliards de FCFA en 2014 à 306,4 milliards de FCFA en 2025, soit une hausse de 222,2 milliards de FCFA.

Figure 19: Evolution du Ratio masse salariale en % des recettes fiscales de l'Etat 2014-2025



Source : DGB, 2014-2024, exécution, 2025 Loi de finances rectificative.

160. Il existe enfin le risque d'un passif insoutenable pour les Collectivités territoriales que l'Etat serait obligé de supporter. Mais, ce risque est plus ou moins maîtrisé compte tenu des procédures et des garde-fous mis en place par le Ministère de l'Economie et des Finances à travers les mécanismes de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT).

6.1.4 Mesures d'atténuation.

161. Du point de vue budgétaire, la soutenabilité de la décentralisation demande un certain nombre d'exigences, à savoir :

- assurer un renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des CT ;
- réformer la fiscalité locale pour renforcer l'autonomie financière des CT ;
- assurer une gestion efficiente des effectifs des fonctions publiques de l'Etat et des CT à travers : i) la réalisation d'une étude approfondie sur la gestion de la masse salariale, des primes et indemnités et la politique de fixation des salaires dans la fonction publique, ii) la poursuite du contrôle physique dans la fonction publique, y compris pour identifier non seulement le nombre de fonctionnaires par secteur mais aussi les éventuels travailleurs fictifs, iii) le recensement biométrique et la mise en place d'un fichier exhaustif, unique et informatisé de la fonction publique territoriale.

6.2 Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la crise sécuritaire

6.2.1 Description

162. Le Mali, depuis son accession à l'indépendance, est confronté à des défis sécuritaires, économiques, financiers, climatiques et de gouvernance qui ont engendré des conflits inter et intracommunautaires, des rébellions successives avec comme corollaires l'instabilité politique et institutionnelle, la criminalité transnationale organisée et le terrorisme.

163. Ainsi, depuis 1960, trois crises majeures liées aux sécessionnismes locaux en 50 ans (avec une probabilité faible, moins 10%) sont survenues et celles-ci ont été gérées à travers des accords notamment :

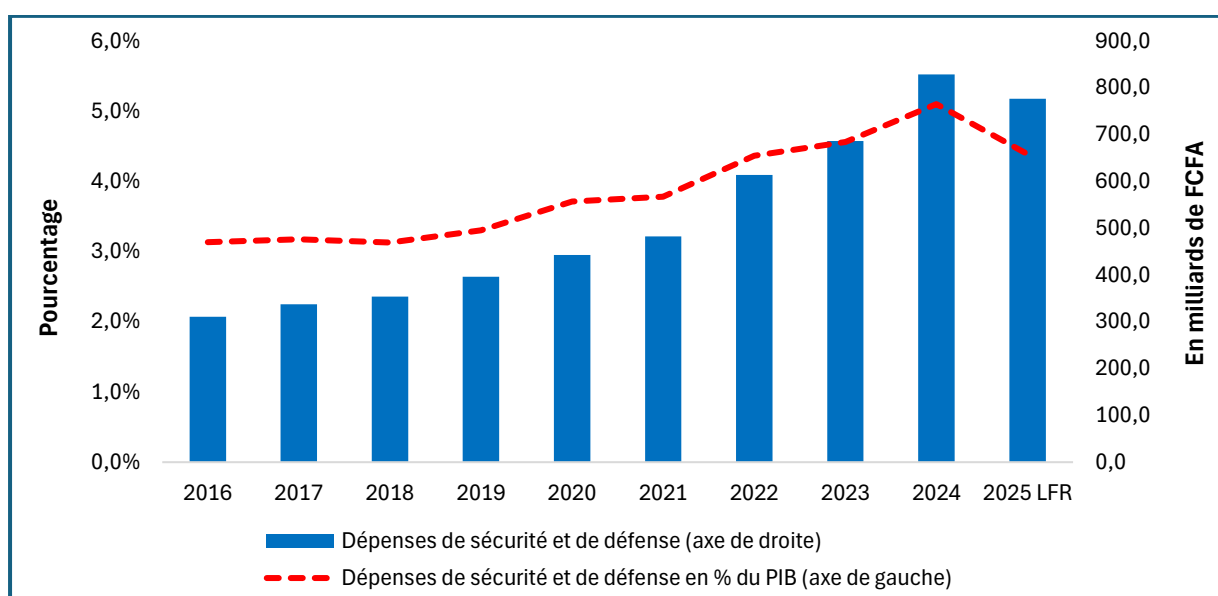
- l'Accord de Tamanrasset, signé à Tamanrasset le 6 janvier 1991 ;
- le Pacte national, signé à Bamako le 11 avril 1992 ;
- l'Accord d'Alger pour la restauration de la paix, de la sécurité et du développement dans la Région de Kidal, signé à Alger le 4 juillet 2006 ;
- l'Accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers inclusifs de paix, signé à Ouagadougou le 18 juin 2013 ;
- l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, signé à Bamako le 15 mai 2015 et parachevé le 20 juin 2015.

164. Malgré les multiples initiatives de l'Etat, des institutions régionales et internationales dans le cadre du processus de paix, l'insécurité persiste et le Mali connaît depuis 2012 une profonde crise

qui a impacté les fondements de la Nation et entraîné l'effritement de la cohésion sociale et du vivre ensemble. Cette crise est considérée comme la pire crise post coloniale du pays, unique par sa nature, sa durée et ses effets. Les conséquences économiques et budgétaires de la crise de 2012 sont durables et lourdes pour l'Etat.

165. La crise a notamment eu pour conséquence une paupérisation des populations et une hausse rapide et durable des dépenses consacrées à la défense et à la sécurité dont la part dans les dépenses totales de l'Etat est de l'ordre de 23,7% dans la loi de finances rectificative 2025, soit 4,4% du PIB. Cette part importante du budget de l'Etat consacrée à la défense et à la sécurité pourrait réduire la marge de manœuvre du Gouvernement à faire face aux dépenses en faveur de la réalisation d'infrastructures de développement.

Figure 20: Evolution des dépenses de sécurité et de défense, 2016-2025



Source : DGB, Août 2025

6.2.2 Mesures d'atténuation

Pour faire face à l'insécurité et aux conflits intercommunautaires, l'Etat a mis en place un certain nombre de mesures destinées à contenir durablement les risques sécuritaires et atténuer à terme leur impact sur le budget. Il s'agit notamment de :

- l'adoption et la mise en œuvre de la Charte Nationale pour la Paix et la Réconciliation Nationale ;
- l'amélioration du processus de décentralisation et la création des conditions favorisant le développement économique régional et local ;
- la poursuite et la consolidation des actions au sein de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) en matière de Défense, de Diplomatie et de Développement ;

- la poursuite de l'acquisition d'équipements militaires (véhicules d'intervention, véhicules blindés, vecteurs aériens, etc.) et de matériels de maintien d'ordre, de transmission et accessoires ;
- la poursuite du recrutement et la formation de personnel de défense et de sécurité, ainsi que la construction et la réhabilitation d'infrastructures militaires ;
- la poursuite de la reconstruction d'une armée professionnelle à travers notamment l'opération « Dougoukoloko » ;
- la sécurisation des personnes et de leurs biens ;
- la sécurisation de la chaîne logistique.

VII. CONCLUSION

- 166.** L'analyse des risques budgétaires est un exercice essentiel pour une gestion plus rationnelle et rigoureuse des finances publiques. Elle requiert non seulement des données exhaustives et mises à jour, mais également une capacité d'analyse plus approfondie.
- 167.** Le présent rapport a été élaboré de manière participative avec le concours de l'ensemble des services techniques intervenant dans la gestion des risques budgétaires.
- 168.** Le rapport a fait un tour d'horizon des principaux risques budgétaires auxquels l'Etat fait couramment face et propose des mesures d'atténuation que le Gouvernement devrait envisager de mettre en œuvre.
- 169.** Le rapport présente néanmoins certaines limites entre autres : (i) la non-exhaustivité des données sur les entreprises publiques ; (ii) l'absence d'informations fiables sur le montant des actions en justice contre l'Etat, seul le montant des mandats émis étant disponible à la DGB ; (iii) l'absence d'un cadre institutionnel permanent pour la gestion des questions de risques budgétaires les textes du Comité de Prévision et de Modélisation devraient être relus pour créer ce cadre et (iv) les problèmes rencontrés dans l'exploitation de l'outil relatif au Bilan de santé des entreprises publiques (SOEHCT). À celles-ci, il faut aussi ajouter la non prise en charge par l'outil SOEHCT de la situation des états financiers des organismes de Sécurité Sociale, présentés en norme CIPRES.
- 170.** Malgré les multiples crises, l'économie malienne demeurerait résiliente avec un taux de croissance de 6,3% en 2026 contre 6,0% attendu en 2025.
- 171.** Toutefois, la performance économique attendue en 2025 et 2026 reste tributaire, entre autres : (i) à la mise à niveau et au renforcement des infrastructures de transport ; (ii) à l'amélioration de la fourniture d'électricité (iii) à l'apaisement des tensions géopolitiques permettant de fluidifier les chaînes d'approvisionnement mondiales et régionales (iv) à l'amélioration de la situation sécuritaire et (v) à l'adoption des mesures d'adaptation aux effets du changement climatique.

ANNEXES :

Annexe 14 : Méthodologie utilisée pour le calcul de la probabilité d'occurrence

Encadré : Calcul des probabilités d'occurrence des risques macroéconomiques

La méthodologie de détermination de la probabilité d'occurrence des risques sur une année est commune à tous les risques macroéconomiques et est basée sur la formule suivante :

$Pr = \frac{n}{N}$; Pr représente la probabilité d'occurrence pour une année, n désigne le nombre d'observations sortant de la bande formée $\bar{X} \mp \sigma$ avec $\bar{x}$ et σ représentent respectivement la moyenne et l'écart-type de la variable d'intérêt. N est le nombre total d'observations.

Les risques liés aux chocs macroéconomiques extérieurs (cours du pétrole, l'or et coton) sont analysés en considérant les vingt-cinq dernières années.

Une probabilité sur un an est considérée comme faible lorsqu'elle est inférieure à 10%. Elle est moyenne lorsqu'elle est comprise entre 10% et 50%. Au-delà de 50% elle est considérée forte. Cette grille proposée par le FMI est couramment utilisée par beaucoup des pays.

Concernant les hypothèses de choc du risque, trois scénarios ont été retenus : (i) un choc représentant l'écart-type des variations annuelles de la variable, (ii) un choc équivalent à deux fois l'écart-types et (iii) le choc le plus important qui s'est déjà matérialisé par le passé. Dans le cas où le choc le plus significatif déjà survenu est inférieur ou égale au choc correspondant à deux fois l'écart-type, l'analyse se focalise exclusivement sur les deux premiers.

$$\sigma_x = \text{Ecart-type} = \sqrt{V(X)} \text{ avec } V(X), \text{ la variance} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n (x_i - \bar{x})^2$$

Annexe 2 : Récapitulatif des risques budgétaires avec leur probabilité d'occurrence et les mesures éventuelles d'atténuation de leurs impacts sur le budget

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
Risques macroéconomiques				
Risques liés à la baisse du taux de croissance économique		X		- l'adoption des méthodes de prévisions budgétaires prudentes basées sur l'analyse systématique des écarts de prévisions antérieures ; - la diversification de l'économie à travers une politique de soutien aux secteurs de la transformation agro-industrielle afin de porter la contribution du sous-secteur industriel au moins au tiers du PIB ; - l'exploitation des avantages du Code minier adopté en 2023 ; - la poursuite de la digitalisation des moyens de paiement dans les structures de l'administration. - l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la fiscalisation des nouvelles économies ; - l'accélération du processus d'adoption des textes relatifs à la taxation des propriétés foncières, bâties et non bâties ; - la poursuite des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale.
Risques liés à la volatilité des prix des matières premières (or et coton)		X		- favoriser le développement du sous-secteur industriel, notamment celui de la transformation des matières premières pour diversifier l'économie ; - sécuriser les recettes fiscales tirées du pétrole à travers un mécanisme plus souple de correction des prix à la pompe tout en veillant à réutiliser les recettes dégagées pour le soutien aux populations vulnérables.
Risques liés à la dette publique		X		- continuer à privilégier les financements à taux d'intérêt fixe par rapport aux financements à taux d'intérêt variable ; - négocier aux meilleures conditions de refinancement tout en privilégiant les financements concessionnels ; - réduire le recours aux financements en dollars US, surtout les financements non concessionnels ; - recourir aux emprunts intérieurs de plus longues maturités ; - équilibrer les échéances, en augmentant la part des émissions d'obligations du Trésor d'au moins 5 ans ;

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
				- renforcer le suivi des entreprises et sociétés publiques bénéficiaires des garanties de l'Etat ; - augmenter la rentabilité des entreprises publiques et assainir leurs finances.
Risques environnementaux				
Risques liés aux catastrophes naturelles			X	➤ la constitution de provision dans le budget de l'Etat pour faire face aux cas d'épidémies et catastrophes naturelles ; ➤ la mise en place d'un fonds pour les Evaluations d'Impacts Environnementales (EIE) ; ➤ l'application du décret n°2016-0974/P-RM portant création d'une Plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes ; ➤ l'application du décret n°2017-0798/PM-RM) fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Comité interministériel de gestion de crises et catastrophes ; ➤ l'opérationnalisation du Centre de Coordination et de Gestion des crises ; ➤ la poursuite de la mise en œuvre d'un plan de secours comportant des mesures entre autres : - la sensibilisation sur les risques d'inondation ; - l'interdiction formelle d'attribution de parcelles à usage d'habitation dans les zones inondables ; - le curage des collecteurs, des caniveaux et des jonctions des voies d'écoulement d'eau ; - le recensement des constructions obstruant les voies d'écoulement d'eau en vue de leur libération.
Risques spécifiques				
Risques liés aux actions légales contre l'Etat			X	- l'application effective et rigoureuse des textes, législatifs et réglementaires en vigueur dans toutes les sphères de l'administration publique ; - le renforcement des capacités des services publics de prévention des contentieux, afin d'éviter au mieux les assignations en justice de l'État.
Risques liés aux organismes de sécurité sociale				Au niveau de la CANAM - la mise en place d'un Système d'Information plus robuste qui permet d'accentuer les

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
	X			contrôles afin de réduire considérablement la fraude ; - la réalisation d'études actuarielles dans le but de veiller à la viabilité du régime à long terme ; - la réalisation de campagnes de sensibilisation de lutte contre la fraude ; - la tenue d'ateliers de sensibilisation afin de favoriser la prescription rationnelle au niveau des prescripteurs. Au niveau de la CMSS : - l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ; - l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ; - l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités ; - le contrôle physique des retraités. Au niveau de l'ANAM - la sensibilisation des autres acteurs (CANAM, CMSS, DCSSA, la polyclinique des armées etc.) assurant la prise en charge des blessés de guerre et de catastrophe à accompagner l'Agence ; - l'amélioration des ressources de l'ANAM pour faire face aux nouveaux engagements de l'Agence.
Risques institutionnels				
Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la décentralisation		X		- assurer un renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des CT ; - réformer la fiscalité locale pour renforcer l'autonomie financière des CT ; - assurer une gestion efficiente des effectifs des fonctions publiques de l'Etat et des CT à travers : i) la réalisation d'une étude approfondie sur la gestion de la masse salariale, des primes et indemnités et la politique de fixation des salaires dans la fonction publique, ii) la réalisation d'un contrôle physique dans la fonction publique, y compris pour identifier non seulement le nombre de fonctionnaires par secteur mais aussi les éventuels travailleurs fictifs, iii) le recensement biométrique et la mise en place d'un fichier exhaustif, unique et informatisé de la fonction publique territoriale.

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la crise sécuritaire		X		- l'adoption et la mise en œuvre de la Charte Nationale pour la Paix et la Réconciliation Nationale ; - l'amélioration du processus de la décentralisation et la création des conditions favorisant le développement économique régional et local ; - la poursuite et la consolidation des actions au sein de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) en matière de Défense, de Diplomatie et de Développement ; - la poursuite de l'acquisition d'équipements militaires (véhicules d'intervention, véhicules blindés, vecteurs aériens, etc.) et de matériels de maintien d'ordre, de transmission et accessoires ; - la poursuite du recrutement et la formation de personnel de défense et de sécurité, ainsi que la construction et la réhabilitation d'infrastructures militaires ; - la poursuite de la reconstruction d'une armée professionnelle à travers notamment l'opération « Dougoukoloko » ; - la sécurisation des personnes et de leurs biens ; - la sécurisation de la chaîne d'approvisionnement des logistiques.

Annexe 3 : Etat de mise en œuvre des recommandations sur les risques budgétaires août 2024

N°	Recommandations par risque	Situation de mise en œuvre des recommandations		
		Réalisé	En cours	Non réalisé
1.	Risques liés aux fluctuations de la croissance économique			
	1. L'adoption des méthodes de prévisions budgétaires prudentes basées sur l'analyse systématique des écarts de prévisions antérieures		X	
	2. La poursuite de la mise en œuvre des reformes domaniales, fiscales et douanières		X	
	3. La poursuite des réformes de la gestion des finances publiques		X	
2.	Risques liés à la volatilité des prix des matières premières			
	1. Favoriser le développement du sous-secteur industriel, notamment celui de la transformation des matières premières pour diversifier l'économie		X	
	2. Sécuriser les recettes fiscales tirées du pétrole à travers un mécanisme plus souple de correction des prix à la pompe tout en veillant à réutiliser les recettes dégagées pour le soutien aux populations vulnérables		X	
	3. Constituer un fonds sur les recettes aurifères en vue d'amortir les chocs et organiser la chaîne de valeur en aval et le contenu local tout en formalisant progressivement l'activité d'orpaillage			X
	Poursuivre la diversification des sources de production d'électricité en favorisant les investissements vers les énergies renouvelables		X	
3.	Risques liés aux catastrophes naturelles			
	1. La souscription à une police d'assurance auprès de la mutuelle panafricaine de gestion des risques pour couvrir le risque de sécheresse	X		
	2. La provision dans le budget de l'Etat pour faire face aux cas d'épidémies et catastrophes naturelles	X		
	3. L'adoption d'un décret n°2016-0974/P-RM portant création d'une Plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes	X		
	4. La mise en place d'un fonds pour les Evaluations d'Impacts Environnementales (EIE)	X		
	5. L'activation du Centre de Coordination et de Gestion des crises par la Décision n°2024-000435/MSPC-SG du 30 mai 2024 pour la période allant du 1 ^{er} juin au 30 octobre 2024.	X		
	6. L'adoption d'un décret n°2017-0798/PM-RM) fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Comité interministériel de gestion de crises et catastrophes	X		

N°	Recommandations par risque	Situation de mise en œuvre des recommandations		
		Réalisé	En cours	Non réalisé
	7. La poursuite de la mise en œuvre d'un plan de secours comportant des mesures entre autres - la sensibilisation sur les risques d'inondation ; - l'interdiction formelle d'attribution de parcelles à usage d'habitation dans les zones inondables ; - le curage des collecteurs, des caniveaux et des jonctions des voies d'écoulement d'eau ; - le recensement des constructions obstruant les voies d'écoulement d'eau en vue de leur libération.		X	
4.	Risques liés aux actions légales contre l'Etat			
	1. L'application effective et rigoureuse des textes législatifs et réglementaires en vigueur dans toutes les sphères de l'administration publique		X	
	2. Le renforcement des capacités des services publics de prévention des contentieux, afin d'éviter au mieux les assignations en justice de l'État		X	
5.	Risques liés aux entreprises publiques et aux organismes de sécurité sociale			
	1. Améliorer le suivi du portefeuille des entreprises publiques à travers : (i) l'établissement d'une liste exhaustive des entreprises et des sociétés publiques et (ii) le développement d'une stratégie actionnariale ou stratégie de portefeuille		X	
	2. Poursuivre la restructuration des entreprises en difficulté en particulier l'EDM-SA et la diversification de ses moyens de production		X	
	Instaurer un mécanisme de comptabilisation et de suivi des garanties explicites et implicites			
6.	Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la décentralisation			
	1. Assurer un renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des CT		X	
	2. Réformer la fiscalité locale pour renforcer l'autonomie financière des CT		X	
	3. Assurer une gestion efficiente des effectifs des fonctions publiques de l'Etat et des CT à travers : i) la réalisation d'une étude approfondie sur la gestion de la masse salariale, des primes et indemnités et la politique de fixation des salaires dans la fonction publique, ii) la réalisation d'un contrôle physique dans la fonction publique, y compris pour identifier non seulement le nombre de fonctionnaires par secteur mais aussi les éventuels travailleurs fictifs, iii) le recensement biométrique et la mise en place d'un fichier exhaustif, unique et informatisé de la fonction publique territoriale	X		

Source : DGB

SITUATION D'EXECUTION PERIODIQUE DU BUDGET DE L'ETAT



Loi de Finances 2025



**Situation d'exécution trimestrielle
des recettes et des dépenses du
budget général au 30 juin 2025**

I. INTRODUCTION

La publication des situations périodiques d'exécution du budget de l'Etat est une exigence du code de transparence dans la gestion des finances publiques approuvé par la loi n°2013-031 du 23 juillet 2013 et de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013 relative aux lois de Finances, modifiées. Le présent rapport rend compte de la situation d'exécution financière du budget 2025 au 30 juin 2025. Il couvre uniquement les opérations budgétaires du budget général ; celles des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor n'y sont pas intégrées en raison du délai relativement long pour la disponibilité des données y afférentes.

II. SITUATION DU BUDGET GENERAL AU 30 JUIN 2025

Dans la Loi de Finances initiale 2025, les prévisions globales des recettes et des dépenses sont établies respectivement à 2 648,900 milliards de FCFA et 3 229,886 milliards de FCFA. Sur ces montants, les prévisions des recettes et des dépenses du budget général s'élèvent respectivement à 2 334,491 milliards de FCFA et 3 107,247 milliards de FCFA, d'où le déficit budgétaire prévisionnel de 580,986 milliards de FCFA.

Au 30 juin 2025, la situation d'exécution des recettes et des dépenses du budget général se présente dans le tableau 1 ci-après :

Tableau 1. Résumé de la situation d'exécution du budget général

<i>Montants en milliards de FCFA</i>				
AU 30 JUIN	2023	2024	2025	Variation 2024/2025
Recettes nettes (hors crédits de TVA)	996,797	1 011,445	1 096,568	85,123
Dépenses	1 182,170	1 156,275	1 330,317	174,042
Solde du budget général	-185,373	-144,830	-233,749	-88,919

Source : DGB, août 2025.

Il ressort ce qui suit :

- les recettes nettes (hors crédits de TVA) ont été recouvrées à hauteur de 1 096,568 milliards de FCFA contre 996,797 milliards de FCFA et 1 011,445 milliards respectivement au 30 juin 2023 et au 30 juin 2024 ;
- les dépenses ont été exécutées à hauteur de 1 330,317 milliards de FCFA contre 1 182,170 milliards de FCFA et 1 156,275 milliards de FCFA respectivement au 30 juin 2023 et au 30 juin 2024;
- le déficit ressort à 233,749 milliards de FCFA contre 185,373 milliards de FCFA et 144,830 milliards de FCFA à la même date respectivement en 2023 et 2024.

La situation détaillée de l'exécution se présente dans le tableau 2 ci-dessous :

Tableau 2 : Situation d'exécution détaillée des recettes et des dépenses du budget général

Montants en milliards de FCFA

RECETTES					DEPENSES						
Libellé	Prévisions 2025	Recouvrement au 30/06/2025	Taux	Part	Libellé	Prévisions 2025	Crédits en cours 2025	Engagement au 30/06/2025	Liquidation au 30/06/2025	Taux	Part
Recettes des services d'assiette et de recouvrement	2 445,841	1 086,324	44,42%	99,07%	Dépenses ordinaires	2 389,999	2 363,453	1 374,106	1 070,685	45,30%	80,48%
DGD (brutes)	876,000	404,692	46,20%	36,91%	Personnel	1 056,105	1 056,121	706,655	509,092	48,20%	38,27%
DGI (brutes)	1 387,000	596,915	43,04%	54,43%	Charge financière de la dette	214,468	214,468	42,621	29,082	13,56%	2,19%
DGTCP	48,000	23,108	48,14%	2,11%	Biens et services	652,518	649,770	404,988	359,317	55,30%	27,01%
DGDC	233,000	81,202	34,85%	7,41%	Transferts et subventions	453,898	431,585	217,962	171,314	39,69%	12,88%
Crédits de TVA	-98,159	-19,593	19,96%	-1,79%	Dépenses en atténuation des recettes	13,009	11,509	1,880	1,880	16,34%	0,14%
Produits des dons programmes et legs	0,098	0,098	100,00%	0,01%	Dépenses en capital	717,248	743,794	291,193	259,633	34,91%	19,52%
ABS	0,098	0,098	100,00%	0,01%	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	717,248	743,794	291,193	259,633	34,91%	19,52%
ABG (dons)			-	0,00%	dont BSI financement extérieur	165,000	165,000	22,791	22,791	13,81%	1,71%
Produits des dons projets (BSI extérieur)	75,000	9,561	12,75%	0,87%	Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000		0,000		
Recettes exceptionnelles	5,322	0,585	10,99%	0,05%							
Total recettes du budget général (1)	2 526,261	1 096,568	43,41%	100,00%	Total dépenses du budget général (2)	3 107,247	3 107,247	1 665,299	1 330,317	42,81%	100,00%
Solde du budget général (3) = (1) – (2)											
Prévision initiale								-580,986			
Situation au 30 juin 2025								-233,749			

Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, août 2025.

1. RECETTES BUDGETAIRES

Tableau 3. Réalisation de recettes du budget général

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	Recouvrement						
	30/06/2023		30/06/2024		30/06/2025		
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Part relative
Recettes des services	986,922	49,59%	1 004,593	46,21%	1 086,324	44,42%	99,07%
<i>DGD (brutes)</i>	355,743	49,32%	390,352	49,10%	404,692	46,20%	36,91%
<i>DGI (brutes)</i>	555,578	47,62%	608,141	48,27%	596,915	43,04%	54,43%
<i>DGTCP</i>	16,076	46,56%	19,570	46,60%	23,108	48,14%	2,11%
<i>DGDC</i>	101,317	61,19%	76,734	43,85%	81,202	34,85%	7,41%
<i>Crédits de TVA</i>	-41,792	42,58%	-90,204	91,90%	-19,593	19,96%	-1,79%
Produits des dons programmes et legs	0,000	0,00%	0,000	0,00%	0,098	100,00%	0,01%
Produits des dons projets (BSI)	9,290	12,39%	6,852	9,14%	9,561	12,75%	0,87%
Recettes exceptionnelles	0,585	11,56%	0,000	0,00%	0,585	10,99%	0,05%
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET GENERAL	996,797	47,95%	1 011,445	44,65%	1 096,568	43,41%	100,00%

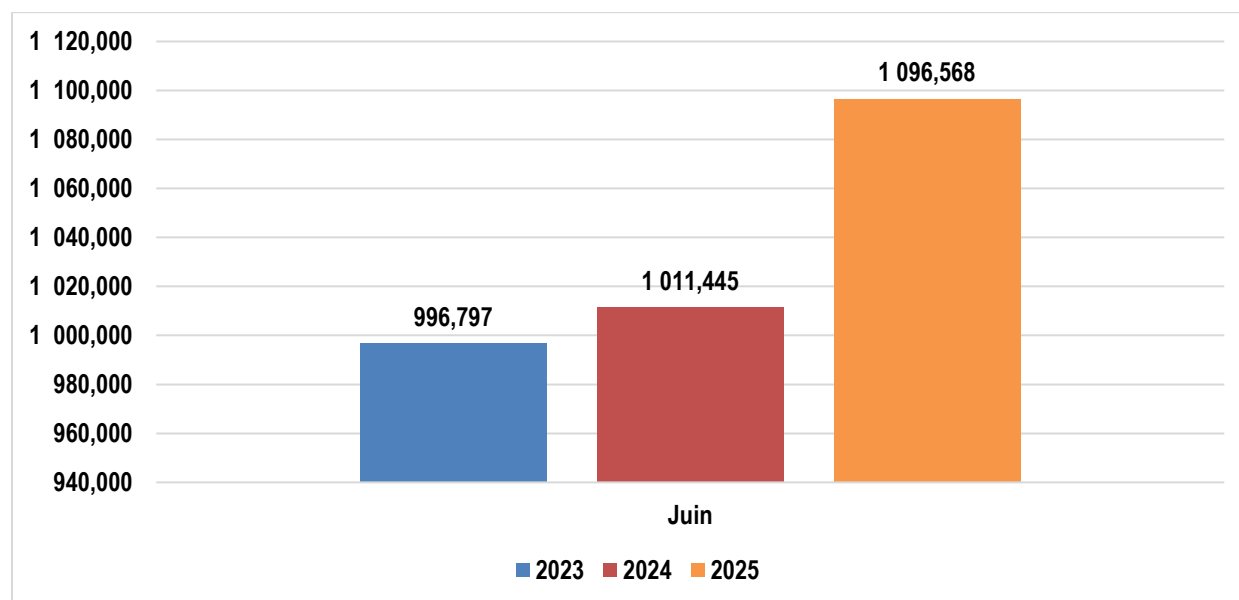
Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, août 2025

Au 30 juin 2025, les recettes recouvrées au titre du budget général s'élèvent à 1 096,568 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 43,41%. Sur ce montant, le recouvrement des recettes fiscales nettes et non fiscales s'établit à 1 086,324 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 44,42% par rapport aux prévisions de l'année 2025 et ce montant recouvré constitue 99,07% du montant total recouvré au 2^{ème} trimestre 2025.

Quant au reliquat des recouvrements au 30 juin 2025, il est constitué des dons-projets et des recettes exceptionnelles, recouverts à hauteur de 10,244 milliards de FCFA.

En comparaison au niveau de recouvrement des recettes du budget général à la même date en 2023 et 2024, le niveau de réalisation en 2025 ressort nettement supérieur. Cette présentation comparée est mise en exergue dans le graphique suivant.

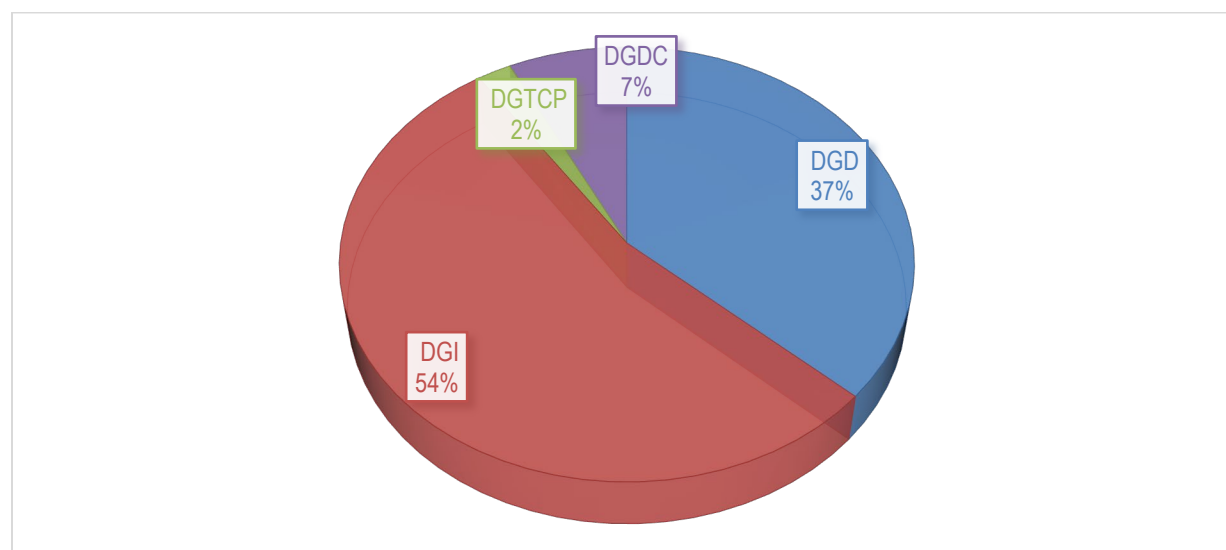
Graphique 1 : Présentation comparée du niveau des recouvrements des recettes du budget général (en milliards de FCFA).



Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, août 2025

En ce qui concerne le poids des services d'assiettes et de recouvrement dans la réalisation des recettes fiscales et non fiscales, la Direction Générale des Impôts (DGI) concentre 54% tandis que la Direction Générale des Douanes (DGD) concentre 37%. Le détail des poids est représenté par le graphique ci-après.

Graphique 2 : Part relative dans le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, août 2025.

2. DEPENSES BUDGETAIRES

Tableau 4. Présentation des dépenses par nature économique

Montants en milliards de FCFA

Nature de dépense	Liquidation				Exécution au 30/06/2025				
	30/06/2023		30/06/2024						
	Montant	Taux	Montant	Taux	CP en cours	Engagé	Liquidé	Taux	Part
Budget Général									
Dépenses ordinaires (I)	1 079,805	50,63%	1 005,972	43,03%	2 363,453	1 374,106	1 070,685	45,30%	80,48%
Personnel (1)	502,369	52,81%	479,324	45,49%	1 056,121	706,655	509,092	48,20%	38,27%
Charges financières (2)	64,797	32,41%	2,338	1,05%	214,468	42,621	29,082	13,56%	2,19%
Acquisitions de biens et services (3)	329,279	56,60%	386,076	58,47%	649,770	404,988	359,317	55,30%	27,01%
Transferts et subventions (4)	183,120	46,07%	138,234	34,99%	431,585	217,962	171,314	39,69%	12,88%
Dépenses en atténuation des recettes (5)	0,240	10,23%	0,000	0,00%	11,509	1,880	1,880	16,34%	0,14%
Dépenses en capital (II)	102,365	15,94%	150,304	24,61%	743,794	291,193	259,633	34,91%	19,52%
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat (1)	102,365	15,94%	150,304	24,61%	743,794	291,193	259,633	34,91%	19,52%
Dépenses de transferts en capital (2)	0,000	-	-	-	0,000	-	-	-	-
TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	1 182,170	42,60%	1 156,275	39,22%	3 107,247	1 665,299	1 330,317	42,81%	100,00%

Source : DGB, août 2025.

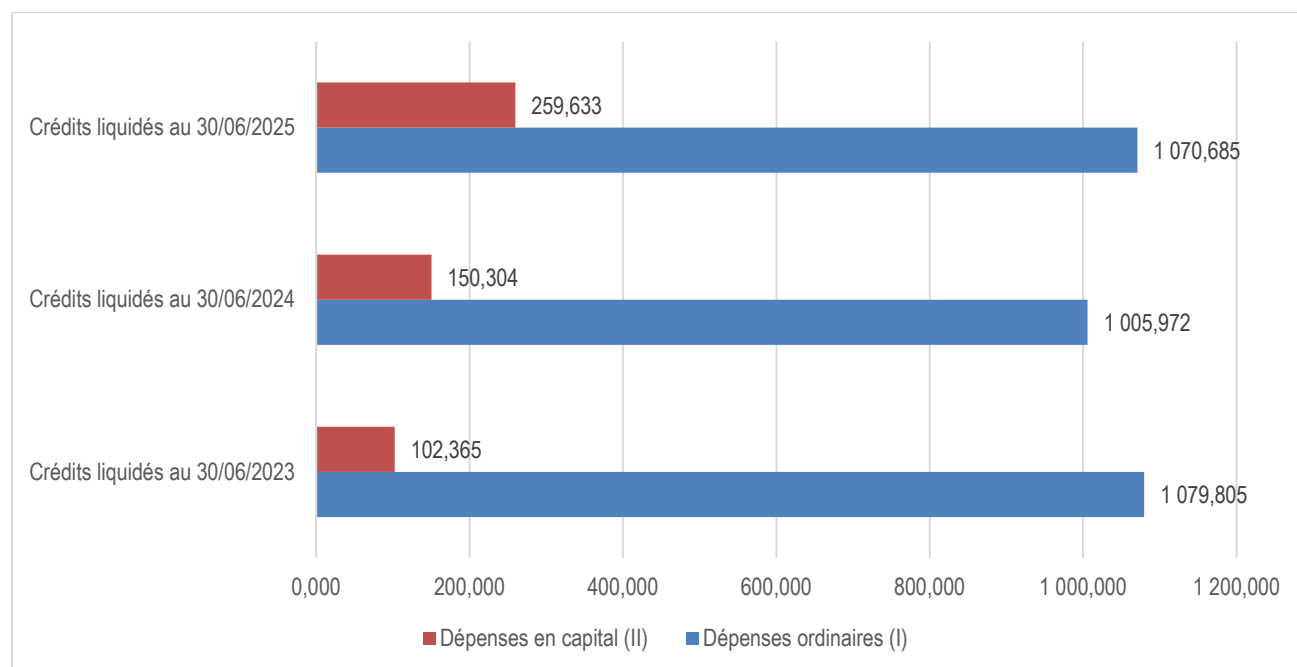
Au 30 juin 2025, les crédits liquidés au titre du budget général s'élèvent à 1 330,317 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 42,81%. Ce niveau d'exécution se décompose en dépenses ordinaires et en dépenses en capital dont les crédits de paiement (CP) sont liquidés respectivement à hauteur de 45,30% et 34,91%.

Par comparaison à la liquidation à la même date en 2023 et 2024, le niveau de la liquidation globale de 2025 est supérieur à celui de 2023 et 2024 en valeur nominale et en valeur relative.

Il en est de même pour la liquidation des dépenses ordinaires et de celles en capital excepté pour l'exercice 2023 où le niveau d'exécution est relativement supérieur aux deux (02) autres exercices 2024 et 2025 en termes de dépenses ordinaires.

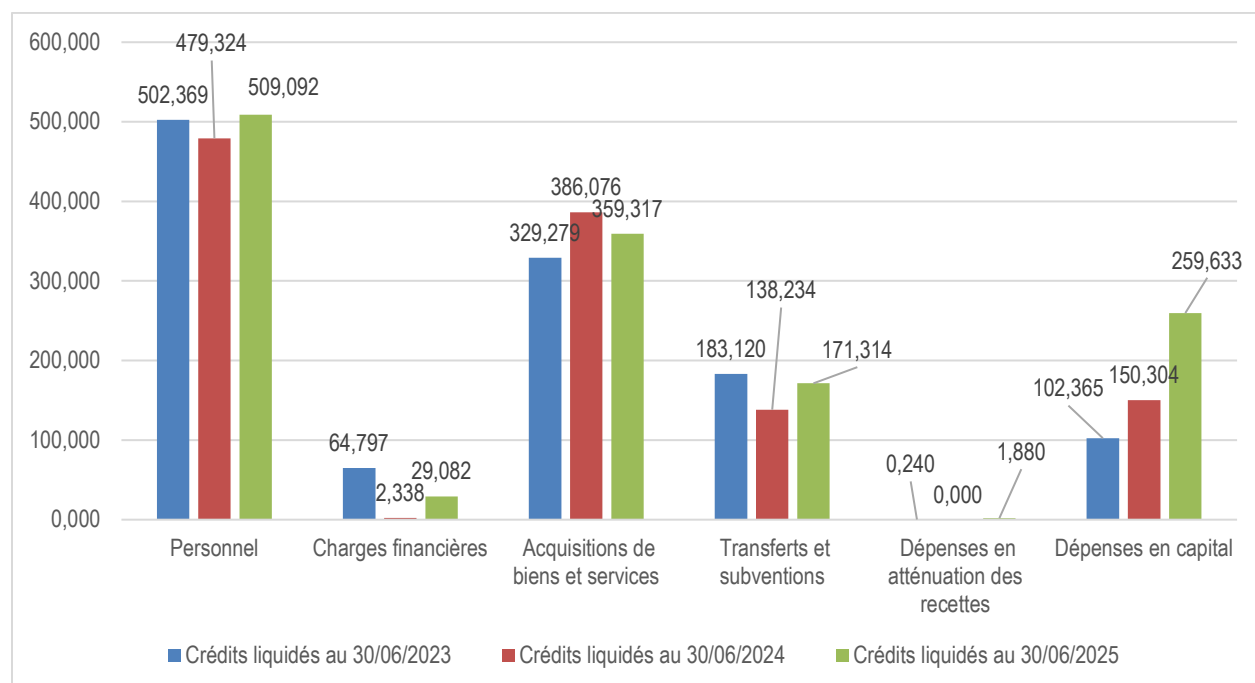
Les graphiques ci-dessous présentent les crédits liquidés au 30 juin des exercices 2023 ; 2024 et 2025.

Graphique3. Dépenses ordinaires et dépenses en capital (en milliards de FCFA).



Source : DGB, août 2025.

Graphique4. Dépenses agrégées par nature économique (en milliards de FCFA).



Source : DGB, août 2025.

III. SITUATION DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Tableau 5. Situation des besoins et des ressources de financement.

Montants en milliards de FCFA

Rubrique	Prévisions 2025	Situation au 30/06/2025	Taux
Besoins de financement	1 517,641	656,550	43,26%
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	918,354	411,931	44,86%
<i>dont principal dette intérieure</i>	695,083	345,255	49,67%
<i>dont principal dette extérieure</i>	223,271	66,676	29,86%
Déficit budgétaire à financer	580,986	233,749	40,23%
Prêts et avances	0,000	0,000	
Retraits sur les comptes des correspondants	18,301	10,870	59,40%
Ressources de financement	1 517,641	658,893	43,42%
Tirages sur des emprunts projets	90,000	13,230	14,70%
Emission de dette à court, moyen et long termes	1 390,671	633,120	45,53%
Tirages sur des emprunts programmes	0,000	0,000	
Produits provenant de la cession des actifs	15,000	0,193	1,29%
<i>Aliénations du Domaine mobilier</i>	0,500	0,006	1,20%
<i>Aliénations d'immeubles</i>	14,500	0,187	1,29%
<i>Recettes de privatisation</i>	0,000	0,000	-
Remboursement des prêts et avances	3,669	1,058	28,84%
Dépôts sur les comptes des correspondants	18,301	11,292	61,70%

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, août 2025.

Au 30 juin 2025, au regard du remboursement du principal de la dette s'élevant à 411,931 milliards de FCFA, du déficit dégagé de 233,749 milliards de FCFA et des retraits sur les comptes des correspondants pour 10,870 milliards de FCFA, les besoins de financement étaient évalués à 656,550 milliards de FCFA. Ces besoins ont été intégralement couverts par les ressources de financement mobilisées à hauteur de 658,893 milliards de FCFA.

Bamako, le 15 août 2025

ANNEXES

NB : Les annexes sur la situation d'exécution des crédits budgétaires (**les colonnes «Engagements» et « Liquidations »**) n'intègrent pas la situation du Budget Spécial d'Investissement (BSI) financement extérieur en raison de sa mobilisation qui s'effectue hors des procédures budgétaire et comptable nationales.

Situation de recouvrement des ressources du budget général au 30 juin 2025

SITUATION DE RECOUVREMENT DES RECETTES BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE PAR SERVICE

(Montants en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires				Ressources de trésorerie				Total des ressources			
	Prévisions 2025	Recouvrement au 30 juin 2025	Taux	Part	Prévisions 2025	Recouvrement au 30 juin 2025	Taux	Part	Prévisions 2025	Recouvrement au 30 juin 2025	Taux	Part
Direction Générale des Douanes	876,000	404,692	46,20%	36,59%					876,000	404,692	46,20%	36,45%
Direction Générale des Impôts	1387,000	596,915	43,04%	53,97%					1387,000	596,915	43,04%	53,77%
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	48,000	23,108	48,14%	2,09%	18,301	2,667		62,44%	66,301	25,775	38,88%	2,32%
Direction Générale des Domaines et du Cadastre	233,000	81,202	34,85%	7,34%	15,000	0,064	0,43%	1,50%	248,000	81,266	32,77%	7,32%
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat					0			0,00%	0,000	0	-	0,00%
Direction Générale de la Dette Publique					3,669	1,54	41,97%	36,06%	3,669	1,54	41,97%	0,14%
Total	2 544,000	1 105,917	43,47%	100,00%	36,970	4,271	11,55%	100,00%	2 580,970	1 110,188	43,01%	100,00%

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement.

**Situation d'exécution des dépenses du
budget général (hors Budget Spécial
d'Investissement sur financement extérieur)
par section et par programme ou dotation
au 30 juin 2025**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES

2025

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2025

07/08/2025 11:13:15

(en milliers de francs CFA)

Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
0.001 Assemblée Nationale	832 200	13 922 297	8 123 292	7 487 919	6 251 096
TOTAL	832 200	13 922 297	8 123 292	7 487 919	6 251 096
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	1 200 000	7 429 973	5 949 462	5 492 470	4 326 467
1.002 Administration générale	0	8 280 772	5 769 078	5 566 634	3 699 117
2.001 Sécurité et défense	0	2 054 717	995 564	962 142	962 142
TOTAL	1 200 000	17 765 462	12 714 105	12 021 245	8 987 726
130 PRIMATURE					
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	410 000	7 722 256	5 563 841	4 488 075	2 884 426
1.004 Administration générale et contrôle	2 690 000	5 851 109	3 910 428	2 927 223	1 686 125
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	150 000	752 304	418 875	375 689	246 652
TOTAL	3 250 000	14 325 669	9 893 144	7 790 986	4 817 203
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS					
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	480 000	6 096 401	4 008 356	3 990 956	3 990 956
TOTAL	480 000	6 096 401	4 008 356	3 990 956	3 990 956
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	1 399 698	990 776	873 856	473 606
TOTAL	30 000	1 399 698	990 776	873 856	473 606
150 COUR SUPREME					
2.005 Cour Suprême	8 631 875	7 698 276	6 335 179	4 966 650	3 362 731
TOTAL	8 631 875	7 698 276	6 335 179	4 966 650	3 362 731
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	260 436	1 823 642	1 350 583	1 157 568	698 573
TOTAL	260 436	1 823 642	1 350 583	1 157 568	698 573
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	89 899	1 602 627	950 457	733 672	464 765
TOTAL	89 899	1 602 627	950 457	733 672	464 765
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
1.006 Administration Générale	10 716 083	48 870 748	35 856 990	33 232 083	26 996 166
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	465 755	304 252	290 652	166 854
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	151 176	104 479	95 387	61 982
TOTAL	10 716 083	49 487 679	36 265 721	33 618 122	27 225 002

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES

2025

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2025

07/08/2025 11:13:15

(en milliers de francs CFA)

Section	Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
185	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
1.007	Administration Générale	50 000	1 639 095	985 485	687 959	445 981
2.010	Intégration Africaine	0	453 018	219 343	177 476	142 596
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	5 215 000	2 168 789	538 310	410 599	286 770
TOTAL		5 265 000	4 260 902	1 743 139	1 276 035	875 348
190	BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
2.012	Bureau du Vérificateur Général	160 000	4 905 505	3 610 956	3 610 956	3 610 956
TOTAL		160 000	4 905 505	3 610 956	3 610 956	3 610 956
192	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE					
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	285 000	1 650 429	989 035	989 035	917 460
TOTAL		285 000	1 650 429	989 035	989 035	917 460
195	COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	0	160 945	86 683	77 431	49 161
TOTAL		0	160 945	86 683	77 431	49 161
210	MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
1.008	Administration Générale	70 281 283	446 666 885	365 901 218	345 601 189	264 143 646
2.015	Gestion des Opérations Militaires	7 426 446	62 313 462	51 571 580	50 498 014	43 660 213
2.016	Inspection des Armées	21 000	356 206	163 532	156 845	148 589
2.017	Formation	35 013	873 077	432 142	396 525	358 679
2.018	Gestion des Transmissions	96 402	527 526	298 650	296 413	217 374
TOTAL		77 860 144	510 737 156	418 367 122	396 948 985	308 528 501
220	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 698 869	10 888 119	6 218 170	3 945 971	2 244 301
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	2 185 559	26 246 824	19 469 638	18 377 805	10 625 182
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 436 639	10 146 568	7 068 124	6 359 907	3 440 852
TOTAL		5 321 067	47 281 511	32 755 932	28 683 683	16 310 335
223	OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190 000	2 889 000	1 700 454	1 699 184	1 699 184
TOTAL		190 000	2 889 000	1 700 454	1 699 184	1 699 184
226	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	1 036 634	562 555	562 555	562 555
TOTAL		47 500	1 036 634	562 555	562 555	562 555
230	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
1.010	Administration Générale	2 222 500	21 997 990	13 577 748	10 015 439	5 971 896
2.021	Ordre et Sécurité	13 707 032	133 765 306	87 650 280	86 506 358	58 050 254
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	4 021 036	29 934 253	22 021 629	16 789 435	11 342 891
TOTAL		19 950 568	185 697 549	123 249 657	113 311 233	75 365 041

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES

2025

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2025

07/08/2025 11:13:15

(en milliers de francs CFA)

Section	Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
235	AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT					
0.002	Securite d'Etat	0	21 022 917	12 502 651	11 966 876	11 966 876
TOTAL		0	21 022 917	12 502 651	11 966 876	11 966 876
310	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
1.011	Administration Générale	20 061 887	31 043 323	15 258 452	12 463 330	7 420 766
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	20 335 176	13 399 815	6 460 273	5 048 689	3 737 349
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	17 800 000	24 895 939	19 998 849	19 576 940	13 605 644
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 025 000	9 141 150	5 843 008	5 362 976	3 483 653
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 160 787	7 325 510	4 585 317	4 182 399	2 270 839
2.027	Gestion de la Dette Publique	550 000	1 087 909	563 016	389 647	256 044
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 400 000	7 807 175	1 973 185	1 663 861	1 053 565
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 625 000	3 718 251	1 492 128	989 291	825 065
TOTAL		69 957 850	98 419 072	56 174 228	49 677 133	32 652 925
311	CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	130 000	1 535 463	912 298	491 503	363 396
TOTAL		130 000	1 535 463	912 298	491 503	363 396
320	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL					
1.012	Administration Générale	2 791 334	3 123 843	1 311 734	980 286	666 169
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	1 205 814	784 852	748 836	557 542
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	53 750	1 360 566	974 018	947 967	563 906
TOTAL		3 031 284	5 690 223	3 070 603	2 677 090	1 787 617
323	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
1.013	Administration Générale	5 048 226	4 011 965	1 594 407	1 046 262	600 837
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	375 575	9 111 192	4 457 346	4 377 763	3 560 443
2.034	Formation Professionnelle	36 962 101	15 085 468	10 645 265	9 581 793	2 891 583
TOTAL		42 385 902	28 208 625	16 697 019	15 005 818	7 052 863
328	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT					
1.044	Administration Générale et Contrôle	0	1 051 898	773 553	593 867	391 990
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	300 000	641 976	427 037	360 612	102 889
TOTAL		300 000	1 693 874	1 200 590	954 479	494 878

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES

2025

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2025

07/08/2025 11:13:15

(en milliers de francs CFA)

Section	Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
330	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
1.014	Administration Générale et Contrôle	200 000	4 828 920	2 625 144	2 066 537	1 365 652
2.036	Administration du Territoire	38 567 414	57 491 256	34 181 698	22 874 176	14 663 893
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	400 000	673 221	208 655	166 769	134 681
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	16 309 663	27 974 198	12 871 525	10 932 742	10 299 665
2.064	Développement Régional et Local	209 000	2 093 997	1 198 935	780 567	703 307
TOTAL		55 686 077	93 061 592	51 085 957	36 820 790	27 167 198
334	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	340 965	2 059 071	1 395 727	1 395 727	1 356 409
TOTAL		340 965	2 059 071	1 395 727	1 395 727	1 356 409
340	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES					
1.015	Administration Générale	48 106	1 261 659	693 367	563 151	425 581
2.039	Religion et Culte	297 500	1 926 410	1 433 046	1 347 047	1 239 085
TOTAL		345 606	3 188 069	2 126 413	1 910 198	1 664 666
341	MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE					
1.016	Administration Générale	150 000	8 278 275	615 874	440 062	215 885
2.100	Renforcement de la Paix, du processus de Réconciliation nationale, de cohésion sociale et du vivre ensemble	0	3 481 439	2 545 717	2 006 178	1 900 259
2.101	Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de développement	100 000	1 262 105	577 256	358 002	278 313
TOTAL		250 000	13 021 819	3 738 847	2 804 242	2 394 456
346	AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI					
2.099	Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	100 000	1 771 102	1 196 412	721 684	673 799
TOTAL		100 000	1 771 102	1 196 412	721 684	673 799
380	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
1.032	Administration Générale	1 866 750	3 131 906	2 126 323	1 737 943	1 218 865
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	5 929 187	4 887 217	2 238 597	1 854 293	1 082 878
2.084	Développement du secteur industriel	713 814	2 531 812	1 368 259	888 650	571 299
2.085	Appui au développement du secteur privé	602 593	1 702 749	556 887	469 316	406 817
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	44 625	181 063	85 466	82 382	48 444
TOTAL		9 156 969	12 434 747	6 375 531	5 032 585	3 328 304

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES

2025

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2025

07/08/2025 11:13:15

(en milliers de francs CFA)

Section	Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
410	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
1.017	Administration Générale	2 978 575	24 286 614	9 840 218	8 426 136	4 903 169
2.041	Développement de l'Education de Base	11 729 818	332 629 537	262 297 001	200 938 969	165 039 649
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	18 638 085	30 714 045	2 223 861	1 643 661	1 174 237
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 394 704	67 609 901	42 584 020	20 267 715	18 362 796
TOTAL		55 741 182	455 240 097	316 945 100	231 276 480	189 479 851
412	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
1.018	Administration Générale	2 000 000	8 944 496	4 404 806	3 119 544	2 748 850
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	17 067 120	80 095 108	46 864 498	38 516 020	28 095 460
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	202 985	2 355 596	1 305 167	965 439	674 012
TOTAL		19 270 105	91 395 200	52 574 470	42 601 003	31 518 322
510	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME					
1.019	Administration Générale	209 500	4 119 868	2 888 890	1 675 680	1 186 607
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	611 000	1 511 000	801 271	521 228	320 305
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	165 000	658 832	269 808	222 040	148 463
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 746 250	4 062 724	1 937 392	1 583 329	1 067 556
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	650 000	2 006 767	684 043	536 429	358 939
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	50 000	615 624	316 035	274 644	198 966
TOTAL		3 431 750	12 974 815	6 897 438	4 813 351	3 280 836
520	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
1.020	Administration Générale	1 170 000	4 463 974	2 188 323	1 755 298	1 465 076
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	550 000	1 910 402	977 941	946 822	558 173
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	176 222 817	103 461 759	102 057 873	100 883 900	100 434 048
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents Sportifs	9 610	724 894	319 094	234 778	199 458
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	550 000	3 701 569	2 174 996	1 578 599	1 316 624
TOTAL		178 502 427	114 262 598	107 718 227	105 399 397	103 973 378
610	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	3 287 196	21 161 216	8 199 017	5 677 972	4 265 419
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	116 237	54 021 540	39 598 319	31 722 765	22 406 542
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 732	9 974 790	4 518 089	3 648 560	3 284 895
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	35 831 527	47 497 605	25 600 057	20 505 968	11 187 615
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	3 679 182	3 887 777	2 235 357	1 731 185	1 167 254
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	1 121 000	17 782 830	7 748 275	3 503 951	2 436 320
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	562 750	1 527 455	762 870	715 578	600 769
TOTAL		44 604 624	155 853 213	88 661 985	67 505 980	45 348 814

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES

2025

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2025

07/08/2025 11:13:15

(en milliers de francs CFA)

Section	Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
614	HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 839 581	2 035 745	1 483 955	1 149 356
TOTAL		0	2 839 581	2 035 745	1 483 955	1 149 356
640	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE					
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 351 145	3 067 323	1 871 348	1 473 674	1 037 640
2.059	Promotion de la Femme	656 800	3 122 151	1 014 090	990 579	574 172
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	420 216	1 396 277	667 000	549 101	321 750
TOTAL		2 428 161	7 585 751	3 552 438	3 013 354	1 933 562
700	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
1.024	Administration Générale	429 500	2 683 779	1 605 724	1 160 171	657 297
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	166 516 555	88 782 059	27 415 651	7 873 842	7 160 436
2.066	Développement et sécurisation des transports	17 226 587	5 699 750	2 641 243	1 461 710	829 716
TOTAL		184 172 642	97 165 588	31 662 618	10 495 723	8 647 449
714	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
1.025	Administration Générale	300 000	13 680 474	961 337	590 819	402 188
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	1 350 000	3 468 805	1 976 013	1 695 330	778 377
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	200 000	1 111 963	789 016	748 892	694 124
2.071	Protection et Conservation de la Nature	1 950 000	6 882 511	3 748 844	3 349 269	1 982 632
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	300 000	721 817	398 523	327 946	126 836
TOTAL		4 100 000	25 865 570	7 873 732	6 712 257	3 984 157
720	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
1.026	Administration Générale	120 000	1 694 945	1 113 172	875 789	575 101
2.073	Développement des Ressources Energétiques	17 058 609	59 609 252	23 589 420	21 285 566	20 785 594
2.074	Développement des Ressources en Eau	9 000 000	31 608 069	2 341 067	1 741 952	1 158 814
TOTAL		26 178 609	92 912 266	27 043 659	23 903 307	22 519 509
726	MINISTERE DES MINES					
1.027	Administration Générale	2 080 000	2 058 738	1 052 042	884 419	543 390
2.075	Développement des ressources minérales	420 925	2 860 364	1 119 123	933 503	562 458
TOTAL		2 500 925	4 919 102	2 171 165	1 817 922	1 105 848
730	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION					
1.028	Administration Générale	156 375	1 469 844	924 365	454 172	290 381
2.076	Medias et Communication Publics	3 958 500	11 561 928	6 285 237	5 016 030	2 080 321
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	665 408	3 367 484	1 989 873	1 441 259	874 198
TOTAL		4 780 283	16 399 256	9 199 475	6 911 461	3 244 900

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES

2025

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2025

07/08/2025 11:13:15

(en milliers de francs CFA)

Section	Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
732	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
2.096	Régulation de la Communication	222 500	1 600 000	972 575	741 357	539 276
TOTAL		222 500	1 600 000	972 575	741 357	539 276
740	MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
1.029	Administration Générale	4 873 441	9 199 319	5 654 732	2 291 546	1 671 841
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	4 050 000	4 598 873	368 103	306 371	121 609
2.078	Gestion Cadastre et Foncière	3 150 000	4 336 935	2 376 716	2 096 710	1 214 783
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 450 000	8 015 069	6 728 827	6 643 458	5 988 159
2.080	Population	714 000	1 057 525	323 096	223 136	147 681
2.081	Aménagement du Territoire	250 000	450 288	155 125	149 960	97 165
TOTAL		18 487 441	27 658 009	15 606 599	11 711 181	9 241 238
820	MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
1.034	Administration Générale	9 172 500	16 682 958	4 086 071	3 700 472	2 526 926
2.087	Appui au Monde Rural	3 352 000	70 885 457	57 730 584	54 547 313	38 325 389
2.088	Aménagement et Equipement Rural	13 481 500	55 115 941	5 939 701	4 806 502	3 525 187
2.089	Recherche et Formation	3 333 500	4 964 988	3 454 633	3 243 328	2 330 332
TOTAL		29 339 500	147 649 344	71 210 989	66 297 616	46 707 834
822	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
1.037	Administration Générale	3 817 561	16 523 168	1 693 129	970 464	628 789
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	3 850 000	8 514 070	5 617 680	1 948 485	1 260 796
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	900 000	2 638 736	1 412 372	1 195 792	694 030
2.092	Protection sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	825 000	3 956 491	2 671 256	2 427 989	1 296 750
TOTAL		9 392 561	31 632 465	11 394 437	6 542 730	3 880 366
850	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
2.093	Sécurité Alimentaire	1 426 000	13 106 162	10 067 130	9 960 357	9 848 414
TOTAL		1 426 000	13 106 162	10 067 130	9 960 357	9 848 414
990	CHARGES COMMUNES					
0.003	Provisions pour imprévus	57 428 400	438 872 393	265 137 876	249 441 154	236 947 760
0.004	Dette	0	214 468 000	42 621 288	42 621 288	29 081 763
TOTAL		57 428 400	653 340 393	307 759 164	292 062 442	266 029 522
TOTAL DU BUDGET GENERAL		958 261 535	3 107 247 366	1 893 520 368	1 642 508 069	1 307 526 219

**Situation d'exécution des dépenses du
budget général (hors Budget Spécial
d'Investissement sur financement extérieur)
par section et par nature de dépense
au 30 juin 2025**

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2025

07/08/2025 11:14:23

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 542 721	2 034 177	2 034 177	1 124 094
Biens et services	0	9 201 221	5 085 246	4 449 872	4 123 133
Transferts et subventions	0	1 346 155	587 770	587 770	587 770
Investissement	832 200	832 200	416 100	416 100	416 100
Total	832 200	13 922 297	8 123 292	7 487 919	6 251 096
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	2 236 281	1 789 025	1 789 025	1 087 862
Biens et services	0	12 251 962	8 501 817	8 252 435	6 718 422
Transferts et subventions	0	2 077 219	1 283 263	1 268 427	1 100 993
Investissement	1 200 000	1 200 000	1 140 000	711 357	80 449
Total	1 200 000	17 765 462	12 714 105	12 021 245	8 987 726
130 PRIMATURE					
Personnel	0	2 692 831	2 261 940	2 163 528	1 271 781
Biens et services	0	8 003 709	5 833 893	4 028 268	2 752 686
Transferts et subventions	0	1 879 129	1 098 117	1 028 064	682 383
Investissement	3 250 000	1 750 000	699 194	571 126	110 352
Total	3 250 000	14 325 669	9 893 144	7 790 986	4 817 203
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS					
Personnel	0	3 432 123	2 745 698	2 745 698	2 745 698
Biens et services	0	2 184 278	926 658	926 658	926 658
Investissement	480 000	480 000	336 000	318 600	318 600
Total	480 000	6 096 401	4 008 356	3 990 956	3 990 956
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	637 497	509 998	509 998	304 825
Biens et services	0	732 201	480 778	363 858	168 781
Investissement	30 000	30 000	0	0	0
Total	30 000	1 399 698	990 776	873 856	473 606
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	3 469 213	2 775 370	2 775 370	1 456 448
Biens et services	0	1 447 188	1 128 261	591 708	306 711
Transferts et subventions	0	150 000	0	0	0
Investissement	8 631 875	2 631 875	2 431 548	1 599 572	1 599 572
Total	8 631 875	7 698 276	6 335 179	4 966 650	3 362 731
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL					
Personnel	0	377 426	301 941	301 941	172 835
Biens et services	0	1 185 780	849 220	737 252	525 738
Investissement	260 436	260 436	199 422	118 376	0
Total	260 436	1 823 642	1 350 583	1 157 568	698 573

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2025

07/08/2025 11:14:23

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	699 160	559 328	559 328	323 774
Biens et services	0	813 568	391 129	174 344	140 991
Investissement	89 899	89 899	0	0	0
Total	89 899	1 602 627	950 457	733 672	464 765
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	19 072 171	15 254 276	15 254 276	10 025 207
Biens et services	0	14 906 162	10 876 328	9 260 576	8 591 309
Transferts et subventions	0	6 647 263	4 044 737	3 763 909	3 912 130
Investissement	10 716 083	8 862 083	6 090 380	5 339 361	4 696 356
Total	10 716 083	49 487 679	36 265 721	33 618 122	27 225 002
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	643 713	514 970	514 970	314 241
Biens et services	0	1 521 026	764 363	445 189	307 606
Transferts et subventions	0	431 163	180 744	154 689	103 861
Investissement	5 265 000	1 665 000	283 063	161 187	149 639
Total	5 265 000	4 260 902	1 743 139	1 276 035	875 348
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	3 491 773	2 793 418	2 793 418	2 793 418
Biens et services	0	1 223 732	683 138	683 138	683 138
Transferts et subventions	0	30 000	0	0	0
Investissement	160 000	160 000	134 400	134 400	134 400
Total	160 000	4 905 505	3 610 956	3 610 956	3 610 956
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	426 853	341 482	341 482	269 907
Biens et services	0	818 076	397 224	397 224	397 224
Transferts et subventions	0	120 500	48 803	48 803	48 803
Investissement	285 000	285 000	201 527	201 527	201 527
Total	285 000	1 650 429	989 035	989 035	917 460
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	10 896	8 717	8 717	5 164
Biens et services	0	150 049	77 966	68 714	43 998
Total	0	160 945	86 683	77 431	49 161
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	272 819 915	216 664 932	216 664 932	142 680 298
Biens et services	0	129 621 474	113 855 788	100 746 615	88 018 882
Transferts et subventions	0	9 047 158	8 403 604	8 395 329	8 356 000
Investissement	77 860 144	99 248 609	79 442 798	71 142 110	69 473 321
Total	77 860 144	510 737 156	418 367 122	396 948 985	308 528 501

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2025

07/08/2025 11:14:23

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	24 011 694	19 603 035	18 634 303	11 249 931
Biens et services	0	14 946 363	9 098 581	7 194 986	4 008 986
Transferts et subventions	0	3 002 387	2 111 258	1 211 345	1 049 518
Investissement	5 321 067	5 321 067	1 943 059	1 643 049	1 900
Total	5 321 067	47 281 511	32 755 932	28 683 683	16 310 335
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	1 910 000	1 368 584	1 368 584	1 368 584
Biens et services	0	789 000	331 870	330 600	330 600
Investissement	190 000	190 000	0	0	0
Total	190 000	2 889 000	1 700 454	1 699 184	1 699 184
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	367 684	294 147	294 147	294 147
Biens et services	0	621 450	268 408	268 408	268 408
Investissement	47 500	47 500	0	0	0
Total	47 500	1 036 634	562 555	562 555	562 555
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	133 958 965	96 034 698	96 034 698	64 055 775
Biens et services	0	17 613 272	9 497 114	5 935 428	5 092 292
Transferts et subventions	0	4 174 744	2 232 531	2 189 328	1 444 420
Investissement	19 950 568	29 950 568	15 485 314	9 151 779	4 772 554
Total	19 950 568	185 697 549	123 249 657	113 311 233	75 365 041
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	20 822 917	12 502 651	11 966 876	11 966 876
Transferts et subventions	0	200 000	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
Total	0	21 022 917	12 502 651	11 966 876	11 966 876
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	28 879 557	23 569 828	23 409 859	13 770 007
Biens et services	0	17 138 460	10 516 635	9 019 821	5 055 841
Transferts et subventions	0	14 780 077	5 529 474	3 699 917	2 799 210
Investissement	69 957 850	37 620 978	16 558 291	13 547 537	11 027 867
Total	69 957 850	98 419 072	56 174 228	49 677 133	32 652 925
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	152 404	121 923	95 143	62 171
Biens et services	0	1 253 059	688 375	396 361	301 225
Investissement	130 000	130 000	102 000	0	0
Total	130 000	1 535 463	912 298	491 503	363 396

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2025

07/08/2025 11:14:23

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL					
Personnel	0	1 678 377	1 390 867	1 385 433	803 750
Biens et services	0	2 422 737	1 460 303	1 074 639	793 024
Transferts et subventions	0	157 825	119 359	118 716	118 716
Investissement	3 031 284	1 431 284	100 074	98 303	72 127
Total	3 031 284	5 690 223	3 070 603	2 677 090	1 787 617
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
Personnel	0	1 606 330	1 309 064	1 166 884	847 053
Biens et services	0	1 712 117	968 537	525 670	326 718
Transferts et subventions	0	13 024 276	7 000 681	6 651 914	5 850 856
Investissement	42 385 902	11 865 902	7 418 736	6 661 350	28 236
Total	42 385 902	28 208 625	16 697 019	15 005 818	7 052 863
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT					
Personnel	0	383 634	307 362	306 907	159 896
Biens et services	0	980 240	673 695	464 239	327 986
Transferts et subventions	0	30 000	0	0	0
Investissement	300 000	300 000	219 533	183 333	6 997
Total	300 000	1 693 874	1 200 590	954 479	494 878
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
Personnel	0	8 700 745	7 277 543	7 250 511	4 325 355
Biens et services	0	32 581 639	21 586 040	10 705 992	8 092 673
Transferts et subventions	0	17 641 849	8 652 776	7 351 787	6 814 535
Investissement	55 686 077	34 137 359	13 569 598	11 512 500	7 934 635
Total	55 686 077	93 061 592	51 085 957	36 820 790	27 167 198
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	562 274	449 819	449 819	410 501
Biens et services	0	1 155 832	682 908	682 908	682 908
Investissement	340 965	340 965	263 000	263 000	263 000
Total	340 965	2 059 071	1 395 727	1 395 727	1 356 409
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES					
Personnel	0	244 723	236 281	213 174	118 377
Biens et services	0	1 133 428	562 964	411 703	318 882
Transferts et subventions	0	1 464 312	1 327 168	1 285 321	1 227 407
Investissement	345 606	345 606	0	0	0
Total	345 606	3 188 069	2 126 413	1 910 198	1 664 666
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE					
Personnel	0	2 979 926	2 389 137	1 854 259	1 770 264
Biens et services	0	1 472 482	655 330	478 106	296 004
Transferts et subventions	0	1 319 411	644 504	422 002	278 313
Investissement	250 000	7 250 000	49 875	49 875	49 875
Total	250 000	13 021 819	3 738 847	2 804 242	2 394 456

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2025

07/08/2025 11:14:23

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI					
Personnel	0	975 768	780 614	596 934	596 934
Biens et services	0	639 404	344 068	104 853	59 968
Transferts et subventions	0	55 930	33 930	18 930	15 930
Investissement	100 000	100 000	37 800	968	968
Total	100 000	1 771 102	1 196 412	721 684	673 799
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
Personnel	0	2 725 152	2 563 268	2 305 934	1 152 457
Biens et services	0	2 271 682	1 177 431	838 600	644 618
Transferts et subventions	39 000	2 712 944	1 548 434	1 196 543	919 241
Investissement	9 117 969	4 724 969	1 086 399	691 508	611 988
Total	9 156 969	12 434 747	6 375 531	5 032 585	3 328 304
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	331 737 610	263 611 783	201 938 936	166 345 290
Biens et services	0	58 287 277	32 226 229	22 898 419	17 103 648
Transferts et subventions	0	11 174 028	7 243 079	6 100 035	5 758 387
Investissement	55 741 182	54 041 182	13 864 009	339 090	272 527
Total	55 741 182	455 240 097	316 945 100	231 276 480	189 479 851
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	8 194 672	1 991 215	1 536 406	1 163 938
Biens et services	0	2 219 471	1 251 166	428 640	280 099
Transferts et subventions	0	72 610 952	45 677 130	38 168 055	28 009 061
Investissement	19 270 105	8 370 105	3 654 959	2 467 901	2 065 223
Total	19 270 105	91 395 200	52 574 470	42 601 003	31 518 322
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME					
Personnel	0	2 158 944	1 730 455	1 729 955	1 063 293
Biens et services	0	3 786 109	2 306 435	1 067 137	785 807
Transferts et subventions	0	3 798 012	2 399 206	2 005 913	1 421 392
Investissement	3 431 750	3 231 750	461 343	10 345	10 345
Total	3 431 750	12 974 815	6 897 438	4 813 351	3 280 836
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
Personnel	0	2 092 570	1 661 910	1 627 210	944 825
Biens et services	0	4 257 053	2 160 450	1 491 044	1 226 635
Transferts et subventions	0	7 370 162	6 175 372	4 569 499	4 153 699
Investissement	178 502 427	100 542 813	97 720 494	97 711 643	97 648 219
Total	178 502 427	114 262 598	107 718 227	105 399 397	103 973 378
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
Personnel	0	51 732 763	39 656 441	33 015 485	22 428 376
Biens et services	0	22 537 527	9 724 746	7 103 560	5 729 502
Transferts et subventions	0	62 459 976	36 206 838	25 468 413	16 998 822
Investissement	44 604 624	19 122 947	3 073 961	1 918 522	192 115
Total	44 604 624	155 853 213	88 661 985	67 505 980	45 348 814

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2025

07/08/2025 11:14:23

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	260 812	226 464	226 464	129 223
Biens et services	0	58 560	49 560	0	0
Transferts et subventions	0	2 520 209	1 759 721	1 257 491	1 020 133
Total	0	2 839 581	2 035 745	1 483 955	1 149 356
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 969 350	1 615 178	1 613 678	878 346
Biens et services	0	1 984 510	1 153 865	729 784	483 784
Transferts et subventions	0	1 101 730	653 165	594 374	527 612
Investissement	2 428 161	2 530 161	130 231	75 518	43 821
Total	2 428 161	7 585 751	3 552 438	3 013 354	1 933 562
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
Personnel	0	3 033 598	2 464 208	2 464 208	1 445 710
Biens et services	0	2 117 277	1 112 468	805 983	462 063
Transferts et subventions	0	1 781 493	942 481	567 739	318 296
Investissement	184 172 642	90 233 220	27 143 461	6 657 793	6 421 379
Total	184 172 642	97 165 588	31 662 618	10 495 723	8 647 449
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	5 220 868	4 257 792	4 183 091	2 466 203
Biens et services	0	2 036 943	1 104 758	642 180	452 037
Transferts et subventions	0	1 413 759	979 982	734 300	416 815
Investissement	4 100 000	17 194 000	1 531 200	1 152 687	649 103
Total	4 100 000	25 865 570	7 873 732	6 712 257	3 984 157
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	2 095 111	1 707 370	1 707 370	943 622
Biens et services	0	1 999 717	1 086 100	780 205	552 973
Transferts et subventions	0	36 810 282	23 018 742	20 823 024	20 482 393
Investissement	26 178 609	52 007 156	1 231 446	592 708	540 522
Total	26 178 609	92 912 266	27 043 659	23 903 307	22 519 509
726 MINISTERE DES MINES					
Personnel	0	1 386 008	1 121 630	1 095 156	672 351
Biens et services	0	1 745 945	822 414	626 210	370 484
Transferts et subventions	0	286 224	227 122	96 556	63 014
Investissement	2 500 925	1 500 925	0	0	0
Total	2 500 925	4 919 102	2 171 165	1 817 922	1 105 848
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION					
Personnel	0	289 768	232 248	230 081	141 759
Biens et services	0	1 300 843	711 307	276 217	221 564
Transferts et subventions	0	9 530 862	6 384 036	4 712 171	2 612 371
Investissement	4 780 283	5 277 783	1 871 884	1 692 993	269 205
Total	4 780 283	16 399 256	9 199 475	6 911 461	3 244 900

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2025

07/08/2025 11:14:23

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	705 000	564 000	536 057	364 268
Biens et services	0	672 500	315 125	195 924	165 632
Investissement	222 500	222 500	93 450	9 376	9 376
Total	222 500	1 600 000	972 575	741 357	539 276
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Personnel	0	5 572 909	4 613 224	4 601 432	2 727 959
Biens et services	0	3 239 664	1 594 018	1 029 557	547 068
Transferts et subventions	0	3 907 995	3 417 937	240 020	194 515
Investissement	18 487 441	14 937 441	5 981 420	5 840 173	5 771 696
Total	18 487 441	27 658 009	15 606 599	11 711 181	9 241 238
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Personnel	0	7 766 948	6 358 794	6 358 051	3 633 694
Biens et services	0	3 339 888	1 806 357	1 578 412	1 176 058
Transferts et subventions	0	67 642 008	59 192 511	55 603 760	39 318 872
Investissement	29 339 500	68 900 500	3 853 327	2 757 392	2 579 210
Total	29 339 500	147 649 344	71 210 989	66 297 616	46 707 834
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	4 624 095	3 763 018	3 754 018	2 062 655
Biens et services	0	2 085 328	1 153 070	865 247	579 227
Transferts et subventions	0	5 730 481	4 804 793	1 240 689	940 771
Investissement	9 392 561	19 192 561	1 673 557	682 776	297 713
Total	9 392 561	31 632 465	11 394 437	6 542 730	3 880 366
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	324 824	272 553	209 082	121 561
Biens et services	0	9 375 769	8 640 413	8 599 177	8 574 755
Transferts et subventions	0	1 352 569	970 914	968 848	968 848
Investissement	1 426 000	2 053 000	183 250	183 250	183 250
Total	1 426 000	13 106 162	10 067 130	9 960 357	9 848 414
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	105 265 772	41 960 198	36 004 437	35 998 347
Biens et services	0	446 878 860	221 797 901	218 743 234	199 192 026
Transferts et subventions	39 000	61 801 685	18 379 145	15 418 784	12 798 454
Investissement	57 389 400	39 394 076	25 621 920	21 895 987	18 040 695
Total	57 428 400	653 340 393	307 759 164	292 062 442	266 029 522
TOTAL	958 261 535	3 107 247 366	1 893 520 368	1 642 508 069	1 307 526 219
TOTAL GENERAL	958 261 535	3 107 247 366	1 893 520 368	1 642 508 069	1 307 526 219

**Situation d'exécution des dépenses du
budget général (hors Budget Spécial
d'Investissement sur financement extérieur)
par section et par fonction
au 30 juin 2025**

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2025

07/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	832 200	13 922 297	8 123 292	7 487 919	6 251 096
Total	832 200	13 922 297	8 123 292	7 487 919	6 251 096
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	1 200 000	15 578 670	11 653 891	10 994 454	7 960 935
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	6 260	2 676	2 676	2 676
02.5 Défense n.c.a.	0	1 861 017	901 057	867 634	867 634
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	193 700	94 508	94 508	94 508
04.6 Communications	0	90 000	45 000	45 000	45 000
07.4 Services de santé publique	0	815	348	348	348
08.2 Services culturels	0	35 000	16 625	16 625	16 625
Total	1 200 000	17 765 462	12 714 105	12 021 245	8 987 726
130 PRIMATURE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	2 600 000	9 104 944	6 810 100	4 995 710	2 941 071
01.3 Services généraux	350 000	1 682 089	1 040 002	904 869	568 646
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	100 000	640 000	263 000	235 459	214 889
02.5 Défense n.c.a.	0	85 049	43 248	40 328	34 702
03.3 Tribunaux	150 000	752 304	418 875	375 689	246 652
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	57 942	38 139	25 738	25 738
07.4 Services de santé publique	0	992	424	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	1 134 162	810 364	768 542	465 183
10.3 Survivants	0	868 187	468 992	444 651	320 321
Total	3 250 000	14 325 669	9 893 144	7 790 986	4 817 203
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	480 000	6 096 401	4 008 356	3 990 956	3 990 956
Total	480 000	6 096 401	4 008 356	3 990 956	3 990 956
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
03.3 Tribunaux	30 000	1 399 698	990 776	873 856	473 606
Total	30 000	1 399 698	990 776	873 856	473 606
150 COUR SUPREME					
03.3 Tribunaux	8 631 875	7 698 276	6 335 179	4 966 650	3 362 731
Total	8 631 875	7 698 276	6 335 179	4 966 650	3 362 731
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	260 436	1 823 642	1 350 583	1 157 568	698 573
Total	260 436	1 823 642	1 350 583	1 157 568	698 573
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	89 899	1 602 627	950 457	733 672	464 765
Total	89 899	1 602 627	950 457	733 672	464 765

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2025

07/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	10 716 083	48 178 454	35 087 418	32 439 820	26 046 700
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	1 309 225	1 178 303	1 178 302	1 178 302
Total	10 716 083	49 487 679	36 265 721	33 618 122	27 225 002
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	815 000	3 384 104	1 583 384	1 142 524	746 623
01.2 Aide économique extérieure	0	26 244	9 920	4 038	4 038
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	375 000	375 000	124 688	124 688	124 688
07.4 Services de santé publique	0	554	209	0	0
09.4 Enseignement supérieur	4 075 000	475 000	24 938	4 786	0
Total	5 265 000	4 260 902	1 743 139	1 276 035	875 348
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	160 000	4 905 505	3 610 956	3 610 956	3 610 956
Total	160 000	4 905 505	3 610 956	3 610 956	3 610 956
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
03.3 Tribunaux	285 000	1 650 429	989 035	989 035	917 460
Total	285 000	1 650 429	989 035	989 035	917 460
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
03.3 Tribunaux	0	160 945	86 683	77 431	49 161
Total	0	160 945	86 683	77 431	49 161
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	154 859	59 430	59 411	54 455
02.1 Défense militaire	21 924 094	97 603 437	73 554 184	68 099 905	56 115 364
02.3 Aide militaire à des pays étrangers	10 408	195 264	102 664	102 664	102 664
02.4 Recherche-développement concernant la défense	25 625	25 625	11 531	11 531	11 531
02.5 Défense n.c.a.	23 050 499	384 237 294	323 503 418	307 593 817	231 673 665
03.3 Tribunaux	0	23 593	11 347	8 651	6 362
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 804 000	4 804 000	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	10 001	6 251	6 251	6 251
07.3 Services hospitaliers	27 877 169	14 535 708	12 648 012	12 636 718	12 152 747
07.4 Services de santé publique	0	11 860	5 337	5 337	5 337
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	4 613	4 613	4 613
08.1 Services récréatifs et sportifs	29 372	152 753	69 174	69 173	69 173
08.2 Services culturels	22 353	78 588	35 365	35 364	35 364
09.2 Enseignement secondaire	14 812	101 054	45 825	44 688	44 688
09.4 Enseignement supérieur	32 000	200 000	105 850	90 583	71 322
09.8 Enseignement n.c.a.	16 962	399 937	200 638	176 804	176 804
10.2 Vieillesse	15 148	76 357	34 361	34 361	34 361
10.3 Survivants	0	7 919 294	7 919 293	7 919 293	7 919 293
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	197 282	49 831	49 822	44 508
Total	77 860 144	510 737 156	418 367 122	396 948 985	308 528 501

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2025

07/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	1 126 891	503 205	375 182	224 804
03.3 Tribunaux	660 392	21 666 702	16 835 100	16 119 358	9 281 511
03.4 Administration pénitentiaire	1 436 639	10 119 024	7 056 183	6 353 354	3 437 743
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	3 224 036	13 314 577	7 526 652	5 008 785	2 607 834
07.4 Services de santé publique	0	13 800	5 900	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	1 040 517	828 893	827 005	758 443
Total	5 321 067	47 281 511	32 755 932	28 683 683	16 310 335
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	190 000	2 889 000	1 700 454	1 699 184	1 699 184
Total	190 000	2 889 000	1 700 454	1 699 184	1 699 184
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	47 500	1 036 634	562 555	562 555	562 555
Total	47 500	1 036 634	562 555	562 555	562 555
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
03.1 Services de police	13 647 032	133 566 306	87 524 942	86 398 581	58 002 065
03.2 Services de protection civile	4 021 036	29 934 253	22 021 629	16 789 435	11 342 891
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 282 500	22 196 990	13 703 086	10 123 217	6 020 085
Total	19 950 568	185 697 549	123 249 657	113 311 233	75 365 041
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT					
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	21 022 917	12 502 651	11 966 876	11 966 876
Total	0	21 022 917	12 502 651	11 966 876	11 966 876
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	57 807 055	70 801 952	49 117 580	44 653 313	29 045 335
01.3 Services généraux	10 203 295	18 304 804	5 138 642	3 683 071	2 812 050
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	575 000	705 500	98 652	37 202	23 974
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	725 000	5 515 137	591 768	389 725	289 066
04.3 Combustibles et énergie	447 500	1 274 545	691 284	442 793	249 103
04.7 Autres branches d'activité	150 000	150 000	23 275	11 995	11 995
07.4 Services de santé publique	0	1 433	542	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	634 953	116 853	102 205	74 645
09.5 Enseignement non défini par niveau	50 000	1 030 748	395 632	356 830	146 756
Total	69 957 850	98 419 072	56 174 228	49 677 133	32 652 925
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	130 000	1 535 463	912 298	491 503	363 396
Total	130 000	1 535 463	912 298	491 503	363 396

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2025

07/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	1 175	494	493	493
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	600 000	600 000	12 104	10 401	5 481
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 000 000	400 000	0	0	0
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	427 534	4 606 920	3 027 088	2 636 059	1 751 505
07.4 Services de santé publique	0	340	129	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 750	81 788	30 789	30 137	30 137
Total	3 031 284	5 690 223	3 070 603	2 677 090	1 787 617
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	32 987	25 785	25 785	24 392
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	42 235 877	27 673 545	16 330 081	14 838 119	6 933 563
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	334	126	0	0
07.4 Services de santé publique	0	529	200	0	0
09.2 Enseignement secondaire	0	112 143	112 143	56 787	56 787
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	239 062	175 134	85 128	38 122
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	150 025	150 025	53 550	0	0
Total	42 385 902	28 208 625	16 697 019	15 005 818	7 052 863
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	106 465	57 195	50 924	35 275
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	300 000	581 851	378 937	338 638	95 250
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	43 500	34 800	8 674	5 657
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	942 058	721 108	556 243	358 697
09.8 Enseignement n.c.a.	0	20 000	8 550	0	0
Total	300 000	1 693 874	1 200 590	954 479	494 878
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	46 967	33 517	33 517	33 517
01.3 Services généraux	15 709 000	8 545 279	6 645 499	6 058 357	2 934 605
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	22 903 309	56 226 640	31 437 807	19 797 198	13 841 729
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	14 612 163	24 887 240	12 170 048	10 490 660	10 010 972
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	209 000	135 819	31 162	31 162
04.6 Communications	0	242 617	234 094	233 956	229 000
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	600 000	600 000	0	0	0
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	614 105	614 105	121 157	0	0
07.4 Services de santé publique	0	442	167	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	482 858	303 827	172 255	84 554
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	6 444	4 023	3 684	1 659
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 200 000	1 200 000	0	0	0
Total	55 686 077	93 061 592	51 085 957	36 820 790	27 167 198
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
04.6 Communications	340 965	2 059 071	1 395 727	1 395 727	1 356 409
Total	340 965	2 059 071	1 395 727	1 395 727	1 356 409

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2025

07/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	900	428	427	427
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	297 500	510 210	128 923	98 555	59 184
08.4 Culte et autres services communautaires	0	1 625 012	1 406 989	1 335 237	1 266 646
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 106	1 051 947	590 074	475 978	338 409
Total	345 606	3 188 069	2 126 413	1 910 198	1 664 666
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	100 000	5 620 149	3 579 008	2 644 865	2 258 829
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	200 590	85 752	85 752	85 752
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	7 150 000	49 875	49 875	49 875
07.4 Services de santé publique	0	51 080	24 212	23 750	0
Total	250 000	13 021 819	3 738 847	2 804 242	2 394 456
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI					
03.3 Tribunaux	100 000	1 771 102	1 196 412	721 684	673 799
Total	100 000	1 771 102	1 196 412	721 684	673 799
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	9 915	7 472	7 471	4 480
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	6 702 607	7 766 026	3 608 924	2 997 116	1 858 456
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	7 837	6 270	1 055	1 055
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	262 112	1 113 605	611 772	476 734	284 651
04.7 Autres branches d'activité	0	33 217	16 501	13 712	9 082
04.9 Affaires économiques n.c.a.	1 866 750	2 557 275	1 607 688	1 306 247	990 668
07.4 Services de santé publique	0	558	211	0	0
09.4 Enseignement supérieur	325 500	946 314	516 693	230 250	179 912
Total	9 156 969	12 434 747	6 375 531	5 032 585	3 328 304
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	2 000	176 162	134 237	132 974	30 398
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	51 518	29 597	20 651	10 127
07.4 Services de santé publique	0	19 193	7 877	4 986	4 986
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	7 470 112	267 799 233	211 153 190	156 475 984	137 761 987
09.2 Enseignement secondaire	42 153 111	102 900 051	47 748 829	22 435 551	20 049 875
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	2 122 028	1 317 609	1 015 983	548 008
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 024 809	21 366 275	11 422 494	7 187 983	4 607 356
09.8 Enseignement n.c.a.	4 091 150	60 805 637	45 131 268	44 002 368	26 467 114
Total	55 741 182	455 240 097	316 945 100	231 276 480	189 479 851

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2025

07/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
01.4 Recherche fondamentale	134 485	1 013 760	507 316	490 519	348 524
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	224 611	150 678	11 625	11 625
07.3 Services hospitaliers	0	68 170	30 677	0	0
09.4 Enseignement supérieur	7 750 727	73 686 741	43 510 658	36 894 364	26 759 120
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	9 350 408	5 099 549	2 830 163	1 526 570	1 100 515
09.8 Enseignement n.c.a.	2 034 485	11 302 369	5 544 980	3 677 924	3 298 538
Total	19 270 105	91 395 200	52 574 470	42 601 003	31 518 322
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	16 054	11 957	11 957	4 438
01.3 Services généraux	0	14 888	5 880	5 154	5 154
04.7 Autres branches d'activité	60 000	816 812	272 885	256 010	182 212
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	50 845	19 555	14 632	14 632
07.4 Services de santé publique	0	2 076	785	784	784
08.2 Services culturels	2 666 000	7 260 308	3 719 606	2 475 673	1 708 247
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	509 500	3 463 473	2 127 901	1 463 669	1 013 300
09.2 Enseignement secondaire	0	490 545	267 480	262 005	162 871
09.4 Enseignement supérieur	196 250	859 814	471 391	323 465	189 199
Total	3 431 750	12 974 815	6 897 438	4 813 351	3 280 836
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	2 071	870	457	457
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	500 000	770 256	150 536	86 118	65 425
07.2 Services ambulatoires	16 711 050	8 793 946	8 716 654	8 678 362	8 670 233
07.4 Services de santé publique	0	404	153	0	0
08.1 Services récréatifs et sportifs	160 681 767	99 030 683	95 486 695	93 920 231	93 190 587
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	50 000	3 985 146	2 785 229	2 408 532	1 790 169
09.2 Enseignement secondaire	9 610	724 894	319 094	234 778	199 458
09.8 Enseignement n.c.a.	550 000	955 198	258 996	70 919	57 049
Total	178 502 427	114 262 598	107 718 227	105 399 397	103 973 378
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	1 605	674	673	673
07.2 Services ambulatoires	76 000	676 000	320 968	118 009	20 968
07.3 Services hospitaliers	32 771 139	38 580 317	20 764 979	16 714 261	9 346 917
07.4 Services de santé publique	574 100	28 438 084	19 077 493	14 045 888	12 927 921
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	723 350	6 065 322	3 526 982	2 877 978	1 309 463
07.6 Santé n.c.a.	5 871 047	58 077 994	33 632 000	27 675 840	17 463 262
10.1 Maladie et invalidité	0	2 471 795	1 350 094	1 111 846	1 102 578
10.2 Vieillesse	300 000	10 511 990	3 356 526	0	0
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	614 620	967 872	363 561	300 596	194 497
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 674 368	10 062 234	6 268 709	4 660 889	2 982 536
Total	44 604 624	155 853 213	88 661 985	67 505 980	45 348 814

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2025

07/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
07.6 Santé n.c.a.	0	2 839 581	2 035 745	1 483 955	1 149 356
Total	0	2 839 581	2 035 745	1 483 955	1 149 356
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	1 813	761	761	761
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	40 000	16 200	14 791	14 791
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 000	100 000	6 650	0	0
07.4 Services de santé publique	454	23 579	8 741	7 162	6 100
07.6 Santé n.c.a.	532	79 932	55 614	40 235	26 385
08.1 Services récréatifs et sportifs	100 000	100 000	6 650	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	1 060	43 569	31 546	31 324	16 906
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	650 000	325 000	325 000	325 000
10.4 Famille et enfants	2 225 025	5 597 856	2 390 673	2 072 932	1 210 037
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	1 090	91 084	65 758	65 716	40 314
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	857 918	644 844	455 432	293 268
Total	2 428 161	7 585 751	3 552 438	3 013 354	1 933 562
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	2 350	987	493	493
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	205 300	377 857	87 893	33 649	30 180
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	832 500	856 625	831 625	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	200 000	100 000	24 890	0
04.5 Transports	175 997 787	85 769 930	28 193 905	8 375 486	7 185 156
04.7 Autres branches d'activité	800 000	400 000	0	0	0
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	5 547 500	6 539 002	653 186	619 618	550 844
04.9 Affaires économiques n.c.a.	210 000	2 092 604	1 324 605	1 034 018	593 863
06.2 Équipements collectifs	60 055	60 055	60 055	60 055	60 055
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a. ;	300 000	758 243	350 376	316 225	208 704
07.4 Services de santé publique	0	1 195	452	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	19 500	107 727	59 534	31 290	18 153
Total	184 172 642	97 165 588	31 662 618	10 495 723	8 647 449
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	1 369	575	575	575
05.1 Gestion des déchets	300 000	300 000	125 000	57 124	0
05.2 Gestion des eaux usées	800 000	1 181 476	656 111	575 689	138 682
05.3 Lutte contre la pollution	0	43 341	27 462	27 460	22 755
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	2 850 000	21 335 365	5 260 197	4 664 441	2 959 679
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	150 000	3 004 019	1 804 388	1 386 969	862 466
Total	4 100 000	25 865 570	7 873 732	6 712 257	3 984 157

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2025

07/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	1 210	508	508	508
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	8 266 653	163 253	140 001	100 935
04.3 Combustibles et énergie	17 058 609	56 867 797	23 565 966	21 267 612	20 785 339
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	4 750	1 520	1 519	1 519
04.5 Transports	150 000	150 000	0	0	0
04.7 Autres branches d'activité	0	143 194	81 816	70 010	30 233
04.9 Affaires économiques n.c.a.	120 000	1 723 698	1 136 278	893 489	575 101
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	600 000	713 047	114 657	100 736	100 736
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	164 000	0	0	0
06.3 Alimentation en eau	3 250 000	24 877 670	1 979 567	1 429 431	925 136
07.4 Services de santé publique	0	247	93	0	0
Total	26 178 609	92 912 266	27 043 659	23 903 307	22 519 509
726 MINISTERE DES MINES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	900	378	0	0
04.3 Combustibles et énergie	300 000	571 224	221 047	96 556	63 014
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	2 120 925	2 599 244	931 621	850 653	516 237
04.9 Affaires économiques n.c.a.	80 000	1 747 734	1 018 119	870 713	526 598
Total	2 500 925	4 919 102	2 171 165	1 817 922	1 105 848
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION					
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	2 000 000	900 000	891 054	891 054
04.6 Communications	4 475 283	11 911 941	6 714 123	4 935 576	1 749 359
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	305 000	2 486 779	1 585 149	1 084 831	604 486
07.4 Services de santé publique	0	536	203	0	0
Total	4 780 283	16 399 256	9 199 475	6 911 461	3 244 900
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	222 500	1 600 000	972 575	741 357	539 276
Total	222 500	1 600 000	972 575	741 357	539 276
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	564 000	1 092 222	300 804	231 301	113 868
01.3 Services généraux	550 000	883 525	259 341	217 261	141 806
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	32 587	20 512	20 074	14 225
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	50 000	2 246 280	1 673 949	1 627 879	977 030
06.1 Logement	5 400 000	5 789 748	5 057 348	5 032 977	5 020 875
06.2 Équipements collectifs	2 600 000	2 800 288	195 025	179 958	120 165
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et de	250 000	295 000	23 870	17 774	11 774
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	8 923 441	14 368 359	8 025 875	4 383 958	2 841 495
10.4 Famille et enfants	150 000	150 000	49 875	0	0
Total	18 487 441	27 658 009	15 606 599	11 711 181	9 241 238

BUDGET DE L'ETAT : DEPENSES 2025

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2025

07/08/2025

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	3 128	1 314	1 314	1 314
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	26 139 500	138 171 761	70 677 118	65 786 349	46 402 257
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	3 016 000	33 250	33 250	33 250
04.7 Autres branches d'activité	0	7 189	2 778	2 542	2 542
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	2 700 000	200 000	0	0	0
05.3 Lutte contre la pollution	300 000	5 505 000	9 975	9 975	9 975
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	0	732 516	481 356	458 989	253 299
07.4 Services de santé publique	0	13 750	5 198	5 197	5 197
Total	29 339 500	147 649 344	71 210 989	66 297 616	46 707 834
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	2 904	1 220	1 220	356
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	9 392 561	31 264 673	11 234 446	6 395 269	3 772 531
09.2 Enseignement secondaire	0	364 888	158 771	146 241	107 479
Total	9 392 561	31 632 465	11 394 437	6 542 730	3 880 366
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 426 000	13 106 162	10 067 130	9 960 357	9 848 414
Total	1 426 000	13 106 162	10 067 130	9 960 357	9 848 414
990 CHARGES COMMUNES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	2 611 345	3 847 293	120 993	116 557	64 749
01.3 Services généraux	2 700 000	34 439 641	19 434 104	13 498 242	13 498 242
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	11 506 106	104 129 694	22 419 313	19 119 677	12 177 827
01.7 Opérations concernant la dette publique	1 039 000	240 952 195	53 023 253	51 227 441	37 463 413
03.2 Services de protection civile	2 500 000	167 101	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	161 137 899	160 237 899	158 905 000	158 905 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	12 003 895	16 758 261	6 003 584	5 362 631	3 763 776
04.5 Transports	3 406 122	2 258 183	2 213 569	1 489 138	632 752
04.6 Communications	0	6 112 505	87 244	8 350	8 350
04.9 Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	15 000 000	13 318 474	13 318 474	11 918 424
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	0	0	0	0
06.2 Équipements collectifs	160 000	1 654 823	0	0	0
07.4 Services de santé publique	0	1 300 000	0	0	0
07.6 Santé n.c.a.	0	10 153 293	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	116 531	0	0	0
10.2 Vieillesse	0	40 000 000	21 600 000	21 600 000	21 600 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	2 001 932	15 312 974	9 300 731	7 416 933	5 996 990
Total	57 428 400	653 340 393	307 759 164	292 062 442	266 029 522
TOTAL	958 261 535	3 107 247 366	1 893 520 368	1 642 508 069	1 307 526 219
TOTAL GENERAL	958 261 535	3 107 247 366	1 893 520 368	1 642 508 069	1 307 526 219